

# REVUE 127 D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

FONDATEURS :

Charles GIDE †, Alfred JOURDAN †, Edmond VILLEY †

RÉDACTEUR EN CHEF 1934-1946 : Gaëtan PIROU †

---

**Charles RIST**

Professeur honoraire à la Faculté de droit  
de Paris,  
Membre de l'Institut.

**René COURTIN**

Professeur à la Faculté de droit  
de Paris.

**Georges LUTFALLA**

Administrateur général de l'Ecole nationale d'Organisation économique et sociale.

RÉDACTEURS EN CHEF

---

SOIXANTE-TROISIÈME ANNÉE


RS

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>

---

1953



Digitized by the Internet Archive  
in 2024



REVUE  
D'ÉCONOMIE POLITIQUE  
LXIII



# REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

FONDATEURS :

Charles GIDE †, Alfred JOURDAN †, Edmond VILLEY †

RÉDACTEUR EN CHEF 1934-1946 : Gaëtan PIROU †

RÉDACTEURS EN CHEF :

**Charles RIST**

Professeur honoraire  
à la Faculté de droit de Paris,  
Membre de l'Institut.

**René COURTIN**

Professeur à la Faculté de droit  
de Paris.

**Georges LUTFALLA**

Administrateur général de l'École nationale d'Organisation économique et sociale.

SOIXANTE-TROISIÈME ANNÉE

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>

1953



## COMITE DE DIRECTION

**MM. Albert Aftalion**, professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris; **Maurice Allais**, professeur à l'Ecole nationale des Mines de Paris et à l'Institut de Statistique de l'Université de Paris; **Michel Augé-Laribé**, délégué de la France à l'Institut international d'agriculture de Rome, président de la Société française d'économie rurale; **Louis Baudin**, professeur à la Faculté de droit de Paris, membre de l'Institut; **Maurice Byé**, professeur à la Faculté de droit de Paris; **Gérard Dehove**, professeur à la Faculté de droit de Lille; **Pierre Dieterlen**, professeur à l'Ecole nationale d'organisation économique et sociale; **François Divisia**, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers; **Edouard Dolléans**, professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris; **Pierre Fromont**, professeur à la Faculté de droit de Paris, membre de l'Académie d'Agriculture; **Robert Goetz-Girey**, professeur à la Faculté de droit de Nancy; **René Gonnard**, professeur honoraire à la Faculté de droit de Lyon, correspondant de l'Institut; **Henri Guitton**, professeur à la Faculté de droit de Dijon; **Emile James**, professeur à la Faculté de droit de Paris; **Jean-Marcel Jeanneney**, doyen honoraire de la Faculté de droit de Grenoble, professeur à la Faculté de droit de Paris; **C.-E. Labrousse**, professeur à la Faculté des lettres de Paris; **Adolphe Landry**, directeur honoraire d'études de l'Ecole pratique des Hautes Etudes; **Gaston Leduc**, professeur à la Faculté de droit de Paris; **François Perroux**, professeur à la Faculté de droit de Paris; **Paul Reboud**, doyen honoraire de la Faculté de droit de Grenoble, correspondant de l'Institut; **René Roy**, professeur à l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées et à l'Institut de statistique de l'Université de Paris; **Jacques Rueff**, professeur à l'Institut national des sciences politiques, membre de l'Institut; **Alfred Sauvy**, directeur de l'Institut national d'études démographiques; **André Siegfried**, professeur au Collège de France, membre de l'Académie française et de l'Académie des Sciences morales et politiques; **Daniel Villey**, professeur à la Faculté de droit de Poitiers.

**Mlle M. Apchié**, secrétaire de la Rédaction.

1127-19

# REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

## LA RÉGULATION MONÉTAIRE ET LE PROBLÈME INSTITUTIONNEL DE LA MONNAIE

---

SOMMAIRE : I. Mesure de la demande globale. — II. Le crédit et l'escompte. — III. La régulation monétaire. — IV. L'inflation. — V. La parabole du dîner. — VI. L'équilibre de la balance des comptes. — VII. Le nouveau commandement d'austérité. — VIII. Le problème institutionnel de la monnaie.

Sur plusieurs questions touchant à la monnaie, j'éprouve une difficulté majeure à suivre la pensée de certains amis très proches, avec qui je me trouve, au regard d'autres problèmes économiques, en étroite communion d'idées.

Cette difficulté résulte essentiellement d'une divergence de vues sur les influences qui déterminent la quantité de monnaie en circulation.

L'opposition n'est pas seulement théorique. Son importance m'est apparue en pleine lumière au cours d'un récent comité de l'O. E. C. E. « sur la stabilité intérieure ». La majorité de mes collègues voyait dans un emprunt non dépensé une cause mécanique de déflation. Ils épousaient sans réserve la thèse magnifiquement exprimée par lord Keynes dans la parabole du dîner : « Un acte d'épargne individuelle signifie — pour ainsi dire — une décision de ne pas dîner aujourd'hui... Il produit donc un effet déprimant sur l'industrie intéressée à la préparation du dîner d'aujourd'hui, sans stimuler aucune des industries qui travaillent en vue d'un acte futur de consommation »<sup>1</sup>.

1. P. 226 de l'édition française de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, traduction de Largentaye, Payot, édit.



Mes idées, au contraire, m'incitaient à voir dans l'épargne non dépensée une influence tendant à augmenter la quantité de monnaie en circulation.

L'option entre les deux thèses entraîne des conséquences importantes, tant sur le plan de la théorie monétaire que sur celui de l'action concrète. Elle contribue, notamment, à délimiter les tâches et les responsabilités qui incombent aux gouvernements et aux banques d'émission dans le domaine de l'investissement et de la monnaie.

Ces diverses raisons m'ont conduit à préciser, dans les lignes qui suivent, l'essentiel de ma pensée, pour la soumettre à la discussion de ceux qui ont sur les mêmes problèmes des vues différentes.

\*  
\* \*

## I. — MESURE DE LA DEMANDE GLOBALE.

Pour l'analyse des influences qui déterminent la quantité de monnaie en circulation, quelques notions fondamentales doivent être rappelées ou précisées.

Le niveau général des prix, en chaque séance de marché, ne dépend que du rapport entre la demande globale et la valeur globale des offres<sup>2</sup>.

Lorsque les prix sont libres, la demande ne se distingue pas du montant des achats accomplis.

Mais les achats accomplis peuvent être réglés au comptant ou à terme.

Lorsque l'achat est réglé au comptant, la monnaie requise pour le paiement ne peut provenir que d'une vente opérée par le demandeur pendant la même séance du marché, d'un excédent des créations sur les destructions de monnaie effectuées pour son compte au cours de la même période ou d'une réduction, entre le début et la fin du marché, de l'encaisse qu'il souhaite détenir.

2. J'ai montré dans ma *Théorie des phénomènes monétaires* (Payot, 1927) (p. 72) et dans *L'Ordre social* (2<sup>e</sup> éd., Librairie Médicis, 1949, p. 32-39) que la moyenne arithmétique de tous les prix du marché, pondérés des quantités échangées, était indifférente à la répartition de la demande totale et ne dépendait, toutes conditions égales quant à l'offre, que du montant de la demande totale. Cette constatation m'a conduit à faire — dès 1927 — de la « demande totale » l'instrument essentiel de l'analyse dynamique des marchés.



Ceci permet d'écrire :

« Demande d'un échangeur pendant une séance de marché  
= montant des ventes opérées par lui au cours de cette séance  
+ excédent des créations sur les destructions de monnaie effectuées pour son compte pendant la même période — variations entre le début et la fin du marché de l'encaisse qu'il souhaite détenir. »

Si l'on ajoute membre à membre les égalités analogues propres à tous les participants au marché, on constate que, en chaque séance du marché, *la demande globale est égale à la valeur globale des offres, majorée de la différence entre les variations, pendant la même période, de la quantité de monnaie en circulation et du montant global des encaisses désirées.*

Cette identité montre que le gros de la demande, en toute période, est fourni par la valeur des offres. C'est de cette constatation que la fameuse théorie des débouchés, de Jean-Baptiste Say, est l'expression approximative, donc inexacte. En réalité la demande globale s'écartera de la valeur globale des offres — et le niveau général des prix variera — toutes les fois qu'une divergence existera entre les variations, pendant la période considérée, de la quantité de monnaie en circulation et du montant global des encaisses désirées.

L'identité précédente constitue donc une version rectifiée de la théorie quantitative de la monnaie.

Toutefois, pour son interprétation, une élaboration de la notion d'encaisse désirée est indispensable.

Est désiré, tout élément d'encaisse que son titulaire ne désire pas remplacer par une richesse de nature non monétaire.

Or la quantité de monnaie en circulation dont l'existence ne provoque aucune demande de richesses non monétaires se décompose en deux fractions : celle qui est exigée par l'exécution des règlements afférents aux transactions intervenues sur le marché, celle que les individus souhaitent conserver pour parer à des besoins éventuels.

L'existence d'encaisses indispensables au règlement de transactions antérieures résulte du fait que la plupart des procédures de règlement, sauf le paiement manuel par remise de monnaie proprement dite, exige des délais non négligeables, pendant lesquels la monnaie n'apparaît plus dans le



patrimoine du payeur sans apparaître encore dans celui du payé. C'est le cas, notamment, des envois de fonds par la poste, des paiements par chèques ou virements. La monnaie ainsi employée représente ce que les comptables appellent les « en route ». Son montant total détermine, à chaque instant, la quantité de monnaie qui eût été indispensable au règlement des transactions intervenues si aucune quantité de monnaie n'était jamais gardée dans un patrimoine en vue de besoins éventuels. Pour cette raison, elle représente pour nous le montant des « encaisses nécessaires ».

Le volume global des encaisses nécessaires dépend évidemment des procédures de règlement effectivement employées, du volume des transactions à régler et du niveau général des prix. Si la collectivité envisagée « tourne » en état de régime, le premier élément est immuable. Alors, le montant des encaisses nécessaires ne dépend que de l'activité des échanges et du niveau des prix. Dans tous les cas, le montant global des encaisses nécessaires est mécaniquement déterminé par des facteurs économiques et financiers.

Quant au volume des « encaisses thésaurisées » en vue d'une utilisation éventuelle, il est grandement dépendant des prévisions que font les usagers de la monnaie du montant de leurs besoins ultérieurs. Il résulte essentiellement de considérations d'ordre psychologique.

Les encaisses thésaurisées et les encaisses nécessaires présentent entre elles une différence importante. Les premières apparaissent dans les tiroirs-caisses ou dans les portefeuilles. De ce fait, leur existence et leur montant sont connus de ceux qui les conservent, alors que les secondes, étant « en route », ne sont pas apparentes, sauf pour les comptables.

L'ensemble des encaisses nécessaires et thésaurisées détermine le montant des encaisses que leurs titulaires ne désirent pas remplacer par des biens de nature non monétaire. Pour cette raison, nous les qualifions « d'encaisses désirées »<sup>3</sup>.

L'identité précédemment établie, qui relie la différence entre la demande et l'offre globales à la différence entre les varia-

3. La théorie des encaisses désirées, somme des encaisses nécessaires et des encaisses thésaurisées, est exposée en détail dans *L'Ordre social* (p. 186 de la 2<sup>e</sup> éd.).

tions de la quantité de monnaie en circulation et du montant global des encaisses désirées, rappelle la théorie quantitative classique.

Elle s'en distingue cependant par la substitution de la notion d'encaisse désirée à celle de vitesse de circulation de la monnaie. Les paragraphes suivants montreront que la première, bien que de nature psychologique, a un caractère de réalité économique qui fait entièrement défaut à l'expression purement arithmétique que constitue la seconde.

Comme la théorie classique, notre identité quantitative ne permet pas de localiser la cause des phénomènes inflationnistes dans son premier ou dans son second membre. Tout ce qu'elle nous apprend, c'est que si l'un d'eux varie, l'autre varie dans la même proportion.

Cependant, si l'on veut ne pas commettre à l'égard de cette forme renouvelée de la théorie quantitative l'erreur si souvent commise à l'égard de l'ancienne, si l'on veut éviter qu'elle ne soit qu'une relation formelle, vide de contenu économique, il faut pénétrer le mécanisme par lequel l'identité des deux membres se trouve, en fait, assurée. C'est ce qui sera tenté au cours des prochains paragraphes.

## II. — LE CRÉDIT ET L'ESCOMPTE.

L'analyse qui précède est fondée sur l'hypothèse de règlements immédiats. Je vais maintenant rechercher les conséquences du délai de paiement, c'est-à-dire du crédit.

Vendre à crédit, c'est vendre, non contre paiement immédiat, mais contre la promesse de paiement ultérieur que constitue une créance en monnaie.

La créance permet à celui qui la détient d'exiger du débiteur, à l'échéance, le paiement qu'elle stipule, et si celui-ci le refuse, de recourir aux moyens d'exécution prévus par la loi.

Mais le débiteur, telle la plus belle fille du monde, ne peut donner que ce qu'il a. S'il ne peut ou ne veut réduire son encaisse et s'il n'attend pas de rentrée d'argent, il n'honorera sa dette que si, à l'échéance, il peut vendre des biens d'égale valeur, autrement dit s'il dispose dans son patrimoine, à cette date, d'actifs libres d'égal montant.

Evidemment, le créancier peut espérer une rentrée fortuite



chez son débiteur. Mais, généralement, il n'acceptera le paiement différé que si, dès le moment où la dette est contractée, les biens nécessaires pour en assurer le règlement existent dans le patrimoine du débiteur.

Ces biens peuvent être expressément définis et immobilisés, si la créance est gagée. Ils sont l'objet d'un dépôt dans un local approprié, lorsque la créance est un « warrant », ou d'un blocage en banque, lorsque le gage porte sur des valeurs mobilières. Dans d'autres cas, c'est une hypothèque qui assure l'existence et la conservation des valeurs qui garantissent le paiement.

Quand la créance a la forme d'un effet de commerce, la « cause » de la créance est généralement précisée sur l'effet. Elle résulte de la livraison de biens qui seront conservés dans l'actif du débiteur jusqu'à l'échéance et y représenteront les valeurs que celui-ci réalisera pour l'apurement de sa dette.

Si la créance n'est pas gagée, c'est l'actif global du ou des débiteurs qui en garantit le paiement.

Toutes les procédures de garantie pratiquement en vigueur — et notamment la procédure de l'acceptation — tendent à donner au créancier la certitude que des valeurs sont, en fait, réservées à concurrence du montant de sa créance et seront disponibles, à l'échéance, aux fins de règlement.

Ainsi, dans presque tous les cas, sous des formes juridiques très diverses, les créances remises en paiement dans une opération de vente à crédit sont la représentation d'un actif, distinct ou indistinct, conservé, dans le patrimoine du débiteur, en vue de l'incorporation à un processus productif ou pour des raisons d'opportunité, mais destiné à être vendu lorsque la dette devra être payée.

De ce fait, la vente à crédit peut être considérée, au moment où elle intervient, comme l'échange entre l'article acheté et les richesses que représente la créance remise en paiement, c'est-à-dire comme un véritable troc.

Ce sont les répercussions très diverses que le délai de paiement est susceptible d'exercer sur l'équilibre des marchés où les richesses s'échangent contre la monnaie, que nous allons rechercher.

Pour simplifier l'analyse, nous l'accomplirons dans l'hypothèse d'une situation où le stock monétaire de chaque indi-

vidu serait constamment au niveau de son encaisse désirée, par immobilité des deux grandeurs.

Lorsque, dans cette hypothèse, toutes les transactions sont réglées au comptant, chaque individu, en toute séance de marché, demande à concurrence de ses offres, faute de quoi son encaisse effective ne resterait pas au niveau de son encaisse désirée.

Si certaines transactions sont réglées à trois mois d'échéance, la situation doit être examinée au moment où la transaction intervient et au moment de son règlement.

Au moment où la transaction intervient, l'offreur reçoit une créance sur l'acheteur, mais aucun paiement. Son encaisse effective étant au niveau de son encaisse désirée, il ne peut rien demander. Il y a donc eu de sa part offre sans demande.

Inversement, l'acheteur n'a rien à payer. Il n'a donc pas besoin d'offrir pour demander.

La conclusion de la transaction à règlement différé suscite ainsi, de la part du vendeur, offre sans demande; de la part de l'acheteur, demande sans offre. Elle n'a donc aucune répercussion sur la différence entre la demande et l'offre globales.

A l'échéance, le débiteur doit régler son vendeur. Puisque son encaisse effective est au niveau de son encaisse désirée, il doit formuler une offre sur le marché à concurrence de sa dette, offre qui n'est accompagnée d'aucune demande.

Inversement, le créancier reçoit paiement. Pour que son encaisse ne varie pas, il demande à concurrence du même montant et formule donc une demande sans offre.

Ainsi, le règlement de la transaction différée — lui non plus — n'affecte pas la différence entre la demande et l'offre globales.

La vente à crédit n'entraîne donc, en elle-même, aucun effet perturbateur, ni aucune répercussion monétaire. Elle est seulement un transfert pendant la durée du crédit — c'est-à-dire un prêt du vendeur à l'acheteur — de la faculté d'achat qu'aurait value au premier l'encaissement du produit de la vente si elle s'était faite au comptant.

Mais le vendeur peut escompter sa créance.

S'il la cède à un détenteur d'encaisses préexistantes — ce qui

est le cas lorsque, directement ou indirectement, il la vend sur le marché monétaire, généralement qualifié « marché hors-banque » — l'acheteur de la créance, s'il veut maintenir son encaisse effective au niveau de son encaisse désirée, doit formuler une offre sur le marché.

Le vendeur de la créance, de son côté, s'il veut éviter une augmentation de son encaisse, formule une demande de même montant.

Ainsi, encore, l'escompte par vente d'une créance sur le marché, c'est-à-dire l'escompte « hors-banque », n'affecte pas la différence entre la demande et l'offre globales et n'entraîne aucune répercussion monétaire. Il transfère seulement le prêt résultant du crédit du vendeur à l'acheteur de créance.

Mais l'escompteur peut, directement ou indirectement, céder sa créance à une banque. Alors, la situation est entièrement modifiée.

La banque inscrit à son actif la créance, et à son passif au crédit de l'escompteur, le prix d'achat de la créance<sup>4</sup>.

Si l'escompteur ne veut pas porter son encaisse effective au-delà de son encaisse désirée, il demande à concurrence de son escompte.

Ainsi, au moment où intervient la transaction à crédit suivie d'escompte en banque, il y a de la part de l'acheteur — comme dans le cas antérieur — demande sans offre et, de la part du vendeur, demande à concurrence du montant de son offre. Il y a donc augmentation nette, à concurrence de la transaction intervenue — donc du montant des encaisses nouvellement créées — de la différence entre la demande et l'offre globales.

A l'échéance, le bénéficiaire de l'escompte doit payer la banque escompteuse. A cette fin, il doit offrir sans demander.

De ce fait la différence entre la demande et l'offre globales est réduite, par augmentation de l'offre, dans la mesure où la dif-

4. Si la banque est banque d'émission, l'escompte n'entraîne pour elle aucune autre conséquence. Si elle est banque commerciale, dépourvue du privilège d'émettre de la monnaie légale, il peut arriver qu'elle réescompte à la banque d'émission des créances à concurrence d'une fraction, généralement faible, du montant dont son passif a été majoré.

Nous négligeons ici, pour éviter d'inutiles complications, les conséquences de ce réescompte.



férence entre le montant global des encaisses effectives et désirées est réduite par réduction de la quantité de monnaie en circulation.

*L'escompte en banque produit donc, lorsque le montant global des encaisses désirées ne varie pas, une perturbation caractérisée par une demande sans offre au moment où il intervient et une offre sans demande au moment de l'échéance.*

Cependant, cette perturbation n'interviendrait pas si le bénéficiaire de l'escompte n'utilisait pas son supplément d'encaisse à formuler sur le marché un supplément de demande.

Il en sera ainsi, notamment, lorsque l'escompte coïncidera avec un supplément de transactions — dû, par exemple, à une augmentation de l'emploi — majorant de sa valeur le montant global des encaisses exigées par les règlements à accomplir. Il en sera ainsi également lorsque l'escompte coïncidera avec une majoration de même montant des encaisses thésaurisées.

Cette double éventualité affectera donc de la même façon, dans le deuxième membre de l'identité quantitative, la quantité globale de monnaie en circulation et le total des encaisses désirées; leur différence restera inchangée.

Ainsi, pour que l'escompte ne provoque pas de différence entre la demande et l'offre, donc de perturbation sur le marché, il faut et il suffit que les encaisses qu'il fournit soient désirées.

Ce qui est vrai d'une majoration d'escompte l'est également, *mutatis mutandis*, d'une diminution par remboursement d'effets antérieurement escomptés.

L'analyse précédente permet de pénétrer plus avant les « miracles du crédit ».

Le trait surprenant, dans la conclusion qui vient d'être formulée, c'est que l'escompte en banque d'une créance puisse, lorsque la monnaie qu'il fournit est désirée, ne pas majorer la demande, alors que l'escompteur, en général, utilise la monnaie qu'il a obtenue à demander sur le marché.

Mais dire qu'un supplément de monnaie est désiré, c'est dire qu'il répond, chez l'un des usagers du stock monétaire — qui n'est en général pas l'escompteur — à une augmentation des encaisses thésaurisées ou des encaisses nécessaires à l'exécution des règlements.

Or, toute « thésaurisation » représente, à due concurrence, un délai de remploi, c'est-à-dire l'existence d'une offre — celle qui a fourni la monnaie thésaurisée — sans demande.

De même, toute augmentation des « encaisses nécessaires » révèle une augmentation de la quantité de monnaie « en route » aux fins de règlement. Or, la monnaie « en route » est de la monnaie qui a été employée par l'acheteur, mais pas encore reçue par le vendeur.

L'acheteur avait obtenu cette monnaie en offrant. Toutes conditions égales, il a donc formulé offre et demande de même montant sur le marché. Mais dans l'hypothèse où toutes les transactions sont réglées au comptant, le vendeur ne pourra formuler une demande égale à son offre que lorsqu'il aura reçu la monnaie qui lui a été expédiée. Il consent donc un sursis de remploi de même montant.

Ainsi, le fait que l'émission d'un supplément de monnaie est désiré — soit pour majoration des encaisses thésaurisées, soit par augmentation des encaisses nécessaires — révèle que quelque participant au marché y a formulé, à due concurrence, une offre sans demande.

Cette constatation est souvent obscurcie par la circulation de la monnaie. Il est vrai, en effet, que le sursis de remploi prend fin dès qu'un élément d'encaisse cesse d'être « thésaurisé » ou « nécessaire ». Alors, l'élément d'encaisse correspondant est transmis au vendeur. Mais si cet élément d'encaisse reste « désiré », c'est que quelque autre participant au marché a majoré ses besoins d'encaisse aux fins de thésaurisation ou de règlement, et par là s'est substitué à celui chez qui des éléments d'encaisse ont cessé d'être désirés.

*Ainsi, sur un marché, le volume des sursis de remploi, c'est-à-dire des offres non compensées par des demandes d'égale valeur, est toujours identiquement égal au montant global des encaisses désirées.*

On comprend que l'existence de ces offres sans demande permette d'attribuer, à due concurrence, sans susciter aucune perturbation, une faculté de demande sans offre; c'est celle qui est attribuée aux escompteurs en banque, pour toute la durée de l'escompte.

Mais, dans le phénomène d'escompte, il n'y a aucun lien

entre les personnes qui empruntent et celles qui prêtent. L'emprunteur, c'est le débiteur de l'effet escompté. Le prêteur, c'est la personne changeante qui garde dans son patrimoine la monnaie issue de l'escompte, soit comme encaisse thésaurisée, soit parce qu'ayant vendu des biens non monétaires, elle en attend le règlement.

Si la monnaie issue de l'escompte était indésirée ou le devenait avant échéance de l'effet escompté, le sursis de remploi prendrait fin. Alors, si l'escompte subsistait, la demande sans offre qui en est la conséquence ne serait plus compensée par l'offre sans demande résultant de la détention d'encaisses désirées. L'escompte entraînerait élargissement des échanges ou hausse de prix jusqu'à absorption, par majoration des encaisses nécessaires, de la monnaie devenue indésirée.

Le besoin de monnaie crée donc une faculté de prêt. Mais celle-ci est strictement limitée au montant des encaisses effectivement désirées. La faculté de prêt correspondante est à long terme ou à court terme suivant que les besoins d'encaisse sont permanents ou temporaires. C'est ainsi que l'on peut, sans inconvénient, prêter à long terme la contrepartie du culot de circulation tenue pour incompressible.

Ainsi se trouve dissipé le mystère du crédit.

Si le désir de monnaie ouvre une possibilité de prêt, c'est qu'il traduit la décision de celui qui l'éprouve de différer un remploi.

Mais si l'on veut éviter les désordres résultant de demande sans offres, c'est-à-dire l'inflation, il est essentiel que le montant des prêts par escompte *en banque* ne dépasse jamais celui des encaisses désirées et, en particulier, que puissent être résorbés sans délai les escomptes afférents à des émissions de monnaies devenues indésirées.

*C'est ainsi que le problème central de la politique monétaire apparaît comme celui du maintien, à tout instant, de la quantité de monnaie en circulation au niveau du montant global des encaisses désirées.*

Il reste à rechercher par quelles méthodes ce maintien peut être assuré.

## III. — LA RÉGULATION MONÉTAIRE.

L'idée paraît généralement admise que, dans nos sociétés contemporaines, c'est aux autorités monétaires qu'il appartient de veiller à la quantité de monnaie en circulation.

En France, un « Conseil du Crédit » fixe aux banques des plafonds d'es-compte. Aux Etats-Unis, les autorités monétaires font varier le pourcentage des réserves imposées aux organismes bancaires. Partout, les banques créatrices de monnaie sont assujetties, par des dispositions de droit ou de fait, à la volonté des autorités responsables du crédit.

Ces dispositions institutionnelles ne sont que le reflet de la pensée, quasi unanime, des économistes contemporains. Celle-ci est exprimée fortement par Lord Keynes dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

Pour lui, la quantité de monnaie en circulation n'est aux mains des autorités monétaires qu'un moyen de diriger l'activité économique. « Si nous devons gouverner l'activité du système économique, dit-il, en faisant varier la quantité de monnaie... » (P. 187 de la traduction française.)

Et plus loin :

« La quantité de monnaie n'est pas déterminée par le public. Tout ce que la propension du public à thésauriser peut faire, c'est déterminer le taux de l'intérêt auquel son désir global de thésauriser est compatible avec la quantité de monnaie mise à sa disposition. » (P. 189.)

Je ne prétends, en aucune façon, que les autorités monétaires sont, en toutes circonstances, inaptas à influencer la quantité de monnaie en circulation. J'imagine même des systèmes monétaires où elles pourraient avoir une absolue maîtrise de l'émission. Mais je pense que dans les systèmes existants en Europe occidentale et aux Etats-Unis les usagers de la monnaie exercent, en fixant individuellement le montant de leurs encaisses respectives, une large influence sur la quantité globale de monnaie en circulation, et que si leur volonté est susceptible d'être déjouée, c'est seulement dans un certain sens et lorsque certaines circonstances, très particulières, sont réalisées. Il me paraît, en outre, qu'en n'énonçant pas ces conditions et en admettant qu'en toutes circonstances, la quantité de monnaie



ne dépend que des autorités du marché, on commet une omission qui entraîne les plus graves conséquences, tant sur la théorie économique que sur la technique propre à assurer la stabilité des prix.

Ma conviction procède d'arguments de fait et de considérations de théorie.

J'ai d'abord un témoignage d'expérience. Comme membre du Conseil général de la Banque de France, de 1936 à 1939, puis comme sous-gouverneur de la Banque de France, j'ai souvent vu l'Institut d'émission s'inquiéter des variations de la circulation et essayer de les contrarier. J'ai constaté que, généralement, celles-ci n'obéissaient que dans une faible mesure à ses désirs. A aucun moment, je n'ai eu le sentiment que la banque d'émission « faisait varier » la quantité de monnaie.

Comme Directeur du Mouvement général des fonds, j'ai connu des périodes d'égal déficit où la circulation augmentait, d'autres où elle diminuait, sans que les autorités monétaires se fussent préoccupées en rien de susciter ces mouvements et malgré les efforts qu'elles tentaient pour contrecarrer certains d'entre eux.

La quantité de monnaie en circulation n'est jamais que le total des encaisses que tous les usagers de la monnaie conservent dans leurs tiroirs-caisses ou dans leurs portefeuilles. Est-il jamais arrivé que l'un quelconque d'entre eux soit empêché d'augmenter son encaisse lorsqu'il désirait l'augmenter, de la diminuer lorsqu'il désirait la diminuer ?

La méthode infallible dont chacun de nous dispose, pour augmenter son encaisse, est d'acheter moins ou de vendre plus — et pour la diminuer, d'acheter plus ou de vendre moins.

S'il en est ainsi, c'est donc que chacun de nous, en fixant le montant de ses offres ou demandes sur le marché, affecte, nonobstant la volonté des autorités d'émission, et sauf circonstances particulières, que j'énoncerai plus loin, la quantité de monnaie en circulation.

C'est le mécanisme par lequel les volontés individuelles influencent la quantité de monnaie existante qu'il importe en premier lieu de dégager.

Pour le tenter, j'étudierai le mécanisme par lequel s'opèrent les variations mensuelles de la circulation monétaire. On sait que, dans tous nos pays, celle-ci augmente régulièrement vers

la fin du mois pour diminuer une fois l'échéance passée. Il semble que la Banque d'Angleterre provoque systématiquement ces variations par des achats et ventes de bons du Trésor sur le marché. Les variations de circulation qui en résultent, devançant les besoins, tendent à éviter les variations de taux que ceux-ci produiraient. En France, depuis une date récente, la Banque de France peut recourir aux mêmes pratiques. Mais antérieurement, elle n'y recourait pas et le rythme des variations mensuelles ne s'en déroulait pas moins, sans que personne se préoccupe de le susciter, avec la même ampleur et une impeccable rigueur.

La régularité même de ces variations suffit, à elle seule, à montrer l'existence d'un « mécanisme » bien déterminé. C'est sa nature que je me propose, en premier lieu, de rechercher.

Pour analyser simplement le processus par lequel les besoins individuels affectent la quantité de monnaie en circulation, j'envisagerai le cas d'une économie isolée, c'est-à-dire sans échanges internationaux, et tournant, au point de départ, en état de régime. La monnaie, supposée inconvertible, est fournie par l'escompte d'effets de commerce ou de bons du Trésor, chacun des effets venant à échéance étant remplacé par un effet de renouvellement d'égale montant.

Je supposerai aussi qu'il existe un marché monétaire — le marché hors-banque — où les effets se vendent et s'achètent contre monnaie. Je sais qu'en certaines périodes cette hypothèse ne répondait pas à la réalité. Mais l'absence de marché hors-banque tenait plus à l'état des finances publiques qu'à des modifications de structure permanentes. Pour qu'il y ait marché, il faut des offreurs et des demandeurs. La présence permanente d'un demandeur disposé à absorber toute l'offre de monnaie du marché tend évidemment à ramener constamment le marché à la Banque, donc à supprimer le marché hors-banque. Mais il suffit que cette circonstance particulière s'atténue ou disparaisse pour que l'on voie se reconstituer, d'abord timidement et partiellement, le marché hors-banque.

A l'approche de la fin du mois, en prévision de leurs échéances, les débiteurs veulent augmenter leurs encaisses.

A cette fin, ils n'ont d'autre ressource que d'offrir sans demander.

Les suppléments d'offres ou les diminutions de demandes

provoquent une baisse de prix sur les marchés qu'ils affectent. Or ces suppléments peuvent porter, soit sur des effets à court terme (traites et bons du Trésor), soit sur d'autres richesses (richesses proprement dites ou créances à long terme).

Dans le premier cas, la baisse du prix des effets à court terme se manifeste par une hausse de taux sur le marché monétaire.

Pour simplifier l'analyse, je supposerai que les suppléments d'offre et les diminutions de demande sont répartis entre tous les articles du marché de la même façon que l'offre et la demande globales. Il en serait ainsi, notamment, si tout élément d'offre ou demande portait sur un assortiment d'articles ayant même composition pour tous les offreurs ou demandeurs du marché.

Alors l'excédent d'offres et la restriction de demandes entraîneraient simultanément et dans des proportions définies hausse du taux à court terme et baisse du niveau général des prix. Les deux mouvements seraient indissolublement liés, comme conséquence de l'excès d'offres et de la restriction de demandes envisagés.

Dans la réalité, il pourra ne pas en être ainsi. L'excès d'offres ou la restriction de demandes porteront généralement, en premier lieu, sur le marché monétaire, plus sensible que les marchés de richesses proprement dites ou de créances à long terme. Mais on peut montrer que si l'un des mouvements — de taux ou de prix — se produit isolément, il tendra à entraîner l'autre.

La hausse du taux à court terme, par exemple, si elle se produit toutes conditions égales quant à la demande des richesses proprement dites, rendra avantageuse l'opération de vente au comptant pour rachat à terme, avec placement sur le marché monétaire des fonds tirés de la vente jusqu'au règlement de l'achat. Par là elle entraînera une baisse des prix au comptant.

Inversement, la baisse des prix au comptant, si elle se produit toutes conditions égales quant à la demande des effets à court terme, rendra avantageuse l'opération consistant à acheter au comptant pour vendre à terme, avec escompte sur le marché monétaire des effets tirés de la vente pour règlement de l'achat. Par là, elle entraînera une hausse du taux du marché monétaire.



Si, dans le régime existant, il n'existait pas assez d'effets à court terme pour fournir par voie d'escompte les suppléments d'encaisse désirés, les prix du terme, relativement aux prix du comptant, augmenteraient. Des offres se trouveraient de ce fait détournées des marchés au comptant vers les marchés à terme. Elles engendreraient le supplément d'effets nécessaire à la fourniture des suppléments d'encaisses désirés.

Ainsi, dans tous les cas, le désir de suppléments d'encaisses tendra à provoquer baisse de prix et hausse du taux à court terme.

Il va de soi que ces effets d'entraînement ne se produiront que « toutes conditions égales », et que si une cause particulière, telle que prévision de hausse des prix, intervenait, la baisse de prix pourrait se trouver exclue au profit de la seule hausse de taux.

Si dans un système sans résistance ni frottement l'ampleur des deux mouvements liés ne dépendait que des conditions du marché, dans la réalité elle variera selon la nature de l'impulsion initiale — offre de richesses proprement dites ou offre d'effets — et selon la sensibilité des divers marchés. En général, le marché monétaire sera le premier affecté.

Mais les deux mouvements, mouvement de prix et mouvement de taux, quel qu'en soit le rapport, concourront à fournir, par le mécanisme exposé ci-après, les suppléments d'encaisses désirés.

La baisse des prix diminuera le montant des encaisses nécessaires au règlement des transactions. Par là, elle libérera des quantités de monnaie propres à fournir des encaisses supplémentaires.

Si le taux du marché monétaire, malgré son augmentation, reste inférieur au taux d'escompte, c'est par la diminution des encaisses nécessaires consécutive à la baisse des prix, que seront fournis tous les suppléments d'encaisse désirés.

Mais si le taux du marché est, vers le milieu du mois, généralement inférieur au taux d'escompte, la hausse dont celui-là est l'objet à l'approche de la fin de mois a pour effet de le rapprocher de celui-ci.

Or, dès que le premier atteint le second, il cesse de croître et l'Institut d'émission « prend » tous les effets offerts et non demandés à ce taux par le marché.

Mais tout achat d'un effet par une banque est créateur de monnaie.

De ce fait, à partir du moment où le taux du marché a buté contre le taux d'escompte, les suppléments d'encaisse qui restent désirés sont intégralement fournis par la monnaie créée en échange des effets cédés en banque. La baisse des prix prend fin en même temps que la hausse des taux.

Plus tôt le taux du marché atteindra le taux d'escompte — autrement dit plus celui-ci sera proche de celui-là — plus vite le processus de monétisation commencera à jouer et moins sera ample la baisse de prix consécutive à une même augmentation des encaisses désirées.

Lorsque l'échéance est passée, c'est un phénomène inverse qui joue, mais sous une forme qui le rend un peu plus complexe.

Alors, du fait de la diminution des paiements à accomplir, des éléments d'encaisse deviennent indésirés. Ceux qui les détiennent n'ont d'autre recours, pour s'en débarrasser, que de demander sans offrir.

Leur demande affectera, comme il a été exposé ci-dessus, le marché des effets à court terme et celui des autres richesses.

Mais chaque jour, du fait des échéances d'escomptes antérieurs, des effets de renouvellement — nous supposons que l'économie tourne en état de régime — doivent être escomptés.

Or, pendant les séances de fin de mois, tant que des suppléments d'encaisse étaient désirés, les effets de renouvellement offerts sur le marché se trouvaient conduits « en banque » pour y être monétisés.

Le supplément de demande d'effets sur le marché monétaire diminue à due concurrence le montant des effets escomptés en banque.

Mais chaque fois qu'un escompte en banque est remplacé par un escompte hors-banque, la quantité de monnaie en circulation est réduite à due concurrence.

Tant que la demande globale d'effets restera inférieure à l'offre d'effets sur le marché, le taux du marché restera au niveau du taux d'escompte.

Dès que, en une séance de marché, la demande d'effets dépassera le montant des échéances d'escomptes antérieurs, donc celui des effets de renouvellement présentés sur le marché, la demande d'effets dépassera l'offre. La totalité des effets de

renouvellement sera vendue sur le marché, mais ne suffira pas à résorber la totalité des encaisses indésirées.

Alors le taux du marché deviendra inférieur au taux d'escompte et le niveau des prix au comptant commencera à augmenter.

A partir de ce moment, c'est par majoration des encaisses nécessaires au règlement des transactions que se trouveront absorbés les résidus d'encaisse restant indésirés.

On aperçoit ainsi qu'à défaut de revente sur le marché d'effets non échus, c'est-à-dire d'opérations d'open market, le montant des échéances d'escomptes antérieurs constitue, en chaque séance de marché, la limite des résorptions possibles d'encaisses indésirées.

C'est pour assurer un minimum d'échéances quotidiennes, et par là une flexibilité minimum de la circulation, que l'on est conduit à limiter, dans la plupart des systèmes monétaires, la durée des effets admis à l'escompte.

Cependant, il peut arriver que le taux d'escompte soit fixé à un niveau si bas qu'il se trouve constamment inférieur au taux d'équilibre du marché hors-banque.

En pareil cas, il y a constamment escompte en banque et majoration de la quantité de monnaie en circulation.

Mais l'existence d'encaisses indésirées majore les prix au comptant relativement aux prix à terme. Par là, elle détourne des offres du marché à terme vers les marchés au comptant et provoque le dégonflement des portefeuilles commerciaux, caractéristique de tous les débuts d'inflation.

Or toute substitution d'une vente au comptant à une vente à terme provoque, si l'effet afférent à la vente à terme était escompté en banque, paiement de l'effet échu, donc à due concurrence, résorption de monnaie.

On aperçoit ainsi que dans tous les cas où les effets escomptés sont représentatifs de richesses proprement dites, susceptibles d'être vendues au comptant aussi bien qu'à terme, une inflation durable est impossible. Le processus inflationniste ne peut se développer que pendant la période intermédiaire qui sépare la perturbation du déplacement qui tend à la corriger. Plus tôt celui-ci suivra celle-là, moins la perturbation sera ample, plus l'équilibre sera vite rétabli.

Qu'on ne dise pas ici que le mécanisme de création et de



résorption de monnaie que nous venons d'analyser est purement théorique. Tous les praticiens du marché connaissent la sensibilité des taux et la rapidité avec laquelle ils réagissent aux influences qui les affectent.

Dans la réalité, les apparences sont, il est vrai, compliquées par l'interférence de plusieurs mécanismes, trouvant leur point de départ ou d'arrivée, non seulement dans la monnaie, mais dans les échanges internationaux ou dans la production et la consommation de l'or. Nous en présenterons brièvement, dans le paragraphe relatif aux échanges internationaux, une vue d'ensemble.

Cependant, dans la variation mensuelle de la quantité de monnaie en circulation, la variation des encaisses désirées est, généralement, le facteur causal dominant. L'aiguillage des demandes d'escompte vers le marché hors-banque ou vers les banques, suivant que l'approvisionnement en monnaie est supérieur ou inférieur au montant global des encaisses désirées, apporte une confirmation très nette de l'analyse précédente.

Elle montre que le taux d'escompte constitue, en quelque sorte, le seuil à partir duquel les augmentations d'encaisses désirées sont servies par création de monnaie nouvelle plutôt que par baisse des prix et que, plus le taux d'escompte est proche du taux du marché, plus le niveau général des prix a chance d'être stable.

La convertibilité de la monnaie en or ou en devises complique le mécanisme, en ajoutant aux variations du niveau général des prix la possibilité de variations des réserves monétaires. C'est également dans le paragraphe subséquent, relatif aux échanges internationaux, que nous indiquerons les conséquences de l'option qui en est la conséquence.

#### IV. — L'INFLATION.

L'analyse précédente éclaire le mécanisme de l'inflation.

L'état de déficit est caractérisé par l'expression de demandes que le demandeur ne peut ou ne veut couvrir par des offres d'égal montant, ni par une diminution de ses encaisses.

Il tente de se procurer des ressources en offrant sur le marché des effets, généralement des bons du Trésor, qu'il s'engage à rembourser à l'échéance. Mais lorsqu'il ne dispose pas des res-

sources nécessaires au remboursement, l'échéance l'oblige seulement à offrir un effet de renouvellement, du même montant que l'effet échu, lequel s'ajoute à ceux issus du déficit courant.

Ainsi, le volume des effets offerts au marché augmentera de façon régulière. Il y aura donc nécessairement un moment, au début d'un régime de déficit, où la faculté d'absorption de bons du Trésor par le marché sera épuisée.

A ce moment, pour ne pas suspendre ses paiements, l'Etat, par des dispositions de droit ou de fait, oblige les banques, et notamment la Banque d'émission, à prendre tous les effets offerts et non demandés par le marché.

Mais en prenant les bons du Trésor indésirés, les banques créent des encaisses supplémentaires qui sont, toutes conditions égales, indésirées. Alors le processus de résorption décrit dans le paragraphe précédent commence à jouer.

Les titulaires d'encaisses indésirées demandent un supplément d'effets. Les taux baissent sur le marché, ainsi qu'on l'observe au début de toute période d'inflation. C'est le phénomène de circuit bien connu, en vertu duquel la quantité de bons du Trésor absorbée par le marché augmente en fonction du déficit.

Mais le supplément de la demande d'effets n'atteint, en général, qu'une fraction du déficit; de ce fait, si le déficit dure, l'offre de créances sur le marché hors-banque, rapidement, dépasse la demande. Dès qu'il en est ainsi, le taux du marché hors-banque « colle » au taux d'escompte, et, ainsi qu'on l'a observé dans tous les pays où le déficit est permanent, le marché hors-banque disparaît.

La fraction des effets issus du déficit qui n'est pas prise par le marché est prise par les banques. Les titulaires des encaisses indésirées ainsi créées, ne souhaitant pas de créances, demandent des richesses proprement dites : marchandises ou services.

Les cours au comptant augmentent relativement aux cours à terme. Les ventes à terme diminuent.

Ici encore, l'expérience vient confirmer la théorie avec une grande rigueur. Au début de toute période d'inflation, on observe un dégonflement caractérisé de tous les portefeuilles commerciaux.

Le caractère désavantageux des ventes à terme provoque le remboursement de tous les effets susceptibles d'être rembour-



sés, c'est-à-dire de tous ceux dont le débiteur jouit d'une véritable option entre la vente au comptant et la vente à terme.

Mais le remboursement d'un effet antérieurement escompté en banque provoque résorption de monnaie, donc diminution du montant des encaisses indésirées. Par là, il supprime ou atténue, à due concurrence, l'inflation.

Le processus de transfert des offres de richesses proprement dites du terme vers le comptant peut être accéléré et amplifié par augmentation du taux auquel les banques prennent les effets à l'escompte.

On a vu, en effet, qu'à partir du moment où l'offre d'effet dépasse en permanence la demande sur le marché hors-banque, le taux du marché est au niveau du taux d'escompte. En relevant celui-ci, généralement par relèvement du taux d'escompte de la banque d'émission, on augmente le coût de l'escompte<sup>5</sup>. On incite par là les détenteurs de richesses représentées par des effets, soit aux fins de transformation dans un processus productif, soit aux fins de stockage, à les vendre au comptant plutôt qu'à terme, donc à rembourser les effets venant à échéance qui les représentaient.

Si la banque émettrice disposait toujours dans son actif, en contrepartie de la monnaie créée par elle, de valeurs susceptibles d'être vendues sur le marché au prix auquel elles avaient été monétisées, toutes encaisses indésirées pourraient être résorbées. Il ne pourrait y avoir inflation que dans la mesure et pendant les périodes où le mécanisme de résorption n'aurait pas joué.

Ce serait le cas, en particulier, si les bons du Trésor n'étaient qu'une anticipation des recettes fiscales attendues de la vente des services publics. Il suffirait à l'Etat d'avancer la date d'exigibilité de ses impôts ou d'inciter les contribuables à devancer cette date — ce qu'il fait actuellement en France par exigence d'acomptes provisionnels et en d'autres pays par abattements sur le montant des paiements anticipés — pour que le

5. C'est ce relèvement du taux d'escompte, intervenant généralement lorsque le taux hors-banque a collé au taux d'escompte, qui fait considérer les périodes d'inflation comme des périodes d'argent cher. Il va de soi qu'en pareilles périodes, les suppléments de demande formulés par les détenteurs d'encaisses indésirées portent plus sur des richesses proprement dites que sur des créances à court terme. La solidarité des mouvements de prix et des mouvements de taux, évoquée dans la section précédente, ne joue plus.

remboursement d'escomptes antérieurs assure la résorption des encaisses devenues indésirées. Alors toute inflation pourrait être évitée.

Mais ce qui caractérise l'état de déficit, c'est que le bon du Trésor n'est qu'en apparence une créance. L'émetteur n'a pas d'option entre remboursement ou renouvellement. Toute demande de remboursement l'oblige seulement à majorer à due concurrence ses offres de bons sur le marché.

En conséquence, dès que toutes les vraies créances qui ont fait l'objet d'escompte ont été remboursées, ou plutôt dès que la partie d'entre elles pour lesquelles les débiteurs ont une véritable option entre remboursement et renouvellement est réduite à néant, le mécanisme qui tend à résorber les encaisses indésirées devient sans action. Celles-ci ne peuvent plus être résorbées. Leurs titulaires, pour s'en débarrasser, demandent de vraies richesses sans que leur demande provoque, par la hausse des cours du comptant relativement à ceux du terme, l'offre sur le marché de richesses proprement dites.

Alors, du fait d'un excédent de la demande globale sur la valeur globale des offres, le niveau général des prix commence à augmenter. Son augmentation absorbe, par augmentation des encaisses nécessaires au règlement des transactions, les quantités de monnaie non résorbable issues de l'escompte de fausses créances indésirées.

On est en état d'inflation.

A partir de ce moment, toute augmentation du taux d'escompte est impuissante à provoquer la substitution de ventes au comptant à des ventes à terme. Elle n'agit plus que dans la faible mesure où elle peut augmenter la demande de créances de la part des titulaires d'encaisses indésirées.

Par ailleurs, l'attente d'une hausse des prix porte au maximum le désir de stockage, donc l'escompte à des fins spéculatives. Elle intensifie la demande de richesses proprement dites, cependant qu'elle décourage l'offre. Elle tend donc à amplifier la pression inflationniste.

Contre cette pression, les moyens monétaires sont pratiquement inefficaces.

Ainsi, pour qu'un état d'inflation se développe, il ne suffit pas que la quantité de monnaie en circulation dépasse le montant global des encaisses désirées, encore est-il indispensable



que cette monnaie soit émise contre des effets non remboursables à l'échéance, c'est-à-dire contre de fausses créances.

Tant qu'il existe dans les actifs des banques émettrices une croûte d'effets repréensatifs de valeurs susceptibles d'être vendues au comptant aussi bien qu'à terme, c'est-à-dire de vraies valeurs, l'excès de monnaie tend à se résorber par dégonflement des portefeuilles commerciaux. Mais dès que ces portefeuilles sont réduits au niveau au-dessous duquel ils ne peuvent descendre — les effets qui les constituent étant émis uniquement à fin d'encaissement, ou se trouvant uniquement susceptibles, faute d'actifs dans le patrimoine des débiteurs, de renouvellement et non de remboursement, — il n'existe plus aucune influence susceptible de résorber les encaisses indésirées.

Alors, la monnaie n'est plus qu'un signe nominal, sans contrepartie d'égale valeur. Sa quantité ne dépend plus que du déficit et de la demande dont les effets qui le représentent font l'objet de la part des épargnants. Tous les « mécanismes » sont bloqués.

C'est à partir de ce moment, seulement, que l'on se trouve dans la situation implicitement admise dans toute la construction keynésienne. C'est alors, aussi, que le mécanisme décrit par la *Théorie générale*, devient l'image exacte de la réalité, en même temps que prennent toute leur valeur, comme seuls moyens de contrôler l'inflation, les recettes de politique économique et monétaire auxquelles elle conduit.

## V. — LA PARABOLE DU DÎNER.

La parabole du dîner a, pour la question qui nous occupe, une extrême importance théorique. Or, l'analyse précédente l'éclaire d'une lumière nouvelle.

« Un acte d'épargne individuelle signifie — pour ainsi dire — une décision de ne pas dîner aujourd'hui... Il produit donc un effet déprimant sur l'industrie intéressée à la préparation du dîner d'aujourd'hui sans stimuler aucune des industries qui travaillent en vue d'un acte futur de consommation. » (*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 226 de la traduction française.)

La thèse ne saurait viser — cela va de soi — que l'épargne non dépensée. Mais même sous cette forme étroite, elle ne peut être tenue pour entièrement exacte.

L'acte individuel d'épargne, que traduit la décision de ne pas dîner aujourd'hui, entraîne, s'il n'est suivi d'aucun investissement supplémentaire, majoration des « encaisses thésaurisées ». Par là, il déclenche le processus régulateur décrit plus haut.

Tant que le taux du marché hors-banque n'a pas atteint le taux d'escompte, il y a bien offre sans demande. L'amenuisement du volume des échanges ou la baisse de prix qui en résulte entraînent diminution des « encaisses nécessaires » et, par là, libèrent les suppléments de monnaie désirés. La parabole du dîner donne une description exacte de la réalité.

Mais dès que le taux du marché a buté contre le taux d'escompte — et, en fait, comme l'un est toujours proche de l'autre, il en est rapidement ainsi — le mécanisme devient très différent.

Les débiteurs d'effets échus antérieurement escomptés sur le marché hors-banque sont conduits à escompter « en banque » les effets de renouvellement.

Or l'escompte en banque est une offre hors-marché. L'achat d'effet auquel elle donne lieu s'opère non contre monnaie préexistante, mais contre monnaie nouvellement créée.

Quant à l'effet escompté, il est — sauf lorsqu'il est un bon du Trésor émis pour financement d'un déficit — représentatif de valeurs localisées dans le patrimoine des débiteurs, en quelque point des circuits économiques.

Tout se passe comme si la décision de ne pas dîner aujourd'hui avait fait mettre en réserve hors marché, dans les actifs du système bancaire, des richesses équivalentes à celles dont le refus de dîner diffère la consommation.

En échange de ces richesses, la Banque escompteuse a remis un reçu de dépôt, qui constitue la monnaie. Par là, elle a majoré la quantité de monnaie existante et fourni les suppléments d'encaisse désirés par le sujet économique qui a renoncé à dîner.

Ainsi, l'acte d'épargne n'aura pas été générateur de dépression. En majorant le montant des encaisses désirées, il aura véritablement ouvert, dans les actifs des institutions créatrices

de monnaie, des débouchés d'égal montant. Ceux-ci auront pour contrepartie une augmentation équivalente des richesses stockées ou de celles qui sont retenues dans des processus productifs en vue de consommation ultérieure.

Inversement, au moment où l'épargnant décidera de dîner, il diminuera, du prix de son repas, le montant de son encaisse désirée. Par le mécanisme de régulation analysé plus haut, la quantité de monnaie en circulation tendra à diminuer d'un égal montant. Cette diminution résultera du remboursement d'un escompte en banque venu à échéance, soit par son remplacement par un escompte hors-banque, soit par la substitution d'une vente au comptant à une vente à terme.

Dans le premier cas, l'effet renouvelant l'effet échu aura été vendu sur le marché, alors que celui qu'il remplace était conservé hors-marché dans l'actif de la banque créatrice de monnaie. L'offre globale de richesses non monétaires — qui comprend les créances représentatives de vraies richesses aussi bien que les richesses proprement dites — sera majorée à due concurrence.

Dans le second cas, la substitution d'une transaction au comptant à une transaction à terme obligera l'acheteur à rembourser l'effet échu, donc à vendre sur le marché les richesses qui en étaient la contrepartie dans son patrimoine. Le remboursement de l'effet escompté en banque réduit à due concurrence la quantité de monnaie en circulation.

Tout se passe comme si, en prenant la décision de dîner, l'épargnant avait incité l'un quelconque des usagers de la monnaie à retirer du vestiaire de la banque, pour les offrir sur le marché, les richesses qu'en différant son repas il y avait fait garer. Pour les obtenir, il rapporte le reçu de dépôt que constitue la monnaie créée au moment où l'épargne avait été constituée.

Ainsi, la décision de dîner n'entraîne pas plus de perturbation que la décision de ne pas dîner n'en avait entraîné. Elle ramène seriemment sur le marché les richesses qu'elle avait fait mettre en réserve pour y parer, cependant qu'elle détruit les signes monétaires par lesquels celles-ci avaient été représentées.

La même analyse vaut, *mutatis mutandis*, pour l'acte d'épargne que constitue la conservation du produit d'un emprunt



non dépensé et pour l'acte d'investissement ou de consommation qu'entraîne son utilisation.

Dans le cas particulier où la richesse empruntée est de l'or antérieurement thésaurisé, le jeu du mécanisme apparaît plus directement encore. Si c'est l'Etat qui emprunte, il remet au prêteur un titre d'emprunt et verse l'or à sa banque d'émission. Celle-ci lui ouvre, en contrepartie, un crédit d'égale montant <sup>6</sup>.

Tant que l'emprunt n'est pas dépensé, l'Etat majore, à due concurrence, l'encaisse qu'il détient. Aucune conséquence, donc, sur la demande globale.

Lorsque l'Etat utilise les ressources tirées de l'emprunt pour demander, la majoration de demande qui en résulte tend à entraîner, par le mécanisme qui vient d'être décrit, résorption de monnaie, c'est-à-dire offre sur le marché des richesses qui étaient, dans le portefeuille des banques émettrices, la contrepartie de la monnaie résorbée.

## VI. — L'ÉQUILIBRE DE LA BALANCE DES COMPTES.

L'analyse précédente permet de préciser le mécanisme qui tend à assurer l'équilibre des engagements internationaux. En montrant les limites, elle rectifie l'image trop simple qui en est généralement présentée.

Pour faciliter l'exposé, je suppose qu'or et devises sont concentrés dans les actifs du système bancaire et ne peuvent en être sortis — comme actuellement aux Etats-Unis — que pour règlements à l'étranger. J'imagine en outre, comme dans les paragraphes précédents, que pour chacun des intervenants au marché l'encaisse effective est au niveau de l'encaisse désirée.

Si en une certaine séance du marché, la balance des comptes internationaux est en déficit, c'est que le montant des règlements à opérer à l'étranger l'emporte sur celui des règlements qui en sont attendus.

L'achat des moyens de transfert nécessaires au règlement du

6. Si l'or était payé en monnaie à celui qui le détenait, l'option serait la même : conservation d'une encaisse majorée tant que le produit de la vente de l'or ne serait pas dépensé, augmentation de demande tendant à réduire la quantité de monnaie en circulation après.

déficit s'opère auprès des banques, donc hors-marché. Il entraîne une double conséquence :

- en ce qui concerne l'équilibre global du marché, il suscite une offre sans demande, puisque l'individu qui recherche de l'or ou des devises doit offrir, sur le marché, pour se les procurer, des richesses proprement dites ou des créances, mais formule hors-marché la demande qui est la contrepartie de cette offre;
- en ce qui concerne la monnaie, il suscite résorption de la quantité de monnaie apportée à la banque en échange de l'or ou des devises demandés.

L'offre sans demande provoque baisse de prix si elle porte sur des richesses proprement dites, hausse de taux si elle porte sur des créances.

Si nous admettons, comme dans les paragraphes précédents, que les deux mouvements sont indissolublement associés, ils peuvent provoquer tout ou partie des trois réactions suivantes :

- augmentation des exportations du fait de la baisse des prix intérieurs relativement aux prix étrangers. Or l'acheteur étranger, pour régler son achat, offre sur son propre marché. Son intervention est donc génératrice d'une demande sans offre, qui rétablit l'équilibre global du marché, cependant que le règlement de ses achats tend à ramener la circulation effective au niveau du montant global des encaisses désirées;
- augmentation de la production interne d'or, du fait de la baisse du coût de production d'un article, le métal jaune, qui, seul sur le marché, se vend à prix fixe à la banque centrale. Or la vente d'or à la banque centrale est une vente hors marché, alors que l'achat des services qui ont produit l'or se fait sur le marché. La demande sans offre qui en est la conséquence tend, elle aussi, à rétablir l'équilibre global du marché et à ramener la circulation effective au niveau global des encaisses désirées;
- augmentation des escomptes en banque, dès que le taux du marché atteint le taux d'escompte. Cette augmentation des escomptes en banque vaut à l'escompteur remise

des unités monétaires nouvelles dont l'escompte en banque a entraîné la création. Comme son encaisse désirée est supposée au niveau de son encaisse effective, il majore sa demande sur le marché à due concurrence. La demande sans offre qui en résulte rétablit l'équilibre global du marché, cependant que la création de monnaie nouvelle ramène la circulation effective au niveau global des encaisses désirées.

Cette troisième procédure a pour effet de remplacer, dans le bilan du système bancaire, de l'or ou des devises par des effets à court terme en monnaie nationale. Elle réduit à due concurrence le pourcentage de couverture de la monnaie.

En fait, c'est par l'une des trois procédures décrites ci-dessus que le mécanisme de régulation rétablira l'équilibre de la balance des comptes. Les deux premières établiront un état de régime, donc susceptible de durer indéfiniment; la troisième appauvrira progressivement la réserve du système bancaire.

Or l'aiguillage entre les trois voies possibles dépendra de l'élasticité des exportations, du coût de la production interne de l'or et de la place du taux d'escompte relativement au taux hors-banque.

Tout se passe comme si les moyens nécessaires au rétablissement de l'équilibre pouvaient être puisés dans trois gisements distincts : le commerce extérieur, l'or enfoui dans le sol, l'or et les devises enfouis dans les réserves du système bancaire. L'accès de chacun d'eux se trouve commandé par un seuil placé à un certain niveau. C'est le premier atteint qui fournit, en fait, les ressources qui rétabliront l'équilibre.

Si l'on suppose le coût de l'or élevé, le choix entre rétablissement de l'équilibre par augmentation des exportations ou diminution des importations d'une part, par prélèvement sur les réserves de convertibilité d'autre part, dépendra, toutes conditions égales quant à l'élasticité des échanges internationaux, du niveau du taux d'escompte relativement au taux hors-banque à l'instant considéré.

On voit ainsi l'importance du niveau du taux d'escompte. En l'éloignant du taux hors-banque, on élève le seuil qui permet le recours aux réserves de la banque d'émission. On augmente



en conséquence, les chances d'un rétablissement de l'équilibre des échanges internationaux.

On voit, en même temps, que le déficit, créateur d'encaisses indésirées, en collant le taux du marché au taux hors-banque, donne accès immédiat aux réserves du système bancaire pour le rétablissement de l'équilibre des échanges internationaux. Par là, il exclut pratiquement toute possibilité de rétablissement de cet équilibre par augmentation des exportations ou réduction des importations.

## VII. — LE NOUVEAU COMMANDEMENT D'AUSTÉRITÉ.

On aurait beaucoup étonné nos pères si on leur avait dit que leur devoir pourrait être, un jour, non de réduire leurs dépenses au niveau de leurs ressources, mais de ne pas dépenser l'argent qu'ils avaient péniblement gagné.

Pareil commandement était pour eux inconcevable.

En général, leurs ressources en monnaie provenaient de la vente de richesses d'égale valeur. La demande qu'ils formulaient en utilisant ces ressources était économiquement, autant que moralement, justifiée par un égal apport sur le marché et ne pouvait, de ce fait, y susciter aucune perturbation d'aucune sorte.

Si les ressources avec lesquelles ils demandaient provenaient, non d'une vente de richesses proprement dites ou de créances sur le marché, mais d'un escompte que les conditions de taux avaient conduit « en banque » plutôt que sur le marché hors-banque, autrement dit si leur achat était financé avec de la monnaie nouvellement créée, c'est que quelque usager de la monnaie avait majoré l'encaisse qu'il désirait détenir, donc entendait différer la faculté de remploi qu'elle lui ouvrait.

Il est vrai que l'équivalent des richesses que celui-ci renonçait temporairement à demander était « garé » en banque, prêt à être reversé sur le marché lorsque, par suite d'une réduction des encaisses désirées, le sursis de remploi prendrait fin.

Si c'était par prélèvement sur sa propre encaisse que le demandeur entendait régler son achat — par exemple en dépensant le produit d'une épargne ou d'un emprunt antérieurs — alors sa demande sans offre provoquait retour sur le marché

des richesses contre lesquelles les encaisses devenues indésirées avaient été créées. Là encore, l'équilibre global du marché était préservé.

Ainsi, dans tous les cas, les perturbations ne pouvaient être que limitées, puisque réduites à celles que produiraient les délais séparant les ajustements monétaires des impulsions qui tendaient à les provoquer.

Dans de pareilles conditions, il était impensable qu'une politique d'austérité pût être nécessaire.

Mais la situation s'est trouvée entièrement transformée dès qu'une part importante de la monnaie existante a été émise contre des créances qui n'avaient pas pour contrepartie, dans l'actif du débiteur, des richesses d'égale valeur.

Il suffisait alors que, dans le portefeuille des banques créatrices de monnaie, la croûte de vraies valeurs — c'est-à-dire de valeurs susceptibles d'être vendues au prix auquel elles avaient été monétisées — fût épuisée, pour que la moindre réduction dans le montant des encaisses désirées, provoquée par exemple par l'utilisation d'un emprunt non encore dépensé, par la survenance d'un déficit dans les échanges internationaux ou le recours à un escompte en banque sans majoration correspondante du montant des encaisses désirées, provoquassent — s'ils ne suscitaient pas augmentation équivalente des échanges — une hausse du niveau général des prix, donc un phénomène d'inflation.

Alors il n'était d'autre moyen pour éviter ou atténuer les désordres inflationnistes que d'empêcher, par adjuration ou par contrainte, les demandes sans contrepartie, c'est-à-dire l'équivalent de celles qui cherchaient leur financement, non dans des offres d'égale valeur, mais dans l'utilisation d'encaisses préexistantes.

Ainsi, c'est seulement lorsque le portefeuille des banques créatrices de monnaie ne comprend pas un matelas de vraies créances, susceptible de parer à toutes les variations prévisibles de la quantité de monnaie en circulation, qu'une politique d'austérité peut devenir nécessaire.

Mais c'est une grave erreur que d'y voir le produit d'une sorte de fatalité économique, ou le résultat d'une modification inévitable des structures économiques. Ce qui la rend nécessaire, c'est que la monnaie est véritablement devenue ce que

Keynes suppose, implicitement, qu'elle est : un signe purement nominal, dépourvu, dans l'actif des banques émettrices, de toute contrepartie de valeurs réalisables.

Pour que jamais le recours à une politique d'austérité ne soit nécessaire, il suffit que toute quantité de monnaie devenue indésirée puisse être résorbée par réalisation sur le marché d'un montant équivalent d'actifs de la banque émettrice. Plus vite elle sera résorbée et moindres seront les perturbations transitoires auxquelles la modification des conditions monétaires aura donné lieu.

### VIII. — LE PROBLÈME INSTITUTIONNEL DE LA MONNAIE.

Contrairement à ce que croient les profanes, il n'est, en matière monétaire, aucune orthodoxie. On peut concevoir un grand nombre de systèmes, qui se distinguent par leurs vertus propres. C'est seulement en fonction des fins que l'on assigne à la société que l'un d'eux peut apparaître préférable aux autres.

Actuellement, la grande majorité de l'opinion exige, avant tout, d'un système monétaire, qu'il ne fasse pas obstacle au développement de la production, et par là assure le « plein emploi » des facultés productrices, mais elle souhaite en même temps que le système choisi donne au niveau général des prix toute la stabilité compatible avec la fin précédente.

On a vu que le développement de la production, en majorant les encaisses « nécessaires », majore du même montant les encaisses désirées. Pour réduire au minimum les variations du niveau général des prix afférentes à une variation du montant des encaisses désirées, il faut et il suffit que la quantité de monnaie en circulation soit ajustée le plus vite et le plus exactement possible aux variations du montant global des encaisses désirées.

Dans l'état actuel des exigences de la conscience sociale, c'est essentiellement cette qualité que le système monétaire doit porter au maximum.

Les types extrêmes de systèmes monétaires sont : le « réaliste », où chaque unité de monnaie a pour contrepartie dans le bilan de l'Institution émettrice un actif susceptible d'être



vendu sur le marché pour une égale valeur, et le « nominaliste », où la monnaie n'est qu'un signe vide de substance. C'est entre ces deux modèles que s'échelonnent tous les systèmes qui ont été, sont ou seront en vigueur.

Le trait essentiel d'un système « réaliste », c'est qu'au prix d'une administration appropriée, il permet de créer une situation tendant à parer à toute menace de déflation ou d'inflation.

Si, en effet, le montant des encaisses effectives vient à être inférieur au montant global des encaisses désirées, il suffit à une banque d'acheter sur le marché des richesses proprement dites, ou des créances, pour créer des encaisses nouvelles tendant à éviter l'état de déflation.

Inversement, si le montant des encaisses effectives est supérieur au montant global des encaisses désirées, la banque émettrice n'a qu'à vendre des actifs sur le marché — richesses proprement dites ou créances — pour résorber les encaisses indésirées.

Toutefois, dans le cas où elle vend des créances, une complication possible doit être envisagée. L'offre de créances tend à majorer le taux hors-banque. Si celui-ci bute contre le taux d'escompte, le supplément d'offre de créances ne réduit pas le montant global des créances escomptées en banque, mais remplace seulement par des escomptes en banque nouveaux les créances vendues par la banque. La vente de créances ne suffit pas à résorber les encaisses indésirées.

Pour les faire disparaître, si le taux d'escompte n'est pas élevé à un niveau supérieur au taux d'équilibre du marché en banque, quel qu'il soit, la banque doit refuser l'escompte des créances qui lui sont offertes — ce qui revient à porter le taux d'escompte à un niveau infini. Alors elle oblige les offreurs de créances, qui ne trouveront pas à les vendre sur le marché, à substituer des ventes au comptant à des ventes à terme, pour employer les ressources qu'ils tirent des premières au remboursement des escomptes dont les dernières avaient été l'occasion.

Ainsi peuvent toujours être résorbées les encaisses indésirées, sous la condition que la monnaie soit effectivement une monnaie « réaliste » — autrement dit une vraie monnaie — pour laquelle existe, derrière tout effet escompté, de vraies valeurs susceptibles d'être vendues au comptant sur le marché. Lors-

que pareille situation existe — et même, tant qu'il existe dans les actifs des institutions émettrices une croûte de vraies valeurs réalisables — une inflation permanente ne peut résulter que d'une carence de ces institutions.

Toutefois, dans l'analyse précédente, les opérations évoquées pour parer à d'éventuelles tendances déflationnistes ou inflationnistes sont des opérations d'open-market ou de contrôle quantitatif d'escompte. Elles exigent des banques émettrices une intervention systématique. Or tous les praticiens savent la difficulté qu'il y a à déceler des tendances inflationnistes ou déflationnistes avant qu'elles aient produit leurs effets. Aussi, plus ou moins consciemment, les systèmes monétaires ont été organisés de telle façon que des réactions régulatrices tendent spontanément à s'y développer, leur donnant un caractère partiellement auto-régulateur.

Ces réactions régulatrices sont toujours fondées sur l'utilisation des déplacements que tout état de déflation ou d'inflation tend à entraîner, tant de l'échelle des prix que, pendant que celle-ci se déplace, du taux du marché monétaire.

Pour utiliser les déplacements de l'échelle des prix, on définit l'unité monétaire comme une quantité déterminée d'une richesse déterminée — en général le métal-or — et on donne mission à l'institution émettrice d'acheter à prix fixe toutes les quantités de métal offertes et non demandées et de vendre à prix fixe toutes les quantités de métal demandées et non offertes.

La baisse de l'échelle des prix tend à provoquer augmentation des offres de métal sur le marché soit parce qu'elle met la balance des comptes en excédent, soit parce qu'elle augmente la production de l'or, seule richesse qui conserve, en période de déflation, des débouchés illimités à prix immuable. L'augmentation des achats d'or par la banque fournit les suppléments d'encaisses désirés.

Toutefois, ces variations dans l'offre de métal sont relativement peu sensibles — celles qui proviennent de variations de la balance des comptes l'étant cependant plus que celles qui proviennent de modifications du rythme d'extraction. Pour accroître la sensibilité des mécanismes auto-régulateurs, on observe que le mouvement de prix, pendant qu'il se produit,

tend à provoquer, toutes conditions égales, une variation inverse du taux hors-banque. Aussi donne-t-on à la banque émettrice mission d'acheter, à partir d'un certain taux, toutes les quantités de créances à court terme, de valeur certaine, offertes et non demandées.

Cette disposition n'est pas analogue à celle qu'établirait un système bimétalliste, car le coût de production d'une créance en monnaie reste, toutes conditions égales, immuable dans l'échelle des prix. Elle tend seulement à limiter la hausse d'une grandeur qui varie, non en raison inverse du niveau général des prix, mais en raison inverse de la dérivée des variations du niveau général des prix par rapport au temps.

L'obligation pour la banque d'acheter, à partir d'un certain taux, toutes les créances offertes et non demandées, n'a donc pas l'effet de la convertibilité métallique — qui est de faire obstacle à la baisse de l'échelle des prix au-dessous du niveau répondant à la parité monétaire — mais tend à freiner la baisse de l'échelle des prix à partir du moment où le taux hors-banque a buté contre le taux d'escompte, quel que soit le niveau des prix qui se trouve établi à ce moment.

Les deux mécanismes — convertibilité en or, convertibilité en créances — superposent leurs effets, le second tendant à freiner la baisse des prix, le premier à ramener l'échelle des prix au niveau qui résulte du taux de convertibilité.

Il va de soi que le second peut être mis en œuvre sans le premier. Nous montrerons plus loin avec quelles conséquences.

Dans un pareil système, l'inflation susciterait, *mutatis mutandis*, des réactions inverses.

Toutefois, le mécanisme est ici un peu plus compliqué, parce qu'il doit tendre non plus à faire entrer des valeurs dans le bilan des institutions émettrices, mais à les en faire sortir. Or un effet escompté dort normalement dans le portefeuille de la banque qui l'a escompté, jusqu'à son échéance, seul moment où il atteint, quelles que soient les variations du taux d'escompte depuis le moment où il a été escompté, sa valeur nominale. En outre, si à tout moment il peut être sorti du portefeuille de la banque par une opération d'open-market, c'est seulement au moment du renouvellement, c'est-à-dire de l'échéance, qu'il donne obligatoirement lieu à option entre l'escompte en-banque ou l'escompte hors-banque de l'effet de



renouvellement. C'est donc seulement à concurrence du montant quotidien des échéances d'escomptes antérieurs qu'un système monétaire présente quotidiennement un caractère auto-régulateur dans le sens de la contraction. Plus ce montant est élevé, donc plus les effets escomptés sont courts, plus la circulation est flexible en baisse. C'est même pour assurer un minimum de flexibilité en baisse et non pour les raisons communément invoquées, telle que durée normale du cycle commercial, que les statuts des banques d'émission limitent à trois mois la durée du papier éligible à l'escompte.

Une circulation qui serait fondée sur l'escompte de papier à long terme reste spontanément flexible dans le sens de l'expansion. Par contre, dans la voie de la contraction, tout en restant susceptible de régulation par voie d'open-market, elle ne serait plus auto-régulatrice que dans une faible mesure. Elle cesserait entièrement de l'être si le papier était perpétuel.

La monnaie « nominaliste » est faite d'un signe sans valeur propre, dépourvu de toute contrepartie réalisable dans le bilan de l'institution qui l'a émise.

Pareille monnaie peut être mise en circulation par le déficit, retirée par l'excédent. Elle ne sera donc jamais auto-régulatrice et ne pourra être régulée que par la mise en œuvre d'une politique fiscale appropriée.

A son égard, les règles de gestion de la pharmacopée keynésienne s'imposeront.

Toutefois, en notre époque, aucune monnaie n'a jamais présenté tous les caractères du nominalisme monétaire, mais seulement certains d'entre eux, par suite d'une perversion des systèmes convertibles, imposée par le déficit.

Le réalisme monétaire entraîne, en effet, une conséquence essentielle : il interdit la remise gratuite d'unités monétaires et, par là, prohibe la dépense qui n'est pas compensée par un abandon d'égale valeur. S'il permet d'anticiper la monétisation d'une valeur, il est exclusif du déficit.

Aussi les régimes qui ne peuvent ou ne veulent renoncer au déficit ont-ils suspendu, en leur faveur, la règle fondamentale du réalisme monétaire, en imposant à leur banque d'émission d'accepter à l'escompte des créances en forme de bons du

Trésor qu'ils n'avaient pas — faute de recettes prévisibles — le moyen de rembourser.

Ce régime n'était pas de pur nominalisme monétaire, car il conservait les formes du réalisme, en subordonnant la création d'unités monétaires à la cession d'une créance de même valeur. Mais il était dépourvu du caractère fondamental du réalisme monétaire : la réalité des créances éligibles à l'escompte.

Pareil régime ouvrait à la partie qui en était bénéficiaire — généralement l'Etat — la porte du déficit. Dans la mesure où elle en usait, elle offrait des bons du Trésor, semblables dans la forme à de vraies créances. Tous ceux qui n'étaient pas demandés par le marché étaient pris par le système bancaire. Leur escompte créait, à due concurrence, des suppléments d'encaisses, généralement indésirés. Mais les titulaires de ces encaisses indésirées n'étaient pas disposés à demander des bons du Trésor, car s'ils l'avaient été, les bons eussent été demandés sur le marché hors-banque et n'eussent pas été conduits « en-banque ». Les détenteurs d'encaisses indésirées demandaient donc des richesses proprement dites, provoquant, par le mécanisme analysé plus haut, la substitution de ventes au comptant à des ventes à terme. Mais dès que le portefeuille représentatif de vraies valeurs — généralement le portefeuille commercial à court terme — avait été réduit au minimum au-dessous duquel il ne pouvait descendre, le mécanisme jouait en vain. L'excès de demande ne provoquait pas l'offre sur le marché de richesses garées en banque, car il n'en existait plus, mais seulement la hausse des prix. On entrait en état d'inflation et rien — sauf un excédent fiscal — ne permettait d'y parer.

Ainsi, l'éligibilité des fausses créances à l'escompte crée un régime qui reste auto-régulateur dans le sens de l'expansion, mais cesse de l'être dans le sens de la contraction dès que le volume des portefeuilles de vraies créances dans l'actif du système bancaire a été réduit au minimum au-dessous duquel il ne peut descendre.

L'analyse précédente précise les conditions auxquelles un système monétaire doit satisfaire pour qu'il soit susceptible de faire échec à l'inflation.

La condition fondamentale — sans laquelle la monnaie qu'il fournit est un corps mort, soumis seulement aux impulsions qui lui sont transmises de l'extérieur — est de n'admettre à la monétisation que de vraies valeurs, c'est-à-dire des valeurs susceptibles d'être vendues sur le marché pour la valeur à laquelle elles seront monétisées.

Encore faut-il marquer que cette condition peut être, sans inconvénient, atténuée, puisque, pour qu'un système monétaire permette de parer à toute inflation possible, il suffit qu'il existe dans le portefeuille de toutes les institutions émettrices une croûte de vraies valeurs suffisante pour résorber toute la partie de l'émission monétaire susceptible de devenir indésirée. Il n'y a donc pas d'inconvénient à ce que des crédits perpétuels ou à très long terme soient consentis pour tout le culot incompressible de la circulation monétaire.

On dira que limiter l'éligibilité à l'escompte à des effets de valeur certaine, c'est supposer le problème résolu, puisque, pour que la puissance publique puisse renoncer à l'escompte de fausses créances, il faut que son budget soit en équilibre et que, inversement, si son budget est en équilibre, elle ne présentera pas de fausses créances à l'escompte, même si celles-ci y sont éligibles.

Mais pareille objection oublie que le problème du déficit est autant psychologique que financier. Le refus du déficit, lorsqu'on sait qu'il peut être financé par émission de fausses créances, est un acte de raison, alors que lorsque les fausses créances sont inéligibles à l'escompte, il est le produit d'une impossibilité de fait.

Il est vrai que les fausses créances peuvent toujours être rendues éligibles à l'escompte. Mais c'est alors sous condition de la renonciation à la convertibilité monétaire. Or l'opinion connaît, par expérience, les conséquences de la suspension de la convertibilité. Les gouvernements ne s'y résigneront que lorsque l'existence même du pays sera en jeu, c'est-à-dire en cas de guerre.

Par ailleurs, lorsque les fausses créances sont inéligibles à l'escompte, toutes les institutions bancaires sont obligées, sous menace de compromettre leur propre solvabilité, de refuser l'escompte des créances dépourvues de valeur intrinsèque. Lorsque la monnaie est convertible, l'Institut d'émission est



soumis à la même discipline, pour la même raison. Ainsi, ce ne sont pas des obligations juridiques, mais des nécessités de fait — singulièrement plus impérieuses — qui tendent à maintenir le régime de vraie monnaie.

Si l'on désire, en outre, donner au système monétaire un caractère auto-régulateur dans les deux sens, il suffit de limiter la durée des effets éligibles à l'escompte. L'Institut d'émission, en fixant le caractère du papier qu'il acceptera de réescompter, imposera à toutes les banques émettrices la discipline requise.

Enfin, par son taux d'escompte, l'institut d'émission fixera, en régime de convertibilité, la composition des réserves qu'il détiendra en contrepartie de la monnaie en circulation. Il déterminera, notamment, le montant de sa réserve d'or ou de devises et, par là, le volume du crédit qu'il aura consenti à l'économie, en sus de celui qui résulte de l'épargne.

Ainsi apparaît, en conclusion de la présente étude, le problème du contrôle monétaire.

Une monnaie nominaliste, aussi bien qu'une monnaie qui n'a pour contrepartie, dans le bilan des institutions émettrices, que de fausses créances, doit être contrôlée dans son montant si l'on veut éviter les désordres de l'inflation. Le contrôle « quantitatif » du crédit sera pour elle une nécessité.

Au contraire, une monnaie réaliste peut toujours être contrôlée par des opérations d'open-market. Celles-ci mêmes seront inutiles si son caractère auto-régulateur est rendu suffisant par la limitation de la durée des effets admis à l'escompte. En tout cas, pour elle, aucun contrôle quantitatif ne sera nécessaire. Le seul devoir des autorités émettrices, c'est-à-dire des banques, sera de veiller à la réalité des créances qu'elles acceptent à l'escompte, donc à la solvabilité de leurs débiteurs. Encore les banques privées seront-elles conduites à cette précaution si la banque centrale se l'impose. Ainsi, le contrôle pourra n'être que « qualitatif », le système bancaire pouvant et devant escompter toute signature solvable.

Mais la différence entre contrôle quantitatif et qualitatif n'est pas purement financière : elle est essentiellement économique. Le contrôle quantitatif, s'il veut mettre la stabilité des prix à l'abri de tout aléa, est nécessairement restrictif. Faute

de pouvoir suivre le montant des encaisses désirées avec assez de précision, il tend à l'austérité plus qu'à l'expansion. Au contraire, le contrôle qualitatif accueille tout effet dont le remboursement est assuré. Il ouvre donc toute grande la porte de l'expansion économique et du plein emploi.

Qui veut réellement libérer l'économie des contraintes monétaires doit vouloir, aujourd'hui, le remplacement du contrôle quantitatif par le contrôle qualitatif, donc le retour, aussi proche que possible, à une vraie monnaie.

Jacques RUEFF,

---

# L'INFLATION DIRIGÉE COMME MOYEN NORMAL ET PERMANENT DE FINANCER LES DÉPENSES DE L'ÉTAT

## I. — Quelques mots sur l'inflation ordinaire.

### 1. — L'HISTOIRE, MISE EN DIAGRAMMES, D'UNE PÉRIODE D'INFLATION.

Si l'on étudie dans le passé une longue période d'inflation, on pourra la caractériser par les diagrammes suivants, où les temps sont portés en abscisses (V. fig. 1) :

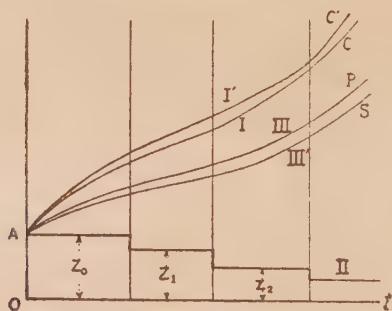


FIG. 1. — Diagrammes (d'allure quelconque) caractérisant l'inflation ordinaire (II représente la valeur, exprimée en grammes d'or, de l'unité monétaire).

- 1° Le diagramme I' de la circulation fiduciaire (C);
- 2° Le diagramme I de cette même circulation fiduciaire (C), en supposant qu'elle n'ait pas varié pour d'autres causes que les avances de la Banque d'émission au Trésor;
- 3° Le diagramme II indiquant l'importance et la date des diverses dévaluations et donnant, par conséquent, les différentes valeurs ( $z$ ), exprimées en milligrammes d'or, de l'unité monétaire, disons, en l'occurrence, le franc;
- 4° Le diagramme III des prix (P);
- 5° Le diagramme III' des salaires (s).



(OA représente la valeur initiale de chacune de ces différentes variables.)

Les diagrammes I, I', III et III' affecteront la forme de courbes quelconques, d'allure ascendante. Le diagramme II sera en forme d'escalier; il aura une allure descendante.

Nous conviendrons d'appeler *cycle d'inflation* la durée séparant deux dévaluations successives.

Il serait commode, pour comparer l'allure de la courbe II avec celle des autres courbes, de transformer cette courbe en portant en ordonnées, non pas les valeurs successives :  $z_1$ ,  $z_2$ , etc., du franc exprimées en milligrammes d'or, mais les inverses :

$$\frac{1}{z_0}, \frac{1}{z_1}, \frac{1}{z_2}, \frac{1}{z_3}, \text{ etc., de ces valeurs.}$$

En d'autres termes, on porterait en ordonnées les valeurs successives  $p$ , exprimées en francs, d'un poids quelconque d'or fin, un gramme, par exemple <sup>1</sup>. Le diagramme de  $p$  aurait donc, lui aussi, une allure ascendante.

D'autre part, nous ne commettrons pas d'erreur sensible si nous remplaçons les courbes I et I', III et III' par des polygones dont les sommets seront situés sur les verticales correspondant aux changements de cycles.

La période d'inflation que nous étudions sera ainsi caractérisée avec une approximation suffisante par les cinq diagrammes de la figure 2.

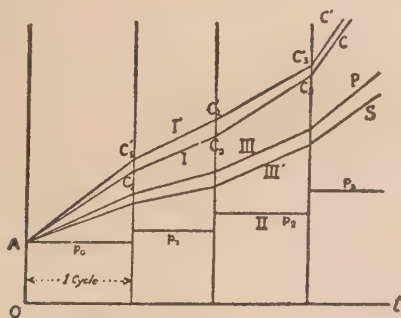


FIG. 2. — Mêmes diagrammes qu'à la figure 1, les courbes étant remplacées par des polygones (II représente cette fois la valeur d'un gramme d'or exprimée en unités monétaires).

1. On a donc la relation  $p = k \frac{1}{z}$ , dans laquelle  $k$  est une constante, qui dépend du poids d'or choisi.

Ceux-ci permettront de calculer aisément, pour chaque cycle :

1° Le rendement brut  $R$  de l'inflation, c'est-à-dire la valeur, *exprimée en grammes d'or*, des sommes avancées au Trésor par la banque d'émission;

2° Le produit  $D$  de chacune des dévaluations, c'est-à-dire la somme, *exprimée en grammes d'or*, dont se trouve créditée la banque d'émission à chaque changement de cycle<sup>2</sup>.

Nous obtiendrons ainsi pour, par exemple, le troisième cycle :

$$R_3 = \frac{C_3 - C_2}{p_2},$$

$$D_3 = \frac{C_3}{p_2} - \frac{C'_3}{p_3}.$$

Il serait facile également de calculer les variations de la circulation fiduciaire exprimée en grammes d'or.

## 2. — LES CARACTÉRISTIQUES DE L'INFLATION ORDINAIRE.

Jusqu'à présent, l'inflation a toujours été désordonnée. En effet, un gouvernement ne songe à emprunter à la banque d'émission que quand il y est contraint par l'insuffisance de ses ressources et, d'autre part, il ne dévalue que quand les circonstances l'y obligent. Les prix montent (le plus souvent contre la volonté du gouvernement, qui s'efforce, contre tout bon sens, de les maintenir constants); mais leur diagramme reste longtemps au-dessous de celui de la circulation fiduciaire. De son côté, le diagramme des salaires reste généralement en retard par rapport au diagramme des prix : d'où troubles sociaux plus ou moins graves.

D'autre part, la loi proclame : « un franc égale un franc », c'est-à-dire que toute l'économie reste obligatoirement basée sur une unité monétaire devenue « fondante »; en particulier, il n'est pas permis, lors de l'exécution des contrats, de rajuster les prix convenus de façon à tenir compte de la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. Il en résulte toute une série de désordres graves et d'injustices que nous ne croyons pas

2. On sait que lors d'une dévaluation, la banque d'émission révalue son encaisse-or; elle réalise ainsi un bénéfice comptable dont elle crédite l'Etat, qui voit ainsi sa dette envers la banque automatiquement apurée.

utile de rappeler ici, mais qui font qu'une période d'inflation prolongée est pour un pays une véritable catastrophe.

## II. — Définition de l'inflation « dirigée » (I.D.) ou « planifiée ».

Nous nous sommes demandé s'il ne serait pas possible de débarrasser l'inflation de ses défauts et de l'utiliser comme un moyen *normal* et *permanent* de financer les dépenses de l'Etat <sup>3</sup>.

Une telle inflation devrait naturellement cesser d'être désordonnée. Elle devrait être *systématique*, elle devrait faire l'objet d'un *plan*, d'un programme. Ce programme pourrait, du reste, se concrétiser par une série de diagrammes, tels que ceux de la figure 2. Toutefois, il est clair :

1° Que le diagramme I' ne pourra figurer dans un tel programme, puisqu'on ignore les causes autres que l'inflation elle-même qui pourraient faire varier la circulation fiduciaire pendant une période déterminée;

2° Que les diagrammes III des prix et III' des salaires devront nécessairement se confondre en un seul, que nous appellerons diagramme des prix et des salaires ou simplement diagramme des prix.

D'autre part, si nous voulons éviter les inconvénients de l'inflation ordinaire, nous devons évidemment renoncer à baser toute l'économie sur une unité monétaire fondante; nous devons donc créer, à côté de l'unité monétaire existante qui va sans cesse en se dépréciant, une unité monétaire stable, définie, par exemple, par un certain poids d'or fin. Ce poids pourrait être choisi égal à un gramme. Il pourrait aussi être de 290 milligrammes. Dans ce cas, la seconde unité monétaire correspondrait donc à la définition du franc d'avant 1914, c'est-à-dire du franc de l'ancienne union monétaire latine. Nous l'appellerons *franc-or*, par opposition à l'unité monétaire existante que nous nommerons *franc-papier*. Celle-ci aura seule, du reste, une représentation matérielle, c'est elle seule qui figurera

3. Voir notre ouvrage *Vers la suppression des impôts par l'inflation dirigée*. Un vol. in-8° de 236 p., Bruyant, Bruxelles, et Librairie du Recueil Sirey, Paris 1980.



sur les billets de banque et les pièces de monnaie. C'est elle seule qui sera utilisée dans les paiements. En revanche, c'est en franc-or que seront libellées les sommes figurant dans les contrats, c'est en franc-or que seront établis les devis, les prix de revient, les factures, les bilans, etc. C'est en francs-or que seront, sauf exceptions, fixés tous les prix.

Les fonctions qu'on attribue généralement à la monnaie seront ainsi nettement partagées entre les deux unités monétaires : le franc-papier assumera la fonction de circulation, le franc-or la fonction de numération et, dans une certaine mesure tout au moins, la fonction de réserve de valeur (nous verrons bientôt comment).

Ainsi donc, notre programme pourra être défini par trois diagrammes (V. fig. 3) :

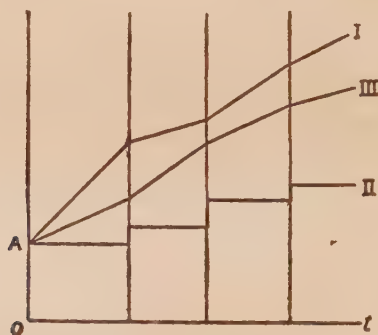


FIG. 3. — Forme générale des diagrammes de la circulation fiduciaire-papier, du cours du franc-or et des prix, en inflation dirigée.

1° Le diagramme I, qui représente les variations de la circulation fiduciaire exprimée en francs-papier;

2° Le diagramme II, qui représentera désormais les variations du cours du franc-or exprimé en franc-papier;

3° Le diagramme III des prix et des salaires <sup>4</sup>.

Un tel programme est-il pratiquement réalisable et comment, dans la réalité, devrait-il être tracé ? C'est ce que nous allons

4. Nous admettons provisoirement que la circulation fiduciaire et les prix ne varient pas pour d'autres causes que celles tenant à l'inflation elle-même. Mais nous abandonnerons plus loin cette hypothèse, faite ici pour de simples raisons de commodité.

examiner dans les lignes qui suivent. Bornons-nous, pour l'instant, à faire remarquer qu'un gouvernement peut, en empruntant à l'Institut d'émission, faire varier à sa guise la circulation monétaire, et que, d'autre part, il peut fixer, comme il l'entend, la date et l'importance des futures dévaluations de l'unité monétaire. En d'autres termes, il peut tracer d'avance, comme bon lui semble, les diagrammes I et II; mais, à première vue, on n'aperçoit pas comment il peut régler le diagramme des prix III. Nous ne nous occuperons donc pas pour l'instant de ce diagramme III, et nous nous bornerons à étudier comment le Gouvernement s'y prendra pour tracer, de la manière la plus rationnelle possible, les diagrammes I et II.

### III. — Comment établir un programme d'inflation.

#### 1. — INFLATION PAR CYCLES.

##### CONDITIONS A S'IMPOSER DANS LE TRACÉ DES DIAGRAMMES I ET II.

Remarquons d'abord que le diagramme I représente, en somme, notre *programme d'inflation*, et le diagramme II, notre programme de dévaluation, que nous pouvons nommer aussi *programme de déflation*<sup>5</sup>. Ces deux programmes ne pourront naturellement pas être tracés de façon arbitraire. Ils devront satisfaire à certaines conditions.

Nous admettrons d'abord, uniquement pour la facilité de notre exposé et bien que ce ne soit nullement nécessaire<sup>6</sup>, qu'on fera des cycles de longueur égale.

Nous nous imposerons, en outre, la condition que la déflation-or qui se produit à chaque fin de cycle *compense* exactement l'inflation-or réalisée pendant la durée de ce cycle; en d'autres termes, nous ferons en sorte que la circulation fiduciaire exprimée en or revienne à sa valeur initiale à chaque fin de cycle. Pour cela, il faut et il suffit que les sommets supérieurs du

5. Remarquons aussi que pendant la durée d'un cycle, on fait monter à la fois la circulation fiduciaire exprimée en francs-papier et cette même circulation fiduciaire exprimée en francs-or; en d'autres termes, on fait à la fois de l'*inflation-papier* et de l'*inflation-or*. D'autre part, une dévaluation n'est rien d'autre qu'une brusque *déflation-or*.

6. Nous abandonnerons plus tard cette condition.

diagramme II coïncident avec les sommets du diagramme I (V. fig. 4). Dans ce cas, on fait donc — ou plutôt on s'impose de faire — ce qu'on pourrait appeler de l'*inflation compensée*.

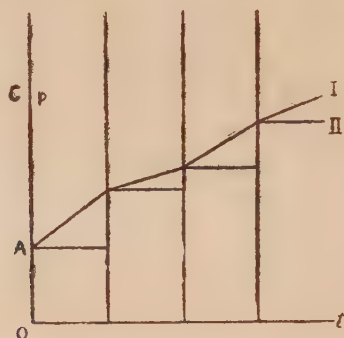


Fig. 4. — Diagrammes de la circulation fiduciaire-papier (I) et des cours du franc-or (II) si l'on s'impose la condition que la circulation fiduciaire-or revienne à sa valeur initiale à chaque changement de cycle.

Si cette condition n'était pas réalisée, si, par exemple, le diagramme II restait en-dessous du diagramme I (V. fig. 5), cela

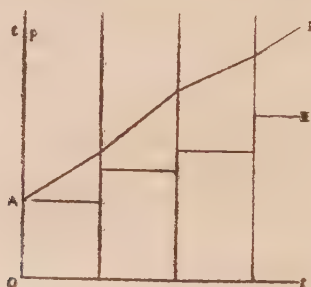


Fig. 5. — Cas où l'inflation progresse plus rapidement que la déflation.

signifierait que la marche de l'inflation est plus rapide que celle de la déflation et que, par conséquent, la valeur exprimée en or de la circulation fiduciaire va en augmentant. L'inflation ne serait donc, dans ce cas, que compensée partiellement par la déflation; en d'autres termes, on ferait en même temps de l'inflation-or et de l'inflation compensée.

On pourrait enfin s'imposer une troisième condition, à savoir : que le rendement  $R$  de l'inflation, exprimé en francs-or, soit constant pour tous les cycles.



Pour réaliser cette condition, on procédera à une construction géométrique très simple (V. fig. 6). Connaissant la lon-

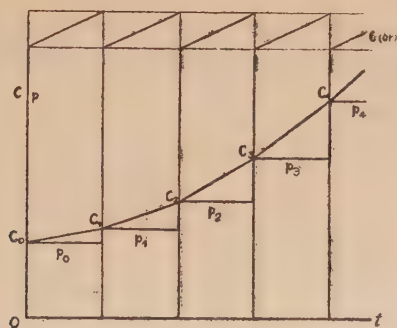


FIG. 6. — Diagrammes de la circulation fiduciaire-papier (I) et des cours du franc-or (II) si l'on s'impose la condition que le rendement en francs-or de tous les cycles (supposés de longueur égale) soit constant. En haut, diagramme de la circulation fiduciaire-or.

gueur des cycles et les valeurs initiales de  $C$  et de  $p$ , on écrira la relation :

$$R = \frac{C_1 - C_0}{p_0}$$

d'où l'on tire :

$$C_1 = p_0 R + C_0$$

On déterminera donc ainsi le second sommet des deux diagrammes I et II.

Connaissant  $C_1$ , on obtiendra  $C_2$  par la relation :

$$R = \frac{C_2 - C_1}{p_1}$$

et ainsi de suite.

On verra ainsi que le diagramme I sera un polygone dont chaque côté est toujours plus redressé que celui qui le précède; le diagramme II aura la forme d'un escalier dont les marches sont de plus en plus hautes. Quant au diagramme de la circulation fiduciaire exprimée en or (V. fig. 6), il aura une forme en dents de scie d'égale hauteur 7.

7. REMARQUE IMPORTANTE. — N'oublions pas que nous nous bornons, pour l'instant, à nous tracer un programme. Mais ce programme pourra-t-il, en fait, être respecté ? Il le sera certainement et strictement en ce qui concerne le programme de déflation, qui fixe simplement d'avance les dates et l'importance des dévaluations. Mais l'inflation elle-même ne sera jamais conforme aux prévisions; d'abord, parce qu'on ne connaît pas exactement le montant des avances que l'Etat devra demander à l'Institut d'émission; en second lieu, parce que ces avances ne se font pas, au cours d'un exercice, avec la régularité que nous avons admise.



termes, pour obtenir en un temps donné (un an par exemple) un certain rendement OM de francs-or, il faudra imprimer d'autant plus de papier que les cycles seront plus courts.

Inversement, pour une inflation donnée AN, le rendement correspondant R est d'autant moindre que les cycles sont plus petits; ou, si l'on préfère, l'émission d'un volume déterminé de francs-papier rapporte d'autant moins de francs-or à l'Etat que les cycles sont plus courts.

### 3. — L'INFLATION CONTINUE.

Si l'on pousse les choses à l'extrême, si on fait des cycles d'inflation infiniment petits, le diagramme I cesse d'être une ligne brisée, il devient une courbe mathématique dont il est facile d'établir l'équation <sup>10</sup>. Cette équation est :

$$C = C_0 \cdot e^{at}$$

où  $C_0$  représente la circulation fiduciaire initiale,  $e$  la base des logarithmes népériens (2,7183),  $t$  le temps exprimé en unités

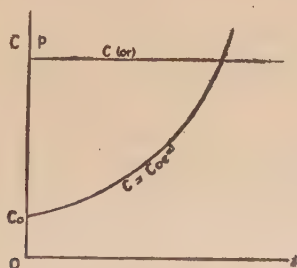


FIG. 8. — Diagramme de la circulation fiduciaire-papier et du cours du franc-or en inflation continue. En haut, diagramme de la circulation fiduciaire-or.

quelconques, par exemple en années, et  $a$  ce que nous appelons le *taux d'inflation*, rapporté à la même unité de temps (V. fig. 8).

Ce taux d'inflation se définit comme le rapport entre le rendement  $R$  de l'inflation pendant une unité de temps (dans notre cas, une année) et la circulation monétaire  $C$ ,  $R$  et  $C$  étant exprimés en francs-or (donc :  $a = \frac{R}{C}$ ).

Le taux caractérise donc une inflation; il représente, en somme, son importance par rapport à la circulation fiduciaire;

<sup>10</sup>. Voir V. Brien, *Vers la suppression des impôts par l'inflation dirigée*, p. 44 et suiv.



il s'exprime donc en pour cent. Strictement parlant, on devrait toujours préciser à quelle unité de temps (ou même, de façon générale, à quelle durée) il se rapporte. On devrait dire, par exemple : taux annuel ou mensuel <sup>11</sup> ou journalier. Nous admettrons que lorsqu'un de ces qualificatifs fait défaut, il s'agit du **taux annuel**.

Le diagramme II des cours du franc-or, nous l'avons vu, se rapproche d'autant plus du diagramme I que les cycles sont plus courts. A la limite, *il se confond donc avec ce dernier diagramme*, et son équation sera donc :

$$P = P_0 e^{at}.$$

En pratique, il est évidemment impossible de réaliser une inflation par cycles infiniment petits. Mais si l'on adoptait des cycles d'un jour, les diagrammes I et II se confondraient pratiquement l'un et l'autre avec la courbe dont nous venons d'écrire l'équation.

Nous donnerons à ce mode d'inflation qui consisterait, en somme, à défaire chaque matin, grâce à une légère dévaluation, l'inflation qu'on aurait faite la veille, le nom d'*inflation continue*, par opposition à l'*inflation par cycles*, qui désignera l'inflation telle que nous l'avons décrite précédemment.

Le diagramme en dents de scie, qui, sur la figure 6, représente les variations de la circulation fiduciaire exprimée en or, se rapproche de plus en plus d'une droite horizontale au fur et à mesure que les cycles d'inflation deviennent plus petits; quand on passe à l'inflation continue, il se confond donc avec une telle droite. En d'autres termes, *dans ce système d'inflation continue*, malgré l'émission incessante de papier-monnaie à laquelle il est procédé, *la circulation fiduciaire-or reste constante* <sup>12</sup>.

La courbe représentée par l'équation (A) monte très rapidement et, pour une valeur de  $t$  un peu grande, sort des limites de l'épure; elle n'est donc pas pratique. Mais on peut mettre l'équation (A) sous la forme :

$$\log C = \frac{1}{2,3026} at + \log C_0 \quad (B).$$

11. Le taux mensuel d'inflation est naturellement égal au douzième du taux annuel.

12. Voir note au bas de la page 31.

Si donc nous portons en abscisses, comme précédemment, les valeurs de  $t$  ou de  $at$  et en ordonnées les logarithmes de  $C$ , l'équation représentera une droite inclinée sur l'horizontale, qui n'a plus les inconvénients de notre courbe exponentielle <sup>42</sup>.

#### 4. — SUR LA NOTION DE PÉRIODE D'INFLATION.

Plus le franc-papier se déprécie, plus grands seront les nombres qui seront utilisés pour désigner une valeur donnée. Quand le franc-or, supposé valoir à l'origine 10 francs-papier, vaudra 1.000 fois davantage, on décidera l'échange des billets et des pièces de monnaie contre d'autres valeurs valant nomi-

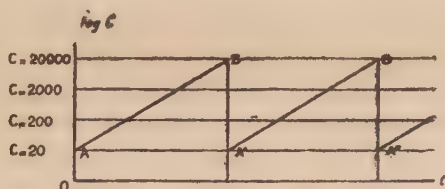


FIG. 9. — Diagramme logarithmique de la circulation fiduciaire-papier au cours d'une longue période de temps.

nalement 1.000 fois moins et ayant même pouvoir d'achat. Après cette opération (du reste tout à fait facile et banale), se trouvera close ce que nous appellerons une *période d'inflation*. On sera donc à ce moment ramené au point de départ et on pourra, en conséquence, poursuivre indéfiniment notre système d'inflation tout en évitant les inconvénients inhérents à l'emploi des très grands nombres.

En inflation continue, le diagramme logarithmique de la circulation fiduciaire-papier pendant une très longue durée (un siècle, par exemple) aura la forme d'un diagramme en dents de scie (V. fig. 9).

13. Certains lecteurs seront peut-être choqués et mis en défiance par l'usage que nous faisons du langage et des formules mathématiques. Mais qu'on veuille bien le remarquer, ces formules ne s'appliquent pas aux phénomènes économiques eux-mêmes, mais simplement à un programme que nous nous traçons et que nous sommes naturellement libre de nous tracer comme bon nous semble. On ne saurait donc, dans notre cas, contester la légitimité de l'emploi des mathématiques. Mieux encore, il est impossible, sans l'aide de celles-ci, de se tracer avec précision un programme répondant aux conditions qu'on s'est assignées.

#### IV. — Comment faire varier les prix et les salaires.

##### 1. — PRINCIPE : FIXER PRIX ET SALAIRES EN FRANCS-OR.

Jusqu'ici — ne l'oublions pas — nous avons seulement agi sur les deux quantités  $C$  et  $p$  que le Gouvernement peut faire varier à son gré.

Comment s'y prendra-t-on pour faire monter les prix et les salaires ? Nous avons vu déjà que, dans le système d'inflation planifiée, prix et salaires seront stipulés en francs-or. Par ce seul fait, *le diagramme de ces prix et salaires exprimés en francs-papier coïncidera donc théoriquement avec le diagramme des cours du franc-or*. C'est là, de toute évidence, un très important progrès par rapport à ce qui se passe en inflation désordonnée : tout d'abord, prix et salaires ne sont plus abandonnés à eux-mêmes, ils montent régulièrement et automatiquement suivant un diagramme qui n'est jamais très éloigné de celui de la circulation fiduciaire-papier ; en second lieu, puisque prix et salaires-papier montent parallèlement, le pouvoir d'achat des salaires reste *théoriquement constant*. Enfin, les sommes stipulées dans les contrats étant exprimées en unités monétaires stables, les créanciers ne seront plus lésés au profit des débiteurs.

Mais *pratiquement*, ceci résout-il le problème ? Examinons d'abord le cas de l'inflation par cycles, puis celui de l'inflation continue.

##### 2. — APPLICATION AU CAS DE L'INFLATION PAR CYCLES.

Supposons qu'il s'agisse de cycles assez longs, comportant des variations du cours du franc-or de l'ordre de 20, 25 ou 33 % par exemple.

A chaque changement de cycle, il y aurait donc de très importantes majorations des prix-papier. Les acheteurs, prévoyant ces majorations, se précipiteraient en foule dans les magasins quelques jours avant les dates prévues pour les dévaluations. Les commerçants, pour n'être pas lésés, se verraient donc obligés d'augmenter leurs prix-or quelque temps avant la fin de chaque cycle, ce qui justifierait des majorations de salaires correspondantes. *En fait, il est donc utopique, en économie*



*libre, de vouloir maintenir les prix et les salaires constants pendant un cycle.*

Des difficultés importantes surgiraient, d'autre part, lors de l'exécution des contrats : les sommes à payer varieraient considérablement selon que la date du paiement se situerait un peu avant ou un peu après la fin d'un cycle.

En d'autres termes, une crise plus ou moins grave éclaterait à chaque changement de cycle.

Conclusion : le système d'inflation par grands cycles est inacceptable en pratique.

### 3. — APPLICATION AU CAS DE L'INFLATION CONTINUE.

Dans ce système, la courbe de la circulation fiduciaire-papier, celle des cours du franc-or et celle des prix et salaires coïncideraient. L'inflation laisserait parfaitement constant le montant de la circulation fiduciaire exprimé en or. Si l'on raisonne, comme il se doit, en francs-or, tout se passerait donc comme s'il n'y avait pas d'inflation. Le système éviterait par conséquent tous les inconvénients de l'inflation ordinaire, puisque les deux causes qui rendent celle-ci si pernicieuse auraient disparu.

De plus, les troubles qui se produiront dans le système précédent au passage d'un cycle à l'autre seraient évidemment supprimés, puisqu'il n'y aurait plus de cycles.

On peut donc dire que, théoriquement, le système d'inflation continue réalise la perfection. Mais pratiquement, il est, lui aussi, inapplicable. On ne peut, en effet, concevoir une économie où tout serait basé sur le franc-or et où le cours de cette unité monétaire varierait de jour en jour. On devine, en effet, les difficultés auxquelles on se heurterait dans les opérations commerciales les plus courantes s'il fallait chaque fois multiplier un prix en franc-or par un nombre composé d'au moins quatre chiffres, dont deux décimales. Il ne serait pas très facile, d'autre part, de faire en sorte que tous les citoyens fussent toujours parfaitement informés des variations de cours du franc-or.

Bref, nous n'hésiterons pas à conclure que le système d'inflation continue, si séduisant en théorie, est, lui aussi, pratiquement inapplicable.

On pourrait, certes, concevoir un système d'inflation par petits cycles (cycles d'un mois par exemple), qui atténuerait dans une très large mesure les inconvénients du système d'inflation par cycles de longue durée et qui, d'autre part, se rapprocherait de l'inflation continue. Nous croyons qu'un tel système ne serait pas inadmissible et qu'une économie s'y adapterait sans trop de difficultés. Nous reconnaissons cependant qu'il est loin de donner toute satisfaction.

## V. — Notre système.

### 1. — DÉFINITION. MODE DE CONSTRUCTION DES DIAGRAMMES I ET II.

Le système que, finalement, nous préconisons est un système qui a toutes les apparences de l'inflation par cycles, mais qui n'est, en somme, qu'une inflation continue déguisée.

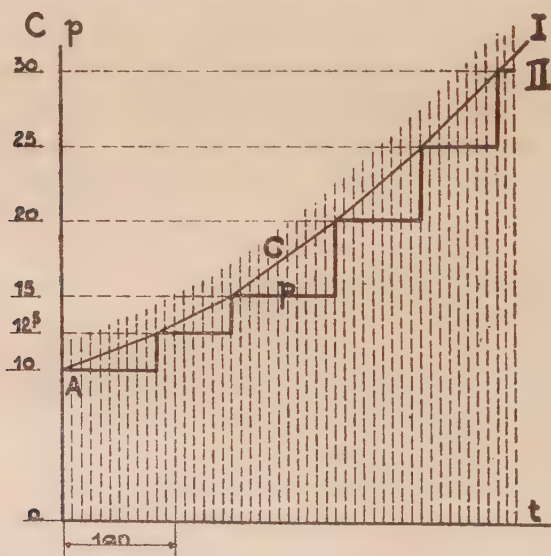


Fig. 10. — Mode de construction des diagrammes de la circulation fiduciaire-papier (I) et des cours du franc-or (II) dans notre système d'inflation dirigée (le diagramme polygonal I est très voisin de la courbe de l'inflation continue).

Voyons d'abord comment, dans ce système, nous établirons notre programme d'inflation et notre programme de dévaluation, en d'autres termes, comment nous tracerons les diagrammes I et II.

Partant du taux d'inflation  $a$  que nous nous sommes donné,

nous construirons d'abord la courbe :  $C = C_0 e^{at}$  de l'inflation continue (V. fig. 10).

Sur l'axe des abscisses (durées), nous porterons, à partir de 0, des longueurs proportionnelles à celles des mois-calendrier.

En ordonnées, nous porterons les longueurs 10, 12,5, 15, 20, 25, 30, 40, 50, 60, 80, 100, 125, 150, etc., qui représenteront les valeurs successives que nous choisirons pour le cours du franc-or (10 étant supposé le cours initial) <sup>14</sup>.

D'après cela, nous tracerons le diagramme II des cours du franc-or en nous imposant la condition que les cycles aient une durée d'un nombre entier de mois et que les sommets supérieurs de II soient placés aussi près que possible de la courbe  $C = c_0 e^{at}$ .

Quant à notre programme d'inflation I, nous l'obtiendrons en joignant par des droites les sommets supérieurs de II; nous tracerons ainsi un polygone, qui se confondra *presque* avec la courbe de l'inflation continue.

Tel est le cadre dans lequel il s'agit à présent d'insérer le diagramme des prix et des salaires.

## 2. — COMMENT, DANS NOTRE SYSTÈME, FAIRE VARIER LES PRIX ET LES SALAIRES.

Remarquons d'abord que les prix et salaires étant, sauf exceptions, chiffrés en francs-or, on devrait s'attendre à voir les prix-papier monter suivant le diagramme en escalier des cours du franc-or.

Mais nous savons déjà qu'en économie libre, il serait *impossible* de maintenir constants les prix et les salaires pendant toute la durée d'un cycle (V. p. 56 et 57). En outre, il n'est évidemment pas *désirable* qu'il en soit ainsi : il est clair, en effet, qu'une économie ne saurait fonctionner sans heurts avec des variations brusques des prix de 20, 25 ou 33 %.

Ce qu'il faut donc, c'est *organiser la hausse* des prix et des salaires *pendant chaque cycle*, de façon à se rapprocher d'aussi près que possible du diagramme théorique de la circulation fiduciaire-papier.

Comment y arriver ?

<sup>14</sup>. Nous renonçons donc à présent, pour de simples raisons d'ordre pratique, à faire des cycles d'égale longueur.





à tous les contrats de peu d'importance (contrats de bail, par exemple).

Mais dans l'industrie, le commerce de gros, les opérations bancaires et, en général, dans toutes les transactions importantes, des variations de prix de 2 à 5 % selon la date du paiement seraient inadmissibles. Il faudrait donc créer à côté du B. O. M. S. un second barème qui, graphiquement, serait représenté par un diagramme à échelons beaucoup plus petits, dix fois plus petits, par exemple, et qui prévoirait donc des majorations de 0,2, 0,3, 0,4 ou 0,5 % à intervalles dix fois plus courts (tous les trois jours donc si le B. O. M. S. comporte des échelons d'un mois). Ce barème serait publié aussi par les soins du Gouvernement. On le nommerait échelle décimale ou échelle bancaire. Il aurait la même allure générale que le précédent.

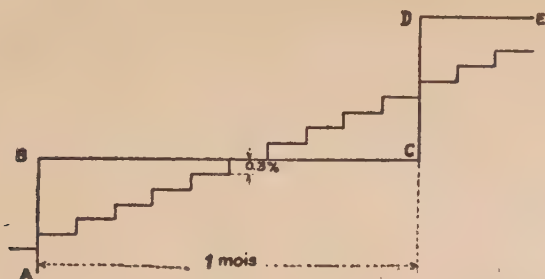


FIG. 12. — Diagramme de l'échelle bancaire (A B C D E représente le B. O. M. S.).

(V. fig. 12.) Il ne serait jamais obligatoire; il ne serait donc appliqué que si la chose est prévue explicitement dans la convention liant les parties ou dans un règlement qui en tient lieu.

Ainsi donc, grâce à la loi interprétative des contrats et aux barèmes officiels dont nous venons de parler, les sommes stipulées dans les contrats, et en particulier les salaires et les prix de gros, monteront *automatiquement* selon les diagrammes en escalier, qui suivront de très près le diagramme théorique de la circulation fiduciaire-papier <sup>15</sup>. On passera d'un cycle à l'autre sans s'en apercevoir, en évitant donc les crises plus ou moins graves qui, dans le système d'inflation par grands cycles, se

<sup>15</sup>. Rappelons l'hypothèse que nous avons faite plus haut, à savoir : que la circulation ne varie pas pour d'autres causes que les avances de l'Institut d'émission au Trésor.

produiront à chaque changement de cycle. On remarquera, chose importante, que ces résultats seront obtenus sans contrainte, sans qu'aucune atteinte soit portée à la liberté des conventions.

B. ACHATS AU COMPTANT. — Nous distinguerons deux cas :

- a) celui où les prix sont chiffrés en francs-or;
- b) celui où ils sont chiffrés en francs-papier.

a) *Prix chiffrés en francs-or.* — Nous sommes en économie libre; les prix doivent donc être fixés librement par les commerçants. Si les prix sont chiffrés en francs-or, le diagramme des prix-papier passera nécessairement par les sommets du diagramme des cours du franc-or. Mais comme nous l'avons dit déjà, il ne pourra pas coïncider avec ce dernier : les commerçants ne peuvent pas, en effet, laisser leurs prix constants pendant tout un cycle, alors que les salaires et les prix de gros notamment montent pendant toute la durée de celui-ci. Pour que les salaires conservent un pouvoir d'achat constant<sup>16</sup>, il est, du reste, indispensable que les prix montent parallèlement. Les commerçants — on peut à ce point de vue leur faire confiance — augmenteront donc leurs prix pendant le cycle, soit qu'ils adoptent spontanément les majorations prévues pour les salaires, soit plutôt qu'ils adoptent des échelons plus grands, correspondant, par exemple, à des majorations successives de 5 ou de 10 %. Il n'y a, au surplus, pas la moindre raison de supposer que celles-ci se feraient de façon désordonnée. Il n'est donc pas douteux que, dans le commerce de détail, les prix chiffrés en or monteront, eux aussi, suivant un diagramme qui suivra de près celui de la circulation fiduciaire-papier.

Il va de soi que les commerçants ne passeront pas leur temps à démarquer constamment leurs prix. Ils se contenteront d'afficher bien lisiblement : augmentation générale des prix :  $x$  %. Ainsi donc, si un objet est marqué 50 francs-or, si le cours du franc-or est de 40 francs-papier et si la majoration affichée est de 15 %, le prix en francs-papier sera :  $50 \times 40 \times 1,15 = 2.300$  francs.

<sup>16</sup>. Abstraction faite évidemment des causes de variation de ce pouvoir d'achat autres que celles résultant de l'inflation elle-même.



b) *Prix chiffrés en francs-papier.* — C'est très certainement en francs-papier que seront chiffrés les prix des marchandises périssables (œufs, légumes, etc.) ou de peu de valeur (journaux). La plupart de ces prix varient quotidiennement, et parfois dans une assez large mesure, selon l'état du marché; à ces causes locales, momentanées et accidentelles de variation, se superposera à la longue l'augmentation générale due à la dépréciation de la monnaie. D'un jour à l'autre ou même d'un mois à l'autre, cette influence de la dépréciation du franc sera très faible par rapport aux autres facteurs. En somme, ce sera, comme aujourd'hui, la loi de l'offre et de la demande qui jouera à plein pour faire varier journellement les prix. A la longue cependant, cette influence se fera sentir, comme elle s'est fait sentir, en Belgique et ailleurs, depuis 1918, et il n'est pas douteux que le prix *moyen* de ces marchandises ne monte de lui-même suivant une courbe très voisine de la courbe des salaires et des prix de gros. En d'autres termes, les prix-or des marchandises vendues en francs-papier ne seront, pas plus que les autres prix, influencés par l'inflation dirigée; celle-ci n'a, en effet, aucune tendance spécifique ni à faire hausser, ni à faire baisser ces prix-or, pas plus qu'à accentuer ou à amortir leurs variations saisonnières.

Et, en pratique, cela suffit évidemment.

### 3. — SUR LA CONTRACTION MONÉTAIRE A PRÉVOIR.

En régime I. D., chacun aura évidemment soin de ne garder par-devers soi que le minimum d'argent liquide et s'efforcera, par conséquent, de placer d'une manière ou d'une autre ses disponibilités surabondantes. Si donc on ne prenait certaines précautions, il est clair qu'on assisterait, au lendemain de l'instauration du système, à une hausse générale des prix-or.

De plus (le système étant supposé en fonctionnement), chaque fois que, pour une cause quelconque, tenant par exemple aux mouvements de la conjoncture, les besoins du pays en monnaie fiduciaire ou scripturale viendraient à varier, il en résulterait une pression brutale (dans un sens ou dans l'autre) sur les prix-or. Il est clair qu'une économie pourrait difficilement fonctionner dans de pareilles conditions.

## 4. — LES COMPTES EN FRANCS-OR.

Ces graves inconvénients seront facilement évités par l'institution de comptes en francs-or, qui seront ouverts, tant dans les banques privées qu'à l'Office des comptes chèques postaux, et dans lesquels chacun pourrait verser, pour les mettre à l'abri de la dépréciation, les fonds dont il n'a pas l'emploi. Pour des raisons évidentes, ces versements ne seraient toutefois acceptés que moyennant paiement d'un certain droit d'entrée, fonction du taux d'inflation du moment; il serait, par exemple, égal au montant de la dépréciation que subit la monnaie-papier en l'espace de six semaines à deux mois. Ainsi, si le taux de dépréciation du franc-papier est de 2 % par mois, le droit d'entrée, que nous nommerons aussi commission légale, sera fixé à 3 ou 4 %. Il fera, naturellement, profit à l'Etat. Les francs-papier déposés à un compte en francs-or seront donc convertis en francs-or, compte tenu du B. O. M. S. et de l'échelle bancaire et déduction faite de la commission légale. Le retrait des fonds se fera sans formalité, la conversion des francs-or en francs-papier s'opérant naturellement en tenant compte des deux échelles. Si le prélèvement se fait par un chèque libellé en francs-or, *le taux de conversion sera celui correspondant à la date d'émission du chèque et non celui correspondant à la date de sa présentation* <sup>17</sup>.

Ces comptes en francs-or seront donc le volant qui permettra à l'économie de fonctionner avec toute la souplesse désirable. Si, à un moment donné, il y a, pour une cause quelconque, trop de moyens de paiement-papier en circulation, le surplus, au lieu de se mettre à tourner et à agir sur les prix, ira se réfugier dans les comptes en francs-or. Inversement, si les moyens de paiement viennent à faire défaut, une partie des dépôts-or réintégrera automatiquement le circuit de la circulation fiduciaire-papier jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli.

17. Le titulaire d'un compte en banque, qu'il s'agisse d'un compte en francs-or ou d'un compte en francs-papier, pourra, toujours, à son gré, émettre des chèques libellés soit en francs-papier, soit en francs-or, la conversion s'effectuant (s'il y a lieu) compte tenu du cours du franc-or et des deux échelles officielles. De toute façon, le bénéficiaire du chèque ne touchera que des francs-papier. S'il demande que le montant du chèque soit versé au crédit de son compte en francs-or, la commission légale sera naturellement mise à sa charge.

18. Puisque tous les citoyens ne peuvent avoir un compte en banque.

*La Caisse d'épargne.* — Les épargnants modestes, au lieu de placer leurs économies aux comptes en francs-or, pourront, comme aujourd'hui, les placer à la Caisse d'épargne, où elles seront d'office converties en francs-or, sous déduction d'une commission, qu'on fixerait (pour favoriser la petite épargne) à la moitié seulement du droit d'entrée frappant les dépôts-or.

*Sur la monnaie scripturale.* — La monnaie scripturale se dépréciera naturellement tout comme les billets de banque. Il est facile de démontrer que son montant global augmentera automatiquement suivant le même rythme que la circulation fiduciaire proprement dite.

#### 5. — SUR LA SITUATION DES BANQUES.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Bornons-nous à la remarque suivante : Les banques recevront à leurs guichets, comme aujourd'hui, des dépôts en francs-papier; elles les replaceront dans leur clientèle sous forme de prêts ou d'avances en francs-or. Ce sera là, on le conçoit, une opération très fructueuse et sans risque. Les banques seront donc disposées, pour attirer chez elles les dépôts en francs-papier, à payer aux déposants des intérêts fort élevés qui, dans le cas de concurrence parfaite entre les banques, pourraient être voisins du taux de dépréciation des francs-papier et atteindre, par exemple, de 8 à 10 % par trimestre. Mais l'équité exige<sup>18</sup> (et c'est tant mieux pour le rendement du système) que la plus grande partie (80 ou 90 %, par exemple) de ces intérêts fasse retour à l'Etat. Ceci se réaliserait très facilement : au moment où la banque procède au calcul des intérêts de ses clients, elle créditerait ceux-ci d'une partie seulement des intérêts dus et verserait le reste à l'Etat.

#### 6. — SUR LE RENDEMENT DE L'INFLATION.

Le rendement total, direct et indirect, d'une inflation donnée, c'est-à-dire les revenus en francs-or que procurera à l'Etat une certaine émission de francs-papier, dépendra :

- 1° du taux d'inflation admis;
- 2° de la quantité de monnaie fiduciaire *en circulation dans le public*;

18. Puisque tous les citoyens ne peuvent avoir un compte en banque.



3° du montant de la commission légale appliquée à l'entrée des comptes en francs-or et de l'importance des allées et venues entre ces comptes en francs-or et la masse des francs-papier en circulation;

4° du prélèvement fait par l'Etat sur les intérêts payés par les banques aux déposants de francs-papier.

Quand on connaît ces données, le rendement de l'inflation se calcule avec facilité.

Malheureusement, on ne peut, pour faire ce calcul, se baser sur les chiffres actuels. Nous avons vu, en effet, que la circulation fiduciaire se contractera fortement lors de la mise en application du système I. D. Mais quelle sera, en fait, l'importance de cette contraction ? C'est ce que personne ne saurait dire avec précision. Nous nous sommes toutefois efforcé de la chiffrer et sommes arrivé à la conclusion que la contraction à prévoir serait de quelque 50 %; si cette estimation est exacte, il en résulte qu'en Belgique, on pourrait escompter un rendement équivalant à 30 ou 40 milliards de nos francs actuels, c'est-à-dire 50 ou 60 % du budget de l'Etat.

Nous nous hâtons d'ajouter que les chiffres dont nous nous sommes servi dans nos calculs sont forcément arbitraires et que nos résultats sont donc sujets à caution. Les chiffres cités plus haut indiquent seulement un ordre de grandeur. Y a-t-il une possibilité de voir se réduire tellement la circulation fiduciaire après la mise en fonctionnement de l'I. D. que le rendement de l'inflation en soit réduit à un montant très faible, et par conséquent peu intéressant ? C'est, à notre avis, une hypothèse parfaitement invraisemblable, une hypothèse à exclure. Nous reconnaissons bien volontiers cependant que le calcul du rendement maximum qu'on peut aisément attendre de l'inflation dirigée constitue un problème délicat qui ne pourra être résolu avec certitude que par l'expérience.

## 7. — ABANDON DES HYPOTHÈSES INITIALES.

Dans ce qui précède, nous avons admis plus ou moins explicitement :

1° que, pendant l'exercice considéré, la conjoncture restera stable, et que, par conséquent, la circulation fiduciaire ne

tendra pas à varier pour des causes indépendantes de l'inflation;

2° que la somme effectivement empruntée à l'Institut d'émission et mise en circulation par l'Etat sera exactement celle qu'on a prévue; qu'en d'autres termes, les dépenses et les recettes de l'Etat seront conformes aux prévisions budgétaires;

3° que les sommes empruntées par l'Etat seront dépensées avec régularité pendant toute la durée de l'exercice.

Pour que le système I. D. fonctionne exactement comme le prévoit la théorie, il est nécessaire que ces trois hypothèses soient réalisées. Or, ce ne sera évidemment jamais le cas. Mais la seule conséquence sera qu'en fin d'exercice, on constatera que la déflation n'a pas exactement compensé l'inflation qu'on a faite, et que, par conséquent, le compte du Trésor chez l'Institut d'émission sera créditeur ou débiteur d'une certaine somme. Mais le fait est évidemment sans importance : il suffira de tenir compte de ce solde quand on établira le programme d'inflation et de déflation de l'exercice suivant.

## VI. — Conclusions.

Nous croyons avoir, dans les pages qui précèdent, démontré le bien-fondé de notre thèse qui (nous nous excusons de le répéter) peut s'énoncer comme suit : *il est possible pratiquement, il est même facile de rendre l'inflation inoffensive.*

Mais cela ne suffit évidemment pas. Il s'agirait à présent de prouver que le système I. D. est non seulement *possible*, mais qu'il est *avantageux*, qu'il est conforme au bien public et qu'il ne donne pas lieu à des inconvénients pires peut-être que ceux de la fiscalité.

C'est la tâche que nous nous sommes assignée dans la seconde partie de notre ouvrage, où nous avons donc recherché de notre mieux quelles seraient les répercussions de l'I. D. sur les opérations de la vie courante, sur le fonctionnement des organismes bancaires, sur la gestion des finances publiques, sur le loyer de l'argent, etc.

Mais il ne peut être question d'aborder ici cette étude aussi vaste que complexe. Cela nous entraînerait trop loin et, au surplus, tel ne fut pas notre propos en rédigeant ce bref article. Tout ce que nous avons voulu, c'est décrire avec quelque pré-

cision, pour les lecteurs de cette Revue, le mécanisme de la réforme que nous préconisons. *Notre but est de proposer une technique nouvelle de financement des dépenses de l'Etat;* avant qu'on s'inquiète trop de savoir si elle *doit* ou non être appliquée, il faudrait d'abord qu'on sache si elle *peut* l'être, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'on sache ce qu'elle vaut *en tant que technique*. Il faudrait qu'une réponse claire et formelle ait été faite à ce qu'on pourrait appeler la question préalable, à savoir : « Le système I. D. tient-il ? Est-il bien construit ? Est-il sans fissure ? Oui ou non, fonctionnerait-il — fût-ce avec un faible taux d'inflation — si on tentait de le mettre en application ? Ou, au contraire, présente-t-il quelque défaut grave, quelque vice rédhibitoire qui obligerait le Gouvernement à l'abandonner ? » C'est là une question fort importante et, somme toute, fort simple : nous ne doutons pas qu'elle ne soit aisément résolue par ceux qui, sans se laisser rebuter par l'aridité des pages qui précèdent, m'auront fait l'honneur de me lire avec attention.

VICTOR BRIEN.

### Appendice.

Malgré ce qui vient d'être dit, nous ne croyons pas pouvoir terminer cet article sans mettre en évidence quelques-unes des conséquences qu'aurait la mise en application de l'I. D. sur la vie sociale, économique et financière du pays.

Soulignons d'abord que le système est incompatible avec la libre circulation de l'or monnayé; la seule monnaie qui circulera sera une monnaie fondante : le franc-papier. Mais l'économie ne sera pas basée sur cette monnaie fondante, comme elle l'a été jusqu'à présent dans les périodes d'inflation; elle sera basée sur une unité monétaire stable, le franc-or. Le régime I. D. sera donc essentiellement, tant qu'on l'applique normalement<sup>19</sup>, un régime de stabilité monétaire.

Le système monétaire nouveau, lié au fonctionnement de l'I. D., ne prétend, certes, pas être supérieur *comme tel* au système monétaire actuel et surtout au système monétaire ancien basé sur la circulation effective de l'or. Il a même par rapport à ces derniers des inconvénients évidents. Mais c'est, en tout cas, un système monétaire possible, pratique, admissible, dont le fonctionnement ne se heurtera, croyons-nous, à aucune difficulté notable et dont l'adoption présenterait, à divers points de vue, des avantages immenses.

19. Bien entendu, si, à côté de l'inflation compensée, le gouvernement faisait de l'inflation-or, on retomberait dans tous les inconvénients de l'inflation ordinaire, et on pourrait être amené à dévaluer le franc-or, c'est-à-dire à changer sa définition.



On a soutenu parfois que le système I. D. est lié, dans son principe, avec la théorie quantitative de la monnaie. C'est une erreur évidente.

En système I. D., tous les revenus sans exception seront chiffrés en francs-or; de même, tous les placements seront des placements-or; la valeur de tous les titres, actions, obligations, fonds d'Etat sera stipulée en francs-or.

Le système I. D. est neutre par rapport à la conjoncture, c'est-à-dire qu'une fois mis en route, il n'aura aucune tendance à agir sur celle-ci, et qu'en revanche, les mouvements de la conjoncture ne sauraient troubler en rien son fonctionnement.

D'autre part, l'I. D., permettant aisément de créer ou de détruire des moyens de paiement, donnera au Gouvernement de grandes facilités pour agir, s'il le désire, sur la conjoncture.

Il serait facile aussi, grâce à l'I. D., de réduire les charges du contribuable en période de crise et de les aggraver en période d'essor.

La quantité de monnaie-papier en circulation sera réduite au minimum; grâce aux comptes en francs-or, elle s'adaptera toujours avec facilité aux besoins de l'économie.

La crainte, maintes fois exprimée, d'un emploi plus ou moins généralisé des substituts de la monnaie nous paraît chimérique (En fait, il n'existe pas de véritables substituts de la monnaie). Pratiquement, ces substituts ne joueront qu'un rôle tout à fait négligeable, et nous sommes porté à croire que le rendement du système sera voisin de 100 %.

Il n'y a rien à redouter non plus de la création possible d'organismes de compensation, dont le rôle consisterait à réduire au minimum l'emploi de la monnaie dans les transactions : de tels organismes ne feraient rien d'autre, en somme, que ce que font actuellement les banques.

Le fonctionnement du système I. D. n'exigera en aucune façon l'emploi de la contrainte; la liberté du commerce (et notamment la liberté pour le commerçant de fixer ses prix à sa guise) et la liberté des conventions resteront entières.

La mise en application de l'I. D. amènera infailliblement une baisse très importante du taux de l'intérêt, phénomène qui aura des conséquences immenses aux points de vue économique et social. Parmi ces conséquences, citons : expansion du crédit, activité économique accrue, hausse de toutes les valeurs à revenu fixe, y compris les fonds d'Etat et même de tous les titres en général; hausse des terres, baisse des loyers. D'une manière générale, diminution des revenus de la fortune acquise. Pour l'Etat, allègement du fardeau de la Dette publique.

L'I. D. devrait être appliquée très progressivement, en adoptant à l'origine un taux d'inflation très faible. L'expérience dira jusqu'où on pourra sans inconvénient notable élever ce taux. Il serait très facile aussi, si on le voulait, d'abandonner le système. L'instauration de l'I. D. ne constituera donc pas un « saut dans l'inconnu ».

En temps normal, l'I. D. permettrait, nous l'avons vu, une réduction massive des impôts tant directs qu'indirects. Elle rendrait donc possible une simplification considérable du régime fiscal. Dans un certain sens, l'I. D. est elle-même, il est vrai, un impôt. Mais c'est un impôt qui se perçoit sans frais, sans difficulté, et pour ainsi dire sans que les contribuables s'en aperçoivent; en outre, son rendement est toujours assuré.

L'I. D. n'est nullement incompatible avec ce qu'on a appelé, à tort ou à raison, la justice fiscale. Elle permet, en effet, de maintenir, si on le veut, les impôts qui visent à la redistribution des revenus, et notamment les impôts sur le commerce de luxe et les impôts progressifs sur le revenu.

Il serait pratique, croyons-nous, de ne pas fixer d'avance, lors de la discussion du budget, le montant des avances que le gouvernement pourrait demander à l'Institut d'émission. Le vote des Chambres législatives ne devrait porter que sur le montant global de la dépense autorisée, le gouvernement conservant donc la faculté de régler l'inflation en cours d'exercice, de telle façon que, *quel que soit le rendement effectif des impôts*, les rentrées totales atteignent le chiffre prévu au budget. Ainsi donc, chose importante, les budgets se trouveraient toujours et automatiquement équilibrés, même en période de dépression et, d'autre part, l'Etat n'aurait plus à craindre les difficultés de Trésorerie.

On objectera sans doute que le gouvernement sera tenté d'abuser, avec la complicité du Parlement, des facilités qui lui seraient ainsi données. Nous reconnaissons volontiers que cette objection n'est pas sans force et qu'il y a là incontestablement un danger. Mais sans doute ne serait-il pas impossible d'y parer par des mesures appropriées.

Ajoutons enfin que si l'on avait quelque raison de ne pas vouloir appliquer l'I. D. de façon permanente avec, comme conséquence, la réduction des impôts, on pourrait tout au moins songer à l'utiliser à titre exceptionnel : par exemple, dans une période comme celle que nous traversons, où tous les pays ont à faire face à un vaste et coûteux programme d'armement, l'I. D. permettrait d'éviter le recours à l'inflation ordinaire et épargnerait au pays les désastres de tout genre qui en seraient l'inévitable conséquence.

V. B.

## NOTE CRITIQUE SUR « L'INFLATION DIRIGÉE »

---

Nous ne referons pas ici l'exposé détaillé des propositions de Victor Brien. Elles érigent l'inflation en système, le but poursuivi étant de permettre à l'Etat d'obtenir, selon un rythme et pour des quantités préétablies, les ressources monétaires nominales nécessaires au règlement partiel, voire même intégral, des dépenses publiques.

On jouerait, pour ce faire, sur la monnaie circulante, constitutive des encaisses particulières. Sa masse en serait accrue, au fur et à mesure des besoins du Trésor, auquel on pourrait supposer, par exemple, que l'Institut d'émission consentirait des avances. Celles-ci se trouveraient régulièrement apurées par des dévaluations savamment réparties dans le temps et réalisées par référence à des avoirs de couverture supposés donnés au départ pour une quantité appelée à demeurer constante et constitués par une monnaie de valeur fixe (l'auteur raisonnant en fait sur des « francs-or », définis par une certaine contenance métallique). Cette monnaie ne remplirait plus qu'une simple fonction de « numéraire », de commune référence des valeurs, et son emploi comme instrument des échanges serait strictement prohibé. Les dévaluations successives de la « monnaie circulante » seraient effectuées de telle sorte que, sauf ajustements, les plus-values comptables réalisées sur la couverture primitive de l'Institut d'émission permettraient d'annuler régulièrement la dette du Trésor. Il ne resterait donc plus qu'à recommencer, après chacun de ces « cycles » (selon la terminologie de l'auteur), sauf, bien entendu, à adapter les signes monétaires à des computations portant sur des sommes nominales sans cesse croissantes, et même, de temps à autre (au terme de chaque « période »), à ramener toute l'échelle de ces computations à des niveaux praticables par le moyen d'une conversion générale des valeurs exprimées et d'un échange matériel des signes.



On systématiserait donc certaines pratiques auxquelles nous ont habitués les vicissitudes de la monnaie française depuis la première guerre mondiale. Il est devenu de règle, en effet, que les bénéfices comptables dégagés par les dévalorisations officielles du franc (circulant) soient affectés à l'amortissement de la dette du Trésor envers la Banque de France.

Mais V. Brien n'entend pas s'en tenir à une inflation qu'il qualifie d' « ordinaire », c'est-à-dire de « désordonnée », et qui consiste pour un gouvernement à « n'emprunter à la Banque d'émission que lorsqu'il y est contraint par l'insuffisance de ses ressources et à ne dévaluer que lorsque les circonstances l'y obligent ». Il entend faire de l'inflation, une fois « débarrassée de ses défauts », un moyen normal et permanent de financement des dépenses de l'Etat, et ceci d'une manière systématique, conformément à un plan préétabli. Cette inflation dirigée (ou I. D.) et purgée de ses vices devrait permettre, aux dires de notre auteur, de s'orienter vers la suppression progressive, et peut-être un jour totale, des impôts.

Inflation sans défauts. Que faut-il entendre par ces termes ? Simplement le fait qu'une indexation générale de toutes les créances (sauf, bien entendu, celles des porteurs de billets sur l'Institut d'émission et celles des titulaires de monnaie scripturale sur les établissements gestionnaires) devrait permettre de maintenir la constance, au moins théorique, des revenus réels, surtout ceux du travail et ceux des placements de capitaux. Sans entrer dans les détails d'une analyse que son auteur a parfois poussée jusqu'au raffinement, notamment en ce qui touche les procédés de transformation en monnaie courante (à base d'unités « papier ») des prix stipulés en numéraire (à base d'unités dites « or »), on se bornera à noter que tout le système a été imaginé en vue d'éviter que la dévaluation continue de la monnaie circulante ne bouleverse l'ordre logique des rémunérations et des distributions de revenus, de telle sorte qu'en fin de compte ne soient frappés que les seuls porteurs de cette « monnaie-papier ».

Et encore ces derniers pourraient-ils, selon notre auteur, mettre à l'abri de la dépréciation ceux des fonds dont ils n'auraient pas l'emploi momentané en les versant, auprès de certains établissements, à des comptes libellés en « monnaie-or », moyennant paiement d'un « droit d'entrée », qui pourrait être

égal au montant de la dépréciation subie par la « monnaie-papier » durant un intervalle de temps de six semaines à deux mois.

\*  
\*\*

Après ce bref rappel, il nous paraît nécessaire de formuler, sans plus attendre, trois remarques fort importantes.

La première porte sur le point de savoir dans quelle mesure il est correct de présenter l'inflation systématique comme un moyen de supprimer les impôts. Il est d'abord vraisemblable qu'en raison de l'énormité actuelle des charges à couvrir, aucun rythme d'émission ne saurait être assez rapide pour procurer à l'Etat toutes les ressources dont il a besoin. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin. Les impôts proprement dits, sous forme de prélèvements pécuniaires obligatoires et non remboursables, subsisteraient donc pour une assez large part. Et l'auteur lui-même nous prévient que la mise en application de son système devant être opérée de façon progressive, il ne saurait être question d'envisager dans l'immédiat autre chose qu'un adoucissement parallèle de la pression fiscale.

Mais, à supposer même que ce système fût viable et permit un soulagement important des impôts actuellement en vigueur, rien n'autorise à considérer l'inflation, même « dirigée », comme quelque chose de différent d'un impôt. Sans vouloir évoquer ici les mystères de la théorie générale de l'incidence sur lesquels s'est récemment penché avec bonheur notre jeune collègue Pierre Tabatoni<sup>1</sup>, il faut bien qu'en fin de compte les dépenses de l'Etat, qu'il s'agisse de dépenses de transfert ou de celles qui permettent d'assurer le fonctionnement des services publics (civils et militaires) et le financement d'une politique d'investissements publics, se traduisent par une réduction équivalente de la part du produit national qui demeure disponible pour des fins de consommation et d'investissements privés. C'est cette vue d'économie « naturelle » (amonétaire) qui avait permis à B. Nogaro de préciser sa notion de la « double incidence » et sur laquelle il nous paraît légitime de prendre appui

1. Dans sa thèse de doctorat (Aix-Marseille, 1950), *Etude théorique de la translation et de l'incidence des impôts*. Voir aussi son article *Concept et méthode, dans la théorie de l'incidence de l'impôt*, infra, *Revue de science et de législation financières*, octobre 1952, p. 707-730.

pour affirmer que, tant qu'il subsistera des services publics insuffisamment rentables par eux-mêmes, force sera bien, à défaut d'emprunts, d'en couvrir le coût par des impôts.

Le système d'inflation « dirigée » n'échappe pas à cette nécessité logique. Lorsque l'Etat se sert de la multiplication des signes monétaires circulants pour se procurer des ressources financières, il s'adresse en réalité à des contribuables qui ne sont autres que les détenteurs de ces signes. Comme l'a fort bien montré Alfred Sauvy dans une étude récente<sup>2</sup>, l'inflation n'est pas autre chose qu'un impôt « sur la monnaie circulante ». Dans l'esprit de M. V. Brien, il serait même souhaitable que ce procédé fût exclusif de tous autres prélèvements. Ceci reviendrait à réclamer l'impôt unique sur la monnaie, tout comme d'autres voix ont demandé jadis l'impôt unique sur la terre ou le capital ou préconisent à l'heure actuelle l'impôt unique sur l'énergie. Mais nous laisserons de côté, dans la suite de cette note, cet aspect particulier de la question, pour ne considérer que le problème du prélèvement fiscal « sur » ou plutôt « par » la monnaie.

La deuxième remarque concerne le degré d'originalité du mécanisme proposé à nos suffrages.

Il y a bien longtemps déjà que la dissociation effective d'une monnaie circulante et d'une monnaie de compte (numéraire) et le maniement plus ou moins habile des relations fixées entre ces deux catégories par le « souverain monétaire » ont été utilisés par celui-ci pour se procurer des ressources particulières. Toute l'histoire monétaire de l'ancienne France est remplie de ces « mutations » qui, par des jeux plus ou moins habiles d'« augmentations » et de « surhaussements », pour parler le langage de l'époque, permettaient au roi d'obtenir de substantiels profits. Il est vrai que l'assimilation avec le « système Brien » ne saurait être poussée plus loin. Il ne s'agissait, à l'époque, que d'une monnaie circulante purement métallique, concrétisée principalement par des louis et des écus, utilisés pour le règlement de dettes stipulées en livres, sous et deniers (monnaie de compte). On jouerait aujourd'hui sur les rapports entre une « unité-or » et une « unité-papier », dans les termes que nous avons précédemment rappelés, y compris, naturelle-

2. *L'impôt sur la monnaie*, *Revue économique*, décembre 1950.



ment, les « avoirs-papier » concrétisés sous la forme de monnaie scripturale, c'est-à-dire des dépôts à vue dans les banques<sup>3</sup>.

Du fait que l'instrument monétaire est devenu de nos jours d'un usage quasi universel et que les secteurs d'économie sans monnaie se sont progressivement amenuisés dans nos sociétés évoluées, il résulte que la mise en application d'un impôt par l'inflation systématique présenterait une importance et exercerait des répercussions autrement redoutables que les manipulations, au demeurant toujours sporadiques, de l'ancien régime.

Notre troisième et dernière mise au point a pour objet de bien situer la proposition de M. V. Brien en face des systèmes qui se recommandent, à des titres divers, de l'idée de « monnaie fondante ». Comme il était à prévoir, notre auteur a découvert — après coup, nous dit-il — la parenté certaine qui le rattache aux protagonistes de cette formule, et notamment à Sylvio Gesell, ce curieux homme dont le message, aux dires d'un illustre amateur de paradoxes, présenterait plus d'importance pour l'avenir que celui d'un Marx<sup>4</sup>.

Toutefois, ce rapprochement ne saurait être poussé trop loin. La technique d'action sur l'économie est bien la même dans les deux cas : il s'agit de provoquer la « fonte » de la monnaie. Mais on remarquera que cette réalisation n'implique point nécessairement l'inflation. On peut imposer, par exemple, l'apposition de timbres sur les vignettes monétaires, procédé auquel, on le sait, s'était rallié Irving Fisher au cours de la grande dépression. Le produit de la vente de ces timbres constituerait naturellement une ressource pour le Trésor public. On retrouve donc bien ici l'impôt sur la monnaie circulante, mais un impôt qui n'est pas forcément de nature inflationniste.

3. Rappelons ici que l'auteur n'envisage qu'une inflation « papier », sous la seule forme d'avances régulières en billets de l'Institut d'émission à l'Etat. L'inflation « scripturale » ne serait donc qu'une inflation induite, consécutive au jeu d'un mécanisme bien connu.

Néanmoins, les dépôts en banque n'échapperaient pas au prélèvement du fait que, selon l'auteur, ces dépôts ne seraient pas indexés, alors que les prêts consentis par les banques le seraient. Il résulterait de cette différence de traitement des profits nominaux très importants que les banques, pour attirer la clientèle, ristourneraient aux déposants et sur lesquels l'Etat effectuerait alors un prélèvement qui pourrait être voisin de 100 %. Ici donc, le caractère fiscal de l'opération n'est même plus camouflé derrière la multiplication des signes monétaires.

4. Voir le chapitre VIII de l'ouvrage de V. Brien.

De plus, les buts poursuivis peuvent être fort différents. M. V. Brien ne se préoccupe que de fiscalité et ne voit pas autre chose dans son système qu'un moyen commode et efficace de garnir les caisses de l'Etat, quels que soient la structure de l'économie nationale et l'état de la conjoncture. Il ne cherche pas à manœuvrer, au moins de façon principale, le taux de l'intérêt pour en faire un instrument de réalisation d'un « plein-emploi » permanent des ressources productives. Tout autres étaient, on le sait, et demeurent les préoccupations des partisans et artisans (à Worgl, par exemple) de la monnaie « fondante », qu'il s'agisse de Gesell, d'un Keynes ou d'un Maurice Allais.

La fiscalité sur la monnaie n'occupe dans leur esprit qu'une place fort restreinte et n'intervient que dans un souci de justice : les produits de la « fonte » monétaire, outil d'expansion économique, par la neutralisation d'une préférence jugée excessive « pour la liquidité », ne sauraient être une source directe de profits pécuniaires que pour l'Etat<sup>5</sup>.

\*  
\*\*

Il semble maintenant possible de porter sur l'impôt sur la monnaie circulante, préconisé comme système permanent, voire même exclusif, quelques critiques qui nous paraissent tout à fait décisives. Elles mettront successivement en cause les notions de commodité, de productivité et de justice. On terminera par quelques propos relatifs aux répercussions économiques d'une semblable fiscalité.

Commodité tout d'abord. On peut vanter, il est vrai, les mérites d'une technique qui évite tout contact entre les contribuables et un fisc devenu invisible, qui laisse à l'Institut d'émission le soin de remplir les caisses du Trésor, qui permet de réaliser de substantielles économies administratives.

Mais la dépréciation continue de la monnaie, aussi bien réglée soit-elle dans un programme d'action minutieusement établi à l'avance — et l'on verra tout à l'heure qu'à notre avis, la chose est impossible — n'est pas sans constituer une entrave

5. Et, bien entendu, dans la mesure où l'expansion est effective, ils constituent des profits indirects pour les particuliers (du moins dans une société « libre »).

sérieuse à un déroulement normal et aussi avantageux que possible de l'activité économique.

Il n'est pas besoin, nous semble-t-il, d'insister sur les entraves que présenterait dans la vie des affaires la nécessité de déterminer le montant des règlements à effectuer en appliquant à des prix convenus des coefficients de majoration toujours variables. Nous doutons que l'opinion publique veuille accepter comme un état normal des choses ce à quoi elle ne se résigne que parce qu'elle ne peut pas faire autrement. Comme l'a parfaitement démontré Alfred Sauvy dans l'étude précitée<sup>6</sup>, l'impôt sur la monnaie pousse à la réduction des encaisses, car si l'espèce des porteurs de monnaie ne peut disparaître, à supposer que les chocs éprouvés ne soient tout de même pas trop violents, du moins a-t-elle tendance à réduire sa taille, « comme un gibier qui diminuerait de volume pour offrir moins de surface aux coups ». Or, la composition et la distribution de ces encaisses ne sont nullement indifférentes à la bonne marche de l'économie. Une accélération provoquée du système des dépenses par rapport à celui de l'encaissement des revenus peut être source de gaspillage, ne serait-ce que parce qu'elle ne permet pas d'attendre « l'occasion et le bon moment ».

Il est notamment un point sur lequel V. Brien s'est montré, tout au long de ses développements, d'une discrétion quelque peu suspecte : c'est celui des relations de change entre la monnaie « fondante » et les monnaies extérieures. Il serait tout à fait utopique, en effet, de supposer qu'un même système d'imposition sur la monnaie puisse être adopté par tous les pays à la fois, voire simplement par tous ceux dont l'économie présente quelque importance.

Au surplus, à supposer même qu'il en soit ainsi, il serait vraisemblable que les degrés d'imposition et donc les systèmes de dépréciation des monnaies circulantes qui seraient en cause ne seraient pas les mêmes partout. Le problème des relations de change présenterait donc une complexité extrême.

L'auteur nous indique simplement à ce sujet que, pour fermer la porte à « l'évasion », il serait nécessaire de contrôler les changes et d'interdire l'emploi des devises extérieures comme instrument de paiement à l'intérieur des frontières. La

6. *Op. cit.*, p. 392.



même prohibition serait naturellement appliquée à l'emploi de l'or à des fins monétaires, soit sous forme de monnaie « manuelle », soit sous forme de monnaie scripturale, libellée en « unités or », lesquelles ne pourraient faire l'objet de virements de compte à compte que moyennant le paiement d'une redevance à l'Etat.

Nous retrouvons bien là la nature fiscale du système projeté. Et tout impôt incite naturellement à l'évasion. Ici, ce serait tout bonnement la fuite devant la monnaie. La commodité n'y trouve pas son compte. Ajoutons qu'il est fort peu probable que les prohibitions de recourir à des monnaies exonérées du prélèvement, même assorties de sanctions sévères, puissent être d'une bien grande efficacité. Et les usagers de la monnaie seraient sans doute d'autant plus enclins à choisir un instrument d'échanges plus conforme à leur goût que l'avilissement permanent de la monnaie officielle aurait à sa source une opération de caractère fiscal.

Un tel système serait-il suffisamment productif pour permettre de couvrir, sinon la totalité, du moins une part notable des décaissements publics ?

Jugeons-en par quelques chiffres relatifs à la France, et que nous ne mentionnons ici que pour situer les ordres de grandeur qui sont en cause. Les dépenses prévues pour l'année 1953 au budget du seul Etat français, à l'exclusion donc des collectivités publiques secondaires, ne sont pas éloignées du montant total de 3.800 milliards de nos francs actuels, soit 1.500 milliards environ pour les services civils, y compris la dette, 1.300 milliards au titre des dépenses militaires et près de 1.000 milliards pour les investissements. En regard de ces chiffres, la circulation dite fiduciaire (billets de la Banque de France) se situe actuellement aux alentours de 2.000 milliards de francs, et le montant de la monnaie scripturale (dépôts particuliers à vue dans les banques et aux chèques postaux) à un chiffre quelque peu inférieur au précédent.

A supposer que l'Etat veuille couvrir ces dépenses par un impôt sur la monnaie, il faudrait donc prévoir un doublement en un an de la masse monétaire circulante totale et même vraisemblablement un rythme supérieur, si l'on tient compte du fait qu'une partie de cette masse, notamment dans le secteur

« scriptural », ne manquerait pas d'être transformée, très légalement d'ailleurs, en monnaie d'épargne indexée.

Et ce système serait encore insuffisant, car il supposerait un niveau de dépenses maintenu constant durant toute une année. Or, l'application des procédés d'indexation générale recommandée par notre auteur ne manquerait pas de majorer très fortement les montants rappelés ci-dessus.

Mais tout calcul précis nous paraît superflu. Il est bien évident que nous pénétrons ici dans le domaine de la fantaisie pure. L'énormité actuelle des charges de l'Etat par rapport tant au revenu national qu'à la masse monétaire<sup>7</sup> s'oppose à l'application pratique du système, du moins sous sa forme permanente et dans sa prétention à l'unicité.

Situons maintenant l'impôt sur la monnaie au regard des exigences de la justice fiscale. En simplifiant un peu les choses, le problème peut être présenté de la manière suivante : la dépréciation « aménagée » de la monnaie circulante porte nécessairement et indistinctement sur toutes les unités monétaires dans lesquelles cette masse se concrétise (surtout si l'on admet, avec M. V. Brien, que tous les prix de tous les biens et de tous les services doivent faire l'objet de rajustements simultanés et équivalents).

L'impôt sur la monnaie est donc un impôt rigoureusement proportionnel à son assiette. La justice y trouve-t-elle son compte ? Autrement dit, les encaisses monétaires constituent-elles un indice certain des « facultés contributives d'un chacun » ?

N'hésitons point à répondre par la négative. Même corrigée par une indexation générale des prix et des revenus, l'inflation monétaire n'aboutira pas à une répartition équitable des charges publiques. Sans doute est-il bien difficile de prévoir les manifestations concrètes de cette exigence. Mais ce n'est certainement pas l'impôt sur la monnaie qui permettrait de se rapprocher de cet idéal vraisemblablement inaccessible.

Le montant des encaisses liquides et la durée de leur séjour dans les patrimoines individuels sont, en effet, fonction de toute une série de données, parmi lesquelles les libres décisions

7. On sait que la proportion entre ce revenu et cette masse est variable selon les pays. Un système de taxation « par » la monnaie ne peut donc rester indifférent aux particularités de structure. Or, ce point essentiel nous paraît avoir échappé à M. V. Brien.

du détenteur ne jouent souvent qu'un rôle secondaire. Les rythmes d'encaissement et de décaissement représentent, au contraire, un facteur déterminant.

Les entreprises dont la nature d'activité implique une forte trésorerie se trouveraient particulièrement frappées. Au contraire, tous les sujets économiques qui peuvent dépenser au fur et à mesure de leurs recettes, voire même un peu avant, se trouveraient avantagés. Il y aurait donc là un facteur susceptible de provoquer de fortes demandes de crédit et d'agir fâcheusement sur le taux de l'intérêt.

L'agriculteur, dont les encaissements sont souvent annuels et obéissent en tout cas à des systèmes saisonniers bien établis, serait frappé d'une manière plus que proportionnelle à sa participation au produit national. Il en serait de même de certaines maisons de commerce et d'industrie. Les salariés qui sont payés au mois paieraient proportionnellement plus que ceux qui sont réglés à la journée, etc.

Il nous semble inutile d'insister davantage. Notons seulement que même si les avoirs liquides demeuraient dans une proportion sensiblement constante par rapport aux revenus, ou encore aux fortunes, le prélèvement par l'inflation dirigée aboutirait à frapper trop lourdement les catégories les plus basses. Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il faudrait supposer que le pourcentage de ces avoirs par rapport aux revenus ou fortunes va croissant au fur et à mesure que l'importance de ceux-ci augmente. Or, rien n'est moins sûr. Il semble même probable que le contraire est plutôt vrai. Dans tous les cas, une contestation sur ce point devrait s'appuyer sur de solides recherches d'ordre statistique.

Ajoutons enfin qu'un impôt ainsi agencé ne tiendrait évidemment aucun compte de la qualité particulière des « contribuables », de leurs charges spéciales, et notamment de leurs obligations familiales, qu'aucune discrimination ne serait plus effectuée entre la nature et la provenance des revenus, la nature et la destination des dépenses, l'importance et la composition des patrimoines.

Aucune conception, même la moins élaborée, de la notion de « faculté contributive » ne peut être considérée comme satisfaite par une telle fiscalité.

Il reste enfin à se demander dans quelle mesure un tel sys-



tème pourrait éventuellement demeurer efficace. Nous voudrions sur ce point présenter deux remarques.

La première concerne le comportement vraisemblable des sujets économiques devant des perspectives de hausse progressive et indéfinie des prix nominaux. V. Brien semble croire que, conformément aux conclusions de la théorie quantitative de la monnaie dans sa forme la plus stricte, le niveau général des prix exprimés en « monnaie-papier » ne s'écarterait pas, dans son évolution « dirigée » à la hausse, de la ligne imposée par le système de multiplication matérielle des signes monétaires.

On peut penser que la réalité serait toute différente. L'une des acquisitions les plus sûres de la science économique contemporaine porte précisément sur le rejet des explications par trop rigides en matière de liaison monnaie-prix. Dans une économie qui ne serait pas intégralement planifiée<sup>8</sup> et qui laisserait au jeu des décisions individuelles un assez large champ de liberté, il serait à prévoir que la mise en application d'un système du type « briénien » ne manquerait pas de donner naissance à des processus inflationnistes rapidement incontrôlables. La spéculation à la hausse jouerait, en effet, à coup sûr et avec une précision mathématique. On ne voit pas comment il serait possible d'éviter que, du fait de la disparition d'un élément d'incertitude sur l'avenir des prix, la situation ne devienne assez vite explosive et ne détermine une dislocation générale du système. On ne « dirige » pas l'inflation comme une automobile ou une machine à vapeur. -V. Brien paraît bien avoir, sur ce point, confondu l'activité économique dans une société « libre » (au moins dans le principe), avec le fonctionnement d'une mécanique automatique. Mais il y a loin, heureusement du reste, de l'homme à la machine<sup>9</sup>.

8. Le système préconisé par V. Brien pourrait naturellement trouver place dans une économie intégralement autoritaire, qui supposerait la maîtrise absolue des prix et des revenus entre les mains du dictateur économique. Il ne serait pas impossible d'y jouer sur la monnaie circulante (toutes réserves faites sur la nature et le rôle d'une telle monnaie dans une semblable économie, pour en faire un instrument de fiscalité. Mais il serait beaucoup plus commode, comme le démontre clairement l'exemple de la Russie soviétique d'utiliser à des fins fiscales l'action sur les prix. Il nous semble que notre auteur s'est laissé abuser sur ce point par les constatations qu'il a pu faire en Russie soviétique en 1923, et qu'il relate dans l'Avant-Propos de son ouvrage.

9. Cf. les remarques du professeur Chlepner, *L'inflation dirigée ou le danger du mécanicisme*, *Revue de l'Université de Bruxelles*, mars-avril 1950.

Notre seconde remarque rejoint une observation que nous avons déjà présentée.

La monnaie, dit-on couramment, est un pont entre le présent et l'avenir. Elle représente pour son détenteur un droit qu'il lui est loisible de faire valoir sur tout ce qui s'offre à la vente, à l'instant et selon les modalités de son choix. Elle exerce donc une fonction d'épargne à laquelle toute société qui se veut libre et progressive ne peut porter atteinte sans qu'il en résulte de graves inconvénients. Nous avons déjà dit que, sans doute, les propositions de M. V. Brien ne visent pas à la destruction de cet attribut fondamental de l'instrument monétaire. Mais en prévoyant une taxation particulière sur tous les transferts de « monnaie-papier » fondante en « monnaie-or » à pouvoir d'achat relativement constant (du moins non spécialement et systématiquement détérioré par une action consciente des pouvoirs publics), elles en rendent l'exercice onéreux et ne peuvent donc avoir pour résultat que d'entraver le cours normal de la distillation de l'épargne et, par-delà celle-ci, la formation des investissements librement décidés.

Il est à prévoir que ceux qui voudront éviter le paiement d'un impôt sur l'épargne-réserve monétaire s'ingénieront à trouver à un instrument devenu trop onéreux des substituts susceptibles d'être adaptés comme une monnaie véritable. On assistera donc à une reconstitution de l'outil forgé et perfectionné tant bien que mal, tout au long des siècles, par l'imagination humaine, pour faciliter l'activité des échanges et permettre un décalage dans le temps, aussi prolongé soit-il, des deux opérations entre lesquelles chacun de ces actes se décompose. Mais cette reconstitution, outre le risque de fraude à la loi, s'il s'agit de passer outre à des prohibitions formelles assorties de sanctions, impliquera certainement des ennuis et des charges, c'est-à-dire une réduction du produit social et donc du bien-être de la société considérée.

\*  
\* \*

Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'insister davantage. Pendant longtemps encore, l'impôt unique sur la monnaie circulante restera, croyons-nous, du domaine de l'utopie. Utopie dangereuse, au demeurant, puisque fondée sur l'injustice, l'inci-

tation à la fraude, le contrôle des changes et le risque d'une dislocation rapide de la structure des prix.

Il ne s'agit pas de prétendre qu'une telle pratique n'est pas réalisable. Des expériences récentes, et dont certaines sont loin d'être liquidées, nous enseignent que, faute de vouloir ou de pouvoir, l'impôt sur la monnaie peut constituer une sorte d'*ultima ratio* de la technique financière. Mais il vaut mieux, pour sa réussite, en tant qu'imposition, que cet aspect demeure ignoré de la foule des porteurs-contribuables, ou du moins qu'ils n'en prennent pas une conscience immédiate ni par trop claire. Il faut éviter aussi que ces pratiques ne deviennent d'usage par trop courant, faute de quoi leur efficacité se trouverait compromise. Comme en d'autres domaines, le vice ici se doit de rendre hommage à la vertu <sup>10</sup>.

Gaston LEDUC.

Novembre 1952.

10. Nous n'avons pas cru nécessaire de nous départir, au cours de notre étude, d'une forme purement « littéraire ». Il nous a semblé, en effet, que la critique du système de l'inflation « dirigée » à but fiscal devait porter essentiellement sur ses effets économiques et sociaux plutôt que sur les modalités techniques de sa mise en œuvre, d'ailleurs très savamment élaborées par l'auteur.

Cet aspect de la question nous semble d'une importance secondaire. C'est ici le lieu de répéter que les mathématiques ne sont qu'une des formes du langage, agissant comme un moulin qui restitue à l'état de farine le grain qui lui a été confié.

---



# DE LA COMMUNAUTÉ DOMESTIQUE DITE DE « ZADRUGA » A LA COOPÉRATIVE KOLKHOZIENNE

---

Etude sur la continuité des formes de l'organisation agraire  
dans quelques pays slaves et historiquement slavisés.

En aucun cas, on ne saurait étudier sérieusement les conditions de l'économie agraire en un lieu et en un temps donnés sans tenir largement compte des conditions de la même économie prise sur le même lieu en des moments antérieurs; cette vérité — qui n'est pas toujours admise et moins fréquemment encore mise en pratique — s'impose particulièrement dans les pays slaves. D'une part, la proportion toujours élevée de la classe paysanne dans l'ensemble de la population — de 67 % à 82 %<sup>1</sup> à la veille de la seconde guerre mondiale et des révolutions subséquentes, selon des zones, des plus industrialisées aux plus agricoles — entraîne des conséquences importantes non seulement quant à l'état économique et au comportement politique de cette classe elle-même, mais aussi quant à l'état économique et politique de tout le pays considéré dans le cadre de ses frontières de 1920<sup>2</sup>. D'autre part, dans un ensemble de pays de caractère aussi « paysan » que ceux qui nous intéressent, les traditions et coutumes — même sans le soutien d'une législation positive<sup>3</sup> — demeurent bien vivantes par suite à la fois du caractère *sui generis* des traditions et coutumes

1. La Bohême est le pays le moins « paysan », le Monténégro et la Slovaquie, les moins industrialisés et urbanisés; il y a lieu, également, de tenir compte du nombre considérable de travailleurs exerçant deux métiers — dont celui de paysan.

2. A peu près maintenues en 1944 et dans lesquelles s'est déroulée durant vingt ans la lutte : village-cité.

3. Par une codification des coutumes, comme en Serbie, Croatie, Monténégro, et partiellement en Bohême même.

slaves<sup>4</sup> et de la momification sociale et parfois économique dont la plupart de ces régions ont sociologiquement bénéficié, ou politiquement souffert<sup>5</sup>. La situation, à des degrés divers, est générale de l'extrême ouest tchèque<sup>6</sup> à l'extrême est slovaque, tout comme de l'extrême sud gréco-macédonien à l'extrême nord polono-slovaque, comme on l'oublie trop souvent. Enfin — et ainsi peut s'expliquer « l'oubli » auquel nous faisons allusion, les savants et chercheurs occidentaux ont négligé l'étude économique et sociale de la paysannerie située dans les limites du présent article ou, dans l'ensemble, l'ont traitée superficiellement<sup>7</sup>; et quant aux savants et chercheurs locaux, ils l'ont accomplie selon des tendances politiques ou idéologiques qui déformaient, le plus souvent, la réalité<sup>8</sup>.

Il s'ensuit que toute recherche sur les conditions économiques et sociales de la paysannerie slave ou historiquement slavisée<sup>9</sup> prise dans son présent état révolutionnaire ou postrévolutionnaire, ne peut être menée à bien, si l'on veut être objectif et complet, qu'en tenant compte, de la manière la plus complète, du *statu quo ante*, c'est-à-dire des rapports de la terre et de l'homme avant l'institution des régimes de démocratie populaire inspirés du marxisme. En effet, si, comme on n'a que trop tendance à le faire, on cherche à comprendre l'état économique et social du paysannat par une comparaison avec l'état correspondant du paysannat français, on est condamné d'avance à des résultats ayant peut-être leur valeur sur le plan politique, mais qui perdent presque tout intérêt sur celui de la sociologie, car

4. Dont il faut noter, en particulier, le caractère vivant, voire agressif, maintenu non seulement par ceux qui vivent journalièrement en fonction de ces seules traditions et coutumes, mais aussi avec l'appui d'une législation, d'une juridiction, d'une littérature et d'une idéologie nationale placées entre les mains d'une élite issue *directement* de la classe paysanne. Voir nos *Études de sociologie et de droit slaves*, Paris, Ophrys, 1950 (Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. Prix Limantour, 1951).

5. Les « dominateurs » turcs ou germanes ne se sont guère attaqués aux formes de la société paysanne, et les ont plutôt maintenues; les élites slaves, partagées entre « slavophiles » et « occidentalistes », de 1848 à 1948, malgré un triomphe momentané des « occidentalistes », ont laissé le villageois vivre *more patrio*.

6. A 350 kilomètres de Strasbourg, et malgré certaines apparences de l'homme de Bohême.

7. Notamment de la période 1890 à 1941.

8. En fonction d'un trop grand désir de montrer favorablement l'emprise occidentale.

9. Les uns suivant la tendance des chercheurs des pays occidentaux, les autres réagissant — exagérément — en sens contraire, afin de rester dans la tradition « slavophile » des autodidactes locaux des années 1840-1880; véritables maîtres de la pensée locale et de la politique locale.

les rapports : Terre-Homme sur notre périmètre d'étude n'ont guère, dans la pratique, de point de similitude en 1940-1948 avec les rapports Terre-Homme en France à la même époque. Il s'agit donc, essentiellement, de rechercher l'enchaînement — plus ou moins net et actuel — entre les phénomènes principaux de l'organisation agraire avant la révolution et les mêmes phénomènes de la période actuelle.

\*  
\* \* \*

Quels étaient les éléments de l'économie agraire des pays slaves et historiquement slavisés <sup>10</sup> avant 1941 en Yougoslavie, 1944 en Bulgarie, 1945 en Roumanie, 1948 en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie ? Il nous semble qu'il faille examiner successivement le genre de vie en groupe des paysans de ces régions; leurs moyens et instruments de travail; le ou mieux les genres de propriété ou de tenures agraires généraux dans ces régions; la manière d'organisation du travail et le genre d'autorité valables dans les groupes agraires de base. Lorsqu'on aura un tableau de ces divers éléments de la vie paysanne dans les pays étudiés, tableau valable jusqu'aux révolutions échelonnées de 1941 à 1948, et alors seulement, on pourra étudier objectivement l'actuelle situation agraire de ces mêmes pays au point de vue économique et social, et voir, en particulier, s'il y a rupture brutale ou continuité plus ou moins affirmée.

En ce qui concerne le genre de vie, c'est-à-dire plus particulièrement le repos et le repas, il est établi que, dans la très grande majorité des cas, l'on ne rencontre guère d'organisation de forme conjugale. Précisons. Même dans les zones occidentales de la Bohême, bien qu'à un degré moindre, la forme de vie est celle de deux familles conjugales -- ou davantage -- unies par le repos et le repas; ce phénomène était quasi général pour 60 % des paysans serbes, bulgares, croates, macédoniens, monténégrins, slovaques, bosniaques, herzégoviniens <sup>11</sup>; pour

10. Nous considérons comme historiquement slavisés — beaucoup plus que ne le font ressortir les thèses plus ou moins officielles soutenues longtemps dans ces pays — la Hongrie, l'Albanie, et partiellement la Roumanie. Voir nos *Etudes de sociologie et de droit slaves*.

11. Voir notre *Zadruga sud-slave dans l'évolution du groupe domestique*, Paris, Ophrys, 1943 (Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Halphen, 1944).

30 % des paysans magyars<sup>12</sup>, albanais et roumains<sup>13</sup>; pour 40 à 45 % des paysans tchèques et moraves<sup>14</sup>. Deux familles conjugales ou plus, avons-nous dit; ces chiffres appellent des précisions, aussi bien le chiffre deux ou plus, que les proportions indiquées de groupements extra-conjugaux. Deux familles conjugales ou plus. Selon les régions, on ne dépasse pas le chiffre de deux ou l'on atteint une moyenne de 3,5; deux, par exemple, en Bohême; 4, voire 5, en Macédoine. Pourquoi et comment ? Parce que — et c'est un phénomène que l'on n'a pas vu jusqu'à des recherches récentes<sup>15</sup> — le phénomène de la communauté domestique se retrouvait d'une manière générale dans les diverses régions étudiées. Connue en sociologie par les meilleurs savants<sup>16</sup> sous le nom de *zadruga* et de *zadruga slave* (et non seulement sud-slave)<sup>17</sup>, en linguistique sous les termes les plus variés selon les régions : *rodinny nedil* chez les Tchèques, *volka rodina* chez les Slovaques, *nagycsalád* chez les Magyars, *golema kăsta* et maints autres termes chez les Bulgares, *neodeljena kuca*, *bogota kuca* et d'autres vocables chez les Serbes, *velika kuca* chez les Macédoniens, *kucna zajednica* en Herzégovine, *drustvo* chez les Croates, *družina* chez les Slaves de Hongrie, et toutes les autres formes de *čeljad*, de *hup*, *skup*, *skupcina*, *bratska opcina* que l'on rencontre dans l'ensemble des pays slaves, sans oublier la très importante *rodoraja familija* des Russes et des Ukrainiens<sup>18</sup>, cette forme domestique doit être considérée — on ne le redira jamais assez — comme générale chez les Slaves dans les périodes ayant précédé les révolutions de 1944-1948, et probablement aussi, quoique à un degré moindre, antérieurement à la Révolution d'octobre 1917.

12. Voir nos *Etudes de sociologie et de droit slaves*, p. 77-103 et 178-199.

13. Voir notre *Zadruga sud-slave...*, p. 449-468 et 841-820.

14. Selon nos recherches, non encore publiées, de 1948-1949.

15. Menées plus spécialement par le « Groupe de sociologie et de droit slaves ».

16. A. Lalande, *Vocabulaire de philosophie*; G.-L. Duprat, *Introduction à l'étude des formes élémentaires de la vie sociale*, in *Archives* ....

17. C'est ainsi *Zadmagat slave*, en particulier, que la nomme M. G. Davy. Cf. *Sociologues d'hier et d'aujourd'hui* Paris, Presses Universitaires, 1950, p. 93 et 108. Et cette qualification de slave nous semble particulièrement importante, notamment en ce qu'elle donne à la forme sociale *zadruga*, connue sous divers vocables, son extension normale, contrairement à la position générale au début de ce siècle qui la restreignait aux seuls Slaves du Sud ou des Balkans.

18. La liste — non exhaustive — des très nombreux termes a été donnée avec les localisations, dans notre *Zadruga sud-slave...*, p. 47-54. En ce qui touche la *rodoraja familija*, il faut voir qu'elle a été étouffée, en quelque sorte, dans la réalité et dans la recherche, par le *mir*, comme, un peu, la *zadruga* par le *bratstvo* au Monténégro.



Les raisons de cette vie en commun de deux, trois ou quatre familles conjugales sont nombreuses; traditions, si l'on veut. car l'on rencontre une proportion plus considérable dans les zones de religion grécoslave, mais aussi motifs d'ordre économique, tels que l'impossibilité matérielle de « se mettre en ménage » par suite de la pauvreté du pays, de même que nous devons noter une identique impossibilité de « se diviser » par suite de l'impossibilité d'acheter, pour chaque groupe conjugal, le char, la charrue ou les animaux de trait; ces raisons ont, du reste, été déjà longuement analysées en opposition avec les motifs de division de la communauté<sup>19</sup>. Pourquoi, aussi, deux ou trois, plus rarement quatre familles conjugales, en des régions particulièrement prolifiques ? Parce que, d'abord, les femmes n'ont pas, habituellement, à faire valoir de droits sur les biens immobiliers autrement qu'en espèces; parce que, aussi, un certain nombre d'hommes ne pouvant faire vivre une famille conjugale sur la terre de la communauté quittaient le village pour la ville alors en grand développement, quitte à participer de nouveau à la communauté à la première occasion<sup>20</sup>; parce que, enfin, il est faux et dangereux de croire que la *zadruga*, pour exister, doive obligatoirement, fatalement, comprendre un très grand nombre d'hommes mariés et pères<sup>21</sup>. Et cette dernière raison nous amène à dire qu'il y a communauté de vie, considérée par le paysan comme par le juriste comme communauté du genre *zadruga*, même lorsque les hommes ne sont pas en ligne collatérale, mais bien en ligne directe, par leur forme extérieure, l'*inokostina* sud-slave<sup>22</sup>, l'*otečevskaja* russe et ukrainienne semblent différentes de la *zadruga*; quant aux habitudes de vie et envisagées de l'intérieur, elles lui sont plus que comparables, et presque identiques. Si bien que l'on aboutit facilement, dans l'ensemble des pays slaves, à une proportion

19. Voir notre *Zadruga sud-slave...*, p. 151-208.

20. Après une période de vie citadine ou d'émigration, et souvent grâce au système des deux métiers.

21. La définition du groupe dit de *zadruga* en fonction d'un grand nombre de membres a été générale durant longtemps. elle a fait suffisamment de mal durant un siècle pour qu'il soit utile d'en redire la fausseté : il y a *zadruga* à partir de deux mâles mariés et pères.

22. Considérée comme famille de forme conjugale à l'extérieur des pays slaves, elle était classée *zadruga* et par les paysans et par les chercheurs slaves; entre aïeul, père et petit-fils, même si momentanément le dernier descendant n'est pas marié et père, il y a communauté de vie comme entre deux ou trois frères. On ne l'a vu que trop tard.

de « maisons », de « feux » qui atteint ou dépasse les 50 % des groupes domestiques paysans et dans lesquelles il y a un minimum de deux familles conjugales vivant en commun pour le repos et le repas<sup>23</sup>. Comment y vivaient-ils en 1940-1948 encore ? En une seule construction<sup>24</sup> ou en plusieurs bâties sur un même enclos tenant lieu, alors, d'unité de vie<sup>25</sup>. A cela deux indications : dans les *zadruga* ou *vel'ka rodina* arrivées au stade du partage<sup>26</sup>, il était extrêmement rare qu'une maison avec un enclos fût attribuée à une seule famille conjugale, sauf en cas de séparation sur la base du chiffre fatidique de 3, alors les dispositions étaient prises pour que ce ne fût que pour peu de temps. Autre indication que nous développerons plus loin : lors des réformes agraires des années 1944-1948, on « découvrit », vivant en un seul « feu » en de très nombreux cas<sup>27</sup>, deux, trois familles conjugales et parfois plus. Et cela dans l'ensemble des pays slaves et historiquement slavisés. Ainsi, nos recherches personnelles et les enseignements et les réformes agraires récentes constituent autant d'arguments principaux — et il en est bien d'autres — qui montrent la généralité, jusqu'à ces dernières années, de la vie — repos et repas — communautaire chez les Slaves, que ce soit sur l'unité de vie de l'enclos ou sur l'unité de vie du hameau habité par des collatéraux à un degré ou un autre.

Les instruments et moyens de travail — non fonciers — montrent une communauté comparable, à la fois dans le cadre et l'enclos et dans celui du hameau, voire dans celui du village. Il est probablement inutile d'insister sur la pénurie extrême, dans les régions slaves et historiquement slavisées, des instruments de travail agricole. Pénurie quant à la quantité, pénurie quant à la qualité. Nos recherches, comme les rares statistiques,

23. Selon des formes que nous avons longuement expliquées dans notre *Zadruga sud-slave...*, p. 89-112.

24. Où vivent, au stade élémentaire, humains et animaux, notamment en Macédoine, Herzégovine, Slovaquie de l'Est (Slovaquie); humains à quelque famille conjugale qu'ils appartenissent, pour les 30 % du reste, et dans l'ensemble de la zone étudiée.

25. L'enclos représente le stade ultime de la division de la communauté de vie réalisée en plusieurs maisons contenant plusieurs couples. Forme relativement rare, mais répandue sur l'ensemble de la zone étudiée. Pour les stades intermédiaires, voir notre *Zadruga sud-slave...*

26. Voir notre *Zadruga sud-slave...*, p. 203-241.

27. Si nombreux que ce fut l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre rapide des réformes agraires de 1944-1948.

permettent de dire que l'araire au soc de bois était d'un usage général dans le tiers sud de la zone étudiée; que la charrue de bois à soc métallique était elle aussi d'usage général dans l'ensemble de la zone<sup>28</sup>; que l'ensemble motoculteur et tracteur ne dépassait pas 0,04 pour 100 hectares et se trouvait dans les grandes propriétés; que les faucheuses — et ce sera le dernier exemple — ne dépassaient pas 0,01 pour 100 hectares. Les animaux de trait donnent des proportions aussi basses. Il était donc indispensable de mettre en commun instruments de travail et animaux de trait à l'échelon de l'enclos communautaire, où cette mise en commun entraînait dans la communauté générale des biens, mais aussi à l'échelon du hameau et du village; ce qui se passait d'une manière si générale que chaque dialecte comporte pour chaque mise en commun : animaux, instruments et travailleurs, un terme spécial, la *moba* chez les Slaves du Sud, le *pomoć* chez les Slaves de l'Europe centrale<sup>29</sup>, désignant seulement cette entraide envisagée dans sa généralité. Ainsi, chaque homme, chaque travailleur, chaque propriétaire foncier n'était, traditionnellement, jusqu'en 1940-1948, propriétaire, dans le sens complet de ce terme, d'aucun instrument de travail et mettait, à charge de revanche — et sans autre condition que, précisément, cette « revanche », cet échange — les instruments dont il jouissait, à la disposition d'autres groupes domestiques, à l'intérieur non seulement de son « enclos », mais du hameau ou du village, quelquefois d'un ensemble plus vaste. Ce phénomène est particulièrement important pour comprendre la situation actuelle.

En effet, ce n'est là que l'extension aux instruments de travail de la communauté des biens, condition générale où se trouvaient les biens fonciers sur l'ensemble de l'aire étudiée, pour tous ceux qui vivaient dans la communauté dite *zadruga*, dont nous avons vu la généralité dans cette aire et dont nous

28. Dans une proportion moyenne de 9,66 pour 100 hectares de terre arable, elle était fréquente surtout dans les communautés moyennes.

29. On retrouve, pour chaque prêt d'instruments de travail, y compris le prêt de travailleurs et de bras, un terme spécial; nous en avons donné quelques-uns dans notre *Zadruga sud-slave* pour les dialectes sud-slaves (p. 237-239); les mêmes vocables existent pour les dialectes de Slave de l'Europe centrale et ont quelquefois pénétré dans le vocabulaire des historiquement slavisés. Nous avons fait allusion à ce phénomène dans nos *Etudes de sociologie et de droit slaves*, p. . . La généralité de ce phénomène, à l'échelon du hameau, en dehors donc du groupe domestique, nous semble particulièrement importante.



avons établi la permanence des débuts du moyen âge aux années 1941-1948<sup>30</sup>. Encore faut-il préciser sur quoi portait cette communauté de biens fonciers. Disons seulement qu'en bonne tradition (encore repérable lors de nos observations de 1940 dans les Balkans)<sup>31</sup>, et selon la législation et la jurisprudence (dont les derniers textes n'ont pas été abrogés, et ce sur une étendue beaucoup plus grande que celle des Balkans)<sup>32</sup>, restaient uniquement en dehors de la communauté les biens personnels que, en Serbie, par exemple, énumère la loi<sup>33</sup> : lit, métier à tisser de la femme, robes et vêtements, éventuellement bijoux; tout ce dont vivait un groupe domestique était considéré comme indivis. Pour être particulièrement fréquent en Serbie, ce cas ne s'en étendait pas moins sur la quasi-totalité de la Péninsule balkanique. La Croatie comportait une possibilité plus grande de « biens propres », rarement constatés en région pravoslave balkanique, sous la forme de l'autorisation accordée à quiconque dans la *zadruga* de posséder, en dehors des biens fonciers en commun, une terre à titre de propriété privée, au terme d'une évolution assez longue et minutieusement dirigée par les autorités autrichiennes<sup>34</sup>. Peut-être dans le cadre d'une évolution analogue, le paysan slovaque de la *velka rodina* tenait-il, de la coutume plutôt que de la loi, la possibilité de posséder à titre précaire un terrain de l'ampleur moyenne d'un potager — nommé d'ailleurs *zelenice*<sup>35</sup> — sur lequel il pou-

30. Voir notre *Zadruga sud-slave...*, p. 373-413.

31. Voir notre *Zadruga dans la littérature serbe, 1850-1912*, Paris, Ophrys, 1948 (Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Halphen, 1944).

32. Il s'agit plus particulièrement de la législation sur la propriété paysanne en Bohême avec le *spoluvlastnictví sourozenců*, ou propriété commune entre frères (Voir A. et J. Cerman, *Rolnické Právo Dedicke*, Prague, Linhart, 1939, 100 p.); et S. Svoboda, *Dedicke Právo*, Prague, Cesk. Kompas, 1946, 88 p.); de la législation sur la propriété paysanne dans l'ensemble yougoslave, avec *Crnogorske, Sprsko, Mrvatska Zadržno pravo* (Voir, pour simple indication sommaire, *Narodna Enciklopedija*).

33. Voir art. 508 du *Sprsko Gradjansko Pravo*. Notons qu'il s'agit là du droit civil serbe et non pas d'un droit spécial à la *zadruga*.

34. Aussi bien en Croatie (Voir V. Bozisie, *Prosvni članci i razprava*, Beograd, G. Kon. 1928), qu'en Bohême (Voir A. et J. Cerman, *op. cit.*), que dans les confins militaires (Voir D. Stambak, *La Zadruga des confins militaires en Croatie comme organisme juridique extra-domestique*, dans *Sociologie et droit slaves*, 1931, I-IV).

35. « Potager » en traduction à peine libre du « terrain pour les légumes ». Lorsque l'on saura que, dans le kolkhoze soviétique, chaque kolkhozien dispose aujourd'hui d'un terrain de quelques arpents, situé autour de la maison qu'il habite (qu'il peut léguer en héritage, à condition que son héritier demeure dans le kolkhoze) et qu'il a la possibilité, par les animaux de trait dont il peut être propriétaire, de le mettre à sa guise en valeur, on verra mieux la liaison intime qu'il y a entre les deux modes de propriété, « *zadruga* » et kolkhozien.



vait cultiver des produits de la terre destinés, dans la majorité des cas, à sa consommation personnelle, plus rarement à la vente. On doit ajouter que, dans les deux cas, croate et slovaque, où existait un « bien propre », le propriétaire ou l'usufruitier ne pouvait l'exploiter qu'en dehors du temps de travail dû à la communauté. D'autre part, il ne pouvait le cultiver qu'avec les instruments de travail communs; aussi, cette apparence de « bien propre » n'affectait-elle que très légèrement le principe général de la communauté des biens : le caractère toujours révocable de la mise à disposition personnelle des *zelenice* slovaques; l'autorisation exigée de l'ensemble de la communauté pour qu'un *zadrugar* croate puisse posséder un « bien propre » en demeurant dans la communauté; l'impossibilité, dans les deux cas, de cultiver les lopins avec des instruments propres de travail doivent être relevés pour comprendre la situation actuelle du coopérateur des démocraties populaires tout comme celle du kolkhozien soviétique.

Le genre d'organisation du travail à l'intérieur de la communauté domestique et domestico-économique de la forme dite par extension *zadruga*, l'évolution de cette organisation du travail dans le cadre du hameau, puis du village, la transformation de la spécialisation à l'intérieur du groupe domestique en uniforme de métier à l'intérieur du hameau, sont également significatifs. En effet, dans la communauté encore domestique, une spécialisation très nette était imposée à chacun des membres selon ses nécessités, ses goûts et ses aptitudes, son âge et son sexe. Dans les communautés de quelque importance numérique, chaque homme était attaché à un genre de travail dont il ne sortait guère<sup>36</sup> : spécialisation embryonnaire, soit, mais spécialisation quand même. Chaque groupe de femmes : grand-mères, mères, belles-filles, filles, jusqu'à leur mariage et à leur départ, était lié à un genre de travail; et pareillement les enfants, jusqu'à leur adolescence et à leur entrée à 15 ans, dans le groupe des adultes. Il y a plus. Par suite d'une extension de la *moba-pomoć*, le spécialiste d'une communauté était mis à la

36. Exemple entre mille : ce membre d'une importante *zadruga* de la frontière albano-monténégroise qui, spécialisé dès son enfance dans la garde des troupeaux, la collecte du lait et la fabrication des produits laitiers, a exercé jusqu'à sa mort ce métier non seulement pour sa communauté, mais pour son village; il en va de même pour le charbon de la communauté, pour le forgeron, etc. (Voir notre *Zadruga sud-slave...*, p. 567-604.)

disposition du hameau, puis du village dans le cadre de sa spécialité, sans plus de rémunération en espèces que pour la *moba-pomoč* en général, mais dans les mêmes conditions d'une égale mise à disposition d'un autre spécialiste par une autre communauté; ainsi, tout en restant en communauté de sang, de vie, de biens et d'autorité à l'intérieur de son groupe, le spécialiste placé à la disposition d'un groupe plus étendu passait de la spécialisation au métier. Ce fait est, également, très important pour comprendre l'évolution postérieure aux révolutions<sup>37</sup>. En effet, cette naissance du métier dans le village à partir de la spécialisation, nous introduit dans une notion, très générale en pays slave. La subsistance de l'individu et son autorité sont uniquement fonction de son travail et du rendement de ce travail pour la communauté. *Ke ne radi taj ne jede*, « celui qui ne travaille pas ne mange pas », formule non pas due, en ces régions, à un révolutionnaire, mais à l'évangéliste Saint Sava. Et on ne conçoit le travail que dans et par le groupe et pour le groupe. Le travail individuel, chose impossible dès l'abord, était par la suite devenu chose immorale autant qu'incompréhensible et injustifiée. C'est là un des principes de la philosophie populaire de l'ensemble des paysans slaves<sup>38</sup>. Ces derniers ne connaissaient, récemment encore, que le groupe villageois enserrant sévèrement l'individu<sup>39</sup>. Il faut travailler dans le groupe, lui apporter toute sa compétence<sup>40</sup>, en même temps que ses possibilités de succès; compétence et succès ne s'acquièrent que dans une spécialité et un métier, toutes choses dont un groupe plus large doit d'autant plus profiter que cette spécialité et ce métier se font plus rares en son sein. Les fonctions de *gazda*, *domaćin*, *staresina*, de chef de groupe domestico-économique correspondent, elles aussi, à une spécialité, et

37. La législation autrichienne, en communauté d'idées avec la tradition, avait minutieusement organisé le maintien à la communauté domestique de personnes ne s'employant pas directement à la culture de la terre, mais utiles, par leur métier, à cette culture et à la communauté.

38. Voir notre *Zadruga dans la littérature serbe, 1850-1912*, où sont recherchés dans les textes les principes de la pensée slave sur l'organisation et la valeur du groupe domestique, un même travail fait sur quelque littérature slave que ce soit — des notes non élaborées en ouvrages nous l'ont prouvé — aboutirait aux mêmes conclusions.

39. Voir, dans nos *Etudes de sociologie et de droit slaves*, nos pages sur la notion slave de « na-ion-canton ».

40. Que celle-ci, même, ne soit pas située dans le strict cadre agricole : un instituteur, un juge de village, un pope restent membres de la communauté en vue du succès commun que l'on attend de sa présence.

l'autorité qui leur est dévolue ne se justifie, quant à sa durée notamment, qu'en raison du succès.

Ainsi, par la spécialisation et le métier, nous avons abouti à la notion dernière d'autorité. *Staresina*, *domacin* ou *gazda*, le chef de groupe domestique, élu et toujours révocable quel que soit son âge<sup>41</sup>, ne dispose que des pouvoirs d'administration à lui délégués par le conseil — *savet*, *savjet* (soviet) — qui seul jouit des pouvoirs de disposition; élu en vue du succès escompté dans une tâche déterminée, il sera d'autant plus facilement remplacé qu'il partage les pouvoirs de direction avec une « maîtresse de maison », — *domaćica*, *gazdarica* — qui n'est pas toujours son épouse, et avec un troisième personnage — le *strojnik* chez les Serbes — chargé des relations avec les tiers, l'un et l'autre non solidaires du *gazda*. Ainsi, seul le succès escompté, la confiance mise en l'homme en vue de ce succès, justifient la délégation d'autorité, qui sera révoquée au premier insuccès<sup>42</sup>. Faut-il s'étendre davantage sur ces notions banales chez les paysans slaves dans l'organisation de leur groupe domestico-économique et villageois, quelles que soient les modalités de son organisation ? Il suffit de les analyser une à une pour comprendre le mécanisme du groupe traditionnel, comme la pensée directrice du regroupement actuel.

C'est à cette étude de l'organisation présente qu'il faut maintenant nous livrer, après avoir seulement rappelé nos chiffres du début dans le temps et dans l'espace<sup>43</sup> : le groupe communautaire est une organisation paysanne et agraire valable, sous des formes à peine diversifiées, jusqu'à 1940-1948; pour les quatre dixièmes de la population, slave ou historiquement slavisée, des démocraties populaires, touchant enfin la moitié — au minimum — de la surface cultivée en dehors des grandes propriétés.

Ces chiffres sont à eux seuls pleins d'enseignements; les lignes qui suivent, nous l'espérons, les mettront en lumière.

41. D'autant plus que la désignation première ne tient pas compte de l'âge qui entre seulement en ligne de compte comme garant possible du succès (Voir notre *Zadruga sud-slave...* p. 133-142).

42. Voir notre *Zadruga dans la littérature serbe...*

43. Il nous faut indiquer — seulement, car un développement nous mènerait beaucoup trop loin — que de très nombreuses raisons objectives ont empêché jusqu'à une date récente l'étude sérieuse de ce groupe aussi bien chez les autochtones que chez les Occidentaux; cette lacune a entraîné de nombreuses et graves erreurs quant à la connaissance des Slaves.



\*  
\* \*

En partant de ces données, il devient, nous semble-t-il, plus facile de comprendre les institutions de l'ordre présent dans les démocraties populaires sur le plan de l'organisation agraire, essentiellement axée, rappelons-le, sur le village et son organisation interne. Certes, dans la « coopérative » actuelle de forme kolkhozienne <sup>44</sup> dans les démocraties populaires des pays slaves et historiquement slavisés, la communauté de sang du groupe domestico-économique primaire ne joue plus *stricto sensu*. Mais, de même que dans le traditionnel groupe domestique, le *brat*, le frère, n'est pas uniquement celui qui a été procréé d'un même tronc <sup>45</sup>, la notion actuelle de *brat* est facilement élargie à tous les habitants d'un village, voire d'une zone plus vaste; ce passage à une notion extrêmement étendue de « fraternité » a été d'autant plus facile à réaliser que les exceptions à la communauté de sang avaient été plus nombreuses dans les derniers temps de l'organisation traditionnelle <sup>46</sup>; que les femmes avaient pu entrer à titre de membres dans la communauté <sup>47</sup>; et que le travail <sup>48</sup> ou le simple contrat avaient pu constituer une base, éthique ou juridique, suffisante. Dans la formation de la coopérative kolkhozienne ou du kolkhoze, cette signification éthique pouvait être facilement abolie ou remplacée. D'autant plus que l'introduction du métier dans le village, à partir d'une spécialisation née dans le groupe domestique, avait déjà fait éclater la valeur et le rôle éthique de ce terme. Dans une coopérative kolkhozienne ou dans un kolkhoze, c'est ou le remplaçant actuel du *brat* ancien, sous la forme du *drug*, du *soudrug* <sup>49</sup>, du membre du parti ou l'emploi du terme de *brat*

44. Il faut, en effet, bien indiquer qu'il n'y a pas encore dans les pays de démocratie populaire de kolkhoze au sens plein du terme.

45. Était nommé *brat* quiconque, vivant à l'intérieur de la communauté, appartenait à une même génération, *stricto sensu*, et quiconque appartenait à la communauté, *lato sensu*. L'appellation de « frère » a une valeur en même temps très grande et très large dans l'ensemble des relations entre Slaves.

46. Voir ces principales exceptions dans nos deux *Zadruga*...

47. Notamment en Croatie, où cette entrée avait été codifiée sous l'Autriche. Voir nos *Études de sociologie et de droit slaves*, p. 105-130.

48. Aussi bien chez les Serbes traditionnalistes que chez les Croates d'organisation plus avancée. Voir notre *Zadruga sud-slave*..., p. 71-81, et nos *Études de sociologie et de droit slaves*, p. 105-130.

49. A noter que les formules *drug*, en serbo-croate; *soudrug*, en tchèque, désignant les membres du Parti communiste, rejoignent la forme originelle dési-



dans sa forme et son acception générale slave qui sous-entendent les valeurs éthiques de l'ancien vocable. Il n'y a pas, dans cette première donnée, de rupture brutale entre les deux formes, passée et présente, de groupe villageois.

Si l'on passe à l'étude de la communauté de vie, enregistrée-t-on un hiatus ? Il ne semble pas. La famille conjugale, le repos et le repas à l'intérieur de cette forme sociale, même s'ils existaient, étaient comme absorbés dans le groupe domestique, puisque le repos et le repas organisés ou dans le groupe ou dans l'enclos réunissaient plusieurs familles conjugales, voire plusieurs groupes domestiques, eux-mêmes formés de plusieurs familles conjugales. Le repos à l'intérieur et dans le cadre du kolkhoze, le repas dans le cadre du travail qui, chez des paysans occidentaux, ne seraient guère admis, ne représentent là qu'une transposition en une orbe d'une dimension à peine plus grande et non une innovation<sup>50</sup>. Il y a même quelque chance pour que, dans la maison individuelle où habitent le kolkhozien, sa femme et ses enfants, il y ait passage à un repos plus individualisé que dans « l'enclos » de la tradition où plusieurs couples étaient logés indivisément et souvent sans séparation. En tout cas, on ne peut noter aucune rupture dans le sens d'une plus grande promiscuité.

Nous arrivons aux premières notions de socialisation des moyens de production de la coopérative kolkhozienne ou du kolkhoze, avec l'utilisation des instruments de travail dans le cadre de la coopérative, voire, quoique la question soit moins intéressante<sup>51</sup>, dans celui du kolkhoze. De quoi s'agit-il en fait ? Quel fut le processus suivi ? Quel est l'état présent ? Il s'agit essentiellement d'un assemblage dans un orbe plus vaste que celle du groupe domestique, d'instruments de travail mis en commun définitivement en vue de certains travaux, instruments

gnant, avec *zadrukar*, le membre de la communauté domestique. Quant à la forme *brat*, indiquons qu'elle est employée communément dans le vocabulaire oratoire politique slave.

50. Autre erreur à détruire : celle de l'immensité de l'orbe kolkhozienne. Ce n'est qu'aujourd'hui que l'U. R. S. S. tente de réunir en une seule masse des kolkhozes disséminés : phase seconde et de longue haleine.

51. Par suite de la réalisation complète de la concentration des instruments de travail dans le seul cadre kolkhozien et sans qu'il ait été possible d'étudier le passage de la *rodovaya familija* (très désagrégée en 1917, sauf en Ukraine) à la coopérative kolkhozienne antérieure au kolkhoze, par suite de l'absence de régime de transition dit démocratie populaire, dans l'évolution vers le socialisme soviétique.

de travail qui sont, en particulier, des chars, des charrues, des herse, tout comme, dans certains cas, des animaux de trait. Nous disons bien une mise en commun définitive, c'est-à-dire durant tant que le propriétaire de ces instruments fait partie de la coopérative, mais limitée aux périodes où ces instruments sont nécessaires à la communauté; y a-t-il réellement solution de continuité avec le fait de la *moba-pomoč*? Il ne paraît pas, d'autant que le processus suivi au moment où fut instaurée cette mise en commun, se présentait, à la fin de la seconde guerre mondiale, comme conséquence d'une situation extraordinaire; la *moba* avait lieu, elle aussi, traditionnellement en cas de travaux urgents, et la nouvelle mise en commun établissait et a maintenu une concentration des mêmes instruments sur un territoire donné, à peine plus étendu que celui du village. Le régime actuel consacre, semble-t-il, les prêts traditionnels et rend définitifs les résultats du processus initial par l'utilisation commune d'instruments, d'une part, continuant d'appartenir individuellement ou collectivement aux membres d'une coopérative; d'autre part, à la disposition de la coopérative elle-même dans et par les stations de machines et tracteurs, les M. T. S. des soviets et des démocraties populaires<sup>52</sup>. Il n'est pas exagéré de dire que la coopérative kolkhozienne est avant tout entrée dans les habitudes des paysans slaves grâce à un développement de la traditionnelle *moba-pomoč*. En effet, si une socialisation des moyens de production était facile sur le plan agraire, c'est bien celle des instruments de travail, toujours peu nombreux dans la vie agraire de ces régions et toujours mis traditionnellement à la disposition du *brat* villageois ou régional; il y a là une continuité encore plus nette que celle qui résulte de l'extension de la traditionnelle communauté de la terre.

Et cependant cette extension — la seule qui nous intéresse

52. La *masino-traktornaja stancija* de l'économie agraire des Soviets a aujourd'hui son pendant exact dans l'ensemble des démocraties populaires; étant donné le très petit nombre d'instruments aratoires présents sur les terres au moment des révolutions — et dont nous avons donné plus haut, pour la Bulgarie, un exemple —, il est bien certain qu'un progrès considérable a été accompli par l'organisation des M. T. S. Quelques chiffres suffiront : Roumanie, 1.083 fermes collectives, avec 73.438 familles, 180 M. T. S., avec 6.247 tracteurs, plus un nombre considérable d'autres instruments de travail, Bulgarie, 2.507 fermes collectives, et, en tout, 284 M. T. S.; Yougoslavie, 6.600 coopératives agricoles de travail, avec plus de 340.700 foyers, soit plus d'un million d'individus, et dans l'ensemble du pays, 2.400 tracteurs, 2.000 charrues-tracteurs et 6.800 machines diverses.

ici, puisque le kolkhoze réel n'existe presque pas dans les démocraties populaires, objets de notre étude — avait déjà des origines réelles dans la propriété communautaire et dans les « biens propres » croates et les *zelenice* slovaques. Sous quelque forme que se présente la coopérative kolkhozienne en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, ou similkolkhozienne en Yougoslavie<sup>53</sup>, nous nous trouvons en face de deux universalités juridiques de biens fonciers : la première représente le fonds mis à la disposition de la coopérative<sup>54</sup>; la seconde représente le lopin, plus ou moins grand<sup>55</sup>, laissé à la disposition personnelle du membre de la coopérative<sup>56</sup>. Nous nous trouvons en face d'un régime identique dans le kolkhoze soviétique, où le plus souvent attenant à la maison dont, selon le cas, il jouit ou bien est propriétaire, un terrain comparable aux *zelenice* slovaques de la coutume ou aux « biens propres » de la *zadruga* croate traditionnelle, reste entre les mains du paysan, de même qu'en certains cas, qui semblent relativement nombreux, demeurent entre ses mains une basse-cour et un petit nombre de bêtes à corne et d'animaux de trait. Il ne s'agit certes pas de dire que ces deux universalités juridiques correspondent exactement aux deux formes de propriétés du groupe domestico-économique de la tradition, mais il est impossible de ne pas voir un certain parallélisme entre le

53. Aussi bien dans les coopératives agricoles de travail yougoslaves que dans les fermes coopératives de Bulgarie, ou dans les organisations similaires de Tchécoslovaquie et de Pologne, on n'a pas procédé à une collectivisation de la terre; cette absence constitue le seul trait commun de l'économie agraire des démocraties populaires qui, dans le processus d'organisation et dans les détails, présentent des aspects extrêmement différents, depuis la rente servie au paysan qui reste propriétaire de sa terre à disposition jusqu'à la concession à titre précaire de la terre sur laquelle le paysan travaille avec salaire et partage des bénéfices. Il y a lieu d'insister très spécialement sur cette diversité établie souvent en liaison avec les coutumes locales et le genre antérieur de tenure.

54. Voir art. 4 des Statuts-modèles de la ferme coopérative bulgare, qui précise : « La terre apportée à la coopérative par ses membres pour usufruit commun reste propriété des personnes qui la possédaient avant son inclusion à la ferme. Les membres de l'exploitation coopérative ont le droit de vendre leurs propres terres à cette exploitation ou aux coopérateurs. »

55. Voir art. 5 des Statuts-modèles de la ferme coopérative bulgare : « ... On laisse pour usufruit personnel : dans les zones à culture intense, 0,2 ha et dans celles de céréales, 0,5 ha, le terrain bâti non compris. »

56. Voir même art. 4 des mêmes Statuts : « Les membres... qui ne possédaient pas de terres au moment de l'adhésion peuvent recevoir pour usufruit personnel des terres du Fonds foncier d'Etat ou des terres qui leur sont concédées à terme. » Les « biens propres », les *zelenice*, plus exactement, sont ainsi généralisés.



village-hameau de la tradition et le village kolkhoze de l'actualité slave<sup>57</sup>, notamment dans la présence constante, à travers les siècles et par-delà les révolutions, de deux formes concomitantes de tenures.

Et un même parallélisme s'observe dans l'organisation du travail, comme dans le genre d'autorité.

Nous l'avons vu : dans le groupe domestico-économique traditionnel, la spécialisation, et, dans le groupe villageois à base domestique<sup>58</sup>, le métier, né de cette spécialisation, revêtaient une importance considérable; dans tous deux, et spécialement dans le premier, le travail en équipes formées d'après l'âge, le sexe ou la situation personnelle, devait être considéré comme fondamental pour la compréhension de l'organisation du travail. Équipes stables, permanentes et non formées chaque jour selon les nécessités ou les hasards; cette notion de stabilité, de permanence<sup>59</sup> est également fondamentale pour la compréhension de l'organisation traditionnelle du travail et de sa transposition actuelle. Or, dans l'actuelle ferme coopérative d'apparence kolkhozienne, quelle qu'en soit la forme et dans n'importe quel pays de démocratie populaire slave ou historiquement slavisé, c'est sur ce travail en équipe, en « brigade »<sup>60</sup>, avec une spécialisation et une stabilité comparables aux anciennes formes, que repose l'organisation du travail<sup>61</sup>. Il semble donc que l'on ait passé définitivement, dans le cas de la coopérative d'allure kolkhozienne, de la spécialisation, très nette dans le groupe domestique, au métier que l'on trouvait déjà dans le village-hameau à base domestique de la récente histoire slave; et cela paraît se situer dans la norme de l'élargissement de l'orbe de travail, puisque la coopérative actuelle rassemble les terres et les gens d'un village plus vaste, directement ou par remembrement, que ne l'était le village-hameau de la tradition. La continuité déjà constatée se poursuit, avec les heurts et les à-coups inhérents à l'extension de l'aire de

57. Voir notre *Passage du village-hameau de la tradition au village-kolkhoze de l'actualité*, dans *Sociologie et droit slaves*, 13-15, 1951, I-IV.

58. Voir notre étude sur *Le village-hameau et ses bases économique-domestiques*, dans *Sociologie et droit slaves*, 14-15, 1951, I-IV.

59. Voir notre *Zadruga sud-slave...*, p. 102-106.

60. Voir art. 23 des Statuts-modèles de la ferme coopérative bulgare qui mentionne plus spécialement les « brigades des champs, des jardins, d'élevage... constituées ou pour la rotation d'un assolement ou pour deux ans ».

61. Voir art. 22-26 des mêmes Statuts-modèles.



travail et surtout à celle du nombre des gens affectés<sup>62</sup> à un travail déterminé; il semble bien d'ailleurs, que la mise sur pied de ces « brigades » et « groupes de brigades », leur permanence et leur discipline<sup>63</sup> constituent l'une des grandes difficultés du nouvel organisme, car elles supposent un changement de mentalité.

Le dernier élément de la continuité qui apparaît ainsi sur de nombreux plans entre les anciens groupes domestico-économiques de hameau et les actuels organismes agraires coopératifs villageois, d'inspiration kolkhozienne, est l'autorité dont nous allons retrouver la permanence des caractéristiques. L'âge minimum d'entrée comme membre dans un groupe domestique était de 15 ans; il est élevé dans une coopérative kolkhozienne à 18 ans; dans les deux cas, l'âge d'admission est celui qui confère tous les droits de propriété commune et d'autorité collective, notamment par la présence à l'assemblée détentrice des pouvoirs de disposition et d'administration. Et cet âge, en réalité très bas, puisqu'il représente une sorte de majorité, pose le triple problème, traditionnel et actuel, de l'assemblée et de sa composition; de l'entrée dans une communauté ou dans une coopérative sans apport de terre; de la formation, passée et présente, d'une communauté ou d'une coopérative sur la simple base du contrat. A partir d'une majorité *sui generis*, on acquerrait dans la *zadruga*, la *vel'ka rodina*, la *nagycsalád*, les droits liés à la qualité de membre<sup>64</sup>, c'est-à-dire l'égalité absolue avec quelque membre que ce soit malgré la différence d'âge, et la possibilité de participer à la direction de la communauté; il y a ainsi continuité avec le passé dans le droit, aujourd'hui donné à tout individu âgé de 18 ans, d'entrer dans une coopérative kolkhozienne; donc de participer à l'assemblée, organe souverain de la coopérative; donc, aussi, d'être élu à la direction de la coopérative, ou, tout comme dans une communauté traditionnelle, l'âge ne jouait aucun rôle dans le choix du *domaćin*, chef élu de cette communauté<sup>65</sup>. A cette question d'âge doit

62. Voir l'article de I. Bukovic, *Teze o privrednom računu u seljačkim radnim zadrugama*, dans *Ekonomski pregled*, n° 4, 1951, Zagreb.

63. Les règlements sur la discipline socialiste du travail sont en vigueur dans les entreprises agricoles comme dans les entreprises industrielles.

64. Cette majorité de 15 ans est générale dans l'ensemble des groupes traditionnels; sans exception pour quelque mâle que ce soit; indépendamment de la majorité civile.

65. Sans que ni dans un cas, ni dans l'autre, très rarement au moins dans le

être liée celle de l'entrée dans l'un et l'autre des groupes à la fois sans apport de terre et par simple contrat. Il faut insister sur ces deux possibilités; c'est bien là, en effet, l'un des points essentiels de liaison entre les deux genres d'organisme. La forme la plus évoluée de la *zadruga* traditionnelle, la *zadruga* croate — d'autres également, mais pour la communauté croate nous avons plus de textes permettait déjà l'entrée sans terre et la formation d'une communauté domestico-économique par simple contrat, deux possibilités que l'on retrouve aujourd'hui dans la formation de coopératives et pour l'entrée dans ce groupe<sup>66</sup>. Il y a bien, là aussi, continuité, comportant seulement un élargissement de l'aire de travail, élargissement d'ailleurs ni général ni obligatoire, que certainement, en de nombreux cas, la coopérative de forme kolkhozienne n'a pas une superficie plus étendue qu'un village, voire un hameau, au moins à sa naissance.

Nous sommes ainsi en face d'un groupe villageois qui, de lui-même, jouit d'une autorité; le *sovet*, le conseil, était souverain, qui déléguait ses pouvoirs d'administration. De la même façon la *skupcina*, l'assemblée d'aujourd'hui délègue également ses pouvoirs à un groupe plus petit. Le *domašin*, la *domaćica* et le *strojnik* sont aujourd'hui remplacés par un genre de conseil d'administration de cinq à six membres. Dans l'organisation de l'autorité, il n'y a donc guère, une fois de plus, qu'élargissement et non transformation. En effet, dans un cas comme dans l'autre, l'assemblée est toujours maîtresse des droits de disposition, et seule maîtresse de ces droits qui, ni aujourd'hui ni hier, ne sont et ne peuvent être délégués; la tradition, d'une part, constante et générale sur ce point et les statuts, d'autre part, des diverses coopératives kolkhoziennes sont unanimes. qui laissent au conseil d'administration de simples pouvoirs d'administration limités<sup>67</sup>. Nous sommes bien encore en présence de l'*administrator rei familiaris*<sup>68</sup> de la coutume; seul le qualificatif a été élargi. Et si le conseil d'administration de

second, un membre de 18 ans puisse être élu administrateur. Mais en toute autre chose, — maître — rarement — ou non de terres, il jouit de tous les droits.

66. Voir dans nos *Etudes de sociologie et de droit slaves*, p. 108-130, les articles intéressant ce cas dans le *Zakon o zadrugah* en Croatie.

67. Toutes les lois de formation des coopératives kolkhoziennes dans les démocraties populaires, comme les statuts-modèles bulgares, citent ces possibilités.

68. Voir Statuts-modèles des fermes coopératives bulgares, art. 31-32.

la coopérative kolkhozienne, ou tel membre de ce conseil, peuvent être remplacés et en quelque sorte ramenés « dans le rang », c'est-à-dire destitués ou « liquidés », les trois membres détenteurs de l'autorité<sup>69</sup> du groupe domestique étaient dans une situation identique. Il s'agit bien, dans les deux cas, passé et présent, de pouvoirs strictement administratifs, délégués par élection<sup>70</sup>. Aujourd'hui, dira-t-on peut-être, la coopérative de forme kolkhozienne, le kolkhoze plus encore, sont placés sous le contrôle d'une autorité supérieure et extérieure au groupe, et c'est vrai<sup>71</sup>. Mais la loi croate de 1885 prévoyait déjà qu'en cas de désaccord des *zadrugara* sur le choix à faire d'un chef, l'autorité civile ou militaire le désignait; elle prévoyait aussi que les espèces monétaires de la *zadruga* devaient être déposées auprès des autorités du village ou de l'arrondissement; elle prévoyait enfin qu'on pouvait modifier les conditions d'organisation d'administration et de développement de ces *zadruga*; la liste est longue, particulièrement durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, de ces modifications<sup>72</sup>. Et ne parlons pas ici des *zadruga* des confins militaires, véritables « collectifs de travail »<sup>73</sup>. Comment ne pas être frappé de la suite de ces analogies ?... De cette remarquable continuité<sup>74</sup> ?

\*  
\* \*

Il y a plus, et cette manière d'expérimentation par comparaisons nous servira de conclusion; on observe une liaison intime entre le maintien jusqu'aux années révolutionnaires d'une proportion considérable de *zadruga*, de *vel'ka rodina*, de *nagycsalád*, de toutes formes de communautés domestico-économiques à l'échelon hameau ou village, et le succès, plus ou moins grand, réservé aux coopératives de forme kolkhozienne dans les pays

69. Voir notre *Zadruga sud-slave...* pour les Balkans, et le *Dictionnaire slovaco-germano-magyaro-latin* de Bernolak, pour la Slovaquie.

70. Voir notre *Zadruga sud-slave...*, 133-142, et notre *Zadruga dans la littérature serbe*, p. 71-73, dont les textes traditionnels ou les observations récentes aideront à comprendre le phénomène dit de la « liquidation » actuel.

71. Voir notre *Zadruga sud-slave...*, p. 133-142, et nos *Problèmes familiaux chez les Slaves du Sud*, Paris, Ed. Familiales de Franco, 1937, p. 63-75.

72. Il ne saurait en être autrement en économie socialiste ou simplement planifiée.

73. Voir V. Bogisic, *Pavni članci i razprava*. Beograd, G. Kon, 1928.

74. Voir la remarquable étude de D. Stambak, *La zadruga des Confins militaires en Croatie comme organisme juridique extradomestique*, dans *Sociologie et droit slaves*, nos 14-15, 1931, I-IV.

de démocratie populaire. Ainsi les difficultés d'adaptation, la nécessité de procéder avec prudence, et éventuellement de composer avec le paysan, en Roumanie, Pologne, Bohême, s'expliquent parce que, dans ces trois pays, le traditionnel groupe domestique paysan ne s'était pas maintenu dans des proportions considérables. Moindre succès des coopératives kolkhoziennes, difficultés d'adaptation, en Croatie, en Slovénie, en Dalmatie; en Slovénie, où le groupe domestique avait disparu depuis longtemps, on ne trouve guère que 20 % des paysans en coopératives simili-kolkhoziennes, et l'on en trouve 60 % en Serbie et Macédoine, 50 % en Bulgarie, 40 % en Hongrie; or, ces quatre pays étaient justement ceux où, dans le même ordre décroissant, le groupe domestique et domestico-économique était, avant la seconde guerre mondiale, le mieux conservé... Simple coïncidence ? Nous ne croyons pas.

Tels sont les faits qu'une observation objective des conditions agraires avant les révolutions de 1944-1948 et des conditions agraires aujourd'hui, fait apparaître, à partir de ces données — et les documents ne manquent pas — il convient d'entreprendre l'étude de la coopérative de forme kolkhozienne, voire du kolkhoze, avec ses conséquences économiques, sociales et politiques.

Une telle connaissance réelle et non imaginaire de l'économie agraire dans les pays de démocratie populaire doit reposer sur une connaissance également réelle de la mentalité paysanne, de la psychologie sociale des Slaves et des relations politiques entre gouvernants et gouvernés. Quelles que soient les évolutions et les révolutions, une politique ne se construit pas sur des hypothèses romantiques ou sur des *a priori*.

Emile SICARD.

---



# NOTES ET MEMORANDA

## OBSERVATIONS SUR LA « BALANCE DES PAIEMENTS » DE J.-E. MEADE

L'ouvrage publié en 1951 par M. Meade sur *La balance des paiements*<sup>1</sup> est important en lui-même, par l'aboutissement qu'il représente et par la promesse des contradictions qu'il ne manquera pas de provoquer.

Il serait absurde de prétendre le résumer : sa construction même et le souci systématique qu'il montre d'élucider chacun des très nombreux problèmes posés dans son champ de vision rendraient cette tâche impossible. Moins encore pourrait-on tenter, en quelques pages, d'en discuter les thèses fondamentales, étroitement liées en un large ensemble cohérent.

Il peut être utile, cependant, de suivre l'auteur à travers son œuvre, d'en retracer les lignes générales et d'envisager cette synthèse, la plus « moderne » fournie sur le problème le plus classique, en tant qu'elle permet d'apprécier la valeur logique et la portée de diverses méthodes d'approche et d'exposition.

Ce volume est le premier d'une *Théorie de la politique économique internationale*, qui doit en compter deux, le second étant en préparation. L'auteur désirerait compléter ultérieurement son œuvre par une *Théorie de la politique économique domestique*.

La plupart des problèmes généralement évoqués par la *théorie des relations économiques internationales* le sont ici dans l'optique de la *politique économique internationale*. Le changement de point de vue est significatif : il s'agit ici d'apporter des conclusions utilisables par les *responsables des décisions politiques*.

Ce souci ne saurait surprendre pour qui évoque, comme le faisait récemment notre ami Jean Weiller dans sa préface à la traduction de *Planning and the Price Mechanism*<sup>2</sup>, les étapes de la carrière de l'auteur, théoricien et homme d'action, le rôle qu'il a joué dans la rédaction des *Situations économiques mondiales* de la S. D. N., celui qu'il a rempli, pendant et après la guerre, à la section économique du

1. J. E. Meade, *The Balance of Payments* (vol. I de *The Theory of International Economic Policy*). Un vol. in-8° de xvi-432 p. issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs. Oxford University Press, London, New-York, Toronto, 1951, et du même : *The Balance of Payments, Mathematical Supplement*. Un vol. in-8° de v-136 p., *ibid.*, 1951.

2. J.-E. Meade, *Plans et prix*, Paris, Rivière, 1952. Avant-propos de Jean Weiller.

« Cabinet-Secrétariat » ou encore lors des négociations de La Havane.

L'ouvrage actuel avait été annoncé par les deux articles fondamentaux publiés dans l'*Economic Journal* en 1947 et 1948. Nous en avons eu quelques échos par diverses études récentes qui tenaient compte de l'enseignement donné par le professeur de commerce de la London School of Economics<sup>3</sup>. Ce que nous lisons aujourd'hui répond à ce que nous pouvons attendre.

Le livre se présente, dès l'abord, comme une œuvre monumentale et scrupuleuse. Son ampleur est exceptionnelle. Son souci de ne laisser dans l'ombre aucune des hypothèses susceptibles d'intervenir dans le cadre de ses données entraîne à des divisions et subdivisions nombreuses, à des approches successives, rejetant progressivement les postulats de simplification, en somme à la présentation de catégories théoriques multiples mais parfaitement classées. Le danger de dispersion que présenterait une telle méthode est écarté grâce à un effort dominé par une pensée originale. L'apport dans son ensemble est donc neuf.

On se trouve ici au confluent des deux méthodes par lesquelles les écrivains de langue anglaise ont tenté d'analyser les transactions internationales : l'une mettant en valeur les effets de prix, l'autre les effets de revenu. Certes, M. Meade n'est pas le seul à avoir tenté une pareille conjonction; mais nous croyons qu'il est le seul à l'avoir fait sur pareille échelle.

\*  
\*\*

Dès la *Préface*, le lecteur se trouve prévenu de trois partis pris.

Tout d'abord, il ne doit s'attendre à trouver que *peu de références et de notes*. Non que l'auteur cherche à minimiser ses très nombreux recours aux travaux antérieurs; mais, le but de son ouvrage étant pas de faire l'histoire des idées, les moyens mis en œuvre étant très personnels, il faut reconnaître qu'il eût été malaisé d'imputer son dû à chaque source. Pour la même raison, on ne trouvera pas, dans ces pages, le rappel de polémiques même bruyantes : les résultats sont donnés positivement et liés à la seule conception d'ensemble de l'auteur. Ce procédé, qui n'est pas sans inconvénient, évite du moins l'insatisfaction que laissent, sur un sujet chargé d'un aussi lourd passé doctrinal, les présentations successives des débats traditionnels.

En deuxième lieu, le volume principal est *systématiquement dépourvu de tout appareil mathématique*. Non que la mathématique soit négligée ou méprisée. Mais elle est intégralement rejetée dans un *Supplément mathématique* présenté séparément. Cette procédure offre évidemment de grands avantages pour le lecteur non mathématicien. Elle ne paraît pas présenter, pour le mathématicien, d'inconvénient majeur.

3. Notamment par l'ouvrage de M. Barnérias et l'excellente thèse de M. Niveau, dactylographiée, Poitiers, 1952.

Enfin, l'auteur, conscient de ne vouloir être ni « *a tool-maker* », ni « *a tool-user* », mais « *a tool-setter* », néglige, par principe, le *recours à la statistique et à l'économétrie*. On ne trouvera ni application des principes à des cas concrets, ni observation de séquences passées, ni discussion sur les instruments de prévision. Les calculs d'élasticités, en particulier, bien que très importants, lui paraissent encore trop incertains pour qu'on puisse fonder sur eux un optimisme ou un pessimisme.

Acceptons donc avec reconnaissance ce qui nous est fourni, c'est-à-dire une large construction théorique cohérente.

Il serait, naturellement, absurde, devant les dimensions de cette construction, de lui reprocher de ne pas tout abriter. Un deuxième volume est annoncé. Tout oblige à le créditer d'avance de ce qu'il promet. Une réserve peut être faite toutefois sur la répartition des matières entre les deux volumes.

Le premier traite « *des aspects internationaux de deux problèmes étroitement liés : celui de la défense de l'équilibre dans les paiements financiers entre nations, et celui, simultané, du maintien du plein emploi domestique à l'intérieur de chaque nation* ».

Dans le second seront considérés les contrôles, les migrations des travailleurs et des capitaux, du point de vue de leurs effets *non sur le niveau de l'emploi et des balances des paiements, « mais sur l'efficacité de l'emploi des ressources mondiales, sur le volume total de ces ressources et la distribution du revenu mondial entre les pays »* (p. 1).

Ainsi, les problèmes de l'équilibre sous leur forme traditionnelle figurent dans le premier volume; ceux du développement dans le second.

Une inversion des présentations, analogue à celle qu'adoptaient les traités traditionnels partant généralement d'une description des structures dominée par la *théorie des coûts comparatifs*, ne serait-elle pas plus avantageuse ? On a le droit de se le demander.

Dans l'optique des nations et des puissances publiques qui les représentent, optique « séculaire » par essence, les objectifs de croissance et d'intégration sont des objectifs de premier rang, en fonction desquels les autres doivent s'ordonner. Ce sont encore des objectifs de croissance et d'intégration que poursuivent les firmes oligopolistiques ou les groupes de firmes. Ce sont eux qui règlent les flux de transferts internationaux. La confrontation de décisions prises en vertu de plans à plus ou moins long terme définit les structures nationales, leur sensibilité et les caractères de leurs relations externes.

La règle du plein emploi n'a ni une signification universelle, ni un sens rigoureusement déterminé. Même jointe à la règle de l'équilibre externe, elle ne saurait suffire comme critère d'option aux États. Elle ne leur suffit pas, d'ailleurs, comme le prouvent les objectifs actuels de l'Europe et des pays sous-développés. Quant à la définition de « *la position atteinte par l'usage de toutes les interventions requises à l'obtention du revenu réel mondial maximum*,



dite *modified free-trade position* » (p. 326), on voit mal quel sens elle peut prendre dans une optique de courte durée.

Accessoirement, le report à plus tard de l'examen en longue durée amène à certaines simplifications : il donne la prééminence au prix de marché soumis aux fluctuations de la demande sur le prix normal, comme le montre Graham. Il amène à négliger les actions d'entraînement d'une économie sur une autre économie. Il entraîne, enfin, à ne pas accorder aux situations de concurrence monopolistique une attention correspondant à leur importance réelle.

Etant entendu que ces diverses considérations viendront plus tard, l'ouvrage actuel porte exclusivement sur les conflits entre équilibre interne et externe, ainsi que sur les options politiques que ces conflits ouvrent. Il se divise en *six parties*.

\*  
\* \*

Dans la première, les quantités globales fondamentales sont définies. Le compte des transactions internationales est divisé en *compte commercial* et *compte des transferts*. Une telle division présente de grands avantages pratiques. On peut admettre avec M. Meade que, parmi les *transferts*, figurent à côté des *transferts non requis* (dons...) des *transferts requis* (mouvements de capitaux). Sans doute, la dénomination apparemment paradoxale des transferts requis pourrait appeler de plus larges explications. N'ayant pas évoqué les réseaux entre secteurs ni les systèmes comptables de Frisch et de Aukrust, M. Meade en donne une justification sommaire. Il n'en reste pas moins que le choix peut se justifier si l'on maintient que le transfert est défini, *du point de vue de la période envisagée*, par l'inexistence d'un contre-flux disponible dans la période.

La préférence donnée sans discussion à l'*optique nationale* sur l'*optique territoriale* est davantage, à notre sens, sujette à caution, surtout si l'on considère les préoccupations générales de l'auteur. Quelle action l'Etat national, par sa politique financière ou commerciale, nécessairement localisée dans les frontières géographiques, peut-il exercer sur les facteurs de production nationaux utilisés à l'extérieur ? Quelles relations, autres qu'extérieures, y a-t-il entre l'utilisation de ces facteurs et le comportement de l'ensemble territorial, notamment la dépense domestique ? Tout facteur expatrié, dans la plupart des cas pratiques, est en relation beaucoup plus étroite avec le milieu extérieur qu'avec le milieu d'origine dont, juridiquement, il continue à dépendre. C'est pourquoi la notion de revenu territorial serait avantageusement substituée, en particulier ici, à celle de revenu national.

Enfin, le point de vue adopté est *exclusivement financier* : les seuls flux définis sont des flux financiers, ce qui suppose que les flux réels sont toujours induits. Cette optique se rattache à l'idée d'une prééminence de la demande. Elle est discutable comme telle. C'est indirectement et illogiquement qu'en l'absence d'une comptabilité réelle



on pourra traiter des variations autonomes et induites des flux réels : dons réels, variations de la productivité industrielle ou des récoltes, substitution d'une importation d'une nature à une importation d'autre nature, rôle des « importations-clés » par leur nature.

Les concepts habituels de *revenu national distribué* et de *dépense nationale* sont repris. Ils reçoivent, toujours comme d'habitude, les définitions nécessaires à les rendre équivalents au concept de production nationale. Mais la catégorie la plus importante et la plus employée dans le cours du volume est celle de *dépense domestique*. On admettra que :

« *Dépense domestique* » égale « *achat national de produits nationaux* » plus « *achat national d'importations* » ;

soit :

« *Production nationale* » moins « *exportations* » plus « *importations* ».

D'autre part, la « *dépense nationale* » serait égale à la « *dépense domestique* » moins les « *importations* » plus les « *exportations* » ; c'est-à-dire que ce serait la dépense consacrée à l'achat de produits nationaux, forcément égale « *ex post* » à la « *production nationale* ».

On voit que le concept de *dépense domestique* est sensiblement équivalent à celui de « *disponibilité nationale* » utilisé en certaines comptabilités et présenté ici sous son aspect financier. Il correspond aussi au « *revenu disponible* » d'Aukrust <sup>4</sup>.

Il est, en effet, essentiel d'isoler cette grandeur déterminante de la demande nationale et susceptible de faire directement apparaître l'effet des transferts reçus sur la demande. Un pays totalement ruiné, par exemple, ne produisant rien et achetant au dehors tout ce qui lui est nécessaire sur des fonds fournis par prêts ou par dons, aurait une « *dépense nationale* » nulle et une « *dépense domestique* » se traduisant en importations d'un montant exactement égal à celui des transferts reçus.

Notons, cependant, que l'expression de « *dépense domestique* » n'est peut-être pas très heureuse, le qualificatif étant pris ici dans un sens différent de celui qu'il faut lui donner dans une autre expression courante, celle de « *marché domestique* ».

Notons aussi que la « *propension marginale à importer* » est définie par M. Meade en fonction de la « *dépense domestique* » et non du revenu national, contrairement à ce qui est généralement fait dans les autres études théoriques et les calculs économétriques. Le procédé n'a pas d'inconvénient majeur, mais il faut observer que la grandeur de base est supérieure à la grandeur traditionnelle si la balance commerciale est débitrice, et inférieure si elle est créditrice.

4. On trouvera l'article d'Aukrust dans la *Review of Economic Studies*, 1931. Voir aussi notre *Note sur la comptabilité nationale externe*, dans *Le revenu national*. Etudes et travaux du Conseil économique, Paris, Presses universitaires, 1951, et l'étude de M. Baichère en annexe au *Cahier sur l'investissement international* (Morphologie), publiée sous notre direction par l'I. S. E. A. (1951).

Enfin, il paraîtrait, pour ne pas préjuger « *ex ante* » d'une égalité réalisée « *ex post* », préférable de définir la « *dépense domestique* » par la somme de la « *production nationale* » et des « *transferts nets reçus* », plutôt que par la différence entre la « *production nationale* » et la « *balance commerciale* ».

\*  
\* \*

La deuxième partie est consacrée à l'économie neutre, c'est-à-dire à celle qui ne comporte pas de variations politiques (celles-ci étant opposées, en raison de la nature du sujet traité, tant aux variations autonomes qu'aux variations induites). Les conditions d'une économie neutre sont définies comme a-politiques : constance de la politique financière (fiscale et monétaire), de la politique commerciale, des taux de salaires et de change. Dans un milieu ainsi défini, des changements autonomes peuvent intervenir et induire soit des effets de revenu, soit des effets de prix.

L'auteur commence son examen par les effets de revenu. Il renonce volontairement dans cette analyse à la présentation par période (p. viii). Y a-t-il vraiment un avantage à cette renonciation ? Nous ne le croyons pas. Une preuve suffisante nous en paraît fournie par le texte lui-même :

« Dans l'analyse ci-dessus, écrit M. Meade, nous avons comparé le nouvel équilibre qui sera finalement atteint après l'accroissement spontané de la dépense domestique, avec l'équilibre qui existait auparavant. Nous n'avons absolument pas considéré ce qui a pu arriver pendant le processus de changement; parce que nous avons entièrement négligé les effets de deux types de facteurs qui ne peuvent opérer que pendant le processus de changement. » (p. 55.)

Ces deux facteurs sont les « *time-lags* » et le « *rythme de changement* ». « A cause des « *time-lags* » nous devons lier le niveau de la dépense de revenu induite en un point du temps, non au niveau du revenu national au même point, mais au niveau du revenu national à quelque point antérieur. Quand un nouvel équilibre aura été atteint (en note : « *if it is ever reached* »), l'existence de tels *time-lags* cessera, bien sûr, d'avoir la moindre signification. » (p. 56.) Quant au rythme de changement, il détermine la mise en œuvre du principe d'accélération.

On reconnaît un peu plus loin que la négligence de ces facteurs temporels et des modèles datés qu'ils impliqueraient ne pourrait être admise que si le processus de changement n'affectait pas la position finale d'équilibre : « Malheureusement, ceci n'est pas toujours le cas. *Time-lags* et principe d'accélération peuvent faire qu'un faible trouble spontané, au lieu d'entraîner l'économie à se déplacer modérément d'une position d'équilibre à une autre détermine soit inflation ou déflation illimitées, soit mouvement oscillatoire. » (p. 58.)

On pourrait malaisément se satisfaire de la conclusion de M. Meade

sur ce point : « *Il est cependant très probable qu'en fait... l'économie s'arrêtera finalement à un nouvel équilibre. Dans le reste de ce volume, nous supposons que tel est le cas, et nous nous limiterons à la comparaison des deux positions d'équilibre... Il doit être observé que notre analyse est incomplète. En fait, le système économique peut, en certains cas, être moins stable que nous ne le supposons, de telle sorte que des mesures de politique gouvernementale plus larges que celles que nous recommanderons seront, en certains cas, nécessaires pour maintenir le plein équilibre.* » (P. 59.)

Lorsque, de l'analyse en termes de revenu on passe à l'analyse en termes de prix, on voit mal comment peut être respectée la décision initiale de négligence des « *time-lags* ». En fait, elle ne peut l'être. Le parti pris aboutit seulement à éliminer de la deuxième partie, ici considérée, tout appel à la plus ou moins grande *flexibilité des prix* de chaque système national, l'examen de ces considérations étant rejeté assez loin jusqu'au chapitre XVIII. Il en résulte que, dans cette partie, l'approche de la théorie des échanges internationaux, du point de vue des prix, adoptée par M. Meade, semble entièrement conforme à la tradition des « *valeurs internationales* » et tombe, à cet égard, sous les objections présentées par Graham. Dans le cadre des données admises, la mutation de la demande (dépense domestique) apparaît comme une cause, et une mutation conséquente du taux des échanges apparaît comme un instrument d'équilibre.

Sans affirmer que toujours l'accroissement de la demande domestique doive se traduire par la hausse des prix des produits exportés par rapport aux prix des produits importés, notre auteur pense que cette situation est la plus probable : « *Un accroissement de la dépense domestique en A causera probablement un plus fort accroissement proportionnel dans la demande des produits de A que dans celle des produits de B, et ainsi, si les élasticités réelles de l'offre en A et B sont les mêmes, une hausse proportionnelle plus grande dans les prix de A que dans ceux de B.* » (p. 66.)

Les justes réserves théoriques faites par M. Meade rendent son raisonnement assurément inattaquable en théorie. Mais faut-il conserver le sentiment qu'il donne d'une *plus grande probabilité* vers une orientation des « *net barter terms of trade* » en tel ou tel sens ? Une telle prédiction supposerait une spécialisation rigoureuse des nations en présence, de telle sorte que le système des prix serait une réalité internationale et non interne. Elle supposerait aussi que l'on puisse considérer une seule propension marginale à importer comme valable pour l'ensemble des produits et l'ensemble des pays ; alors que tout change si la tendance à l'importation s'exerce sur un produit ou sur plusieurs, sur tel ou tel, en provenance de tel ou de tel pays. Enfin, les différences d'élasticités dans l'offre, loin d'être exceptionnelles, semblent la règle pour les produits de deux nations spécialisées l'une dans le primaire, l'autre dans le secondaire. En conséquence, et quelles que soient les valeurs des propensions



marginales à importer, il ne semble pas que l'on puisse établir une règle générale ou prédominante du sens de l'évolution du taux des échanges réels à la suite d'un accroissement local de la dépense. Tout dépend de relations de structures et de positions, ce qui, incidemment, eût justifié que cette dernière étude fût entreprise d'abord.

Si l'on refuse d'admettre que l'effet des modifications des « *terms of trade* » vienne jouer en faveur du redressement des balances, cela ne veut pas dire, pour autant, que l'on se refuse à envisager tout effet de prix. Mais les effets considérés sont ceux mis en valeur par un second aspect de la théorie classique et rangés ici au chapitre XVIII, dans lequel l'opposition du marché domestique et du marché international est mise en valeur. La description du mécanisme des prix est là justement entreprise en fonction des « *time lags* » et des élasticités d'offre. L'action plus ou moins systématique des oligopoles sur les prix pourrait venir en compte à côté de celle de l'Etat et de celle de la spéculation.

\*  
\*\*

Dans une troisième partie consacrée à la *politique financière*, les effets des *mesures fiscales* et *monétaires* susceptibles d'être prises par les pouvoirs publics sont envisagés. Dès lors, les hypothèses de demande publique constante, de constance des taux d'imposition et d'intérêt, sont abandonnées, tandis que celles de constance des salaires et du taux de change sont maintenues.

Un des tableaux les plus intéressants de l'ouvrage (p. 117) marque le conflit entre les diverses politiques que peuvent suivre les pouvoirs publics, selon qu'ils considèrent les intérêts de l'équilibre interne de leur propre nation, ceux de son équilibre externe ou ceux de l'étranger, ainsi que le conflit entre les diverses politiques possibles pour deux nations.

Un chapitre, qui se présente comme une simple note, traite des multiplicateurs.

\*  
\*\*

Dans une quatrième partie consacrée aux ajustements par les prix, « nous introduisons la possibilité d'altérations dans le niveau général des prix qui sont déterminées comme un acte politique par les autorités de l'un ou l'autre des deux pays expressément en vue d'exercer une influence sur l'équilibre interne et externe du pays intéressé » (p. 151).

Cette optique est significative de l'intervalle qui sépare la doctrine de M. Meade du classicisme traditionnel et de ses automatismes. En ce qui concerne les adaptations du change, l'hypothèse d'étalon-or est examinée la première et comparée à l'action de taux de change variables. La solution dans les deux cas paraît analogue. Dans l'un et l'autre, le rétablissement de l'équilibre externe, à la suite d'un mouvement spontané provenant par exemple de la sortie des capitaux,



apparaît comme conditionné par deux séries de coefficients, toutes réserves étant minutieusement faites sur les autres données (V. tableau XIII, p. 192) :

- la somme des propensions marginales à importer doit être inférieure à l'unité;
- la somme des élasticités de la demande d'importation doit être supérieure à l'unité.

La première condition étant généralement remplie, l'accent doit porter surtout sur la seconde.

En outre, il doit être satisfait à cinq exigences : flexibilité des taux de salaires réels; répartition des ajustements de prix entre pays excédentaires et déficitaires; réserves adéquates de moyens de paiement internationaux; politique commerciale non restrictive; absence d'endettement en monnaie fixe.

Un chapitre sur la spéculation (chap. XVII) figure parmi les meilleurs du volume.

Il convient de mettre en garde le lecteur contre le danger de prendre des conclusions trop rapides sur le vu de modèles nécessairement très simplifiés; la référence au texte seul, toujours scrupuleusement soigneux de préciser les conditions de jeu des modèles, peut permettre d'éviter des conclusions trop schématiques.

C'est ainsi qu'en présence de la référence fréquente au théorème des élasticités critiques, il ne faut pas oublier les conditions dans lesquelles notre auteur a établi qu'il peut être mis en cause, notamment celle qui concerne les élasticités de l'offre et la durée par rapport à laquelle ces élasticités de l'offre sont définies<sup>5</sup>.

\*  
\* \*

La cinquième partie est consacrée aux contrôles directs. « On entend par là toute mesure d'intervention gouvernementale ayant pour objet direct l'accroissement ou la réduction de quelque groupe particulier de paiement ou de recette inscrit dans la balance des paiements. » (P. 263.) Les variations de tarif douanier et les primes à l'exportation figurent donc parmi les contrôles directs. On distinguera les contrôles financiers (contrôles de changes et contrôles fiscaux) et les contrôles commerciaux. On examinera les divers domaines dans lesquels ces contrôles peuvent jouer.

Si les cinq conditions définies dans la quatrième partie sont remplies et si, comme on le pense, la somme des propensions marginales à importer est suffisante, le recours aux contrôles directs se justifiera

5. Nous avons discuté le théorème des élasticités critiques dans notre contribution sur les *Relations économiques internationales* au tome II du *Traité d'économie politique*, publié sous la direction de M. Louis Baudin (Paris, Dalloz, 1932) et plus longuement dans notre *Cours de doctorat* (Paris, Les Cours de droit, 1932).

exclusivement par l'insuffisance des élasticités-prix, au moins dans le cadre des données de courte durée définies par ce volume.

En somme, on peut ici se référer à la question que posait l'auteur dans une des premières pages (p. viii) et à la réponse qu'il donnait : « *L'ultime réconciliation des équilibres domestique et international doit-elle être obtenue grâce à des ajustements de prix (par exemple, dépréciation du change), ou grâce à des contrôles directs (par exemple, restriction d'importation) ? C'est, sans doute, répondait-il, la principale thèse de ce livre que, si la demande dans le commerce international est raisonnablement sensible au changement dans les prix relatifs, de telle sorte que les produits d'un pays se substituent à ceux d'un autre, si leurs prix tombent relativement à ceux d'un autre, la méthode des ajustements de prix est grandement préférable. Mais si la demande dans le commerce international est insensible, alors, forcément, il faudra recourir aux contrôles directs.* »

Entre la solution qui a ses préférences et l'*ultima ratio* des contrôles directs, M. Meade croit pouvoir établir une grande différence de probabilités. Comme on l'a dit toutefois, il ne pense pas pouvoir utilement fonder son optimisme sur la discussion des calculs économiques. Il estime cependant cet optimisme raisonnable si deux conditions sont remplies : absence de trop d'obstacles au commerce; acceptation de la nécessité d'une certaine durée au cours de laquelle les ajustements s'opéreraient. On remarquera qu'il peut résulter de cette dernière condition l'admission de certains contrôles provisoires.

On notera tout particulièrement dans cette partie le chapitre XXII, consacré aux contrôles des mouvements de capitaux. On pourrait, par contre, souhaiter une discussion plus complète sur « l'économie « welfare » mondial et national. Nous lisons, par exemple (p. 25) : « *que le revenu réel mondial est maximisé quand il est impossible d'améliorer la situation des résidents d'un pays sans détériorer celle des résidents d'un autre pays.* » Ceci, qui semble incontestable dans l'optique de courte durée adoptée en ce volume, serait matière à qualification si la courte durée n'était pas prise comme donnée : le don de communauté nationale à communauté nationale, soit dans l'ensemble du monde, soit à l'intérieur des zones de solidarité déterminées, a paru, en somme, à toute époque, un des moyens de maximiser le revenu réel mondial en longue durée. Et cependant, son effet de courte durée est la réduction du revenu réel des donataires.

\*  
\*\*

La sixième partie est consacrée au réseau des paiements mondiaux. Elle décrit, au moyen de modèles à double entrée, les relations entre plusieurs pays et fait entrer en compte les ajustements polygonaux de prix et de revenu.

Les avantages et les inconvénients des contrôles discriminatoires par rapport aux non-discriminatoires sont examinés. Une réponse très nuancée est donnée, qui renvoie en partie au volume ultérieur. L'appréciation des uns par rapport aux autres dépend, en effet, de

l'optique dans laquelle on se place. Au point de vue de l'obtention de l'équilibre externe, les contrôles discriminatoires semblent supérieurs. Il se peut même, en certaines conditions extrêmes, que la discrimination rapproche davantage les nations des conditions idéales de libre-échange que ne le ferait la non-discrimination. Cependant, nous sommes amené à prévoir que le deuxième volume, en se plaçant au point de vue de l'économic welfare, établira qu'à ce point de vue, un système de tarifs faibles mais discriminatoires sera plus dangereux qu'un système de tarifs élevés et non discriminatoires.

\*  
\*\*

Rappelons que ce volume est suivi d'un *Supplément mathématique*.

\*  
\*\*

Les quelques débats que nous avons ouverts à propos de points particuliers de l'ensemble si vaste et si cohérent présenté par M. Meade se justifient exclusivement par l'intérêt et la portée que cet ensemble présente. On ne saurait trop admirer la probité scientifique et la logique dont notre auteur donne une nouvelle preuve. Elles l'entraînent, comme on l'a vu, à une nouvelle manifestation de la « *liberal-socialist solution* » à laquelle il est attaché. Comme cette solution suppose une révision scrupuleuse de toutes les positions théoriques anciennes à la lumière de tous les apports théoriques nouveaux et de toutes les difficultés pratiques rencontrées, ceux mêmes qui ne souscriraient pas à toutes les conclusions de l'auteur lui doivent une grande reconnaissance pour ce très précieux volume.

Maurice Bré.

## UNE NOUVELLE TECHNIQUE ECONOMIQUE : LES PROGRAMMES LINEAIRES

1. — Le foisonnement des techniques économiques est peut-être une des caractéristiques de l'économie contemporaine; chaque fois qu'un nouveau problème se pose — et la période d'après guerre est féconde en cette matière — il se trouve des économistes d'action pour proposer comme solution une nouvelle méthode, qui souvent se traduit concrètement par la mise sur pied d'un nouvel organisme (Cf. par exemple la multiplicité des organismes destinés à développer et régulariser les échanges internationaux). La mise en application de ces méthodes pose souvent des problèmes délicats auxquels parfois on attache beaucoup plus d'importance et auxquels on consacre beaucoup plus d'attention qu'aux véritables problèmes économiques fondamentaux dont l'existence a cependant provoqué la mise en œuvre de ces méthodes.



En résulte-t-il que toute technique économique soit mauvaise ou néfaste ? Evidemment non, car comment la science économique, au fur et à mesure qu'elle se crée, pourrait-elle servir à l'action sans la mise en œuvre de certaines techniques ? Le problème n'est pas de les garder ou de les rejeter en totalité, mais de choisir celles qui sont les mieux adaptées aux problèmes particuliers qui se posent, et surtout de ne jamais devenir leur esclave, c'est-à-dire de connaître leurs limites et de savoir les abandonner lorsqu'elles se révèlent inefficaces, ou lorsque, la nature du problème ayant changé, leur emploi n'est plus justifié.

Il y a d'ailleurs lieu de distinguer entre les techniques tellement particulières qu'elles deviennent presque des tours de main ou des recettes, et les techniques générales susceptibles d'applications variées. Tout en sachant que leur raffinement n'est qu'une des fonctions de l'économiste, dont le rôle principal est de rechercher les causes profondes des phénomènes économiques, on peut considérer comme utile de disséquer quelque peu celles qui semblent souffrir un emploi assez général, ne fût-ce que pour bien délimiter leur domaine d'application. C'est à un travail de ce genre qu'on s'est livré, dans les pages qui suivent, sur les programmes linéaires<sup>1</sup> (*linear programming*).

2. — La technique des programmes linéaires, relativement récente, présente la particularité intéressante d'avoir été élaborée simultanément par des économistes théoriciens, et par des praticiens peu ou prou économistes. Dans la préface de l'ouvrage collectif *Activity analysis of production and allocation* (Cowles Commission Monograph, n° 43), qui rassemble des articles nombreux et divers sur ce sujet, Koopmans relève quatre sources d'inspiration principales :

a) des discussions théoriques sur des généralisations des systèmes walrasiens, et sur le problème de l'existence et de l'unicité de la solution d'un tel système (Neisser, von Stackelberg, Wald, etc.). Von Neumann était allé un peu plus loin en étudiant un modèle qui était dans une certaine mesure dynamique.

b) l'ensemble des contributions à la théorie de l'économie de bien-être, en particulier celles qui ont suivi les travaux de Pareto, et qui font usage de sa définition de l'optimum (celui-ci étant réalisé s'il est impossible, même par une redistribution, d'augmenter la satisfaction d'un individu sans diminuer celle d'un autre individu), ainsi que les discussions sur la possibilité du calcul économique dans une société socialiste;

c) les travaux sur les relations inter-industries, créés et développés par Leontief, et effectués maintenant dans un certain nombre de pays;

d) l'étude de problèmes de planning et de répartition des ressources dans l'organisation de la défense nationale ou la conduite de la guerre

1. Ainsi nommés parce que dans les équations n'interviennent que des variables au premier degré.

(tout particulièrement à l'U. S. Department of the Air Force, avec G. B. Dantzig et Marshall K. Wood).

3. — Comme beaucoup d'ouvrages collectifs, celui-ci manque un peu de cohésion. Il est toutefois possible d'y dégager deux ordres de préoccupations essentielles. Le premier porte sur des questions de théorie économique, la principale étant le problème classique de l'utilisation de ressources limitées en quantité pour réaliser un optimum parétien; c'est un prolongement des travaux auxquels on a fait allusion dans la source b) ci-dessus. L'autre catégorie de contributions s'attache au contraire à l'élaboration d'une technique applicable à des problèmes concrets. L'unité logique de ces deux types de problèmes est d'ailleurs profonde<sup>2</sup>.

Les chapitres de théorie économique se présentent comme l'application de cette nouvelle approche à des problèmes bien connus; cela conduit, dans le cas de Koopmans en particulier, à une présentation intéressante, parce que peut-être plus claire et plus intuitive que les présentations analytiques du problème de l'utilisation optimum des ressources; mais, en définitive, cela n'a pas apporté jusqu'à présent beaucoup de résultats nouveaux<sup>3</sup>. L'utilisation de cette technique pour des problèmes pratiques semble, par contre, pouvoir se révéler efficace, et c'est uniquement à titre d'outils qu'on va dans ce qui suit décrire les programmes linéaires.

4. — Le type général de problèmes auxquels ces programmes sont applicables est celui de la gestion optimum d'un organisme complexe au sein duquel il est possible de distinguer plusieurs activités différentes : à quel niveau faut-il faire pousser ces diverses activités pour réaliser un certain objectif ? Pour poser le problème de façon précise, on voit donc qu'il faut disposer d'une description de l'organisme et d'une expression précise de l'objectif.

On a utilisé à dessein le mot assez vague d'organisme, pour ne pas laisser préjuger de la nature de celui-ci. En effet, comme on le verra mieux plus loin, cet organisme peut théoriquement représenter des choses aussi différentes qu'une entreprise, toute une industrie, ou même l'ensemble de l'économie nationale; il peut même éventuellement être de nature extra-économique.

5. — Le fonctionnement de l'organisme considéré permet la transformation d'un certain ensemble de biens en un ensemble d'autres biens plus désirables (la transformation pouvant d'ailleurs consister simplement dans le transport d'un bien d'un point à un autre, ou sa conservation pendant un certain temps). Ces transformations se font au sein d'activités dont chacune est caractérisée par les biens entrants et les biens sortants (*input* et *output* dans la terminologie

2. Gale, Kuhn et Tucker, *loc. cit.*, chap. xix.

3. Il faut noter que les articles contenus dans ce volume furent écrits à l'occasion d'une conférence qui s'est tenue en juin 1949 et que les recherches continuent activement (Cf., par exemple, Gérard Debreu, *The coefficient of resource utilisation*, *Econometrica*, juillet 1951).

anglo-saxonne) et par les rapports des quantités de ces biens; d'ailleurs, si on se définit un taux de marche unité, les quantités de biens entrants et sortants correspondantes deviennent des coefficients structurels caractérisant l'activité: en effet, sur la nature des diverses activités, on fait l'hypothèse de divisibilité: chacune est susceptible d'expansion ou de réduction proportionnelle continue. Ceci exprime qu'on néglige les indivisibilités de la production, et implique un rendement constant. Il s'agit là d'une restriction très importante, mais cependant moins irréaliste qu'on ne pourrait le craindre *a priori*, comme on le verra plus loin. Deux activités sont différentes, soit si l'ensemble des biens qui leur sont associés sont différents, soit, dans le cas où ces ensembles sont les mêmes, si les coefficients structurels sont dans des rapports différents. L'ensemble des coefficients structurels suffit donc à définir avec précision une activité.

Une seconde hypothèse faite sur les activités est celle de leur additivité: on suppose qu'on peut en mettre plusieurs en jeu simultanément, sans que leurs coefficients structurels (techniques) soient modifiés (à condition de respecter les conditions aux limites du problème, par exemple la limitation de certaines matières premières).

On peut alors définir un certain nombre d'activités de base, dont les autres se déduisent par une combinaison linéaire à coefficients positifs, et la « technologie » de l'organisme est définie par l'ensemble de leurs coefficients structurels (Précisons que la technologie complète comprend toutes les activités *possibles*, y compris celles qui ne sont pas effectivement mises en œuvre, un des problèmes étant précisément de choisir celles qu'on utilisera).

6. — *L'objectif*. — La définition précise de l'objectif, aussi importante qu'une bonne connaissance de la technologie, soulève peut-être plus de difficultés. Comme le fait remarquer Marshall Wood<sup>4</sup>, il est nécessaire de disposer d'une formulation des objectifs plus précise que celle couramment employée. En général, les gens qui font des plans expriment leurs desiderata sous forme de moyens qui seraient à réaliser, et non de buts qui seraient à atteindre; ils ont l'habitude de traduire directement, d'une façon plus ou moins subjective, leurs objectifs en termes de mesures à prendre, et ce n'est qu'à ce stade qu'ils posent le problème. En fait, les desiderata doivent au contraire être exprimés en termes de fins, ce qui permet de considérer des moyens alternatifs et de choisir celui qui réalise l'optimum.

Cette présentation différente des problèmes économiques n'est d'ailleurs pas l'apanage des programmes linéaires, mais elle est fondamentale pour tous les modèles élaborés en vue du choix d'une politique économique: c'est par exemple le cas du modèle-décision de Frisch<sup>5</sup>. Ici, de façon extrêmement générale, on cherche à rendre une certaine quantité maximum (ou minimum); il ne peut s'agir de

4. *Loc. cit.*, p. 17.

5. Ragnar Frisch. *L'emploi des modèles pour l'élaboration d'une politique économique rationnelle*, *Revue d'économie politique*, septembre et novembre 1950, p. 474-498 et 601-634.



plus d'une quantité, sinon le problème n'aurait plus une solution unique, et on retomberait sur des problèmes d'optimum parétien tels que ceux qui ont été cités au début; or, un problème concret doit en général avoir une solution (ou un nombre fini de solutions, mais non un ensemble continu). Par suite, si l'objectif est d'obtenir un certain ensemble de biens avec le « minimum » des facteurs de production, le problème ne sera résolu que si on introduit un élément commun à tous ces facteurs, et qui sera, par exemple, leur valeur, calculée à l'aide d'un certain système de prix; on pourrait également déterminer les taux de marche des différentes activités de façon à rendre minimum le volume de travail nécessaire.

7. — Dans certains cas, on cherche à déterminer les taux de marche optimum d'un organisme qui aura un régime permanent. Tel est le cas de régime nutritif optimum de Stigler<sup>6</sup>: connaissant la quantité des différents principes nutritifs que contient chaque aliment, et le prix de ces aliments, on recherche la composition d'un régime qui donnerait au moins la quantité des principes nutritifs jugée désirable, tout en coûtant le moins cher possible. Il s'agit là d'un problème statique, l'objectif étant défini par un ensemble de biens désirés, et une certaine quantité (le coût du régime) à rendre minimum.

Quel que soit le mépris en lequel certains auteurs contemporains tiennent la statique, il est évident qu'un grand nombre de problèmes pratiques peuvent être résolus sans faire appel à la dynamique. Tel serait, par exemple, le cas suivant<sup>7</sup>: déterminer, pour une entreprise à produits multiples (et non rigidement liés), le volume optimum de la production de chaque produit (pour un équipement — et par suite une capacité globale de production — donnés), l'optimum étant défini par la maximisation des bénéfices nets de l'entreprise<sup>7 bis</sup>.

L'existence d'un certain équipement impose des restrictions au choix des quantités respectives de produits à fabriquer; dans de nombreux cas, ces restrictions peuvent s'exprimer, au moins en première approximation, sous une forme linéaire: par exemple, aux différents stades de la production, la somme totale des quantités de produits œuvrés, pondérée par des coefficients de nature technique, est constante. D'autre part, les relations entre flux entrants et flux sortants peuvent également, toujours en première approximation, être mises sous forme linéaire. Enfin, la quantité à rendre maximum, le bénéfice, s'exprime aussi linéairement en fonction des flux entrants et sortants (pour ce problème particulier, on peut négliger les frais fixes, constants, quelle

6. George F. Stigler, *The cost of subsistence*, *Journal of Farm Economics* Vol. 27, mai 1943, p. 303-314.

7. Dans l'ouvrage collectif cité plus haut, on a pris comme exemple un problème de transport, le planning (statif) du pont aérien de Berlin, etc. Nous avons jugé intéressant d'imaginer un exemple emprunté à l'économie d'entreprise, car, en dehors des périodes de mobilisation économique c'est dans ce domaine que la technique des programmes linéaires semble le plus directement applicable.

7 bis. Cette note était déjà envoyée à l'éditeur lorsque j'ai pu prendre connaissance de l'intéressant ouvrage de Robert Dorfman: *Application of linear programming to the theory of the firm*.

que soit la combinaison productive choisie). On a ainsi un système d'égalité et d'inégalités linéaires, avec une expression, également linéaire, à maximiser<sup>8</sup>.

Il est bien évident qu'au cours du temps, les prix varient, et, par suite, également la solution optimum. Il n'en reste pas moins qu'il est impossible, dans une usine, de modifier constamment la production, et que, une fois choisi, un programme de fabrication doit être suivi pendant un certain temps. Par suite, il suffit au chef d'entreprise de disposer de solutions à différentes dates, c'est-à-dire de résoudre des problèmes statiques. Remarquons d'ailleurs que la comparaison des bénéfices pour différents programmes lui permet de déterminer si le gain qu'il peut escompter (moyennant des hypothèses sur l'évolution ultérieure des prix) en abandonnant son programme actuel pour passer à celui qui serait optimum, est suffisant pour compenser les coûts qu'occasionne le passage d'un programme à un autre (études, modification des lignes de machines, adaptation du personnel).

8. — Bien que des programmes purement statiques puissent rendre de très grands services, il est préférable, dans de nombreux cas, de disposer de formulations cinématiques<sup>9</sup>. Il faut noter tout de suite que celles-ci en sont encore au stade des élaborations, et que l'outil cinématique n'est pas encore complètement fabriqué. Indiquons néanmoins un certain nombre de ses particularités.

Tout d'abord, les données de la « technologie » doivent être complétées par la connaissance des décalages, dus à des causes techniques, entre la production des diverses activités; il est essentiel de savoir à quelle date il faut élever le taux de marche de l'activité  $i$ , pour que l'activité  $j$ , qui est son client, puisse voir son propre taux de marche s'élever lui aussi à une date fixée à l'avance<sup>10</sup>.

La variation au cours du temps des taux de marche des différentes activités peut également poser le problème des capacités de production. Jusqu'à présent, il a été passé sous silence, parce que, dans un problème de régime permanent, on peut supposer que la période des adaptations est terminée. Par contre, dans un régime variable, l'existence de goulots peut tout perturber. Pour établir le programme, il est nécessaire de disposer de renseignements sur les capacités de production, et, éventuellement, si le programme peut impliquer l'installation de nouveaux équipements, d'informations sur les consommations nécessaires, ce qui constitue une seconde matrice technologique.

8. Cf. en annexe la formulation mathématique du problème.

9. J'emploie à dessein ce mot et non celui de dynamique, parce qu'il s'agit ici simplement de l'introduction du temps de façon formelle et non d'une recherche des causes de l'évolution, qui seule constitue réellement la dynamique.

10. La détermination de ces délais, d'origine mi-technique, mi-économique (degré d'intégration des entreprises) est d'ailleurs essentielle pour une bonne connaissance du fonctionnement de l'économie.

9. — Si on effectue une analyse de séquences, on peut tenir compte de l'équipement de la façon suivante : on considère comme flux entrant au début de la période l'équipement existant (ce qui inclut les nouveaux investissements qui viennent d'être terminés), et comme flux sortant à la fin de la période la somme du flux entrant au début de la période et des investissements nets (différence entre les investissements nouveaux terminés pendant la période et les amortissements). Dans tous les cas, l'objectif est donné pour chaque période; la seule différence avec l'analyse statique tient alors à ce que certains investissements peuvent s'étaler sur plusieurs périodes, qu'il est alors nécessaire d'envisager simultanément. Un cas plus intéressant, et plus délicat, est celui où on se donne l'objectif à atteindre après un certain délai, et où existent certaines limitations au cours de ce temps, par exemple l'impossibilité d'accroître une capacité de production à n'importe quel rythme.

La détermination des niveaux d'activité pour chaque période se fait alors de façon récurrentielle, en partant de la dernière période, et en remontant jusqu'à la première.

L'analyse de séquences permet de considérer facilement des matrices technologiques différentes suivant les périodes, ce qui peut se révéler comme très précieux pour certains problèmes particuliers.

10. — *Etendue et limites du domaine d'application.* — On a déjà signalé que l'« organisme » qu'on considérerait pouvait représenter des réalités économiques très différentes. Il est intéressant de revenir un peu sur ce point, maintenant qu'on a décrit les programmes linéaires. L'exemple imaginé plus haut était relatif à la gestion d'une entreprise à production multiple, et on concevrait très bien qu'il s'applique à toute une industrie. A l'autre bout de l'échelle, la même technique pourrait — du moins théoriquement — être employée pour une planification générale de toute l'économie, avec un but unique bien défini, par exemple pour une mobilisation économique, le but unique étant de gagner la guerre.

Il faut bien voir d'ailleurs que, sur le plan théorique, il n'y aurait pas de différence de nature entre le planning d'une entreprise et la planification de l'économie, si on pouvait définir un objectif pour le fonctionnement de l'économie, et c'est là précisément que, toujours du point de vue théorique, réside la grosse difficulté. En période de mobilisation économique, en effet, le problème est relativement simple : sur la base des consommations du temps de paix, on peut évaluer ce qui est nécessaire à la consommation civile, et on applique le reste des ressources productives du pays à la fabrication de guerre, suivant certaines priorités. Mais en temps de paix, le problème est beaucoup plus complexe, si l'on veut préserver le libre choix du consommateur, et, à ma connaissance, il n'a pas encore été résolu. On est même allé jusqu'à prétendre que, sauf si certaines conditions particulières sont réalisées, il est insoluble <sup>11</sup>.

11. Kenneth Arrow, *Social choice and individual values*, Cowles Commission, Monograph n° 12, John Wiley and Sons, 1951.



A cette raison théorique, qui écarte actuellement la planification centrale de l'économie dans un régime démocratique, s'en ajoute une autre, pragmatique, qui rend l'emploi des programmes linéaires particulièrement indiqué pour des problèmes relatifs à des organismes beaucoup moins complexes : c'est la possibilité de connaître avec précision la technologie de l'organisme et l'objectif.

Quand on a expérimenté les difficultés pratiques que soulève la construction d'une matrice des échanges inter-industries pour un pays comme la France, on acquiert les plus grands doutes sur la possibilité de mettre en œuvre, tout au moins actuellement, un programme couvrant l'ensemble de l'économie, d'autant plus que la technique exposée ci-dessus supposerait également la connaissance de procédés de production techniquement substituables à ceux qui sont effectivement employés.

Par contre, dans des domaines plus limités, il est plus facile de connaître avec une précision suffisante la technologie, et de formuler l'objectif qu'on désire atteindre. Il semble bien que ce soit à l'échelle de l'entreprise, ou de l'industrie, que la technique des programmes linéaires puisse apporter une aide intéressante à la résolution de certains problèmes complexes.

11. — Il faut évidemment tout d'abord qu'il s'agisse d'un problème d'optimum; mais c'est là un cas plus fréquent qu'il ne peut sembler à première vue; en effet, nombre de problèmes sont posés sous la forme de certains desiderata, parce qu'on a traduit les fins qu'on recherche par les moyens qu'on estime, souvent d'une façon plus ou moins intuitive, devoir permettre de les atteindre. On se pose alors des problèmes qui, mathématiquement, reviennent à la résolution d'un simple système d'équations, l'inégalité — ou les inégalités — qui traduiraient la recherche de l'optimum, ayant déjà été résolues. Ainsi, lorsqu'on utilise le modèle de Leontief<sup>12</sup> pour déterminer le taux de marche des industries nécessaire à l'obtention d'un certain ensemble de biens finaux, le problème du choix des meilleurs procédés de production est déjà résolu (en pratique, il a été résolu par le fonctionnement d'une économie de marché, dont l'observation a permis de déterminer les coefficients structurels (la matrice de Leontief est ainsi la partie effectivement « réalisée » d'une matrice technologique plus vaste, qui grouperait toutes les informations techniques disponibles à une époque donnée).

12. — La technique des programmes linéaires n'est applicable que s'il est possible de représenter l'organisme par un certain nombre d'activités à propos desquelles on puisse définir une technologie comme nous l'avons fait. Une condition qui semble à première vue très restrictive est celle de la proportionnalité des flux entrants et sortants au taux de marche de l'activité : c'est la négation des économies

12. Cf. Pierre Maillet, *Une étude d'économie synthétique : le modèle de Leontief. Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1950, p. 669-693.

dues à la production en grand. A cela, les promoteurs des programmes linéaires répondent qu'il est relativement facile de tenir compte de ces économies, en introduisant des activités supplémentaires, et en faisant correspondre à un même procédé de production différentes activités, suivant le volume de la production (géométriquement, cela revient à remplacer la courbe de coût unitaire par un polygone). Une telle réponse a d'ailleurs une valeur plus forte sur le plan théorique que sur le plan pratique, car l'introduction d'activités supplémentaires entraîne celle d'équations supplémentaires; on voit tout ce que cette dernière modification a de grave, si on se rappelle que le temps nécessaire à la résolution du système est, en gros, proportionnel au cube du nombre des équations : doubler ce nombre multiplie par 8 le temps de résolution.

Remarquons d'ailleurs que, dans de nombreux cas, les flux ne sont pas proportionnels au taux de marche à cause de l'existence de « frais fixes ». On aurait alors la possibilité, encore inexploitée semble-t-il, de relier les flux au taux de marche par une relation linéaire, et non plus par la simple proportionnalité<sup>13</sup>. Cette dernière présentation complique un peu, car elle rend nécessaire l'introduction d'une seconde matrice technologique, celle des termes constants  $a_0$ , mais cette complication est beaucoup moins grande que celle provoquée par la première suggestion, qui entraîne l'augmentation du nombre des équations : dans le premier cas, on introduit un terme constant dans l'équation; dans le second, on rajoute des équations.

13. — *Conclusion.* — La technique des programmes linéaires n'est pas une panacée pour résoudre tous les problèmes de *planning* et de programmes. Il faut que les informations dont on dispose, et les objectifs qu'on vise, puissent être mis sous une forme convenable. Il faut ensuite résoudre le système (d'équations et d'inégalités), et, à l'heure actuelle, les méthodes sont encore imparfaites et assez longues. En outre, les programmes linéaires ne sont pas faits pour prévoir la valeur que prendront les paramètres économiques, mais simplement pour indiquer ce qu'il faut faire pour atteindre au mieux des objectifs spécifiés. Toutefois, cette technique ne substitue pas le technicien ou le mathématicien à l'économiste, puisqu'il reste à celui-ci le rôle de poser le problème, en tenant compte des interdépendances; par suite, les programmes linéaires peuvent trouver place dans des modèles de décision destinés à éclairer la politique économique, à l'échelle de l'entreprise comme à celle de la nation.

Pierre MAILLET.

13. Si  $x$  est le taux de marche, et  $y$  le flux, au lieu d'écrire :

$$y = ax,$$

on écrirait :

$$y = a_0 + ax.$$

## ANNEXE

## PLANNING D'UNE ENTREPRISE A PRODUCTIONS MULTIPLES.

Soient :

pour la fabrication,

$x_i$  ( $i = 1, 2, \dots, m$ ) les quantités de biens fabriqués,  
 $y_j$  ( $j = 1, 2, \dots, n$ ) les quantités de biens utilisés.

L'existence d'un certain équipement (et éventuellement certaines liaisons dues à la technique) imposent les relations suivantes :

$$(1) \quad \begin{cases} A_{11}x_1 + A_{12}x_2 + \dots + A_{1m}x_m = A_1 \\ \dots\dots\dots \\ A_{h1}x_1 + A_{h2}x_2 + \dots + A_{hm}x_m = A_h, \end{cases}$$

qui expriment, par exemple, les limitations de production aux différents stades de la fabrication

D'autre part, les relations entre flux entrants et flux sortants sont données par :

$$(2) \quad \begin{cases} y_1 = a_{10} + a_{11}x_1 + a_{12}x_2 + \dots + a_{1m}x_m \\ \dots\dots\dots \\ y_n = a_{n0} + a_{n1}x_1 + a_{n2}x_2 + \dots + a_{nm}x_m. \end{cases}$$

Enfin, le bénéfice donné par

$$(3) \quad B = \sum p_i x_i - \sum p_j y_j \text{ (où } p \text{ désigne le prix unitaire)}$$

doit être rendu maximum.

Les termes  $a_{i0}$  correspondent à des dépenses fixes, indépendantes du volume des productions; on peut les négliger dans le problème considéré, puisqu'ils sont les mêmes, quelle que soit la solution du système.

*Remarque* — Le calcul ci-dessus n'est qu'une formulation précise et ordonnée de la série de calculs successifs qui sont effectués pratiquement par les grandes entreprises pour déterminer leur rythme de production. Il a toutefois le gros avantage de forcer à préciser simultanément toutes les hypothèses faites, et les objectifs fixés.



## CONCOURS D'AGREGATION DES SCIENCES ECONOMIQUES

Le concours d'agrégation des Sciences économiques s'est déroulé à la Faculté de Droit de Paris du 2 octobre au 5 décembre 1932. Le jury était composé de : MM. André Piettre, doyen de la Faculté de Droit de Strasbourg, président; André Marchal, René Courtin, Gaston Leduc (Paris) et Henri Guitton (Dijon).

Trente-six candidats se sont présentés; douze places d'agrégés étaient mises au concours, sept ont été pourvues au bénéfice de MM. Brochier, Coulbois, Boudeville, Page, Lecaillon, Vu-Quoc-Tuc et Guglielmi.

On trouvera ci-dessous le libellé de l'épreuve écrite et le sujet des leçons.

Au terme de ses travaux le jury a décidé que la composition écrite du prochain concours porterait sur *Le revenu national*; enfin, le tirage au sort a désigné pour ledit concours *L'économie et la législation industrielles* comme matière de la quatrième leçon.

### ÉPREUVES DU CONCOURS DE 1932

#### I. — COMPOSITION ÉCRITE.

L'Institut de Conjoncture a publié, il y a quelques années, une étude intitulée *L'intérêt réel du capital entre les deux guerres et antérieurement*, qui fait état non seulement du montant du capital placé, mais de la capitalisation du revenu, du gain ou de la perte en capital, et de l'évolution des prix de détail.

La marche du calcul est expliquée dans l'annexe jointe (ce mode d'établissement est fourni à titre purement indicatif).

De cette étude sont détachés les deux tableaux également joints.

On demande :

1° De dégager de ces tableaux les enseignements les plus caractéristiques;

2° D'indiquer quels seraient les résultats principaux qui résulteraient de tableaux qui seraient construits de façon semblable et se rapporteraient aux mêmes périodes, mais dans lesquels les calculs concerneraient des valeurs à revenu fixe (on utilisera à cette fin les annuaires statistiques mis à la disposition des candidats).

#### *Marche du calcul.*

Soit  $V_n$  l'indice des cours des valeurs au début de l'année  $n$ ,  $V_{n+1}$  l'indice au début de l'année suivante. Le gain ou la perte de capital nominal au cours de l'année  $n$  est donc, pour 1 franc de capital :

$$\frac{V_{n+1}}{V_n} - 1.$$

A cette rémunération s'ajoute le taux de capitalisation moyen  $C_n$  au début de l'année  $n$ . On obtient ainsi le total  $S_n$  des sommes gagnées ou perdues dans l'année  $n$ , pour 1 franc au début de cette année :

$$S_n = \frac{V_{n+1}}{V_n} - 1 + C_n$$

Le capital produit par 100 francs placés en 1914 s'exprime par la notation  $A_n$  et se calcule par récurrence : le total des sommes gagnées ou perdues au cours de l'année  $n$  pour 100 francs en 1914 est  $A_n S_n$ , ce qui donne :

$$A_{n+1} = A_n (1 + S_n) = A_n \left[ \frac{V_{n+1}}{V_n} + C_n \right].$$

L'indice  $I_{n+1}$  du coût de la vie au début de l'année  $(n + 1)$  permet de calculer le pouvoir d'achat du capital total au début de chaque année :

$$P_{n+1} = \frac{A_{n+1}}{I_{n+1}} = \frac{A_n}{I_{n+1}} \left( \frac{V_{n+1}}{V_n} + C_n \right).$$

De ces formules, on déduit plusieurs taux d'intérêt :

a) *Taux d'intérêt nominal total pendant l'année  $n$*  : c'est la somme du taux d'intérêt ordinaire et du gain ou de la perte (pour 1 franc de capital initial) pendant cette année :

$$S_n = \left[ \frac{V_{n+1}}{V_n} - 1 + C_n \right]$$

b) *Taux d'intérêt nominal total moyen depuis 1914* : c'est le taux nominal total  $i$  constant qui donnerait, par la capitalisation de 100 francs placés le 1<sup>er</sup> janvier 1914 au bout de  $n$  années, le capital  $A_n$ . Il est donc donné par la formule :

$$A_n = 100 (1 + i)^n \quad \text{d'où :} \quad \log (1 + i) = \frac{1}{n} \log \frac{A_n}{100}.$$

c) *Taux d'intérêt réel total pendant l'année  $n$*  : c'est le gain ou la perte en pouvoir d'achat pendant cette année, en prenant pour base le pouvoir d'achat du début de l'année. On a donc :

$$T_n = \frac{P_{n+1}}{P_n} - 1.$$

d) *Taux d'intérêt réel total moyen depuis 1914* : c'est le taux d'intérêt réel total  $\rho$  constant qui donnerait par capitalisation au bout de  $n$  années un pouvoir d'achat  $P_n$ .  $P_0$  étant le pouvoir d'achat du capital initial en 1914, on a donc :  $P_n = P_0 (1 + \rho)^n$ , d'où  $\rho$ .

TABLEAU I.

Valeurs à revenu variable. Pouvoir d'achat et taux d'intérêt.

Années	Indice des cours des valeurs au début de l'année (base 100 en 1914) (a) $V_n$	Rapport de l'indice des cours des valeurs de l'année suivante à l'indice des valeurs de l'année indiquée : $\frac{V_{n+1}}{V_n}$	Taux de capitalisation (demi net) au début de l'année (b) $C_n$	Coefficient d'accroissement du capital nominal pendant l'année : $\frac{V_{n+1}}{V_n} + C_n$	Capital total au début de l'année (pour 100 fr. en 1914) (c) $A_n$	Indice du coût de la vie (pour 100 en 1914) (d) $I_n$	Pouvoir d'achat du capital total au début de l'année $P_n = \frac{A_n}{I_n}$	Taux d'intérêt nominal total % pendant l'année : 100 $S_n$	Taux d'intérêt nominal total % moyen depuis 1914 (e) 100 $f$	Taux d'intérêt réel % pendant l'année $100 \left( \frac{P_{n+1}}{P_n} \right) - 1 = 100 T_n$	Taux d'intérêt réel total % moyen depuis 1914 (e) 100 $P$
1	2	3	4	5 (col. 3 + col. 4)	6	7	8  col. 6 col. 7	9  100 col. 5 — 1	10	11	12
1914	400				400.0	400	400				
1919	417	1.474	0.034	4.203	442.0	(222)	64.0	+ 20.50	7.26	— 7.46	— 5.54
1920	437	0.920	0.034	0.954	174.1	(288)	59.4	+ 4.90	9.36	— 22.53	— 8.32
1921	426	0.889	0.037	0.926	162.7		53.4	+ 7.40	7.20	+ 41.32	— 10.30
1922	412	1.241	0.013	1.254	150.7		29.4	+ 28.40	5.26	+ 20.86	— 8.00
1923	439	1.424	0.036	1.460	193.3		312	+ 46.00	7.61	+ 28.39	— 5.17
1924	498	1.020	0.031	1.051	282.3		355	+ 3.10	10.94	+ 2.39	— 2.26
1925	202	1.020	0.037	1.057	296.9		382	+ 5.70	10.40	— 7.33	— 2.27
1926	206	1.126	0.040	1.166	313.8		436	+ 16.60	10.0	— 4.86	— 2.70
1927	232	1.353	0.037	1.395	365.9		534	+ 39.50	10.50	+ 48.18	— 2.87
1928	343	1.533	0.033	1.566	510.4		503	+ 56.60	12.35	+ 46.00	+ 0.11
1929	463	0.959	0.025	0.984	799.2		539	+ 1.60	14.86	+ 6.07	+ 2.66
1930	463	0.734	0.030	0.784	786.4		568	+ 21.60	13.76	— 23.29	+ 2.09
1931	349	0.633	0.043	0.676	616.6		593	+ 32.40	11.29	+ 24.80	+ 0.23
1932	221	1.400	0.053	1.453	416.9		533	+ 15.30	8.25	+ 18.42	— 4.36
1933	243	0.914	0.042	0.956	480.7		510	+ 4.40	8.61	— 5.62	— 0.40
1934	222	0.784	0.037	0.821	459.5		526	+ 17.90	7.92	— 13.50	— 9.67
1935	174	1.033	0.012	1.077	377.2		499	+ 7.70	6.53	+ 11.50	— 1.32
1936	180	1.228	0.037	1.268	406.2		482	+ 26.50	6.88	+ 8.78	— 0.77
1937	221	0.923	0.036	0.959	513.8		560	+ 4.40	7.38	— 20.17	— 0.38
1938	204	1.196	0.043	1.239	492.7		673	+ 23.90	6.87	+ 13.66	— 1.23
1939	244	1.090	0.036	1.126	610.4		734	+ 12.60	7.50	+ 3.00	— 0.73
1940	266	1.890	0.040	1.840	687.3		85.7	+ 84.00	7.70	+ 52.98	— 0.59
1941	479	»	»	»	4264.6	»	434.1	11	9.85	»	+ 1.61

- a) Pratiquement en fin décembre de l'année précédente (sauf en 1919). De 1919 à 1927, l'indice a été diminué de 0,1 chaque année pour accorder l'ancienne série (76,8 fin décembre 1927) à la nouvelle (75,7 fin déc. 1927).
- b) Pratiquement en fin décembre de l'année précédente (sauf en 1919).
- c) On a admis un taux de capitalisation de 4,86 % de 1914 à 1919, soit un capital de 25 francs à ajouter à 417 au début de 1919.
- d) Moyenne de l'indice du coût de la vie à Paris au quatrième trimestre de l'année précédente et au premier trimestre de l'année, jusqu'en 1939. En 1919 et 1920, raccord sur l'indice des 13 articles.
- e) Jusqu'au début de l'année.



TABLEAU II.

Pouvoir d'achat d'un capital placé en 1857 en valeurs à revenu variable.

Années.	Indice des cours au début de l'année : $V_n$ .	Gain de 1 franc par différence de cours $\frac{V_{n+1} - V_n}{V_n}$ .	Taux net de capitalisation de l'année : $400 C_n$ .	Gain total pour 1 franc pendant l'année : $\frac{V_{n+1} - V_n}{V_n} + C_n - 1$ .	Capital au début de l'année (pour 100 francs en 1857) : $A_n$ .	Gain total de l'année col. 5 x col. 6.	Indice du coût de la vie : $I_n$ .	Pouvoir d'achat du capital au début de l'année. $\frac{A_n}{I_n} = P_n$ .
1	2	3	2	5	6	7	8	9
1857	100	— 0.112	2.80	— 0.084	100	— 8.40	100	100
1858	88.9	— 0.0743	5.61	— 0.0182	91.6	— 1.67	90.5	101.2
1859	82.2	0	5.87	+ 0.0387	89.93	5.28	86.6	103.8
1860	82.2	0.0353	6.48	+ 0.1001	95.21	9.53	93.4	101.9
1861	83.1	0.087	6.87	+ 0.1527	104.74	16.00	95.7	109.4
1862	92.5	0.0919	6.46	+ 0.1365	120.74	18.90	92.6	130.3
1863	101	— 0.0742	6.12	— 0.013	139.64	— 1.82	92.6	154.1
	93.5	— 0.0303	7.46	+ 0.0243	137.82	3.35	87.8	153.1
1865	88.8	— 0.0743	7.25	— 0.0018	141.17	— 0.25	86.9	162.5
1866	82.2	— 0.045	5.85	+ 0.0135	140.92	1.90	89.8	156.9
1867	78.5	— 0.0115	5.83	+ 0.0468	142.82	6.68	100.6	142.0
1868	77.6	0.0967	5.50	+ 0.1517	149.50	22.68	100	149.5
1869	85.1	— 0.0223	5.13	+ 0.029	172.18	4.99	96.7	178.1
1870	83.2	— 0.1346	5.64	— 0.0782	177.17	— 13.86	98.9	179.1
1871	72	— 0.0514	5.07	— 0.1021	163.31	— 16.67	108.1	181
1872	75.7	0.0489	5.17	0.1006	179.98	18.10	106.6	168.9
1873	79.4	0	6.25	0.0625	198.08	12.38	110.6	179
1874	79.4	0.1058	6.48	0.1706	210.46	35.90	109.6	192
1875	87.8	— 0.0205	5.41	0.0336	246.36	8.23	104.2	236.5
1876	86	0.0326	4.93	0.0819	254.64	20.86	107.2	232.5
1877	88.8	0.0517	4.39	0.0876	275.50	24.13	110.9	248.4
1878	92.5	0.0303	3.81	0.0634	299.63	20.49	111.5	268.6
1879	95.3	0.1081	3.97	0.1478	320.12	47.33	110.2	290.6
1880	105.6	0.1061	3.63	0.1424	367.45	53.32	109.1	336.8
1881	116.8	— 0.0882	3.36	— 0.0546	419.77	— 22.92	107.9	389
1882	106.5	— 0.1032	3.78	— 0.0674	396.85	— 26.75	107.7	368.5
1883	95.3	— 0.0588	4.04	— 0.0184	370.10	— 6.81	108.8	340
1884	89.7	— 0.0836	4.13	— 0.0423	363.29	— 15.37	104.8	316.7
1885	82.2	— 0.0219	4.05	0.0186	347.92	6.47	101.6	342.5
1886	80.4	+ 0.0112	4.00	0.0312	254.39	18.14	100.6	332.3
1887	81.3	0.0578	3.89	0.0967	378.53	36.02	99	376.3
1888	86	0.0335	3.89	0.0924	408.55	37.75	98.9	413
1889	90.6	0.0725	3.79	0.1107	446.30	49.40	99.3	449.5
1890	97.2	— 0.0093	3.67	0.0274	495.70	13.38	103.9	447
1891	96.3	— 0.0488	3.52	— 0.0136	509.28	— 6.93	104.9	485.5
1892	94.6	— 0.0207	3.70	0.0163	502.35	8.19	102.2	494.5
1893	89.7	— 0.0212	3.46	0.0134	510.54	6.84	98.5	518
1894	87.8	— 0.0205	3.48	0.0143	517.38	7.40	101.8	509
1895	86	0.0105	3.44	0.0146	524.78	23.40	98.4	533
1896	86.9	0.0967	3.35	— 0.1302	548.18	71.37	96.8	566
1897	95.3	0.0787	3.06	0.1093	619.55	67.72	97.9	633
1898	102.8	0.0272	2.86	0.0558	687.27	38.35	99.4	689
1899	105.6	— 0.035	2.90	— 0.0060	725.62	— 4.35	95.7	758
1900	101.9	— 0.1197	3.10	— 0.0887	721.27	— 63.97	95.8	753
1901	89.7	— 0.0725	3.54	— 0.0371	657.30	— 24.39	95.8	686
1902	83.2	0	3.54	0.0354	632.91	22.41	93.4	663
1903		0.0108	3.52	0.046	653.32	30.15	99.2	661
1904	84.1	0.1225	3.60	0.1585	683.47	108.64	99.2	691
1905	94.4	0.0392	3.38	0.073	794.11	57.97	98.6	805
1906	98.4	0	3.40	0.034	832.08	28.97	95.7	891
1907	98.1	— 0.0285	3.65	0.008	884.03	7.05	97.7	902
1908	95.3	0.0588	3.67	0.0935	885.10	84.81	99.6	892
1909	100.9	0.0743	3.43	0.1086	972.91	105.67	100.1	972
1910	108.4	0.0133	3.38	0.0771	1078.58	83.16	101.5	1063
1911	113.1	0.0743	3.26	0.1069	1161.74	124.19	103.3	1125
1912	121.5	— 0.023	3.06	0.0076	1285.93	9.77	105.2	1223
1913	118.7	— 0.0708	3.31	— 0.0377	1293.70	— 48.85	104.7	1238
1914	110.3	— 0.1441	3.35	— 0.1086	1246.85	— 135.32	106.9	1167
1915	94.4	0.1186	2.85	0.1471	1111.43	463.80	»	»
1916	105.6	»	»	»	1274.94	»	»	»

## II. — LEÇONS.

A. — *Economie politique.*

Nature et rôle de la contrainte dans l'activité économique.

Qualitatif et quantitatif dans l'analyse économique.

Que penser aujourd'hui de cette affirmation de St. Mill : « Il n'est pas dans l'économie d'une société de chose moins importante en elle-même que la monnaie... ? »

La garantie du plein emploi est-elle compatible avec le maintien de la liberté du suiet économique ?

Les techniques du contrôle du crédit.

Les phénomènes d'induction dans l'activité économique.

Y a-t-il un optimum de consommation ?

Les analyses de conjoncture peuvent-elles demeurer indépendantes de toute référence aux théories économiques ?

Le progrès social constitue-t-il un obstacle au progrès économique ?

Dans quelle mesure l'activité économique est-elle assimilable à un jeu ?

La dévaluation comme moyen de combattre le déficit de la balance des paiements.

Croissance démographique et croissance économique.

La politique des prix garantis.

Les variations de la masse monétaire et l'activité économique.

Une économie libérale est-elle une économie anarchique ?

Grandeur et dangers de l'économétrie.

Les systèmes et les politiques monétaires possibles d'une Europe fédérée.

Le processus cumulatif et ses limites.

Par quels mécanismes rendre compte de l'action exercée par une économie dominante ?

Caractéristiques d'une économie régressive.

Le crédit doit-il être considéré comme facteur d'équilibre ou de déséquilibre ?

Quels enseignements peut-on tirer de l'expérience du fonds monétaire international ?

Peut-on élaborer une représentation dynamique à partir d'un schéma purement statique ?

Le rôle du taux de l'intérêt dans l'équilibre économique général.

Dans quelle mesure la fixation des salaires à l'époque contemporaine correspond-elle au schéma du monopole bilatéral ?

Les thèses keynésiennes vous paraissent-elles confirmées par l'expérience contemporaine ?

La monnaie flottante.

Quelle influence les structures exercent-elles sur les cycles ?

La diffusion dans l'opinion de la connaissance économique est-elle un facteur d'équilibre ou de déséquilibre ?

Peut-on établir une frontière précise entre facteurs endogènes et facteurs exogènes ?

Une direction par la monnaie permet-elle d'éviter le recours à toute autre forme d'intervention économique ?

Les cycles économiques existent-ils encore ?

Structure des marchés et commerce international.

Comment rendre compte du fait que la reconversion effectuée aux Etats-Unis à partir de 1945 n'ait été accompagnée d'aucune crise économique importante ?

Les problèmes posés par l'élasticité de l'offre.

Les mouvements de longue durée obéissent-ils à une logique interne de l'économie ?

### B. — *Histoire des doctrines économiques.*

La pensée socialiste devant la monnaie.

La dynamique chez les classiques.

Dans quelle mesure la pensée économique britannique a-t-elle été et demeure-t-elle une pensée insulaire ?

Le marxisme selon les peuples.

La pensée libérale devant les crises économiques au XIX<sup>e</sup> siècle.

Otto Effertz.

Peut-on dégager une notion de croissance chez les économistes du XIX<sup>e</sup> siècle (Marx et le marxisme exclus) ?

L'interprétation que Keynes a donnée des mercantilistes est-elle exacte ?

Dans quelle mesure l'histoire de la pensée économique vous paraît-elle refléter l'évolution des faits ?

Dans quelle mesure Marx procède-t-il des Physiocrates ?

Que pensez-vous du jugement porté par Keynes sur Montesquieu ? (Préface de l'édition française de *La Théorie générale*.)

Un auteur allemand, K. Grün, a écrit : « La France a donné le socialisme au monde » ; et J. Jaurès a affirmé de son côté : « Les socialistes ont été les vrais disciples de la philosophie allemande et comme du génie allemand lui-même ». Que pensez-vous de ces deux assertions ?

La part de F. Engels dans l'élaboration du marxisme.

Le socialisme de Léon Walras.

Le problème du passage de l'utilité individuelle à l'avantage collectif : comment les diverses écoles l'ont-elles envisagé ?

L'idée de circuit dans le développement de la pensée économique.

Les analyses macroéconomiques avant Keynes.

L'élaboration de la théorie quantitative de la monnaie avant Irving Fisher.

Louis de Broglie a écrit dans *Savants et découvertes* (p. 362) : « Par moments, grâce à un vigoureux effort intellectuel, les savants parviennent à donner une vue d'ensemble cohérente de presque tous les faits connus dans le domaine dont ils s'occupent : on aperçoit les liens qui réunissent ces faits, on en découvre l'harmonie, une grande synthèse est réalisée, une ère d'unification de nos connais-

sances semble s'ouvrir. Mais la nature « fournit » à nouveau : des phénomènes sont mis en lumière qui ne rentrent pas dans la grande synthèse réalisée, ce qui paraissait simple se révèle à nouveau comme complexe, et le savant retombe dans un abîme d'incertitude. » Cette réflexion vous paraît-elle s'appliquer au développement de la pensée économique ?

La controverse entre la *Banking School* et la *Currency School* et ses prolongements.

Les doctrines socialistes et le fait national.

La modernité de Cantillon.

L'« économie fermée » dans l'histoire de la pensée économique.

Les idées protectionnistes aux Etats-Unis du début du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours.

L'évolution des écoles historiques.

Volontarisme et automatisme dans l'histoire de la pensée économique.

### C. — Science et législation financières.

L'évolution de la Dette publique dans les principaux pays depuis 1939, les enseignements à en tirer.

Difficultés et limites d'une réforme fiscale.

Faut-il supprimer l'impôt sur les successions ?

L'impôt unique.

Extension et évolution de la notion de budget.

Peut-on gouverner l'incidence des impôts ?

La participation de l'Etat à la formation du produit national.

De l'action des facteurs démographiques sur les finances publiques.

Les problèmes posés par les investissements de l'Etat.

Peut-on dégager des enseignements actuels de la science économique les principes d'une fiscalité rationnelle ?

L'emprunt public présente-t-il un caractère inflationniste ?

L'impôt et l'épargne.

Finances publiques et balance des paiements.

Comment concevoir la fiscalité d'une Europe fédérée ?

Inflation et équilibre budgétaire.

Fiscalité et altération du capitalisme.

Sur qui doit reposer le financement de la Sécurité sociale ?

Dans quelle mesure la situation actuelle de l'économie française est-elle un effet de notre système fiscal ?

Dans quelle mesure peut-on appliquer la notion d'échelle mobile dans les finances publiques ?

L'élasticité du rendement des impôts est-elle souhaitable ?

Comment faire supporter à l'agriculture française sa juste part d'impôt ?

La crise de l'impôt progressif.

L'influence des idées keynésiennes sur l'évolution des finances publiques.

Equilibre budgétaire et équilibre économique.



D. — *Economie et législation coloniales.*

Les relations actuelles des métropoles avec l'outre-mer vous paraissent-elles affranchies de toute survivance du pacte colonial ?

La notion de zone monétaire et ses implications.

Comment se pose le problème de l'équilibre des finances publiques dans les pays d'outre-mer ?

De la concurrence des économies d'outre-mer et de l'économie métropolitaine.

Comment expliquer la stagnation économique de nos départements d'outre-mer (Algérie exclue) ?

La vocation industrielle de l'Afrique noire.

La doctrine libérale devant le fait colonial.

L'Islam et l'activité économique.

Que subsiste-t-il de l'impérialisme britannique ?

Quelles leçons tirer des expériences de modernisation rurale en Afrique du Nord ?

L'application des formules d'économie mixte dans les pays d'outre-mer.

Que penser aujourd'hui de cette remarque de St. Mill : « On peut affirmer dans l'état actuel du monde que la fondation de colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un vieil et riche pays. »

La politique de soutien des produits coloniaux.

Les problèmes posés par l'expansion démographique en Afrique du Nord.

Exode rural et concentration urbaine dans les pays d'outre-mer.

La pensée socialiste et le fait colonial.

Problèmes posés par l'intégration de l'outre-mer à l'économie européenne.

Peut-on dégager de l'histoire des grandes compagnies de colonisation des enseignements valables pour l'époque contemporaine ?

Les problèmes de l'épargne dans les pays d'outre-mer.

Les analyses en termes de multiplicateur et d'accélérateur sont-elles applicables aux économies sous-développées ?

Quels enseignements peut-on tirer de l'expérience des plans d'investissement dans les pays d'outre-mer ?

Le rôle de l'outre-mer dans l'économie de l'Union française.

Peut-on parler aujourd'hui d'une fin des empires coloniaux ?

Le schéma de l'*homo economicus* est-il valable pour le monde noir ?

## REVUE DES LIVRES

---

### Cours, traités et manuels.

Hicks (John-Richard), *The Social Framework, an Introduction to Economics*, 2<sup>e</sup> éd., in-8°, 1932, 284 p. Oxford, Clarendon Press Geoffrey Cumberlege. 12 sh. 6 pence.

La première édition de ce petit manuel d'introduction à la science économique date de 1942; il est compréhensible qu'elle ait été peu connue en France. Nous avons donc d'emblée le bénéfice d'une édition révisée.

L'auteur s'est trouvé dès le début aux prises avec le grand débat de conscience qui assaille ceux qui veulent composer un cours élémentaire d'économie politique. Fallait-il commencer avec la description des institutions, comme on le fait souvent en France en première année ? Ou fallait-il, comme on le fait en Angleterre, commencer par la théorie abstraite ? J.-R. H. pense que l'on peut échapper à ce dilemme en consacrant beaucoup de place à la comptabilité sociale (ou aux comptes de la nation).

L'introduction traite des sujets habituels : objet, nature, méthode, sources d'information. Les trois premières parties rappellent la présentation classique : le processus de production, le facteur travail, le facteur capital.

A partir de la quatrième partie (p. 111 et suiv.), nous entrons dans l'analyse du revenu national, combinant heureusement les notions abstraites et les données concrètes relatives à la Grande-Bretagne. Ainsi les lecteurs seront capables de comprendre les Livres blancs de leur Gouvernement. Quelques tableaux et graphiques montrent clairement les faits dans leur évolution. A noter que H., en fait de commerce extérieur, se borne à un tableau montrant l'évolution des termes de l'échange de 1924 à 1931.

Ce qui fait l'originalité de ce petit livre, c'est d'être écrit très simplement, mettant ainsi à la portée de tout citoyen les rudiments d'économie politique qui sont indispensables à la compréhension de la chose publique.

Robert Mossé.

Spiegel (H. W.), *Introduction to economics*. Un vol. de 603 p., 1931, The Blakiston Company, New-York.

Cet ouvrage est conçu, nous avertit l'auteur dans sa Préface, comme un manuel pour débutants en économie politique. Mais l'originalité de sa conception, comme ses exceptionnelles qualités de forme et de fond, le feront apprécier même d'économistes plus avertis.

L'approche en est tout à fait moderne, centrée sur la macro-économie que Mr. S. considère, à juste titre, comme plus facilement assimilable pour les étudiants que la micro-économie. Cependant, il se propose de développer un

ensemble systématique, dans lequel chaque élément trouve sa perspective exacte. C'est dire que macro-économie et micro-économie ne sont pas simplement placées, côte à côte, comme si elles représentaient deux points de vue alternatifs. L'auteur s'est efforcé d'intégrer dans un tout ces deux parties complémentaires de l'économie et d'en montrer les liaisons.

Il étudie, d'abord, le comportement des ensembles économiques globaux. Après avoir défini et délimité la science économique, il retrace l'organisation économique du monde moderne, fondée sur la division du travail et l'échange, ce qui le mène à traiter de la monnaie, du crédit et des prix beaucoup plus tôt qu'il n'est d'usage dans les manuels classiques, mais à une place sans doute beaucoup plus logique et, en tout cas, plus satisfaisante au point de vue pédagogique. Cette première partie est couronnée tout naturellement par l'étude du revenu national et des facteurs qui influent sur sa formation et par celle des fluctuations économiques.

Après cette étude des quantités globales, l'auteur montre comment elles sont engendrées dans les divers secteurs de l'économie. Il insiste tout d'abord sur l'économie de l'entreprise, à laquelle sont consacrées plus de 130 pages, puis traite de la répartition du revenu et de son utilisation.

Enfin, une dernière partie du livre est consacrée aux sources du revenu national autres que l'activité de l'entrepreneur et le comportement du consommateur : commerce extérieur et changes, d'une part, activité gouvernementale, d'autre part. On trouvera sans doute, ces derniers développements un peu sommaires par rapport aux précédents, — une cinquantaine de pages en tout — et insuffisants étant donné l'importance de leur objet. On ne doit pas oublier, cependant, qu'il s'agit d'un ouvrage correspondant, tout au plus, à un cours annuel et qui ne saurait, par conséquent, embrasser de façon exhaustive tout le champ de l'économie politique. Au surplus, l'auteur a lui-même consacré à ces problèmes la plus grande partie d'un autre ouvrage « *Current economic problems* », qui complète tout naturellement celui-ci.

En tout cas, on ne peut trop le louer d'avoir si parfaitement réussi à mettre l'essentiel de la théorie économique la plus moderne à la portée des étudiants en un livre dont la clarté d'expression et la rigueur de composition contrastent, heureusement, on peut bien le dire, avec la présentation de trop d'ouvrages de langue anglaise. Tous ceux qui ont quelque expérience des difficultés qu'éprouve le professeur à concilier les exigences de l'enseignement et les progrès de notre discipline salueront avec admiration la parfaite réussite de Mr. S., qui a su allier, dans son ouvrage, des connaissances scientifiques capables de satisfaire les plus exigeants aux qualités pédagogiques essentielles à un manuel.

Les professeurs français, pour leur part, ne pourront se garder de quelque nostalgie, en comparant le programme des « *Firsts Courses in Economics* » des Universités anglo-saxonnes et celui des deux années d'économie politique de nos Facultés de droit. Entravés dans leurs efforts pour renouveler leur enseignement par un programme officiel désuet et incompatible avec l'état actuel de la connaissance économique, ils envieront leurs heureux collègues anglo-saxons, qui peuvent, sans préjudice pour les étudiants, briser les moules coulés par Jean-Baptiste Say. Beaucoup souhaiteraient que l'on mette à profit l'imminente réforme des études de droit pour apporter dans les programmes d'économie politique une rénovation plus complète que ne semblent l'annoncer les cadres prévus pour leur extension sur quatre années.

## Ouvrages généraux de théorie économique.

Fossum (P. R.), *Principles of Economic Development*. Un vol. de 247 p., 1952, Washington, The College Press, Tacoma 6.

Voici un ouvrage très suggestif, à la frontière de l'histoire, de la statistique et de l'économique. Très spécifiquement américain, non seulement par le champ de l'étude, dont les données sont exclusivement américaines, mais par son esprit. En le lisant, nous avons plus d'une fois songé à un ancêtre, que l'auteur ne cite du reste pas : H. C. Carey.

L'auteur a une idée directrice qui donne à son ouvrage l'allure d'une thèse, bien que l'intitulé des dix chapitres n'ait en soi aucune originalité. On dirait les titres d'un manuel. Cette idée est curieuse en 1952. C'est le rôle moteur de l'agriculture dans le développement économique de courte et de longue période. C'est l'importance du surplus de nourriture qui est le critère de la puissance du groupe, et à partir duquel toute l'économie en mouvement trouve son principe d'explication : le cycle, la population, le travail et les salaires, la fonction du marché, la monnaie et le crédit, le capital et l'intérêt, l'entrepreneur et la nature de l'Etat.

Le travail s'appuie sur un appareillage statistique portant sur la période 1860-1943, utilisant la méthode Burns et Mitchell (*Measuring Business Cycles*). Les calculs et les graphiques sont faits à partir des pourcentages de la standard deviation, portant sur une moyenne mobile de sept ans. Nous assistons à une nouvelle mise en forme de la théorie agricole du cycle, qui ne manque pas d'intérêt. Ce qui nous paraît plus intéressant c'est de voir surgir une explication de courte durée d'une interruption dans le mouvement de longue durée préalablement étudié (p. 90).

C'est bien une étude générale d'un développement à laquelle l'auteur se livre. On sent chez lui une culture historique. Il s'appuie également sur les grands classiques qui ont eux aussi mené une analyse dans un esprit voisin : Malthus, Ricardo; plus près de nous, on retrouve Marshall et Schumpeter. Dans le domaine des fluctuations, c'est Pigou qui est le plus souvent cité. — On sent aussi chez cet auteur des préoccupations pédagogiques, notamment lorsqu'il donne des représentations imagées de la « marketing society », où l'on voit sur un cercle la proportion des « food producers » aux artisans et à ce qui est dénommé le « marginal labor ». Egalement encore, lorsqu'il donne une représentation de la forme sociale (p. 22 et 47) par segmentation (il y a ici des réminiscences de Thünen), et lorsqu'il utilise l'image du S majuscule pour interpréter les croissances (p. 44 et 221), le développement politique étant calqué sur le développement économique (passage de la monarchie statique pré-dynamique à la monarchie statique post-dynamique).

Cet ouvrage nous paraît ainsi apporter une contribution à la famille des théories agricoles du cycle. J'avoue, pour ma part, avoir quelque difficulté à ramener l'explication des mouvements économiques à la cause unique du surplus de nourriture. Mais je reconnais qu'il y a de l'originalité dans cet essai qui reste encore plus suggestif que démonstratif. En redisant qu'il me fait penser aux *Principes* de Carey, je crois bien souligner son principal mérite : repenser le rôle de l'agriculture dans le développement économique contemporain.

Henri GUITTON.



Tintner (Gerhard), *Econometrics*. Un vol. de 370 p., New-York, John Wiley and Sons, Inc., 1932.

Un autre livre, portant également le titre *Econometrics*, a paru récemment sous la signature de J. Tinbergen. Il ne fait pas double emploi avec celui de Gerhard Tintner, car ce dernier concentre son effort sur l'aspect « méthodes statistiques » de l'économétrie tandis que J. Tinbergen met davantage l'accent sur l'aspect « recherche des hypothèses théoriques ». Ces deux pôles de l'économétrie se complètent, mais il est très facile de les dissocier en pratique. Si l'on définit en effet, avec Gerhard Tintner, l'économétrie comme l'application au domaine de la science économique d'une méthode spécifique visant à obtenir des résultats numériques et à vérifier des théorèmes économiques, on voit que cette méthode se distingue alors de l'énoncé proprement dit des théorèmes économiques. En pratique, cependant, il semble bien que la distinction est artificielle et que le domaine de l'économétrie couvre à la fois la recherche des hypothèses théoriques et leur vérification par des méthodes statistiques.

Tout en se bornant donc à l'aspect « méthodes statistiques » de la nouvelle discipline, Gerhard Tintner nous donne dans son livre un inventaire critique et relativement complet de l'arsenal des méthodes à la disposition de l'économiste soucieux de tester ses hypothèses. De nombreux exemples d'application donnant l'essentiel des résultats quantitatifs déjà obtenus par les méthodes de l'économétrie rendent de plus la lecture du livre aussi attrayante qu'utile. L'ensemble constitue, somme toute, un excellent livre d'introduction à la recherche économétrique pour un économiste déjà familiarisé quelque peu avec la méthode statistique. Les nombreuses références bibliographiques permettent d'ailleurs de se reporter facilement aux articles ou livres plus spécialisés, et deux appendices traitent de la question purement mathématique des matrices et des méthodes de calcul numérique.

Le livre est divisé en trois parties. La première est une introduction non technique à l'économétrie. Sa lecture ne demande que peu de connaissances statistiques, et elle peut être recommandée à un lecteur désireux de se faire une idée des possibilités de l'économétrie. La deuxième est une introduction à la recherche économétrique proprement dite appliquée aux problèmes pour lesquels le temps n'intervient pas directement. Un chapitre particulièrement intéressant est consacré aux modèles économétriques valables pour le cas où il n'existe pas d'erreurs dans les observations, mais pour lesquels, par contre, il existe des erreurs dans les équations du modèle : il se pose alors le problème de l'identification des équations avec les relations qui traduisent les hypothèses théoriques. Des règles dites d'identification sont données. Elles peuvent être très utiles pour les applications.

La troisième partie de l'ouvrage, la plus importante, traite des séries statistiques où intervient le temps. C'est évidemment le cas général, et cette circonstance enlève beaucoup à l'utilité des méthodes développées dans la deuxième partie pour lesquelles on a admis que les observations successives sont indépendantes en probabilité. Cette hypothèse d'indépendance est rarement réalisée dans l'économie réelle. Malheureusement, les méthodes statistiques développées jusqu'ici l'admettent pour la plupart. Elles ne permettent donc pas de résoudre, en général, les problèmes réels posés par le déroulement de la vie économique dans le temps. Dans cer-

tains cas, cependant, cette hypothèse est valable et Gerhard Tintner consacre deux chapitres aux cas où l'on peut admettre que les éléments d'une série ou tout au moins ses caractéristiques, telles que les oscillations, la tendance séculaire, etc., sont indépendantes. D'un point de vue purement théorique, cette hypothèse d'indépendance ne se défend d'ailleurs pas, même dans les cas étudiés. En pratique, on l'admet souvent, en oubliant d'ailleurs parfois que les résultats obtenus sont alors entachés d'une erreur systématique. Peut-être est-ce la raison mal connue de la boutade connue, selon laquelle « on peut faire dire à la statistique tout ce que l'on veut ». Des deux chapitres suivants, l'un traite de la question de l'interdépendance des observations, et l'autre des transformations qu'il est possible de faire subir aux observations, de façon à les amener à satisfaire à des postulats d'indépendance. Comme l'auteur le dit lui-même, les méthodes de ce dernier chapitre sont très douteuses. Restent donc celles de l'avant-dernier chapitre dont la plupart n'ont été développées que récemment. Jusqu'ici, seules les séries stationnaires, c'est-à-dire les séries où il n'existe pas de tendance ou « trend », ont reçu un traitement satisfaisant. Les séries avec trend attendent encore une théorie systématique qui expliquerait en même temps, et à la fois, le trend et les oscillations. Cette théorie sera celle, somme toute, des équations différentielles stochastiques qui décrivent les relations « dynamiques » de l'économie. Elle est en voie de se faire pour les séries où il existe de nombreuses observations comparables, elle est encore presque entièrement à faire pour les séries où il n'existe que peu d'observations. Ce dernier cas est d'ailleurs le cas le plus important pour l'économiste, car c'est celui qui lui permettra de prédire scientifiquement l'évolution d'un phénomène économique à partir d'un nombre restreint d'observations.

Peut-être est-ce cette déficience confusément sentie qui explique le peu de crédit accordé jusqu'ici en France à l'économétrie. Il semblerait, cependant, que la méthode est bonne, mais qu'elle n'a pas encore donné toutes ses possibilités. Il faut être reconnaissant à Gerhard Tintner de l'avoir souligné et d'avoir montré que l'économétrie ne se développera que si elle se tourne résolument vers l'étude des problèmes dynamiques.

Michel VERHULST.

### Histoire des doctrines économiques.

Bettelheim (Charles), *Le problème de l'emploi et du chômage dans les théories économiques. Faits et chiffres relatifs à l'emploi et au chômage*. Deux vol. ronéotés de 180-103 p., Centre de documentation universitaire, Paris, 1949.

Ces deux volumes reproduisent un cours professé à l'Ecole des Hautes Etudes. L'exposé simple, clair, intelligent et sans pédanterie, porte sur Malthus, Sismondi, les libéraux et Marx dont C. B. est le disciple : « Les théories les plus récentes ne permettent, en réalité, que de comprendre certains aspects de ces crises, tandis que l'explication marxiste est la plus générale. » (1<sup>er</sup> volume, p. 145.) La portée de cet hommage est malheureusement réduite par l'observation très juste que l'auteur du *Capital* n'a pas développé une théorie des crises, comme telle. Ce qu'on trouve dans son œuvre, ce sont des formulations théoriques diverses plus ou moins éparées. On sait que d'autres, analystes, moins indulgents, ont surtout découvert des contradictions.

L'un des mérites de l'auteur est d'avoir effectué un regroupement en montrant notamment comment, pour Marx, la crise peut provenir, soit d'une baisse des profits (fréquemment liée à une hausse des salaires) qui porte les entrepreneurs à restreindre leurs investissements, soit d'une insuffisance de la demande effective (fréquemment liée à un niveau insuffisant des salaires). Ainsi, dans un cas, Marx annonce les néo-classiques; dans l'autre, Keynes; mais les modérés dégageront leurs analyses du fatras de la valeur travail, de la plus-value et de la « composition organique du capital ».

La discussion statistique du deuxième volume, menée avec sagacité et mesure, ne nous semble pas — en raison de l'observation précédente — conduire nécessairement l'eau au seul moulin marxiste.

René COURTIN.

**De Roover (Raymond)**, *Gresham on foreign exchange. An essay on early english mercantilism with the text of sir Thomas Gresham's memorandum for the understanding of the exchange.* Un vol. in-8°, de 347 p., Harvard University Press, 1949.

L'origine de l'ouvrage réside dans la découverte d'un manuscrit, reproduit en annexe, datant de l'époque élisabethaine (vraisemblablement de l'année 1539 ou 1560), consacré à l'analyse des phénomènes de change et dont l'auteur probable paraît être le célèbre Sir Thomas Gresham, bien connu des étudiants pour une loi dont la paternité est d'ailleurs des plus contestables.

Gresham, né vers 1519 et mort subitement le 21 novembre 1579, exerça le négoce paternel et fut nommé en 1534 « agent royal » pour la représentation des intérêts financiers du royaume sur les places étrangères, plus particulièrement celle d'Anvers. Il exerça cette fonction jusqu'en 1574 et y acquit une grande connaissance pratique de la technique des relations financières internationales.

C'est à l'occasion des difficultés rencontrées par l'Angleterre pour stabiliser le cours de sa monnaie sur les marchés extérieurs que Gresham aurait rédigé ce memorandum, destiné à l'une des nombreuses commissions royales qui furent nommées pour en connaître et formuler des avis qui ne furent d'ailleurs pas toujours suivis. Ces difficultés consistaient en legs des désordres antérieurs au règne d'Elisabeth, marqués par de nombreuses mutations (*debasements*) et auxquels les conseillers de la grande souveraine s'efforçaient de mettre un terme.

On trouvera, dans l'ouvrage de R. de Roover, une très soignée et consciencieuse analyse de l'évolution de la situation monétaire en Angleterre durant tout le cours du xvr<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'un examen approfondi du mécanisme des relations monétaires internationales à l'époque et des nombreuses discussions, bien souvent confuses, relatives à la théorie des changes étrangers.

Préoccupé d'assurer à son pays la maîtrise de ses changes, Gresham, opposé à ce que nous appellerions aujourd'hui le contrôle strict, préconisait la création d'un Office royal destiné à régulariser, par ses interventions, soit l'offre, soit la demande des devises. Il apparaît ainsi comme le précurseur des modernes fonds de stabilisation.

Le livre qui lui est consacré constitue un document essentiel pour la connaissance du mercantilisme britannique, dans sa première phase.

Gaston LEDUC.



### Démographie.

**Wander (Hilde)**, *Importance de l'émigration pour la solution du problème de la population en Europe occidentale*. Un vol. in-8° de 64 p., La Haye, Librairie Martinus Nijhoff, 1931 (Publication du Groupe de recherches pour les problèmes des émigrations européennes).

Ce livre est le premier de ceux qui doivent exposer les résultats des recherches d'universitaires allemandes de Kiel et néerlandais de La Haye. Son objet est d'évaluer l'accroissement possible de la population des divers groupes d'âge dans les pays de l'Europe occidentale, ainsi que leurs possibilités de travail suivant la politique économique que l'on adoptera. De 1930 à 1933, la population globale de l'Europe occidentale s'accroîtra en valeur relative parmi les habitants de plus de 43 ans et diminuera dans le groupe des moins âgés, où se recrute la presque totalité des émigrants. D'autre part, l'Europe occidentale souffre d'un manque de main-d'œuvre qualifiée, quoique la demande de travail y ait diminué d'environ 680.000 personnes en juillet 1947 à 80.000 seulement au début de 1930. Cependant, des pays de l'Europe occidentale, plusieurs millions de personnes sont prêtes à émigrer, notamment d'Italie, d'Allemagne occidentale, d'Autriche, des Pays-Bas, du Royaume-Uni. Le peuvent-elles ? Les départs outre-mer ont atteint déjà 2 millions de 1946 à 1949. S'y opposent : la qualification des émigrants, le tonnage disponible, les crédits, le risque social pour les émigrants, la politique des Trade-Unions. Leur accroissement dans les années à venir rendrait plus défavorable encore la répartition des habitants et des travailleurs en Europe occidentale. L'auteur est d'avis que la solution du problème de la population en Europe occidentale réside dans l'augmentation de la productivité économique de ce territoire considéré dans son ensemble. Le commerce intra-européen ne deviendra plus libéral que lorsque les travailleurs pourront se rendre plus librement là où ils peuvent être le plus profitablement employés. L'intégration économique des pays de l'Europe occidentale entraînerait l'accroissement de sa productivité, de la main-d'œuvre occupée et du niveau de vie des travailleurs. La politique ayant pour seul but de réduire par l'émigration l'effectif des habitants de certains pays aurait simplement pour conséquence d'intensifier les effets de la surpopulation.

L'ouvrage se termine par une bibliographie d'un certain nombre d'ouvrages parus depuis 1933 et qui intéressent non seulement les mouvements migratoires, mais le problème de la population sous ses différents aspects.

Henri BUNLE.

### Comptabilité.

**Organisation européenne de coopération économique** (groupe d'étude du revenu national). *Etudes sur la comptabilité nationale en France*. Un vol. de 176 p., 1932.

D'origine relativement récente, puisque les premières publications officielles ne remontent qu'à 1943, les travaux de comptabilité économique ont été en France l'œuvre de plusieurs organismes : tout d'abord l'ancien Institut de conjoncture, puis le Commissariat général au Plan de moder-



nisation et d'équipement, enfin, actuellement, le Service d'études économiques et financières du Ministère des Finances. Partant de rien, disposant de ressources statistiques assez maigres et accordant peut-être plus d'importance au produit national global qu'à chacun de ses constituants, les pionniers ont été amenés peu à peu à élaborer un cadre de comptabilité nationale qui permette l'utilisation optimale des renseignements disponibles et le calcul du produit national. Il n'y a, par suite, rien d'étonnant à ce que ce cadre présente des différences avec celui qui a été élaboré au groupe d'étude du Revenu national de l'O.E.C.E.

C'est à une comparaison de ces deux cadres et à un essai de présentation de la comptabilité française dans le cadre adopté par l'O.E.C.E. qu'est consacrée la publication du groupe d'étude du Revenu national de l'O.E.C.E., intitulée : « Etudes sur la comptabilité nationale », et rédigée par M. Jan Marczewski.

Le travail préliminaire a consisté dans la comparaison des principaux agrégats du système français et du système de l'O.E.C.E. et du contenu des secteurs et des comptes. « Dans l'ensemble, la terminologie française en matière de comptabilité nationale ne diffère pas notablement de la terminologie adoptée dans le système simplifié. Il existe néanmoins certaines différences secondaires. » A la lecture, on a d'ailleurs l'impression que certaines d'entre elles ne sont pas tellement secondaires. Dans l'ensemble, elles proviennent principalement des éléments constituant la contribution du reste du monde, de ce qu'on peut ranger globalement sous le vocable de sécurité sociale, et enfin de la formation du capital.

A partir des éléments de la comptabilité française relatifs aux années 1938 et 1946 à 1950, M. Marczewski s'efforce de reconstituer des tableaux présentant cette comptabilité sous la forme prévue par l'O.E.C.E. La détermination de chaque chiffre est soigneusement explicitée, ce qui permet non seulement de voir clairement le passage d'un cadre comptable à l'autre, mais aussi d'avoir une idée des éléments qui ont permis l'établissement d'une comptabilité nationale en France.

Quelle est la valeur des chiffres de cette comptabilité ? M. Marczewski cherche à l'évaluer en examinant les sources, et classe les principaux agrégats avec les quatre qualificatifs suivants : assez précis, approximatif, valeur d'indication, mauvais. La dépense nationale brute et le produit national brut se classent ainsi entre approximatif et valeur d'indication, le revenu national n'a qu'une valeur d'indication.

Enfin, après avoir donné, dans des tableaux complémentaires, la ventilation de certains agrégats et des évaluations à prix constants, l'auteur donne une vue rapide des modifications qu'apporte actuellement le service spécialisé du Ministère des Finances au cadre utilisé, et qui portent essentiellement sur l'utilisation plus poussée de méthodes fiscales d'évaluation, la ventilation plus précise des comptes de l'Etat, la création du compte marché des capitaux, le perfectionnement des évaluations de la formation brute de capital.

Les travaux et études en cours au sein de l'équipe spécialisée du Ministère des Finances, et qui visent en particulier à insérer l'analyse d'input-output dans les travaux de comptabilité nationale, sont susceptibles de modifier assez profondément le cadre utilisé. D'autre part, on peut regretter que M. Marczewski n'ait pas porté de jugement de valeur chaque fois qu'il y a divergence entre le cadre français et celui de l'O.E.C.E.; sa compétence le lui eût permis et eût été le gage que de tels jugements eussent contri-

bné à éclairer le lecteur non spécialisé. Mais quelles que soient les limites de cette étude, elle est extrêmement dense et fournit une excellente synthèse des travaux de comptabilité en France portant jusque sur l'année 1930.

Pierre MAILLET.

### Agriculture et économie rurale.

**Ramus (André)**, *Vie paysanne et technique agricole. Exemple de La Bresse Louhannaise*. Un vol. in-8° de 132 p., Paris, A. Colin, 1932 (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, n° 33).

Cet « ensemble d'observations d'ordre technique, économique et humain », pour reprendre l'observation du préfacier, M. P. Margarit, est un très remarquable travail. Il paraît apporter une information très sûre; les statistiques administratives, toujours sujettes à caution, n'y tiennent qu'une place restreinte; le plus souvent, l'observation est celle d'un témoin que son rôle professionnel d'ingénieur des Services agricoles oblige à bien observer.

Le lecteur serait mieux averti de ce que nous apporte ce livre si le titre était ainsi rédigé : *Monographie agricole de la Bresse Louhannaise pour servir à l'étude des rapports entre la vie paysanne et la technique*. Il s'agit de la région correspondant à peu près à l'arrondissement de Louhans, sur la rive gauche de la Saône. L'utilité de l'étude est que ses conclusions peuvent supporter une certaine généralisation, avec des précautions et réserves nécessaires. La région examinée correspond bien à l'idée qu'on se fait généralement de l'agriculture française dans des conditions moyennes : terres de qualité médiocre, climat humide, petites exploitations familiales en faire-valoir direct plus qu'en fermage, peu de grosses propriétés, méthodes culturales souvent périmées, médiocre organisation commerciale, bien que la production soit faite en grande partie pour le marché, équilibre démographique presque suffisant, « pas d'exode rural massif et contagieux », polyculture avec prédominance de l'élevage de porcs et de volailles. Les agriculteurs sont attachés à leurs traditions, ce qui implique un caractère ni combatif ni curieux; ils ont cependant de plus en plus le désir d'améliorer leurs conditions d'existence, quand leurs ressources le leur permettent.

L'enseignement le plus précieux que l'étude de M. R. apporte aux économistes est que, dans l'agriculture, les lois économiques, impérieuses dans l'industrie et le commerce, n'emportent pas nécessairement toujours la décision (p. 109). Il n'y a pas chez le paysan, comme chez l'ouvrier, divorce entre l'homme et le professionnel, séparation entre les heures de travail supportées nécessairement et les moments de loisir. M. R. rappelle l'opinion de M. Maspétiol (*L'ordre éternel des champs*) : « Être paysan, ce n'est pas avoir un métier ou exercer une profession... c'est un « état », une manière d'être, ...plus et autre chose que d'être travailleur ou producteur de denrées agricoles... C'est être en union durable avec les lois équilibrées mais austères de l'ordre rural ». M. R. dit encore (p. 113) : « En cultivant du blé ou des céréales, l'agriculteur bressan fait une erreur économique et perd son temps, non par ignorance, routine et manque d'esprit économique... Le but premier de l'exploitation des productions végétales n'est qu'accessoirement la vente directe des produits obtenus. Ceux-ci,

restant dans le cadre de l'exploitation, échappent aux lois du marché; ils valorisent très peu le travail agricole, mais assurent à la famille une grande autonomie... » Et encore (p. 117) : « Un certain nombre de moissonneuses-lieuses sont utilisées sur une surface incompatible avec l'amortissement normal de ces machines. Mais, là encore, quel travail moins pénible pour l'homme et surtout pour la femme qui, au moment de la moisson, devait, avant cet achat, venir aider à dégager et à lier les gerbes. C'est surtout elle qui bénéficie de l'équipement de l'exploitation, que celui-ci touche les travaux des champs ou l'aménagement de l'intérieur de la ferme. »

Il est bon que, de temps à autre, des observateurs dignes de foi viennent rappeler aux économistes que dans un vaste secteur de l'économie nationale certaines de leurs conceptions ne s'appliquent pas avec beaucoup de rigueur.

Michel AUGÉ-LARIBÉ.

**Veyret (Paul), *Géographie de l'élevage*. Un vol. in-8° de 254 p., 1931, Paris, Gallimard (Collection Géographie Humaine).**

Cet ouvrage va figurer parmi les meilleurs de la collection, qui en contient déjà d'excellents. L'auteur a su dégager les grands problèmes que pose l'élevage, et en même temps descendre dans le détail concret, seul évocateur.

Il insiste sur la diversité des élevages, qui est due au jeu combiné de nombreux facteurs : conditions naturelles; technique plus ou moins perfectionnée; mobiles humains. Ainsi, à propos de la traite, il rappelle le tableau si familier aux Indes : « Le laitier qui vient tirer ses vaches à la porte des clients emmène sous le bras un veau empaillé, qu'il pose chaque fois devant la vache à traire. » Et voici « le fameux Rotalactor de New-York, plateau de traite pour 50 vaches. L'installation de chaque vache provoque son attachage automatique et le lavage de la mamelle par un jet d'eau chaude; de l'air chaud sèche les parties lavées, puis des aides, gantées de caoutchouc, habillées de blanc, ajustent la trayeuse mécanique; le lait se déverse dans une bouteille, sans entrer en contact avec l'air extérieur. » Même contraste dans le domaine de l'alimentation des troupeaux : certains doivent se contenter de maigres pâturages et, à la limite du minimum vital, sont anéantis par toute sécheresse anormale; d'autres ont à leur disposition toutes les ressources de l'homme, et, bloqués par les neiges, sont ravitaillés par des avions qui parachutent des balles de foin : « l'on ne compte plus les bêtes qui sont ainsi mieux nourries que des millions d'hommes. »

Ce qui intéresse le plus l'économiste dans cet ouvrage de géographie c'est, sans aucun doute, l'extraordinaire variété des attitudes que l'homme adopte vis-à-vis des animaux et de leurs produits.

Le lait « se heurte à des refus formels, dont le principal est celui du monde chinois; il ne s'agit pas d'un tabou religieux, mais d'une répugnance à base de superstition; les paysans chinois croient que l'absorption de lait crée un lien de parenté, jugé dégradant, avec l'animal producteur ». La viande connaît aussi des adversaires : son principal est l'Inde bouddhique « le seul grand pays qui édicte une défense s'étendant à tous les animaux ». On proscriit plus souvent un animal donné : le porc chez les musulmans, le lapin chez certains indigènes d'Indochine. Ou bien, « la religion formule des interdits périodiques : le vendredi et le carême catholiques, les jours d'abstinence plus nombreux encore de l'Eglise orthodoxe ».



La logique inclinerait l'Européen à croire que le refus du produit conduit au refus de l'animal producteur. Elle est mise en échec dans de nombreuses régions, qui pratiquent ce que l'auteur appelle des « élevages sentimentaux ». Aux Indes, « une double interdiction empêche de tuer les animaux, la croyance en la métempsycose et le précepte de Çakya-Mouni, imposant de ne pas ôter la vie ». Le bétail pullule donc et se trouve bien trop nombreux pour les ressources fourragères du pays; de là, naît ce paradoxe d'un troupeau bovin qui est de très loin le premier du monde par le nombre, mais l'un des plus médiocres par la qualité, et qui, « au lieu de soulager par ses produits un peuple indigent, l'accable encore d'un fardeau presque inutile ». A Madagascar, « le Malgache ne défie pas ses zébus, mais il les traite en amis, les intègre dans sa famille et les connaît admirablement »; il ne mange de la viande que par occasion et, avant l'arrivée des Français, le lait n'était presque pas utilisé. De même, en Afrique Orientale, vivent des pasteurs qui élèvent du bétail « par goût et parce que la possession de bêtes ennoblit leur propriétaire; on est estimé, honoré, écouté à proportion de son cheptel... On y consomme encore moins de viande qu'à Madagascar; le travail ni l'engrais n'entrent en ligne de compte, puisque ces pasteurs méprisent la culture ».

Ainsi, tous les élevages sont loin d'être utilitaires au sens pécuniaire du mot. En réalité, les Européens n'en sont pas totalement dépourvus (cf. les chevaux de course, les chiens d'appartement).

Signalons une erreur de détail. L'auteur écrit qu'au Danemark le cheptel excède de beaucoup les ressources fourragères nationales; la chose a été vraie; elle l'est de moins en moins; la guerre de 1914 a montré aux Danois la fragilité d'une telle situation; ils y ont remédié en intensifiant leur production agricole; au lieu de satisfaire, comme en 1880, 13 % seulement de leurs besoins fourragers et 30 % en 1913, ils en satisfont maintenant plus de 80 %.

Cette évolution vient encore renforcer la thèse que M. V. expose d'une façon si puissante : l'élevage est « un grand sujet » qui, depuis un siècle, présente en Europe un tel renouveau d'intérêt que « l'on a pu déjà opposer notre civilisation de l'animal aux civilisations du végétal, celles de l'Extrême-Orient. »

Pierre FROMONT.

### Monnaie

Michelet (Georges), *La stabilité monétaire*. Un vol. de 174 p., 1951, Bruxelles, Etabl. Vromant, édit.

Les idées exposées dans le nouvel ouvrage de M. G. Michelet, *La stabilité monétaire*, procèdent strictement de l'application des conclusions tirées des études antérieures de cet économiste (*principes de valoristie, valeurs, prix, monnaie*) concernant les échanges et la monnaie, à un problème permanent que l'accélération propre aux événements de notre siècle impose à l'attention du moindre citoyen, mais qui ne semble, sauf apparemment, à quelques époques privilégiées, n'avoir jamais été résolu.

Si la méthode scientifique et les conseils de l'auteur n'ont pu recevoir d'application pratique, il n'est pas niable, cependant, que les échecs persistants de toutes les initiatives des gouvernements et de ce qu'on nomme les autorités monétaires, sont rigoureusement prévisibles pour des familiers des théories « valoristiques », et cela donne à réfléchir.



Ne pouvant présenter une analyse détaillée de ce petit livre qui touche à bien des sujets, bornons-nous à signaler l'importance donnée par l'auteur à une notion de base, celle du « prix naturel ». Le prix est, en effet, la mesure en monnaie du pouvoir d'échange, l'échange étant le fait fondamental. Remarquons d'abord que, pour M. Michelet, il importe, pour obtenir des conclusions utilisables en politique monétaire générale, d'écarter la considération des cas singuliers où se manifeste exagérément l'effet de la loi de l'offre et de la demande.

Seuls restent à considérer les grands ensembles d'échange. Pour ceux-ci, cette loi ne fera qu'ajouter un terme oscillatoire au « prix naturel », produit de la quantité moyenne de travail (de toute espèce) incorporé dans l'unité de marchandise, par la rémunération moyenne de ce travail. Or, si le premier de ces termes tend à s'abaisser lentement, et de façon très diverse selon les cas, par l'effet du progrès technique, le second facteur est de nature irrationnelle, et c'est tout le drame.

Ce facteur tend, en effet, à augmenter indéfiniment, sous l'influence de la « poussée salarique », cette perpétuelle et vaine requête de l'augmentation nominale des rémunérations qui est innée à l'homme.

Cet élément salarique incontrôlable manifeste partout sa prédominance : Sans accord de salaires (peut-être irréalisable) pas de change rationnel, pas d'unions économiques ni d'accords monétaires, et le fait est que tous échouent. Et, cependant, l'auteur établit que, pour le maintien de l'activité économique, les prix doivent monter sans cesse, tandis que, pour le maintien de la paix sociale en pays libre, on ne peut songer à s'opposer de façon absolue à la poussée salarique. L'auteur propose une formule qui, par combinaison avec la notion d'intérêt, préserverait l'épargne. Elle suppose, hélas ! la science et la sagesse.

Pour M. Michelet, il apparaît que la *Stabilité monétaire* est irréalisable dans l'état actuel de l'instruction économique des populations. Quant au rattachement d'une monnaie à l'or ou tout autre élément matériel, point n'est besoin d'y songer, la valeur conventionnelle de l'une et le prix commercial de l'autre divergeant inéluctablement, comme l'histoire le confirme à travers les siècles.

Les exposés sont rigoureux, et si l'ouvrage doit retenir l'attention d'un public cultivé, il serait intéressant qu'il tombât sous les yeux de dirigeants à l'esprit affranchi d'une orthodoxie séculaire et toujours contredite.

Il est regrettable que le premier abord en soit rendu quelque peu pénible par l'emploi d'un vocabulaire inédit, avec lequel le lecteur doit se familiariser.

F. VERDEAUX.

### Droit.

Savatier (R.), *Les métamorphoses économiques et sociales du droit civil d'aujourd'hui*. Un vol. de 314 p., 1952. Paris. Dalloz.

M. S. nous donne aujourd'hui une deuxième édition augmentée de ce livre. Nous y relevons trois chapitres nouveaux : « Le droit et l'accélération de l'histoire » (chap. liminaire), « Les transformations du droit de l'adoption » (chap. VII, 2<sup>e</sup> partie), et « Confluences des métamorphoses du droit de la famille et de celles du droit des biens » (chap. IX, 3<sup>e</sup> partie).

Si ces nouveaux développements n'entrent pas dans la partie plus spécifiquement économique de l'ouvrage, ils s'y intègrent et le complètent de

façon à ne pas laisser indifférent l'économiste. Celui-ci, d'ailleurs, voudrait bien pouvoir toujours se reconnaître dans ces « hommes spécialisés dans l'accélération de l'histoire », qui « traduisent immédiatement dans leurs courbes le rythme de l'évolution de l'homme ». Mais il ne peut se permettre de négliger ses aspects du droit, tant du droit des personnes que du droit des biens, qui créent ou sanctionnent un climat social dans lequel baigneront les phénomènes économiques, et en particulier ceux qui ont trait au domaine du travail.

Jane AUBERT-KRIER.

---

*Le gérant : DE PEYRALADE.*

---

Dépôt légal effectué en 1953 (1<sup>er</sup> trimestre).

---

26361 — Imprimeries DELMAS, Bordeaux (51.0192).

# REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

## LA RÉFORME MONÉTAIRE CONDITION DE L'UNITÉ EUROPÉENNE

---

Beaucoup de projets ont été agités récemment au sujet de la situation monétaire des pays d'Europe occidentale.

On a parlé de fusion monétaire des six pays du Plan Schuman, de la création d'une « Banque centrale européenne », de l'extension et de la permanence de l'U. E. P., etc.

Le grand défaut de la plupart de ces projets est de mettre l'accent sur des techniques administratives ou même de reporter au niveau international les méthodes de contrôle bureaucratique des monnaies qui prévalent depuis la guerre dans la plupart des pays d'Europe.

Il ne paraît pas inutile de faire à ce sujet un certain nombre d'observations fondées sur l'expérience que donne la gestion effective des monnaies et notamment sur l'expérience acquise par les banques centrales.

1. — S'il est un domaine où il serait absurde de faire la « *petite Europe* » (celle des six pays du Plan Schuman), c'est bien dans le domaine monétaire.

La livre sterling est trop importante dans les échanges européens pour organiser un régime monétaire purement continental.

Même si on obtenait une transférabilité complète des monnaies continentales entre elles, ce serait une régression grave par rapport au système actuel de l'Union européenne de paiements, qui offre en tout cas l'avantage d'englober toute la zone sterling.



Ce devrait être un principe absolu de ne pas tendre à créer arbitrairement une zone « Europe continentale » à côté de la zone dollar et de la zone sterling.

Pour la France notamment et ses territoires d'outre-mer ainsi que pour la Belgique et les Pays-Bas ouverts largement sur l'extérieur, une telle politique serait véritablement paradoxale.

2. — Il ne faut d'ailleurs pas confondre le progrès vers l'assainissement réel et la convertibilité avec la *transférabilité entre elles de monnaies inconvertibles*.

L'expérience prouve que si on relie par des liens de plus en plus étroits des monnaies inconvertibles (ou inégalement assainies), on tend inévitablement à une égalisation par le bas, au renforcement des contrôles vers l'extérieur et à une zone fermée.

Les pays d'Europe occidentale sont ouverts sur le reste du monde. Ils ne sont nullement complémentaires. L'abaissement des barrières monétaires entre eux n'est pas une fin en soi et n'est vraiment utile que s'il va de pair avec des progrès analogues vers l'extérieur.

Autrement dit, *la transférabilité des monnaies européennes entre elles, pour ne pas être artificielle et aboutir à une zone fermée, doit résulter d'un progrès commun vers l'assainissement et la convertibilité de ces monnaies vers l'extérieur, c'est-à-dire en dollars.*

3. — On insiste souvent, et à juste raison, sur le lien qui existe entre *la libération du commerce et la libération des monnaies*. Ce lien est réel et une monnaie saine ne peut être fondée que sur des échanges larges et suffisamment libres.

Mais il faut se garder de confondre les méthodes par lesquelles commerce et monnaie peuvent être assainis. L'habitude des « accords de commerce et de paiement » d'après guerre a contribué à les confondre dans un même marchandage. Ce n'est pas ainsi qu'une véritable réforme monétaire peut être menée à bien.

Celle-ci exige qu'un programme d'ensemble ayant été dressé, les autorités monétaires aient la possibilité d'agir avec une indépendance et une autorité suffisantes sans être paralysées par des considérations de rivalités commerciales ou d'intérêts particuliers.

Le prétexte de « sauvegarder les réserves » ou de « protéger la monnaie » sert d'alibi aux mesures de protection les plus cyniques. Le meilleur moyen de combattre le protectionnisme commercial est de l'obliger, par l'assainissement monétaire, à s'avouer franchement pour ce qu'il est.

En 1939, après tout, les grandes monnaies étaient libres, même si les échanges souffraient de trop nombreuses restrictions. Le retour à une situation analogue serait aujourd'hui déjà un immense progrès.

4. — De même, c'est une idée juste que l'assainissement et la convertibilité des monnaies exigent un large degré de *coopération internationale*, mais il ne faut pas pousser à l'absurde l'idée d' « approche commune ».

S'il devient possible, par exemple, de rendre la livre sterling convertible, faudra-t-il s'en abstenir sous prétexte que tous les pays d'Europe ne pourront en faire autant exactement au même moment ?

Une monnaie ne peut être assainie, en pratique, que par un effort intérieur et une discipline dans les domaines du budget, du crédit, etc., qui relèvent *d'abord des autorités politiques et monétaires de chaque pays*.

Il est d'ailleurs parfaitement possible et souhaitable que plusieurs pays, et des plus importants, fassent conjointement des progrès décisifs, mais si l'on veut s'attaquer aux *vrais problèmes*, il faut reconnaître que ceux-ci diffèrent de pays à pays et que, d'autre part, le renforcement et la convertibilité de la livre sterling, par exemple, sont la clef de tout assainissement durable des autres monnaies.

C'est une illusion de croire qu'on peut esquiver les vrais problèmes par une sorte de fuite vers de nouvelles organisations supranationales. En fait, les conditions qui seraient nécessaires pour réaliser une « fusion monétaire » en Europe qui ne soit pas une caricature de convertibilité sont *d'abord fondamentalement les mêmes que celles qui permettront la convertibilité réelle des monnaies*.

Mais l'avantage de la convertibilité est que, si elle exige une *discipline commune*, elle laisse aux politiques financières et monétaires nationales une large et nécessaire autonomie. Une fusion complète entre pays ayant des caractères nationaux bien

distincts comme les pays européens est, à l'heure actuelle, aussi chimérique que superflue. C'est la vraie convertibilité qui fera l'unité économique de l'Europe et du monde libre tout entier.

5. — Quels sont donc les moyens de s'attaquer aux *vrais problèmes* que pose l'assainissement des monnaies ?

En premier lieu, évidemment, les mesures d'*assainissement intérieur*. C'est l'inflation, inévitable en temps de guerre, qui a jeté tous les pays dans les contrôles de change. C'est en la maîtrisant définitivement qu'on peut mener à bien une réforme monétaire durable.

Ce point est heureusement maintenant largement reconnu et l'on admet de plus en plus que le problème de la balance des comptes ne peut pas être résolu en lui-même, indépendamment de la situation financière intérieure.

Encore ne faut-il pas comprendre d'une manière statique la « stabilité intérieure » à laquelle tout le monde aspire. La mise en ordre rigoureuse du budget, l'assainissement du crédit bancaire ne peuvent donner des résultats durables que s'ils permettent de remettre en marche le *mécanisme monétaire* élémentaire qui consiste à adapter à tout moment la masse monétaire aux biens et services disponibles par une politique de crédit et une politique financière flexibles, constamment ajustées aux circonstances.

Ce mécanisme était assuré autrefois par le fait que la banque centrale : a) avait dans son bilan une très forte proportion d'actifs liquides; b) ne créait de monnaie que contre or (ou devises convertibles en or) et contre marchandises réellement vendables à court terme. La moindre modification du taux d'escompte suffisait généralement à obtenir le résultat voulu.

Avec les moyens nouveaux que fournit la technique financière moderne, la même nécessité existe toujours d'une politique monétaire suffisamment *flexible*, suffisamment *indépendante* des besoins du Trésor et des intérêts particuliers pour assurer, dans l'intérêt général, ce qu'on peut appeler le service public de la monnaie.

Toutes les expériences d'après guerre ont montré clairement l'efficacité d'une politique monétaire flexible. Le dernier exemple a été celui des Etats-Unis où l'accord récent conclu

entre la Trésorerie et le Federal Reserve System a permis à celui-ci de jouer son rôle d'autorité monétaire indépendante et de stopper l'inflation déclenchée par le conflit de Corée.

6. — Le second point est le rétablissement d'un *marché des changes* de plus en plus réel et suffisamment libre pour faire disparaître les cours « parallèles ».

A ce point de vue, la réconciliation du cours officiel et du cours libre, tel qu'il ressort par exemple de la cotation des billets en Suisse ou aux Etats-Unis ou autres cours « bon marché », est un facteur essentiel.

L'expérience prouve que c'est en relâchant progressivement les restrictions de change et les restrictions commerciales prises sous le prétexte de « défendre la monnaie » que l'on peut le mieux, en pratique, préparer le retour à la convertibilité réelle qui sera marquée par le rétablissement d'un marché vivant des changes.

La question des *réserves monétaires* est naturellement importante, mais le contrôle même des changes en fausse la notion, car le rationnement entretient la pénurie pour les devises comme pour toute autre marchandise. On demande toujours le maximum d'une denrée rationnée et on en livre le minimum. Jamais les fluctuations des réserves officielles n'ont été aussi violentes que depuis que les pays vivent sous la protection illusoire des contrôles et des cours officiels.

A ce compte, aucune réserve monétaire ne sera jamais assez forte pour permettre aux autorités de donner des devises à tout demandeur (même supposé « légitime ») si l'offre n'est pas elle aussi spontanée.

Or, cette offre ne peut résulter elle-même que d'un assainissement intérieur durable et de la reconstitution d'une *forte épargne*.

En fait, une réforme monétaire suppose un programme d'ensemble mis en œuvre avec ténacité, sans égard pour les intérêts secondaires ou particuliers, et capable de provoquer un renversement décisif de la tendance en faveur de la monnaie.

Toutes les fois que ces conditions ont été réunies, on s'est toujours aperçu dans le passé combien, en pratique, étaient modestes les ressources réellement utilisées pour mener la stabilisation monétaire à bien.



Mais la situation actuelle est trop difficile et le succès des réformes monétaires à entreprendre est trop essentiel pour qu'il ne soit pas indispensable, à travers le Fonds monétaire ou autrement, de renforcer d'une manière appropriée les réserves monétaires qui sont encore insuffisantes.

7. — Vu sous cet angle réaliste, l'assainissement monétaire de l'Europe occidentale *n'exige nullement la création de nouveaux organismes administratifs.*

Les gouvernements européens sont associés, dans le cadre de l'O. E. C. E., avec l'objectif précis de promouvoir l'assainissement financier intérieur et la libération extérieure des échanges. Cet effort doit être poursuivi avec le maximum de ténacité et d'énergie.

Les banques centrales, elles aussi, sont groupées dans le cadre, maintenant consolidé depuis plus de vingt ans, de la *Banque des Règlements internationaux* dont les opérations techniques et les ressources, qui représentent aujourd'hui plus de 400 millions de dollars, se sont accrues d'une manière considérable depuis la guerre, dans un esprit de coopération d'autant plus remarquable qu'il s'est développé spontanément.

L'Union européenne de paiements a joué un rôle utile en atténuant, par une compensation périodique et des crédits réciproques, les inconvénients du système bilatéral auquel sont condamnées les monnaies inconvertibles, et aussi en rétablissant partiellement la discipline des paiements en or.

Mais l'objectif véritable n'est pas de perfectionner le système bilatéral des paiements réglementés, mais au contraire d'en sortir. L'U. E. P. ne doit donc à aucun prix se cristalliser sous sa forme actuelle. Elle doit demeurer assez souple pour s'adapter aux progrès qui résulteront notamment du rétablissement d'un marché des changes dans certains au moins des pays participants.

Du point de vue technique, la coexistence de monnaies convertibles ayant un marché réel et de monnaies encore étroitement contrôlées posera des problèmes parfois complexes, mais qui peuvent et doivent être surmontés : l'exemple de la Suisse prouve que ce n'est nullement impossible.

Le *Fonds monétaire international*, de son côté, peut et doit jouer un rôle important dans l'assainissement des monnaies

européennes. Ses ressources sont considérables et il est en mesure de fournir aux pays prêts à mettre en œuvre une réforme monétaire le supplément de réserves indispensable pour en assurer le succès.

Déjà sa politique s'est assouplie lors de récents accords et il est certain que de plus en plus la volonté d'arriver à une stabilité réelle des monnaies aura le pas sur la préoccupation de maintenir une stabilité apparente.

Les ressources du Fonds sont trop précieuses pour qu'elles ne soient pas employées de la manière monétairement la plus efficace. A ce point de vue, il serait important que les tirages sur le Fonds ne servent plus à fournir aux Trésoreries des ressources additionnelles, mais uniquement à renforcer les réserves des autorités monétaires. L'expérience du Comité financier de la S. d. N. et des stabilisations entreprises par lui prouve que les réserves ne peuvent être réellement renforcées par un apport de change que si sa contrepartie en monnaie nationale revient à la banque centrale.

8. — *La coopération étroite des autorités américaines est indispensable évidemment pour résoudre les problèmes de grande envergure que posent l'assainissement et la convertibilité des principales monnaies européennes.*

Ceci ne veut pas dire que la période des subventions aux frais du contribuable américain doive être rouverte. Au contraire. Des progrès durables ne seront faits que si chaque pays se trouve placé clairement devant la responsabilité de mettre de l'ordre dans ses propres affaires.

Mais la coopération des Etats-Unis et de leurs alliés européens est trop étroite et la position américaine dans l'économie du monde libre trop importante pour que leur attitude n'ait pas une influence décisive dans un bon comme dans un mauvais sens.

Or, il est évident qu'au cours des dernières années l'action américaine a été axée d'abord tout naturellement sur la reconstruction, l'augmentation de la production et des investissements, ensuite sur l'organisation militaire de la défense.

Le moment est venu, semble-t-il, de mettre au premier plan une action de restauration monétaire qui n'a jamais été réellement abordée dans toute son ampleur et qui est cependant la

base essentielle de tout effort durable de défense et de développement économique de l'Europe.

Ce que les pays européens peuvent légitimement demander aux Etats-Unis dans le domaine de la politique générale peut être résumé en quelques points essentiels :

a) Permettre aux autres pays, dans l'intérêt même des Etats Unis, de gagner des dollars par des échanges normaux et non par des subventions, en évitant les mesures de protection abusives;

b) Contribuer à une répartition équitable et réaliste de l'effort commun de défense en Europe comme en Asie;

c) Coopérer avec leurs alliés pour maintenir le monde libre ouvert aux échanges et développer le commerce triangulaire Europe-pays producteurs de matières premières-Etats-Unis, sans lequel aucun équilibre ne peut être durable.

Techniquement, il ne devrait pas être impossible aux autorités américaines, en coopération avec le Fonds monétaire, d'appuyer vigoureusement par des ouvertures de crédit de caractère purement monétaire les pays qui seront prêts à mettre en œuvre une réforme décisive et à rétablir un marché réel des changes, afin de garantir un succès qui est de l'intérêt commun de tous les pays du monde libre.

Non moins important est-il que les différentes agences représentant l'action américaine en Europe travaillent dans le cadre d'une politique générale fermement orientée vers la stabilisation et la convertibilité des monnaies européennes et que les efforts ne soient pas dispersés vers la création de nouvelles formules spectaculaires donnant peut-être l'apparence de l'« intégration », mais esquivant les vrais problèmes et tendant à faire de l'Europe une « zone » de plus.

9. — Dans des pays démocratiques comme ceux de l'Europe occidentale, il n'est pas possible d'imposer les réformes nécessaires de l'extérieur ou par une sorte de fuite vers des autorités supranationales; il faut convaincre l'opinion et les hommes d'Etat responsables qu'une monnaie saine, ayant un large marché, fait partie de l'outillage indispensable à une nation moderne, et détruire l'illusion trop répandue qu'il est possible de construire, en temps de paix, par les mêmes méthodes inflationnistes qui sont inévitables en temps de guerre.

Il n'est pas nécessaire de faire dans ce domaine de spectaculaires abandons de souveraineté, mais bien de s'imposer une discipline commune en vue d'un but commun en rendant aux autorités monétaires responsables un degré suffisant d'indépendance envers les intérêts particuliers, y compris ceux du Trésor public, pour jouer le rôle qui est le leur dans l'intérêt général.

La réforme monétaire ainsi comprise est la base même de l'unité de l'Europe et du monde libre tout entier.

Roger AUBOIN.

---



## LE ROLE DE L'AMÉRIQUE DANS LA STABILISATION MONÉTAIRE

---

### NOTE DU TRADUCTEUR.

*L'article ci-dessous paraît en même temps en anglais dans la revue économique sud-africaine Optima et dans la Revue d'économie politique. Le problème de l'élévation du prix de l'or aux Etats-Unis présente à l'heure actuelle une telle importance internationale qu'il nous a paru opportun d'ouvrir nos pages à l'économiste de langue anglaise qui a fait de ce problème l'étude la plus complète et la plus persuasive, dans son livre paru il y a déjà quatre ans, et intitulé La mesure de l'or. M. Busschau s'était déjà fait connaître antérieurement par un ouvrage sur l'offre de l'or, qui avait été accueilli avec beaucoup d'éloges. Son second ouvrage n'en mérite pas moins, et il lui a valu une autorité qui l'a fait choisir comme conseiller économique par le ministre des Finances de l'Afrique du Sud, M. Havenga.*

*La thèse défendue dans les pages suivantes a pris une actualité de plus en plus grande depuis que les représentants du Common Wealth britannique paraissent s'y être ralliés dans leur réunion de l'automne dernier. Cette thèse rencontre encore aux Etats-Unis, chez d'excellents esprits, une vive hostilité. Un grand pas cependant a été fait le jour où certains économistes de premier rang, comme M. Williams, ont consenti à la discuter. Cette discussion met en jeu un certain nombre de conceptions économiques fondamentales, touchant à la fois à la théorie de la monnaie et à celle des crises. C'est pourquoi elle a sa place dans une revue comme celle-ci.*

\*  
\*\*

Jusqu'à ces dernières années, les gouvernements avaient l'habitude de nier qu'il existât aucune inflation dans le sys-

tème bancaire. Aujourd'hui, ils admettent que l'inflation existe, et ils affirment qu'ils s'efforcent de l'empêcher, mais, pour des raisons en grande partie inexplicables, se sont trouvés incapables d'y réussir. En fait, il est extrêmement difficile, pour les experts comme pour le grand public, de comprendre le sens de beaucoup des explications fournies par les hommes politiques et les fonctionnaires.

Les gens qui réfléchissent ont fini par saisir un certain nombre de faits essentiels. Ils comprennent que l'inflation signifie que les revenus monétaires augmentent plus vite que la production, s'il n'y a pas d'accroissement du volume de l'emploi. Ils savent que, depuis la guerre, les crédits bancaires dans le monde ont atteint un niveau plus de trois fois supérieur à celui d'avant guerre. Ils se sont aperçus aussi que les crédits, sous forme de billets de banque ou de dépôts en banque, ne sont pas identiques à la « monnaie » au sens international du mot. L'Anglais, par exemple, sait, d'une part, à quel point les crédits peuvent être augmentés à l'intérieur; d'autre part, que l'Angleterre « manque de monnaie » et qu'elle observe anxieusement la diminution de ses réserves de monnaie métallique, c'est-à-dire d'or. Il sait, en outre, que si lui-même ne peut pas recevoir d'or en échange de son billet, par contre les pays étrangers exigent d'être *payés* en or et de ne pas se voir refuser ce paiement. Ce qui aboutit à accroître leurs balances en sterling. L'Anglais se rend compte que si les Américains, et les citoyens d'autres pays, considéraient le sterling-papier comme une « monnaie » au sens international, il n'y aurait plus de problème, car ces créanciers étrangers se contenteraient d'accroître leurs balances-sterling et ne demanderaient pas à les convertir en or.

Mais alors que ces idées deviennent plus claires, un jargon les obscurcit lorsqu'on parle aux Anglais d'un « dollar gap ». On leur dit qu'il y a un « problème du dollar », et, plus récemment, un « problème du sterling ». Ce problème résulterait d'une circonstance appelée « déséquilibre fondamental » et serait « insoluble ». Il serait peut-être d'une bonne méthode, pour comprendre ces termes, de faire appel à un professeur d'anglais, de préférence un sémantiste, qui s'assurerait que les déclarations de la Trésorerie et autres documents officiels constituent des communications compréhensibles et com-

préhensives d'idées rationnelles. Il se peut, cependant, que certains politiciens préfèrent que leurs mandants ne reçoivent pas de communications de ce genre. En tout cas, plus d'un observateur s'aperçoit certainement que sa connaissance des faits comporte une interprétation très différente de celle que donnent ces exposés.

Le même observateur sait aussi que, tandis que les crédits sont, dans le monde, trois ou quatre fois supérieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre, les réserves d'or exprimées en dollars n'ont guère été multipliées que par un et demi et que les gardiens des trésoreries nationales surveillent attentivement les réserves d'or et refusent de laisser convertir librement leur monnaie nationale en d'autres monnaies, de peur que ces opérations n'enlèvent trop d'or à l'encaisse nationale. En fait, il existe des systèmes compliqués de contrôle des changes et des importations qui prohibent beaucoup de transactions et finissent par entraîner des distorsions graves dans les économies nationales.

Ici, un lecteur habitué au jargon courant dirait peut-être qu'il faut parler d'or *et de dollars*, parce que ce qui donne sa valeur à l'or est uniquement sa possibilité d'obtenir des dollars. Evidemment, tant que le dollar est convertible en or dans les transactions officielles avec les gouvernements, ceux-ci accepteront des dollars comme le meilleur substitut de l'or, mais le même argument s'applique au franc suisse ou à d'autres monnaies également convertibles en or (à d'autres monnaies « dures », pour employer le langage courant). Si l'on regarde les choses d'un point de vue réaliste, on dira simplement que l'or est la monnaie internationale gageant le papier de toutes les monnaies, et que là où le papier national est convertible en or, ces monnaies sont *ipso facto* convertibles les unes dans les autres.

Notre objecteur dispose encore d'une erreur plus subtile, qui est courante aujourd'hui en Europe et en Amérique. C'est la suivante : « Il n'est pas nécessaire pour restaurer la convertibilité des monnaies que celles-ci soient convertibles en or. Il suffit qu'elles soient convertibles les unes dans les autres, ou en marchandises, au choix de l'acheteur. » Comment des monnaies peuvent-elles être convertibles les unes dans les autres sans être convertibles dans un étalon commun tel que

l'or (ou autrefois l'argent) ? Sans un étalon commun de ce genre, il est impossible de *liquider les soldes* qui subsistent après compensation des dettes et des créances. L'or, comme toute autre denrée, ne joue de rôle dans l'économie que s'il est échangeable contre d'autres denrées. Mais il est essentiel que la marchandise qui sert de monnaie internationale soit une marchandise dont la production annuelle ne représente qu'un faible accroissement proportionnellement au stock existant et soit universellement demandée. Tant qu'il en est ainsi, cela veut dire que les soldes dus pour compte international ne peuvent être réglés que par un transfert de marchandise-monnaie. Dire que ces soldes seront réglés par des paiements en marchandises, c'est supposer le problème résolu, puisque alors les dettes et les créances se compenseraient comme dans le troc, tandis que pratiquement le problème, dans le monde où nous sommes, n'apparaît justement que parce que les dettes internationales *ne se compensent pas*. Si les Américains étaient disposés à accroître leurs balances sterling, il leur suffirait de maintenir ces balances en vue d'acheter dans l'avenir des biens à leur choix. Malheureusement, *c'est précisément ce qu'ils ne font pas*, et le problème du règlement des soldes internationaux, quand les créanciers *préfèrent ne pas acheter*, subsiste intégralement. En fait, la demande de monnaie naît justement parce que les créanciers désirent être payés, et ne pas éteindre leurs créances par un simple troc. Pour le monde dans son ensemble (tout au moins pour le monde occidental, qui comprend des zones en étroite relation économique), le montant de la monnaie proprement dite consiste dans la somme de leurs réserves d'or.

Des pays particuliers, tels que le Royaume-Uni, peuvent parler de leurs réserves « d'or et de dollars », mais alors, quand on fait la somme des réserves communes, celles des Etats-Unis ne doivent être comptées qu'après déduction de ces exigibilités à court terme, c'est-à-dire des dollars détenus par les autres pays. Autrement, il y aurait double emploi. Aucun critique, à mon avis, n'a dit quoi que ce soit qui puisse rendre invalide l'affirmation que la liquidité bancaire internationale a subi une réduction sérieuse en raison de l'accroissement disproportionné des crédits, comparé à l'accroissement de la valeur monétaire des réserves d'or.



Après la guerre, les destructions matérielles qu'elle a provoquées, jointes à d'autres raisons encore, ont fait que beaucoup de pays désiraient acheter des Etats-Unis plus de denrées qu'ils n'en pouvaient payer avec leurs acquisitions courantes de dollars. La différence s'est traduite par une perte nette d'or d'environ 2,3 milliards de dollars (après déduction des pertes en réserves dollars) et par une aide américaine (en prêts et en dons) de l'ordre de 33 milliards <sup>1</sup>. Aucune personne raisonnable ne peut mettre en cause la générosité dont ont fait preuve les Américains dans cette affaire. Cependant, dans la mesure où les différents pays ont exporté de l'or aux Etats-Unis, on ne peut contester que la contrepartie qu'ils ont reçue a été moindre qu'elle n'eût été si la politique des Etats-Unis ne s'était pas opposée à une élévation du prix de l'or.

Imaginons un instant quelle eût été la situation, dans l'hypothèse d'un monde à la mode d'autrefois, où l'or était accessible aux citoyens pour leurs transactions internes et externes. Le passé a aussi connu des guerres financées par l'inflation de crédit, mais le prix (ou la mesure) de l'or était alors modifié par les méthodes usuelles de dévaluation, que celle-ci se fit sous la forme de rognage des pièces ou sous forme d'une réévaluation de l'once d'or. Cette méthode d'ajustement a été empêchée parce que les citoyens des Etats-Unis ne sont plus autorisés à détenir de l'or et que la Trésorerie a maintenu rigidement le prix de 35 dollars l'once comme prix d'« achat » de l'or.

Les réserves actuelles des Etats-Unis sont de l'ordre de 23,5 milliards de dollars, auxquelles il faut ajouter des créances sur l'étranger, à court terme, de l'ordre de 7,7 milliards de dollars. Il est clair que si les autres pays avaient suivi des politiques aboutissant à des balances créditrices en leur faveur, l'encaisse des Etats-Unis aurait pu être vidée par le transfert d'une portion seulement de l'aide Marshall de 33 milliards de dollars (pure hypothèse du reste, car l'aide aux pays étrangers aurait certainement été réduite au fur et à mesure de la réduction des réserves d'or des Etats-Unis). Naturellement, nous n'oublions pas les difficultés qu'auraient présentées de telles politiques, en particulier le besoin désespéré de beaucoup de

1. A l'exclusion des contributions des Etats-Unis au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Voir le pamphlet de M. Kriz cité ci-dessous.

pays d'obtenir de l'Amérique des denrées alimentaires et autres également essentielles, et, par ailleurs, la réglementation américaine elle-même (telle que les barrières douanières) rend difficile aux autres pays l'acquisition de crédits en Amérique. Tenant compte cependant de ces facteurs et de quelques autres, trois faits importants doivent être signalés :

1° dans beaucoup de pays, des considérations politiques ont conduit à adopter des politiques inflationnistes<sup>2</sup>;

2° l'inflation, dans les pays autres que l'Amérique, s'est développée à une allure plus rapide qu'aux Etats-Unis;

3° la possibilité d'obtenir l'aide américaine a encouragé les trésoreries de certains pays à reculer les ajustements qu'à défaut de cette aide ils auraient été obligés de faire depuis longtemps.

En ce qui regarde la production d'après guerre, il ne faut pas négliger ce que l'on pourrait appeler « l'effet de tempête ». Une tempête, en brisant les vitres, provoque une forte et soudaine demande de verre à vitres. Ce remplacement anormal se fait une fois pour toutes, et ramène les remplacements ultérieurs à un niveau plus bas, correspondant seulement à l'usure normale. De même, le remplacement des usines et des installations endommagées en Europe a provoqué une double demande exceptionnelle en Amérique : celle des denrées momentanément non produites en Europe, et celle des biens-capitaux nécessaires pour rétablir la capacité productive de l'Europe. Au fur et à mesure que l'« effet de tempête » s'atténuera, les denrées européennes entreront davantage en compétition avec les denrées américaines.

La situation d'un pays devenu de plus en plus créancier n'est pas nouvelle dans l'histoire. Par contre, le retard des ajustements des débiteurs pour améliorer leur situation est peut-être exceptionnelle. Les historiens rapportent que l'histoire de l'Empire byzantin montre que cet empire n'a ni suspendu ses paiements, ni fait défaut pendant huit cents ans. Si cela est vrai, l'histoire des monnaies modernes est évidemment attristante.

2. Les écrits keynésiens ont sans doute fourni aux politiciens des textes commodes pour justifier leurs actions, mais celles-ci auraient été de toute façon inflationnistes.

Aujourd'hui, le monde semble disposé à restaurer une certaine stabilité dans le pouvoir d'achat des monnaies nationales, et à les rendre convertibles les unes dans les autres, ce qui, pour les raisons indiquées plus haut, signifie aussi qu'elles seront rendues convertibles dans la monnaie-marchandise moderne qui est l'or. Ce but étant donné, l'importance que présente le rapport entre les objets à convertir (c'est-à-dire le total des crédits) et l'objet dans lequel on veut convertir (l'or) est évidente. L'opinion populaire en Amérique estime qu'il y a assez d'or aux Etats-Unis pour rendre le dollar convertible à l'extérieur, et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de relever le prix de l'or<sup>3</sup>. En considérant le problème du point de vue américain, on serait tenté de partager cette opinion si on ne tenait pas compte de l'énorme chiffre de l'aide américaine et des méthodes inflationnistes de ceux qui la reçoivent. Il faudrait oublier aussi que l'aide américaine a eu le même effet qu'une substantielle dévaluation, en donnant plus de dollars aux pays qui transfèrent de l'or à l'Amérique. Par contre, si on regarde le problème comme concernant l'ensemble du monde occidental, il n'y a pas assez d'or à son prix actuel pour tous les pays. Il est clair maintenant que la tâche du « monde non-dollar » est de poursuivre des politiques de crédit et des politiques commerciales tendant à attirer de l'or dans leurs encaisses en le retirant de l'encaisse américaine. Par suite, et à moins d'une forte augmentation du prix de l'or, la redistribution qui suivra ces politiques laissera tous ces pays, y compris l'Amérique, avec des réserves inférieures au niveau que les Etats-Unis eux-mêmes considèrent comme satisfaisant. C'est pour cette raison que l'école à laquelle j'appartiens considère le prix de l'or à 35 dollars comme constituant une menace de déflation considérable dans un processus de stabilisation et de convertibilité des monnaies. Disons aussitôt que cette manière de voir suppose que les Etats-Unis désirent sincèrement le retour à un système stable de monnaies convertibles. Cette supposition doit être faite puisque l'écarter reviendrait à un énorme manque de foi dans la sincérité de ce que l'Amé-

3. Quelques observateurs, comme le Professeur Spahr, pensent que l'Amérique a assez d'or au prix actuel pour rendre le dollar convertible à l'intérieur et à l'extérieur. Mais cette opinion n'est évidemment pas partagée par le Trésor des Etats-Unis.



rique a dit et fait. J'ajoute qu'il se pourrait que l'inflation continue partout sous la pression des craintes de guerre. Il s'ensuivrait que le prix de 35 dollars risquerait d'entraîner une plus forte déflation et que l'ajustement final en hausse devienne plus grand. De plus, les angoisses concernant les risques financiers d'une guerre, dont la seule préparation a coûté de larges inflations, deviendraient de leur côté plus terribles.

Ces remarques ont été faites en vue de placer le problème dans son véritable jour. Mais elles impliquent également qu'il est extrêmement difficile de persuader les Américains de la nécessité d'une action, puisque le problème est un problème international et non pas d'un intérêt domestique urgent. Cette observation est encore renforcée par des publications américaines récentes sur ce sujet. Entre autres, deux critiques américains, M. Bratter<sup>4</sup> et M. Kriz<sup>5</sup>, ont exprimé récemment leurs vues sur la question dans des journaux sud-africains.

Les articles de M. Bratter et M. Kriz ont un intérêt considérable pour des lecteurs sud-africains parce qu'ils exposent les vues qui sont de mode aujourd'hui dans certains cercles de l'opinion américaine. M. Bratter explique que, bien que M. Kriz « ait pris soin de répudier toute responsabilité officielle pour son étude », lui-même, M. Bratter, n'a pas trouvé un seul fonctionnaire à Washington hostile à sa thèse. Cet argument statistique n'est pas concluant, parce que plusieurs, aussi bien qu'un seul, peuvent se tromper. Une visite à Washington m'a appris que quelques fonctionnaires sont d'accord avec l'argument de notre<sup>6</sup> école au sujet de la liquidité. La discrétion m'interdit de nommer ces fonctionnaires, et j'admets du reste que l'exposé de M. Kriz rencontrerait l'assentiment de la majorité<sup>7</sup> des fonctionnaires américains à l'heure actuelle. Mais je crois aussi

4. Une conception américaine du prix officiel de l'or, par Herbert Bratter, dans le numéro d'*Optima* de décembre 1932.

5. Le prix de l'or, par Miroslav A. Kriz, pamphlet dans la collection *Essais de finance internationale*, publié par l'Université de Princeton, et republié dans le *Journal des mines et de l'industrie*, numéros des 18 octobre, 23 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 1932.

6. Le mot « notre » n'est pas employé ici dans un sens de propriété, mais indique des hommes dont les vues sont en accord.

7. Cette conception est quelque peu différente de celle de M. Bratter, qui assure que, d'après ses sondages, aucun fonctionnaire de Washington ne discuterait les vues de M. Kriz.



que l'on pourrait persuader cette majorité de la justesse de l'argument de la liquidité.

M. Kriz reproduit (avec une citation de M. Harrod) un argument du docteur Sheila van der Horst<sup>8</sup>, d'après lequel l'or n'est pas la seule monnaie véritable, parce que l'histoire de la livre sterling, avant la deuxième guerre mondiale, montre que son acceptabilité « était entièrement disjointe de sa convertibilité en or à un taux fixe ». Cette affirmation peut être réfutée complètement par les faits historiques. Non seulement les étrangers n'ont jamais mis en doute l'aptitude de la Banque d'Angleterre à racheter ses billets en or, mais, à des époques de tension, la Banque d'Angleterre a emprunté de l'or à l'étranger pour éviter que puisse naître aucun doute à ce sujet. Incidemment, après une correspondance avec M. Harrod, je me suis assuré qu'il ne partage pas les vues de M. Kriz, quoiqu'il ait exposé, dans un article cité par M. Kriz, qu'une très faible réserve d'or suffisait pour soutenir la livre sterling. Ceci correspond exactement à ce que j'ai dit dans mon livre sur les « positions nettes des réserves »<sup>9</sup>. M. Kriz paraît rejeter ces faits historiques, mais je ne connais aucun écrit faisant autorité sur l'histoire du sterling qui partage son avis. L'expression « aussi sûr que la Banque d'Angleterre » était employée par les nombreuses personnes qui pourraient témoigner en faveur de ma thèse. Ce sujet concerne le professeur Rist plus que moi, mais j'ai peine à comprendre comment on peut écarter si facilement les affirmations des historiens.

L'opinion personnelle de M. Kriz semble être qu'il faut procéder à des ajustements structureaux internes dans les pays ayant une balance de paiements défavorables. Mais il ne spécifie pas la nature de ces ajustements. Notre école dirait qu'un changement du prix de l'or est *l'un* de ces ajustements nécessaires, et nous avons toujours pris soin de signaler qu'il y en a d'autres.

Peut-être, cependant, l'objection principale de M. Kriz est-elle que l'augmentation du prix de l'or aboutirait inévitablement à une inflation. Tous les textes émanant de nous condamnent

8. *Le prix de l'or*, commentaire par Sheila van der Horst, dans le *Journal économique d'Afrique du Sud*, septembre 1931. Voir aussi ma réponse dans le numéro de décembre 1931 de ce journal.

9. Cf. *La mesure de l'or*, p. 100-101.

l'inflation <sup>10</sup>. Ce que nous avons dit se résume à ceci : « Reconnaissions dans un nouveau prix de l'or l'inflation passée, et évitons à l'avenir à la fois la déflation et l'inflation. » Cependant M. Kriz, M. Bratter et d'autres encore semblent croire que l'élévation du prix de l'or est nécessairement inflationniste. Notre école a toujours répondu que l'inflation ne résulterait pas nécessairement de ce nouveau prix, car des mesures bancaires compensatrices pourraient et devraient neutraliser cet effet. C'est là la réponse correcte. Mais il semble désirable, en raison des craintes américaines, de la rendre plus précise. Ce qui préoccupe sans doute les Américains, c'est que la plus-value résultant de la réévaluation de l'or soit employée par les politiciens à accroître les dépenses gouvernementales. Si effectivement l'objection des politiciens à un accroissement uniforme du prix de l'or vient de ce qu'ils ne se sentent pas capables de se dominer eux-mêmes, on peut trouver une solution qui serait la suivante. La réévaluation de l'or suivant les méthodes habituelles a entraîné la création de dépôts au bénéfice du gouvernement, et la disposition de ces dépôts a permis d'accroître les dépenses gouvernementales. Je suggère que ces dépôts soient employés à renforcer le capital et les réserves en capital de la banque centrale étatisée <sup>11</sup>. Ceci signifierait que la réévaluation de l'or ne serait en elle-même ni inflationniste, ni déflationniste. Chaque banque centrale aurait alors un bilan plus fort et, dans beaucoup de cas, sa nouvelle position (pas son ancienne) justifierait l'expansion des dépôts antérieure à la réévaluation. Toute expansion ou contraction *ultérieure* constituerait au contraire une nouvelle opération entièrement séparée et distincte, et notre école a toujours pensé qu'on devait arrêter l'inflation.

La France constitue peut-être un cas spécial. En France, les thésauriseurs d'or espèrent toucher une prime comme rémunération de leur flair dans un pari que la loi interdisait aux citoyens d'autres pays, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En France, l'action nécessaire pour compenser l'in-

10. Où peut-on, par exemple, trouver une critique plus directe que celle du Dr Holloway, de la malhonnêteté qui est à la base des finances d'inflation ?

11. Dans certains pays, une adaptation de la formule générale serait nécessaire; par exemple, lorsque la réserve d'or est étatisée, mais que la banque centrale n'est pas entièrement étatisée, on pourrait décider que l'accroissement demandé appartiendrait à l'Etat.

flation pourrait prendre la forme d'une émission de capital par la banque centrale pour le montant de la plus-value de l'or, à des conditions assez avantageuses pour attirer les souscriptions. Les dépôts bancaires ainsi obtenus serviraient à accroître l'or détenu par la banque centrale en achetant l'or thésaurisé en France par les particuliers.

Si l'on adopte les méthodes ci-dessus, le « spectre » de l'inflation soulevé par nos critiques perd tout son sens, et c'est alors le rôle de chaque gouvernement d'éviter l'inflation. Sous ce rapport, l'Amérique n'est pas assez pure de tout péché pour avoir le droit de jeter les pierres à d'autres.

Un autre argument de M. Kriz, reproduit par M. Bratter, est le suivant : « L'accroissement monétaire dû à la réévaluation de l'or sera vite dissipé si les causes structurelles du déséquilibre commercial ne sont pas corrigées. » Notre école a souligné que d'autres mesures sont encore nécessaires. Beaucoup d'entre nous ont exposé comment les bénéfices de la dévaluation de la livre sterling ont été dissipés. Mais il n'en résulte pas qu'on ne devrait pas appliquer un remède parce que d'autres circonstances pourraient en diminuer les effets. Ce raisonnement pourrait s'appliquer à tous les remèdes. L'objection de M. Kriz n'est pas déterminante. Elle revient à dire qu'on ne doit pas donner de nourriture à un homme, parce que l'aide qu'il reçoit ainsi serait annihilée au cas où il s'alcooliserait jusqu'à la mort, au lieu de dire : « Nourrissez-le, et *en même temps* supprimez-lui l'alcool. »

Ici M. Kriz a un scrupule, et il admet que si l'on élève le prix de l'or d'un pourcentage relativement faible, l'effet serait faible aussi. C'est parfaitement logique, mais notre avis est que la réévaluation nécessaire doit être très forte, et dans ce cas l'effet serait substantiel.

Un raisonnement plus curieux consiste à dire que l'Amérique obtiendrait le même effet que par l'élévation du prix de l'or en continuant à faire des cadeaux en dollars. Une aide de ce genre, dit M. Bratter, pourrait être fournie sur une « base sélective ». Cet argument semble admettre implicitement que le système de l'aide revient à une dévaluation de fait du dollar (et peut-être même qu'une dévaluation permanente est inévitable). Mais l'Amérique doit sûrement réaliser aujourd'hui que « donner de l'aide » signifie facilement « acheter de la haine ».



Relever le prix de l'or récompenserait la vertu monétaire, tandis que la politique de l'aide encourage les imprévoyants à rester tels.

Nos deux critiques soulèvent aussi le « spectre russe ». Il ne faudrait pas relever le prix de l'or parce que la Russie en profiterait. S'il fallait prendre cet argument au sérieux, il serait beaucoup plus convaincant de l'appliquer à d'autres produits russes tels que le blé. On pourrait peut-être l'utiliser aussi en sens inverse, en déclarant que les prix de tous les produits russes devraient être écrasés pour faire tort à la Russie. Si l'on veut faire la guerre économique, elle doit l'être sur une échelle efficace et générale. En ce qui concerne le prix de l'or, l'argument n'est qu'un autre « bateau », et je ne perdrai pas mon temps à commenter les déclarations fantastiques faites par certains observateurs au sujet de l'ampleur de la production et des stocks d'or en Russie. M. Kriz, tout en reconnaissant que l'on ne peut faire ici que des conjectures, déclare que l'Union soviétique est probablement le second producteur d'or. Beaucoup de personnes, comme moi-même, préféreront accepter les évaluations de l'« Union Corporation » d'après lesquelles la production russe est d'environ 2 millions d'onces par an, chiffre pour lequel le bénéfice dont on parle ne serait pas bien élevé. Par contre, tout le monde sait que la politique des Soviets souhaite une catastrophe de l'activité économique du monde occidental. Les Américains devraient réfléchir au fait que leur prix fixe de l'or pourrait justement être une des rigidités dangereuses du système occidental.

Tandis que certains critiques contredisent l'histoire et ignorent la théorie, les déclarations récentes d'économistes américains, tels que le professeur Williams <sup>12</sup>, de Harvard; le professeur Heilperin <sup>13</sup> et le docteur Melchior Palyi <sup>14</sup>, montrent que l'argument basé sur la liquidité est en train de recevoir une attention convenable aux Etats-Unis.

L'ensemble de la question apparaîtra peut-être plus clairement en partant de l'hypothèse que l'Amérique refusera de

12. *Stabilité économique dans le monde moderne*, par John H. Williams (The Athlone Press, London).

13. *L'Europe occidentale redécouvre la monnaie*, par M. Heilperin, dans le numéro de septembre 1932 de *Fortune*.

14. *L'Europe revient à l'étalon d'or*, par Melchior Palyi, dans le numéro du 26 juin 1932 de la *Chronique commerciale et financière*.



changer le prix de l'or. Dans ce cas, l'Amérique se trouvera en face du dilemme suivant : ou bien continuer un programme de subventions, ou faire face à la concurrence des pays affamés d'or et s'efforçant d'acquérir l'or de l'Amérique. En ce qui concerne les subventions, il semble que l'on assiste aujourd'hui à une réaction américaine très forte contre le « trop grand désir de faire des cadeaux »<sup>15</sup>. Les Américains savent mieux que moi combien il sera difficile politiquement de poursuivre le système des subventions pendant longtemps. A défaut de subventions, le monde sera ramené à la politique du « tant pis pour mon voisin » des années 1920 à 1930. Comme je l'ai expliqué ailleurs<sup>16</sup>, une telle attitude de la part de l'Amérique risque de pousser le « monde non-dollar » à l'adoption de politiques conduisant à la dévaluation et à la déflation, en vue de s'assurer des balances de paiement favorables. Il aspirera ainsi l'or américain au point de réduire les réserves d'or américaines à un chiffre dangereusement bas, et, le cas échéant, risquera de provoquer partout la déflation et la dépression. C'est la méthode suivie après la dernière grande dépression, et nous pourrions de nouveau parcourir la même route. Peu importe que le professeur Spahr et d'autres Américains déclarent que l'Amérique a maintenant assez d'or. En réalité, l'Amérique reste vulnérable. Si les réserves d'or du monde occidental considérées comme un tout sont insuffisantes (à leur valeur monétaire actuelle), cette possibilité n'a été contestée sérieusement par aucun critique américain. Mais il ne s'agit pas ici d'un débat académique, il s'agit d'une affaire de grande importance pratique. Il ne s'agit pas de savoir si cela est juste ou injuste, bien ou mal : historiquement, il est inévitable que l'Amérique accepte la responsabilité de la direction dans les affaires économiques du monde. Notre école non seulement ne met pas en doute la bonne foi de l'Amérique, mais elle applaudit aux idéaux américains. Elle croit que la conjoncture économique rendra éventuellement nécessaire la hausse du prix de l'or en vue d'éviter une grave déflation mondiale.

Beaucoup d'Américains croient qu'avec la fin de l'aide américaine le « dollar gap » sera bouché par un accroissement des

15. Voir le poème *Prière pour l'avenir*, dans le *Freeman*, numéro du 3 novembre 1932.

16. Dans deux articles sur *Le prix de l'or*, dans le *Financial Times* de Londres, numéros des 23 et 26 juin 1932.

investissements américains privés dans les pays étrangers. J'écrivais dans mon livre *La mesure de l'or* : « le monde a besoin des investissements privés américains dans un processus de croissance économique » <sup>17</sup>. Je déplorais que « jusqu'ici il n'y en a eu qu'une goutte, alors qu'une pluie serait nécessaire » <sup>18</sup>. Il y a de nombreux facteurs politiques et économiques qui empêchent l'afflux des investissements privés américains. Mais visiblement l'un des principaux est la crainte que la dépréciation d'une monnaie étrangère par rapport au dollar rende improfitable un investissement dans le pays de cette monnaie. L'histoire démontre que le courant des investissements internationaux et la stabilité des changes sont étroitement liés. Si cependant un essai de stabilisation était tenté avec des réserves insuffisantes, une exportation un peu importante de capitaux américains pourrait mettre les réserves métalliques américaines en danger. Par contre, une stabilisation avec un prix plus élevé de l'or diminuerait le risque des changes, et renforcerait la position américaine au point de permettre une forte exportation de capital privé d'Amérique sans danger pour le dollar. Comme je l'ai dit dans mon livre : « Les Etats-Unis sont l'Atlas qui a à soutenir le système bancaire du monde, et, comme l'Atlas de la mythologie, la liquidité des Etats-Unis doit être très forte. » <sup>19</sup>.

Il faut mentionner encore une autre opinion. Certains écrivains suggèrent que le prix de l'or doit être relevé parce que cette mesure entraînerait une inflation en Amérique, ou qu'elle contribuerait largement à boucher le « dollar gap ». La première opinion a été déjà écartée plus haut, et la seconde ne peut pas être admise sans réserve. Si, au cours des dernières années, l'Amérique avait payé l'or plus cher, le « dollar gap » aurait été plus faible, mais cet avantage aurait pu être compensé par une réduction de l'aide à l'étranger. Quant à l'avenir, c'est la tâche des pays « non-dollar » d'accroître leurs propres réserves. S'ils prennent des mesures efficaces à cet effet, ils recevront de l'or d'Amérique au lieu de lui en envoyer, l'or étant « vendu » là où son prix, calculé en marchandises, est le plus élevé. En d'autres termes, le « dollar gap » dans l'ave-

17. P. 138.

18. P. 136.

19. P. 133.

nir doit être bouché par les gains provenant de l'exportation en Amérique. Indirectement, les réserves plus abondantes provenant de la réévaluation de l'or faciliteront l'acquisition de dollars. Les trésoreries européennes pourront alors risquer — ce qu'elles ne veulent pas faire aujourd'hui — de laisser les industriels européens faire en Amérique des campagnes de publicité comportant une exportation initiale de dollars, mais qui entraîneront vite une forte importation de cette monnaie. Dans certains pays, la réévaluation des réserves d'or jointe à l'augmentation des acquisitions courantes de dollars sera insuffisante. Dans ce cas-là, des emprunts de stabilisation à long terme fourniront la solution, mais il s'agit là de cas spéciaux qu'il faut traiter séparément. En général, la réévaluation de l'or facilitera le retour à un système stable. *La véritable raison pour l'Amérique d'accepter une augmentation générale du prix de l'or, c'est que celle-ci faciliterait grandement le retour à un système stable de convertibilité des monnaies.*

Un dernier mot : notre école n'a jamais cru qu'une élévation du prix de l'or soit une formule magique qui remédierait à tous les maux économiques. L'affaire de Corée a suscité une nouvelle vague d'inflation, mais les personnes intelligentes peuvent déjà apercevoir un autre ennemi, qui est la déflation. En ce qui me concerne, je termine une fois encore en citant le dernier paragraphe de *La mesure de l'or* :

« Je conclus qu'une augmentation du prix de l'or, basée sur une dévaluation substantielle du dollar des Etats-Unis, est une mesure qui ne devrait pas être reculée trop longtemps, car, pour des raisons *politiques* aussi bien qu'*économiques*, la restauration d'un système de monnaies convertibles et d'un commerce multilatéral est d'importance majeure pour tous les pays appartenant à la « civilisation occidentale ». Dans le passé, le retard apporté à contrecarrer la déflation a d'ordinaire entraîné de sérieuses conséquences, et c'est pourquoi je crois que ce problème de l'accroissement général du prix de l'or constitue une sorte de défi aux hommes d'Etat, aux fonctionnaires et aux banquiers américains, défi que, je crois, ils doivent accepter et qu'ils accepteront en effet en tant que défenseurs de la civilisation occidentale. »

W. J. BUSSCHAU.

(Traduction française de Charles RIST.)

# RÉFLEXIONS SUR UNE POLITIQUE INFLATIONNISTE DU CRÉDIT

---

## I

La hausse des prix en France pendant et après la dernière guerre a affecté profondément la vie économique et les conditions sociales du pays et posé de graves problèmes qui préoccupent les autorités publiques et toutes les classes sociales. L'examen des causes de cette hausse présente par conséquent un grand intérêt aussi bien du point de vue de la théorie que de la politique économique.

Les causes de cette hausse sont triples.

La cause première, c'est la pénurie engendrée par la guerre. La guerre est une grande consommatrice de biens et de l'énergie humaine. Elle diminue la quantité des biens disponibles pour la consommation de la population, en même temps qu'elle réduit les forces productrices nécessaires à leur production. La pénurie des biens augmente leur valeur-utilité, les biens disponibles devant être appliqués à la satisfaction des besoins les plus urgents. Les lois de formation de la valeur des biens renforcent l'effet de leur diminution sur les prix, les variations de la quantité des biens en progression arithmétique provoquant des variations de leur valeur-utilité et du niveau général des prix en progression géométrique<sup>1</sup>. La hausse des prix se maintient ensuite grâce à l'accélération de la circulation des moyens d'échange et à leur augmentation par la voie du crédit. Ainsi s'explique la hausse considérable des prix pendant les guerres, même abstraction faite de toute inflation monétaire proprement dite. Sous la pression des besoins accumulés, le niveau des prix ainsi atteint se maintient quelque temps après la guerre

1. Voir Mentor Bounatian, *La loi de variation de la valeur et les mouvements généraux des prix*, Paris, 1926.



et s'abaisse ensuite lentement sous l'influence de l'abondance rétablie.

Malgré l'accroissement de la production industrielle par rapport à l'année 1938, qui était d'ailleurs une année de dépression, la pénurie n'a cessé d'avoir sa part dans la hausse actuelle des prix dans le monde. La réparation des destructions causées par la guerre ainsi que le rééquipement de l'industrie et de l'agriculture continuent à réclamer une partie importante du produit national de la plupart des pays, les guerres de Corée et d'Indochine et le réarmement en cours pèsent lourdement sur leurs ressources, tandis que le développement de la sécurité sociale et des mesures en faveur des économiquement faibles contribuent à l'accroissement de la consommation sociale. Cependant, la pénurie est moins grave à présent qu'à l'issue de la guerre, et il est à croire qu'en France elle aurait à peine doublé le niveau des prix d'avant-guerre, si la monnaie n'avait pas été dépréciée par l'action des facteurs qui suivent. Rappelons qu'à la fin de 1951 l'indice des prix de gros en Suisse était à 217 contre 100 en 1938.

La deuxième cause de la hausse des prix est l'inflation monétaire à laquelle la France a eu recours pour couvrir les dépenses de guerre et les frais de la reconstruction d'après guerre. Les avances à l'Etat de la Banque de France et les plus-values des réévaluations de l'encaisse-or en 1945 et 1950 au profit de l'Etat ont ainsi ajouté à la circulation monétaire, qui ne montait, à la fin de 1938, qu'à 108 milliards, près de 820 milliards jusqu'à la fin de 1951, dont près de 400 milliards depuis la Libération. Une partie de cette dernière somme a servi au financement d'investissements pour le rééquipement du pays. L'émission de ces nouveaux billets de banque inconvertibles, en augmentant la masse des moyens de paiements, a diminué en conséquence la valeur intrinsèque de la monnaie et relevé les prix des biens et des services.

• Les guerres et les déficits budgétaires ont souvent conduit à la dépréciation de la monnaie. Mais l'inflation monétaire actuelle en France a cette particularité qu'elle est due plus encore à l'expansion inflationniste du crédit, c'est-à-dire à l'octroi par les banques à l'économie nationale de crédits qui dépassaient l'épargne confiée à elles et consistaient en billets de banque créés à cet effet par l'Institut d'émission.

Cette expansion du crédit était favorisée d'abord par la politique du crédit qui tendait à maintenir le taux d'intérêt à un niveau très bas, et cela malgré la pénurie de capitaux libres et le besoin urgent de capitaux pour la reconstruction du pays après la guerre, à savoir de 1 % à 1 5/8 % de 1945 à 1947, de 1 3/4 % à 2 1/2 % jusqu'en septembre 1948 et de 2 1/2 % de juin 1950 à octobre 1951. On suivait ainsi la politique d'argent bon marché qui devait permettre aussi bien au Gouvernement qu'à l'industrie et au commerce d'emprunter à bon compte.

C'était une politique que rien ne pouvait justifier, surtout dans les circonstances données. Elle était injuste envers les épargnants, car si l'épargne est indispensable pour l'élargissement des bases de la production nécessaire à la satisfaction des besoins toujours croissants de la population, on ne voit pas la raison pour laquelle les épargnants doivent être brimés et privés du fruit de leur épargne. Elle était inopportune parce qu'elle décourageait l'épargne, juste au moment où elle était particulièrement nécessaire pour la reconstruction du pays. En supprimant le libre jeu du taux de l'intérêt, elle empêchait l'emploi rationnel du capital libre disponible pour la satisfaction des besoins dans l'ordre de leur importance et par les entreprises les mieux organisées. Dans un régime d'inconvertibilité des billets de banque, elle ouvrait enfin la porte aux excès du crédit.

A cela s'ajoutait l'encouragement direct donné par les pouvoirs publics aux investissements pour la reconstruction et l'équipement du pays. Cet encouragement se traduisait en France, où l'Institut d'émission et les grandes banques de dépôt sont nationalisés depuis 1945 et où le crédit est dirigé, par l'octroi des crédits bancaires aux entreprises nationalisées ou privées, plus particulièrement à celles qu'on jugeait intéressantes pour le relèvement du pays. Une importante partie de ces crédits consistait en billets de banque fournis par l'Institut d'émission par la voie du réescompte et des avances. Les crédits consentis par la Banque de France directement à l'économie nationale passaient ainsi de 15 milliards de francs en 1938, couverts d'ailleurs par des dépôts d'un montant de 32 milliards, à près de 930 milliards non compensés par des dépôts, portant ainsi la circulation monétaire à 1.882 milliards à la fin de 1951.

Cet accroissement des billets de banque ne pouvait que réduire davantage la valeur intrinsèque de la monnaie et relever les prix des biens et des services.

C'est ainsi que les effets conjugués de la pénurie des biens, de l'accroissement de la circulation monétaire de 108 à 1.844 milliards de francs et de la méfiance en la monnaie engendrée par l'inflation monétaire à jet continu, portèrent, vers la fin de 1951, le coefficient des prix de gros à près de 30 par rapport à leur niveau de 1938. Dans cette dépréciation de la valeur réelle de la monnaie, la part prépondérante appartenait aux crédits inflationnistes accordés en faveur de l'économie nationale.

## II

Quels étaient les objectifs de cette politique inusitée du crédit et quels en étaient les résultats ?

Ces objectifs sont exposés dans les *Rapports annuels du Conseil national du crédit*, qui, créé le 2 décembre 1943, dirige en fait depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1946 la politique du crédit.

On peut les résumer ainsi : La France, après la guerre, avait besoin de reconstruire le pays et de rétablir son économie. Cependant, le capital nécessaire que pouvait dégager l'économie nationale n'était pas à l'échelle de ce besoin. Le crédit inflationniste, composé de billets de banque nouvellement créés, devait « suppléer » au capital qui manquait. La hausse des prix provoquée par l'inflation monétaire devait, d'autre part, favoriser la production et jouer le rôle « d'accélérateur ». Le Conseil national du crédit estimait donc que toutes les fois que, pour une entreprise, les conditions nécessaires étaient réunies pour équiper, pour produire ou pour distribuer le crédit bancaire requis devait être fourni. Lorsque leurs dépôts se trouvaient épuisés par l'escompte des effets de commerce ou l'achat, en partie obligatoire, de bons du Trésor, les banques pouvaient utiliser les facilités que l'Institut d'émission leur consentait en réescomptant sans limite les effets de commerce, en prenant en pension les effets publics, acceptations de banques, billets souscrits en mobilisation de créances d'exportation. L'Institut d'émission était en plus autorisé à accepter comme gage les effets de crédit à moyen terme agréés par le Crédit national en faveur d'entreprises industrielles ou par le Crédit



foncier pour la construction, la réparation, et même le ravalement d'immeubles. De son côté, la Caisse nationale de crédit agricole pouvait présenter, sans limitation, à l'Institut d'émission, les effets avalisés par l'Office national interprofessionnel des céréales et finançant la collecte des grains. Des conditions spéciales de crédit furent établies pour la viticulture, le négoce du vin et l'industrie des produits laitiers. Des facilités de crédit furent mises à la disposition des petites et moyennes entreprises pour le financement de l'équipement. Ainsi, toutes les branches de la production et de la répartition pouvaient bénéficier largement de crédits inflationnistes.

Le Conseil national du crédit ne méconnaissait pas les dangers de cette politique et l'effet du gonflement continu de la circulation monétaire sur les prix et les salaires. Il s'est constamment trouvé en présence de deux tendances divergentes, dont l'une mettait l'accent sur les nécessités de la production; l'autre, sur les dangers et même sur l'inopportunité de l'inflation. Mais il a estimé que, tant que duraient les insuffisances de la production, sa mission essentielle consistait à veiller à ce que les entreprises ne manquent pas des crédits dont elles avaient besoin et à ce que les éléments matériels de production disponibles : matières premières, énergie, main-d'œuvre, transports, devises étrangères, ne restent pas inemployés faute de crédit bancaire. Tout au plus essayait-il d'éviter de soutenir la constitution de stocks spéculatifs par les bénéficiaires des crédits. Et lorsque, au cours des premiers mois de 1950, l'accroissement de la production se ralentit et la pression inflationniste diminua, les autorités responsables du crédit estimèrent de leur devoir d'apporter plus largement que par le passé leur soutien à un nouvel essor de la production nationale en élargissant les facultés globales de crédit et en réduisant le taux d'escompte <sup>2</sup>.

Ainsi, l'inflation monétaire apparaissait au Conseil national du crédit comme un instrument de politique économique indispensable étant données les circonstances pour remplacer l'épargne défailante, fournir les fonds roulants nécessaires à la

2. *Rapport annuel* pour 1947, p. 49-53. — *Rapport annuel* pour 1950, p. 30-36.  
— Voir aussi l'ouvrage collectif destiné apparemment à défendre la politique de crédit du Conseil national du crédit : *Distribution et contrôle du crédit*, Paris, 1951, éd. Armand Colin. On y trouve les mêmes arguments que dans les *Rapports du Conseil national du crédit*.



reconstruction et l'équipement du pays et stimuler la production par la hausse des prix qu'elle provoquait nécessairement.

Demandons-nous à présent si les objectifs posés pouvaient être atteints par l'inflation monétaire.

### III

Les *Rapports du Conseil national du crédit* ne donnent pas d'indications précises sur les bases théoriques de sa politique. Ils soulignent même que le Conseil a cru devoir écarter toute attitude purement doctrinale et a jugé préférable de définir une politique « adaptée aux conditions pratiques du moment »<sup>3</sup>. Cependant, comme en adoptant une politique pour le moins aussi inusitée et lourde de conséquences on ne pouvait invoquer l'expérience acquise dans le passé, il faut donc supposer qu'on s'est laissé guider par une doctrine en vogue sur la monnaie, répandue surtout par J. M. Keynes et son école. Certaines idées et expressions keynésiennes employées dans les rapports paraissent confirmer cette supposition. Cette doctrine est celle-ci : L'augmentation de la quantité de la monnaie représente une addition à la demande existante de biens. Par conséquent, lorsqu'il y a de la main-d'œuvre disponible, l'augmentation de la quantité de monnaie est susceptible d'accroître pour autant l'emploi et la production, sans, en principe, relever les prix. Au contraire, le plein emploi rétabli, l'augmentation de la quantité de monnaie s'accompagnerait d'un relèvement des prix proportionnel à l'accroissement de la quantité de la monnaie. De là à conclure que l'inflation, en stimulant l'activité économique, peut servir aussi à maintenir le plein emploi, il n'y avait qu'un pas à franchir<sup>4</sup>.

Ainsi l'inflation monétaire, triste héritage des guerres, révolutions et gouvernements besogneux et peu scrupuleux, a été promue à la dignité de moyen régulier d'apparence scientifique de la politique économique.

Quelque plausible que puisse, à première vue, paraître cette doctrine, elle n'est en fait qu'une vue de l'esprit sans rapport avec la réalité. Elle prétend établir un rapport entre des choses

3. *Rapport pour 1947*, p. 51-52.

4. Voir John Maynard Keynes, *The general theory of employment, interest and money*, chap. 21.

qui n'ont rien de commun et prête à la monnaie, simple moyen d'échange, une force créatrice magique dont elle est dépourvue.

En effet, on ne voit pas de lien rigoureux entre l'addition à la circulation monétaire et l'augmentation possible de la production par l'intégration des chômeurs dans l'activité économique. S'imagine-t-on que les producteurs, s'étant concertés entre eux, embaucheront immédiatement les chômeurs, produiront instantanément les marchandises désirées et les adresseront aux demandeurs, facturées aux prix existants ? Ne doit-on pas reconnaître, au contraire, que l'augmentation de la production demanderait une préparation plus ou moins longue et exigerait certaines conditions. Elle peut rendre nécessaires de nouvelles installations dont la création demanderait peut être des années. S'il s'agit d'une reprise du travail dans les entreprises existantes qui avaient cessé ou réduit leur activité, il leur faudrait des mois pour remettre en état les installations, se procurer les matières premières nécessaires, embaucher le personnel. Ces matières premières devraient être augmentées à leur tour, avec les délais nécessaires. S'il s'agit de matières premières de production saisonnière, comme les produits agricoles, l'accroissement de la demande ferait monter leur prix en flèche. Pour toutes ces dépenses, il faudrait avant tout disposer de capital libre supplémentaire, que peut seule rendre disponible l'épargne, base indispensable de tout accroissement des investissements et de la production. Il faudrait enfin aplanir les obstacles techniques qui avaient provoqué la réduction de la production et le chômage, car chaque crise de chômage a ses causes spéciales qu'on ne peut pas éliminer par une mesure d'ordre général.

Or, la demande qui apparaît sur le marché n'a rien à faire avec les biens qui peuvent être produits dans l'avenir et ne peut s'adresser qu'aux biens existants sur le marché.

L'addition de la monnaie nouvellement créée à la demande existante ne devient d'ailleurs effective qu'au moment où elle s'échange contre les biens et accroît la circulation monétaire. Par conséquent, la demande existante à un moment donné, accrue par l'addition de cette nouvelle quantité de monnaie, ne peut s'appliquer qu'à la quantité de biens *disponibles à ce moment même*, et elle ne peut trouver satisfaction qu'à la manière indiquée par la théorie quantitative de la monnaie.

c'est-à-dire aux prix relevés proportionnellement à l'accroissement de la quantité de monnaie en circulation<sup>5</sup>.

Selon la quantité disponible de diverses espèces de biens auxquelles s'adressera la demande, représentée par la monnaie additionnelle, la hausse des prix de chaque espèce de biens sera plus ou moins forte; mais le niveau général des prix variera en accord avec l'accroissement de la quantité de la monnaie.

Au cas où l'inflation monétaire est poursuivie pendant quelque temps, la hausse des prix accompagnera chaque nouvelle addition de monnaie dans les mêmes conditions et, si l'on prévoit la continuation de l'inflation, sur un rythme plus rapide, en accord avec la vitesse de circulation de la monnaie, accélérée en raison du manque de confiance en celle-ci.

L'augmentation de la monnaie se dépensera ainsi entièrement à relever les prix. A ces prix, les bénéficiaires des signes monétaires nouvellement créés pourront bien s'approprier une partie des biens existants sur le marché, soit pour la consommation, soit pour la création de nouvelles entreprises ou l'élargissement de la production des anciennes, mais cela aux dépens d'autres consommateurs ou producteurs, dont le pouvoir d'achat réel aura été réduit pour autant par la hausse des prix. Le pouvoir d'achat réel global qui peut s'affirmer dans l'économie nationale ne sera ainsi pas augmenté, — mais sa répartition entre les économies individuelles sera modifiée. Quant à la production, elle ne sera naturellement nullement affectée. Elle peut l'être éventuellement par la suite, indirectement, par l'intermédiaire des prix, en l'occurrence par la hausse nominale des prix que l'inflation aura provoquée, et nous en parlerons plus loin.

Remarquons cependant tout de suite que le premier effet de cette hausse des prix et des salaires est la réduction du fonds de roulement des entreprises et leur appel accru au crédit bancaire. C'est une des raisons que les rapports du Conseil

5. C'est cette idée qu'expriment clairement aussi L. Petit et R. de Veyrac, quand ils disent : « Fiduciaire ou réelle, la monnaie n'est que la représentation des richesses existantes. L'augmentation du nombre des signes représentatifs diminue le pouvoir d'achat de chacun, si la masse des biens disponibles ne s'accroît pas simultanément. » (*Crédit et organisation bancaire*, 1938, p. 21, vol. VII du *Traité d'économie politique*, publié sous la direction d'Henri Truchy.) Cette conception de la monnaie est conforme d'ailleurs à celle de la science économique classique.



national du crédit invoquent curieusement pour expliquer la poursuite de la politique inflationniste. On voulait ainsi éteindre le bûcher qu'on avait allumé, en y jetant de nouvelles bûches. Car c'est la tragédie de l'inflation qu'une fois inaugurée elle jette le trouble dans toutes les économies et crée une situation qui incite à la poursuivre. Mais, à vouloir secourir ses victimes par de nouvelles émissions de monnaie, on ne fait qu'aggraver le mal. Les entreprises demandent en effet des crédits pour acheter, suivant le cas, des matières premières ou des produits finis, et pour permettre à leur personnel d'acquérir des biens de consommation pour leur subsistance. Mais comme, en imprimant de nouveaux billets de banque, on n'augmente pas simultanément ces biens matériels, on ne leur fournit que des moyens avec lesquels elles peuvent disputer les biens existants aux autres entreprises par le jeu du relèvement continu des prix.

Les partisans de la doctrine critiquée confondent évidemment la nature du pouvoir d'achat conféré par l'inflation monétaire avec celle du pouvoir d'achat acquis par les services rendus à l'économie nationale. Ce dernier, qu'on peut appeler pouvoir d'achat réel, représente la contre-valeur de l'apport fait à l'économie en valeurs réelles et qui donne à son acquéreur le droit de s'approprier, par l'intermédiaire de la monnaie, d'autres valeurs réelles équivalentes apportées à l'économie nationale par d'autres économies. Ce pouvoir d'achat réel peut être prêté par l'acquéreur à d'autres économies, directement ou par l'intermédiaire des banques. Mais lorsque les banques, en plus de ce pouvoir d'achat réel confié à elles sous forme de dépôts, accordent des crédits sous forme de billets de banque spécialement créés à cet effet, elles prêtent pour ainsi dire des chèques sans provision tirés sur l'économie nationale. Pour le bénéficiaire du crédit inflationniste, ces billets de banque à cours forcé présentent certes du pouvoir d'achat. Mais pour l'économie nationale ils ne sont qu'une addition à la monnaie en circulation et ne peuvent être honorés en valeurs réelles qu'aux dépens d'autres économies individuelles. Ne représentant aucune valeur réelle, ces billets ne peuvent, par conséquent, enrichir l'économie nationale et contribuer à l'augmentation des investissements, de la production et de l'emploi.



Au fond, il s'agit là d'une confusion entre la monnaie, moyen de circulation des biens, et ces biens mêmes, entre la monnaie et le capital<sup>6</sup>.

#### IV

Certes, la hausse nominale des prix peut, par certaines de ses incidences, favoriser l'accumulation du capital. En effet, elle entraîne une modification dans la répartition des fortunes et des revenus plus favorable à l'accumulation. Elle augmente le bénéfice des producteurs aux dépens des salariés dont les rémunérations s'ajustent en général avec retard à la réduction de la valeur de la monnaie. Elle avantage les débiteurs aux dépens des créiteurs, dont les créances se déprécient en raison de la dépréciation de la monnaie. Comme le nombre des chefs d'entreprises et des débiteurs est beaucoup plus réduit que celui des salariés et des créiteurs, l'inflation effectuée ainsi, et cela, d'ailleurs, au rebours de toute justice, la concentration des fortunes et des revenus. Et on sait qu'avec l'accroissement du revenu la quote-part de l'épargne croît rapidement.

Cependant, il ne s'ensuit pas, comme on se l'imagine généralement, que si l'inflation favorise ainsi l'épargne aux dépens de la consommation, l'épargne doive se trouver nécessairement augmentée dans le sens absolu, car d'autres incidences de l'inflation peuvent agir dans le sens contraire et entraver plutôt son progrès.

En effet, l'inflation provoque une hausse des prix et des services artificielle et irrégulière, qui met plusieurs mois (selon Irving Fisher, jusqu'à 33 mois) pour arriver à un équilibre correspondant à leur valeur-utilité. Or, un pareil équilibre est la condition nécessaire du rendement maximum de l'économie nationale. Toute variation irrégulière des prix des biens et des services entraîne en effet l'emploi irrationnel des forces productives dans la production et l'utilisation irrationnelle des produits et des services dans la consommation. Difficile à discerner et à calculer, le dommage ainsi causé à l'économie nationale doit être très important.

6. On revenait ainsi aux conceptions de John Law qui écrivait dans ses *Considérations sur le numéraire* : « Une plus grande addition au numéraire emploiera plus d'individus ou le même nombre avec plus d'avantage. »

L'inflation crée d'autre part de dangereuses illusions et rend souvent impossible le calcul précis des prix de revient des biens et des services, et cela au détriment du capital social. Dans d'autres cas, certaines circonstances empêchent ou entravent l'ajustement des prix à la valeur de la monnaie.

Ainsi, dans le commerce de détail, on vend, comme règle, les marchandises au prix d'achat majoré d'un certain pourcentage pour les frais et le bénéfice et non au prix de leur remplacement au moment de la vente, ce qui d'ailleurs ne serait pas toujours possible. Alors le commerçant, ayant vendu son stock de marchandises, se trouve souvent dans l'impossibilité de renouveler entièrement ce stock avec le produit de la vente, et voit son capital fondre peu à peu. De même, un industriel ayant vendu ses produits se voit souvent dans l'impossibilité de renouveler son stock de matières premières et l'équipement usé. On trouve une éloquente description de cette situation dans le rapport d'une importante entreprise industrielle. Le rapport constate que, malgré un important bénéfice comptable réalisé en 1951, l'entreprise a perdu une partie de son capital réel, du fait qu'elle n'a pu assurer le renouvellement de ses anciens investissements et que depuis sept ans, elle s'efforce vainement, « avec des fonds d'amortissement fictivement évalués avec un étalon monétaire élastique », de maintenir son potentiel industriel. Et il témoigne qu'« une monnaie fondante met en péril d'une manière insidieuse, mais trop réelle, l'équilibre financier des entreprises les plus prospères en apparence »<sup>7</sup>.

A ce résultat contribuent également la résistance des consommateurs au relèvement des prix des produits finis correspondant à la réduction de la valeur de l'étalon et éventuellement, les règlements fiscaux limitant le taux d'amortissement ou l'opposition de l'administration au relèvement suffisant des prix des produits et services des entreprises nationalisées ou concédées<sup>8</sup>.

Mais, lorsque l'inflation monétaire est pratiquée régulière-

7. Rapport pour l'exercice 1951 de la Régie nationale des Usines Renault.

8. Les Chemins de fer peuvent être cités comme l'exemple typique de ces entreprises toujours durement touchées par l'inflation. Le déficit des Chemins de fer français s'élevait en 1952 à 86 milliards de francs et à des sommes de 90 à 100 milliards pour les années précédentes, et cela malgré l'allègement considérable du poids de sa dette obligataire provoquée par la dépréciation de la monnaie.

ment pendant quelque temps, comme c'est le cas en France depuis 1936, elle fait naître un autre grave péril : en ébranlant la confiance dans la monnaie, elle décourage l'épargne, provoque la fuite des capitaux à l'étranger, incite les épargnants à placer leur épargne en objets de consommation durable ou en or importé de l'étranger ouvertement ou clandestinement et diminue ainsi en somme l'épargne destinée aux investissements productifs. C'est ce qui s'est passé en France. C'est ainsi que rien que l'or thésaurisé en France était estimé au début de 1932 à près de 3.000 tonnes, d'une valeur approximative de 1.500 milliards de francs, dépassant ainsi la valeur des billets de banque émis en faveur de l'économie nationale.

Ajoutons que, comme j'ai essayé de le démontrer dans mes ouvrages sur les crises économiques, dans les économies fondées sur l'initiative privée, il existe une forte tendance à l'épargne, à la création de nouveaux moyens de production, tendance si forte qu'elle conduit périodiquement à la surcapitalisation et aux crises économiques. Dans ces conditions il n'est nullement besoin, pour stimuler l'épargne et les investissements, de recourir à ce procédé dangereux et en fin de compte inefficace, qu'est l'inflation monétaire.

## V

L'inflation peut-elle encourager les entrepreneurs à augmenter la production et jouer le rôle « d'accélérateur » de l'activité économique, comme on le prétend ?

Si la réduction de la valeur intrinsèque de la monnaie se reflétait instantanément et uniformément dans les prix de tous les biens et services, la situation des producteurs ne subirait aucun changement. Si les prix de leurs produits augmentent, leurs prix de revient augmenteront dans la même proportion. Leurs profits nominaux augmenteront, mais non leurs profits réels. Cependant, la hausse des prix ne sera pas uniforme. Elle sera irrégulière et commencera par les biens sur lesquels se portera la demande supplémentaire correspondant aux nouvelles émissions de billets de banque. Cela veut dire qu'elle profitera à certains producteurs aux dépens des autres.

Les entreprises travaillant avec des capitaux empruntés bénéficieront de la réduction de la valeur réelle de leurs anciennes



dettes. Mais il s'agit là d'un avantage fortuit qui ne peut en rien changer les frais courants de la production. Ceux-ci se ressentiront au contraire de la hausse du taux d'intérêt, qui monte considérablement dans les périodes d'inflation, les prêteurs exigeant une prime contre le risque de diminution de la valeur de la monnaie.

L'inflation monétaire peut apporter aux producteurs un seul avantage, à savoir la réduction des salaires réels. Mais, malgré cet avantage, la dépréciation continue de la monnaie jette un tel trouble dans les affaires et cause tant de soucis aux producteurs qu'elle ne peut être considérée comme un élément d'encouragement pour eux. Au début, ils peuvent encore se faire des illusions sur ses avantages; mais bientôt ils se rendent compte de ses inconvénients et de ses dangers. On comprend donc que le patronat français ait chaleureusement appuyé la politique de la défense de la monnaie inaugurée par le gouvernement de M. Pinay.

D'ailleurs, quelle que soit la rédaction de la hausse nominale des prix provoquée par l'inflation sur la psychologie des entrepreneurs, elle ne peut changer les effets négatifs de l'inflation sur l'épargne, le capital social et la production en général que nous avons exposés plus haut.

Notons à ce propos que ceux qui croient qu'on peut stimuler l'activité économique par l'inflation assimilent à tort la hausse des prix provoquée par l'inflation monétaire à celle qu'on observe au cours de la période d'essor du cycle économique et qui encourage effectivement la production. La hausse des prix pendant la période d'essor provient de ce qu'au cours de la période de dépression la production avait exagérément diminué, à la suite d'un déséquilibre dans le système des prix, en particulier d'un déséquilibre entre les prix des biens et les salaires. A la fin de la période de dépression, un certain équilibre dans le système des prix s'étant établi, la pénurie des biens commence à se refléter dans les prix, qui, à cette époque, ne correspondent plus à l'intensité des besoins restés insatisfaits. La hausse des prix se développe ensuite parce que la production doit en plus satisfaire à la demande croissante des biens capitaux pour le rétablissement des moyens de production délabrés au cours de la période de dépression ou devenus désuets et pour la création de moyens de production nécessitée par l'apparition de nouveaux besoins.



La hausse des prix dans cette période correspond donc à une réalité économique et reflète l'accroissement de la valeur-utilité des biens appelés à satisfaire non seulement aux besoins présents, mais aussi aux préparatifs de satisfaction des besoins futurs. De plus, cette hausse est, par sa nature même, de caractère sélectif et temporaire. Elle révèle l'insuffisance relative des biens en question à l'époque donnée et est destinée à disparaître avec l'accroissement de leur quantité. D'autre part, si les prix de certains biens montent considérablement et parfois dépassent même le double du niveau initial, l'élévation moyenne du niveau général des prix à l'apogée des périodes d'essor, de 1847 à 1911, n'était que de 17 % par rapport au bas niveau atteint au cours des périodes précédentes de dépression. Dans ces conditions, ils ne pouvaient pas provoquer d'inquiétude en ce qui concerne le pouvoir d'achat permanent de la monnaie.

Toute différente est la nature de la hausse des prix provoquée par l'inflation monétaire. La hausse des prix est ici la conséquence de la diminution de la valeur de la monnaie déterminée par l'augmentation de sa quantité, donc la conséquence de la simple réduction de la valeur de l'étalon. C'est une hausse artificielle, de caractère exogène, qui ne peut manquer d'apporter de graves troubles dans la marche normale de l'économie nationale, et cela d'autant plus qu'elle revêt un caractère permanent et atteint généralement des proportions infiniment plus importantes que les hausses périodiques dans le cadre des cycles économiques.

## VI

Notons que le dirigisme du crédit n'implique pas nécessairement le recours à l'inflation monétaire. Il peut être réalisé par la distribution conforme et directe de l'épargne confiée aux banques et aux caisses d'épargne.

Mais les crédits inflationnistes ont des ambitions plus vastes. Ils visent non seulement à accroître, par la hausse des prix, l'épargne aux dépens de la consommation sociale, mais aussi, en réduisant le pouvoir d'achat de tous les producteurs, à détourner une partie de leurs capitaux vers les emplois choisis. Cependant, sans parler du fait que les vertus du dirigisme de l'économie nationale sont loin d'être certaines, rappelons

que les crédits inflationnistes réduisent sans discernement les moyens d'innombrables entreprises, petites, moyennes et grandes dont l'importance pour l'économie nationale peut être aussi grande et même plus grande que celle des entreprises auxquelles ces crédits sont destinés. Ce vice congénital des crédits inflationnistes s'ajoute ainsi aux méfaits de l'inflation monétaire.

## VII

De cette analyse des effets de la politique inflationniste du crédit, nous pouvons conclure que, du point de vue purement économique, elle ne peut présenter aucun avantage : elle ne peut ni augmenter le capital social ni stimuler la production. Elle ne peut, au contraire, que réduire la valeur intrinsèque de la monnaie, entraîner une hausse artificielle des prix, modifier d'une manière irrationnelle la répartition de l'épargne entre les entreprises, jeter un grave trouble dans le fonctionnement de l'économie nationale et entraver le progrès économique. En France, elle a dû certainement retarder la reconstruction et l'équipement du pays après la Libération.

Notons qu'en France, l'indice des prix avait atteint, à la fin de 1931, 3.000 contre 100 en 1938, et celui de la production 145, tandis qu'au Royaume-Uni, où l'indice des prix s'était élevé à 330, l'indice de la production était passé à 150 et qu'en Norvège, avec l'indice 270 pour les prix, l'indice de la production était à 150. Nous voyons les mêmes indices respectifs à 477 et 147 en Belgique, à 383 et 152 au Danemark, à 319 et 176 en Suède et à 237 et 204 au Canada.

D'après ces chiffres, le progrès de la production industrielle ne paraît pas être en rapport direct avec l'inflation monétaire.

Nous avons examiné jusqu'à présent les conséquences économiques de la politique économique inflationniste. Ses conséquences néfastes d'ordre moral, social et même politique sont trop connues pour que nous nous y arrêtions longuement<sup>9</sup>. Constatons seulement que, de fin 1945 à fin 1931, elle a réduit le pouvoir d'achat de la monnaie en France de 85 %. Cela veut dire que, pendant cette période, tous les créanciers, y compris la masse des épargnants, et les personnes ayant un revenu

9. Voir sur ce sujet notre ouvrage : *Dépression, progrès technique et dévaluation*. Paris, 1938, p. 83-123.

fixe, ont été spoliés, en valeurs réelles, jusqu'à cinq sixièmes de leurs créances ou revenus et que de grands sacrifices ont été imposés à tous les salariés, dont les salaires et traitements s'ajustaient toujours avec retard au coût montant de la vie. Tels étaient les résultats les plus tangibles de cette politique.

Les grandes calamités économiques ne sont pas seulement l'apanage des guerres et des crises économiques périodiques. Les dévaluations volontaires de la monnaie — produit combiné de conceptions économiques erronées, de certaines idéologies sociales et souvent de la pression de coalitions puissantes d'intérêts privés — qui, depuis 1931, ont ravagé les économies de presque tous les pays du monde, ont certainement fait plus de mal à l'humanité que toutes les crises économiques périodiques tant décriées depuis le début de ce siècle.

Mentor BOUNIATIAN.

---

## CHANCES D'UNE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE

### LE PROBLÈME DES INTERDÉPENDANCES

---

L'étude des interdépendances entre les divers secteurs d'une économie est un problème particulièrement complexe. En dépit des importants travaux auxquels elle a donné lieu, notamment ces dernières années sous l'impulsion du Professeur Léontief, le problème est loin d'avoir été épuisé, nous avons même, quant à nous, été amené à penser qu'il est loin d'avoir été abordé d'une façon pleinement satisfaisante.

Limité aux productions et consommations des divers postes considérés, il néglige l'élément fondamental de l'économie qu'est la vie même du secteur; limité aux chiffres d'une année, il laisse sans solution le problème de la stabilité des interdépendances; mais surtout, présenté sous la forme d'une comptabilité, il présuppose un caractère éminemment statique alors que toute l'économie est, par essence, variable, changeante, dynamique.

Dans les pages qui vont suivre, nous désirons exposer une conception que nous estimons plus complète, et jeter les bases pratiques d'un travail constructif.

#### DIFFICULTÉ DE BASE DE L'ÉTUDE DES INTERDÉPENDANCES.

Comme son nom l'indique, l'étude des interdépendances a pour but de mettre en évidence les liens de solidarité entre les différents secteurs d'une économie, c'est-à-dire, d'un point de vue plus pratique, de déterminer la liaison entre la variation de la production d'un secteur et celle des autres.

Le caractère fondamental d'une telle étude est son extrême complexité, en vertu de quoi elle exige, pour être menée à bien :



1° une documentation monographique très complète qui donne, à défaut d'une photographie, un schéma montrant le fonctionnement de chaque secteur de l'économie;

2° des techniques appropriées non rigides, mais susceptibles de s'adapter à chaque cas particulier.

Dans son sens habituel, l'étude des interdépendances a pour premier objet de déterminer la production de chacun des secteurs d'une économie, et compte tenu des importations, exportations, variations de stocks, d'en déduire la livraison aux tiers et la ventilation de cette livraison entre les différents secteurs clients.

Considérée d'un point de vue général, la conception paraît claire. Dès que l'on veut passer au stade du concret, deux problèmes se posent cependant :

1° Quel est le nombre optimum de secteurs à considérer pour une économie comme l'économie française ? Doit-on en considérer 20, 100, 1.000 ou 5.000 ?

2° Quels éléments utiliser pour caractériser la production des secteurs ainsi définis ?

Il est évident que ces deux problèmes sont liés : Plus le nombre des secteurs est grand, plus le domaine attribué à chacun d'eux est restreint et plus la production de chaque secteur est précise et facile à définir.

Ainsi, il est beaucoup plus facile de définir la production de carbure de calcium que la production de l'électrochimie, et la production de filés de lin a un sens plus précis que celle de l'« industrie textile ».

Dans le cas de très nombreux secteurs d'étendue très limitée, la nature des liaisons d'interdépendance se situe dans le domaine des liaisons techniques et des « nombres proportionnels ».

Ainsi il faut :

2,3 t. de sel,

1,5 t. de charbon et coke,

4,5 t. de calcaire,

pour fabriquer une tonne de soude caustique.

Il faut :

1,6 t. de charbon,  
1,800 kW. d'électricité,  
et un peu plus d'une tonne de lin en balles,

pour produire une tonne de filés de lin.

Il est certain qu'une voie très fructueuse consiste à considérer un nombre important de secteurs restreints (de l'ordre de 1.000 à 2.000 ou plus) que dorénavant nous appellerons des postes, et nous avons là une méthode simple et efficace pour aborder les postes de matières premières et de produits mi-finis.

On s'aperçoit cependant que le problème n'a été que reculé et qu'il est aussi difficile de définir d'une façon précise la production d'un poste de produits finis lors d'une décomposition en 1.000 postes que de définir la production d'un poste de produits demi-finis lors d'une décomposition en 100 postes. Ainsi il est aussi difficile de définir la production du poste « bonneterie » (autrement que superficiellement par une consommation de filés) dans une décomposition en 1.000 postes que de définir la production de l'« industrie textile » dans une décomposition en 100 postes. On rencontre donc à un moment ou à un autre la difficulté de définir la production d'un poste dit « complexe ».

#### IMPOSSIBILITÉ DE DÉFINIR L'ACTIVITÉ D'UN POSTE PAR UN SEUL CHIFFRE.

La définition de la production d'un poste complexe est naturellement plus délicate que celle d'un poste simple : le plus souvent, un seul élément caractéristique est insuffisant pour une bonne définition. Pour cette définition, on peut choisir entre les divers éléments suivants :

- Quantité : tonnage; nombre d'articles (automobiles); volume (cubage de bois); surface en m<sup>2</sup> (films, tissus);
- Valeur de la production  $\Sigma p.q$ ;
- Volume de la production  $\Sigma P.q$  ou valeur calculée aux prix P d'une époque de base;
- Nombre d'heures ouvrées;

- Consommation totale d'énergie (toutes formes) exprimée en tonnes de charbon à l'aide des équivalents habituels;
- Consommation de matière première servant de base à l'ensemble des produits, etc.

Ces données ne sont pas toutes indispensables, mais elles sont nécessaires à divers points de vue. Il est en effet difficile de choisir *a priori* parmi elles la plus représentative de la production d'une industrie, et très souvent aucune d'elles n'est suffisamment représentative à elle seule.

Pour prendre un exemple concret, on pourrait songer à définir la production de machines-outils par le nombre de machines produites ou par leur tonnage; mais une machine complexe peut remplacer plusieurs petites machines avec ou sans importante diminution de tonnage et sans liaison *a priori* avec la main-d'œuvre utilisée.

La valeur de la production  $\Sigma p.q$  tient compte globalement de ces différents facteurs, mais elle n'a d'intérêt, quant à l'activité de la production, que si elle est divisée par un indice de prix (indice général des prix ou indice plus particulier relatif à l'industrie considérée)<sup>1</sup>.

Un autre exemple concret est celui du bâtiment, pour lequel il est difficile de définir la production autrement qu'à partir du chiffre d'affaires (divisé par un indice de prix); pareille définition nous paraît moins arbitraire qu'un nombre d'heures ouvrées, mais peut-on la regarder comme suffisante à elle seule pour tous les problèmes ?

Soient  $CA_0$  le chiffre d'affaires du bâtiment en 1949 et  $CA_1$  le chiffre d'affaires en 1951, l'indice du chiffre d'affaires en 1951 (par rapport à 1949) est  $K_1 = \frac{CA_1}{CA_0}$ ; soit  $J_1$  l'indice de prix de matériaux de construction, on peut définir l'indice de production du bâtiment en 1951 (base 1949) par  $I_1 = \frac{K_1}{J_1}$  ( $I_1$  étant l'équivalent d'un indice pondéré de production) (pondération 1951). On a, en désignant par les minuscules les prix

1. Cette introduction d'un indice de prix conduit naturellement, d'une façon générale, à l'adoption d'indices définissant la variation de la production, l'année de référence étant une année de production suffisamment stable, suffisamment rapprochée, et pouvant être tenue pour normale. Nous y reviendrons plus loin.

et quantités actuels et par les majuscules les prix et quantités à l'époque de base :

$$\frac{\Sigma pq}{\Sigma pQ} = \frac{\Sigma pq}{\Sigma PQ} : \frac{\Sigma pQ}{\Sigma P \cdot Q} = K : J.$$

Mais on peut d'autre part considérer un indice pondéré d'heures ouvrées, les coefficients de pondération étant proportionnels aux chiffres d'affaires des six « départements » suivants :

- Gros œuvre, carrelage, revêtement;
- Bois;
- Couverture, plomberie;
- Fer (serrurerie, charpente de fer, fermettes);
- Fumisterie, chauffage;
- Peinture, aménagement.

On peut enfin considérer un indice de la forme :

$$N = 0,43 N' + 0,17 N'' + 0,16 N''' \\ + 0,06 N^{(IV)} + 0,06 N^{(V)} + 0,12 N^{(VI)},$$

c'est-à-dire un intermédiaire entre les deux conceptions extrêmes de repérage de la production par le chiffre d'affaires et par les heures ouvrées.

Il résulte de tout ceci qu'il n'existe pas de méthode générale de représentation statistique de l'activité d'un poste et que la définition la plus adéquate de la production dépend essentiellement du poste et du problème considérés. Pour un nombre important de secteurs de l'économie, la notion de valeur s'introduit inévitablement, et son importance, parallèlement à la notion de quantité, s'explique aisément dans une économie libre, où les prix ont une action systématique sur les quantités. Si, en effet, les matières premières, l'énergie, la main-d'œuvre (et l'outillage) sont les facteurs influençant directement la production, le prix d'un produit (donc la valeur des produits fabriqués) influe indirectement sur la production par l'intermédiaire des ventes et possibilités de vente, ouvrant la porte à tous les effets psychologiques.

Considérer plus particulièrement la première ou la seconde conception signifie que l'on témoigne un intérêt plus particulier à une économie de sous-production ou une économie de surproduction, et, en cas de dysharmonie, que l'on craint davantage la crise de sous-production ou la crise de surproduction.



## RECOURS A L'INTRODUCTION D'INDICES CHRONOLOGIQUES.

La notion d'indice s'introduit naturellement ici parce qu'on se préoccupe plus souvent de comparer une production à différentes époques que de considérer celle-ci en valeur absolue; or la division d'une valeur de production, ou d'un chiffre d'affaires, par un indice de prix n'implique pas plus de restriction que le calcul de l'indice de chiffre d'affaires lui-même.

La généralisation du recours à des indices pour l'ensemble des postes rend d'autre part le travail plus homogène, et il permet, en outre, de suivre l'évolution de différents indices en fonction du temps à l'intérieur d'un poste. Il y a déjà là des avantages non négligeables. Mais l'intérêt des indices est autre.

D'une part, si détaillée que soit une monographie, celle-ci ne peut pas toujours renseigner sur l'ensemble du poste considéré, la production du poste n'étant pas toujours connue dans sa totalité; très souvent, d'ailleurs, un échantillonnage de fortune permet de suivre d'une façon plus précise les variations de la production.

D'autre part, ainsi que nous l'avons montré dans une autre étude, l'utilisation d'indices permet de déterminer à l'aide du calcul la ventilation entre postes clients d'une livraison aux tiers dont on ne connaît pas la grandeur numérique <sup>2</sup>.

Il résulte de cette étude que l'équation :

$$(1) \quad I'_e = \alpha_{ei}I_i + \alpha_{ej}I_j + \alpha_{ek}I_k...$$

est l'équation fondamentale sur laquelle repose le problème des interdépendances, si l'on a pris soin de compter dans les livrai-

2. Ayant établi sous certaines conditions précises la formule :

$$I'_e = \alpha_{ei}I_i + \alpha_{ej}I_j + \alpha_{ek}I_k...$$

où  $I'_e$  représente l'indice des livraisons aux tiers du poste  $e$  et  $I_i, I_j, I_k...$  l'indice de production de ces divers clients  $i, j, k...$ , nous avons montré que l'écriture de cette équation à diverses époques 1, 2, 3...,  $n - 1$ , conduit à un système de  $n - 1$  équations. En y ajoutant l'équation relative à l'époque de base  $\alpha_{ei} + \alpha_{ej} + \alpha_{ek}... = 1$ , on obtient un système de  $n$  équations par rapport aux  $\alpha$ , système admettant une solution et une seule dans le cas général ( $n$  étant le nombre des inconnues  $\alpha$ ).

Cette équation, rigoureuse dans le cas où la production d'un poste  $j$  est proportionnelle à la livraison du poste  $e$  au poste  $j$ , est susceptible de diverses extensions dans le cas où la proportionnalité n'est pas conservée.

L'extension à adopter, qui dépend en particulier des définitions des diverses productions des postes  $i, j, ...$ , est propre à chaque cas particulier et ne saurait être abordée ici.

sons aux tiers, non seulement la livraison par les producteurs eux-mêmes, mais également celles qui provient de l'importation.

#### RECHERCHE D'UNE DÉFINITION PRATIQUE DES POSTES A CONSIDÉRER.

Lorsqu'on envisage une définition pratique des postes d'une économie, on sait que le nœud délicat est le passage du poste simple au poste complexe. Plus exactement, le problème fondamental se présente sous la forme d'un choix : A quel stade d'une filière<sup>3</sup> envisagera-t-on de grouper en un poste complexe les différents produits fabriqués en cours d'élaboration ? ou bien, inversement, est-ce qu'à tel stade on estime encore nécessaire de séparer en différents postes les divers produits fabriqués (ou en cours d'élaboration) ?

Ce choix est fondamental : de lui dépend à la fois le nombre et l'étalement des secteurs, mais également le mode de description des postes, donc également les techniques à employer.

La recherche d'une définition pratique des postes est évidemment dépendante de l'objectif que l'on se pose, et l'on est ainsi amené à envisager les deux solutions suivantes :

— Une répartition en un nombre de postes assez faible (une centaine de postes) et à domaine assez large, pour lesquels, à part les secteur d'énergie et matières de base, il est impossible de ne pas envisager la notion de poste complexe. C'est ce que nous appellerons la conception « macroscopique » ;

— Une répartition en un nombre de postes beaucoup plus élevé (1.500 à 2.000 postes et davantage), à domaine beaucoup plus restreint, pour lesquels la notion de poste élémentaire peut être conservée dans un très grand nombre de cas. C'est ce que nous appellerons la conception « microscopique ».

Ces deux conceptions sont dans une certaine mesure complémentaires, mais le choix, s'il y a lieu, dépend principalement des circonstances du problème abordé.

Alors que la seconde conception peut et doit utiliser des quantités jusqu'à un stade très avancé de la progression selon les filières, la première conception est davantage centrée sur la notion de valeur de la production finale.

3. Au sens de B. Chait, *Les fluctuations économiques et l'interdépendance des marchés*. R. Louis, édit., 31, rue Borrens, Bruxelles, 1938.

Ainsi, la première conception convient davantage aux périodes de surproduction, ou plus généralement aux périodes de conjoncture de prix <sup>4</sup>, où c'est la demande qui freine la production, alors que la deuxième convient particulièrement aux périodes de sous-production, ou plus généralement de conjoncture de quantités <sup>4</sup>, avec comme conséquence possible des mesures ou études de planification <sup>5</sup>.

Les avantages et inconvénients de ces deux conceptions sont les suivants :

1° La méthode microscopique se présente tout naturellement à l'esprit lorsqu'on envisage l'étude des interdépendances résultant des liens techniques entre un composé et ses composants. Pour un très grand nombre de produits, on connaît, ou on peut calculer, une série de « nombres proportionnels » indiquant pour chaque produit la quantité de matières premières et d'énergie, le nombre d'heures ouvrées, la quantité d'emballage... nécessaires à la production de, par exemple, une tonne de produit. On peut suivre d'une manière très précise, en progressant le long des filières, la consommation de l'énergie, des diverses matières, de la main-d'œuvre... dans les divers secteurs.

Depuis les travaux du professeur Léontief, cette méthode est devenue classique; aussi n'insisterons-nous pas. Signalons simplement que la recherche des répercussions (principal intérêt pratique de l'étude des interdépendances) n'est véritablement fructueuse que si, le long d'une filière, les variations de stocks et d'importations ne sont pas trop importantes par rapport à la production ou du moins suffisamment connues.

2° Le problème macroscopique a jusqu'à présent été traité avec moins de bonheur.

La description d'un poste macroscopique est toujours dif-

4. Cf. L.-H. Dupriez, *Des mouvements économiques généraux*, t. II : « L'équilibre de la production », notamment p. 447 et 448.

5. Notons en passant qu'une formule du type (1) :

$$I'_e = \alpha_{ei}I_i + \alpha_{ej}I_j + \alpha_{ek}I_k...$$

permet non seulement de calculer un  $I'_e$  en fonction des  $I_i$ ,  $I_j$ ,  $I_k$  que l'on veut obtenir, mais également de déterminer l'optimum à accorder aux différents indices de production  $I_i$ ,  $I_j$ ,  $I_k$ , ..., compte tenu d'une part de la valeur  $I'_e$ , que l'on peut livrer, et d'autre part des autres facteurs de la production des postes  $i$ ,  $j$ ,  $k$ , ...

ficile. La production comprend très souvent un nombre important de produits que l'on ne sait pas ou ne veut pas dénombrer, et dont (fait très important) les productions ne varient pas proportionnellement dans le temps.

On a songé naturellement à représenter la production d'un poste complexe par celle de son produit principal. C'est là une solution simple, tout indiquée dans certains cas particuliers, notamment quand le reste de la production peut être regardé comme négligeable à l'égard du problème qu'on a en vue. Mais elle est bien loin d'avoir une portée quelque peu générale. On peut facilement trouver (cas de l'industrie chimique, par exemple) des exemples de postes produisant une vingtaine de produits dont l'importance est équivalente et une quarantaine de produits d'importance plus faible. Comment représenter de tels postes ?

On peut regrouper les produits secondaires de façon à réduire au total le nombre de branches à une quinzaine; on peut essayer de ramener le nombre de ces branches à un total plus faible, mais on peut être certain de l'impossibilité de définir la production d'un tel poste à l'aide d'un seul chiffre de quantité (tonnage global ou autre chiffre) ou d'une valeur (divisée par un indice de prix). Des productions très différentes seraient ainsi définies par un même chiffre, ce qui rendrait impossible toute étude précise d'interdépendance. Il apparaît donc indispensable de caractériser la production d'un poste déterminé par un certain nombre de chiffres, et non par un seul. C'est là, d'ailleurs, une nécessité qui a été rencontrée déjà par des praticiens <sup>6</sup>. Mais, à notre connaissance, l'idée n'en a pas été, jusqu'ici, examinée systématiquement.

6. « QUESTION. — Obtenez-vous des courbes parallèles de production avec des usines comme Belfort faisant du gros matériel électrique et des usines comme Colombes faisant par exemple le plexi-glass ? »

» RÉPONSE. — Pas du tout. Un gros objet n'est pas du tout la somme d'une masse de petits objets, il est régi par des lois différentes.

» QUESTION. — Comment pouvez-vous déterminer alors de manière sûre l'activité ? Quel est le paramètre que vous prenez ?

» RÉPONSE. — Les deux paramètres de l'activité sont les heures dépensées et les matières mises en œuvre. »

(Documentation des Journées d'études des 17, 18, 19 avril 1950 de la C.E.G.O.S. sur : *Les renseignements statistiques nécessaires à la gestion des entreprises*, fascicule I : « Constitution du tableau de bord ». — Discussion faisant suite à la communication de M. Loeb, directeur du Contrôle financier de la Société Alsthom : *Analyse des caractéristiques du renseignement en fonction de son utilité.*)



A cet égard, nous avons dit plus haut l'intérêt très limité des productions partielles; et il est bien certain qu'un ensemble d'indices globaux, parmi lesquels :

1. M = Matières premières consommées : total;
2. E = Energie consommée : total en équivalent charbon;
3. O = Main-d'œuvre : total d'heures ouvrées;
4. P = Production en unités physiques : total en tonnes ou autre unité, lorsque ce n'est pas impossible;
5. V = Volume de la production, c'est-à-dire valeur à l'époque considérée, divisée par un indice de prix<sup>7</sup>,

renseigne davantage sur le fonctionnement global du poste. Ces éléments ne sont certes pas les seuls qu'il soit utile de connaître, mais, pour une première étape, on doit pouvoir s'en satisfaire.

A bien les considérer, ces éléments peuvent être tirés directement d'un damier de quantités, à condition d'y inclure la main-d'œuvre. Seul le volume est à ajouter.

Insistons sur l'importance de la définition d'un poste complexe à l'aide d'un certain nombre de tels indices globaux, indépendamment de toute transformation mathématique effectuée ultérieurement et conduisant à des paramètres moins nombreux et plus expressifs.

En ce qui concerne l'introduction des postes complexes dans le damier, celui-ci peut toujours être transformé et condensé sous la forme générale :

$$I'_e = \alpha_{ei}I_i + \alpha_{ej}I_j + \alpha_{ek}I_k \dots$$

$I'_e$  étant l'indice de livraison aux tiers du poste  $e$ ,  $y$  compris les exportations;  $I_i$ ,  $I_j$ ,  $I_k \dots$  étant les indices de production des postes clients  $i$ ,  $j$ ,  $k$ ;  $\alpha_{ei}$ ,  $\alpha_{ej}$ ,  $\alpha_{ek} \dots$  des coefficients statistiques.

En microscopique, les  $I'_e$  et  $I_i$  sont des rapports de quantités connues. En macroscopique, le problème sera résolu dès que

7. L'indice de volume mérite qu'on s'y arrête un instant : On peut définir cet indice comme une moyenne de quantités pondérées par les prix à l'époque de base (indice pondéré de quantité) ou le définir comme un rapport, indice de valeur divisé par un indice de prix. La première conception est plus simple et grossière; la deuxième, qui s'appuie sur le fait que les prix varient plus parallèlement, dans le temps, que les quantités, est plus précise, et c'est celle-ci que nous retenons.

l'on aura défini les  $I'_i$  et les  $I_i$  d'une façon satisfaisante. Il est bien certain que l'on ne peut pas donner de méthode générale pour définir les  $I'_i$  et les  $I_i$ , et que ceux-ci doivent être définis différemment dans presque chaque cas particulier.

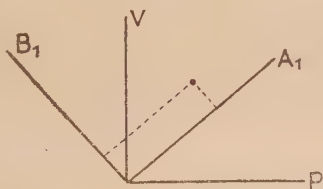
#### NOTION DE PARAMÈTRES FONDAMENTAUX D'UN POSTE COMPLEXE.

Très généralement, on peut considérer le cas suivant, où l'on connaît les quatre caractéristiques (2) (3) (4) (5). Le fonctionnement du poste considéré peut être défini à l'aide de quatre indices  $E$ ,  $O$ ,  $P$ ,  $V$ , d'époque de base commune.

Si tout le fonctionnement du poste était multiplié par un facteur  $\lambda$ , ce qui est rarement le cas, on aurait  $P = E = O = V$ .

Si l'on a  $V > P$ , cela signifie que la production se développe davantage vers les produits chers, et inversement si  $V < P$ .

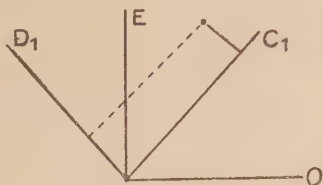
Pour séparer les deux effets, il est indiqué de faire un changement d'axe de  $45^\circ$  et de poser :



$$A_1 = (P + V) \frac{\sqrt{2}}{2}$$

$$B_1 = (V - P) \frac{\sqrt{2}}{2}$$

De même, si l'on a  $E > O$ , cela provient soit d'une amélioration du rendement manuel, soit d'une mécanisation plus poussée, et il est, ici aussi, indiqué de faire un changement d'axe de  $45^\circ$  et de poser :



$$C_1 = (E + O) \frac{\sqrt{2}}{2}$$

$$D_1 = (E - O) \frac{\sqrt{2}}{2}$$

La combinaison ultérieure de ces paramètres dépend essentiellement de l'évolution dans le temps des paramètres  $P$ ,  $V$

E. O. *A priori*, il semble que les paramètres les plus adéquats soient les suivants :

$$A = \frac{P + V}{2}$$

$$B = (P + V) - (E + O)$$

$$C = E - O$$

$$D = V - P$$

A étant le « *facteur d'expansion homothétique* » de la production,

B soulignant le progrès technique (augmentation du rendement mécanique et manuel),

C, l'accroissement de la mécanisation,

D, l'évolution vers les produits chers.

Pour éviter quelque double emploi possible entre les paramètres ainsi trouvés, il y a lieu de tester s'ils sont indépendants, mais seule une application pratique permettra de le vérifier, et il est probable que l'application pratique conduira à une méthode différente de toute méthode qu'on pourrait imaginer *a priori*.

Malheureusement, notre documentation statistique actuelle sur l'économie française est trop incomplète, et il ne nous est pas possible, dans l'état actuel de notre information, de donner une expression pratique de I et I' en fonction de P, V, E, O, pour chaque poste particulier.

Pourtant, et à défaut, on peut se hasarder, croyons-nous, à quelque observation d'ordre général : chaque fois que la production d'un poste complexe peut être atteinte en quantité physique, le paramètre  $I = \frac{P + V}{2}$  doit donner une représentation satisfaisante de l'importance de la production, et il en est de même pour les livraisons aux tiers  $I' = \frac{P' + V'}{2}$ .

Cela nous paraît résulter d'une sorte de hiérarchie entre les divers indices M, E, O, P, V. En effet, dans l'hypothèse de Léontief (constance des coefficients de jonction), V est égal à P; E est, de son côté, égal à P, mais, par suite de substitutions possibles de combustibles de qualité différente, il est moins fidèle; enfin, on sait que, pour une même production

d'une même usine ou d'une même industrie, les heures ouvrées peuvent différer de 10 à 15 % entre deux dates <sup>8</sup>.

Si, en dépit de l'absence de documents, il est nécessaire de justifier en partie le choix de l'indice A, nous citerons le cas d'une industrie à postes complexes, dans laquelle six sous-groupes : A, B, C, D, E, F, conduisent aux résultats suivants :

	A		B		C		D		E		F	
	P	V	P	V	P	V	P	V	P	V	P	V
1947..	61	92	266	185	114	103	77	117			164	147
1948..	116	132	121	153	115	147	116	143	139	168	110	106
1949..	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1980..	117	105	165	148	129	108	138	135	144	129	133	113

Nous voyons (fig. 1) que bien des points s'éloignent notablement de la première bissectrice; ceci provient probablement du fait que les valeurs sont remplacées par des chiffres d'affaires et d'autre part de l'imprécision des indices de prix utilisés. Reste la tendance générale donnée par la première bissectrice, à laquelle il était naturel de s'attendre (en particulier : B, C, E, F).

Dans toute cette étude, le choix et la précision de l'indice de prix sont fondamentaux.

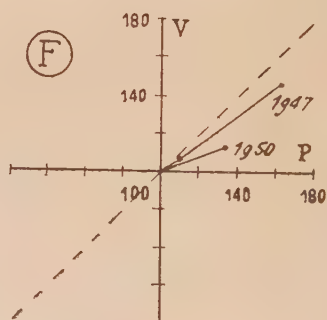
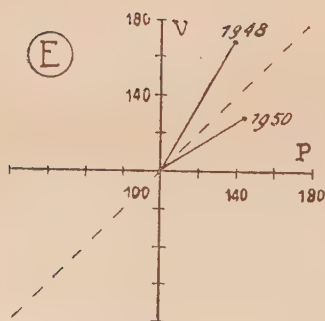
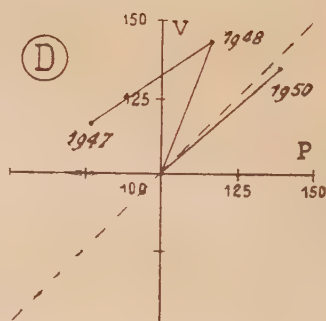
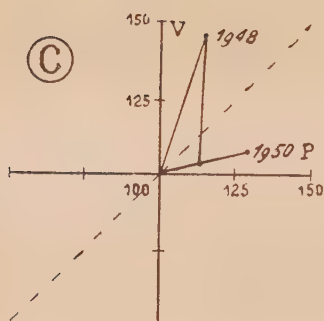
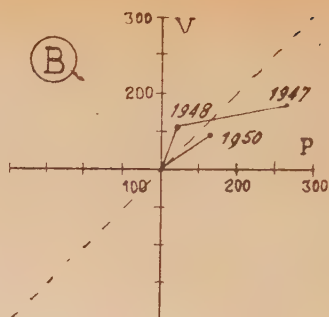
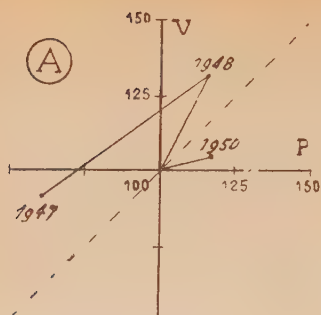
A cet égard, on ne peut se satisfaire des indices de prix généralement calculés, comme le montre la comparaison entre divers indices de prix calculés directement et l'indice pondéré des prix de gros de l'Institut national de la statistique pour l'industrie métallurgique (Pondération 1941) (Fig. 2).

Si l'on ne connaît pas la production en quantité, il faut prendre la consommation de matières premières, ou une combinaison (M + E) ..., et plus généralement on peut se proposer de chercher une fonction linéaire  $f(M, E, O, P, V)$  qui représente au mieux l'amplitude de la production.

Mais il ne servirait à rien de tenter un développement théorique de cette conception en l'absence d'une documentation statistique plus complète.

8. Là intervient la considération du degré de fidélité de représentation d'une production par telle de ses diverses caractéristiques statistiques.





Nous voyons donc que l'étude macroscopique exige le processus d'opérations suivantes :

- 1° Choix d'une nomenclature d'une centaine de postes ayant une unité économique;
- 2° Etablissement d'une collection de monographies de ces cent postes donnant pour chacun d'eux :

P, production en quantité,  
V, production en valeur,

E, énergie consommée,

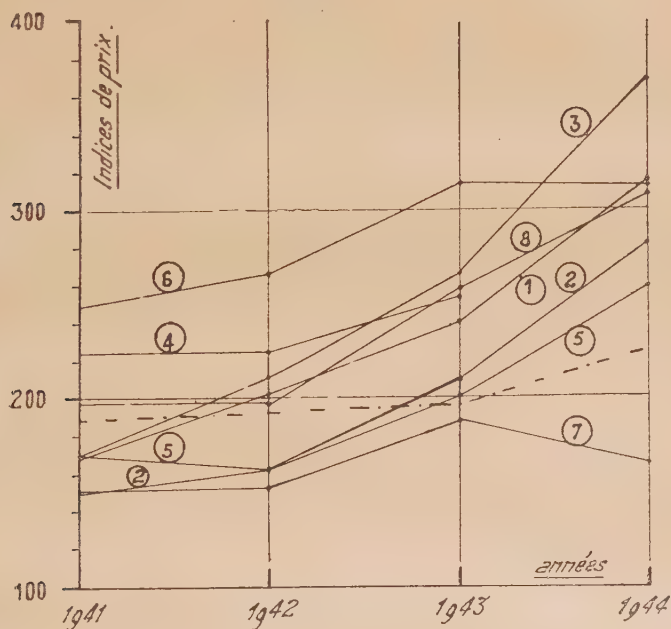
O, total des heures ouvrées,

L = P', livraison aux tiers en quantité,

CA = V', chiffre d'affaires,

et ce pour une période d'au moins cinq ou six années;

3° Calcul des indices correspondants en prenant pour base l'année 1949 par exemple;



Machines pour l'industrie.		Indices de prix			
		1941	1942	1943	1944
①	Machines pour l'industrie textile	168	204	242	318
②	— papier	149	162	209	286
③	— caoutchouc - cuir	170	211	268	375
④	— minoterie	224	224	254	
⑤	— alimentation	170	162	201	262
⑥	— chimie	250	266	316	315
⑦	— condit <sup>nt</sup> , empaqu <sup>te</sup>	150	152	189	167
⑧	— sucrerie	198	198	260	310

4° Calcul d'un indice de prix de base 1949 pour chacun de ces postes et pour les mêmes années;

5° Calcul des indices :  $I = \frac{P + V}{2}$ ,

et  $I' = \frac{P' + V'}{2}$  permettant l'application de la formule fondamentale.

### CONCLUSION.

L'étude des interdépendances présuppose une schématisation de l'économie et la répartition de cette économie en un certain nombre de secteurs. Quelle que soit la conception préférée, « macroscopique » avec un petit nombre de larges secteurs, ou « microscopique » avec un grand nombre de secteurs étroits, nous supposons l'économie considérée répartie en un certain nombre de secteurs que nous appelons des postes, possédant chacun une unité, c'est-à-dire caractérisés par une production en valeur et en quantité, une livraison aux tiers en valeur et en quantité, une consommation d'énergie et de matières premières, ainsi qu'un nombre d'heures ouvrées. Ces caractéristiques, ou telles combinaisons de telles d'entre elles, constituent les paramètres principaux à l'aide desquels on peut définir d'une façon satisfaisante le fonctionnement d'un poste; mais il y en a d'autres.

Il s'agit là d'un point fondamental qu'il y a lieu de bien considérer, car lorsque l'on s'intéresse à la production  $P_i$  d'un poste  $i$ , il est naturel de considérer les divers facteurs de cette production, qui sont :

- 1° les investissements et le matériel, caractérisant les conditions techniques;
- 2° la main-d'œuvre;
- 3° l'énergie;
- 4° les matières premières,

car la pénurie de l'un de ces éléments empêche d'obtenir la production  $P_i$ .

Ces divers éléments, caractérisés par des quantités, ne sont pas indépendants, et il existe entre eux des liaisons proportionnelles, dites techniques, dans le cas où l'on fabrique un seul produit, ou plusieurs produits en quantités proportion-

nelles (en gros : domaine microscopique) — des liaisons non proportionnelles, mais présentant une certaine stabilité, et dites statistiques, dans les cas plus généraux de fabrication (en gros : domaine macroscopique).

Nous arrivons ainsi à un premier jeu de liaisons intérieures ou « intra-postes », qui peuvent être proportionnelles ( $Y = aX$ ), linéaires ( $y = aX + b$ ) ou plus complexes (cas de biens concurrents par exemple).

Les liaisons que nous recherchons sont des liaisons entre les postes ou liaisons « interpostes ». Nous avons vu qu'elles s'expriment toujours par la liaison générale :

$$I_e = \alpha_{ei}I_i + \alpha_{ej}I_j + \alpha_{ek}I_k \dots$$

qui n'est qu'une condensation et en même temps une généralisation du damier classique.

En effet, en appliquant cette formule au domaine microscopique et en posant  $I = P$ ,  $I' = L$  (livraison aux tiers), on obtient le damier de quantité microscopique. Si on l'applique au microscopique ou au macroscopique en prenant  $I = V$  et  $I = CA$  (chiffre d'affaires), on obtient le damier de valeur.

Nous avons vu qu'en posant  $I = \frac{P + V}{2}$ ,  $I' = \frac{L + CA}{2}$ , on obtenait un damier complexe valeur-quantité, plus exact et plus expressif des interdépendances dans le « macroscopique ».

J.-J. BOULANGER.

(Laboratoire d'Econométrie de l'Ecole polytechnique.)



# LE PROBLÈME DE L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT ÉCONOMIQUE EN FRANCE

---

## INTRODUCTION

*En publiant ces deux études sur l'organisation de l'enseignement économique en France, la Revue d'économie politique n'entend pas prendre parti entre les deux thèses soutenues par deux écrivains appartenant l'un et l'autre au groupe des économistes mathématiciens. C'est cette communauté de méthodes qui rend significatives et importantes leurs divergences de vues. M. Allais préconise la création d'une Faculté de sciences économiques et sociales, dont l'organisation lui paraît assez aisée, puisqu'elle se bornerait à réunir des renseignements qui, dès à présent, existent dispersés dans les différents centres d'enseignement parisiens. M. Divisia se prononce en faveur du maintien de l'union traditionnelle entre l'enseignement du droit et celui de l'économie politique, réservant aux futurs professeurs un supplément d'études dont les praticiens formés par les Facultés de droit peuvent très bien se passer.*

*Personnellement, j'ai longtemps pensé qu'une Faculté spéciale de sciences économiques et sociales rendrait de grands services. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'une telle Faculté, possible à Paris, serait très difficile à créer dans les Universités de province. Je me garderai de m'aventurer dans un débat dont la solution dépend d'autorités sur l'opinion desquelles je suis dépourvu de toute influence. Je sais, d'autre part, après cinquante ans d'expérience, le temps qu'il faut aux moindres réformes pour entrer dans les faits. Par contre, il existe une nécessité que je considère comme urgente dans l'enseignement des sciences économiques, et en particulier dans la préparation des futurs professeurs, quels que soient les établissements où ceux-ci ont la mission d'enseigner. Il s'agit de l'utilité primordiale de joindre aux études théoriques la possi-*

bilité, pour les futurs enseignants, d'avoir un contact direct avec les faits, de leur donner l'occasion d'observer, soit sur documents, et dans des Instituts de recherche, soit par l'observation directe, par des stages effectués dans des entreprises agricoles, industrielles ou bancaires, les mécanismes par lesquels se réalise l'activité économique. De même que les étudiants en médecine (je crois la comparaison particulièrement opportune, puisque la médecine est à la fois un art et une science comme l'économie politique) joignent à l'étude dans les livres l'observation directe des malades et des maladies, de même il faudrait trouver des moyens (et je crois qu'ici les pensées de M. Allais et celles de M. Divisia concordent entièrement) d'établir un contact entre les acteurs de la vie économique (entrepreneurs, agriculteurs, banquiers) et ceux qui seront chargés de la décrire et d'en expliquer les manifestations principales.

Nous vivons dans un monde où les réformateurs de la vie économique sont en nombre presque indéfini. Chacun veut à son tour, et suivant ses idées personnelles, « relancer » la vie économique. J'éprouve devant ces tentatives le sentiment qu'un humoriste exprimait autrefois au sujet des circulaires du ministre de l'Agriculture, qui, disait-il, ne suffisent pas à faire pousser les petits pois. Mais, ce qui est certain, c'est qu'avant de les faire pousser en plus grande quantité il faut savoir comment ils poussent dès aujourd'hui. Avant d'améliorer les mécanismes économiques, il faut savoir comment ils fonctionnent dès maintenant tant bien que mal. Avant d'améliorer le moteur d'une automobile, il faut connaître son fonctionnement si imparfait soit-il. Il y a, à mon avis, un grand effort à faire (et je ne m'en dissimule nullement les difficultés) pour que ces contacts si désirables entre les futurs professeurs d'économie politique et la vie économique d'un pays soient les plus étroits possible. Sur ce point, du reste, les deux écrivains dont on va lire les plaidoyers me paraissent entièrement d'accord. Les efforts que chacun d'eux a consacrés à organiser dans son propre enseignement ces contacts entre la théorie et l'observation des faits sont suffisamment connus pour qu'on soit assuré qu'ils sont qualifiés, l'un et l'autre, pour orienter l'enseignement dans le sens que je viens d'indiquer.

Charles Rist.

## CONTRE UNE COUPURE ENTRE ETUDES ECONOMIQUES ET ETUDES JURIDIQUES

1. — Etant donné que la question de l'enseignement économique au sein de l'Université présente une grande importance et que sa solution ne paraît pas justiciable de simples retouches à ce qui existe, il semble indispensable de l'aborder dans son ensemble et dans le principe.

2. — En gros, l'Université doit produire, d'une part des praticiens, d'autre part des savants et enseignants, la première catégorie représentant la très grosse majorité des étudiants, peut-être les neuf dixièmes.

3. — C'est la formation des praticiens qu'il faut considérer tout d'abord, c'est en vue de cette formation qu'il faut d'abord penser l'organisation universitaire. On verra seulement ensuite si et comment il faut compléter ou modifier ce premier schéma d'organisation pour la formation des savants et enseignants.

C'est bien ainsi que la question se présente pour la médecine : le doctorat en médecine est institué avant tout pour les médecins praticiens. Les docteurs sont des praticiens présentant des garanties universitaires.

4. — Il semble que ce soit là une destination générale du doctorat, et plus généralement des grades universitaires. Qu'en médecine les docteurs aient le monopole d'exercice du métier est une mesure particulière de sauvegarde de la santé publique qui n'a pas à intervenir dans une étude générale. Le fait particulier à la médecine, ce n'est pas que le doctorat y ait une signification spéciale, c'est que, pour exercer, il faut être au moins docteur, que, par suite, le sous-grade de la licence n'a pas de raison d'être. Ailleurs, licence et doctorat sont deux degrés de garantie universitaire dont peuvent exciper les praticiens.

5. — Il est vrai qu'en certains domaines (mathématiques, physique, histoire...), licence s'interprète comme licence d'en-

seignement. Cela tient à ce que ces matières, enseignées à un très grand nombre d'élèves (notamment tout l'enseignement du second degré) exigent un grand nombre de professeurs. Ceux-ci sont alors considérés comme des praticiens, et à leur égard on exige la licence pour enseigner, comme on exige le doctorat en médecine pour soigner. L'analogie est complète, et le cas des « savants et enseignants » est autre chose.

6. — En médecine, les « savants et enseignants » font l'inter-nat, le clinicat, le médicament des hôpitaux, en vue de parvenir à l'agrégation. Cela implique que leur formation n'est pas seulement académique, mais aussi clinique, l'agrégation sanctionnant tout à la fois les connaissances générales théoriques et les connaissances pratiques. On peut penser à quelque chose d'analogue pour l'économique, la formation des savants et enseignants économistes devant être non seulement livresque, mais aussi clinique. Cela paraît être un point important sur lequel il faudra revenir, il est simplement signalé ici au passage et sous bénéfice d'inventaire.

7. — Ce qu'il convient d'abord de dégager de ce qui précède c'est que, pour l'économique, l'organisation universitaire doit être conçue au départ et comme base, en fonction des besoins de la formation des praticiens.

8. — Or, pour les praticiens, le droit et l'économique sont liés. *In abstracto*, un calcul d'élasticité de la demande n'a rien à voir avec le droit; *in concreto*, toute question de demande, de débouché, est sous l'empire d'une certaine législation des prix et de la production. Symétriquement, le droit traitant de rapports entre les hommes, la grande majorité de ces rapports met en cause des questions relatives aux biens, donc, à quelque égard, économiques.

Un jeune se dit : « serai-je agriculteur, militaire, technicien, commerçant, administrateur, médecin, conseil ? » Les commerçants et administrateurs ont besoin à la fois de droit et d'économique; les conseils (avocats, experts-comptables, etc.) également.

Naturellement, il y a des dosages entre droit et économique, selon les cas; mais c'est là une question seconde, une affaire d'options. En gros et en général, à tous les praticiens qui ont besoin de droit ou d'économique, il faut aussi l'autre discipline.



Cela n'est pas vrai de quelques spécialistes, comme peut-être les avoués, mais un grade universitaire n'est pas un brevet de spécialité : c'est même tout le contraire.

9. — Ainsi, ce qu'il faudrait, c'est une Faculté de droit et d'économique, l'allongement du titre marquant que l'économique n'est pas un simple accessoire du droit, mais a sa raison d'être en soi.

10. — La dénomination : « Faculté des sciences sociales » paraît mauvaise, car elle désigne un tout mal défini et qui risque d'être superficiel; pour la formation des praticiens, et à l'âge universitaire, la culture générale exige une discipline-tronc, le mot discipline indiquant que l'esprit doit se plier à des exigences précises, à raison de problèmes d'action à résoudre, et non pas se nourrir simplement de clartés de tout. Le droit est une telle « discipline » depuis des siècles qu'il y a des procès; l'économique en est devenue une depuis qu'il y a des problèmes économiques; mais pas l'histoire, pas l'histoire économique, pas la sociologie, pas la psychologie; toutes ces autres branches de l'activité intellectuelle, assurément précieuses pour le praticien, se rangent pour lui soit dans la catégorie de sciences utiles à telle ou telle discipline d'action, soit dans l'humanisme (Faculté des lettres, dont le titre est bien trop étroit si on le prend dans son acception littérale). Autrement dit, en matière de formation générale des praticiens, — au degré supérieur à celui d'un simple enseignement professionnel, — on a affaire, ou à l'humanisme en général, ou à quelque discipline impliquant tout à la fois du général, quant à l'attitude de l'esprit, et du précis, quant à l'ouverture vers l'action. Ces disciplines ne paraissent être que le droit, l'économique, la médecine, l'art militaire, la technique. La politique et la diplomatique pourraient y figurer, mais elles sont encore trop peu avancées pour pouvoir sans danger être dotées d'une constitution autonome.

En définitive, pour la formation des praticiens, on ne voit d'autres cultures générales que la culture humaniste (littéraire, philosophique, historique, sociologique, psychologique), la culture militaire, la culture technique (rapports de l'homme avec les choses). Y en a-t-il d'autres possibles ? On peut en douter.

11. — Naturellement, les étudiants à qui est destiné l'ensei-

nement de l'économique n'ont pas seulement besoin de connaître le droit et l'économique *stricto sensu*.

De même que le Français moyen a besoin de savoir lire et écrire, de connaître l'orthographe, les quatre règles, un minimum de littérature, d'histoire de France, de géographie, de droit constitutionnel, etc., de même, celui qui veut apprendre l'économique a besoin d'un minimum d'histoire économique pour situer l'objet de son étude; d'un minimum de géographie pour comprendre tout ce qui a trait à l'aspect territorial des activités et relations économiques, notamment internationales; d'un minimum de généralités sur les moyens d'investigation (enquêtes sociologiques, statistique) pour se rendre compte de la nature ou de la valeur des matériaux d'observation qu'il utilise; d'un minimum de philosophie des sciences, et donc de connaissance des sciences de la matière, pour se rendre compte de la nature ou de la valeur des concepts et moyens de pensée qu'il met en œuvre; d'un minimum de mathématiques (devenu passablement élevé) pour comprendre au précis certaines théories économiques, et certaines méthodes de calcul économique ou d'interprétation statistique; d'un minimum de technologie et autres connaissances pratiques, pour mieux apercevoir l'impact concret de ce qu'il étudie.

Il ne s'agit pas là pour lui de disciplines connexes à l'économique, mais de moyens intellectuels indispensables à l'étude de l'économique elle-même, et qui font partie intégrante de cette étude; de même qu'un minimum de connaissances en anatomie, en biologie, en physiologie, en pharmacologie, etc. et aussi, pensons-nous, en statistique et en mathématiques, ... font partie intégrante des études médicales.

Certaines de ces connaissances-moyens, qu'il ne faut nullement confondre avec des cultures connexes, doivent être posédées par les jeunes avant qu'ils abordent l'enseignement supérieur; d'autres peuvent faire l'objet d'un enseignement propédeutique; d'autres enfin peuvent être enseignées à la Faculté proprement dite en même temps que la discipline qui les utilise. C'est là une question d'organisation didactique, qui peut relever de considérations spéciales, et, en tout cas, se situe au-dessous du problème de fond de l'architecture générale de l'Université et des Facultés.

12. — Que l'enseignement de l'économique, discipline com-

plexe et diverse, non seulement quant à ses problèmes, mais aussi quant à la manière de les aborder, doit grouper tout un faisceau d'études diverses concernant soit des moyens (histoire, philosophie, statistique, mathématiques...), soit son objet (comptabilité, technologie, psychologie, histoire, géographie...), c'est là, sans doute, ce qui a poussé certains esprits à concevoir l'organisation d'une « Faculté des sciences sociales ». En réalité, c'est proprement d'une Faculté d'économique qu'il s'agit là, et de rien de plus.

Dans quelle mesure la « formation de l'esprit » dans le sens de « création d'une manière de penser », qui est l'objectif primordial de tout enseignement universitaire, doit-elle s'accompagner, ou se compléter, d'un « ameublement de l'esprit » par toute une série de connaissances (généralement concrètes) utiles tout à la fois pour cette formation et pour son utilisation pratique, c'est là, sans doute, question de plus ou de moins, où le maximum est assurément désirable, mais qui dépend avant tout des possibilités, notamment de la longueur admissible des études, et il y a là un compromis à faire entre buts et moyens.

Mais le maximum à rechercher ne doit pas l'être, croyons-nous, au détriment du jumelage des deux cultures, économique et juridique, dans une seule et même Faculté.

La création d'une Faculté économique indépendante de la Faculté de droit présenterait des avantages de facilité, rendant plus facile pour l'Université et plus confortable pour les étudiants, l'aménagement de ce tout très complexe qu'est l'enseignement de l'économique. Mais, là comme ailleurs, toute solution de facilité est insidieuse et dangereuse, plaçant la considération des moyens au-dessus de la considération du but, lequel se situe ici, non pas dans les locaux universitaires, mais sur le terrain de l'action pratique et professionnelle, à quoi l'Université a charge et responsabilité de préparer la quasi-totalité de ses étudiants.

Sur ce terrain, la séparation de l'économique et du droit en deux Facultés créerait entre ces deux disciplines un fossé qui n'existe que trop déjà (c'est là sans doute la source véritable des doléances actuelles des professeurs d'économique au sein des Facultés de droit) et qui deviendrait vite un abîme : sur les deux plans, intellectuel et pratique, droit et économique en pâtiraient également.

Des facilités didactiques immédiates résultant de la séparation, l'aspect « professionnel », au sens étroit du mot, pourrait tirer, assurément, des avantages à court terme d'enrichissement superficiel; ce serait au détriment de la profondeur de la culture.

On a prétendu que, précisément, le jumelage a fait des études juridico-économiques courantes actuelles, quelque chose de superficiel, et il est vrai que ces études courantes n'ont que trop besoin d'être corsées. Mais ce qu'il faut incriminer ici, c'est uniquement, croyons-nous, le niveau des étudiants et l'intensité de leur travail; étudier assez à fond le droit et l'économie tout ensemble ne paraît pas plus laborieux et difficile qu'étudier assez à fond la médecine, ou la technique, ou les sciences; incriminer le jumelage, c'est camoufler le vrai problème, qui est d'exiger des « étudiants en droit » dose de travail et longueur de scolarité en rapport avec l'importance et la difficulté de ce domaine d'études.

13. — Naturellement, celui qui pratique l'économie, s'il a besoin de droit, peut profiter beaucoup de s'adonner aussi à d'autres cultures : littérature, histoire, psychologie, sociologie, philosophie, médecine, sciences de la vie, technique, sciences physiques. Pour ce faire, libre à lui de fréquenter aussi d'autres Facultés : chaque Faculté doit, apparemment, dispenser aux praticiens qu'elle forme le minimum indispensable; elle ne peut songer à dispenser plus. Car au-delà de l'indispensable, le désirable est indéfini, au sens très précis du mot. C'est l'enseignement secondaire qui doit donner des clartés de tout, non telle ou telle Faculté. A quelles carrières irait l'étudiant d'une Faculté des sciences sociales ? Si une telle Faculté ne tombe pas au rang d'une école professionnelle, elle fabriquera des « bons à tout, propres à rien »<sup>1</sup> ou encore des « bacheliers ».

14. — Pour l'étendue de la culture, il se peut qu'on éprouve le besoin d'instituer une sorte de « baccalauréat supérieur ». Il faut se méfier de ce besoin, qui pourrait n'être qu'une illustration de l'actuelle déchéance du baccalauréat secondaire; en tout cas, il s'agit là d'une tout autre question que celle qui est agitée ici.

1. Nous donnons à cette locution son acception « propre », et non pas le sens péjoratif que lui attribue souvent le langage courant.



15. — Quant aux savants et enseignants de l'économie, leur formation correspond à un problème tout différent de celui de la formation des praticiens. Pour eux, peut-être, en effet, une nourriture analogue à celle d'une Faculté des sciences sociales pourrait être utile, concurremment avec autre chose d'ailleurs. Mais ici, ce n'est plus de Faculté qu'il s'agit, ou plutôt d'une seule Faculté.

Dans son sens étymologique, le mot Faculté paraît signifier que, pour la formation de son esprit et pour la collation des grades, l'étudiant a « la faculté » de s'inscrire à telle ou telle Faculté de son choix; le mot faculté a dû être synonyme d'option. Avec la multiplication des spécialités, les options, qui, initialement, devaient ne jouer sans doute qu'entre Facultés, se sont introduites progressivement au sein de chacune de celles-ci. La répartition des spécialités entre les Facultés pose alors un problème de catégorisation, et aucun problème de catégorisation n'a de solution générale : une classification n'a de sens qu'à l'égard d'un point de vue ou en considération d'un but, et il y a toujours pluralité de points de vue et multiplicité de buts. Il en est résulté, quant à ceux qui approfondissent leurs études supérieures au-delà de la formation universitaire courante des praticiens, des chevauchements entre Facultés. Par exemple, aujourd'hui, les philosophes ne se forment plus uniquement à la Faculté des lettres; la plupart fréquentent aussi la Faculté des sciences.

De tels chevauchements se présentent ici comme inévitables : dans l'organisation didactique, on ne peut que songer à les favoriser, ou à les organiser, ou même à les exiger comme conditions d'accès aux carrières professorales ou à certaines d'entre elles.

16. — Outre cet aspect de la formation générale des savants et enseignants en économie, un aspect non moins important de leur préparation est la participation à des travaux d'investigation et élaboration au sein de laboratoires outillés. De tels laboratoires, dont la raison d'être est d'accumuler, de mettre au point, d'utiliser, des moyens de travail et méthodes d'investigation et de traitement, sont nécessairement spécialisés à quelque domaine, et il paraît utopique d'envisager de les réunir en

2. Nous devons cette interprétation du mot Faculté à M. Ragey, directeur du Conservatoire des arts et métiers.

quelque vaste et unique organisation, où tous les intéressés viendraient participer à tous les genres de travaux; ils auraient plutôt à opter entre divers laboratoires, en fonction de leur propre domaine de prédilection, mais à charge de connaître à tout le moins les autres, par exemple par des stages ou des visites de mission. Il y a là à étudier un dispositif d'organisation qui serait, par surcroît, très favorable à la liaison entre les divers laboratoires.

17. — Quoi qu'il en soit, l'organisation à prévoir pour la formation des futurs professeurs et savants de l'économie doit être conçue seulement en addition de l'organisation générale des Facultés, laquelle doit être faite avant tout en vue de la formation des praticiens.

Cette formation des professeurs d'économie vise avant tout, semble-t-il, l'organisation du concours d'agrégation et des exigences requises pour l'accession à ce concours. Des mesures didactiques pourraient, en outre, être envisagées, consistant peut-être en l'aménagement de certains enseignements ou activités, par exemple à l'Ecole des hautes études, et, en tout cas, en le développement des laboratoires et l'aménagement de dispositions de nature à faciliter leur fréquentation.

18. — Quant au commun des étudiants, il semble qu'on pourrait répondre à tous les besoins, par un aménagement des études jusqu'au doctorat inclus dans les Facultés de droit et d'économie, avec un fonds commun déjà poussé pour tous les étudiants, puis des options selon l'orientation professionnelle qu'ils envisagent. Pareille organisation ne ferait sans doute pas obstacle à ce qu'on y meublât l'enseignement économique, des connaissances-moyens indispensables, étant entendu que si le jumelage avec le droit ne permettait pas d'y inclure toutes les connaissances annexes désirables, certaines de celles-ci pourraient être dispensées avant et après les études universitaires proprement dites, soit dans des années de propédeutique, soit dans des établissements d'enseignement technique, soit dans des instituts universitaires de caractère plus spécifiquement professionnel.

F. DIVISIA.

## II

# POUR LA CREATION DE FACULTES DE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES <sup>1</sup>

### LE RETARD DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE.

C'est un fait universellement admis que, dans l'ensemble, la science économique française est en retard sur la science économique anglo-saxonne.

Cette situation est bien connue, et il nous paraît inutile d'y insister outre mesure, bien que cette constatation ait en elle-même une très grande importance <sup>2</sup>.

Il est également à peu près universellement reconnu que la cause fondamentale de notre déclin, c'est d'une part l'association trop étroite <sup>3</sup> de l'économie politique et du droit dans le sein des Facultés de droit, et, d'autre part, le fait que l'enseignement économique des Facultés de droit est dérisoirement incomplet et que l'ensemble des enseignements nécessaires à la formation d'un bon économiste dans les conditions actuelles est dispersé un peu partout <sup>4</sup>. *Il en résulte à la fois une opposition stérile entre différentes tendances et une inefficacité frappante.*

### LE BESOIN D'UNE SYNTHÈSE.

Cette dispersion des enseignements est d'autant plus regrettable qu'un grave danger menace aujourd'hui la science économique, comme d'ailleurs toute science, c'est une spécialisation outrancière. Nous sommes arrivés à l'époque des spécialistes,

1. À quelques modifications près, ce texte est constitué par quelques bonnes pages de l'Introduction à la deuxième édition du premier ouvrage de M. Allais : « A la recherche d'une discipline économique », qui va être publiée incessamment par l'Imprimerie nationale sous le titre « Traité d'économie pure ».

2. Notre retard étant bien admis, nous tenons quand même à souligner qu'il est bien moins grand que ne le pensent nos amis américains, et surtout nos amis anglais.

3. Nous disons bien seulement « trop étroite », car une certaine formation juridique est de toute évidence indispensable à l'économiste.

4. Savoir, dans les Facultés de droit, dans les Facultés de lettres (sociologie et histoire), à l'Ecole des sciences politiques, à l'Ecole d'administration, à l'Ecole d'application de l'Institut national de la statistique, à l'Institut de statistique de l'Université de Paris et dans les grandes écoles.

et ce défaut est naturellement le plus marqué dans le pays où, en moyenne, la science est le plus en avance.

Certes, il y a à cela quelques avantages. Une spécialisation poussée permet dans l'action une efficacité plus grande. Mais ce qui vaut pour les applications industrielles ne paraît pas présenter que des avantages lorsqu'il s'agit de la culture. Loin de là !

L'histoire de la science nous enseigne que les progrès les plus importants ont été effectués lorsque des ponts ont été jetés entre des disciplines différentes. Un excellent exemple en est la théorie de l'électromagnétisme. Dans la même perspective, un progrès capital de la science de demain sera la synthèse de l'électromagnétisme, de la gravitation et de la mécanique. Mais, pour de tels progrès, il faut des hommes de vaste culture ayant de larges vues d'ensemble, et, de tels hommes, une organisation outrancièrement spécialisée ne saurait nous les fournir.

Ce qui vaut pour les sciences physiques vaut également, sinon plus, pour la science économique en particulier et les sciences sociales en général. Depuis Walras et Pareto, c'est devenu un lieu commun que de souligner l'interdépendance étroite des différents phénomènes qui caractérisent la vie des sociétés. Il n'est pas possible d'arriver à une compréhension satisfaisante de ces phénomènes ou d'agir efficacement sur les faits si l'on ne dispose pas de vues synthétiques faisant rentrer dans un cadre d'ensemble cohérent les résultats obtenus dans une foule de directions très différentes.

Nous croyons ainsi pouvoir affirmer qu'*aujourd'hui c'est seulement dans la voie d'un immense effort de synthèse que les sciences sociales pourront s'assurer d'immenses progrès*. Il s'agit avant tout de former des théoriciens qui aient une vue d'ensemble cohérente des différents chapitres de la théorie économique. Il s'agit encore plus de former des économistes qui aient de larges vues sur l'histoire, la sociologie et la science politique, de former des historiens rompus à l'analyse économique et à l'étude de la sociologie, des sociologues ayant également la formation d'économistes et d'historiens.

Le premier pays qui saura s'engager résolument dans une telle voie se mettra en tête du progrès pour au moins une génération.



## L'IMITATION DES ANGLO-SAXONS.

Certains ne voient d'autres remèdes à la situation actuelle de la science économique française que de la lancer purement et simplement sur les traces des Anglo-Saxons. Mais qui ne voit que, chaque peuple ayant son génie propre, il est absolument certain que, tant que nous nous efforcerons de n'être pas nous-mêmes, nous ne serons que de mauvais imitateurs. La qualité anglo-saxonne fondamentale est le souci de l'accumulation des faits. Le besoin de la clarté, de la cohérence logique et de la synthèse n'est pour un Anglo-Saxon qu'un besoin mineur, si c'est même un besoin. Pour un Latin, et tout particulièrement pour un Français, c'est exactement l'inverse. S'il en est effectivement ainsi, l'imitation des Anglo-Saxons ne nous mènera à rien, et, découragés par l'insuccès, nous sombrerons dans la nullité. C'est la voie dans laquelle nous sommes actuellement engagés.

Il ne servirait à rien à un coureur à pied d'entrer en compétition pour gagner des matches de boxe. S'il veut réussir, il doit se spécialiser dans le domaine où il est *relativement* le plus capable. Ce n'est pas à un économiste, du moins nous l'espérons, qu'il faut apprendre ce qu'est la loi des coûts comparés.

Si la France veut relever le niveau de son enseignement et de sa recherche économique, elle doit laisser parler son génie propre et réaliser les conditions pour que ce soit effectivement possible.

NÉCESSITÉ D'UNE FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES  
ET SOCIALES.

Pour toutes ces raisons, la situation paraît claire : *Il faut créer une Faculté des sciences économiques et sociales dans laquelle on rassemblera tous les enseignements actuellement dispersés, qui sont nécessaires à la formation d'un bon économiste.* Cette solution est simple et évidente à qui y a tant soit peu réfléchi, et elle est parfaitement connue depuis vingt ans. Toutefois, comme toute réforme, elle rencontre des oppositions tenaces.

**L'OBSTACLE MAJEUR A LA CRÉATION  
D'UNE FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.**

A tort ou à raison, en effet, mais très probablement à tort, les différents groupes qui assurent actuellement en ordre dispersé la charge de l'enseignement des sciences économiques et sociales se croient plus ou moins menacés par la concurrence des autres, et, par une réaction toute naturelle, ils s'efforcent de rester isolés. Cette tendance est plus ou moins générale. Chacun, qu'il soit économiste, sociologue, historien ou économètre, préfère plus ou moins rester à l'abri dans son petit monopole plutôt que de courir le risque de descendre dans l'arène concurrentielle.

Chaque groupe reconnaît bien la nécessité d'une réforme, mais il ne veut l'envisager que sous sa direction et par simple extension de son propre domaine d'activité.

Il est clair qu'une telle situation rend absolument impossible toute réforme de grande envergure.

**LES ÉLÉMENTS D'UNE SOLUTION.**

Bien qu'en tant qu'économiste nous soyons directement intéressé à une telle réforme et que par suite notre opinion ne puisse être aussi désintéressée qu'elle le serait si nous regardions les choses de Sirius ou de l'autre monde, un certain nombre de données objectives du problème nous paraissent pouvoir être dégagées :

1° L'association trop étroite de l'enseignement de l'économie politique et de celui du droit doit être supprimée. Sur ce point, nous pensons que tous les éléments intéressés peuvent facilement tomber d'accord;

2° Il n'est pas concevable que le soin de réformer notre enseignement économique soit confié aux seuls professeurs d'économie politique des Facultés de droit. Si éminents qu'ils puissent être, ils ne peuvent voir la réforme que de leur point de vue, qui est nécessairement étroit, comme l'est d'ailleurs nécessairement celui d'un professeur des sciences politiques ou le nôtre;

3° Il n'est pas concevable qu'un groupe quelconque, dont

l'activité est consacrée d'une manière ou d'une autre à l'enseignement des sciences économiques et sociales, soit éliminé. Il n'y a au contraire que des avantages à ce que chacun soit consulté et intéressé;

4° Seules des questions de dosage des différents enseignements peuvent se poser, mais il est visible qu'en fait *il y a place pour tous les enseignements*, et que le véritable intérêt de chacun d'eux est l'association, et non la dispersion.

5° En ce qui concerne le recrutement du corps enseignant, il y a deux sortes de problèmes :

a) Un problème à long terme. Comment recruter le personnel enseignant lorsque la Faculté aura fonctionné un certain temps ? Nous ne pensons pas qu'il puisse se poser ici de difficultés essentielles. Nous souhaiterions simplement que le recrutement du corps enseignant soit divisé en deux, l'un qui serait issu d'un concours d'agrégation et l'autre qui serait choisi sur titres de manière à éviter tout mandarinat.

C'est en fait dans le recrutement sur titres qu'il faut voir l'une des raisons fondamentales de la qualité et de l'efficacité des enseignements anglais et américains. Le système français, qui aboutit finalement, non seulement dans l'enseignement universitaire, mais également dans toute l'administration française, au règne exclusif de castes définitivement fermées, nous paraît extrêmement regrettable. Une large circulation de nos élites entre l'enseignement, l'administration et même les affaires aurait au contraire l'immense avantage de renouveler les conceptions et d'augmenter singulièrement l'efficacité. De ce point de vue, le mode de recrutement du personnel enseignant de nos grandes écoles nous paraît supérieur à celui de l'Université. Pour nous borner à l'enseignement économique qui nous occupe ici, combien il serait utile qu'un professeur d'économie politique puisse passer sans difficulté quelques années de sa vie dans un poste administratif d'un grand Ministère.

b) Un problème à court terme. Comment recruter le personnel enseignant au départ ? Ici réside la véritable et peut-être au fond la *seule* difficulté.

Elle ne semble pas insurmontable une fois que seraient bien admis deux principes : l'intégration dans la Faculté à créer de tous les enseignements intéressant les sciences économiques et sociales et le respect des situations acquises.

En réalité, tous les éléments d'une solution existent. Il suffit simplement qu'un ministre énergique prenne une décision et que, devant la grandeur de la réforme à accomplir, les différents intéressés fassent passer au second plan leurs intérêts personnels, qui en général sont vraiment bien mal compris.

#### CE QUE POURRAIT ÊTRE L'ENSEIGNEMENT D'UNE FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.

L'enseignement dans la Faculté des sciences économiques et sociales à créer devrait comprendre toutes les branches de la connaissance utiles à l'étude des phénomènes économiques et sociaux. Il devrait donc comprendre l'enseignement de l'économie, de la statistique, du droit, de la sociologie, de l'histoire et de la science politique. L'enseignement de l'économie lui-même devrait aller de la théorie pure jusqu'à la description des institutions en passant par la comptabilité, les mathématiques financières, la démographie, les finances publiques, la technologie, l'organisation scientifique du travail, l'administration des affaires, la géographie économique, etc.

A notre avis, cet enseignement pourrait être utilement réparti en quatre sections, comportant chacune 150 à 200 conférences (*Section I* : La description des faits : technologie, institutions économiques et sociales, histoire économique et sociale, géographie économique et sociale, etc. — *Section II* : Les faits et leur mesure : statistique, démographie, mathématiques financières, comptabilité, etc. — *Section III* : Théorie des phénomènes économiques : enseignements généraux et spéciaux. — *Section IV* : Théorie des phénomènes sociologiques et politiques, enseignements généraux et spéciaux), les deux premières sections étant consacrées à la connaissance des faits et les deux dernières à leur explication.

Ce projet n'est évidemment qu'un projet possible parmi bien d'autres. Chacun naturellement a en poche sa propre solution. Le programme retenu finalement ne pourrait être qu'une solution de compromis, mais il ne nous semble pas que, dans les grandes lignes, il puisse y avoir quelque difficulté à l'établir.

Peut-être un certain chevauchement de certains enseignements, au moins au début, serait-il inévitable, mais, à tout



prendre, ce serait probablement un avantage que différentes méthodes d'enseignement puissent parallèlement être expérimentées, et le meilleur moyen de départager les diverses tendances d'ordre méthodologique qui s'opposent actuellement n'est-il pas précisément de recourir à l'expérience en en confrontant les résultats ?

L'essentiel est qu'aucune exclusive d'aucune sorte ne soit prononcée contre une branche importante des sciences économiques et sociales quelle qu'elle soit.

Les différents enseignements à prévoir ne sont d'ailleurs pas à créer, car ils existent déjà. Il s'agit simplement de modifier leur localisation de manière à les rendre simultanément accessibles à l'étudiant désirant se spécialiser dans le domaine des sciences économiques et sociales.

La question se pose naturellement de savoir s'il y a lieu de créer une telle Faculté dans chaque Université, ou de se borner pour le moment à Paris. Nous pensons, quant à nous, que le but final reste bien la première alternative, mais que, dans l'état actuel des choses, seule la seconde est effectivement réalisable. Une telle réforme limitée peut d'ailleurs fournir des renseignements extrêmement précieux pour sa généralisation ultérieure.

Signalons en outre que de larges équivalences de diplômes devraient être accordées de manière à permettre aux agrégés ou docteurs ès lettres et aux anciens élèves des grandes écoles (Polytechnique, Normale supérieure, etc.) de passer leur doctorat, ou de concourir à l'agrégation, sans avoir à suivre préalablement les cours élémentaires de licence.

Enfin, des cours spéciaux pour adultes (cours du soir ou par correspondance, ou encore cycles d'études de durée limitée) devraient être prévus de manière à donner de larges connaissances économiques à ceux qui, au cours de leur carrière, en éprouveraient le besoin. De toutes les formes d'enseignement, ce serait peut-être là une des plus efficaces, car on ne comprend vraiment bien la science économique, et on n'éprouve d'ailleurs fortement le besoin de la connaître, que lorsque l'on dispose déjà d'une très grande expérience pratique.

## PERSPECTIVES D'UNE TELLE RÉFORME.

Il n'y aurait de pire erreur que de penser que la situation actuelle est irrémédiable. *Cette situation ne tient pas aux hommes, mais à l'organisation présente de notre enseignement.*

A ceux qui pourraient douter de l'efficacité d'une réforme de structure, nous conseillons de méditer les lignes suivantes, extraites d'une étude de F. A. Hayek sur la « London School of Economics » (1893-1943)<sup>4</sup>, qui a joué et joue encore un rôle si important dans le développement de la pensée économique en Grande-Bretagne : « Vers 1890, l'état non satisfaisant de l'éducation universitaire à Londres avait commencé à attirer sérieusement l'attention. Comme ceci concordait avec une forte recrudescence de l'intérêt porté aux problèmes économiques et sociaux, il était inévitable que les déficiences éclatantes dans ce domaine fussent spécialement ressenties. Alors non seulement à Londres, mais également dans les universités plus anciennes, les choses allaient mal comparativement avec les universités du continent et des Etats-Unis. Certes, Oxford, Cambridge et Manchester avaient chacune leur chaire d'économie politique, mais ce domaine était étudié uniquement comme un sujet parmi quelques autres ayant peu de connection avec lui. » Comme suite à cette situation, une commission fut nommée, dont le rapport de 1894 précisait notamment que, pour constituer un nouveau département de science politique dans le cadre de la Faculté de droit, « il suffisait simplement de se référer au programme des conférences de l'Ecole libre des sciences politiques, qui avait relevé avec un grand succès le niveau de l'éducation politique en France » et que la commission était « pleinement convaincue du besoin impératif et urgent qui existait de fournir ce genre d'éducation aux étudiants de l'Université de Londres ». A la suite de quoi la London School of Economics fut créée en 1893.

Ce que les Anglais ont su faire en 1893 pour rattraper la France alors en avance, rien n'empêche que nous le fassions aujourd'hui pour rattraper *et au-delà* les Anglais auxquels leur réforme a permis de nous dépasser. C'est là uniquement une question d'énergie. Nul doute que, si on en trouve le courage,

4. *Economica*, février 1946, p. 1 à 31.

une telle réforme ne se révèle comme extrêmement payante et ne place à nouveau la France au premier rang dans le domaine des sciences économiques et sociales.

#### LA POSITION DU PROBLÈME.

En réalité, tout le monde aujourd'hui est au fond bien d'accord, d'une part, sur la nécessité d'une réforme, et, d'autre part, sur les caractères essentiels qu'elle devrait avoir. Autant que l'on puisse en juger, c'est un attachement bien compréhensif, mais stérile, aux formes traditionnelles du passé, qui s'oppose à sa réalisation effective.

La question est si importante, tant pour la pensée économique française en général que pour l'avenir même de notre pays, qu'il serait éminemment regrettable que des positions aussi sentimentales, ou peut-être même dans certains cas des intérêts particuliers bien mal compris, puissent continuer à faire échec à une réforme qui s'impose.

Ce n'est pas en s'ignorant mutuellement, en lançant des exclusives d'ordre théorique ou idéologique, ou en faisant passer au premier plan de mesquines rivalités personnelles que l'on pourra aboutir.

*L'essentiel aujourd'hui est de fournir à la France, dans le plus bref délai, un enseignement économique et social qui serait digne de ce nom et dont elle a le plus urgent besoin. Cet impératif majeur doit l'emporter sur toute autre considération.*

Maurice ALLAIS.

---

# NOTES ET MEMORANDA

---

## LA CONTROVERSE SUR L'INFLATION DIRIGÉE

### I. — Réponse à Gaston Leduc.

Avant d'aborder l'examen détaillé de la note critique de G. Leduc, il est nécessaire de dissiper ce que je considère comme un grave malentendu. Tout au long de son article, mon éminent contradicteur m'accuse, en effet, de vouloir supprimer totalement les impôts, de vouloir établir *l'impôt unique* sur la monnaie circulante. Or, je n'ai pas, je n'ai jamais eu pareille prétention. Tout mon ouvrage en fait foi; qu'on relise notamment le chapitre 1 intitulé : *Jusqu'à quel taux convient-il de porter l'inflation ? Quels impôts faut-il supprimer ?* où je conclus qu'il ne faut s'avancer dans la voie de la suppression des impôts qu'avec une grande prudence; qu'il convient, en tout cas, de conserver ceux qui ont un but autre que fiscal, et je termine en disant : « on cessera d'augmenter le taux d'inflation quand l'utilité marginale de la suppression des impôts égalera la désutilité marginale de la déflation ». Est-ce clair ?

Ainsi donc, les critiques que m'adresse G. Leduc en tant que prétendu défenseur de l'impôt unique tombent d'elles-mêmes.

Mais, dira-t-on, les mots « suppression des impôts » ne figurent-ils pas dans le titre de votre ouvrage ? Hé ! oui, il y a le titre, un titre un peu trop fracassant et qui a, je le crains, fait quelque tort à la cause de l'inflation dirigée. Je pourrais, certes, invoquer pour ma défense le fait que, dans ce titre, il y a le mot « vers » et un point d'interrogation. Mais je vais plus loin et je soutiens que la suppression, disons plutôt la quasi-suppression des impôts<sup>2</sup>, *bien que je ne la réclame nullement*, ne serait pas *en soi*, dans certaines circonstances, une si grande absurdité. N'oublions pas qu'il y a seulement un demi-siècle, le budget de l'Etat rapporté à la circulation fiduciaire et au revenu national était trois ou quatre fois moindre qu'aujourd'hui. *Techniquement*, je suis convaincu qu'on aurait pu le financer entièrement ou presque par l'inflation dirigée. Moralement, psychologiquement, j'ajoute que la conception d'un Etat qui ne connaîtrait pas l'impôt (ou à peine) ne m'apparaît pas comme tellement antipathique, et il y a quelque chance que je ne sois pas seul de mon avis. Mais passons, puisque ces temps, qu'on est accoutumé de dire heureux, sont définitivement révolus.

1. *Vers la suppression des impôts par l'inflation dirigée ?* Recueil Sirey, 1960, p. 106 à 108.

2. Car il y a des impôts nécessaires, tels ceux sur l'alcool, la chasse, les jeux, etc.



\*  
\* \*

Dans son article, G. Leduc commence par un bref résumé de mes idées. Me permettra-t-il de dire que je n'aime pas beaucoup son exposé et que j'y ai à peine reconnu mon enfant ?

Il formule ensuite trois remarques préalables qu'il qualifie de fort importantes. Examinons-les une à une.

PREMIÈRE REMARQUE. — *L'inflation dirigée, dit G. Leduc, est aussi un impôt; c'est donc bien à tort qu'on parle de supprimer ou de réduire les impôts.* S'il n'y a là qu'une querelle de mots, je n'insiste pas. Je veux bien qu'on regarde l'inflation dirigée comme un impôt. Mais ce n'est pas, en tout cas, un impôt comme un autre. C'est un impôt indolore, qui se perçoit sans frais, sans tracasserie, sans contrôle, sans pression, un impôt indépendant de la conjoncture et qui donne toujours son plein rendement. Mais à voir le soin avec lequel G. Leduc « démontre » à grand renfort de citations que toutes les ressources de l'Etat (sauf celles qu'il tire du domaine public) proviennent, en fin de compte, du contribuable, je me demande si je ne suis pas accusé d'avoir méconnu cette vérité d'évidence. Le lecteur de mon article aura, je l'espère, compris qu'il n'en est rien. Rappelons, en tout cas, que j'ai écrit à la page 104 de mon ouvrage : « L'inflation dirigée n'est évidemment pas un système magique qui prétend fournir des ressources à l'Etat sans qu'il en coûte rien aux contribuables. »

DEUXIÈME REMARQUE. — Elle pose la question du degré d'originalité du mécanisme proposé à nos suffrages. Elle la pose, mais ne la résout pas, se bornant à rappeler que dans l'ancienne France, il y a eu, bien souvent, à la fois une monnaie de compte et une monnaie circulante, ce que, bien entendu, chacun sait.

Sans doute, la question du plus ou moins d'originalité du système est-elle infiniment moins importante que la question de sa valeur propre. Mais puisque l'occasion s'en présente, qu'il me soit permis d'en dire quelques mots.

Je ne revendique certes pas l'honneur d'avoir inventé la monnaie de compte. L'inflation par cycles n'a, non plus, rien de bien original; ce n'est pas autre chose, en somme, que l'inflation telle qu'on l'a toujours pratiquée, mais rendue systématique et combinée avec la fixation des prix et des salaires en monnaie stable; c'est une conception qui, je n'en doute pas, est venue à l'esprit de tous ceux qui ont médité sur les problèmes fiscaux et monétaires. L'inflation continue, où l'on défait chaque matin ce qu'on a fait la veille, a sans doute plus de mérite, car en théorie (mais en théorie seulement) elle aboutit à une solution parfaite du problème. J'ignore si elle a déjà été proposée et si l'on a mis en lumière les lois mathématiques qui la gouvernent. En tout cas, j'espère qu'on voudra bien reconnaître quelque originalité à l'ensemble de mesures par lesquelles je me suis efforcé de rendre pratique cette inflation continue et qui

ont donc abouti à la mise au point de mon système. Je voudrais enfin attirer l'attention sur cette institution des comptes en francs-or qui, à première vue, semble n'être qu'une particularité sans importance du système, mais qui en est, en réalité, une pièce maîtresse, destinée à lui assurer une parfaite souplesse de fonctionnement.

TROISIÈME REMARQUE. — *L'inflation dirigée n'a qu'un but fiscal*; les autres systèmes de monnaie fondante ont des visées d'un tout autre ordre. Réponse : Qu'est-ce que cela fait ? Ce qui importe, ce n'est pas ce qu'on s'est proposé à l'origine, c'est ce qu'on a, en fin de compte, réalisé. Et l'inflation dirigée, je l'ai montré, a bien d'autres mérites que celui d'adoucir le martyre des contribuables.

\*  
\*\*

Venons-en à présent aux critiques qui sont adressées à l'inflation dirigée. Qu'il me soit permis de le rappeler : ces critiques, je les ai toutes prévues et je me suis efforcé de les réfuter dans mon ouvrage. Pour cette raison et pour ne pas allonger démesurément cet article, je tâcherai d'y répondre avec brièveté.

a) *L'application du système inflation dirigée apportera des entraves à la vie des affaires*. Il est, certes, plus simple et plus facile de travailler avec une seule unité monétaire qu'avec deux. Mais je crois être parvenu à rendre l'inconvénient de la double unité monétaire pratiquement négligeable.

b) *Le problème des relations de change présenterait une complication extrême*. G. Leduc l'affirme, mais malheureusement néglige de le démontrer. Pour moi, je ne vois dans cette question des changes aucune difficulté majeure : les devises étrangères seront naturellement, comme les titres et comme tout le reste, cotées en francs-or; sur les places étrangères, c'est le franc-or qui sera coté<sup>3</sup>.

c) *Au lieu d'utiliser la monnaie légale (fondante), on se servira de succédanés de cette monnaie et notamment de monnaies étrangères et d'or*. Dans mon livre, j'ai consacré sept grandes pages à ce que j'appelle « les tentatives d'éluder les charges de l'inflation dirigée ». Comment les résumer dans ce bref article ? Qu'il me suffise de dire ceci. Sans doute, les gens achèteront comme aujourd'hui des devises étrangères et de l'or, monnayé ou non. C'est un placement comme un autre. Mais j'affirme que ces devises et cet or ne circuleront pas ou si peu que ce n'est pas la peine d'en parler. L'objection de G. Leduc est peut-être vraie dans l'absolu<sup>4</sup>. Mais il faudrait tout de même, pour que l'argument ait quelque poids, qu'on tente d'évaluer l'ordre de grandeur du phénomène. C'est malheureusement impossible, aussi bien pour les partisans que pour les détracteurs de l'inflation dirigée. Qu'on se souvienne pourtant que le volume total des transactions s'élève certainement en France à un bon

3. Voir V. Brien, *loc. cit.*, p. 93.

4. Comme il est vrai, par exemple, que la surface d'un étang n'est pas plane, mais sphérique.

nombre de milliers de milliards de francs. Quelle chance y a-t-il pour que le volume des transactions qui s'opéreront sans l'emploi de la monnaie légale atteigne 1 % de cette énorme somme ? Selon moi, aucune. Ce volume sera, j'en suis persuadé, tout à fait négligeable et le rendement de l'« impôt monétaire » sera infiniment supérieur à celui de n'importe quel autre impôt.

d) *Il y aura fuite devant la monnaie.* Erreur profonde. Tout le monde a besoin de monnaie. Chacun gardera par devers soi, parce qu'il y a intérêt, les sommes dont il estime avoir besoin dans un délai inférieur à six semaines, deux mois. S'il est vigilant, il placera le reste, par exemple en titres, en fonds d'Etat (libellés, on le sait, en francs-or) ou à un compte en francs-or.

Si l'on envisage la question sous l'angle national, rappelons que lors de l'instauration du régime, toutes les disponibilités surabondantes (monnaie fiduciaire ou scripturale) iront se réfugier dans les comptes en francs-or; ce qui restera constituera la circulation fiduciaire-papier, qui sera, par définition, égale à la somme des encaisses désirées de toutes les unités économiques et qui, grâce aux comptes en francs-or, s'adaptera automatiquement aux besoins en numéraire du moment.

e) *Le système inflation dirigée ne répond pas aux exigences de la justice fiscale.* Le reproche serait peut-être fondé si je prétendais supprimer tous les impôts. Ce n'est pas le cas, on le sait. Or, quels sont parmi les innombrables impôts existants ceux dont on peut dire qu'ils aboutissent vraiment « à une équitable répartition des charges entre tous les citoyens » ? Bien peu. Ce n'est certainement pas le cas des impôts indirects qui frappent aveuglément et dont il est, du reste, impossible de déterminer l'incidence. Or, l'inflation dirigée est en tout comparable à un impôt indirect et elle n'est ni plus ni moins incompatible avec la justice fiscale que, par exemple, la trop célèbre taxe de transmission. Si on est soucieux de justice fiscale (et on doit l'être), qu'on conserve donc, comme je l'ai moi-même proposé, les impôts dont on peut croire qu'ils contribuent réellement à la réaliser.

f) *L'inflation dirigée dépouille la monnaie circulante d'un de ses attributs traditionnels, à savoir : servir de réserve de valeur, exercer une fonction d'épargne.* Evidemment. C'est le cas, par définition, de tous les systèmes de monnaie fondante et c'est même, pour certains d'entre eux, le but visé. En régime inflation dirigée, on le sait, c'est le franc-or qui assumera — mais non gratuitement, il est vrai — cette fonction. Cela revient à dire qu'en ce régime, on ne pourra plus thésauriser des billets de banque. Est-ce un mal ?

g) Enfin dernier et, cette fois, grave reproche : *l'inflation dirigée ne serait pas suffisamment productive.* G. Leduc s'abstient malheureusement de le démontrer. Il se borne à déclarer que l'inflation dirigée est incapable de subvenir seule à tous les besoins actuels de l'Etat français et de rapporter à celui-ci — excusez du peu —



3.800 milliards de francs par an. C'est parfaitement évident. Mais l'inflation dirigée, je l'ai dit et redit, n'a pas de pareilles prétentions. Que pourra-t-elle, en fait, rapporter ? C'est fort difficile à dire. Le rendement de l'inflation dirigée dépendra, en effet, de la contraction monétaire qui se produira au moment de l'instauration du régime, contraction dont il est impossible d'évaluer *a priori* l'importance; il dépendra aussi du niveau auquel on pourra sans inconvénient porter le taux d'inflation. En faisant certaines hypothèses que je crois plausibles, mais dont je ne méconnais cependant pas le caractère arbitraire, je suis arrivé à estimer, pour la France, le rendement possible à quelque 1.000 à 1.500 milliards (francs actuels) <sup>5</sup>. En d'autres termes, il est, à mon avis, fort raisonnable d'admettre que l'inflation dirigée pourrait financer à elle seule soit la totalité des investissements prévus au budget, soit la totalité des charges militaires. Il me semble que ce n'est pas déjà si mal.

\*  
\*\*

Toutes les objections que nous venons de passer en revue supposent évidemment que le système fonctionne, mais il y a, d'après G. Leduc, une chose beaucoup plus grave : le système ne saurait fonctionner. Nous lisons, en effet, dans son article : « le niveau général des prix exprimés en monnaie-papier dans son évolution dirigée à la hausse s'écarterait de la ligne imposée », « la mise en application d'un système du type briénien ne manquerait pas de donner naissance à des processus inflationnistes rapidement incontrôlables », « la situation deviendra assez vite explosive et déterminera une dislocation générale du système ». Voilà des affirmations bien inquiétantes. Sur quoi reposent-elles ? Exactement sur rien. Qu'est-ce qu'elles prouvent ? Elles prouvent de manière éclatante que mon sympathique contradicteur n'a pas bien saisi le mécanisme, n'a pas compris la véritable nature de l'inflation dirigée. Son erreur provient de ce qu'il raisonne en francs-papier. S'il raisonnait, comme il se doit, en francs-or, tous les fantômes menaçants qu'il croit apercevoir s'évanouiraient. Il oublie que l'inflation dirigée ne touche ni à la circulation fiduciaire, ni aux prix, ni aux salaires. Il oublie que l'inflation dirigée ne comporte pas, en fait, la moindre manipulation monétaire, qu'aucune pression n'est exercée ni sur les prix-or, ni sur les prix-papier, ni sur quoi que ce soit; que le régime inflation dirigée n'introduit dans l'économie aucune cause de déséquilibre; qu'il est *rigoureusement impossible* que le rapport entre les prix-or et les prix-papier s'écarte du montant prévu. Son jugement a sans doute aussi été quelque peu influencé par le mot « dirigée » (j'ai dit qu'il vaudrait peut-être mieux dire « planifiée »). Il se figure, semble-t-il, que le Gouvernement devra sans cesse « diriger l'inflation » <sup>6</sup>, alors qu'il lui suffira de se tracer un pro-

<sup>5</sup>. En Belgique, j'ai estimé ce rendement à 50 ou 60 % du montant du budget.

<sup>6</sup>. On ne dirige pas l'inflation, dit G. Leduc, comme on dirige une automobile ou une machine à vapeur (*sic*).



gramme au début de chaque exercice. Bref, tous ces reproches qui sont faits à l'inflation dirigée sont parfaitement inconsistants; ils ne résistent pas à l'examen le plus superficiel; ils sont basés sur un profond malentendu dont je me sens, du reste, responsable, car il démontre, hélas ! que je n'ai réussi, ni dans mon livre, ni dans mon article (que j'ai sans doute fait trop concis), à exposer clairement ma pensée.

\*  
\* \*

Résumons-nous et concluons.

Réaffirmons d'abord que le système inflation dirigée, si on tente un jour de l'appliquer, fonctionnera sans heurt et sans catastrophe. Avec le faible taux d'inflation qui sera appliqué au début, il fonctionnera même avec tant de douceur qu'on s'apercevra à peine qu'il existe.

Mais le système n'a-t-il pas de défaut ? Certainement, il en a, comme toute institution humaine (la fiscalité n'en a-t-elle pas ?). G. Leduc en a énuméré quelques-uns, en les amplifiant toutefois comme à plaisir. Il aurait même pu en ajouter au moins un dont je me suis confessé ailleurs <sup>7</sup>. Mais qu'est-ce que cela fait ? Cela suffit-il pour condamner le système ? Doit-on repousser toute innovation parce qu'elle présente quelques inconvénients ? Evidemment non. Ce qu'il faut, c'est mettre les défauts dans un plateau d'une balance, les qualités dans l'autre. L'inflation dirigée n'a-t-elle pas de vertus ? N'est-ce donc rien que de soulager les souffrances des contribuables, de permettre la simplification d'un régime fiscal que chacun s'accorde à déclarer aussi odieux qu'inextricable, d'assurer l'équilibre du budget, de supprimer pour l'Etat toute difficulté de trésorerie, d'offrir des facilités particulières pour agir sur la conjoncture, de réduire très fortement le taux de l'intérêt, de diminuer ainsi au profit des revenus du travail les revenus de la fortune acquise, d'alléger dans une très large mesure le fardeau de la dette publique ?

Serait-il dangereux de faire un essai d'application de l'inflation dirigée ? Nullement; ce serait, si on opère avec prudence, une aventure sans risque, à laquelle on mettrait fin sans aucune difficulté si, par impossible, elle échouait. Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Je ne propose nullement qu'il soit procédé à pareille expérience. Je ne sais que trop comment cette proposition, si j'avais la naïveté de la faire, serait accueillie. C'est trop tôt, beaucoup trop tôt. L'idée est loin d'être mûre. Elle étonne, elle choque, elle n'est pas comprise. La seule chose qu'il faut faire, pour l'instant, c'est chercher à convaincre. Ce n'est pas si facile. Tout réformateur est *a priori* (et non sans raison, du reste) tenu en défiance; c'est surtout le cas des réformateurs monétaires qu'abominent tout particulièrement les économistes académiques. Ce n'est pas rien que de les amener à lire,

<sup>7</sup>. Voir, dans mon article sur l'inflation dirigée, l'avant-dernier alinéa de l'appendice.

à méditer, à comprendre. Je sais donc un gré infini à la *Revue d'économie politique* d'avoir bien voulu accueillir mon exposé, et à G. Leduc d'avoir eu la grande amabilité et le courage de l'analyser en détail. Certes, l'accord entre lui et l'inventeur de l'inflation dirigée ne s'est pas fait et ne semble pas près de se faire. Mais en attirant sur mes idées l'attention des lecteurs de la *Revue*, la présente controverse n'aura pas, je pense, été inutile.

VICTOR BRIEN.

\*  
\*\*

L'article ci-dessus était déjà rédigé lorsque j'ai eu connaissance, grâce à la courtoisie de la *Revue d'économie politique*, de la note de M. Courtin. Ne voulant pas abuser de l'hospitalité qui m'a été accordée, je renonce, à mon grand regret, à répondre en détail à cette note et je me bornerai donc à quelques remarques de portée générale.

Comme je l'ai dit déjà, j'ai l'impression que cette controverse au sujet de l'inflation dirigée s'est déroulée sous le signe du malentendu. Mes éminents contradicteurs sont (je ne crois pas me tromper) ce qu'on a appelé des « littéraires ». Il n'est guère douteux qu'ils ont été rebutés par l'allure un peu trop sèche et trop mathématique de mon article, et surtout, j'imagine, par cette équation exponentielle dont je me sers pour établir mon programme d'inflation et de déflation. Je les soupçonne de n'avoir pas fait grand effort pour bien saisir le fond de ma pensée, pour comprendre clairement dans toute sa finesse le mécanisme du fonctionnement de l'inflation dirigée. Ils semblent s'être dit : « A quoi bon ? N'est-il pas clairement et définitivement établi que l'inflation et l'instabilité monétaire sont haïssables ? Or, le système Brien y a recours; pourquoi vaudrait-il mieux qu'un autre ? » Ils m'ont donc, en toute bonne foi mais implacablement, condamné comme hérétique, sans écouter mes protestations et mes cris, oubliant ou méconnaissant que l'inflation dirigée n'est qu'un simulacre d'inflation, puisqu'elle ne met à aucun moment de nouveaux moyens de paiement en circulation et que la *vraie* monnaie, la seule qui compte, est stable. Craignant, dirait-on, d'être soupçonnés de la moindre complaisance pour mes pernicieuses doctrines, ils se sont montrés d'une fort grande sévérité, ils ne m'ont pas fait la moindre concession. Ils n'ont pas admis, par exemple, bien que ce ne soit guère niable, que j'aie réussi à rendre l'inflation inoffensive. Ils affirment contre toute évidence que l'inflation dirigée ne saurait fonctionner même avec un faible taux d'inflation (correspondant, par exemple, à une majoration des salaires et des prix de  $1/2$  % par mois) sans exploser ou sans se disloquer ! Ils négligent de dire s'ils reconnaissent que l'inflation dirigée aboutirait à rendre très faible et même nul le taux de l'intérêt et ils ne font pas la moindre allusion aux conséquences incalculables qu'aurait à ce point de vue la réforme que je préconise. C'est fort dommage. On peut, certes, différer d'avis sur la valeur de mes

conceptions, mais on ne peut nier qu'elles posent des problèmes pratiques de la plus haute importance<sup>8</sup>; il serait donc intéressant de savoir s'il faut ou non en retenir quelque chose. Or, comme je viens de le souligner et comme R. Courtin l'a lui-même reconnu, la discussion, pour intéressante qu'elle ait été, n'a pas été exhaustive. Elle laisse, selon moi, le problème irrésolu. Telle quelle, elle aura toutefois eu le mérite d'induire en réflexions quelques lecteurs de la *Revue*. Et qui sait ? peut-être sera-t-elle reprise un jour.

V. B.

**Erratum.** — Dans l'article de V. BRIEN, paru en janvier-février, lire page 46 :

$$D_3 = \frac{C_3}{p_2} - \frac{C_3}{p_3}.$$

## II. — Remarques pour terminer.

Lorsque la Direction de la *Revue d'économie politique* décida de publier l'intéressant article de M. V. Brien dont elle ne partageait pas les conceptions, il fut entendu avec l'auteur que son article serait suivi d'une analyse critique. M. V. Brien ayant manifesté l'intention de répondre à son tour à son contradicteur Gaston Leduc, nous lui avons très volontiers donné la parole une seconde fois en réservant à un des responsables de la *Revue* la tâche de clore le débat; celui-ci ne sera certainement pas épuisé par cette brève note, mais il faut bien conclure.

Nul ne contestera la précision, l'ingéniosité même du mécanisme imaginé par M. V. Brien. L'outil est logiquement conçu et bien mis au point, ainsi que l'a reconnu Gaston Leduc, mais, comme ce dernier, nous estimons qu'il est imparfaitement adapté à son objet, en sorte que ses avantages seraient, et au-delà, compensés par les désordres graves qu'il susciterait dans le fonctionnement des mécanismes fondamentaux de l'économie.

Force m'est d'abord, en accord avec Gaston Leduc, de repousser l'interprétation de M. V. Brien selon laquelle notre commune opposition à l'inflation dirigée serait avant tout réflexe de « littéraires » rebutés par une présentation trop mathématique. L'argument ne saurait, de toute évidence, être opposé à Gaston Leduc. Il ne peut, dans le débat engagé, être invoqué à l'encontre de qui que ce soit puisque la contestation porte, non sur le traitement des données de base, mais sur le choix de celles-ci.

Les critiques techniques les plus sérieuses que paraît appeler l'inflation dirigée nous semblent, en effet, toutes reposer sur un seul principe qui a servi de base aux observations de Gaston Leduc, mais que nous croyons nécessaire d'explicitier plus nettement : les enseignements dégagés par l'expérience de l'inflation « ordinaire »

8. Je ne voudrais certes pas avoir l'air de partager les illusions communes aux faiseurs de systèmes, mais je ne puis m'empêcher de faire remarquer que si l'inflation dirigée était en fonctionnement, elle suffirait à elle seule à financer sans difficulté le réarmement de l'Europe.



ne peuvent être transposés dans l'hypothèse de l'inflation dirigée ou planifiée, c'est-à-dire organisée à l'avance; tout est bouleversé par le jeu des anticipations qui se transforment entièrement.

L'inflation « ordinaire » est considérée comme un phénomène aberrant, réprouvé et transitoire, c'est-à-dire comme un mal contre lequel les pouvoirs publics s'efforcent de lutter, en sorte que les intéressés ne peuvent prévoir à l'avance, avec quelque certitude, ni le rythme de l'évolution des prix, ni même le sens de cette évolution. Ainsi s'explique notamment le fait qu'en période de hausse des prix, les taux d'intérêts nominaux ne s'élèvent que modérément, en sorte que les taux d'intérêts réels deviennent le plus souvent négatifs.

Si, comme le recommande M. V. Brien, la hausse des prix est prévue et organisée à l'avance, les dispositions du public se modifient et une certaine fuite devant la monnaie devient inévitable. L'auteur ne peut contester l'apparition certaine de ce sentiment de répulsion, puisqu'il en a très scientifiquement dégagé une des conséquences les plus évidentes en indiquant que « chacun aura évidemment soin de ne garder par-devers soi que le minimum d'argent liquide ». C'est donc à tort, selon nous, qu'il affirme dans l'appendice de son premier article que l'inflation dirigée sera neutre par rapport à la conjoncture. Faut-il rappeler qu'en recommandant l'adoption de la monnaie fondante ses partisans visent le plus souvent une stabilisation de cette conjoncture ? Tel est notamment le cas de Maurice Allais, qui, dans *Economie et intérêt*, a proposé un système assez analogue à celui de M. V. Brien. On peut discuter sur les effets économiques de la monnaie fondante; elle ne peut, en tout cas, être neutre.

Dans ces conditions, la fuite devant la monnaie prendra-t-elle un caractère explosif comme dans les cas déjà observés d'inflation galopante ? La question doit être au moins posée et le risque est si grand que sa prise en considération devrait à elle seule exclure toute expérimentation.

Mais d'autres dommages, eux très certains et la plupart dégagés par Gaston Leduc, sont à prévoir :

1° Lors de l'introduction du système, la fuite devant la monnaie ne serait pas totalement évitée par la possibilité laissée aux porteurs de billets de placer leurs réserves dans des comptes en monnaie or. Les prix augmenteraient donc fortement sans mise en circulation de billets nouveaux, et, donc, sans que les finances de l'Etat profitent de cette inflation.

Pour éviter ce dommage, l'instauration du système devrait être précédée d'une ponction monétaire massive, analogue à celle qui fut réalisée en Belgique en 1945, et en Allemagne en 1948.

Dans ces deux éventualités, également peu engageantes, le rapport de la valeur de la circulation fiduciaire à la valeur du revenu national serait appelé à diminuer très fortement. On verra plus loin les conséquences à long terme de cette transformation sur le rendement fiscal de l'inflation dirigée.



2° L'inflation dirigée découragerait l'épargne et, par là même, l'investissement, ainsi que l'a montré Gaston Leduc, du fait que la constitution de réserves monétaires serait pénalisée, soit que ces réserves soient conservées en monnaie fondante, soit que, versées en des comptes en monnaie or, elles aient à supporter le paiement d'un droit d'entrée.

3° Quoique l'auteur le conteste, les particuliers recourraient dans une mesure très large à des monnaies réelles, vraisemblablement à l'or, comme réserve de valeur, d'abord et surtout, et même comme instrument de paiement pour les transactions importantes. Du coup, les institutions distributrices de crédit cesseraient d'être alimentées.

4° La hâte des individus à se débarrasser d'une monnaie fondante réduirait l'efficacité du système économique.

5° Cette efficacité serait encore réduite par la complication des calculs *ex-ante* et de la comptabilité *ex-post* du fait, à la fois, de la dévalorisation continue de la monnaie circulante et de l'obligation d'utiliser comme échelle de référence une seconde monnaie qui, d'ailleurs, pour des raisons que nous n'avons pas le moyen d'exposer ici, ne serait pas nécessairement stable.

5° Enfin, les transactions se trouveraient grandement désorganisées chaque fois qu'au terme d'une période, il serait, pour éviter une hausse indéfinie des prix nominaux, procédé à un rehaussement de la valeur du franc papier et que, du même coup, les coupures trop nombreuses et d'un montant nominal trop élevé seraient échangées contre de nouveaux billets.

Nous ne pouvons donc que manifester les plus sérieuses réserves à l'égard du système imaginé par M. V. Brien.

Le rendement fiscal de l'inflation dirigée paraît devoir être réduit : pour une hausse déterminée des prix dans l'unité de temps, le rendement serait d'autant plus faible que, par rapport au montant du revenu national, la valeur globale de la circulation papier (réduite par l'utilisation de monnaie réelle et par l'accélération de la vitesse de circulation des coupures utilisées) serait elle-même plus faible (voir objection n° 4).

Cette prévision est confirmée par l'expérience : au fur et à mesure qu'une inflation se prolonge son « rendement » diminue. Que serait-ce si cette inflation était institutionnalisée ? Nous partageons à cet égard le scepticisme de Gaston Leduc.

Serait-il sage, dans ces conditions, de recommander une réforme génératrice de distorsions et de déséquilibres qui, selon nous, seraient sans commune mesure avec ceux qui, au cours de l'histoire, ont été provoqués par les systèmes fiscaux les plus divers et souvent les plus imparfaits ?

Très certainement les inconvénients passent les avantages. Qui, du reste, pourrait oublier que dans le système économique la monnaie constitue un élément stratégique d'une délicatesse extrême auquel il ne faut toucher qu'avec une infinie prudence ?

René COURTIN.

## LA STABILITE ECONOMIQUE DANS UN MONDE CHANGEANT

Le recueil d'articles que vient de publier le professeur Williams mérite la plus grande attention <sup>1</sup>. J'ai déjà eu l'occasion de signaler la maîtrise et la perspicacité de l'auteur, étroitement mêlé, du reste, à la politique économique et monétaire des Etats-Unis. Le nouveau livre qu'il publie lui fait également honneur et rendra plus de services que les gros volumes de théorie dont nous sommes trop souvent inondés.

Premier point à signaler et qui est vraiment rafraîchissant : l'intolérable jargon primaire introduit par Keynes et ses disciples dans la langue économique, comme celui de Ricardo autrefois, est complètement absent de cet ouvrage. M. W., heureusement pour lui et pour nous, a commencé sa carrière hors de l'économie politique. Il a un souci d'élégance d'expression bien rare en pareille matière, et il a déjà indiqué ailleurs son refus d'adhérer à la « nouvelle » économie politique lancée par l'un des plus brillants polémistes que l'Angleterre ait produits.

Un des articles les plus importants de son nouveau livre est en effet une « appréciation » de la théorie de Keynes, lue il y a trois ans devant l'Association américaine des économistes, et qui est un modèle de clarté et de simplicité. L'idée essentielle de Keynes consiste, à son avis (et c'est aussi le mien), dans la prédiction qu'à l'avenir les investissements nouveaux seront de plus en plus difficiles, et que le seul remède à cette situation est une baisse systématique et continue du taux de l'intérêt. Je ne pense pas que cette prévision historique, basée sur des données économiques contestables, mérite encore aujourd'hui d'être même discutée, tant les événements l'ont contredite. En tout cas, M. W. est d'avis que s'il y a un mot qu'il est impossible d'appliquer à la doctrine de Keynes, c'est bien celui de « révolution ». « Je crois, dit-il, que la vague d'enthousiasme qui a salué l'économie nouvelle sera, dans une perspective un peu plus longue, considérée comme extravagante, et c'est seulement alors que nous pourrons apprécier objectivement la contribution de Keynes. » Il ne conteste pas, d'ailleurs, l'intérêt de cette contribution, mais il la remet à sa vraie place, comme on le verra dans son analyse déjà ancienne (1931) du premier livre de Keynes, aujourd'hui bien oublié, et intitulé : *Traité de la monnaie*. Les autres articles contenus dans ce volume sont consacrés, d'une part, au commerce international, et, d'autre part, au Plan Marshall, deux matières dont l'importance, à l'heure actuelle, est primordiale.

Rappelons que M. W. est un des élèves de M. Taussig, qui a été longtemps la principale autorité américaine en matière de commerce international. Il fait partie de ce petit groupe d'économistes auquel appartiennent également MM. Viner et Graham, qui ont vérita-

1. John H. Williams, *Economic Stability in a changing World*. Un vol. de 284 p., New-York, Oxford University Press, 1953.

blement renouvelé la théorie du commerce international aux Etats-Unis. Les appréciations de J. W. au sujet de l'évolution du commerce international, qu'il connaît à fond, sont indispensables à méditer. D'après lui, il s'est produit, dans l'ensemble du commerce international après la première guerre mondiale, et surtout depuis dix ans, des déplacements d'une portée considérable, déplacements qui mériteraient, dans le jargon actuel, le qualificatif de structurels, si ce mot ne me paraissait pas, en matière économique, chargé de trop d'équivoque. La production des objets fabriqués s'est accrue, au cours des dix dernières années, de près de 50 %, tandis que celle des matières premières et des denrées alimentaires n'a progressé que de 10 % environ. (Notons, entre parenthèses, que cette constatation vient à l'appui de la critique décisive faite ailleurs par M. W. de la théorie de la consommation de Keynes, laquelle lui paraît contredite en tous points par les faits statistiques les mieux vérifiés.)

A cette inégalité dans le développement de la production des différents objets, s'ajoute un changement dans les rapports respectifs des différentes nations commerçantes. Les Etats-Unis fournissent environ 40 % des produits manufacturés du monde, sans cesser pour cela de s'approvisionner en grande partie chez eux de nourriture et de matières premières. Ils se trouvent ainsi dans une position monopolistique vis-à-vis des autres pays commerçants, alors que jusqu'à la première guerre mondiale, le commerce international se faisait entre nations relativement égales en matière de puissance productive. A quoi il faut ajouter la disparition des créances invisibles de l'Europe, — remplacées par des dettes, en particulier en Angleterre. Fait extrêmement grave.

C'est à ces changements profonds des conditions mêmes du commerce international que M. W. attache le plus d'importance dans son appréciation de la situation du monde. Il vient de les rappeler une fois de plus dans une belle conférence faite par lui à la London School of Economics, et qui mériterait d'être très largement répandue et connue. Il se demande en particulier si la modification du prix de l'or par la Trésorerie des Etats-Unis ne contribuerait pas au rétablissement du commerce mondial. Cette opinion, exprimée à l'heure actuelle par un Américain, est en elle-même une preuve de la liberté d'esprit et de la hauteur de vues du professeur W.

La série des articles sur le Plan Marshall est probablement la partie de son livre à laquelle le professeur W. tient le plus. Depuis le début du Plan, il en a suivi l'application et les transformations avec une extrême attention. Tous les six mois environ, il a rendu compte, dans la grande revue américaine *Foreign Affairs*, de ses constatations et de ses prévisions. Je ne pense pas qu'aucune autre publication ait pour nous, Européens, un intérêt plus grand que ces cinq articles qui examinent, avec une documentation extrêmement étendue et dans une langue d'une belle clarté, la plus grande expérience d'aide financière internationale qui ait encore été tentée. Le meilleur éloge que l'on puisse faire de ces articles, c'est que, lus



cinq ans après leur début, ils apparaissent encore aujourd'hui comme d'une rare justesse et perspicacité. Le sens de l'équilibre, si caractéristique de la pensée de M. W., ses larges vues, qui lui font dominer à la fois les développements européens et américains, donnent à ces chapitres un intérêt permanent et singulièrement dramatique.

Je dois me contenter d'en indiquer les traits principaux, alors qu'ils mériteraient d'être examinés dans le plus grand détail. La pensée essentielle de M. W., celle à laquelle j'ai déjà fait allusion précédemment, c'est que le déséquilibre actuel des échanges mondiaux a pour cause un changement dans la structure économique du commerce international, changement qui se caractérise par la perte par l'Europe de ses créances invisibles, et l'espèce d'autonomie acquise par les Etats-Unis, lesquels trouvent leurs matières premières et leurs produits alimentaires chez eux-mêmes, en quantité presque suffisante pour entretenir une production toujours accrue. Ce déficit fondamental des pays occidentaux vis-à-vis de l'Amérique est, comme chacun sait, la plaie profonde qui mine ces pays en entraînant un continuel déficit dans la balance des paiements. M. W. insiste à plusieurs reprises sur les deux courants d'opinion qui se sont manifestés dans l'interprétation de ce déficit. Certains économistes cherchent le remède exclusivement dans les mesures de finances intérieures et d'assainissement monétaire de chaque Etat en particulier. D'autres, et M. W. est de ceux-là, sans nier que ces remèdes soient indispensables, considèrent que le déséquilibre dépasse le phénomène financier et tient aux changements de structure résumés tout à l'heure.

Si j'en avais la place, je marquerais ici un certain scepticisme à l'égard de la position de M. W. Je suis plus frappé par les raisons monétaires et financières du déséquilibre international que par les effets de l'incontestable changement de « structure » auquel il se réfère. A mon avis, sous la guerre et l'effroyable gabegie monétaire dont elle a été l'origine, beaucoup des changements de structure se seraient effectués sans bousculer l'équilibre des échanges internationaux. J'aurais été heureux de trouver dans les chapitres par ailleurs véritablement classiques de M. W. sur ce problème des allusions plus fréquentes à l'insuffisance actuelle de liquidité dans le règlement des échanges internationaux, insuffisance à laquelle, à mon sens, on ne pourra remédier que par une modification du prix d'achat de l'or.

Cette solution, je l'ai dit, n'est pas absente de l'esprit de M. W. Ce n'est pas le lieu de la discuter ici. Ce que je veux seulement noter, c'est que ces cinq chapitres sur le Plan Marshall constituent, à l'heure actuelle, un véritable traité d'une haute tenue sur les difficultés d'après guerre. C'est un singulier éloge à faire de ce livre que de constater, cinq ans après le début du Plan Marshall, que presque toutes ses prédictions et ses appréciations, écrites au fur et à mesure des événements, restent encore valables aujourd'hui.



d'hui. Je ne prétends pas connaître toute l'immense littérature économique publiée aux Etats-Unis depuis cinq ans, mais je ne crois pas me tromper en disant que l'ouvrage de M. W. est déjà et restera parmi les productions les plus remarquables des économistes américains de cette période.

Charles Rist.

## DE LA METHODE DE L'ENSEIGNEMENT ECONOMIQUE EN LICENCE

A propos du « Manuel d'économie politique » de M. L. Baudin.

La 7<sup>e</sup> et nouvelle édition du *Manuel d'économie politique* de M. L. Baudin nous ayant été confiée pour en faire le compte rendu, nous n'avons pas cru devoir nous limiter à celui-ci. La lecture de l'ouvrage nous a paru, en effet, soulever le problème délicat de la méthode même de l'enseignement de licence : l'amabilité de l'auteur et la bonne grâce des directeurs de la *Revue* nous en ont permis l'exposé.

C'est une présentation assez remaniée par souci d'actualité, que nous offre M. B. de son *Manuel*. Sans doute, l'auteur en a-t-il gardé le cadre traditionnel. Une 1<sup>re</sup> partie retrace *l'évolution de la pensée économique* en huit périodes (de l'ébauche de la science : l'antiquité grecque, au xx<sup>e</sup> siècle). Une 2<sup>e</sup> partie expose les *généralités* (la Science économique, la Méthode, les Fondements de l'économie politique, la Population, le Cadre juridique, le Mécanisme des prix en régime de liberté, les Prix en régime d'autorité, les Doctrines économiques). La 3<sup>e</sup> partie, la *Production*, groupe : le Travail, le Capital, le Progrès économique, les Formes de la production, les grandes Unités économiques, l'Organisation professionnelle, l'Etatisation et la Nationalisation de la production, la Production dans une économie de puissance. Dans la 4<sup>e</sup> partie, la *Circulation*, sont étudiés : la Monnaie, le Crédit, le rapport entre la Monnaie et les Prix, les Systèmes monétaires.

Un tel plan, essentiellement analytique, a l'avantage de sérier méthodiquement les difficultés, au risque, il est vrai, de rompre certaines connexions; mais c'est le prix même de la démarche analytique; nous y reviendrons plus loin.

Le principal mérite d'un tel ouvrage nous semble être la manière dont l'auteur a su faire passer dans ce cadre coutumier, l'apport des nouveautés. Nous en citerons quelques exemples, en les groupant sous trois idées qui nous semblent être caractéristiques de la pensée de l'auteur :

1<sup>o</sup> Fidèle au *néo-libéralisme*, M. B. a renouvelé dans les généralités (Chap. I : la Science économique) la présentation des relations du droit et de l'économie politique, en introduisant, à la suite de

certain juristes (J. Hamel<sup>1</sup>), la notion de *droit économique*. Dans l'ensemble actuel du droit, une distinction serait à faire entre : d'une part, le droit civil de la famille et des contrats, et, d'autre part, le droit économique qui « suivrait l'évolution économique et comprendrait le droit commercial, le droit du travail, le droit fiscal ». Ainsi, le droit civil, libéré de ce droit nouveau évolutif par essence, pourrait « mieux défendre les fondements traditionnels de la vie familiale » et de la liberté (p. 121-122).

Non moins suggestif est l'exposé (p. 204 et suiv.) de la « conception autoritaire (ou marxiste) de la liberté » avec l'opposition entre « liberté subjective » et « liberté objective ». Dans la conception objective, « l'homme n'a pas à forger son destin, il en est institué créancier » (p. 205).

2° Un certain *réalisme*, d'autre part, en entendant par là la référence constante des théories aux faits, marque l'exposé des théories nouvelles (non étudiées dans les précédentes éditions) : théorie des jeux de stratégie (p. 129), de la méthode des sondages (avec exemples, p. 138), des principales thèses de Keynes (p. 322 et suiv.) avec la distinction peut-être un peu systématique de la période normale et anormale; — théorie de la maturité économique avec le cas de la France (p. 329-331); — problème de l'accroissement de la productivité dans le secteur tertiaire (p. 362), etc.

Même *réalisme* dans l'exposé de l'évolution du progrès technique, en particulier de la révolution agricole, si importante et pourtant si méconnue (p. 345); — dans l'exposé des questions monétaires, où les spécialistes eux-mêmes ne liront pas sans profit l'étude détaillée sur l'offre d'or (or neuf, or de stock, p. 478-483) et le marché noir de l'or (p. 486), le crédit collectif différé (p. 552), etc.

3° C'est précisément dans ces matières monétaires, que M. B. connaît mieux que personne, que se remarque, aussi, une volonté d'*innovation théorique*, dont témoignent une nouvelle définition de la monnaie (inspirée de Simmel) (p. 463) et une distinction originale entre inflation et tension inflationniste (p. 580), où se retrouve d'ailleurs (comme dans tout l'ouvrage) l'esprit néo-libéral.

« L'essence de l'inflation étant un écart qui surgit entre les flux respectifs des monnaies et des biens », l'auteur distingue : a) les « déséquilibres incessants », phénomènes « normaux » de conjoncture, qui ne sont que des « tensions inflationnistes », et b) les déséquilibres « durables » qui, eux seulement, méritent le nom d'inflation ou de déflation. Il en est ainsi « lorsque l'offre ou la demande est rigide », par exemple dans le cas où le recours à la planche à billets, une déthésaurisation massive, un afflux d'or dû à un brusque excédent de la balance des comptes se manifestent dans une proportion telle que la production ne peut suivre au même rythme. « Précisément, l'offre de biens et de services devient rigide,

1. J. Hamel, *Vers un droit économique*, *Economie contemporaine*, novembre 1954.

quand la production se rapproche du plein emploi, et nous rejoignons la théorie keynésienne », la difficulté, signalée par Samuelson étant précisément de réaliser le plein emploi sans provoquer d'inflation.

L'ingéniosité des remarques, le nombre impressionnant des faits recueillis, dans un style toujours direct, concret, parfois volontairement abrupt, donnent à l'exposé une espèce de chatoiement qui force l'attention, éveille la réflexion et incite naturellement le lecteur à prendre connaissance des ouvrages, qu'une abondante bibliographie lui propose à l'intérieur des chapitres.

Au total, l'ouvrage recensé présente le paradoxe d'offrir dans un cadre traditionnel un vivant résumé, aussi accessible que possible, de l'état actuel de notre discipline.

Que l'auteur ait réussi une telle entreprise, nul de ceux qui connaissent ses ouvrages ne saurait s'en étonner. Mais le fait même qu'un tel exposé — qui était un travail normal il y a encore une vingtaine d'années — soit précisément devenu *un paradoxe*, et presque un tour de force, soulève un problème général d'enseignement que l'éventuel changement du régime de la licence ne suffit pas à résoudre.

C'est ce problème que nous voudrions soumettre au lecteur.

\*  
\* \*

Si l'on a pu dire de la leçon d'agrégation qu'elle était « un sacrifice perpétuel » (exigeant le sacrifice du secondaire à la mise en valeur de quelques idées essentielles), à plus forte raison cette définition convient-elle à un cours général de licence. Mais les sacrifices constants qu'implique un tel enseignement peuvent être opérés de manières différentes, suivant qu'ils s'inspirent de la méthode analytique ou de la méthode synthétique.

La première, qui nous vient principalement de Descartes, veut être complète; elle s'efforce sinon de diviser les problèmes en « autant de parties qu'il est nécessaire pour les résoudre », du moins de les exposer sous de multiples aspects, dût-on fragmenter ces exposés entre des chapitres distants parfois les uns des autres. C'est, en un sens, sur le plan didactique, la méthode des approximations successives. C'est la méthode classique des Manuels; et l'on ne s'étonnera pas de la trouver ici. Ainsi sont exposés en trois endroits différents : l'évolution de la pensée économique (p. 17-86); la méthode (p. 134-151), les doctrines, l'individualisme, le socialisme, l'économie dirigée (p. 279-310).

Cette méthode n'a pas seulement l'avantage d'être la plus « honnête » en ne négligeant aucun point du programme; elle a aussi le mérite, comme toute méthode analytique, d'exercer particulièrement l'esprit de finesse et de précision.

Elle risque toutefois, croyons-nous, de se heurter à une difficulté croissante, à mesure que s'élargit le champ des nouveautés : nouveauté des théories, nouveauté des politiques, nouveauté des faits.



Il faut alors une véritable virtuosité de la simplification pour arriver à faire tenir en quelques pages l'essentiel de ces innovations.

Disons-le : pareil effort restera toujours nécessaire, et il faudra toujours des esprits pour l'accomplir — de même qu'il sera toujours nécessaire d'écrire des manuels de physique, de littérature, d'histoire ou de philosophie...

Il est permis toutefois de se demander si l'abondance croissante des matières comme les nôtres ne doit pas conduire à balancer un tel effort par un autre à la fois plus modeste et plus audacieux, qu'inspirerait la méthode opposée de l'esprit synthétique.

On s'efforcerait alors de rassembler par les sommets, par leurs lignes de force, les grands systèmes de pensées et d'institutions, les grands mécanismes, les grandes théories contemporaines (théorie de l'équilibre et des déséquilibres, etc.), de manière à concentrer l'attention sur *les données d'ensemble de notre discipline*, — dût-on renoncer à traiter au cours les parties purement descriptives (cartels et trusts, machinisme, taylorisme, banques, etc.). On renverrait pour ces matières à des Manuels tels que celui-ci, et à des exposés faits en conférences, — les assistants dont nous demandons l'institution devant précisément avoir pour tâche d'orienter ces lectures et de diriger ces travaux.

On aboutirait ainsi à une pratique intermédiaire entre celle de la licence et celle du doctorat (et des Facultés des lettres). A la différence du doctorat et des Facultés des lettres, l'enseignement de licence doit rester assez large pour donner à l'étudiant des vues générales sur la pensée et les faits économiques; mais, allégé comme on l'a dit, il permettrait de centrer la pensée sur l'étude des grands ensembles (d'idées, de mécanismes ou de politiques) qui dominent notre discipline.

Qu'on nous entende bien : une telle pratique ne saurait en aucun cas supprimer les Manuels ou Traités. Bien au contraire : *elle les suppose*. Ce que nous suggérons, c'est de dissocier ce qui a été presque toujours lié (en licence), à savoir : le cours et le manuel. Non pas que le cours doive être le résumé du Manuel, mais quelque chose de différent. L'un expose en largeur; l'autre en profondeur.

Parce que nous recevons en première année des étudiants ignorant tout de nos disciplines, nous avons trop tendance à tout faire à leur place, et à ne pas laisser au travail personnel, qui est l'apanage de l'enseignement supérieur, une importance suffisante. Un Manuel comme celui-ci, en garantissant à l'étudiant une connaissance plus qu'honorable de la totalité, doit nous « libérer » du souci lancinant d'un enseignement complet, et nous permettre de nous limiter, sans trop de scrupules, à approfondir l'essentiel. Du double service ainsi rendu aux disciples et aux maîtres, on ne saurait trop remercier l'auteur.

A. PIETTRE.



## LA MONNAIE SELON UN MYSTIQUE MUSULMAN DU XI<sup>e</sup> SIECLE

Ghazālī, mort en 505 de l'hégire, c'est-à-dire en 1111 de notre ère, est le plus célèbre des docteurs de l'Islām; dans son œuvre monumentale, *Ih'ya 'ouloūm ed-dīn*, ou « Vivification des sciences de la foi », il a durablement réconcilié la mystique musulmane avec la dogmatique et la casuistique orthodoxes.

Or, au livre XXXII de cette immense Somme, intitulé « De la patience et de la gratitude », se place un curieux passage sur la monnaie <sup>1</sup> (section I), où figure un « Exposé de la distinction entre ce que Dieu Très Haut aime et de ce qu'Il abomine » <sup>2</sup>.

Si, dit-il, les textes sacrés ne donnent pas en cette matière de solutions claires, il faut avoir recours à la réflexion : qui emploie une chose dans un but différent de celui pour lequel il fut créé, et de façon différente de ce que Dieu veut, se montre ingrat à l'égard de Ses bienfaits, « Parmi les bienfaits de Dieu Très Haut, il y a la création des *dirhems* (d'argent) et des *dinars* (d'or), et c'est par ces deux types de monnaie que ce bas-monde se maintient en existence, alors que ce sont deux espèces de minéraux (or et argent) qui n'ont en eux-mêmes pas d'utilité. Mais les créatures de Dieu en ont cependant besoin pour la raison suivante : chaque être doit se procurer des biens nombreux, en fait de nourriture, habillement et autres; or, il manque de ce dont il a besoin et il possède ce qu'il a en surabondance. »

« Il possède, par exemple, du safran et a besoin d'un chameau à titre de monture et celui qui a un chameau parfois n'en a pas besoin et a besoin de safran. Il leur faut donc faire un échange et évaluer la contrepartie qui sera donnée en échange, attendu que l'homme au chameau ne va pas échanger toute sa bête contre un équivalent quelconque en safran; il n'y a pas d'analogie entre ces deux choses permettant de fournir l'équivalent en poids et en aspect. De même pour celui qui achète une maison contre des habits, un esclave contre des chaussures, de la farine contre un âne. Toutes ces choses n'ont pas d'analogies entre elles et on ne sait donc pas à combien de safran correspond un chameau, et toutes ces transactions ne peuvent se faire : toutes ces choses si diverses ont donc besoin d'un intermédiaire entre elles qui, avec équité, jugera entre elles, en sorte qu'on sache pour chacune, le rang et le degré qu'elle occupe : ainsi, après que l'un et l'autre sont déterminés, on saura ce qui est un équivalent et ce qui ne l'est pas.

» Dieu a donc créé les dinars (d'or) et les dirhems (d'argent) comme juges et médiateurs entre les autres richesses, de sorte que les biens sont, grâce à eux, ajustés les uns aux autres. »

1. Un peu plus loin, il y a un passage sur la propriété, que je signale à ceux que la chose intéresserait.

2. J'utilise l'édition (p. 91, t. IV), sans date, publiée à la Grande Librairie commerciale Moustafa Moh'ammed, rue Moh'ammed 'Alī, Le Caire.

L'auteur ajoute que ceci n'est possible que « si la substance même de ces espèces est dépourvue d'attrait (pour les hommes). S'il en était autrement, la propriété qu'aurait la monnaie d'or et d'argent de satisfaire un besoin, l'emporterait dans le jugement de celui qui l'éprouve, et il n'en serait pas de même pour celui qui ne l'éprouve pas, et alors les choses ne seraient pas bien organisées. Dieu a donc créé ces deux choses en vue de les faire circuler de main en main et pour qu'elles soient, avec équité, arbitres entre les richesses ».

« Il y a ici une autre <sup>3</sup> sagesse (divine), à savoir l'intermédiaire qu'elles constituent donc entre toutes les autres choses, car elles ont, toutes deux, de la valeur, et leurs substances mêmes n'ont pas d'attrait; le rapport qu'elles ont avec les autres choses est unique. Donc, qui les possède, possède, en quelque sorte, toutes choses. Qui possède un habit, ne possède rien que cet habit; s'il désire de la nourriture, celui qui en a peut-être ne désire pas d'habit, car son penchant, par exemple, se porte vers une monture.

» Il y a donc un besoin vers une chose qui, dans sa forme, soit, pour ainsi dire, inexistante, mais, dans sa signification, soit comme si elle était (égale à toutes) les autres choses, et cette chose ne peut être semblable, en sa conformité, à d'autres différentes, que si elle n'a pas de forme particulière qui fasse qu'on puisse utiliser celle-ci spécialement : ainsi le miroir n'a pas de couleur, et il les reflète toutes; de même, les espèces qui ne satisfont aucun penchant par elles-mêmes sont un moyen d'arriver à la satisfaction de tous les penchants. »

Comme je crois que c'est une erreur que de vouloir « hineininterprétieren », comme disent les Allemands, des idées modernes dans des textes anciens, je me garderai bien d'insister sur ce que notre mystique est un nominaliste avant la lettre; d'autre part, je connais trop peu l'histoire de la pensée musulmane pour déterminer dans quelle mesure l'auteur aurait pu subir l'influence des idées de l'Antiquité sur ce point.

Ce qui est curieux, ce sont les conséquences qu'il tire de son principe : les pièces de monnaie ne satisfont pas de besoin par elles-mêmes, et Dieu veut qu'elles circulent. Voici ses déductions :

1° Il est interdit de les thésauriser; « c'est comme si on mettait le juge des Musulmans en prison, qui, de ce fait, sera empêché d'arbitrer entre les hommes », car la monnaie doit-être arbitre entre les marchandises; 2° Il est interdit de fabriquer des vases d'or et d'argent <sup>4</sup> en fondant des pièces; « c'est comme si on employait un juge, en lui faisant faire un travail qui est confié généralement aux

3. C'est à dessein que j'ai coupé la phrase arabe en deux, en vue de mieux faire ressortir que l'auteur, après avoir traité de la monnaie en tant que commune mesure des valeurs, parle de son rôle comme intermédiaire dans les échanges.

4. Pour bien comprendre ceci, il faut savoir que la Loi religieuse de l'Islâm interdit l'usage des vases en métaux précieux. Voir, par exemple, Ech-Chirâzi, *Tanbih*, trad. G.-H. Bousquet, I, § 2.

personnes de la condition la plus vile ». Le plomb, le cuivre, etc., peuvent remplir cet office; 3° L'usure est interdite, car c'est aussi comme si on enchainait le juge qui doit être arbitre entre les hommes.

Je m'en voudrais d'allonger cette note, mais il m'a paru bon de la rédiger, car, bien rares sont les économistes qui ont eu l'occasion, je pense, d'étudier l'œuvre de Ghazālī, et, d'autre part, je ne crois pas que ce passage ait été signalé en langue européenne, sauf par un religieux espagnol, arabisant du plus grand mérite<sup>5</sup>; or, à peine moins rares doivent être les économistes qu'intéressent les travaux, en langue espagnole, sur la mystique musulmane...

G.-H. BOUSQUET.

---

5. Asin Palacios, *La Espiritualidad de Algazel*, t. II, Madrid-Grenade, 1935, p. 140 et suiv.

## REVUE DES LIVRES

### Cours, traités et manuels.

**Schop Santos (Ernesto)**, *Elementos de Economía Política*. Deux vol. in-8° de 287 et 173 p., Barcelone, Casa editorial Bosch, 1930.

Cet ouvrage sera fort utile aux étudiants espagnols, car il est complet, clair, précis. Mais il est susceptible d'intéresser également le lecteur français pour deux motifs.

D'abord, l'auteur est imprégné de culture française, il adopte notre classification traditionnelle et s'inspire de nos travaux économiques. Ensuite, il se réfère fréquemment et avec raison à certains de ses contemporains dont les noms mériteraient d'être connus chez nous plus qu'ils ne le sont : au XIX<sup>e</sup> siècle, Flórez Estrada, brillant et original, dont les *Principes d'économie politique* ont été traduits en français; Manuel Colmeiro, le grand historien de l'économie espagnole; Laureano Figuerola, adversaire acharné du protectionnisme; Piernas y Hurtado, maître incontesté de la science financière dans la Péninsule ibérique; au XX<sup>e</sup> siècle, Flores de Lemus, qui présida la « Commission de l'étalon d'or »; Luis Olariaga, spécialiste de la monnaie et de la banque; Olegario Fernández Baños, qui fut correspondant de la *Revue d'économie politique* en Espagne.

Chaque chapitre des *Eléments d'économie politique* que nous présentons ici est suivi d'une bibliographie. En outre, de nombreuses allusions à l'économie espagnole sont particulièrement instructives pour nous, notamment dans le tome premier en matière de production (p. 134), de protection légale du travail (p. 133), d'intervention de l'Etat dans l'industrie (p. 178), de monnaie (p. 223), de banque (p. 233); dans le tome second en matière de Bourses (p. 30), de transports (p. 37 et 43), de douanes (p. 69), de salaires (p. 113), de revenu national (p. 137). Chemin faisant, le lecteur pourra se rendre compte, à la lumière des statistiques (p. 53), du tort que nous nous sommes fait à nous-mêmes en fermant la frontière espagnole, à la grande satisfaction de nos concurrents argentins, nord-américains, brésiliens et britanniques.

Louis BAUDIN.

### Ouvrages généraux de théorie économique.

**Bénard (Jean)**, *La conception marxiste du capital*, 1<sup>re</sup> éd. Un vol. in-8°, de 366 p., Paris, S.E.D.E.S., avec une préface de Henri DENIS, 1932.

Nous sommes prévenus dès l'abord : « Le présent ouvrage se propose d'analyser, comme son titre l'indique, la nature et le rôle du capital à l'aide de la méthode du *matérialisme dialectique et historique* appliquée à l'économie politique. » Et un peu plus loin : « Placée sur ce terrain, notre étude devait nécessairement présenter un caractère combatif. » Je ne pense pas trahir la lettre ou l'esprit du volume en disant qu'il s'agit d'un *livre de combat* destiné à propager l'idée que le marxisme a posé



les bases de la science économique et que, hors de cette orthodoxie, il n'y a point de vérité scientifique.

Assurément, *Karl Marx* a présenté des analyses intéressantes, spécialement dans le livre II consacré au processus de la circulation du capital, et il mérite une place honorable dans l'histoire des théories économiques comme dans celle des doctrines économiques, sociales, politiques et philosophiques.

Les économistes l'étudient et l'honorent comme ils étudient et honorent *Quesnay*, *Adam Smith*, *Jean-Baptiste Say*, *Ricardo*, etc. Et ils savent parfaitement situer Marx dans la perspective historique, c'est-à-dire au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais leur développement intellectuel ne s'arrête pas là. Ils savent que, depuis, il y a eu *Wieser*, *Böhm-Bawerk*, *Marshall*, *Walras*, et tant d'autres. En fait de méthode, ils savent qu'il y a autant de différence entre celle de Marx — vastes généralisations philosophiques à partir de quelques observations fragmentaires — et celle d'aujourd'hui — étude patiente des faits avec l'aide des statistiques et de l'analyse statistique — qu'il y a de différence entre la diligence que prenait Marx et l'avion que nous prenons aujourd'hui.

Le petit placage superficiel consistant à utiliser ici et là une phrase d'un auteur plus moderne (*Schumpeter*, *Keynes*, *Hayek*) et à le critiquer dogmatiquement sans même l'avoir compris ne saurait faire illusion bien longtemps.

Le seul problème que soulève cet ouvrage (et ses pareils) est de savoir ce qu'il faut en faire.

Faut-il, comme on le ferait au-delà du rideau, le mettre au feu, en épargnant toutefois son auteur ? Faut-il l'ignorer tout simplement ? Faut-il conseiller aux lecteurs la plus grande circonspection ? Ou faut-il entreprendre la critique détaillée ?

Cette dernière solution serait la meilleure. Malheureusement, les dimensions d'un compte rendu ne le permettent pas et, d'ailleurs, comme la critique a été souvent faite, et comme les économistes marxistes répètent toujours la même chose (c'est le sort des dogmes dépourvus de vie), il faudrait que nous nous répétions sans cesse 1.

Faut-il dire encore une fois que toute l'analyse économique repose sur l'idée d'une « valeur » qui serait une qualité intrinsèque des choses et qui dépendrait du coût de production ? Cela rappelle la « *virtus dormitiva* » qu'on attribuait à l'opium. Et ne faut-il pas s'étonner que l'auteur admette comme hypothèse la libre concurrence et qu'il fasse abstraction des oscillations de marché (p. 49) ?

La littérature sur Marx et le marxisme est déjà surabondante. Il est regrettable que l'on continue à gaspiller du papier et le temps des lecteurs sur ce sujet. Mais puisque certains en font ouvertement un instrument de combat, pour des fins qui ne sont que trop connues, force est bien d'organiser la défense. C'est pourquoi nous engageons vivement nos jeunes collègues à procéder avec sérénité à l'examen de ces doctrines; qu'ils y apportent le véritable esprit scientifique et spécialement cet esprit de doute méthodique qui est le stimulant indispensable du progrès de la connaissance. Et qu'ils nous donnent le résultat de leurs cogitations sous toutes les formes : en deux pages, en cinquante pages, en trois cent pages et aussi, s'il le faut, en vingt volumes in-folio.

Robert Mossé.

1. Voir ma série d'articles dans la *Revue socialiste*, 1949 à 1952.

Fourastié (J.). *La productivité*. Un vol. de 118 p., Paris, P.U.F. (collection *Que sais-je?*), 1952.

L'auteur s'est tellement fait le champion en France de la productivité qu'on est tout surpris de s'apercevoir qu'il n'avait pas encore écrit un ouvrage portant ce titre. On pouvait s'attendre à ce que, resserré dans le cadre étroit de la collection, il fût amené à présenter un texte d'une densité pénible à lire. Il n'en est rien.

Manifestement gêné par les analyses détaillées et originales qu'il a déjà présentées de certaines des conséquences du phénomène, il consacre la première partie de cet ouvrage à les résumer. Pour ceux qui sont pressés (et ils sont nombreux), on pourra donc très utilement leur recommander cette lecture; elle pourra leur éviter celle des gros ouvrages précédemment publiés par l'auteur.

La partie originale commence avec le chapitre III, consacré aux définitions et mesures de la productivité. On y trouve des textes et des chiffres difficiles à réunir. L'auteur estime que la productivité, au sens moderne du terme, s'entend toujours d'une production physique et jamais d'une évaluation en valeur de la production; il signale que Colin Clark a adopté la solution inverse. Nous sommes portés à donner raison à M. F. : s'il suffisait de doubler le montant du prix d'un produit pour doubler la productivité des entreprises qui le fabriquent, la notion de productivité perdrait une grande partie de son intérêt, mais on eût aimé une discussion; elle n'est pas même amorcée; la place manquait peut-être.

L'auteur a su choisir, pour les reproduire, quelques résultats d'un intérêt puissant. Ainsi, en 1933, si l'on représente par 100 le volume physique de la production par tête obtenue par diverses industries en Grande-Bretagne (p. 64), cet indice est 238 pour les Etats-Unis, mais tandis que la supériorité de ce dernier pays est simplement très sensible dans certaines activités traditionnelles (ciments, 106; filature de coton, 120; bonneterie, 140), elle est écrasante pour les industries neuves (automobile, 419; postes radio, 489). Pour la France, nous apprenons que, dans une même branche, l'inégalité de productivité entre concurrents est d'une ampleur inattendue : parmi les entreprises qui fabriquent des chaussures type Good Year (p. 70), l'entreprise n° 14 vient en tête avec 113 minutes par paire, l'entreprise n° 19 en queue avec 266 minutes. La première présente une supériorité manifeste pour la pique (35' et 103'), pour le montage (12' et 62'), et une infériorité inattendue pour le finissage (39' et 16'). Les meilleurs ont donc toujours quelque chose à apprendre de leurs plus médiocres concurrents.

Avant de nous décrire l'action poursuivie en France pour l'accroissement de la productivité, l'auteur recherche les méthodes de cet accroissement. Avec beaucoup de raison, il met au premier plan les facteurs spirituels. Il fait remarquer (et la chose devrait être rappelée à certaines nations revendicatrices qui semblent accuser les autres d'être responsables de leur pauvreté) : « La science est la même pour tous les hommes; nos grands ancêtres qui l'ont fondée et développée l'ont rendue publique; les Nations occidentales de civilisation chrétienne qui ont créé la science moderne ne l'ont jamais tenue secrète. » (p. 75).

Il insiste sur l'efficacité du travail intellectuel indirect : « C'est en écrivant que l'on fabrique le mieux des pommes de terre » (cf. p. 82 et p. 94) — sur l'importance des relations humaines à l'intérieur de l'usine : elles reposent essentiellement sur « le respect de l'homme : l'effort pour comprendre sa pensée, ses besoins, ses aspirations, sa conception du monde, sa bonne foi » (p. 98).

En définitive, comment ne pas recommander la lecture d'un ouvrage où on lit : « Le progrès social est commandé par le progrès économique, le progrès économique par le progrès technique, le progrès technique par le progrès scientifique. » (p. 74). De telles affirmations paraissent banales : en réalité, il faut beaucoup de courage pour les écrire de notre temps.

Pierre FROMONT.

**Harrod (R. F.), *Towards a dynamic economics*. Some recent developments of Economic Theory and their application to Policy. Un vol. de 169 p., Londres, 1931.**

Il ne s'agit pas d'un nouveau livre, mais de la nouvelle édition d'un ouvrage déjà bien connu, paru pour la première fois en 1948. C'était, on s'en souvient, la publication de cinq leçons composées durant l'année 1946 et données en février 1947 à l'Université de Londres. En récapitulant ses idées antérieures, M. H. a du reste fait œuvre d'innovation. Nos voisins britanniques ont l'art de condenser leurs pensées dans des ouvrages courts et denses. Je songe à cet autre petit volume apparenté à celui-ci, le *Trade Cycle*, de M. Hicks.

M. H. nous fait d'abord sentir le besoin d'une économie dynamique au travers des écrits qui s'échelonnent de Ricardo à Wicksell, à Keynes et surtout à Hicks, sans négliger les analyses de Hawtrey et de Hayek. Une fois encore, nous constatons dans cette lignée l'absence des auteurs français, dont aucun ne nous paraît avoir été cité.

La leçon II apporte une théorie de l'épargne, c'est-à-dire une théorie de l'équilibre à travers le temps par le taux de l'intérêt. Quelle est la tendance du taux de l'intérêt dans une société dynamique par rapport à une société statique ? Et, du reste, la question majeure revient toujours : pourquoi y a-t-il un intérêt ?

On relira avec profit la troisième leçon, qui forme le centre de l'ouvrage : *Fundamental Dynamic Theorem*, où M. H. élabore sa propre théorie, celle qui, par la critique du *Treatise on Money* et de la *General Theory*, aboutit à l'équation générale de la dynamique  $GC = s$ , et aux définitions des taux de croissance naturelle  $G_n$  et taux de garanti  $G_w$ . La position relative de  $G_n$  et de  $G_w$ , les disparités qui se révèlent entre ces deux expressions, deviennent alors principe d'explication. N'est-ce pas une méthodologie très proche de celle de Wicksell, et, du reste, par-delà Wicksell, très apparentée aussi aux modes de pensée classiques, au taux normal et au taux de marché ricardiens par exemple ? Lorsqu'on veut expliquer ce qui arrive, on se représente le normal, et on se demande en quoi le réel déterminé par les sujets capables de choix, soumis aux erreurs, aux incertitudes, aux anticipations, diffère de ce que l'on a estimé être le normal. La nouveauté n'est-elle pas de faire jouer ces disparités à travers la croissance temporelle, et non plus seulement dans un temps identique à lui-même ?

L'analyse faite dans une économie fermée est recommencée pour l'économie mondiale. C'est l'objet de la quatrième leçon, *The Foreign Balance*, où l'on voit se généraliser l'équation fondamentale  $GC = s - b$ ,  $b$  étant la balance commerciale exprimée comme une fraction du revenu. C'est aussi dans la même optique que nous voyons étudier la politique anti-cyclique. Enfin, c'est par un problème de longue durée que l'ouvrage se termine : *Is interest obsolete?* Penser en longue durée c'est toujours être un peu philosophe. M. H. est ici déjà presque au-delà de l'économie. N'évoque-t-il pas saint Thomas, par derrière Keynes, Bagehot et Adam



Smith ? C'est dans un très bas taux de l'intérêt que l'on peut entrevoir une société réellement libre.

M. H. est un grand économiste, peu préoccupé sans doute par les faits, d'autant plus grand, peut-être, qu'à la manière de Stuart Mill, tout en se mouvant avec aisance dans l'économie abstraite, il sait être autre chose.

Henri GUITTON.

**Jouis (Henri)**, *Richesses insoupçonnées*. Un vol. in-16 de 112 p., Ledis, Paris, 1931.

« Abondantialiste », disciple de Jacques Duboin, M. H. J. a voulu répondre au livre de William Vogt, traduit sous le mauvais titre : *La faim du monde*. L'intention est louable; le résultat modeste. L'auteur s'est efforcé de montrer que le potentiel productif de la planète était encore très incomplètement utilisé et que la marge d'expansion restait considérable. On s'en doutait déjà, et M. H. J. n'a guère augmenté nos certitudes, car la thèse n'est appuyée que d'une suite de notices sommaires et souvent bien unilatérales. Suit la critique rituelle de l'économie de « profit » et de « rareté », une vision de la terre promise — du Wells mis au niveau de l'école du soir — et une autobiographie touchante de bonnes intentions.

René COURTIN.

**Kokkalis (Alexander)**, *Why is the Theory of Labor the only fundamental and exact economic Theory?* Un vol. in-8° de 56 p., Concord, N. H. EVANS Printing Company, 1932.

Singulière brochure qui détonne dans la masse des études consacrées à la valeur travail. L'auteur prétend établir une théorie entièrement nouvelle, démontrer qu'elle est la seule théorie économique fondamentale, prouver enfin qu'elle est rigoureusement exacte. Il part de la constatation qu'il existe deux facteurs de production : le travail et la nature, mais, ajoute-t-il, nous pouvons utiliser seulement les éléments naturels que nous pouvons atteindre par le travail. Donc, l'apport de la nature dépend de notre travail. L'auteur en conclut que nous pouvons tirer d'elle uniquement l'équivalent du travail incorporé en elle par nous, ce qui, à notre avis, constitue une « fausse déduction », rien dans son exposé ne prouvant que la nature soit incapable d'engendrer une plus-value. Pourquoi le travail, par exemple, ne jouerait-il pas le rôle d'un catalyseur ?

Poursuivons cependant le raisonnement. Le capital n'a pas d'existence autonome, lui aussi dépend du travail. Mais comprenons que le sens donné ici à ce dernier mot est très large, il se réfère au domaine intellectuel comme au domaine manuel. Le capital devient dès lors une cristallisation, non pas de travail physique, mais d'idées productives. La rationalisation consiste dans un meilleur emploi de ces idées dans un but déterminé. Nous voici loin de Ricardo et de Marx.

Le processus productif est donc le suivant : d'abord, la productivité, concrétisation de l'idée première; puis la création du capital qui fournit le revenu dont l'accumulation formera l'épargne. Nous sommes clairement en présence d'une théorie spiritualiste de la valeur-travail.

Mais en parlant ainsi n'identifions-nous pas simplement travail et activité ? Ne s'agit-il pas de cette évidence que nous ne tirons rien du milieu ambiant si nous ne commençons par avoir l'idée de le faire et ensuite la volonté d'appliquer cette idée ? La nature ne nous livrera aucun produit



si nous demeurons inertes, que ce produit doive ou non équivaloir à notre effort physique ou mental. Le fruit lui-même doit être cueilli.

Dans ces conditions, quel peut bien être l'intérêt de cette théorie ? L'auteur pose la question et répond, en vrai savant, qu'il cherche à expliquer et ne se propose pas un but pratique. Nous sommes cependant enclins à penser que si cette théorie n'a pas encore été construite, constatation dont l'auteur tire gloire, c'est peut-être parce qu'elle ne vaut pas la peine de l'être.

Jusqu'à la dernière page, l'ouvrage revêt un caractère d'originalité qui le rend attrayant dans une certaine mesure. Il se termine, en effet, par une lettre ouverte au président Truman. L'auteur demande la création d'un Institut de recherche qui se consacrerait à l'étude du travail et propose de donner une conférence à Washington sur ce sujet en présence du Président. A-t-il vraiment espéré que celui-ci répondrait à une telle invitation ?

LOUIS BAUDIN.

**Mossé (Robert)**, *Les salaires*. Collection *Bilans de la Connaissance économique*. Un vol. de 323 p., Paris, Rivière, 1932.

De toutes les initiatives prises ces dernières années, celle qui a abouti à l'établissement des *Bilans*, dont R. M. est justement le fondateur et l'animateur, apparaît sans doute comme une des plus heureuses.

Comme ceux qui l'ont précédé, cet ouvrage permettra de prendre connaissance d'une très copieuse bibliographie commentée (192 numéros), en même temps que d'un exposé très clair donnant le panorama le plus étendu de l'évolution de la question et de l'état actuel des controverses. Enfin, et ceci constitue une nouveauté, les *Observations* de Raymond Rivet et Raymond Dumas sont consacrées, non plus à une discussion des thèmes principaux développés dans la première partie, mais à l'établissement d'un autre bilan, également précieux, mais concret celui-ci, de l'état actuel des statistiques de salaires en France, en Italie, dans le Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Quelle que soit la nature de sa recherche, ce petit livre constitue donc pour celui qui se préoccupe des salaires un instrument de recherches indispensable et irremplaçable.

La *Perspective générale* dressée par R. M. exprime bien la personnalité de l'auteur, curieux d'analyses théoriques qu'il s'est parfaitement assimilées et qu'il domine sans effort, mais suffisamment réaliste et riche d'ironie pour mesurer la limite de ces analyses, schématiques, incomplètes, artificielles parfois, et qui se bornent trop souvent à recouvrir d'une scolastique savante et obscure des vérités fort simples. R. M. n'a certainement pas son pareil pour déchirer les voiles et revenir constamment à l'essentiel. Nous avons été frappé, notamment, de la variété des développements tantôt théoriques, tantôt psychologiques, sociologiques et concrets qui se recourent, s'entrelacent et se rassemblent pour nous conduire à une conclusion nuancée et optimiste, elle aussi parfaitement dans la manière de l'auteur.

L'ouvrage, cependant, nous paraît appeler quelques réserves que le lecteur aura liberté de mettre au compte d'une soumission abusive à la théorie néo-classique : ce *Bilan* nous a donné l'impression d'avoir été moins profondément médité que ses deux prédécesseurs, celui de Henri Guitton sur *L'objet de l'économie politique* et celui que le même Mossé a consacré à *La Monnaie*. Pris entre deux courants de pensée entièrement opposés, il n'a su ni choisir, ni rassembler les éléments d'une synthèse.

Quelle portée, notamment, reconnaître à l'enseignement néo-classique ? De chapitre en chapitre, les affirmations se contredisent.

En gros, R. M. cède au courant contemporain qui, en France surtout, accorde priorité aux facteurs sociologiques et institutionnels. Les déclarations tranchantes abondent dans ce sens; par exemple, page 128 : « Il est impossible d'affirmer s'il y a une relation et laquelle entre le salaire d'un ouvrier et sa productivité, entre le niveau général des salaires et l'emploi, la production, les prix, les monnaies, etc. » La déclaration lumineuse de l'introduction est plus coupante encore : « Disons-le dès maintenant, en matière de salaires, la psychologie du secrétaire du syndicat, les idées politiques et philosophiques du patron, la forme et la couleur du Gouvernement importent plus qu'une courbe de productivité marginale. »

Mais après avoir ainsi secoué la poussière de ses sandales, comment l'auteur peut-il rendre au marginalisme cet hommage (p. 38) : « Au demeurant, le système avait un côté esthétique assez grandiose, générateur de contentement intellectuel, et cela explique pourquoi, au milieu du siècle, il reste la toile de fond des interprétations plus récentes. Sur cette toile de fond, on a brodé des arabesques; il n'est pas sûr que l'on ait véritablement construit un système de remplacement. » Par la suite (p. 109), il pousse l'inconséquence jusqu'à paraître accepter la loi de Rueff sur la

S

liaison entre les variations du rapport — et le chômage en la complétant

P

seulement par l'exposé de l'interprétation keynésienne de l'emploi qui contredit, non sa validité, mais les conséquences que les néo-classiques entendent en tirer.

Ce détachement à l'égard de la théorie a, semble-t-il, empêché l'auteur de marquer certaines liaisons essentielles : la trame de la toile de fond est parfois sacrifiée à la broderie des arabesques. Il néglige, par exemple, de noter le fait, important à nos yeux, que la théorie du salaire nécessaire se présente comme un simple cas particulier de la théorie marginaliste dans l'hypothèse où joue la loi malthusienne de la population. L'esquisse qu'il donne des relations entre la théorie du fonds des salaires et de la théorie de la productivité ne nous semble pas non plus assez poussée (le nom de Böhm-Bawerk n'est même pas évoqué). Enfin, pour la période moderne, s'il a insisté sur des éléments sociologiques et institutionnels d'une importance indiscutable, tels que la transformation du salaire, prix de facture, en rémunération finalisée et socialisée de la personne et les comportements divers des syndicats ouvriers et patronaux, il demeure vague sur les problèmes difficiles posés par le caractère plus ou moins monopolistique de l'offre et de la demande de travail.

L'auteur en vient parfois à donner l'impression d'oublier la spécificité de l'analyse économique et de faire fi des résultats si importants qui, même à l'époque contemporaine, peuvent être appréhendés grâce à cette analyse, et, par exemple, l'écrasement de la hiérarchie traditionnelle et même parfois l'établissement d'une hiérarchie inversée, mais surtout, à l'échelle macroscopique, la réduction continue de la durée du travail avec le développement du progrès technique, l'inégalité des salaires réels selon les pays, la constance remarquable de la part des salariés dans le revenu national des différentes nations, tous phénomènes essentiels qui nous semblent mieux expliqués par le jeu sans doute complexe de la productivité marginale que par « la psychologie du secrétaire de syndicat, les idées politiques et philosophiques du patron, la forme et la couleur du Gouvernement » !

Si l'interprétation néo-classique demeure ainsi utilisable et féconde dans

tous les cas, il n'en est pas moins certain que nul ne songerait aujourd'hui à contester le rôle et la portée des facteurs sociologiques et institutionnels. Mais ces derniers ne semblent guère intervenir que dans le cadre de la micro-économie, alors qu'en économie globale leur action apparaît beaucoup moins certaine. Cependant cette distinction fondamentale de la théorie moderne n'est pas évoquée une seule fois au cours de ces 133 pages.

Nous nous retrouverons plus volontiers avec R. M. sur une de ses conclusions majeures : l'intégration de la théorie du salaire à la théorie économique générale a eu pour conséquence un certain effacement de l'étude du salaire; sans doute, et bien heureusement; mais cette absorption ne constitue pas une nouveauté. N'est-elle pas la caractéristique constante de toute pensée synthétique depuis les Physiocrates jusqu'à Keynes en passant par Ricardo, Marx, Jevons et Walras ?

René COURTIN.

**Divers auteurs, *Money, Trade and Economic Growth, in honor of John Henry Williams*. Un vol. in-8° de 343 p., New-York, The Macmillan Company, 1951.**

John Henry Williams, professeur d'économie politique à Harvard, doyen de la *Graduate School of Public Administration* de cette Université, conseiller économique, puis vice-président de la Banque fédérale de réserve de New-York, a été souvent appelé à participer à des réunions internationales et il jouit d'une réputation méritée d'objectivité, d'intuition, de souplesse d'esprit.

Dix-sept économistes anglo-saxons et belges ont composé en son honneur ce livre collectif centré sur trois catégories de sujets particulièrement étudiés par lui : l'organisation économique internationale et le commerce mondial, les facteurs susceptibles d'influencer le niveau de l'activité économique nationale, les théories relatives à la monnaie et à la banque centrale.

Il n'est pas exagéré de dire que chacun de ces exposés nécessiterait un compte rendu si l'on voulait donner une impression exacte de la richesse des idées contenues dans ce volume. Nous nous bornerons à quelques indications qui permettront au lecteur de se reporter aux textes.

David Mc Cord Wright indique dans quelle mesure l'établissement d'un système d'échanges international réservé aux seuls gouvernements apporterait des modifications à la théorie pure du commerce international. Il conclut qu'un marché libre international pourrait être institué dans ce cas à certaines conditions et qu'il aurait une forte tendance à s'orienter vers des échanges par troc.

Henry C. Wallich étudie les pays sous-développés du point de vue du mécanisme monétaire international. Quand les emprunts de l'Etat aux banques nationales demeurent modérés, la plus grande partie de l'offre monétaire a une origine externe. Pour éviter les conséquences de ce fait, des politiques anti-cycliques ont été appliquées par le moyen du contrôle des changes ou des taux de change différentiels. L'auteur examine notamment la théorie nouvelle aux termes de laquelle l'épargne forcée obtenue grâce à une inflation n'entraînerait pas, dans ces pays, les résultats fâcheux observés ailleurs en raison de la faible importance des actifs exprimés en monnaie, mais il n'admet le bien-fondé de ce raisonnement que pour une courte période. A la longue, les effets redoutables et connus de l'inflation ne peuvent manquer de se produire. C'est dans la durée aussi que se manifesteront les inconvénients des manipulations des cours des changes qui finissent par décourager l'aide financière et technique étrangère.



Robert Triffin nous donne, en 25 pages, son appréciation sur le développement des institutions monétaires européennes. Si un retour immédiat à la convertibilité est prématuré, du moins peut-on espérer l'extension graduelle d'un système d'échanges et de paiements multilatéraux, et si la restauration de l'étalon d'or, style ancien, est impossible, il est cependant souhaitable de faire revivre certaines de ses conséquences avantageuses sous une autre forme : la « multilatéralisation » des règlements en or par la création d'un *clearing*.

L'intégration économique de l'Europe et celle des « Etats souverains » font respectivement l'objet des commentaires de Charles P. Kindleberger et de Raymond F. Mikesell. Enfin, Camille Gutt est tout à fait qualifié par son expérience personnelle pour nous donner une brève opinion sur les dévaluations.

La deuxième catégorie de sujets débute par un exposé très nourri de William Fellner, avec appendice mathématique, sur le rapport entre le capital et la production dans des économies dynamiques. L'auteur part de l'idée qu'étant donnée une certaine situation des combinaisons de facteurs économiques, il existe un montant défini de capital susceptible de promouvoir le niveau de production correspondant au plein emploi. En conséquence, si ce dernier niveau est connu, il est possible d'en déduire le montant de capital requis pour l'obtenir. Au cours de son raisonnement, il présente une justification de la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say.

Parlant de « Revenu relatif, revenu absolu et épargne », James Tobin envisage deux hypothèses concernant les budgets de famille. Le rapport de l'épargne au revenu, dans la première, dépend du revenu familial absolu; dans la deuxième, il est fonction de l'importance de ce revenu relativement à celui des autres familles. L'une cadre mieux avec les observations dont l'auteur nous donne les résultats, l'autre explique la constance du rapport de l'épargne nationale au revenu national dans la durée.

Paul A. Samuelson défend les thèses fiscales néo-classiques dans une étude qu'il termine par une judicieuse remarque sur la nécessité de s'opposer au « mythe » selon lequel le coût des activités de l'Etat ne devrait pas être pris en considération.

Pour Edward S. Mason, le temps de la « révolution keynésienne » est révolu. Une des affirmations de Keynes qui a trouvé le plus d'écho se référerait à l'intérêt que présenterait une hausse des salaires ou des prix en vue de résorber les facteurs non employés de l'économie. C'est en la prenant pour point de départ que le doyen Mason examine : « Les prix, les coûts et les profits ». Il conclut à la validité d'une autre affirmation, énoncée par J. H. Williams : « La permanence d'un volume de production important, croissant et raisonnablement stable, dépend des rapports entre ces trois éléments », mais avec certaines réserves ou conditions.

Dans la troisième catégorie d'études, nous trouvons des notes de Dennis H. Robertson sur « La théorie de l'intérêt », suivies par de pertinentes remarques de E. A. Goldenweiser sur la « Sémantique monétaire ». Ce dernier auteur souligne l'équivoque engendrée par des mots d'innocente apparence, comme « la dépense », considérée comme l'antithèse de la thésaurisation et non de l'épargne; « l'épargne », regardée comme englobant ou non la thésaurisation; « l'investissement », défini tantôt comme un placement de fonds dans le but de bénéficier d'un revenu, tantôt comme un achat de biens de production nettement distingués des biens de consommation; « la propension », qui semble indiquer une inclination et qui, dans la réalité, peut fort bien être une nécessité.

R. A. Musgrave, dans une analyse approfondie de « la monnaie, la



liquidité et l'évaluation des actifs », montre qu'il est impossible de séparer les problèmes relatifs à la préférence pour la liquidité de ceux dont les investissements sont l'objet. Léon H. Dupriez critique la théorie de G. Cassel sur les rapports entre les variations des stocks d'or et les mouvements de longue durée des prix à la lumière des faits économiques intervenus entre 1778 et 1939. Howard S. Ellis, sous le titre « La redécouverte de la monnaie », cherche pour quelles raisons théoriciens et praticiens ont eu tendance, depuis 1930 environ, à rejeter dans l'ombre les politiques de contrôle monétaire. Il commente longuement le remarquable rapport du sénateur Paul H. Douglas (1930) qui recommande de laisser aux banques fédérales de réserve le soin de restreindre le crédit ou d'élever le taux de l'intérêt en vue de stabiliser les prix, même si une augmentation des charges de la dette fédérale ou si des difficultés d'émission d'effets du Trésor doivent en résulter. Il rappelle opportunément que les communistes comptent, pour détruire le système capitaliste, moins sur une stagnation que sur des crises.

Robert V. Rosa nous donne une opinion sur « Les taux d'intérêt et la Banque centrale ». Il distingue à cet égard trois phases depuis le début du siècle : l'action de la Banque centrale sur l'économie par la manipulation du taux de l'intérêt est regardée successivement comme une panacée, puis comme une opération inutile à abandonner au profit d'une autre panacée : la politique fiscale, enfin comme une mesure délicate susceptible d'avoir d'heureuses conséquences. La Banque centrale exerce une action plus efficace lorsqu'elle se propose de freiner une expansion de crédit que dans le cas où elle désire la stimuler. Son influence dépend surtout du moment de son intervention.

Allan Sproul, président de la Banque fédérale de réserve de New-York, traite des « divers concepts de banque centrale » en reprenant certains thèmes développés par le précédent économiste. Il envisage les nouvelles méthodes de politique de crédit (abstraction faite des procédés sélectifs) qu'il croit susceptibles de réduire l'amplitude des mouvements cycliques et met l'accent sur la nécessité de conférer les pouvoirs monétaires adéquats à des personnalités compétentes.

Dans son ensemble, ce livre collectif présente un aspect assez hétérogène; pourtant les points sur lesquels les auteurs s'accordent sont nombreux, par exemple au sujet de la constitution de l'Europe et de la politique monétaire des banques centrales, et surtout le lecteur garde l'impression nette que la période keynésienne est dépassée. Un peu partout, en effet, les thèses de l'illustre économiste britannique sont critiquées : le « *revolving fund* » par D. H. Robertson (p. 202), la « propension » par E. A. Goldenweiser (p. 214), la « préférence pour la liquidité » par H. S. Ellis (p. 234) et par R. A. Musgrave (p. 221). Les thèses classiques, dûment complétées et révisées, semblent reprendre l'avantage.

Louis BAUDIN.

*Richesse et misère*, Semaines sociales de France, 39<sup>e</sup> session. Un vol. in-8° de 368 p., Lyon, Chronique sociale de France, 1932.

Cet ouvrage contient le compte rendu *in extenso* des cours de la 39<sup>e</sup> session des Semaines sociales de France qui s'est tenue en 1932, à Dijon. Aucune ville ne pouvait être mieux choisie à cet effet que celle de Saint Bernard et de Bossuet. Le sujet était : *Richesse et misère, croissance et répartition du revenu national*.

Impossible de procéder à l'examen de ces 17 leçons, de valeur inégale, mais toutes instructives. Pour éviter de nous borner à une énumération sans intérêt ou d'avoir à faire un choix par trop difficile, nous analyserons seulement celles dont les auteurs ne sont pas des professeurs. Les idées de ceux-ci sont, en effet, déjà connues et appréciées par les lecteurs de la *Revue d'économie politique*, qui les compte parmi ses collaborateurs.

Le volume s'ouvre par une lettre longue et précise du Pape Pie XII. Le Saint-Père rappelle opportunément que la pire misère pour l'homme est de mettre ses espoirs dans la possession des biens de ce monde et que le penseur catholique ne doit « jamais faire acception des personnes du fait de leur condition de fortune ». Il énonce les principes chrétiens d'une juste distribution des biens qui ne doit être abandonnée ni au jeu des forces économiques aveugles, ni à un Etat omnipotent et oppressif. Il invite aussi le fidèle à ne pas oublier que, même dans une société où la richesse serait mieux distribuée, « il y aura toujours place pour le renoncement et la souffrance, héritage inévitable, mais fécond ici-bas; qu'en vain une conception matérielle de la vie ou l'illusion d'une justice parfaite durant ce pèlerinage terrestre voudraient rayer des perspectives humaines ».

Le message du Pape est suivi par une allocution de S. Exc. Mgr Sembel, évêque de Dijon; puis par l'exposé du président des Semaines sociales de France, M. Charles Flory. Nous n'hésitons pas à qualifier ce dernier texte de remarquable.

M. Flory nous donne l'essentiel en quelques pages denses, avec un esprit d'objectivité et de mesure auquel il convient de rendre hommage. Faisant appel à la psychologie comme à l'économique, il se demande pourquoi le sujet choisi a semblé brûlant, voire subversif, à de bons esprits; pourquoi on l'a félicité de son courage; pourquoi « malgré l'accroissement de la production et un incontestable nivellement des jouissances, l'inégalité des revenus est plus durement ressentie et son rappel plus péniblement accueilli que jamais ». Il répond que le bénéfice du progrès technique a beaucoup plus profité aux classes laborieuses qu'à la petite élite sociale à qui étaient réservées, il y a un siècle et demi, les satisfactions du bien-être, mais que l'homme oublie vite les avantages acquis, que son insatisfaction augmente dans la mesure même où il voit s'ouvrir devant lui le domaine du possible et qu'il en arrive à ne plus apprécier aujourd'hui des jouissances inespérées hier. Il ajoute que si les travailleurs n'ont pas bénéficié de l'accroissement de production constaté depuis 1945, c'est que cet accroissement a porté sur les biens d'équipement et d'armement et que la production des biens de consommation a rejoint à peine son niveau de 1939.

M. Flory énumère ensuite les « masses de misère » : ouvriers, économiquement faibles, Nord-Africains, personnes déplacées, et il attire avec raison l'attention sur les vieux qui cachent leur misère dans des cadres d'apparence bourgeoise et « meurent littéralement de faim, à moins que le désespoir les accule au suicide ».

Pour remédier à ces maux, il faut augmenter la production. M. Flory note avec satisfaction que l'état d'esprit en France se transforme à cet égard et « compte beaucoup sur la libre initiative et sur le stimulant du profit », tout en accueillant avec intérêt et prudence « les procédures nouvelles destinées à répartir plus équitablement les fruits du labeur commun ».

M. E. Delachenal, envisageant l'accroissement et la répartition du produit de l'entreprise, met également l'accent sur la nécessité d'augmenter

la production et désire améliorer l'atmosphère sociale. Il dit fort bien que, pour des chrétiens, « l'augmentation du niveau de vie ne sera jamais une fin en soi, mais seulement un moyen indispensable d'ailleurs, pour atteindre cette fin plus grande qui est le développement de la personnalité et de la dignité de l'homme ». Il conclut moins heureusement en invitant les entrepreneurs à « retrouver le goût du risque », puis en demandant le remplacement de l'économie de profit par une économie de service, contradiction apparente, puisque le profit est la contrepartie au moins partielle du risque, mais qu'il cherche à résoudre en faisant reposer l'économie de service sur une mystique dont il n'indique pas la nature.

M. F. Closos souligne les incertitudes de la statistique avec un pessimisme qu'il justifie parfaitement. Son étude devrait être méditée par M. P. Coutin, qui a dans les plans une confiance aveugle. Ce chargé de mission plaide en faveur de la planification souple préconisée par le Commissariat général du Plan dont il fait partie, mais il n'y met guère de nuances. Quand l'épargne est insuffisante, ce qui est notre cas, il ne cherche pas à la stimuler, il préconise le financement des investissements par l'impôt, comme si la capacité contributive était illimitée, et dans le cas de thésaurisation, il propose de recourir à la planche à billets, sans se douter qu'il risque fort ainsi d'accroître la méfiance et d'aggraver le mal auquel il désire porter remède.

Dans des domaines où sévissent aujourd'hui de multiples controverses. M. G. Levard nous explique pourquoi la Sécurité sociale doit être maintenue, mais améliorée, et comment elle procède par voie de transferts entre les groupes sociaux au détriment des bien portants, des « actifs », des célibataires. Elle apparaît donc comme une manifestation de solidarité par contrainte à l'intérieur du monde du travail. De son côté, M. H. Boissard nous donne une vue d'ensemble sur les « finances publiques et la redistribution du revenu national » en une vingtaine de pages qui comptent parmi les meilleures de ce volume. Il conclut qu'il serait vain, dans la situation présente de la France, de chercher dans une telle redistribution une panacée aux maux dont nous souffrons, car ceux-ci résultent avant tout d'une insuffisante croissance de l'économie.

S. Exc. Mgr A. Ancel analyse avec pertinence les inégalités : celles d'entre elles qui sont naturelles ou fonctionnelles sont nécessaires et en engendrent d'autres dans les avoirs et les cultures. Certaines dérivent des possibilités offertes à chacun de nous et des efforts que nous fournissons. Leur appréciation ne doit pas être faite mathématiquement, car il faut tenir compte d'éléments subjectifs et il y a équivalence quand la possession de biens différents apporte à chacun la même satisfaction. Du point de vue surnaturel enfin, les inégalités sont nombreuses : Dieu est souverainement libre d'accorder à chacun la grâce qu'il veut lui donner et nous savons que « la mesure est diverse », comme l'enseigne l'Écriture. Mgr Ancel voit dans ces inégalités une occasion de développer la charité fraternelle dont il indique le rôle dans notre société.

À l'échelle internationale, M. R. Delavignette nous offre un tableau de la croissance économique des territoires d'outre-mer, introductif à l'exposé de M. M. Byé sur l'aide aux pays insuffisamment développés et complémentaire de celui de M. F. Perroux : *De l'avarice des nations à une économie du genre humain*.

M. P. Martelot évoque des problèmes du même ordre en parlant des « pays riches » et des « pays de la faim », mais il semble manquer de documentation et généraliser avec trop de hâte si l'on en juge par le



tableau qu'il trace de l'Amérique, inspiré presque exclusivement par le livre de Joao de Castro. Il est imprudent de juger un continent d'après quelques régions d'un seul des Etats qui le composent.

M. D. Fourastié se demande en 35 pages si les techniques créent l'abondance; M. H. Guitton situe l'économie française entre la stagnation et l'expansion; M. A. Piettre envisage les fondements, moyens et organes de la répartition du revenu national, M. J. Marchal l'instabilité du pouvoir d'achat et l'ajustement des revenus, M. M. Prelot l'accès à la qualification intellectuelle et l'égalisation des chances.

Arrêtons-nous pour jeter un coup d'œil sur l'ensemble de ces exposés.

Tous les orateurs s'accordent, semble-t-il, sur un point : il y a de la misère et il importe d'y mettre un terme. Mais comment? Le R.<sup>e</sup> P. J. Sommet fait appel à l'Etat, en lui confiant le soin de procéder à une « redistribution organique du revenu national ». Il se défend de diviniser l'Etat, mais nous serions épouvantés en pensant à la puissance que ce Révérend Père donne à un organisme qui est surtout politique et qui est représenté par des hommes à qui rien des passions humaines n'est étranger s'il ne prévoyait en même temps une réforme de structure dont nous avouons ne pas comprendre très bien la nature : « structure telle qu'elle permette aux groupes inspirés et inventeurs comme aux groupes naturels de base de pénétrer d'un esprit nouveau le cadre d'ensemble ». La réponse exacte, nous la trouvons, une fois de plus, dans l'exposé de M. C. Flory qui déclare : « Notre doctrine sociale nous donne peu de clartés sur un barème idéal de répartition entre les classes, et à plus forte raison entre des fractions d'humanité. » Telle est la vérité. Ce livre ne nous révèle pas le critère qui permettrait la juste redistribution des revenus.

Mais il y a une autre conclusion à tirer de la lecture de ce volume, conclusion qui nous élève très au-dessus des considérations économiques comme il convient à un débat entre chrétiens : c'est l'impératif moral qui seul peut fournir au problème de la misère une solution indiscutée. Combien pur, combien fécond est le magnifique appel du chanoine Jean Mouroux à notre conscience! On sent alors la vanité de tous les recours à des pouvoirs publics, de toutes les contraintes. C'est de l'homme que doit partir l'élan, que doit jaillir la volonté de justice et de charité. « Nous avons tous à réapprendre la pauvreté... le Christ a été pauvre, a voulu être pauvre... le Christ qui « étant riche, s'est fait pauvre pour nous, afin que nous soyons enrichis par sa pauvreté » (2 Cor., VIII, 9).

Louis BAUDIN.

### Histoire des doctrines économiques.

Spiegel (Henry William), *The Development of Economic Thought, Great Economists in Perspective*. Un vol. in-8° de xii+811 p., New-York, John Wiley and Sons, 1932.

L'auteur de ce livre, ancien étudiant à l'Université de Berlin, aujourd'hui professeur à l'Université catholique d'Amérique, a eu l'ingénieuse idée d'appeler les grands économistes à comparaître devant leurs pairs.

Les jugements sont portés soit par leurs contemporains (Aristote sur Platon, Haberler sur Schumpeter), soit par des écrivains appartenant à la génération qui a suivi la leur immédiatement (Cairnes sur Bastiat, Hobson sur George), soit par nos contemporains (Heckscher sur le mercantilisme.



Einaudi sur Galiani). L'ordre de présentation est chronologique. Certaines études sont publiées pour la première fois dans ce volume : celles de J. M. Clark sur son père, de Frisch sur Wicksell, de Colin Clark sur Pigou. Quelques autres, déjà parues ailleurs, ont été complétées ou modifiées : celles de Perlman sur Commons, de Burns sur Mitchell.

Sur un total de 42 exposés, donc de 42 choix à faire, la critique a beau jeu. L'auteur a fait généralement preuve d'une grande habileté en opérant cette difficile sélection. Nous regrettons toutefois qu'un seul Français ait été appelé à siéger du côté des juges (Halévy sur Sismondi, en précisant que nous parlons d'Elie Halévy et que le prénom devrait toujours être indiqué puisque cet auteur n'est pas le seul de ce nom à avoir écrit des ouvrages remarquables), encore s'agit-il d'un historien philosophe, non d'un économiste.

Si certaines appréciations, d'autre part, semblaient s'imposer, comme celles de Mill sur Bentham ou de Schmoller sur Roscher, pour marquer les filiations et mettre en relief les nuances de l'évolution de la pensée économique, nous ne comprenons pas pourquoi J.-B. Say a dû comparaître devant F. List : il était condamné d'avance ! Le jugement porté par l'auteur du *Système national d'économie politique* est, en l'espèce, un des plus faux et des plus tendancieux qui se puisse imaginer. Il est même rédigé avec une négligence déconcertante, puisque, après avoir affirmé que la seule originalité de Say consiste dans sa théorie de la productivité du travail intellectuel, List prétend, à la page suivante (243), que cette même seule originalité réside dans la définition de l'économie politique.

Remarquons aussi que l'orthographe des mots français est parfois défectueuse (p. 243, note 2; p. 254, note).

Au total, comme le dit Kenneth E. Boulding dans sa préface, le lecteur retire de cet ouvrage une impression générale sur le progrès de la science économique, impression réconfortante et décevante à la fois, car bien des erreurs sont tenaces et bien des évolutions fort longues.

Louis BAUDIN.

### Histoire des faits économiques et sociaux.

Escarra (Jean), *La Chine (Passé et Présent)*. Un vol. de 224 p., Paris, Collec. Colin, Bibliographie, *in fine*, 1949.

« L'accession de la Chine au statut d'un grand Etat moderne est un événement inéluctable quelles que soient les modalités de sa réalisation, si lointaine qu'en soit l'échéance. Incalculables en seront les répercussions. » Ces lignes, écrites en 1937, continuent en 1953 de justifier la publication dans la collection de vulgarisation de cet abrégé d'initiation à l'étude de la Chine. Le service qui est ainsi rendu est d'autant plus appréciable que la bibliographie du sujet est surtout d'expression anglaise, que les ouvrages de sinologie sont habituellement durs et copieux et que le lettré occidental est au début désorienté quand il les prend en mains. L'éminent juriste et sinologue doit donc être doublement remercié d'avoir accepté et réalisé un travail en soi ingrat et qui, par ailleurs, ne pouvait ajouter à sa notoriété intercontinentale.

On admirera qu'il ait pu tracer une fresque légère, nourrie et précise sur ce monde singulier et dont il a su être charmé sans perdre à son égard le sens réaliste. La parfaite correction des vues et des informations se manifeste dans la page qui résume les rapports franco-chinois en Indo-

chine. L'auteur s'est justement refusé aux prédictions, car le modernisme n'est jamais que le fait de minorités. On pensera, après lecture des données fondamentales de cette civilisation étendue avec continuité sur quarante siècles, de son évolution récente (jusqu'en 1948), que la révolution Mao s'inscrit dans ces courbes et dans cette riche complexité où les contradictions sont congénitales. La sinisation du totalitarisme stalinien serait davantage dans la logique de ce passé que l'inverse. Après tout, la vieille Chine du III<sup>e</sup> s. avant J.-C. a bien digéré — et M. E. le regrette — le « légiste » Han Fei Tseu ! Les honneurs rendus à Mao, hier, à Moscou, lui feront-ils oublier la Mongolie et les empiétements sur les provinces extérieures ?

Précieux chapitre que l'exposé sur la sinologie où l'apport français est bien mis en place. « Les biographes chinois considèrent les dates des succès aux examens et celles des nominations et promotions administratives comme plus significatives que les dates de naissance et de décès. » La vénérable ancienneté de la bureaucratie est bien dégagée et notre secrétariat d'Etat à la fonction publique est un tard venu encore bien pâle à côté du Lipou, ministère des fonctionnaires, existant déjà dans le rituel des Tcheou, quelques siècles avant J.-C. !

On retiendra la définition du chinois en termes de civilisation et non de race; le rôle des caractères propres de la langue sur l'orientation des esprits et de la civilisation; l'analyse de la structure classique et familiale en qui est le secret de la vitalité et de la résistance de la société chinoise; la distinction entre le despotisme oriental et la conception chinoise du pouvoir impérial; l'aptitude associationniste; le comportement du chinois à l'égard des sciences et ses possibilités en ce domaine, son vide religieux, etc., etc.

Peut-être dans ses allusions à Macao et aux traités inégaux, l'auteur adhère-t-il sans réserve aux thèses chinoises ! La position portugaise est défendable moralement (cf. Reynard, th. Montpellier, 1930) et quant aux causes profondes des traités inégaux, leur justification historique apparaîtra mieux dans les conditions qui seront celles du commerce international dans les pays « libérés ». Des traitants ont abusé, certes, mais la « squeeze » est bien admirablement extrême-orientale. La lecture des papiers du comte de Montigny justifie plutôt ces privilèges et dans l'intérêt des deux parties.

Quoi qu'il en soit, lorsque le temps sera venu de la 2<sup>e</sup> édition, l'auteur n'aura qu'à ajouter un chapitre et rien de ce qu'il a écrit en 1948 n'aura perdu de son utilité. Et ceci sera encore très chinois !

J. MORINI-COMBY.

**Maillet (J.), *Histoire des faits économiques des origines au XX<sup>e</sup> siècle*.**  
Un vol. in-8° de 362 p., Paris, édit. Payot, 1952.

La publication de cet ouvrage est, par elle-même, pleine de sens.

Son auteur est professeur d'histoire du droit à la Faculté de Grenoble. Jusqu'alors, nos collègues de cette branche se tournaient volontiers vers le droit romain qu'ils considéraient souvent comme la discipline douée de la plus grande valeur formatrice. C'est un signe des temps que cette attention donnée aujourd'hui par eux aux faits économiques; elle est susceptible, sous les réserves que nous ferons tout à l'heure, de renouveler l'enseignement historique des Facultés de droit.

Par ailleurs, cette publication d'un jeune auteur témoigne du besoin que tous éprouvent de posséder un tableau d'ensemble de la vie économique. Nous ne possédions jusqu'à présent que « l'histoire économique de la France », d'Henri Sée; malgré la vénération que ceux qui ont connu l'auteur professent pour l'homme dont la conscience et l'érudition n'avaient d'égaux que la modestie, ils sont obligés de se déclarer déçus par l'absence quasi systématique d'idées générales qui caractérise ces deux volumes. L'ouvrage plus récent d'Heaton présente l'avantage de couvrir l'ensemble de l'Europe, mais, malgré l'autorité du parrain qui le présente au public français, il apparaît comme souvent léger et sommaire.

Les précédents n'étaient donc pas encourageants pour M. M. Il ne lui en fallait que plus de courage pour entreprendre. Réussir entièrement une telle entreprise dépasse les forces d'un homme, mais il serait à la fois injuste et inexact de parler ici d'un échec.

L'auteur décrit d'abord l'économie antique ou méditerranéenne où il distingue l'Orient avec ses économies agricoles et massives, les cités maritimes méditerranéennes, et Rome, complexe terrien et maritime. Il passe ensuite à l'économie médiévale ou européenne; il en montre la constitution, puis l'épanouissement (du <sup>x</sup><sup>e</sup> au <sup>xv</sup><sup>e</sup> s.). Vient enfin l'économie moderne, qui est en même temps l'économie mondiale; elle s'élabore de 1500 à 1750, elle prend sa forme caractéristique après cette date avec le capitalisme.

Nous ne défendrons pas les 37 pages d'introduction. Elles sont remplies de discussions sur la méthode et la philosophie de l'histoire; l'auteur n'y paraît pas très à son aise, elles n'ajoutent rien à l'œuvre et eussent été mieux employées à autre chose, M. M. reconnaissant lui-même qu'il a sans cesse souffert du manque de pages, ce que l'on croit volontiers.

Mais presque partout ailleurs, on apprécie une qualité exceptionnelle : l'auteur sait ne pas se laisser submerger par la masse des matériaux dont il a pu disposer et dont sa bibliographie donne une idée; il a su la dominer, mais en même temps, il a évité de tomber dans les généralisations faciles et les simplifications qui auraient été en accord avec la logique, mais en désaccord avec la réalité. Ainsi l'analyse du capitalisme, de son moteur, de ses formes, dégage fort bien l'essentiel, et malgré sa nécessaire brièveté, reste extrêmement nuancée (p. 231). De même, l'auteur a bien vu qu'à partir du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, la grande propriété est victorieuse en Angleterre, mais que, par l'exode rural qu'elle provoque, loin d'être un retour vers le passé, elle se révèle en pleine harmonie avec la Révolution industrielle qui marquera la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle (p. 215). De même, c'est une remarque juste qu'aux <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles, l'industrie va à la terre, et qu'au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, elle l'attire à elle (p. 236).

Il est probable que les erreurs, les omissions inexplicables, les jugements contestables ne manquent pas; qui pourrait se vanter de pouvoir les éviter? Par exemple, écrire qu'en France, après le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, la dépréciation monétaire ruine le seigneur, permet à la terre de changer de mains et au paysan de s'acheminer très lentement vers la propriété (p. 149), risque, si la chose est prise à la lettre, de constituer une erreur; les seigneurs en place ont bien dû vendre leurs domaines, mais les acheteurs ont été généralement des bourgeois, qui se sont révélés pour leurs paysans des seigneurs infiniment plus durs que les anciens. L'auteur cite les seuls Cisterciens comme grands défricheurs au Moyen Age (p. 118), alors que Roupnel soutient, non sans apparence de raison, que leur action a surtout contribué à maintenir la forêt. En matière de transport, l'au-



teur n'évoque que les routes et leur mauvais état, et passe sous silence la voie d'eau. Il est exagéré de chiffrer à 40 % la part de l'auto-consommation, « même dans les grandes exploitations » (p. 340).

Mais tout cela n'est que détail. Un reproche plus grave pourrait être adressé à l'ouvrage : il manque de vie. C'est un peu trop une série de synthèses abstraites qui se succèdent sous nos yeux : le fait concret n'est jamais évoqué. Sans doute, comme il est nécessairement particulier et que le lecteur tend instinctivement à généraliser, son emploi est dangereux. Mais son absence ne l'est pas moins; nous émettons le vœu que dans sa seconde édition, l'auteur sacrifie les 37 pages d'introduction et utilise la place ainsi rendue libre à quelques évocations; son étude y gagnera plus qu'elle n'y perdra.

Reste un problème plus délicat. Bien des familles d'esprits peuvent prétendre écrire l'histoire des faits économiques; l'intérêt général exige que chacune essaie d'y faire un apport personnel. On peut compter sur les historiens des Facultés des lettres pour insister sur les relations entre les faits économiques et l'évolution politique et intellectuelle; les économistes peuvent y montrer l'action de la technique économique (par exemple, celle de la monnaie). Il est désirable que les historiens du droit prennent peu à peu conscience de ce que pourrait être leur apport particulier (par exemple, l'influence des institutions politiques, administratives, sociales).

C'est par une telle division du travail et une telle collaboration que se perfectionnera peu à peu l'histoire des faits économiques dont M. M. vient de nous donner un essai tout à fait recommandable et encourageant.

Pierre FROMONT.

Popescu (Oreste), *El sistema economico en las misiones jesuíticas*. Un vol. in-8° de 125 p., Bahia Blanca, Editorial « Pampa Mar », 1932.

Le nombre des ouvrages dont les « Réductions » du Paraguay ont été l'objet est considérable, mais rares sont ceux qui sont à la fois documentés et objectifs. Précisément le livre du professeur P., de l'Université de La Plata, mérite des éloges à cet égard. Il est consciencieux et scientifique. L'auteur a disposé de la bibliothèque Rivadavia, à Bahia Blanca, où se trouvent la plupart des livres relatifs à cette célèbre expérience. Nous n'avons cependant pas trouvé mention dans sa bibliographie des « lettres édifiantes et curieuses » écrites par des missionnaires jésuites et publiées à Paris de 1717 à 1773.

Le système économique appliqué dans les communautés est bien analysé. C'était une théocratie à propriété collective transitoire et à propriété individuelle comme fin. Il convient de féliciter l'auteur qui a vu juste, à notre sentiment, contrairement à beaucoup d'autres commentateurs.

Cette excellente brochure est malencontreusement alourdie au début par des considérations théoriques sur les systèmes économiques inspirées par des écrivains de langue allemande et se termine par l'affirmation que les « Réductions » échappent à la classification de Sombart et constituent une forme aristocratique *sui generis*.

Louis BAUDIN.



## Statistiques et descriptions.

**Nations Unies : Commission économique pour l'Europe, Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951.** Un vol. de 284 p., avec tableaux et diagramme, Genève, 1952.

La Division des études et programmes de la Commission économique pour l'Europe publie chaque année, on le sait, un rapport sur la situation de l'économie européenne.

Le cinquième de ces rapports relatif à l'année 1951 se présente sous une forme un peu différente des précédents, mais il contient quelques développements nouveaux qui seront accueillis avec intérêt.

Le chapitre I<sup>er</sup> donne une vue synthétique du climat économique général. Il retrace les modifications survenues dans les échanges et les paiements internationaux pendant l'année 1951 et leurs conséquences à court terme et à long terme. L'arrêt de la poussée spéculative consécutive à la guerre de Corée a été suivi, dans de nombreux pays d'Europe occidentale, d'un ralentissement d'activité pour certaines industries, telle l'industrie textile; cependant, l'industrie lourde a continué son expansion, du fait surtout de la politique d'armement.

La pénurie de matières premières a été moins grave qu'on pouvait le redouter au début de l'année et les prix de certains produits-clés ne se sont pas maintenus aux chiffres extrêmes qu'ils avaient atteints dans les tout premiers mois. D'autres, néanmoins, ont poursuivi une progression à laquelle le coût de la vie et les salaires ont continué de s'adapter.

Les échanges et les paiements internationaux ont atteint, au début de 1951, un niveau inconnu jusqu'alors et certains pays européens ont vu, pendant quelque temps, leurs disponibilités en dollars augmenter sensiblement. Cette amélioration a été de courte durée. Bientôt les principaux pays ont ressenti les effets de la hausse des prix à l'importation et des demandes concurrentes de produits des industries d'exportation. Les efforts entrepris pour abaisser méthodiquement les barrières douanières ont alors fait place à une série de mesures d'urgence disparates dans lesquelles les pays les plus menacés ont, chacun de leur côté, cherché précipitamment le salut. Enfin, dans les pays d'Europe où les ressources étaient intégralement employées, l'inflation est demeurée le problème principal de la politique économique, les gouvernements adoptant d'ailleurs, à son égard, des positions extrêmement variées.

Le second chapitre est consacré à analyser la production industrielle et la production agricole. Il recherche, pour chacune des principales industries, comment ont évolué les divers éléments de la demande sur le marché intérieur et dans les pays d'outre-mer et comment l'offre et les prix ont suivi cette évolution. On y trouve, en particulier, d'utiles renseignements sur les industries sidérurgique et mécanique de l'Europe orientale et sur les modifications récemment apportées aux plans à long terme de cette région.

Du chapitre III, relatif au commerce et aux paiements internationaux, on retiendra surtout l'aggravation finale de la balance commerciale de l'Europe avec les pays extra-européens, et une bonne analyse des causes de la nouvelle pénurie de dollars, l'étude de la crise des paiements traversée par le Royaume-Uni, des difficultés de la France, de la situation de l'Union européenne de paiements, enfin du volume et de l'orientation des échanges à l'intérieur de l'Europe orientale.

La lutte contre l'inflation fait l'objet du chapitre IV et mène les auteurs

du rapport à une intéressante et suggestive analyse des forces inflationnistes, du processus inflationniste et des politiques anti-inflationnistes poursuivies par les gouvernements.

Tout le chapitre suivant est consacré à la situation économique en Union soviétique. La production industrielle, la construction et le logement, la production agricole, le revenu national, la situation monétaire, font l'objet d'une étude approfondie, solidement étayée sur de nombreuses statistiques et qui apporte une documentation de premier ordre en un domaine où elle sera particulièrement appréciée.

Le dernier chapitre enfin est relatif au problème toujours angoissant du charbon en Europe. Après avoir analysé les tendances de la production et de la consommation et la politique suivie par les divers pays producteurs et les divers utilisateurs, il conclut à la nécessité d'une politique coordonnée des combustibles, aucun progrès important ne pouvant être réalisé pour améliorer l'utilisation efficace des combustibles tant que l'on n'aura pas reconnu que le problème de l'énergie forme un tout.

Comme les précédents, ce rapport est complété par une importante documentation statistique qui en fait une source de référence inégalable. Cependant, le lecteur qui a régulièrement suivi les rapports antérieurs ne peut manquer d'être frappé du ton beaucoup plus impersonnel de celui-ci. Eu égard au précédent, par exemple, le contraste est frappant. Faut-il y voir seulement la conséquence de changements dans le personnel de rédaction ou faut-il y chercher, au contraire, le symptôme de bouleversements plus profonds dans l'organisation et le rôle de la Commission économique pour l'Europe ?

J. LAJUGIE.

### Agriculture et Economie rurale.

*La réforme agraire : les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique.* Une broch. in-8° de 109 p., Nations Unies (Département des questions économiques, New-York, 1951).

La lecture de cette brochure reste austère : un texte serré, des titres et sous-titres discrets, un style abstrait, une documentation rudimentaire (ce qui est véritablement étonnant pour un service des Nations Unies), un oubli perpétuel de l'homme, font d'une étude qui aurait pu être passionnante un rapport digne d'un conseil d'administration qui entend ne pas accabler ses actionnaires sous un flot de confidences.

Il vaut cependant la peine de la lire. Sans doute, l'auteur attend la page 77 pour évoquer, d'ailleurs avec pertinence, les réformes agraires qui ont suivi la première guerre mondiale, mais, dans l'ensemble, sur un sujet compliqué et obscurci par les passions, il a su faire preuve d'un jugement extrêmement sûr; en d'autres termes, il a su écouter les leçons de l'analyse et de l'expérience, et il a eu le courage d'affirmer qu'une réforme agraire constituait une pièce dans un ensemble, et qu'isolée elle se révélait d'efficacité à peu près nulle.

Une première partie décrit les structures agraires des pays insuffisamment développés. C'est la moins bonne; par la faute de l'auteur... ou du traducteur (car l'étude a paru originairement en anglais), certains passages relatifs au fermage restent même obscurs. Mais l'essentiel est dit : surabondance de l'exploitation insuffisante, mauvaise répartition de la propriété qui se traduit par sa concentration en grands domaines insuffisamment exploités et par le manque de terre pour une grande partie de la popu-

lation rurale: taux élevé des fermages, insécurité des tenures, endettement des petits exploitants.

Des réformes agraires, mal connues généralement, font l'objet de la deuxième partie : celles qui ont suivi la deuxième guerre mondiale en Asie (Japon, Formose, Corée, Birmanie, Turquie), celles qui, entreprises avant cette guerre, ont été intensifiées par elle (Chine, Indes); d'autres encore plus anciennes, mais toujours remises sur le métier (Mexique).

Enfin, une troisième partie analyse les obstacles qu'une structure agraire défectueuse oppose au développement économique, et montre à la fois les bienfaits d'une réforme agraire et leurs limites. Dans les pays où le rapport entre le chiffre de la population et la superficie des terres est défavorable, une réforme agraire ne saurait suffire à éliminer le déséquilibre qui existe entre les ressources en terre et la population; ici, seule l'industrialisation est capable d'établir un équilibre. Ailleurs, « les réformes du régime foncier pourraient amener une amélioration des conditions d'existence des fermiers et des ouvriers agricoles lorsqu'elles font partie d'un programme général d'amélioration de l'organisation de l'agriculture plutôt que si elles sont prises isolément ».

Il ne sera pas sans intérêt de vérifier si les pays du Moyen-Orient qui se trouvent actuellement acculés à une réforme agraire tiendront compte de ces conclusions.

Pierre FROMONT.

### Industrie et organisation de la production.

Markham (Jesse W.), *Competition in the rayon industry*. Un vol. de 243 p. Cambridge, Harvard University Press, 1932.

Ce livre tente de confronter les faits avec les théories, et ces dernières ne sont pas sans révéler un certain degré d'irréalité. C'est, en effet, à la fois une étude du développement et des caractères de l'industrie de la rayonne aux Etats-Unis, et un essai de test des théories de la concurrence imparfaite, de l'oligopole et de la concurrence susceptible de fonctionner (*workable competition*). La description et l'analyse des caractères de cette industrie, déjà vieille de quarante ans, sont présentées de façon assez complète. Nous sommes en présence d'un oligopole naturel, au point de vue technique, du fait de la diminution du coût avec l'augmentation de la grandeur de l'usine et du pourcentage de la capacité de production employée. Le déclin de la concentration n'a pas empêché, sauf en période de crise, les entreprises de suivre les changements de prix ou de rythme de la production pris par le plus ancien producteur. Les prix sont assez stables et les entreprises préfèrent faire varier leurs stocks que diminuer leur rythme de production. Cette partie rappelle les idées présentées par Galbraith sur les avantages et la progressivité des oligopoles.

Le dernier chapitre entend montrer que cette industrie est soumise à une concurrence susceptible de fonctionner. M. M., rejetant les définitions de J. M. Clark, de Stigler et Edwards, propose de déclarer qu'une industrie est soumise à une concurrence susceptible de fonctionner lorsque l'action des pouvoirs publics ne changerait rien à la structure de l'industrie et n'amènerait pour la société pas plus de gains que de pertes. On peut reprocher à ce concept d'être flou et indéterminé. On doit cependant louer l'auteur pour son effort de coordonner faits et théories. C'est par l'observation exacte des conditions réelles de chaque marché et des forces



dynamiques auxquelles il est soumis que l'on peut corriger des constructions parfois trop abstraites, et dont les raffinements complexes, même s'ils sont de bons exercices de logique, oublient de vérifier les hypothèses de base et leurs modifications dans le temps, et s'évadent de la réalité.

F. TREVOUX.

### Echanges intérieurs et organisation commerciale.

*Confederazione italiana del commercio, Atti del Convegno di Studi sui costi di distribuzione.* Un vol. in-4° de 643 p., Milano, 19-21 marzo 1934, janvier 1932.

En mars 1934, l'Union des commerçants de la province de Milan a réalisé, sous l'égide de la Confédération générale italienne du commerce et avec le concours d'économistes éminents, un Congrès pour l'étude des problèmes de la distribution. Les travaux de ce Congrès sont consignés dans cet énorme volume. Pour donner une idée de l'importance de ce Congrès, remarquons parmi les participants une douzaine de ministres, une cinquantaine de parlementaires, une centaine d'économistes, de nombreux représentants de fédérations, groupements et associations intéressées, et des représentants de gouvernements étrangers, parmi lesquels dix Américains. La France était représentée par M. Raymond Offrey. La presse (italienne) était largement représentée, et de nombreux articles dans les quotidiens, les hebdomadaires et les périodiques ont témoigné de l'intérêt de la question. Dans ce pays voisin qui sait honorer des économistes (le président de la République italienne n'est-il pas un économiste resté très attaché à sa profession ?), on n'a pas manqué de faire largement appel à eux et de les écouter au double sens du terme. Cela seul devrait suffire, à nos yeux de professionnels, pour donner de l'intérêt aux travaux du Congrès de la distribution. Mais il y a un autre motif qui devrait nous inciter à puiser tous les enseignements possibles dans ce gros rapport. Le problème de la distribution n'est-il pas, en France, le problème économique le plus important ? Il suffit de comparer le prix du chou-fleur à la ferme et chez l'épicier pour comprendre que la distribution « absorbe » probablement plus de la moitié du revenu national. Des efforts gigantesques, d'inspiration technicienne, sont faits pour augmenter la productivité ou réduire le coût dans les « industries de base ». Que l'on songe à ces milliards consacrés pour des laminoirs et autres « merveilles techniques » et que l'on réfléchisse à ce que ces efforts ont de dérisoire par rapport au prix de vente de l'objet fini. Que peut bien représenter au stade du consommateur une diminution de 5 ou de 10 % sur le prix de l'acier ? Sur les quelques dix kilos de métal que peut contenir une bicyclette, par exemple, qui se vend au détail 15.000 ou 20.000 francs, une baisse du prix du métal porterait sur quelques dizaines de francs et serait tellement insignifiante qu'aucun intermédiaire ne prendrait même la peine de modifier le prix en conséquence : c'est si peu de chose, disent-ils. La rationalisation de la distribution, voilà le vrai domaine pour le progrès, économique celui-là plutôt que technique. Les Italiens, qui souffrent comme nous de boursofflure distributive, ont jugé que cette question valait que l'on mobilise la science économique et que l'on alerte l'opinion publique.

Il ne peut être question ici de résumer tous ces travaux ni même d'en donner la liste. On y trouvera en particulier des études de méthodologie statistique sur la computation du coût de distribution ainsi que des résultats détaillés pour de nombreuses branches (spécialement pour les denrées



alimentaires) et encore des analyses particulières sur la part de la publicité, du personnel, des impôts, etc. Malheureusement, cette masse est difficile à utiliser directement : nous aurions besoin d'un « détaillant » capable de nous fournir ce dont nous avons besoin en temps et lieu convenables, et sous une forme appropriée à nos besoins. A tous ces travaux, il manque un digest de cinquante pages, qui en donnerait la quintessence. Souhaitons qu'un jour quelque jeune économiste français entreprenne l'inventaire des études étrangères sur la distribution. Souhaitons aussi que l'opinion publique prenne conscience de la gravité de ce problème, qui occupe une position stratégique par rapport à tous les autres. Aussi longtemps que la moitié des budgets ouvriers (ou peut-être davantage) sera absorbée par des frais de distribution, il ne restera aucun pouvoir d'achat disponible pour que l'on puisse vendre « en masse » des objets fabriqués, et, donc, l'industrie ne pourra pas fabriquer en grande série et à bon marché, comme c'est le cas aux Etats-Unis. D'autre part, aussi longtemps que le secteur distributif assurera des revenus confortables, hors de proportion avec l'utilité créée, à quelques millions de personnes, le reflux nécessaire vers des activités plus créatrices ne se produira pas.

Robert Mossé.

#### Echanges internationaux et politique douanière.

Viner (Jacob), *The Custom Union Issue*. Un vol. de viii-221 p., New-York Carnegie Endowment for International Peace, Londres, Stevens and Sons Ltd, 1930.

Ecrit à la demande de la Fondation Carnegie, cet ouvrage extrêmement concis devait prendre place dans une série d'études concernant les institutions de droit international. A bien des égards, il rappelle les travaux de stricte mise au point que le Département économique de la Société des Nations avait naguère confiés au professeur J. V. Le genre a ses exigences — de parfaite érudition et de classement systématique aussi bien que de démonstration cohérente. Ici, l'érudition tient une très grande place. On trouvera, dans les 80 dernières pages de ce petit livre : 1° une liste de conventions, décrets, etc., concernant les unions douanières depuis le début du xix<sup>e</sup> siècle; 2° une double bibliographie (des ouvrages cités et de certains qui ne le sont pas); 3° un index par principales questions, pays, etc. Signalons que, depuis sa publication, les contributions ont gagné en volume et en sérieux (cf. not. : l'article de Maurice Byé, *Unions douanières et données nationales*, dans *Economie appliquée* de 1934; les études du Collège de Bruges; différents rapports au Congrès de Gênes de septembre 1932 pour l'étude des problèmes économiques de la Fédération européenne, etc.).

Limité à quelque 139 pages, le texte du professeur J. V. réalise une sorte de tour de force. Les aspects historiques, techniques et politiques de la question encadrent l'analyse purement économique. Cette dernière doit retenir toute notre attention. En empruntant le langage de la philosophie contemporaine, on peut dire qu'elle consiste en une mise en garde systématique quant au caractère *ambivalent* de l'union douanière envisagée *in abstracto*. N'est-ce pas, en effet, un « phénomène étrange » de la voir préconisée à la fois par les partisans du libre-échange et par ceux de la protection ? (P. 44 et suiv.). Dans les conditions actuelles, la solution préconisée n'est-elle pas, en définitive, « un mirage » ? (P. 139). Cette citation est empruntée aux dernières lignes de l'ouvrage. L'auteur, décidé-

ment, risque une conclusion sévère : qu'il s'agisse d'une « simple incantation » ou d'une politique poursuivie avec ténacité, l'union douanière aurait peu de chances de se révéler un remède convenable — *practicable and suitable* » — pour les maux du temps présent. Poursuivons encore : cette solution jouerait presque inévitablement comme « une barrière psychologique » à l'encontre d'objectifs « plus désirables et moins désirés », ceux de la Charte de La Havane, comportant la réduction multilatérale des barrières douanières sur une base non discriminatoire.

Il n'est pas nécessaire de s'attarder longuement sur les mérites d'un ouvrage, même relativement petit, lorsqu'il porte la signature d'un auteur consacré pour la netteté de ses analyses, son sens très subtil des nuances et le caractère pénétrant de ses jugements. Pour rechercher les conditions générales d'une « bonne » union douanière, il n'est pas douteux qu'il faille recourir à la distinction proposée entre les unions qui tendent à un détournement d'échanges (*trade diverting*) et celles qui suscitent un nouveau développement des courants commerciaux (*trade creating*). De même se référera-t-on à l'étude du professeur J. V. pour apprécier le dosage très variable des effets obtenus dans l'un ou l'autre sens, en relation avec la faveur donnée à des industries produisant à des coûts plus élevés ou à des coûts inférieurs. L'auteur va aussi loin que peut conduire un raisonnement du type classique (à tendance résolument libre-échangiste et en supposant la persistance d'une orientation nettement libérale à travers le reste du monde) — aussi loin également que le permet une analyse de statique comparative (supposant, au point de départ, une situation au moins approximativement équilibrée). Signalons immédiatement un exemple relatif à la première de ces limitations : le professeur J. V. se plaît à souligner (p. 75 et suiv.) la *connexion* entre les projets d'union douanière européenne entre les deux guerres et la tendance à la cartellisation internationale; le danger est, en effet, très réel, mais ne faudrait-il pas tenir compte de l'importance effective qu'avait prise cette dernière tendance en dépit de l'absence de toute réalisation dans le sens de l'union économique, de tout accord intergouvernemental de caractère régional ?

De façon plus générale, on peut se demander quelle est véritablement la portée d'une analyse abstraite de ce genre dans les conditions actuelles ? L'auteur l'encadre bien d'un « historique » apparemment complet, mais non d'une analyse de la *situation historique présente*, ce qui serait bien plus important pour permettre à un lecteur plus ou moins informé de parvenir à un jugement sur les projets en cours de discussion. Envisage-t-il, par exemple, le grief final de la « barrière psychologique » que ces derniers opposeraient à une offensive plus générale contre le protectionnisme ? Le professeur J. V. ne sera nullement étonné de voir un économiste français mettre l'accent sur le fait que tout l'effort des pays européens déficitaires risque évidemment d'être plus ou moins « dévié » du fait de la persistance du protectionnisme des Etats-Unis, principal pays excédentaire. Nous n'ignorons pas qu'il a lui-même lutté pour l'abaissement des barrières douanières américaines. Nous permettra-t-il de lui rappeler que, décidé à prendre, comme point de départ d'une assez longue étude des problèmes actuels, l'échec de la *croisade d'internationalisme libéral* menée aux Etats-Unis mêmes, nous avons été amené à commenter plus particulièrement les sévères avertissements qu'il avait cru pouvoir formuler à cet égard dès 1942 ? (Cf. *Problèmes d'économie internationale*, t. II, chap. I, p. 26 et suiv.). L'échec de cette croisade *intérieure* n'a-t-il pas entraîné la politique économique internationale des Etats-Unis dans une série de *détours* qui ont comporté notamment une incitation très nette aux pays européens à réaliser l'union économique ?

Peut-être le professeur J. V. estimera-t-il ce rappel extrêmement banal : les protestations contre la rigueur du protectionnisme américain ont repris récemment avec une particulière insistance. Plus vraisemblablement, considérera-t-il que son rôle est de continuer à lutter *sur tous les fronts* et de maintenir, à l'égard des autres aussi bien que de son propre pays, une position de rigoureuse orthodoxie libérale. A-t-il pris garde au danger, ne fût-ce que pour la correction du diagnostic, d'établir une symétrie de caractère purement formel ? En fait, dans un état de déséquilibre persistant, *toute symétrie se trouve faussée*. Se fût-il engagé dans l'analyse approfondie de la situation historique actuelle que le professeur J. V. aurait été conduit, par son souci de rigueur dans l'analyse, à rectifier un à un certains points essentiels d'une appréciation trop abstraite. Finalement, aurait-il pu maintenir aussi strictement la distinction entre les méthodes « trade diverting » et « trade creating » lorsque le résultat de l'union économique recherchée ne serait pas tant de faire surgir de nouvelles discriminations que de *légitimer les discriminations déjà existantes* ? Historiquement, l'intention des hommes d'Etat américains eux-mêmes, raisonnant selon les principes de la Charte de La Havane, semble bien avoir été de suggérer aux pays européens un arrangement qui permit, en quelque sorte, d'*institutionnaliser* un état de choses qui ne pourrait être corrigé sans une large reprise du commerce mondial, et notamment des importations américaines. Faudrait-il envisager, au contraire, qu'une solution plus libérale dût conduire à une réduction extrêmement sévère des importations européennes, quelle qu'en soit leur provenance ? Etant donnée la structure actuelle des échanges, on n'éviterait pas que des pays subissant une crise très grave songent à recourir à nouveau à des procédés de sélection des achats jugés nécessaires à la survie de leurs industries, sinon même de leur population... Les discriminations réapparaîtraient. En 1947-1948, les négociateurs de la Charte de La Havane, à laquelle se réfère souvent le professeur J. V., avaient expressément admis que l'intérêt même du commerce international pût commander des libérations partielles, entre un groupe restreint de pays déficitaires (conformément au schéma de la matrice alors présentée par Ragnar Frisch).

Nous ne pouvons reprendre ici une longue discussion. Mais sans doute faudrait-il aller plus loin encore dans l'examen des possibilités d'appliquer à la situation actuelle les distinctions proposées dans ce petit ouvrage. Peut-être l'auteur a-t-il été beaucoup trop pessimiste quant à l'impulsion nouvelle qui résulterait d'une plus grande spécialisation des économies nationales. Mais si véritablement, comme sa démonstration tend à le prouver, et comme l'auteur de ces lignes en est lui-même persuadé (pour des raisons qui ne sont pas toujours identiques), l'union formelle du type classique se heurte à des obstacles qui ne peuvent être surmontés que sur la très longue durée, est-ce bien à une conclusion purement négative qu'il convient de s'attacher ? Si, comme J. V. le croit, la formule traditionnelle ne bénéficie pas de forces d'expansion suffisantes, des réalisations de caractère moins « orthodoxes » ne seraient-elles pas de nature à mieux satisfaire les besoins actuels de redressement et de développement des économies si profondément déséquilibrées ?

A cette dernière question, chacun d'entre nous peut s'ingénier à trouver des éléments de réponse. Nous restons persuadé que si le professeur J. V. lui-même, dont on a pu apprécier, en d'autres circonstances, les qualités d'audace intellectuelle (cf. par exemple son article de la *Lloyds Bank Review* d'octobre 1946), avait eu à concentrer son attention sur les conditions historiques présentes, il n'aurait pas manqué de dépasser les conclusions



pratiques présentées aux termes d'une analyse encore nécessairement bien sommaire. S'il faut décidément incriminer les « lois du genre », s'agissant d'un petit ouvrage de type conventionnel, où quelques pages de théorie abstraite semblent suffire du fait même qu'elles sont « complétées » par une multiplicité de références de caractère purement documentaire, nous croyons pouvoir demander à un auteur de cette qualité de ne pas se laisser enfermer dans un cadre aussi arbitraire. Disons, en empruntant la terminologie de l'école de Lucien Febvre, qu'il faut s'affranchir de la sujétion des schémas « d'économie historisante » si l'on est décidé à faire valablement de l'*économie historique*. En définitive, pourquoi présenter un remède, peut-être contestable mais explicitement recommandé comme s'il s'agissait d'une infraction difficilement tolérée ?

Jean WEILLER.

**United Nations : Department of Economic Affairs, *International capital movements during the inter-war period*. Un vol. de 70 p., New-York, 1949.**

La sous-commission des Nations Unies pour le Développement économique, chargée d'étudier le problème du financement international et la possibilité d'établir un Code des investissements internationaux, avait estimé nécessaire d'obtenir au préalable des renseignements précis sur les mouvements de capitaux entre les deux guerres, sur leur volume, leur orientation, leurs conditions et leurs conséquences pour les pays emprunteurs.

C'est la documentation disponible à cet égard que rassemble la brochure publiée par le Département des Affaires économiques de l'O.N.U., sous le titre : *Mouvements internationaux de capitaux entre les deux guerres*.

A vrai dire, elle a dû être limitée aux trois premiers aspects du problème envisagé : volume, orientation et conditions des placements extérieurs. Une étude de leurs effets sur les pays emprunteurs exige, en effet, une analyse approfondie du développement économique de chacun de ces pays, analyse qui est en cours d'exécution, mais qui ne saurait être achevée de sitôt.

Déjà, cependant, dans les domaines plus rapidement accessibles, l'étude apporte de précieux renseignements que seul un organisme international était en mesure de collecter.

Après une introduction rappelant l'allure générale des mouvements de capitaux avant la première guerre mondiale, elle précise les bouleversements apportés dans les relations financières internationales par le conflit.

La période de l'entre-deux-guerres est ensuite divisée, tout naturellement, en trois phases : de la guerre à la crise (1919-1928); la crise et la dépression (1928-1931), considérées comme période de transition; enfin, de la reprise à la guerre (1932-1939). Pour chacune de ces phases, sont donnés les soldes, positifs ou négatifs, des balances extérieures d'un nombre important de pays, avec, chaque fois que cela est possible, la distinction entre transactions portant sur des biens ou des services, sur des mouvements d'or, sur des placements à long ou à court terme. Les auteurs de l'étude s'efforcent, en même temps, de dégager le sens des mouvements enregistrés et la portée des modifications intervenues dans la situation respective des principaux pays créanciers ou débiteurs.

Une brève rubrique est ensuite consacrée aux mesures de contrôle



imposées par les divers gouvernements sur les exportations de capitaux à long terme. Enfin, d'intéressants développements, qui ne sont pas les moins importants de l'étude, précisent le rendement moyen obtenu dans ces placements extérieurs et permettent de féconds rapprochements avec le revenu des capitaux sur les marchés nationaux.

L'étude de l'O.N.U. constitue déjà, sous sa forme actuelle, une source précieuse de renseignements pour tous ceux qui ont à connaître des relations financières internationales et leur fait attendre avec impatience le résultat des recherches complémentaires annoncées.

J. LAJUGIE.

**Nations Unies. Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés. Rapport d'un groupe d'experts nommé par le secrétaire général de l'O.N.U.** Un vol. in-16° de ix + 112 p., O.N.U., New-York, 1954.

Le document dont il s'agit a été dressé par un groupe de cinq experts (un Chilien, un Hindou, un Libanais, un Anglais et un Américain) constitué par le secrétaire général de l'O.N.U. sur l'invitation du Conseil économique et social, qui désirait voir « établir, en tenant compte de la situation économique actuelle dans le monde et des besoins du développement économique, un rapport sur le chômage et le sous-emploi dans les pays insuffisamment développés et sur les mesures d'ordre national et international nécessaires pour réduire le chômage et le sous-emploi ».

Le groupe, à l'unanimité, a décidé de considérer l'insuffisance du développement comme synonyme de pauvreté — critère fort discutable — et d'admettre — présupposé encore plus discutable — que tout pays « pauvre » possède vocation à la croissance, c'est-à-dire à « l'augmentation considérable de son revenu national ». Il n'a pas insisté outre mesure sur les caractéristiques du chômage et du sous-emploi dans les économies « sous-développées », admettant que la réduction de ces maux découlerait nécessairement du développement économique, créateur de nouvelles possibilités d'emploi.

Aussi l'essentiel de son rapport est-il consacré à l'examen des « mesures à prendre » en vue de promouvoir le progrès recherché, tant sur le plan national que sur le plan international. Les experts insistent particulièrement — peut-être même un peu trop exclusivement — sur le rôle de l'Etat comme agent du développement, tant dans l'agriculture que dans la grande industrie et dans les activités artisanales.

Ils reconnaissent la nécessité, mais aussi les grandes difficultés de l'application aux pays retardataires des techniques propres aux économies évoluées. Ils souhaitent que toutes mesures soient prises en vue de favoriser l'accélération et la meilleure utilisation d'une épargne « nationale », tout en se déclarant, à juste titre, hostiles aux procédés à caractères inflationnistes. Ils se déclarent partisans de la mise en œuvre de moyens susceptibles d'accélérer, dans les pays surpeuplés, la baisse du taux de fécondité.

Et pour parvenir à tout cela, une certaine planification leur paraît indispensable, tant pour dresser les ordres de priorité que pour faciliter la réalisation, dans les délais voulus, des buts préalablement assignés aussi bien à l'intervention publique qu'aux initiatives privées.

Sur le plan international, arguant de la grande faiblesse des pays sous-développés et de l'énormité de leurs besoins, les experts préconisent le recours à l'aide extérieure, même désintéressée, aussi bien en argent qu'en personnel. Ils estiment que par leur propre politique nationale, les pays

développés sont déjà en mesure d'influencer le rythme du progrès dans les économies attardées et que des organismes nouveaux doivent être créés pour assurer à ces dernières des concours financiers, aussi bien onéreux que gratuits, auxquels les institutions actuellement existantes ne sont pas en mesure de faire face.

On sait que ce rapport a servi de base aux débats récents du Conseil économique et social et de l'Assemblée de l'O.N.U., qui ont approuvé, du moins en grande partie, les conclusions des experts.

Gaston LEDUC.

### Transports.

Joubert (W. H.), *Southern freight rates in transition*. Un vol. de 496 p., University of Florida Press, Gainesville, 1949.

M. J. a enseigné l'Economie politique à l'Université de Floride de 1944 à 1946; depuis 1946, il est attaché à la Tennessee Valley Authority, où il s'occupe des problèmes de transport. L'étude qu'il a consacrée à l'évolution des tarifs de transport des marchandises par chemins de fer dans les Etats-Unis est très détaillée et très complète, et doit être d'une grande utilité pour les spécialistes qui cherchent à réformer le système de tarifs actuellement en vigueur.

La lecture de l'ouvrage de M. J. serait cependant assez fastidieuse, si l'histoire des tarifs de chemins de fer aux Etats-Unis ne constituait une source d'exemples particulièrement frappants de la manière dont se forment certains prix. On sait que les Compagnies de chemins de fer sont très nombreuses aux Etats-Unis et se livrent entre elles à une forte concurrence. Le système de tarifs qui en résulte est souvent apparu très anarchique et particulièrement incohérent, avec de multiples discriminations, le prix du transport étant par exemple plus élevé pour les dessertes locales, pour lesquelles existe un monopole, que pour les longues distances, ou encore les expéditions étant soumises à un tarif plus élevé pour un trajet relativement court que pour un plus long transport sur une même ligne. On a assisté parfois à des baisses très spectaculaires pour des transports entre deux points déterminés, les tarifs se trouvant ramenés en l'espace d'un mois ou deux au tiers de ce qu'ils étaient auparavant. En revanche, les ententes entre transporteurs ont permis, à d'autres époques, le maintien de tarifs élevés, tandis que le mouvement de concentration qui s'est développé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle tendait à limiter le nombre des concurrents. Le Congrès fédéral, par la création en 1887 de l'« Interstate Commerce Commission », s'est préoccupé de la mise en ordre des tarifs, mais, en de nombreux cas, la réglementation officielle s'est révélée inefficace.

On pouvait chercher, semble-t-il, dans l'histoire des tarifs de chemins de fer aux Etats-Unis, une illustration des théories de la concurrence monopolistique ou, mieux encore, de la théorie des jeux de Morgenstern et de Von Neuman, avec les coalitions qui apparaissent et qui disparaissent. M. J. ne s'est pas préoccupé de ces problèmes, mais a insisté sur le fait que le sud des Etats-Unis était une région relativement sous-développée et que la responsabilité en incombait en partie au fait que les tarifs de chemins de fer y avaient été très longtemps plus élevés, en moyenne, que dans le reste des Etats-Unis, et qu'ils étaient mal adaptés pour permettre l'expansion de l'industrie, les Compagnies de chemins de fer ayant surtout favorisé les transports du coton et du tabac, objets de monoculture dans le Sud, ainsi que ceux des produits manufacturés en provenance du Nord.

comme fret de retour. A lire l'ouvrage de M. J., il apparaît que les tarifs de chemin de fer ont une importance considérable pour la localisation de l'industrie, et que dans la mesure où on cherche à planifier le développement d'une région déterminée, le problème des transports doit être étudié avec le plus grand soin.

René BERTRAND.

### Prix.

Logères (Marc de), *Les mouvements de prix aux Etats-Unis dans la période de reconversion*. Un vol. in-8° de 223 p., Paris, Librairie Armand Colin. Centre d'études économiques, 1932.

La question des prix depuis 1945 a déjà été abondamment traitée aux Etats-Unis. L'auteur n'avait qu'à reprendre ces travaux et à les exposer en les clarifiant aux lecteurs français. Malheureusement, il est un écueil qu'il n'a pas su éviter, pas plus que la plupart des étudiants partis pour les Etats-Unis sans peut-être une connaissance suffisante du milieu américain : c'est d'être submergé par les écrits et les documents, de ne pas savoir faire un choix, de se laisser entraîner à entasser le tout et à décrire des pratiques ou des institutions qui les ont frappées, mais qui sont bien connues et n'ont qu'un rapport assez lointain avec le sujet. Ce livre peut s'adresser sans doute au grand public, mais ne satisfait pas l'économiste, ni quiconque connaît les Etats-Unis.

La partie consacrée à la description de l'évolution des prix n'a pas échappé à la difficulté de présenter de façon cohérente ces mouvements. Il y a une foule de détails justes; il n'y a pas de vue économique d'ensemble; on a parfois le sentiment et... l'ennui de lire un journal américain d'affaires.

M. de L., laissant de côté l'offre, s'attache surtout à la demande différée. L'analyse globale étant grossière, il indique à juste titre qu'il y aurait lieu d'étudier le comportement de chaque groupe social d'acheteurs et insiste sur les dispersions de prix. Mais il y a bien peu de choses à cet égard. On peut même se demander si, comme il le prétend, la demande différée avait cessé de se manifester dès 1949, alors qu'une enquête publiée en août 1952 révèle que l'Américain moyen dépenserait encore plus que son revenu.

Quant à la partie consacrée au rôle de l'Etat sur les prix dans la période de reconversion, elle est assez décevante. La politique fiscale n'est pas étudiée. Il était inutile de décrire le Federal Reserve system, le soutien des prix agricoles, la réglementation des public utilities, la Federal Trade Commission; tout ceci ne pouvait être qu'élémentaire. Il aurait été plus intéressant d'étudier d'une façon un peu complète la controverse entre la Trésorerie et le Federal Reserve Board au sujet du taux d'intérêt, qui, n'ayant pas été résolue à temps, a favorisé des crédits inflationnistes.

Sans doute la conclusion nous paraît exacte dans ses grandes lignes; mais il est une erreur de présenter comme datant de la guerre l'évolution des esprits vers une tendance plus favorable à l'intervention économique de l'Etat; elle provient de la lutte contre la crise 1929-1933.

Enfin, au point de vue de la forme, il est sans intérêt d'insérer les commentaires de courbes qui ne sont pas reproduites, et on peut regretter que l'auteur se laisse aller sans aucune utilité à employer des mots non traduits : taxe au lieu d'impôt (p. 30), subside au lieu de subvention (p. 143), régulation et régulateurs (p. 199), standard de prix (p. 154), le point tournant (p. 45), etc.

F. TREVoux.



## Monnaie.

**Sédillot (René), *Le franc. Histoire d'une monnaie des origines à nos jours.***  
Un vol. de 386 p., Paris, Recueil Sirey, 1933.

M. S. est un journaliste économique de grande valeur, comme le savent tous ceux qui lisent ses articles de la *Vie française*. Ceux qui ont parcouru son *Survол de l'Histoire du monde* connaissent l'ampleur de ses curiosités et de sa culture, et les lecteurs de ses *Secrets du marché de l'or* ont goûté la précision de ses informations sur le marché monétaire français. La deuxième édition de son livre sur *Le franc* nous apporte ce qui est, à mon avis, le meilleur ouvrage sur ce grand sujet. Déjà, la première édition avait fourni une contribution classique à l'abondante littérature monétaire française. La nouvelle édition nous conduit jusqu'à l'expérience Pinay. Elle est entièrement digne de la première. L'ouvrage se termine par un chapitre sur la « nostalgie de l'inflation », où se lit ce jugement sévère et vrai : « La plupart des Français veulent le salut du franc sans en vouloir les moyens et les conséquences. » Il nous annonce que « de grandes secousses et de grandes misères » seront nécessaires pour faire une véritable monnaie française, et il conclut que cette dernière leçon de l'histoire du franc « n'est pas gaie ». Qui oserait contester ces vues ?

On ne résume pas en une page un livre aussi lourd d'informations et d'appréciations que celui-ci. Ce qu'il faut dire, c'est qu'à chaque étape — et elles sont nombreuses — de l'histoire de notre monnaie, l'auteur nous apporte les jugements les plus sûrs, les explications les plus claires. Bien sûr, on pourrait argumenter sur quelques-unes de ses vues. Dire, par exemple, que la stabilité monétaire a été assurée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle parce qu'on croyait à l'immuabilité nécessaire de la monnaie est certes ingénieux, et sans doute vrai, puisqu'aujourd'hui l'un des obstacles les plus graves à la stabilité du franc est la croyance contraire que cette opération serait désastreuse pour l'économie. Cependant, comme le dit lui-même M. S., cette croyance a été « servie par une chance continue » (p. 229). Parmi les éléments de cette chance, il faut bien mentionner les découvertes des mines d'or et l'augmentation ininterrompue de ce métal de 1900 jusqu'à la guerre de 1914. Les économistes qui affirment que la production de l'or, dans un régime de convertibilité, ne joue plus aujourd'hui qu'un rôle subordonné, en face de l'énormité des papiers de crédit et des papiers-monnaie, ont toujours été jusqu'ici démentis par les faits, et le seront encore, à mon avis, dans un prochain avenir. M. S., heureusement, n'est pas de ceux qui ont besoin d'être convertis sur ce point. On ne peut que l'en féliciter, comme d'avoir eu le courage et l'érudition nécessaires pour mettre à la disposition du public français un ouvrage aussi solide et aussi intéressant.

Charles Rist.

## Cycles, crises et conjoncture.

**Egle (Walter P.), *Economic stabilization, Objectives, Rules, and Mechanisms.*** Un vol. de 264 p., Princeton University Press for University of Cincinnati, 1932.

Le professeur d'économie de l'Université de Cincinnati nous offre ici une discussion théorique très suggestive du problème de la stabilisation de l'économie. C'est, comme on le devine, tout le problème de l'avenir des fluctuations qui forme le soubassement de cette discussion. L'auteur



ne reprend pas tous les thèmes théoriques qui commandent la possibilité d'une stabilisation, mais il insiste dès le départ sur l'absence d'une connaissance satisfaisante du phénomène cyclique. On découvre assez rapidement son idée directrice. Il ne s'agit pas de supprimer les fluctuations, mais bien plutôt de les rendre tolérables, sans nuire à la liberté essentielle des institutions capitalistes.

A lire le premier chapitre, on se rend compte de l'influence encore très grande que joue la doctrine de la stagnation dans l'opinion américaine. M. E. cherche précisément à échapper à cette influence. Les cycles ne sont pas pour lui un phénomène périmé (p. 17), et je crois pouvoir dire avec M. E. : il convient de s'en réjouir plus que de s'en attrister, à condition cependant que l'on soit toujours capable de contrôler ces cycles. La stabilisation pose donc des problèmes différents de ceux de la stagnation. Elle implique un programme de compensation, un *modus vivendi* à trouver entre le rôle du gouvernement et celui des entreprises privées, des travailleurs, des agriculteurs et des consommateurs. Chacun doit être capable de connaître les effets de ses actions et de ses anticipations conjointes.

Il existe pour M. E. deux grandes voies possibles. Le moyen peut-être le plus séduisant, le plus populaire en tout cas, c'est d'installer des stabilisateurs centralisés et automatiques. M. E. consacre sa deuxième partie à l'étude de ces « built-in stabilizers », qu'ils soient monétaires ou budgétaires. Il n'a pas de peine à montrer leur caractère illusoire et par là insuffisant.

L'examen de la deuxième possibilité occupe la majeure partie de l'ouvrage. C'est la méthode dite des « building targets ». Il s'agit, en somme, de laisser jouer un certain automatisme à l'intérieur de certaines limites choisies et maintenues d'une manière obligatoire. On devine les difficultés. Quels seront les critères des choix les meilleurs ? C'est le problème des index. Il s'agira d'index « agrégatifs » mesurant l'activité totale, telles les relations consommation-investissement. Le chapitre XI (p. 144), relatif à la « marge des fluctuations tolérables » et le chapitre XII sur le problème de la « taille des marges » sont particulièrement intéressants. C'est là où l'on voit, dans le style des dernières théories de Harrod et de Hicks, la liaison entre la stabilisation de courte durée et la croissance séculaire. C'est la délicate question de la détermination rationnelle de la hauteur du plancher et de la hauteur du plafond.

Une autre question qui appelle réflexion est celle du retard de l'économie à répondre aux mesures fiscales et monétaires de stabilisation (p. 191) : plus les retards sont courts, plus les mesures de stabilisation sont évidemment efficaces. Mais ici l'efficacité se heurte au degré d'inertie de l'organisme. L'auteur n'oublie pas d'étudier aussi les mesures de stabilisation non monétaire : la structure des marchés, leur durcissement, jouent ici leur rôle.

L'ouvrage se termine par une vue très pertinente sur les relations entre le cycle, la croissance, la stabilisation et la liberté. L'auteur croit, en dernière analyse, à la réconciliation de la stabilisation (compatible avec la fluctuation et la croissance) avec les libertés capitalistes.

Henri GUITTON.

Tinbergen (Jan) et Polak (J. J.), *The Dynamics of Business Cycles*. Un vol. de 366 p., The University of Chicago Press, 1950.

Il y a dix ans, M. T. avait publié, en hollandais, un important ouvrage consacré à l'étude des fluctuations économiques. Les difficultés de langue

en avaient limité l'influence. Aussi M. P. s'est-il heureusement attaché à en donner une version anglaise qui enrichit le texte primitif de données récentes et l'adapte au public américain. L'ouvrage comporte une partie descriptive, une partie explicative et une partie thérapeutique.

Pour J. T., comme pour H. Guitton, le phénomène premier est la fluctuation, variation multiforme susceptible d'affecter les diverses quantités économiques. Le cycle n'est qu'un des éléments de la fluctuation. L'auteur s'est penché sur un très grand nombre de séries statistiques et il nous livre les prudentes conclusions de rapprochements minutieux. Les variations présentées par ces séries sont classées en six types qui font l'objet d'études particulières : 1° les variations de très longue période qui affectent la population, le capital, les prix, etc.; 2° les variations brusques dues aux guerres ou aux changements violents de la structure économique; 3° les mouvements cycliques; 4° les mouvements saisonniers; 5° les mouvements de hasard, et 6° les mouvements propres à des marchés particuliers. Chaque forme de variation est étudiée de façon précise à partir des données statistiques. Ainsi, le cycle est-il examiné sous ses divers aspects : périodicité, simultanéité, amplitude, forme, particularités selon les pays.

Ces mouvements sont attribués à la fois aux changements dans les données économiques et aux réactions propres du système économique. Celles-ci jouent un rôle particulièrement important dans le cycle et, à ce propos, M. T. nous présente un modèle d'évolution dans lequel des facteurs économiques endogènes peuvent, à eux seuls, déclencher un mouvement sinusoïdal. Mais dans un tel modèle, le renversement de la tendance suppose certaines valeurs des paramètres; aussi, quand l'auteur passe du modèle abstrait aux processus concrets, admet-il que divers « plafonds » et « planchers » peuvent contribuer à renverser la tendance. Nous sommes en présence d'une explication du cycle qui présente quelque analogie avec les analyses de MM. Harrod et Hicks, malgré les différences de variables et une élaboration théorique moins poussée. D'ailleurs, M. T. est trop conscient de la diversité des phénomènes pour proposer un seul type d'explication. On sait que trois groupes de cycles généraux ont été distingués; l'auteur rappelle qu'il existe, en outre, des cycles propres à des marchés particuliers (cycle du porc, cycle du bâtiment) et indépendants, pour une large part, des cycles généraux.

Cette diversité des phénomènes, qui disperse l'effort explicatif, conduit l'auteur à beaucoup de prudence dans le choix des moyens propres à corriger les excès des fluctuations économiques. Il étudie un grand nombre d'interventions possibles qu'il classe en deux catégories, les interventions directes et les interventions indirectes, selon qu'elles agissent immédiatement ou non sur le volume du revenu. Le dernier chapitre, intitulé : « Choix d'une politique optima », met l'accent sur la nécessité d'un bon diagnostic préalable. Etant donnée la diversité des déséquilibres conjoncturels possibles, le choix des remèdes est fonction d'un examen circonstancié du phénomène. Parti des faits dans l'analyse des fluctuations, l'auteur nous y ramène lorsqu'il s'agit de les corriger.

L. BUQUET.

#### Intervention de l'Etat dans la vie économique.

Kikabhai (Sir), *State and economic life*. Un vol. de 140 p., Delhi University, 1947.

C'est à l'Université de Delhi qu'ont été professées, en janvier 1947, ces

huit leçons magistrales sur la politique économique hindoue, considérée dans ses données fondamentales et dans son avenir d'après le plan de Bombay. Elles sont publiées par les soins du docteur E. V. Narayanaswamy Naidu, avocat, professeur d'économie au Pachaiyappa's Collège de Madras, et par Raobahadur, principal dudit Collège. Après une introduction tout à fait classique sur le passage de l'Etat libéral à l'interventionnisme socialisant, l'ouvrage est exclusivement consacré au rôle qui attend l'Etat dans une Hindoustanie maîtresse de ses destinées économiques : agriculture, industrie, banque, circulation, échanges, finances, etc. La leçon terminale synthétise et résume ce programme de politique économique.

La croyance qu'un grand ensemble humain peut passer d'une économie mercantiliste au sens occidental de 1670 à celle de 1930 et en une génération, par la seule vertu d'un Etat honnête et démocratique, est sous-jacente. La part faite au secteur privé y est maigre et mal supportée, car ses bénéfices y semblent à priori suspects. Il faudra donc, si l'évolution de l'Asie se poursuit pacifiquement, mesurer dans dix ans les résultats statistiques comparés des deux secteurs. L'équilibre pacifique du Monde a intérêt au succès de ce qui est ici demandé et annoncé.

Les misères dans l'Inde atteignent un degré et une fréquence qui rendent la comparaison avec l'Europe précapitaliste outrée et inexacte. Elles légitiment une politique sociale non pas postérieure au plan, mais intégrée et parallèle. L'écueil est d'oublier qu'il n'y a de distribuable que ce qui est produit et que pour produire il faut toujours du travail et des capitaux réels, à moins de vivre d'assistance et de charité, ce qui est toujours sujétion.

J. MORINI-COMBY.

### Marché du travail.

**Nations Unies, Département des questions économiques.** *Les Problèmes du chômage et l'inflation 1930 et 1931*, New-York, 1931, 221 p. (Analyse des réponses faites par les Gouvernements au questionnaire de l'Organisation des Nations-Unies).

La Société des Nations nous fournissait, avant la guerre, une masse importante de documents sur la situation économique des principaux pays du monde. L'Organisation des Nations-Unies a repris cette pratique, mais à une échelle beaucoup plus vaste. On a même dit que l'O. N. U. est en grand danger de périr étouffée sous le papier qu'elle produit. Pourtant, il y a quelques rapports ou études d'ensemble qui méritent d'être sortis de la pile qui s'amoncelle sur les tables. Le *Bulletin mensuel de statistique*, le *Rapport annuel sur la situation économique mondiale*, le *Rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe* sont devenus des instruments de travail habituels.

Le volume sur *Les Problèmes du chômage et de l'inflation* mérite aussi quelque attention, mais beaucoup plus par les questions posées que par les réponses proposées.

En vertu d'une Résolution dite 290 (XI) du Conseil économique et social, le secrétaire général de l'O. N. U. a adressé aux Etats membres un questionnaire sur la situation économique et la politique économique. Ce questionnaire, qui a été rédigé par des économistes professionnels, marque le désir de soumettre chaque pays à un examen clinique extrêmement minutieux de façon à détecter les symptômes de malaise ou de guérison; le questionnaire va même jusqu'à scruter les intentions des dirigeants de la politique économique.



Il y a naturellement un hiatus entre les questions et les réponses, soit que les Gouvernements ne veuillent pas répondre, soit qu'ils ne puissent pas, soit qu'ils ne sachent pas. C'est donc surtout le questionnaire qui est intéressant et important, au stade actuel de nos connaissances économiques. En particulier, il encourage les Gouvernements à s'organiser pour pouvoir répondre : le progrès de la statistique et des études économiques en France, depuis quelques années, est certainement dû en grande partie aux coups d'aiguillon, parfois un peu agaçants, que constituent ces questionnaires implacables venant des organismes internationaux.

Le questionnaire provoqué par la Résolution 290 (XI) d'E.C.O.S.O.C. (abréviation de Conseil économique et social) comporte une partie A relative au plein emploi et à la situation interne, et une partie B relative aux balances des paiements. Le document que nous analysons ne traite que de la partie A, et comprend :

I. — Une analyse générale des problèmes du chômage et de l'inflation, basée sur les réponses des Gouvernements;

II. — Le texte des réponses de quelques Gouvernements (Canada, France, Royaume-Uni, Etats-Unis, U.R.S.S., Inde, etc.).

Ces réponses et cette analyse se référant à la situation au début de 1961 n'auront plus qu'un intérêt historique au moment où paraîtront ces lignes, et nous ne croyons pas devoir résumer ici ce résumé de résumés.

La partie la plus intéressante du document est le questionnaire lui-même, reproduit intégralement en *annexe*.

Deux pages très denses portent sur les *normes de plein emploi* que les Gouvernements se proposent de réaliser. Le Gouvernement répondant est invité à préciser très exactement « si la norme de plein emploi adoptée comme objectif permanent s'exprime par un pourcentage ou par une marge comprise entre deux pourcentages » (suivent deux grandes pages relatives à la définition statistique de l'emploi et du chômage). Il doit aussi dire si le Gouvernement se « propose d'empêcher le chômage de dépasser le niveau fixé par la norme de plein emploi ou s'il laisserait le chômage dépasser ce niveau pendant un certain temps avant de prendre des mesures correctives ». « Dans le dernier cas, veuillez indiquer l'excédent de chômage que votre Gouvernement permettrait et la durée de la période pendant laquelle il tolérerait cet excédent avant de prendre des mesures correctives; indiquez également les perspectives économiques qui ont motivé l'adoption de cette particularité ».

(Les ministres et hauts fonctionnaires français qui ont reçu ce questionnaire ont dû se demander si les « questionneurs » jouissaient de toutes leurs facultés !).

Les questions relatives aux « tendances économiques en 1960 » sont plus raisonnables; en deux mots, elles demandent tous renseignements sur le revenu national et sur l'évolution de la conjoncture. On fait, en France, beaucoup de progrès dans ce domaine, et il est vraisemblable que, d'ici deux ou trois ans, on pourra donner des réponses valables à un questionnaire de ce genre.

Mais le questionnaire ne s'en tient pas aux faits. Il veut connaître la politique économique, les objectifs, en ce qui concerne le plein emploi, la lutte contre l'inflation et la résistance aux tendances dépressionnistes.

Détachons ce passage de la question 14 :

« Veuillez fournir des explications sur les dispositions, programmes ou techniques auxquels il (votre Gouvernement) a eu recours ou se *propose*



d'avoir recours pour résoudre ce problème (des poussées inflationnistes). Prière d'évaluer l'influence des mesures qui *vont* être mises en œuvre ou qui peuvent être envisagées... » Suit une énumération des diverses mesures concevables : les Gouvernements n'ont qu'à « rayer les mentions inutiles » (ou, plus simplement, mettre une croix en face des réponses appropriées).

Il faut bien reconnaître qu'il y a dans des questions de ce genre une forte dose de naïveté et une méconnaissance singulière des réalités économiques et politiques, ainsi que de la nature même de la « science économique ». Assurément, il serait *désirable* que l'on puisse répondre avec précision, comme on le ferait s'il s'agissait d'un projet de pont ou d'immeuble; malheureusement, l'économie politique aujourd'hui n'est pas assimilable à la science des « ponts et chaussées » ou à celle des architectes. Mais tout de même, ces questions ont un effet stimulant et peut-être parvient-on d'année en année à donner des réponses moins incomplètes ou moins fantaisistes.

Robert Mossé.

**Grand-Duché de Luxembourg, Ministère des Affaires économiques, *La clause de l'échelle mobile*. N° 3 des Cahiers économiques du Service d'études et de documentation économiques. Un vol. de 99 p., 1932, 23,5×15,5.**

Ce petit volume sans prétention, signé de M. Pierre Camy, est un bon résumé de la législation et de la pratique de l'échelle mobile au Grand-Duché, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Belgique, en France et en Suisse. A chaque pays est consacré un chapitre concis, suivi d'une bonne bibliographie. Excellent dossier à avoir à portée de la main.

Rappelons que le Service d'études économiques a publié d'autres cahiers consacrés à l'économie luxembourgeoise en 1931, ainsi que des répertoires et statistiques économiques concernant le Luxembourg.

Robert Mossé.

### Philosophie et morale.

**Fyot (J. L.), *Dimensions de l'homme et science économique*. Un vol. de 335 p., Bibliothèque de philosophie contemporaine, Paris, Presses universitaires de France 1932.**

Je ne suis pas philosophe et encore moins phénoménologue, et je ne sais si j'ai qualité pour présenter ici cet ouvrage. Je crois être économiste, et peut-être alors me sera-t-il tout de même permis de ne point me taire en face d'un livre qui porte dans son titre le mot de science économique. M. F. a couru deux risques : celui d'être traité d'économiste par les philosophes, et celui d'être considéré comme philosophe par les économistes. Ces risques, il les a assumés avec courage, avec compétence également. Le voici docteur ès lettres. Anciennement déjà, il avait brillamment conquis le diplôme de l'Institut d'études politiques. Il est aujourd'hui consacré aux études théologiques. Je ne sais ce que lui ont dit les philosophes patentés. Pour ma part, je suis très saisi par son entreprise. Il a vraiment posé le problème qui nous hante tous en ce milieu du xx<sup>e</sup> siècle, celui de savoir si notre science économique est bien sur la bonne voie; plus généralement, celui de préciser qu'elle est la nature profonde de la science économique. N'y a-t-il de science que de l'objectif et de l'indifférent? M. F. rend hommage dans son avant-propos à M. J. Hyppolite, à M. J. Marchal, au R.P. Fessard, qui ont été ses guides dans ce travail. En donnant la main au théoricien et au philosophe, en tenant les deux bouts de la chaîne, il veut élaborer une phénoménologie du Sujet

économique. Le mot Sujet est écrit, notons-le, avec un S majuscule. L'économie politique a bien été jusqu'alors une science des *choses* humaines, mais non pas encore une science des sujets qui commandent ces choses. Ne serait-ce pas là la raison profonde de son impuissance à se constituer, le signe du malaise qui ne cesse de l'animer ?

Un lecteur avisé (je ne dirais pas un disciple) de Hegel ne pouvait moins faire que d'emprunter la voie dialectique. Il y a naturellement trois parties dans cette thèse : dimension sociale; dimension individuelle (les deux au singulier); dimensions humaines (au pluriel). Ce mot de dimension paraît une trouvaille. N'a-t-il pas été emprunté à Mounier (p. 292) ? Il est à la mode, dans un autre sens cependant, lorsqu'on parle aujourd'hui d'économie « dimensionnelle » : derrière ce barbarisme les auteurs veulent saisir la notion d'espace. Et c'est bien ce qu'évoque le terme : *dimensio* de *metiri*, qui veut dire métrer, mesurer; « chacune des trois directions différentes suivant laquelle se mesure l'étendue », nous précise le dictionnaire. Ce n'est pas le sens qu'adopte M. F. Je regrette qu'il n'ait pas quelque part justifié le choix de ce terme qui lui sert cependant d'étiquette fondamentale. Dimension appelant mesure, donc quantité, est-il bien le terme le meilleur pour opérer le retour de l'objet au sujet. Ne serait-ce pas plutôt vocation ou domaine d'action ? Mais si l'étiquette est ambiguë, le contenu ne l'est pas.

La discussion est fort bien menée, très vivante, très prenante. Je la reprends dans un autre style. L'homme est une réalité bi-polaire. L'esprit veut dissocier ce qui est intrinsèquement lié. Il simplifie, il dissocie de deux manières, soit en éliminant les autres, et c'est l'individualisme, la dimension individuelle, soit en éliminant le « soi », en ne voyant plus que le groupe, et c'est la planification, la dimension sociale. Chacune de ces dissociations, qui contient des « éléments indispensables au fonctionnement de l'économie » (p. 248), ne peut suffire à fonder une science parfaite. Mais « elles constituent les deux lignes de croissance que doit suivre le Sujet économique pour parfaire son développement humain ».

M. F. commence par analyser la « dimension sociale », et ce lui est l'occasion d'étudier les phénomènes de concurrence imparfaite et de solidarité nationale et internationale. C'est dans une chute dialectique qu'il en vient à la dimension individuelle : c'est à cette place qu'il compare le calcul individuel à la planification. Un esprit non prévenu pourrait être surpris. C'est à propos de la dimension sociale que l'on voit discuter les problèmes de marché, donc de choix individuels en opposition; c'est à propos de la dimension individuelle que l'on analyse les problèmes de planification. Ce renversement est dû, je pense, au processus dialectique.

Constatons la culture économique de notre guide. Ce phénoménologue a lu avec soin les principaux ouvrages récents de théorie économique. Il en a pénétré la substance. La bibliographie qu'il nous donne à la fin de l'ouvrage n'est certes pas de pure façade. Il n'y a malheureusement pas d'index.

Ainsi préparé, on s'attache avec grand intérêt à la troisième partie, celle où l'attendent les critiques. C'est là que nous est campé le Sujet économique, réalité « pluridimensionnelle ». L'antinomie entre dimension sociale et dimension individuelle est-elle réductible ? Dans des termes nouveaux. M. F. reprend un vieux débat, renouvelé à chaque génération (je pense à Pirou, je pense surtout à l'Essai de Robbins), et c'est le chapitre intitulé « Les limites existentielles du Sujet économique ». Je me plais à citer parmi beaucoup d'autres une phrase qui me paraît très révélatrice (p. 301) :

« L'économiste peut toutefois revendiquer pour sa discipline la qualité de science. En effet, il n'a pas eu à emprunter la norme, qui lui permet de porter des jugements de valeur, à une philosophie ou à une croyance religieuse extérieure à l'économie. Ce sont les conditions de la production et de la répartition des richesses dans le monde actuel qui lui ont révélé l'impossibilité de mener à bien ces deux tâches sans poursuivre l'idéal d'une tension harmonieuse : entre les exigences sociales et les exigences individuelles des sujets économiques. »

Evidemment cette science ne sera jamais achevée. Mais n'est-ce pas le propre de toute science ? A la dernière page seulement d'un travail qui est resté rigoureusement démonstratif, strictement positif, l'auteur ne peut pas cependant ne pas se poser la question ultime, qui est au-delà de l'économie politique, à la « verticale de l'homme », comme le dit le P. Fessard, au-delà de l'économie et au-delà même de l'humanité. Cet au-delà est postulé par l'économique, mais il n'en fait plus partie. Nous dirions volontiers sur ce point que le P. Fyot a posé la première pierre d'une méta-économie positive.

Henri GUITTON.

**Joussain (André), *Les rapports de l'économie et de la morale*. Un vol. in-12 de 70 p., Paris, Edit. Sedif, 1948.**

Œuvre d'un agrégé de philosophie, cette brochure est destinée à rassurer les hommes de bonne volonté, et en particulier les chrétiens, que tient éloignés du libéralisme économique la conviction de son amoralité. L'auteur fait l'éloge de « l'économie moralisée médiévale », à laquelle il oppose « les économies amORAles » que sont, d'après lui, l'économie libérale du XIX<sup>e</sup> siècle, et l'économie dirigée du XX<sup>e</sup> siècle.

Il soutient qu'un véritable libéralisme à l'usage de notre temps implique la « moralisation de l'économie ». A côté de la Loi et du Prix, le libéralisme « a pour fondement des impératifs moraux ». « Mécanisme et réglementation » économiques ne se suffisent pas à eux-mêmes ; sans « suppléments d'âme », la société libérale demeure boiteuse.

L'auteur énumère les devoirs de l'acheteur, du vendeur, de l'épargnant, du consommateur. Et dans son énumération se mêlent des prescriptions qui se ramènent à l'obligation de respecter la règle du jeu libéral (ne pas tromper sur la marchandise, exercer loyalement la concurrence) et d'autres qui pourraient bien fausser cette règle (retour à la notion de juste prix, condamnation de la vente de produits préjudiciables à la société, et des spéculations « qui ne peuvent enrichir le spéculateur qu'en ruinant autrui »).

L'éditeur a truffé l'opuscule de notes qui précisent les implications de politique actuelle des thèses de l'auteur, et d'une « ultime conclusion » qui pose le dilemme : société moralisée ou société terrorisée. « Quand la science économique a dit ce qui est possible et impossible, il reste à la morale de dire parmi le possible ce qui est bien et ce qui est mal... La morale est la loi interne propre des sociétés libres... »

Tels sont les fondements du « libéralisme spiritualiste » que propose l'opuscule de M. J.

Daniel VILLEY.

---

Le gérant : DE PEYRALADE.

---

Dépôt légal en 1953 (2<sup>e</sup> trim.).

---

26402. — IMPRIMERIES DELMAS, Bordeaux (31.0192). — 1953.



# REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

## SALAIRES ET INFLATION DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Rapport au Congrès des économistes de langue française.  
(18 mai 1953.)

A. — La hausse des prix et des salaires a été telle depuis la seconde guerre mondiale que le problème des salaires et des prix a été discuté avec passion au sein des organisations professionnelles et à la tribune des Parlements. De leur côté, les théories modernes de l'inflation accordent une place plus grande à ce problème qu'elles ne lui en accordaient généralement avant guerre : il y a moins rupture que prolongement; pensée économique et faits économiques se rejoignent, comme on l'a toujours observé dans les œuvres des grands théoriciens<sup>1</sup>.

Les développements récents de la théorie de l'inflation sont parfois déconcertants par leur multiplicité<sup>2</sup>. Quelques orientations communes semblent se dégager : les auteurs qui restent fidèles à la tradition puriste d'un Mises sont de plus en plus rares<sup>3</sup>; les explications quantitatives sont en déclin; l'accent est mis sur l'excès de la demande par rapport à l'offre. Mais les questions controversées restent nombreuses : l'inflation doit-elle être définie par la hausse des prix ou par un déséquilibre

1. L'œuvre de M. Aftalion nous offre un bon exemple. Dans ses premiers ouvrages, M. Aftalion accordait relativement peu de place à l'influence des salaires sur les prix; il lui accorde de plus en plus d'intérêt lorsque le problème devient plus important. V. *Monnaie, prix et change*, 1930, p. 375 et suiv.

2. On trouvera une analyse de l'état actuel de la théorie de l'inflation chez Alain Barrère, *Théorie économique et impulsion keynésienne*, 1932, notamment p. 433 et suiv.; Jacques Le Bourva, *L'inflation française d'après guerre, Essai sur la théorie et la mesure du processus inflationniste*, 1932; Maurice Flamant, *Théorie de l'inflation et politique anti-inflationniste*, 1932, avec une préface de Jean-Marcel Jeanneney; Jean Gabillard, *La fin de l'inflation*, avec un avant-propos d'André Piatier et une préface de Daniel Villey, 1933. Ces beaux travaux vont d'ailleurs au-delà d'une simple analyse et constituent un apport positif.

3. Ludwig von Mises refuse d'utiliser les termes d'inflation et de déflation. *Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel*, 1924, p. 224-225.



d'éléments caractéristiques ? Doit-elle être assimilée à l'expansion ? Quel est le rôle des facteurs monétaires<sup>4</sup> ? L'inflation doit-elle être étudiée grâce à des approches globales, des analyses de flux, des analyses de comportement ? La notion d'écart inflationniste qui a été un stimulant, ne doit-elle pas être à son tour dépassée<sup>5</sup> ?

Un examen exhaustif des définitions et des interprétations de l'inflation dépasserait le cadre de cette étude, mais il importe de noter que les nouvelles orientations théoriques facilitent l'étude de notre problème, plus qu'une approche mécanique ou qu'une approche globale. En définissant l'inflation comme un processus cumulatif de hausse des prix dû à un désajustement des flux monétaires et des flux de produits réels, il devient possible de mener une analyse à la fois globale et « départementale », d'insister sur les tensions, les zones d'impulsion et de propagation, d'intégrer l'analyse des comportements<sup>6</sup>.

En même temps, les théories de la répartition mettent en valeur les transformations du salaire : il est un revenu dominant qui exerce une influence sur les autres revenus et sur les différentes zones de la vie économique<sup>7</sup>; il n'est pas un simple revenu de facteur, mais un revenu humain à l'état pur, déterminé par les rapports entre les groupes<sup>8</sup>.

Il est donc logique que les théories de l'inflation accordent une plus grande place aux salaires qu'avant la seconde guerre mondiale<sup>9</sup> et que l'orientation de la pensée économique soit favorable à une intégration des théories du salaire et des théo-

4. Cf. C. Warburton, *Monetary expansion and the inflationary Gap*, *American Economic Review*, juillet 1944, p. 303-327, et A. Forstmann, *Zur Theorie der Inflation*, *Finanzarchiv*, 1931, p. 63-103. M. Cluseau, *Traité d'économie politique*, dirigé par M. Louis Baudin, t. I, 1931, p. 849 et suiv., montre avec raison qu'on ne peut négliger les facteurs monétaires.

5. Voir les critiques de Charles Rist, *Revue d'économie politique*, 1947, p. 804 et suiv., et J. E. Duesenberry, *The Mechanics of Inflation*, *The Review of economic Statistics*, 1950.

6. M. François Perroux, *Six problèmes économiques actuels*, *Cours de l'Institut des Sciences politiques*, 1930-1931, définit l'inflation : « Désajustement des flux monétaires de dépense par comparaison aux flux de produits réels mis à la disposition de l'économie à un niveau donné des prix par voie d'excédents du flux monétaire de dépense sur le flux réel des produits. »

7. François Perroux, *Esquisse d'une théorie de l'économie dominante*, *Economie appliquée*, avril-septembre 1948, p. 243-300, et *Les caractères contemporains du salaire*, 1946.

8. Jean Marchal, *Du prix du travail au revenu du travailleur*, *Revue économique*, juillet 1950, p. 129-136.

9. La plus grande partie des travaux du colloque de Washington des 12 et 13 mai 1950 (J. M. Clark, Haberler, Knight, Boulding, Chamberlin, Friedman, Wright, Samuelson) est consacrée à ce problème (*The impact of the Union*, 1951).

ries de l'inflation. Cependant, le problème est rarement exposé dans son ensemble, et ceux qui ont essayé de l'éclairer avouent leur incertitude ou leur insatisfaction, servant ainsi de caution à leurs successeurs<sup>10</sup> : il est peu de questions actuelles qui révèlent un tel écart entre les scrupules des économistes et les certitudes sans fissures des opinions publiques.

Mais le problème des salaires et de l'inflation est posé en fait et on le rencontre si fréquemment qu'on ne peut l'écarter; la « fin de l'inflation » est souvent une pause et on doit profiter de cette pause pour faire le bilan des ignorances et des certitudes, dégager des voies d'issue ou de recherches.

B. — L'étude du problème salaires-inflation exigerait que l'on disposât de données empiriques et statistiques; or, elles restent insuffisantes et leur traitement dépasse les possibilités des chercheurs isolés<sup>11</sup>.

Les aspects du salaire sont multiples : il faudrait faire état du taux de salaire, des gains moyens, du salaire social, de la masse

des salaires ou du salaire de masse  $\frac{(\text{Salaire nominal} \times \text{emploi})}{100}$

du salaire global réel  $\frac{(\text{Salaire de masse}}{\text{Coût de la vie}} \times 100)$ . L'analyse la

plus précise reste incomplète : le salaire commun comporte des rémunérations non quantifiables ou difficilement quantifiables<sup>12</sup>.

L'expression statistique du salaire est défectueuse. Non seulement les données statistiques sont en elles-mêmes criticables, mais les comparaisons de pays à pays ne peuvent être rigoureuses et il est souvent impossible de suivre une évolution à

10. On pourrait citer presque tous ceux qui ont consacré une étude aux salaires et à l'inflation : Georges Rottier, *Salaires et prix, Etude de modèles statistiques*, I. S. E. A., 1931, p. 6-7; Lester V. Chandler, *Inflation in the United States*, 1940-1948, 1951, p. 330; Robert Mossé, *Le salaire*, 1932, p. 118; Henri Guittou, *Monnaie, inflation, salaires, Problèmes économiques contemporains* (Faculté de droit de Liège), 1933, p. 34 et 44. Krister Wickman, *Wages Policy under full Employment*, 1932, p. 80, écrit : « Nous savons très peu de choses sur le rôle des mouvements de salaires dans le processus inflationniste et sur les facteurs qui déterminent aujourd'hui les salaires. »

11. Telle est l'opinion d'Erik Lundberg, *Wages Policy*, cit. p. 16. De même, dans la préface de *La France et l'inflation, Etudes et conjoncture*, mai-juin 1951, p. 4. M. Closon affirme qu'un dépouillement du problème français de l'inflation en lui-même et dans ses relations avec le problème mondial dépasse très largement les possibilités d'un Institut National de Statistique.

12. I. S. E. A., *Les caractères contemporains du salaire*, 1946; Jean Lhomme, *La politique sociale de l'Angleterre contemporaine*, 1953, p. 31 et suiv.

cause des variations des méthodes de calcul des indices de salaires<sup>13</sup>. Une étude complète de l'évolution des salaires ne peut être qu'une étude collective, appuyée sur des sondages effectués dans les différents pays.

Plus difficile encore est le choix de la *période*. On peut considérer que le processus d'inflation s'est poursuivi de la guerre (ou même d'une période antérieure) jusqu'à nos jours. On peut aussi distinguer au sein de cette inflation chronique des périodes correspondant à des types différents d'inflation : inflation de guerre, de reconversion ou de reconstruction, de réarmement. Ces coupes sont légitimes si on précise que dans chaque période il subsiste des séquelles des périodes antérieures.

Mais après avoir souligné ces difficultés, on peut mettre en valeur quelques liaisons générales, tirées de l'observation de sept pays : Allemagne, Belgique, France, Italie, Royaume-Uni, Suisse et Etats-Unis<sup>14</sup>. Cette observation n'a pas pour but de dégager toutes les liaisons possibles. Elle a seulement pour objet de dégager des *tests* au sens où l'entend Milton Friedman<sup>15</sup>.

#### 1. — Salaires et prix de gros.

La comparaison des indices des années 1938-1939 et de 1954 est peu instructive; il est préférable de préciser les liaisons salaires-prix au cours de l'inflation de guerre, de l'inflation de

13. B. I. T., *Statistique des bordereaux de salaires et des gains*, 1949; Robert Goetz-Girey, *Inventaires sociaux et approche sociale*, *Revue économique*, 1951, p. 457-468; A. Sauvy, *Les salaires dans l'économie française*, *Revue économique*, 1950, p. 513-522.

14. Sauf indications contraires, les indices que nous avons utilisés ont été calculés à partir des chiffres de l'*Annuaire des statistiques du travail du B. I. T.* et du *Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies* qui sont donnés en annexe.

Pour chaque période, les indices ont été calculés sur la base 100 = première année de la période. On notera que les périodes ne sont pas toujours complètes : les données statistiques font souvent défaut soit pendant la guerre, soit après la guerre.

N'ayant pas l'ambition de mener dans ce rapport une étude exhaustive, mais de recueillir quelques *tests*, nous avons utilisé les statistiques du salaire horaire, qui sont plus aisément accessibles et servent de base à la politique des salaires. Cette méthode est très imparfaite, mais on voudra bien noter qu'il ne s'agit pas ici de mesurer à un moment donné les conditions d'existence des salariés ou les charges de l'industrie, et que les défauts du salaire horaire sont moins graves s'il s'agit de suivre une évolution au cours d'une période courte.

Nous tenons à remercier MM. Marcel Malissen et Jacques Houssiaux de la collaboration qu'ils nous ont apportée pour une partie des calculs donnés en texte.

15. Milton Friedman, *Impact of the Union*, cit., p. 204 et suiv.

reconstruction (ou de reconversion) et de l'inflation de réarmement.

a) *Les coefficients de corrélations* sont dans presque tous les pays et au cours des deux périodes très élevés et très proches de l'unité :

Coefficients de corrélation.

PAYS	1 <sup>re</sup> PERIODE	2 <sup>e</sup> PERIODE
Allemagne ..... (1938-44)	+ 0,860	»
Belgique ..... (1946-49)	»	+ 0,879
Etats-Unis ..... (1938-44 et 1945-49)	+ 0,985	+ 0,944
France ..... (1938-44 et 1945-49)	+ 0,946	+ 0,998
Italie ..... (1938-42 et 1947-49)	+ 0,96	+ 0,5365
Royaume-Uni ..... (1940-44 et 1945-49)	+ 0,942	+ 0,963
Suisse ..... (1938-44 et 1944-48)	+ 0,95	+ 0,574

Prix et salaires sont ainsi emportés dans un même mouvement. Mais les coefficients de corrélation ne nous permettent pas d'aller au-delà de cette affirmation<sup>16</sup>. Une étude plus détaillée montre que les régularités sont moins grandes que ne tendraient à le faire penser les coefficients de corrélation.

b) *Les coefficients de régression* (régression linéaire) nous permettent de mesurer le rapport des variations du salaire aux variations des prix de gros.

Coefficients de régression<sup>17</sup>.

PAYS	1 <sup>re</sup> PERIODE	2 <sup>e</sup> PERIODE
Allemagne .....	1,19 (PG — 105,7) + 108,9	1,61 (PG — 106,75) + 110,25
Belgique .....	»	»
Etats-Unis .....	1,65 (PG — 113,9) + 124,7	0,64 (PG — 131,4) + 119,2
France .....	0,350 (PG — 173,6) + 120,9	0,52 (PG + 332,8) + 214,8
Italie .....	0,80 (PG — 122,8) + 123,6	»
Royaume-Uni .....	1,94 (PG — 113,2) + 121,4	0,788 (PG — 117,2) + 117
Suisse .....	0,32 (PG — 159,7) + 113,4	2,12 (PG — 100,4) + 113,2

16. André Marchal, *Economie politique et technique statistique*, 1948, p. 242 et suiv.

17. Les périodes sont les mêmes que pour les coefficients de corrélation.

Le premier chiffre indique le coefficient de régression du salaire horaire; le second donne la moyenne des indices des prix de gros (P. G.) et le troisième la moyenne de l'indice des salaires horaires au cours de la période.



L'analyse des coefficients de régression ne nous permet pas de dégager de régularités; sa valeur est de préciser que les rapports entre les variations des prix de gros et des salaires sont complexes, varient de pays à pays, de période à période pour un même pays.

Elle nous permet en outre de noter :

— que les variations du salaire peuvent être supérieures à celles des prix de gros lorsque l'inflation reste modérée (Etats-Unis et Royaume-Uni, 1<sup>re</sup> période; Suisse, 2<sup>e</sup> période);

— que les variations du salaire sont inférieures à celles des prix de gros aussi bien lorsque l'inflation est modérée (Etats-Unis, Royaume-Uni, 2<sup>e</sup> période) que lorsqu'elle est très accentuée (France, 2<sup>e</sup> période);

— que le retard des salaires sur les prix (Suisse, 1<sup>re</sup> période; Etats-Unis et Royaume-Uni, 2<sup>e</sup> période) n'empêche pas le taux d'inflation d'être plus fort que dans la période où ils sont en avance sur les prix (Suisse, 2<sup>e</sup> période; Etats-Unis et Royaume-Uni, 1<sup>re</sup> période)<sup>18</sup>.

c) Une méthode plus simple consiste à faire la somme des écarts annuels entre les salaires et les prix au cours d'une période<sup>19</sup>.

PAYS	1 <sup>re</sup> PÉRIODE	2 <sup>e</sup> PÉRIODE	3 <sup>e</sup> PÉRIODE
Allemagne .....	+ 22	"	— 6
Belgique .....	"	+ 4	— 16
Etats-Unis .....	+ 76	— 61	— 1
France .....	— 208	— 708	0
Italie .....	— 6	+ 614	— 3
Royaume-Uni .....	+ 40	+ 4	— 12
Suisse .....	— 304	+ 43	— 11

Cette méthode permet de confirmer les observations précédentes; l'inflation est souvent plus forte lorsque les salaires sont en retard sur les prix que lorsqu'ils sont en avance sur les prix. L'inflation de réarmement (1930-1931), au cours de laquelle

18. L'évolution des prix est la suivante : première période, Suisse, 100 à 208; Etats-Unis, 100 à 132; Royaume-Uni, 100 à 121; seconde période, 100 à 104, 100 à 143 et 100 à 136.

19. Les écarts sont positifs lorsque la différence est au profit des salaires, négatifs lorsqu'elle est au détriment des salaires.

Les deux premières périodes sont les mêmes que pour les coefficients de corrélation; la troisième est 1930-1931.

les prix montent partout plus que les salaires, est plus rapide qu'elle l'avait été au début de la seconde guerre mondiale.

d) On peut enfin indiquer que des hausses de salaires égales sont accompagnées de hausses des prix très différentes : entre 1950 et 1951, les salaires haussent de 8 % en Belgique, aux Etats-Unis, en Italie, de 9 % au Royaume-Uni; les prix augmentent de 24 %, 9 %, 14 %, 21 %. Par contre, des hausses de salaires très différentes sont accompagnées de hausses de prix voisines : les salaires augmentent de 9 % au Royaume-Uni et de 24 % en France; la hausse des prix est de 21 % et 27 %.

## 2. — Salaire et coût de la vie <sup>20</sup>.

Le problème est plus complexe : les indices du coût de la vie sont plus contestables que ceux des prix de gros, des faits précis risquent d'être interprétés dans une « direction scabreuse » <sup>21</sup>.

a) Ici encore, les coefficients de corrélation sont élevés et proches de l'unité ou égaux à 1.

Coefficients de corrélation <sup>22</sup>.

PAYS	1 <sup>re</sup> PÉRIODE	2 <sup>e</sup> PÉRIODE
Allemagne .....	+ 0,860	+ 0,903
Belgique .....	"	+ 0,902
Etats-Unis .....	+ 0,995	+ 0,983
France .....	+ 0,991	(+ 0,979 CV1) ou + 0,987 (CV2)
Italie .....	+ 0,94	+ 1
Royaume-Uni .....	+ 0,972	+ 0,931
Suisse .....	+ 0,984	+ 0,867

Mais on peut aller plus loin que dans l'analyse de la liaison salaires-prix de gros. Contrairement à l'opinion selon laquelle l'inflation s'accompagne d'une diminution du salaire réel, les

20. Pour le calcul du coût de la vie au Royaume-Uni, nous avons utilisé, afin d'obtenir un indice continu, l'indice du London and Cambridge Service, donné par J. Lhomme, *op. cit.*, p. 19. En France, nous avons donné pour la seconde période deux indices se rapportant aux mois d'octobre de chaque année : l'indice calculé par G. Malignac (CV1) (*Pouvoir d'achat des ouvriers de 1939 à 1950, Journal de la Société de statistique de Paris*, 1951, p. 125-130), et l'indice des 34 articles (CV2).

21. Voir A. Sauvy, *art. cit.*

22. Les deux périodes correspondent à celles qui ont été retenues pour les coefficients de corrélation salaires-prix de gros, *supra*, p. 281.

statistiques montrent que dans de très nombreux cas les salariés sont capables de maintenir leur salaire réel ou même de l'améliorer.

b)

Coefficients de régression.

PAYS	1 <sup>re</sup> PÉRIODE	2 <sup>e</sup> PÉRIODE
Allemagne .....	0,975 (CV — 105,7) + 108,9	0,676 (CV — 117 ) + 113,25
Belgique .....	»	1,03 (CV — 107,5) + 110,25
Etats-Unis .....	2,29 (CV — 109 ) + 124,7	1,07 (CV — 119,4) + 119,2
France .....	0,341 (CV — 167,3) + 120,9	1,49 (CV1 — 186,8) + 214,8
Italie .....	0,64 (CV — 125,4) + 123,6	0,54 (CV2 — 344,3) + 214,8
Royaume-Uni .....	1,81 (CV — 113,6) + 121,4	5,4 (CV — 104,3) + 123,3
Suisse .....	0,69 (CV — 125,7) + 115,4	1,36 (CV — 109,4) + 117
		3 (CV — 102,1) + 115,2

Nous ne pouvons dégager des régularités : comme pour les liaisons salaires-prix de gros, celles-ci sont complexes. L'avance du salaire sur les variations du coût de la vie aux Etats-Unis, au Royaume-Uni (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> périodes), en Suisse (2<sup>e</sup> période), coïncide avec une inflation modérée; la hausse des prix est plus forte aux Etats-Unis dans la seconde période que dans la première, bien que l'avance des salaires soit plus faible; elle est plus faible en Suisse dans la seconde période, bien que l'avance des salaires soit beaucoup plus grande.

Mais on doit surtout insister sur la *tendance des salaires à varier plus fortement que le coût de la vie ou à s'ajuster au coût de la vie* : dans la première période, cette tendance est très nette en Allemagne, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni; dans la seconde période elle est générale. Seule l'Allemagne fait exception avec la France (si on tient compte en France de l'indice du coût de la vie le plus défavorable, celui des 34 articles).

c) Le calcul de la somme des écarts indique que les écarts sont généralement des écarts faibles ou positifs, en faveur du salaire. Au cours de l'inflation de réarmement, il n'y a pas d'écarts appréciables entre salaires et coût de la vie, sauf en France, où l'écart est positif<sup>23</sup>.

23. André Page, *La liaison salaire-coût de la vie*, *Revue économique*, 1953, p. 31-61, montre que les « écarts critiques » (écarts entre le pourcentage de hausse du salaire et le pourcentage de hausse du coût de la vie), aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en France, n'ont pas dépassé pratiquement 10 % et ont une tendance moyenne à se situer autour de 5 à 6 %.

PAYS	1 <sup>re</sup> PÉRIODE	2 <sup>e</sup> PÉRIODE	3 <sup>e</sup> PÉRIODE
Allemagne .....	+ 22	- 45	- 1
Belgique .....	+ 110	+ 11	- 1
Etats-Unis .....	+ 110	- 2	0
France .....	- 182	+ 169 (CV1) ou - 777 (CV2)	+ 10
Italie .....	- 9	+ 87	- 2
Royaume-Uni .....	+ 38	+ 44	+ 7
Suisse .....	- 66	+ 37	- 2

d) Si nous observons quelle a été en 1949 et 1951 l'évolution des salaires réels depuis 1938, nous constatons qu'ils sont généralement en hausse <sup>24</sup>.

	1949	1951
Allemagne .....	94	111
Belgique .....	104	110
Etats-Unis .....	133	139
Italie .....	105	104
Royaume-Uni .....	138	140
Suisse .....	114	113

Cette hausse a été obtenue soit grâce à une redistribution du revenu national en faveur des salariés, soit grâce à une augmentation du revenu national réel.

Part des salaires et traitements dans le revenu national <sup>25</sup> (en %).

PAYS	1938	1946	1947	1948	1949	1950	1951
Belgique .....	57	49,8	54,1	57,7	59,7	57,8	57,1
Etats-Unis .....	66,3	65	64,4	62,7	64,7	64,1	64,4
France .....	50	43,3	50,9	51,5	51,8	51,6	»
Royaume-Uni ..	63,1	66,2	65,3	65,8	66,8	65,5	66,2
Suisse .....	48,4	55,4	51,4	59,9	60,4	59,3	60

24. L'évolution des salaires réels au cours des années intermédiaires est donnée en annexe.

Pour l'évaluation des conditions d'existence, voir les articles cités de A. Sauvy, G. Malignac, R. Goetz-Girey, J. Lhomme, *op. cit.*, p. 376 et suiv.; André Piettre, *L'économie allemande contemporaine*, 1952, p. 419 et suiv.; Léon Dupriez, *Les rémunérations en Belgique de 1936 à 1952*, *Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales de l'Université de Louvain*, 1952, n° 5, p. 433-476.

25. *Bulletin mensuel de statistique des Nations-Unies*, novembre 1952, p. x-xi, et O. E. C. E., *Etudes sur la comptabilité nationale*, 1952, p. 49, et *Annuaire des*



Quelques précisions sont d'ailleurs nécessaires :

— On céderait à une illusion en admettant que les variations du salaire réel traduisent exactement les variations des conditions d'existence.

— Lorsqu'au cours d'une période, les salaires nominaux augmentent plus vite que le coût de la vie, il reste parfois une réserve de sacrifices initiaux : la hausse du salaire nominal au cours de la période n'est pas assez rapide pour permettre aux salariés de compenser ces sacrifices. C'est ainsi que le salaire réel de 1938 n'est rejoint au Royaume-Uni qu'en 1942, en Belgique en 1947, en Italie en 1948.

Cette liaison du salaire et du coût de la vie prend toute sa valeur si on établit une comparaison avec les inflations antérieures à la seconde guerre mondiale, au cours desquelles il semble bien que la liaison ait été alors beaucoup plus lâche.

Entre 1914 et 1918, le salaire nominal est constamment inférieur aux Etats-Unis au coût de la vie; il est à 150 en 1919 contre 173<sup>26</sup>. En France, le salaire nominal reste toujours inférieur; il est à 190-200 et le coût de la vie à 213<sup>27</sup>. Au Royaume-Uni, les chiffres donnés par Keynes dans *How to pay for the War* indiquent que les salaires sont restés sans cesse au-dessous du coût de la vie; ils sont, en 1918, à 177,5 contre 192,5<sup>28</sup>.

Au cours des inflations postérieures à la guerre 1914-1918, le salaire réel est en diminution. Sur la base 1913 ou 1914 = 100, les indices du salaire réel passent en Allemagne, entre 1922 et 1923, de 73 à 50 dans les mines, de 96 à 64 dans la métallurgie; en Pologne, ils passent, entre 1920 et 1923, de 75 à 45 dans les mines, de 119 à 32 dans la métallurgie<sup>29</sup>. En France, les salaires réels augmentent de 1922 à 1924, mais baissent, entre 1924 et 1926, de 100 (base 1924) à 85<sup>30</sup>.

statistiques du travail du B. I. T., 1951-1952, p. 212-213. Voir également J. Lecaillon, *Note sur la part du revenu du travail et la politique financière*, *Revue de science et de législation financières*, 1930, p. 317-338.

26. *Les indices du coût de la vie en France*, 1944, p. 40 et suiv.

27. Ce chiffre — approché — est emprunté à *Etudes et conjoncture*, op. cit., mai-juin 1931, p. 29.

28. P. 72. L'ouvrage du B. I. T., *Les fluctuations des salaires dans différents pays de 1914 à 1926*, p. 90-96, indique une baisse sensible du salaire réel. Voir également J. L. Guglielmi, *Les facteurs déterminant la formation du taux des salaires*, *Revue économique*, 1931, p. 732.

29. Ouvrage cité du B. I. T., p. 16-17.

30. *Annuaire statistique abrégé*, 1949, p. 213.

Ces tests nous permettent ainsi de dégager deux idées :

— A travers les discussions récentes sur l'inflation transparaît la nostalgie d'une théorie causale et automatique comme l'était la théorie quantitative de la monnaie. Exorcisée sous sa forme ancienne elle tend à renaître sous la forme d'une « notion <sup>31</sup> quantitative » des salaires. La complexité et la diversité des liaisons salaires-prix nous incitent à repousser toute interprétation simple et mécanique.

— La liaison qui s'est consolidée entre salaire nominal et coût de la vie traduit la disparition ou la dégradation de l'illusion monétaire des salariés. Des problèmes nouveaux se posent : les règles de la détermination des salaires sont-elles modifiées ?

On doit prolonger ces deux idées en recherchant quels sont les aspects de la propagation inflationniste des salaires dans l'économie et quels sont les facteurs déterminants de la pression salariale.

### I. — La propagation inflationniste des salaires.

Les embarras du langage sont parfois à l'origine des embarras de la théorie ou de la politique économique.

On a beaucoup parlé d'« inflation salariale ». Le terme est commode et la plupart des économistes qui l'emploient ne soumettent pas que le salaire est la variable motrice qui déclenche l'inflation <sup>32</sup>. Ils entendent seulement insister sur un des éléments caractéristiques des processus modernes d'inflation.

Mais en employant ce terme d'inflation salariale, on renforce involontairement l'opinion assez répandue selon laquelle la hausse des salaires est *la cause* de l'inflation, ou même la seule cause de l'inflation <sup>33</sup>. Aussi, est-il préférable d'éviter cette

31. Au sens où l'on parle d'une « notion quantitative » de la monnaie. Voir Louis Baudin, *La monnaie et la formation des prix*, 1947, p. 312.

32. Max Cluseau, *Traité cit.*, p. 860, parle d'inflation salariale, en refusant les termes d'inflation cyclique et d'inflation obsidionale. Les précisions qu'il donne au texte indiquent que le salaire n'est pas pour lui le moteur de l'inflation. De même, lorsque M. Gaël Fain parle d'inflation salariale, il n'entend pas affirmer que le déclenchement de l'inflation est dû avant tout à la hausse des salaires (*La lutte contre l'inflation et la stabilisation monétaire*, avec une préface de René Courtin, 1947, p. 61).

33. Lester V. Chandler, *op. cit.*, p. 366, prend position contre la conception fréquemment exprimée aux U. S. A., selon laquelle la hausse des salaires serait *la cause* de l'inflation.

terminologie, d'autant plus qu'on pourrait aussi bien, lorsque les salaires sont en hausse, mais en retard sur les prix, parler de « déflation salariale »<sup>34</sup>.

Les inflations qui se poursuivent depuis la seconde guerre mondiale ne sont pas dues, en effet, à une hausse du salaire : le déclenchement de l'inflation est dû à des causes plus générales. L'expérience française 1936-1937 est sans doute une des rares expériences où il est possible de penser que le déclenchement de l'inflation est dû à la hausse des salaires<sup>35</sup>. Mais l'expérience française de 1945 elle-même n'est pas décisive : la hausse des salaires a été très forte, mais l'inflation avait commencé avant 1945 et on a pu soutenir que le retard des salaires était à lui seul une tension inflationniste<sup>36</sup>. Lors de l'inflation des années 1950-1951, la hausse des salaires n'intervient qu'après la hausse des prix. Seule la Finlande semble faire exception<sup>37</sup>.

La formule que donne Pigou à propos de l'inflation induite par le déficit budgétaire, est plus exacte : la hausse des salaires n'est pas la cause de l'inflation, elle est une mesure de défense qui intervient au cours d'un processus d'inflation qui est déjà amorcé<sup>38</sup>.

Il nous semble donc préférable de réserver le nom d'inflation salariale à la hausse *autonome* des salaires, qui serait provoquée par une politique du pouvoir d'achat, et d'exclure la hausse des salaires, qui serait simplement une réponse à la hausse des prix.

Sans doute, cette précision ne permet-elle pas de résoudre toutes les difficultés.

Pratiquement, il est difficile, au cours des processus d'inflation, de faire le départ entre les hausses de salaire induites et les hausses de salaire autonomes. La hausse des salaires apparaît comme une hausse autonome, si on la calcule par rapport aux indices du coût de la vie et des salaires de l'année précé-

34. Emile James, *Problèmes économiques contemporains*, op. cit., p. 32.

35. Albert Aftalion, *Monnaie, prix et change*, 1930, p. 373 et suiv. et p. 401 et suiv.

36. Le retard des salaires est considéré tantôt comme une tension inflationniste, tantôt comme un élément de résistance, par l'étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques, *La France et l'inflation*, cit.

37. *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951*, Nations-Unies, 1952, p. 120.

38. A. C. Pigou, *The Veil of Money*, 1949, p. 132.

dente; elle peut être considérée comme une hausse induite, si on la considère par rapport au niveau des salaires et du coût de la vie d'une année antérieure. De façon plus précise, la hausse des salaires, qui apparaît comme une hausse autonome si on la calcule par rapport à la base 1944, est une hausse induite si on la calcule par rapport à la base 1938. Ces difficultés ont été à l'origine des confusions — volontaires ou non — du débat qui a opposé en France patrons et ouvriers entre 1944 et 1951.

Théoriquement, il peut subsister au cours du processus d'inflation, indépendamment de l'accroissement de la demande globale sur le marché des biens, une tendance à la hausse des salaires, si on suppose qu'il existe un écart inflationniste sur le marché des facteurs, indépendant de l'écart inflationniste sur le marché des biens<sup>39</sup>.

Malgré ces difficultés pratiques et théoriques, on peut s'entendre — et on le reconnaît généralement<sup>40</sup> — pour affirmer que, dans l'ensemble, la hausse des salaires est une hausse induite au départ. Au cours du processus d'inflation, cette hausse des salaires peut se rapprocher d'une hausse spontanée ou autonome. Mais le déclenchement de l'inflation n'en reste pas moins indépendant de la hausse des salaires.

Aussi est-il plus important de rechercher quelles sont les incidences d'une hausse des salaires. Keynes a tenté, et on a tenté après lui, de préciser quel était le processus de transmission par lequel les salaires exerçaient une influence sur les prix. Cette tentative est d'autant plus intéressante que trop souvent on se contente de rechercher quel est le lien entre deux phénomènes, sans déterminer quel est le processus de transmission.

Un schéma souvent retenu est très simple : « l'augmentation des salaires entraînerait une augmentation proportionnelle des prix, qui, à son tour, provoquerait de nouvelles hausses des salaires, et l'on ne pourrait plus arrêter la course fatale »<sup>41</sup>.

Les analyses hésitent entre des affirmations, résumées et

39. En ce sens, Bent Hansen, *A Study in the Theory of Inflation*, 1931. Pour une critique, voir F. R. Hahn, *The Theory of inflation*, Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, mai-juin 1932, p. 104-114.

40. Voir Henri Guitton, *Problèmes économiques contemporains*, op. cit., p. 13.

41. Robert Mossé, op. cit., p. 116, résumant la thèse adoptée par une partie de l'opinion publique.



popularisées dans des formules sans élégance telles que « le cercle vicieux des salaires et des prix », « la spirale des salaires et des prix », « le cercle infernal » et les modèles qui ont le mérite de mettre en relief la complexité du processus de transmission, mais ont une valeur subordonnée à celle que l'on reconnaît aux hypothèses théoriques de leurs auteurs<sup>42</sup>.

Une approche plus modeste peut tendre à déterminer les *conditions* dans lesquelles le salaire exerce une action plus ou moins grande sur les prix, en s'appuyant sur la distinction entre l'effet de coût et l'effet de revenu<sup>43</sup>, qui permet de rejoindre les préoccupations de la politique économique.

Il serait ainsi possible de mieux comprendre quelle est, dans le processus d'inflation, la responsabilité des salaires (effet de coût) et la responsabilité des salariés (effet de revenu).

#### 1. — *L'effet de coût ou la responsabilité des salaires.*

La hausse des salaires provoque une hausse du coût et, partant, une hausse des prix d'autant plus forte que les salaires constituent une fraction plus importante du coût.

L'influence des idées keynésiennes a fait porter l'intérêt sur cet aspect du problème. Ayant écarté l'hypothèse selon laquelle l'inflation n'est pas possible avant que le plein emploi soit atteint, Keynes admet que lorsque la production augmente, l'unité de salaire s'élève, le coût augmente. Lorsque le plein emploi est atteint, l'unité de coût augmente proportionnellement à l'accroissement de la demande effective<sup>44</sup>.

La détermination de la part du coût a fait l'objet d'affirma-

42. Nous pensons, en particulier, aux modèles de Bent Hansen, qui ne sont explicatifs que dans les perspectives de la théorie suédoise de l'équilibre monétaire. Nous aurons d'ailleurs à utiliser plusieurs des enseignements des modèles théoriques.

43. Voir Robert Goetz-Girey, *Les bases de la rémunération*, C. E. G. O. S., 1944. Il est impossible de dissocier coût et revenu, mais on peut admettre que les deux notions ne se recouvrent pas, que la relation entre elles n'est pas stricte (Rottier, *op. cit.*, p. 11). Les auteurs qui insistent sur le rôle de la demande admettent eux-mêmes que les deux effets sont « semi-indépendants » (A. G. Hart, *Costs in the inflation Process*, 1932, p. 3). M. Hart a bien voulu nous communiquer le texte de cette étude.

44. Alain Barrère, *Théorie économique*, *op. cit.*, pense que Keynes met l'accent sur l'effet de coût dans la *Théorie générale*, et sur l'effet de revenu dans sa brochure de 1940, *How to pay for the War*. Cette distinction reste valable, à condition de ne pas la forcer.

tions contradictoires. Si on calcule la part des salaires distribués dans chaque branche de la production, on arrive à des résultats qui varient d'une branche à l'autre, mais indiquent tous que la part du salaire dans le coût est faible. La C. G. T. a ainsi affirmé en 1946 que dans l'ensemble des industries, cette part était inférieure à 20 %. Si on calcule les « cascades » de salaires entre le moment où la matière première est fournie et le moment où le produit fini est fabriqué, on arrive, par contre, à des résultats plus élevés : des organisations patronales estimaient ainsi la part du salaire dans le coût à 70 % en août 1947<sup>45</sup>. La comparaison entre ces chiffres extrêmes et les chiffres qui permettent de mesurer la part du salaire dans le revenu national, soit environ 43 % en 1946 et 51 % en 1947, permettent de penser qu'il est aussi peu correct de calculer uniquement la part des salaires distribués que d'extrapoler une formule simplifiée du multiplicateur.

La hausse du salaire n'est pas, en tout cas, un phénomène simple; les incidences ne sont ni automatiques, ni proportionnelles. On ne peut raisonner comme si les éléments autres que le salaire restaient fixes ou augmentaient dans la même proportion que le salaire.

Il est donc indispensable de faire état de la productivité, des différentes composantes du prix et de distinguer différents secteurs dans l'économie.

a) On admettra que la hausse des salaires n'est pas inflationniste si elle est précédée ou accompagnée d'une hausse de la productivité. Le « Livre blanc britannique » se réfère à cette règle en affirmant qu'une hausse générale des revenus, qui ne serait pas accompagnée d'une hausse au moins égale de la production entraînerait une hausse des prix, et certains syndicats français s'appuient expressément sur elle pour réclamer des hausses de salaires lorsqu'il leur paraît que l'accroissement de la productivité rend cette revendication légitime<sup>46</sup>.

D'ensemble les faits illustrent la formule de façon assez convaincante. L'inflation américaine est restée modérée, grâce à l'accroissement de la productivité qui a eu lieu pendant la

45. Yves Séguillon, *L'évolution des salaires*, in *Problèmes actuels du travail* (conférences d'information sociale de la Faculté de droit de Nancy), 1949, p. 5.

46. C'est ainsi que dans les discussions du Conseil économique, la C. F. T. C. raisonne en termes de productivité (Débats du Conseil économique, *Problèmes des prix et des salaires*, 1949, III, p. 53).

guerre; la hausse des salaires a, par contre, entraîné une hausse des prix plus importante entre 1945 et 1948, parce que cette hausse n'a pas été accompagnée d'une hausse, mais d'une baisse de la productivité<sup>47</sup>. En 1947-1949, la hausse des prix a été forte surtout dans les pays où l'accroissement de la productivité a été inférieur à la hausse des salaires, notamment en France. L'Italie constitue d'ailleurs une exception<sup>47</sup>.

PAYS	HAUSSE EN % DU SALAIRE HORAIRE (48)		HAUSSE EN % DE LA PRODUCTIVITÉ PAR OUVRIER (48)		HAUSSE EN % DES PRIX DE GROS	
	1947/48	1948/49	1947/48	1948/49	1947/48	1948/49
Allemagne ...	10	7	37	38	»	— 1
Belgique ....	10	6	8	9	1	3
France .....	51	15	13	8	73	12
Italie .....	33	4	8	6	2	8
Royaume-Uni.	9	3	7	5	14	5

En 1950-1951, la même tendance semble se vérifier. Les pays où la hausse des salaires a été accompagnée d'une forte hausse des prix sont ceux dans lesquels la hausse des salaires est du même ordre que celle du rendement ouvrier par heure; ils ont monté moins en Italie, en Belgique et en Allemagne que le rendement, ils ont monté plus en France que le rendement<sup>49</sup>.

Cette thèse générale étant admise, il reste cependant difficile de déterminer exactement quelles sont les incidences d'une hausse des salaires :

— on connaît la productivité moyenne pour l'ensemble de l'économie ou pour une branche industrielle; on ne connaît pas la productivité marginale du travail. Même si la productivité marginale du travail et la productivité moyenne varient dans le même sens<sup>50</sup>, on ne peut admettre que toute l'augmentation

47. Clark Kerr, *The short time Behavior of physical Productivity and average Earnings*, *The Review of economic Statistics*, 1949, p. 299-309.

L'augmentation de la productivité en pourcentage est la suivante :

1940 .....	2,2	1943 .....	1,1	1946 .....	— 3,8
1941 .....	2,2	1944 .....	0,6	1947 .....	— 4
1942 .....	2,4	1945 .....	0,6	1948 .....	4,7

48. *Rapport sur la situation économique de l'Europe*, 1949, p. 75; 1950, p. 59 et 66. Nous avons ajouté, pour faciliter la comparaison, l'indice des prix.

49. *Etude sur la situation économique de l'Europe*, 1952, p. 127.

50. Telle est l'opinion de John Maurice Clark, *The Impact of the Union*, p. 363-368. En sens contraire, dans le même ouvrage, G. Haberler, p. 48.

de la productivité soit disponible pour les salariés<sup>51</sup>. Il est inutile d'insister sur les difficultés que présentent les calculs de productivité, soulignées par les meilleurs spécialistes<sup>52</sup>;

— en période d'inflation, une hausse des salaires provoque une augmentation des prix dans les industries les moins progressives, sans que cette hausse soit nécessairement compensée par une baisse — ou une stabilité — des prix des industries les plus progressives;

— lorsque les salaires ont été inférieurs à ce qu'eût exigé l'accroissement de la productivité dans une période antérieure, il existe des réserves de productivité. Mais l'existence même de ces réserves de productivité ne freine pas par elle-même la hausse des prix. Si en 1938, les salaires sont inférieurs de 20 % au niveau des salaires qu'eût permis l'accroissement de la productivité, on ne peut, en 1945, faire purement et simplement état de cette réserve de productivité pour accroître les salaires. Les bénéficiaires de la marge ont pris, en 1938 et en 1945, des habitudes de consommation telles, que l'on ne peut affirmer que la hausse des salaires ne sera pas inflationniste, si aucune réforme préalable n'intervient.

On ne doit pas oublier, en tout cas, que les adaptations du salaire à la productivité ne se font généralement que dans la longue période et qu'il n'y a presque jamais de coïncidence entre les variations de la productivité et les variations des salaires si on suit l'évolution économique année par année. La règle selon laquelle les salaires n'ont pas d'action inflationniste lorsqu'il y a accroissement de la productivité est plutôt une loi de longue période qu'une loi de courte période<sup>53</sup>.

Sans doute peut-on compliquer le raisonnement : l'élévation des salaires ne provoque-t-elle pas une diminution de la productivité ? Cette crainte n'est fondée que si les salaires réels haussent d'un pourcentage très supérieur à ce qu'eût été la hausse sans inflation<sup>54</sup>. Elle pourrait d'ailleurs justifier une

51. L. A. Vincent et G. Matthys, *La situation économique*, *Revue économique*, novembre 1951, p. 784-787.

52. Voir en particulier Salomon Fabricant, *Review of Economic Statistics*, 1949, p. 301.

53. Erik Lundberg, *Wages Policy*, *cit.*, p. 5 et suiv.

54. M. Pierre Lassègue arrive à des conclusions voisines, *Essai sur la courbe d'offre de travail en courte période*, 1950, p. 31.



hausse des salaires; il serait nécessaire d'accroître les stimulants de la productivité lorsqu'on approche du plein emploi.

Plus que la hausse des salaires, l'uniformisation des salaires<sup>55</sup> semble être défavorable à la productivité; elle entraîne une mauvaise allocation des ressources entre les emplois, les industries et les zones. Mais il faut reconnaître que nous sommes dans un domaine où les généralisations ne sont pas appuyées sur des recherches empiriques. Les enquêtes récentes les plus précises ne tendent-elles pas à conclure que la mobilité du travail dépend moins des salaires que d'autres facteurs, tels que l'attachement à l'entreprise, la nature de l'emploi, la sécurité de l'emploi<sup>56</sup> ?

b) On ne peut faire état de la hausse du salaire sans poser en même temps le problème des *compensations* possibles de la hausse des salaires.

La hausse des salaires peut être compensée par la réorganisation ou la mécanisation de l'entreprise. Ricardo l'avait déjà souligné et l'histoire montre que les hausses de salaires ont été souvent suivies par les progrès du machinisme. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, entre 1933 et 1937, la hausse des salaires dans les mines a provoqué un progrès de la mécanisation de l'ordre de 64 %<sup>57</sup>. Mais s'il existe des goulots d'étranglement, la mécanisation est difficile, et il ne faut pas oublier que la hausse des salaires entraîne une hausse du prix des biens de production eux-mêmes.

On peut alors songer à compenser la hausse des salaires par une baisse des profits; la hausse des salaires pousse moins au progrès technique qu'à la hausse des prix; les entrepreneurs

55. Une étude du *Bulletin économique* pour l'Europe, 1950, 2<sup>e</sup> trimestre, p. 63 et suiv., met en valeur trois tendances entre 1938 et 1949 : a) Les taux de salaires des diverses industries tendent à se rapprocher; b) Les salaires féminins haussent plus que les salaires masculins; c) Les salaires des ouvriers non qualifiés augmentent plus que les salaires des ouvriers qualifiés.

Certaines réserves doivent d'ailleurs être apportées, en particulier pour la Belgique (voir L. Dupriez, étude citée). En France même, la hiérarchie des rémunérations a été moins écrasée que les organisations des « cadres » l'ont affirmé (Jacques Lecaillon, *Le revenu des cadres*, *Revue économique*, 1952, p. 203-243).

56. Voir en particulier les résultats de l'enquête de Lloyd G. Reynolds, *The Structure of Labor Markets*, 1951.

57. Ch. Lindblom, *Unions and Capitalism*, 1949, p. 107; pour une critique de la thèse de la compensation, voir l'important article de René Courtin, *Politique des salaires et équilibre économique*, *Revue d'économie politique*, 1938, p. 308-352.

élèvent leurs prix pour absorber la hausse des salaires; ils raisonnent en termes de coût de remplacement, et peuvent s'adapter à une demande globale accrue avant toute augmentation des salaires<sup>58</sup>. La hausse des prix ne neutralise pas seulement la partie excessive de la hausse des salaires; elle maintient les profits ou même réussit à les augmenter<sup>59</sup>.

Part des profits dans le revenu national<sup>60</sup> (en %).

	1933	1946	1947	1948	1949	1950	1951
Belgique .....	32,1	43,4	41,5	40,4	39,1	37,9	37,5
France .....	43,3	53,4	48,3	42,1	44	40,9	»
Royaume-Uni ..	23,8	27,3	28,3	26,5	25,5	23,8	27,1
Suisse .....	29,3	31,3	30,3	29	27,6	28,6	»
U.S.A. ....	22,4	29,7	30,2	32	30,4	30,1	30,1

La hausse des profits est généralement vérifiée au cours du processus d'inflation. Mais elle se réduit à partir de 1947 (Belgique, Suisse) ou 1948 (Royaume-Uni), sauf aux U. S. A., et la hausse est peu caractéristique en 1950-1951, sauf au Royaume-Uni.

Cette hausse des profits n'est pas nécessairement, comme le suggéraient certaines analyses postkeynésiennes, un facteur anti-inflationniste<sup>61</sup>. Elle peut avoir des effets cumulatifs en servant de base à une expansion de crédit<sup>62</sup>; elle peut donner lieu à un accroissement de la demande des bénéficiaires de profits, non seulement de biens de production, mais de biens de consommation. Les salariés pourraient se réclamer de l'autorité d'Adam Smith : « Nos marchands et nos manufacturiers se plai-

58. A. Sauvy, *art. cit.*, p. 519. M. Chaudler, *op. cit.*, p. 352 arrive à la même conclusion pour les U. S. A.

59. Les travaux du Conseil économique, *Problème des prix et salaires*, 1949, III, p. 74, indiquent que par rapport aux chiffres d'affaire, le total des salaires a baissé entre 1946 et 1948; il était de 23,60 % en 1946, de 24,60 % en 1947, de 19,70 % en 1948.

60. *Bulletin mensuel des statistiques des Nations-Unies*, novembre 1952, p. viii-xi. Les impôts ne sont pas déduits des bénéfices des sociétés. Pour la France, *Etude sur la comptabilité nationale*, O. E. C. E., 1952, p. 82.

61. Bent Hansen, *op. cit.*, p. 177-179.

62. Hart, *op. cit.*, p. 10-11.

gnent beaucoup des effets des hauts salaires... ils ne parlent pas des mauvais effets des hauts profits. » <sup>63</sup>.

Mais la baisse des profits n'est pas une panacée. Sous sa forme absolue <sup>64</sup>, la thèse de la « spirale » profits-prix est aussi peu convaincante que celle de la « spirale » salaires-prix. Une baisse des profits rend nécessaire un accroissement des investissements publics et provoque une diminution des recettes fiscales. Les profits ont servi souvent à des achats d'or et à la constitution de stocks spéculatifs, mais dans la période de pénurie, leur baisse n'eût sans doute pas entraîné une baisse de ces « placements ». Elle eût d'abord entraîné une diminution des investissements issus de l'épargne.

Il est contradictoire de réclamer à la fois la baisse des profits et la mécanisation de l'industrie <sup>65</sup> et on n'a pas le droit de demander une baisse des profits sans proposer les réformes qui modifieraient effectivement les structures de l'économie, au moins autant pour les petites que pour les grandes entreprises <sup>66</sup> et sans prendre parti sur l'ampleur des plans d'investissement.

Un autre type de compensations soulève moins de conflits. Les salariés — et les entrepreneurs — peuvent compenser la hausse des salaires grâce à une réduction des revenus fixes (intérêts, loyers). Ce n'est pas une simple hypothèse de travail <sup>67</sup>; elle est vérifiée dans tous les pays. Entre 1938 et 1948, leur part tombe de 19,2 % à 9,7 % en Suisse; de 11,3 % à 5,3 % aux Etats-Unis <sup>68</sup>. Cette compensation peut seulement ralentir le processus d'inflation; la part de ces revenus est aujourd'hui si faible qu'il serait non seulement injuste, mais pratiquement impossible de la réduire encore <sup>69</sup>.

63. Adam Smith, *Richesse des Nations*, I, p. 209-210.

64. Jean Bénard, *Cahiers internationaux*, février et mars 1952, *Les conditions historiques et structurelles de l'inflation*. Voir Jean Gabillard, *op. cit.*, p. 204. On trouve de nombreux autres exemples dans l'enquête du Centre d'études économiques; Guglielmi et Perrot, *Salaires et revendications sociales en France* (1944-1952), p. 72 et suiv.

65. Telle est la thèse développée en 1949 au Conseil économique, *op. cit.*, III, p. 65.

66. Voir Hubert Brochier, *Finances publiques et redistribution des revenus*, 1950.

67. F. D. Holzman, *Income determination in open inflation*, *Review of Economic Statistics*, mai 1950.

68. *Bulletin mensuel de statistique des Nations-Unies*, novembre 1952, p. x-xi. Au Royaume-Uni et en Belgique, les intérêts ne sont pas déduits des bénéfices.

69. La baisse de ces revenus peut d'ailleurs contraindre l'Etat à subvenir aux besoins de leurs titulaires et, dans la mesure où elle est due à une diminution des loyers, aggraver la crise du logement.

c) On ne peut raisonner sur les incidences de la hausse des salaires sans faire une distinction entre les *différents secteurs de la vie économique*. Logiquement, certains prix ne devraient pas être entraînés immédiatement et proportionnellement par une hausse des coûts due aux salaires.

La liaison des *prix agricoles* et du coût n'est pas aussi forte que la liaison qui existe entre les prix industriels et le coût <sup>70</sup>. *Ex ante* ou *ex post*, il est difficile de calculer un coût dans les exploitations agricoles où « un mélange inextricable s'opère entre les comptes de la firme et ceux du ménage qui en assume la gestion » <sup>71</sup>. La plus grande partie des produits agricoles sont fournis grâce à un travail non salarié qui n'est pas immédiatement affecté par la hausse des salaires; le niveau de vie des salariés agricoles eux-mêmes est beaucoup moins modifié que celui des salariés de l'industrie par les variations préalables du coût de la vie, puisqu'ils sont nourris et logés <sup>72</sup>.

Il en est de même du *coût de distribution* que l'on néglige souvent lorsqu'on analyse la propagation de la hausse des salaires : le nombre des salariés est faible dans le commerce et la part des salaires dans le coût de distribution reste modeste. C'est ainsi qu'en France, la part du salaire varie entre 1,6 % et 11,7 % dans le commerce alimentaire, et entre 12 et 15 % dans le commerce des tissus <sup>73</sup>.

Enfin, le prix des *produits importés* n'est pas atteint par une hausse des salaires, et c'est pourquoi la hausse devrait être d'autant plus faible que les importations d'un pays sont plus importantes.

On peut ainsi préciser ce que signifie la « responsabilité » des salaires. En logique, la hausse des salaires doit provoquer une hausse des prix, mais cette hausse ne devrait être ni immédiate, ni générale, ni proportionnelle. Les salaires ne sont « responsables » ni de l'élévation des profits, ni du ralentissement du progrès économique, ni de la hausse d'une part impor-

70. René Fromont, *Les prix agricoles et les principes de leur formation*, *Droit social*, septembre 1948.

71. Jean Marchal, *Le mécanisme des prix*, 2<sup>e</sup> éd., 1948, p. 244 et suiv.

72. Les représentants des agriculteurs au Conseil économique (1949, III, p. 48 et suiv.) ont admis que la hausse des salaires ne devait pas entraîner immédiatement une hausse des prix agricoles et que celle-ci n'aurait lieu que si les prix des fournitures industrielles augmentaient.

73. Robert Goetz-Girey et Henri Krier, *Le commerce intérieur*, *Traité Louis Baudin*, t. II, 1933, p. 36.



tante du prix des produits agricoles, des produits importés ou des prix de détail.

## 2. — *L'effet de revenu ou la responsabilité des salariés.*

En schématisant, on noterait que les économistes américains ont été plus attentifs au problème du coût et que les économistes français ont été plus attentifs au problème du revenu, ou encore que dans les discussions professionnelles, on a beaucoup plus insisté sur le problème du coût que sur le problème du revenu<sup>74</sup>.

L'effet de revenu reste difficile à préciser parce que la théorie du revenu reste une théorie globale, et que les analyses — chiffrées ou non — des revenus de groupes restent encore peu nombreuses. On affirme généralement que *par nature* le revenu salarial est plus inflationniste que les autres revenus<sup>75</sup>. Les censeurs de la hausse des salaires ne sont pas par là même hostiles au progrès social; ils raisonnent en termes de nécessité et non de désirabilité. Implicitement ou explicitement, ils admettent en effet deux hypothèses de base :

— Les salariés consomment immédiatement et totalement leurs revenus.

— La hausse des salaires s'accompagne d'une hausse parallèle de la demande globale.

Il est nécessaire d'aller au-delà de ces hypothèses, en recherchant si la propension à consommer augmente et en faisant état de l'importance et de la localisation de la demande salariale.

a) L'hypothèse selon laquelle les salariés consomment immédiatement la totalité de leurs revenus ne peut être admise qu'à titre d'approximation. Il existe une épargne ouvrière, tout au

74. Les économistes français tendent à insister sur l'effet de revenu. Voir en particulier Albert Aftalion, *Monnaie, prix et change*, 1930, p. 376, et Emile James, *Problèmes économiques contemporains*, op. cit., p. 51. M. Chandler, op. cit., p. 326, affirme qu'on attache trop peu d'importance aux Etats-Unis à l'effet de revenu. Il semble que les discussions des économistes américains, dont l'ouvrage collectif *Impact of the Union* a donné les comptes rendus, s'attachent, en fait, plus à l'effet du coût qu'à l'effet de revenu. Cependant, J. M. Clark insiste, p. 2, sur le fait qu'il devient impossible de s'attacher uniquement au coût et qu'il est nécessaire d'étudier l'effet de revenu.

75. Les revenus des agriculteurs sont considérés, en particulier, comme étant moins inflationnistes.

moins dans des fractions importantes du groupe salarial, plus différencié que ne tend à le croire une opinion qui ne retient du marxisme que ses aspects les plus simples et les moins vérifiés<sup>76</sup>. Cette approximation n'est pleinement valable qu'au cours des inflations de pénurie, lorsque le rationnement n'est pas respecté et lorsque les salaires réels ont été diminués par les sacrifices initiaux des salariés (tel est le cas de la France, de la Belgique et de l'Italie après 1944).

Aussi la proposition selon laquelle la hausse des salaires entraîne *nécessairement* un accroissement sensible de la propension à consommer de la nation est-elle discutable.

Malgré les progrès de la connaissance dus aux études sur la fonction de consommation, dont on a pu dire qu'elle est la contribution essentielle de Keynes à la théorie économique<sup>77</sup>, les recherches sur la fonction de consommation des groupes restent encore peu nombreuses, et les travaux les plus récents ont montré que les formules keynésiennes ou postkeynésiennes étaient avant tout un point de départ<sup>78</sup>.

Pour que la hausse des salaires réels entraîne un accroissement de la propension à consommer de la nation, il faut admettre que la propension à consommer des salariés reste stable ou ne diminue que faiblement, c'est-à-dire que la loi psychologique de Keynes : « en moyenne et la plupart du temps, les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que le revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu », comporte des applications variables selon les groupes sociaux. Keynes le reconnaît implicitement et l'observation des faits permet de constater qu'il existe une structure des fonctions de consommation. La propension à consommer est plus forte lorsqu'un groupe social a un revenu

76. Critiquant la belle simplicité que Marx prête aux deux notions liées de travail et de travailleur, M. Jean Marchal distingue le revenu des travailleurs qualifiés, des manœuvres, des cadres, et les traitements, *Approches et catégories à utiliser pour une théorie réaliste de la répartition*, *Revue économique*, 1932, p. 174-178.

77. Alain Barrère, *op. cit.*, p. 390 et suiv.

78. Voir, en particulier, James E. Duesenberry, *Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior*, 1949; Jean-Marcel Jeanneney, *La consommation*, in *Traité d'économie politique* de Louis Baudin, *op. cit.* III, p. 903-993, et *La fonction de consommation à l'épreuve des faits*, *Revue des sciences économiques*, septembre 1932, p. 162 et suiv.; Robert Badouin, *L'élasticité des biens de consommation*, 1932, avec une préface de J. Milhau; Yves Mainguy, *Nouvelle contribution à l'étude du comportement du consommateur*, I. S. E. A., série B, annexe V, 1930; G. Rottier, *Notes sur la fonction de consommation*, *Economie appliquée*, 1948, p. 400-430.

peu élevé; elle est plus grande dans les familles urbaines que dans les familles rurales et chez les ouvriers manuels que chez les autres individus, y compris les employés<sup>79</sup>.

On ne peut donc partir de la fonction de consommation constatée à un moment donné pour une pyramide de revenus et extrapoler en pensant que les salariés qui atteignent une tranche supérieure de revenus auront le même comportement que les individus qui avaient des revenus semblables dans la période antérieure<sup>80</sup>.

Mais les analyses modernes de la fonction de consommation nous incitent à insister sur le rapport entre le revenu présent et le revenu antérieur<sup>81</sup>.

On ne doit pas considérer seulement les répercussions d'une hausse des salaires à un moment donné : la hausse de la propension à consommer de la nation est d'autant plus élevée que l'accroissement des salaires a été précédé d'un affaiblissement du pouvoir d'achat; elle l'est plus encore si les salariés — on l'a constaté après la seconde guerre mondiale — se forment une image inexacte et embellie de leurs anciennes conditions d'existence. Si nous sommes, par contre, dans un pays où les salariés n'ont pas subi une dégradation de leurs conditions d'existence, une amélioration du salaire réel ne devrait pas logiquement entraîner une augmentation sensible de la propension à consommer de la nation; même si elle joue avec moins de force pour les salariés, la loi psychologique joue cependant.

Concrètement, la hausse des salaires devrait entraîner une hausse de la propension à consommer plus forte dans un pays comme la France, où les salariés ont éprouvé des sacrifices initiaux importants, que dans un pays comme les Etats-Unis, où ils n'en ont pas éprouvé. Cette interprétation nous permettrait de comprendre pourquoi, au cours des années 1930, l'accroissement des salaires n'a pas entraîné de grandes modifications parce qu'il est intervenu à un moment où les salariés avaient généralement retrouvé leurs habitudes de consommation antérieures.

79. Badouin, *op. cit.*, p. 93-101.

80. Il serait tentant de penser que si la propension à consommer = 0,80 dans le groupe des revenus de 300.000 francs à 400.000 francs, la propension à consommer des salariés qui atteindront désormais un revenu de 300.000 francs à 400.000 francs sera = 0,80.

81. J. Duesenberry, *op. cit.*, p. 100 et suiv.

La comparaison de l'évolution de la propension moyenne à consommer  $\frac{C}{R}$  et de la propension marginale à consommer  $\frac{dC}{dR}$ <sup>82</sup> avec l'évolution des salaires réels semble confirmer l'analyse précédente.

Aux Etats-Unis, depuis 1940, la hausse du salaire réel est toujours accompagnée d'une baisse ou d'une stabilité de la propension moyenne à consommer (1940 à 1942, 1944, 1948, 1950) et la baisse du salaire réel est toujours accompagnée d'une hausse de la propension moyenne à consommer (1943, 1945 à 1947). La hausse du salaire réel est généralement (l'année 1948-1949 fait exception) accompagnée d'une baisse de la propension marginale à consommer (1940-1941, 1941-1942, 1943-1944, 1947-1948, 1949-1950); elle est en augmentation lorsque le salaire réel baisse (1942-1943, 1944-1945, 1945-1946); seule l'année 1946-1947 fait exception.

Par contre, en France, où le pouvoir d'achat a été dégradé depuis 1940, la propension moyenne à consommer varie dans le même sens que le salaire réel, sauf en 1949, et la propension marginale à consommer varie également dans le même sens.

La brièveté de la période d'observation en France et les circonstances particulières de l'économie américaine (rationnement, désépargne généralisée des années de reconversion)<sup>83</sup> nous incitent à ne pas généraliser; il semble du moins que les variations du salaire n'ont pas une influence prépondérante sur les variations de la fonction de consommation. Les recherches entreprises sur la fonction de consommation des groupes pourront seules nous permettre d'aller au-delà de ces observations<sup>84</sup>.

82. M. Guilbaud, *Cahiers de l'I. S. E. A.*, série B, annexe 3, p. 54, propose d'employer l'expression taux de compressibilité lorsque le revenu décroît et taux de dilatation lorsqu'il croît.

83. A. Barrère, *Les crises de reconversion*, 1947.

84. Le raisonnement présenté au texte devrait être compliqué pour faire état des variations de la part des salaires dans le revenu national. Aux Etats-Unis,

$\frac{C}{R}$  diminue (1941 à 1944) ou augmente (1944-1945 et 1948-1949) lorsque la part des salaires dans le revenu national augmente. Les variations de  $\frac{dC}{dR}$  sont généralement de même sens (sauf en 1943-1946 et 1948-1949). En France, la période d'observation est extrêmement brève.  $\frac{C}{R}$  varie dans le même sens que la part des salaires, sauf en 1947, et  $\frac{dC}{dR}$  varie en sens contraire deux années sur trois.



La fonction de consommation aux Etats-Unis <sup>85</sup>.

ANNÉES	$\frac{C}{R}$	$\frac{dC}{dR}$	SALAIRE RÉEL	INDICE DE LA PART DES SALAIRES dans le revenu national
1938.....	0,98		100	100
1939.....	0,96	0,62	102	99
1940.....	0,98	0,82	106	98
1941.....	0,84	0,62	112	92
1942.....	0,78	0,36	130	93
1943.....	0,77	0,70	126	97
1944.....	0,75	0,70	134	99
1945.....	0,81	2,75	129	101
1946.....	0,92	3,03	126	98
1947.....	0,97	4,76	124	94
1948.....	0,94	0,63	129	93
1949.....	0,96	4,3	133	96
1950.....	0,94	0,75	137	95

La fonction de consommation en France <sup>86</sup>.

ANNÉES	$\frac{C}{R}$	$\frac{dC}{dR}$	SALAIRE RÉEL (3)	INDICE DE LA PART DES SALAIRES dans le revenu national
1946.....	0,89		100	100
1947.....	0,87	0,81	88	117,5
1948.....	0,90	0,95	96	118
1949.....	0,94	0,90	92	120
1950.....	0,90	0,92	93	119,5

b) La demande salariale n'est qu'une partie de la demande globale; elle dépend non seulement du taux du salaire, mais du nombre d'heures de travail et du pourcentage des salariés dans la population totale. En supposant même que le revenu salarial soit intégralement et immédiatement dépensé, l'accroissement de la demande ne peut être supérieur à la part des salaires dans le revenu national. Il est impossible de supposer, comme on le fait parfois, qu'une hausse des salaires se traduise logiquement par une hausse immédiate et proportionnelle de la demande globale.

Si en 1948, en France, les salaires représentent 1.948 milliards, et s'il y a 4.844 milliards de consommation privée <sup>87</sup>, la

<sup>85</sup>. Les calculs ont été faits à partir des chiffres du supplément du *Survey of current Business, National Income*, 1951, p. 150-151, sur le revenu national disponible et les consommations privées.

<sup>86</sup>. Pourcentages calculés d'après les chiffres de l'*Etude sur la comptabilité nationale*, rédigée par Jan Marczewski, O. E. C. E., 1952, p. 24 et 49.

<sup>87</sup>. D'après les chiffres donnés par J. Marczewski, *op. cit.*, p. 24.

demande salariale ne dépasse pas 40,1 %, et la hausse des salaires de 20 % se traduira immédiatement non pas par une hausse de la demande de 20 %, mais au maximum par une hausse de la demande de 8,2 %.

Cette remarque permet en outre de comprendre que la hausse des salaires n'est pas la seule source de l'élévation de la demande salariale; c'est ainsi qu'aux U. S. A. la demande salariale, grâce à l'accroissement de l'emploi, aurait augmenté de 63 %, même sans hausse du taux des salaires<sup>88</sup>.

c) Par contre, la localisation de la demande salariale est un phénomène accélérateur de l'inflation. La demande de biens de consommation (produits alimentaires et biens non durables) est proportionnellement plus importante dans le groupe des salariés que dans les autres groupes; elle est plus importante chez les ouvriers que chez les employés<sup>89</sup>.

La tension inflationniste sera donc renforcée et se propagera aisément à travers l'économie en partant des biens de consommation : cela permet de comprendre pourquoi les prix agricoles et les prix de détail augmentent plus que ne l'exigerait l'effet de coût. Les biens de consommation exercent une action sur les autres biens; ils sont des biens « actifs »<sup>90</sup>.

Cette localisation de la demande salariale est un fait important et on a eu raison de parler de « biens salariaux » (*Wages Goods*). Elle ne doit cependant pas être surestimée; la demande de produits alimentaires dépasse rarement 50 %, se tient autour de 30 % dans les pays à revenus élevés. Les chiffres les plus récents nous indiquent qu'elle oscille autour de 55 % en France, 51 % en Belgique, 47 % en Allemagne, 32,5 % en Suisse, 32,8 % aux U. S. A.<sup>91</sup>.

On ne peut, en tout cas, affirmer que toute hausse des salaires entraîne nécessairement une hausse de la demande de ces biens. Cela n'est vrai que si d'autres transferts sont impossibles et si le pouvoir d'achat a été sensiblement déprimé avant cette

88. Chandler, *op. cit.*, p. 363.

89. L'élasticité de la demande des produits alimentaires est aux U. S. A. de 0,63 pour les ouvriers, de 0,36 pour les employés; elle est en Pologne de 0,56 pour les ouvriers et de 0,23 pour les employés; R. Badouin, *op. cit.*, p. 107-108.

90. J. Mayer, *Observations sur les subventions économiques*, *Revue d'économie politique*, 1948, p. 638-648.

91. *Annuaire des statistiques du travail du B. I. T.*, 1947-1948, p. 233-239; 1951-1952, p. 263-264.

hausse des salaires. Aux U. S. A., la consommation de biens durables diminue au profit de la consommation de biens non durables pendant l'inflation de guerre<sup>92</sup>, mais en Grande-Bretagne, la demande des biens de consommation a été déplacée vers des articles nouveaux<sup>93</sup>.

En matière de revenu, comme en matière de coût, il est nécessaire de faire état des comportements des autres groupes, des variations de leurs consommations<sup>94</sup>. Si les consommations des salariés ne représentent pas plus de 50 % du total des consommations privées, une baisse du salaire réel et une hausse des autres revenus ne sont pas nécessairement anti-inflationnistes. Il semble bien qu'au cours de la période d'inflation, la propension à consommer des petits et moyens commerçants et d'une fraction importante des agriculteurs se soit accrue. Le développement du tourisme immédiatement après la guerre en est une illustration peu discutable.

Si on étudie le processus de propagation de la hausse des salaires, il est donc nécessaire d'apporter des réserves à la thèse selon laquelle, par nature, le salaire est plus inflationniste que d'autres revenus. En tout cas, on ne peut conclure que la responsabilité des salaires ou des salariés soit une responsabilité non partagée. Plus exactement, cette hausse des salaires n'aurait pas dû, logiquement, entraîner des hausses de prix cumulatives aussi fortes que celles qui ont été réalisées en fait depuis 1940. Même en se renforçant l'un l'autre, l'effet de coût et l'effet de revenu n'auraient par dû être aussi puissants.

Cette proposition peut sembler artificielle. Les hausses de prix sont un fait et on a pu relever une liaison très étroite entre les variations du salaire et les variations des prix agricoles, des prix à la consommation ou des prix industriels<sup>95</sup>.

Mais c'est que la hausse des salaires a été suivie d'une telle

92. J. P. Cavin, *Aspects of Wartime Consumption*, *American economic Review*, mai 1948, p. 20.

93. V. Mainguy, *Une illustration : l'inflation contenue en Grande-Bretagne*, *Economie appliquée*, avril-juin 1960, p. 301-321.

94. Aucun modèle théorique ne peut négliger ce fait; il est particulièrement mis en valeur par Tjalling Koopmans, *Dynamics of inflation*, *Review of Economic Statistics*, 1947, p. 53-65, notamment p. 58.

95. Le Bourva, *op. cit.*, calcule que l'indice des prix agricoles est lié étroitement aux indices du salaire — ils varient avant les salaires (p. 153) — que les prix des biens d'équipement varient parallèlement aux salaires et que la hausse des biens de consommation est plus rapide que celle des salaires (p. 186 et suiv.).

hausse des prix, par suite du comportement des divers groupes sociaux, comportement qui ne dépend pas seulement des fluctuations des salaires mais est lié à certaines structures et à certaines politiques. On est obligé de dépasser l'explication par la logique économique pour se référer aux facteurs psychologiques de contagion et de prévisions.

Par *contagion*, la hausse des salaires entraîne des hausses de revenus sans accroissement préalable du coût et avant que la hausse de la demande globale ait pu exercer ses effets : il existe un phénomène de *liaison horizontale des revenus*, plus psychologique qu'économique.

Les exploitants agricoles<sup>96</sup> et les petits commerçants tendent à considérer leurs revenus comme un salaire et non comme un revenu d'entreprise. Tout se passe comme si agriculteurs et commerçants étaient des salariés du commerce et de l'agriculture qui, lorsque se produit une hausse des salaires, voudraient maintenir un écart entre leurs rémunérations et les rémunérations des salariés de l'industrie, avec cette aggravation que leurs revenus sont des revenus relativement élevés. Aussi serait-il plus exact — si on tient à ce terme — de parler d'une *spirale des revenus* que d'une spirale des salaires et des prix. Même si cette liaison horizontale ne peut être mesurée, elle est très forte dans tous les pays où le nombre des petits commerçants et des petits exploitants agricoles est considérable.

Peut-être est-ce ce phénomène qui explique le mieux un paradoxe apparent<sup>97</sup> : l'inflation a été modérée, entre 1938 et 1948, dans les pays où le pourcentage des salariés, par rapport à la population active, est le plus élevé. La France et l'Italie, qui comptent 50 % et 65 % des travailleurs dépendants, sont les deux pays où l'inflation est la plus élevée; les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, où l'inflation a été plus modérée, comptent 82 % et 91 % de travailleurs dépendants<sup>98</sup>.

Les *prévisions* des entrepreneurs devancent l'action des facteurs intermédiaires : coût et revenu. Le souvenir des hausses

96. René Gendarme, *Esquisse d'une théorie du revenu des agriculteurs*, *Revue économique*, mai 1952, p. 338-378.

97. Ce paradoxe apparent a été mis en valeur par Pierre Bauchet, dans un très bon article, *Evolution des salaires réels et structure économique*, *Revue économique*, mai 1952, p. 297-337, qui donne d'ailleurs une interprétation différente de la nôtre.

98. *Annuaire des statistiques du travail du B. I. T.*, 1951-1952, p. 12-13, 22-23, 28-29.



de prix antérieures provoque, avant même que la hausse des salaires ait pu agir, une hausse des prix qui n'a pas de fondement économique. Les entrepreneurs tendent à élever leurs prix et à augmenter leurs stocks parce qu'ils prévoient de nouvelles hausses<sup>99</sup>.

L'importance de ces facteurs psychologiques permet de comprendre l'ampleur de la hausse des prix : lorsque la hausse des salaires atteint « un seuil », un quantum d'action, le mouvement des prix devient irrationnel.

On doit d'ailleurs élargir le débat en raisonnant dans les perspectives des théories de la croissance et de l'expansion : les incidences logiques de la hausse des salaires sont disproportionnées et ses répercussions psychologiques sont aggravées dans la mesure où le revenu national, le niveau de vie des salariés, le nombre des travailleurs dépendants et l'élasticité de l'économie sont relativement faibles.

Ici encore, les thèses archaïques sur les contradictions du capitalisme doivent être révisées : ce sont les pays les plus industrialisés et les plus progressifs qui échappent le mieux à la fois à la propagation du communisme et à la propagation de l'inflation. Cette conclusion prend toute sa valeur si on la rapproche de la maxime selon laquelle l'effondrement de la monnaie provoque nécessairement l'effondrement du capitalisme.

## II. — Les facteurs de la pression salariale

Le mécanisme de la propagation des salaires étant complexe, indéterminé et soumis aux influences psychologiques, il en résulte qu'il est difficile d'agir sur cette propagation lorsque les salaires ont haussé. Aussi s'attache-t-on pratiquement à retarder la hausse des salaires eux-mêmes. La rigidité des salaires atténue ou limite la hausse : cette formule est plus exacte que celle qui affirme que le relèvement des salaires est la source de l'inflation<sup>100</sup>.

Cette conviction s'appuie sur les analyses keynésiennes et

99. On rejoint ici l'interprétation de M. Aftalion, *Monnaie et économie dirigée*, 1948, p. 272-273, et l'interprétation de Keynes, dont Alain Barrère a montré qu'elles ne s'excluent pas.

100. Yves Séguillon, *L'Europe face au réarmement*, *Revue de l'économie contemporaine*, juillet 1964, p. 28.

post-keynésiennes. Keynes a souligné en 1940, dans *How to pay for the war*, l'importance des « retards » et montré que pendant la guerre 1914-1918, c'est un retard des salaires d'environ douze mois sur le coût de la vie qui a rendu l'inflation anglaise « tolérable ». On a essayé, après Keynes, de préciser ou de chiffrer cette notion de retard <sup>101</sup>. Les salaires sont perçus plus fréquemment que les autres revenus, tous les quinze jours, ou même à des dates plus rapprochées au cours de certaines périodes d'inflation. Si les salaires suivent de très près l'évolution du coût de la vie, l'effet de freinage auquel pensait Keynes n'aura pas lieu; le seul retard subsistant sera égal au délai qui s'écoule entre le moment où le travail est effectué et celui où il est rémunéré, puisqu'on admet généralement qu'il n'y a pas de délai appréciable entre le moment où le salaire est perçu et celui où il est dépensé.

Alors que Keynes admettait la persistance de l'illusion monétaire des salariés, l'expérience a montré que le « point de réaction » des travailleurs se situe plus bas sur la courbe des prix qu'entre 1914 et 1918, que le « point de résignation » est très vite atteint. L'illusion monétaire ne joue guère qu'au début de l'inflation lorsque celle-ci succède à une longue période de stabilité des prix <sup>102</sup>. Les salariés sont désormais conscients du lien qui existe entre salaire nominal et coût de la vie <sup>103</sup>.

On a vu, en effet, que l'adaptation des salaires au coût de la

101. Dans son article cité, Tjalling Koopmans calcule la vitesse de l'inflation en faisant varier le délai d'ajustement des salaires. Pour le « cas standard », le calcul se fait à partir de la formule :

$$P = \frac{G}{Cete + Slu}$$

G = dépense additionnelle gouvernementale; C = propension marginale à consommer des entrepreneurs; e = part des entrepreneurs dans le revenu national (50 %); te = délai de dépense des entrepreneurs (six mois); S = propension à épargner des entrepreneurs; l = part des salariés dans le revenu national (50 %); t<sup>1</sup> = délai d'ajustement des salaires.

La vitesse de l'inflation (en % par mois) est la suivante selon les variations t<sup>1</sup> (en mois).

C	0 mois	2	4	6	9	12
0,25 .....	6,67	3,33	2,22	1,67	1,21	0,93
0,50 .....	3,33	2,5	2	1,67	1,33	1,11
0,75 .....	2,22	2	1,82	1,67	1,48	1,33
1,00 .....	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67

102. Sur les différentes notions d'illusion monétaire, voir Flamant, *op. cit.*, p. 53 et suiv., et Le Bourva, p. 58 et suiv.

103. L'étude de la presse syndicale est convaincante. S. L. Guglielmi et M. Perrot, *Salaire et revendications sociales en France, 1932*, p. 76-88).

vie est généralement plus rapide qu'au cours des inflations antérieures<sup>104</sup>. On doit se demander s'il n'existe plus dans les sociétés modernes de moyens de retarder la hausse des salaires, s'il est impossible, pour reprendre une expression de J. M. Clark, que les salaires soient « économiquement sains ».

Un diptyque commode consisterait à opposer la politique de l'Etat et la politique des groupes organisés. Les groupes tendraient à accélérer la hausse, l'Etat s'efforcerait de la ralentir. Mais l'Etat moderne est tenu de peser des exigences contradictoires, dans une économie libérale comme dans une économie dirigée ou partiellement dirigée. Soucieux de sauvegarder un minimum de bien-être, il ajuste les salaires au coût de la vie; soucieux de la stabilité des prix, il s'efforce de freiner la pression salariale.

En outre, dans la plupart des politiques des salaires<sup>105</sup>, l'action de l'Etat et celles des groupes s'enchevêtrent si étroitement qu'il est difficile de les distinguer<sup>106</sup>. L'Etat pose des injonctions ou des interdictions, mais ses décisions restent soumises à l'influence des groupes, et sont — sauf en période de guerre, dans les régimes autoritaires — prises après une discussion avec leurs représentants, et mises en œuvre par leur intermédiaire.

Il semble plus opportun de marquer la distinction entre les éléments *changeants* et les facteurs *permanents* de la pression salariale.

#### A. — LES ÉLÉMENTS CHANGEANTS.

La politique des Etats a varié. Tendant tout d'abord à « bloquer » les salaires, elle a fini par multiplier les méthodes d'ajustement.

1. — Il est légitime, si on veut maintenir la stabilité des prix, que des sacrifices soient demandés aux salariés comme aux

104. Voir *supra*, p. 286.

105. Sur l'ensemble des politiques du salaire, Paul Durand, *Traité de droit du travail*, 1950, t. II, p. 398 et suiv.; *Etudes et conjonctures* (économie mondiale), mars-avril 1952, p. 164-196, et mai-juin 1952, p. 264-280, *Les méthodes de fixation du salaire et la politique des salaires dans le monde*; Henri Noyelle, *Traité Louis Baudin, cité*, II, p. 714 et suiv.

106. En France, jusqu'au retour aux conventions collectives, l'Etat a conservé le pouvoir de décision. Mais après la loi du 23 décembre 1946, il prend l'avis de la Commission supérieure des conventions collectives, engage directement des négociations avec les syndicats. Après la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives, il continue à fixer le salaire minimum.

autres groupes de la nation. Les salariés sont fondés à protester si des sacrifices équivalents ne sont pas demandés aux autres groupes; ils peuvent même affirmer que l'égalité quantitative n'entraîne pas une égalité psychique dans les sacrifices, puisqu'ils doivent renoncer à des consommations plus indispensables que celles auxquelles renoncent les groupes les plus favorisés; ils peuvent critiquer les politiques qui sont à l'origine du processus d'inflation. Mais ils n'ont pas le droit de prétendre éviter tout sacrifice, et aucune véritable organisation syndicale n'a jamais soutenu sérieusement cette prétention <sup>107</sup>.

Les politiques de retard coïncident rarement avec les modèles théoriques. On pourrait concevoir une politique de blocage des salaires et de blocage des prix, une politique de blocage des salaires et de liberté des prix, une politique de liberté des salaires et de blocage des prix <sup>108</sup>. La première correspondrait approximativement aux expériences de guerre et à l'expérience travailliste anglaise, la seconde aux tendances de la politique française après 1946, la dernière à la politique finlandaise de 1944 et aux projets du parti communiste suédois. Mais la réalité est plus complexe et ne nous livre que des enseignements limités.

Les modalités juridiques du freinage des salaires n'ont qu'une importance secondaire : les législations interdisent toute hausse des salaires, fixent un maximum de hausse, prévoient que les hausses seront subordonnées à une décision gouvernementale ou à une institution d'arbitrage. On a pu ainsi soutenir qu'il n'y a jamais eu en Grande-Bretagne de politique de blocage ou même de freinage, puisqu'aucun texte n'interdit les hausses de salaires; on pourrait faire la même remarque à propos de la politique pratiquée en Suède jusqu'en 1950. Mais l'interdiction des grèves, l'arbitrage obligatoire, les recommandations du gouvernement forment les composantes d'une politique qui, pratiquement, tend à retarder la hausse des salaires <sup>109</sup>.

Quelles que soient les modalités juridiques, ces politiques ont à leur actif un certain succès.

107. Les textes syndicaux ne doivent jamais être interprétés qu'avec une très grande prudence. Comme l'a noté Arthur Ross, *Trade Union et Wages Policy*, 1948, p. 10, il n'est probablement pas un domaine de l'investigation sociale où la parole écrite risque d'induire davantage en erreur que celui de la négociation du taux des salaires.

108. Bent Hansen, *op. cit.*, p. 115 et suiv.

109. Jean Lhomme, *op. cit.*, p. 279 et suiv.



La politique de *blocage absolu* poursuivie par l'Allemagne nationale-socialiste, continuée par les autorités alliées jusqu'à 1948, s'est traduite par une stabilisation presque absolue des salaires : le salaire horaire n'augmente que de 13 % entre 1938 et 1944; le taux horaire est presque le même en 1947 (0 M, 92) qu'en 1944 (0 M, 90). En France même, malgré les difficultés de l'occupation, les salaires ne haussent que de 64 % entre octobre 1940 et avril 1944 <sup>110</sup>.

La politique de *contrôle* souple n'a pas été inefficace. En Grande-Bretagne, les hausses de salaires restent modérées, inférieures à ce qu'elles avaient été en 1914-1918. Aux U. S. A., en 1942, la « little Steel Formula » interdit les relèvements de salaires qui dépassent 15 % et subordonne les hausses à certaines conditions : elles ne peuvent être accordées que pour corriger l'écart entre le salaire et le coût de la vie, réduire les inégalités exagérées entre entreprises, pallier le déficit de main-d'œuvre dans certaines branches <sup>111</sup>. Or, si les salaires augmentent de 100 à 145 entre 1940 et 1942, ils n'augmentent que de 100 à 126 entre 1942 et 1944 et le relâchement des contrôles à partir de 1945 se traduit par une nouvelle et plus importante poussée des salaires. L'expérience la plus récente enfin, celle de 1950, au cours de laquelle il est interdit d'augmenter les salaires de plus de 10 % (puis de 12 %), n'est pas sans portée : sauf dans les chemins de fer, la hausse des salaires (en %) est moindre après la date de cette intervention (janvier 1951) qu'avant cette date <sup>112</sup> :

	MANUFACTURES	CONSTRUCTION	COMMERCE	CHEMINS DE FER
Nov. 49/juin 1951 ....	4,5	2,5	4	— 2,3
Juin 50/janv. 51 .....	7,1	7	5,3	5
Janv. 51/juill. 51 .....	3,3	3,3	4,3	10

Mais l'expérience de freinage nous livre un enseignement : c'est une politique *subordonnée*, qui n'est efficace que si elle constitue un élément d'une politique générale de contrôle.

110. Pierre Cornet, *La politique des salaires depuis la guerre*, thèse Nancy, 1945, p. 96-97.

111. Chandler, *op. cit.*, p. 332 et suiv.; H. Hennig et H. Unterberger, *Wage Control in Wartime and Transition*, *American Economic Review*, 1948, p. 319-336.

112. Hart, *op. cit.*, p. 6.

Cela est vrai du *blocage absolu*, qui n'a pu être maintenu qu'en Allemagne, dans le cadre d'une économie de guerre, où non seulement une direction économique mais une direction politique est imposée aux entreprises, aux groupes, où le pouvoir central est maître du commerce extérieur, commande la production, les échanges et la main-d'œuvre des économies dominées.

Par contraste, celles-ci accusent les difficultés du système : malgré la généralisation de la règle du blocage, aucun des pays occupés ne réussit à la faire respecter entre 1940 et 1944. En France, elle est modifiée par les textes eux-mêmes qui accordent des indemnités aux ouvriers les plus défavorisés, révisent les salaires « anormalement bas », augmentent les allocations familiales, restaurent la hiérarchie professionnelle entre activités ou à l'intérieur d'une même branche <sup>113</sup>.

Quant aux chiffres allemands de 1943-1948, il serait illusoire de s'en réclamer et de s'étonner que les autorités américaines, britanniques et françaises aient été capables d'obtenir dans leurs zones des succès que leurs propres pays étaient impuissants à atteindre : il existe un système de prix de référence taxés, mais les salaires noirs, les salaires en nature, la dégradation du rôle du mark en tant qu'étalon des valeurs et intermédiaire des échanges enlèvent aux chiffres presque toute signification <sup>114</sup>.

Le *contrôle souple* des salaires reste lui-même une politique subordonnée. Il est des tendances profondes à la hausse que les contrôles ne peuvent résorber. Les entreprises qui cherchent à se procurer une main-d'œuvre supplémentaire ou désirent améliorer les conditions de vie de leur personnel accordent des coefficients hiérarchiques plus élevés, modifient les règles d'ancienneté, généralisent les primes de rendement, la pratique des heures supplémentaires. Les ruses sont presque identiques aux Etats-Unis et en France où on a noté que les dispositions relatives au maximum moyen de salaire n'ont jamais été respectées par les inspecteurs du travail, alors que les règles du minimum étaient, en fait, corrigées et adoucies <sup>115</sup>.

113. Pierre Cornet, *op. cit.*, p. 79 et suiv.

114. Robert Goetz-Giréy, *Le mark allemand depuis la réforme monétaire*, *Revue de science et de législation financières*, 1930, p. 188-218.

115. Si on compare les développements de Paul Durand, *Traité cité*, p. 634, avec ceux de l'article cité de l'*American Economic Review*, on constate que les prescriptions légales sont tournées par les mêmes moyens aux U. S. A. et en France.

Ces tendances à la hausse peuvent être partiellement résorbées grâce au contrôle effectif des prix et des quantités et grâce aux subventions. Si le coût de la vie reste relativement stable, le freinage des salaires conserve sa valeur : l'inflation « réprimée », malgré ses inconvénients propres, a moins d'inconvénients que l'inflation déclarée, mais elle est contenue par des moyens qui dépassent le simple contrôle des salaires. Aussi, lorsque les contrôles disparaissent ou perdent leur force, l'action directe sur les salaires, non seulement n'est plus légitime, mais devient impossible : le blocage des salaires ne peut coexister avec la liberté des prix <sup>116</sup>.

L'« incohérence » de la politique des salaires en France depuis 1945 a été dénoncée avec raison <sup>117</sup>. Cette politique reste cependant cohérente en un sens : elle a sans cesse tendu à maintenir des délais entre l'augmentation du coût de la vie et celle des salaires. Si on suit mois par mois les variations du coût de la vie, des salaires, des mouvements de grèves, on constate que la hausse des salaires n'est jamais accordée qu'après une vague de revendications ouvrières. L'incohérence caractérise moins la politique des salaires que la politique économique et l'opinion, hésitant toutes deux entre les apparences du dirigisme et du libéralisme, le mythe du bon vieux temps et les espérances démesurées.

Aussi comprend-on pourquoi, lors de l'inflation des années 1950, les politiques de contrôle direct des salaires ont fait l'objet de peu d'applications ou ont échoué. Il était impossible de restaurer les contrôles des salaires sans remettre en place les agents et les techniques de contrôles des prix et des quantités. Les U. S. A. ont adopté une politique de stabilisation des salaires, mais cette politique est très souple, comporte de nombreuses exceptions <sup>118</sup>, est liée à un effort de stabilisation des prix et ne réussit que grâce à l'élasticité de l'économie américaine <sup>119</sup> et à la brièveté de l'inflation américaine. La Finlande

116. Rapport de G. Lasserre au Conseil économique, 1949, III, cité p. 42-43.

117. L. Buquet, *Les salaires et les prix*, *Droit social*, mai 1947, p. 187-192; *Salaires, niveau de vie et politique des prix*, *Droit social*, novembre 1948, p. 323-330; Paul Durand, *Sur l'incohérente politique des salaires*, *Droit social*, novembre 1947, p. 373-375.

118. On admet une hausse des salaires de 10 %, puis de 12 %.

119. Contrairement à de nombreux pronostics, il a été possible d'accroître rapidement le nombre des travailleurs, *Labor Market Developments*, *Federal Reserve Bulletin*, juin 1961, p. 613-621.

doit abandonner la politique de blocage qu'elle avait restaurée en janvier 1951, et les Pays-Bas sont contraints d'accorder des hausses de salaires, d'ailleurs inférieures à l'accroissement du coût de la vie.

Subordonnée, la politique de freinage tend à devenir un simple *compromis* lorsque les politiques générales de contrôle sont en déclin. Il est très difficile de marquer une limite entre les politiques de freinage et les politiques d'ajustement : dans la plupart des pays, on peut dire cependant qu'au cours du processus d'inflation, les politiques de salaires ont de plus en plus tendu à l'ajustement.

2. — *L'extension des méthodes d'ajustement.* Si les modalités juridiques sont variées, elles sont relativement neutres et n'intéressent l'économie que dans la mesure où elles exercent une influence sur la vitesse de l'inflation. A cet égard, on peut dire que dès avant l'extension des clauses d'échelles mobiles, les politiques d'ajustement se sont multipliées, en droit ou en fait.

Tantôt on admet explicitement que de nouvelles négociations auront lieu lorsque le coût de la vie dépasse un certain indice, tantôt on insère dans les conventions collectives des clauses permettant de dénoncer ces conventions lorsque le coût de la vie aura varié, tantôt on signe des conventions collectives de très courte durée, comme c'est le cas en Allemagne Occidentale. La politique des salaires paraît moins bien définie lorsque les conventions collectives ne comportent pas de telles clauses (Suisse) ou lorsque la détermination du salaire minimum n'est pas liée par la loi aux variations du coût de la vie. En fait, on constate que dans tous les cas, avec des délais variables, la liaison est établie. En France, il a toujours été implicitement admis que le salaire interprofessionnel minimum garanti serait modifié lorsque le coût de la vie se modifierait.

Les données statistiques confirment cette analyse : les écarts entre le salaire et le coût de la vie sont dans l'ensemble faibles <sup>120-121</sup>.

120. Les écarts critiques varient en France, depuis 1946, entre 2,4 % et 7,8 % (A. Page, art. cité, p. 48, 60).

121. Les développements consacrés par *Etudes et conjoncture* à une analyse comparée des diverses politiques de salaires dans le monde montrent bien



Mais il est une méthode, *l'échelle mobile des salaires*, dont on peut se demander si elle n'est pas davantage un facteur d'accélération que d'ajustement.

Contre l'échelle mobile, on a invoqué les incidences générales d'une élévation des salaires : elle entraîne une hausse générale des prix, elle provoque la hausse des coûts dans les secteurs qui ne sont pas capables de la supporter, elle aggrave la situation des titulaires de revenus fixes autres que les salariés, les « économiquement faibles ». En sa faveur, on apporte le plus souvent des arguments de fait : elle est un moyen de pression sur l'Etat et les autres groupes pour obtenir une réforme des mécanismes de la répartition, elle diminue le nombre des conflits du travail, elle ne peut être évitée lorsque des groupes importants de la société bénéficient déjà, en fait, d'une échelle mobile (entrepreneurs, commerçants). Parfois, on exprime un espoir : l'échelle mobile a une valeur anti-inflationniste, parce qu'elle rend l'ouvrier moins sensible aux propagandes, freine les demandes spéculatives de hausses des salaires et contraint les entrepreneurs à faire un effort d'innovation et d'adaptation <sup>122</sup>.

Sur le plan des controverses politiques, le débat tend très rapidement à devenir un débat sur les bénéficiaires et les victimes de l'inflation; sur le plan des discussions impartiales, il reste hésitant. Les adversaires de l'échelle mobile reconnaissent que la revendication des salariés est « légitime »; ses partisans ne nient pas qu'elle puisse avoir dans le court terme des incidences inflationnistes; les uns et les autres insistent sur la difficulté de concilier à tout moment les exigences de la justice et les exigences de la stabilité monétaire.

que les techniques sont très nombreuses, mais que les mesures tendant à établir une liaison entre le salaire et le coût de la vie se généralisent. Voir en particulier le numéro de mars-avril 1962, p. 168 et suiv.

122. Voir Baudhuin, *Précis de Finances publiques*, 1948, p. 114 et suiv.; Georges Lasserre, *Conseil économique*, op. cit., p. 46 et suiv.; Pierre Dieterlen, *L'échelle mobile jugée par un non-socialiste*, *Revue de l'économie contemporaine*, juillet-août 1961, p. 1-4 (Réponse de M. G. Fain, même *Revue*, septembre 1961); H. Bartoli, *L'échelle mobile*, *Esprit*, 1961, p. 475 et suiv.; Jean Marchal, *Instabilité du pouvoir d'achat et ajustement des revenus*, in *Richesse et misère*, 1963, p. 329 et suiv.; Henri Noyelle, op. cit., p. 731-734; A. Sauvy, *Droit social*, 1961, p. 88. L'étude de M. Michel Vasseur, *Le droit des clauses monétaires et les enseignements de l'économie politique*, *Revue trimestrielle de droit civil*, octobre-décembre 1962, p. 1-44, montre l'extension de la notion d'échelle mobile, aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence françaises.

On a vu quelles étaient les incidences *possibles* d'une hausse des salaires. En examinant les techniques de l'échelle mobile et les résultats des expériences et en les confrontant avec les autres politiques d'ajustement, il semble bien que le débat sur l'échelle mobile ait surestimé parfois l'importance réelle de cette politique *au cours du processus d'inflation*.

a) Les *techniques* sont si variées qu'on ne peut parler « d'une » échelle mobile <sup>123</sup>.

Elles peuvent être plus ou moins *générales*. Insérées dans quelques conventions collectives, elles ont peu d'intérêt; introduites par un texte légal (c'est à ce type d'échelle mobile que se réfère la discussion française), elles s'appliquent à l'ensemble des salariés de l'industrie ou même à l'ensemble des salariés et des fonctionnaires. Mais lorsqu'elles sont insérées dans des conventions collectives générales, elles se confondent presque avec l'échelle mobile légale : tel est le cas du Danemark depuis 1946 et, dans une moindre mesure, de la Belgique depuis 1951.

Tantôt la hausse des salaires est uniforme, tantôt elle s'applique de façon différente aux diverses catégories de salariés. En Italie, « l'indemnité de contingence » est automatique; à l'origine, elle était fixe, elle est aujourd'hui hiérarchisée.

Surtout, les clauses d'échelle mobile peuvent être plus ou moins *automatiques*, comporter des délais d'ajustement plus ou moins longs. Mais l'échelle mobile absolue, applicable immédiatement aux salariés, ne joue que lorsque la monnaie a déjà perdu son caractère de mesure des valeurs (hyper-inflation allemande des années 1923-1924) <sup>124</sup>. Elle ne fonctionne que si un certain délai sépare deux hausses du coût de la vie ou si la hausse du coût de la vie dépasse un certain taux. La période minima entre les ajustements est d'un mois et la période maxima d'une année; ce sont les ajustements trimestriels qui sont les plus répandus. Il est généralement précisé quelle est la modification du coût de la vie qui doit provoquer une variation du taux de salaire.

<sup>123</sup>. Bert Zoetewij, *L'adaptation des salaires au coût de la vie*, *Revue internationale du travail*, août 1932, p. 101-126; *L'échelle mobile du salaire dans les pays du plan Marshall*, in *Problèmes économiques*, 18 mars 1932, p. 3-5; *La clause de l'échelle mobile*, étude comparative, Service d'études du Grand-Duché de Luxembourg, 1932.

<sup>124</sup>. Bresciani-Turoni, *Economics of Inflation*, 1936; R. Thomas, *L'échelle mobile des salaires*, 1938.

Aux Etats-Unis, la plupart des clauses admettent une hausse du salaire de un cent par tranche de 1 point ou de 1,44 point de l'indice des prix à la consommation. Environ la moitié des conventions collectives admettent l'un ou l'autre système; quelques rares conventions vont au-delà et admettent 1,25 cent pour 1 point <sup>125</sup>.

En France, l'échelle mobile joue lorsque l'indice des prix à la consommation familiale augmente d'au moins 3 %; deux modifications successives ne peuvent intervenir pendant une période de quatre mois; le salaire minimum garanti est modifié proportionnellement à l'augmentation constatée dans les prix à la consommation familiale. Bien que la loi ne le précise pas, il semble que le relèvement des salaires ne pourrait jouer que lors de la publication de l'indice, c'est-à-dire les premiers jours du mois <sup>126</sup>.

La gamme des stipulations est si vaste qu'à la limite, la clause de l'échelle mobile pourrait être stabilisatrice : si l'accroissement des salaires est seulement partiel, si l'impôt augmente en même temps que le salaire nominal, si une limite maxima de hausse est prévue, l'échelle mobile se rapproche d'une politique de retard.

Aussi un certain nombre de difficultés ne sont-elles pas propres à celle-ci. Les difficultés de mesure du coût de la vie sont communes à toutes les politiques qui adaptent les salaires au coût de la vie. Même là où l'échelle mobile n'est pas généralisée, comme ce fut le cas en France avant 1952, on sait quelles discussions passionnées a soulevé le calcul des indices ou le calcul du budget familial <sup>127</sup>.

b) L'expérience des échelles mobiles des salaires reste trop limitée pour qu'on puisse en tirer des conclusions absolues. Aux U. S. A., où elles se sont multipliées depuis l'accord du 29 mai 1948 passé entre la General Motors et l'United Auto-

125. *Monthly Labor Review*, mai 1964.

126. A. Philbert, *Le problème de l'échelle mobile des salaires*, *Droit social*, 1952, p. 592-599.

127. Un indice exact du coût de la vie est par nature impossible dans une société non stationnaire. Mais on a remarqué qu'au cours d'une période courte où les coûts et les marchandises disponibles varient peu, la comparaison entre les divers indices donnait des résultats peu différents (J. Rosen, *On the calculation of Cost of living Indice Figure*, *Kyklos*, 1949, n° 4, p. 233 et suiv.). Il faudrait ajouter qu'il faut tenir compte de la base de départ adoptée.

mobile Workers Association, elles s'appliquent à près de trois millions de salariés; au Royaume-Uni, elles semblent en déclin : 10,8 % des hausses des salaires résultent de clauses d'échelle mobile en 1949; 5,5 % seulement en 1951 <sup>128</sup>; en France, la loi du 18 juillet 1952, n'a pas encore été appliquée <sup>129</sup>.

Mais l'application de l'échelle mobile n'a pas été à l'origine d'une spirale inflationniste plus forte que celle que l'on constate dans les pays où l'échelle mobile est peu fréquente. L'expérience la plus durable, celle du Grand-Duché de Luxembourg (appliquée aux traitements des fonctionnaires dès 1921, l'échelle mobile est généralisée à l'ensemble des entreprises privées depuis 1945), n'a pas soulevé de difficultés et la hausse des salaires n'a pas été sensiblement plus forte qu'en Belgique : entre 1946 et 1949, le salaire nominal passe au Luxembourg de 100 à 126, en Belgique de 100 à 120 <sup>130</sup>. Au Danemark, entre 1946 et 1948, le salaire nominal passe de 100 à 116. Entre 1950 et 1951, la comparaison des hausses de salaire dans (a) les pays qui appliquent l'échelle mobile dans une mesure importante et (b) les pays qui ne l'appliquent pas n'est pas défavorable à l'échelle mobile <sup>131</sup> (base 100 = 1950) :

a		b	
Belgique .....	+ 8	Allemagne .....	+ 14
Italie .....	+ 8	France .....	+ 27
Danemark .....	+ 8	Royaume-Uni .....	+ 9
U. S. A. ....	+ 8		

Ces observations ne tendent pas à présenter une justification de l'échelle mobile. Elles permettent seulement de penser qu'en pratique l'échelle mobile ne diffère guère des autres politiques qui, dans les sociétés où l'illusion monétaire des salariés a disparu, ajustent les salaires aux variations du coût de la vie <sup>131 bis</sup>. L'alternative n'est pas une alternative entre deux politiques opposées, mais entre deux modalités d'une même politique.

Deux différences pourtant persistent :

— L'inconvénient d'une échelle mobile *légal*e doit être estimé moins par rapport au processus d'inflation au cours duquel elle

128. Lhomme, *op. cit.*, p. 226.

129. M. Sauvy, *Droit social*, juin 1952, p. 374, pense qu'avant d'être votée la loi a eu d'heureux résultats. « C'est la crainte de voir relever les salaires qui a inspiré les efforts en vue de la baisse des prix. »

130. *Annuaire des statistiques du travail du B. I. T.*, 1951-1952, p. 144.

131. *Annuaire du B. I. T.*, cité, 1947-1948, p. 125.

131 bis. Dans le même sens, *Etudes et conjoncture*, mai-juin 1952, p. 490-492.



est adoptée que par rapport à un éventuel processus d'inflation. Si un nouveau processus d'inflation se déclenche, l'échelle mobile permettra aux salariés d'éviter les sacrifices initiaux qui devront peut-être s'imposer à tous les groupes. Le maintien de l'échelle mobile pendant la période de stabilisation est plus dangereux que son adoption au cours d'une période d'inflation. La sagesse consisterait peut-être moins à s'opposer à son adoption qu'à limiter à l'avance la durée de son application.

— On doit se demander quelles sont les incidences de l'échelle mobile généralisée, légale ou non, sur la force des groupes organisés. Traditionnellement, ceux-ci lui ont été hostiles, craignant qu'elle ne diminue l'esprit combatif des syndicats et ne rende leur action inutile. Les syndicats américains les plus puissants ne l'admettent que si elle comporte une clause de productivité et se réservent pratiquement le droit d'y renoncer <sup>132</sup>; la C. G. T., en s'y ralliant en France, a donné le sentiment qu'elle palliait ainsi une faiblesse relative.

Les revendications ne disparaissent pas : les syndicats se livrent à des « batailles d'indices » ou s'efforcent d'obtenir une modification de la période d'ajustement <sup>133</sup>; mais il semble que les mouvements revendicatifs soient en déclin. Alors que les conflits du travail sont particulièrement nombreux en France, en Belgique, en Suède en 1950, ils restent faibles au Danemark; le nombre des journées de grèves qui était, avant l'extension des clauses d'échelle mobile, de 1.386.000 en 1946 tombe à 473.000 en 1947 et ne dépasse plus, dès lors, 10.400 <sup>(134)</sup>. Il n'y a ni grèves ni lock-outs au Luxembourg <sup>135</sup>.

On est ainsi amené à passer de l'étude des éléments changeants de la politique des salaires à l'étude des facteurs permanents de la pression salariale, les groupes organisés.

#### B. — LES FACTEURS PERMANENTS DE LA PRESSION SALARIALE.

Le marché du travail est décrit aujourd'hui comme un marché de monopoles et d'oligopoles bilatéraux qui présentent des

132. Le syndicat américain de l'automobile vient de renoncer à la clause d'échelle mobile (mars 1953).

133. En Belgique, les syndicats obtiennent que la période d'ajustement soit portée de trois à deux mois; en France, ils réclament une modification de la base du salaire minimum garanti (septembre 1951); aux Etats-Unis, ils ont obtenu que l'Office de statistique modifie le calcul des indices.

134. *Annuaire B. I. T.*, cité, 1947-1948, p. 274-275, et 1951-1952, p. 328-329.

135. *Etude citée des services économiques du Grand-Duché.*

différences remarquables avec le marché au sens strict. Cette observation n'est généralement plus contestée, même si la terminologie est impropre en ce sens que les syndicats ouvriers ne tendent pas à maximiser les revenus de leurs membres de la même façon que le monopoleur de produits tend à maximiser ses profits<sup>136</sup>. Le développement des syndicats et des conventions collectives transforme les règles de la détermination du salaire<sup>137</sup>.

Les discussions sur les rapports entre la hausse des salaires et les variations de l'emploi ou sur la compatibilité du capitalisme et du syndicalisme font état implicitement ou explicitement de cette action monopolistique<sup>138</sup>. Mais aujourd'hui le pouvoir monopolistique des syndicats pose avant tout le problème de l'inflation. Les salariés sont désormais souvent capables de maintenir ou même d'accroître leur salaire réel au cours des périodes d'inflation : le développement des syndicats n'entraîne-t-il pas automatiquement une pression des salaires inflationnistes ? Il serait alors plus exact de parler d'inflation « syndicale » que d'inflation « salariale ».

La discussion est compliquée parce qu'on dépasse le conflit traditionnel des doctrines ; ce sont souvent des libéraux qui sont les adversaires les plus convaincus de la thèse de l'inflation « syndicale » et ce sont souvent des non-libéraux qui développent des arguments qui viennent l'appuyer. Mais, dégagée des variantes, la ligne de l'argumentation est nette et logique. De même que le monopole des hommes d'affaires cherche à accroître le prix, le syndicat cherche à augmenter le taux des salaires ; le monopole détruit le système des prix et rend impossible toute stabilité monétaire<sup>139</sup>.

136. Edward E. Chamberlin, *Monopoly Power of Labor, Impact of the Union*, op. cit., p. 168-187.

137. Voir François Perroux, *Syndicalisme et capitalisme*, 1938 ; Jean Marchal, *Du prix du travail au revenu du travailleur*, article cité ; Jean Guglielmi, *Essai sur le développement de la théorie du salaire*, 1943, p. 302 et suiv. ; Henri Noyelle, *Traité* cité, p. 807 et suiv.

138. J. Rueff, *L'assurance-chômage, cause de chômage permanent*, *Revue d'économie politique*, 1931, p. 214 et suiv.

139. La thèse la plus absolue est celle qui est soutenue par Lindblom, *Unions and Capitalism*, 1949, p. 72 et suiv., et p. 119 et suiv. L'auteur déclare être un ami des syndicats. Une thèse plus modérée est soutenue par J. Meade, *Plans et prix*, trad. de Gildas Lenoan, préface de Jean Weiller, 1932, p. 97 et suiv. M. Perroux a insisté sur l'importance des facteurs structurels de l'inflation (monopoles syndicaux), *Six problèmes économiques*, cit., et dans un article du *Cumhuriyet*, 3 février 1931, *Les formes contemporaines de l'inflation*.

Par nature, les syndicats doivent chercher à augmenter le salaire : ils ont une stratégie, des buts à long terme, mais dans le court terme le maximum de leur effort porte sur l'augmentation des salaires<sup>140</sup>, d'autant plus que les préférences de la masse, du *rank and file*, vont plus à l'accroissement des salaires qu'à la baisse des prix. Comme on l'a écrit, les syndicats finissent par considérer que la hausse des salaires représente pour eux un devoir et pour les salariés un droit<sup>141</sup>.

Même s'il était exact que la hausse des salaires provoque le chômage, cette incidence ne se produirait que si les entrepreneurs résistaient à la hausse. Or, cette résistance décroît au cours du processus d'inflation : les entrepreneurs parviennent aisément à maintenir leurs profits et l'action syndicale entraîne automatiquement un affaiblissement de leur résistance. Ils se soumettent aux revendications syndicales, parce que l'accroissement des salaires est supporté en même temps par *tous* leurs concurrents et parce que les revendications syndicales facilitent leur tâche en les dispensant du souci d'élaborer une politique rationnelle des salaires, adaptée à leur firme<sup>142</sup>.

Enfin, l'inflation elle-même accroît le pouvoir monopolistique des syndicats : il n'est pas possible de mesurer statistiquement le degré de monopole, mais certains critères d'évaluation peuvent y suppléer et on constate que le nombre des syndiqués, la puissance financière, le degré d'organisation et de concentration augmentent au cours des périodes d'inflation.

Ainsi, même si la hausse des salaires n'est pas la cause de l'inflation, le pouvoir monopolistique des syndicats tend *automatiquement* à exagérer les tensions inflationnistes en même temps que l'inflation renforce automatiquement les syndicats et diminue automatiquement la force de résistance des entrepreneurs. Dans la zone d'indétermination du monopole bilatéral, les syndicats l'emportent nécessairement et la pression syndicale est nécessairement cumulative. On tend ainsi à conclure que le syndicalisme est incompatible avec la stabilité de l'économie, ou même qu'il est nécessairement destructeur de la libre entreprise, alors qu'entre les deux guerres, l'effort théo-

140. John Dunlop, *Wages Determination under Trade Unions*, 1930, p. 119 et suiv.

141. Lhomme, *op. cit.*, p. 180.

142. Lindblom, *op. cit.*, p. 119.

rique tendait à montrer que les syndicats étaient un facteur de stabilisation nécessaire au fonctionnement du capitalisme <sup>143</sup>.

Ces analyses mettent l'accent sur la gravité des nouveaux problèmes posés par l'ascension des syndicats : leur importance a été reconnue expressément par des hommes comme Beveridge, et elle s'accroît à partir du moment où on admet, avec un grand nombre de « néo-classiques » <sup>144</sup>, que la hausse des salaires ne provoque pas nécessairement le chômage. Mais on ne peut retenir le mécanisme et l'automatisme qui tendraient à faire des syndicats, pour reprendre un mot de l'*Economist*, des « agresseurs économiques ».

Il est indispensable de les examiner dans les perspectives des rapports de forces et dans les perspectives du monopole.

a) Les faits nous inclinent à la prudence parce que la vitesse et le taux de l'inflation ne sont pas liés nécessairement à la puissance syndicale. Il n'est pas un seul pays qui nous offre à la fois l'exemple d'une hyper-inflation et celui d'une organisation syndicale cohérente, riche, durable. Le taux d'inflation est moins élevé aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves qu'en France ou en Italie, où le mouvement syndical n'a ni une cohésion ni des ressources aussi grandes. La reconstitution du syndicalisme en Allemagne n'a pas été génératrice de hauts salaires entre 1945 et 1950 <sup>145</sup>.

Bien plus, il n'est pas toujours exact que l'inflation renforce le mouvement syndical. En Amérique et en Grande-Bretagne, depuis 1940, le nombre des syndiqués, la puissance financière et la cohésion des unions ont augmenté <sup>146</sup>. Mais en France, le boom syndical des années 1945-1946 est dû plus aux influences politiques, au goût des transformations économiques et sociales, à la vogue des idées « travaillistes » qu'à l'inflation. Les effectifs et la cohésion diminuent, les finances syndicales sont en difficulté au cours du processus d'inflation aussi bien en 1947 (scission de la Confédération générale du travail) qu'en 1950-1951 <sup>147</sup>.

143. Robert Goetz-Girey, *Les syndicats allemands après la guerre*, 1936, p. 292 et suiv.

144. Haberler, *Impact* cit., p. 43 et suiv.

145. A. Piettre, *op. cit.*, p. 418 et suiv.

146. Lhomme, *op. cit.*, p. 112 et suiv.; Pierre Waline, *Les syndicats aux Etats-Unis, leur forme et leur originalité*, 1951, p. 1-29.

147. Georges Lefranc, *L'expérience syndicale en France*, 1950, p. 367-368, estime



Aussi, en France, une des pressions salariales les plus fortes, celle de 1944-1945, est-elle due plus à l'action spontanée et souvent désorganisée des salariés qu'à un mouvement syndical en voie de réorganisation; les hausses ont d'ailleurs souvent au départ un caractère local<sup>148</sup>. Quant aux hausses de 1950 à 1951, elles sont accordées à un moment où tous les observateurs insistent sur la faiblesse relative des syndicats. Les hausses de salaire obtenues en Italie en 1944 et 1945 suscitent les mêmes réflexions.

Aux Etats-Unis, Milton Friedman a comparé la hausse des salaires à l'issue de trois guerres. Les salaires sont en 1865, après la guerre de Sécession, au coefficient 150 (chiffre très sous-estimé) par rapport à 1860. Ils sont, en 1920, au coefficient 214 par rapport à 1914. Ils sont en 1948 au coefficient 213 par rapport à 1939. Les syndicats étant beaucoup plus faibles en 1865 et 1920 qu'en 1948, Friedman conclut qu'il n'y a pas de liaison causale entre les syndicats et l'inflation<sup>149</sup>.

On ne peut déduire de ces faits la négation pure et simple de toute liaison entre le mouvement syndical et la pression salariale : entre les dates limites, la hausse des salaires a été plus rapide qu'elle ne l'était dans le passé et surtout la stabilité relative ou l'augmentation des salaires réels est un fait plus général qu'autrefois, qu'il faut expliquer. On peut seulement en conclure que la liaison n'est pas automatique.

C'est qu'il est nécessaire de faire une distinction entre le pouvoir des syndicats et la *volonté* des syndicats. La pression salariale est d'autant plus forte virtuellement, que le marché du travail est mieux organisé, grâce à l'action syndicale. Mais l'exercice de ce pouvoir virtuel est fonction de l'idéologie syndicale et du degré d'intégration des syndicats dans l'Etat.

Les exemples anglais et français sont très caractéristiques. En Grande-Bretagne, les hausses de salaires ont été moins fortes parce que l'exercice du pouvoir syndical a été subordonné à la volonté des syndicats de gagner la guerre d'abord,

que le nombre des syndicats est passé de 7 à 8 millions en 1946 à 4 millions en 1949; il donne également des exemples nombreux des difficultés financières des syndicats.

148. Pierre Cornet, *op. cit.*, p. 124.

149. C'est à Milton Friedman qu'on doit la critique la plus élégante et la plus stimulante de la thèse absolue de l'inflation « syndicale ». Voir *Significance of Labor Union for economic Policy, Impact cit.*, p. 204-234, notamment p. 217-219 pour les statistiques américaines citées au texte.

d'assurer le succès de la politique du gouvernement travailliste ensuite; par contre, les revendications se sont multipliées et ont provoqué de plus fortes hausses de salaire lorsque les unions ont été moins associées à la politique générale, après les élections de 1950.

En France, entre 1944 et 1946, la Confédération générale du travail freine les revendications des salariés en affirmant que la hausse des salaires est subordonnée à l'amélioration de la situation économique du pays, à un moment où le parti communiste fait partie du gouvernement. Par contre, après l'échec du parti communiste au référendum du 3 mai 1946, qui enlève au parti ses espérances politiques immédiates, la Confédération générale du travail réclame une hausse des salaires et ses revendications se multiplient après le départ des ministres communistes <sup>150</sup>.

Le test anglais est si embarrassant que les partisans de la théorie univoque l'oublient ou ne parviennent pas à l'intégrer correctement dans leurs explications <sup>151</sup>. En s'appuyant presque uniquement sur les développements récents du syndicalisme américain dont la nouveauté et le caractère spectaculaire sont en effet frappants, on surestime les répercussions mécaniques du syndicalisme.

b) Ramenant la détermination du salaire à un rapport de forces, la thèse mécaniste surestime également l'action du monopole, néglige l'action de la conjoncture, du rapport des offres et des demandes sur le marché du travail, oublie que la coupure est moins entre le marché concurrentiel et le marché à base de monopole qu'entre l'économie de marché et l'économie sans marché <sup>152</sup>.

Comme cela arrive fréquemment dans l'évolution des théories, une thèse excessive appelle une autre thèse excessive : l'inflation serait due intégralement à l'accroissement de la masse monétaire et les syndicats n'auraient aucune influence sur la détermination du salaire <sup>153</sup>. Avec moins d'outrance mais plus de force, on a affirmé que l'action syndicale a contribué

150. Voir l'étude citée, *Salaires et revendications sociales en France*, p. 26-29, et Robert Goetz-Girey, *La pensée syndicale française*, 1948, p. 149 et suiv.

151. Voir en particulier Lindblom, *op. cit.*, p. 195 et suiv.

152. François Perroux, *Syndicalisme et capitalisme*, p. 16.

153. W. A. Morton, *Trade Unionism, Full Employment and Inflation*, *American Economic Review*, mars 1960.

plus à la stabilisation qu'à la hausse des salaires en accroissant la résistance des entrepreneurs qui craignent que la hausse des salaires soit irréversible, ou que la hausse eût été moins forte si la politique monétaire du crédit avait été plus exigeante<sup>154</sup>.

Comme on n'a aucun moyen de mesurer ce qu'auraient été les salaires si l'action revendicatrice n'avait pas eu lieu, on tente d'y remédier en comparant les salaires des professions organisées et les salaires des professions non organisées : aux Etats-Unis, en 1948, les indices des professions où les syndicats sont les plus puissants (industrie automobile) sont à l'indice 198 et les salaires des professions où les syndicats sont faibles sont à l'indice 272 (gens de maison) et 343 (salaires agricoles)<sup>155</sup>.

Ces exemples sont convaincants mais partiellement seulement : les syndicats exercent non seulement une action directe sur les salaires des membres de leur profession mais une action indirecte sur tous les salaires, soit qu'ils favorisent l'adoption d'un minimum vital, soit qu'ils incitent les non-organisés eux-mêmes à être plus exigeants. Ils doivent être interprétés en tenant compte de l'ensemble des conditions du marché : en supposant que l'action syndicale tende nécessairement à la hausse des salaires, cette action ne peut être mise efficacement en œuvre que si la demande de travail augmente<sup>156</sup>.

L'hypothèse keynésienne, selon laquelle la hausse des salaires est d'autant plus forte qu'on se rapproche du plein emploi ou qu'on est dans une période de plein emploi, reprend toute sa valeur. Comme les monopoleurs de matières premières eux-mêmes, les syndicats ne sont pas maîtres absolus des prix; ils ne le sont qu'autant que les conditions de la demande le permettent. Cette précision permet de comprendre pourquoi aux Etats-Unis, entre 1950 et 1951, l'accroissement de la demande de travail incite les employeurs à offrir eux-mêmes aux ouvriers des hausses de salaires<sup>157</sup>.

154. G. Haberler, *op. cit.*, p. 62; Krister Wickman, *Wages Policy under full employment*, *op. cit.*, p. 81.

155. Friedman, *art. cit.*, p. 224. L'ouvrage de Paul Douglas, *Real Wages in the United States, 1880-1926*, conclut que les hausses de salaires sont aussi fortes dans les professions non organisées que dans les professions organisées.

156. André Marchal, *L'action ouvrière et les transformations du régime capitaliste*, 1949, p. 10-43; J. Lajugie, *Salaires et grèves*, *Cahiers de l'I. S. E. A.*, série B, 1948.

157. Hart, *op. cit.*, p. 4.



On retiendra donc qu'il existe une tendance des syndicats à élever les salaires, que cette tendance est renforcée par le pouvoir monopolistique des syndicats, mais qu'elle trouve des résistances dans la volonté des syndicats et la situation du marché. Il semble d'ailleurs que la pression syndicale explique mieux la tendance des prix dans la longue période que dans une courte période; préférant obtenir des hausses de salaires plutôt que des baisses de prix, les syndicats renforcent le mouvement de longue durée qui, même en l'absence des syndicats, exprime l'amélioration de la productivité par des hausses des rémunérations plus que par des baisses de prix <sup>158</sup>.

En restant dans la logique de la théorie du monopole, on ne peut d'ailleurs considérer que toute action syndicale est nécessairement inflationniste. Il est des cas où le syndicat tiendra compte de l'emploi <sup>159</sup>, où il cherchera à réaliser d'autres buts que la hausse des salaires <sup>160</sup>. Surtout, puisque la théorie du monopole a été révisée, il serait spécieux de refuser au monopole syndical — et de lui refuser à lui seul — le bénéfice de cette révision. Comme les autres monopoles, le monopole syndical se détruit lui-même s'il dépasse la mesure : un échec entraîne la dislocation ou l'affaiblissement des syndicats. Comme les autres monopoles, le monopole syndical est facteur de productivité, non seulement s'il entraîne un meilleur aménagement de l'organisation des entreprises <sup>161</sup>, mais s'il stimule le mouvement de concentration et d'intégration qui accroît le nombre des monopoles « productifs ».

Le problème de la pression syndicale doit d'ailleurs être compris dans une perspective plus large encore qui permet de situer les forces syndicales dans leur environnement. Selon une thèse récente, l'inflation est un phénomène social dont l'aspect monétaire ne serait qu'une conséquence : elle apparaîtrait quand un groupe n'accepte plus les liaisons monétaires, quand elles sont bouleversées par les actions et réactions des groupes sociaux pour des causes politiques ou économiques. Le refus

<sup>158</sup>. Dans le même sens, Erik Lundberg, *Wages Policy*, cit., p. 5; en étudiant les facteurs structurels de l'inflation, c'est avant tout à l'inflation chronique que s'attache F. Perroux, *Cours cit.*

<sup>159</sup>. G. Rottier, *op. cit.*, p. 73 et suiv.

<sup>160</sup>. Richard A. Lester, *Labor Monopoly and Business Monopoly : a faulty Analogy*, in *Readings in Labor Economics and Industrial Relations*, 1931, p. 393-401.

<sup>161</sup>. Sumner Slichter, *The Challenge of industrial Relations*, 1947.



d'un groupe entraîne le refus des autres groupes, et ainsi se développe un processus inflationniste cumulatif<sup>162</sup>.

Cette thèse elle aussi est univoque : il reste à préciser quels sont les modes d'action des groupes, à quelles résistances ils se heurtent ; on pourrait soutenir que les salariés n'entendent pas refuser une liaison monétaire, mais veulent s'adapter à une liaison monétaire nouvelle dont ils ne sont pas responsables. En mettant l'accent sur les *tensions sociales*, au sens large, elle a pourtant le mérite d'insister sur des notions souvent implicites et d'ouvrir la voie à un dépassement.

Le groupe salarial doit être analysé qualitativement et quantitativement. La pression salariale se réalise d'autant plus aisément que le groupe salarial est un groupe ouvert, et d'autant plus difficilement qu'il est un groupe clos ou que sa politique ne rencontre pas l'approbation des autres groupes. L'opinion publique est spontanément favorable aux revendications salariales parce qu'elle assimile, parfois un peu rapidement, salariat et faiblesse économique<sup>163</sup>. Mais l'opinion publique peut retirer sa complicité, sa collaboration ou sa neutralité ; le pouvoir monopolistique des syndicats est alors démantelé.

\*  
\* \*

C'est ainsi à des résultats surtout critiques que nous conduit l'examen des aspects et conditions de la propagation inflationniste des salaires et des facteurs déterminants de la pression salariale : la complexité et la diversité des enchaînements, empiriques ou logiques, la force des éléments psychologiques s'opposent à toute interprétation univoque et mécaniste de l'inflation salariale qui tendrait à ressusciter les errements de la théorie quantitative de la monnaie.

De même qu'il est impossible de comprendre les incidences du mouvement des salaires si on l'isole du comportement des différents groupes de la nation et de l'élasticité de l'économie, de même il est impossible de saisir le sens de la politique des salaires si on l'isole de la politique économique et monétaire et des conditions du marché. Si on tient à découvrir des « res-

162. Jacques Aujac, *Une hypothèse de travail : l'inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux*, *Economie appliquée*, n° 2, avril-juin 1950, p. 277-300.

163. E. Chamberlin, *op. cit.*, p. 181.

ponsabilités », on doit reconnaître que la responsabilité des salaires et des salariés est une responsabilité partagée, mais cette responsabilité ne sera rigoureusement précisée que lorsque les recherches sur les revenus et le comportement des groupes se seront multipliées et perfectionnées.

Il en résulte qu'il serait vain de penser trouver des remèdes à l'inflation du côté des salaires seuls. On ne peut proposer que des palliatifs <sup>164</sup>.

Quelques-uns des faits caractéristiques des périodes d'inflation : neutralité relative des modalités juridiques des politiques des salaires, disparition de l'illusion monétaire des salariés, permanence de l'action des groupes organisés, posent des problèmes si graves qu'il est compréhensible que des thèses exagérées aient pu être présentées.

D'excellents esprits, posant le dilemme : inflation ou chômage, ont pensé que la pression inflationniste des salaires ne pourrait être résorbée que grâce à une diminution de l'emploi <sup>165</sup>. Ce dilemme serait désespérant pour les nations libres de l'Europe; les maux du chômage leur seraient aussi insupportables que les maux de l'inflation.

Pour dépasser le dilemme, il reste à pratiquer une politique de salaires « économiquement sains ». L'imperfection même des indicateurs de la « *santé économique* » incite à penser qu'il est nécessaire de fixer les salaires au sein « d'institutions de confrontation ». Que l'on adopte ou non une politique « nationale » des salaires <sup>166</sup>, que les institutions de confrontation s'expriment comme le suggère Meade, dans des « boards impartiaux » <sup>167</sup>, ou qu'elles se prolongent, comme le propose Maurice Byé, par une magistrature économique <sup>168</sup>, nous n'avons là aucune panacée anti-inflationniste. Mais dans la mesure où les salaires sont responsables de l'inflation, ces institutions sont des palliatifs rationnels.

Robert GOETZ-GIREY.

29 mars 1953.

164. Dans un sens voisin, François Perroux, *Cours cit.*

165. Telle est l'opinion de plusieurs des collaborateurs de l'ouvrage *Impact of the Union*, cit.

166. Pour les discussions relatives à cette politique, voir J. Lhomme, *op. cit.*, p. 288-306.

167. Meade, *Plans et prix*, p. 406.

168. Maurice Byé, in *Réalisme économique et progrès social*, 1949, p. 197 et suiv. M. Byé note que l'institution de la magistrature économique est la conclusion logique des idées présentées en 1928 par le parti libéral britannique et par Pigou.

## ANNEXES

Indices des salaires nominaux (SN), du coût de la vie (CV), des prix de gros (PG), de la masse des salaires (MS), du salaire de masse (SM), de la part des salaires dans le revenu national (% RN), des salaires réels (SR) et des salaires globaux réels (SGR) <sup>1</sup>.

## ALLEMAGNE

Années	S N	C V	P G	S M <sup>2</sup>	S R	S G R
1938.....	100	100	100	100	100	100
1939.....	102	100	101	107	102	107
1940.....	109	104	104	105	105	99
1941.....	113	105	106	108	108	103
1942.....	112	108	108	106	104	98
1943.....	113	110	110	109	103	99
1944.....	113	113	111	108	100	95
1945.....	112	112				
1946.....	113	125		87	90	70
1947.....	118	126		93	94	66
1948.....	131	101	185	110	81	68
1949.....	149	139	183	128	94	80
1950.....	158	150	178	141	105	94
1951.....	181	163	220	172	111	105

## ETATS-UNIS (4)

Années	S N	C V	P G	M S <sup>3</sup>	% R N	S R	S G R
1938.....	100	100	100	100	67,2	100	100
1939.....	101	98	98	107	66,7	102	108
1940.....	105	100	100	115	64,3	106	118
1941.....	116	104	111	139	62,4	112	134
1942.....	137	115	125	191	62,5	130	166
1943.....	153	122	131	246	65,2	126	202
1944.....	161	124	132	272	66,8	131	219
1945.....	164	127	135	275	68,1	129	216
1946.....	174	138	152	261	66,0	126	189
1947.....	196	158	192	286	63,4	124	181
1948.....	215	169	208	312	62,7	129	184
1949.....	223	167	196	312	64,5	133	187
1950.....	233	169	204	340	64,2	137	201
1951.....	254	182	229	398	64,6	139	218

## BELGIQUE

Années	S N	C V	P G	M S <sup>3</sup>	% R N	S R	S G R
1938.....	100	100	100	100	59,3	100	100
1939.....	101	101				100	
1940.....	106	111				95	
1941.....							
1942.....							
1943.....							
1944.....							
1945.....							
1946.....	312	320	330	260	49,8	97	81
1947.....	325	325	355	325	54,1	100	100
1948.....	356	370	389	361	54,7	96	97
1949.....	374	359	370	371	56,0	104	103
1950.....	391	353	388	396	56,5	110	111
1951.....	433	393	465	429	56,4	110	109

## FRANCE 4.5.4

Années	SN1	SN2	SN3	CV1	CV2	PG	MS(3)	SR1	SR2	SR3	SGR
1938.....	100		100	100	100	100	100	100 <sup>5</sup>		100	100
1939.....	102				108	105		94			
1940.....	103				129	139		84			
1941.....	115				150	171		76			
1942.....	131				175	201		74			
1943.....	144				224	234		64			
1944.....	160		147	450	288	263		56		33	
1945.....	429		302	650	393	378		109		46	
1946.....	589	100	434	980	648	648	614	91	100 <sup>5</sup>	88	95
1947.....	715	140	585	1.250	1.030	989	894	69	88	47	87
1948.....		213	946	1.530	1.433	1.742	1.482		96	62	103
1949.....		238	996	1.050	1.667	1.917	1.662		92	64	100
1950.....		264	1.233	1.900	1.843	2.070	1.800		93	65	98
1951.....		336			2.158	2.645			100		

## ITALIE

Années	S N	C V	P G	S M <sup>2</sup>	S R	S G R
1938.....	100	100	100	100	100	100
1939.....	111	103	105	118	107	112
1940.....	130	121	121	141	107	116
1941.....	132	141	136	150	94	106
1942.....	145	162	152	169	89	104
1943.....		273	229			
1944.....		1.210	858			
1945.....		2.521	2.059			
1946.....		2.813	2.883			
1947.....	100	4.360	5.157	3.670	100	80
1948.....	132	5.000	5.443	4.176	121	83
1949.....	138	5.080	5.170	4.200	118	83
1950.....	140	5.000	4.899	4.274	128	88
1951.....	152	5.500	5.497	4.475	125	81

## SUISSE

Années	S N	C V	P G	MS <sup>3</sup>	% R N	S R	S G R
1938.....	100	100	100	100	48,2	100	100
1939.....	100	101	104	99	46,9	99	88
1940.....	102	110	134	102	44,9	93	93
1941.....	113	127	172	120	46,0	87	94
1942.....	124	141	196	136	47,8	88	96
1943.....	131	149	204	147	48,6	89	99
1944.....	138	152	208	150	49,3	91	99
1945.....	152	153	205	179	53,1	99	117
1946.....	163	152	200	216	55,4	107	142
1947.....	176	159	209	267	57,4	110	168
1948.....	183	164	217	290	58,7	111	177
1949.....	185	162	207	292	60,4	114	180
1950.....	185	160	204	293	59,3	115	183
1951.....	189	167	228	--	60,0	113	--



## ROYAUME-UNI

Années	S N <sup>7</sup>	C V <sup>8</sup>	P G	M S	% R N	S R	S G R
1938.....	100	100	100	100	62,5	100	100
1939.....		102	101	106	62,1	109	104
1940.....	130	119	125	121	62,4	109	102
1941.....	142	130	150	139	63,2	115	107
1942.....	160	139	157	153	63,9	123	110
1943.....	176	143	160	162	64,7	125	113
1944.....	182	146	164	164	66,2	124	112
1945.....	184	148	166	178	66,5	132	108
1946.....	198	150	172	203	65,9	136	119
1947.....	218	160	188	227	65,0	136	127
1948.....	237	173	215	238	65,5	138	131
1949.....	246	178	227	252	66,3	138	133
1950.....	255	184	259	—	65,1	138	137
1951.....	283	201	314	—	65,4	140	—

## ANNEXES (notes).

1. Sauf indications contraires, les indices ont été calculés d'après les chiffres donnés par l'*Annuaire des statistiques du travail du B. I. T.* et se rapportent à des moyennes annuelles. Une barre horizontale indique l'année au cours de laquelle les méthodes de calcul ont été modifiées par les Offices de statistiques.

$$2. \text{ Salaire de masse} = \frac{\text{Emploi} \times \text{salaire nominal}}{100}$$

3. Masse des salaires et traitements.

4. SN1 = salaires pondérés Paris-Province donnés par le B. I. T. jusqu'en 1947; SN2 = salaire hommes + femmes dans diverses industries donné par le B. I. T. depuis 1946; SN3 = salaire horaire brut pondéré (région parisienne) donné par M. Malignac, *Journal de la Société de statistique*, 1951, p. 123-130, pour le mois d'octobre de chaque année (avril en 1944).

5. CV1 = coût de la vie calculé par M. Malignac; CV2 = coût de la vie.

$$6. \text{SR1} = \frac{\text{SN1}}{\text{CV2}}; \text{SR2} = \frac{\text{SN2}}{\text{CV2}}; \text{SR3} = \frac{\text{SN3}}{\text{CV1}}.$$

7. SN = Taux de salaire par semaine normale.

8. CV = indice du coût de la vie du London and Cambridge Service (J. Lhomme, *op. cit.*, p. 19).

# LES CRITÈRES D'APPRÉCIATION DU BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE

---

Rapport au Congrès des Economistes de langue française.  
(18 mai 1953.)

---

Les problèmes fondamentaux sont de ceux qui ne sont jamais résolus de manière définitive. Dans toutes les disciplines, il est des moments où les hypothèses de départ sont remises en question et où l'on doit procéder à un travail de reconstruction. L'économie politique ne fait pas exception. La littérature abondante qui a été publiée au cours des dernières années sur les questions de « Welfare » est la manifestation d'un de ces efforts de renouvellement.

Le problème du bien-être économique n'est pas nouveau. Il se rattache directement à celui des buts mêmes de l'activité économique. S'il n'a guère retenu l'attention jadis, c'est qu'il existait un accord tacite sur la manière de le résoudre. Mais, au cours des temps, les conceptions se sont modifiées. Des points précédemment non contestés ont été soumis à critique et se sont révélés mal fondés. La matière a été soumise en conséquence à un vaste réexamen, qui est encore en cours aujourd'hui.

L'objet de la présente étude est de dégager les lignes générales de l'évolution de la pensée économique en matière de bien-être, avec le propos particulier d'ouvrir une discussion sur l'acquis réel que les conceptions actuelles peuvent présenter pour notre discipline.

La revue *Economie appliquée* prépare la publication d'un numéro spécial, consacré à ce même problème. Je remercie ses dirigeants de l'amabilité qu'ils ont eue de me communiquer les épreuves des articles déjà composés.

## I. — LE BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE ET LES CLASSIQUES.

Que les classiques aient eu le souci du bien-être collectif n'est pas douteux. Mais leur notion du bien-être était unique, presque simpliste : elle s'identifiait à celle de richesse<sup>1</sup>. La notion de bien-être revêt ainsi pour eux un aspect quantitatif. A toute variation des quantités physiques produites par le système économique correspond une variation identique du bien-être général.

Pareille manière de voir suppose que les satisfactions retirées des biens possédés sont pratiquement proportionnelles à la quantité de ces biens, si bien que considéré subjectivement, le bien-être général apparaît comme un agrégat de satisfactions, dont l'ampleur est rattachée directement à la masse des biens existants. Les classiques ne se sont toutefois guère arrêtés à l'aspect subjectif. Ils préfèrent voir dans le système économique un vaste appareil de production dont on doit s'efforcer de retirer le maximum possible.

Malthus et Sismondi jettent, il est vrai, une note discordante dans le concert des encouragements donnés à une production toujours croissante. Malthus s'inquiète de l'éventualité d'une insuffisance de la demande effective, tandis que Sismondi, animé de préoccupations du même ordre, cherche des moyens d'améliorer le sort des classes laborieuses, tendant par là à faire de l'économie politique « une théorie de la bienfaisance bien plutôt qu'une théorie du bien-être »<sup>2</sup>.

Ces exceptions mises à part, la recherche d'une augmentation éventuelle du bien-être par une intervention dans la répartition n'appartient pas au domaine exploré. Il semble que l'explication de cette abstention doive être trouvée dans la double conviction que, d'une part, l'intervention était inutile parce que une augmentation durable du salaire réel des masses était impossible, et, d'autre part, que toute tentative d'opérer une redistribution non associée à une prestation économique devait être découragée parce que nuisible à la production; pareille redistribution découragerait l'esprit d'épargne et donc l'accumulation

1. Cf. Hla Myint, *Theories of Welfare Economics*, London, Longmans, Green et Cy, 1948, chap. 1 à v; — J. Valarche, *Richesse et bien-être dans l'économie anglo-américaine*, *Revue d'économie politique*, mai-juin 1947, p. 435-438.

2. J. Valarche, *loc. cit.*, p. 439.

de capital par ceux qui subiraient le prélèvement tandis qu'elle rendrait indolents les bénéficiaires du transfert. Or, le problème premier est celui du meilleur résultat dans la lutte que les hommes ont engagée contre la nature. La question du règlement des comptes des hommes entre eux à l'occasion du partage de ce qu'ils ont produit passe à l'arrière-plan. On ne peut certes dire que le problème ait été ignoré. Ricardo en fait explicitement l'objet de ses recherches, mais son analyse le convainc que les parts faites à chacun sont, à longue échéance tout au moins, déterminées par un mécanisme inéluctable. S'il en est ainsi, une politique de redistribution est forcément inopérante.

## II. — PIGOU ET LES NÉO-CLASSIQUES.

### a) *Le changement de perspectives.*

Le développement du marginalisme entraîna une révision de la position adoptée par les classiques<sup>3</sup>.

La mise en avant de la loi de l'utilité marginale décroissante força à abandonner l'hypothèse tacite du parallélisme entre l'accroissement des satisfactions et celui des biens produits. Elle amena, d'autre part, les auteurs à mettre l'accent sur l'importance des éléments subjectifs et humains dans la solution des problèmes économiques, dépouillant ainsi la notion de bien-être de l'aspect quantitatif et matériel qu'elle avait revêtu.

L'introduction du raisonnement marginaliste doit encore être associée à deux autres changements. Le premier consiste en une distinction plus nette entre les domaines respectifs de l'analyse et de la politique. Si les recommandations ne cessent pas toujours de se mêler à l'observation, la séparation logique entre les deux attitudes apparaît plus clairement. Une économie pure se constitue, laissant à côté d'elle une place pour la politique. Il devient ainsi possible d'aborder systématiquement la question des exigences méthodologiques de l'une et de l'autre.

Le second changement peut être considéré comme une modification d'optique. Alors que les classiques raisonnaient à longue échéance, leurs successeurs concentrent leur attention sur des réactions de période courte. On peut y voir peut-être l'effet

3. Cf. Bla Myint, *op. cit.*, p. 89-93.



de l'accent mis sur les éléments subjectifs. Ce sont les réactions qui atteignent l'homme au cours de sa vie, qui prennent le pas sur la recherche de ce qui se passera à très long terme, c'est-à-dire au-delà des perspectives de vie des individus observés. Lorsqu'ils analysent le fonctionnement d'ensemble de la vie économique, les néo-classiques raisonnent dans le cadre d'hypothèses bien délimitées; ils supposent, par exemple, donnés et invariables le montant de la population, ses goûts, la masse des ressources productives, l'état de la technique, etc. Les réactions étudiées dans le cadre ainsi établi sont présumées intemporelles. Pareille méthode n'est d'ailleurs que la transposition aux problèmes globaux de la technique de l'étude du comportement individuel, à laquelle l'analyse partielle procède sous la réserve que restent égales toutes choses autres que celles dont on admet explicitement le changement. Selon la terminologie courante, l'analyse néo-classique, tant globale que partielle, est, d'une manière prédominante, une analyse « statique, de courte ou de moyenne période ».

#### b) *Les « Economics of Welfare ».*

Dans le domaine qui nous intéresse, la place dominante est occupée par A.-C. Pigou avec ses *Economics of Welfare*<sup>4</sup>.

Les thèses fondamentales de Pigou peuvent être résumées de la manière suivante :

1. Le bien-être économique est la partie du bien-être général qui est susceptible d'être exprimée monétairement. Sauf preuve contraire, les variations du bien-être économique sont parallèles à celles du bien-être général.

2. Le bien-être économique est fonction à la fois de la production et de la répartition. Un revenu national porté au maximum et une répartition tendant vers l'égalité sont les deux objectifs d'une politique de maximisation du bien-être économique. Seuls toutefois les cas où les deux objectifs n'entrent pas en conflit l'un avec l'autre permettent d'apprécier de façon certaine les résultats obtenus.

Porter au maximum le revenu national dans un système économique qui fonctionne à l'intérieur d'un cadre donné, où notamment les goûts des consommateurs et les ressources exis-

4. London, Macmillan, 1<sup>re</sup> éd., 1920.

tantes sont supposés connus et fixes, ne pose pas de problème proprement politique. Sous réserve de mesures appropriées destinées à faire disparaître des écarts éventuels entre le produit privé et le produit social, il s'agit, en réalité, d'une recherche identique à celle des théoriciens en quête d'une position d'équilibre. La position d'équilibre est, en effet, définie comme une position de maximation.

L'action sur la répartition est infiniment plus délicate. Dans le sens où Pigou l'entend, elle se fonde sur trois hypothèses, à savoir tout d'abord que les satisfactions individuelles sont mesurables, ensuite qu'elles sont réductibles à une commune mesure et susceptibles d'être additionnées algébriquement, et enfin que la maximation de la valeur algébrique des satisfactions individuelles correspond à la maximation du bien-être collectif.

Pigou était conscient du caractère arbitraire de ces hypothèses. Il les maintint toutefois comme hypothèses de travail, admissibles en bon sens. Il a confirmé sa position dans un article récent. « Personne ne peut prouver que quiconque d'autre existe, mais néanmoins tout le monde en est tout à fait sûr... Des comparaisons interpersonnelles peuvent, je crois, être faites convenablement; en outre, à moins que nous ayons un motif particulier de croire le contraire, un montant donné de produit peut être considéré comme procurant un montant similaire de satisfaction, non certes à des hommes déterminés, mais à des membres représentatifs de groupes d'individus, comme les citoyens de Birmingham et les citoyens de Leeds. Ceci est tout ce dont nous avons besoin. »<sup>5</sup>.

### c) *La comparabilité et la mesure des satisfactions.*

Les faiblesses logiques de la position de départ de Pigou ont été mises particulièrement en lumière par L. Robbins dans son *Essay on the Nature and Significance of Economic Science*<sup>6</sup>. Robbins ne visait pas directement les *Economics of Welfare*, mais en assignant à l'économiste la tâche de rechercher la meilleure répartition de moyens rares entre des fins multiples, il lui a en même temps refusé tout droit de regard sur les fins

5. A. C. Pigou, *Some Aspects of Welfare Economics*, *The American Economic Review*, juin 1934, p. 292.

6. London, Macmillan, 1<sup>re</sup> éd., 1932.

elles-mêmes. L'énoncé de celles-ci, ainsi que leur degré d'importance, doivent être considérés comme des données du problème économique.

Ecarté de la détermination des objectifs, l'économiste l'est aussi de l'appréciation de certains résultats. Robbins insiste, en effet, sur l'impossibilité logique de procéder à des comparaisons interpersonnelles de satisfaction. Il refuse, en conséquence, tout fondement scientifique à un calcul utilitariste du bien-être collectif, établi sur la base d'une somme algébrique de satisfaction.

En regard de l'intervention de Robbins, il convient de placer la contribution de J. R. Hicks. Les deux se complètent. Alors que l'apport de Robbins revêt, en ce qui concerne le problème du bien-être, un caractère surtout critique, celui de Hicks est positif.

Dans une étude écrite en collaboration avec R. C. Allen<sup>7</sup>, et dont l'essentiel a été incorporé ultérieurement dans *Value and Capital*<sup>8</sup>, Hicks reprend la méthode d'analyse de Pareto et résout les problèmes économiques individuels en se fondant sur le principe de l'échelle de préférences. La carte d'indifférence est substituée aux courbes d'utilité marginale. Une position plus élevée sur l'échelle de préférence signifie une amélioration de la situation du sujet. Le classement ordinal des préférences suffit pour l'analyse sans qu'il faille faire intervenir des degrés de satisfaction. La détermination de l'accroissement de satisfaction dont l'individu bénéficie en passant d'une courbe d'indifférence à une autre n'est pas requise pour la solution du problème économique.

La méthode d'approche préconisée par Hicks permet de laisser simplement de côté le problème de la mesurabilité des satisfactions, qui se trouve ainsi rendu aux psychologues. Elle présente, d'autre part, le bien-être collectif optimum comme une situation dans laquelle chacun disposerait de l'assortiment de biens qui, vu les conditions où il se trouve, lui permet d'atteindre le point le plus élevé possible sur son échelle de préférences. Le chemin est ainsi ouvert à des tentatives de construction d'une théorie du bien-être dégagée des postulats utilitaristes.

7. *A reconsideration of the Theory of Value, Economica*, févr. et mai 1934, p. 32-76, 196-219.

8. Oxford, Clarendon Press, 1<sup>re</sup> éd., 1939.

## III. — LE PRINCIPE DE COMPENSATION.

a) *La proposition de Kaldor et Hicks.*

Le point de départ des principales contributions qui aboutissent à ce que l'on appelle déjà les *New Welfare Economics* se trouve dans un article de R. F. Harrod, intitulé *Scope and Method of Economics*<sup>9</sup>. Dans un passage où il commente les conséquences de la négation de la comparabilité des satisfactions, Harrod prend l'exemple de l'abrogation de la législation anglaise sur les céréales et constate que cette mesure est généralement considérée avec faveur par les économistes. Or, en fait, elle a profité à la masse de la population, mais elle a causé un préjudice aux propriétaires terriens. L'approbation des économistes implique l'attribution d'une préférence au premier effet sur le second. Elle suppose implicitement une comparaison de satisfaction et se fonde, en dernière analyse, sur l'hypothèse d'une certaine égalité dans la capacité de satisfaction des individus. Harrod conclut d'ailleurs qu'une hypothèse de l'espèce est inévitable et qu'il convient de s'y tenir sauf présomption contraire, faute de quoi l'économiste ne pourrait jouer le rôle de conseiller et perdrait, de ce fait, la plus grande partie de sa raison d'être.

Directement mis en cause dans certains passages de l'article de Harrod, Robbins répondit<sup>10</sup> qu'il ne contestait pas la nécessité pratique d'hypothèses relatives aux capacités de satisfaction des individus, mais qu'il estimait essentiel que l'économiste soit pleinement conscient du caractère « externe » et non scientifiquement contrôlable de ce qu'il admettait comme outil de travail. Intransigeant sur le plan de la distinction logique, Robbins rejoint, en fait, Harrod et Pigou sur le plan des exigences pratiques. A ce stade, le problème restait donc entier.

L'élément nouveau a été apporté par N. Kaldor. A l'instar de ce que Hicks avait fait en ce qui concerne la mesurabilité des satisfactions, Kaldor veut montrer que le problème des comparaisons interpersonnelles de satisfactions est un faux pro-

9. *The Economic Journal*, sept. 1938, p. 383-412.

10. *Interpersonal Comparisons of Utility : a Comment*, *The Economic Journal*, déc. 1938, p. 635-641.



blème, en ce sens qu'on peut très bien, sans l'aborder, porter un jugement sur des mesures politiques<sup>11</sup>.

Soit le cas de l'abrogation des lois de protection douanière des céréales. La baisse des prix qui en résulta eut deux conséquences. D'une part, elle permit à la population de jouir, avec le même revenu monétaire, d'un revenu réel accru, et, d'autre part, elle modifia la répartition des revenus monétaires en abaissant ceux d'une catégorie de personnes, les propriétaires terriens, et en accroissant ceux d'autres personnes, par exemple des producteurs dont la demande s'accrut grâce au pouvoir d'achat libéré par la baisse du prix de l'alimentation. Si l'on suppose que le revenu monétaire global est resté inchangé, la perte de revenu monétaire des uns est contrebalancée par le gain de revenu monétaire des autres. Le Gouvernement pourrait très bien prendre les dispositions nécessaires pour que l'ancienne répartition des revenus monétaires soit rétablie : les propriétaires terriens seraient dédommagés de leur perte au moyen de fonds qui proviendraient d'impôts adéquatement perçus sur ceux dont le revenu monétaire s'est élevé. Malgré la compensation, il subsisterait un gain net. En tant que bénéficiaire d'un revenu monétaire, chacun se trouverait dans la même situation qu'au point de départ, mais en tant que consommateur de céréales, chacun se trouverait dans une situation améliorée, grâce à la baisse de prix. Un jugement favorable peut donc être porté sur la mesure prise, sans recours aucun à une comparaison interpersonnelle de satisfaction.

Le principe de compensation ainsi dégagé est devenu la pierre angulaire des *New Welfare Economics*. Formulé d'une manière générale, il affirme le caractère recommandable de toute intervention qui, avantageuse pour certains et désavantageuse pour d'autres, procure, soit à toute la collectivité, soit seulement à certains, un gain supérieur à celui qui est nécessaire pour que les gagnants indemnisent les perdants.

Le principe de compensation a été également préconisé par Hicks dans une étude qui fut publiée très peu après celle de Kaldor<sup>12</sup>. Comme Kaldor, Hicks considère comme « réorganisa-

11. *Welfare Propositions of Economics and Interpersonal Comparisons of Utility*, *The Economic Journal*, sept. 1939, p. 549-552.

12. *The Foundations of Welfare Economics*, *The Economic Journal*, déc. 1939, p. 696-712.

tion permise » celle qui donne la possibilité d'une compensation tout en laissant un avantage net.

Les deux auteurs prennent, d'autre part, position sur un point qui sera discuté plus loin, à savoir celui du paiement de la compensation. Hicks appuie fortement l'idée de Kaldor qu'il suffit qu'une compensation puisse être opérée tout en laissant encore un solde bénéficiaire. L'un et l'autre estiment que la décision de payer effectivement ou non le dédommagement est une question d'un autre ordre, qui doit être traitée à part.

### b) La "critique de Scitovsky.

Le principe de compensation a suscité une critique subtile de la part de T. Scitovsky<sup>13</sup>, qui reproche à Kaldor et à Hicks d'avoir proposé un principe qui repose sur un jugement de valeur. En portant sur les possibilités de rétablir, par compensation, un *statu quo*, le principe contient, au moins implicitement, une préférence pour cette répartition initiale dont on envisage le rétablissement. Or, pourquoi donner la préférence à la situation de départ (répartition A) sur un autre type de répartition, et notamment sur la situation après le changement (répartition B) ?

Mais si l'on ne marque pas de préférence pour A ou pour B, on risque d'aboutir à une situation absurde. Soit, une fois de plus, l'exemple de la protection douanière. Admettons que, par application du principe de Kaldor et Hicks, le passage de la protection au libre-échange soit jugé favorablement. Mais renversons la situation. Prenons comme point de départ la situation créée par le libre-échange et supposons que l'on instaure le protectionnisme. Il n'est nullement inconcevable que la comparaison de la situation avant et après l'imposition des droits laisse, elle aussi, apparaître une possibilité de compensation avec solde bénéficiaire. S'il en est ainsi, on doit juger le protectionnisme préférable au libre-échange. On en arrive ainsi à estimer, en vertu du même critère d'appréciation, qu'une même situation de protectionnisme est à la fois moins bonne et meilleure que la même situation de libre-échange, et *vice versa*.

<sup>13</sup>. A Note on Welfare Propositions in Economics, *The Review of Economic Studies*, nov. 1941, p. 77-88.

Pour échapper à cette conclusion, deux conditions doivent être remplies. On peut les exprimer très simplement de la manière suivante : il faut, d'une part, que ceux qui gagneraient au changement aient avantage à payer éventuellement les perdants pour qu'ils donnent leur accord, et, d'autre part, que ceux qui perdraient au changement n'aient pas avantage à payer ceux qui y gagneraient pour qu'ils renoncent à exiger la mesure projetée<sup>14</sup>. La réalisation de la première condition montrerait que les gagnants escomptent que, malgré le dédommagement à payer, l'opération leur laissera un surplus; la seconde condition implique qu'un changement en sens inverse ne procurerait pas à ceux qui en bénéficieraient de quoi proposer avantageusement le paiement d'une compensation.

L'objection de Scitovsky occupe une place importante dans la littérature relative au bien-être. De l'avis de son auteur, elle n'a cependant qu'une portée relativement limitée. « Cette objection, que j'ai soulevée en 1941, s'applique également au principe de compensation et à tout autre test d'efficience; mais ce n'est probablement pas très important. Car le résultat paradoxal ne peut pas se produire dans un système fermé, si bien que l'objection s'applique seulement à certaines propositions relatives au bien-être, qui se rattachent à la théorie du commerce international. »<sup>15</sup>.

### c) Commentaires généraux.

1. Ainsi qu'il a été signalé plus haut, Kaldor et Hicks sont d'accord pour estimer que l'application de leur critère n'exige que la possibilité d'une compensation. Kaldor dit explicitement que, dans le cas de l'abrogation des lois de protection des céréales, l'opportunité du versement effectif d'un dédommagement aux propriétaires terriens est une question de politique sur laquelle l'économiste comme tel ne peut guère se prononcer. « Le fait important est que, dans l'argumentation en faveur du libre-échange, le sort des propriétaires terriens est totalement

14. T. Scitovsky, *A Reconsideration of the Theory of Tariffs*, *The Review of Economic Studies*, vol. IX, n° 2, 1942, p. 91-92.

15. T. Scitovsky, *The State of Welfare Economics*, *The American Economic Review*, juin 1934, p. 310.

hors de propos, puisque les avantages du libre-échange ne sont pas supprimés même si les propriétaires sont intégralement remboursés de leur perte. » <sup>16</sup>. De son côté, Hicks affirme que le paiement effectif de la compensation est une question de répartition à propos de laquelle il n'y a pas de principe qui s'impose. Des cas peuvent se présenter où, pour des motifs extra-économiques, le sort des perdants est considéré comme ne devant pas être pris en considération.

L'attitude de Kaldor et de Hicks a été critiquée. On a objecté que la possibilité d'une compensation montre qu'il existe une possibilité d'augmentation de bien-être, mais pas un accroissement réel. Or, les deux choses sont évidemment différentes.

Certains auteurs ont essayé de justifier le point de vue de Kaldor et de Hicks en faisant état des difficultés pratiques que rencontrerait l'opération. Pareil argument change le plan de la discussion. Il s'agit ici de critères logiques et donc de principes que l'on s'efforce de dégager dans toute leur rigueur. L'applicabilité de la position théorique que l'on serait amené à prendre est quelque chose d'autre. Si l'on se mettait sur ce terrain, on se heurterait déjà à des difficultés sérieuses avant que se pose le problème du versement effectif.

Il semble bien que si l'on veut parler d'une augmentation effective du bien-être, et non seulement d'une possibilité d'accroissement, le dédommagement doit être réellement versé. Le cas que Hicks et Kaldor ont à l'esprit correspond pratiquement à celui où les perdants sont riches. On peut faire remarquer que, dans cette hypothèse, le paiement effectif de la compensation ne crée pas par lui-même un nouveau problème de répartition. Le remboursement rend simplement aux perdants ce qu'ils avaient avant; il n'améliore pas la répartition à leur avantage. La position des perdants peut même être rendue moins bonne, en valeur relative, si l'avantage net qui subsiste après compensation ne se répartit pas sur toute la collectivité, mais reste exclusivement entre les mains des gagnants. Dans ce cas, les gagnants auront, en effet, retiré de l'opération plus qu'il ne faut pour payer le dédommagement; ils gagnent en valeur absolue, alors que les perdants qu'ils compensent ne sont que rétablis dans leur position de départ.

16. *Loc. cit.*, p. 330.



Certes, on peut considérer que la répartition initiale vers laquelle la compensation tend à faire revenir n'était pas la meilleure, mais cela est un problème différent, qui est extérieur à celui qui nous occupe. Si l'on trouve expédient de lier les deux dans la pratique, on doit cependant reconnaître que la logique de l'application du principe de compensation demande que les perdants, même riches, soient indemnisés. Dans le cas où l'on envisageait de toute manière de faire subir à ces derniers une redistribution, le non-paiement du dédommagement fournit un moyen aisé de réaliser le transfert désiré. C'est simplement une occasion qui s'offre et dont on profite pour joindre en une sorte de compensation deux opérations qui n'en restent pas moins théoriquement indépendantes.

2. Il est clair que l'application du principe de Kaldor et Hicks doit être limitée aux mesures qui, directement ou indirectement, agissent sur le fonctionnement même du système en accroissant finalement son efficacité. C'est dans ces cas seulement qu'un surplus peut subsister après compensation. Dans l'hypothèse de purs changements de répartition, la compensation aboutirait simplement à obliger les bénéficiaires du transfert à restituer ce qu'ils ont reçu. On se retrouverait au même point qu'avant, sans aucun solde positif pour personne. L'apport de la méthode nouvelle est donc nul en ce qui concerne le domaine des rapports entre le bien-être et les diverses répartitions possibles.

A ce stade, les *New Welfare Economics* laissent sans solution le problème d'un conflit éventuel entre les indications fournies par l'application du principe de compensation et les appréciations résultant du souci d'une répartition plus « juste ». Ce problème se pose typiquement dans le cas inverse de celui qui a été analysé plus haut, c'est-à-dire dans l'hypothèse où ce sont les gagnants qui sont riches. En cette occurrence, l'opportunité du dédommagement effectif des perdants ne sera généralement pas discutée. Mais comme, par hypothèse, les riches conservent un gain net après paiement de la compensation, l'inégalité de la répartition est renforcée. A cet égard, le changement intervenu sera jugé défavorablement, alors que l'application du principe de Kaldor et Hicks porte à le considérer comme bon.

## IV. — LA FONCTION DE BIEN-ÊTRE.

Parallèlement à l'élaboration du principe de compensation s'est développée une autre méthode d'approche à laquelle sont surtout associés les noms de A. Bergson (Burk)<sup>17</sup>, O. Lange<sup>18</sup> et P. Samuelson<sup>19</sup>.

Ces auteurs partent de la construction d'une « fonction de bien-être » dans laquelle ils incluent les éléments dont dépend à leurs yeux le bien-être collectif. Cette fonction est, par sa nature même, extrêmement générale. Elle soulève le problème de son contenu exact, et ensuite celui des conditions de sa maximisation.

Dès l'abord, Bergson rejette la conception selon laquelle le bien-être collectif consiste en une somme algébrique de satisfactions individuelles. Il considère comme superflu de s'exposer aux difficultés qui découlent de cette manière de voir, puisqu'il existe un principe de maximisation dégagé de tout arrière-plan utilitariste. Ce principe est celui que Pareto avait proposé. Il se formule comme suit : une position de maximisation est atteinte lorsque, dans l'hypothèse d'un cadre donné, les choses sont combinées de telle manière qu'il est impossible d'améliorer la situation d'un individu sans détériorer celle d'un autre.

Le principe parétien donne effectivement la condition nécessaire d'une maximisation, mais il ne fournit pas la condition suffisante d'un maximum absolu. L'application du principe donnera, en effet, des résultats différents selon les types de répartitions initiales. Le résultat « le meilleur » serait celui qui correspondrait à une répartition jugée préférable à toute autre. On se heurte ainsi de nouveau aux jugements de valeur.

Les auteurs qui prennent comme point de départ la fonction de bien-être reconnaissent explicitement que des jugements de valeur sont nécessaires pour déterminer la forme de la fonction. Il est indispensable de prendre attitude quant aux buts de l'activité économique de la collectivité, et plus particulière-

17. *A Reformulation of Certain Aspects of Welfare Economics*, *The Quarterly Journal of Economics*, févr. 1938, p. 310-334.

18. *The Foundations of Welfare Economics*, *Econometrica*, juill.-oct. 1942, p. 215-228.

19. *Foundations of Economic Analysis*, Harvard University Press, 1948, chap. viii.

ment de décider du degré de liberté laissé au consommateur et du type de répartition préconisé<sup>20</sup>.

Mais le recours à un jugement de valeur, particulièrement en ce qui concerne le type désirable de répartition, ne signifie nullement un recours nécessaire à une hypothèse utilitariste. On peut aborder le problème différemment et chercher à établir une évaluation sociale qui soit « objective » dans ce sens qu'elle se fonde non sur des préférences personnelles, mais sur l'attitude réelle des membres de la collectivité. On admet sans objection que, dans un régime libéral, les préférences individuelles à l'égard des biens se combinent pour fournir, par l'intermédiaire des marchés, une échelle de préférence collective. Ne pourrait-on pas suivre une voie similaire en matière de répartition ? Si chaque individu a des préférences en ce qui concerne les divers types possibles de répartition, pourquoi ne pas essayer de fondre ces échelles de préférences individuelles en une échelle de préférences sociale ? En ce faisant, on obtiendrait un objectif social déterminé aussi « scientifiquement » que possible.

Les efforts tentés dans ce sens ont suscité des discussions sur la logique des choix et sur la possibilité de déterminer par voie « démocratique » une échelle de préférences collective qui corresponde pleinement aux préférences individuelles. Le problème a été étudié de près par K. J. Arrow dans son ouvrage *Social Choice and Individual Values*<sup>21</sup>, et repris par lui dans diverses publications. Les considérations qui suivent sont empruntées au texte d'un exposé fait par Arrow à l'I. S. E. A. en mai 1952<sup>22</sup>.

La logique des choix postule la réalisation de certaines conditions. La première est celle de la transitivité : si A est préféré à B et B à C, A est préféré à C. D'autre part, si A et B sont indifférents, tout jugement de préférence qui est vrai pour A l'est aussi pour B. Enfin, les alternatives doivent être toujours comparables, c'est-à-dire que pour toute paire A et B, ou bien A est préféré, ou bien B, ou bien A et B sont indifférents.

Ces conditions fournissent le point de départ de la théorie ordinale proposée par Pareto et préconisée à nouveau par Hicks.

20. Cf. A. Bergson, *Socialist Economics*, in *A Survey of Contemporary Economics*, H. S. Ellis, édit., Philadelphia, Blakiston, 1948, p. 416-418.

21. Cowles Commission, Monograph 12, 1951.

22. Ce texte sera publié dans le numéro spécial d'*Economie appliquée*, sous le titre *Le principe de rationalité dans les décisions collectives*.

Partant de là, on peut dégager le principe de la rationalité du comportement de l'individu : l'individu agit rationnellement lorsque son choix est fait en conformité avec un ordre de préférences qui répond aux conditions qui viennent d'être exprimées. Sur le plan social, les décisions collectives seront rationnelles si elles se conforment à l'ordre de préférences de la société. La question qui se pose alors est celle de l'établissement de cet ordre de préférences à partir des échelles individuelles. La règle qui permettrait de construire cette échelle de préférences sociale peut être appelée fonction de choix social. Le référendum fournit un exemple parmi les diverses espèces possibles de fonction de choix social.

Arrivé à ce stade, Arrow recherche quelles sont les propriétés qu'une fonction de choix social doit posséder pour donner un résultat qui corresponde vraiment aux préférences individuelles. Il en dégage trois.

La condition n° 1, appelée Principe de rationalité collective, consiste dans la possibilité même d'établir une échelle de préférences sociale : elle dit simplement que tout ensemble imaginable de systèmes de préférences individuelles doit pouvoir être combiné en un ordre collectif.

La condition n° 2, ou Principe de liaison positive entre les valeurs individuelles et sociales, postule que si les préférences d'un individu se modifient dans un sens donné, la préférence collective ne doit pas se modifier dans un sens opposé. En d'autres termes, toutes autres choses restant égales, l'élévation d'une possibilité dans le classement d'un individu ne doit pas résulter dans la rétrogradation de cette possibilité dans le classement social.

Enfin, la condition n° 3, ou Principe d'indépendance vis-à-vis des alternatives étrangères, porte que le choix à faire entre certaines options n'est en rien influencé par des variations éventuelles des préférences à l'égard d'éléments étrangers à ces options. Le choix doit se faire entre un nombre donné de possibilités; les préférences à l'égard d'alternatives exclues ne doivent pas être prises en considération.

L'opinion de Arrow est qu'il n'est pas possible de réunir ces trois conditions et d'établir en même temps par voie « démocratique » une échelle de préférences sociale qui corresponde vraiment aux préférences individuelles.



Soit, à titre d'exemple, le cas d'élections auxquelles se présentent trois candidats, A, B et C, et pour lesquelles il y a trois électeurs, I, II et III, dont les préférences individuelles se présentent comme suit :

pour I . . . .	$A > B > C$
Pour II . . .	$B > C > A$
Pour III . .	$C > A > B$

Ce tableau montre que :

Pour I et III . . . .	$A > B$
Pour I et II . . . .	$B > C$
Pour II et III . . .	$C > A$

Dans ces conditions, un vote majoritaire donnerait comme préférence sociale :  $A > B > C > A$ , ce qui est manifestement en contradiction avec le principe de rationalité collective.

On pourrait essayer d'autres méthodes, mais chacune violerait au moins une des trois conditions. Tel serait le cas si l'on recourait à la règle du scrutin uninominal, en vertu de laquelle chaque électeur voterait pour le candidat qu'il préfère, les candidats étant classés d'après le nombre de votes recueillis. Selon les termes mêmes de Arrow : « Cette méthode satisfait aux conditions n° 1 et 2, mais non à la condition n° 3. Si un individu préfère C à B et A à B, son vote ne compte pas pour un choix entre A et B; mais s'il change d'avis et préfère A à B et B à C, il y a maintenant un vote de plus pour A (dans le choix entre A et B), bien que le choix de notre individu entre A et B n'ait pas varié. »

Arrow termine cette partie de son exposé en reconnaissant que : « Malheureusement, les résultats exposés plus haut montrent qu'on ne peut pas encore donner de bonne analyse de la construction des échelles sociales de préférences par agrégation des échelles individuelles. Je ne peux qu'espérer que ces résultats, malgré leur forme négative, serviront de guide pour une recherche future. »

## V. — CONCLUSIONS.

Le tableau qui vient d'être esquissé a été limité aux grandes lignes de l'évolution des conceptions relatives aux critères de variation du bien-être économique. Les développements accés-

soires ainsi que les applications à des domaines particuliers, comme le commerce international, ont été laissés de côté.

De la réduction du courant d'idées à ses étapes essentielles, il semble qu'on puisse conclure que, malgré l'indigence des résultats positifs, des progrès réels ont été réalisés dans le sens d'une compréhension plus nette du problème. Le terrain a été déblayé; les exigences et les limitations de la théorie à construire apparaissent désormais plus clairement. C'est là un acquis, mince peut-être, mais toutefois non négligeable. Aussi D. H. Robertson est-il sévère lorsqu'il écrit : « Mon sentiment personnel est alors que, bien qu'une bonne dose d'énergie intellectuelle de premier ordre ait été dépensée dans ce domaine pendant les quinze dernières années, rien de vraiment important ne s'est produit. »<sup>23</sup>

Ce n'est pas tout à fait une chose sans importance que d'avoir fait progresser une notion de bien-être dégagée des postulats utilitaristes. La conception ordinale avait ouvert la voie en permettant de laisser de côté le problème de la mesure des satisfactions. L'adoption du critère de maximisation de Pareto a permis ensuite d'abandonner l'idée que le bien-être consiste en une somme algébrique d'utilités. Enfin, les tentatives de construction d'échelles sociales de préférences sont l'expression des premières attaques menées contre le maintien du postulat de la comparabilité des satisfactions. L'économie de bien-être tend à se reconstruire ainsi sur des fondements différents et moins controversables que ceux qu'avait fournis la tradition benthamiste.

Il faut mettre aussi à l'actif des discussions récentes les délimitations qu'elles permettent de faire à l'intérieur du domaine de l'étude économique du bien-être. Il apparaît assez nettement que l'ancienne division en deux aspects, production et répartition, doit être revue, et qu'il existe en réalité trois secteurs.

Le premier secteur est celui des conditions de maximisation du rendement social dans un système économique qui fonctionne à l'intérieur d'un cadre donné. L'étude de ces conditions est étroitement apparentée à celle des conditions d'équilibre d'un système économique statique, selon les méthodes de Walras et Pareto. Si nous n'en avons guère parlé, c'est que la matière est

<sup>23</sup> A Revolutionist's Handbook, *The Quarterly Journal of Economics*, févr. 1950, p. 7.

déjà bien connue, notamment grâce aux travaux de M. Allais<sup>24</sup>, R. Dehem<sup>25</sup> et G. Debreu<sup>26</sup>.

Le second secteur de l'étude économique du bien-être doit être réservé aux effets de changements dans les conditions générales de fonctionnement du système. Les changements dont il s'agit sont ceux qui portent sur une ou plusieurs données de base du système et qui, par conséquent, agissent sur l'allocation des ressources et changent finalement les résultats atteints. La nouvelle situation d'équilibre est comparée à l'ancienne.

Si la comparaison révélait que le changement a produit une amélioration de la position de tout le monde, ou encore si certains étaient avantagés sans que la position des autres soit altérée, la situation nouvelle serait jugée meilleure que l'ancienne. Mais il est rare que les choses se présentent ainsi. Hicks a bien suggéré que si l'on introduit une amélioration quelconque, il y a une forte probabilité que pratiquement tout le monde en retirera un avantage après un laps de temps suffisant<sup>27</sup>. Malheureusement, « après un laps de temps suffisant », nous pouvons être tous morts !<sup>28</sup>.

Si l'on tient compte non du sort éventuel de générations futures, mais de celui des individus qui sont atteints par une intervention, on constatera le plus fréquemment que cette intervention a eu pour effet d'avantager certains et de désavantager d'autres. C'est alors qu'intervient le principe de compensation. Par son application, il est possible de porter un jugement sur la situation nouvelle.

Enfin, le troisième secteur est celui de la répartition. Le principe de compensation n'y est plus applicable. Un pur transfert ne laisserait, en effet, pas de solde après dédommagement des perdants. Ce secteur est le plus largement ouvert aux jugements de valeur; c'est par conséquent celui dans lequel l'économiste se trouve le moins à l'aise. Les tentatives de détermination

24. *A la recherche d'une discipline économique*, Paris, 1943; *Economie pure et rendement social*, Paris, Sirey, 1945, et *Economie et intérêt*, Paris, 1947.

25. *L'efficacité sociale du système économique*, Louvain, Institut de recherches économiques et sociales, 1952.

26. *Les fins du système économique*, *Revue d'économie politique*, déc. 1949, p. 600-615.

27. *The Rehabilitation of Consumer's Surplus*, *The Review of Economic Studies*, févr. 1941, p. 111.

28. Cf. I. M. D. Little, *A Critique of Welfare Economics*, Oxford, Clarendon Press, 1950, p. 96.

« objective » d'une échelle sociale de préférences ne sont pas elles-mêmes pures de tout jugement de valeur. Comme Scitovsky l'a fait remarquer, tout principe de vote implique une appréciation de la pondération à accorder éventuellement à l'opinion des votants. La décision de donner à chacun un vote d'une égale importance rappelle étrangement l'hypothèse classique de l'égalité des capacités de satisfaction individuelles<sup>29</sup>.

La nécessité du recours à des jugements de valeurs doit être reconnue. La politique économique se rattache par là aux conceptions philosophiques de la vie sociale. Par là aussi est laissée ouverte la question fondamentale des frontières de notre discipline.

Avril 1953.

Paul ROUSSEAUX.

#### ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE

##### I. — OUVRAGES.

- ALLAIS (M.). — A la recherche d'une discipline économique. Paris, 1943.  
 — Économie pure et rendement social. Paris, Sirey, 1946.  
 — Économie et intérêt. Paris, 1947.
- ARROW (K. J.). — Social Choice and Individual Values. New-York, Wiley, 1951.
- BAUMOL (W. J.). — Welfare Economics and the Theory of the State. London, Longmans, 1932.
- BOUSQUET (G. H.). — Institutes de Science économique, Paris 1927.
- DEHEM (R.). — L'efficacité sociale du système économique. Louvain, Institut de recherches économiques et sociales, 1932.
- ELLIS (H. S.), édit. — A Survey of Contemporary Economics, vol. I, Philadelphia, Blakiston, 1948.
- GIRVETZ (H. K.). — From Wealth of Welfare, The Evolution of Liberalism. Stanford University Press, 1930.
- HALEY (B. F.), édit. — A Survey of Contemporary Economics, vol. II. Homenwodd, Richard D. Unwin, 1932.
- LERNER (A.). — The Economics of control, New-York, Macmillan, 1944.
- LITTLE (I. M. D.). — A Critique of Welfare Economics, Oxford, Clarendon Press, 1950.
- MYINT (H.). — Theories of Welfare Economics, London, Longmans, 1949.
- PICOU (A. C.). — The Economics of Welfare. London, Macmillan, 1920.
- REDER (M.). — Studies in the Theory of Welfare Economics. New-York, Columbia University Press, 1947.
- ROBBINS (L.). — An Essay on the Nature and Significance of Economic Science, London, Macmillan, 1932.
- ROBERTSON (D. H.). — Utility and All That, and Other Essays, London, Allen et Unwin, 1932.
- SAMUELSON (P. A.). — Foundations of Economic Analysis, Harvard University Press, 1948.

29. *The State of Welfare Economics, The American Economic Review*, juin 1951, p. 312.



## II. — ARTICLES.

Abréviations : *R. E. P.* = *Revue d'économie politique*; — *E. C.* = *The Economic Journal*; — *Q. J. E.* = *Quarterly Journal of Economics*; — *R. E. S.* = *The Review of Economic Studies*; — *J. P. E.* = *The Journal of Political Economy*; — *A. E. R.* = *American Economic Review*; — *Emi* = *Economica*; — *O. E. P.* = *Oxford Economic Papers*; — *Eme* = *Econometrica*; — *C. J. E.* = *Canadian Journal of Economics and Political Science*.

## 1948, et antérieurement :

- BERGSON (Burk) (A.). — A Reformulation of Certain Aspects of Welfare Economics. *Q. J. E.*, févr. 1938.  
 FETTER (R. F.). — Price Economics versus Welfare Economics. *A. E. R.*, sept. 1920.  
 HARROD (R. F.). — Scope and Method of Economics. *E. C.*, sept. 1938.  
 HICKS (J. R.). — The Foundations of Welfare Economics. *E. C.*, déc. 1939.  
 — Valuation of Social Income. *Emi*, mai 1940.  
 — The Rehabilitation of Consumer's Surplus. *R. E. S.*, févr. 1941.  
 HOTELLING (H.). — The General Welfare in Relation to Problems of Taxation and of Railway and Utility Rates. *Eme*, juill. 1938.  
 KAHN (R. F.). — Notes on Ideal Output. *E. C.*, 1935.  
 FALDOR (N.). — Welfare Propositions and Interpersonal Comparisons of Utility. *E. J.*, sept. 1939.  
 KNIGHT (F. H.). — Fallacies in the Interpretation of Social Costs. *Q. J. E.*, 1923 (réimprimé dans *The Ethics of Competition*. New-York, Harper, 1933).  
 KUZNETS (S.). — On the Valuation of Social Income. *Emi*, févr. et mai 1945 (suivi en août de *A Comment*, par J. H. Hicks).  
 LANGE (O.). — The Foundations of Welfare Economics. *Eme*, juill.-oct. 1942.  
 ROBBINS (L.). — Interpersonal Comparisons of Utility. *E. J.*, déc. 1938.  
 SAMUELSON (P. A.). — Welfare Economics and International Trade. *A. E. R.*, juin 1938.  
 — The Gains from International Trade. *C. J. E.*, 1939.  
 SCITOVSKY (T.). — A Note on Welfare Propositions in Economics. *R. E. S.*, nov. 1941.  
 — A Reconsideration of the Theory of Tariffs. *R. E. S.*, n° 2, 1942.  
 STIGLER (G. J.). — The New Welfare Economics. *A. E. R.*, juin 1943.  
 VALARCHE (J.). — Richesse et bien-être dans l'Economie anglo-américaine. *R. E. P.*, juin 1947.  
 BAUMOL (W. J.). — The Community Indifference Map : a Construction. *R. E. S.*, n° 2.

## 1949 :

- BOULDING (K.). — Income and Welfare. *R. E. S.*, n° 2.  
 DEBREU (G.). — Les fins du système économique. *R. E. P.*, déc.  
 LITTLE (I. M. D.). — Welfare and Tariffs. *R. E. S.*, n° 2.  
 RUGGLES (N.). — The Welfare Basis of Marginal Cost Pricing Principles. *R. E. S.*, n° 1.  
 — Recent Developments in the Theory of Marginal Cost Pricing. *R. E. S.*, n° 2.

## 1950 :

- HABERLER (G.). — Some Problems in the Pure Theory of International Trade. *E. J.*, juin.  
 JOHNSON (H. G.). — Optimum Welfare and Maximum Revenue Tariffs. *R. E. S.*, n° 4.  
 LITTLE (I. M. D.). — Recent Developments in Welfare Economics. *Zeitschrift für Ökonometrie*, juin.  
 SAMUELSON (P. A.). — Evaluation of Real National Income. *O. E. P.*, janv.

## 1951 :

- ARMSTRONG (W. E.). — Utility and the Theory of Welfare. *O. E. P.*, oct.

- ARROW (K.). — Little's Critique of Welfare Economics. *A. E. R.*, déc.  
 BALOGH (T.). — Welfare and Freer Trade — A Reply. *E. J.*, mars.  
 HABERLER (G.). — Welfare and Freer Trade — A Rejoinder. *E. J.*, déc.  
 HARE (A. E. C.). — The Theory of Effort and Welfare Economics. *Emi*, févr.  
 PIGOU (A. C.). — Real Income and Economic Welfare. *O. E. P.*, févr.  
 SCITOVSKY (T.). — The State of Welfare Economics. *A. E. R.*, juin.

1952 :

- BALDWIN (R. E.). — The New Welfare Economics and Gains from International Trade. *Q. J. E.*, févr.  
 FLEMING (M. A.). — A Cardinal Concept of Welfare. *Q. J. E.*, août.  
 FRANKEL (S. H.). — « Psychic » and « Accounting » Concepts of Income and Welfare. *O. E. P.*, févr.  
 FRIEDMAN (M.). — The Welfare Effects of an Income Tax and an Excise Tax. *J. P. E.*, févr.  
 GOETZ-GIREY (R.). — Progrès technique et bien-être. *Revue économique*, sept.  
 KEMP (M.) et ESIMAKOPOULOS (A.). — A note on Social Welfare, Function and Cardinal Utility. *C. J. E.*, mai.  
 KENNEDY (C.). — The Economic Welfare Function and Dr Little's Criterion. *R. E. S.*, n° 2.  
 LITTLE (I. M. D.). — Social Choice and Individual Values. *J. P. E.*, oct.  
 MISHAN (E. J.). — The Principle of Compensation Reconsidered. *J. P. E.*, août.  
 PHIPPS (C. G.). — Friedman's « Welfare » Effects. *J. P. E.*, août.  
 SCHOEFFLER (S.). — Note on Modern Welfare Economics. *A. E. R.*, déc.

1953 :

A paraître un numéro spécial d'*Economie appliquée* sur l'Avantage collectif.

# L'OPTIMUM D'INVESTISSEMENT

---

L'investissement reste toujours au premier plan de l'actualité — que l'on songe à l'accroissement de la productivité nationale qu'il doit promouvoir, aux difficultés que suscite son financement, ou simplement à une politique de plein emploi.

Mais déjà ces divers points de vue eux-mêmes laissent pressager qu'il est plusieurs optiques en fonction desquelles peut être appréciée son opportunité. Aussi bien n'est-il pas étonnant que les élaborations diverses auxquelles a donné lieu la question de son optimum aient abouti à des conclusions différentes, chacune fonction des postulats adoptés au départ.

A cet égard, il n'est donc pas inutile de situer les élaborations qui ont été faites par rapport à ces postulats : une telle étude, en précisant exactement l'origine des divergences constatées, déterminera les conditions auxquelles devrait satisfaire une synthèse. Cette dernière pourra alors être tentée.

## I. — Les différents concepts possibles d'optimum d'investissement.

### A. — LES CRITÈRES POUVANT SERVIR A LA DÉTERMINATION DE L'OPTIMUM.

#### 1° *Le critère de la productivité nationale maximum.*

Les exigences du rendement maximum vis-à-vis de l'investissement dépendent pour une collectivité du degré d'équipement relatif auquel elle est parvenue.

Pour une nation sous-développée, ou ayant subi des destructions importantes à la suite d'une guerre, l'investissement sera évidemment très nécessaire et très efficace quant à l'accroissement de la productivité nationale. Il en ira de même si des inventions révolutionnaires (chemin de fer, électricité, énergie atomique) ou ce que Schumpeter appelle des « combinaisons

nouvelles » rendent obsolètes le capital antérieurement accumulé. Enfin, un accroissement de la population, par modification de la situation démographique ou immigration, en diminuant le niveau relatif du capital, redonne à l'investissement une grande utilité.

Au fur et à mesure que l'investissement est effectué au contraire, et en l'absence de l'intervention de l'un ou l'autre des facteurs précités, il deviendra de moins en moins nécessaire. Il est évident, en effet, que les premiers investissements s'orienteront dans les secteurs où l'efficacité du capital sera la plus grande : au bout d'un certain temps, par conséquent, les possibilités de placement restantes seront les moins rentables, ou, si l'on veut, celles qui accroîtront relativement le moins la productivité. Dans certains secteurs même, il pourra y avoir, par suite d'erreurs d'appréciation, suréquipement.

Schématiquement, nous pouvons donc appeler  $t_0$ ,  $t_1$ ,  $t_2$ , les instants où interviennent les faits (destructions de capital, inventions, etc.) qui vont accroître très fortement l'efficacité du capital. Corrélativement,  $t_0-t_1$ ,  $t_1-t_2$ ..., seront les intervalles d'exploitation dans lesquels il n'y aura pas de faits exogènes, modifiant l'efficacité du capital. Celle-ci dépendant seulement alors de la quantité des équipements techniques existants, ira donc en décroissant de  $t_0$  à  $t_1$  au fur et à mesure que le flux d'investissement créera des équipements nouveaux.

Supposons cependant que  $t_1$  n'ait pas lieu : la courbe aboutira alors à ce que l'on est convenu d'appeler *le point de plein investissement*. En ce point et au-delà, l'efficacité marginale réelle<sup>1</sup> du capital sera nulle, ce qui suppose que tous les équipements *productifs* auront été diffusés dans tous les domaines jusqu'à satiété<sup>2</sup>.

Ce point est-il concevable en l'absence de toute modification extérieure ? En d'autres termes, la courbe de l'efficacité réelle

1. C'est-à-dire la courbe de l'efficacité *ex-post*, et non la courbe de prévision.

2. Cette situation semble exactement correspondre à celle que M. Allais désigne comme étant « la maximisation de la productivité sociale » (cf. *Economie et Intérêt*, chap. vii et chap. x) qui se caractérise également par l'annulation du taux de l'intérêt.

Il ne semble pas cependant qu'il soit possible de partager l'optimisme de cet auteur sur la possibilité qui nous est donnée d'atteindre une telle situation. Par des voies spontanées d'abord, les doutes exprimés dans la note 4 ci-dessous paraissent suffisamment convaincants.

Par des interventions diverses (collectivisation des terres, monnaie fondante, etc.), M. Allais juge que cette situation pourrait être atteinte en vingt ou



du capital coupe-t-elle l'axe des quantités (au point de plein investissement) ou, au contraire, est-elle asymptote à cet axe (le point de plein investissement étant ainsi repoussé à l'infini) ?

Répondre à cette question, c'est prendre parti dans la controverse où sont intervenus Böhm-Bawerk, Landry, Oscar Lange, Knight, M. Allais<sup>3</sup>; il est probable, comme le pense la théorie moderne, que les équipements utilisables par l'homme, même s'ils sont construits en matériaux extraordinairement solides, ont une valeur *finie*, et que, dans ces conditions, un flux d'investissement simplement constant permettrait d'atteindre le point de plein investissement.

Cependant les modifications de structure au profit de ce que M. Fourastié et Colin Clark dénomment le secteur tertiaire seraient sans doute de nature à faire intervenir de nouvelles considérations sur cette question<sup>4</sup>.

Quoi qu'il en soit, dans les périodes de relative stabilité technique, le *flux d'investissement désirable pour une société devient de moins en moins important au fur et à mesure que s'accumule le capital technique*. Schématiquement, tout se passe, en somme, comme s'il y avait, pour une collectivité donnée, un *volume de capital optimum*, complémentaire à un ensemble de facteurs fixes (état de la technique, population, ressources naturelles), volume de capital qu'il y aurait grand avantage à atteindre le plus rapidement possible<sup>5</sup>.

trente ans sans effort considérable. C'est oublier que l'économie réelle n'est pas un régime permanent et qu'un tel laps de temps s'écoule rarement sans que des progrès techniques importants, des cataclysmes politiques..., etc., interviennent et redonnent sans cesse de la productivité à l'investissement.

C'est précisément l'appréciation de la probabilité de réalisation de ces événements qui détermine l'utilité subjective que chacun attribue aux investissements -- utilité qui devra être comparée par chaque sujet à l'effort subjectif d'épargne requis. Substituer une appréciation unique à celle de l'ensemble des sujets, c'est, dans une certaine mesure, se placer parmi les tenants de la deuxième « conception » examinée ici (*infra*, B-2°).

3. Cf. sur ce sujet Prof. Courtin, *Cours de doctorat*, 1949-1950, p. 488 et suiv.

4. D'ailleurs, même au cas où le point de plein investissement correspond à une quantité finie de capital, et même si des facteurs exogènes n'interviennent pas pour en reculer la perspective, il n'est nullement certain qu'il soit atteint spontanément par une économie en évolution.

Il en serait ainsi notamment si une certaine préférence pour la liquidité subsistait en tout état de cause et s'opposait à l'annulation du taux de l'intérêt; ou si la baisse du taux de l'intérêt à partir d'un certain point décourageait totalement la constitution de l'épargne. Dans l'une et l'autre de ces hypothèses, les investissements restant encore à effectuer pour atteindre le point de plein investissement ne seraient pas réalisés spontanément.

5. Voici comment M. Marczewski précise ce qu'est cet « optimum à très longue période » : « Cet optimum répond à la question suivante : étant donné une

L'optimum d'investissement fondé sur la recherche de la productivité maximum devrait donc permettre aussi rapidement que possible l'accumulation de ce capital.

Une fois ce capital atteint, au contraire, l'investissement devrait pratiquement cesser<sup>6</sup>. S'il continuait, en effet, il créerait des équipements qui, non seulement n'auraient aucune utilité, et par conséquent ne procureraient aucun revenu, mais encore qui perdraient immédiatement toute valeur, de telle sorte que l'argent ainsi placé serait perdu.

## 2° *Le critère du maximum de satisfaction subjective.*

Les exigences du maximum de satisfaction tiennent à la propension à épargner et à ses variations autonomes.

L'investissement, en effet, est effectué à partir de l'épargne. Mais si cette épargne est forcée, il y a, par définition même, *contrainte*.

Le souci du maximum de satisfaction subjective incline donc à ne jamais perdre de vue le montant de l'épargne spontanée dans la recherche de l'optimum d'investissement.

A cet égard, la règle fondamentale dégagée par Keynes paraît tout à fait valable; quand augmente le revenu, l'épargne s'accroît plus que proportionnellement. L'épargne, en effet, est assez élastique, alors que la consommation manifeste une certaine rigidité.

### *Deux mobiles surtout expliquent l'élasticité de l'épargne.*

Le premier réside dans le *désir d'aménager les dépenses dans le temps* de façon à se prémunir contre des modifications prévues ou imprévues du revenu et des besoins.

Le second est l'*attrait des investissements productifs*. L'investissement financier procurera un supplément de revenus et accroîtra l'enrichissement de l'épargnant, c'est-à-dire lui procurera une nouvelle satisfaction qui, selon le cas, sera une satisfaction de *consommation*, une satisfaction *sécurité*, ou une satisfaction de *puissance*. L'investissement pourra être fait aussi

certaine population, un certain ensemble de ressources naturelles et un certain ensemble de connaissances techniques, quel est le montant du capital nécessaire pour utiliser dans les meilleures conditions le plus rare des éléments donnés ». (J. Marczewski, *A la recherche d'un optimum d'investissement, Economie appliquée*, n° 1, janvier-mars 1948, p. 131, étude dont il sera parlé ultérieurement).

6. Il s'agit ici d'investissement net, par conséquent, n'est pas pris en considération l'investissement nécessaire à l'entretien du capital.

sous forme de biens durables de consommation procurant à son auteur des satisfactions personnelles.

Dans tous les cas, l'épargne n'a pas de caractère résiduel. Les mobiles qui l'inspirent, au contraire, sont assez puissants pour qu'ils soient pris en considération bien avant que n'intervienne la saturation des besoins. La répartition entre ces deux emplois et toutes les autres dépenses de consommation se fera alors selon la règle générale de l'équipartition, entre tous les emplois, des utilités marginales pondérées.

Quant à la *rigidité de la consommation*, on en trouve une excellente explication dans une analyse que fait M. Gruson à propos d'un autre objet : « La psychologie et les aptitudes des consommateurs jouent ici un rôle essentiel. Il y a sans doute des populations constamment avides d'élever leur niveau de vie qui demandent, dès qu'elles le peuvent, les produits nouveaux qui leur sont offerts. D'autres, conservatrices par tradition, sont lentes dans l'adaptation de leurs dépenses globales à la croissance de la production et du pouvoir d'achat, chaque consommateur se contentant d'abord de maintenir, comme par inertie, son niveau d'existence antérieure. Mais depuis que les progrès techniques, dans les pays de race blanche, ont porté le niveau de vie moyen bien au-dessus du minimum vital, l'adaptation de la dépense ne peut plus résider, par un processus presque instinctif, du tempérament progressiste de la collectivité; le développement de la consommation exige de beaucoup d'individus un effort continu d'imagination et d'intelligence qui suppose l'extension corrélatrice des raffinements de la civilisation et de la culture. Faute de cet effort, la consommation paraît à certains moins facile que l'épargne, et celle-ci se constitue d'elle-même, sans dessein préétabli de placement et de consommation différée; simple traduction du retard indéfini d'une dépense jugée superflue. » 7.

Il convient de remarquer cependant que la rigidité de la consommation ainsi définie n'apparaît que dans des cas relativement exceptionnels (changement total de situation provenant d'un gain imprévu à la loterie, de la survenance d'un héritage, etc.)

Dans les cas les plus courants, l'accroissement du revenu de

7. Cf. Gruson, *Esquisse d'une théorie générale de l'équilibre économique*, p. 124.



chacun se fait suffisamment lentement et dans des limites assez étroites pour que les possibilités de consommation n'excèdent pas les besoins conscients.

Certes, la limitation qu'introduit le *temps* peut s'opposer à ce que soit donnée satisfaction à tous ces besoins à la fois. Cependant, dans la plupart des cas, l'inertie relative des dépenses de consommation tiendra moins au caractère résiduel de l'épargne qu'au souci de l'homme sensé d'éviter une trop profonde disparité dans le temps de l'utilité de ses consommations marginales.

En d'autres termes, comme on vient de le dire, l'utilité de l'investissement viendra très vite en concurrence avec celle de la consommation : ce seront tout d'abord les investissements de consommation (confort ménager, voiture automobile, etc.); puis, plus tard, les investissements de sécurité ou de puissance économique, faits sous forme de placements.

L'élasticité du besoin d'investissement et, dans des cas plus rares, la rigidité de la consommation, expliquent donc bien, en définitive, que l'épargne croisse plus que proportionnellement, quand le revenu augmente. Cette conclusion, valable pour un individu isolé, l'est également pour une collectivité quand l'accroissement du revenu global ne modifie pas la répartition.

Si l'on revient maintenant aux intervalles définis précédemment  $t_0-t_1...$ , on constate, par définition même, que, à l'intérieur de chacun d'eux, le revenu croît puisque précisément ces intervalles sont définis comme ceux pendant lesquels sont diffusés des investissements *productifs*. Non seulement donc *l'épargne va croître dans ces intervalles*, mais elle va augmenter plus que le revenu lui-même.

Ainsi le critère du maximum de satisfaction subjective commande de tenir compte d'une épargne qui va en croissant dans l'intervalle  $t_0-t_1$ .

### 3° Le critère du plein emploi.

Le critère de la productivité maximum était lié à la maximisation du revenu national dans l'avenir. Le critère du plein emploi se réfère à la maximisation dans l'immédiat, compte tenu des moyens dont on dispose.

La recherche du plein emploi aura donc plus d'utilité dans



l'immédiat que la recherche de la productivité, quant à la maximisation du revenu national. Il conserve cette priorité dans le temps, puisque n'importe quel accroissement de productivité peut être neutralisé par une diminution du niveau de l'emploi.

Il a la même priorité à l'égard du critère de la satisfaction subjective maximum. Ce dernier se réfère à la répartition intertemporelle des utilités. Or, avant de prétendre disposer librement des utilités que procure le revenu, encore faut-il que le revenu ne soit pas réduit. Il doit donc être le souci premier.

Il peut être défini de la façon suivante. Si nous donnons à  $I$  et à  $S$  une définition — disons wicksellienne — et que nous nous plaçons à la fin de la phase d'essor du cycle — époque où le plein emploi est assuré — le plein emploi sera maintenu et le revenu maximisé, si l'on a  $I = S$ . Dans cette terminologie,  $I > S$  correspondra à l'inflation;  $S > I$  à la crise et à la dépression<sup>8</sup>.

Tels sont les trois critères qui peuvent permettre de déterminer l'optimum d'investissement. La considération simultanée de ces trois critères a sans doute semblé insoluble, et, en tout cas, n'a pas été explicitement abordée par les auteurs. Les solutions fournies se réfèrent à deux d'entre eux seulement. Et les trois combinaisons que l'on peut faire avec trois objets, pris deux à deux, ont effectivement été réalisées par trois théories.

#### B. — LA COMBINAISON DES CRITÈRES DEUX À DEUX.

En présence de la décroissance de l'investissement utile (critère n° 1), de la croissance de l'épargne désirée (critère n° 2) et de la nécessité d'avoir  $I = S$  (critère n° 3), les options implicites ont été, semble-t-il, les suivantes : la conception keynésienne ajuste l'investissement à l'épargne spontanée; la conception de l'économie planifiée ajuste l'épargne à l'investissement désirable. Le docteur Lange laisse les quantités globales épargne et investissement prendre leur grandeur spontanée, mais, ce faisant, sa théorie n'assure pas nécessairement le plein emploi.

8. Cf. à cet égard notre article : *Un mécanisme fondamental du déséquilibre : La fausse épargne*, R. E. P., 1951, p. 676.

1° *La conception keynésienne* 9.

Les keynésiens considèrent généralement l'épargne comme une donnée et le plein emploi comme un but à atteindre. Aussi leurs préceptes de politique économique tendent-ils à agir sur le niveau des investissements, et non sur celui de l'épargne. *Cette option satisfait donc au critère du plein emploi et à celui du maximum de satisfaction subjective.*

Par ailleurs, les investissements sont essentiellement des moyens de maintenir ou d'atteindre le plein emploi et de porter le revenu national à son maximum. C'est la fameuse boutade de Keynes proposant d'enfouir dans le sol des bouteilles contenant des billets de banque; c'est la phrase de M. Marczewski citée plus loin. Ainsi l'on peut dire schématiquement que la productivité propre des investissements n'est envisagée que d'une façon tout à fait secondaire et négligée quand elle est gênante. *Le critère de la productivité maximum est pratiquement négligé.*

Ainsi dans l'intervalle  $t_0-t_1$ , aussi longtemps que l'on sera assez près de  $t_0$ , les investissements faits autoritairement, ou provoqués, se trouveront bien en concordance avec les directives qui pourraient être tirées du souci de la productivité nationale maximum. Cependant, au fur et à mesure que l'on se rapprochera du point de plein investissement, et *a fortiori* au-delà, les investissements seront faits pour eux-mêmes : si l'on veut les poursuivre pour donner satisfaction au jeu de la propension spontanée à épargner, tout en maintenant le plein emploi, il faudra négliger totalement leur utilité économique.

Cette idée est bien exprimée par la phrase suivante de l'article de M. Marczewski : « La solution, écrit-il, réside alors soit dans la recherche des possibilités d'investissement en dehors du pays, soit dans un investissement fait d'autorité en dehors de l'équilibre individuel des firmes et des industries. » 10.

Et, en effet, quelle autre solution existerait à partir du moment où l'on considère l'épargne comme une donnée, et où

9. Il s'agit ici des théories de Keynes telles qu'on les interprète généralement. Keynes lui-même, comme cela sera dit ultérieurement (note 23), semble avoir eu une position différente.

10. *Op. cit.*, p. 124. Il faut remarquer cependant que cet auteur, qui a été frappé également par les discordances de l'épargne spontanée et de l'investissement nécessaire propose un optimum composite qui semble se rattacher aux deux premières conceptions examinées ici.

l'on a le souci de l'équilibre (c'est-à-dire, suivant la définition donnée, le souci d'avoir  $I = S$ ) ? Si l'on considère par ailleurs que l'investissement à l'étranger ne fait que déplacer le problème sans le résoudre, il faudra à l'approche du point de plein investissement investir de toute façon les épargnes qui se constituent — et l'on sait que celles-ci sont considérables en vertu de l'évolution précédemment étudiée de l'épargne subjectivement désirée.

Assurément, le plein emploi sera maintenu et c'est un résultat important. Néanmoins, il reste que l'épargne nette constituée est totalement gaspillée : l'investissement fait est incapable de procurer la moindre satisfaction supplémentaire, ni évidemment le moindre revenu, et il perd immédiatement toute valeur. De plus, la politique ainsi entreprise accentue un déséquilibre naissant de surcapitalisation.

Mais la position adoptée aurait d'autres inconvénients si on en tirait les dernières conséquences. A partir du moment où l'épargne est considérée comme une donnée, c'est en fonction de son volume global que serait déterminé l'investissement dans le début de l'intervalle  $t_0$ - $t_1$ , c'est-à-dire en cas de sous-équipement. Ce volume étant très faible, la collectivité n'améliorerait que d'une façon extrêmement lente sa productivité, solution qui, en fonction de ses inconvénients évidents, n'a pas été défendue. Cela explique, par exemple, que M. Marczewski ait été obligé de retenir pour cette situation un concept qui se rapproche de celui de l'économie planifiée <sup>11</sup>.

## 2° La conception de l'économie planifiée.

La solution donnée par l'économie planifiée est la solution exactement inverse de la précédente; en présence de la divergence des variations de l'épargne subjectivement désirée et de l'investissement objectivement utile d'une part, et de la nécessité d'avoir  $I = S$  d'autre part, l'option a été faite résolument au profit de l'investissement.

Alors que les keynésiens proposaient d'accroître les investissements pour les ajuster à une épargne excédentaire, l'économie planifiée ajuste le niveau de l'épargne à l'investissement prévu par le plan. Si donc l'investissement *ex-ante* est plus important que l'épargne *ex-ante*, l'épargne forcée suppléera aux insuffisances de l'épargne volontaire.

11. Cf. *infra*, note 20.

Ainsi la priorité est donnée aux investissements. En d'autres termes, *cette option satisfait au critère du plein emploi et du maximum de productivité nationale.*

Par contre, les désirs des individus ne sont pas nécessairement respectés, puisqu'on en arrive à faire de l'épargne *forcée*. Ainsi *l'économie planifiée néglige le critère du maximum de satisfaction subjective.*

M. Bettelheim indique dans un article <sup>12</sup> qu'en 1949, sur un total de 105 milliards de roubles d'investissement effectués en U. R. S. S., 23 % seulement furent financés par l'épargne privée (les 77 % restant se répartissant en 13 % d'impôt et 64 % de bénéfices des entreprises, reversés au budget général ou utilisés sous forme d'autofinancement). Encore convient-il d'ajouter que l'épargne privée n'est pas toujours de l'épargne volontaire en Union Soviétique.

Les avantages de cette solution sont évidents quant à l'amélioration de la productivité nationale. Le coût en satisfaction dont est payé cet avantage est néanmoins très important, puisque toute une partie du revenu national est employée sans que les intéressés aient eu l'occasion de manifester leurs préférences subjectives, et notamment leur propre dépréciation du futur.

D'ailleurs, les expériences faites jusqu'à ce jour l'ont été en période de sous-équipement évident (que ce dernier soit un sous-équipement de paix ou de guerre). On se demande cependant comment un tel système ferait face à un état de plein investissement où l'épargne continuerait néanmoins à se constituer. La logique voudrait alors qu'il infléchisse aussi les choix des sujets par un système de monnaie fondante, ou quelque autre, qui ramènerait la constitution de l'épargne au niveau de l'investissement nécessaire.

Ainsi, dans un cas comme dans l'autre, les désirs de l'individu seraient sacrifiés. Cela est explicable, puisque, comme le dit Kuznets, dans cette économie « les hommes sont faits pour les biens, et non les biens pour les hommes », expression qui peut signifier simplement que la nation s'assigne des buts extra-économiques, et qu'à ce titre l'individu peut être sacrifié à ces buts sans hésitation. Mais il faut remarquer également qu'une économie planifiée qui rechercherait seulement le bien-être de

<sup>12</sup> *Epargne et investissement dans l'économie soviétique, Les Cahiers du Musée social, 1950, n° 4, p. 127.*



ses sujets pourrait aboutir à des résultats sensiblement voisins; une collectivité, du fait précisément de sa pérennité, a nécessairement une dépréciation du futur moins grande que celle des sujets qui la composent, et, à travers elle, ceux qui la dirigent ont, beaucoup plus qu'un individu isolé, le sentiment de la continuité. Dans de telles conditions l'option pour la solution de la productivité semble aller de soi.

### 3° La conception du docteur Oscar Lange <sup>13</sup>.

Cette théorie nous apporte la dernière combinaison possible : elle considère à la fois l'épargne qui s'élabore spontanément et l'investissement qui est effectué sans intervention. La théorie tient compte, en effet, de la propension à consommer, d'une part (qui est fonction du taux de l'intérêt), et de l'incitation à investir, d'autre part (qui est déterminée par les perspectives de profit, c'est-à-dire, finalement, par la demande de consommation et le principe d'accélération). Ainsi sont satisfaits à la fois le critère du maximum de satisfaction subjective et celui du maximum de productivité nationale.

Supposons que l'on se trouve dans une économie sous-équipée dans laquelle on veuille promouvoir l'investissement maximum. La diminution de la propension à consommer est une politique qu'il faut appliquer avec discernement car, dit le docteur Lange, « elle a un double effet ». Certes, « la décroissance de la propension à consommer cause aussi, comme nous l'avons vu, une chute du taux de l'intérêt, qui encourage par ailleurs l'investissement », mais aussi « elle décourage l'investissement ». Aussi, « la propension optimum à consommer est celle pour laquelle l'effet stimulant et l'effet déprimant d'une modification s'équilibrent » <sup>14</sup>.

C'est qu'en effet, si une économie planifiée peut déterminer à l'avance l'investissement auquel elle va procéder, il n'en va pas de même dans une économie où fonctionnent les mécanismes naturels, puisque l'accroissement de l'épargne va, par le jeu de la diminution des profits et par celui du principe d'accélération, diminuer l'incitation à investir. Par l'utilisation d'un modèle mathématique séduisant, le docteur Lange

13. O. Lange, *Rate of interest and the optimum propensity to consume*, article publié dans *Economica* en 1938, reproduit dans les *Readings in Business Cycle Theory*, p. 169 et suiv.

14. *Id.*, *ibid.*, p. 183.

détermine sans peine les conditions auxquelles l'investissement va être maximisé.

Malheureusement, *cette propension optimum à épargner n'assure pas nécessairement le plein emploi*, comme l'auteur le reconnaît lui-même d'ailleurs : « Mon optimum, écrit-il, dans une note ajoutée en 1943, signifie simplement ici celui qui maximise l'investissement. Ce n'est pas nécessairement la propension à épargner la plus désirable du point de vue de la politique sociale. A cet égard, une propension à épargner qui maximisera le revenu réel peut être préférable. Ma propension optimum à épargner est cependant celle qui maximise la vitesse d'accroissement du capital. »<sup>15</sup>.

Ce résultat inattendu mérite quelques explications. Par rapport à ce qui a été dit précédemment, deux contradictions semblent en effet apparaître : d'une part, quand l'équilibre a été obtenu avec la propension optimum à épargner que l'auteur déterminera, il peut y avoir sous-emploi bien que l'on ait  $I = S$ ; d'autre part, l'investissement ne semble plus, comme avec Keynes, apte à maximiser le revenu.

Afin de rendre les choses plus immédiates, il est possible de raisonner sur un modèle chiffré, à partir duquel chacun pourra, s'il le désire, retrouver le raisonnement plus abstrait du docteur Lange.

Hypothèses .....	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)
Consommation ....	100	90	80	70	60	50	40	30
Investissement ....	0	10	20	30	35	38	35	30
Revenu .....	100	100	100	100	95	88	75	60
$R = C + I$								
Propension à consommer (16) ....		90 %	80 %	70 %	60 %	52 %	45 %	40 %

Supposons qu'une collectivité parte d'une hypothèse (B) dans laquelle on a  $C = 90$  et  $I = 10$  et  $R = 100$ , correspondant au plein emploi. Si l'on veut accroître l'investissement, on s'efforcera de réduire la propension à consommer de 90 % à 80 %, puis à 70 % en (C) et (D). Jusque-là, l'investissement absorbera

<sup>15</sup> Ibid., p. 191.

<sup>16</sup> Quotient de la consommation d'une période donnée par le revenu de la période précédente.

toute l'épargne constituée et augmentera de 10 à 30. En effet, jusque-là, l'effet déprimant de la diminution de la consommation aura été compensé par la diminution du taux de l'intérêt; ou bien on peut dire qu'un investissement plus important pourra être effectué sans accroissement du taux de l'intérêt. Il y aura plus d'épargne disponible pour procéder aux investissements utiles.

Cependant, dans la théorie générale, les paramètres peuvent être quelconques. Il faut donc prévoir une hypothèse (E) où l'effet stimulant exercé sur l'investissement, déjà compensé partiellement par l'effet déprimant que provoque la diminution de la consommation, ne permettra pas à toute l'épargne constituée en (E) ( $S = 100 - 60 = 40$ ) de s'investir; le revenu national aura diminué de 100 à 93, tandis que la propension à consommer passait de 70 % à 60 %.

La même évolution se poursuit en (F) : l'investissement augmente, quoique de plus en plus faiblement, et une fraction plus considérable de l'épargne n'est pas investie, entraînant une diminution correspondante du revenu.

Si l'évolution se poursuit en (G), les effets déprimants vont cette fois l'emporter sur les effets stimulants eux-mêmes et l'investissement lui-même va diminuer. Comme la consommation diminue également, le revenu global décroît fortement.

L'hypothèse (F) est donc celle qui dans ce modèle maximise l'investissement, et l'optimum (au sens du docteur Lange) de la consommation (*en chiffres absolus*) est le 50<sup>17</sup>.

Ce modèle comporte des enseignements intéressants. D'abord, il nous montre comment il peut se faire, dans le cas général, que le maximum d'investissement ne corresponde pas avec le revenu maximum et le plein emploi<sup>18</sup>.

17. En chiffre relatif elle n'est pas exactement de 52 %, comme l'indique le tableau, puisque 52 % représente  $\frac{50}{93}$ , alors qu'il faut parvenir à un état de régime dans lequel on aurait d'une façon constante une propension à consommer de  $\frac{50}{88}$  soit environ 57 %. Si l'on passe très lentement de (E) à (F), on doit trouver l'optimum défini par le docteur Lange peut-être un peu avant d'atteindre (F).

18. On peut se demander à quels principes généraux de construction correspond un tel modèle, c'est-à-dire quelles sont ses implications.

Comme le remarque le professeur Courtin dans son cours, il semblerait, à première vue, qu'on relève une non-coïncidence du maximum d'investissement et du maximum de revenu, si l'on suppose simplement que la propension à investir est une fraction constante de la consommation : l'investissement virtuel (ou pro-

Ensuite, il montre exactement dans quelle mesure une politique d'investissement peut permettre d'atteindre le revenu

pension à investir) dépend ainsi du principe d'accélération et est donné par la formule  $I_v = K \cdot C$ .

La plus petite des deux quantités  $S$  et  $I_v$  donnera alors l'investissement réalisé  $I_r$ .

En prenant  $K = 20 \%$  on obtient ainsi le tableau suivant :

	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)
$I_v$	100	90	85	80	70
$C$	20	18	17	16	14
$S$	»	10	15	20	26
$I_r$	0	10	15	16	14
$R$	100	100	100	96	81

Comme on l'aperçoit, l'investissement réalisé maximum est obtenu dans l'hypothèse (D) alors que le revenu n'est plus à sa valeur maximum.

En réalité cependant, comme l'indique le professeur Courtin, cette hypothèse n'est pas vérifiée. Dans ce modèle, en effet,  $I_v$  est continuellement décroissant, puisque  $C$  l'est par hypothèse;  $S$ , par contre, est continuellement croissant dans l'intervalle A, E);  $I_r$  sera donc maximum quand on aura pour une hypothèse  $n$  :

$$I_{vn} = S_n.$$

$$\text{Or : } S_n = R_{n-1} - C_n$$

$$I_{vn} = K C_n.$$

$$\text{D'où : } R_{n-1} - C_n = K C_n$$

$$\text{et } C_n = \frac{R_{n-1}}{K+1}.$$

$I_v$  aura sa valeur maximum quand  $R_{n-1}$  est lui-même à son maximum. Avec  $K = 20 \%$  dans le modèle précédent, on obtient ainsi une valeur  $C_n = 83,333 \dots$  donnant :  $I_v = 16,666 \dots$ ,  $S = 16,666 \dots$  et  $I_r = 16,666 \dots$ , et  $R_n = 100$ .  $I_r$  est ainsi à son maximum avec un revenu maximum.

Cela apparaît d'une façon plus évidente encore sur le graphique ci-dessous où la courbe OMT représente la variation de  $S$  (PN = S; LP = C), la courbe KMU la variation de  $I_v$ , et la courbe OMU la variation de  $I_r$ .

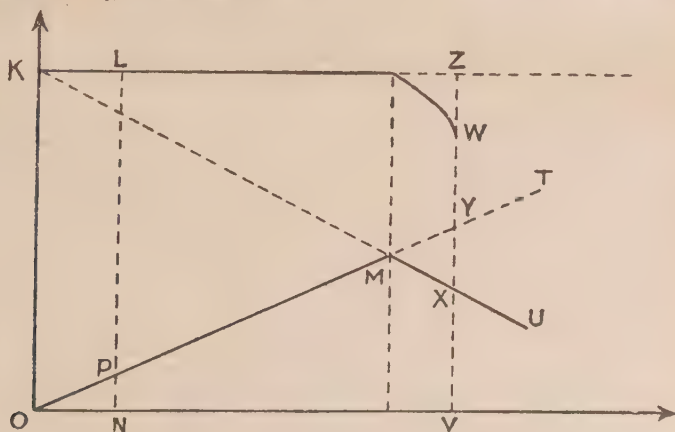


FIG. 1.



maximum : si l'on va de (F) vers (A), ce ne sont pas les investissements faits spontanément à partir du revenu courant qui per-

Comme  $R = I_r + C$ , on voit que  $R$  est encore à sa valeur maximum LN quand  $I_r$  est à son maximum en M. Quand on a, au contraire,  $I_r = XV$ ,  $C = YZ$ , et il y a un gap XY qui se retrouve dans le revenu en WZ.

L'éventualité envisagée par le docteur Lange impliquerait donc, avec les mêmes rotations, des courbes ayant la forme suivante :

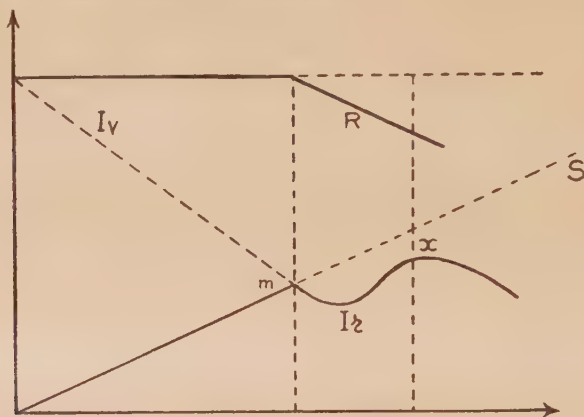


FIG. 2.

Le maximum de  $I_p$  en  $x$  ne coïncide plus cette fois avec celui de  $R$ . Mais ce résultat n'est obtenu qu'à la condition que  $I_p$  ne soit pas continuellement décroissant. Cette condition est contenue implicitement dans le modèle de la page 363.

Elle correspond au modèle très général du docteur Lange construit pour une forme quelconque de la variation de la propension à investir (représentée ici par  $I_p$ ).

Il serait vain évidemment de rechercher une liaison causale entre la prise en considération d'une propension à consommer décroissante, par hypothèse, et une propension à investir d'une forme analogue à celle de la deuxième figure.

La propension à investir, comme on l'a vu, est influencée par des facteurs exogènes (accroissement de la population, inventions, etc.).

Mais tout à fait indépendamment de ces derniers, le principe d'accélération ne lie pas exactement les variations de la propension à investir au sens de la variation de la consommation, mais à son rythme de variation, c'est-à-dire à sa dérivée.

Or, les modèles examinés ici ne montrent pas des variations de la consommation dans le temps, mais diverses hypothèses concernant le niveau de consommation, qui, chacune, peut être considérée isolément et d'une façon statique.

De plus, la propension à investir dépend non seulement du volume global de la demande de consommation, mais également des variations de structure de cette demande, et, d'une façon plus générale, des stocks de biens de production existant soit globalement, soit dans les divers secteurs. Enfin, il faut tenir compte de la vétusté du matériel existant qui permet de déterminer quelle sera la demande normale de remplacement.

Tous ces facteurs sont largement indépendants, et de nombreuses hypothèses ou combinaisons d'hypothèses peuvent être faites à leur sujet; aussi est-il possible de donner à la courbe de l'investissement virtuel des formes variées pour un même accroissement de la propension à épargner. En définitive, c'est donc avec juste raison que le docteur Lange a considéré d'un point de vue général cette courbe comme quelconque, et ici on n'a fait seulement qu'illustrer un cas particulièrement digne d'intérêt.

mettront d'atteindre le plein emploi, mais simplement des investissements financés à l'aide de réserves inemployées ou grâce au déficit budgétaire; vus sous cet angle, de tels investissements ont évidemment beaucoup plus pour but d'accroître le revenu national, que la productivité.

Enfin, si la condition  $I = S$  est nécessaire au maintien du plein emploi, elle n'est suffisante qu'à la condition que l'on soit parti d'une situation de plein emploi. Elle n'est, en elle-même, qu'une condition d'équilibre et ce dernier peut être simplement un équilibre dans le sous-emploi<sup>19</sup>.

#### CONCLUSION SUR LES DIFFÉRENTS CONCEPTS D'OPTIMUM D'INVESTISSEMENT.

Ainsi, en fonction de ces analyses, il faut conclure qu'aucun des « optima » définis ne mérite cette appellation par rapport aux trois critères envisagés. Il y a donc à chaque instant plusieurs optima possibles, chacun présentant ses propres avantages et ses propres inconvénients. On pourra donc choisir, parmi eux, en fonction de ses préférences personnelles et de la situation générale, celui qui semble le moins défavorable.

Dans l'hypothèse d'une économie sous-équipée, le sous-emploi a peu de chance de se produire; l'effet stimulant pour les investissements d'une décroissance de la propension à consommer l'emporterait certainement de beaucoup sur l'effet déprimant qu'exerce la diminution des profits, l'incitation à investir étant très importante. La tentation sera grande, dans ces conditions, de provoquer cette diminution de la propension à consommer en donnant ainsi la priorité aux investissements objectivement utiles sur l'épargne subjectivement désirée<sup>20</sup>.

On se heurtera cependant à des résistances, et il faudra faire

19. On voit également la différence entre la terminologie keynésienne et une terminologie « wicksellienne », si l'on veut, dans laquelle on peut avoir  $S \neq I$ .

Pour Keynes :  $S = R - C$ ,  $I = \text{Production} - C$   
 $\text{Production} = R$   $I = R - C = S$ ,

parce que Keynes pense par exemple dans le modèle de la page « 363 » :

$S_e = R_e - C_e = 95 - 60 = 35$  et  $I_e = 35$  d'où  $S_e = I_e$ .

Au contraire, on peut dire :

$S_e = R_d - C_e = 100 - 60$  et  $I_e = 35$  d'où  $S_e > I_e$ .

20. Ainsi M. Marczewski dit (et c'est là le second aspect de sa théorie, celui qui se réfère à l'hypothèse d'un pays sous-équipé) : « Dans les pays où la propension moyenne à la consommation est trop élevée pour permettre une accumulation de capital suffisante à l'utilisation optima des ressources matérielles et

usage de contrainte, *les désirs individuels n'étant pas respectés*. Il ne s'agira d'ailleurs là que d'une appréciation grossière, car personne ne sera en mesure d'évaluer si l'utilité de l'investissement excède le poids de la contrainte, ce qui permettrait de savoir à partir de quel moment l'opération cesse d'être globalement avantageuse, ou pour quelle sorte de travaux elle ne l'est plus <sup>21</sup>.

Dans l'hypothèse d'une économie se rapprochant du plein investissement, les menaces de crise peuvent être graves, étant donné l'importance de l'épargne et la faible incitation à investir. Le problème ne sera plus de rechercher la propension optimum à consommer qui « accroît de plus en plus la vitesse d'accumulation du capital », puisque ce dernier est en quantité largement suffisante, mais bien plutôt de maintenir le plein emploi. On sera ainsi amené à « veiller à l'investissement total des épargnes en formation » <sup>22</sup>, quelle que soit l'utilité de l'investissement éventuel. *On supportera ainsi un manque à gagner important.*

Et M. Marcewski arrive à la conclusion suivante <sup>22</sup> : « Il reste que les besoins de la société ne sont pas identiques à la somme des besoins des individus qui la composent. L'optimum d'investissement de la nation n'est pas celui qui résulte de l'analyse *ex-ante* des besoins subjectifs des individus. »

Or, il y a là, semble-t-il, une conclusion choquante. Certes, si la nation s'assignait des buts extra-économiques, cette discordance serait explicable : l'utilité sociale pourrait s'accommoder de désutilités individuelles, puisque les dirigeants apprécieraient à priori et subjectivement que l'intérêt social est supérieur, puisque d'un autre ordre, à la somme des désagréments individuels que peut comporter l'acte envisagé. Là, cependant, n'est pas la question.

Quand on se place dans l'hypothèse d'un Etat qui s'assigne pour mission de procurer le maximum de satisfactions à ses

du facteur travail, il devient nécessaire de procéder d'office à la création d'une épargne nationale susceptible de financer l'investissement optimum. » (*Op. cit.*, p. 129).

21. C'est d'ailleurs là un problème familier qui se pose annuellement au Parlement lors du vote du budget. Cette non-coïncidence de l'épargne désirée et de l'investissement utile explique comment les mêmes députés ont pu refuser l'année dernière successivement, et en toute bonne foi, d'une part, de réduire les dépenses, et, d'autre part, d'accroître les recettes.

22. Marcewski, *op. cit.*, p. 128.

sujets, il est inconcevable que l'on puisse se trouver en présence de deux optima différents : l'un objectif, l'autre subjectif, puisque, en définitive, « *l'objectif* » résulte de la sommation des « *subjectifs* ».

Il est donc bien certain, en fin de compte, qu'il est possible de trouver un optimum, et un seul, dans chaque cas donné, lequel alors méritera vraiment son nom. Tel est le problème qu'il s'agit de résoudre.

## II. — La recherche d'un véritable optimum.

A partir du moment où l'on reconnaît qu'il est indispensable d'assurer le plein emploi (et donc de rechercher le revenu national maximum, compte tenu de la productivité nationale), le problème se pose dans les termes suivants : à partir d'un état de plein emploi, on devra avoir en toute hypothèse  $I = S$ . Le problème à résoudre sera donc d'obtenir la coïncidence de l'investissement objectivement utile et de l'épargne subjectivement désirée, c'est-à-dire de ne pas procéder à des investissements inutiles et de n'avoir recours qu'à l'épargne volontaire.

La solution de ce problème sera trouvée non dans un ajustement de  $I$  à  $S$ , mais dans un ajustement de  $S$  à  $I$ , l'épargne demeurant cependant spontanée. Cet ajustement aura même un caractère automatique dans certains systèmes économiques. Enfin, la solution à laquelle on sera ainsi parvenu sera discutée et nettement différenciée de solutions autres avec lesquelles elle ne doit pas être confondue.

### A. — LES VARIATIONS POSSIBLES DE LA PROPENSION À ÉPARGNER.

L'étude faite précédemment du maximum de satisfaction subjective a abouti à la conclusion que l'optimum d'investissement résultant des variations du montant global de l'épargne volontaire allait en augmentant de  $t_0$  à  $t_1$ . Cette conclusion cependant n'est valable, comme cela a été précisé, qu'en l'absence de modification de la répartition.

Si, au contraire, *la répartition se modifie*, les variations du volume de l'épargne volontaire vont être toutes différentes et, notamment, vont dépendre du *degré de différenciation de la répartition*.



C'est qu'en effet parmi les satisfactions qui sont procurées aux individus par l'emploi de leur revenu, un nombre relativement très petit, dans nos sociétés évoluées, correspond à la contrepartie de besoins vitaux. Toutes les consommations additionnelles ne sont, dans une très large mesure, effectuées que pour autant qu'elles sont chargées d'une signification symbolique. A cet égard, le souci inavoué du prestige, celui de se différencier du milieu que l'on répudie et de s'assimiler à celui que l'on ambitionne d'atteindre, sont des considérations déterminantes.

En somme, chaque consommation comporte, certes, une satisfaction objective, mais elle procure également une satisfaction subjective, psychique, qui, dans certains cas, est essentielle. Il en va ainsi, par exemple, de l'habillement : un costume démodé, bien que procurant le même avantage objectif de protection contre les intempéries, pourra cependant avoir une valeur à peu près nulle. Les exemples de cette sorte pourraient être multipliés.

A la limite, il sera même possible de découvrir des consommations dont l'utilité objective est nulle, la satisfaction qu'elles procurent provenant exclusivement de la signification qu'on leur attribue (Exemples : la première cigarette; les concours de buveurs, etc.).

En définitive, dès que l'homme n'est plus réduit au minimum physiologique, ses consommations doivent lui permettre d'affirmer sa personnalité vis-à-vis de ses semblables, ou tout au moins la personnalité qu'il désire se donner. Notamment, elles refléteront très fortement son « instinct de domination » (les notions de « luxe » ou de « standard de vie » n'étant, comme l'on s'en doutait, que tout à fait relatives).

Cela étant, il est bien évident qu'une société à répartition très différenciée permettra aux individus les plus hauts placés d'atteindre rapidement le niveau de consommation qui leur permettra de se « classer » dans la société. Pour ces individus donc, l'utilité marginale de la consommation diminuera rapidement et atteindra assez vite les niveaux où l'utilité de l'investissement sera en mesure de la concurrencer efficacement. A l'inverse, dans une société à répartition presque égalitaire, les mêmes individus n'auront pas trop de tout leur revenu pour se différencier des autres par leur consommation. Ainsi le

*volume de l'épargne globale dépend moins du volume global du revenu national que de la différenciation plus ou moins accentuée de la répartition* : à une répartition différenciée correspond une épargne importante, tandis qu'à une répartition plus égalitaire correspond une épargne plus faible.

Il résulte immédiatement de ce comportement humain un moyen de faire coïncider l'optimum objectif d'investissement et la maximisation subjective de satisfaction que procure l'épargne. Le volume de l'investissement global étant considéré comme la quantité directrice qu'impose le souci du rendement national, l'épargne nécessaire serait procurée grâce à une *modification adéquate de la répartition*. Ainsi, à une économie sous-équipée coïnciderait une répartition très différenciée; à une économie ayant atteint un niveau convenable d'équipement correspondrait une répartition plus égalitaire.

En réalité, il existe un mécanisme automatique qui provoque spontanément cette modification de la répartition, et assure ainsi la coïncidence entre l'optimum objectif d'investissement et la maximisation subjective de satisfaction. Ce mécanisme cependant ne fonctionne parfaitement qu'en économie concurrentielle, à condition qu'il y ait identité des entreprises, comme cela va être montré.

#### B. — LE RÉGIME CONCURRENTIEL PERMET UN AJUSTEMENT ENTRE LE VOLUME GLOBAL DE L'ÉPARGNE VOLONTAIRE ET LES BESOINS DE L'INVESTISSEMENT.

Si, en effet, l'on considère une économie concurrentielle dans laquelle il y a identité des entreprises (c'est-à-dire notamment aucune rente différentielle permanente) et que l'on y introduise un nouveau procédé technique, la productivité moyenne en sera immédiatement accrue. Cependant, la productivité marginale restera à peu près stationnaire. Il en sera ainsi aussi longtemps que le progrès en question n'aura pas « imprégné » l'économie tout entière : en effet, la productivité marginale restera pratiquement inchangée jusqu'à ce que les derniers ouvriers travaillant dans les anciens processus aient été déplacés vers les processus plus productifs.

Pour l'entrepreneur il en résultera ce que Marshall appelait une *quasi-rente d'équipement* et qui sera d'autant plus impor-

tante que le progrès technique réalisé aura été plus considérable. C'est là un phénomène très mal compris bien que très important.

D'abord, il est certain que c'est sur des constatations de cette nature que Marx a pu bâtir *sa théorie de la plus-value*. Et il est bien certain que cette plus-value existe, car les mécanismes que nous décrit la théorie de la concurrence parfaite ne sont pas instantanés.

Mais au lieu d'avoir le caractère d'injustice que Marx lui confère, cette rente constitue un mécanisme nécessaire. Grâce à elle, en effet, l'épargne va être rendue possible, l'investissement, dans la branche considérée, souhaitable.

Et si la deuxième proposition peut être considérée comme évidente, la première demande quelques explications supplémentaires. D'abord, on peut se demander si cet investissement n'aurait pas été possible s'il n'y avait pas eu une telle rente. Et il faut répondre par la négative, car les entrepreneurs auraient dû, pour accumuler l'épargne correspondante, opérer un remaniement dans l'emploi de leur revenu, ce qui aurait représenté un sacrifice considérable de satisfactions présentes pour un espoir quasi nul de satisfactions futures; alors que grâce à la quasi-rente, la rigidité de la consommation leur permet d'accomplir l'épargne nécessaire, sans grand effort.

Mais, dira-t-on, et c'est là l'autre question soulevée par la première proposition, le profit ainsi constitué va-t-il bien être transformé en épargne et plus tard en investissement ? N'est-il pas concevable que les entrepreneurs l'utilisent simplement pour accroître leur standing de consommation ? Et pour répondre il faut se référer aux données historiques et psychologiques de l'économie libérale, régime qui a été, jusqu'à ce jour, celui qui s'est approché le plus du système concurrentiel idéal. Il convient de se rappeler qu'en cette époque abstentionniste de l'Etat, chacun ne devait compter que sur lui-même pour assurer sa propre réussite, chacun ne devait attendre que de sa propre épargne les moyens de subsistance nécessaires en cas de maladie ou durant la vieillesse. Ainsi il existait une « règle du jeu » sévère dont on n'a plus aujourd'hui une conscience très claire. La concurrence était une discipline. Ceux qui ont vécu avant 1914 peuvent témoigner combien les besoins étaient modestes par rapport à ceux de l'époque actuelle. Enfin, les



conditions politiques de paix et de stabilité relatives n'entraînaient qu'une assez faible dépréciation du futur. Ainsi dans une ambiance sociale et psychologique différente, caractérisée par la modicité des besoins, par une recherche plus âpre, à certains égards, de la réussite individuelle, par une conscience plus grande de sa responsabilité devant la vie, dans des cadres institutionnels inchangés et considérés comme extérieurs à l'individu, il est certain que les désirs d'épargne étaient plus grands qu'aujourd'hui. Aussi peut-on conclure que, à part, bien entendu, un pourcentage normal d'exceptions, les rentes des entrepreneurs étaient, pour la presque totalité, épargnées par leurs bénéficiaires et finalement investies.

Il convient d'ailleurs de remarquer, à propos de cet exemple, que s'il y a une modification de répartition, c'est une modification toute relative, les revenus les plus bas n'étaient nullement diminués. La modification se traduit alors par le fait que la productivité supplémentaire de l'équipement nouveau ne profite pas immédiatement aux consommateurs et travailleurs, mais subsiste sous forme de rente jusqu'à ce que le nouveau procédé ait été diffusé à toutes les entreprises existantes; et ce maintien sous forme de rente est précisément nécessaire à la diffusion du nouveau procédé par l'investissement, et évite ainsi que la société « mange son blé en herbe ». Cette modification de la répartition est ainsi, dans une certaine mesure, *conservatrice*, puisqu'elle ne concerne que le surplus que procure le progrès technique; elle est cependant *dynamique*, puisqu'elle favorise l'implantation du progrès.

Telle est la coïncidence qui est obtenue entre l'épargne et l'investissement immédiatement après  $t_0$ . La situation va cependant se modifier au fur et à mesure que l'on s'éloignera de  $t_0$  pour se rapprocher du point de plein investissement.

En ce point, l'investissement net perd toute utilité. L'épargne nette doit donc aussi disparaître. La *justice commutative* veut également que chacun reçoive autant qu'il donne. La répartition doit donc devenir *égalitaire*.

En effet, peu à peu le capital s'accroît. De l'état de rareté où il était primitivement, il passe à l'état d'abondance. En termes plus précis, on peut dire que de nouvelles entreprises se fondent pour mettre à profit le progrès réalisé, ou bien que le nouveau procédé technique est peu à peu adopté par les



entreprises existantes, et cela jusqu'à ce que la production par les anciens processus soit complètement abandonnée. Quand cette évolution est achevée, la productivité marginale et la productivité moyenne coïncident. La « plus-value » disparaît.

Mais il y a là un ensemble de circonstances extrêmement favorables. Car la répartition redevient égalitaire et la constitution d'épargne très difficile : les seuls actes d'épargne et de placement qui subsistent sont faits en vue d'aménager le revenu dans le temps, c'est-à-dire sont des prêts à la consommation peu importants et qui, si la structure démographique reste stationnaire, ont toutes les raisons de se compenser approximativement. L'épargne disparaissant, on évite à la fois le *sous-emploi* qui pourrait résulter de sa stérilisation, et la *diminution de rendement* à long terme qui pourrait résulter de son investissement dans des voies improductives. Mais, de plus, cette nouvelle répartition fait bénéficier désormais le facteur travail des revenus qui précédemment étaient consacrés à l'investissement, et ainsi la *justice commutative est assurée*.

Ainsi l'économie concurrentielle dans laquelle il y a identité des entreprises fait coïncider la différenciation de la répartition avec l'utilité de l'investissement et la répartition égalitaire avec le point de plein investissement. L'épargne est stimulée lorsqu'elle est utile, et, au contraire, se trouve découragée si elle devient inutile ou menace d'être nuisible.

Par contre, il n'en va pas de même avec les autres régimes :

1° S'il s'agit d'une *économie de concurrence dans laquelle existent à l'état permanent des rentes différentielles*, les sommes mises à la disposition de l'investissement au début de l'intervalle  $t_0-t_1$  seront plus considérables que précédemment. Ce résultat ne sera acquis cependant que par inflexion de la volonté des sujets de la collectivité au détriment desquels est prélevée une rente différentielle qui se maintient au-delà même du point de plein investissement. A partir de ce moment, si cette rente donne lieu à investissement, il ne pourra s'agir que d'investissements improductifs; si elle est conservée sous forme de liquidité, elle entraînera le sous-emploi; si elle est consommée, la justice commutative ne sera plus assurée (coûts moyens

et coûts marginaux ne correspondant plus pour les entreprises infra-marginales, la plus-value sera un phénomène permanent).

2° S'il s'agit d'économie de concurrence imparfaite ou d'économie de monopole, les mêmes inconvénients pourront être relevés, avec cette différence que la marge de prélèvement sur le consommateur pourra généralement être beaucoup plus considérable. De plus, ces régimes se traduisant tous par une diminution de la productivité, l'avantage que peut présenter pour l'accroissement de l'équipement l'un ou l'autre de ces régimes est toujours plus ou moins neutralisé par une déperdition pure et simple de forces.

3° Le régime coopératif enfin s'est efforcé de supprimer le profit pour le bien-être des consommateurs. Et il a réussi d'une façon satisfaisante dans le domaine de la distribution. Le grand mal dont il souffre et qui l'empêche d'étendre sa compétence, sur une large échelle, au domaine de la production, est le manque de capitaux. Pour pallier cet inconvénient, certains spécialistes proposent de réintroduire une marge entre le prix de vente et le prix de revient. Ainsi le régime coopératif est-il obligé, ou bien de se renier lui-même, ou bien de limiter son domaine aux entreprises qui peuvent être exploitées avec peu de capitaux, étant donné son impuissance congénitale à promouvoir les investissements nécessaires. A partir du point de plein investissement au contraire, ce régime, peu favorable à l'épargne, ne présenterait plus que des avantages.

Il demeure cependant que seul un régime concurrentiel où il y a identité des entreprises assure, en cas de sous-équipement comme en cas de sur-équipement, la répartition qui fait coïncider l'épargne désirée et l'investissement utile. *Ainsi ce régime parvient-il spontanément à un optimum d'investissement répondant aux trois exigences analysées au début de cette étude.* Le problème posé comporte donc bien une solution et une seule <sup>23</sup>. Celle-ci cependant mérite d'être discutée d'une façon plus approfondie.

23. Cet optimum dans le tableau de la p. 363 correspondrait à l'hypothèse (D) en cas de sous-équipement et (A) en cas de collectivité à l'état de plein investissement.

Il convient de remarquer à cet égard que Keynes, pour sa part, n'a nullement soutenu qu'il fallait investir au-delà du point de plein investissement. Il dit, au contraire, que c'est alors le moment de développer la consommation. Mais pour lui, le plein investissement est une perspective lointaine (Cf. à cet égard

## C. — DISCUSSION DE LA SOLUTION PROPOSÉE.

Cette solution pourtant pourra sembler décevante et l'on pensera peut-être que la modification de répartition à laquelle on aboutit ainsi, si elle ne porte pas atteinte à la liberté des individus à l'intérieur de leur cercle d'emploi, en modifie l'étendue; et que, par conséquent, la sauvegarde de la liberté des choix peut avoir sur le niveau des satisfactions subjectives les mêmes effets dommageables que la privation de cette liberté. S'il en était bien ainsi, il n'y aurait pratiquement pas de différence entre cette solution et celle de l'économie planifiée : en cas de sous-équipement, l'une et l'autre prélèveraient par une contrainte, dont seules les méthodes diffèreraient, les sommes nécessaires à l'investissement utile; en cas de suréquipement, il y aurait distribution égalitaire ou « prise sur le tas ».

M. Marczewski a excellemment formulé cette objection par anticipation quand il écrit : « Le principe de ce prélèvement au compte de l'accumulation socialiste... ne diffère d'ailleurs du prélèvement opéré en économie libérale par la voie des surprofits qu'en ce qui concerne l'appropriation du capital fixe accumulé au moyen de la contrainte. L'arbitraire apparaît, par contre, dans la fixation du pourcentage de prélèvement... On notera toutefois que le même arbitraire subsiste dans une économie libérale où le consommateur n'est interrogé ni individuellement, ni collectivement sur le pourcentage de prélèvement opéré par les surprofits. »<sup>24</sup>.

Or, il n'est pas possible de suivre M. Marczewski dans cette affirmation. Bien au contraire, on peut démontrer que le prélèvement effectué en économie concurrentielle n'est pas « arbitraire », et que les consommateurs sont interrogés individuellement et collectivement.

Il n'y a pas de raison, en effet, de penser que l'équilibre qu'un individu réalise spontanément ne peut être atteint par une société. Un individu isolé<sup>25</sup>, en effet, s'il est rationnel,

*General Theory*, p. 338, trad. franç.). Si l'on a pu définir le concept keynésien d'optimum d'investissement comme négligeant le critère de la productivité nationale maximum, c'est en se référant à certaines interprétations qui postulent plus ou moins explicitement que l'investissement doit essentiellement être considéré en fonction de son influence sur le niveau d'emploi.

<sup>24</sup> *Op. cit.*, p. 127.

<sup>25</sup> Celui d'une société primitive, par exemple, qui aura le choix de répartir son effort de travail entre la chasse et la construction d'un abri.



accroîtra son effort d'épargne tant que la « pénibilité » de celle-ci restera inférieure à l'utilité de l'investissement. Si deux individus rationnels placés dans des conditions identiques n'adoptent pas le même comportement, c'est simplement que chacun apprécie d'une façon subjective la pénibilité de l'épargne et l'utilité de l'investissement.

Quand il y a trois, quatre... individus, l'équilibre pourra être atteint à autant de niveaux différents pour chacun d'eux, sans que l'on puisse le moins du monde prétendre que l'un est plus rationnel que l'autre, ou qu'objectivement l'un des comportements est préférable aux autres : il sera ainsi très normal qu'un vieillard refuse d'entreprendre des travaux à long terme, et qu'un homme jeune retranche fortement sur sa consommation immédiate au profit de satisfactions différées.

Aussi y a-t-il deux façons d'entendre l'expression « investissements objectivement utiles ». Ou bien de tels investissements ne seront tels qu'en fonction des besoins de la société, ou, plus exactement, des appréciations subjectives qu'en aura celui qui la dirige. Ou bien ce terme désignera seulement la sommation des appréciations subjectives qu'ont les individus concernant l'utilité de ces investissements. Il n'y aura évidemment pas nécessairement coïncidence entre ces deux quantités, et c'est là toute la différence entre l'économie planifiée et l'économie concurrentielle.

Dans le premier cas, en effet, l'auteur du plan pourra apprécier (mais ce ne sera là qu'une anticipation subjective) que le développement économique de la collectivité exige que tel niveau d'équipement soit atteint en un temps donné. Mais alors la réalisation de ce plan exigera l'utilisation de la contrainte à l'égard des individus dont les plans d'emploi du revenu ne coïncident pas avec le programme général : c'est ainsi que, pour reprendre l'exemple précédent, le vieillard sans enfant qui n'avait aucune intention d'épargner devra plier son comportement aux prévisions du plan général, et, pour lui au moins, le maximum de satisfaction ne sera pas atteint.

Dans le deuxième cas, au contraire, l'« objectif » ne représentera que la sommation des « subjectifs ». Si l'on emploie cependant l'expression « investissements objectivement utiles », il semble simplement que l'on veuille exprimer une nuance de doute sur l'aptitude des individus à effectuer cette sommation



par l'intermédiaire du marché. On se demande si chaque individu pris isolément peut valablement comparer le coût et l'utilité à l'égard de tous d'une décision, et l'on conclut généralement par la négative, en ajoutant que la représentation nationale, et les votes qu'elle émet, restent encore les moyens les moins imprécis d'effectuer cette comparaison; après quoi, il y aura « macro-décision » et celle-ci s'imposera à tous, et notamment à la minorité.

Il faut dire, d'ailleurs, que l'expérience des pays ayant eu à subir des destructions du fait de la guerre a donné à cette conception d'abondantes justifications. On a vu dans l'insuffisance de l'investissement spontané une inaptitude partielle des individus à saisir où résidait leur véritable intérêt et à consentir les sacrifices qu'il exigeait. C'est en ce sens qu'on peut parler d'investissements objectivement utiles, puisque cette utilité ne semble pas ressentie par les sujets de la collectivité.

S'il en est ainsi cependant, et si la seule solution retenue a été de procéder à des prélèvements qui ne tenaient compte que d'une façon très imparfaite de l'ensemble des désirs individuels, c'est que l'on a négligé la solution de l'économie concurrentielle dont les mécanismes avaient été partiellement faussés. Ce système, en effet, comme cela va être montré, comporte un ensemble de mécanismes qui permet à chacun d'explicitier l'utilité qu'il attribue à un acte d'investissement déterminé, et le met ainsi en mesure de comparer valablement cette utilité avec le sacrifice d'épargne qu'il lui impose. Chacun pouvant ainsi atteindre pour son propre compte l'équilibre entre son besoin de satisfactions immédiates et son désir d'accroître pour le futur sa consommation, l'équilibre global entre l'impératif de la productivité nationale et celui de la prise en considération de la dépréciation moyenne du futur est également obtenu.

Pour le montrer, deux hypothèses doivent être examinées. Elles correspondent à deux causes différentes de l'accroissement de l'utilité de l'investissement : cause technique d'une part, cause économique de l'autre. Elles se différencient également dans leurs conséquences, l'une étant marquée par l'apparition de rentes différentielles, l'autre par celle de rentes absolues.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE : *Le progrès technique.*

C'est le cas qui a été envisagé tout au long de l'étude menée sur le système concurrentiel : quand apparaît un nouveau procédé de fabrication permettant de produire une même quantité de biens finaux à un prix inférieur, l'entreprise qui adopte ce nouveau processus bénéficie d'une rente différentielle. Une telle rente ne peut en aucun cas être supposée arbitraire dans son montant, son importance étant directement liée au supplément de productivité que procure le nouveau procédé par rapport à l'ancien.

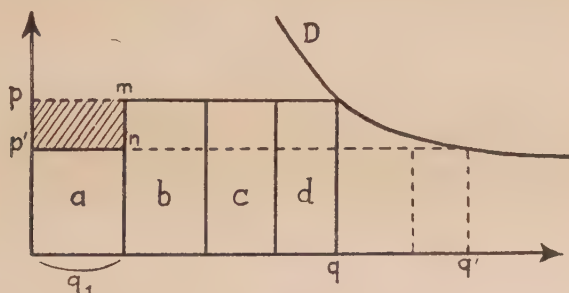


FIG. 1.

La figure ci-dessus montre que, la demande à un moment donné étant satisfaite à un prix  $p$  par les entreprises fournissant chacune  $q_1$  produits finis, l'adoption par l'entreprise  $a$  d'un nouveau processus permettant de produire à un prix  $p'$  inférieur à  $p$  une même quantité de marchandises, se traduira, la demande restant inchangée, par l'apparition d'une *rente différentielle*, représentée par le quadrilatère hachuré  $p p' m n$ .

Cette rente cependant est essentiellement temporaire et disparaîtra quand on aura suffisamment investi dans la branche considérée pour produire  $q'$  marchandises avec le nouveau processus.

SECONDE HYPOTHÈSE : *L'accroissement de la demande.*

L'accroissement de la demande peut être global (diminution de la propension à épargner, ou accroissement du revenu), ou ne concerner qu'une catégorie déterminée de biens. Si on se limite à ce dernier cas, on le représentera (en reprenant les notations précédentes) par un déplacement de la courbe  $D$  vers le haut (fig. 2).

Si la production est totalement inélastique dans l'immédiat, le prix d'équilibre s'établira à  $p''$ , et une *rente absolue* apparaîtra représentée par le quadrilatère  $p p'' m n$  hachuré.

Or, cette rente absolue qui détermine l'effort d'épargne exigé du consommateur n'est nullement arbitraire, puisque son volume est fonction de l'intensité de la demande.

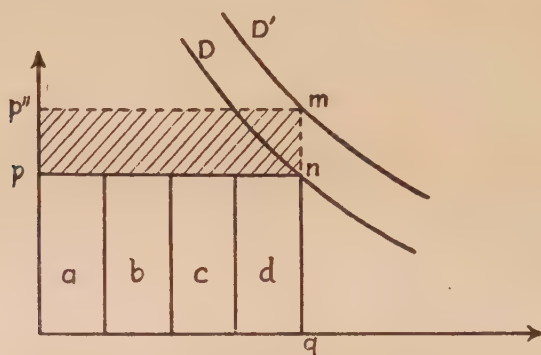


FIG. 2.

C'est donc le consommateur lui-même qui va indiquer l'utilité qu'il attribue à un investissement dans une branche déterminée en fonction des données techniques. Ce sont en effet les consommateurs qui manifesteront l'intensité du désir qu'ils ont d'obtenir telle marchandise : suivant l'élasticité de la production dans l'immédiat (accroissement de la production de chaque entreprise à coût moyen plus élevé; ou utilisation d'équipements inemployés), l'importance de la rente sera déterminée. Ainsi également sera déterminée l'utilité de l'investissement pour la collectivité, mesurée par l'importance relative de cette rente.

Simultanément, le marché fait connaître au consommateur quel effort d'épargne exige la position qu'il a prise : l'accroissement de la demande, en effet, se traduit par une hausse de prix. Le consommateur peut ainsi constamment comparer l'utilité qu'il attribue à un investissement particulier et l'effort qu'il lui demande<sup>26</sup>, puisqu'à chaque instant il peut entretenir ou au contraire ne pas ratifier la hausse des prix.

26. Il s'agit évidemment de l'effort d'épargne instantané. Pour connaître l'effort global d'épargne, il faudrait connaître le rapport entre la rente à un instant donné et le coût de construction des équipements nécessaires à la disparition

Chacun est ainsi en mesure d'atteindre l'équilibre pour son propre compte suivant l'utilité subjective de l'investissement et la pénibilité subjective de l'épargne. Les mécanismes du marché font la sommation des désirs individuels et l'équilibre global peut être atteint.

TROISIÈME HYPOTHÈSE : *Cas général.*

Entre ces deux hypothèses limites peuvent d'ailleurs s'en intercaler d'autres. Notamment en cas d'accroissement de la demande (deuxième hypothèse) peut apparaître une rente diffé-

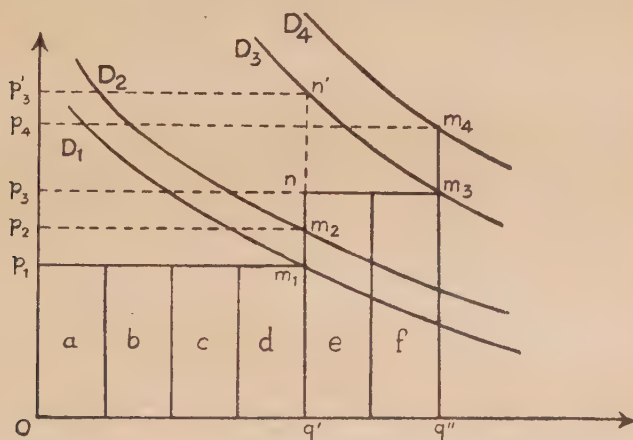


FIG. 3.

rentielle (première hypothèse) si la hausse des prix est suffisante pour permettre la remise en marche d'entreprises à coûts plus élevés.

Ce cas correspond à la courbe  $D_3$  sur la figure 3 caractérisée par la rente différentielle  $p_1 p_3 n m_1$  correspondant à une insuffisance d'équipement dans les entreprises  $e$  et  $f$ ; quand la

de cette rente. Les consommateurs ont la possibilité à chaque instant de revoir leurs comportements antérieurs, en fonction des premiers résultats acquis, c'est-à-dire à modifier leur appréciation de l'utilité de l'investissement et de l'efficacité du nouvel effort d'épargne à consentir.

Il est notamment évident que si l'on se place dans le cas un peu plus complexe où existent plusieurs branches de production donnant lieu à rentes, le classement des investissements par hiérarchie de productivité ne se confond pas avec le classement des rentes par ordre d'importance. Il est en effet possible que le secteur correspondant à la rente la plus importante soit également celui où l'équipement est le plus coûteux et, par conséquent ne soit pas celui où la productivité de l'investissement est la plus grande. La notion de taux de profit tient compte du coût de l'équipement, et mesure ainsi l'efficacité marginale du capital, c'est-à-dire l'utilité de l'investissement.



courbe passe de  $D_1$  en  $D_3$ , nous nous trouvons ainsi dans une situation analogue à celle de la première hypothèse, c'est-à-dire insuffisance de l'équipement relative non seulement à l'état de la technique mais aussi à celui de la demande.

La courbe  $D_2$ , au contraire, correspond à une rente absolue  $p_1 p_2 m_1 m_2$  similaire à celle de la première hypothèse.

Enfin, la courbe  $D_4$  correspond à la fois à une rente différentielle  $p_1 p_3 n m_1$ , et à une rente absolue  $p_3 p_4 m_1 m_3$ .

*Ce cas général attire l'attention sur le fait que l'économie concurrentielle fait connaître les besoins en épargne du secteur intéressé en fonction de la situation réelle de celui-ci.* On voit, au contraire, combien il est facile à une économie non concurrentielle où se forme cependant une courbe de demande, de régler la production de façon à obtenir le prélèvement maximum : au cas où la courbe est en  $D_3$ , par exemple, il suffit de ne pas remettre en service les entreprises  $e$  et  $f$  pour percevoir une rente supplémentaire  $p_3 p'_3 n' n$ . Il y aura donc dans ce cas non seulement *prélèvement arbitraire*, mais également surévaluation artificielle de l'utilité de l'investissement qui faussera nécessairement l'ordre normal des priorités.

Aussi peut-on conclure qu'en économie concurrentielle les prélèvements n'ont rien d'arbitraire, puisqu'ils se réfèrent, d'une part, aux désirs des consommateurs auxquels incombent, en définitive, les décisions, et, d'autre part, aux besoins réels de chaque branche d'activité.

\*  
\*\*

Ainsi, en définitive, existe-t-il deux systèmes limites dans lesquels peut être défini l'optimum d'investissement.

Le premier est l'économie intégralement planifiée; dans un tel système, il n'y a plus de marché ni de valeur subjective. La valeur est sociale et les biens qui sont attribués aux individus n'ont une utilité qu'en fonction de la société. Un optimum d'investissement existe sans doute, puisque l'investissement a une utilité objective. La théorie de cet optimum cependant se confond avec la théorie des appréciations subjectives des planificateurs.

D'ailleurs, il ne s'agit là que d'un cas limite, un tel système n'ayant jamais historiquement existé, et personne n'en ayant

fait une théorie complète, ni même recommandé sérieusement l'application. Aussi n'y a-t-il aucune raison ici de prendre en considération cet optimum.

Le deuxième cas limite est celui de l'économie concurrentielle : c'est le domaine de la valeur subjective. Dans ce système, chaque individu fait connaître par l'intermédiaire du marché l'utilité qu'il attribue à l'investissement; en réponse, le marché lui fait savoir le coût en épargne, et chacun peut atteindre pour son propre compte la position du maximum de satisfaction.

Il est ainsi contradictoire qu'on utilise de plus en plus, pour atteindre les buts du système concurrentiel, c'est-à-dire *la satisfaction maximum de chaque sujet*, les méthodes relevant de l'appréciation de la valeur sociale; il semble de plus en plus absurde de vouloir faire le bonheur de tous par la contrainte de tous.

Certes, on entend bien que le système concurrentiel n'est sans doute qu'un idéal vers lequel on peut tendre mais qu'on ne peut atteindre. Il y a quand même plus d'avantage à tendre vers un système optimum qu'à tendre vers un système *a priori* imparfait.

Il y a eu une sorte de mécanisme cumulatif entre les premières imperfections qui se sont manifestées dans le régime concurrentiel et les interventions qui ont recherché unilatéralement des palliatifs en ne faisant que fausser davantage le mécanisme. Il est possible de persévérer dans cette voie, mais il convient alors de faire avec précision le bilan des avantages et des inconvénients qu'entraîne cet abandon.

P.-M. PRADEL.

Décembre 1952.

---

## NOTES ET MEMORANDA

---

### NECROLOGIE : ARMAND JULIN (1865-1953).

Avec Armand Julin, la Belgique a perdu un de ses plus grands serviteurs; la Statistique d'avant guerre, l'un de ses représentants les plus qualifiés.

Né à Liège, en 1865, A. Julin fit ses humanités au Collège Saint-Servais et ses études supérieures à l'Université, où il obtint ses deux diplômes de docteur en droit et en sciences politiques et administratives (1889). Avec E. de Laveleye, il continua ses études d'économie politique et d'économie sociale, avant d'entrer en 1890 au ministère de l'Industrie et du Travail. Pendant quarante années, il devait y poursuivre une longue, impeccable et brillante carrière de grand commis de l'Etat. Il y devint, en effet, successivement, directeur de l'Office du travail (1903), secrétaire général (1919), poste qu'il conserva jusqu'en 1934. A ce titre, il fut régulièrement délégué par son gouvernement aux sessions des Conférences internationales du travail, de 1921 à 1934. Souvent consulté par le roi Albert, il fut un grand patriote, refusant, en 1914-1918, de travailler dans un cadre administratif, par lequel les occupants espéraient provoquer l'éclatement de la Belgique.

Parallèlement, il poursuivit une longue carrière universitaire, professant la Statistique générale et appliquée dans différentes Universités et Ecoles supérieures de commerce : à Louvain, Anvers, Gand, Liège.

Ses profondes connaissances théoriques et pratiques des questions statistiques, économiques et sociales, l'avaient fait élire, en 1895, membre de l'Institut international de statistique. Ces mêmes qualités, jointes à sa bienveillance, à sa parfaite courtoisie et à ses facultés d'adaptation, l'amènèrent à la vice-présidence; puis, en 1936, à la présidence de cet Institut. Il conserva ce dernier poste pendant la période difficile de la guerre, jusqu'en 1947, où il fut nommé président d'honneur. Jusqu'à sa fin, quoiqu'il eût à peu près complètement perdu la vue dans ses dernières années, il conserva une grande curiosité intellectuelle, un esprit toujours jeune, s'intéressant à l'histoire sociale de son pays et montrant une connaissance approfondie des problèmes nouveaux.

Ce fut un grand travailleur, un auteur abondant et apprécié. La liste complète de ses travaux comprend plus de 80 rubriques, volu-

mes, articles, mémoires, rapports. Certains d'entre eux seulement lui ont été dictés par ses importantes fonctions administratives et concernent l'industrie ou le travail. L'ensemble de ses travaux sur les salaires, budgets de famille, conditions des travailleurs, comprend 15 rubriques. Le premier d'entre eux (1889), notamment, expose ses recherches sur le salaire des ouvriers des charbonnages belges. Il consacra en outre sept études à l'industrie à domicile, trois à la législation du travail. A la suite de la Conférence du travail, convoquée en 1890 à Berlin par l'empereur d'Allemagne, A. Julin fait observer, dans un article sur les limitations naturelles aux lois internationales ouvrières, que les productivités diverses des ouvriers dans des pays concurrents doivent être prises en considération pour limiter la durée du travail. Rappelons encore qu'en 1893, il fit paraître dans l'*Ouvrier des deux Mondes*, sa monographie consacrée à l'ouvrier garnisseur de canons de fusil dans la fabrique d'armes à feu de Liège. Son dernier ouvrage dans ce domaine, publié en 1936, concerne la condition des classes laborieuses en Belgique de 1830 à 1930.

Parmi ses études historiques, on signalera celles qui concernent la grande fabrication en Belgique au milieu du xvm<sup>e</sup> siècle, ainsi que la fabrication du drap et des étoffes de laine aux Pays-Bas autrichiens, en 1764, d'après des registres manuscrits. A. Julin y remarque que quelques grandes fabriques font déjà présager la grande industrie et que, à ce moment, l'industrie de l'Est de la Belgique est capitaliste et exportatrice, tandis que la fabrication des étoffes de laine dans les Flandres et le Hainaut est rurale, décentralisée et n'exporte pas.

Dans le domaine de la statistique, 35 ouvrages ou études marquent son apport personnel; ils sont relatifs à la théorie, à l'organisation et aux applications de cette science. On citera simplement ici les *Principes de statistique théorique et appliquée*, en trois volumes, ainsi que le *Précis de statistique générale et appliquée*, actuellement à sa sixième édition.

A. Julin s'intéressa particulièrement à Quételet et à son œuvre, auxquels il consacra six études. En 1943, enfin, en collaboration avec E. Lesoir, il publia un très important travail sur les facteurs moraux et matériels du recul de la natalité.

Ses mérites, son savoir lui avaient valu de nombreuses décorations belges et étrangères; il était notamment commandeur de la Légion d'honneur. Fondateur de la Société belge de Statistique, membre de l'Académie Royale de Belgique, il avait été nommé membre honoraire des Sociétés de Statistique de Paris, des Etats-Unis et de plusieurs autres pays.

Henri BUNLE.



## L'ECONOMIQUE DE PAUL SAMUELSON <sup>1</sup>

Ce volume mérite de grands éloges. La réputation de son auteur a dépassé dès à présent les frontières des Etats-Unis. C'est une heureuse idée de rendre accessible aux étudiants français un traité qui résume admirablement l'état actuel de la théorie économique en Amérique. J'ajoute que la traduction dont M. Gaël Fain a bien voulu se charger à la demande de la Fondation des Sciences politiques est aussi bonne qu'on peut le désirer.

Le plan de l'ouvrage se distingue nettement de celui adopté par la plupart de nos traités français. Je suis d'autant plus disposé à l'approuver que j'ai suivi moi-même, dans mon petit *Précis des mécanismes économiques*, un plan analogue. Un exposé introductif du double courant en sens inverse des biens et des revenus monétaires, en même temps qu'une définition du revenu, sert de préface à tout ce qui suit. La notion du taux d'intérêt est mise en relief dès le début, non pas comme un des éléments de la distribution des revenus, mais comme le moyen d'apprécier aujourd'hui en capital la valeur d'une série de revenus répartis dans l'avenir.

La définition de la monnaie et le mécanisme par lequel se crée la monnaie scripturale sont ensuite examinés en détail. Suivent alors les théories de l'épargne, de l'investissement et des crédits. Pas un mot dans tout cela de la théorie de la valeur, avec toutes ses complications. En somme, un exposé du fonctionnement de la vie économique et de ses mécanismes, préface indispensable à toute discussion doctrinale sur les thèmes classiques de l'économie politique. Bien entendu, c'est la vie économique américaine que l'auteur a prise comme base. Le traducteur, en supprimant ce qui, dans cette description, cesse d'être valable pour les pays européens, a donné à ce traité un caractère de généralité qui lui permet d'être utilisé dans tous les pays occidentaux.

Ce qui frappe le lecteur dans tout ceci, c'est avant tout la vigueur, la précision et la clarté, toutes qualités qui ont déjà valu à M. S. une position enviable parmi les économistes.

Mais, me dira-t-on, M. S. n'est-il pas un keynésien, et n'avez-vous pas, à plusieurs reprises, exprimé votre dissidence à l'égard des théories du grand polémiste anglais ? A cela je répondrai d'abord que M. S. n'est pas un keynésien de stricte observance. Son esprit est trop vigoureux pour n'avoir pas filtré (et de la manière la plus heureuse) une théorie qui, chez trop de ses exposants, est déparée par beaucoup de scories, sans parler des obscurités et des contradictions de Keynes lui-même.

Sur un grand nombre de points, M. S. fait les plus expresses réserves quant aux théories de Keynes. Il repousse, entre autres, la

<sup>1</sup> *L'Economie*, trad. de Gaël Fain, t. 1<sup>er</sup>, 332 p., Librairie Armand Colin, 1963.

théorie inadmissible du taux de l'intérêt considéré comme prix de la liquidité, thèse qui n'a jamais été acceptée sur le continent. De même, l'influence d'une baisse continue du taux de l'intérêt sur l'investissement lui apparaît avec raison tout à fait contestable. Là où M. S. rejoint Keynes, c'est lorsqu'il présente la théorie de l'équilibre entre l'investissement et l'épargne comme l'élément fondamental d'une explication moderne de l'évolution économique et de la formation du revenu. C'est un point sur lequel je ne saurais être d'accord avec lui, pas plus que je ne puis admettre que le revenu soit exclusivement fonction de ces deux facteurs. Mais, et c'est justement par là que le livre est si attachant, son exposé est d'une clarté si lumineuse qu'il permet au lecteur un peu averti d'apercevoir tout ce qu'il y a, en réalité, de commun entre la théorie de Keynes et les meilleures théories classiques. La théorie de l'équilibre entre l'investissement et l'épargne n'est pas autre chose, dans la présentation de S., que la reproduction, sous une autre forme, de la théorie classique, et spécialement walrasienne, de l'établissement de l'équilibre entre l'épargne et la demande de capitaux. La seule différence consiste en ce que, dans la théorie dite walrasienne, le marché de l'épargne et des capitaux apparaît comme *un des nombreux marchés* à travers lesquels s'établit l'équilibre économique général, tandis que dans la théorie keynésienne il est fait à ce marché une place dominante, comme si toute l'évolution économique n'en était qu'une simple dépendance. Keynes en tire cette conséquence pratique (qu'aujourd'hui personne n'accepte plus, et que M. S. conteste de son côté), c'est qu'un abaissement continu du taux de l'intérêt peut réussir à développer l'investissement au point de supprimer le chômage. M. S. fait remarquer lui-même, dans une note des plus importantes de la page 189, qu'il y a, entre la réalisation de l'équilibre sur le marché des denrées et services et le mécanisme par lequel s'établit ce même équilibre sur le marché de l'épargne et de l'investissement, une analogie parfaite. C'est là, à mon avis, une remarque décisive pour le jugement que l'on peut porter sur la doctrine keynésienne.

De cette clarté apportée à l'interprétation des idées keynésiennes, il faut être particulièrement reconnaissant à M. S. En réalité, Keynes a simplement donné à l'un des marchés essentiels sur lesquels s'établit l'équilibre économique, une prépondérance qu'il ne comporte pas dans la réalité. Comment, à la suite de Wicksell, l'auteur anglais est-il arrivé à cette conception, aujourd'hui repoussée par les meilleurs disciples de Wicksell ? Ce serait là une longue histoire qu'il n'y a pas lieu de raconter ici.

Bien entendu, lorsqu'il s'agit d'expliquer les crises (et M. S. ne cache pas que c'est là un des objets essentiels de la science économique), cette théorie de l'investissement et de l'épargne reprend pour l'auteur toute son importance. Mais, là encore, sa clarté d'esprit l'amène à une présentation extrêmement instructive. Parlant de la théorie quantitative de la monnaie (dont Keynes avait fait dans le

premier de ses deux grands ouvrages une critique dénuée, à mon avis, de tout fondement), M. S., tout en reconnaissant que la théorie quantitative s'applique à certains grands mouvements des prix (il attribue entre autres, et très justement, à la production d'or du Transvaal la hausse des prix survenue depuis 1895), ne croit pas qu'elle suffise à expliquer les alternances de crises et de dépressions qui caractérisent l'économie actuelle. Et il a recours, une fois de plus, à l'action réciproque de l'investissement et de l'épargne pour expliquer la grande crise de 1929 et de 1930.

J'ai exposé à différentes reprises qu'à mon avis, la « grande » crise n'est pas une crise ordinaire. Elle constitue une vaste opération de rajustement du niveau des prix dû à la pression d'une offre accrue de denrées sur tous les marchés, après la hausse exagérée, pendant et après la guerre, sous la double action de l'inflation et la raréfaction des produits. En d'autres termes, la crise de 1929-1930 est, à mes yeux, une confirmation éclatante de la théorie quantitative, et nullement une application de la doctrine keynésienne de l'investissement et de l'épargne.

Faut-il ajouter que le refus, par Keynes comme par la plupart des auteurs anglo-saxons, de faire la distinction, que je persiste à croire essentielle, entre le marché monétaire et le marché de l'épargne, est une des raisons majeures des confusions créées par la doctrine de Keynes.

Ainsi, même avec les réserves doctrinales dont j'ai donné deux exemples importants, la valeur exceptionnelle de l'ouvrage dont je rends compte ici saute aux yeux. Je lui suis particulièrement reconnaissant d'avoir mis en relief avec tant de netteté des conceptions qui sont présentées généralement de la manière la plus confuse. Nulle part la confrontation entre l'explication keynésienne et l'explication classique n'est présentée avec autant de vigueur; nulle part non plus, le rapprochement entre ces deux conceptions n'apparaît plus facile, grâce à la belle clarté que M. S. apporte à son exposé. Déjà M. Williams avait justement montré que les formules mathématiques de Keynes n'étaient qu'une autre mouture de la célèbre formule d'I. Fisher. On n'aura pas de peine à découvrir à l'aide même de l'ouvrage de M. S. que ses autres théories ressemblent singulièrement (à part leur présentation) à des conceptions classiques dont Keynes a voulu à tout prix tirer des conclusions pratiques dont la portée limitée ne fait plus doute aujourd'hui pour personne.

Félicitons-nous donc que ce livre d'une si belle tenue ait été mis à la disposition des lecteurs français, malgré toutes les difficultés que présente une traduction de ce genre.

Charles Rist.

## AVIS DE CONCOURS

Le prix européen Cortina-Ulisse, attribué chaque année depuis 1949 à une œuvre de vulgarisation scientifique, sera réservé en 1953 aux sciences économiques et sociales, le thème choisi étant celui de la *Productivité*.

Le montant de ce prix est de 1 million de liras.

Les manuscrits doivent être envoyés, en triple exemplaire, à la Direction de la Revue *Ulisse*, Corso d'Italia n° 43 à Rome, avant le 31 octobre 1953.

Les ouvrages en français pourront être soumis sans traduction dans la version originale.

Le prix sera décerné à Cortina-d'Ampezzo, le dimanche 20 décembre 1953.

Le Comité d'honneur du premier prix de Cortina-Ulisse comprend, parmi diverses personnalités : le sénateur Guido Corbellini, le professeur Vincenzo Arangio Ruiz, le professeur Gustavo Colonnetti, etc., etc.

Le jury est composé de neuf membres choisis par le Comité national de la Productivité, le Ministère de l'Instruction publique, l'Académie nationale des sciences, le Conseil national de la Recherche, la Commission italienne auprès de l'U.N.E.S.C.O., le Directeur de la revue *Ulisse*.

---



## REVUE DES LIVRES

---

### Cours, traités et manuels.

**Arnou (André)**, *Eléments d'économie politique* (consommation, production, échange). Un vol. gr. in-8° de 733 p., Paris, Editions Spes, 1950.

Ce livre n'est pas écrit pour les spécialistes, l'auteur s'empresse de le dire en présentant l'ouvrage. Son but semble double : aider tous ceux qui abordent pour la première fois l'économie à s'initier à la terminologie de cette science et à l'essentiel de ses mécanismes, saisir cette occasion pour « faire passer » des préoccupations vraiment humaines, pour remettre le lecteur en face des exigences du bien commun.

Du moins ces pages sont principalement écrites pour des étudiants, et elles reproduisent l'essentiel d'un cours professé par l'auteur. Aussi ne s'étonnera-t-on pas de retrouver ici les divisions bien vieilles mais « officielles » de l'économie politique, telles qu'elles figurent dans les programmes de licence de première année.

Faisant cependant une heureuse diversion dans l'ensemble très « classique », au sens scolaire du terme, on trouvera des développements intéressants concernant notamment les problèmes démographiques (une trentaine de pages, le fait est assez rare pour être noté), la consommation maxima, la production agricole et coloniale, la réforme de l'entreprise.

Il n'est pas dans notre intention de relever ici telle ou telle « insuffisance », qui est très souvent affaire d'appréciation personnelle lorsqu'il s'agit de manuels où il est plus difficile de se borner que de se laisser aller à des développements. Néanmoins, quelques remarques peuvent être présentées quant au fond :

— Faut-il retenir d'abord ce que d'aucuns qualifieront de détail de présentation ? Le problème de la valeur n'est abordé que dans le troisième tiers du volume. Or, même en supposant que cette notion trouve sa place plus spécialement dans l'étude des prix, il semble difficile de procéder à une initiation économique sans mettre en avant, et même en vedette, la valeur. En faire comprendre la nature, en rechercher les causes, constitue une excellente préparation à l'acquisition du « sens économique », à l'intelligence du fait économique.

— Les données de la technique ne s'imposent ni toujours ni nécessairement à l'entrepreneur, mais la connaissance de ses lois n'en est pas moins précieuse ; dans ces conditions pourquoi n'avoir pas donné à la technique dans ses relations avec l'économie une place plus conforme à cette importance ? Nous pensons spécialement ici à des notions aussi fondamentales que celles de combinaisons optima des facteurs, ou encore de dimensions des combinaisons, d'échelle de production.

— Les passages relatifs à l'inflation, phénomène au sujet duquel l'initiation du profane s'impose plus spécialement en raison même de sa complexité et des erreurs que l'on commet couramment à son sujet, laissent le lecteur perplexe, insatisfait ; la clarté qui caractérise l'ouvrage ajoute

peut-être encore à cette impression : la concision devient sécheresse; on attend l'un de ces appendices ou l'une de ces annexes qui émaillent d'autres passages moins importants, mais en vain.

Tel qu'il est, ce *Cours* est cependant appelé à rendre service aux très nombreuses personnes qui sont appelées à manier le vocabulaire économique et à acquérir les notions fondamentales d'une science, qui, bon gré mal gré, sollicite leurs efforts.

Joanny RAY.

### Ouvrages généraux de théorie économique.

**Dehem (Roger)**, *L'efficacité du système économique. Critériologie de la politique économique*. Un vol. de 184 p., Institut de Recherches économiques et sociales, Louvain, 1952.

M. R. D. est professeur à l'Université de Montréal. Cet ouvrage a été préparé, élaboré et édité à l'Université de Louvain, sous la direction de MM. Dupriez, Rousseaux et Urbain. Le sous-titre nous prévient qu'il s'agit d'une « critériologie de la politique économique ». La préface précise : « L'exubérance de la pensée économique depuis une quinzaine d'années n'a pu encore dissiper le malaise de l'incohérence chez la plupart des étudiants de cette science. » (P. 7.) L'auteur se propose donc de rassembler en un tout logique, clair et cohérent, les principes abstraits fondamentaux qui doivent régir toute politique économique. C'est, selon la terminologie adoptée, un travail d'« économique normative » qui s'oppose à l'« économique constative » (je ne sais si ce terme est très heureux). Mais cette économique normative est elle-même très *pure*, si l'on peut dire; elle est à la fois très détachée des faits (« nous avons dû sacrifier le concret ») et presque exclusivement statique, intemporelle dit l'auteur, non pas instantanée, mais « transcendante au temps ». Et cependant il prétend bien avoir une préoccupation dynamique, c'est-à-dire celle de rechercher « un enchaînement optimum de décisions économiques dans le temps ».

Je crois la tentative très intéressante. Elle révèle une connaissance des études anciennes et récentes, relatives au bien-être social (Sidgwick, Pigou, Lerner, Kaldor, Hicks, Little, Samuelson, Arrow, Allais, etc.). Il n'est pas possible de définir le bien-être sans référence à des critères éthiques. Il faut encore distinguer entre normes de justice distributive et normes de justice commutative (p. 37). L'auteur, du fait qu'il ne veut pas dépasser l'économie pure, limite son champ d'études aux « prémisses normatives les plus incontestables, notamment aux normes d'efficacité sociale maxima qui sont de justice commutative ». Mais il reconnaît l'importance, et peut-être la supériorité, des normes de justice distributive. Seulement il ajoute : « L'économiste abuse de l'autorité de sa profession s'il prêche des normes de justice distributive, réformatrice ou conservatrice. » Après avoir recherché à l'aide du langage mathématique, analytique et géométrique, les positions « optimales », il aboutit à cette question qui lui sert de conclusion : « La théorie du rendement social est-elle dichotome ? » (le mot, ici encore, nous surprend quelque peu). Il veut parler de l'opposition qui existe entre la théorie de l'emploi et la théorie de l'allocation efficace des ressources supposées pleinement employées. Pratiquement, M. D. pense que la réponse affirmative « est fondée sur une hypothèse oiseuse » (p. 113), et que la dichotomie est, en somme, très « superficielle » (p. 175). En insérant le problème de l'emploi dans le cadre walrasien, M. D. pense

avoir montré que certaines institutions capitalistes et certaines interventions gouvernementales entravent à la fois l'allocation efficace et le plein emploi des ressources. Et M. D. se réjouit de l'unité foncière qu'il confère ainsi à la théorie économique normative.

J'avoue avoir encore quelque difficulté à me persuader que l'insertion dans un cadre purement statique, c'est-à-dire intemporelle, puisse avoir, à elle seule, la vertu de bien poser et d'expliquer un problème comme celui de l'efficacité sociale qui me semble, par essence, imbriquée dans la durée. Et dans la mesure où à la suite de Haavelmo (p. 166). M. D. reconnaît l'importance des règles institutionnelles, je me demande aussi si la véritable efficacité ne dépend pas autant des valeurs institutionnelles que des valeurs de marché. Or, si les institutions sont, en une certaine mesure, de la « durée » et du « distributif », M. D. ayant rejeté de sa construction et la « durée » et le « distributif », a-t-il réalisé, comme il nous l'avait annoncé, une véritable intégration ?

Henri GUITTON.

### Histoire.

Lajugie (J.), P.-J. Proudhon. Un vol. in-8° de 492 p., Librairie Dalloz, Paris, 1933.

La collection des *Grands économistes*, publiée sous la direction de notre éminent collègue L. Baudin, s'est enrichie, avec l'ouvrage de M. J. L., d'une des meilleures présentations que l'on ait faites de la doctrine proudhonienne — si l'on peut parler de doctrine « à propos de l'œuvre du vieux socialiste » franc-comtois — caractérisé, avant tout, par son indépendance, son instinct de contradiction, et cet esprit ultra-individualiste, qui fait de lui une antithèse vivante de Marx et des communistes de nos jours.

Car il ne s'agit pas seulement d'un recueil de textes. Sous le titre modeste d'*Introduction*, plus d'un tiers du livre (172 pages) est un exposé de la vie, de la pensée et de l'œuvre de Proudhon, de sa conception de la science économique et de l'objet de celle-ci, de la méthode qu'il lui assigne (caractérisée notamment par la dialectique *sérielle*), et de ses théories essentielles concernant le travail, le capital, le rôle de l'entrepreneur, la valeur, la critique de la propriété privée, et, parallèlement, de la propriété collective; celle-ci aboutissant à la doctrine « positive » de la propriété, avec laquelle Proudhon, après avoir fait, quinze ans, la guerre à cette institution, proclame qu'elle se justifie, uniquement, mais suffisamment, comme la meilleure sauvegarde de la liberté humaine. Conclusion : la propriété est « intelligible, rationnelle, légitime, et malgré cela conserve quelque chose d'égoïste qui m'est toujours antipathique... » (p. 107).

Quant aux textes mêmes, détachés de l'œuvre de Proudhon, et qui se réfèrent aux passages les plus éloquentes, les plus caractéristiques et personnels de son œuvre, ils apparaissent très heureusement choisis, et, tout en nous donnant, par eux seuls, une idée exacte de la pensée proudhonienne, ils sont propres à susciter chez le lecteur le désir de prendre une connaissance plus complète des œuvres dont ils sont extraits. Ce qui doit être l'un des buts principaux que l'on poursuit dans la publication de « morceaux choisis ».

Peut-être, au moment où vient de disparaître de la scène mondiale le montagnard géorgien qui incarna la pensée de Marx et de Lénine, celle du



socialisme autoritaire germano-russe, le lecteur trouvera-t-il un intérêt actuel à se reporter, en tournant les pages du livre de M. L., aux conceptions du socialisme individualiste du montagnard franc-comtois qu'était Proudhon. De ce socialisme, dont l'auteur, épris de liberté, prononçait une éloquente et foudroyante condamnation du *Contrat social* de Rousseau, le qualifiant de « pacte de haine, serment de guerre sociale, que Rousseau, avec une outrecuidance que je qualifierais de scélérates, si je croyais au génie de cet homme, appelle Contrat social... » 1.

René GONNARD.

### Réimpressions d'ouvrages classiques.

**Bouton (Charles)**, *Les voies antiques, les grands chemins médiévaux et les routes royales du Haut-Maine*. Un vol. in-8° de 226 p., chez l'auteur et les libraires du Mans. Prix : 800 francs.

Cet ouvrage constitue une substantielle étude des voies et routes importantes qui ont traversé le Haut-Maine des origines à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Il est complété par treize gravures et deux cartes, dont l'une reproduit fort utilement l'ensemble des routes étudiées par l'auteur, en distinguant celles de l'Antiquité, celles du Moyen Age et celles de l'époque moderne; il comporte enfin un index général des noms cités, qui eût sans doute gagné à séparer les noms de lieux, les noms de personnes et les termes techniques, et à être complété par un bref rappel des notions techniques utilisées.

Après une présentation de la documentation générale et de la bibliographie, et une étude des caractéristiques des voies de chaque époque, l'auteur examine les voies antiques et les chemins médiévaux du nord-est du Mans entre la Sarthe et l'Huisne, ceux de la rive droite de la Sarthe, ceux de la rive gauche, enfin la substitution des routes royales aux réseaux antérieurs.

L'auteur, qui a travaillé sur le terrain et sur les reconstitutions faites par ses devanciers, consacre le principal de ses efforts à établir le tracé exact des différentes voies étudiées, section par section; mais il cite aussi les restes archéologiques (notamment les camps romains) et les monnaies retrouvés sur l'emplacement de ces voies ou aux alentours, les voyageurs célèbres qui les ont utilisés, les anciennes pistes gauloises ou même pré-historiques qui les ont précédées; il étudie les ponts et les gués, l'état matériel des routes, les changements ou abandons d'itinéraires, etc. Cette étude consciencieuse permet de reconstituer avec précision le tracé des différents réseaux et constitue donc un solide point de départ pour l'étude de la vie générale de la région.

Malgré ces qualités, elle laisse cependant quelques regrets; on comprend, certes, que l'auteur ait seulement pu évoquer l'utilisation économique, administrative, militaire ou privée des routes, sans quoi il eût dû examiner l'histoire complète de la région; mais on eût aimé, à côté de l'étude analytique des voies, une étude des réseaux dans leur ensemble et spécialement de leurs fonctions générales et des conceptions (car il serait ambitieux de parler de politique routière) de leurs créateurs; on regrette aussi la brièveté de la dernière partie (11 pages), consacrée aux routes royales, qui se borne à rappeler le système juridico-administratif de l'entretien des voies et à énumérer les routes royales, sans examiner les conditions dans lesquelles le pouvoir central a transformé le réseau routier du Haut-Maine à la fin de l'Ancien Régime.

J. MAILLET.



Jansse (Lucien), *La propriété. Le régime des biens dans les civilisations occidentales*. Un vol. in-8° de 262 p., Paris, Les Editions ouvrières, 1953.

Le sous-titre de ce livre précise nettement le but et les intentions de l'auteur. Il ne s'agit pas d'étudier la propriété en général, mais « d'esquisser du seul point de vue des contingences temporelles, et dans un esprit qui se voudrait positif, sans prétendre attendre l'essence des choses, les vicissitudes de l'idée de propriété dans les civilisations occidentales, de la Rome antique à l'époque présente » 1. Autrement dit, l'ouvrage de M. J. relève de l'histoire institutionnelle, et ceci seulement dans le cadre géographique des peuples de l'Occident européen. Et ce qui se dégage le plus nettement de cette étude austère, sérieuse et fortement construite, c'est, d'abord, que chez les peuples de l'Occident européen, a toujours prévalu — sauf rares et archaïques exceptions — l'instinct d'appropriation personnelle — cet instinct qui survit même dans des esprits, à priori hostiles à cette même appropriation — mais qui, comme Proudhon, tout en la déclarant « antipathique », la maintiennent, parce qu'assise indispensable de la liberté — cette multi-séculaire inspiratrice de la civilisation européenne 2.

Assurément, au cours d'une période de deux mille cinq cents ans et plus, qu'envisage M. J., la propriété n'a pas été une donnée immuable. Elle a, comme les besoins auxquels elle répondait, beaucoup varié; et il y a eu, à côté d'elle, d'autres formes du régime des biens. On peut, d'après M. J., distinguer trois âges principaux de civilisation, auxquels ont correspondu des conceptions diverses de ce régime. Ces trois âges sont ceux : 1° de l'Antiquité romaine; 2° du Moyen Age et de l'Ancien Régime; 3° de l'Individualisme libéral moderne. Au cours de chacun d'eux, l'instinct d'appropriation personnelle a prévalu, en connexion avec la notion de la valeur de l'individu; mais toujours aussi, à côté de la propriété individuelle, se sont maintenues des communautés de possession ou de jouissance.

La période de l'Antiquité romaine a été caractérisée surtout par la notion de la propriété quiritaire, mais aussi par la *possessio*, d'où est sortie la propriété provinciale, ainsi que les occupations de l'*ager publicus* et les tenures des domaines du fisc. Au Moyen Age, le régime féodal établit l'interdépendance de la propriété privée et de l'autorité; la doctrine thomiste, qui « contient des éléments de portée éternelle » 3, considère que l'intérêt propre assure au mieux la conservation et la bonne utilisation des choses; et, nous dit M. J., ce jugement de saint Thomas, pour contingent qu'il soit, contient des éléments de portée éternelle 4.

Le troisième âge s'ouvre avec le XVIII<sup>e</sup> siècle et l'individualisme libéral, qui s'exprime, en ce qui concerne le régime des biens, par la propriété individuelle conçue comme droit de jouir et de disposer de la manière la plus absolue, selon les termes du Code civil. Mais depuis, l'action de l'Etat démocratique s'est exercée dans le sens de l'amenuisement des attributs de la propriété individuelle, qu'il a « démantelée en ses attributs et amenuisée en ses conséquences » 5. Elle continue cependant encore à être « la forme principale du régime des biens », du moins en Occident. Mais le mouvement contemporain de l'économie et de la société réduit

1. P. 21.

2. Voir, à ce propos, la notice consacrée à l'ouvrage récent de M. Lajugie sur Proudhon.

3. P. 124.

4. *Id.*

5. P. 193.

progressivement « la sphère d'application aux biens, du moins aux biens de production, de l'idée de propriété individuelle ». « Evolution qui présente de très graves inconvénients, car elle coupe le contact de l'homme sur les objets qui constituent le monde matériel » 6. Pour que la propriété individuelle puisse se maintenir avec le « pluralisme », qui est « à la base de toute l'histoire des civilisations occidentales », quatre conditions sont nécessaires au point de vue économique : « la possibilité de son contrôle par l'indivision, son morcellement suffisant pour permettre son accession par le travail, un système monétaire simple, et un système de crédit simple » 7. Nécessaire encore est l'institution d'un régime de valeurs mobilières, ou de titres « équivalents, qui ne soient pas le jouet de forces spéculatives, et dont la valeur réelle puisse être appréciée sûrement et conservée dans le temps, ce qui suppose évidemment la reconstitution d'une monnaie stable » 8. Autrement, la propriété socialiste prévaudra. »

Etude sérieuse, pénétrante, d'une lecture parfois un peu austère, exigeant une attention que mérite d'ailleurs pleinement l'effort d'érudition et de réflexion réalisé par l'auteur.

René GONNARD.

**Prokopovicz (Serge N.)**, *Histoire économique de l'U. R. S. S.* Un vol. in-8° de 627 p., Paris, Au Portulan, chez Flammarion, 1932.

**Schwarz (Harry)**, *Russia's Soviet economy*. Un vol. in-8° de 592 p., New-York, Prentice Hall, 1930.

**Condoide (Mikhail V.)**, *The Soviet Financial system : its development and relations with the western world*. Un vol. de 229 p., Columbus, Ohio, Ohio State University, 1931.

Bien que les éditeurs de tout nouveau livre sur l'économie soviétique affirment avec une belle assurance qu'il n'y avait pas, avant la sortie du dernier-né, d'ouvrage sérieux ou impartial ou complet, la littérature de langue française, anglaise et allemande sur le sujet est déjà fort abondante. Pour s'en tenir à des ouvrages d'ensemble, il suffit d'évoquer les noms de Baykov, Bettelheim, Brutzkus, Dallin, Dobb, Gachket, George, Hoover (Calvin), Hubbard, Kravchenko, Webb et Yugow, sans parler d'innombrables articles.

Et, bien qu'un oukase du 9 juin 1947 interdise la divulgation de renseignements tels que ceux relatifs à la balance des paiements et au papier-monnaie sous peine de cinq à dix ans d'emprisonnement dans un camp de travail de redressement, la documentation de source soviétique ne fait pas défaut. La difficulté est surtout de se reconnaître dans le désordre, l'inexactitude et l'incohérence des chiffres.

Mais cela étant dit, il est incontestable que, au moins les deux premiers ouvrages ici analysés (et peut-être le troisième à un moindre degré) constituent des synthèses récapitulatives fort remarquables.

\*\*\*

Le professeur P. a commencé à étudier les questions économiques et sociales russes dès la fin du siècle dernier. Lié aux initiateurs du marxisme en Russie (Plekhanov, Axelrod, etc.), il s'en détache vite pour sympathiser

6. P. 227.

7. P. 229.

8. *Id.*

avec les leaders socialistes moins dogmatiques (Bebel, Vandervelde, les Webbs, etc.) et pour critiquer un certain marxisme. Lénine lui-même polémisa longuement avec lui. En 1907, comme membre de la *Société économique libre*, il entreprend une enquête approfondie sur le budget des ouvriers russes. Un peu plus tard, il contribue aux quatre volumes des *Travaux de la commission d'études sur la vie chère* (1915-1916). Professeur d'économie politique à l'Université de Moscou, il occupe de hautes fonctions dans le Gouvernement provisoire (ministre du Ravitaillement, puis président du Conseil économique). Sous le régime soviétique, il se cantonne dans ses fonctions universitaires; mais s'étant mêlé de faire obtenir des secours étrangers aux victimes de la famine, il est condamné à mort, peine heureusement commuée en bannissement à l'étranger. Exilé d'abord à Berlin, puis à Prague, le professeur P. fonde un « Cabinet économique russe » qu'il transférera à Genève en 1939.

Le *Cabinet du professeur Prokopovicz* a été, depuis trente ans, la source la plus importante et la plus digne de foi de nos informations sur l'économie soviétique (environ 150 publications). Le Birmingham's Bureau of research on Russian economic conditions et l'Université d'Harvard lui doivent beaucoup.

C'est dire que, à l'heure actuelle, le professeur P. est, dans le monde entier, la personnalité la plus qualifiée pour apporter non pas seulement de la documentation, mais un jugement réfléchi sur l'économie soviétique. On ne peut mettre en doute ni sa compétence, ni son objectivité, ni la qualité de son information. De plus, il a la perspective nécessaire puisqu'il a vu de près l'économie russe d'avant 1914 et aussi l'économie des autres pays.

Le lecteur trouvera sa nourriture, selon son appétit, dans les divers chapitres du livre : ressources naturelles, population, liquidation de la grande propriété, l'agriculture, l'entreprise kolkhozienne, la grande industrie, la planification, le salaire des ouvriers, les chemins de fer, le commerce de détail et l'impôt sur le chiffre d'affaires, le commerce extérieur, la monnaie et le revenu national. Chaque fois, l'auteur donne un tableau remontant jusqu'au début de ce siècle et arrivant jusqu'à 1931 ou 1932. On a donc bien une sorte de bilan d'un demi-siècle.

Il ne saurait être question ici de résumer ou de reproduire les abondants renseignements, scientifiquement recueillis et analysés par l'auteur. Bornons-nous à attirer l'attention sur trois points :

a) L'étude de la planification de type soviétique fait apparaître clairement les défauts inhérents à cette méthode de direction économique. Certes, on évite le chômage et les crises de surproduction. Mais on n'a aucun moyen d'éviter l'arbitraire dans la fixation des objectifs. On ne peut pas non plus éliminer le gaspillage des ressources (d'où le « plein emploi » évidemment et l'absence de surproduction), ni réduire les prix de revient, ni empêcher un pourcentage extraordinairement élevé de malfaçons. En apparence, la valeur de la production augmente (même aux prix de 1926-1927), mais on oublie de déduire les rebuts et, comme on juge sur les *coûts*, une plus grande « valeur produite » peut être simplement le signe d'un plus grand engouffrement de ressources et non le signe d'un plus grand résultat.

b) On ne saurait trop recommander la lecture du chapitre minutieux consacré au salaire des ouvriers (p. 366-449). La conclusion en est : 1° que l'ouvrier soviétique achetait en 1947 dix fois moins que l'ouvrier améri-



cain, et 2° que l'ouvrier soviétique avait, en 1947, un pouvoir d'achat qui était nettement inférieur à celui de 1908 (son salaire lui permettait en 1908 d'acheter 2,6 paniers à provisions et seulement 1,26 paniers en 1947). Et l'auteur ajoute : « l'alimentation de plus en plus déficiente des ouvriers russes et l'aggravation de leurs conditions de logement entraînent fatalement une diminution de leur capacité de travail et, partant, un affaiblissement des forces productives de l'Union soviétique » (p. 449).

c) Quant à la conclusion générale, qui est le résultat d'une vie entière d'études, elle mérite d'être citée :

« Trente-cinq ans de pouvoir est un laps de temps plus que suffisant pour que la population de l'Union soviétique et le Parti qui la gouverne se convainquent, au prix d'une amère expérience, de l'impossibilité absolue de réaliser les trois illusions foncières qui ont jusqu'alors déterminé la politique de l'U. R. S. S. : 1° la croyance qu'il est possible de rattraper et dépasser en dix ans l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, dont le développement culturel est en avance de cent ans sur celui de la Russie; 2° la croyance qu'à la Russie arriérée incombe le rôle dirigeant pour implanter le socialisme dans le monde entier, et enfin 3° la croyance que l'on peut atteindre ces deux objectifs culturels en faisant appel à la guerre civile et à la guerre entre les nations, en exterminant physiquement tous les non-conformistes ou en instituant le travail forcé pour les populations tombées sous la coupe des communistes. »

\*  
\*  
\*

L'ouvrage de H. S. porte sensiblement sur les mêmes questions. Il repose également sur une étude très sérieuse de la documentation disponible (principalement de source soviétique).

Les données et les jugements ne diffèrent guère de ceux fournis par Prokopovicz. Peut-être S. met-il davantage en lumière les résultats obtenus dans le domaine de l'industrie lourde et de la préparation militaire. Mais il ne manque pas de nous donner la perspective convenable : en vérité, la Russie a opéré dans la première moitié de ce siècle cette *révolution industrielle* que d'autres pays avaient réalisée cinquante, cent ou cent cinquante ans plus tôt.

Il y a dans l'histoire de chaque peuple — me semble-t-il — des phases de croissance accélérée et à d'autres moments des paliers; la Russie traverse sa crise de croissance quand les autres l'ont achevée depuis longtemps. Au lieu de s'émerveiller du rythme de développement, on pourrait tout aussi bien lui manifester cette ironie sympathique qui, en fin de course, accueille les retardataires se dépêchant pour atteindre eux aussi le but, alors que les résultats sont proclamés depuis longtemps.

Mais S..., lui aussi, nous montre bien comment ce progrès industriel et technique a été obtenu par le sacrifice du niveau de vie de la population, des libertés élémentaires et même de la justice. « Aucune société capitaliste, dit-il (p. 536), n'oserait traiter son personnel comme le fait l'Etat soviétique. »

De plan en plan, les biens de consommation ont toujours été sacrifiés, ce qui est dans la logique d'un système qui a le plus profond mépris pour le bien-être de l'individu. Et ce qui n'est pas moins digne d'être souligné, c'est l'allongement de la hiérarchie économique et sociale, le développement des privilèges et le renforcement des castes.

Finalement, S. caractérise l'économie soviétique comme une « écono-



mie militaire féodale, basée sur l'industrie et employant la technologie du  $xx^e$  siècle à des fins militaires et de propagande ». Pour l'avenir, il essaie de calculer ce qui serait nécessaire pour que l'Union soviétique atteigne en 1970 le niveau atteint par les Etats-Unis en 1948 : selon les branches, la production devrait être multipliée par 4, 5 ou 10.

Au point de vue militaire, il nous semble que l'auteur a tendance, par précaution, à surestimer la puissance soviétique; cependant, il ne méconnaît pas la puissance explosive qu'aurait sur les masses abreuvées de mensonges et maintenues dans l'esclavage la découverte du monde occidental.

\*  
\*\*

Par « financial system », M. M. C. n'entend pas simplement le système des finances publiques, mais encore la monnaie, le crédit, les relations financières avec l'étranger et même l'organisation économique en général. Beaucoup plus technique que les deux autres volumes, celui-ci confirme encore les grandes conclusions : l'Union soviétique a développé sa grande industrie, base du potentiel militaire, à une cadence très rapide, mais le coût de l'opération a été extraordinairement élevé, en ressources prodiguées, en travail forcé, en sacrifices imposés à toute la population. Toutefois, nous signalerons que ce volume contient d'excellents éléments documentaires (bibliographie, textes législatifs et autres, tableaux statistiques).

\*  
\*\*

Ces trois livres, à coup sûr, enrichissent notre documentation sur l'économie soviétique. Ils la mettent à jour dans le présent, tout en la prolongeant dans le passé. Ils récapitulent. Mais ils ne modifient sans doute pas substantiellement les conclusions que l'on pouvait formuler il y a une douzaine d'années.

Tout au plus, pourraient-ils nous faire abandonner tout espoir au cas où il en serait resté une lueur. Huit années après la fin de la guerre, l'Union soviétique aurait pu construire des logements, fabriquer des chaussures, atténuer l'inégalité, desserrer l'étreinte. Ses dirigeants ont préféré s'adonner à la frénésie militaire, aggraver l'injustice, maintenir la terreur et l'esclavage, supprimer toute pensée libre, ôter leur âme à deux cent millions d'hommes. Leur plus grande réussite est d'avoir fait accepter, même au-delà de leurs frontières, un « hénaurme » mensonge. Ils ont seulement oublié que l'on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps et que la vérité finit toujours par se savoir.

Robert Mossé.

**Thalamas (A.),** *Les origines de la société française.* Un vol. in-8° de 277 p.

**Thalamas (A.),** *La société seigneuriale française, 1050-1270.* Un vol. in-8° de 267 p., Paris, Marcel Rivière, 1931.

Dans les deux volumes qu'il présente comme « un essai de vulgarisation documentaire », M. T. est plus préoccupé des problèmes sociologiques que des considérations économiques. Mais les deux domaines sont assez voisins pour que les économistes retirent de leur lecture un profit certain. Il marque soigneusement les variations de la population, telles qu'on peut les évaluer, non sans d'interminables discussions, depuis un habitant au  $km^2$  des temps préhistoriques jusqu'à 19 habitants après la conquête romaine. Il attache, avec raison, beaucoup d'intérêt à l'outillage et à ses progrès. Partant de la donnée essentiellement sociologique : « l'unité sociale vivante

a toujours été un groupe et non un individu », il suit l'évolution des associations, des classes et des castes. Il les explique par les contraintes brutales des conquêtes, sans donner assez d'importance aux explications de caractère économique.

Ce considérable travail, avec ses fréquentes comparaisons aux sociétés primitives d'Extrême-Orient et d'Afrique, que l'auteur a observées directement, paraîtra sans doute un peu long à ceux qui souhaitaient un résumé rapide. Mais ceux qui ont plus de loisir liront avec plaisir et profit cette histoire de la formation de la société à laquelle nous appartenons.

Michel AUGÉ-LARIBÉ.

### Agriculture et économie rurale.

**De Cambiaire (André),** *L'auto-consommation agricole en France.* Préface de Jules MILHAU. Un vol. in-8° de 293 p., Paris, A. Colin, *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, n° 37, 1952.

L'auteur s'est attaqué à un problème difficile et qui a été jusqu'ici à peine abordé. On sait bien qu'une des caractéristiques les plus frappantes de la production agricole, c'est que le producteur conserve pour sa propre consommation une part de ses récoltes. Dans le passé, cette part approchait de la totalité. Depuis que l'agriculture est entrée dans l'économie des échanges, la partie « autoconsommée » s'est réduite, et de façon très diverse, suivant la nature des produits, les variations des récoltes, les demandes des marchés, les prix, la structure des exploitations, etc.

M. de C. s'est donné pour tâche d'observer avec méthode et d'analyser le mécanisme de l'autoconsommation. Il a voulu ajouter à l'observation et à l'analyse des recherches économétriques. Celles-ci ne valent évidemment que ce que valent les documents utilisés. Il écrit (p. 72) : « Un seul produit en France permet une étude économétrique assez poussée : le vin..., seule récolte qui fasse depuis longtemps l'objet d'un contrôle strict. » Il ajoute (p. 109) : « On peut affirmer que pour l'Hérault les déclarations de récoltes sont exactes et que le contrôle des sorties, par la délivrance de titres de mouvement, ne laisse passer qu'une fraude insignifiante. » S'il en est vraiment ainsi, c'est que les mœurs ont bien changé ! Du moins, il est un des éléments dont l'auteur est obligé de se servir qui paraît bien peu sûr : c'est le prix. Il le prend dans la *Statistique agricole*, sans se demander ce qu'il représente et ce qu'il vaut. Est-ce un prix chez le producteur, un prix au marché local, aux Bourses régionales ou à celle de Paris ? Une moyenne des prix saisonniers ? Personne ne l'a jamais su, même ceux qui établissent la *Statistique*.

M. de C. n'ignore pas qu'il travaille sur des données incertaines ; il avoue (p. 183) : « Il est un devoir d'honnêteté scientifique de dire que dans le domaine que nous essayons d'observer, il est complètement interdit à l'économiste d'affirmer une réalité, un fait économique dans sa « quantification » ; seules la proposition, la suggestion sont légitimes. » Cette fois, il est peut-être trop sévère. Car, s'il y a une marge d'erreur, elle est limitée. Il a atteint des approximations ; elles sont intéressantes. Qu'on en juge par ce résumé (p. 184) : « En gros, 23 % de la récolte de blé, 9 % de l'avoine, du seigle, du sarrasin, 65 % de l'orge, du maïs, 96 % de la paille, 70 % des pommes de terre, la totalité des plantes sarclées, 65 à 70 % des haricots, fèves et féverolles, 94 à 100 % des fourrages, la totalité des jardins familiaux et 10 % de celle des jardins destinés à la

vente, 25 % du vin, 50 % des pommes, poires à cidre, 60 % des châtaignes, la presque totalité des graines de semences, le tiers de la viande de porc, plus du tiers du lait et des produits laitiers, 40 % des œufs, la totalité du fumier. En bref, sur une production globale d'une valeur approximative de 153 milliards [en 1938], les agriculteurs consommaient plus de 20 milliards, les animaux plus de 40 milliards, et 25 milliards étaient réemployés directement pour la marche de l'exploitation. »

Ce sont là des faits que ceux qui s'intéressent aux marchés agricoles et à l'économie des échanges ne doivent pas ignorer. Le livre de M. de C. sera pour eux un guide excellent.

Michel AUGÉ-LARIBÉ.

### Industrie et organisation de la production.

**Chardonnet (Jean)**, *Les grands types de complexes industriels*. Un vol. in-8° de 196 p., Paris, Librairie Armand Colin, *Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques*, n° 39, 1933.

Ce livre pourrait se diviser en deux : une partie descriptive et analytique de quelques types de complexes, la plus importante; l'autre, assez brève, synthétique et même scrutant l'avenir, qui comprend l'introduction, le dernier chapitre et la conclusion.

On ne peut que louer la partie descriptive qui rassemble des données éparses, tout en regrettant peut-être que le géographe ait quelque peu négligé le rôle des hommes, des institutions et le développement historique de certaines régions, ce qui aurait éclairé l'apparition de certaines activités, leur interdépendance, qui sans cela risquent de n'apparaître que comme des juxtapositions.

La distinction entre les complexes « à bases physiques » et ceux « à bases économiques et humaines » est d'ailleurs souvent fragile et incertaine. comme l'auteur le reconnaît fort bien, p. 184-185. puisqu'il se demande « si, dans une dizaine d'années, une analyse comme celle à laquelle on vient de procéder ne paraîtra pas quelque peu anachronique et subtile ».

La partie synthétique serait, à nos yeux, la plus importante si elle n'était bien succincte. La notion de complexe industriel est extrêmement floue, fuyante et relative. Comment la distinguer de la région industrielle ? Est-ce que la notion, déjà fort difficile à cerner, d'économie complexe, ne pourrait être ici transposée et adaptée ? Peut-on qualifier la vallée de la Maurienne d'un complexe ? On ne saurait minimiser la formation spontanée de marché de main-d'œuvre spécialisée et de marché de capitaux qui se mettent au service de l'ensemble régional. Cependant il semble que les pays politiquement autoritaires et centralisés tendent à décentraliser les centres de production et à créer de nouveaux complexes. Les plans tendent à concentrer les bureaux, les états-majors, mais à disperser les unités de production de façon, en dehors des raisons stratégiques, à éviter, comme l'auteur l'indique, les phénomènes de saturation, d'hypertrophie, qui gagneraient à être étudiés pour être précisés. Est-ce que la planification poussera toujours à l'implantation d'industries d'après la première loi indiquée : obtenir la matière première au prix de revient le plus bas ? ou bien les intérêts acquis, les habitudes, favoriseront-ils les centres existants ? La planification est-elle rationnelle ? Quels critères adopter ?

On observera prochainement un test à cet égard en France. L'on estime en effet que l'industrie de l'aluminium aurait avantage à s'installer à Donzère-Mondragon pour réduire ses frais de transport. Cependant, alors



qu'autrefois les chutes étaient aménagées par et pour une industrie, actuellement un service nationalisé envisage la situation dans son ensemble; on peut craindre aussi que, subissant, pour diverses raisons, l'attraction de Paris, il ne préfère envoyer du courant sur la région parisienne plutôt que de le livrer à bas prix sur place à Donzère à de nouvelles industries.

F. TREVOUX.

**Zignolli (Vittorio)**, *Condensé de Tecnica della Produzione*. Un vol., Milan-Hoepli.

L'auteur, après un rapide aperçu de la conjoncture économique actuelle en Europe, définit la position de l'Italie devant le problème de la productivité.

Pour accroître cette dernière et, par conséquent, le standard de vie, il faut que les entreprises dites « artisanales » évoluent rapidement pour devenir, grâce à une organisation très poussée, des centres de production efficaces offrant des produits à la consommation au prix le plus bas.

Ce sont les problèmes que pose l'organisation d'une entreprise qui sont ensuite étudiés en détail : étude des produits d'abord, des facteurs de production ensuite, et particulièrement celui du potentiel humain d'une entreprise.

Le problème est d'abord étudié sur le plan fonctionnel avec une présentation très détaillée d'organigrammes et une discussion fouillée de différents cas avec nombreux graphiques.

Plusieurs chapitres sur l'étude du travail (réactions physiologiques, monotonie, automatisme, étude des mouvements) amènent l'auteur à étudier l'adaptation de l'homme aux conditions de travail, conditions qui sont analysées en détail avec des tableaux à l'appui.

L'auteur passe ensuite à la présentation des différents modes de rémunération et reprend en les critiquant les théories classiques (Horsley, Taylor, Bedaux, etc.) avant de conclure cette troisième partie sur la participation du personnel aux bénéfices de l'entreprise.

Après avoir examiné la question de l'homme au travail, l'auteur passe à l'étude des moyens de production (capital, terrains, bâtiments, implantations, moyens de stockage et de manutention, etc.).

Passant aux problèmes administratifs, le lecteur pourra examiner des tableaux récapitulatifs d'une comptabilité industrielle et les diverses statistiques utiles qui permettent de connaître en détail l'état de développement d'une affaire.

Avant de passer à l'étude du fonctionnement même des circuits administratifs et des services indispensables à la bonne marche d'une entreprise, l'auteur fait une digression fort intéressante sur le rôle de l'Etat dans l'industrie privée.

Après s'être attaché à développer la phase « Production » d'une entreprise, l'auteur étudie la « Vente », aussi bien du point de vue de l'organisation interne du service que des relations extérieures.

Enfin, pour conclure, l'auteur commente la théorie et la mise en application de l'étude de marché et les variations des prix des objets manufacturés.

En résumé, livre très complet, essayant de présenter l'entreprise comme une entité économique dont on peut organiser les différents rouages pour atteindre la productivité optimum.

S. NAGGAR.



*L'industrie européenne des tracteurs dans le cadre du marché mondial* (étude préparée par la Division de l'industrie et des produits de base). Un vol. ronéoté in-8°, février 1932, 166 p., Genève, Nations Unies, Commission économique pour l'Europe.

L'ouvrage, tout hérissé de chiffres, paraît, dans l'étroitesse de son sujet, ne devoir intéresser que le spécialiste. En fait, l'analyse qu'il présente est si exhaustive qu'elle en prend à maintes reprises une valeur générale.

Nous apprenons que les pays les plus mécanisés du monde sont le Royaume-Uni, la Suisse et la Nouvelle-Zélande, avec un tracteur pour 23,23 et 29 hectares de terres arables. Viennent ensuite les Etats-Unis (1 tracteur pour 48 hectares), les Pays-Bas (38), la Suède (62), l'Allemagne Occidentale (68). Un autre groupe (1 tracteur pour 100 à 230 hectares) correspond à la moyenne européenne (y figurent la Belgique, le Danemark, l'Italie, la France, cette dernière avec un tracteur pour 132 hectares). L'U.R.S.S. possède 1 tracteur pour 400 hectares. A l'autre extrémité, les pays du Centre et de l'Est européen ainsi que l'Espagne ont un tracteur pour 600 à 2.000 hectares et se trouvent à un niveau comparable à celui de l'Amérique latine, du Proche-Orient et de l'Afrique, mais dépassant largement celui de l'Extrême-Orient.

L'Europe a quadruplé sa production d'avant-guerre. Les deux grands producteurs en sont la Grande-Bretagne avec 120.000 tracteurs (en 1930) et l'U.R.S.S. avec 97.000; puis viennent, par ordre d'importance décroissante, l'Allemagne Occidentale, la France (14.000) et la Tchécoslovaquie. La Grande-Bretagne a bénéficié des installations et de l'excellente technique de ses industries aéronautique et automobile. Elle a pratiqué rigoureusement la politique de réduction des modèles. Ferguson, qui produit 70.000 tracteurs par an, ne fabrique qu'un seul modèle (son niveau n'est dépassé que par une seule entreprise des Etats-Unis, la Ford Cie, qui produit 100.000 tracteurs d'un même modèle). Aussi, ses prix de vente sont plus bas que ceux des Etats-Unis. La Russie, faute de caoutchouc, construit des tracteurs à bandages de fer et, à court de pétrole, prévoit leur marche au gazogène; elle a également mis en service plusieurs centaines de tracteurs électriques.

Dans l'ensemble, l'Europe souffre d'un mal très apparent : « il y a trop de fabricants qui produisent de trop nombreux modèles » (200 types de modèles à roues et 50 types de tracteurs à chenille), dont bien peu sont construits en séries importantes.

Chose inattendue : spécialisation et concentration ne sont pas poussées très loin aux Etats-Unis, qui sont, et de beaucoup, le plus gros producteur du monde (340.000 en 1930); on y compte 50 producteurs, dont le principal, l'International Harvester Cie, construit 3 types principaux se subdivisant en 28 modèles.

Tandis que l'U.R.S.S. ne produit que pour son propre marché, les Etats-Unis alimentent une exportation active (1 tracteur sur 6), et la Grande-Bretagne une exportation exubérante (7 tracteurs sur 10). Si les Etats-Unis restent au premier rang des exportateurs, leurs ventes ont fléchi (90.000 en 1930), et sont sur le point d'être rattrapées par les ventes anglaises, qui ont beaucoup progressé (84.000). La Grande-Bretagne domine sur les marchés de l'Europe Continentale, de l'Afrique, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Les Etats-Unis l'emportent au Canada et en Amérique latine; les deux rivaux sont à égalité dans le Proche-Orient.

L'étude analysée ici fait ressortir les tendances universelles de la produc-

tion : tracteurs de plus en plus puissants (malgré le succès du tracteur léger), avance du moteur Diesel qui n'est freinée que par l'absence, toute temporaire, de fabrication en grande série.

Ce rapport consacre toute sa deuxième partie à évaluer les besoins futurs, utilisant à la fois la méthode du « probable » ou méthode historique (la mécanisation évoluera au même rythme que dans le passé) et la méthode du « potentiel » ou dynamique (la mécanisation évoluera sur un rythme plus rapide, déterminé par les besoins). Il émet l'opinion que l'U.R.S.S. et ses satellites devraient être considérés comme de gros importateurs possibles. Il examine, entre autres, le problème de la mécanisation des cultures sous-développées, en rappelle les difficultés et se prononce en sa faveur. Il termine en évoquant les progrès de l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié : en 1950, aux Etats-Unis, plus de 100.000 tracteurs ont été transformés pour utiliser ce nouveau combustible, meilleur marché que les autres carburants.

Dans cet essai d'approche du futur, les considérations techniques sont souvent les seules retenues; aussi, accueille-t-on avec plaisir la note finale : « La principale difficulté sera de transformer les besoins potentiels en une demande réelle et effective. C'est là que gît le fond du problème de l'industrie des tracteurs. »

Pierre FROMONT.

#### Ententes économiques.

Marx (Daniel), *International Shipping cartels : a study of industrial self-regulation by shipping conferences*, 323 p., Princeton University Press, 1953.

Une activité internationale comme les transports maritimes, sujette à la loi des rendements croissants dans la limite de la capacité existante et qui doit être très souple, contient à la fois des éléments de concurrence et de monopole rappelés par l'auteur, et était naturellement un domaine d'élection pour des ententes, du moins sur les lignes régulières, de façon à assurer une certaine stabilité. Les divers problèmes sont examinés surtout sous l'angle de l'expérience américaine. M. M. hésite entre un livre pour le grand public et simplement descriptif (diverses pratiques des conférences, la concurrence interne et externe, la réglementation américaine, mais fort peu de choses sur les tarifs) et un livre vraiment économique; d'où des répétitions, des simplifications, des longueurs.

La coordination des transports internes (rail, route, canal, avion) est certes souhaitable, mais bien difficile à réaliser, car les principes de base ne sont pas universellement reconnus. Pour les transports maritimes internationaux, la situation est bien plus complexe et influencée par des facteurs nationalistes; le tramp et maintenant l'avion apportent la concurrence. Les efforts de réglementation émanant d'une seule puissance n'ont qu'une portée bien limitée; les conférences ouvertes semblent, d'après l'auteur, être le moins mauvais des moyens pour éviter une concurrence à couteaux tirés, en les soumettant peut-être à des enquêtes de la part d'une organisation technique internationale.

F. TREVoux.

## Revenus, épargne.

**Malissen (Marcel)**, *L'autofinancement des sociétés en France et aux Etats-Unis*, Coll. *Essais et travaux de l'Université de Grenoble*, n° 3. Un vol. in-8° de xiv-246 p. Préface de J.-M. JEANNENEY, Paris, Dalloz, 1933.

Depuis quelques décades, l'autofinancement joue, de l'aveu de tous ceux qui se sont souciés du financement des entreprises commerciales et industrielles, un rôle éminent. Mais on s'entend mal sur le mot, qui prête d'ailleurs à confusion<sup>1</sup>, sur les causes comme sur les résultats d'une technique dont les uns soulignent la fécondité et que les autres accusent de stériliser l'épargne. Quelques monographies lui avaient été consacrées, qui étaient loin d'être exhaustives. Sans doute, le livre de M. M. n'épuise-t-il pas le sujet; il présente néanmoins un examen méthodique et approfondi. On peut craindre cependant que les documents seuls utilisables *actuellement* soient insuffisants, qu'il s'agisse de la méthode directe (analyse des comptes présentés aux assemblées générales des grandes sociétés) et de la méthode indirecte (calcul des rétentions en se basant sur les rendements fiscaux).

C'est que, sans doute, pour une part importante, l'autofinancement est occulte; l'investigation du fisc peut n'être qu'incomplète et, comme à l'avance on ne s'est pas mis d'accord sur la notion de bénéfice commercial, qui ne coïncide ni avec celle de fruit du droit civil, ni avec celle de revenu économique qui est encore autre chose que le revenu fiscal, on peut se demander si le recours à des sources statistiques diverses, qui ne recouvrent pas en fin de compte la même réalité, ne peut pas donner lieu à de regrettables erreurs. Sans doute, déclare l'auteur, s'agit-il de déterminer des ordres de grandeur et non pas des chiffres comptables qui, sur le plan économique, n'ont qu'une précision apparente. Il n'en va pas moins que la variété des sources auxquelles on s'adresse peut fausser les résultats de l'enquête à laquelle s'est livré M. M. dans les première et deuxième parties de sa monographie. Ce qui n'empêche pas l'auteur de résumer brillamment dans la dernière partie de son livre les constats qu'il a été amené à faire au cours de son exploration, et c'est en quoi la contribution est la plus complète et la plus durable. Au demeurant, on pourra faire table rase de tous les travaux antérieurs sur la question. N'est-ce pas le plus bel éloge qui se puisse formuler?

Charles PENGLAOU.

1. L'éminent préfacier indique (p. x) que « l'entreprise se prête à elle-même ses propres capitaux ». Est-ce la renaissance du *selbst-contrahieren* allemand ou n'y a-t-il que métaphore?

# REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

## LA FRANCE ÉCONOMIQUE EN 1952

---

### AVANT-PROPOS

---

*L'année 1952 a été caractérisée par une stabilité inhabituelle, mais dont nul ne saurait se réjouir : la portée d'une telle affirmation est étroite et n'est valable qu'en forçant quelque peu le sens des mots. La situation n'a été stable que parce qu'elle s'est peu modifiée, ce qui signifie seulement que si les positions d'équilibre précédemment atteintes ont pu être défendues, par contre, les déséquilibres qui s'étaient établis se sont, eux aussi, maintenus, sinon même amplifiés.* ..

*L'importance de ces déséquilibres pose des problèmes fondamentaux aux responsables de notre économie et de notre monnaie; si une solution n'était pas rapidement apportée, les équilibres précaires qui ont pu être maintenus jusqu'ici seraient détruits et un avenir incertain et lourd de menaces s'offrirait à notre pays.*

*Il est à cet égard encourageant qu'à la suite de la chute du ministère Pinay, l'opinion, jusqu'ici endormie dans une trompeuse sécurité, se soit brusquement éveillée; mais cette tardive prise de conscience ne saurait suffire.*

*Dans une nation aussi sensibilisée à l'inflation que la nôtre, un choc psychologique de cette ampleur n'est pas sans danger, surtout lorsqu'il est complété par une crise gouvernementale d'une durée sans précédent.*



En même temps et surtout, le diagnostic de la situation apparaît extrêmement délicat; nous paraissions menacés à la fois par l'inflation et la dépression. Devant ce double danger, que faire ? La résorption du déficit budgétaire, la politique d'austérité que tout le monde réclame ne vont-elles pas — si elles sont effectivement réalisées — réduire la demande globale et déprimer l'activité ? Symétriquement, le relancement des affaires par une politique de crédit même « sélective » ne va-t-il pas déclencher une vague d'inflation, puisque le multiplicateur fonctionne de façon nécessairement aveugle ? Il est difficile en tout cas de ne pas reconnaître un caractère largement contradictoire à ces deux préoccupations comme à ces deux techniques.

\*  
\* \*

Seul l'équilibre démographique paraît relativement solide. Si les naissances ont encore baissé, c'est d'un chiffre infime, en sorte que, grâce à la chute plus forte de la mortalité, l'accroissement naturel de la population a été plus important qu'en 1931. Ce résultat est remarquable si l'on tient compte de l'acuité grandissante de la crise du logement et de la situation difficile qui est ainsi faite aux jeunes ménages et aux familles nombreuses. 82.000 logements, seulement, ont été construits en 1932, et si ce chiffre est supérieur à celui des années précédentes, il demeure terriblement insuffisant. Le départ de l'année 1933 est, lui-même, peu encourageant (chronique de M. Bordaz). De tous les maux dont souffre notre pays, celui-ci est sans aucun doute à long terme le plus grave et nous place dans une situation d'autant plus humiliante que, dans ce domaine, notre pays reste toujours au dernier rang.

« L'expérience Pinay », spontanément appuyée par de larges couches de l'opinion publique, a certainement aidé à la stabilité remarquable des prix qui s'est observée tout au cours de l'année. Cette stabilité, réalisée dès l'automne 1931 après que la flambée provoquée par la guerre de Corée se fut lentement éteinte, s'est maintenue jusqu'à maintenant (juin 1933).

De leur côté, les salaires n'ont marqué qu'une hausse extrêmement faible; mais toute une série d'indices concordants portent à penser que nous sommes à la veille de revendications

générales dont l'opinion paraît disposée à reconnaître la légitimité. On observe cependant que le pouvoir d'achat s'est peu ou pas dégradé durant l'année (chronique de M. Levy-Bruhl). Par rapport à 1949, il se serait même relevé de 17,5 % selon l'Institut d'observation économique, de 8,9 % selon la C.F.T.C., de 6,5 %; seule la C. G. T. pense pouvoir dénoncer une baisse de 4 %.

Il semble que l'échelle mobile telle qu'elle a été établie depuis le 18 juillet 1952 pour le salaire minimum interprofessionnel garanti ne constitue pas un facteur d'inflation et porte plutôt à la stabilité. D'une part, la menace que fait peser la nouvelle législation sur le niveau des prix incite les pouvoirs publics à la vigilance et à la fermeté. D'autre part, maintenant que le salaire minimum est officiellement rattaché à un indice fort large (213 articles) et suffisamment représentatif des dépenses ouvrières, il n'est plus possible aux syndicats d'appuyer leurs revendications sur la brusque poussée du cours de telle ou telle denrée jugée directrice, comme le pain ou la viande.

Enfin, les conséquences de l'échelle mobile dépendent essentiellement du niveau de référence. Si ce niveau était excessif, l'économie serait enfermée dans l'alternative d'un sous-emploi permanent ou d'une spirale inflationniste indéfinie: ce n'est à peu près certainement pas le cas. Selon des calculs, il est vrai assez sommaires, le salaire de base choisi ne peut mettre en cause l'équilibre général. Si l'on se reporte à l'année 1929, dernière année de prospérité et de plein emploi dans l'avant-guerre, on constate que le rapport  $S/P$  largement conçu, dans lequel  $S$  représente l'indice du salaire direct augmenté des charges sociales, et  $P$  la productivité en valeur mesurée par l'indice des prix de gros industriels divisé par l'indice de la productivité en nature (calculé en tenant compte à la fois de l'indice de la production et de l'indice de l'emploi [effectifs, durée du travail]) s'est légèrement réduit. Dans ces conditions, on peut se demander si les travailleurs touchent l'intégralité de ce qui leur revient dans le produit national en fonction du jeu théorique de l'imputation. Cette interprétation demeure, il est vrai, assez contestable du fait que la plupart des produits dont les prix sont retenus par l'I. N. S. E. E. ne sont pas des produits fabriqués. Quoi qu'il en soit, à tort ou à raison, le mécontentement paraît se développer au sein de la classe ouvrière.

\*  
\* \*

La production agricole est demeurée stable dans l'ensemble. C'est là un résultat inespéré si l'on tient compte des conditions défavorables qui ont prévalu durant le second semestre : épidémie de fièvre aphteuse, sécheresse de l'été, humidité et froid précoces apparus avant même le début de l'automne.

Ces circonstances auraient dû inciter les pouvoirs publics à rechercher une meilleure orientation de cette production, en poussant notamment le développement de la production de viande et de lait. Rien n'a été fait et les errements traditionnels ont été maintenus pour la betterave, la vigne et les oléagineux. Pendant que nos finances publiques sont ainsi mises à mal, notre bilan agricole avec l'étranger demeure lourdement déficitaire; il s'est même gravement détérioré en 1952 en raison de la chute brutale de nos exportations (chronique de M. Fromont). On doit aller jusqu'à admettre, avec M. Sauvy, que l'inélasticité de notre production agricole constitue un véritable goulot d'étranglement qui freine notre développement industriel et, selon l'état de la conjoncture, nous condamne soit à la dépression, soit à l'inflation.

L'indice général de la production industrielle est demeuré lui aussi à peu près stable et a même légèrement progressé, les chutes dans certains secteurs ayant été plus que compensées par de nouveaux progrès dans d'autres. Avec ou sans bâtiment, l'indice général moyen de 1952 est supérieur de 4,2 % à celui de 1951 (chronique de M. Piatier). Ce résultat tranche avec les pronostics pessimistes et les plaintes des intéressés; d'autre part, la plupart de nos voisins n'ont pas connu fortune plus heureuse, alors que cependant leurs prix demeuraient plus bas que les nôtres et que leurs ventes à l'étranger étaient ainsi encouragées.

A y regarder de plus près, la situation apparaît cependant moins favorable. Si la moyenne générale de l'année est supérieure à celle de 1951, les maxima ont été atteints en mars et, depuis, la régression a été continue. C'est ainsi que, de décembre 1951 à décembre 1952, l'indice sans bâtiment est simplement étale, tandis que l'indice avec bâtiment marque un léger déclin. D'autre part, en raison de l'accroissement lent mais continu de la productivité individuelle, cette production cons-

*tante ou à peine déclinante ne correspond plus à un emploi total. Au cours de l'année, le niveau des effectifs, calculé sur la base 100 en 1938, est tombé de 110,6 à 108,8 pendant que la durée hebdomadaire du travail s'abaissait de 45 h. 1 à 44 h. 5. L'indice correspondant de l'activité (base 100 en 1938) est ainsi tombé de 127 à 123,2.*

*Dans l'ensemble, les disponibilités nationales calculées à prix constants sont demeurées inchangées, mais le léger accroissement de la consommation des secteurs privé et public a été compensé — indication peu favorable — par une contraction des investissements bruts (chronique de M. Froment).*

\*  
\*\*

*Cette stabilité relative des prix, des salaires et de la production contraste avec le déséquilibre de nos finances.*

*Quoique le déficit budgétaire ait été prévu à l'avance, l'année s'est écoulée dans l'attentisme. Malgré ses alarmes, le Parlement ne s'est pas décidé à consentir concrètement les sacrifices dont il affirmait la nécessité. Il a donc fini par accepter, mais pour quelques mois seulement, la politique préconisée par M. Pinay, qui assurait rétablir l'équilibre financier sans imposer au pays un effort fiscal supplémentaire, en recourant à l'emprunt et en réduisant les dépenses (chronique de M. Colliard). Lorsque cette politique a été condamnée, l'action du nouveau président du Conseil, M. René Mayer, a été paralysée par les contradictions de la majorité et aucun redressement n'a pu être opéré.*

*Les résultats se passent de commentaires: malgré l'accélération des recouvrements, le Trésor a dû supporter un déficit de 711 milliards qui n'a été couvert qu'à concurrence de 203 milliards par des emprunts à moyen et à long terme (chronique de M. Coulbois). On connaît les espoirs que M. Pinay avait placés dans l'émission de son grand emprunt 3,5 %. Malgré l'intéressante garantie en capital accordée aux souscripteurs et des exemptions fiscales inhabituelles, et même exorbitantes, les rentrées d'argent frais n'ont été que de 195 milliards, moins du tiers du rendement escompté de 600 milliards.*

*Le résultat apparaît d'autant plus modeste que l'Etat, depuis longtemps, n'avait pas eu recours au marché financier. Il serait*



donc vain de chercher dans l'emprunt à long terme un moyen important et régulier de financement du budget. Ainsi, par le canal des emprunts à court terme, l'Etat a déversé dans le circuit monétaire des moyens d'achat d'un montant supérieur à 500 milliards.

Un autre facteur inflationniste est le financement du moyen terme par les disponibilités bancaires. C'est ainsi que le seul bilan de la Banque de France s'est alourdi de 180 milliards d'effets de mobilisation de ce type (chronique de M. Molière). Il est remarquable, dans ces conditions, que l'accroissement de la masse monétaire n'ait été que de 449 milliards. Ce résultat doit être malheureusement mis en liaison avec l'accroissement du déficit de notre balance des paiements qui présente nécessairement un caractère déflationniste.

De toute façon, il peut sembler paradoxal qu'un accroissement de la masse monétaire de l'ordre de 12 % se soit accompagné d'une stabilité à peu près parfaite des prix et d'un léger déclin de l'activité.

Le fait que l'équation des échanges est nécessairement satisfaite conduit à admettre que l'accroissement de la circulation a été à peu près parfaitement équilibré par un accroissement des disponibilités inemployées.

Ce résultat paraît imputable moins à la politique restrictive du Conseil national du crédit qu'au rétablissement relatif d'un climat de confiance. Il est incontestable, à cet égard, que « l'expérience Pinay » a été positive<sup>1</sup>. La détérioration « mécanique » des conditions monétaires a donc pu être compensée par un redressement psychologique.

Mais un tel équilibre est éminemment précaire; il est à la merci d'un changement des perspectives du public et la marge inflationniste est appelée à devenir d'autant plus importante que la masse des encaisses oisives aura elle-même grossi davantage. Cette marge cependant reste encore modeste. Il ressort d'un tableau inséré par M. Molière dans sa chronique que, sur la base 100 en 1913, la masse monétaire calculée en francs constants (en fonction des prix de détail) est passée de 111 à la fin de 1951 à 126 à la fin de 1952. Cet accroissement est considérable, mais les chiffres absolus correspondants ne sont pas encore

1. M. Haour signale également<sup>1</sup> que la reprise de l'épargne a permis d'assurer dans une proportion nettement accrue le financement des investissements.

*inquiétants : l'indice de 1952 est le même que celui de 1929, alors que la production est légèrement supérieure, et nous laisse très au-dessous des indices aberrants de 1938 et 1945.*

*De toute façon, la compensation qui a été réalisée en 1952 ne peut se poursuivre indéfiniment; à la longue, l'action des facteurs mécaniques deviendrait prépondérante.*

\*  
\*\*

*Le déséquilibre de notre balance des revenus n'a cessé de s'aggraver (chronique de M. Weiller). Dans les relations avec l'étranger, il passe en effet de 102 milliards en 1950 à 343 milliards en 1951, pour atteindre 413 milliards en 1952, et le pourcentage de nos exportations par rapport aux importations s'effondre de 87 % en 1950 à 73 % en 1951 et 66 % en 1952.*

*Le diagnostic est beaucoup plus facile à faire que les années précédentes; c'est la chute de nos exportations qu'il faut, avant tout, incriminer. Celles-ci tombent de 937 milliards en 1951 à 818 milliards malgré — ou à cause de — la hausse moyenne de nos prix de vente qui s'élèvent de 116 à 126. Ce triste résultat a été acquis en dépit des sévères restrictions imposées aux importations (réduction des contingents notamment) et de l'emploi de toute sorte d'expédients en faveur des exportations.*

*On ne s'étonne pas, dans ces conditions, qu'avec la seule exception des mois d'avril et de juin, notre position nette mensuelle à l'U. E. P. ait été constamment débitrice en sorte que, de janvier à décembre, notre position cumulative est passée de — 286.864.000 dollars à — 612.836.000 dollars.*

\*  
\*\*

*Nous sommes ainsi contraint de maintenir intégralement les conclusions auxquelles nous avons abouti l'an dernier; quoi que puissent prétendre certains esprits brillants, un ajustement du franc paraît aujourd'hui constituer l'élément premier — mais naturellement pas unique — d'une politique de redressement. Les illusions si largement répandues dans le public l'an dernier sont aujourd'hui dissipées. Avec beaucoup de prudence, M. Weiller note ainsi : « Il vient un moment où la question essentielle n'est pas tant l'élasticité globale de la demande exté-*

rieure que son élasticité de substitution par rapport à des offres concurrentes. »

Il ne fait aucun doute que l'instabilité gouvernementale et l'absence d'une majorité solide au Parlement constituent dans une certaine mesure l'excuse de l'apathie dont ont témoigné les pouvoirs publics. Il faut cependant accorder une part considérable de responsabilité, que nous avons déjà mise en lumière dans notre précédente chronique, aux autorités monétaires qui n'ont pas cru devoir ajuster progressivement le niveau du change à la situation réelle comme elles en avaient non seulement la possibilité, mais encore le devoir. M. Moliex le montre excellemment : « Il semble que le but recherché par la création, en 1948, du marché libre n'a pas été atteint. Ce marché devait permettre au franc de trouver progressivement un niveau d'équilibre « naturel » et l'adaptation sans heurts des cours aux fluctuations de la conjoncture internationale.

» En fait, le système n'a fonctionné qu'une fois, en avril 1949.

» Les cotations ont revêtu progressivement une rigidité contraire aux principes qui avaient, en 1948, conduit à créer un marché libre des changes. On doit craindre que toute variation, même de minime importance, qui devrait être considérée comme normale, apparaisse à l'avenir comme le prélude d'une manipulation monétaire. »

L'objection « sociale » traditionnelle selon laquelle le développement des exportations réduirait les disponibilités et, du même coup, la consommation et le niveau de vie perd de son poids dans une économie au sein de laquelle le plein emploi n'est pas réalisé; les biens plus nombreux qui seraient vendus à l'étranger seraient, dans une large mesure, des biens qui, actuellement, ne sont pas produits. D'autre part, sur le plan monétaire, le supplément de revenus ainsi distribué pourrait compenser la contraction découlant de la nécessaire résorption du déficit budgétaire; enfin, cette résorption elle-même serait facilitée par l'accroissement des recettes fiscales consécutif à une expansion.

De tels ajustements ne pourront évidemment s'effectuer sans heurts. Rappelons cependant que le déficit de la balance commerciale et le déficit de la trésorerie ont représenté respectivement 3,4 % et 5,1 % des disponibilités nationales. Le retour à l'équilibre ne paraît donc pas hors des atteintes de gouver-

nants lucides et courageux et d'une population disposée à supporter une certaine austérité.

Pour ce faire, le redressement purement technique des finances et l'ajustement du franc à sa valeur réelle ne pourraient suffire : « Toute réadaptation monétaire, écrit M. Weiller, ne peut être qu'un point de départ en vue d'une remise en ordre de la structure des prix relatifs des divers produits et services — autrement dit, des termes intérieurs de l'échange — et, par delà ceux-ci, de toute la contexture des activités productrices. » Pour reprendre un exemple précédemment donné, l'abaissement substantiel du prix de la betterave réduirait les charges de l'Etat en même temps qu'il créerait des possibilités d'exporter de la viande et des produits laitiers sans réduire en rien l'approvisionnement de la population.

Cet effort français devrait naturellement être aidé et complété par des ajustements sur le plan international. La pénurie de dollars ne doit pas être considérée comme un mal incurable et le remède devrait pouvoir être essentiellement trouvé sur le plan des échanges commerciaux. Dans son récent Rapport au Conseil économique sur les échanges extérieurs, M. André Philip notait : « Alors qu'en 1913 les importations d'origine européenne représentaient 2 % du produit national américain, elles n'en constituaient plus en 1948 que 0,39 %. Une augmentation massive des exportations européennes vers les Etats-Unis, aboutissant à un doublement de leur total, ne représenterait, par rapport au produit national américain, qu'un chiffre tout à fait dérisoire, et les quelques déplacements de forces de travail qui pourraient en être la conséquence seraient ridiculement faibles dans l'ensemble de l'économie du pays. »

\*  
\* \*

La perspective paraît s'ouvrir enfin de larges négociations internationales dont l'intérêt, si elles aboutissent, ne sera pas seulement de caractère économique. La dégradation de l'économie française sur le plan des finances, de la balance des comptes et de l'activité nous affaiblit politiquement et moralement.

Méditons sur les précédents de l'avant-guerre : en Allemagne, ce sont la dépression et l'effondrement du marché international aggravé par des mesures protectionnistes qui ont suscité l'accès-



sion de Hitler au pouvoir. En France, l'obstination avec laquelle nous nous sommes accrochés à l'or après la dévaluation américaine de 1933 est à l'origine du mécontentement et des divisions de l'opinion publique qui ont abouti au renforcement des ligues et à la constitution du front populaire. Dans ce désarroi, la politique étrangère française s'est effondrée et notre absence de réaction lors de la réoccupation de la rive gauche du Rhin le 7 mars 1936 nous a empêchés de briser les forces dont le développement progressif a, dès ce moment, irrémédiablement conduit à la guerre.

La situation est aujourd'hui assez comparable. Après avoir lancé l'idée de la construction européenne, la France est devenue l'élément paralysant. Devant la faiblesse du pays, l'opinion française s'inquiète d'une association étroite avec une Allemagne dynamique, et les industriels qui luttent de plus en plus difficilement sur le marché international s'opposent à l'établissement d'une communauté politique dont la conséquence serait d'étendre le grand marché à nos territoires africains, cette chasse gardée dont ils craignent d'être également écartés. Ainsi, sans politique de remplacement, notre pays va-t-il aujourd'hui à la dérive et décourage ceux qui, à l'étranger, l'avaient le plus fermement appuyé.

Il y a six ans, le lancement du Plan Marshall nous sauvait une première fois de la catastrophe. L'initiative vient aujourd'hui du Kremlin et vise au contraire à briser l'union occidentale encore fragile et déjà menacée. Les dirigeants du monde libre auront-ils une vision assez large et une détermination assez forte pour assurer un redressement encore possible ? Le temps nous est compté et l'histoire est irréversible.

René COURTIN.

# GÉNÉRALITÉS

## LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE

### DE LA FRANCE

SOMMAIRE. — *Mouvement naturel de la population. — La nuptialité et les divorces. — La natalité. — La mortalité. — Les mouvements migratoires. — Etat de la population.*

Les chiffres provisoires des mariages, naissances et décès des quatre trimestres 1952 sont les suivants, avec rappel du chiffre correspondant de l'année précédente.

ANNÉE	1 <sup>er</sup> TRIMESTRE	2 <sup>e</sup> TRIMESTRE	3 <sup>e</sup> TRIMESTRE	4 <sup>e</sup> TRIMESTRE	TOTAL
MARIAGES					
1951 .....	60	86	91	80	317
1952 .....	53	88	91	79	311
NAISSANCES					
1951 .....	208	214	206	190	818
1952 .....	209	211	204	191	815
DÉCÈS DE TOUS AGES					
1951 .....	179	135	113	132	559
1952 .....	154	122	111	132	519
DÉCÈS DE MOINS D'UN AN					
1951 .....	11,3	10,7	7,5	8,3	37,8
1952 .....	10,6	8,8	6,8	7,1	33,3

En joignant quelques renseignements provenant d'autres sources que l'état civil, on arrive au bilan suivant, en milliers :

Pour les taux de nuptialité, natalité, mortalité et mortalité infantile, on a les chiffres suivants :

	1934-1938	1949	1950	1951	1952
Mariages .....	282	339	329	317	311
Ruptures d'union (a) .....	34	48	46	45	45
Naissances vivantes .....	636	865	854	816	815
Décès de tous âges .....	642	568	526	539	519
Décès de moins d'un an ..	42,8	48,5	40,3	37,5	33,3
Excédent de naissances ..	— 6	297	328	289	297
Immigration contrôlée (b) ..					
Travailleurs non saisonniers .....	»	59	10	21	33
Membres de leur famille ..	»	27	9	8	7
Algériens .....	»	7	24	55	14
Naturalisations et réintégrations (métropole seulement) .....	30	47	32	16	19
Population présente au 30 juin .....	11.200	41.600	41.900	42.200	42.500

NOTA. — Les nombres en caractères gras sont des évaluations. Rappelons que la population « présente » était, en 1946, de 600.000 inférieure à la population légale. D'autre part, les effectifs des troupes américaines ne sont pas compris dans les chiffres.

a) Sous cette rubrique figurent les ordonnances de non-conciliation; pour 1930, 1951 et 1952, il s'agit d'évaluations à partir des résultats de la Seine.

b) Travailleurs et membres de leur famille introduits par l'Office national d'immigration.

ANNÉE	Nombre pour 10.000 habitants des			Décès de moins d'un an pour 1.000 naissances vivantes
	Nouveaux mariés	Naissances vivantes	Décès de tous âges	
1934-1938 .....	137	154	156	67
1949 .....	163	208	137	56
1950 .....	156	204	125	47
1951 .....	180	194	132	46
1952 .....	146	192	122	41

*Mariages.* — Le nombre des mariages continue de baisser sans que le comportement de la population à l'égard du mariage se modifie très sensiblement. La baisse est due à l'arrivée progressive à l'âge du mariage des classes de moins en moins nombreuses nées après 1930; elle doit normalement se poursuivre jusqu'en 1960.

Quelles sont les caractéristiques essentielles de cette nuptialité française qui paraît assez stable ? Il semble bien que la table de nuptialité 1930-1932 soit celle qui la définit le mieux; à cette époque, on était assez loin de la première guerre pour

que l'influence de celle-ci fût très atténuée et l'on ne subissait pas encore les perturbations dues à la crise et à l'arrivée à l'âge du mariage des classes creuses nées en 1915-1919.

Avec la nuptialité 1930-1932, la proportion des femmes célibataires à 50 ans, âge à partir duquel les mariages sont à peu près sûrement inféconds, et d'ailleurs rares pour les célibataires, est d'environ 10 %. C'est pour une population européenne occidentale l'indice d'une nuptialité élevée.

Pour les hommes, on peut considérer la proportion des célibataires à 55 ans, âge au-delà duquel les mariages de célibataires sont rares. Elle est aussi de 10 %.

Toujours pour les célibataires, l'âge où l'on se marie le plus est 23 ans pour les hommes, 20-21 ans pour les femmes; l'âge moyen est nettement plus élevé : 27 ans environ pour le sexe masculin, 23 ans pour le sexe féminin.

D'après le nombre des ordonnances de non-conciliation du département de la Seine en 1932, le nombre de ruptures d'unions serait en voie de stabilisation; si ce résultat est confirmé, la fréquence des divorces, une fois terminée la perturbation due à la guerre, serait non seulement plus grande qu'avant guerre, mais encore au-dessus de la tendance d'avant guerre prolongée. Celle-ci conduirait, vers 1935, à environ une rupture d'union par divorce ou séparation pour 10 mariages. La répartition des durées de mariage au moment du divorce paraît peu variable, hors des périodes troublées; la durée la plus fréquente est 7 ans, la durée moyenne 12 ans.

*Naissances.* — La chute brutale des naissances de 1950 à 1951 ne s'est pas poursuivie; de 1951 à 1952, on n'enregistre en effet qu'une baisse légère. Il est vrai que 1952 a eu un jour de plus et a, d'autre part, bénéficié d'un report de naissances qui, sans la grippe du début de 1951, auraient eu lieu au quatrième trimestre de cette même année; ces circonstances ont diminué de quelques milliers la différence entre les deux années. En leur absence, l'écart aurait donc été un peu plus prononcé; il n'aurait guère dépassé, cependant, le chiffre prévu. Nous entrons, en effet, dans une période où, sans modification du comportement procréateur des ménages, les naissances doivent baisser en raison principalement de la baisse des mariages, liée à la structure par âge de la population.



Cette espèce de stabilisation du comportement après la chute de 1950 à 1951 souligne le caractère accidentel de celle-ci, que faisaient déjà soupçonner sa brusquerie et son ampleur; les mouvements à long terme débutent d'une manière moins spectaculaire et progressent plus régulièrement.

Si l'on remonte aux conceptions, cette chute se situe au début de 1950, avant la guerre de Corée, à une époque de contraction de l'économie française; mais il paraît bien difficile de voir dans cette contraction la cause unique d'une baisse à peu près aussi importante que celles observées, il y a vingt ans, en pleine crise économique. D'ailleurs, contrairement à ce qui a été observé au cours des années 30, cette baisse n'intéresse pas toutes les catégories de familles; celles qui ont déjà plus de deux enfants y échappent, alors que la fécondité des ménages sans enfants et celle des familles de un ou deux enfants a baissé d'environ 6,5 % entre 1949 et 1951, années comparables au point de vue sanitaire.

Or, la fécondité des ménages de un enfant et de deux enfants a beaucoup augmenté par rapport à l'avant-guerre, alors que celle des familles plus nombreuses a relativement peu varié. La baisse récente atteint donc les catégories de ménages dont la fécondité s'est relevée, comme si ce redressement, que personne n'aurait osé prévoir il y a vingt ans, restait fragile.

Nous n'avons cependant aucune connaissance certaine des causes de cette brusque réaction. Si elles sont économiques, il faut admettre que la population se montre très sensible au risque de contraction économique, de sous-emploi et de chômage, et craindre de nouvelles baisses de la natalité dues à l'augmentation du chômage.

Malgré ces risques, notre situation est plus favorable qu'elle ne l'était il y a une vingtaine d'années. Nous avons alors une fécondité et une natalité basses. Actuellement nous faisons, en Europe occidentale, figure de pays à natalité moyenne : voici, en effet, les taux pour 10.000 en 1952 et en 1925-1934.

Allemagne occidentale .....	180	187
Autriche .....	167	146
Belgique .....	182	168
Danemark .....	188	177
Espagne .....	282	208
Finlande .....	214	224
France .....	178	193

Irlande .....	199	214
Italie .....	288	176
Norvège .....	171	187
Pays-Bas .....	226	224
Portugal .....	305	243
Royaume-Uni .....	167	187
Suède .....	154	154
Suisse .....	172	173

On remarque particulièrement le changement de position par rapport à l'Italie; avant-guerre, il aurait paru très improbable. Ajoutons qu'alors que notre nuptialité n'a guère changé, celle de nombreux pays, du Nord de l'Europe en particulier, a beaucoup augmenté depuis 1930. Une comparaison portant sur la seule fécondité légitime nous serait encore plus favorable.

*Mortalité.* — L'année 1952 a compté 40.000 décès de moins que 1951; la météorologie des deux années ne diffère pas très sensiblement, mais 1952 a été exempt d'épidémie de grippe, alors que 1951 avait vu une épidémie au premier trimestre. Le taux brut de mortalité de 1952 est le plus bas observé jusqu'ici; il apparaîtrait cependant élevé par comparaison avec d'autres pays; mais il ne faut pas oublier que, les décès se produisant, en majeure partie, à la fin de l'âge adulte et dans la vieillesse, notre taux brut de mortalité relativement élevé traduit plutôt notre vieillissement que notre état sanitaire.

Aussi ne peut-on se passer de considérer les taux par âge ou par groupes d'âges. Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de ces taux depuis 1946 et permet une comparaison avec l'avant-guerre. Jusque vers le milieu de l'âge adulte, et plus particulièrement aux jeunes âges, l'évolution se fait nettement dans le sens de la baisse. Au-delà de 45 ans environ, aucun mouvement bien marqué ne se dessine.

La comparaison avec l'avant-guerre — colonne « indice » du tableau précédent — montre des progrès très importants d'un an au milieu de l'âge adulte. Ils sont moins importants avant un an et au-delà du milieu de l'âge adulte; il est vrai qu'aux âges élevés, les progrès n'ont jamais été très grands et que ceux enregistrés juste après la guerre, avec l'introduction des antibiotiques, sont déjà très substantiels.

La comparaison avec l'étranger fait aussi apparaître une amélioration, sauf au début de la vie. Nous avons dans chaque

Taux de mortalité par sexe et par âge (pour 10.000 de chaque groupe d'âges).

	Sexe masculin						Indice base 100 1938-1937	Sexe féminin						Indice base 100 1938-1937	
	1946	1947	1948	1949	1950	1951		1946	1947	1948	1949	1950	1951		
Moins d'un an (a) ....	842	746	590	620	530	520	75	647	592	430	400	440	400	437	74
1 à 4 ans.....	51	42	33	36	25	26	54	47	36	29	34	22	22	26	53
5 à 9 ans.....	46	42	40	9	8	7	43	43	40	8	8	6	6	7	41
10 à 14 ans.....	41	40	8	8	7	6	48	9	7	6	6	5	5	5,5	39
15 à 19 ans.....	49	48	44	43	42	41	42	46	43	41	40	8	8	9	31
20 à 24 ans.....	30	27	23	19	18	17	46	24	21	17	14	43	42	44	39
25 à 29 ans.....	35	34	27	23	22	22	49	28	24	20	19	46	16	48	45
30 à 34 ans.....	35	34	33	28	26	25	47	29	26	24	22	20	19	21	34
35 à 39 ans.....	41	39	39	36	35	36	46	32	28	26	26	25	25	25,5	33
40 à 44 ans.....	55	54	57	53	52	52	52	37	34	34	33	32	32	33	35
45 à 49 ans.....	79	81	84	81	80	83	63	48	48	47	48	47	48	47,5	62
50 à 54 ans.....	115	116	120	122	122	126	71	71	69	66	70	67	70	68	63
55 à 59 ans.....	168	168	170	177	177	183	76	104	97	96	102	98	102	100	71
60 à 64 ans.....	235	247	237	268	258	268	76	160	154	148	157	149	155	152	70
65 à 69 ans.....	387	377	381	409	391	410	80	288	246	236	261	243	240	247	75
70 à 79 ans.....	742	733	715	813	757	816	81	547	533	501	582	532	568	546	77
80 ans et plus .....	4.825	4.818	4.712	2.045	4.889	2.080	75	4.527	4.489	4.375	4.667	4.477	4.642	4.540	77

(a) Taux de mortalité infantile ou nombre de décès de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes.

(a) Taux de mortalité infantile ou nombre de décès de moins d'un an pour 1.000 naissances vivantes.

groupe d'âges calculé l'indice du taux de mortalité de la France par rapport au taux de mortalité de tel pays étranger pris comme base 100. Ce travail a été fait en prenant comme terme de comparaison 10 pays européens. Voici la moyenne des indices obtenus pour chaque sexe vers 1930 et, avant-guerre, vers 1937.

	Sexe masculin		Sexe féminin	
	Vers 1930	Vers 1937	Vers 1930	Vers 1937
Moins d'un an ..	145	118	146	119
1 — 4 ans ....	141	120	152	127
5 à 9 ans ....	93	102	114	119
10 — 14 ans ....	106	99	110	122
15 — 19 ans ....	101	124	118	148
20 — 24 ans ....	101	133	131	142
25 — 34 ans ....	121	168	131	136
35 — 44 ans ....	140	184	122	127
45 — 54 ans ....	133	160	109	123
55 — 64 ans ....	121	139	101	108

Avant guerre, la situation de la France était particulièrement mauvaise, vers le milieu de l'âge adulte pour les hommes, entre 15 et 25 ans pour les femmes. Actuellement, c'est encore vers ces âges-là que notre situation comparée est le plus défavorable, mais beaucoup moins qu'avant guerre.

Il est très remarquable que, pour chaque sexe, les âges de surmortalité française sont ceux où la mortalité par tuberculose passe par un maximum. Ce qui paraît indiquer que cette maladie est, et était encore plus avant guerre, une des causes principales de notre situation médiocre au point de vue sanitaire.

Un autre point noir est la mortalité infantile; notre situation comparée a empiré, ce qui n'est guère étonnant, puisque nos progrès par rapport à l'avant guerre sont beaucoup plus faibles dans la première année de la vie qu'au-delà d'un an<sup>1</sup>.

Dans la mortalité infantile, on distingue deux composantes : la mortalité endogène et la mortalité exogène. La première, due à des causes antérieures à la naissance ou à des accidents à l'accouchement, se distingue peu de la mortinatalité qu'elle prolonge en quelque sorte dans les premiers jours de la vie; elle se montre assez rebelle au progrès médical. La deuxième

1. Notre situation paraît également avoir empiré dans le groupe 1-4 ans. Mais les taux de mortalité de ce groupe, difficiles à calculer, ne permettent pas un jugement absolument sûr.



est due à des causes postérieures à la naissance, au milieu au sens large; elle régresse dans la mesure où on la combat, et c'est par conséquent sur elle qu'il faut mesurer les progrès réalisés grâce à la médecine et à l'hygiène. Le tableau suivant montre

Mortalité infantile en 1950 (décès pour 1.000 nés vivants).

	Mortalité exogène	Mortalité classique	Mortalité périnatale
Suède .....	3,5	20,5	35,1
Pays-Bas .....	9,7	25,2	35,2
Suisse .....	11,1	31,1	37,1
Angleterre et Galles .....	18,1	30,1	39,4
Norvège .....	16,2	28,2	28,7
Danemark .....	16,2	30,7	33,3
Ecosse .....	19,6	38,6	46,6
Irlande du Nord .....	20,8	38,8	—
Allemagne Occidentale .....	23,0	55,0	52,2
Finlande .....	28,7	43,7	34,0
Irlande .....	30,3	45,3	—
France .....	34,1	47,4	39,4
Autriche .....	32,4	66,4	48
Belgique .....	38,2	53,4	44,4
Italie .....	40,4	62,9	53,7
Espagne .....	56,9	69,4	39,7
Portugal .....	80,1	94,1	56,6
Yougoslavie .....	96,5	116,5	—

quel retard nous avons dans ce domaine par rapport à bon nombre de pays d'Europe, alors que notre mortalité périnatale (somme de la mortinatalité et de la mortalité infantile endogène) ne diffère guère de celle de ces mêmes pays.

Ce retard nous coûte chaque année des milliers de décès; sur les 40.000 décès d'enfants de moins d'un an en 1950, 29.000 sont dus à des causes postérieures à la naissance; avec la mortalité exogène de la Suède, c'est-à-dire avec des soins comparables à ceux donnés aux jeunes enfants dans ce pays, 24.000 auraient été sauvés.

*Naturalisations.* — Un peu plus élevé qu'en 1951, 19.000 contre 16.000 pour la métropole, le chiffre des naturalisations demeure très inférieur à ce qu'il a été de 1947 à 1950, ainsi qu'il ressort du tableau suivant, qui donne, en milliers, les acquisitions par décret (naturalisations, réintégrations et enfants mineurs compris aux décrets) dans la métropole :

1935-1937	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952
—	—	—	—	—	—	—	—
26,1	16,6	78,7	88,7	48,4	31,5	16,1	18,5

*Migrations contrôlées.* — Le nombre des travailleurs non saisonniers introduits par l'Office national d'immigration a été plus élevé qu'en 1951 (32.700 contre 21.000). La répartition par nationalité et branche d'activité est la suivante :

	Agric- ulture	Mines	Sidérurgie	Bâtiment	Divers	Total	Pour 1.000 au total
Italiens .....	10.064	1.520	3.242	9.785	3.284	27.896	852
Allemands ....	449	62	100	71	485	1.167	36
Personnes dépl.	41	14	22	7	74	168	4
Divers .....	1.037	10	346	592	1.548	3.530	108
TOTAL.....	11.591	1.606	3.710	10.455	5.388	32.750	1.000
Pour 1.000 au total .....	354	49	43	319	165	1.000	

La proportion des Italiens s'est encore accrue aux dépens de toutes les autres nationalités. Dans les branches d'activité, la part des mines et des « divers » a diminué; celle des autres, bâtiment en particulier, a nettement augmenté.

Pour les familles, l'augmentation par rapport à 1951 est beaucoup plus modeste, le nombre de personnes passant de 5.300 à 6.600.

Nationalités	Familles	Personnes
Italiens .....	1.728	4.706
Allemands .....	126	323
Personnes déplacées .....	18	34
Autres nationalités .....	502	1.551
	2.674	6.616

Depuis 1946, le nombre des travailleurs et des membres de leurs familles introduits a évolué comme suit (en milliers) :

	Travailleurs		Membres de leurs familles	
	Nombre annuel	Nombre cumulé	Nombre annuel	Nombre cumulé
1946 .....	30,2	30,2	»	»
1947 .....	68,2	98,4	4,9	4,9
1948 .....	87,0	185,4	25,8	30,7
1949 .....	88,8	274,2	26,6	57,3
1950 .....	10,5	284,7	8,8	66,1
1951 .....	21,0	305,7	5,3	71,4
1952 .....	32,7	338,4	6,6	78,0

A ces chiffres il faut ajouter environ 40.000 Allemands vraisemblablement restés en France après la transformation des prisonniers en travailleurs libres; par contre, 68.000 Polonais rapatriés en 1946-1948 sont à retrancher. Restent enfin tous les mouvements de Français ou d'étrangers qui demeurent inconnus.

L'immigration nette en provenance d'Algérie a été beaucoup moins forte qu'en 1951, 14.000 contre 55.000. Les variations d'une année à l'autre tiennent beaucoup plus aux variations de la situation en Algérie, en particulier dans les récoltes, qu'à la situation de la métropole. Le courant dans les deux sens reste très important.

Le nombre des Algériens en France ne doit pas dépasser 250.000.

*Etat de la population.* — On évalue à 42.7 millions la population présente de la France au 1<sup>er</sup> janvier 1953. Sa répartition par sexe et par âge est la suivante (Voir tableau à la page suivante).

L'augmentation dans l'année a été évaluée à 350.000, dont près de 300.000 par l'excédent des naissances sur les décès, le reste par immigration. L'augmentation depuis le début de 1946 est évaluée à 2.600.000, soit une moyenne de 370.000 par an.

Les naissances étant appelées à baisser dans le proche avenir, l'augmentation annuelle va sans doute se ralentir un peu; il faut cependant considérer qu'une augmentation annuelle relativement importante de la population est devenue une des caractéristiques essentielles de notre situation démographique.

LOUIS HENRY.

---

**Population présente de la France au 1<sup>er</sup> janvier 1953**  
(évaluation en milliers).

ANNÉE de NAISSANCE	AGE	SEXE MASCULIN	SEXE FÉMININ	ENSEMBLE
1952 .....	0	404	387	791
1951 .....	1	399	382	781
1950 .....	2	415	401	816
1949 .....	3	415	400	815
1948 .....	4	414	398	812
1948-1952 .....	0-4	2.047	1.968	4.015
1947 .....	5	411	395	806
1946 .....	6	394	381	775
1945 .....	7	295	287	582
1944 .....	8	287	279	566
1943 .....	9	289	279	568
1943-1947 .....	5-9	1.676	1.621	3.297
1942 .....	10	267	258	525
1941 .....	11	240	234	474
1940 .....	12	253	249	502
1939 .....	13	278	274	552
1938 .....	14	279	276	555
1938-1942 .....	10-14	1.317	1.291	2.608
1937 .....	15	285	278	563
1936 .....	16	291	286	577
1935 .....	17	293	288	581
1934 .....	18	340	302	642
1933 .....	19	311	301	612
1933-1937 .....	15-19	1.490	1.455	2.945
1928-1932 .....	20-24	1.678	1.607	3.285
1923-1927 .....	25-29	1.697	1.611	3.308
1918-1922 .....	30-34	1.455	1.401	2.856
1913-1917 .....	35-39	1.121	1.120	2.241
1908-1912 .....	40-44	1.514	1.523	3.037
1903-1907 .....	45-49	1.505	1.518	3.023
1898-1902 .....	50-54	1.396	1.463	2.859
1893-1897 .....	55-59	1.020	1.342	2.362
1888-1892 .....	60-64	833	1.180	2.013
1883-1887 .....	65-69	719	1.052	1.771
1878-1882 .....	70-74	587	886	1.407
1873-1877 .....	75-79	384	613	997
1868-1872 .....	80-84	172	316	488
1863-1867 .....	85-89	53	125	178
1862 et avant .....	90 et plus	10	33	43
	Tous âges	20.644	22.089	42.733
	0-19 ans	6.530	6.335	12.865
	20-59 ans	11.386	11.385	22.971
	60 et plus	2.278	4.169	6.897



# L'ÉVOLUTION DES PRIX

SOMMAIRE. — *Evolution des prix de gros. Evolution des prix de détail : échelle mobile, indices des prix de détail, budgets dits du « minimum vital ». Les prix en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Allemagne Occidentale.*

L'année 1952 a été marquée pour la France par une baisse sensible des cours de gros, le vote de la loi sur l'échelle mobile, et une grande stabilité des prix de détail.

Ce même caractère de stabilité se retrouve dans le développement des niveaux de prix en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Allemagne Occidentale, sauf pour les prix de détail en Grande-Bretagne qui accusent une légère hausse.

## I. — EVOLUTION DES PRIX DE GROS EN FRANCE.

L'évolution des prix de gros en 1952 a été fortement influencée par la baisse ininterrompue des cours mondiaux des matières premières, prolongation de la détente déjà survenue en 1951, et par la stabilité relative des prix des produits agricoles, en liaison avec l'expérience de stabilisation des prix du Gouvernement Pinay.

On verra, en consultant le tableau des indices de prix de gros, que l'indice général a fléchi d'une façon quasi continue d'un bout de l'année à l'autre. De janvier à décembre, la baisse a été de 7,8 %, la valeur moyenne de l'indice pour l'année 1952 s'établissant à 144,9 sur la base 100 en 1949.

Ce sont naturellement les prix des produits industriels qui ont été affectés par les mouvements des cours mondiaux; l'indice correspondant a enregistré une baisse de plus de 12 % de janvier à décembre, en passant de 171,3 à 150,0. L'indice des prix des produits importés, qui comporte surtout des matières premières, a déchu de 14 % dans la même période de douze mois; on doit noter que cet indice s'est retrouvé en décembre 1952 au niveau atteint en septembre 1950, le maximum s'étant placé, en avril 1951, avec la cote 210.

Quant à l'indice des prix des produits alimentaires, il a fléchi d'un peu moins de 4 % au cours de l'année.

On n'oubliera pas que cet indice des prix des produits alimentaires ne rend pas compte des mouvements des prix agricoles à la production; le stade d'observation est en effet celui du commerce de gros dans les centres de consommation; en outre, certains produits sont importés (café, cacao, huiles), d'autres ont subi une transformation importante après livraison par les agriculteurs (sucre, pâtes alimentaires).

Indice des prix de gros des 319 articles (Base 100 en 1949).

	INDICE GÉNÉRAL	PRODUITS ALIMENTAIRES	COMBUS- TIBLES ET ÉNERGIE	PRODUITS INDUSTRIELS	PRODUITS IMPORTÉS
Pondération ...	10.000	4.000	1.500	4.500	»
Moyenne 1949 ..	100	100	100	100	100
Moyenne 1950 ..	108,3	103,2	105,8	113,7	132,5
Moyenne 1951 ..	138,3	119,7	126,7	158,7	181,5
Moyenne 1952 ..	144,9	131,0	142,3	158,2	184,1
1952 Janvier ...	132,5	135,5	141,7	171,3	169,0
Février ...	132,0	133,8	145,6	170,2	166,6
Mars .....	149,3	131,2	145,8	166,5	161,8
Avril .....	146,8	129,9	145,6	162,2	154,9
Mai .....	144,6	127,9	143,2	160,0	153,1
Juin .....	143,0	128,2	143,2	156,0	155,4
Juillet ....	143,5	131,5	143,2	154,3	154,5
Août .....	143,7	134,1	140,2	153,2	147,2
Septembre	142,6	132,6	140,2	152,2	147,1
Octobre ..	140,6	128,2	140,0	151,9	147,6
Novembre	140,1	128,3	139,4	150,8	146,9
Décembre .	140,5	130,3	139,4	150,0	145,2

Ces résultats moyens ne rendent pas compte des mouvements divergents, parfois importants, des indices particuliers de chaque marchandise. En fait, on constate une assez grande dispersion; les indices des prix du café, de la soie grège, des tourteaux, des ferrailles, des bois de papeterie, se répartissent, pour décembre 1952, de 215 à 280 sur la base 100 en 1949, tandis qu'à l'autre bout de l'échelle les indices relatifs au suif, à l'huile de palme, au rhum, aux peaux, à l'antimoine, vont de 59 à 77.

Certains utilisateurs déplorent l'abandon de la base 1938; mais rappelons que, sans donner de résultats parfaitement exacts, les raccords du nouvel indice sur l'ancien donnent des

indications satisfaisantes dans la plupart des cas. C'est ainsi que sur la base 1 en 1938, les indices de prix de gros pourraient être estimés aux taux suivants :

	Moyennes			
	1949	1950	1951	1952
Produits alimentaires ..	17,2	17,8	20,6	22,5
Produits industriels ...	21,1	24,0	33,5	33,4
Ensemble .....	19,2	20,8	26,6	27,8

Par rapport à 1938, les prix des produits industriels se sont beaucoup plus relevés que ceux du secteur alimentaire. Certains n'hésitent pas à conclure qu'il y a un déséquilibre fondamental entre les deux secteurs : à la vérité, de telles affirmations ne sauraient être valablement formulées sur des résultats aussi partiels; elles devraient, au contraire, s'appuyer sur des études approfondies et détaillées de la structure et des évolutions propres à chacun des deux domaines.

## II. — EVOLUTION DES PRIX DE DÉTAIL EN FRANCE.

L'I. N. S. E. E. calcule depuis 1950 un indice d'ensemble des prix de détail destiné à rendre compte des variations de prix d'un ensemble de produits ou services « strictement invariable », tant en ce qui concerne la liste des articles que les quantités et les pondérations prises en considération.

Les coefficients de pondération attribués à chaque groupe ont été déterminés d'après les résultats des enquêtes effectuées par l'I. N. S. E. E. depuis 1948 sur les budgets des familles habitant la Région parisienne. Le budget-type retenu est celui d'un ménage de quatre personnes comprenant deux enfants de moins de 16 ans; la qualification professionnelle du chef de famille est inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

L'indice est calculé sur la base 100 en 1949.

On sait que la loi 52-834 du 18 juillet 1952<sup>1</sup> a institué l'échelle mobile et relié le salaire minimum garanti à l'indice des prix des 243 articles. Ce texte stipule en effet : « Lorsqu'une augmentation égale ou supérieure à 5 % de l'indice mensuel d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris aura été enregistrée, le salaire minimum garanti sera

1. J. O. du 19 juillet 1952, p. 7226.

modifié proportionnellement à l'augmentation constatée. » Une sous-commission, désignée par la Commission supérieure des Conventions collectives reçoit pour mission de suivre l'évolution du coût de la vie en liaison avec l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques.

En fait, la sous-commission visée dans ce texte n'a pas été réunie, ni même constituée au cours de l'année 1952. Le Gouvernement n'en a pas moins suivi avec vigilance l'évolution de l'indice et veillé à ce qu'il n'approche pas trop dangereusement du niveau 149,1, qui doit déclencher la hausse du salaire minimum garanti; il a engagé le commerce et l'industrie à consentir des baisses, bloqué certains prix (blé par exemple) ou pratiqué des importations destinées à arrêter la hausse des cours de certains produits nationaux (beurre, viande, pommes de terre).

Pratiquement, l'indice d'ensemble s'est retrouvé en décembre à 145,4, sensiblement au niveau de janvier, après être passé par un maximum de 148,5 en février.

On verra au tableau ci-après comment se sont comportés les différents groupes.

Indice d'ensemble à la consommation familiale, à Paris  
(Base 100 en 1949).

	ALIMEN- TATION	CHAUF- FAGE et ÉCLAIRAGE	PRODUITS MANU- FACTURÉS	SERVICES	DIVERS	ENSEMBLE
Nombre d'art.	41	7	115	47	3	213
Pondération	58	4	20	15	3	100
Moyenne 1949.	100	100	100	100	100	100
Moyenne 1950.	110,6	109,8	102,0	124,3	106,2	111,2
Moyenne 1951	128,0	145,9	121,4	147,4	120,8	130,1
Moyenne 1952.	140,7	172,8	131,0	176	143,5	145,4
1952 Janvier..	142,2	170,7	132,3	172	143,5	145,9
Février..	144,8	174,2	134,0	176	143,5	148,5
Mars ...	143,8	174,3	134,9	176	143,5	148,1
Avril ...	142,1	174,5	133,3	175	143,5	146,6
Mai ....	139,0	173,1	132,2	175	143,5	144,5
Juin ...	137,0	171,5	131,2	175	143,5	143,1
Juillet ...	136,0	171,5	130,9	177	143,5	142,8
Août ...	139,6	171,5	130,4	177	143,5	144,8
Sept. ...	141,7	171,5	129,2	177	143,5	145,7
Octobre .	140,8	171,5	128,3	176	143,5	144,9
Nov. ...	140,0	172,9	128,1	176	143,5	144,4
Déc. ...	141,0	172,9	127,7	179	143,5	145,4



Les faits les plus notables sont le relèvement de l'indice des prix des services de janvier à décembre et la baisse des prix des objets manufacturés au cours de la même période.

On rappelle qu'en raison des difficultés techniques (variations saisonnières et accidentelles), les fruits et les légumes frais ne sont pas pris en considération<sup>2</sup>. La part de ces denrées est voisine de 7 %. Le niveau moyen de l'indice des prix des fruits et légumes frais calculé par l'I. N. S. E. E. s'est établi à 136,1 pour l'année 1952 sur la base 100 en 1949. En intégrant ces produits dans un indice d'ensemble plus général que l'indice des 213 articles, on trouverait pour cet indice général 144,7, soit un résultat très voisin du niveau 145,4 atteint par l'indice des 213 articles pour cette année 1952.

On doit prendre garde que l'action du Gouvernement sur les prix a été spécialement orientée sur la Région parisienne. Et ceci n'est sans doute pas étranger au fait que l'indice d'ensemble à la consommation familiale des 17 grandes villes de province (base 100 en 1949) a évolué un peu différemment de l'indice à Paris. On en jugera d'après les chiffres rapportés ci-dessous.

		Mars	Juin	Septembre	Décembre	Moyenne de l'année
1950	..	104,7	103,2	108,1	112,7	107,2
1951	..	118,7	126,4	131,3	140,9	129,3
1952	..	146,6	142,6	145,9	146,4	145,4

Il n'est malheureusement pas possible de donner la position de ces indices relativement complets par rapport à 1938. On dispose cependant encore sur cette base et trimestriellement, des anciens indices des 34 articles, comprenant 29 produits alimentaires, 4 articles de chauffage et d'éclairage et le savon. Les niveaux atteints par cet indice des 34 articles à Paris ont été respectivement de 2.547 en février 1952 et 2.440 en novembre 1952, la moyenne pour l'année 1952 se situant à 2.464.

En province, l'indice des 34 articles sur la base 100 en 1938 était de 2.751 en novembre, et la moyenne de l'année était de 2.724. Un certain écart entre les indices de Paris et de province sur la base 100 en 1938 s'est maintenu au cours de l'an-

2. Les pommes de terre sont comprises dans l'indice des prix des 41 denrées alimentaires.

née 1952. On sait que la taxation a entraîné dans la période de pénurie l'égalisation des prix à Paris et en province, alors qu'avant-guerre les cours étaient généralement plus élevés dans la capitale. Le retour à des conditions plus normales n'a pas encore complètement effacé cette conséquence.

Pour terminer ce tour d'horizon, nous donnerons les estimations mensuelles du budget minimum vital de la Commission supérieure des Conventions collectives, en rappelant que ces estimations doivent être utilisées avec prudence, les déterminations relatives à certains postes du budget-type comportant quelque arbitraire et les résultats bruts obtenus (dépense mensuelle en francs) n'ayant pas la précision que leur prêtent les apparences. Cette dépense s'applique au célibataire parisien habitant un logement et faisant lui-même sa cuisine et son ménage. Ce calcul tend à perdre de son intérêt depuis le vote de la loi sur l'échelle mobile qui porte référence à l'indice des prix des 213 articles :

1952. Janvier .....	F.	20.149
Février .....		20.734
Mars .....		20.233
Avril .....		20.427
Mai .....		20.468
Juin .....		19.841
Juillet .....		20.292
Août .....		20.467
Septembre .....		20.014
Octobre .....		19.999
Novembre .....		20.084
Décembre .....		20.229

### III. — ÉVOLUTION DES PRIX DE GROS ET DE DÉTAIL EN GRANDE-BRETAGNE, AUX ÉTATS-UNIS ET EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

On trouvera dans les colonnes du tableau ci-dessous les valeurs respectives des indices de prix de gros de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Allemagne Occidentale ramenés sur la base 100 en 1949, ainsi que, pour faciliter ces comparaisons, un rappel des niveaux successifs de l'indice des prix de gros français :

## Indices des prix de gros à l'étranger, ramenés sur la base 100 en 1949.

	Grande-Bretagne Board of Trade	Etats-Unis Bureau of Labor Statistics	Allemagne Occidentale	France
Moyenne 1949 ..	100	100	100	100
Moyenne 1950 ..	114,1	103,9	107,8	108,3
Moyenne 1951 ..	138,9	113,7	130,2	138,3
Moyenne 1952 ..	142,4	112,6	135,9	144,9
1952. Janvier ..	145,6	113,9	136,5	152,5
Février ...	143,2	113,4	134,9	152,0
Mars .....	144,3	113,2	134,4	149,3
Avril .....	143,4	112,7	134,4	146,8
Mai .....	142,4	112,5	137,0	144,6
Juin .....	142,4	112,1	137,5	143,0
Juillet ....	142,2	112,7	137,0	143,5
Août .....	141,2	113,1	138,5	143,7
Septembre..	140,2	112,7	138,5	142,6
Octobre ...	141,7	112,0	136,5	140,6
Novembre..	141,0	111,6	134,9	140,1
Décembre..	142,3	110,5	134,4	140,5

Ce rapprochement matériel ne devrait pas faire croire aux lecteurs que ces indices sont strictement comparables; leur couverture, ainsi que leur pondération, ne sont pas identiques. La différence la plus importante tenant au fait que les produits finis sont loin d'entrer dans la même proportion au sein de chacun d'entre eux.

Quoi qu'il en soit, il est remarquable de noter que les indices des trois pays étrangers ont assez peu varié d'un bout de l'année à l'autre, tandis que celui de la France a perdu 12 points pour les raisons que nous avons vues. Ainsi, sur la base 100 en 1949, les niveaux des prix de gros des trois pays européens se retrouvent groupés au voisinage de 140 en décembre 1952.

Quant aux indices de prix de détail, ci-dessous reproduits, ils sont sensiblement revenus en décembre au niveau de janvier, exception faite toutefois pour la Grande-Bretagne, dont l'indice des prix de détail s'est accru de 6 % au cours de la période. L'indice français n'en reste pas moins en flèche.

## Indice des prix de détail à l'étranger, calculés sur la base 100 en 1949.

	Grande-Bretagne Ministry of Labour	Etats-Unis Bureau of Labor Statistics	Allemagne Occidentale	France
Moyenne 1949 ..	100	100	100	100
Moyenne 1950 ..	103,1	101,2	100,6	111,2
Moyenne 1951 ..	112,5	109,8	101,3	130,1
Moyenne 1952 ..	122,9	112,2	103,2	143,4

	Grande-Bretagne Ministry of Labour	Etats-Unis Bureau of Labor Statistics	Allemagne Occidentale	France
1932. Janvier ...	119,7	111,8	103,1	143,9
Février ...	120,1	111,1	104,1	143,5
Mars .....	120,4	111,2	104,1	143,1
Avril .....	122,3	111,6	103,2	146,6
Mai .....	122,3	111,8	102,2	144,5
Juin .....	124,4	112,1	102,2	143,1
Juillet ....	124,2	112,8	102,2	142,8
Août .....	123,5	113,0	102,2	144,8
Septembre..	123,3	112,8	102,2	143,7
Octobre ..	124,4	112,9	102,2	144,9
Novembre..	124,2	113,0	103,2	144,4
Décembre..	126,9	112,8	103,2	143,4

\*  
\* \*

Nous avons laissé entendre dans notre dernière chronique que l'année 1932 serait sans doute marquée par un palier; les événements ne nous ont pas contredit. S'il fallait porter un pronostic pour 1933, nous noterions que la baisse des prix de gros en 1932, l'orientation générale des cours des marchés mondiaux et les intentions exprimées par le nouveau Gouvernement dessinent les mêmes perspectives. Il subsiste cependant quelques inconnues, telles que les récoltes à prévoir ou le déficit budgétaire; une légère pression à la hausse risquerait de se développer si les premières étaient inférieures à la normale ou le second fort important.

R. DUMAS.



# LE REVENU NATIONAL

---

SOMMAIRE. — *Résultats d'ensemble. — Production nationale brute en francs courants, en valeurs constantes. — Echanges extérieurs. — Disponibilités nationales.*

Les travaux du Service des Etudes économiques et financières au Ministère des Finances permettent d'effectuer une comparaison entre les années 1951 et 1952 sur la base des résultats des comptes provisoires établis pour ces deux années.

La présentation reste la même que celle adoptée l'an dernier pour la publication des résultats relatifs aux années 1949 à 1951.

## A. — RÉSULTATS D'ENSEMBLE.

Les divergences signalées l'an dernier par rapport au cadre théorique de l'O. E. C. E. subsistent dans la présentation des résultats. Rappelons que ces divergences portent : d'une part, sur le traitement d'une partie du domaine public<sup>1</sup> et, d'autre part, sur le classement des dommages de guerre et des dons extérieurs qui ne sont pas considérés comme des opérations courantes, mais comme des opérations en capital.

De plus, en ce qui concerne le poste provisions pour amortissement et autres provisions d'exploitation, un effort a été effectué pour se rapprocher de la définition proposée par l'O. E. C. E. En effet, alors que les tableaux antérieurs comportaient une évaluation des provisions réellement effectuées, les chiffres retenus dans les tableaux ci-dessous s'efforcent de

1. L'impossibilité d'isoler la comptabilité d'une partie du domaine public a obligé à tenir compte non des recettes nettes conformément à la doctrine de l'O. E. C. E., mais des recettes brutes qui seules sont susceptibles d'être saisies.

mesurer le montant des provisions qui seraient nécessaires pour maintenir en état le capital productif national<sup>2</sup>.

**Compte national des recettes et des dépenses**  
(en milliards de francs).

DÉBIT	1931	1932
1. Achats courants nets de biens et services par les particuliers .....	7.591	8.705
2. Consommation des fonctionnaires et des militaires à l'étranger et dans les T. O.-M. ....	175	207
CONSUMMATION PRIVÉE.....	7.766	8.912
Rémunération des salariés du secteur public :		
3. Personnel dans la métropole .....	890	1.022
4. A l'étranger et dans les T. O.-M. ....	203	254
Achats courants nets de biens et services par le secteur public :		
5. En France .....	437	840
6. A l'étranger et dans les T. O.-M. ....	59	106
CONSUMMATION PUBLIQUE (y compris S. S.) (3+4+5+6) .....	1.591	2.492
Capital fixe :		
7. Entreprises .....	2.054	2.122
8. État .....	180	175
Stocks :		
9. Stocks .....	338	95
FORMATION INTÉRIEURE BRUTE DE CAPITAL (7+8+9) .....	2.572	2.392
10. Prêt net du reste du monde .....	— 135	— 119
DÉPENSE NATIONALE BRUTE.....	11.774	13.377

Ces tableaux, qui ont l'avantage de rassembler les principales données caractéristiques résultant de la comptabilité nationale, sont insuffisants pour suivre l'évolution de la situation économique. La suite de cet article a pour but de décrire l'évolution en volume et en valeur des éléments les plus importants : production, échanges extérieurs, formation et emploi des disponibilités nationales.

2. Pour les années antérieures, les chiffres correspondant à ce poste seraient :

en 1949 .....	870
en 1930 .....	970

**Compte national des recettes et des dépenses**  
(en milliards de francs).

CRÉDIT	1951	1952
<i>Revenu des facteurs ayant son origine sur le territoire national :</i>		
<i>Rémunération des salariés. Salaires et traitements :</i>		
1. Entreprises .....	3.138	3.702
2. Secteur public et Sécurité sociale .....	1.070	1.250
3. Contribution des employeurs à la S.S. (y compris les taxes) .....	730	861
<i>Revenu de la propriété et de l'entreprise :</i>		
4. Etat (net de l'intérêt de la dette publique) ..	— 7	— 65
5. Particuliers .....	3.005	3.410
6. Reste du monde .....	— 12	13
7. Revenu non distribué (épargne) .....	431	358
<i>Transferts des entreprises (nets) :</i>		
Etat .....		
Particuliers .....		
Reste du monde .....		
8. Impôts directs sur le revenu des entreprises ..	572	617
<b>REVENU INTÉRIEUR NET (1+2+3+4+5+6+7+8) .....</b>	<b>8.947</b>	<b>10.146</b>
<i>Revenu des facteurs ayant son origine dans le reste du monde :</i>		
9. Rémunération des salariés .....	+ 4	— 17
10. Revenu de la propriété et de l'entreprise ....	31	68
<b>I. REVENU NATIONAL (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7 + 8 + 9 + 10) .....</b>	<b>8.982</b>	<b>10.197</b>
11. Impôts indirects .....	1.798	2.431
12. Subventions .....	— 200	— 305
<b>II. PRODUIT NATIONAL NET (I+II+12) ....</b>	<b>10.580</b>	<b>12.023</b>
13. Provision pour amortissement et autres provisions d'exploitation .....	1.240	1.440
<b>III. PRODUIT NATIONAL BRUT (II+12) .....</b>	<b>11.820</b>	<b>13.463</b>
14. Transferts nets du reste du monde .....	— 46	— 86
<b>RECETTE NATIONALE BRUTE (III+14) .....</b>	<b>11.774</b>	<b>13.377</b>

**B. — PRODUCTION.**

L'évolution de la production nationale brute en milliards de francs courants pour les années 1951 et 1952 se présente ainsi :

## Production nationale brute.

	1951	1952
Produits alimentaires (valeur aux prix de détail)..	3.539	4.003
Corrections tenant compte de la valeur effective des produits exportés et stockés .....	— 54	— 46
Valeurs ajoutées aux produits finis importés .....	63	73
<b>I. — TOTAL PRODUITS ALIMENTAIRES.....</b>	<b>3.548</b>	<b>4.030</b>
Biens industriels de consommation (Valeur aux prix de détail) .....	3.706	3.921
Corrections tenant compte de la valeur effective des produits exportés et stockés .....	— 196	— 177
Valeurs ajoutées aux produits finis importés.....	15	18
<b>II. — TOTAL BIENS INDUSTRIELS DE CONSOMMATION .....</b>	<b>3.525</b>	<b>3.762</b>
<i>Biens d'équipement :</i>		
Outils (valeur aux prix de détail) .....	1.369	1.576
Corrections pour tenir compte de la valeur effective des produits exportés et stockés .....	— 17	— 20
Valeurs ajoutées aux produits finis importés .....	11	11
<b>IV. — TOTAL OUTILLAGE .....</b>	<b>1.363</b>	<b>1.567</b>
<b>V. — TOTAL BATIMENT .....</b>	<b>1.076</b>	<b>1.288</b>
<b>VI. — TOTAL SERVICES (a) .....</b>	<b>1.942</b>	<b>2.265</b>
<b>Matières premières :</b>		
Exportées .....	575	516
Stockées .....	100	50
<b>VII. — TOTAL DES MATIÈRES PREMIÈRES EXPORTÉES ET STOCKÉES .....</b>	<b>675</b>	<b>596</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS ET SERVICES FINIS (I+II+III+IV+V+VI+VII) .....</b>	<b>12.129</b>	<b>13.303</b>
<b>A déduire :</b>		
Importations de matières premières (valeur C.A.F.)	1.276	1.214
Achats de services à l'étranger .....	40	30
<b>TOTAL A DÉDUIRE .....</b>	<b>1.316</b>	<b>1.244</b>
<b>PRODUCTION NATIONALE BRUTE (France+Sarre) (b).....</b>	<b>10.813</b>	<b>12.261</b>

(a) Cette évaluation comprend la valeur totale des transports et frais d'assurances français sur les échanges extérieurs. Les importations étant comptées à leur valeur C.A.F., les frais de transport et d'assurances correspondants sont considérés comme vendus à l'étranger ou aux T.O.-M. et doivent être comptés dans les produits finaux.

(b) Le chiffre de production nationale brut ainsi obtenu est sans doute un peu trop fort, car il ne tient pas compte, du fait que certains des achats de biens et services effectués par l'Etat, tous considérés ici comme produits finaux, ont en réalité contribué à la création des produits du domaine et devaient par conséquent être considérés comme produits intermédiaires. L'erreur due à ce double emploi est certainement faible et ne doit guère dépasser une vingtaine de milliards.

Les données en francs courants n'étant pas significatives pour l'analyse de l'évolution économique, les résultats précé-



dents ont été ramenés à une valeur constante (prix 1951), afin de permettre de suivre l'évolution en volume.

	1951	1952	Indice de volume 1952/51
Produits alimentaires .....	3.548	3.598	101,5
Biens industries de consommation.....	3.528	3.412	97
Outilsage .....	1.363	1.375	101
Bâtiment .....	1.076	1.130	105
Services .....	1.942	1.916	99
Matières premières exportées et stockées.....	675	552	100,5
TOTAL DES PRODUITS ET SERVICES FINAUX.....	12.129	11.983	99
Achats de produits ou services intermédiaires (à déduire) .....	— 1.316	— 1.138	86,5
PRODUCTION NATIONALE BRUTE.....	10.813	10.845	100,3

Les indices de volume ci-dessus diffèrent légèrement des indices de volume de la production : en effet, ils tiennent compte de l'activité de l'ensemble de l'économie, y compris l'activité commerciale, cette dernière étant fonction non seulement de l'évolution de la production, mais également de l'évolution des échanges extérieurs et des stocks.

Les indices de volume des productions correspondant aux catégories de biens et de services retenues ci-dessus sont les suivants :

— Denrées alimentaires .....	101
— Biens industriels de consommation .....	96
— Outillage .....	101
— Bâtiment .....	105
— Services .....	99

### C. — LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS.

L'aggravation du déficit commercial avec l'étranger, qui s'était manifestée en 1951, s'est poursuivie pendant le premier semestre 1952; au second semestre, une amélioration s'est manifestée, elle est due essentiellement à la chute des importations. Pour l'ensemble de l'année, le pourcentage de couverture reste nettement inférieur à celui de 1951.

**Balance commerciale (la métropole avec l'étranger)**  
(en milliards de francs courants).

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	DÉFICIT (—) ou EXCÉDENT (+) DE LA BALANCE	POURCENTAGE DE COUVERTURE des importations par les exportations
1929.....	51,2	40,7	— 10,5	80
1938.....	33,5	22,2	— 11,3	66
1948.....	482,2	214,4	— 267,8	52
1949.....	683,7	457,2	— 226,5	67
1950.....	792,5	685,7	— 106,8	86,5
1951.....	1.279,2	934,2	— 345	73,2
1 <sup>er</sup> semestre 1952.	706,4	407,4	— 298,7	57,7
2 <sup>e</sup> semestre 1952.	525,6	411	— 114,6	78,2
1952 .....	1.231,7	818,4	— 413,3	66,1

Il est intéressant de voir comment cette évolution d'ensemble se répartit entre les diverses zones monétaires. On peut constater que l'effondrement des pourcentages de couverture au premier semestre 1952 a été général dans toutes les zones, mais particulièrement accusé dans la zone dollars; par contre, la reprise du second semestre a relativement peu affecté la zone sterling, pour laquelle le pourcentage de couverture pour l'ensemble de l'année est à peine supérieur à celui atteint en 1948.

**Balances commerciales par zones monétaires**  
(en milliards de francs courants).

	1929	1938	1948	1949	1950	1951	1952		
							1 <sup>er</sup> semestre	2 <sup>e</sup> semestre	Année
<i>Zone dollar :</i>									
Importations..	10,7	6,9	153,9	198,3	165	226,8	136,8	78	214,8
Exportations..	4,9	2,4	23,9	27	60,9	110,4	38,4	38,4	76,8
Solde .....	— 5,8	— 4,5	— 130	— 171,3	— 104,1	— 116,4	— 98,4	— 39,6	— 138,0
% de couver- ture .....	46 %	34 %	16 %	11 %	37 %	48,7 %	28,1 %	49,2 %	35,7 %
<i>Zone sterling :</i>									
Importations..	12,8	9,3	124,6	195,4	246,9	450	242,4	192	434,4
Exportations..	8,6	4,3	42,6	94,9	141	240	84	69	153
Solde .....	— 4,1	— 5	— 82	— 100,5	— 105,9	— 240	— 158,4	— 123	— 281,4
% de couver- ture .....	67 %	47 %	34 %	49 %	57 %	40,6 %	34,7 %	38,9 %	35,2 %
<i>Autres devises :</i>									
Importations..	27,6	17,4	203,7	292	380,5	602,4	927	255,6	382,6
Exportations..	27,2	15,5	174,8	335,3	483,8	624	285	304,2	586,2
Solde .....	— 0,4	— 1,9	— 28,9	+ 43,3	+ 103,3	+ 22,4	— 42	+ 45,6	+ 3,6
% de couver- ture .....	99 %	89 %	86 %	145 %	128 %	103,5 %	87,1 %	117,8 %	100,6 %

Les échanges entre la métropole et les T. O.-M., saisis par les statistiques douanières, se présentent de la même façon qu'en

1951. L'excédent des exportations par rapport aux importations (65 % de ces dernières) n'est que légèrement supérieur à celui de 1931, parce qu'il ne comprend pas une soixantaine de milliards d'achats effectués en France sur les crédits d'aide à l'Indochine. L'évolution, après cette rectification qui donne un excédent d'exportation de 82 %, est plus conforme à l'accroissement notable des dépenses publiques dans les T. O.-M. (les traitements, transferts et prêts pour investissements passant de 260 à 380 milliards).

Balance commerciale de la métropole avec les T. O.-M.  
(en milliards de francs courants).

Années	Importations	Exportations	Déficit (—) ou excédent (+) de la balance	% de couverture
1929 .....	7	9,4	+ 2,4	133 %
1933 .....	12,5	8,4	— 4,1	67 %
1943 .....	190,4	192,6	+ 2,2	101 %
1949 .....	240,7	326,7	+ 86	136 %
1950 .....	280,3	386,9	+ 106,6	138 %
1951 .....	334,9	545,3	+ 210,6	163 %
1952 .....	360	598	+ 238	165 %

#### D. — LES DISPONIBILITÉS NATIONALES ET LEURS EMPLOIS.

La production nationale et les échanges extérieurs mettent à la disposition du pays une masse de biens et services que l'on a coutume d'appeler disponibilités nationales<sup>3</sup>.

##### Disponibilités nationales.

	1951	1952
Production nationale brute (a) .....	40.813	42.264
Importations .....	4.707	4.679
dont :		
Étranger .....	1.363	
T. O.-M. ....	344	
Exportations .....	— 4.797	— 4.908
dont :		
Étranger .....	1.187	1.456
T. O.-M. ....	610	752
DISPONIBILITÉS NATIONALES .....	40.723	42.035

(a) Y compris les matières premières exportées.

3. Ce terme peut être critiqué, car la masse de biens et de services sur

Les tableaux ci-dessous donnent les origines et les emplois de ces disponibilités (en milliards de francs courants).

Emploi des disponibilités nationales.

	1951	1952
Consommation privée .....	7.831	8.635
Consommation du secteur public .....	433	584
Investissements bruts .....	2.747	2.796
Publics :		
Civils .....	180	175
Militaires .....	145	404
	325	579
Privés :		
Equipements .....	2.054	2.422
Stocks .....	338	95
	2.392	2.217
	40.723	42.635

Les données ci-dessus concernant les importations et les exportations diffèrent de celles figurant dans les tableaux précédents qui portent sur les statistiques douanières. Ces dernières, en effet, indiquent la valeur des marchandises à l'entrée ou à la sortie du territoire français; par contre, les chiffres entrant dans la détermination des disponibilités nationales retracent l'ensemble des achats et des ventes de biens et de services à l'étranger et aux territoires d'outre-mer, y compris le tourisme et les expéditions, aux troupes cantonnées à l'extérieur, d'approvisionnement et de matériel militaire dont la valeur n'est pas reprise dans les statistiques des douanes.

De même que pour la production, les chiffres ramenés à un niveau de prix constants sont plus significatifs; les résultats aux prix de 1951 sont les suivants<sup>4</sup> :

laquelle il porte ne peut effectivement être mise à la disposition de l'économie, dans le cas de la France, que grâce à un déficit des échanges avec l'étranger qui ne peut être considéré comme correspondant à une situation normale.

4. Pour les échanges de biens et de services avec l'extérieur faute d'un indice mieux adapté, tenant compte notamment du tourisme et du fret, on a utilisé les indices de valeur moyenne des importations et des exportations publiés par l'I. N. S. E. E.



## Disponibilités nationales aux prix de 1951.

	1951	1952	INDICE DE VOLUME 1952/1951
Production nationale brute ..	40.813	40.710	99
Importations .....	4.707	4.715	100,5
Étranger .....	4.363	4.360	100
T. O.-M. ....	344	355	103
Exportations .....	-- 1.797	-- 1.765	98
Étranger .....	1.187	1.063	89,5
T. O.-M. ....	610	700	115
DISPONIBILITÉS NATIONALES..	40.723	40.660	99,5

## Emploi des disponibilités nationales aux prix de 1951.

	1951	1952	INDICE DE VOLUME 1952/1951
Consommation privée .....	7.551	7.687	101
Consommation du secteur public .....	455	520	114
Investissements bruts .....	2.747	2.453	90,5
Publics ::			
Civils .....	180	151	83,5
Militaires .....	143	354	244
	323	508	156
Privés ::			
Équipements .....	2.054	1.862	90,5
Stocks .....	538	83	24,5
	2.592	1.945	81,5
DISPONIBILITÉS NATIONALES..	40.723	40.660	99,5

Le maintien du déficit, en francs courants, des échanges de biens et de services avec l'étranger (13 % des importations) correspond, comme le montrent les tableaux ci-dessus, à une couverture plus faible en volume en 1952 qu'en 1951 (le déficit aux prix de 1951 ressort en effet à 22 %). Ce résultat est dû à la distorsion des prix concernant les échanges extérieurs. En effet, alors que les prix à l'importation ont baissé de 3 %, les prix à l'exportation se sont, au contraire, accrus de 8,5 %.

Le volume total des disponibilités nationales reste sensiblement le même en 1952 qu'en 1951. Si leur structure par origine est relativement peu modifiée entre 1951 et 1952, leur emploi accuse, par contre, une profonde divergence.

La consommation privée s'est légèrement accrue et la consommation publique a fortement progressé, ce qui s'est traduit par une baisse considérable du stockage.

L'emploi des biens d'équipement marque une distorsion plus profonde encore, les investissements militaires sont près de deux fois et demie plus élevés qu'en 1931, tandis que la part du secteur privé et du secteur public civil est en nette régression.

R. FROMENT.

---

# L'UNION FRANÇAISE D'OUTRE-MER

---

SOMMAIRE. — I. *Aspect international.* — II. *Aspect métropolitain.* — III. *Principaux aspects économiques* : A. Situation démographique. — B. Production agricole. — C. production minière. — D. Aspect financier.

## I. — Aspect international.

1° Le 9 juin 1952 a eu lieu l'échange des instruments de ratification du traité de cession de Chandernagor à l'Inde. Par ce traité, l'Inde s'engage à autoriser le maintien ou la création d'établissements culturels par le Gouvernement français.

2° Le 27 août 1952, la Cour internationale de Justice a rendu son arrêt au sujet des droits américains au Maroc.

Jusqu'en 1939, les importations dans ce pays étaient libres, sous réserve des droits de douane, quelle qu'en soit la provenance. Pendant la guerre, le Maroc fut soumis à la réglementation des changes, et, en conséquence, à celle des importations. Sur les réclamations américaines, du 11 mars au 30 décembre 1948, un certain nombre de produits ont pu être introduits sans licence, si les transactions s'effectuaient sans attribution officielle de devises; mais la fraude fut telle qu'il fallut rétablir, pour assurer la défense de la monnaie, le régime des licences pour toutes importations d'origine étrangère, et limiter les importations faites sans attribution de devises aux biens d'équipement et à quelques produits de première nécessité. Ce régime favorisait les importateurs de produits français. Les importateurs américains s'estimèrent lésés et réussirent à faire voter en septembre par le Sénat américain un amendement suspendant l'aide Marshall à la France s'ils n'obtenaient pas satisfaction. La question à laquelle furent joints les problèmes concernant le statut des ressortissants américains au Maroc fut soumise à l'arbitrage de la Cour internationale. Sur le plan politique, l'arrêt rendu donne satisfaction à la France : les ressortissants américains doivent être soumis aux lois marocaines.

ils ne jouissent d'aucune exemption fiscale et leurs privilèges fondés sur la clause de la nation la plus favorisée sont caducs. Le Protectorat de la France se trouve formellement reconnu; la France peut légiférer librement au Maroc, mais ne doit pas prendre de mesures discriminatoires en faveur de ses nationaux. En revanche, les Américains ont obtenu satisfaction sur le plan économique. Un arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1952 permet l'importation sans autorisation de marchandises de toutes provenances acquises sans attribution officielle de devises, sous réserve de justifier l'emploi des fonds provenant de la vente et l'utilisation de la marchandise, la réexportation étant interdite. Les statistiques ne permettent pas encore d'évaluer les conséquences de ces mesures. Pour limiter leur influence sur la monnaie, des attributions supplémentaires de devises seront accordées au Maroc, permettant une plus grande quantité d'importations contrôlées. Les importateurs américains ne se sont pas déclarés satisfaits et agissent actuellement en vue d'obtenir une liberté totale. Celle-ci est incompatible avec un franc marocain librement convertible en franc. Les mesures en vigueur obligeront la métropole à abaisser sérieusement ses prix de vente si elle veut conserver sa position sur le marché marocain (61 % environ de la valeur des importations totales en 1952 contre 30 % en 1938 sous le régime de la porte ouverte).

3° La septième session de l'Assemblée générale de l'O. N. U. avait inscrit à son ordre du jour la plainte déposée par plusieurs pays, dont notamment les pays arabes, contre la gestion de la France en Tunisie et au Maroc.

Bien que M. Schuman ait refusé la compétence de l'Organisation sur le plan juridique, car les traités de protectorat réservent à la France l'exercice des relations extérieures du Maroc et de la Tunisie, et l'article 2 de la Charte interdit aux Nations Unies d'intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un pays, l'Assemblée se saisit de la question pour voter finalement une motion demandant à la France de hâter l'évolution de ces protectorats vers l'autonomie.

Il faut être désormais persuadé que la France aura à rendre compte sur le plan international de sa gestion des T. O.-M. Le bilan de l'œuvre française accomplie au Maroc et en Tunisie est difficile à établir en termes comptables. Un fait indéniable est que la sécurité apportée par la présence française, qu'elle soit



ou non assujettie de contrainte ou de certains abus, a permis le développement économique et social de ces pays. Depuis 1880, la population de la Tunisie a triplé; celle du Maroc a doublé en vingt ans. Il est regrettable de voir la réussite française critiquée par des pays<sup>1</sup> qui n'ont pu réaliser une œuvre comparable chez eux.

4° L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe s'était attachée aux problèmes posés par les T. O.-M. dépendant des pays membres. L'intégration des territoires d'outre-mer pose des problèmes de structure difficiles à résoudre pour la France et pour la Grande-Bretagne, cette dernière se trouvant déjà liée par les engagements assurant la cohésion du Commonwealth. M. Teitgen a précisé à Strasbourg, en novembre 1952, qu'il apportait l'adhésion de la République française, telle qu'elle est définie par l'article 60 de la Constitution, c'est-à-dire avec la métropole, l'ensemble de l'U. F. O.-M. Cet apport fournira à l'Europe des matières premières et des débouchés qui lui font défaut, mais il ne faudrait pas que les profits se fassent au détriment de l'U. F. Sur ce point, il convient de signaler une décision du Conseil de l'Europe du 14 octobre 1952 envisageant une exploitation des T. O.-M. au bénéfice de la communauté atlantique; elle suggère le développement de la production de matières premières, l'accès des T. O.-M. aux nationaux et aux capitaux des pays européens. Ces mesures sont d'autant plus sérieuses qu'elles concerneront, en pratique surtout, les territoires français. Si elles étaient maintenues, la représentation de la France au Conseil de l'Europe devrait être accrue en fonction de sa nouvelle importance et les dépenses relatives à l'équipement public des T. O.-M. ne devraient pas rester à la charge de la métropole seule.

5° La deuxième session du Haut Conseil de l'U. F. s'est tenue du 20 au 22 novembre. Il a été décidé que la France donnerait son appui aux candidatures des Etats associés aux organismes internationaux. Rappelons que d'après une réponse de M. Letourneau à une question écrite, les pertes du Corps expéditionnaire français en Indochine se sont élevées de 1946 à fin 1951, à 27.562 tués et disparus pour un effectif qui attei-

1. La lettre par laquelle ces pays ont demandé l'inscription de la question tunisienne à l'ordre du jour contient des inexactitudes grossières.

gnait, en 1951, 142.000 unités. Les dépenses militaires de la France en Indochine ont atteint en 1952 quelque 500 milliards de francs. La France poursuit en Indochine un effort qui grève lourdement sa reconstruction propre.

## II. — Aspect métropolitain.

L'Assemblée de l'Union française a été renouvelée le 12 juillet 1952. Sa majorité s'est déplacée vers la droite. Les partis communiste et M. R. P. ont perdu la moitié de leurs membres, l'effectif du R. P. F. a triplé. Le Gouvernement tend de plus en plus à lui soumettre les projets concernant l'U. F. O. M. et à prendre en considération ses avis bien qu'ils n'aient toujours qu'un caractère consultatif.

La composition actuelle de l'Assemblée nationale ne lui permet pas de légiférer pour l'outre-mer avec la compétence et l'objectivité désirables. Les représentants d'outre-mer (13 %) constituent une masse suffisamment importante pour influencer sur le sort gouvernemental. Il est à craindre que leur appui sur des questions d'ordre métropolitain, où ils ne sont pas directement intéressés, ne soit pas toujours sans contrepartie. Par ailleurs, les représentants métropolitains, connaissant mal l'outre-mer, peuvent avoir tendance à décider dans l'optique métropolitaine, en donnant le premier pas aux considérations politiques ou doctrinales. Il est anormal de laisser aux représentants des territoires, dont certains représentent moins de 2.000 électeurs, une si grande influence sur des questions strictement métropolitaines, alors que l'électeur de la métropole n'a aucune action sur les intérêts locaux des territoires. La Constitution serait à réviser sur ce point, en confiant par exemple à l'Assemblée de l'U. F. de réels pouvoirs législatifs pour l'outre-mer, la coordination et l'exécution étant l'œuvre du Haut Conseil.

Les conséquences de certaines lois votées par l'Assemblée risquent d'être très lourdes pour les T. O.-M. Nous insisterons spécialement sur deux d'entre elles : le Code du travail et la loi Lamine Gueye.

Après cinq ans de discussion, un *Code du travail* applicable en principe à tous les salariés des T. O.-M. a été promulgué le 15 décembre 1952. Tout en reconnaissant l'intérêt de ce texte, on regrettera certains articles dont l'application stricte laisse

prévoir de fâcheuses incidences économiques. Ce Code est valable pour l'ensemble des salariés, mais, en fait, en bénéficieront seuls les salariés urbains et ceux des plantations. L'immense masse de la population rurale, qui n'est pas juridiquement salariée, en est exclue. La disparité des salaires sera encore accrue par l'attribution d'allocations familiales aux bénéficiaires du Code. Ce sera une cause supplémentaire à l'exode rural dont les effets sont déjà sensibles : diminution de la production agricole, accroissement du prolétariat urbain. Étendre les avantages familiaux du salarié à la famille au sens coutumier, c'est encourager la polygamie dont on connaît les mauvaises conséquences sociales et vraisemblablement démographiques. Le Code prévoit le contrôle et la centralisation des dossiers des salariés, ce qui sera une opération coûteuse, si elle est faite régulièrement, dans des pays où l'état civil est aléatoire et la main-d'œuvre particulièrement mobile. En fait, l'application stricte de ce Code paraît difficile.

On indiquera plus loin que les budgets de l'Afrique Noire ont été déficitaires en 1952 et qu'une augmentation des recettes paraît peu probable devant la baisse des prix mondiaux des principaux produits d'exportation. A l'aggravation des dépenses entraînées par l'application du Code du travail, va s'ajouter celle qui tient à la *loi Lamine Gueye*, dont on commence d'apercevoir les conséquences. Cette loi crée une situation privilégiée aux fonctionnaires indigènes par rapport aux autres salariés. Elle étend le bénéfice des allocations familiales aux enfants issus des mariages coutumiers et permet ainsi dans un pays à l'état civil inexistant — selon les termes de la lettre adressée par les évêques de l'A. E. F. pour demander la modification de cette loi — un marché éhonté des mères et des enfants. Cette loi, par les allocations et l'extension à de nombreuses catégories de fonctionnaires autochtones d'indemnités et d'avantages divers (par exemple congé dans la métropole), est probablement une des causes principales des déficits budgétaires des territoires.

On comprend mal que les budgets locaux doivent supporter les conséquences financières de lois votées par les Assemblées métropolitaines sans création de ressources correspondantes. La production des territoires ne se développe pas à un rythme suffisamment rapide pour permettre une augmentation de la

fiscalité, leur déficit budgétaire devra finalement être réglé par le contribuable métropolitain. Vouloir imposer avec l'optique de la métropole des textes détaillés applicables à l'ensemble des territoires où les conditions de vie et le développement économique sont à des stades si divers, est désastreux. Il est plus indiqué que les Assemblées métropolitaines se bornent à proposer les cadres des institutions souhaitées pour l'outre-mer et laissent aux Assemblées locales le soin de les adapter à leurs conditions particulières d'évolution.

Il ne faut pas perdre de vue que les monnaies des territoires n'ont pas de garanties propres et que toute inflation ou dégradation des francs locaux se répercute en dernière analyse sur le franc métropolitain. En 1932, l'ensemble des billets en circulation émis dans l'U. F. O.-M. représentaient 17 % de la valeur des billets métropolitains, alors qu'en 1938 ils n'en représentaient que 7 %.

### III. — Principaux aspects économiques des pays de l'U. F. O.-M.

Le premier point qu'il importe de souligner est que l'actuelle documentation chiffrée doit être utilisée avec beaucoup de prudence, car elle est de qualité très inégale, ne reposant souvent que sur des évaluations des plus subjectives et parfois dénuées de valeur. Les statistiques démographiques, les statistiques agricoles, surtout dans les T. O.-M., sont particulièrement mauvaises. Les statistiques douanières sont encore entachées d'erreurs qui enlèvent parfois tout sens aux balances commerciales, qui en sont déduites. Il n'est même pas certain que les statistiques des prix ne subissent un contrôle occulte des autorités. Les statistiques budgétaires elles-mêmes sont d'une lecture difficile. Par ailleurs, il n'existe aucun renseignement en de nombreux domaines. Cette situation est d'autant plus regrettable que les décisions économiques établies sur des bases fausses seront plus vulnérables.

#### A. — DÉMOGRAPHIE.

*Afrique du Nord* : Au Maroc, un recensement, effectué pour la première fois selon une méthode correcte, au début de 1932, a donné une population d'environ 8 millions d'habitants, chiffre inférieur d'environ 10 % aux évaluations antérieures.



Bien que l'état civil<sup>2</sup> fonctionne théoriquement, l'enregistrement est très incomplet et ne permet pas encore de calculer des taux démographiques valables. Des enquêtes limitées permettent toutefois de penser que les taux réels, bien que forts, sont très inférieurs aux évaluations courantes et que l'excédent annuel de la population doit être de l'ordre de 70 à 100.000 unités par an au plus.

Il est probable que la situation est sensiblement la même en Tunisie. Ainsi tous les plans d'équipement, de construction scolaire, d'importation, d'attributions de devises ont été établis pour une population d'effectif mal connu, que l'on savait surestimée, et dont on ignorait la rapidité d'évolution. Un sérieux recensement préalable joint à des études démographiques, aurait orienté les décisions tout en évitant des dépenses compensant largement le coût de ces études antérieures.

En Algérie, où l'excédent annuel des naissances est de l'ordre de 175 à 200.000 par an, l'émigration traditionnelle vers la France, autrefois strictement masculine, tend à devenir familiale<sup>3</sup>, tant par suite de la différence des législations sociales métropolitaines et algériennes (ainsi les prestations versées à un salarié ayant quatre enfants, varient du simple au double, selon que la famille réside en Algérie ou en France) que par désir d'échapper à l'emprise du milieu traditionnel faisant obstacle à l'européanisation des habitudes de vie. Le système actuel d'allocations, qui est une prime à l'émigration familiale, souhaitable tant sur le plan humain que sur le plan économique, devrait tendre à la fixation et l'assimilation de la main-d'œuvre algérienne dans la métropole. Il serait dommage que, sous prétexte d'égalité, des mesures fussent prises pour aboutir à une uniformisation des primes versées dans la métropole et en Algérie.

*Afrique Noire* : La population européenne est en forte augmentation<sup>4</sup>. Elle s'élèverait, au début de 1952, à environ 63.000 en A. O. F., 1.100 au Togo, 12.300 au Cameroun et 23.400 en A. E. F., et aurait approximativement doublé depuis 1946. Les renseignements actuellement disponibles laissent penser que

2. Réorganisé par un dahir du 8 mars 1950.

3. Quelques milliers de femmes en 1952.

4. Recensement de 1951 et 1952.

cette augmentation concerne surtout les femmes et les fonctionnaires.

La population indigène est également en augmentation, mais les évaluations sont sujettes à caution et il est plus prudent de ne pas donner de chiffres.

L'importance numérique de la population indigène concentrée dans les villes est encore faible (4 % en A. E. F. et au Cameroun). L'exode rural tend à s'accroître et provoque, avec la création d'un prolétariat urbain aux conditions de vie misérables, toute une série de problèmes difficiles à résoudre. La préférence donnée à l'équipement sanitaire et social des villes, la concentration dans celles-ci des industries qui emploient la presque totalité des salariés du pays, les salaires urbains d'autant plus élevés que le coût de la vie croît plus vite en ville que dans les campagnes, accentuent ce mouvement et attirent dans les cités une masse instable et déracinée. Cette situation est d'autant plus regrettable qu'elle se fait au détriment des campagnes et il ne faudrait pas oublier que les productions agricoles seront encore longtemps les principales richesses de ces pays.

*Madagascar* : La population européenne est également en augmentation sensible (48.000 Français en 1952 contre 38.000 en 1946). Quant à la population malgache, quelle que soit l'imprécision des statistiques, on peut affirmer qu'elle a cessé d'être stationnaire et qu'elle est en pleine phase de développement. Les excédents annuels de naissances sont passés à plus de 75.000 en 1952. L'évolution constatée récemment laisse penser que la mortalité devrait continuer à baisser et rester inférieure à 20 pour 1.000. La population pourrait doubler en moins de trente ans. C'est là un résultat qui est sans conteste l'œuvre du Service de Santé dont l'activité est intense (plus de 7 millions de consultations par les médecins de l'assistance médicale pour une population de 4.230.000 individus), et dont les résultats sont patents. Signalons seulement que le taux de mortalité, supérieur à 30 p. 1.000 avant 1938, est actuellement inférieur à 15 p. 1.000.

A la différence de nombreux pays en accroissement démographique, Madagascar possède un potentiel économique notable. Il existe encore des terres fertiles, actuellement peu exploitées ou inoccupées qui peuvent être mises en valeur par les Malga-

ches eux-mêmes. Certains projets concernant l'introduction de travailleurs européens paraissent abandonnés. L'immigration étrangère, souhaitable à brève échéance, devra se limiter à un apport de main-d'œuvre de qualité qui servira d'exemple et permettra aux indigènes, en améliorant leur technique, d'arriver par eux-mêmes à un plus haut niveau de productivité.

## B. — PRODUCTIONS AGRICOLES.

### *Afrique du Nord.*

Les productions de céréales, des agrumes et des vins auraient été les suivantes :

	BLÉ DUR		BLÉ TENDRE		ORGE		AGRUMES		VINS	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952
	1.000 tonnes								1.000 hl.	
Algérie ....	624	842	252	309	560	986	269	272	13.710	11.070
Tunisie ....	200	437	120	200	50	350	32	55	650	660
Maroc ....	530	477	307	318	1.617	1.220	183	184	1.020	600
	1.354	1.756	679	827	2.227	2.356	484	491	15.410	12.330

*Le problème des céréales :* Leurs productions ont été sensiblement supérieures à celles de 1951, année de sécheresse, particulièrement en Tunisie. On sait que ces productions, surtout en culture musulmane, dépendent étroitement de la pluviométrie. La culture de l'orge tend à diminuer par rapport à l'avant-guerre, par suite des difficultés rencontrées les années précédentes à l'exportation, et d'une consommation humaine locale moins importante qu'autrefois, reflétant un changement des habitudes alimentaires dues à l'amélioration du niveau de vie.

En Afrique du Nord, et surtout en Algérie, le développement démographique impose celui des ressources alimentaires. Toutefois, le déficit réel entre la production agricole et les besoins locaux est certainement moins accusé qu'il n'apparaît d'après les statistiques et il est facile de s'en rendre compte. Les chiffres officiels font ressortir en année normale un rendement moyen de l'ordre de 10 quintaux à l'hectare en culture européenne pour les céréales. Il est invraisemblable que des cultures faites

par des agriculteurs avertis, de façon rationnelle, avec emploi massif d'engrais, donnent des rendements aussi dérisoires. Des rendements du double sont plus vraisemblables. De même, les statistiques, établies à partir de déclarations pour l'impôt, sous-estiment systématiquement les rendements en milieu musulman. Ceux-ci sont certainement inférieurs aux rendements des cultures à l'européenne, mais sûrement supérieurs aux rendements de 2 à 4 quintaux dont il est fait régulièrement mention. Il semble qu'une production supérieure d'un quart à celle des statistiques officielles soit encore inférieure à la réalité. Quoi qu'il en soit exactement, il est certain, tout au moins en Algérie et dans une mesure moindre en Tunisie, que la production est insuffisante en année moyenne pour satisfaire la consommation locale. Il convient d'accélérer le passage de l'agriculture musulmane d'une économie traditionnelle du type familial à une économie productive du type d'échange. L'œuvre réalisée par les organismes, qui, sous des noms divers, s'occupent de la promotion du paysannat en Afrique du Nord est remarquable. Au début de 1952, on comptait en Algérie 158 secteurs d'amélioration rurale intéressant 135.000 agriculteurs, et au Maroc 34 secteurs de modernisation du paysannat englobant une surface de 66.000 hectares. Bien que limités en nombre, leur influence par l'exemple est très grande. L'action menée par ces Services est multiple : restauration des sols (40.000 ha aménagés au Maroc et en Algérie en 1952), équipement en petite hydraulique, perfectionnement des techniques culturales, équipement collectif des exploitations pour accroître la rentabilité. Ce programme nécessite des dépenses à la charge des Etats, car on ne peut compter sur l'investissement privé, l'épargne étant limitée chez les petits agriculteurs musulmans. Bien que ces dépenses soient relativement faibles, quelques milliards par an, elles ont dû être réduites par les compressions budgétaires et il a fallu amputer les programmes prévus. Il s'agit pourtant de dépenses particulièrement rentables, l'augmentation de la production seule couvrant souvent les frais d'investissements.

*Le problème des débouchés :* La concurrence tant des produits métropolitains que des produits étrangers a rendu difficile l'exportation d'un certain nombre de produits dont la production excède de beaucoup la consommation locale. Les produits



nord-africains sont grevés de frais de transport élevés, que ne subissent pas ceux de certains pays concurrents. Comme ils ne bénéficient d'aucune subvention gouvernementale, les prix à la production, par suite de l'application des lois sociales à la main-d'œuvre agricole, se sont élevés dans des proportions plus fortes que dans certains autres pays où les salariés ne bénéficiaient pas des mêmes avantages. Par ailleurs, le marché métropolitain ne peut plus faire l'objet d'un monopole réservé aux produits nord-africains.

L'entente entre les producteurs nord-africains et métropolitains, devenue une nécessité, s'est affirmée en 1952 et a permis l'amélioration des ventes.

Ainsi pour les agrumes, des accords ont été conclus en 1952 avec les armateurs pour diminuer les taux de fret de 5 à 15 %, et avec les manutentionnaires pour diminuer leur tarif à Marseille de 5 %. Une entente avec l'Espagne a permis de régulariser les importations d'origine espagnole.

Le développement des ventes à l'étranger ne pourra se faire qu'en améliorant les qualités et en assurant la régularité des opérations commerciales.

### *Afrique Noire.*

*Les cultures vivrières* : On est très mal renseigné sur leur importance réelle. Il semble toutefois qu'elles soient en régression, par suite de causes complexes : exode rural, amélioration de la condition sociale de la femme, à qui traditionnellement incombaient ces cultures, amenant une diminution de son travail agricole, changement des habitudes alimentaires se traduisant par une demande accrue de produits importés, rendue possible par un pouvoir d'achat plus élevé. On pourrait concevoir et même désirer que les recettes provenant de cultures d'exportation permettent l'importation de denrées vivrières de haute valeur alimentaire, mais celles-ci sont aléatoires et il serait dangereux de rendre la paysannerie tributaire de l'importation pour sa nourriture essentielle. Si cette tendance se confirme, il y aurait là un fait particulièrement grave pour l'économie de ces pays et rendrait nécessaire la révision profonde de la politique agricole et des plans d'équipement insuffisamment axés sur l'amélioration des conditions de vie rurale.

*Les cultures d'exportation* : Huit produits ont représenté, en

1952, de 85 à 90 % de la valeur du commerce extérieur. 80 % des indigènes en vivent. Les variations de leurs prix sur le marché international ont eu une influence directe sur les quantités produites. Voici quelques indications sur les marchés des oléagineux, du cacao, du coton et des bois. Pour les *oléagineux*, la production est une question de prix, car le producteur, notamment pour les produits de cueillette, peut augmenter sa production s'il se juge payé un prix rémunérateur. La politique de fixation des prix varie annuellement et cette indécision est préjudiciable. Le prix de la dernière traite d'arachide n'ayant été fixé qu'en avril 1952, il est à craindre que ces retards provoquent une diminution de superficies ensemencées. L'année écoulée s'était présentée favorablement. En A. O. F., 670.000 ha ensemencés contre 644.000 en 1951. L'effondrement des prix (de 32 fr. le kg. à fin 1950 à 23 fr. en septembre 1952 pour le palmiste et de 50 fr. à 45 fr. pour l'huile de palme) a provoqué une diminution de la récolte. La baisse a pu être enrayée à la suite d'une mesure administrative n'autorisant l'importation dans la métropole de palmistes étrangers qu'en fonction d'une importation égale en provenance des T. O.-M.

Les cours du cacao depuis la guerre ont été dans l'ensemble très rémunérateurs. La production commercialisée en 1952 sera sensiblement supérieure à celle de 1951 et représente une valeur de près de 25 milliards de francs. Le plan de modernisation avait prévu de porter la production à 125.000 tonnes. Ce chiffre semble supérieur aux débouchés actuellement prévisibles. Les exportations vers la France de 70.000 tonnes en 1950 sont tombées à 45.000 tonnes en 1952, les prix élevés ayant incité les consommateurs métropolitains à restreindre leur consommation. Les prix ont toutefois baissé en 1952 d'environ 10 %. Les exportations sur l'étranger paraissent difficiles à développer, d'une part, par suite de l'accroissement de la production d'autres pays, encouragés notamment par les Etats-Unis qui en sont les principaux importateurs et, d'autre part, par la mauvaise qualité des cacaos produits dans les T. O.-M. (en 1951, 10 % seulement de cacao supérieur au Cameroun contre près de 100 % au Nigéria).

Les mesures prises par l'Administration pour encourager la culture du coton ont été heureuses. La production de 1952 (plus de 100.000 tonnes de graines en A. E. F.) sera supérieure à celle

de 1951. Comme le coton se cultive dans les régions de culture riche d'exportation, il fallait garantir aux indigènes un prix à la production rémunérateur et dénué d'aléas. La Caisse de soutien instituée en 1946 y est arrivée, facilitée peut-être par le fait que les prix n'ont cessé de monter. En 1952, le prix fixé de 28 fr. C. F. A. contre 16 fr. en 1951, a encouragé les producteurs. Cette production est intéressante et pour les territoires, car elle permet une industrialisation locale (en A. E. F., 33 usines d'égrenage en activité en 1952, une usine de textile comprenant 120 métiers, actuellement achevée, fonctionnera en 1953), et pour la métropole qui devrait trouver une source d'approvisionnement payable en francs (actuellement 90 % de ses besoins sont payés en devises).

En 1952, la *production forestière* a subi une crise sérieuse. Les exportations ont diminué de près de 30 %. Devant l'importance des stocks, l'abattage de l'okoumé avait dû être interdit en mai 1952, et il n'a pu être autorisé en fin d'année qu'à un rythme réduit. L'offre mondiale accrue a fait baisser les prix, de l'ordre de 30 à 40 % pour les bois d'ébénisterie, à un niveau inférieur aux prix de revient des producteurs africains. Poussés par les perspectives d'accroissement prévues dans le plan d'équipement, les industriels ont importé du matériel dont les frais d'amortissement élevés, joints à l'augmentation rapide des salaires et à la hausse du fret, ne leur permettent pas de lutter contre la concurrence des territoires britanniques. Par ailleurs, le marché métropolitain a été ouvert aux bois étrangers. La situation paraît devoir s'améliorer en 1953.

#### *Autres pays d'outre-mer.*

On se bornera aux deux indications suivantes :

A *Madagascar*, les exportations de produits agricoles sont de l'ordre de 450.000 tonnes, alors qu'avant la guerre elles étaient de 250.000 tonnes. L'exportation de manioc et de maïs est presque arrêtée par suite de leur haut prix de revient local, qui ne leur permet pas d'entrer en concurrence sur le marché métropolitain avec les produits étrangers. Les plantations de café ne sont pas encore reconstituées. La consommation locale de riz et de produits animaux s'est accrue.

En *Indochine*, malgré les événements militaires, les planta-

tions de caoutchouc sont partiellement exploitées et l'on peut compter sur une exportation du même ordre que celle de 1951 (soit 53.000 tonnes).

Il est très difficile d'évaluer objectivement le niveau moyen de l'alimentation des indigènes. La F. A. O. publie régulièrement des bilans alimentaires, calculés d'après les statistiques agricoles et, par suite, grossièrement sous-estimés, qui attribuent à nos populations une ration moyenne inférieure à celles de certains pays orientaux. Il est probable que l'alimentation est en moyenne mal équilibrée et qu'il y a généralement carence en produits animaux, car, quelles que soient les évaluations vraisemblables faites pour les productions animales, la ration moyenne reste très faible. Il semble que les produits végétaux seraient consommés en quantités suffisantes, sous réserve qu'il s'agit d'une moyenne, car il y a des périodes d'abondance où les produits se perdent et des époques de disettes plus ou moins prononcées. La disparité des revenus entre les diverses catégories de travailleurs est accentuée et il est probable qu'à certaines époques, notamment avant la récolte, une partie de la population ayant épuisé ses réserves alimentaires et les possibilités de crédit, doit se contenter d'une nourriture réduite.

Les comparaisons avec l'étranger faites en se fondant sur des considérations de moyenne sont peu valables pour des pays où les conditions sont extrêmement diverses. Il faut surtout se garder de généraliser les conditions observées dans le prolétariat urbain à l'ensemble des campagnes.

L'Assemblée de l'Union française a attiré l'attention en 1952 sur les progrès de l'alcoolisme en Afrique Noire où les importations de vins et spiritueux sont en forte augmentation.

#### Importations de vins et spiritueux en Afrique Noire.

(En milliers d'hectolitres.)

	VINS		BIERE		ALCOOL	
	1938	1952	1938	1952	1938	1952
A.O.F. ....	114	351	21,6	92	6	19
Togo .....	3	3	2,5	10	1	4
Cameroun ....	44	49	5,7	33	0,6	3
A.E.F. ....	23	17	5,4	67	1	3



A cela s'ajoute une production locale de bière due à la création récente de brasseries et une production locale d'alcools, plus ou moins clandestine, et qui paraît assez élevée.

Bien que cette augmentation des importations s'explique en partie par l'accroissement de la population européenne dans ces territoires, elle correspond certainement à une augmentation de la consommation indigène. Ramenée à la population totale, la consommation par tête resterait encore très acceptable; mais, en fait, ces produits n'atteignent pas les campagnes et sont essentiellement consommés par la population urbaine. Au cours du premier semestre 1952, les droits de douane à l'importation de boissons alcooliques ont été augmentés, mais la hausse des prix ne paraît pas suffisamment efficace. Le remède à un tel état serait dans la diffusion de boissons non alcoolisées à bas prix, mais surtout dans l'interdiction de la consommation, ce qui paraît actuellement irréalisable sur le plan politique.

Dans les Départements d'outre-mer, la consommation de rhum continue à atteindre des niveaux particulièrement élevés. L'efficacité des mesures que l'on pourrait envisager paraît bien aléatoire.

#### C. — PRODUCTIONS MINIÈRES.

La recherche des gisements pétrolifères, l'exploitation de produits miniers lourds dans des régions éloignées des ports et des voies ferrées, nécessitent un effort financier qui dépasse les possibilités propres des territoires et très souvent des capitaux privés nationaux français. Initialement, l'appel aux capitaux étrangers n'était envisagé que garantis par des mesures assurant le contrôle français et limitant le rapatriement des bénéfices. Ces réserves n'ont pas incité les capitaux étrangers à s'investir dans des exploitations nouvelles, et il a fallu leur assurer une plus large indépendance, sous une forme plus ou moins avouée. On ne connaît pas le montant total des investissements étrangers ainsi réalisés, mais il est notable (ex. : recherche pétrolifère en Afrique du Nord, mines de bauxite de Loos, prospection de diamants industriels, manganèse d'A.O.F., mines de Mauritanie, etc.). Ces participations, nécessaires, sont, malgré tout, inquiétantes, car il n'est pas certain que l'Administration qui participe à la gestion de ces nouvelles entreprises

par des organismes semi-officiels puisse faire prévaloir son point de vue devant les intérêts de ces groupements financiers. Toutefois, cette menace est la même que celle qui pèse sur les autres exploitations entièrement créées par des capitaux privés, qui peuvent être rachetées par des groupes étrangers et dont la production serait ensuite limitée selon les intérêts de ces groupes. Ainsi il semblerait que la diminution constatée dans la production de nickel de Nouvelle-Calédonie tiendrait à une telle raison, la société exploitante dépendant d'un groupe étranger. Il y aurait lieu d'envisager un système de nationalisation de ces exploitations en vue de permettre à la métropole de tirer le maximum de ressources de ces territoires avant d'être obligée d'importer de l'étranger.

### *Afrique du Nord.*

Pour les principaux minerais, la variation entre 1938 et 1952 a été la suivante :

	MAROC		ALGÉRIE		TUNISIE	
	1938	1952	1938	1952	1938	1952
Milliers de tonnes						
Phosphates ..	1.487	4.367	584	693	2.034	2.255
Minerai de fer .....	262	654	3.034	3.085	825	977
Minerai de plomb .....	26	415	8	7	32	37
Manganèse ..	80	405	»	»	»	»
Pétrole .....	5	401	»	»	»	»
Houille .....	441	431	43	269	»	»

La production des phosphates semble avoir actuellement atteint un palier, les exportations sur l'étranger étant limitées par la pénurie générale des devises. L'équipement actuel des mines nord-africaines permettrait de satisfaire une demande bien plus forte.

On sait qu'un grand nombre d'exploitations minières nord-africaines sont des exploitations marginales, qui ne sont rentables qu'en période de forte demande mondiale, leur prix de revient étant grevé de frais de transports très élevés. Pour y remédier, les installations sont progressivement modernisées. Pour 1952, signalons la mise en service de la laverie de Bou Beker (2.000 t. par jour) qui place ce centre parmi les cinq

premières mines de plomb et de zinc du monde, la construction de voies ferrées pour évacuer le charbon de Djérada, le début des travaux d'agrandissement du port de Nemours permettant l'évacuation des minerais du sud oranais, la construction d'un téléphérique pour les manganèses de l'Atlas, dont le coût actuel de transport par camions quintuple le prix de revient.

On connaît actuellement d'importants gisements miniers dont l'exploitation ne peut être entreprise, car leur situation dans des régions inhabitées, privées d'eau et sans moyens de transport, les rendrait d'un prix de revient inacceptable. Il a été question de créer des combinats industriels dans des régions pré-sahariennes, où il existe des gisements de fer, de houille et probablement d'autres minerais. *Dans l'état actuel des connaissances des gisements*, il ne semble pas qu'une telle création soit économiquement viable. Il faudrait trouver des minerais particulièrement recherchés ou d'une teneur très élevée. Seules des considérations d'ordre stratégique paraissent éventuellement justifier cette entreprise. N'oublions pas que le plan des T. O.-M., lancé sur des études incomplètes, fut justifié par la nécessité d'un acte de foi; on en aperçoit actuellement le coût.

#### *Autres territoires.*

En Afrique Noire, en 1952, les premières réalisations dues aux efforts antérieurs de prospection et de modernisation ont commencé à dépasser le stade expérimental. En septembre 1952, a débuté l'exportation des bauxites des mines de Loos (Guinée), elles sont prévues pour 300.000 tonnes en 1953. La production de phosphates a triplé. En même temps se poursuit la recherche minière; on citera notamment le forage de puits de pétrole au Gabon. L'étude des gisements de cuivre de Mauritanie terminée, une société d'économie mixte a été créée en fin 1952 pour en commencer la réalisation. Les difficultés d'enrichissement du minerai sur place et de l'évacuation des minerais sont très grandes et il n'est pas certain que l'exploitation soit effectivement entreprise.

A Madagascar, les exportations ont eu tendance à baisser en fin d'année par suite de la réduction de la demande américaine. Les prospections de gisements d'uranium ont commencé à donner des résultats. Le principal problème en suspens est

celui de l'exploitation des gisements houillers de la Sokoa. Un marché avait bien été passé en 1947 pour la mise en valeur totale, mais il n'a pas encore été exécuté. L'Assemblée représentative du territoire paraît décidée à se lancer dans une réalisation partielle, qui paraît très aléatoire au point de vue économique et risque d'être faite aux frais de la métropole.

#### D. — ASPECT FINANCIER.

On se bornera à deux points essentiels :

1° La plupart des T. O.-M., et spécialement ceux d'Afrique Noire, ont eu des difficultés accrues pour équilibrer leur budget. Certains d'entre eux n'y sont arrivés qu'avec l'aide de la métropole qui, sous des artifices divers, a pris en charge une partie des dépenses à laquelle elle n'était pas tenue. Les dépenses budgétaires se sont accrues, par suite des dépenses de fonctionnement des installations nouvellement créées dans le domaine social ou économique, mais non rentables, telles que l'entretien des nouvelles routes, et surtout par suite de l'augmentation des traitements payés aux fonctionnaires. Les dépenses à ce titre constituent en 1952 plus de 55 % des budgets, alors que le personnel ne représente même pas un demi-centième de la population. Les recettes, composées entre 50 % (A. O. F.) et 65 % (A. E. F.) d'impôts indirects sur les produits importés et exportés, n'ont pu être augmentées dans une proportion suffisante pour couvrir le déficit budgétaire; par suite de la baisse des principaux produits exportés, il a fallu réduire les droits à l'exportation. Il semble difficile d'accroître beaucoup les recettes, d'autant plus que pour hâter la mise en valeur des territoires on avait consenti des exemptions d'impôt sur les bénéfices réalisés avec des capitaux nouvellement investis. A présent, les dépenses vont se trouver aggravées par les annuités de remboursement des avances accordées par le F. I. D. E. S. Les recettes procurées par l'augmentation de la production et de l'activité économique, due aux réalisations du plan, sont encore loin de répondre aux prévisions initiales. Le déficit s'accroîtra tant que se prolongera la baisse des prix à l'exportation, et la métropole devra le résorber.

2° Pour la première fois depuis son autonomie, le Viet-Nam a publié, en août 1952, un projet de budget s'élevant à 36 mil-



liards de francs pour les dépenses civiles et 43 milliards pour les dépenses militaires, dont le tiers à la charge de la France. Les deux tiers des recettes proviennent des douanes. Comme les taxes sont également perçues sur les importations destinées aux besoins des troupes françaises, c'est, en réalité, la métropole qui finance une bonne part du budget vietnamien.

La Banque de l'Indochine a cessé son activité en tant que banque d'émission, où elle est remplacée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1952 par un Institut d'émission. La valeur de la piastre indochinoise est garantie par une couverture de 51 % constituée actuellement presque uniquement par des francs.

Les dépenses de la France pour l'Indochine se sont montées en 1952 à environ 500 milliards de francs, dont la moitié effectuée sur place. Le déficit des transferts avec la France s'est aggravé, passant de 120 milliards de francs en 1951 à 150 milliards au moins en 1952 par suite de transferts spéculatifs qui s'effectuent au taux officiel de 17 francs pour une piastre, alors que le taux appliqué sur les marchés orientaux voisins est moitié moindre. Une réglementation devrait intervenir pour limiter ce trafic de piastres soit en bloquant les fonds provenant des dépenses militaires pour les affecter à des dépenses autorisées, soit en dévaluant la piastre par rapport au franc. Il est à craindre que cette dernière mesure amènerait une hausse des prix qui paraît difficilement acceptable sur le plan politique.

#### CONCLUSION.

En 1952, un certain malaise s'est abattu sur la plupart des pays d'outre-mer tant sur le plan politique que sur le plan économique. Il tient en grande partie à l'action désordonnée du Parlement métropolitain. Il paraît de plus en plus nécessaire de définir une politique cohérente et surtout de la poursuivre avec une certaine continuité. Ceci suppose une seule administration chargée de suivre l'ensemble des problèmes intéressant l'U. F. O.-M. sous les directives et le contrôle d'une Assemblée centrale spécialisée.

Jacques PELLIER.

# MONNAIE ET FINANCES

---

## LÉGISLATION ET POLITIQUE FISCALES

---

SOMMAIRE. — *Refus d'un nouvel effort fiscal. — Majoration de recettes. Allègements fiscaux. — Amnistie fiscale.*

Tout comme au cours de l'année 1951, la législation fiscale pendant l'année 1952 n'a comporté aucune modification profonde du régime d'imposition.

L'année pourrait être définie très exactement comme une *année d'attentisme fiscal*.

Sur le plan juridique, la réforme fiscale depuis longtemps à l'ordre du jour a été discutée à nouveau mais n'a pas été réalisée en 1952. La loi de finances n'a été votée que le 14 avril, ce qui constitue d'ailleurs un progrès par rapport à l'année 1951, où ce vote n'avait eu lieu que le 24 mai.

Sur le plan économique, la politique fiscale adoptée et maintenue au cours de l'année 1952 peut être essentiellement caractérisée d'un point de vue négatif : le refus d'un effort fiscal nouveau important.

Les charges budgétaires ayant été par ailleurs accrues, en raison de la poursuite d'une politique de réarmement et même, en Indochine, de guerre, des recettes supplémentaires ont été cherchées hors des ressources fiscales par appel à l'emprunt. Pour favoriser les souscriptions, une large politique d'amnistie a été lancée.

*L'immobilisme fiscal*, marque essentielle de l'année 1952, s'exprime de deux manières : d'une part, par une politique de reconduction fiscale; d'autre part, par une politique d'amnistie.

Ces deux aspects seront successivement présentés, et l'échec de la réforme fiscale projetée indiqué en conclusion.

### I. — La politique de « reconduction fiscale ».

La politique de reconduction fiscale se présente sous une triple forme. Si, en effet, elle est exclusive d'un grand effort fiscal nouveau, elle comporte toutefois des majorations de recettes et fait place à des mesures d'allègements.

#### A. — LE REFUS D'UN EFFORT FISCAL NOUVEAU.

Les prévisions budgétaires pour l'exercice 1952 avaient été établies par le ministère Pleven en nette augmentation sur 1951 et il était apparu nécessaire au gouvernement de demander un accroissement de l'effort fiscal, primitivement évalué à 200 milliards sans compter 70 milliards à provenir de la majoration des prix des tabacs et de la prolongation de l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers. Le projet définitif était plus modeste, les augmentations d'impôts demandées par M. René Mayer représentant exactement 202 milliards mais étant accompagnées de dégrèvements atteignant 56 milliards, d'où une charge fiscale supplémentaire nouvelle, résultant d'un tour de vis fiscal de 146 milliards.

Le cabinet Pleven s'étant retiré, le gouvernement Edgar Faure présenta à son tour un accroissement de l'effort fiscal, mais d'une ampleur un peu moindre. La lettre rectificative du 10 février prévoyait, en effet, seulement 182 milliards d'impôts nouveaux et en même temps des dégrèvements de 53 milliards, ce qui faisait apparaître un supplément de charges fiscales de 129 milliards. Les 182 milliards de ressources nouvelles devaient être obtenus par le moyen du tour de vis fiscal, avec une majoration de 10 % de la taxe à la production, de la taxe proportionnelle, de la surtaxe progressive et du versement forfaitaire sur les salaires, à concurrence de 107 milliards et pour 53 milliards en portant de 34 à 40 % l'impôt sur les sociétés et personnes morales. Enfin, par des augmentations de taxes et droits divers<sup>1</sup> étaient obtenus 22 milliards supplémentaires.

1. Devaient être touchés par la majoration : le permis de conduire, le permis de chasse, les passeports, les droits de timbre, les droits sur les apéritifs. En outre, un droit devait être institué sur les ventes des voitures d'occasion.

Ce second projet gouvernemental, émanant d'un nouveau ministère, n'a pas reçu l'agrément de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale qui proposa au contraire des mesures d'économie, à concurrence de 67 milliards.

Le ministère Edgar Faure fut renversé sur ses projets fiscaux et financiers le 29 février 1952, et le troisième gouvernement, qui a été amené à présenter le budget de 1953, a dû tenir compte de l'hostilité que manifestait la majorité de l'Assemblée à l'égard de l'accroissement de la pression fiscale<sup>2</sup>. Aussi, dans sa déclaration d'investiture, le président Pinay avait-il affirmé son intention d'équilibrer le budget au moyen d'économies et de recours à l'emprunt, sans recourir à un important effort fiscal supplémentaire<sup>3</sup>. La promesse a été à peu près entièrement tenue et le budget de 1953 ne comporte pas, au point de vue de la pression fiscale, une charge plus lourde que celle de 1952.

Toutefois, si le projet du gouvernement Pinay, qui a finalement été adopté, exprime une politique de *reconduction fiscale* par rapport à l'année 1951, il convient de noter que ce principe n'exclut ni des majorations de recettes, ni des allègements qu'il convient d'étudier.

2. La pression fiscale et parafiscale n'a cessé de s'accroître en France depuis 1946. Le tableau suivant publié dans *Statistiques et études financières*, supplément statistique nos 11-12 de 1951, p. 44, l'indique très nettement :

*Pression fiscale et parafiscale.*

1° En pourcentage du revenu national net au coût des facteurs :

	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne
1946 .....	23,5	43,2	27,9
1950 .....	38,6	41,6	28,4
1951 .....	38,2	39,7	27,8

2° En pourcentage du produit national brut au prix du marché :

	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne
1946 .....	20,2	35,2	23,8
1950 .....	29,8	33,3	24
1951 .....	29,6	32	23,5

On remarque donc qu'en France la pression s'est accrue dans une proportion qui selon la méthode suivie, est de 46 ou 62 %.

3. « Le budget de 1953 pourra être ainsi financé partiellement par l'emprunt, et la charge du contribuable pourra être allégée », dans *Déclaration d'investiture du 6 mars 1952*, J. O., Débats, Assemblée nationale, p. 1182.



## B. — LES MAJORATIONS DE RECETTES.

Les majorations de recettes qui figurent dans le budget de 1953 peuvent être classées sous trois rubriques complètement distinctes : les majorations purement prévisionnelles, les majorations provenant de l'accélération du recouvrement, et enfin les majorations réelles appelées « aménagements fiscaux ».

a) *Les majorations prévisionnelles.*

Il s'agit ici d'une simple révision des évaluations pour un système de recettes demeuré inchangé. En d'autres termes, étant donné le système fiscal de 1951, les majorations prévisionnelles consistent à prévoir, pour l'application en 1952 de ce système, un rendement meilleur que celui de 1951. Les recouvrements de 1951, appréciés sous forme de résultats provisoires, se sont élevés, après déduction des fonds de concours, à 2.305 milliards. Les prévisions pour l'année 1952 ont été fixées beaucoup plus haut. Les recettes budgétaires de 1951, reconduites puis corrigées pour tenir compte de l'évolution des prix et de la production, ont été évaluées à 2.763 milliards<sup>4</sup>. Le gouvernement de M. Pinay s'est montré, en la matière, infiniment plus optimiste que les deux gouvernements précédents qui avaient évalué les recettes sur la base des résultats de l'exercice 1951. Des plus-values substantielles étant apparues dans les recouvrements budgétaires des premiers mois de 1952 ont été ainsi prises en considération, en raison du retard mis à voter le budget et, finalement, les recettes budgétaires de 1951 ont été extrapolées<sup>5</sup>.

4. Les renseignements donnés au texte sont extraits de *Statistiques et études financières*, n° 42, juin 1952, p. 504-505. Les recettes budgétaires normales ont été prévues par la loi de finances du 14 avril 1952, état B, à 2.773.241.781.000 (J. O. 13 avril, p. 3939). L'excédent de 10 milliards environ des recettes finalement prévues par rapport à la simple reconduction (y compris 30 milliards attendus d'une amélioration dans l'exactitude des déclarations) provient de ce que les allègements fiscaux, malgré diverses augmentations de certains impôts ou l'accélération des recouvrements a entraîné une moins-value de 23,5 milliards compensés par des suppléments de recettes de 33,5 milliards, à raison de 17,5 milliards provenant du maintien du régime provisoire de recouvrement de la taxe proportionnelle sur les revenus des valeurs mobilières; ainsi se trouve dégagée une plus-value de 10 milliards qui, s'ajoutant à la reconduction extrapolée 2.763, donne bien 2.773 milliards, pour s'exprimer en nombres arrondis.

5. Voir *infra*, note 30, le tableau des recettes effectives de 1952; il démontre le danger de la méthode d'extrapolation.

Cette extrapolation est indiquée pour partie, d'une manière fort discrète d'ailleurs, dans l'article 28 de la loi de finances indiquant que l'évaluation de

Le procédé n'est pas, en soi, sans danger; il semble avoir été particulièrement critiquable dans le cadre même de l'expérience de baisse annoncée par le gouvernement et qui devait avoir pour naturelle conséquence une diminution du rendement des impôts les plus sensibles à la conjoncture.

Avec ces majorations de recettes de caractère aléatoire et éventuellement fictif, il ne faut pas confondre une majoration à la fois réelle et apparente qui constitue tout simplement un transfert au budget général de recettes antérieurement affectées au fonds d'investissement routier. L'article 8 de la loi de finances, revenant en partie sur une affectation de recettes au fonds d'investissement routier, dégage sans augmentation d'impôts une plus-value de 17,5 milliards de recettes au profit du budget général<sup>6</sup>.

*b) Les majorations provenant de l'accélération du recouvrement.*

Le procédé d'augmentation des recettes fiscales au cours d'un exercice, sans modification de l'assiette ou du taux de l'impôt, par changement des mécanismes et délais de recouvrement, a été utilisé à deux reprises pour l'exercice 1952. Les deux hypothèses méritent d'être distinguées.

— La première application de l'idée d'accélération du recouvrement a été faite par un décret du 29 février 1952 modifiant le régime du versement des acomptes au titre de l'impôt sur les sociétés. Le texte est une mesure de circonstances. Il a constitué une sorte de « flèche du Parthe » de la part du gouvernement Edgar Faure qui s'était retiré, précisément le 29 février, après le rejet par l'Assemblée nationale de l'article 69 du projet de loi de finances qui prévoyait des majorations de taux des impôts. Il a été présenté par le gouvernement comme une augmentation des recettes fiscales « suivant les moyens dont il disposait ». Il a permis de dégager pour l'année 1952 8 milliards

2.773 milliards tient compte : « à concurrence de 60 milliards de francs des plus-values à provenir de la mise en application du plan de lutte contre la fraude fiscale; à concurrence de 30 milliards de francs des plus-values à attendre d'une amélioration dans l'exactitude des déclarations fiscales ». L'état B fait apparaître dans une rubrique particulière cette dernière plus-value.

6. Le taux de prélèvement sur le produit des droits pétroliers intérieurs avait été fixé à 18 % par l'article 20 de la loi n° 52-1 du 3 janvier 1952, loi de développement relative aux crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952. Il a été ramené à 10 %. En outre, l'article 8 de la loi de finances prévoit que les dispositions relatives au prélèvement entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1952.

de ressources nouvelles. Du point de vue technique le texte marque une intervention très nette du pouvoir exécutif dans le domaine fiscal. L'emploi du procédé du décret a été possible parce que les règles du recouvrement des impôts sur les sociétés figurent dans l'Annexe III du Code général dont les dispositions peuvent être modifiées par décret. Le texte émanant du gouvernement démissionnaire est certainement en contradiction avec les désirs de la majorité politique qui ne voulait pas d'impôts nouveaux et refusait d'aggraver la charge fiscale des entreprises. L'accélération du recouvrement, sans constituer un impôt nouveau, a aggravé sensiblement la charge fiscale pour l'exercice considéré<sup>7</sup>.

— La seconde application de l'idée d'accélération du recouvrement des impôts a été faite par la loi de finances elle-même, en ses articles 29 et 30.

L'article 29 a modifié les conditions d'exigibilité des impôts directs perçus par voie de rôle qui étaient déterminées antérieurement par l'article 1663 et la majoration de 10 % qui frappait le règlement en retard est désormais appliquée le 15 du troisième mois suivant la mise en recouvrement des rôles. La formule nouvelle aboutit à faire payer au cours de l'année 1952 encore les impôts dont les rôles sont mis en recouvrement en septembre. Elles entraînent donc pour l'exercice une plus-value qui a été évaluée à 8 milliards.

Ces deux procédés d'accélération du recouvrement ont un peu l'allure d'expédients et font songer à la formule de Rabelais : « manger son blé en herbe ».

### c) *Les aménagements fiscaux.*

A la différence des procédés précédents, les aménagements fiscaux contiennent purement et simplement des majorations d'impôts, sans en porter le nom. Ces aménagements concernent à la fois les impôts directs et les impôts indirects, mais l'accroissement de la charge fiscale est beaucoup plus lourd pour

7. Sous le régime antérieur, les acomptes concernant l'impôt d'un exercice étaient versés au titre de cet exercice en mai, août et novembre de l'exercice, et le quatrième en février de l'année suivante. Le décret du 29 février a prévu que l'acompte à verser en février 1952 serait versé, non plus au titre de 1951, mais au titre de 1952.

Pour une société ayant fait en 1951 120 millions de bénéfices, elle aurait versé sous l'ancien système, en 1952, 44.680.000 francs; avec le nouveau système, elle verse 52.840.000 francs (Cf. *Le Monde*, 2 mars 1952).

les impôts indirects que pour les impôts directs. Il n'est demandé à ces derniers que 3 milliards supplémentaires sur un total de 14,5.

En matière d'*impôts directs*, l'aménagement est très réduit et concerne l'assiette de l'impôt, l'article 31 de la loi de finances abrogeant les dispositions de l'article 237 du Code général, en ce qui concerne les immeubles figurant à l'actif des entreprises industrielles ou commerciales autres que les sociétés immobilières. L'assiette accrue de la matière imposable résultant de la prise en considération du revenu réel de ces propriétés a pour conséquence une augmentation des recettes fiscales évaluées à 3 milliards<sup>8</sup>.

Pour les impôts indirects, des recettes nouvelles sont trouvées par relèvement des droits indirects, des droits de timbre et des droits de douanes (art. 32, 33, 34, 35 et 37) pour un total de 5 milliards.

Une somme de 2 milliards 700 millions est attendue d'un aménagement particulier de la protection douanière du raffinage et de modifications des taxes intérieures de consommation (art. 38).

Enfin, le droit de timbre sur les cartes grises est largement majoré par l'article 36 et fixé, en principe, à 1.000 francs par CV. On évalue à 3 milliards 800 millions les recettes supplémentaires correspondantes.

Le total des « aménagements fiscaux », c'est-à-dire des majorations proprement dites, est donc très modeste, s'élevant à moins de 15 milliards, alors que les gouvernements précédant celui de M. Pinay demandaient plus de 180 milliards de recettes nouvelles pour le second d'entre eux et plus de 200 pour le premier.

La politique des gouvernements précédents, abandonnée sur le plan des majorations fiscales, a été au contraire intégralement maintenue sur le plan des allègements.

8. L'article 237 du C. G. I. prévoyait que les majorations de loyers intervenues après le 31 décembre 1947 en ce qui concerne les locaux ou immeubles à usages commercial et industriel ou artisanal ne pouvaient donner lieu à une majoration d'impôt.

On remarquera que du point de vue de la technique fiscale, l'article 31 de la loi de finances de 1952, dans son alinéa 2, respecte formellement le principe de non-rétroactivité de la loi en indiquant « les bénéfices ou revenus imposables de l'année 1951 et des exercices clos au cours de ladite année seront déterminés sans tenir compte » des modifications nouvelles ».



## C. — LES ALLÈGEMENTS FISCAUX.

La politique de rigueur fiscale des gouvernements Pleven et Edgar Faure était quelque peu tempérée par la place faite dans les projets soumis à l'Assemblée par ces gouvernements d'allègements fiscaux pour une valeur de 53 milliards dans les projets Pleven et de 56 milliards dans les projets Edgar Faure.

Bien que le gouvernement Pinay ait abandonné la politique de rigueur fiscale, la politique d'allègements a été maintenue pour une valeur sensiblement égale, l'ensemble des allègements ayant été évalué à une moins-value fiscale chiffrée à 54 milliards<sup>9</sup>.

Ces allègements concernent essentiellement la surtaxe progressive et les droits de succession. Ils étendent en outre le régime du forfait pour les bénéfices industriels et commerciaux des personnes physiques et tentent de résoudre le problème délicat de l'évaluation des stocks. Enfin, l'article 45 de la loi de finances a confié à des décrets le soin de simplifier et rationaliser les règles de procédures d'imposition des capitaux mobiliers dans le dessein de développer l'épargne.

a) *Allègement de la surtaxe progressive.*

La surtaxe progressive apparaît comme excessive et aboutissant à fausser la répartition de l'impôt, au lieu d'assurer plus de justice selon le dessein primitif de Caillaux dans ses projets d'impôt général sur le revenu. M. Barangé, rapporteur général de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, avait fait remarquer, au début de l'année 1952, que 78 % des contribuables à la surtaxe, en 1950, étaient des salariés. A l'impératif social de diminution du taux s'ajoutait d'ailleurs un argument d'ordre économique. La hausse nominale des revenus rendait nécessaire une modification de l'abattement à la base et l'élargissement des tranches. Les réformes introduites ont agi en ce double sens.

Elles sont complétées par deux dispositions qui aboutissent à réduire l'assiette de l'impôt.

L'abattement à la base fixé à 120.000 francs par le C. G. I. (Décret du 6 avril 1950), porté à 140.000 francs par la loi de

9. Cette valeur, comme les précédentes, est extraite de *Statistiques et études financières*, n° 42, p. 504-505.

finances du 24 mai 1951, est élevé à 180.000 francs, et même un mécanisme d'ailleurs inutilement compliqué<sup>10</sup> de décote dégressive exonère le contribuable de tout paiement lorsque son revenu net global par part de revenus est inférieur ou égal à 220.000 francs et le fait bénéficier d'un taux réduit lorsque ce revenu est inférieur ou égal à 260.000 francs.

L'élargissement des tranches d'imposition et allègement apparaît nettement sur le tableau comparatif suivant :

*Loi du 24 mai 1951.*

Tranche de revenu imposable	Taux
0-140.000 .....	0
140.000-300.000 .....	10 %
300.000-500.000 .....	15 %
500.000-750.000 .....	20 %
750.000-1.200.000 .....	30 %
1.250.000-2.500.000 .....	40 %
2.500.000-5.000.000 .....	50 %
Au-delà de 5.000.000 .....	60 %

*Loi du 14 avril 1952.*

Tranche de revenu imposable	Taux
0-180.000 .....	0
180.000-350.000 .....	10 % <sup>11</sup>
350.000-600.000 .....	15 %
600.000-900.000 .....	20 %
900.000-1.500.000 .....	30 %
1.500.000-3.000.000 .....	40 %
3.000.000-6.000.000 .....	50 % ou 55 %
Au-delà de 6.000.000 ..	60 % ou 70 %

L'assiette de l'impôt a été légèrement réduite par l'article 39, § II, de la loi de finances exonérant de la surtaxe comme ils l'étaient déjà de la taxe proportionnelle les intérêts des sommes inscrites sur les livrets de caisse d'épargne.

En outre, la déduction forfaitaire pour frais professionnels qui diminue d'autant les revenus imposables est portée à 10 % de la fraction des revenus du travail ne dépassant pas 2 millions

10. L'article 39-IV de la loi de finances dispose : « Lorsque le montant de la surtaxe progressive n'excède pas 4.000 francs par part entière de revenu, la cotisation correspondante n'est pas mise en recouvrement. Lorsque ce montant est compris entre 4.000 francs par part et 8.000 francs par part, la cotisation correspondante est établie sous déduction d'une décote égale à la différence existant entre le chiffre obtenu en multipliant le nombre de parts par 8.000 francs et ledit montant. » Ce texte mérite d'être cité comme le symbole même d'une disposition fiscale inutilement compliquée. On notera tout d'abord l'emploi du mot « cotisation » pour impôt ou contribution, ce qui constitue une incorrection de langue. Quant au calcul, il eût été plus simple de dire que la fraction de revenu par part inférieure à 220.000 francs est exonérée et que la fraction comprise entre 260.000 et 220.000 francs est frappée d'un taux réduit, le taux de 10 % ne s'appliquant qu'entre 350.000 et 260.000.

On remarquera une autre étrangeté, le § III de l'article 39, au lieu de prendre en considération les tranches de part de revenu résultant de l'application du quotient familial, prend pour l'établissement du barème le montant total des revenus des contribuables dont la situation de famille est caractérisée par le coefficient fiscal 2. C'est une complication de plus. Nous avons rétabli dans le tableau qui figure au texte un mode de calcul plus logique et qui permet la comparaison avec le régime antérieur.

11. Sous réserve des décotes indiquées dans la note précédente.

et à 5 % au-dessus de 2 millions, alors que le régime antérieur limitait la réduction de 10 % aux premiers 500.000 francs <sup>12</sup>.

L'allégement de la surtaxe progressive est considéré comme particulièrement important, puisqu'il est évalué comme aboutissant à une perte de recettes fiscales de 37 milliards, sur un ensemble d'allègements de 54, soit un peu plus des deux tiers.

b) *Extension des forfaits.*

Le régime des forfaits constitue une faveur pour le contribuable qui est taxé sur un bénéfice forfaitaire très largement inférieur à son bénéfice réel. La loi de finances du 24 mai 1951 avait porté à 8 et 2 millions, suivant les cas, les montants des chiffres d'affaires au-delà desquels le régime d'imposition devait être celui du bénéfice réel. L'article 41 de la loi de finances de 1952 porte ces valeurs respectivement à 10 millions et 2 millions 500.000 francs. L'imposition au forfait d'un plus grand nombre de contribuables est une mesure contestable. Elle ne figurait pas dans les projets antérieurs.

c) *L'allégement des droits de succession et de donation.*

Cet allégement est le second, par ordre d'importance numérique, après l'allégement de la surtaxe progressive. La moins-value fiscale qu'il entraîne est estimée ici à 13 milliards, soit 33 % de la moins-value due aux allègements relatifs à la surtaxe. Mais la moins-value revêt ici une particulière importance si l'on remarque que le montant des droits de mutation à titre gratuit est depuis des années en régression (en monnaie constante au moins) et s'est établi pour l'année 1951 à un peu plus de 28 milliards. L'allégement aboutit donc à amputer cette recette fiscale de près de la moitié de sa valeur <sup>13</sup>.

L'article 43 de la loi de finances opère de très larges dégrèvements pour les familles nombreuses. Alors qu'antérieurement n'existait qu'un abattement à la base d'un million sur les parts nettes recueillies par les enfants, lorsque le défunt laissait au moins trois enfants vivants ou représentés, le texte prévoit un

12. Art. 41 de la loi de finances.

13. Si l'on se reporte à l'état B, tableau des voies et moyens, annexé à la loi de finances de 1952, on constate, avec quelque surprise, que l'évaluation des recettes attendues des mutations à titre gratuit figure pour plus de 21 milliards, dont 20 pour les mutations par décès, ce qui, en raison des recettes de l'année 1951, correspondant à ces mutations et des allègements consentis, paraît une vue singulièrement optimiste !

abattement de 3 millions sur l'ensemble des parts recueillies par les ayants droit en ligne directe et par le conjoint. A cet abattement s'en ajoutent d'autres, de 3 millions par enfant vivant ou représenté ou par ascendant à charge du défunt ou du donateur <sup>14</sup>.

d) *La franchise d'impôt pour la reconstitution des stocks.*

La prise en considération de la baisse de la valeur de la monnaie a entraîné les dégrèvements fiscaux en matière de surtaxe progressive, elle se trouve également à la base de l'article 40 de la loi de finances, qui pose le principe du maintien ou d'une reconstitution en franchise d'impôt du stock indispensable au fonctionnement de l'entreprise. Il permet ainsi aux entreprises de conserver en franchise d'impôt, soit les sommes investies dans les stocks par suite d'achats effectués au cours de l'exercice à des cours plus élevés que les prix d'achat des matières vendues ou consommées pendant la même période, soit les sommes qui leur seront ultérieurement indispensables pour reconstituer les stocks qu'elles ont réalisés sans pouvoir les remplacer <sup>15</sup>.

e) *Mesures fiscales en faveur de l'épargne.*

Un dernier aménagement fiscal est prévu par l'article 45 de la loi de finances. Il concerne le revenu des capitaux mobiliers et présente la particularité d'être réalisé par décrets, l'article 45 se bornant à poser quelques principes très vagues, comme l'allègement des charges de l'économie française et le développement de l'épargne, et renvoyant le soin de réaliser cet aménagement à des décrets. Suivant une formule derrière laquelle se manifeste l'importance des commissions des finances des assemblées parlementaires, ces décrets devaient être pris sur avis conforme de la Commission des finances de l'Assemblée nationale et après avis de la Commission des Finances du Conseil de la

14. Le numéro 42 de *Statistiques et études financières*, p. 306, donne à ce sujet les exemples suivants : « En application de ces dispositions, aucun impôt n'est acquitté lorsque le défunt laisse deux enfants vivants ou représentés, si l'actif de la communauté n'excède pas 22 millions; cette limite se trouve portée à 28 millions lorsque le nombre d'enfants vivants ou représentés est de trois. »

15. Des textes d'application sont intervenus sur la base de l'article 40 : D. n° 52-510 du 7 mai 1952 (*J. O.*, 8 mai, p. 4715); D. n° 52-511 du 7 mai 1952 fixant les indices applicables pour l'évaluation fiscale des stocks (*J. O.*, 8 mai, p. 4717).



République. La date limite fixée au gouvernement était le 1<sup>er</sup> juillet, et un décret est intervenu le 30 juin <sup>16</sup>. Ses dispositions sont nombreuses et concernent toutes le régime fiscal des sociétés. Les principales sont relatives au régime des apports, à la fusion des sociétés, aux sociétés d'investissement, aux rapports des sociétés mères et filiales. Le décret, se conformant à la seule disposition impérative précise de l'article 45 de la loi de finances, a établi un régime fiscal favorable pour la distribution de leur portefeuille en valeurs mobilières par diverses sociétés, ne frappant cette opération que d'une taxe de 3 % sur la valeur des titres répartis, appréciée à la date de la distribution.

Les diverses mesures fiscales ci-dessus indiquées tendaient, on le voit, à alléger d'une manière générale les charges des contribuables. Plus spécialement, les mesures concernant les droits de mutation à titre gratuit et le régime des valeurs mobilières étaient destinées à favoriser la création ou à encourager le développement de l'épargne.

Ainsi se dessine une politique de défense de l'épargne créatrice d'un climat de confiance à l'égard des capitaux et qui a été la ligne directrice du gouvernement Pinay, et qui se manifeste plus nettement encore sous la forme de l'amnistie fiscale, pièce capitale de la loi de finances.

## H. — La politique d' « amnistie fiscale » <sup>17</sup>.

L'amnistie fiscale a été utilisée à diverses reprises et notamment en 1931 <sup>18</sup>, mais en 1932 elle est devenue « la pièce maîtresse de toute la politique financière du gouvernement ».

L'amnistie fiscale doit être présentée d'abord sur le plan de sa technique, ensuite en liaison avec des mesures de renforce-

16. D. n° 52-804 du 30 juin 1932 (J. O., 11 juillet, Recl. J. O., 13 juillet, p. 7046). Voir à ce propos R. Blancher, *L'aménagement du régime fiscal des valeurs mobilières*, Journal des sociétés, 1932, Doctrine, art. 5695.

17. Consulter sur cette question Marcel Merle, *L'amnistie fiscale de 1932*, Revue de science et de législation financières, 1933, p. 18-50. Voir également d'un point de vue technique, R. Lefebvre et J. Pebay, *L'amnistie fiscale*, Paris, 1932; R. G., *Amnistie fiscale et répression de la fraude*, Semaine juridique, 1932, n° 1005; R. Blancher, *L'amnistie fiscale et la lutte contre la fraude à l'égard des commerçants*, Gaz. Pal., 14 juin 1932.

18. Voir notre étude dans la *France économique* en 1931, p. 330 et suiv.

ment du contrôle fiscal et dans le cadre d'une politique d'aggravation des sanctions fiscales <sup>19</sup>.

#### A. — TECHNIQUE DE L'AMNISTIE.

L'expression d'amnistie fiscale a été constamment employée au cours des discussions parlementaires et est utilisée dans le langage courant pour désigner les dispositions de l'article 46 de la loi de finances. Mais cet article 46 figure sous la rubrique « Renforcement du contrôle fiscal » et les articles 47 à 60 lui font, en quelque sorte, contrepoids, qui organisent pour l'avenir un contrôle sévère.

Il exprime une politique de clémence fiscale qui mérite d'être étudiée au point de vue technique et au point de vue financier.

##### a) *Technique de l'« amnistie ».*

L'article 46 contient en réalité deux institutions différentes : une prescription accélérée et une prorogation des délais.

1° *La prescription accélérée.* — Elle est instituée par l'alinéa 1 de l'article 46, qui prévoit l'abandon de toutes les opérations de contrôle fiscal à l'égard des déclarations souscrites par les contribuables avant le 1<sup>er</sup> janvier 1952. Le texte dispose : « Aucune poursuite correctionnelle ne sera exercée, aucune amende fiscale, majoration, pénalité, ne sera appliquée, aucun intérêt de retard ne sera répété, aucun complément d'impôt ne sera réclamé à raison, soit des déclarations qui ont été effectivement déposées, soit des actes qui ont été effectivement présentés à la formalité de l'enregistrement avant le 1<sup>er</sup> janvier 1952, à la condition que ces déclarations ou ces actes n'aient fait l'objet, antérieurement à la date de la promulgation de la présente loi, de l'engagement d'aucune procédure administrative ou judiciaire, ni d'aucune reconnaissance d'infraction. »

Il en résulte que la première mesure n'est pas une véritable amnistie au sens classique et pénal du terme, puisqu'elle ne concerne pas les contribuables à l'encontre de qui des condamnations ont été prononcées ou même seulement des poursuites engagées. La disposition aboutit simplement à éviter des véri-

19. Le président Pinay avait indiqué dans sa déclaration d'investiture : « La mise en vigueur des mesures d'extrême sévérité doit être précédée de larges mesures de clémence. » (*J. O., Débats parlementaires, Assemblée nationale, séance du 6 mars 1952, p. 4482*).

sifications ultérieures. Elle constitue bien une accélération de la prescription, les pouvoirs de contrôle du fisc se trouvant éteints au lieu de jouer dans le cadre habituel de la déchéance quadriennale<sup>20</sup>. La mesure est donc assez aveugle, et injustifiable sur le plan moral, constituant une prime aux contribuables plus habiles dont la fraude a été plus difficile à déceler ou tout simplement aux chanceux dont le contrôle fiscal ne s'est pas encore occupé à la date de promulgation de la loi de finances.

2° *La prorogation des délais.* — Elle constitue la seconde mesure prévue par l'article 46 et se trouve formulée dans les alinéas 2 et 3 de cet article. Il s'agit ici de donner aux contribuables une occasion de manifester leur repentir.

Ces contribuables qui, tenus de le faire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1952, n'avaient pas fait de déclaration ou n'avaient pas présenté d'actes à la formalité de l'enregistrement voient ouvrir à leur intention un nouveau délai de deux mois, à compter de la promulgation de la loi de finances. Cette ouverture est soumise d'ailleurs à la même condition que précédemment, que n'ait été engagée au moment de la promulgation de la loi de finances aucune procédure administrative ou judiciaire ou que n'ait eu lieu aucune reconnaissance d'infraction (al. 2).

Les contribuables qui, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1952, ont fait une déclaration ou présenté un acte à la formalité de l'enregistrement et qui veulent rectifier les déclarations ou les prix indiqués ont également la faculté de se repentir dans les mêmes délais de deux mois. Toutefois, la prorogation est limitée à quinze jours pour les déclarations en matière de chiffre d'affaires (al. 3).

La portée de ces dispositions est tout à fait générale et une instruction ministérielle du 17 avril 1952 précise que les mesures de prorogation concernent « les impôts directs et taxes de toute nature établis et perçus par les régies financières au profit soit de l'Etat, soit des départements et des communes, soit de tous autres organismes ».

Le gouvernement a même largement étendu par voie réglementaire le champ d'application de ces mesures de clémence.

20. Ce qui représente d'ailleurs, dans le temps, une période beaucoup plus longue finalement que quatre ans. Voir à ce sujet, Trotabas, *Précis de science et législation financières*, 11<sup>e</sup> édition, Paris, Dalloz, 1954, n° 306, les deux derniers paragraphes.

puisque le § 7 de l'instruction ministérielle du 17 avril 1952 et l'avis n° 535 de l'Office des changes<sup>21</sup> ont prévu leur extension aux avoirs étrangers détenus en fraude de la législation spéciale sur le contrôle des changes et que le législateur avait délibérément ignorés<sup>22</sup>.

Finalement, la combinaison des diverses dispositions de l'article 46 montre que sont seulement privés du bénéfice de son application, en dehors du cas de condamnation ou de poursuite engagée, les contribuables qui auraient dû souscrire des déclarations ou présenter des actes à l'enregistrement après le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et qui ne l'ont pas fait.

b) *Aspect financier de l' « amnistie ».*

Sur le plan moral les dispositions de l'article 46, qu'il s'agisse de la prescription anticipée ou de la prorogation des délais, demeurent sans justification aucune et méritent les plus sévères critiques. Elles s'inscrivent d'ailleurs dans la ligne de mesures regrettables utilisées depuis un certain nombre d'années déjà et particulièrement en 1951.

Sur le plan financier, les mesures de 1952 méritent d'être précisées, et sont beaucoup plus graves que les mesures précédentes.

D'un point de vue fiscal, prorogation des délais et prescription anticipée n'ont pas les mêmes effets.

La prescription anticipée prive purement et simplement le Trésor des rentrées fiscales que l'exercice du contrôle aurait entraînées au cours de l'année et des années suivantes. La mesure ne s'accompagne donc d'aucune rentrée fiscale et signifie au contraire abandon délibéré de recettes à venir. La disposition est fiscalement gratuite, et même négative.

Le calcul du déficit fiscal qu'elle entraîne est difficile ou plutôt impossible, d'ailleurs, à faire, puisqu'on ignore, d'une part, le montant de la fraude fiscale et, d'autre part, et plus encore, quelle est la part des dissimulations qui pourrait être récupérée par exercice du contrôle fiscal et également le montant des pénalités qui pourraient être prononcées.

La mesure est donc un acte d'abandon dont la valeur est

21. J. O., 25 et 26 avril 1952.

22. Voir les vives critiques si justement adressées, de ce chef, aux textes d'application dans l'article précité de M. Merle, p. 26.



impossible à déterminer<sup>23</sup>. Du point de vue fiscal, l'article 46, al. 1, de la loi de finances de 1932 est évidemment inférieur à la solution de l'amnistie fiscale de 1931. Celle-ci, en effet, était subordonnée à des versements effectifs faits par les contribuables repentis. Si le caractère anonyme des versements prévus par la loi du 24 mai 1931 amenait à porter un jugement sévère du point de vue moral, il faut reconnaître, du moins, que ces mesures de clémence, si contestables et regrettables qu'elles fussent, devaient s'accompagner de rentrées fiscales supplémentaires<sup>24</sup>. En 1932, rien de pareil, l'accélération de la prescription, qui crée un désarroi moral chez les inspecteurs et contrôleurs des contributions, est une mesure qui ne rapporte rien et qui coûte même à l'Etat, sur le plan fiscal, une somme indéterminée.

La prorogation des délais, permettant aux contribuables qui ne sont pas fort endurcis de régulariser leur situation, constitue à l'inverse une mesure de « repentir fiscal fiscalement payant » et assure des rentrées fiscales d'un montant d'ailleurs également indéterminé.

Si, finalement, la prescription anticipée, mesure de « pardon fiscal fiscalement coûteux », a été finalement adoptée sur l'intervention expresse du Président du Conseil qui a écarté les mesures de versement analogues à celles de 1931, c'est parce que le gouvernement alors au pouvoir en avait fait la pièce essentielle de sa politique de *relais de l'impôt par l'emprunt*.

M. Pinay, dans sa séance de l'Assemblée nationale du 4 avril 1932, l'a bien précisé. Affirmant l'impossibilité de venir à bout de la fraude passée, il entendait donner un coup d'éponge et créer un climat de confiance qui amènerait les fraudeurs d'hier et de toujours à faire brusquement confiance à un gouvernement aussi bienveillant et à participer désormais, par une soudaine conversion, aux charges du pays, non pas aux charges fiscales auxquelles ils continuaient à répugner, en toute sécurité, mais aux charges d'emprunt. Sur le plan financier, le Président du

23. Un député, M. Francis Leenhardt, à la séance du 2 avril 1932, a donné des exemples de pertes de recettes portant sur l'ensemble des années au cours desquelles aurait pu jouer normalement le contrôle fiscal, avec des évaluations variant de 1.200 milliards à 1.000. Il s'agit là de données absolument incontrôlables. La perte de recettes ne peut être évaluée avec précision.

24. Les rentrées fiscales en 1931 ont été présentées comme s'élevant à 14 milliards pour un an. Cette évaluation paraît contestable. Cf. notre article cité note 18, *supra*, notamment p. 332, note 20.

Conseil s'efforçait de rassurer l'Assemblée, en déclarant : « L'Etat retrouvera par la voie de l'emprunt les ressources qu'il n'aurait pas pu récupérer par la voie fiscale »<sup>25</sup>. L'abandon par le pardon inconditionnel de ressources fiscales indéterminées lui semblait être la condition nécessaire et même suffisante au succès d'un grand emprunt. Il précisait même l'ordre de grandeur de celui-ci en affirmant : « En retenant les estimations les plus serrées, le chiffre de 600 milliards apparaît parfaitement compatible avec les possibilités du marché financier et du marché monétaire sans qu'on ait à recourir (*sic*) ou à escompter un miracle du crédit et sans avoir à faire un acte de foi. »<sup>26</sup>.

Justifiée ainsi, dans l'exposé gouvernemental, comme la condition d'un grand emprunt, la politique de clémence fiscale pour les fautes passées l'était encore à un second point de vue comme le prélude à la sévérité future et à un contrôle renforcé.

#### B. — RENFORCEMENT DU CONTRÔLE ET AGGRAVATION DES SANCTIONS.

Bien que le § 3 du titre IV de la loi de finances soit intitulé « Renforcement du contrôle fiscal », les articles 47 à 59 inclus contiennent un seul article, l'article 59, consacré véritablement au contrôle, les autres articles paradoxalement placés avant étant consacrés aux sanctions de la fraude fiscale.

##### a) *Le contrôle proprement dit.*

On sait que le législateur a dû, depuis longtemps, abandonner, en matière d'impôts sur le revenu, le principe initial de l'évaluation réelle et reprendre, comme éléments de contrôle, au moins, les formules de signes extérieurs de richesse.

L'emploi des signes extérieurs s'est ensuite transformé, les éléments du train de vie du contribuable étant retenus pour déterminer un revenu minimum qui sera pris en considération quelle que soit la déclaration faite. Ce système ingénieux, qui constitue d'ailleurs l'aveu de l'impossibilité d'établir en France un système fiscal équitable fondé sur la seule déclaration, a été imaginé par un décret-loi du 21 avril 1939, mais n'a pas été appliqué et le Code des impôts directs de 1941 l'avait aban-

<sup>25</sup>. Assemblée nationale, séance du 4 avril 1952, *J. O., Débats*, p. 1027.

<sup>26</sup>. *Eod. loc.* On sait que le montant réel de l'emprunt a été inférieur à 200 milliards, atteignant seulement 193.

donné. Il a été repris par les lois du 23 juin 1947 et du 24 septembre 1948, puis dans l'article 168 du Code général des impôts (Décret du 6 avril 1950).

L'article 59 de la loi de finances de 1952 maintient l'article 168 et se borne à changer le barème qui l'accompagne, aggravant les coefficients dont sont affectés les signes extérieurs habituellement retenus et augmentant ainsi le revenu forfaitaire du contribuable, pour la surtaxe progressive<sup>27</sup>.

L'efficacité de cette mesure est d'ailleurs douteuse, les procédés de fraude aux signes extérieurs étant bien connus et, en outre, le minimum forfaitaire dégagé par le barème ne constituant pas une présomption irréfragable mais une présomption « sauf justification contraire », selon la formule de l'article 168 C. G. I.

#### *b) L'aggravation des sanctions.*

Les articles 47 à 58 de la loi de finances organisent un régime aggravé de sanctions destinées à réprimer la fraude fiscale. Les mesures prévues sont multiples et peuvent être classées en deux catégories, les sanctions administratives et les sanctions pénales.

1° *Les sanctions administratives.* — Elles ne sont pas de caractère fiscal proprement dit en ce sens qu'il n'y a pas d'aggravation des sanctions véritablement fiscales qui s'analysent en des modalités spéciales d'assiette ou de liquidation de l'impôt.

Il s'agit de mesures d'intimidation portant sur un plan non

27. Le tableau suivant marque l'aggravation du revenu minimum par l'art. 59.

	Revenu forfaitaire correspondant	
	D. 1950	Loi 1952
Valeur locative résidence principale.....	6	10
Valeur locative résidence secondaire.....	6	10
Domestiques, précepteurs, gouvernantes (sauf au cas de grands invalides, enfants en bas âge, vieillards et impotents) :		
Première personne, femme de moins de 60 ans..	120.000	200.000
Chaque femme en sus.....	180.000	300.000
Première personne homme.....	300.000	400.000
Chaque homme en sus.....	400.000	500.000
Voitures automobiles (transport personnel) :		
Grosses voitures, par CV.....	100.000	} 50.000
Autres voitures, par CV.....	12.000	

(La puissance est comptée pour moitié dans certains cas.)

fiscal et destinées à effrayer les fraudeurs et à les détourner de leurs desseins. Il existe trois sanctions administratives nouvelles.

La première est une interdiction provisoire d'exercer toute profession commerciale industrielle ou libérale. Elle est prononcée par arrêté conjoint du Président du Conseil, du garde des Sceaux et du ministre des Finances après avis d'une commission départementale<sup>28</sup>. La seconde est prononcée dans les mêmes conditions et consiste en un retrait provisoire du permis de conduire. La troisième sanction administrative prévue par l'article 50 est assez curieuse. Elle s'analyse non pas comme les deux premières en une sanction antérieure à une éventuelle sanction pénale, mais, au contraire, en une sanction accessoire d'une condamnation correctionnelle définitive. Elle frappe non pas seulement le délinquant lui-même, sauf dans l'hypothèse particulière où il s'agit d'une entreprise individuelle, mais l'entreprise dans laquelle il se trouve jouer un certain rôle de direction ou dont il détient une part importante de capital. Elle consiste en l'impossibilité d'obtenir des commandes de fournitures ou de travaux de l'Etat, des personnes morales de droit public et des entreprises concessionnaires.

Du point de vue de la technique juridique, les deux premières sanctions violent le principe de la non-rétroactivité de la loi répressive, et la troisième viole, dans la plupart des cas, le principe de la personnalité de la peine et peut être prononcée à l'encontre d'une personne morale.

2° *Les sanctions pénales.* — Celles de ces sanctions qui sont organisées par la loi de finances de 1932 sont prononcées, dans les conditions ordinaires, par les tribunaux répressifs. La plupart d'entre elles ne méritent pas de mentions particulières. Toutefois, l'article 48 développe une publicité des sanctions selon le système heureusement qualifié par M. Trotabas de *pilori fiscal*<sup>29</sup>.

\*  
\*\*

L'année 1932 a donc été marquée, on le voit, par une politique d'*immobilisme fiscal*, l'Assemblée nationale ayant refusé.

28. Art. 47, § 2. La commission départementale est composée du Préfet, qui préside, du président du Tribunal civil, du président du Tribunal de commerce, du président de la Chambre de commerce et du trésorier-payeur général ou du directeur départemental du service fiscal compétent.

29. Trotabas, ouvrage précité, n° 320 *in fine*.



à deux reprises, à la suite de sa commission des finances, d'accroître largement un effort fiscal présenté déjà comme trop lourd.

La politique de rigueur fiscale ayant été ainsi rejetée, le gouvernement s'est alors tourné vers une politique d'emprunts. Le Président du Conseil en attendait 600 milliards. Malgré la formule de garantie du capital par le mécanisme d'un emprunt-or à capital garanti, les souscriptions n'ont pas dépassé 195 milliards.

Les mesures d'amnistie fiscale n'ont donc pas assuré la relève escomptée de l'impôt par l'emprunt et la politique tentée a échoué. Le marché, ou le « pari », était sordide, à priori, mais les fraudeurs ont considéré la clémence comme un encouragement à continuer. Dès lors, l'amnistie fiscale a perdu jusqu'à son prétexte, puisque ne s'est pas produit ce retour des capitaux qui, par souscription aux emprunts publics, devait moraliser l'opération.

La preuve a été ainsi faite que le civisme ne pouvait être attendu de ceux des Français qui depuis des années pratiquent la fraude fiscale. Il a été également prouvé, par l'expérience, que, même assortis de garanties et d'avantages divers, les emprunts publics ne sont pas souscrits actuellement et que c'est dans l'impôt que doit être trouvé le moyen de faire face aux charges du budget.

Or, les dépenses publiques s'avèrent difficilement compressibles, la poursuite d'une politique de réarmement ajoute des charges considérables à celles des plans d'équipement et d'investissement qui ne peuvent être abandonnés sans grave dommage pour le pays.

L'échec de l'emprunt et l'accroissement des dépenses ramènent donc au problème de la fiscalité.

Or, la fiscalité de l'année 1952, appréciée quant à ses résultats, fait éprouver quelques inquiétudes. Les recouvrements budgétaires ont pratiquement atteint les 2.773 milliards prévus à la loi de finances, mais ce résultat satisfaisant est dû pour une large part à des ressources exceptionnelles. Si l'on compare les prévisions et les réalités dans le seul domaine des impôts, on s'aperçoit combien étaient optimistes les prévisions de la loi de finances et de l'état B. Si les produits des contributions directes évalués à 784 milliards passent à 809, si les produits des

droits d'enregistrement atteignent 119 milliards au lieu de 110 prévus et les produits des contributions indirectes sont également en excédent avec 56 milliards au lieu de 51, d'autres rendements sont en baisse. La taxe à la production, dont le produit était estimé à 974 milliards, ne rapporte que 872, la taxe sur les transactions dont on attendait près de 238 milliards ne produit que 219. Même en remarquant que les taxes uniques procurent une très large plus-value de 50 milliards avec un produit de 85 au lieu de 35 milliards attendus, il apparaît nettement que l'ensemble des taxes sur le chiffre d'affaires comporte une moins-value, par rapport aux prévisions de 70 milliards. L'erreur d'appréciation est grande et le danger de la méthode des extrapolations apparaît nettement. Les évaluations des gouvernements précédant celui de M. Pinay étaient plus rigoureuses et s'avèrent plus exactes<sup>30</sup>.

Fraude fiscale, échec relatif de l'emprunt, limites des rendements fiscaux, ce sont là des constatations qui font apparaître comme une nécessité absolue une *réforme fiscale*.

Il en est question depuis des années, mais sur ce plan encore l'année 1952 a été une année d'immobilisme. La réforme fiscale a été mise à l'étude, des projets établis, mais l'année s'est achevée sans qu'ait été obtenu un résultat positif. Des projets gouvernementaux timides et insuffisants, une attitude négative de la part de l'Assemblée nationale et de sa Commission des finances ont abouti finalement *au statu quo*.

Déjà le gouvernement Edgar Faure comportait un secrétaire

30. Les résultats donnés aux textes sont provisoires. Le tableau suivant permet de comparer les prévisions de l'état B avec les résultats provisoires (valeurs en millions de francs) :

	Etat B	Résultats
Produits des contributions directes.....	781.315	809.616
Produits de l'enregistrement .....	110.350	119.416
Produits du timbre.....	22.920	20.707
Opérations de bourse.....	3.015	3.752
Impôt de solidarité nationale.....	600	1.138
Produits des douanes.....	231.360	227.363
Contributions indirectes .....	51.711	56.160
Taxe à la production.....	974.200	872.635
Taxe sur les transactions.....	237.800	219.435
Produits des taxes uniques.....	34.580	88.498
Plus-value à attendre d'une amélioration dans l'exactitude des déclarations.....	30.000	—
Monopole des poudres à feu.....	1.200	1.291

Les résultats provisoires sont extraits du *Monde*, 14 mars 1953.

d'Etat au budget et à la réforme fiscale qui avait précisé son intention de demander davantage encore à l'impôt indirect, pour lutter contre la fraude<sup>31</sup>. Ultérieurement une commission a été constituée, par décret du 7 avril 1932<sup>32</sup>, chargée d'élaborer avant le 15 mai un projet de réforme fiscale. Elle ne put respecter les délais qui lui avaient été impartis et qui étaient beaucoup trop brefs, mais ses travaux ont été fort intéressants.

Sur le plan négatif, se rangeant aux conclusions d'un remarquable rapport établi par un de ses membres au sujet des étranges projets de taxation de l'énergie, comme base d'un système fiscal simplifié, elle a fait justice de ces projets d'impôt unique et décidé de rejeter l'institution d'un impôt sur l'énergie non seulement sous la forme d'un impôt unique dont les conséquences seraient catastrophiques pour l'économie nationale, mais même sous la forme d'un impôt sur l'énergie à taux modéré et de caractère complémentaire<sup>33</sup>.

Sur le plan positif, la commission a finalement présenté un rapport qui concluait simplement à l'aménagement du système en vigueur pour les impôts sur les revenus et qui préconisait comme principale réforme la substitution d'une taxe sur la valeur ajoutée à l'actuel système de la taxe à la production<sup>34</sup>.

Ces formules ont été retenues par M. Abelin, entré au gouvernement le 18 septembre 1932 comme secrétaire d'Etat aux finances et chargé de la réforme fiscale. Le gouvernement a adopté le 22 octobre un tel projet, intéressant dans ses dispositions techniques mais manquant d'ampleur et ne faisant preuve finalement que de modestes ambitions. La commission des finances de l'Assemblée nationale ayant précisément considéré, par ces motifs, que le projet ne constituait pas véritablement une réforme fiscale, que la plupart de ses dispositions

31. Cf. conférence de presse du secrétaire d'Etat le 12 février 1932.

32. Décret n° 52-373 du 7 avril 1932, *J. O.*, p. 3667. La commission a été désignée, du nom de son président, Commission Lorient.

33. Les promoteurs de la taxation de l'énergie sont C. Aigreault, *Faut-il enchaîner Prométhée ?* G. Neff, *La Réforme fiscale*; E. Schueller, *L'Economie proportionnelle*, in *Economie et réalités mondiales*, juin et juillet 1931, et dans son livre *L'impôt sur l'énergie*.

On trouvera le remarquable rapport critique de M. Montet, établi pour la commission de réforme, dans *Statistiques et études financières*, n° 47, novembre 1932, p. 930-972.

M. Schueller a présenté, sur un ton polémique, une défense de son projet dans *Hommes et commerce*, novembre 1932, p. 63-71.

34. Voir sur cette taxe, Maurice Lauré, *La taxe sur la valeur ajoutée*, Paris, Sirey, avec une préface de M. Laufenburger.

auraient dû normalement figurer dans la loi de finances, refusa, le 6 novembre, de discuter le projet et invita le gouvernement à lui soumettre « un projet de réforme fiscale pouvant servir de base à une discussion utile ».

Le projet ayant été toutefois maintenu par le gouvernement dans sa forme primitive, la Commission refusa une seconde fois, la semaine suivante, de l'examiner.

Finalement, le projet fut intégré dans le projet de loi de finances dont il constitua le titre II comportant 94 articles sur un ensemble de 134. Cette intégration ne devait pas le sauver de l'effondrement devant l'hostilité persistante de la commission dont le rapporteur général devait stigmatiser dans son rapport un projet en lequel il voyait une simple « défroque du régime actuel »<sup>35</sup>.

Le gouvernement tentait alors, par une ultime manœuvre, de sauver ses textes en demandant le pouvoir de faire cette réforme fiscale par décrets, si le Parlement n'y parvenait pas lui-même avant le 31 mai 1953, mais, signe avant-coureur de sa chute prochaine, il était battu sur le scrutin de disjonction de cette autorisation (art. 103 *bis* du projet de loi de finances).

Ainsi s'est achevée l'année 1952 qui, dans l'histoire des finances de la France, sera caractérisée par trois traits particulièrement inquiétants : l'impossibilité de faire voter des impôts nouveaux; l'échec d'un grand emprunt; l'impossibilité de réformer d'une manière valable un système fiscal compliqué et mal adapté.

C.-A. COLLIARD.

---

35. Formule extraite du rapport général et citée dans *Le Monde*, 4 décembre 1952.



# LE BUDGET, LA TRÉSORERIE, LA DETTE PUBLIQUE

---

SOMMAIRE. — I. *Le budget : présentation et vote, dépenses, recettes.* — II. *La Trésorerie : charges et ressources.* — III. *La Dette publique : intérieure et extérieure.*

Les incidences du réarmement ont continué, en 1952, de dominer la situation des finances publiques, tandis que la politique de stabilisation monétaire poursuivie par le gouvernement rendait nécessaire le blocage d'une partie des crédits prévus. La situation de la Trésorerie, alourdie par un important report des dépenses au titre de l'exercice 1952, a été extrêmement tendue. La dette publique s'est accrue dans de larges proportions : à l'augmentation régulière de la dette flottante est en effet venu s'ajouter le placement de l'emprunt 3 1/2 % à capital garanti, qui a, en outre, gonflé la dette amortissable au détriment de la dette perpétuelle.

## I. — Le Budget.

### A. — LA PRÉSENTATION ET LE VOTE DU BUDGET.

Le budget de 1952, comme celui de 1951, se présente sous la forme d'une multitude de textes législatifs et réglementaires. On compte 39 lois et 31 décrets, s'échelonnant du 31 décembre 1951 au 30 juin 1952 (dépenses militaires), la loi de finances proprement dite étant intervenue le 14 avril 1952.

Conformément à la procédure adoptée en 1951, la loi de finances n'est plus une loi des maxima, mais seulement une récapitulation des crédits ouverts par les lois de développement. Elle contient les dispositions d'ensemble relatives à l'exécution des dépenses, porte autorisation de percevoir les impôts, apporte diverses modifications à la législation fiscale, fixe l'éva-

luation des recettes et traite de la réorganisation de la Sécurité sociale et de la S. N. C. F.

Le gouvernement a, au surplus, continué son effort de simplification des formes budgétaires, pour accélérer l'élaboration et le vote. Le nombre des chapitres des budgets de fonctionnement des services civils a été réduit « avec le souci d'améliorer le contrôle, contrarié par l'excès de détails, de ne point altérer la qualité des renseignements fournis et de ne retrancher aucune indication indispensable »<sup>1</sup>; il n'est plus que de 1.268, au lieu de 2.115 en 1951, et le volume des fascicules de propositions budgétaires a diminué de 60 %. De nouvelles améliorations seront peu à peu apportées au cours des exercices ultérieurs.

Le vote du budget de 1952 a été acquis dans des conditions assez particulières. Des lois des 31 décembre 1951, 3 et 5 janvier 1952 ont fixé la quasi-totalité des dépenses (y compris les découverts maxima des comptes spéciaux du Trésor), à l'exception des dépenses militaires de Défense nationale, dont le montant dépendait des négociations de la conférence de l'O.T.A.N. à Lisbonne, tenue au mois de février. La loi de finances, comportant les recettes, provoqua la chute de deux gouvernements successifs, le Parlement n'ayant voulu accepter ni la réorganisation par décrets de la Sécurité sociale et de la S. N. C. F., ni les majorations d'impôts destinées à maintenir l'équilibre. Finalement, après que les dépenses militaires eussent été, au retour de Lisbonne, portées de 1.045 à 1.270 milliards, le gouvernement de M. A. Pinay parvint à faire voter, le 14 avril, une loi de finances assurant en principe l'équilibre budgétaire, sans majorations d'impôts, mais avec des abattements de dépenses. En application des articles 6 et 7 de la loi de finances, le gouvernement prit le 28 avril 31 décrets d'économies, qui annulèrent définitivement 110 milliards de crédits et bloquèrent, jusqu'à obtention de ressources additionnelles suffisantes, 95 autres milliards (dépenses d'équipement des services civils, d'investissements économiques et sociaux, de dommages de guerre et reconstruction). Le montant des déblocages intervenus est très faible. D'après les estimations provisoires, les dépenses réelles auraient excédé d'une centaine de milliards les crédits « inconditionnels », mais beaucoup plus par suite de dépenses nouvelles qu'en raison de libérations de crédits.

<sup>1</sup> *Statistiques et études financières*, juin 1952, p. 501.

## B. — LES DÉPENSES.

La répartition des dépenses budgétaires par grandes masses est donnée dans le tableau ci-après, en francs courants, et rapprochée des crédits de 1951 votés à la clôture de cet exercice. On remarquera l'augmentation continue des dépenses militaires qui représentent 37 % du budget contre 30 % en 1951 et 20 % en 1950. En revanche, les dépenses civiles de fonctionnement ne constituent plus que 44 % du budget (au lieu de 48 % en 1951 et 51 % en 1950), tandis que le budget d'investissement voit sa part réduite à 19 % (contre 22 % en 1951 et 29 % en 1950).

Bien que la hausse des prix de 1951 à 1952 n'ait pas été aussi importante qu'au cours des périodes antérieures, elle a cepen-

	1951 CRÉDITS A LA CLÔTURE de l'exercice (a)		1952 CRÉDITS DISPONIBLES après blocages (b)		1952 RÉALISATIONS (c)	
	milliards	%	milliards	%	milliards	%
<i>Budget ordinaire :</i>						
— Dépenses de fonctionnement des services civils .....	1.245	43	1.353	40	1.409	40
— Dépenses d'équipement des services civils .....	140	5	145	4	150	4
TOTAL DES DÉPENSES CIVILES.	1.385	48	1.498	44	1.559	44
— Dépenses militaires..	857	30	1.269	37	1.274	37
TOTAL BUDGET ORDINAIRE.	2.242	78	2.767	81	2.833	81
<i>Budget des investissements :</i>						
— Dommages de guerre et reconstruction ..	342	11	345	9	337	9,5
— Investissements économiques et sociaux	303	11	332	10	339	9,5
TOTAL DU BUDGET DES INVESTISSEMENTS .....	645	22	647	19	676	19
TOTAL GÉNÉRAL....	2.857	100	3.414	100	3.509	100

(a) Source : *Statistiques et Etudes financières*, juin 1952, p. 504.  
 (b) Source : *Ibid.* Compte tenu des économies décidées par les décrets du 28 avril 1952. Les crédits conditionnels ne figurent pas dans ces chiffres.  
 (c) Source : *Exposé des motifs du collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1952*, p. 14.

dant atteint une ampleur suffisante (8 % en moyenne pour les prix de gros et de détail considérés globalement) pour qu'un calcul en pouvoir d'achat constant soit instructif. Aussi avons-nous, dans le tableau suivant, exprimé les crédits de l'exercice

1951 aux prix 1952 et calculé l'indice en valeur réelle des dépenses probables de 1952 par rapport à celles de 1951.

Ce tableau met bien en relief, pour 1952 comme pour 1951, la croissance énorme des dépenses militaires, qui contraste avec la stabilité des autres grands postes budgétaires. Il convient de noter que le budget des investissements, dont la valeur réelle avait diminué de 30 % entre 1950 et 1951, est resté pratiquement inchangé de 1951 à 1952.

	Dépenses de 1951 en francs 1952 milliards.	Indice 1952/1951 en valeur réelle
Dépenses civiles :		
— de fonctionnement .....	1.345	105
— de reconstruction et d'équipement..	151	99
Dépenses militaires .....	926	149
TOTAL DU BUDGET ORDINAIRE.....	<u>2.422</u>	<u>117</u>
Dommages de guerre et reconstruction ...	337	100
Investissements .....	327	104
TOTAL DU BUDGET D'INVESTISSEMENTS.....	<u>664</u>	<u>102</u>
TOTAL GÉNÉRAL.....	3.086	114

Les différences entre les crédits budgétaires disponibles et les dépenses effectives de l'exercice sont dues aux facteurs suivants (en milliards) :

1° Libération de crédits bloqués.

— Dommages de guerre et construction :	
Décret du 25 juillet 1952.....	17
Décret du 27 décembre 1952.....	5
— Investissements économiques et sociaux :	
Décret du 27 août 1952.....	2,1
	<u>24,1</u>

2° Dépenses supplémentaires.

— Garanties de prix et aide à l'exportation (projet n° 4157).....	25
— Dépenses de réparation des dommages causés par les inondations dans le Sud-Ouest pendant l'hiver 1951-1952 (loi du 19 juillet et décret du 6 septembre 1952).....	2
— Répartition de crédits militaires au titre des exercices 1951 et 1952 (arrêté du 17 juillet 1952).....	8
— Transfert de crédit pour les constructions aéronautiques (décret du 19 septembre 1952) .....	6
— Crédits supplémentaires du collectif d'ordonnancement pour 1952 et divers .....	30
	<u>71</u>

On voit qu'en définitive, sur les 95 milliards de crédits d'investissement bloqués sous forme de « tranche conditionnelle » par les décrets du 28 avril 1952, 24,1 milliards seulement ont été débloqués avant la fin de l'exercice. En outre, les dépenses



nouvelles ont été relativement peu importantes, de telle sorte que les prévisions de dépenses de la loi de finances donnent une représentation à peu près exacte de la réalité.

Examinons maintenant les différentes parties du budget, en commençant par le budget ordinaire, dont la décomposition est donnée dans le tableau ci-après :

	1931		1932			
	Milliards	%	BUDGET CIVIL	BUDGET MILITAIRE	TOTAL	
			— Milliards	— Milliards	Milliards	%
Dette publique .....	118,3	5,7	132,3	»	132,3	4,8
Dette viagère .....	230,4	11,3	275,6	»	275,6	10,0
Pouvoirs publics .....	5,2	0,3	7,1	»	7,1	0,2
Personnel .....	574,9	28,4	415,0	327,6	742,6	26,9
Matériel et fonctionnement des services .....	337,0	16,6	89,9	400,5	490,4	17,7
Charges sociales .....	113,7	5,5	142,6	27,1	169,7	6,1
Subventions .....	237,6	11,7	62,0	71,4	133,4	4,8
Charges économiques .....			159,9	»	159,9	5,8
Dépenses diverses .....	69,4	3,3	68,3	(a) 23,8	92,1	3,3
Dépenses résultant des hosti- lités .....	5,6	0,3	»	5,2	5,2	0,2
Equiperment et reconstruction des services civils et mili- taires .....	343,8	16,9	144,5	413,4	557,9	20,2
<b>TOTAL DU BUDGET ORDINAIRE.</b>	<b>2.031,4</b>	<b>100,0</b>	<b>1.497,2</b>	<b>1.269,0</b>	<b>2.766,2</b>	<b>100,0</b>

(a) Y compris un crédit provisionnel de 5 milliards affecté à la mobilisation économique et à la protection civile.

Sources : pour 1931 : *Annuaire 1932*, p. 161.  
pour 1932 : *Statistiques et Etudes financières*, juin 1932, p. 508-509 et 511.

a) Les dépenses civiles de fonctionnement s'inscrivaient dans la loi de finances en augmentation de 108 milliards sur celles de 1931. L'origine de cette croissance réside dans l'application de textes, décisions et engagements antérieurs tels que : rajustement des traitements des fonctionnaires (décrets du 26 septembre 1931), pensions des anciens combattants et victimes de la guerre, charges sociales, assistance. Il faut tenir compte, en outre, des crédits pour l'aide à l'exportation, qui ont dû d'ailleurs être majorés ultérieurement de 25 milliards (projet 4157 cité *supra*).

On enregistre, comme l'année précédente, une augmentation de la charge résultant du service de la dette publique : 132,3 milliards contre 118,3. Cet accroissement est cependant inférieur à celui des autres dépenses du budget ordinaire, de telle sorte que

la part des charges de la dette descend à 4,8 %, niveau minimum, jamais atteint jusqu'ici; le pourcentage le plus faible constaté antérieurement avait été de 5,1 en 1948.

Pour avoir une idée des *dépenses totales de personnel*, il convient d'ajouter aux crédits figurant sous ce titre les dépenses de la dette viagère et les charges sociales. On obtient alors les résultats suivants (budget civil et militaire) (en milliards) :

	1951	1952
Personnel .....	574,9	742,6
Dette viagère .....	230,4	275,6
Charges sociales .....	113,7	169,7
<b>TOTAL.....</b>	<b>919,0</b>	<b>1.187,9</b>

L'augmentation est de 29 % d'une année à l'autre (contre 36 % pour l'ensemble du budget ordinaire), particulièrement marquée pour les charges sociales (49 %) en raison de l'institution du pécule des prisonniers et déportés (loi du 18 juillet 1952), de l'adoption d'un nouveau régime d'allocations de vieillesse pour les non-salariés, notamment les exploitants agricoles (loi du 10 juillet 1952), du relèvement des allocations de chômage de 10 à 15 % (décret du 13 septembre 1952), etc.

Les *subventions et charges économiques* passent de 237,6 à 293,3 milliards. Dans ce total, les subventions économiques proprement dites atteignent 159,9 milliards, ainsi réparties (en millions) :

— Finances et Affaires économiques.....	83.650
— Industrie et commerce.....	207
— Marine marchande .....	1.225
— Travaux publics et transports.....	100.171
— Aviation civile et commerciale.....	2.695
	<hr/>
	149.948

C'est encore une fois la S. N. C. F. qui reçoit la part la plus importante, sous forme de subvention d'équilibre et de subvention compensatoire des réductions de tarifs. Les principaux autres postes sont les exonérations fiscales aux exportateurs (17 milliards auxquels il convient d'ajouter les 25 milliards supplémentaires signalés ci-dessus) et diverses mesures d'action sur les prix industriels et agricoles, dont la détaxation du carburant agricole (39 milliards au total). A part l'augmentation du crédit pour le remboursement des charges fiscales aux exportateurs, d'autres mesures de détaxation ont été prises après la loi de finances pour lutter contre la hausse des prix.

Elles ont entraîné les pertes de recettes suivantes (en millions) :

— Réduction de la taxe sur la viande de porc.....	17.000
— Suspension de la taxe sur les pommes de terre nouvelles pendant deux mois.....	1.200
— Détaxation des aliments du bétail.....	1.700
— Réduction de la taxe à la production sur les engrais.....	9.000
	<hr/> 28.900

Il convient de signaler enfin l'augmentation considérable des dépenses de *matériel et fonctionnement des services* (490 milliards contre 337), due essentiellement aux chapitres du budget militaire.

b) *Les dépenses de reconstruction et d'équipement des services civils* ont été soumises, comme nous l'avons dit ci-dessus, à la procédure des annulations et blocages de crédits. Aucune libération de crédits n'avait été effectuée à la clôture de l'exercice, mais les dépenses réelles ont excédé les prévisions par suite des crédits votés pour indemniser les sinistrés du Sud-Ouest (2,1 milliards) et de virements de crédits en provenance du budget militaire pour l'aviation civile (2,3 milliards). La répartition des crédits par ministère est la suivante (en millions) :

	1931	1932	
		CRÉDITS DISPONIBLES	TRANCHE CONDITIONNELLE
Affaires étrangères .....	174	129	»
Agriculture .....	14.177	11.710	500
Anciens Combattants et Victimes de la guerre .....	2	22	»
Education nationale .....	20.664	21.400	3.600
Etats associés .....	»	802	292
Finances :			
— Charges communes .....	3.119	6.513	»
— Services financiers .....	4.476	2.034	»
Affaires économiques (F.I.D.O.M.) .....	4.671	5.600	»
France d'outre-mer .....	30.880	36.313	1.000
Industrie et Commerce .....	3.531	4.369	200
Intérieur .....	7.150	6.651	300
Justice .....	194	162	»
Marine marchande .....	300	1.875	500
Présidence du Conseil .....	1.746	2.784	150
Reconstruction et Urbanisme .....	1.726	1.448	385
Santé publique et Population .....	1.942	1.914	200
Travail et Sécurité sociale .....	78	86	»
Travaux publics, Transports et Tou- risme .....	24.056	24.834	1.500
Aviation civile et commerciale .....	18.974	15.889	400
TOTAUX.....	137.880	144.538	9.027

Source : Statistiques et Etudes financières, juin 1932, p. 310.

L'accroissement des crédits d'une année à l'autre est purement apparent et dû exclusivement à la hausse des prix. En pouvoir d'achat constant, les dépenses de 1952 représentent 99 % de celles de 1951. On notera la réduction des crédits au titre de l'agriculture (génie rural) qui avaient sensiblement augmenté de 1950 à 1951, et au titre de l'aviation civile et commerciale. Le montant des crédits pour les constructions scolaires est resté à peu près stable (21,4 milliards contre 20,7), tandis que les allocations au F. I. D. O. M et au F. I. D. E. S. marquaient un accroissement très sensible (42 milliards contre 35 au total en 1951).

c) *Les dépenses militaires* s'accroissent, en valeur réelle, de 49 % par rapport à 1951, alors qu'elles s'étaient déjà accrues de 51 % entre 1950 et 1951. Elles représentent maintenant plus du tiers (37 %) du total des dépenses budgétaires. Ces chiffres donnent la mesure de l'effort de réarmement accompli par la France depuis deux ans. Ils ont été fixés tout d'abord en considération des exigences des opérations en Extrême-Orient, et dans le but d'assurer le maintien de forces suffisantes dans toute l'Union française. En ce qui concerne les dépenses de Défense nationale, les chiffres traduisent les engagements pris par la France à la conférence de Lisbonne d'équiper 12 divisions et 27 escadrons aériens. La répartition des dépenses est la suivante (en millions) :

	FONCTION- NEMENT	EQUIPEMENT	TOTAL
<i>Défense Nationale :</i>			
— Section commune .....	95.009 (a)	16.414	111.420
— Section air .....	81.906	193.652	275.557
— Section guerre .....	163.723	131.297	295.020
— Section marine .....	86.000	65.000	151.000
<b>TOTAL POUR LA DÉFENSE NATIONALE..</b>	<b>428.640</b>	<b>406.360</b>	<b>835.000</b>
<i>Etats Associés et France d'outre-mer :</i>			
— Section commune .....	13.398	»	13.398
— Etats associés .....	380.093	5.059	385.152
— France d'outre-mer .....	33.422	2.028	35.450
<b>TOTAL POUR LES ETATS ASSOCIÉS ET LA FRANCE D'OUTRE-MER .....</b>	<b>426.913</b>	<b>7.087</b>	<b>434.000</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL .....</b>	<b>855.553</b>	<b>413.447</b>	<b>1.269.000</b>

Source : *Statistiques et Etudes financières*, juin 1952, p. 511.

(a) Dont 5.170 millions de dépenses résultant des hostilités et 5 milliards de crédits provisionnels pour la mobilisation économique et la protection civile.

N. B. — Les chiffres étant arrondis, les totaux horizontaux et verticaux ne coïncident pas exactement.



Par rapport à la situation en 1951, il faut remarquer la croissance des dépenses résultant de la guerre d'Indochine : prévues pour 220 milliards en 1951 (Indochine et France d'outre-mer), elles ont, en fait, atteint 308 milliards et s'inscrivent en 1952 à 385 milliards pour l'Indochine seule et 434 y compris la France d'outre-mer. Les crédits de Défense nationale marquent une progression moins forte mais cependant sensible : 835 milliards contre 745 en 1951.

d) Les dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction constituent une partie du budget des investissements, dont la structure générale est donnée dans le tableau ci-dessous (en milliards) :

	1951	1952		
		Tranche INCONDITION- NELLE	TRANCHE CONDITIONNELLE	TOTAL
<b>I. Réparation des dommages de guerre et construction.</b>				
Versements en numéraire à la Caisse autonome de la Re- construction (C.A.R.E.C.) ....	251	233,2	43,3	276,5
Mobilisation de titres .....	12	16	»	16
Prêts aux organismes d'H.L.M.	34	63,8	6,7	72,5
<b>TOTAL.....</b>	<b>297</b>	<b>313</b>	<b>50</b>	<b>365</b>
<b>II. Investissements économiques et sociaux.</b>				
Fonds de modernisation et d'équipement .....	250,9	279,65	33	312,65
Reconstitution de la S.N.C.F...	19,1	24	3	24
Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche, de la flotte rhénane, remise en état de navires affrétés .....	33	31,5	»	31,5
<b>TOTAL.....</b>	<b>303</b>	<b>332,15</b>	<b>36</b>	<b>368,15</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL.....</b>	<b>606</b>	<b>647,15</b>	<b>86</b>	<b>733,15</b>

Source : Statistiques et Etudes financières, juin 1952, p. 542.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, une très faible partie des crédits de la tranche conditionnelle a été libérée (22 milliards pour les dommages de guerre et la construction, 2,1 milliards pour les investissements économiques et sociaux). Il convient d'ajouter à ces 24,1 milliards, 4,8 milliards figurant dans le collectif d'ordonnancement de 1952 pour avances d'équi-

pement accordées à la Régie des Mines de la Sarre. Ainsi le budget des investissements a finalement atteint 676 milliards au lieu de 647 chiffre minimum et de 733 chiffre maximum prévus à la suite de la loi de finances et des décrets d'économies

Les dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction (qui, en valeur réelle, restent à leur niveau de 1951) sont, pour leur plus grande partie, réalisés par l'intermédiaire de la *Caisse autonome de la Reconstruction* (C.A.R.E.C.). Les dépenses à la charge de cet organisme sont détaillées dans le tableau suivant, qui distingue les autorisations d'engagement et de paiement (en millions) :

	1951		1952			
	Autorisations de pro- gramme	Autori- sations de paiement	TRANCHE INCONDITIONNELLE		TRANCHE CONDITIONNELLE	
			Autori- sations de pro- gramme	Autori- sations de paiement	Autori- sations de pro- gramme	Autori- sations de paiement
<b>I. Indemnités et avances aux sinistrés.</b>						
Immeubles de toute nature .....	475.850	147.420	91.825	143.150	64.000	30.000
Meubles .....	14.000	18.000	7.800	7.300	4.200	4.200
Éléments d'exploitation..	30.600	31.740	12.558	23.700	11.665	4.000
Allocations d'attente et divers .....	4.025	4.025	2.365	2.365	400	400
<b>TOTAL (I).....</b>	<b>224.475</b>	<b>201.195</b>	<b>114.778</b>	<b>176.715</b>	<b>80.265</b>	<b>38.600</b>
<b>II. Dépenses effectuées par l'Etat pour la Reconstruction.</b>						
Travaux de voirie .....	12.300	10.800	26.500	18.450	»	»
Acquisition de terrains..	1.500	1.500	1.900	1.700	»	200
Travaux préliminaires et provisoires .....	1.600	13.000	2.240	6.435	915	300
Immeubles d'Etat .....	»	4.700	400	2.000	»	»
Constructions expérimentales .....	1.700	1.315	2.500	4.050	8.500	550
Avances aux groupements de reconstruction .....	24.400	12.500	23.551	20.000	6.000	1.000
<b>TOTAL (II).....</b>	<b>42.000</b>	<b>43.815</b>	<b>57.091</b>	<b>52.635</b>	<b>15.415</b>	<b>2.050</b>
<b>III. Reconstruction des Territoires d'outre-mer.</b>	<b>6.000</b>	<b>6.000</b>	<b>3.850</b>	<b>3.850</b>	<b>2.650</b>	<b>2.650</b>
<b>TOTAUX GÉNÉRAUX.....</b>	<b>272.475</b>	<b>251.000</b>	<b>175.719</b>	<b>233.200</b>	<b>98.330</b>	<b>43.300</b>

Source : Statistiques et Etudes financières, juin 1952, p. 513.

On remarquera le fléchissement sensible des crédits entre 1951 et 1952, par suite de la procédure des blocages. Le Parle-

ment s'étant ému de cet état de choses, le gouvernement avait pris l'engagement de libérer au plus tôt, sur le produit de l'emprunt 3 1/2 %, un montant de 30 milliards; cette promesse n'a été réalisée que dans la limite de 22 milliards. Les crédits ainsi libérés ont été affectés à concurrence de 2 milliards aux organismes d'H. L. M. et de 20 milliards à la C. A. R. E. C. (dont 14 milliards pour les indemnités mobilières aux sinistrés). Les décrets des 25 juillet et 27 décembre 1952 ont en outre autorisé l'ouverture de 67 milliards de crédits d'engagement (sur 98 de tranche conditionnelle).

e) *Les investissements économiques et sociaux* accusent en valeur réelle une très légère augmentation (4 %) par rapport à 1951. Il ne semble donc pas qu'on puisse valablement reprocher au gouvernement d'alors d'avoir sacrifié la croissance économique au profit d'une politique aléatoire de stabilité monétaire. Les crédits d'investissement comprennent la reconstitution de la S. N. C. F. (21 milliards) et de la flotte (31,5 milliards) et les prêts et avances accordés par le Fonds de modernisation et d'équipement, dont nous donnons le détail dans le tableau ci-dessous (en milliards) :

	1951	1952	
		TRANCHE INCONDITIONNELLE	TRANCHE CONDITIONNELLE
Energie :			
— Charbonnages de France .....	28	33	4
— Electricité de France .....	63,5	57,5	14
— Gaz de France .....	6	8	»
— Compagnie nationale du Rhône....	10	18,5	1
TOTAL.....	107,5	117	19
Communications :			
— S. N. C. F. ....	6,4	»	»
— Air France .....	3,5	3,5	»
TOTAL.....	9,9	3,5	»
Agriculture et industrie de l'azote....	20	30	7
Entreprises industrielles et commerciales .....	27	45,4	1,5
Investissements hors métropole :			
— Algérie, Tunisie, Maroc .....	47	48	3,5
— D. O. M. et T. O. M. ....	30,5	32	»
— Sarre .....	3,5	2,15	»
TOTAL.....	81	82,15	3,5
Prêts d'intérêt rural et divers .....	5,5	1,6	2
TOTAL GÉNÉRAL.....	280,9	279,65	33

Source : *Statistiques et Etudes financières*, juin 1952, p. 514.

Les 2,1 milliards de crédits débloqués par le décret du 27 août 1952 ont été affectés, à concurrence de 100 millions, à la modernisation et l'équipement de l'agriculture et de l'industrie de l'azote, de 1.900 millions aux prêts d'intérêt rural, de 100 millions aux prêts divers.

### C. — LES RECETTES.

Nous donnons dans le tableau ci-après l'évaluation des recettes budgétaires de 1952 (prévisions et réalisations), y compris l'aide américaine (en milliards) :

	1951 RECOUVREMENTS	1952 PRÉVISIONS	1952 RECOUVR- MENTS
Contributions directes et taxes assi- milées .....	676,9	781,3	840
Enregistrement .....	106,3	110,3	119,4
Timbre .....	17	22,9	20,7
Impôt sur les opérations de bourse..	3	3	3,8
Impôt de solidarité nationale .....	1,5	0,6	1,1
Douanes .....	203,8	231,4	227,4
Contributions indirectes .....	81,7	81,7	86,2
Taxe à la production ..	800,3	937,5	872,0
Taxe sur les transactions .....	199	219,5	219,4
Taxes uniques (vins et viandes) .....	»	89,6	85,5
Poudres à feu .....	1,2	1,2	1,3
Plus-value résultant de l'amélioration de l'exactitude des déclarations.....	»	30	»
<b>TOTAL POUR LES PRODUITS FISCAUX..</b>	<b>2.060,7</b>	<b>2.479</b>	<b>2.417,0</b>
Exploitations industrielles .....	61,6	96,6	20,9 (a)
Produits et revenus du domaine de l'Etat .....	21,3	15,3	16,4
Produits divers .....	112,5	123,8	152,4
Ressources exceptionnelles .....	49,4	58,5	52,3
<b>TOTAL DES PRODUITS NON FISCAUX..</b>	<b>244,8</b>	<b>294,2</b>	<b>242</b>
<b>TOTAL DE TOUS LES PRODUITS..</b>	<b>2.305,5</b>	<b>2.773,2</b>	<b>2.659</b>
Contre-valeur de l'aide américaine....	148	195	186
<b>TOTAL GÉNÉRAL .....</b>	<b>2.453,5</b>	<b>2.968,2</b>	<b>2.845</b>

(a) Seul un acompte a été encore versé par la Caisse autonome d'amortissement.

Au contraire de ce qui s'était passé l'année précédente, le budget de 1952 n'a pas exigé le renforcement de la pression fiscale. L'excédent des prévisions sur les recettes de 1951 vient



des corrections faites pour tenir compte de la hausse des prix et de la production, de l'amélioration de l'exactitude des déclarations, de l'affectation temporaire au budget général des ressources prévues pour le Fonds d'investissement routier, dont l'importance est au surplus diminuée par l'article 8 de la loi de finances, et du maintien du régime provisoire de perception de la taxe proportionnelle sur le revenu des valeurs mobilières.

La loi de finances comprend cependant d'importantes dispositions d'ordre fiscal, dont l'allègement du barème de la surtaxe progressive (37 milliards) et des droits de succession et donations (13 milliards), compensé par d'autres aménagements. La pression fiscale n'est donc pas accrue et l'équilibre du budget se présente comme suit (en milliards) :

	1951 Résultats	1952 Prévisions	1952 Résultats
— Dépenses budgétaires .....	2.887	3.414 <sup>2</sup>	3.509
— Recettes, y compris aide américaine.	2.484	2.968	2.848
— Déficit à couvrir par emprunts et moyens de trésorerie.....	403	446	664

On constate, pour la première fois depuis de nombreuses années, que les recouvrements fiscaux sont inférieurs aux prévisions :

— Cela n'est pas dû aux impôts directs, qui enregistrent une plus-value totale de 28 milliards par rapport aux prévisions. Les recettes sur rôles ont fourni un excédent de 17 milliards; le versement forfaitaire sur les salaires et l'impôt sur les sociétés 7 milliards chacun; les profits illicites et la taxe proportionnelle sur le revenu des valeurs mobilières ayant au contraire donné des rendements moindres que prévus.

— La cause essentielle de l'infériorité des rendements fiscaux réside dans les taxes sur le chiffre d'affaires, dont le produit se compare comme suit aux rendements de 1951 et aux prévisions pour 1952 (en milliards) :

	1951 Résultats	1952 Prévisions	1952 Résultats
Taxe à la production.....	800,3	937,5	872,6
Taxe sur les transactions.....	199	219,5	219,4
Taxes uniques (vins, viandes)..	»	89,6	88,5
	999,3	1.246,6	1.177,5

On voit que si l'augmentation des produits par rapport à 1951

2. Tranche inconditionnelle seulement.

atteint 178 milliards (18 %), la comparaison avec les prévisions budgétaires fait ressortir une moins-value de 69 milliards (3,6 %), imputable à la taxe à la production (— 64,9 milliards) et à la taxe unique sur la circulation des viandes (— 8,6 milliards), tandis que la taxe unique sur les vins a produit 4,5 milliards de plus que les prévisions, la taxe sur les transactions ayant, à 100 millions près, le rendement prévu.

L'évolution défavorable du produit de la taxe à la production résulte des causes suivantes<sup>3</sup> :

— la baisse des prix de gros, qui a joué surtout au second semestre de l'année, au cours duquel on a enregistré une diminution globale de 4 % environ par rapport aux prix influençant l'assiette de la taxe durant le premier trimestre;

— la réduction des importations : les recouvrements effectués par l'Administration des Douanes présentent une moins-value d'environ 20 milliards sur la base des prix de gros actuels;

— l'augmentation des stocks à la production;

— la réduction de la consommation, notamment dans le secteur textile.

En ce qui concerne l'aide américaine, les recettes ont atteint 186 milliards contre 195 prévus. Leur répartition est la suivante (en milliards) :

— Contre-valeur des dons à titre d'aide économique.....	95
— Contre-valeur des dons à titre d'aide militaire.....	25
— Fonds affectés aux T. O. M.....	9
— Contre-valeur des prêts de l'Export-Import Bank (prêts).....	15
— Mobilisation de contrats off-shore auprès de l'Export-Import Bank.....	42
	<hr/>
	186

En définitive, les dépenses budgétaires laissées à la charge de la Trésorerie ont largement dépassé le montant prévu.

## II. — La Trésorerie.

La situation du Trésor a été continuellement très tendue pendant l'année 1952. Les charges imposées par le budget ont été nettement supérieures aux prévisions, de sorte que, malgré l'utilisation des ressources les plus diverses, le Trésor a atteint

3. *Statistiques et études financières*, avril 1953, p. 329.

quatre fois dans l'année le plafond des avances de la Banque de France.

Le tableau résumé des opérations du Trésor en 1952 s'établit ainsi, comparé avec celui de 1951 (en milliards) :

	1951	1952
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES.		
Dépenses :		
— Dépenses ordinaires .....	2.432	2.862
— Dommages de guerre .....	258	291
— Reconstruction S.N.C.F. ....	19	21
— Fonds de modernisation et d'équipement..	253	295
— Reconstitution de la flotte de commerce..	33	32
— Habitations à loyer modéré .....	43	51
TOTAL (I) .....	2.738	3.552
Recettes :		
— Recettes fiscales et produits divers .....	2.233	2.628
— Recettes diverses affectées aux investissements .....	58	59
— Excédent de la Caisse autonome d'amortissement .....	55	50
— Aide américaine (dons et prêts) .....	152	186
TOTAL (II) .....	2.498	2.923
Déficit des opérations budgétaires (III) .....	240	629
Charges propres de la Trésorerie .....	111	57
DÉFICIT TOTAL A LA CHARGE DE LA TRÉSORERIE (IV) ..	351	686
Moyens de couverture :		
— Dépôts des correspondants .....	154	108
— Emprunts à long terme .....	36	267
— Bons du Trésor .....	102	138
— Traités de dépenses publiques .....	62	140
— Emprunts divers .....	18	18
— Groupement de sinistrés .....	— 13	— 6
— Variation des encaisses et fonds en rente ..	— 6	6
— Avances de la Banque de France .....	— 2	15
TOTAL DES RESSOURCES (égal au total IV ci-dessus) ..	351	686

a) Les charges budgétaires ont atteint 3.552 milliards. Ce chiffre dépasse de très loin les prévisions, car il inclut des charges importantes au titre de la période complémentaire de l'exercice 1951. On sait, en effet, qu'en raison de la lenteur du démarrage des fabrications d'armement, une part considérable des crédits 1951 restait inutilisée au 31 décembre de cette même année (cf. notre chronique dans le précédent *Annuaire*). Les charges transférées de ce fait à la Trésorerie de 1952 peuvent

être estimées à 130 milliards, compensées en partie par le report, beaucoup moins important, d'une fraction des dépenses 1952 sur la Trésorerie de 1953.

Compte tenu des moins-values fiscales signalées antérieurement de 629 milliards, à laquelle sont venues s'ajouter les charges propres du Trésor.

b) *Les charges propres du Trésor*, fixées à 85 milliards par la loi du 31 décembre 1951 sur les comptes spéciaux, ont été réduites à 70 milliards par les décrets d'économie.

Elles ont finalement atteint 57 milliards, dont 31 au titre des comptes spéciaux proprement dits et 26 représentant le remboursement par le Trésor d'avances consenties par les Instituts d'émission d'outre-mer. Le total des charges à couvrir par le Trésor s'est élevé ainsi à 686 milliards.

c) *Les moyens de couverture*, malgré la réapparition de l'emprunt à long terme et la faiblesse des avances directes des banques d'émission au Trésor (15 milliards), se sont traduits par une expansion de crédit indiscutable.

Nous commenterons dans la troisième partie de cette étude le poste « emprunts à long et moyen terme », qui comprend 193 milliards d'argent frais résultant de l'emprunt 3 1/2 % 1952, 8 milliards provenant d'un emprunt contracté en Suisse à la fin de l'année et 39 milliards d'emprunts auprès de la Caisse des dépôts.

Tous les autres moyens de couverture sont, à des degrés divers, liés à l'expansion du crédit. Les 138 milliards de bons du Trésor ont été souscrits en grande partie par les banques commerciales dont le portefeuille d'effets publics est de loin supérieur au « plancher » exigé. Les comptes de correspondants comprennent notamment les fonds des chèques postaux, c'est-à-dire des crédits à très court terme par définition. Enfin, l'émission des traites de règlement des dépenses publiques, qui avait repris sa progression l'an passé, s'est encore développée cette année, portant sur 140 milliards au lieu de 62. Le total des traites en circulation à la fin de l'année est de 358 milliards, dont on estime que 90 % environ sont portés par le système bancaire. Sur les 278 milliards de bons et traites émis pendant l'année, 116, soit 42 %, sont entrés dans les portefeuilles bancaires : 53 à la Banque de France, 63 dans les banques commerciales.



Ainsi une grande partie des ressources propres de la Trésorerie provient d'une expansion du crédit bancaire, ce qui constitue une source caractérisée de tension inflationniste, bien que le Trésor demande peu d'avances directes à l'Institut d'émission. Il convient, en ce domaine, de ne pas se fier aux apparences comptables des choses. Les modes de financement inflationnistes ne consistent pas seulement en avances de la Banque de France, mais également dans l'accroissement de la dette flottante, dans la mesure où celle-ci est souscrite par le secteur bancaire (banques commerciales et Institut d'émission).

### III. — La dette publique.

L'évolution de la dette publique au cours de l'année 1952 est donnée dans le tableau suivant (en milliards), où nous avons également rappelé la situation à la fin de l'année 1950.

	31/12/1950	31/12/1951	31/12/1952
<i>Dette intérieure.</i>			
Dette perpétuelle .....	349,4	349,0	407,5
Dette amortissable .....	311,1	303,8	726,1
Dette remboursable par annuités .....	356,3	390,9	424,1
Dette à moyen et court terme .....	1.154,5	1.319,1	1.663,8
Dette envers les banques d'émission....	674,7	669,4	652,1
TOTAL DE LA DETTE INTÉRIEURE....	2.845,6	3.032,2	3.573,6
<i>Dette extérieure.</i>			
Dette amortissable .....	14,1	13,5	12,5
Dette remboursable par annuités ....	1.040,4	1.019,1	1.005,9
Dette à moyen et court terme et à vue.	233,2	221,9	282,4
TOTAL DE LA DETTE EXTÉRIEURE....	1.287,4	1.234,4	1.297,8
TOTAL GÉNÉRAL DE LA DETTE PUBLIQUE.	4.133,0	4.266,7	4.871,4

On remarque immédiatement l'augmentation rapide de la dette en 1952 (13,6 % contre 3,7 % en 1951), due essentiellement à la dette intérieure (+ 17,9 %), tandis que la dette extérieure ne progresse que de 3,5 %. A fin 1952, la dette intérieure représente ainsi 73 % de la dette totale, au lieu de 71 % un an auparavant. Outre ces augmentations globales, on constate des transformations profondes dans la structure des différents postes de la dette.

## A. — LA DETTE INTÉRIEURE.

La répartition de la dette intérieure par catégories a évolué comme suit au cours de l'année 1952, en pourcentages :

	31 déc. 1951	31 nov. 1952
— Dette perpétuelle .....	11,5	3,0
— Dette amortissable .....	10,0	20,3
— Dette remboursable par annuités ....	12,9	11,9
— Dette à moyen et court terme.....	43,3	46,6
— Dette envers les Banques d'émission..	22,1	18,2
	100,0	100,0

a) Le fait le plus apparent est la diminution de la dette perpétuelle au profit de la dette amortissable, due au placement de *l'emprunt 3 1/2 1952 à capital garanti*. Cet emprunt a été lancé le 26 mai 1952 et clos le 16 juillet. Il avait pour but de procurer au Trésor les fonds additionnels nécessaires au financement de la reconstruction et de l'équipement, que le gouvernement refusait, au contraire de ses prédécesseurs, de demander à l'impôt. Pour surmonter la réticence des épargnants en face des emprunts publics, il fallait les garantir contre la dépréciation de leurs titres et leur assurer que l'ampleur éventuelle de leurs souscriptions ne susciterait pas de curiosité indiscrete de la part de l'administration fiscale. Le lancement de l'emprunt fut donc précédé d'une amnistie fiscale ou, plus exactement, d'une prescription anticipée des infractions à la législation fiscale<sup>4</sup>. Quant à l'emprunt lui-même, il se vit attribuer une garantie en capital.

Les caractéristiques de l'emprunt ont été déterminées par la loi du 21 mai et le décret du 26 mai 1952. Il s'agit d'un 3 1/2 %, amortissable en soixante ans par tirage au sort, au moyen de la technique de l'annuité constante. Les titres portent jouissance du 1<sup>er</sup> juin 1952, leur intérêt est payable annuellement et, pour la première fois, le 1<sup>er</sup> juin 1953. Ils jouissent des exonérations fiscales traditionnelles de la rente française et des privilèges juridiques habituellement accordés aux rentes sur l'Etat, c'est-à-dire l'insaisissabilité et la faculté d'être assimilés aux immeubles dans les emplois ou emplois de fonds prescrits par la loi.

4. Cf. la chronique fiscale du présent *Annuaire* et nos chroniques dans la R. S. L. F. 1932.

L'innovation consiste à garantir la valeur réelle du capital de l'emprunt en le rattachant à l'or. Pour inciter les épargnants à souscrire il fallait, en effet, écarter la crainte de dépréciation de la monnaie, mais par un procédé qui ne puisse être interprété comme consacrant la reconnaissance officielle par l'Etat de l'inéluctabilité de la dépréciation. La technique employée consiste à garantir non pas l'intérêt, mais uniquement la valeur en capital de l'emprunt, telle qu'elle sera retenue pour l'amortissement ou lors de la remise des titres en paiement de droits de mutation (cf. *infra*). On échappe ainsi au reproche de consacrer l'échelle mobile des capitaux, puisque le revenu des souscripteurs reste toujours fixé à 3 1/2 % de la valeur nominale. La garantie du capital résulte du rattachement au cours de l'or sur le marché libre de Paris, et, plus exactement, au cours de la pièce de 20 francs émise avant 1914, connue sous le nom de « louis » ou de « napoléon ». La valeur de remboursement, pour la coupure de 100.000 francs de capital, est fixée à vingt-cinq fois le cours de la pièce de 20 francs, qui valait justement, lors de l'émission de l'emprunt, 4.000 fr. Si l'or monte à la Bourse, traduisant la dépréciation de la monnaie (ou simplement la crainte de celle-ci), la valeur de remboursement ou de reprise des titres en paiement des impôts monte également. Au contraire, si l'or baisse, la valeur de remboursement ou de reprise reste égale au pair.

En pratique, chaque année, deux arrêtés du ministre des Finances fixeront les valeurs de reprise : l'un, publié avant le 31 mai, fixera la valeur des titres admis en paiement d'impôts entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 novembre; l'autre, publié avant le 30 novembre, visera les titres repris du 1<sup>er</sup> décembre au 31 mai. La base des calculs sera le cours moyen du napoléon pendant les cent bourses précédant respectivement le 15 mai ou le 15 novembre. Des remboursements de titres, qui auront lieu tous les ans à partir du 1<sup>er</sup> juin, se feront sur la base du cours fixé par l'arrêté à intervenir avant le 31 mai. Les souscripteurs sont donc bien garantis contre la dépréciation monétaire. Le slogan de l'emprunt : « de l'or qui rapporte » est parfaitement exact, quoique insuffisant; le titre de rente 3 1/2 % 1952 non seulement est garanti contre la hausse de l'or et rapporte intérêt, mais, en outre, il est garanti contre la baisse de l'or, la valeur de remboursement et de reprise ne pouvant être inférieure au pair.

L'emprunt bénéficie au surplus de privilèges fiscaux exceptionnels, qui ont eux aussi pour but de rapprocher le plus possible l'emprunt de l'or, afin d'inciter les Français à liquider celui-ci. Outre les exonérations habituelles (taxe sur le revenu des capitaux mobiliers), les arrérages de l'emprunt 3 1/2 % 1952 échappent à la surtaxe progressive (privilège réservé jusqu'ici aux emprunts publics à moins de trois ans de durée). Le capital échappe aux droits de mutation à titre gratuit et à la taxation des plus-values de cession ou de remboursement. Enfin, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1953, les titres de l'emprunt sont admis en paiement des droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux et à titre gratuit perçus au profit de l'Etat et de la Caisse autonome d'amortissement. Il est précisé que les titres ainsi repris par l'Etat seront annulés et non remis en circulation, ce qui accélérera l'amortissement de l'emprunt.

Les souscriptions ont pu être libérées en numéraire, chèque ou virement, en bons à court terme repris pour leur valeur actuelle, en titres de rente 5 % 1949 repris au pair, en titres de rente 3 % perpétuelle repris également au pair si les souscripteurs apportaient la preuve de leur droit de propriété ou d'usufruit sur ces titres depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1946.

Malgré ces modalités intéressantes pour les souscripteurs, l'emprunt ne semble pas avoir remporté le succès massif auquel on s'attendait. Le montant total des souscriptions a été de 429 milliards, dont 195 seulement en argent « frais » et 234 en titres (bons ou titres de rente). Les souscriptions en or, qu'on avait cherché à attirer en assurant à l'emprunt l'anonymat, la garantie en capital et l'exonération des droits de mutation, sont restées très limitées : 15 milliards environ (compris dans les 195 milliards notés ci-dessus comme argent frais), soit quelque 34 tonnes, qui ont été achetées par le Fonds de stabilisation des changes.

Les effets du placement de cet emprunt sur la dette publique sont très importants. 234 milliards de titres sont passés de la dette perpétuelle à la dette amortissable, augmentant ainsi les charges de l'Etat en ce qui concerne l'amortissement. Mais à l'inverse, en ce qui concerne le service de l'intérêt, l'emprunt 3 1/2 % 1952 équivaut à une conversion. On a en effet échangé au pair des titres 5 % (229 milliards) contre du 3 1/2, alors que,



quelques semaines auparavant (fin février 1952) le 5 % cotait 77,70, faisant ainsi ressortir un taux de rendement de 6,43 %. L'opération semble donc, du point de vue du taux d'intérêt, être avantageuse à la fois pour l'Etat, qui réalise en fait une conversion, et pour l'économie en général, qui voit baisser le taux à long terme. Les particuliers ont consenti à cette opération parce que la garantie du capital, en période d'instabilité monétaire, est plus intéressante que l'assurance d'un rendement nominal élevé. Mais il n'en est pas de même pour les organismes de capitalisation et de placement : ceux-ci sont peu intéressés par une garantie en capital, puisque les titres constituent le remploi de leurs engagements en monnaie courante, et ont préféré conserver des titres à rendement élevé. C'est ce qui explique la persistance de 75 milliards d'emprunt 5 %, en partie aux mains de la Caisse des dépôts.

En ce qui concerne l'avenir, la garantie en capital fait évidemment peser une charge éventuelle sur les finances publiques en cas de reprise de la dépréciation monétaire. Ce risque est peut-être cependant plus limité qu'on ne le pense. Le gouvernement a pris en effet la précaution de rattacher la valeur des titres aux cours de la pièce d'or, qui sont les cours les plus élevés du métal. Au moment de la souscription de l'emprunt, le cours de l'or sur les marchés mondiaux était de quelque 37 dollars l'once de 31,1035 grammes, contre un prix officiel d'achat de 35 dollars aux Etats-Unis. Le cours du lingot à Paris, converti en fonction des cours parallèles du dollar, ressortait à 40 dollars l'once environ et le prix du napoléon correspondait à un taux de quelque 50 dollars l'once. Il apparaît ainsi que le cours du napoléon à Paris, étant le plus « soufflé » des différents cours de l'or, est en même temps le plus menacé dans le sens de la baisse. Le seuil de 4.000 francs, sauf événements graves, pourrait donc, à long aller, être défendu sans trop de difficultés, d'autant que le Fonds de stabilisation est susceptible d'exercer une certaine action sur le marché du métal, au moyen des pièces et lingots achetés pendant la période de placement de l'emprunt.

A la fin de l'année 1952, l'emprunt 5 % 1949 était coté 99,10 et le 3 1/2 1952 à capital garanti 98.

b) *La dette remboursable par annuités* a augmenté de 33,2 milliards. La Caisse des dépôts et consignations a consenti

32.391 millions de prêts aux organismes d'H. L. M. et 7.096 millions de prêts au Crédit immobilier, partiellement compensés, au total, par des amortissements intervenus sur d'autres chapitres.

c) *La dette à moyen et court terme progresse de 344,7 milliards. La répartition de cet accroissement entre les principales catégories de titres est la suivante (en millions) <sup>5</sup> :*

	31 déc. 1951	30 nov. 1952	Augmentations
Titres à 3, 6, 9 ans émis par le C.A.R.E.C.	70.541	99.424	28.883
Bons du Trésor de toute nature.....	1.020.739	1.163.521	144.782
Traites de dépenses publiques.....	218.408	338.320	139.912
Obligations du Trésor à 2, 4, 6, 8 ans 1952. —	»	31.888	31.888
	1.309.688	1.633.133	323.445

L'augmentation du volume des traites de dépenses publiques est liée à l'accroissement du volume des marchés de l'Etat, les traites étant émises en une proportion constante de ces marchés <sup>6</sup>. Quant au gonflement du poste « Bons du Trésor », il résulte en partie des campagnes d'émission de bons à intérêt progressif lancées au cours de l'année.

La première de ces campagnes s'est étendue du 17 mars au 19 mai 1952. Elle a porté sur des bons réservés aux particuliers et aux entreprises (à l'exclusion des banques), émis à 4.975 fr. pour 5.000 francs de nominal, remboursables à vue à partir de trois mois. Le taux d'intérêt d'un bon conservé trois ans par son porteur était fixé à 4,33 % contre 3,83 % dans les émissions antérieures. L'arrêté publié au *Journal officiel* du 18 mars avait en outre précisé que les bons après trois mois étaient admis en paiement des impôts, le montant des intérêts courus étant, à cette occasion, majoré de 10 % pour les bons ayant déjà six mois d'existence. Le montant des titres souscrits au cours de cette campagne a atteint 40 milliards environ.

Une seconde campagne fut lancée le 1<sup>er</sup> septembre. Les titres étaient du même type que ceux de la campagne précédente, mais leur valeur de reprise en paiement des impôts était fixée de telle sorte que la majoration des intérêts atteignait 20 % pour les bons conservés trois ans par leur détenteur. Le produit de cette campagne a atteint 33 milliards.

<sup>5</sup> Chiffres non directement comparables avec ceux retenus dans la situation de Trésorerie, en raison de la prise en considération des mouvements n'affectant pas la Trésorerie.

<sup>6</sup> *Statistiques et études financières*, février 1953, p. 103.

Enfin, une émission d'obligations du Trésor à 2, 4, 6, 8 ans fut placée du 24 novembre au 31 décembre et produisit près de 32 milliards. Ces titres sont analogues à ceux fréquemment émis par le Trésor entre les deux guerres, mais aucune émission de ce genre n'avait eu lieu depuis 1945. Leur intérêt s'échelonne de 4 à 5 % suivant la durée de leur détention par le porteur et est payable d'avance. A la fin de chaque période de deux ans, le porteur peut obtenir le remboursement en déposant son titre trois mois d'avance à la caisse d'un comptable direct du Trésor. Le remboursement se fera :

- au pair le 1<sup>er</sup> décembre 1954;
- à 104 % le 1<sup>er</sup> décembre 1956;
- à 108 % le 1<sup>er</sup> décembre 1958;
- à 114 % le 1<sup>er</sup> décembre 1960.

Compte tenu de la croissance de l'intérêt et de ces primes de remboursement, le rendement total du placement sera de 4,17 %, 5,26 %, 5,63 % et 6,07 %, suivant que le porteur se fera rembourser au bout de deux, quatre, six ou huit ans. Les obligations ont pu être souscrites en numéraire ou en bons du Trésor, les bons émis entre le 17 mars et le 19 mai étant repris avec la même majoration d'intérêts qu'en cas de remise en paiement d'impôts. Enfin, les revenus de ces obligations ont été exonérés de la surtaxe progressive. Cette exonération avait déjà été étendue aux titres à soixante ans de l'emprunt à capital garanti. L'universalité de l'impôt est, une fois de plus, battue en brèche.

Une partie importante de l'accroissement de la dette à moyen et court terme s'est traduite par un gonflement des avoirs en effets publics détenus par le système bancaire, ainsi qu'il a été dit ci-dessus. A la fin de l'année, le système bancaire, y compris l'Institut d'émission, détenait 41 % des bons et traites en circulation.

d) *La dette envers les banques d'émission* a diminué de 17,3 milliards entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1952. Ce solde global synthétise un grand nombre d'opérations diverses dont les principales ont été les suivantes :

1. Les avances provisoires de la Banque de France à l'Etat ont augmenté de 14.800 millions, atteignant fin décembre 172 milliards.

2. Par une convention du 29 février 1952, la Banque de France a été autorisée à acheter au Trésor des bons, dans la limite d'un maximum de 25 milliards et à échéance du 20 mars. L'échéance a été reportée au 15 mai par une convention du 13 mars et le remboursement a été effectué en temps utile.
3. 5 milliards de bons du Trésor pris en charge par la Caisse autonome d'amortissement (bons représentant des avances au gouvernement russe pendant la guerre de 1914 et des pertes de change de 1931) ont été amortis par utilisation d'une partie des bénéfices de la Banque et d'un reliquat du bénéfice de la réévaluation d'août 1950.
4. En mars 1952, 22 tonnes d'or ont été récupérées sur l'Allemagne, permettant d'amortir de 1.057 millions le bon du Trésor représentant la valeur de l'or belge, restitué par la France à la Belgique malgré sa spoliation par les Allemands. Ce bon n'est plus que de 3.982 millions.
5. A noter enfin la disparition des avances provisoires de la Banque d'Algérie et de Tunisie, qui atteignaient 1.050 millions fin 1951, et des avances de la Caisse centrale de la France d'outre-mer (25.055 millions au 31 décembre 1951).

#### B. — LA DETTE EXTÉRIEURE.

a) *La dette amortissable* a diminué de 974 millions par suite d'amortissements effectués sur l'emprunt 4 % 1939 placé aux Pays-Bas et en Suisse.

b) *La dette remboursable par annuités* a diminué de 13,2 milliards. En face de 15.119 d'emprunts auprès de l'Export Import Bank de Washington (contrat du 18 avril 1952), on relève 34 milliards d'amortissements effectués sur divers emprunts et 5,5 milliards de perte au change, dus essentiellement au remboursement de l'emprunt contracté au Canada en 1946 et 1947.

c) *La dette à moyen et court terme et à vue* augmente de 60,5 milliards. 53.900 millions d'avances à court terme ont été



obtenus de l'Export Import Bank en mobilisation de commandes « off shore » (cf. *supra*); à la fin de l'année, 11.527 millions avaient été remboursés sur ce prêt. En outre, la Banque des règlements internationaux a souscrit 10,5 milliards de bons du Trésor. Enfin, 8 milliards de bons du Trésor à six mois renouvelables ont été placés auprès de banques suisses.

La répartition de notre dette extérieure d'après les devises de paiement était, au 31 décembre, la suivante, par rapport aux chiffres de la fin de 1951 (millions d'unités de la monnaie de paiement) :

	31/12/1951	31/12/1952
<i>Dette en dollars :</i>		
— Envers l'Export-Import Bank .....	1.286,0	1.407,7
— Envers la Banque Internationale de Reconstruction et d'Equiperment .....	250,0	248,7
— Envers le gouvernement des Etats-Unis ..	714,2	693,2
— Envers le gouvernement canadien .....	219,7	211,3
— Divers .....	201,0	200,9
TOTAL DE LA DETTE EN DOLLARS.....	2.670,9	2.761,8
<i>Dette en livres sterling :</i>		
— Envers le Gouvernement britannique .....	84,3	76,1
— Envers le Gouvernement néo-zélandais .....	5	5
TOTAL DE LA DETTE EN LIVRES STERLING..	89,3	81,1
<i>Dette en francs suisses ou remboursable, à l'option des porteurs, en florins, francs suisses ou dollars (évaluation en millions de francs suisses) :</i>		
— Emprunt 4 % 1939 aux Pays-Bas et en Suisse .....	166,2	151,2
— Crédit consenti au Gouvernement français par le Crédit suisse et la Société de banque suisse .....	12,5	23
— Bons du Trésor à 6 mois renouvelables remis à des banques suisses.....	0	100
TOTAL DE LA DETTE EN FRANCS SUISSES..	178,7	279,2
<i>Dette en couronnes suédoises .....</i>	49,8	6,6
<i>Dette exigible en francs, mais assortie d'une garantie de change (millions de francs) :</i>		
— Bons du Trésor inscrits par la B.R.I. ..	«	10.500
— Bons du Trésor à vue remis à la B.I.R.D.	32.020	28.520
— Bons du Trésor à vue remis au F.M.I. ....	187.550	187.550
TOTAL DE LA DETTE EN FRANCS A GARANTIE DE CHANGE .....	219.570	226.570

Il convient de noter que ne figurent dans ces chiffres ni l'emprunt de 125 millions de dollars auprès du Fonds monétaire international, ni le montant de notre endettement envers

l'Union européenne de paiements (612 millions de dollars de compte au 31 décembre 1952).

\*  
\* \*

La situation des finances publiques en 1952 a été très tendue. L'accroissement constant des dépenses de réarmement, aggravé par un report important de charges afférentes à l'exercice 1951, n'a pas permis, malgré de sérieux abattements sur la reconstruction et l'équipement, un financement exclusif de toute tension inflationniste. L'emprunt à long terme, au contraire de l'espoir entretenu par certains, n'a pu assurer le financement simultané du réarmement, de la reconstruction et de l'équipement, traduisant ainsi la situation critique d'une économie contrainte de se prémunir contre un nouveau conflit avant d'avoir pu réparer les conséquences du précédent.

Paul COULBOIS.

# LE MARCHÉ DE L'ARGENT A COURT TERME ET LE MARCHÉ DES CHANGES

---

**SOMMAIRE.** — I. *Le marché monétaire. — Taux de l'argent à court terme. Circulation monétaire. — Vitesse de circulation de la monnaie. — Les banques. — Politique monétaire. — Relations entre le marché monétaire français et les marchés étrangers.* — II. *La Banque de France. — Les opérations de crédit : escompte, crédits aux banques, avances à l'Etat. — Les opérations monétaires : réserves d'or et de devises; évolution de la couverture des engagements à vue; évolution des engagements à vue.* — III. *Le marché des changes et de l'or. — Les marchés des changes : le marché libre, le marché officiel, le marché parallèle, le marché à terme. — Le marché de l'or. — La réglementation des changes. — La balance des paiements de la zone franc en 1951 et pendant le premier semestre de 1952. — Le commerce extérieur en 1952. — Mesures commerciales pour la défense de la monnaie.*

En 1952, comme en 1951, les besoins plus ou moins marqués du Trésor et le déficit de la balance des comptes, surtout au début et à la fin de l'année, ont exercé une certaine pression sur le marché monétaire. Par contre, une activité moins soutenue dans divers secteurs et la baisse des prix ont rendu plus aisé le financement des fonds de roulement des entreprises. De ce fait, le système bancaire a pu, dans l'ensemble, satisfaire sans trop de difficultés les demandes de prêts privés qui ont été, avec les concours au Trésor, les seules sources de signes monétaires nouveaux dont le montant a été moins élevé qu'en 1951. La contrepartie de la masse monétaire en réserves de change a fléchi en raison de la position débitrice des règlements extérieurs qui a obligé les autorités françaises à suspendre les mesures de libéralisation prises les années précédentes en matière de contrôle des changes et du commerce avec l'étranger.

## I. — Le marché monétaire.

### A. — L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ.

L'excédent de la demande sur l'offre d'argent à court terme qui avait pris naissance dans la seconde moitié de 1951 s'est

accentué au cours du premier trimestre 1952. Il a atteint son maximum d'intensité à la fin de février et s'est manifesté par une hausse sensible des taux. Le resserrement du marché monétaire fut provoqué, d'une part, par les besoins de fonds destinés au règlement d'importations accrues et au financement de stocks spéculatifs ou de protection et, d'autre part, par la hausse des prix.

A fin mars, cependant, une certaine détente se manifesta sur le marché monétaire. Dès que les restrictions imposées, en février, aux importations et les modifications apportées à leur règlement eurent entraîné un ralentissement des achats de devises étrangères au comptant et à terme, le marché fut mieux équilibré et les taux de l'argent revinrent à des niveaux plus normaux. Par ailleurs, la spéculation à la baisse du franc s'atténua après que le nouveau gouvernement eut fait connaître son programme, les craintes d'une dévaluation s'étant calmées.

Le revirement de la tendance orienta les capitaux placés antérieurement en report sur devises vers des opérations intérieures plus favorables à la défense du franc. En outre, le marché des changes étant mieux équilibré, le marché monétaire a été libéré des prélèvements massifs qui avaient été déterminés par l'excédent des besoins de trésorerie des acheteurs de devises sur les offres de capitaux alimentées par la réalisation des devises encaissées par les exportateurs. Cette évolution contribua au succès de la campagne des bons à intérêt progressif.

Taux du marché monétaire.  
(Plus haut et plus bas.)

ANNÉE 1952	ARGENT AU JOUR LE JOUR		ESCOMPTE BONS DU TRÉSOR à 3 mois		EFFETS DE LA S. N. C. F. à 3 mois (pensions)	
	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.
Janvier .....	3 1/2	3 1/4 - 3 1/2	3 3/8 - 3 7/16	3 1/4 - 3 3/8	3 7/8	3 7/8
Février .....	3 1/2	3 5/8	3 1/4 - 3 7/16	3 1/4 - 3 7/16	3 7/8	3 7/8
Mars .....	3 5/8	3 1/2	3 3/8 - 3 7/16	3 1/4 - 3 3/8	3 7/8	3 7/8
Avril .....	3 3/4	3 1/2	3 1/2 - 3 9/16	3 1/4	3 7/8	3 7/8
Mai .....	4	3 5/8	3 1/4 - 3 3/8	3 1/4 - 3 5/16	3 7/8	3 7/8
Juin .....	3 7/8	3 1/4	3 1/4 - 3 3/8	3 1/4	3 7/8	3 7/8
Juillet .....	4 3/4	3 1/2	3 1/4 - 3 1/2	3 1/4	3 7/8	3 7/8
Août .....	3 7/8	3 5/8	3 3/8 - 3 1/2	3 1/4	3 7/8	3 7/8
Septembre .....	4 1/2	3 5/8	3 3/8 - 3 1/2	3 1/4	3 7/8	3 7/8
Octobre .....	4 1/4	3 5/8	3 1/4 - 3 7/16	3 1/4	3 7/8	3 7/8
Novembre .....	4 1/8 - 4 1/4	3 3/4 - 3 7/8	3 1/4 - 3 3/8	3 1/4	3 7/8	3 7/8
Décembre .....	4 - 4 1/2	3 5/8 - 3 7/8	3 1/4 - 3 3/8	3 1/4	3 7/8	3 7/8



Au milieu de l'année, la position du marché monétaire a été fortement influencée par le lancement de l'emprunt 3 1/2 à capital garanti. Tant qu'elles n'ont pas dû effectuer de règlements au Trésor (ces règlements sont intervenus une fois par semaine à partir du 11 juin pour les souscriptions recueillies deux semaines auparavant), les banques ont bénéficié de disponibilités importantes. Leur liquidité a été élargie non seulement par les souscriptions en billets, mais également par celles en or. En effet, les banques purent négocier au jour le jour, sur le marché de l'or, les quantités de métal versées au titre de l'emprunt et accumuler ainsi des disponibilités entre les dates de règlement au profit du Trésor.

Mais dans les derniers mois de l'année, le marché monétaire partie de l'été a découlé également de certaines rentrées de devises étrangères (procurées par les contrats off-shore) et des difficultés du Trésor qui obligèrent l'Institut d'émission à accepter la mobilisation d'une fraction importante de prêts à moyen terme consentis par les organismes publics et semi-publics.

Mais dans les derniers mois de l'année, le marché monétaire a souffert d'un resserrement progressif ayant les mêmes causes que le déséquilibre constaté au début de l'année, notamment l'aggravation du déficit de la balance des comptes et la rétention de devises, par les exportateurs, due à de nouvelles craintes au sujet de la stabilité du franc. Toutefois, la baisse des prix de gros et un certain fléchissement de l'activité économique ont contrebalancé en partie la pression exercée sur les disponibilités à court terme par les achats de devises et les émissions d'effets publics.

Celles-ci ont été relativement aisées pendant le deuxième et le troisième trimestres lorsque le marché monétaire bénéficiait d'une certaine liquidité.

## B. — LA MASSE MONÉTAIRE.

En 1952, la masse monétaire s'est gonflée de 449 milliards, soit de 12 %, contre 557 milliards en 1951, soit 18 %. Le montant des billets en circulation s'est élevé de 244 milliards, alors que celui de la monnaie scripturale progressait de 208 milliards.

L'augmentation de la masse monétaire a été supérieure à celle

des prix de gros dont l'indice (base 100 en 1949) n'a monté que de 4,8 % en 1952.

Depuis 1949, le pourcentage des billets dans la masse monétaire globale n'a cessé de s'accroître, tout en restant inférieur à celui de 1938.

	31 décembre 1938	31 décembre 1949	31 décembre 1950	31 décembre 1951	31 décembre 1952
Billets .....	412	1.301	1.591	1.883	2.424
Dépôts .....	80	1.433	1.529	1.795	2 003
Masse monétaire .....	492	1.734	3.120	3.678	4.427
% des billets dans la masse monétaire .....	59	48	51	51,2	51,5

L'évolution, amorcée au début du second semestre 1951 dans la composition de la contrepartie de la masse monétaire, s'est poursuivie en 1952. Les signes monétaires nouveaux ont eu essentiellement pour origine les crédits à l'Etat et à l'Economie, alors que la diminution des réserves de change agissait dans un sens déflationniste.

**Contrepartie de la masse monétaire (en pourcentage).**

	Fin 1951	Fin 1952
Or et devises.....	7,6	5,7
Créances de la Banque de France sur l'Etat.....	23,2	23,2
Créances des Banques sur l'Etat.....	8,9	9,3
Crédits bancaires à l'Economie.....	51,8	54,3
Autres postes.....	6,5	8,5
	<u>100</u>	<u>100</u>

Le tableau ci-après donne une décomposition, en valeur absolue, des éléments et de la contrepartie de la masse monétaire. Il faut noter toutefois qu'il ne tient pas compte des pièces métalliques dont 30 milliards environ sont en circulation; ce chiffre a été accru en 1952 de 10 milliards environ en raison des frappes importantes de pièces de 20 et 50 francs destinées à remplacer les coupures d'un même montant.

**Eléments et contrepartie de la masse monétaire.**  
(En milliards de francs.)

	31 déc. 1951 (a)	31 mars 1952	30 juin 1952	30 sept. 1952	31 déc. 1952 (a)
<b>I. — Eléments.</b>					
Billets en circulation .....	1.883	1.920	1.948	2.035	2.121
Monnaie scripturale bancaire ....	1.500	1.532	1.576	1.607	1.666 (b)
Comptes courants postaux .....	262	269	285	288	306
Dépôts des particuliers au Trésor.	53	37	37	31	31
<b>TOTAL.....</b>	<b>3.678</b>	<b>3.738</b>	<b>3.846</b>	<b>3.691</b>	<b>4.127</b>
<b>II. — Contrepartie.</b>					
Or et devises .....	279	212	216	283	236
Créances de la Banque de France sur l'Etat .....	928	1.031	1.032	1.018	1.041
Créances des Banques sur l'Etat.	327	343	360	393	383 (b)
Crédits bancaires à l'Economie ..	1.905	2.002	2.025	2.095	2.210 (b)
Contrepartie au Trésor des com- ptes courants postaux et des fonds des particuliers .....	295	306	322	319	337
<b>TOTAL.....</b>	<b>3.731</b>	<b>3.894</b>	<b>3.935</b>	<b>4.108</b>	<b>4.327</b>
(a) Chiffres rectifiés pour tenir compte de l'incidence du report de l'échéance de fin de mois.					
(b) Chiffres provisoires.					

Les données ci-dessus, exprimées en francs courants, ne permettent pas de se faire une idée exacte de l'importance réelle des variations de la masse monétaire, car elles ne tiennent pas compte des fluctuations subies par les prix. Le tableau ci-après expose l'évolution de la masse monétaire exprimée en « francs courants » et en « francs constants ». Les francs constants ont été déterminés :

a) soit par conversion en francs de germinal, d'après le rapport existant entre la teneur-or de ce franc et celle des francs courants résultant :

- de la loi monétaire du 25 juin 1928;
- des différentes bases de réévaluation de l'encaisse de la Banque de France entre le 1<sup>er</sup> octobre 1936 et novembre 1944, et du 26 décembre 1945 au 26 janvier 1948;
- du cours du dollar : cours officiel de novembre 1944 à décembre 1945 et du 26 janvier 1948 au 17 octobre 1948, cours moyen du 17 octobre 1948 au 20 septembre 1949, cours du marché libre depuis le 20 septembre 1949;

b) soit en tenant compte des variations de l'indice pondéré des prix de détail de 34 articles à Paris (1914 = 100).

## Masse monétaire.

DATES	EN FRANCS COURANTS				EN FRANCS CONSTANTS			
	Milliards de francs	Ind. base 1913=100	Ind. base 1938=100	Ind. base 1948=100	Base : or		Base : prix de détail	
					Milliards de francs	Indice	Milliards de francs	Indice
A fin :								
1913.....	49	100	9	4	49	100	49	100
1929.....	150	789	75	7	30	458	24	126
1938.....	201	1.038	100	9	47	89	27	142
1943.....	1.031	5.426	513	48	26	437	29	153
1946.....	1.357	7.141	675	63	35	184	22	116
1947.....	1.679	8.837	838	77	43	226	18	95
1948.....	2.168	11.410	1.079	100	25	132	16	84
1949.....	2.734	14.389	1.360	126	24	126	20	105
1950.....	3.120	16.421	1.552	144	27	112	21	111
1951.....	3.697	19.457	1.839	171	32	168	21	111
1952.....	4.427	21.721	2.053	190	36	189	24	126

Les chiffres de 1913 et de 1929 sont des évaluations.

Le volume global des dépôts bancaires pour les années 1913 et 1929 a été calculé en se basant sur l'idée que le montant des effets présentés à la compensation est directement proportionnel à l'importance de ces dépôts.

A partir de 1938 ont été retenus les chiffres établis par le Conseil national du crédit.

La valeur en francs constants des disponibilités monétaires a enregistré en 1952 sa plus forte augmentation depuis plusieurs années en raison du ralentissement de la hausse moyenne des prix et de la stabilité des changes. Toutefois, la valeur en francs constants, calculée d'après les prix de détail, reste inférieure à ce qu'elle était en 1938 et en 1943; calculée d'après le cours de l'or et des changes, la valeur en francs constants n'a été, en 1952, inférieure qu'à celle de 1947.

Le rapport entre la masse monétaire et la production en valeur a diminué fortement de 1938 à 1952; il y a donc eu une accélération sensible de la vitesse de circulation de la monnaie. Cependant, pour la seule année 1952, cette vitesse s'est ralentie, l'augmentation de la masse monétaire en francs constants ayant dépassé celle de la production.

C'est d'ailleurs ce que confirme l'évolution du rapport trimes-



triel moyen de l'indice des règlements effectués à Paris en compensation à l'indice des dépôts en banque.

Indice de la vitesse de rotation des dépôts.  
(1938 = 1.)

1 <sup>er</sup> trimestre 1932 .....	2,24
2 <sup>e</sup> trimestre 1932 .....	2,18
3 <sup>e</sup> trimestre 1932 .....	2,12
4 <sup>e</sup> trimestre 1932 .....	2,17

C. — L'ACTIVITÉ DU SYSTÈME BANCAIRE.

Les dépôts bancaires à vue ont augmenté de 174 milliards en 1932 contre 191 milliards en 1931; leur progression a été assez irrégulière : 38 milliards le premier trimestre, 46 milliards le second, 38 le troisième et 52 le quatrième. L'accroissement le plus marqué a été enregistré par les comptes courants (110 milliards).

Dépôts à vue et crédits bancaires en France métropolitaine.  
(En milliards de francs.)

	31 déc. 1931 (c)	31 mars 1932	30 juin 1932	30 sept. 1932	31 déc. 1932 (b) et (c)
<i>Dépôts bancaires :</i>					
Comptes courants .....	838	862	883	890	948
Créditeurs divers .....	69	65	74	61	73
Comptes de chèques .....	524	542	558	602	584
TOTAL .....	1.431	1.469	1.515	1.553	1.605
<i>Crédits bancaires aux entreprises (a) :</i>					
Comptes courants débiteurs..	279	276	342	312	310
Effets de commerce .....	880	889	894	937	986
TOTAL .....	1.129	1.165	1.206	1.249	1.296
<i>Effets publics portés par le secteur bancaire (a) :</i>					
Bons du Trésor .....	222	221	244	270	271
Acceptations du Crédit National .....	103	122	116	123	112
TOTAL .....	327	343	360	393	383
TOTAL DES CRÉDITS BANCAIRES.	1.456	1.508	1.566	1.642	1.679

(a) Banques recensées par la Commission de contrôle, Crédit populaire, Crédit agricole, Banque française du commerce extérieur.

(b) Chiffres provisoires.

(c) Chiffres rectifiés pour tenir compte de l'incidence du report de l'échéance de fin de mois.

En 1952, les dépôts à vue des banques se sont moins développés que leurs crédits : 223 milliards de prêts nouveaux ont été accordés.

Les concours aux entreprises (privées ou nationalisées) se sont développés d'une manière progressive : 36 milliards le premier trimestre, 41 milliards le second, 43 milliards le troisième et 47 milliards le quatrième, soit au total 167 milliards, dont 136 milliards d'escompte d'effets de commerce. Dans l'ensemble, les crédits d'investissement ont été plus élevés qu'en 1951. Par contre, les prêts finançant les fonds de roulement ont été relativement moins importants en raison de l'arrêt de la hausse des prix et du ralentissement de l'activité enregistré dans certaines branches de l'activité économique.

La baisse des prix a permis aux entreprises d'acquérir la même quantité de matières premières ou de produits avec moins de capitaux. Les facilités plus grandes d'approvisionnement et l'atténuation des menaces inflationnistes pendant la majeure partie de l'année ont, en outre, arrêté la tendance au stockage. Il en est résulté une diminution des recours au crédit bancaire.

Un montant net de 56 milliards d'effets publics est entré en 1952 dans le portefeuille du secteur bancaire essentiellement sous la forme de Bons du Trésor; en 1951, les banques avaient surtout absorbé des acceptations du Crédit national. Le mouvement s'est réalisé pendant les trois premiers trimestres de l'année; au quatrième trimestre, les banques ont liquidé une partie de leurs effets publics. Cependant, à la fin de l'année, leur portefeuille dépassait encore largement le montant minimum imposé depuis septembre 1948 par la règle des planchers.

Les concours de la Banque de France aux banques ont augmenté de 200 milliards environ en 1952, montant nettement inférieur à celui enregistré en 1951. Leur évolution a été assez étroitement liée aux fluctuations de la balance des comptes. Ainsi les banques ont fait appel à l'Institut d'émission spécialement pendant le premier et le quatrième trimestres quand le déficit des échanges extérieurs atteignit un montant élevé. Au cours du deuxième trimestre, les banques n'empruntèrent guère auprès de la Banque de France, car elles purent disposer, pendant un certain temps, du montant des souscriptions à la rente 3,5 % 1952. Par contre, les rumeurs de baisse des taux d'intérêt après la clôture de cet emprunt ont stimulé les souscrip-

tions de bons du Trésor par les banques, et, pour reconstituer leurs disponibilités, celles-ci n'ont pas hésité à recourir à l'Institut d'émission, soit par réescompte d'effets de commerce, soit par vente d'effets publics, essentiellement des acceptations du Crédit national.

Tout au long de l'année, la Banque de France a été amenée à reconstituer la liquidité du secteur bancaire mise à l'épreuve par les importantes échéances d'obligations cautionnées et d'effets à moyen terme. Ainsi a été soulignée la solidarité existant entre la trésorerie des banques et celle du secteur public, l'allègement de l'une correspondant généralement à la tension de l'autre. La Banque de France, source commune de signes monétaires pour les secteurs privé et public, est appelée à restituer à l'un une fraction plus ou moins importante des disponibilités à court terme qui lui sont versées par l'autre.

#### D. — LE CONTRÔLE DU CRÉDIT.

Les restrictions de crédit décidées en novembre 1951 firent sentir assez rapidement leurs effets sur l'économie et l'activité bancaire. Leur efficacité a d'ailleurs été influencée par les fluctuations de la Trésorerie publique et de la balance des comptes. Un déficit de cette dernière, ainsi que des décaissements nets de la clientèle des banques en faveur du Trésor rendent le contrôle du crédit plus sensible. Par ailleurs, lorsque le montant des fonds mis en circulation pour couvrir le déficit de la Trésorerie compense celui des besoins de francs résultant d'un déficit de la balance des paiements, les banques ne sont amenées à faire appel à l'Institut d'émission que si elles développent leurs crédits aux entreprises.

Or, en raison du ralentissement de l'activité dans certains secteurs économiques et de la tendance à la baisse des prix, les banques ont été en mesure de consentir des prêts nouveaux sans difficultés et, en particulier, sans qu'il soit nécessaire de relever les plafonds d'escompte ou d'abaisser les planchers d'effets publics; ni les uns ni les autres n'ont, apparemment, mis obstacle à la satisfaction des demandes de prêts. En resserrant le contrôle du crédit à l'automne 1951, les autorités responsables avaient cherché avant tout à défendre et à consolider la monnaie tout en permettant au système bancaire de financer

l'essor de l'activité. Les limites quantitatives ont, sans aucun doute, opposé un frein sérieux à l'inflation et facilité l'arrêt de la hausse des prix et la renonciation à la fuite devant la monnaie. Les discriminations qualitatives ont été maintenues lorsqu'elles s'imposaient, sans pour cela nuire aux entreprises dont l'activité présente un intérêt vital pour le pays.

En vue de coordonner les politiques monétaires appliquées dans les différents territoires de la zone franc, un comité technique de coordination a été institué par l'article 30 de la loi du 24 mai 1951. Un décret publié au *Journal officiel* du 16 février 1952 précise que ce comité a pour mission de suivre les relations monétaires et les mouvements de fonds entre les différents territoires de la zone franc et de coordonner l'activité des différents instituts qui assurent dans cette zone le service de l'émission. Il est composé, notamment, du gouverneur de la Banque de France, du gouverneur de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie et des présidents de la Banque de l'Afrique occidentale; de la Banque de Madagascar et des Comores, de la Banque de l'Indochine, de la Banque d'Etat du Maroc, de l'Institut d'émission du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam, ainsi que du directeur général de la Caisse centrale de la France d'outre-mer; du directeur du Trésor et du directeur des Finances extérieures au ministère des Finances, et du directeur des Affaires économiques et du Plan au ministère de la France d'outre-mer.

En ce qui concerne les questions relatives à la monnaie, le comité examine périodiquement la balance des paiements entre les différentes parties de la zone franc et les transferts publics ou privés qui affectent cette balance. En matière de crédit, il contrôle l'évolution de la masse monétaire, la centralisation des risques bancaires, et poursuit, compte tenu des conditions locales, l'application de la réglementation bancaire métropolitaine.

#### E. — RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER.

L'évolution de la balance des comptes en 1952 n'a guère été favorable à la restauration de la liberté des transactions entre le marché monétaire français et les marchés étrangers. Dans la mesure du possible cependant, les autorités responsables se



sont efforcées de ne pas décourager les placements étrangers en France<sup>1</sup>.

Le financement en francs du déficit de la balance des comptes a épongé un montant considérable des disponibilités du marché monétaire. Cette action déflationniste n'a été que partiellement compensée à l'automne par les entrées de devises provenant des contrats off-shore<sup>2</sup>. Par contre, le marché a été alimenté par les placements à court terme des organismes bénéficiant des fonds débloqués sur la contrevaletur en francs de l'aide américaine avant qu'ils ne reçoivent leur affectation définitive. L'offre de fonds a été également grossie par les rapatriements de capitaux encouragés par l'amnistie fiscale et le programme financier du gouvernement qui prit le pouvoir au printemps. En outre, les disponibilités du marché monétaire ont été indirectement renforcées par la conversion en francs, au profit du Trésor, d'un prêt accordé en novembre par un groupe de banques suisses. Cette conversion a été assurée par le Fonds de stabilisation qui s'est procuré les francs nécessaires auprès de la Banque de France.

## II. — La Banque de France.

C'est essentiellement par des crédits à l'économie que la Banque de France a exercé, en 1952, une influence sur la tenue du marché monétaire. Les prêts consentis aux entreprises et au système bancaire ont constitué la source quasi unique de nouveaux signes monétaires. Le léger accroissement des avoirs en or et devises de l'Institut d'émission n'a pas renforcé notablement la couverture de la circulation monétaire, mais leurs fluctuations ont eu une certaine incidence sur le marché de l'argent à court terme. Enfin, la diminution du total des créances de la Banque sur l'Etat a résulté avant tout d'un déficit grave de la balance des comptes.

### A. — LES OPÉRATIONS DE CRÉDIT.

#### 1° L'escompte.

Le portefeuille d'escompte s'est accru de 221,2 milliards au cours de l'année. Son mouvement ascendant a été surtout mar-

1. Voir chapitre relatif à la réglementation des changes.

2. Voir chapitre relatif à la Banque de France.

qué pendant le premier trimestre (+ 97 milliards) et les quatre derniers mois de l'année (+ 126 milliards); cette dernière augmentation englobant 43 milliards d' « Effets garantis par l'Office des céréales » émis pour financer l'écoulement des récoltes.

L'évolution du portefeuille d'escompte déterminée par les fluctuations des « Effets escomptés sur la France » et des « Effets de mobilisation de crédits à moyen terme » ne peut être assimilée entièrement à celle des concours à l'économie. Le poste « Effets escomptés sur la France » comprend non seulement des traites commerciales, des warrants, des acceptations de banque, mais aussi des obligations cautionnées, effets représentatifs des crédits accordés par le Trésor aux débiteurs de certains impôts (taxes sur le chiffre d'affaires, droits indirects, droits de douane) pour éviter que les contribuables qui consentent eux-mêmes des délais à leurs clients n'aient à faire l'avance de l'impôt. Le contribuable doit fournir une caution et s'engager à payer l'effet à l'expiration d'un délai compris entre deux et quatre mois. L'escompte d'obligations cautionnées se présente ainsi comme une avance au Trésor dont le remboursement est assuré pour la plus grande partie par les banques domiciliataires.

Le portefeuille des « Effets de mobilisation de crédits à moyen terme » n'a pratiquement pas cessé de se développer avec une pointe en mars et surtout dans la dernière quinzaine de décembre; l'augmentation annuelle a été de 180 milliards. La mobilisation des effets susvisés est réalisée presque intégralement au bénéfice des organismes de crédit public, notamment de la Caisse des dépôts et consignations et du Crédit national. Son expansion, en 1952, traduit l'étroitesse de trésorerie de ces organismes qui financent en première ligne les prêts à moyen terme. Elle révèle aussi les difficultés du Trésor. En effet, la Caisse des dépôts et consignations conserve la majeure partie de ses liquidités en dépôt au Trésor et les ressources qu'elle obtient de la Banque de France en mobilisant des effets à moyen terme profitent à ce dernier. C'est ainsi qu'à la fin de l'année, le Trésor ayant eu besoin de fonds importants, le portefeuille d'effets de mobilisation de crédit à moyen terme s'est gonflé de 74 milliards au cours de la dernière quinzaine de décembre.

Lors du renforcement des restrictions de crédit intervenu en octobre 1951, le total des plafonds d'escompte, pour l'ensemble des banques, avait été fixé, en principe, aux environs de

500 milliards de francs. Toutefois, les établissements de crédit peuvent obtenir un concours supplémentaire provisoire, limité à 10 % de leurs facultés de réescompte, par une mise en pension d'effets de commerce (escompte en pension) à laquelle est appliqué un taux supérieur au taux courant.

Etant donné que les autorités responsables n'ont pas manifesté, en cours d'année, l'intention d'adoucir les restrictions de crédit, qu'un certain ralentissement des affaires et une baisse des prix de gros ont entraîné une sensible régression des protestations relatives à ces restrictions, et que les présentations à l'escompte des cédants, autres que les organismes publics, non soumis au plafond portent sur un montant relativement faible, il semble bien que le gonflement du portefeuille d'escompte de la Banque de France en 1952 représente des concours supplémentaires appréciables consentis aux organismes publics ou semi-publics et dont le Trésor a bénéficié indirectement dans une certaine mesure.

De ce fait, les variations du portefeuille d'escompte, traditionnellement le poste le plus important de l'actif du bilan de l'Institut d'émission, ne donnent plus une idée correcte de l'évolution des crédits à l'économie, elles reflètent en partie les fluctuations de la trésorerie de l'Etat et du secteur public.

Remarquons toutefois que l'accroissement du portefeuille d'obligations cautionnées et d'effets représentatifs de crédit à moyen terme découle également des besoins du secteur privé, les entreprises ayant tendance à recourir naturellement aux modes de crédit moins coûteux (obligations cautionnées) ou moins strictement rationnés (crédit à moyen terme). Mais la mobilisation étendue de prêts à moyen terme par la Banque limite ses possibilités de contrôle sur la masse monétaire.

## 2° *Les prêts au système bancaire.*

Les variations des postes « Effets négociables achetés en France » et « Avances à trente jours sur effets publics » montrent que les concours apportés par l'Institut d'émission au système bancaire, autrement que par le réescompte, ont augmenté jusqu'à fin mai. Par la suite, la tendance assez irrégulière a été cependant orientée à la hausse, surtout en fin d'année. Le montant des effets négociables a atteint son maximum le 10 avril (285 milliards) pour descendre au plus bas le 19 juin

(205 milliards); il s'établissait à 274 milliards en fin d'année, en progression de 39 milliards. Le portefeuille des avances à trente jours a oscillé entre 17,3 milliards le 13 mars et 26,2 milliards le 2 octobre; à la fin de l'année, il était supérieur de 5,2 milliards à celui du 27 décembre 1951 (25,2 milliards contre 20 milliards).

L'augmentation d'ensemble des deux postes considérés, soit 44,2 milliards, a été nettement inférieure à celle constatée en 1951 (+ 106,7 milliards) en raison notamment d'une observation plus stricte des planchers d'effets publics et des plafonds imposés aux achats sur le marché libre et aux avances à trente jours, ces dernières, rappelons-le, étant réservées aux banques et établissements financiers. Aussi, en 1952, les actifs de la Banque en Bons du Trésor et acceptations du Crédit national se sont moins développés que l'année précédente à l'occasion de ses interventions destinées à assurer, surtout en fin de mois, la liquidité des banques.

### 3° *Les prêts à l'Etat.*

Les créances directes de l'Institut d'émission sur l'Etat ont fléchi de 64 milliards en 1952; leur réduction avait été de 54,5 milliards en 1951. Il en a été ainsi par suite de la contraction des « Avances au Fonds de stabilisation des changes » qui a atteint 70 milliards pour l'année entière. Ces avances procurent au Fonds une partie des francs nécessaires à l'achat des devises entrant en France à l'occasion des transactions courantes ou des devises bloquées empruntées par le Trésor notamment, en Suisse et aux Etats-Unis, et qu'il cède au Fonds pour obtenir des francs.

Les importantes cessions de devises que le Fonds a dû effectuer lui ont procuré des disponibilités en francs qu'il a affectées au remboursement des prêts à lui consentis par la Banque de France; au 20 mars, ces prêts étaient totalement remboursés.

Les avances au Fonds de stabilisation sont réapparues au bilan de l'Institut d'émission le 17 juillet. Elles se sont élevées jusqu'à 59,1 milliards le 11 septembre, pour diminuer ensuite sans interruption et tomber à 5,5 milliards en fin d'année. Leur reprise avait résulté principalement des tirages opérés par le Trésor sur le crédit ouvert par l'Export-Import Bank des Etats-Unis pour la mobilisation des contrats off shore, les dollars



reçus étant cédés au Fonds qui a payé avec les francs prêtés par la Banque de France. L'Etat a pu ainsi améliorer à la fois sa trésorerie en francs et en devises. Le déficit persistant de la balance des comptes et le service des emprunts américains pendant le dernier trimestre se sont traduits par d'importantes sorties de devises du Fonds qui a pu ainsi rembourser environ 50 milliards d'avances de la Banque.

Les « Avances provisoires » ont atteint, le 6 mars, le plafond de 175 milliards fixé le 31 mars 1949. Elles tombèrent au plus bas le 20 novembre (155 milliards) pour augmenter de 17 milliards pendant les six dernières semaines de l'année, l'augmentation annuelle nette étant de 12 milliards. Leur ascension marquée du premier trimestre obligea le Trésor à recourir, au début de mars, à une procédure dérogeant aux statuts de la Banque. La loi du 24 juillet 1936 oblige celle-ci à réescompter, sans limitation, tous les effets de la dette flottante à échéance de trois mois au maximum, sauf au profit du Trésor<sup>3</sup>. En vertu de conventions en date des 29 février et 13 mars 1952, la Banque de France s'engagea à acheter, directement au Trésor, des Bons à concurrence de 25 milliards. Le montant de ses achats atteignit 21 milliards le 6 mars, puis 25 milliards le 13 mars; il se chiffré ensuite à 17 milliards le 3 avril, 21 milliards le 10 avril, 10 milliards les 17 et 24 avril, 21 milliards le 30 avril et 15 milliards le 8 mai; le 15 mai, l'Etat avait remboursé tous les bons.

Le 3 juillet, les « Bons négociables de la Caisse autonome d'amortissement » inscrits à la situation de la Banque de France pour 4,9 milliards ont été également amortis. Ces bons avaient été remis à l'Institut d'émission, d'une part, en remplacement de Bons du Trésor français escomptés pendant la première guerre mondiale, pour permettre des prêts à des gouvernements étrangers (essentiellement russe) qui ne les remboursèrent pas et, d'autre part, pour le dédommager des pertes subies en 1931 sur ses avoirs en livres après l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne. Les bons susvisés ont été amortis à l'aide d'un reliquat de 3,6 milliards provenant du bénéfice de réévaluation

3. En outre, le décret-loi du 17 juin 1938, qui a autorisé la Banque de France à intervenir sur le marché libre (open market), lui a interdit d'acheter des effets au profit du Trésor et des collectivités émettrices.

de l'encaisse réalisée en août 1950, le surplus étant prélevé sur les bénéfices de la Banque.

En mars, 22,2 tonnes d'or spolié par l'Allemagne furent récupérées. Le Bon du Trésor spécial qui, dans le bilan de la Banque de France, représente le solde du métal à récupérer a été amorti à concurrence de 1.057 millions, contrevaieur en francs du métal sur la base d'évaluation de l'encaisse-or en vigueur en 1944, soit 47.605, 4 francs le kilo de fin.

#### B. — LES OPÉRATIONS MONÉTAIRES.

Au cours de l'année 1952, les réserves d'or et de change de la Banque de France se sont légèrement améliorées. En mars 1952, la « Commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire » siégeant à Bruxelles a opéré un deuxième versement<sup>4</sup>, d'un montant de 22,2 tonnes, en réparation pour la saisie par l'Allemagne, sous l'occupation, du dépôt d'or effectué par la Banque nationale de Belgique à la Banque de France. Cette dernière remboursa l'Institut belge en 1944 par un prélèvement de 198 tonnes sur sa propre encaisse.

Le 13 mars 1952, en vertu d'une convention entre l'Etat et la Banque de France, l'or récupéré fut intégralement prêté au Fonds de stabilisation dont les ressources de change étaient très réduites, et le 20 mars apparut à la situation hebdomadaire de la Banque un nouveau poste intitulé « Prêt d'or au Fonds de stabilisation » de 8,7 milliards. Ce prêt fut remboursé par fractions, soit 8,9 tonnes le 14 août, 8,9 tonnes le 20 novembre et 4,4 tonnes le 18 décembre. A cette date, l'encaisse-or de la Banque était portée à 508,8 tonnes de métal fin, soit 200,1 milliards sur la base d'évaluation de 393.296 fr. 50 le kilo, inchangée depuis le 16 août 1950.

Le poste « Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U. E. P. », où sont comptabilisées les réserves de change cédées à l'Institut d'émission par le Fonds de stabilisation, renferme essentiellement des devises convertibles et la créance éventuelle sur l'U. E. P. Depuis octobre 1951 n'y figurent que des devises, la France ayant une position cumulative nette débitrice dont le règlement en crédits U. E. P. est suivi dans les écritures du Fonds.

4. Un premier versement de 92,5 tonnes avait été effectué en novembre 1947.

Les réserves de devises de l'Institut d'émission ont diminué de 17 milliards au cours du premier trimestre, pour atteindre leur niveau minimum de 10,9 milliards le 20 mars. Pendant les neuf mois suivants, elles se sont reconstituées en partie et progressivement, malgré la persistance du déficit de la balance des comptes.

Les principaux facteurs qui ont permis leur amélioration ont été :

- les apports substantiels des touristes;
- le rapatriement de capitaux déterminé par l'amnistie fiscale, et par la politique de stabilisation monétaire poursuivie par le gouvernement;
- le règlement anticipé par la Belgique de commandes d'armement qui a réduit d'autant l'endettement envers l'U. E. P.;
- les tirages sur le crédit ouvert par l'Export-Import Bank pour la mobilisation des contrats off shore qui ont procuré 100 millions de dollars en juillet et 54 millions en août;
- un prêt de 100 millions de francs suisses, accordé en novembre par un groupe de banques suisses.

En définitive, les réserves de change de la Banque de France ont augmenté de 11,4 milliards, alors qu'elles avaient diminué de 125,2 milliards en 1951. Mais les avoirs du Fonds de stabilisation, qui ne font l'objet d'aucune publication, se sont contractés sensiblement; en outre, il faudrait connaître les engagements à terme en devises pour avoir une idée réelle de l'évolution des réserves officielles totales en 1952. Seul l'examen de la balance des paiements établie par l'Office des changes et qui, au moment où nous écrivons, n'a été publiée que pour le premier semestre (voir ci-après), permet d'apprécier correctement cette évolution.

#### C. — EVOLUTION DE LA COUVERTURE DES ENGAGEMENTS A VUE.

La part des divers éléments d'actif dans la couverture des engagements à vue de l'Institut d'émission a évolué comme suit en 1952 :

- stabilité du pourcentage des réserves en or et devises malgré une tendance à un léger recul;

- diminution du pourcentage des créances sur l'Etat, imputable au fléchissement des avances au Fonds de stabilisation;
- progression du pourcentage des crédits à l'économie, dont une certaine fraction a profité, en fait, indirectement à l'Etat.

## Principaux éléments de la situation de la Banque de France.

(Entre parenthèses, pourcentage par rapport au montant des engagements à vue.)

ACTIF	27 déc. 1951	27 mars 1952	26 juin 1952	25 sept. 1952	31 déc. 1952	Variations en 1952
Réserves d'or et de change.	219,5 (10,87)	211,2 (10,22)	216,9 (10,68)	227,4 (10,86)	230,9 (10,21)	+ 11,4 (+ 4,68)
Encaisse or .....	191,4 (9,48)	191,4 (9,26)	191,4 (9,43)	194,9 (9,31)	200,1 (8,85)	+ 8,0 (+ 3,28)
Prêt d'or au Fonds de stabilisation des changes .....	»	8,7 (0,42)	8,7 (0,42)	5,2 (0,25)	»	»
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U. E. P.	28,1 (1,39)	11,1 (0,54)	16,8 (0,83)	27,3 (1,30)	(30,8) (1,36)	+ 2,7 (+ 1,11)
Créances sur l'Etat .....	721,5 (33,78)	654,3 (31,06)	682,9 (32,15)	702,2 (35,56)	687,5 (32,06)	— 64,0 (— 26,26)
Avances provisoires .....	160,0 (7,93)	169,3 (8,19)	168,0 (8,27)	166,3 (7,95)	172,0 (7,60)	+ 12,0 (+ 4,92)
Avances au Fonds de stabilisation des changes .....	75,5 (3,74)	»	»	55,9 (2,67)	5,5 (0,24)	— 70,0 (— 28,72)
Autres avances (a) .....	486,0 (24,08)	485,0 (23,47)	484,9 (23,88)	480,0 (22,94)	480,0 (21,22)	— 6,0 (— 2,46)
Crédits à l'économie .....	1.036,7 (51,36)	1.169,6 (56,60)	1.135,2 (55,90)	1.148,8 (51,95)	1.303,7 (57,63)	+ 267,0 (+ 109,86)
Portefeuille d'escompte .....	773,5 (38,32)	870,5 (42,13)	883,1 (42,01)	844,5 (40,33)	991,7 (43,97)	+ 221,2 (+ 90,77)
Effets négociables et avances à 30 jours .....	254,9 (12,63)	292,5 (14,15)	275,7 (13,38)	293,8 (14,04)	299,2 (13,23)	+ 44,3 (+ 18,17)
Avances sur titres .....	8,3 (0,41)	6,6 (0,32)	6,4 (0,31)	7,5 (0,36)	9,8 (0,43)	+ 1,5 (+ 0,62)
<b>PASSIF</b>						
Engagements à vue .....	2.018,4	2.066,3	2.030,6	2.092,6	2.262,1	+ 243,7
Billets en circulation .....	1.841,6	1.861,7	1.885,9	1.962,3	2.123,5	+ 281,9
Comptes courants créditeurs.	176,8	204,6	144,7	130,3	138,6	— 38,2

(a) Bons du Trésor négociables (engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique). Bons négociables de la Caisse autonome jusqu'au 3 juillet. Prêts sans intérêts à l'Etat. Avances pour l'entretien des troupes d'occupation. Bons du Trésor achetés du 6 mars au 8 mai.



Si la situation monétaire qui a prévalu en France en 1952 a été déterminée par une aggravation marquée de la balance des comptes et par une expansion assez sensible du crédit, c'est surtout cette dernière qui a entraîné la modification la plus importante dans le gage des engagements à vue de la Banque de France, donc d'une partie considérable de la masse monétaire.

#### D. — EVOLUTION DES ENGAGEMENTS A VUE.

L'augmentation de l'actif du bilan de la Banque de France a eu uniquement pour contrepartie, au passif, une expansion du montant des billets en circulation.

Les comptes courants créditeurs ont atteint leur maximum de 204,7 milliards le 27 mars, en liaison avec l'augmentation des « comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères » résultant elle-même, dans une large mesure, du déficit de la balance des comptes. Après avoir fléchi du début d'avril à fin juillet, les comptes créditeurs se sont relevés lentement par la suite, mais leur niveau était encore à fin 1952 inférieur de 38,2 milliards à celui de fin 1951.

Il est remarquable que l'augmentation, en valeur absolue, de la circulation des billets ait été constante au cours des trois dernières années. Il en est résulté, évidemment, une réduction de cette augmentation en pourcentage.

En 1952, les émissions de billets ont été très élevées pendant le troisième trimestre (76,4 milliards) et le quatrième trimestre (161,2 milliards).

Evolution de la circulation des billets de la Banque de France.

	CIRCULATION DES BILLETS			INDICE DES PRIX DE GROS (a) 1938=100	INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (a) (sans bâtiment) 1938=100
	TOTAL (milliards de francs)	VARIATIONS		INDICE 1938=100	
A fin :					
1948.....	988			898	1.974
1949.....	1.278	+ 290 milliards	ou 29 %	1.161	2.002
1950.....	1.560	+ 282 —	ou 22 %	1.418	2.409
1951.....	1.842	+ 282 —	ou 18 %	1.675	2.908
1952.....	2.124	+ 282 —	ou 15 %	1.915	2.695

(a) Décembre.

L'indice (1938 = 100) du volume des billets en circulation a augmenté de 14 % en 1952, alors que l'indice des prix de gros a baissé de 7,3 % et que celui de la production industrielle s'élevait de 1,4 %.

Répartition par coupures de la circulation des billets (millions de francs)  
et pourcentage par rapport au total.

DATES	10.000 fr.	5.000 fr.	1.000 fr.	500 fr.	300 fr.	100 fr.	50 fr.	20 fr.	10 fr.	5 fr.	TOTAL
31/12/1949..	»	»	1.483.348	51.189	3.175	43.082	8.317	4.633	3.043	1.112	1.300.900
Pourcent.	»	»	90,96	4,17	0,24	3,31	0,64	0,36	0,23	0,09	
28/12/1950..	201.337	290.616	967.345	45.043	1.801	38.894	7.778	4.025	2.491	829	1.560.361
Pourcent.	12,91	18,62	62,00	2,39	0,12	2,49	0,50	0,26	0,16	0,05	
27/12/1951..	328.615	614.938	797.658	44.367	961	41.620	8.403	2.568	1.789	683	1.841.608
Pourcent.	17,84	33,39	43,31	2,41	0,05	2,26	0,46	0,14	0,10	0,04	
31/12/1952..	590.924	812.443	624.428	43.343	582	43.849	4.380	1.602	1.222	604	2.123.514
Pourcent.	27,83	38,25	29,40	2,03	0,03	2,06	0,21	0,08	0,06	0,03	

Si les émissions supplémentaires de billets ont été proportionnellement moins grandes en 1952 qu'en 1951 et 1950, on a noté, par contre, un développement très sensible des règlements par écritures et une accélération de vitesse de circulation de la monnaie.

Mouvement général des caisses à la Banque de France.  
(En milliards de francs.)

ANNÉES	TOTAL		OPÉRATIONS PAR ÉCRITURES		OPÉRATIONS POUR LE PUBLIC		OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DU TRÉSOR	
	Montant	Indice 1938 = 100	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1949....	58.864	2.056,7	55.954	98,2	47.230	80,3	11.614	49,7
1950....	69.482	2.427,7	66.145	98,1	57.225	82,3	12.237	17,7
1951....	93.245	3.258	89.184	95,6	79.400	84,2	13.843	14,8
1952....	131.963	4.614	127.059	96,3	109.962	86,5	17.097	13,5

Les modifications survenues en 1952 dans le bilan de la Banque de France sembleraient indiquer à première vue que la politique mise en œuvre pour redresser la situation monétaire intérieure et extérieure a obtenu un certain succès.

Mais un examen plus approfondi montre que l'amélioration des réserves de change est due surtout à une récupération d'or spolié et à des entrées de devises d'un caractère généralement

exceptionnel et non à une tendance plus favorable de la balance des comptes dont le déficit a pesé lourdement sur les ressources du Fonds de stabilisation.

Par ailleurs, si l'expansion inflationniste de la circulation des billets a été limitée, cette limitation a été plus ou moins imposée par un certain ralentissement de l'activité économique et un certain fléchissement des prix. Enfin, une fraction non négligeable des émissions supplémentaires de billets a eu pour origine des prêts plus ou moins indirects à l'Etat.

### III. — Le marché des changes.

Les cours des devises cotées à Paris sur le marché libre et sur le marché officiel ont accusé une stabilité relative en 1952 : ils se sont maintenus aux environs des « parités » calculées en fonction d'un cours de référence du dollar U. S. A. de 350 francs ou dans les limites fixées par la Banque de France, agissant pour le compte du Fonds de stabilisation des changes. Sur le marché parallèle de Paris et sur les marchés libres étrangers, la tendance du franc avait été faible au début de l'année. Elle s'est redressée ensuite jusqu'à l'automne pour subir un nouveau fléchissement dans les derniers mois.

Le déficit de la balance des comptes s'étant fortement aggravé à la fin de 1951 et au début de 1952, les autorités françaises durent revenir, dès le mois de février 1952, sur les mesures de libération prises, en matière commerciale, conformément aux directives adoptées par l'O. E. C. E. en 1950. Parallèlement, la réglementation des changes fut resserrée en vue de réduire les dépenses en devises.

#### A. — EVOLUTION DES MARCHÉS DE CHANGE.

##### 1° *Le marché libre.*

Le cours du dollar U. S. A., pivot des taux de change, a été pratiquement bloqué à 349,95-350 francs, les cours du franc suisse et du franc belge oscillant entre des limites très étroites. Il semble donc que le but recherché par la création, en 1948, du marché libre n'a pas été atteint. Ce marché devait permettre au franc de trouver progressivement un niveau d'équilibre « naturel » et l'adaptation sans heurts des cours aux fluctuations de la conjoncture internationale.

En fait, le système n'a fonctionné qu'une fois en avril 1949.

Les cotations ont revêtu progressivement une rigidité, contraire aux principes qui avaient, en 1948, conduit à créer un marché libre des changes. On doit craindre que toute variation, même de minime importance, qui devrait être considérée comme normale, apparaisse à l'avenir comme le prélude d'une manipulation monétaire.

Cours des devises à Paris au marché « libre » officiel.  
(En francs.)

Année 1952:	DOLLAR		FRANC SUISSE		FRANC BELGE	
	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.
Janvier .....	350	349,95	80,325	80,225	7,06	7,045
Février .....	350	349,95	80,65	80,40	7,0475	7,04
Mars .....	350	349,95	80,575	80,025	7,0462	6,9925
Avril .....	350	349,95	80,025	80,0125	7	6,9912
Mai .....	350	349,95	80,05	80,025	7	6,9937
Juin .....	350	349,95	80,075	80,025	7	6,9937
Juillet .....	350	349,95	80,075	80,025	7,0025	6,99
Août .....	350	349,95	80,225	80,0625	7,0075	6,9975
Septembre ...	350	349,95	80,125	80,025	7,01	6,9975
Octobre .....	350	349,95	80,125	80,025	7,0075	6,98875
Novembre ....	350	349,95	80,1375	80,0375	7,0225	6,9975
Décembre ...	350	349,95	80,40	80,025	7,04	7,0125

## 2° Le marché officiel.

A la mi-décembre 1951, le Fonds de stabilisation avait augmenté pour la livre sterling les marges séparant les cours officiels d'achat et de vente de la parité officielle, en conformité avec les dispositions que venaient de prendre les autorités britanniques. A l'expérience, cette décision s'est révélée judicieuse, la Banque de France, agissant pour le compte du Fonds, étant moins souvent amenée à intervenir pour assurer l'équilibre du marché. Le 14 janvier, après consultations avec les banques centrales étrangères, la Banque de France décida d'augmenter la marge séparant du taux officiel le cours vendeur et le cours acheteur de toutes les devises négociables sur le marché officiel. En outre, l'Office des changes donna aux banques françaises l'autorisation d'effectuer des achats sur certaines devises, soit à Paris, soit sur les places étrangères. Cette disposition est actuellement valable à l'égard de l'Angleterre, de la Belgique, des Etats-Unis, du Canada, du Danemark, de la Hollande et de la Suisse.



## Cours limites du marché officiel.

	Depuis le 14 janvier 1932		Avant le 14 janvier 1932	
	Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
Livre sterling .....	(a) 972	(a) 988	979	984
Couronne norvégienne..	48,60	49,40	48,92	49,08
Couronne danoise ....	50,30	51,05	50,60	50,75
Couronne suédoise ....	67,10	68,20	67,55	67,75
Lira (100) .....	33,60	36,45	35,94	36,10
Deutsche Mark .....	82,65	84,00	83,20	83,45
Floria .....	94,35	92,85	91,95	92,25
Couronne tchécoslova- que (100) .....	695	705	699	704
Peso mexicain .....	40,15	40,80	40,42	40,55
Livre égyptienne .....	997	1.013	1.003,50	1.006,75
Dinar yougoslave (100)..	113,70	117,60	sans changement	

(a) Depuis le 14 décembre 1931.

## 3° Le marché parallèle.

L'évolution de ce marché a été identique à celle enregistrée en 1931. Une hausse des principales devises s'est produite au début de l'année, imputable pour une large part aux difficultés financières extérieures et intérieures et à la crise politique. Les perspectives économiques et financières s'étant améliorées au printemps et à l'été, le franc se raffermi, mais dès l'automne les rumeurs de dévaluation, la déception causée par l'échec relatif de la politique de redressement financier, la persistance du déficit de la balance des comptes poussèrent de nouveau les taux de change à la hausse sans qu'ils atteignent toutefois les niveaux de février 1932.

Cours des devises à Paris au marché parallèle.  
(En francs.)

Année 1932	LIVRE		DOLLAR		FRANC SUISSE	
	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.
	(Versement)		(Versement)		(Versement)	
Janvier .....	1.037,50	1.000	431,50	423,50	103,75	98
Février .....	1.120	1.055	483	449	111	103
Mars .....	1.130	1.040	483,50	436	111	100,25
Avril .....	1.052,50	990	438,50	402	104	94,25
Mai .....	1.012,50	970	407	382,15	94,25	88,50
Juin .....	980	967,50	393	387	94,25	89,75
Juillet .....	1.000	980	403	389	93,50	90,25
Août .....	1.015	985	419,50	404,50	98,75	93,25
Septembre ...	1.030	1.040	412	400,75	96,25	93,75
Octobre .....	1.020	990	404	391	94,50	91,50
Novembre .....	1.015	990	403,25	390	94,50	91,25
Décembre ...	1.080	1.020	423,50	400,25	99,25	93,75

Les cours des devises sur le marché parallèle qui s'étaient pratiquement alignés sur ceux des marchés officiel et libre en 1950, ont fait constamment prime en 1952 comme en 1951.

La prime du dollar sur le marché parallèle, déduite du cours pratiqué sur le marché libre, a atteint son maximum de 38,9 % au début de mars et son minimum de 9,4 % en mai; à la fin de décembre, elle était remontée, progressivement, à 17 % environ. Aux mêmes dates, la prime du franc suisse a été de 37,9 %, 10,5 % et 19 %. La livre sterling enregistra une prime maximum de 12,2 % au début de mars, mais en juin et juillet elle accusa, à diverses reprises, une perte (1,1 %) pour faire prime de 5 % en fin d'année.

Ces primes sont évidemment nuisibles à l'équilibre de la balance des paiements, car elles détournent vers les marchés clandestins des montants plus ou moins importants de devises.

A l'étranger, sur les places cotant l'incertain, la valeur au change du franc a évidemment enregistré des variations inverses à celles constatées sur les marchés français.

Cours du billet français sur certaines places étrangères.

1952	ZURICH 100 fr. français		BRUXELLES 100 fr. français		NEW-YORK 1 fr. en cents	
	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.
Janvier .....	4,02 3/4	0,95 1/2	12,70	12,05	0,233	0,2275
Février .....	9,97	0,88 1/2	12,25	11,50	0,2225	0,2105
Mars .....	1,99 1/2	0,89 3/4	12,55	11,35	0,2265	0,2085
Avril .....	1,08	0,97 1/2	13,55	12,45	0,2525	0,2435
Mai .....	1,13	1,05	14	13,18	0,2525	0,2475
Juin .....	1,11	1,09	13,95	13,65	0,2605	0,2525
Juillet .....	1,11	1,08	13,80	13,30	0,2585	0,2525
Août .....	1,07	1,01 1/2	13,30	12,50	0,2435	0,242
Septembre .....	4,06 1/2	1,03 1/2	12,85	12,55	0,25	0,244
Octobre .....	1,09	1,06	13	12,70	0,2585	0,2475
Novembre .....	1,08	1,12	13,05	12,60	0,265	0,2535
Décembre .....	1,08	1,02 1/2	12,75	12,10	0,250	0,2415

#### 4° Le marché des changes à terme.

Comme le montre le tableau ci-après, les cotations à terme à Paris ont constamment fait ressortir un report. Relativement élevé pendant le premier trimestre, celui-ci a notablement fléchi au cours des mois suivants, sauf en décembre, où les taux restèrent cependant bien au-dessous du niveau du début de l'année. Les aménagements apportés en février 1952 à la régle-

mentation des changes, en vue de limiter plus strictement la possibilité pour les importateurs de se couvrir à terme, ont largement contribué à la détente des taux.

#### Taux des reports à un mois à Paris.

(Plus haut — plus bas ramenés en pourcentage annuel.)

	Dollar		Franc-Suisse		Livre	
	1 mois		1 mois		1 mois	
	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.
Janvier ..	11 1/8	6 - 6 7/8	14 7/8	3 1/4 - 6 3/4	9 3/4 - 9 45/16	3 3/8 - 3 11/16
Février ..	20 9/16	8 1/8 - 9	18 5/8 - 20 1/2	9 - 10 1/2	20 3/8 - 21	7 1/4 - 7 7/8
Mars ....	20 9/16 - 22 1/4	6 7/8 - 7 1/4	17 7/8 - 19 3/8	7 1/2 - 9	21 1/4 - 21 1/8	7 1/4 - 7 9/16
Avril ....	6 7/8 - 7 1/2	3 7/16	6 - 7 1/2	3 3/4 - 4 1/2	6 7/8 - 7 3/16	3 1/4 - 3 1/2
Mai .....	3 9/16 - 6 7/16	2 9/16 - 3 7/16	6 - 6 3/4	3 3/4 - 4 1/2	3 3/16 - 3 7/16	2 1/2
Juin .....	5 1/8 - 6	3	5 1/4 - 6	3 - 3 3/4	3 1/16 - 3 3/8	0,30
Juillet ....	4 1/4 - 5 1/8	3 7/16 - 3 7/8	5 5/8 - 6 3/8	4 7/16 - 5 3/16	3 1/16 - 3 3/8	5/16
Août .....	5	3 15/16 - 4 1/8	5 9/16 - 6	4 13/16 - 5 3/16	3 11/16 - 4	5/16
Septembre ..	4 1/4 - 4 5/8	3,10 - 2,40	4 7/8 - 5 5/8	3,70 - 4,45	2,75 - 3,05	2 - 2 1/4
Octobre ..	4,45 - 4,60	3,60 - 3,95	5,60 - 6,75	4,45 - 5,20	3,65 - 4	2,75 - 3,05
Novembre ..	4,05 - 4,20	3,45 - 3,60	4,50 - 5,25	3,40 - 4,10	3,20 - 3,35	2,25 - 2,35
Décembre ..	5,85 - 6,20	3,95 - 4,10	7,80	4,10 - 4,85	5,75 - 6,05	2,60 - 2,75

#### B. — LE MARCHÉ DE L'OR.

La réglementation du marché libre officiel de l'or n'a subi aucun changement en 1952. Le prix du métal a évolué parallèlement aux cours des devises fortes sur le marché clandestin auxquels il est étroitement lié.

En février, la crise de trésorerie en francs et en devises porta le cours du métal à un niveau qui n'avait pas été atteint depuis mars 1949. La tendance se renversa dès le début de mars, lorsque le nouveau gouvernement eut fait connaître son programme. Les cours baissèrent jusqu'en juin — de 25 % pour le lingot et de 31 % pour la pièce de 20 francs par rapport aux cours de février — en liaison avec l'émission de l'emprunt 3 1/2 % à garantie or, l'amnistie fiscale étendue aux opérations de change et certaines dispositions prises pour faire renaître la confiance et restaurer l'épargne.

Une nouvelle hausse se produisit le troisième trimestre, en particulier en août, sous l'influence de certains bruits concernant un relèvement des prix de l'or aux Etats-Unis. Après la conférence du Fonds monétaire international à Mexico, un sensible tassement se produisit en octobre et novembre, puis le prix du métal se releva en raison du retard apporté aux réformes profondes maintes fois annoncées et des rumeurs relatives à une

crise de trésorerie, voire d'une dévaluation. Toutefois, en fin d'année, les cours étaient encore bien inférieurs à ceux de janvier.

Cours de l'or au marché libre officiel à Paris (a).

(En francs.)

Année 1952	Lingot 1 kilo		Napoléon	
	P. H.	P. B.	P. H.	P. B.
Janvier .....	588.000	568.500	4.848	4.370
Février .....	633.000	591.000	5.070	4.395
Mars .....	633.000	570.000	4.998	4.395
Avril .....	553.000	508.000	4.398	4.005
Mai .....	508.500	492.000	4.030	3.970
Juin .....	501.000	484.000	4.000	3.850
Juillet .....	510.000	487.000	3.938	3.830
Août .....	524.000	506.000	3.990	3.930
Septembre .....	515.500	499.000	3.930	3.815
Octobre .....	506.000	487.500	3.860	3.745
Novembre .....	495.000	483.000	3.770	3.730
Décembre .....	525.000	489.000	3.980	3.740

(a) Moyenne journalière des cours.

L'attitude plus libérale adoptée par le Fonds monétaire international à l'égard des ventes d'or, dit industriel, sur les marchés libres a entraîné un recul des cours internationaux qui ont oscillé autour de 37 dollars l'once contre 38 et 39 dollars en 1951. On a d'ailleurs constaté que lorsque le prix de l'or tombe au-dessous de 37 dollars l'once, les offres se raréfient, les producteurs n'ayant manifestement pas intérêt à vendre sur les marchés libres. La tendance fréquemment baissière des cours mondiaux en 1952 s'est évidemment répercutée sur le marché français. Toutefois, la valeur en dollars de l'once d'or fin à Paris, calculée d'après le prix du kilo d'or fin au marché officiel et le cours du dollar billet au marché parallèle, est restée, comme le montre le tableau ci-après des « pointes », nettement supérieure au cours de 37 dollars et à plus forte raison au prix officiel américain de 35 dollars.

Cours de l'once d'or à Paris (en dollars).

(Année 1952.)

8 janvier .....	41,76
14 mai .....	38,87
28 mai .....	39,90
9 décembre .....	37,83
31 décembre .....	38,48



La prime, que font ressortir les cours du napoléon par rapport au lingot, est passée progressivement de 33 % environ en janvier à 41,73 % en juin avec une pointe intermédiaire de 39,20 % en février. Elle s'est abaissée ensuite à 32 % en août et a oscillé entre cette limite inférieure et 35 % jusqu'à fin novembre. En décembre, elle descendit jusqu'à 30,88 la veille de Noël et s'établissait à 31,90 en fin d'année. Les arbitrages officiels effectués avec l'aide de napoléons frappés par la Monnaie dans les lingots dont peuvent disposer les autorités monétaires ont contribué dans une mesure appréciable à la compression de la prime du napoléon.

Le 30 janvier 1932, le ministère des Finances a publié le communiqué suivant :

« En vertu d'une décision prise par le ministre des Finances en mai 1931, il a été procédé depuis six mois, à l'Hôtel des monnaies, à la frappe de pièces d'or de 20 francs démonétisées du type coq. »

« La Banque de France possédant à la fin de la guerre une encaisse en pièces considérable dont une large partie a été à l'époque fondue en lingots, il a paru opportun de reconvertir en pièces une partie de ces lingots afin de faciliter la mission régulatrice que le Fonds de stabilisation des changes exerce sur le marché de l'or. »

Cette mission ne doit, en principe, entraîner aucun changement dans les réserves d'or du Fonds, évaluées en poids.

L'évolution du marché de l'or en 1932 semble indiquer un ralentissement de la thésaurisation de l'or, bien que celle-ci demeure fortement ancrée dans les habitudes du public. Ainsi les souscriptions à l'emprunt 3 1/2 % à capital garanti effectuées en or n'ont atteint, sur un total de 195 milliards d'argent frais, que 17 milliards environ, représentant 33,9 tonnes de métal fin.

Étant donné que le marché parallèle des devises est illégal et théoriquement occulte et que le marché de l'or procure un refuge à l'épargne méfiante, les fluctuations des cours sur ces marchés doivent être interprétées avec beaucoup de réserve. Elles sont parfois sujettes à quelque exagération sous la pression des éléments psychologiques, notamment la crainte ou l'espoir que fait naître l'évolution économique et financière.

## C. — LA RÉGLEMENTATION DES CHANGES.

Un certain nombre de mesures ont été prises, en 1952, en matière de réglementation des changes : les principales ont eu pour objet d'obvier au déficit de la balance des comptes. Toutefois, les autorités monétaires ont procédé à ces arrangements avec prudence et, chaque fois que cela fut possible, elles ont affirmé par des dispositions techniques leur désir d'assouplir le fonctionnement du marché des devises.

*1° Assouplissement des opérations sur devises.*

Ainsi que nous l'avons brièvement indiqué ci-dessus, dès le début de l'année 1952<sup>5</sup>, l'Office des changes a autorisé les banques françaises agréées à acheter des livres sterling non seulement sur le marché de Paris, mais également sur le marché de Londres par la vente de francs français, dans le cadre de la réglementation des changes. En outre, il a autorisé les ventes de livres effectuées, soit directement sur le marché officiel de Paris, soit sur le marché de Londres contre francs. Le nouveau régime s'applique à la fois aux opérations au comptant et aux transactions à terme et revêt un caractère réciproque en faveur des banques anglaises. Il a pu être instauré grâce au rétablissement à Londres, le 17 décembre 1951, d'un marché des changes plus souple, tant au comptant qu'à terme, et qui se compare au marché officiel créé à Paris en août 1950.

Le 21 janvier<sup>6</sup>, le nouveau régime a été étendu aux opérations de change avec les Etats-Unis et le Canada, ce dernier ayant abrogé le contrôle des changes le 14 décembre 1951. Les banques ont, de surcroît, été autorisées à se couvrir en \$ U.S.A. ou en \$ canadiens indistinctement auprès d'une banque américaine ou d'une banque canadienne, ce qui leur a permis de procéder à ces opérations aux meilleures conditions et a facilité le nivellement des cours, au comptant ou à terme, sur le marché libre de Paris. Ainsi, malgré des circonstances fondamentalement peu favorables, les autorités françaises ont poursuivi leur politique tendant à restaurer le marché cambiste et à habituer

5. Avis n° 518 du 13 janvier 1952. Les avis, instructions, notes, cités dans cet article émanent de l'Office des changes.

6. Avis n° 521.

de nouveau les banques à pratiquer des opérations de change avec les risques que celles-ci comportent normalement.

2° *Dispositions découlant des mesures d'amnistie prises en avril 1952.*

En février<sup>7</sup>, l'Office des changes avait précisé dans quelles conditions pouvait être réalisée la régularisation des valeurs mobilières non déposées et non déclarées conformément à la législation des changes. En avril<sup>8</sup>, il fit connaître suivant quelles modalités l'amnistie prévue par la loi du 14 avril 1952 était étendue à certaines infractions. Elle s'est appliquée à tous les avoirs à l'étranger et, en ce qui concerne les avoirs en France, aux devises étrangères, aux valeurs mobilières étrangères et aux valeurs françaises libellées en devises étrangères soumises à l'obligation de dépôt, ainsi qu'aux valeurs mobilières étrangères non soumises à l'obligation de dépôt, mais ayant produit des revenus non régulièrement cédés. Pour la deuxième catégorie d'avoirs, l'amnistie a porté sur les infractions relatives au mode d'acquisition ou d'importation, à l'obligation de dépôt ou de cession; pour la première catégorie, sur les infractions relatives au mode d'acquisition, à l'obligation de déclaration, de rapatriement ou de placement sous le contrôle d'un intermédiaire agréé.

Le bénéfice de l'amnistie a été accordé d'abord jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet inclus, puis jusqu'au 31 juillet inclus.

3° *Fin de la réquisition des avoirs en or.*

En avril également, un avis<sup>9</sup> a mis fin à la réquisition des avoirs en or conservés dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, instituée en septembre 1947.

4° *Modifications apportées au statut des avoirs étrangers en France.*

Le statut des avoirs étrangers en France a été modifié, d'une part, pour stimuler les investissements étrangers; d'autre part, pour protéger les réserves de change.

7. Avis n° 529.

8. Avis n° 535.

9. N° 534.

a) En septembre 1949<sup>10</sup>, l'Office des changes avait garanti la liberté de rapatriement à tous les capitaux étrangers nouvellement investis dans la zone franc, y compris la plus-value éventuelle qui serait dégagée par la liquidation des investissements, sous réserve que ces derniers aient fait l'objet d'une déclaration préalable à l'Office des changes, et de l'octroi d'un régime de réciprocité par le pays d'où provenait l'investissement; cette seconde condition a été supprimée en août 1950. En juin 1951<sup>11</sup>, l'application du régime nouveau fut limité aux investissements financés en dollars U. S. A. ou canadiens ou en francs suisses libres, quel que soit le pays de résidence de la personne qui les effectue.

En raison de l'aggravation de la position de la France à l'U. E. P., les autorités responsables ont jugé qu'il serait bon de restituer aux mouvements de capitaux leur rôle classique dans le rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes. Aussi, pour favoriser les investissements étrangers en France, il a été décidé, en décembre 1952<sup>12</sup>, que le régime particulier établi en septembre 1949 pour les investissements nouveaux dans la zone franc pourrait être étendu, sur décision spéciale, à ceux qui seraient réalisés par des personnes qui résident dans un pays étranger membre de l'U. E. P. Les investissements doivent être financés soit par une cession de devises du pays de résidence de la personne qui effectue l'investissement, soit par des avoirs existant au crédit et au compte étranger en francs de la nationalité du pays susvisé. Ce régime s'applique particulièrement, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1952<sup>13</sup>, aux investissements suisses en France et aux placements à court terme opérés en France par les banques établies en Suisse. Au cours des négociations franco-suisses qui eurent lieu au début de novembre 1952 et qui aboutirent à la conclusion d'un nouvel accord de paiement, il fut jugé nécessaire de favoriser le maintien des relations traditionnelles entre les marchés des capitaux français et suisses.

b) A la suite des modifications apportées en janvier 1952<sup>14</sup>

10. Avis n° 419.

11. Avis n° 503.

12. Instruction n° 823.

13. Instruction n° 824 et instruction n° 826.

14. Instruction n° 819 et n° 821.



aux relations financières avec le Canada, les personnes résidant dans ce pays ont été autorisées à se faire ouvrir des comptes en francs « libres » tout comme les personnes résidant dans les pays de la zone dollar, autres que ceux liés à la France par un accord de paiement, et dans la Côte française des Somalis. Rappelons que les soldes des comptes en francs libres sont échangeables en toutes devises convertibles, alors que les avoirs en comptes étrangers ordinaires ne sont convertibles que dans les devises respectives des pays où résident leurs titulaires.

c) Mais en février<sup>15</sup>, le régime libéral qui avait été établi, notamment en mars et juin 1951, pour le virement des avoirs en comptes « Capital »<sup>16</sup>, créé fin 1949, à des comptes étrangers en francs, a été abrogé, tout virement d'un compte capital à un compte étranger en francs, quelle que soit la nationalité des comptes débités et crédités, étant désormais subordonné, dans chaque cas, à l'autorisation préalable de l'Office des changes. Ainsi a été suspendue l'application d'une des modalités de la politique de libération des avoirs étrangers.

d) Un décret promulgué au *Journal officiel* du 17 février a interdit la vente en France de valeurs mobilières étrangères par des personnes physiques de nationalité étrangère ayant leur résidence en France. L'achat de telles valeurs par ces personnes était déjà prohibé pour sauvegarder le portefeuille national. La nouvelle mesure avait pour objet de mettre un terme à certains trafics sur des valeurs internationales opérés par des non-résidents sous le couvert de personnes de nationalités étrangères résidant en France. Ces trafics se traduisaient par des demandes de devises au marché parallèle. En novembre, une instruction de l'Office des changes<sup>17</sup> a admis que les titres déposés en banque depuis un certain délai échapperaient à la prohibition.

3° *Mesures appliquées aux résidents en vue de protéger les réserves de change et de combattre les opérations spéculatives.*

a) *Suspension de la libération des échanges.* — L'évolution défavorable de la position française à l'U. E. P. a provoqué des

15. Instruction n° 493.

16. Comptes créés pour faciliter la gestion, la négociation et l'utilisation des avoirs étrangers non transférables.

17. Instruction n° 518.

sorties croissantes de dollars. Pour y mettre fin, il a été décidé d'imposer des réductions aux importations, en plus des restrictions déjà apportées aux achats dans la zone dollar. En conséquence, à partir du 4 février, les importations de marchandises en provenance des pays membres de l'O. E. C. E., antérieurement libérées, ont été de nouveau placées sous licences<sup>18</sup>.

b) *Modifications apportées au règlement des importations.*  
— Depuis le 3 février 1952<sup>19</sup>, l'achat des devises à terme n'est possible que si l'expédition des marchandises doit intervenir dans un délai maximum de trois mois, et les achats de devises au comptant sont prohibés tant que la banque domiciliataire n'a pas reçu justification de l'expédition. Si trois mois après l'acquisition des devises, à terme ou au comptant, la banque n'a pas été avisée de l'expédition des marchandises, elle annule automatiquement l'achat à terme par un contrat de terme en sens inverse et l'achat au comptant par rétrocession sur le marché libre ou sur le marché officiel. La justification de l'expédition des marchandises est également exigée pour les versements au crédit de comptes étrangers en francs.

Ces dispositions visaient à mettre fin à des opérations spéculatives sur devises qui avaient pris une grande ampleur dans le dernier trimestre de 1951, à la faveur des dispositions libérales adoptées par l'Office des changes. Les avoirs des banques en devises devaient être, de ce fait, limités aux seuls besoins commerciaux essentiels.

De surcroît, l'Office des changes et la Banque de France ont maintenu et renforcé l'obligation faite en novembre 1951 aux banques françaises de déposer chez les banques centrales étrangères, au compte de la Banque de France, gérante du Fonds, une partie des disponibilités en devises qu'elles étaient jusqu'alors autorisées à conserver chez leurs correspondants étrangers. Rappelons que les intermédiaires agréés peuvent utiliser ces avoirs à l'étranger, dont ils conservent la disposition, en placements à court terme, et qu'ils peuvent les offrir en report sur le marché de Paris. Le virement des disponibilités à la Banque de France ne saurait cependant agir sur le taux des reports, puisque les devises demeurent disponibles et peuvent être rétrocédées aux banques sur simple demande de leur part.

18. Avis n° 527.

19. Avis n° 524.

Par ailleurs, en mars <sup>20</sup>, en vue d'atténuer la tension du marché à terme, il a été mis fin à la faculté accordée aux importateurs de marchandises en provenance d'un pays avec lequel la France est liée par un accord de paiement en francs, de souscrire — sauf autorisation de l'Office des changes — à un contrat d'achat de devises à terme à titre de garantie. Cette faculté a été toutefois maintenue pour l'achat de dollars U. S. A. destinés au règlement d'importations en provenance d'un pays lié à la France par un accord de paiement dont le dollar est la monnaie de compte, sous réserve de certaines dispositions techniques prises en raison de stipulations particulières des accords.

c) *Modifications apportées au régime des comptes E. F. A C.* — Les restrictions imposées en octobre 1951 à l'utilisation des avoirs en comptes E. F. A C <sup>21</sup> ont été aggravées en février 1952 <sup>22</sup>. Ces avoirs ne peuvent plus être placés en report, pour le compte du titulaire, sur le marché libre ou sur le marché officiel. En outre, ont été subordonnés à l'autorisation préalable de l'Office des changes : les arbitrages de devises E. F. A C réalisés à l'étranger, les arbitrages réalisés en France, si l'opération à laquelle ils se rapportent est elle-même soumise à autorisation, l'acquisition en Bourse à l'étranger ou la souscription de valeurs mobilières étrangères.

d) *Restrictions apportées aux opérations sur valeurs mobilières étrangères.* — En février <sup>23</sup>, il a été recommandé aux intermédiaires agréés de demander à l'Office des changes une autorisation de souscrire en devises aux augmentations de capital de sociétés étrangères pour le compte de ressortissants français que dans la mesure où l'opération leur paraît présenter un intérêt tout particulier pour l'ensemble du portefeuille français. Puis, en mars <sup>24</sup>, un régime plus restrictif a été instauré pour les souscriptions de valeurs mobilières étrangères et pour la vente à l'étranger de certaines valeurs mobilières étrangères contre cession sur le marché libre ou sur le marché officiel du produit de la négociation en devises.

20. Instruction n° 497.

21. Comptes créés en avril 1948 où les exportateurs peuvent verser une fraction des devises ou des francs provenant de leurs ventes à l'étranger.

22. Avis n° 530.

23. Note n° 338.

24. Instruction n° 500.

Par contre, en janvier<sup>25</sup>, la réglementation applicable au rapatriement des revenus — non réglés par chèque dividende — provenant de valeurs mobilières étrangères conservées à l'étranger a été assouplie pour réduire les frais et permettre le groupement des encaissements. Les revenus peuvent être rapatriés une seule fois par an ou seulement lorsque leur valeur globale dépasse 10.000 francs.

e) *Diminution des allocations de moyens de paiement aux touristes et voyageurs.* — Aux mesures libérales prises en 1949 et 1950 en matière d'allocations de moyens de paiement aux touristes et voyageurs, ont fait place des restrictions dont la sévérité est allée en s'aggravant à partir de novembre 1951, notamment à l'encontre des personnes se rendant dans les pays à monnaie forte.

En février 1952<sup>26</sup>, la tolérance à la sortie des billets et monnaies libellés en francs (franc métropolitain, franc C. F. A. ou franc C. F. P.) fut ramenée de 50.000 à 20.000 francs, ces billets demeurant négociables à l'étranger pour couvrir les frais normaux de séjour. Par ailleurs<sup>27</sup>, il avait été décidé que les voyageurs se rendant dans divers pays de la zone dollar ou au Canada pourraient bénéficier au maximum d'une allocation globale de 900 dollars pour un séjour d'une durée de quinze jours. En mars<sup>28</sup>, cette allocation globale fut ramenée à 600 dollars.

En février également, l'Office des changes précisa que les frais inhérents aux voyages d'affaires devaient être normalement couverts par prélèvements sur les comptes E. F. A. C., ou, à défaut, par une allocation en devises du pays de destination, ou un accréditif n'excédant pas la contrevaletur de 15.000 francs. En outre, le montant maximum de l'allocation en devises accordée aux touristes a été ramené, en principe, à la contrevaletur de 30.000 francs contre 50.000 antérieurement pour un voyage dans un pays donné. Enfin, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1953<sup>29</sup>, les touristes ne peuvent obtenir de devises, au cours d'une même année, que pour deux voyages, quel que soit le nombre de pays visités, deux mois devant séparer au minimum la première

25. Avis n° 522.

26. Note n° 337.

27. Instruction n° 490.

28. Instruction n° 502.

29. Instruction n° 527.



allocation de la seconde. Un voyageur qui n'aura pas prélevé à l'occasion d'un voyage la totalité de l'allocation à laquelle il pouvait prétendre, n'a pas la faculté de reporter la fraction non prélevée sur un autre voyage. Rappelons que l'utilisation des devises à des fins autres que le règlement de frais de séjour, et notamment leur vente à l'étranger contre francs français, est interdite.

Par contre, la liberté d'importation des pièces de monnaies (pièces d'or exclues) françaises et étrangères, de billets de banque émis dans la zone franc ou à l'étranger a été intégralement maintenue<sup>30</sup>.

#### D. — LA BALANCE DES PAIEMENTS.

##### 1° *Les résultats de l'année 1951.*

En 1951, la balance des paiements courants de la zone franc fut déficitaire de 1.058 millions de dollars, dont 859 millions pour les échanges commerciaux — les importations progressant de 1.958 à 3.267 millions de dollars, soit de 1.309 millions ou de 66,8 % et les exportations de 1.880 à 2.496 millions, soit de 616 millions ou de 32,7 % — et 199 millions pour les échanges invisibles courants.

Au déficit de la balance des paiements courants s'ajouta la charge nette des transactions financières (emprunts et investissements privés et publics) qui atteignit 24 millions de dollars. Le déficit global de la balance des comptes s'éleva ainsi à 1.082 millions de dollars. Il fut couvert à concurrence de :

- 29 millions par des crédits obtenus au titre des accords de paiements;
- 257 millions par des crédits consentis par l'U. E. P.;
- 16 millions par l'accroissement des soldes débiteurs des comptes étrangers en francs;
- 181 millions par l'aide américaine;
- 25 millions par des prélèvements sur les réserves de change privées;
- 226 millions par des prélèvements sur les réserves de change publiques;
- 48 millions par des recettes diverses.

30. Avis n° 526.

## Balance générale des paiements de la zone franc.

(En millions de \$ U. S. A.)

	1951		1952 1 <sup>er</sup> trimestre	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
<i>Paievements courants.</i>				
Règlements commerciaux .....	2.496	3.267	1.033	1.487
Revenus et services .....	320	590	493	309
Voyageurs et touristes .....	190	112	85	48
Opérations du Trésor .....	87	137	77	65
Solde débiteur de la balance des T. O. M. avec l'étranger .....		88	»	7
Divers .....	90	47	51	31
<b>TOTAL .....</b>	<b>3.183</b>	<b>4.241</b>	<b>1.411</b>	<b>1.917</b>
<b>DÉFICIT .....</b>	<b>1.058</b>		<b>506</b>	
<i>Opérations en capital.</i>				
Aide américaine .....	484	»	264	»
Crédit accordé par ou à l'U. E. P. ..	237	»	249	»
Investissements et crédits privés ....	156	88	113	54
Investissements et crédits publics ....	23	113	48	67
Mouvements des soldes des comptes des accords de paiements .....	29	»	»	36
Mouvements des comptes étrangers en francs .....	46	»	7	»
Mouvements des avoirs en or et en devises (a) :				
Avoirs publics .....	226	»	58	85
Avoirs privés .....	56	31	96	»
Divers .....	56	8(b)	1	69(c)
<b>TOTAL .....</b>	<b>1.300</b>	<b>212</b>	<b>808</b>	<b>302</b>
<b>SOLDE .....</b>	<b>1.058</b>	<b>»</b>	<b>506</b>	<b>»</b>

(a) En dépenses : augmentation; en recettes : diminution.  
(b) Dont 3,7 millions d'aide à la Yougoslavie.  
(c) Dont 6,1 millions d'aide à la Yougoslavie.

## 2° Les résultats du premier semestre 1952.

Au moment où nous écrivons, seule la balance des paiements de la zone franc pour le premier semestre 1952 a été publiée. Si on la compare aux résultats de l'an dernier, on constate que le déficit des paiements courants, soit 506 millions de dollars, a été inférieur à celui du deuxième semestre 1951 (804 millions), mais qu'il est double de celui du premier semestre (254 millions).

## Balance des paiements courants.

(En millions de dollars, monnaie de compte.)

	1950	1951	1952 1 <sup>er</sup> semestre
Zone dollar .....	- 419	- 534	- 477
Zone U. E. P. .... (y compris membres de la zone sterling)	+ 191	- 322	- 281
Autres pays .....	- 10	2	- 50
<b>DÉFICIT .....</b>	<b>- 238</b>	<b>1 038</b>	<b>- 798</b>

La répartition par zones monétaires du déficit de la balance des paiements courants montre que la situation s'est sensiblement aggravée depuis 1950 en ce qui concerne les relations avec la zone U. E. P. (y compris les pays membres de la zone sterling).

Le déficit envers la zone sterling a été de 93 millions de dollars pendant le premier semestre 1952 contre 55 millions pendant le deuxième semestre 1951, les déficits envers la zone dollar (Canada compris) ont été respectivement de 177 et 336 millions de dollars.

Précisons qu'on entend par zone dollar et par zone sterling tous les pays avec lesquels, aux termes de la législation française des changes, les règlements doivent ou peuvent être effectués en dollars (zone dollar) et en livres sterling (zone sterling).

Les transactions financières ont eu pour effet de diminuer le passif de la balance des comptes de 15 millions de dollars. En effet, alors que la charge nette des emprunts et investissements publics de 48,7 millions de dollars était compensée par une recette nette de 48,8 millions au titre des investissements et crédits privés, les recettes diverses, principalement la contre-valeur d'importations dites « sans paiements », ont procuré 15 millions de dollars.

La couverture du déficit de la balance des comptes 506 — 13, soit 491 millions de dollars, a été assurée comme suit (en millions de dollars) :

1. Déficit de la balance des comptes.....	491
2. Couverture du déficit :	
Aide américaine .....	264
Crédits U. E. P.....	249
Accroissement des soldes créditeurs des comptes étrangers en francs.....	7
Diminution des avoirs privés en devises.....	96
Diminution des avoirs publics en or.....	58
	<hr/>
	674

L'excédent de recettes,  $674 - 491 = 183$  millions de dollars, se retrouve dans :

— l'accroissement des avoirs publics en devises.....	pour 83 millions
— la diminution des soldes débiteurs des accords de paiements .....	pour 30 millions
— le prêt à la Yougoslavie.....	pour 6 millions
— les opérations en cours et dépenses diverses.....	pour 62 millions

L'équilibre de la balance des paiements du premier semestre 1952 n'a pu être assuré, malgré l'aide américaine et les crédits U. E. P., que par une diminution de  $(96 + 58) - 85 = 69$  millions de dollars des réserves de change.

### 3° Le commerce extérieur de l'année 1952.

Les statistiques relatives au commerce extérieur montrent que le déficit global a atteint 173 milliards contre 128 milliards en 1951, le déficit envers les pays étrangers, 413 milliards contre 339 milliards en 1951, ayant progressé plus que l'excédent envers les colonies, 240 contre 210 milliards.

#### Commerce extérieur de la France en 1952.

(En millions de francs.)

	ETRANGER	COLONIES	TOTAL
Importations .....	1.231.533	338.360	1.569.943
Exportations .....	818.422	593.372	1.416.494
Déficit (-) .....	- 413.163	"	- 173.451
Excédent (+) .....	"	+ 240.012	"

De 1951 à 1952, le déficit envers la zone sterling est passé de 241 à 277 milliards et pour la zone dollar de 125 à 138 milliards. Quant à la position de la France à l'U. E. P., qui couvre à la fois les transactions visibles et invisibles, elle a évolué comme suit :

#### Positions de la France à l'U. E. P.

(En milliers d'unités de compte.) (a)

ANNÉE 1952	POSITION NETTE MENSUELLE — débitrice + créditrice	POSITION CUMULATIVE NETTE — débitrice + créditrice
Janvier .....	- 402.892	- 286.864
Février .....	- 428.807	- 445.674
Mars .....	- 29.470	- 445.144
Avril .....	+ 2.738	- 442.403
Mai .....	- 497	- 442.900
Juin .....	+ 22.225	- 420.675
Juillet .....	- 2.573	- 398.248
Août .....	- 23.057	- 421.305
Septembre .....	- 54.004	- 475.309
Octobre .....	- 42.004	- 517.373
Novembre .....	- 24.302	- 541.675
Décembre .....	- 70.961	- 612.836

(a) Unité équivalente au \$ U. S. A.

(b) Après la « bilatéralisation » franco-belge d'une somme de 25 millions d'unités de compte réalisée lors de la réforme de l'U. E. P.



Les déficits mensuels ont été particulièrement prononcés au début et, dans une moindre mesure, à la fin de l'année.

L'efficacité des mesures prises en février pour redresser la situation a commencé à se faire sentir en mars et surtout au milieu de l'année.

Le gouvernement a recherché une diminution des importations par la suspension de la libération des échanges prévue par l'O. E. C. E. Le ministre des Affaires économiques souligna toutefois que pour une série de produits (matières premières et produits alimentaires essentiels) représentant plus de 40 % des échanges sur la base du commerce de 1948, aucune mesure restrictive ne serait prise et que les contingents fixés pour les autres produits seraient établis aussi largement que possible. Cette décision ne traduisait en aucune façon une politique à tendance protectionniste. Le stimulant aux exportations a été recherché, avant tout, dans la baisse des prix. Pour l'obtenir, des allègements de charges fiscales (taxes à la production et sur les transactions) et sociales (cotisations patronales de sécurité sociale et versement forfaitaire de 5 % sur les salaires), voire un remboursement intégral, ont été consentis pour un grand nombre de marchandises exportées. Cette politique, mise en application au début de février, a été renforcée au début de juillet.

D'autre part, divers avantages ont été accordés en matière de crédit aux exportateurs. Les conditions de banque ont été sensiblement réduites en leur faveur au début de novembre 1952. Mais, surtout, dès janvier, la Banque de France avait décidé d'admettre à l'open market, en dehors des plafonds adoptés en octobre 1951, les effets de mobilisation de créances à vue ou assorties d'un terme inférieur ou égal à trois mois et correspondant à des ventes à l'étranger. Ainsi étaient favorisés les concours sollicités par « les entreprises qui contribuent effectivement à accroître les rentrées de devises et, en particulier, de devises fortes ».

En effet, ces nouvelles dispositions ne s'appliquent qu'aux créances provenant d'exportations vers les pays dont les résidents peuvent utiliser les disponibilités figurant au crédit de comptes étrangers en francs sans autorisation de l'Office des changes.

\*  
\*\*

Les dispositions prises à la fin de 1951 et au début de 1952 pour défendre la monnaie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ont eu une certaine efficacité mais elles n'ont pas été couronnées d'un plein succès. Il ne semble pas que l'on puisse reprocher aux techniciens l'insuffisance des résultats obtenus, bien que dans divers secteurs les mesures qu'ils ont préconisées et mises en œuvre aient revêtu un caractère trop fragmentaire. En effet, il ont dû souvent s'incliner devant les impératifs ressortant uniquement de la politique.

Fernand MOLIEUX.

# LES CAISSES D'ÉPARGNE

---

SOMMAIRE. — *Evolution générale des dépôts. — Elévation des maxima de dépôts. — Répartition des dépôts. — Emploi des dépôts.*

## I. — EVOLUTION GÉNÉRALE.

Le montant total des dépôts dans les caisses d'épargne (Caisse nationale et caisses privées) a atteint 813 milliards au 31 décembre 1932 contre 689 milliards au 31 décembre 1931<sup>1</sup>. L'accroissement a été de 124 milliards, représentant 18 % des dépôts en début d'année contre 74 milliards et 12 % des dépôts en 1931, et 124 milliards et 25 % des dépôts en 1930.

La nette tendance à la stabilisation des prix, observée en 1932, a été ainsi favorable au développement des dépôts dans les caisses d'épargne. Cette évolution montre une fois de plus que les mesures d'assainissement monétaire incitent à la mise en réserve de disponibilités.

Les épargnants modestes, qui forment la clientèle des caisses d'épargne, avaient été tentés, en 1931 et au début de 1932, d'employer leurs ressources, au fur et à mesure de leur formation, à des achats qui n'étaient pas toujours indispensables, mais qui visaient à pallier l'incidence des hausses de prix attendues. Ils semblent s'être davantage préoccupés, par la suite, de

1. Le chiffre de 813 milliards, relevé pour le total des dépôts, s'entend compte non tenu des intérêts dus aux déposants de la Caisse nationale. Ces intérêts, qui seront comptabilisés par la suite, représenteront un montant de l'ordre de 10 milliards (2,75 % sur 350-360 milliards).

Dans l'attente des résultats définitifs, et pour faire ressortir, en ordre de grandeur, l'augmentation réelle des dépôts, on a comparé, pour les deux années 1931 et 1932, le total provisoire des dépôts, compte non tenu des intérêts dus aux déposants de la Caisse nationale. Calculé à partir des chiffres provisoires, l'accroissement des dépôts ressort ainsi à  $813 - 689 = 124$  milliards. Calculé à partir des chiffres définitifs, il sera un peu supérieur, puisqu'il conviendra d'ajouter une dizaine de milliards d'intérêts au total de 1932 contre 9,2 milliards pour 1931. L'accroissement réel des dépôts, tel qu'il ressortira des chiffres définitifs, sera probablement compris entre 124 et 125 milliards.

se constituer une masse de manœuvre dans l'attente d'un emploi avantageux.

La stabilisation des prix a ainsi favorisé l'augmentation des dépôts, en même temps qu'elle consolidait la valeur en pouvoir d'achat des avoirs antérieurement accumulés. Exprimé en francs 1938, sur la base de l'indice moyen annuel des prix de gros, le total des dépôts s'inscrit, en assez forte augmentation : 30 milliards de francs 1938 à fin décembre 1952 contre 27 milliards à fin décembre 1951.

L'accroissement des dépôts a été inégalement réparti entre les caisses privées (+ 72 milliards) et la Caisse nationale (+ 52 milliards). La faveur dont les caisses privées ont bénéficié auprès des déposants s'explique sans doute, en partie, par la différence des taux d'intérêt servis (3 % pour les caisses privées et 2,75 % pour la Caisse nationale). Mais elle paraît également due, dans une assez large mesure, à l'assouplissement du contrôle des opérations et à la mise en application de la loi Minjoz :

a) Les guichets de la plupart des caisses privées n'étaient jusqu'ici ouverts que deux ou trois jours chaque semaine pour les opérations en numéraire. Il fallait en effet qu'à chaque séance un administrateur fût présent pour tenir le « bordereau » qui assure le contrôle de caisse. Un système de contrôle automatique, par bordereaux multiples permettant ou non l'emploi d'une machine, a permis, en 1952, un important développement des opérations. Les caisses ont pu, grâce à ce système, tenir davantage de séances, voire même ouvrir de nouvelles succursales.

b) En vertu de la loi Minjoz, les caisses peuvent prendre l'initiative d'instruire les demandes de prêts des collectivités locales de leur ressort, ces prêts étant ensuite réalisés sous le contrôle et par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts, dans les conditions qui ont été précédemment exposées. Les collectivités locales se trouvent ainsi, en tant qu'emprunteuses éventuelles, intéressées au développement des dépôts, et facilitent volontiers la publicité des caisses (pose d'affiches, transmission d'avis, mise à disposition de salles de conférences, etc.). En tout état de cause, les améliorations réalisées sur le plan local grâce à leur argent fournissent aux caisses un très bon argument de propagande.



## II. — ÉLÉVATION DES MAXIMA DE DÉPÔTS.

Si les taux d'intérêt servis par les caisses à leurs déposants n'ont pas varié au cours de l'année, les maxima de dépôts ont été élevés par la loi du 22 juillet 1952. Les nouveaux maxima fixés par cette loi ont été de :

- 400.000 francs pour les dépôts ordinaires (contre 300.000 francs antérieurement);
- 2.000.000 de francs pour les sociétés de secours mutuels et organismes assimilés (contre 1.500.000 francs antérieurement).

Cette augmentation des maxima ne poserait pas de problèmes particuliers, si elle n'avait été suivie, au début de 1953, d'une nouvelle augmentation, qui a porté de 400 à 500.000 fr. le plafond des dépôts ordinaires, et de 2.000.000 à 2.500.000 fr. celui des sociétés de secours mutuels. En outre, la loi du 7 février 1953, relative au développement des dépenses d'investissement, a décidé (art. 73) que les organismes d'H. L. M. et le Crédit immobilier sont autorisés à effectuer des dépôts sur les livrets des caisses *sans limitation de sommes*.

Cette dernière disposition, qui avait principalement pour objet d'améliorer le taux de rendement des fonds disponibles des H. L. M., tend à faire sortir les caisses d'épargne de leur rôle traditionnel qui est à la fois :

- d'encourager et de protéger l'épargne des classes modestes;
- de faire rentrer dans le circuit économique des billets qui seraient, sans elles, inutilement thésaurisés.

L'élévation du maximum des dépôts à 500.000 francs, soit vingt-cinq fois son montant de 1938, ne paraît pas anormale si l'on considère qu'entre ces deux dates les prix de gros et de détail se sont accrus d'environ vingt-six fois, et les dépôts bancaires à vue de vingt-sept fois. Il n'en existe pas moins une certaine disparité entre le nouveau maximum adopté, qui est au coefficient 23 par rapport à 1938, et le montant effectif des dépôts, qui représente seulement treize fois le chiffre de 1938. On peut se demander si cette disparité n'aura pas pour effet d'attirer dans les caisses des capitaux flottants qui n'auraient pas le caractère de stabilité des dépôts habituels. L'expérience

permettra seule d'en juger et de voir si le nouveau maximum de 500.000 est bien en rapport avec les possibilités de la clientèle traditionnelle des caisses, compte tenu du fait que celle-ci a été accrue depuis la guerre par le nivellement des revenus et des fortunes.

### III. — RÉPARTITION DES DÉPÔTS.

Dans l'immédiat, l'élévation du plafond, décidée en juillet 1952, a entraîné une vive augmentation des dépôts. Ceux-ci s'étaient accrus de 42 milliards au cours du premier semestre. Ils ont augmenté de 82 milliards pendant le second semestre.

Il est sans doute possible que l'émission de la Rente 3 1/2 % ait détourné quelques capitaux des caisses d'épargne en mai et juin et diminué d'autant l'expansion des dépôts au cours du premier semestre. Le mouvement, s'il a existé, n'a, en tout cas, revêtu qu'une ampleur limitée, puisque les excédents des dépôts ont atteint 7 milliards pour les deux mois contre 13 pour la période correspondante de 1951.

Les renseignements dont on dispose actuellement, bien qu'ils soient encore incomplets, permettent de penser que, comme les années précédentes, l'augmentation du total des dépôts s'est principalement portée sur les avoirs supérieurs à 200.000 francs. Autant qu'on peut le savoir, l'augmentation de cette catégorie de dépôts correspond moins à l'ouverture de livrets nouveaux qu'aux versements effectués sur livrets anciens d'un moindre montant. Il y aurait eu ainsi, dans la masse des dépôts, une série de mutations tendant à accroître les avoirs individuels de toutes catégories et aboutissant à une sorte d'effet de « pointe » dont il faut chercher l'origine dans les réactions des déposants les plus fortunés : salariés et retraités aisés, artisans et petits commerçants.

### IV. — EMPLOI DES DÉPÔTS.

La Caisse des dépôts et consignations a assuré dans les conditions habituelles le placement des excédents de dépôts collectés par les caisses d'épargne en 1952. Ce placement a été plus spécialement orienté :

- vers les souscriptions à la rente 3 1/2 1952 et aux obligations du Trésor 1952 à 2, 4, 6 et 8 ans. Les montants souscrits, qui ne sont pas encore connus, ont été certainement importants;

— vers les prêts aux collectivités locales réalisés dans le cadre de la loi du 24 juin 1950<sup>2</sup>;

Sur les 33 milliards 1/2 de demandes de prêts qui avaient été transmises à la Caisse des dépôts en 1951 :

- 32 milliards 1/2 ont été définitivement agréés, le reste correspondant à des dossiers écartés ou retirés par les demandeurs;
- 11 milliards ont donné lieu à un paiement effectif au cours de l'année 1951;
- 21 milliards 1/2 ont donné lieu à paiement pendant l'exercice 1952.

En 1952, il a été fait 21 milliards de demandes de prêts qui ont été presque toutes examinées pendant l'année. Il a été payé à ce titre un peu moins de 14 milliards. Il convient de rappeler que les caisses privées peuvent, en vertu de la loi du 24 juin 1950, présenter des demandes de prêts pour un montant limité à une fraction de leurs excédents de dépôts de l'année précédente<sup>3</sup> (jusqu'ici 50 %). Ainsi la charge de trésorerie supportée en 1952 par la Caisse des dépôts et consignations correspond aux excédents de dépôts des caisses privées pour 1950 et 1951. Cette charge, qui a été de l'ordre de 33 milliards, a représenté la moitié environ des excédents de dépôts constatés en 1952. En 1953, les caisses privées pourront présenter quelque 36 milliards de demandes de prêts.

Les demandes présentées en 1952 ont principalement concerné les activités suivantes<sup>4</sup> :

H. L. M. ....	5	milliards
Constructions et équipement scolaire .....	2,9	—
Voirie .....	2,5	—
Adduction d'eau .....	2	—
Electrification .....	1,5	—

Dans les opérations de moindre importance, les emprunts des houillères ne figurent plus que pour 15 millions contre 1 milliard environ en 1951.

2. Voir *Annuaire* précédent.

3. Tant que les placements de l'espèce n'atteignent pas 30 % du total des dépôts.

4. Voir, sur toute cette question, l'article très complet publié dans le numéro de mars du *Journal des caisses d'épargne*.

Dépôts en fin de mois dans les Caisse<sup>s</sup> d'épargne.  
(en milliards de francs).

	CAISSE NATIONALE					CAISSES ORDINAIRES					TOTAL				
	TOTAL des dépôts	VERSEMENTS au cours du mois	PRÉLEVEMENTS	EXCÉDENTS ou déficits (a)	VARIATIONS des dépôts (a)	TOTAL des dépôts	VERSEMENTS au cours du mois	PRÉLEVEMENTS	EXCÉDENTS ou déficits (a)	VARIATIONS des dépôts (a)	TOTAL des dépôts	VERSEMENTS au cours du mois	PRÉLEVEMENTS	EXCÉDENTS ou déficits (a)	VARIATIONS des dépôts (a)
1931 Décembre..	327,7					364,6					689,3				
1932 Janvier ...	343,2	46,2	9,6	+ 6,6	+ 43,5	373,6	49,2	40	+ 9,2	+ 42	746,8	38,4	49,6	+ 45,8	+ 27,5
Février ...	344,3	43,4	42,4	+ 4	+ 4,4	375,9	44,4	44,9	+ 2,2	+ 2,3	720,2	27,5	24,3	+ 3,2	+ 3,4
Mars .....	347,2	44,3	44,3	- 3	+ 2,9	374	40,9	42,9	- 2	- 4,9	724,2	22,2	27,2	- 5	+ 4
Avril .....	348,2	44,9	40,9	+ 4	+ 4	376,4	41,5	9,8	+ 4,7	+ 2,1	724,3	23,4	20,7	+ 2,7	+ 3,4
Mai .....	349,8	42,4	40,9	+ 4,5	+ 4,6	378,4	42	9,6	+ 2,4	+ 2	727,9	24,4	20,5	+ 3,9	+ 3,6
Juin .....	351	44,6	40,4	+ 4,2	+ 4,2	380,6	41,8	9,2	+ 2,6	+ 2,3	734,5	23,4	49,6	+ 3,8	+ 3,7
Juillet ....	357,5	47,4	40,7	+ 6,4	+ 6,5	392,3	49,5	9,4	+ 40,4	+ 44,7	749,8	36,6	49,8	+ 46,8	+ 48,2
Août .....	360,5	47,2	8,5	+ 8,7	+ 3	403,3	17,9	7,2	+ 40,7	+ 44	763,8	38,4	43,7	+ 49,4	+ 44
Septembre..	364,9	44,7	40,3	+ 4,4	+ 4,4	403	45,6	9,4	+ 6,5	+ 6,7	774,9	30,3	49,4	+ 40,9	+ 44,4
Octobre ..	369,8	45,9	41	+ 4,9	+ 4,9	446,4	46,3	40,4	+ 6,2	+ 6,4	783,9	32,2	24,4	+ 44,1	+ 44
Novembre..	374,2	43,4	9,4	+ 4,3	+ 4,4	424,3	43,8	8,8	+ 3	+ 5,2	795,3	27,2	47,9	+ 9,3	+ 9,6
Décembre..	379,5	45,3	10	+ 5,3	+ 5,3	433,2	46	9,4	+ 6,9	+ 44,9	842,7	34,3	49,4	+ 42,2	+ 47,2
		470,4	428,4	+ 42,3	+ 54,8		478,6	446,8	+ 64,8	+ 74,6		349	244,9	+ 404,1	+ 423,4

(a) Par suite de l'application des intérêts, la variation des dépôts n'est généralement pas égale au solde des versements et des prélèvements. Elle est, le plus souvent, supérieure, mais peut être parfois inférieure, à la suite de certains décalages d'écritures.



Les demandes rejetées par la Caisse des dépôts n'ont représenté, en 1932, que 3 % du total contre 1 % en 1931. Elles concernaient la construction de stades, piscines, salles des fêtes, etc. La réalisation de ces projets a paru devoir être différée dans les circonstances actuelles.

En 1932, la Caisse des dépôts a versé aux caisses privées 425 millions de ristournes au titre de la loi du 24 juin 1930, en plus de l'intérêt de 3,75 % servi sur les dépôts. Ce supplément de revenu contribuera efficacement à assurer l'équilibre budgétaire des caisses, qui s'avérait assez précaire dans certains cas.

J. MILLET.

## LES ÉMISSIONS

SOMMAIRE : I. — *Le Secteur public et semi-public.* — II. — *Le Secteur privé.* — III. — *Répartition des émissions effectuées par les Entreprises françaises suivant leur genre d'activité.* — IV. — *Conclusion.*

L'année 1952 marque une inflexion très notable dans la courbe des émissions de valeurs mobilières qui enregistrait depuis 1948 un déclin continu. Le montant global des capitaux obtenus cette année atteint en effet près de 335 milliards, soit plus du triple du chiffre correspondant de l'année 1931, et dépasse sensiblement les plus hauts niveaux enregistrés depuis 1945. C'est ce qui ressort du tableau récapitulatif ci-après, où les émissions exprimées en millions de francs courants sont réparties en deux catégories :

- a) *Secteur public et semi-public;*
- b) *Secteur privé,*

selon la pratique déjà suivie et les critères définis dans les précédents recensements <sup>1</sup>.

ANNÉES	SECTEUR PUBLIC ET SEMI-PUBLIC		SECTEUR PRIVÉ		TOTAL
		%		%	
1945.....	11.332	30	26.476	70	37.828
1946.....	34.034	41,7	47.529	58,3	81.563
1947.....	21.832	34	42.204	66	64.036
1948.....	146.088	74	50.974	26	197.062
1949.....	123.084	69	54.733	31	177.817
1950.....	74.459	39	49.740	41	124.199
1951.....	32.101	34	62.642	66	95.043
1952.....	252.840	75	82.035	25	334.875

Cette reprise se réfère essentiellement aux opérations du secteur public et semi-public qui s'est adjugé cette année 75 % du montant total des capitaux souscrits.

1. *Revue d'économie politique*, 1931, p. 340, et 1952, p. 389.

## I. — LE SECTEUR PUBLIC ET SEMI-PUBLIC.

A. — *Trésor et Crédit national.*

Le *Trésor* a émis, du 26 mai au 17 juillet 1952, un emprunt 3 1/2 % amortissable à capital garanti auquel les porteurs de l'emprunt 5 % 1949 étaient, conformément aux clauses d'émission de ce dernier emprunt, admis à souscrire au pair.

Le montant brut souscrit s'est élevé à 439.800 millions, dont 245.700 millions en titres de rente 5 % 1949, et le surplus, soit 194.100 millions, en espèces. Il n'est naturellement fait état que de ce dernier montant dans la présente statistique.

Une deuxième émission du *Trésor* a pris place au cours du quatrième trimestre 1952. Elle a porté sur des obligations à 2, 4, 6 ou 8 ans, dont le rendement est fonction de la durée de conservation des titres, variant de 4,17 % à 6,07 %, suivant l'échéance de remboursement choisie par le porteur.

Cette émission a produit 34 milliards de francs dont les caisses publiques ont souscrit 11 milliards et le public 23 milliards; c'est ce dernier montant qui est retenu ici.

Les émissions du *Trésor* se chiffrent ainsi à 217.100 millions.

Rappelons qu'en 1951 le *Trésor* n'avait pas émis d'emprunt à long ou moyen terme, mais avait obtenu 43 milliards en émettant sur le marché monétaire des bons de la Défense nationale à intérêt progressif et à échéance de cinq ans au plus.

Le *Crédit National*, qui est maintenu sous cette rubrique pour assurer la continuité du classement antérieurement adopté, n'a procédé depuis trois ans à aucune émission dans le public; les moyens de financement des investissements importants qu'assure cet établissement lui sont fournis essentiellement par le Fonds de modernisation et d'équipement et par la Caisse des dépôts et consignations, c'est-à-dire par un circuit extérieur au marché des émissions.

B. — *Collectivités locales et groupements de sinistrés.*

Aucun emprunt d'envergure n'est à mentionner sous cette rubrique. On indiquera pour mémoire un emprunt du *département des Bouches-du-Rhône* (240 millions nominal) et un

emprunt de la *Chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer* (200 millions nominal), émis l'un et l'autre en 1951 et qui n'ont été recensés que tardivement.

Par contre, un assez grand nombre de collectivités locales ont émis des emprunts de montant restreint placés dans une clientèle régionale; un recensement, probablement incomplet, permet d'en évaluer provisoirement l'ensemble à 1.400 millions.

Au total, on considère que les collectivités locales ont reçu environ 2 milliards du public.

*Les groupements de sinistrés* n'ont fait, au cours de 1952, aucun appel financier au marché public. Leur financement s'opère hors marché par des emprunts contractés auprès des caisses publiques, des compagnies d'assurances et autres organismes prêteurs.

#### C. — Sociétés nationalisées ou d'économie mixte.

Au cours du premier trimestre 1952 s'est achevé le placement de l'emprunt de la *Caisse nationale de crédit agricole*, commencé en décembre 1951. Sur le produit total de cet emprunt — soit 4,5 milliards — la précédente statistique avait retenu 2 milliards au compte de l'année 1951, et la statistique de 1952 en tient compte pour le solde, soit 2.500 millions.

Egalement au cours du premier trimestre, *les Charbonnages de France* ont émis au pair des bons à huit ans productifs d'un intérêt de 5 % majoré en fonction de la productivité, tant sur l'intérêt que sur le taux de remboursement des bons. Cet emprunt a procuré 13.560 millions.

Après un semestre d'abstention du marché, les émetteurs de la catégorie sous revue y ont à nouveau recouru à la fin de l'année.

*L'Electricité de France* a émis des « parts de production » qui, pour un capital émis de 16.000 francs par titre, procurent un revenu minimum de 720 francs (soit 4 1/2 %), mais susceptible d'augmenter en fonction du prix de vente de l'électricité haute et basse tension pratiqué au cours de l'exercice précédent : chaque part a droit comme revenu à l'équivalent du prix de 100 kilowatt-heure. Le montant souscrit a atteint 17.680 millions.



Les souscriptions totalisées par ces trois émissions sont donc recensées au titre de 1952 pour 33.740 millions.

\*  
\*\*

Le tableau suivant permet, pour les quatre dernières années, la comparaison des émissions du secteur public et semi-public.

Emissions du Trésor,  
des collectivités publiques et semi-publiques  
(en millions de francs).

	1949	1950	1951	1952
Trésor et Crédit National....	108.000	30.750		217.100
Collectivités locales sinistrées.	772	24.611	7.000	2.600
Sociétés nationalisées ou d'économie mixte .....	14.312	19.098	25.401	33 740
	123.084	74.459	32.401	252.840

## II. — LE SECTEUR PRIVÉ.

Bien que le secteur privé n'ait bénéficié en 1952 que du quart des capitaux procurés par le marché (contre 66 % en 1951, 41 % en 1950, 31 % en 1949), les montants souscrits (82.035 millions) représentent une majoration d'un tiers environ sur les chiffres correspondants de 1951 (62.642 millions).

Selon la tendance déjà signalée, les émissions d'actions prédominent nettement et représentent plus de 80 % du total émis par le secteur privé.

*Obligations du secteur privé.* — Dans le secteur privé, les émissions d'obligations sont en régression sur celles de l'année précédente. C'est le seul compartiment dans lequel on constate pareil fait. En 1951, 84 emprunts avaient été émis, dont 39, d'un montant nominal de 100 millions ou plus, représentaient 95 % du total, lequel se chiffrait à 19.078 millions. En 1952, il n'a été émis que 57 emprunts, dont 25 atteignant ou dépassant

sant 100 millions de francs et représentant 96 % du total émis, lequel est de 14.904 millions.

On notera que les emprunts du *Crédit Foncier de France* sont recensés sous cette rubrique : en 1931, l'emprunt émis en octobre y figurait pour un montant nominal de 8 milliards. L'emprunt émis en octobre 1932 est du même montant que le précédent et se trouve par conséquent représenter à lui seul plus de la moitié du total émis. Aucun des autres emprunts émis en 1932 par des sociétés privées n'a dépassé 800 millions de nominal.

La répartition trimestrielle des émissions marque une interruption à peu près complète durant le deuxième trimestre, réservé à l'émission de l'emprunt 3 1/2 % 1932 à capital garanti (voir tableau ci-dessous).

	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	TOTAL
1931..	2.140	3.292	3.038	10.608	19.078
1932..	3.792	75	2.195	8.842	14.904

Le taux moyen de rendement net des obligations émises ressort, d'après l'I. N. S. E. E., à 6,61 % pour 1932, contre 7,02 % (taux rectifié) pour 1931. Durant le troisième trimestre, divers emprunts ont été émis au taux de 5 1/2 %, mais avec clause de remboursement à 115 % du nominal. Une légère tension s'est cependant manifestée en fin d'année sur les emprunts autres que celui du *Crédit Foncier*, plus haut mentionné.

Ces variations sont assez peu significatives, étant donné le faible volume des opérations sur lesquelles on les constate.

*Emission d'actions.* — Le tableau ci-après ne fait état, rappelons-le, que des capitaux effectivement souscrits par le public. Il marque une progression de plus de 50 % sur les souscriptions de 1931.

	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	TOTAL
1931..	8.248	10.604	8.628	19.084	43.564
1932..	16.719	18.834	12.371	18.710	67.134

Le chiffre global de 67.131 millions se décompose ainsi :

Montants versés par le public :

— pour la constitution de sociétés .....	3.594 millions.
— pour augmentation de capital.....	62.512 millions.
— pour libération d'actions antérieurement émises.....	1.025 millions.
	<hr/>
	67.131 millions.

C'est au cours du quatrième trimestre 1951, on le signalait l'an dernier, que le marché des émissions d'actions a repris quelque vigueur; ces émissions, en tant qu'elles réclament du public un effort de placement nouveau, se réalisent presque exclusivement sous forme d'augmentation des capitaux sociaux, ainsi qu'en témoigne la ventilation fournie ci-dessus. Aussi sont-elles tributaires, dans une large mesure, des tendances qui prévalent en Bourse. Ces tendances sont restées favorables et se sont maintenues sans variations notables du début à la fin de l'année 1952, le volume des émissions restant stable d'un trimestre à l'autre, avec une inflexion saisonnière durant les mois d'été.

*Autofinancement et incorporation de réserves.* — Il serait intéressant d'établir une comparaison des ressources que les sociétés se procurent par voie d'émission sur le marché et de celles qui leur sont fournies par voie d'autofinancement. Mais les statistiques dont on dispose ne permettent pas de suivre, année par année, l'autofinancement au fur et à mesure qu'il se réalise, c'est-à-dire que sont constituées, sur les bénéfices sociaux, ou par intégration d'une certaine marge dans les prix de revient, des réserves destinées à assurer les développements matériels requis par l'activité sociale. A défaut de telles indications, les recensements des émissions d'actions fournissent du moins la possibilité de capter statistiquement une fraction de l'autofinancement à une étape ultérieure de la vie sociale, lorsque les réserves sont incorporées au capital de la société.

Les données que l'on peut obtenir ainsi ne sauraient fournir une mesure vraiment valable du phénomène fondamental que constitue l'autofinancement. Tout d'abord, la capitalisation des réserves n'intervient qu'après un délai parfois prolongé et ne constitue qu'un reflet à retardement de l'autofinancement effectif. En second lieu, cette capitalisation peut n'être que partielle et laisser subsister d'importantes réserves non incorpo-

rées. En sens inverse, certaines incorporations de réserves ne correspondent pas à un autofinancement réel : ainsi dans le cas où l'augmentation de capital correspond à une réévaluation purement comptable de certains éléments incorporels de l'actif.

Bref, une statistique des incorporations de réserves ne saurait être confondue sans sérieux mécomptes avec une statistique de l'autofinancement.

Ces observations faites, il reste utile de prendre une vue comparative des incorporations de réserves et des émissions en espèces.

	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944
Appels de fonds..	2.320	2.239	3.264	1.037	7.948	3.280	6.643	5.742
Actions d'apports..	781	520	923	469	1.328	493	837	870
Divers .....	217	48	120	8	46	29	38	50
Incorporations de réserves .....	374	70	4.020	2.194	248	1.434	3.144	1.255
<b>TOTAL ÉMIS....</b>	<b>3.692</b>	<b>2.877</b>	<b>8.329</b>	<b>3.708</b>	<b>9.570</b>	<b>10.206</b>	<b>10.662</b>	<b>7.917</b>
Pourcentage des incorporations de réserves sur le total émis .....	10,13 %	2,43 %	48,26 %	59,16 %	2,59 %	11,03 %	29,48 %	15,85 %

	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Appels de fonds..	6.784	22.986	29.494	41.222	45.133	46.497	50.682	80.434
Actions d'apports..	531	1.096	2.564	30.265	13.381	20.607	19.516	29.943
Divers .....	207	1.820(a)	853	982	3.050	4.736	»	»
Incorporations de réserves .....	709	16.290	48.464	46.472	141.848	134.196	50.777	104.391
<b>TOTAL ÉMIS....</b>	<b>8.231</b>	<b>41.492</b>	<b>81.375</b>	<b>118.941</b>	<b>203.382</b>	<b>226.036</b>	<b>120.975</b>	<b>214.768</b>
Pourcentage des incorporations de réserves sur le total émis .....	8,61 %	39,26 %	59,55 %	39,07 %	69,72 %	68,21 %	41,97 %	48,60 %

(a) Dont 1.331 millions représentant les augmentations de capital destinées au règlement de l'impôt de solidarité nationale.

Nous devons à l'obligeance du Service des études du Crédit Lyonnais, auquel nous avons du reste emprunté l'ensemble des statistiques utilisées dans cette étude, les éléments du tableau ci-après qui permet de faire cette comparaison pour les seize dernières années. Ce tableau mentionne en outre les émissions



d'actions d'apport et, sous une rubrique « divers », certaines opérations dont la nature exacte n'a pu être précisée.

*Ensemble des émissions en numéraire du secteur privé.* — Le tableau ci-après donne un relevé comparatif des émissions en numéraire du secteur privé (actions et obligations) pour les quatre dernières années.

EMISSIONS DU SECTEUR PRIVÉ (actions et obligations)	1949	1950	1951	1952
<i>Actions</i>				
(Emissions contre espèces)				
Montant effectif versé (a) ....	42.340	44.136	47.090	71.225
Sommes non versées par le public ou restituées au marché (b) .....	4.372	13.148	3.535	4.094
Différence (a — b) souscriptions nouvelles du public (c) ....	40.968	30.988	43.554	67.131
<i>Obligations</i>				
Montant effectif versé (a') ..	14.412	10.869	19.410	45.851
Sommes non versées par le public ou restituées au marché (b') .....	347	117	32	947
Différence (a-b), souscriptions nouvelles du public (c') ....	13.765	10.752	19.078	44.904
<i>Ensemble</i>				
Souscriptions nouvelles du public (c + c') .....	54.733	49.740	62.642	82.035
Pourcentages { Obligations ...	74,83 %	62,3 %	69,5 %	84,8 %
{ Actions .....	28,48 %	37,7 %	30,5 %	18,2 %

*Apports du marché financier et crédits bancaires d'investissement.* — L'évolution incontestablement favorable que retrace le tableau précédent ne doit cependant pas faire illusion. Le marché financier est encore bien loin d'avoir récupéré son potentiel de fonctionnement normal et il ne fournit qu'une contribution « minoritaire » au financement du secteur privé. On a indiqué plus haut le rôle considérable dévolu à l'auto-financement. Il faut également rappeler et souligner l'importance du financement bancaire du secteur privé. Le Conseil national de crédit fournit chaque année l'évaluation des crédits bancaires d'investissement fournis au « Secteur concurrentiel de

l'industrie et du commerce ». Les montants de ces crédits bancaires d'investissement sont mis en regard, dans le tableau ci-après, avec les sommes versées par le public à ce même secteur privé, sous forme de souscriptions d'actions et d'obligations.

	1949	1950	1951	1952	TOTAL
Crédits bancaires d'investissement .....	66	62	89	160	377
Marché financier .....	55	50	63	82	250
Milliards.....	121	112	152	242	627

Comme on le voit, sur une période de quatre ans, l'apport du marché au financement du secteur privé ne représente que les deux tiers de la participation bancaire à ce même financement. Notons cependant que les 160 milliards de crédit d'investissement recensés pour 1952 comprennent 45 milliards de prêts à la construction, alors que ces prêts variaient de 2 à 6 milliards les années précédentes; cette remarque éclaire le gonflement des crédits bancaires d'investissement en 1952, mais n'apporte pas de correctif aux conclusions qu'il est permis de tirer de l'examen de ce tableau.

### III. — RÉPARTITION DES ÉMISSIONS EFFECTUÉES

PAR LES ENTREPRISES FRANÇAISES SUIVANT LEUR GENRE D'ACTIVITÉ.

Le tableau ci-après récapitule par genre d'activité économique les émissions d'actions et d'obligations effectuées par les entreprises françaises en 1951 et 1952; ce tableau fait suite à celui qui a été publié il y a deux ans pour la période triennale 1948-1950<sup>2</sup>. Les émissions d'actions qui y figurent relèvent exclusivement du secteur privé. Les émissions d'obligations recensées émanent, par contre, tant du secteur privé que des sociétés d'économie mixte rattachées au secteur public et semi-public. La répartition des émissions obligataires entre les deux catégories d'entreprises est indiquée au bas du tableau.

2. *Revue d'économie politique*, 1951, p. 347 et suiv.

	1951			1952			Total Colon- nes (1) et (2)
	Actions	Obligat.	Total (1)	Actions	Obligat	Total (2)	
Energie électrique .....	183	13 042	13.227	423	17.680	17.803	31 020
Sociétés financières et Eta- blissements de crédit fon- cier .....	4.624	9 880	14.504	2.646	11 126	13.772	28 276
Industries chimiques .....	8.438	1.324	9.739	7.519	1.290	8.809	48.568
Construction mécanique et électrique .....	6.403	1.033	7.438	8.040	874	8.914	46.372
Houillères .....	80	—	80	185	13.560	13.745	43.825
Transports, docks et entre- pôts .....	4.007	7.014	8.021	2.141	— 4	2 137	10.158
Grands magasins et com- merces non alimentaires ..	6.061	505	6.566	3.452	84	3.506	10.072
Sidérurgie .....	948	2.423	3.371	4.727	1.477	6.204	9.575
Industries et commerces ali- mentaires .....	2.037	430	2.467	6.217	889	7.106	9 573
Sociétés coloniales .....	3.239	1.127	4.366	4.484	479	4 963	9 329
Bâtiment. — Travaux publics	4.385	3.373	4.758	3.106	282	3.388	8.446
Pétroles et carburants .....	901	970	1.871	3.363	— 101	3.262	5 133
Automobile, cycles .....	823	883	1.706	2.443	244	2.689	4.395
Sociétés immobilières et fon- cières .....	4.517	97	4.614	2.625	3	2.628	4.242
Textiles non artificiels, ha- billeinent, cuirs .....	886	39	925	2.668	86	2.751	3 679
Banques .....	1.284	—	1.284	2.249	—	2.249	3.533
Caoutchouc .....	82	727	809	1.778	— 54	1.724	2.533
Bois, papier, carton, ameub- lement .....	4.300	381	4.681	873	— 29	844	2 825
Construction navale .....	53	—	53	2.286	—	2.286	2.339
Horlogerie, optique, matériel de précision .....	560	239	819	4 388	—	4.388	2.207
Métallurgie des métaux non ferreux .....	800	24	824	783	—	783	4.607
Gaz, eau, chauffage urbain ..	779	96	875	335	97	432	4.307
Ciments .....	423	387	810	311	291	602	4.112
Matériaux de construction ..	298	222	520	418	46	464	984
Machines agricoles .....	741	10	751	457	—	457	908
Mines métalliques et diverses	390	—	390	275	—	275	665
Assurances .....	465	—	465	293	—	293	458
Textiles artificiels .....	—	144	144	13	294	307	451
Construction aéronautique ..	31	—	31	241	—	241	292
Sociétés françaises exploitant à l'étranger .....	60	—	60	95	— 3	92	472
Hôtels, restaurants, cafés ..	75	—	75	84	—	84	429
Divers .....	849	70	919	1.179	56	1.235	2 154
Activités non identifiées ....	100	—	100	662	7	669	4.069
	43.564	44.479	88.043	67.131	48.644	115.775	203.818
<i>Ventilation des émissions d'obligations :</i>							
Entreprises du secteur privé.	»	49.078	»	»	14.904	»	
Entreprises d'économie mixte	»	23.401	»	»	33.740	»	
		44.479			48.644		

## IV. — CONCLUSION.

Les résultats obtenus durant l'année sous revue ne doivent pas être grossis et on s'est gardé de les exagérer. Mais il ne faudrait pas, à l'inverse, méconnaître l'importance du change-

ment survenu dans le climat du marché des émissions. Techniquement, le fait générateur de ce changement paraît bien résider dans l'adoption des modalités jusqu'ici inédites dont a été assorti l'emprunt 3 1/2 % « à capital garanti ». Cette appellation même souligne le caractère révolutionnaire d'une telle innovation. Depuis des lustres, les emprunts publics étaient émis sans garantie de restitution du capital effectif versé par les prêteurs, et le nominalisme monétaire, jouant à l'encontre des créanciers, s'était traduit par des dépossessions quasi exhaustives. On sait ce qui en est résulté. La suite de ces chroniques forme un monotone commentaire de ce qu'on a appelé la « carence » de l'épargne, et les graphiques publiés l'an dernier<sup>3</sup> en ont donné une image assez frappante. Le processus de cette attitude de refus s'est pourtant déroulé avec une lenteur qui étonne : le mirage monétaire a longtemps fait illusion. Mais lorsque les épargnants ont enfin mesuré l'étendue de ce qu'il faut appeler leur ruine, ils en ont tiré les conséquences.

En particulier, les milieux ruraux, pourvoyeurs traditionnels de capitaux pour le marché financier, ont renversé leur position et, de prêteurs qu'ils étaient, ont tendu à devenir emprunteurs ; les avantages de l'endettement en période de monnaie fondante leur sont tardivement mais fort clairement apparus. Il est vraisemblable que c'est à cette position psychologique plus encore qu'au fait que l'émission de l'emprunt 3 1/2 % a eu lieu avant les récoltes qu'il faut attribuer la réserve des campagnes à l'égard de cet emprunt.

Ce n'est qu'à la longue, et si de nouveaux déboires ne surviennent pas, qu'un nouveau et durable retournement d'opinion se produira. On mesurera alors l'importance fondamentale du principe adopté à l'occasion de l'emprunt, celui de « la restitution à l'identique », principe d'équité contractuelle dont l'abandon a si profondément altéré la sécurité des relations et le fonctionnement de l'économie. Ce retour à la réalité a pour corollaire obligatoire un retour à la discipline monétaire : une échelle mobile des capitaux, de même qu'une échelle mobile des salaires, ne doivent être qu'une sauvegarde conditionnelle pour le cas d'accident. L'intérêt commun des parties contractantes — emprunteurs et prêteurs, salariants et salariés — est d'éviter



qu'un tel accident survienne et surtout s'amplifie au point de rendre inexécutables les engagements contractés.

C'est la conjonction de ces éléments — indexage et recherche de la stabilité — qui a, d'ores et déjà, modifié de façon significative la conjoncture du marché financier.

L'évolution de l'épargne, en ses éléments constitutifs, paraît fournir à cet égard une indication valable. On sait que le Conseil national du crédit et le Service des études du Crédit Lyonnais procèdent annuellement (avec de légères divergences de méthode) à une évaluation de l'épargne monétaire, laquelle est formée de deux éléments :

a) l'épargne dite *de conservation*, qui comprend les dépôts dans les caisses d'épargne (et éventuellement les dépôts à terme dans les banques), les réserves mathématiques des compagnies d'assurances pour les opérations vie et capitalisation;

b) l'épargne investie en valeurs mobilières.

Les évaluations portent naturellement, pour l'épargne de conservation, sur les augmentations de dépôt et de réserves, et pour l'épargne investie, sur les surplus d'investissement.

Or, pour les quatre dernières années, l'épargne de conservation et l'épargne investie nette, formant ensemble l'épargne monétaire globale, ont évolué ainsi qu'il suit (milliards de francs courants)<sup>4</sup>.

	1949		1950		1951		1952	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Epargne de conservation .....	152	33	221	68	200	70	237	46
Epargne investie nette .....		45	101	32	86	30	273	54
TOTAL .....	273	100	325	100	286	100	310	100

Sans nous attacher à l'évolution des chiffres absolus, qui réclamerait, pour être significative, un correctif monétaire, nous nous bornerons à observer que l'épargne investie en valeurs mobilières, dont la proportion allait déclinant durant les trois années précédentes et ne représentait en 1951 que

4. Pour 1949, 1950 et 1951, évaluation du Conseil national du crédit; pour 1952, évaluation des services du Crédit Lyonnais.

30 % du total de l'épargne monétaire, s'est redressée en 1932 jusqu'à atteindre un peu plus de 54 % de ce total.

Ce redressement se confirmera-t-il ? Les indices que l'on peut discerner préludent-ils à une évolution durable et au rétablissement du marché financier dans ses anciennes prérogatives ? Des voix autorisées proclament que c'est pour l'économie productive une urgente nécessité. Mais il ne nous appartient pas de formuler de conjecture sur ce que sera l'avenir.

Pierre HAOUR.

## LA BOURSE DES VALEURS

---

**SOMMAIRE.** — *Evolution du pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable, en divers pays. — Mouvements généraux des principales catégories de valeurs (valeurs à revenu fixe ou indexé, valeurs à revenu variable françaises et étrangères). — Revenus nets distribués et taux de capitalisation. — Valeurs de matières premières, de mines d'or; l'or-métal. — Tableaux et graphiques (1933-1932).*

L'évolution du pouvoir d'achat des valeurs mobilières, à revenu variable notamment, présente un réel intérêt, non seulement pour les porteurs très nombreux de ces valeurs, mais encore à un point de vue plus général, d'ordre économique, voire politique, car la question importante de l'épargne libre et du rôle qui lui sera laissé dans l'avenir est ici soulevée.

Or, pour la France, les travaux de la Statistique générale et de l'I. N. S. E. E. ont suffisamment montré que, dans les quarante dernières années, la dégradation en valeur réelle des cours des valeurs françaises à revenu variable a dépassé l'intérêt net distribué par ces valeurs, de sorte que la notion d'intérêt (celui-ci devenu en réalité négatif) avait pratiquement disparu depuis quarante ans. Nous avons présenté, dans les « Annuaires » précédents, une étude au sujet de l'évolution des cours des valeurs mobilières, y compris l'intérêt annuel net cumulé, qui aboutissait, quant à la période écoulée depuis 1913, à des conclusions similaires.

On reste stupéfait qu'un système aussi déséquilibré — pour ne pas dire plus — ait pu durer aussi longtemps. En dernier lieu, les insuffisances politiques et les expériences partisans, marxistes ou dirigistes, de l'après-guerre, plus ou moins incohérentes et de durées limitées — d'autant plus maladroites qu'elles ne se sont même pas préoccupées sérieusement de la rénovation nécessaire du régime — se sont chargées de dégrader à nouveau le marché des capitaux et le pouvoir d'achat des valeurs. Nous verrons ci-après qu'en décembre 1930, et par comparaison

avec la période décennale 1929-1938, la France était (avec le Japon, le Pérou et l'Espagne) le pays le plus dégradé du monde au point de vue du pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable. En être arrivé là, dans un pays réputé pour son goût de l'épargne, et aussi pour sa clarté d'esprit — et qui, au surplus, doit essentiellement se reconstruire et investir — cela en dit long sur les insuffisances d'une politique ou d'un régime.

Au surplus, ce régime a été responsable, pour une large part, du système inflationniste dégradant qui a rongé la France d'une manière presque continue depuis quarante ans. Sans doute, il a paru profitable, pour certaines combinaisons partisanses, de ruiner presque systématiquement l'épargne. On se gaussait, plus ou moins spirituellement, de ces épargnants naïfs qui apportaient leurs économies, quelle que soit la spoliation systématiquement organisée. On se flattait aussi, après la guerre, d'utiliser largement et longtemps l'inflation à telle ou telle fin, plus ou moins constructive, plus ou moins politicienne. Mais un tel système a ses limites. Un jour est arrivé où l'épargne, constamment trompée et spoliée depuis longtemps, a refusé de servir plus longtemps de cobaye. Qu'à cela ne tienne : on s'est lancé alors dans une course folle à la superfiscalité, atteignant rapidement, chez nous, un poids réel record du monde entier — sans se préoccuper des conséquences redoutables à prévoir pour l'activité et le dynamisme de l'économie.

D'autre part, il a fallu offrir au public des emprunts demi-indexés, en remplacement des emprunts en monnaie fondante : nous en parlerons ci-après. L'inflation, en vérité, ne paie pas très longtemps. Et après elle, au surplus, il faut solder toutes les séquelles de l'inflation. C'est un fait que l'on ne devra pas perdre de vue, par exemple, pour comprendre les difficultés probables pour l'année 1953...

Assiste-t-on présentement à une tentative sérieuse pour redresser la politique française, en vue d'un meilleur avenir de la nation ? Ou bien s'agit-il d'un simple intermède, précédant d'autres soubresauts du régime, ou d'autres accidents ?...

En ce qui concerne le *pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable*, il a paru utile d'examiner de près, et avec certaines précautions nécessaires, l'évolution de leur pouvoir d'achat réel depuis vingt ans, en divers pays. Dans ce but, on a calculé,



pour une vingtaine de pays, les rapports pour 100, à diverses dates, des indices généraux des valeurs à revenu variable aux indices officiels des prix de gros. Tous ces indices ont été établis sur base 100 pour la moyenne de dix années 1929-1938 (précaution indispensable pour éviter les anomalies, notamment pour la comparaison entre divers pays, qu'entraînerait le choix d'une année de base particulière). Les indices utilisés ont été empruntés aux publications statistiques de l'O. N. U. ou de la S. D. N. (ou de l'I. N. S. E. E. pour la France).

Il va sans dire qu'on ne saurait attribuer une portée très précise et rigoureuse à ces indices, qui sont souvent établis de manière assez différente suivant les pays. Néanmoins, la tendance est de conduire ces travaux statistiques sur des bases de plus en plus comparables dans les divers pays; d'autre part, les différences qui apparaissent entre les pouvoirs d'achat en divers pays sont souvent très importantes, et ne sauraient être attribuées, en général, à de simples divergences dans le mode d'établissement et la portée des indices.

On trouvera ces *indices du pouvoir d'achat réel (par rapport aux prix de gros) des valeurs à revenu variable, sur base 100 en 1929-1938*, sur le tableau I suivant, où les divers pays ont été placés par ordre des valeurs croissantes du pouvoir d'achat examiné en décembre 1932.

Comme déjà indiqué précédemment, il a été touché en France, en fin 1930, une pointe extrêmement déprimée du pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable. A ce moment-là, l'indice général des valeurs à revenu variable françaises était au coefficient 9,4 par rapport à décembre 1938 (ou 10,6 environ par rapport à la moyenne de 1938), tandis que l'indice officiel des prix de gros était au coefficient 22 et poursuivait sa hausse. D'ailleurs, les valeurs à revenu variable françaises étaient déjà anormalement déprimées en 1938. Le pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable, par rapport à la base décennale 1929-1938 prise égale à 100, a touché le point extrêmement déprimé de 23,7 en fin décembre 1930. La France était alors — avec le Japon, le Pérou, l'Espagne et l'Inde (voir le tableau I) — le pays le plus dégradé du monde au point de vue du pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable (par rapport à la décade 1929-1938; voir toutefois les notes du tableau au sujet des bases d'avant-guerre).

TABLEAU I.

Evolution du pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable en divers pays.

(Par rapport à la base 100 en 1929-1938 (a) et d'après les indices officiels des prix de gros.)

(Par ordre croissant du pouvoir d'achat en décembre 1952.)

	1946 moy.	1948 moy.	Déc. 1950	Déc. 1951	Déc. 1952 (c)
Pérou (a) .....	39,3	35,4	17,3	16,5	17,3
Espagne (a) .....	45,2	33,9	18,4	18,0	18,2
Inde (a) .....	97	37,9	28,2	26,1	24,6
Japon .....	»	19,0	10,5	13,2	29,0
France (b) .....	86,7	45,5	25,7	31,8	(b) 38,9
Royaume-Uni .....	87,0	63,3	44,4	41,6	39,7
Danemark .....	71,0	39,4	48,7	38,0	40,4
Portugal .....	81,7	49,7	40,1	38,7	41,1
Belgique .....	71,6	34,6	33,4	43,0	41,8
Italie .....	23,5	24,6	31,0	35,0	45,7
Pays-Bas .....	70,8	78,0	54,7	46,2	46,4
Argentine (a) .....	193	292	120	76	47,8
Nouvelle-Zélande .....	89,8	80,2	79,3	58,6	48,2
Union Sud-Africaine .....	160	163	102	85,4	62,5
Norvège .....	101	99,8	88,7	75,6	70,8
Australie .....	126	133	122	92	72,7
Suède .....	101	81,3	91,5	87,0	77,1
Canada .....	94,3	66,5	77,3	91,0	91,4
Suisse .....	89,5	84,1	86,5	96,2	95,6
Etats-Unis .....	97,3	65,5	80,0	93,1	104,7
Mexique .....	144	99,2	132	146	140
Venezuela .....	161	139	136	142	158

(a) Pour l'Espagne : base 100 en 1929-35 (période antérieure à la guerre civile). Pour Argentine, Pérou, Inde : base 100 en 1937.

(b) France, indices du pouvoir d'achat : fin janvier 1953, 40,6; fin février 1953, 41,1; fin mars 1953, 40 %.

(c) En novembre, pour quelques pays En septembre pour l'Espagne et le Venezuela.

Tandis que ce pouvoir d'achat était, pour les pays précédents, compris entre les indices 13 et 28, il était pour les autres pays du monde compris entre 40 et 136 (mis à part toutefois l'Italie : 31,0, et la Belgique : 33,4). Pour la moitié environ des pays examinés, le pouvoir d'achat en question dépassait 77 en décembre 1950 (et plus de 90 en décembre 1951 pour un certain nombre d'entre eux).

On a d'ailleurs assisté à une reprise substantielle de la Bourse française en 1951 et jusque dans les premiers mois de 1952, mais sous l'influence de facteurs inflationnistes et spéculatifs assez malsains. Par la suite, une politique française nouvelle est intervenue, faisant tête résolument contre l'inflation, et une sorte de consolidation boursière paraît être intervenue en 1952-1953, avec d'importantes oscillations, qui seront examinées ci-après.

L'évolution du pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable

en divers pays, dans les dernières années, permet de dégager certains résultats généraux, intéressants à divers titres :

D'une part, la période inflationniste d'après guerre 1946-1948 a enregistré d'une manière très générale une forte dégradation du pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable dans la plupart des pays. Font seuls exception, dans cette période, quelques pays sud-américains, comme le Venezuela et le Mexique, à prospérité largement axée sur le pétrole, et l'Union Sud-Africaine, ou encore l'Australie. Mais l'Union Sud-Africaine, dont l'économie est très largement tributaire de la production d'or, a profondément souffert, au point de vue boursier notamment, dans la période 1949-1952 (voir ci-après le paragraphe concernant les valeurs de mines d'or) : de la moyenne de 1948 à celle de 1952, le pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable sud-africaines s'est effondré de 58 %. Quant à l'Australie, elle a connu également certaines difficultés sérieuses dans les années récentes, et le pouvoir d'achat des valeurs australiennes a reculé de 44 % de 1948 à 1952.

Le cas de l'Argentine est spécial. Favorisée dans une certaine mesure par certains facteurs de la période de guerre et de l'immédiat après-guerre, la Bourse argentine avait évolué d'abord très favorablement, le pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable atteignant en 1948 en moyenne l'indice 292 (sur la base 100 en 1937). Mais par la suite s'est placé un effondrement presque sensationnel, l'indice du pouvoir d'achat tombant de 292 en 1948 à 47,8 en décembre 1952, soit un recul de 84 %, sans aucun exemple dans toutes les autres bourses du monde (sauf peut-être au Pérou, mais dans une période beaucoup plus longue, entre 1937 et 1952). La politique qui se poursuit en Argentine a peut-être certaines caractéristiques intéressantes — à côté d'autres très discutables — mais elle détient en tout cas, au point de vue destruction des capitaux mobiliers, un record impressionnant.

Pour une quinzaine de nations, on a assisté, comme déjà indiqué, à une dégradation, parfois importante, en 1946-1948. C'est ainsi que, de la moyenne de 1946 à la moyenne de 1948, l'indice du pouvoir d'achat examiné tombe aux Etats-Unis, de 97,3 à 65,3; au Royaume-Uni, de 87,0 à 63,3; au Canada, de 94,3 à 66,5; en Suède, de 101,5 à 81,3; en Belgique, de 71,6 à 34,6; en France, de 86,7 à 45,5 (et 25,7 en décembre 1950), etc.



Mais pour d'assez nombreux pays, un point bas est touché en 1948 ou en 1949, par exemple pour les Etats-Unis, le Mexique, le Canada, le Venezuela, la Suisse, la Belgique, l'Italie... Pour quelques pays, comme la France et le Japon, un point bas très marqué s'est placé en 1951. Pour quelques pays, la baisse du pouvoir d'achat s'est accentuée en 1952 (par exemple, pour l'Australie, l'Union Sud-Africaine, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark...).

Mais un redressement, parfois très sensible, a été enregistré en divers pays dans les années récentes. C'est le cas particulièrement pour les Etats-Unis (dont l'indice du pouvoir d'achat passe de 65,3 en moyenne en 1948 à 97,7 en moyenne, et 104,7 en décembre 1952) et le Canada (évolution similaire à celle des Etats-Unis). Pour les Etats-Unis, le pouvoir d'achat moyen de la période 1929-1938 a donc été retrouvé, et même nettement dépassé en décembre 1952 (pour le Canada, il ne s'en faut que de 9 %). Toutefois, on peut s'attendre, semble-t-il, à des difficultés économiques sérieuses aux Etats-Unis dans une période ultérieure, et la consolidation des niveaux précédents de pouvoir d'achat n'est nullement certaine, ni même probable. Pour le Mexique, redressement de pouvoir d'achat de 41 % de 1948 à 1952, le niveau actuel de pouvoir d'achat dépassant de loin l'étiage moyen de la période 1929-1938. Il en est de même au Venezuela.

En Europe, il n'y a pas d'exemple aussi brillant, à beaucoup près. A citer toutefois le cas de la Suisse, où l'on a enregistré un redressement de 20 % de 1949 à 1952, et où l'indice du pouvoir d'achat dépasse 95 % en fin 1952. La Suède a oscillé depuis cinq ans entre les niveaux 80-90 de pouvoir d'achat, ou aux environs immédiats de ceux-ci. La Norvège a beaucoup reculé dans les quatre dernières années (indice moyen : 72,2 en 1952).

Tous les autres pays européens sont beaucoup plus bas en tant que niveau du pouvoir d'achat comparé à l'avant-guerre : un certain nombre d'entre eux se groupent aux alentours des indices 40-45 en fin 1952 (voir le tableau I). A noter le redressement de la Bourse française, de l'indice de pouvoir d'achat : 25,7 en décembre 1950 à 38,9 en décembre 1952 et 41,1 en février 1953, soit une reprise de 60 % dans cet intervalle, mais



à un niveau général encore très déprimé. Forte reprise également pour l'Italie de 1948 à 1952, et pour le Japon de 1951 (indice 10,2) à 1952 (indice moyen 17,5) et à décembre 1952 (indice 29,0).

Le phénomène le plus remarquable est sans doute la séparation qui apparaît très nettement dans les dernières années entre divers groupes de pays : un premier groupe de pays, à pouvoir d'achat très élevé, aux environs de 140-150, est formé par les pays d'Amérique centre ou sud producteurs de pétrole : Venezuela, Mexique. Un deuxième groupe de pays, aux alentours des indices 90-100, est formé par les Etats-Unis, le Canada, auxquels s'ajoutent la Suisse et la Suède (légèrement au-dessous). Un troisième groupe est formé par des pays dont le pouvoir d'achat des valeurs mobilières, très élevé après la guerre par suite de divers facteurs favorables à ces pays, a reculé fortement, ou s'est effondré, dans la période la plus récente : Argentine, Union Sud-Africaine, Nouvelle-Zélande et, dans une certaine mesure, Australie. Enfin, un groupe important, déjà indiqué précédemment, concerne d'assez nombreux pays européens, la plupart assez gravement touchés par la guerre, aux alentours des indices 40-45 (France, Royaume-Uni, Italie, Belgique, Pays-Bas, Danemark, ainsi que le Portugal). Plus bas, au-dessous de 30, le Japon et l'Inde, et au-dessous de 20, l'Espagne et le Pérou.

Le fait que, dans un assez grand nombre de pays ait été maintenu à peu près, à 10 ou 20 % près, le pouvoir d'achat antérieur à la guerre (moyenne 1929-1938) des valeurs à revenu variable (le pouvoir d'achat a même été amélioré, par rapport à l'avant-guerre, en quelques pays, en fin 1952, notamment aux Etats-Unis, au Venezuela, au Mexique, et presque intégralement maintenu au Canada et en Suisse), et que, d'autre part, une reprise parfois notable se soit produite dans les années récentes dans les pays les plus touchés par la guerre (comme France, Italie, Belgique, Japon), présente une réelle importance. En de nombreux pays, la dégradation des avoirs privés et de l'épargne a tout de même été enrayée, et d'assez nombreux redressements ont déjà été enregistrés. C'est une constatation remarquable, au cours d'une période de transformation aussi troublée, et à la suite d'une grande guerre de destruction.

Cela montre aussi sans doute que l'utilité des marchés bour-

siers, à un point de vue économique général, dans une économie conduite avec assez de souplesse, est beaucoup plus grande que ne l'ont prétendu certains.

Il convient d'ajouter que pour la moitié environ des pays examinés, dont les indices de pouvoir d'achat sont les moins défavorables, si l'on cumulait les intérêts nets des valeurs depuis 1929-1938, les pouvoirs d'achat réels des valeurs (y compris intérêts cumulés) seraient actuellement loin au-dessus de 100 % (60 % au-dessus, ou un peu plus, pour les Etats-Unis et les pays de pouvoir d'achat analogue, et même de plus de 100 % pour le Venezuela et le Mexique).

Toutefois, la question examinée ne pourra être jugée, quant au fond, sans un plus large recul de temps. Il reste à savoir dans quelle mesure la guerre presque permanente, dite « froide », la « paix » surarmée, et les politiques d'armement, ainsi que les répercussions des procédés inflationnistes n'entraîneront pas, dans les années prochaines, une nouvelle dégradation plus ou moins générale des valeurs à revenu variable en pouvoir d'achat. On peut s'attendre, en particulier, à des difficultés économiques sérieuses aux Etats-Unis dans une période ultérieure.

Il reste aussi à savoir si la stabilisation ou le redressement du pouvoir d'achat des valeurs, qui se sont amorcés dans les années récentes, en d'assez nombreux pays européens — les plus touchés par la guerre — seront confirmés dans la période suivante. Ce redressement pourrait coïncider avec une sérieuse évolution de la direction économique et politique en certains pays, évolution peut-être dessinée déjà au Royaume-Uni, en France ou en Italie, par exemple (sans parler de l'Allemagne, que nous n'avons pas pu comprendre toutefois dans cette étude statistique), ainsi qu'avec un renouveau de l'épargne. Mais tout diagnostic ferme à ce sujet serait actuellement prématuré.

\*  
\*\*

Dans l' « Annuaire » précédent, nous avons examiné aussi quelle avait été, en France, au cours du dernier siècle, l'évolution de diverses sortes de placements, en pouvoir d'achat réel, compte tenu de l'intérêt cumulé. Dans ce but, on avait évalué les variations des pouvoirs d'achat de divers placements de

1856 à nos jours, en se référant à l'indice officiel des prix de gros, et en cumulant les intérêts nets, précaution d'ailleurs indispensable, si l'on veut comparer entre elles diverses sortes de placements. L'objection parfois faite que le « revenu » des valeurs est, pratiquement, consommé n'a pas à être retenue : on comprend en effet que, pour un avoir entièrement constitué en or, par exemple, il faudrait de même, pour vivre, consommer annuellement une fraction de cet or (et d'ailleurs le prétendu « revenu » des valeurs mobilières françaises qui a été consommé depuis quarante ans a été, en réalité, prélevé sur le capital, dont la dégradation a été ainsi accélérée).

Les principales catégories suivantes d'investissements avaient été examinées : monnaie d'or (Napoléon, pièce française de 20 francs); différentes catégories de valeurs mobilières, à savoir : valeurs françaises à revenu variable d'une part, à revenu fixe d'autre part; valeurs de mines d'or sud-africaines; valeurs étrangères « ordinaires » (autres que de matières premières); valeurs étrangères de matières premières. Pour les valeurs françaises, on a utilisé pour ce travail les indices officiels de la S. G. F. ou de l'I. N. S. E. E.; pour les diverses catégories de valeurs étrangères, indices spéciaux établis par nous (20 valeurs étrangères autres que matières premières, et 16 valeurs étrangères de matières premières; à ce sujet, voir plus loin).

En ce qui concerne le Napoléon : de 1856 à 1940, d'après les prix d'achat de la Banque de France (sauf de 1915 à 1928, où on a utilisé la valeur « normale » de l'or d'après le change du dollar, les prix d'achat de la Banque de France étant entièrement artificiels et sans portée pratique dans cette période); de 1941 à 1947, d'après le marché clandestin; depuis février 1948, d'après le marché libre officiel de l'or.

Nous rappelons les principaux résultats qui se dégagent de cette étude : on constate que les variations des cours des valeurs mobilières sur d'assez longues périodes sont généralement d'importance secondaire en regard de l'effet de l'intérêt cumulé. On se gardera donc d'ajouter trop d'importance aux variations des cours et aux plus-values apparentes, à plus ou moins court terme, alors que le facteur dominant est celui des intérêts cumulés sur une assez longue période.

Ce résultat important ne doit pas surprendre. Car, depuis un siècle le taux net des valeurs à revenu variable françaises a

oscillé généralement entre 3 1/2 et 4 1/2 ou 5 % (il a même été supérieur à 5 %, parfois largement, au cours des années 1930 à 1933); le taux des valeurs à revenu fixe a oscillé entre 3 1/2 et 6 % (avec quelques pointes exceptionnelles au-dessus de 6 ou 7 %, notamment en 1924-1927 et en 1948-1953).

Or, on connaît l'effet puissant de la progression géométrique, qui est à la base des intérêts composés ou cumulés (par exemple, un capital placé à intérêt composé à 5 %, double en 14,2 années environ, et est multiplié par 10 en 47,2 années). Il est donc clair, à priori, qu'en regard des variations de cours des placements examinés de l'ordre de 50 % ou 100 % (ou même 200 %), d'ailleurs assez rares sur une longue période, l'influence de l'intérêt cumulé à 5 % par exemple, correspondant à une hausse de 900 % en moins d'un demi-siècle, est absolument prépondérante. Et c'est bien ce que les faits réels mettent en évidence particulièrement dans le demi-siècle antérieur à 1913 (voir les exemples précis à ce sujet dans l' « Annuaire » précédent).

Si nous revenons sur cette constatation importante, c'est qu'elle peut conditionner, dans une certaine mesure, le choix des investissements, et nous en donnerons ci-après certains exemples.

Nous avons montré aussi que le pouvoir d'achat de l'or, dans la période 1913-1952, a évolué d'une manière moins favorable que celui de diverses catégories de valeurs mobilières (avec cumul de l'intérêt).

L'objection sérieuse que l'on peut faire à l'observation qui précède tient à la nature et aux exagérations de la fiscalité dans notre pays. Les lourds impôts de succession, en ligne directe notamment, ont exercé, en matière d'épargne et de thésaurisation, une influence pernicieuse. L'exagération de la surtaxe progressive, surtout en période inflationniste, dépasse toute mesure. Comprend-on, notamment, que le maigre revenu des valeurs mobilières françaises (valeurs à revenu fixe tout particulièrement), déjà prélevé entièrement sur le capital depuis quarante ans, donc n'existant pas en tant qu'intérêt réel, soit frappé d'abord d'une taxe proportionnelle (prélevée sur le capital au point de vue de l'épargnant), et, en plus, d'une surtaxe progressive, prélevée aussi, en fait, sur le capital. Y a-t-il la moindre logique (et on pourrait ajouter la moindre honnêteté)



dans un pareil système ? Et les chances de relèvement, pour notre pays, ne s'en trouvent-elles pas compromises, dans une certaine mesure, surtout dans une période où l'effort d'investissement présente tant d'importance pour l'avenir national, et où les effets nocifs d'une superfiscalité sans limite sont déjà clairement apparus ?

Rappelons, d'autre part, les oscillations considérables du pouvoir d'achat du Napoléon au cours du siècle précédent, puisque l'indice de ce pouvoir d'achat s'est établi (sur base 100 en 1938) aux valeurs suivantes : 44 en 1856, 83 en 1896, 59 en 1913, 32 en 1920 (sans parler de l'indice 19 de 1918), 100 en 1938, 850 en décembre 1942, 559 en février 1946, 68,8 en fin mai 1950 (chute de 88 % de février 1946 à mai 1950), 75,2 en février 1952, et 63,7 en février 1953.

Il est donc tout à fait inexact de considérer l'or comme ayant été dans le dernier siècle, ou plus encore dans la période récente, une valeur stable, ou à peu près stable, et plus inexact encore de considérer la thésaurisation sur or comme ayant constitué généralement un des meilleurs placements, ou même le plus souvent un placement convenable.

Ceci dit, d'ailleurs, sans méconnaître que le pouvoir d'achat de l'or connaîtra vraisemblablement dans les années ultérieures des positions plus favorables, d'autant plus que la dévaluation du dollar, et une importante réappréciation de l'or en monnaie forte, restent du domaine des probabilités de l'avenir.

Mais l'or peut ou doit être acheté seulement dans les périodes, peu nombreuses, où il est très bas, pour compenser le fait, lourd de conséquences, qu'il ne donne pas d'intérêt.

On observera encore que les indices généraux de valeurs à revenu variable, sur une longue période, sont insuffisants pour se rendre compte des possibilités des placements mobiliers, parce que les épargnants peuvent améliorer sérieusement la gestion de leurs avoirs par un choix attentif des valeurs, des compartiments et de la répartition des risques suivant l'époque traversée, et ses caractéristiques d'ordre économique ou financier.

Autre constatation : les valeurs françaises à revenu variable (avec intérêts cumulés) se trouvaient, en 1938, à un étiage notablement inférieur en pouvoir d'achat à celui de 1913. La perte en pouvoir d'achat est encore considérablement plus grande,

bien entendu, dans cet intervalle (1913-1938), pour les valeurs à revenu fixe. Autrement dit, il n'y a pas eu, de 1913 à 1938, d'intérêt réel des valeurs mobilières françaises, ou, sous une autre forme, l'intérêt cumulé n'a pas été suffisant, à beaucoup près, pour amortir les pertes en capital : c'est le fait que nous avons déjà signalé.

D'autre part, dans la période 1938-février 1953, le pouvoir d'achat moyen (avec intérêt cumulé) des valeurs françaises à revenu variable a été à peu près maintenu (on peut d'ailleurs considérer que ce pouvoir d'achat était très déprimé en 1938). Mais il reste à savoir si le niveau du pouvoir d'achat de février 1953 pourra être ultérieurement consolidé ou amélioré. En tout cas, l'intérêt réel est resté encore sensiblement nul dans cette période (1938-1953).

L'indice du pouvoir d'achat des valeurs françaises à revenu fixe (avec intérêt cumulé) dans cette période s'est effondré : de 100 en 1938 à 8,7 en décembre 1950, 7,9 en février 1952 et 9,3 en février 1953, soit une perte de 90,7 % du pouvoir d'achat de 1938 (sans tenir compte de l'intérêt, la perte en pouvoir d'achat est de 95,2 % dans cette période). Et sur ce maigre capital en francs-papier, qui n'est plus de 4,8 % de la valeur de 1938, la surtaxe progressive (prétendument applicable aux revenus) vient encore prélever sa part de capital !

On s'explique que l'épargne ait été découragée, que sa rénovation soit délicate, que les capitaux se soient enfuis ou terrés, et que l'engouement pour l'or et les matières précieuses se soit longtemps prolongé. Nous voulons croire que la nécessité d'un redressement fondamental de direction et de méthode est maintenant comprise.

#### LES MOUVEMENTS GÉNÉRAUX DES VALEURS.

Nous passerons maintenant rapidement en revue les principales catégories de valeurs, en nous basant sur les indices mensuels sur base 100 en 1938 des cours, des dividendes nets, ainsi que sur les taux nets de capitalisation des valeurs mobilières, établis pour la « Conjoncture économique et financière ».

On trouvera sur les tableaux II à V qui suivent les principales données statistiques représentant les mouvements généraux des catégories de valeurs examinées. On a présenté notamment,

sur le tableau III (afin d'éviter les erreurs ou insuffisances d'appréciation pouvant tenir au choix d'une année particulière de base, 1938 par exemple), des indices boursiers et économiques établis sur deux bases différentes : base 100 en 1938 d'une part, base 100 en 1929-1938 (moyenne décennale) d'autre part. Voir également à ce sujet les graphiques n<sup>os</sup> 4 et 5.

\*  
\*\*

*Valeurs à revenu fixe.* — On trouvera, sur le tableau II suivant, nos indices des cours des valeurs à revenu fixe sur base 100 en 1913 d'une part, sur base 100 en 1938 d'autre part, de 1929 à 1932, ainsi que les taux nets moyens de capitalisation correspondants.

TABLEAU II.

Valeurs à revenu fixe. Indices des cours (base 100 en 1913 ou en 1938), et taux nets de capitalisation (a).

ANNÉES ET MOIS	INDICES GÉNÉRAUX ENSEMBLE DES VALEURS À REVENU FIXE			SECTEUR INDUSTRIEL PUBLIC ▲ REVENU INDEXÉ (Indice 1949 = 100) (b)
	Sur base 100 en 1913	Sur base 100 en 1938	Taux nets de capitalisation	
1938 : Moyenne .....	71,5	100,0	5,96	»
1946 : Moyenne .....	101,2	141,8	4,02	»
1947 : Moyenne .....	92,3	129,1	5,06	»
1948 : Moyenne .....	81,9	114,6	6,06	»
1949 : Moyenne .....	76,8	107,2	6,72	100
1950 : Moyenne .....	77,4	108,1	6,71	100,6
1951 : Moyenne .....	78,7	110,0	6,71	116,3
1952 : Moyenne .....	86,2	120,6	6,19	137,0
1951 : Janvier .....	77,5	108,4	6,52	100,4
Avril .....	76,7	107,4	6,85	104,3
Juillet .....	78,5	109,8	6,73	112,7
Octobre .....	80,2	112,2	6,60	132,1
1952 : Janvier .....	80,1	112,1	6,68	143,1
Février .....	80,6	112,8	6,67	143,6
Mars .....	81,0	113,3	6,62	127,5
Avril .....	81,7	114,3	6,82	131,4
Mai .....	86,8	121,5	6,18	132,7
Juin .....	88,3	123,8	6,07	137,9
Juillet .....	88,3	123,8	6,01	138,1
Août .....	89,6	125,3	5,92	141,1
Septembre .....	90,5	126,8	5,79	138,1
Octobre .....	89,2	124,9	5,91	134,0
Novembre .....	89,0	124,6	5,94	133,3
Décembre .....	89,1	124,8	5,93	133,9
1953 : Janvier .....	87,8	122,7	6,10	137,7
Février .....	87,2	122,0	6,14	135,2
Mars .....	86,3	120,8	6,20	134,1

(a) 3 premières colonnes : indices et taux établis par la « Conjoncture économique et financière » (vers la fin de chaque mois).

(b) Dernière colonne : indices (1949 = 100) établis par l'I.N.S.E.E. pour le secteur industriel à revenu indexé (vers la fin de chaque mois).

Ces indices généraux sont calculés par une moyenne arithmétique des indices de onze groupes (six groupes composés de rentes, d'obligations du Trésor, de fonds garantis, de fonds coloniaux, un groupe de foncières, un groupe d'obligations de chemins de fer, un groupe d'obligations industrielles diverses 4 % et 4 1/2 %, et un groupe d'obligations à revenu indexé du secteur public).

De plus, on a porté (colonne de droite du tableau) l'indice de l'I. N. S. E. E. du groupe des valeurs du secteur public à revenu indexé (établi sur base 1949 = 100), dont nous indiquerons ci-après l'intérêt spécial.

Depuis 1945-1946, où les valeurs à revenu fixe étaient passées par un point élevé (la rente 3 % perpétuelle a même dépassé le pair de juin 1944 à août 1945), ces valeurs ont considérablement reculé jusqu'en 1949, et sont restées anormalement déprimées de 1949 à la fin de 1950. Dans cette période, le taux de capitalisation net moyen de ces valeurs a oscillé entre 6 et 7 %, et a été longtemps au voisinage immédiat de 7 %. C'est seulement à partir de 1951, et surtout à partir de 1952, où une politique nouvelle s'est efforcée de faire tête résolument contre l'inflation, qu'une amélioration sensible des cours des valeurs à revenu fixe est intervenue.

Comme cette période d'après-guerre a été marquée par une hausse inflationniste considérable des prix, du coefficient 6 par rapport à l'avant-guerre en 1945 au coefficient 25 en 1951, et 26,8 en moyenne en 1952, le pouvoir d'achat de ce groupe de valeurs s'est effondré presque complètement, n'étant plus, en février 1953, que moins de 5 % du pouvoir d'achat moyen de 1938, ainsi qu'il a déjà été indiqué (par rapport à 1913, le pouvoir d'achat de ces valeurs n'est plus qu'un infiniment petit).

Mais nous soulignerons spécialement l'intérêt des *valeurs à revenu semi-fixe et semi-indexé*, et surtout de celles qui, comme les *obligations 3 % de la Caisse nationale de l'Energie*, sont indexées, au moins partiellement, à la fois sur les prix (de l'électricité et du gaz dans ce cas) et surtout sur la production (une production assez régulièrement croissante comme celle de l'électricité). Ces derniers titres présentant un intérêt tout à fait exceptionnel pour l'épargne, en vue d'un placement à moyen terme, surtout aux cours voisins du pair encore actuellement cotés, et tout à fait anormalement déprimés, nous nous y arrêterons un instant :



Sans insister sur les perspectives à très long terme, forcément aléatoires, surtout à notre époque, et surtout dans le domaine de la capitalisation, il est utile cependant, pour se rendre compte de la nature d'un tel placement, d'examiner comment il aurait évolué, depuis 1913 par exemple, en supposant ces obligations lancées à cette date avec les mêmes stipulations que ce fut le cas récemment. Ce calcul a été fait de divers côtés (nous avons présenté nous-même un calcul de cette sorte dans l' « Annuaire » de 1951, p. 361). Voici, par exemple, d'après *Le Monde* (du 21 décembre 1952), comment auraient évolué ces obligations (désignées ci-dessous par « C. N. E. »), par comparaison avec les obligations 3 % semi-indexées des charbonnages de France (désignées par « C.D.F. »), ou encore l'emprunt à garantie-or (Napoléon) 3 1/2 % 1952, ou les « parts de production » récemment émises par l'Electricité de France (et indexées sur le prix du Kwh, mais en aucune façon sur la production), en partant d'un placement de 100.000 francs en 1913.

Evolution de divers placements (en millions de francs).

	1913	1933	1952
	—	—	—
Obligations C. N. E.....	0,1	1,5	52
Obligations C. D. F.....	0,1	0,63	16
Emprunt 3 1/2 % 1952.....	0,1	1,1	19
« Parts de production » (E.D.F.).	0,1	0,34	3,5

Une même somme (100.000 francs en 1913) investie en louis d'or en 1913 vaudrait aujourd'hui 19 millions. Mais ce chiffre n'est nullement comparable à ceux du tableau ci-dessus à cause des intérêts. Si l'on cumulait les intérêts en les investissant à mesure sur les mêmes obligations, les 52 millions indiqués, en 1952, pour les obligations C. N. E. deviendraient plusieurs fois 52 millions (peut-être 150 millions, indication très approximative, dépendant d'ailleurs des hypothèses faites sur la variation des cours de l'obligation).

Sans insister sur ces calculs de capitalisation à assez long terme, dans une période troublée, voici encore quelques remarques complémentaires sur les obligations C. N. E. :

Le rapport des cours des obligations C. N. E. et des obligations C. D. F. (pour les obligations au nominal de 10.000 fr.) est passé de 1,219 en fin 1950 à 1,372 en fin 1951, 1,446 en

lin 1952 et 1,490 en fin février 1953. Les cours de l'obligation C. N. E. progressent donc plus vite que ceux des obligations C. D. F., ainsi qu'il est justifié d'après les perspectives différentes de ces deux types d'obligations semi-indexées.

En effet, la première est partiellement indexée sur la production d'électricité, régulièrement et assez rapidement croissante, et qui a encore devant elle dans notre pays un large champ de développement, tandis que la deuxième est semi-indexée sur la production houillère, lentement croissante, et dont les perspectives de développement sont étroitement limitées (comme d'ailleurs les réserves houillères globales dans notre pays). D'autre part, l'indexation partielle étant faite sur les chiffres d'affaires, les prix et les tarifs interviennent : or, les prix de l'électricité sont actuellement à un niveau relativement bas, voisin de la moitié du coefficient des prix français par rapport à l'avant-guerre, tandis que la houille est à un coefficient élevé, assez largement supérieur au coefficient général des prix français. Les tarifs de l'électricité, comme les prix de la houille, seront peut-être maintenus stables dorénavant (c'est possible, quoique évidemment douteux); mais les chances d'une hausse des tarifs de l'électricité, compte tenu de l'expansion considérable des investissements qui se poursuivra longtemps, paraissent plus grandes qu'en ce qui concerne le prix de la houille (et même en 1952, on a pratiqué une légère baisse sur les prix de la houille, alors qu'il n'en a pas été question pour l'électricité).

On calcule aisément que, d'ici vingt ans environ, les prix d'amortissement de l'obligation C. N. E. (de nominal 10.000 fr.) dépasseront 20.000 francs (même sans tabler sur une hausse des tarifs de l'électricité) contre 14.889 francs (y compris d'ailleurs un faible intérêt « intercalaire ») en 1952, et probablement non loin de 16.000 en 1953. Pour l'obligation C. D. F., le prix d'amortissement a été de 13.185 en 1952, et ne progressera ultérieurement que lentement au-dessus de ce niveau.

Rappelons aussi que, pour les trois dernières années de 1950 à 1952, les coupons nets ont été pour l'obligation C. N. E., 370, 390 et 401 (et probablement au voisinage de 445 en 1953), et pour l'obligation C. D. F., 320, 360, 360 (et probablement 362 en 1953).

Le rapport des deux obligations (C.N.E. par rapport à C.D.F.)

continuera probablement à se tendre graduellement dans l'avenir, quoique avec diverses oscillations possibles, bien entendu, pour se rapprocher de 2, et même dépasser ce niveau dans un certain avenir. Sauf avance trop rapide des cours de l'obligation C. N. E. (ce qui n'est aucunement le cas au début de 1953), l'obligation C. D. F. doit donc être arbitrée en faveur de C. N. E., en vue d'un placement à moyen ou assez long terme (cette dernière remarque essentielle). A observer, d'ailleurs, que, dans une période où les trésoreries des entreprises sont souvent gênées (et les obligations précédentes, C. N. E. notamment, étant détenues par les sociétés en quantités importantes), il est parfaitement possible que les cours de cette obligation restent longtemps anormalement déprimés. Mais ceci ne présente qu'un caractère transitoire, et un reclassement s'opérera peu à peu (c'est d'ailleurs une question secondaire, au point de vue placements à assez long terme).

Sur le tableau II on observera la différence d'allure entre l'indice général des valeurs à revenu fixe d'une part (qui englobe d'ailleurs également le groupe des valeurs semi-indexées, mais avec une pondération de 1/11) qui a marqué, en février 1953, une hausse moyenne de 13 1/2 % depuis 1949, et l'indice des « valeurs à revenu indexé » qui a enregistré dans le même intervalle une hausse de 35 %. Rappelons notamment que les obligations C. N. E., qui cotaient 6.710 en fin décembre 1950, ont coté 11.400 au plus haut en février 1952 (soit une hausse de 70 % par rapport aux cours de 1950) et sont aux alentours de 10.800 en fin février 1953, cours anormalement déprimé.

Il est indiqué de donner, dans les portefeuilles bien composés, une place d'une certaine importance aux valeurs semi-indexées : précaution particulièrement nécessaire, semble-t-il, dans une phase où certaines menaces de fléchissement des prix mondiaux et de difficultés économiques paraissent exister.

*Valeurs à revenu variable* (voir les graphiques n° 4 à 5 à la fin de cet article). — On trouvera sur les tableaux III à V diverses données statistiques concernant les principaux indices boursiers et certains indices économiques (présentés sur le tableau III, à la fois sur base 100 en 1938, et sur base 100 en 1929-1938, comme déjà indiqué).

Indices en francs-papier de 275 valeurs à revenu variable des secteurs libres et taux nets de capitalisation (a).  
 Comparaison avec les indices des prix, des salaires, de la circulation-billets et de la production industrielle (1929-1951).  
 (Indices sur base 100 en 1938 et sur base 400 en 1929-1938.)

ANNÉES ET MOIS	INDICES BOURSIERS		TAUX NETS de capita- lisation	INDICE DES PRIX DE GROS		INDICE du SALAIRE HEBDOMADAIRE Y compris chargés annexes (c)		INDICE de la CIRCULATION-BILLETS		INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	
	Base 100 en 1938			Base 400 en 1929-38		base 100 en 1938		base 100 en 1929-38		Sur base 100 en 1938	
	Cours	Divi- dendes nets		Cours	Divi- dendes nets (b)	Sur base 400 en 1938	Sur base 100 en 1929-38	Sur base 400 en 1938	Sur base 100 en 1929-38	Sur base 100 en 1938	Sur base 400 en 1929-38
1938 moyenne...	400	400	4,25	400	134	400	439	400	424	400	92
1946 moyenne...	920	85	0,39	645	868	831 (e)	747 (e)	638	778	84	78
1947 moyenne...	4245	212	0,71	1989	4331	820 (e)	4117 (e)	698	978	99	91 1/2
1948 moyenne...	4344	430	1,38	1679	2361	1303	2042	838	4038	413	404
1949 moyenne...	4320	824	2,02	1850	2490	4742	2376	4002	4393	423	443 1/2
1950 moyenne...	4452	1367	4,81	2001	2690	4907	2590	4390	4723	423	443 1/2
1951 moyenne...	1425	1067	5,01	2538	3440	2447	3274	4663	2960	438	427
1952 moyenne...	1234	2234	5,31	2680	3640	2883	3947	4920	2380	444	433
1953 Janvier...	1485	1470	4,132	2276	3060	2488	2906	4514	2580	435	428
Avril ...	1370	1370	5,08	2593	3488	2270	3083	4377	1961	440	429
Juillet ...	1338	1690	4,302	2492	3332	2462	3344	433	2075	433	423
Octobre...	1674	4790	4,37	2692	3620	2780	3797	443	2270	432	432
1952 Janvier...	4837	4325	4,32	2821	3775	2830	3844	448	2337	448	437
Avril ...	4758	2059	5,07	2710	3635	2892	3915	431	2355	431	439
Juillet ...	4790	2361	5,02	2635	3578	2880	3943	440	2425	440	429
Octobre...	4756	2376	5,35	2600	3500	2931	3968	449	2475	449	437
Décembre	1805	2376	5,60	2598	3497	»	»	443	2595	443	432
1953 Janvier...	4904	2376	5,31	2603	3506	2808	3940	(d) 439	2525	(d) 439	(d) 128
Février...	4895	2379	5,34	2575	3465	»	»	2042	2528	(d) 444	(d) 130
Mars ....	1843	2449	5,63	»	2584	3480	»	2408	2605	(d) 440	(d) 129

(a) 275 valeurs des secteurs libres depuis 1938. Indices prolongés antérieurement à 1938 d'après les valeurs « non nationalisables ».  
 (b) Le calcul des indices des cours et des dividendes sur base 400 en 1929-1938 se fait en divisant les indices sur base 100 en 1938 respectivement par 1,376 et 1,299.

(c) Salaire hebdomadaire : sous la rubrique « moyenne annuelle », chiffres pour octobre de chaque année antérieurement à 1946 et moyenne des chiffres de janvier, avril, juillet, octobre de chaque année depuis 1946. Antérieurement à 1946, d'après l'I.N.S.E.E. (Indices pondérés d'après enquête des prix d'hommes); depuis 1946, d'après ministère du Travail (hommes et femmes). Indices pour les salaires masculins seulement en octobre 1938 : 2.570 (sur base 1929-1938) et 3.822 (sur base 1929-1938).

(d) Evaluation préliminaire.

(e) Janvier.



Rappelons succinctement l'historique des mouvements boursiers de la période récente :

A la sortie de la guerre, la politique française étant sous le signe de la facilité et de l'inflation, la spéculation s'était développée largement en Bourse. L'indice des cours boursiers examiné (sur base 100 en 1938) était passé de 632 en moyenne en 1945 à 1.433 au 28 janvier 1948 (taux moyen des valeurs à revenu variable inférieur à 1 % à cette date) et 1.558 au 29 octobre 1948.

Par la suite, durant les trois années 1948-1949-1950, tandis que les prix poursuivent leur ligne générale ascendante (quoique très ralentie, provisoirement, en 1949-1950), la Bourse, découragée par la politique générale, dirigée, en fait, contre l'épargne, suit, avec diverses oscillations, une ligne générale déclinante (indice 1.067, minimum, en fin 1950).

D'octobre 1948 à fin décembre 1950, les cours boursiers ont donc reculé en moyenne de 31 %, tandis que l'indice général des prix de gros s'est élevé de 21 % durant le même temps (et l'indice des revenus nets distribués de 200 % environ). Le pouvoir d'achat réel des valeurs à revenu variable a donc fortement reculé dans cette période, comme on l'a déjà vu. Par contre, les dividendes ayant considérablement progressé, — bien que toujours très en retard sur le niveau général des prix —, le taux net moyen des valeurs à revenu variable françaises, progressant largement, avait atteint 5,80 % en fin 1950. Cette position anormale de la Bourse en fin 1950 (cours boursiers au coefficient 7,7 par rapport à 1929-1938, alors que les prix étaient déjà au coefficient 29,8, et les revenus nets distribués au coefficient 11,2) tenait évidemment surtout aux insuffisances de la politique générale, et au mépris systématique de l'épargne, à la mode dans certains milieux politiques.

En 1951, et jusqu'au début de 1952, la poussée haussière des prix intérieurs s'accélérait, la revalorisation boursière se développe largement : de 1.067 au 29 décembre 1950, l'indice général des cours boursiers passe à 1.655 au 28 décembre 1951 et 1.970, point culminant, au 7 mars 1952. Par la suite, la politique générale ayant évolué enfin vers une défense vigoureuse du niveau des prix et de la monnaie, un recul boursier notable intervient (indice minimum 1.663 au 30 mai), réaction naturelle après la poussée spéculative antérieure.

Après le premier minimum du 30 mai 1952 (1.663), et diverses oscillations, un second minimum (1.717), un peu plus élevé que le précédent, est touché au 24 novembre. Par la suite se développe une hausse notable de 11 % en moyenne, portant l'indice général à 1.909 au 20 février 1953.

On peut dire, abstraction faite de la poussée spéculative de février-mars 1952, que la Bourse enregistre depuis la fin de 1950 une revalorisation graduelle qui s'est poursuivie dans une certaine mesure en 1952-1953.

Le flottement boursier, en 1952, est resté somme toute très limité, si l'on tient compte de l'adaptation parfois très pénible que représente le passage brusque d'une période inflationniste à une politique de « stabilité » tendant à rétablir l'équilibre des prix et de la monnaie. Toutefois, les perspectives de la période 1953-1954 sont loin d'être éclaircies.

A noter, d'autre part, que le Trésor a pu se procurer en 1952 par l'épargne (emprunts et moyens divers de trésorerie) quelque 600 milliards de francs — résultat remarquable après les erreurs ou les insuffisances de politique antérieures —, mais cette ponction a sérieusement gêné les investissements du secteur libre et s'est répercutée aussi dans une certaine mesure sur l'activité boursière.

Le ralentissement de l'activité boursière a d'ailleurs attiré l'attention des milieux politiques et dirigeants, et diverses mesures en faveur de l'épargne ont été votées. On a pris enfin conscience de l'importance de cette question. Le fait que l'épargne « collective » (ou l'épargne forcée par superfiscalité) a tendance à prendre trop rapidement et trop massivement la place de l'épargne individuelle appelle certains aménagements nouveaux. Signalons à ce propos la création, réalisée ou en vue, de sociétés d'investissement nouvelles qui pourront faciliter à l'épargne de s'intéresser à nouveau aux valeurs mobilières. On a suggéré, de nombreux côtés, des dispositions légales moins rigides en ce qui concerne les placements des incapables et des femmes mariées, ainsi que pour les investissements des caisses d'épargne et des compagnies d'assurances, toutes mesures pouvant contribuer à une amélioration de l'activité des transactions boursières. Rappelons aussi les mesures d'atténuation du régime fiscal vis-à-vis des successions en ligne directe, vis-à-vis des répartitions des titres en portefeuille des sociétés.

ou encore les initiatives nouvelles en faveur de la construction immobilière... Nul doute que la Bourse, en général, et les compartiments ou valeurs intéressés particulièrement, ont tenu le plus grand compte de ces mesures nouvelles...

Si l'on considère plus particulièrement l'année 1952, la hausse boursière moyenne (pour un ensemble de 275 valeurs à revenu variable françaises) de la fin 1951 à la fin 1952 ressort à 9 % (15 % jusqu'en fin février 1953). Parmi les hausses les plus importantes de fin 1951 à fin 1952, notons celle du groupe des assurances du secteur libre (130 %) sur lequel s'est produit un véritable boom tenant au rétablissement d'équilibre après les difficultés d'après-guerre, et aussi au niveau très déprimé de ces valeurs jusqu'en fin 1951, des Forges et Aciéries (35 %, ou 46 % jusqu'en février 1953); des Raffineries de pétrole (27 %, ou 36 % jusqu'en février 1953), des Constructions électriques (16 %, ou 23 % jusqu'en février 1953), de la navigation (24 %), des Foncières et Immobilières (39 %), des Constructions navales (17 %).

Par contre, baisse des cours pour les groupes des textiles, de l'automobile et des sociétés françaises à l'étranger, et stagnation à peu près complète sur le groupe des coloniales. Dans les deux premiers mois de 1953, la hausse boursière s'est développée, notamment dans les groupes suivants : forges et aciéries, raffineries de pétrole, constructions électriques, matériaux de construction; et en seconde ligne : banque, grands magasins, foncières et immobilières.

Ces hausses sont en général étayées par les taux de capitalisation élevés des valeurs, et par le caractère généralement favorable de l'exercice 1952 pour les groupes intéressés, malgré un ralentissement industriel assez fréquent en fin d'année. Mais les perspectives apparaissent généralement moins favorables, et surtout beaucoup plus aléatoires, pour 1953; et la Bourse, malgré ses niveaux encore très raisonnables, sinon même déprimés, devrait rester prudente en 1953, du moins tant que l'horizon économique et politique ne sera pas sérieusement éclairci.

Au sujet des taux de capitalisation, on remarquera, en effet, que l'indice général des dividendes nets des 275 valeurs fran-

caises examinées a enregistré une revalorisation considérable dans les deux dernières années. Parti de 1.458 en 1950, il a atteint 1.870 en fin 1951 (taux moyen net des valeurs à revenu variable 4,82), 2.315 en juin 1952 (taux moyen 5,47), 2.376 en fin 1952 (taux moyen 5,60), et la tendance de cet indice reste haussière dans les premiers mois de 1953 (indice 2.379 en février; 2.449 en mars). L'activité économique était restée favorable en 1952, au moins dans la plus grande partie de l'année, et dans la plupart des grands secteurs industriels; et d'autre part, le niveau moyen des prix de l'année 1952 a été sensiblement égal, en général, à celui de l'année 1951 (supérieur de 5 % en ce qui concerne l'indice général des prix de gros) et les bilans des entreprises pour l'exercice 1952 seront généralement favorables (certains secteurs, comme les textiles, ou dépendant surtout de la consommation courante, pouvant faire exception).

A remarquer que, si l'on veut comparer le niveau (par rapport à l'avant-guerre) des indices boursiers actuels à ceux des indices économiques ou sociaux, il est indispensable de se référer à une période de base d'avant guerre d'une certaine étendue (et en tout cas pas à l'année 1938, complètement incorrecte à ce point de vue). Voici quelques indices principaux sur base décennale 1929-1938 = 100 :

Indices 1929-1938 = 100 (Au 27 février 1953.)

Cours des valeurs à revenu variable françaises.....	1.378
Dividendes nets .....	1.831
Prix de gros.....	3.465
Coût de la vie à Paris.....	2.724
Coût de la vie pour la France entière.....	2.910 (a)
<i>Salaire hebdomadaire moyen (hommes et femmes) :</i>	
Y compris charges annexes .....	3.968 (b)
Non compris charges annexes .....	3.062 (b)
<i>Salaire hebdomadaire moyen (hommes) :</i>	
Y compris charges annexes .....	3.522 (b)
Non compris charges annexes .....	2.747 (b)

(a) En fin décembre 1952. — (b) Au 1<sup>er</sup> octobre 1952.

On voit que les indices boursiers sont considérablement inférieurs, généralement de la moitié environ, par rapport aux indices économiques ou sociaux (prix de gros, salaires hebdomadaires y compris charges, etc.).

Une revalorisation notable des indices boursiers apparaîtrait



raisonnable, d'autant plus que les taux nets de capitalisation actuels sont très élevés (5,34 en février 1953). Mais elle reste conditionnée évidemment par le développement économique général : sera-t-il possible de rétablir en 1953 une ligne d'expansion économique et d'amélioration du standard de vie, tout en défendant la monnaie et les prix, ceux-ci, d'ailleurs, déjà trop élevés du point de vue de l'équilibre international et de la vitalité de nos exportations ?

Par-dessus tout pèse sur l'activité économique une superfiscalité écrasante. Sans doute, on s'occupe de dégrever dans une certaine mesure les investissements, question essentielle évidemment. Mais s'il en résulte une nouvelle surcharge fiscale sur les autres secteurs, c'est encore un facteur défavorable au point de vue de l'activité économique et du niveau des prix français. Quelle que soit la façon dont on retourne les problèmes actuellement posés, on comprend qu'aucune politique féconde n'apparaît possible sur un niveau de superfiscalité dépassant la limite raisonnable. La nécessité vitale d'une diminution substantielle des dépenses étatiques apparaît avec évidence (et, bien entendu, s'il se peut, des dépenses improductives : question d'ailleurs très délicate à l'heure actuelle, et qui relève de la politique générale, ainsi que de la situation internationale. Il est malheureusement trop certain que l'impérialisme asiatique, qui a refusé de désarmer après la guerre, et qui a lancé l'agression militaire de Corée, est responsable d'un grave déséquilibre des économies, et d'un certain écrasement du standard de vie des travailleurs du monde entier).

La politique française apparaît donc actuellement des plus délicates, d'autant plus que la structure économique générale est à rénover, et que la direction économique et politique apparaît depuis longtemps insuffisante. Toutefois, une véritable crise, ou régression économique générale, profonde et d'assez longue durée, reste improbable; si les événements paraissent évoluer dans ce sens, on peut penser qu'ils donneraient lieu à d'importantes mesures nouvelles, ou à de nouveaux expédients plus ou moins inflationnistes.

Quoi qu'il en soit, dans les premiers mois de 1953, les cours boursiers paraissent prudents, et solidement soutenus par des taux de capitalisation élevés, et restent donc susceptibles d'une

nouvelle revalorisation ultérieure, si l'équilibre général peut être tenu en mains, et la tendance à l'expansion économique rétablie.

On notera d'autre part, parmi les compartiments boursiers de valeurs françaises intéressants, à surveiller en 1953-1954, les suivants : en première ligne, la construction électrique, les raffineries de pétrole, la métallurgie (sous réserve des répercussions éventuelles sur le pool charbon-acier d'une non-ratification du traité de communauté européenne); en seconde ligne, les matériaux de construction, les produits chimiques (notamment électro-chimie), certaines constructions mécaniques, les constructions navales, la navigation (avec une réserve au sujet de l'allure ultérieure des frets), certaines foncières. Ajoutons certaines valeurs de matières premières, comme les mines de fer, soit africaines, soit métropolitaines (auxquelles on peut s'intéresser, notamment, par l'intermédiaire de diverses valeurs de métallurgie). Mentionnons, en dernier lieu, quelques grands magasins et certaines coloniales.

*Valeurs étrangères cotées à Paris* (voir tableau IV ci-après). — Il a paru utile d'établir spécialement deux indices des valeurs étrangères cotées à Paris, le premier concernant 20 valeurs étrangères autres que de matières premières, le second 16 valeurs étrangères de matières premières (cuivre, métaux divers, pétrole, diamant).

Voici les principales valeurs comprises dans ces indices. Pour le premier (valeurs étrangères autres que de matières premières) : Suez, Crédit foncier franco-canadien, Canadian Pacific, Nestlé, S. K. F., Norvégienne de l'Azote, Est Asiatique Danois, Crédit foncier égyptien, Société Générale de Belgique, Ougrée-Marihay, Philips, Sucreries-Raffineries d'Egypte, Wagons-Lits, Banque nationale du Mexique, Banque Ottomane, Rotterdamsche Bank Vereeniging. Pour le second (valeurs de matières premières) : Shell Transport, Franco-Wyoming, Canadian Eagle, Royal Dutch, Mexican Eagle, Rhokana, Roan Antelope, Rhodesian Anglo-American, Rio-Tinto, Union Minière du Haut-Katanga, Vieille Montagne, de Beers, ainsi que Imperial Oil et International Nickel introduits dans l'indice vers le milieu de 1954. Bien entendu, les valeurs de mines d'or, de

mouvements tout à fait distincts, n'ont pas à figurer dans cet indice et doivent être examinées avec un indice à part (voir ci-après).

TABLEAU IV.

(Indices 1938 = 100, en francs-papier.)

A. — 20 valeurs étrangères autres que de matières premières.

B. — 46 valeurs étrangères de matières premières (pétrole, cuivre, métaux divers, diamants).

ANNÉES ET MOIS	INDICES DES COURS (1938 = 100) (a)		ANNÉES ET MOIS	INDICES DES COURS (1938 = 100)	
	A	B		A	B
1938 : Moyenne .....	100	100	1949 : Décembre .....	912	1.415
1943 : Moyenne .....	360	263	1950 : Décembre .....	939	1.342
1944 : Moyenne .....	383	285	1951 : Décembre .....	1.481	2.450
1945 : Moyenne .....	390	260	1952 : Janvier .....	1.570	2.639
1946 : Moyenne .....	479	410	15 février .....	1.643	2.778
1947 : Moyenne .....	554	544	Avril .....	1.332	2.487
1948 : Moyenne .....	913	1.120	Juillet .....	1.388	2.800
1949 : Moyenne .....	950	1.190	Octobre .....	1.330	2.270
1950 : Moyenne .....	932	1.148	Décembre .....	1.467	2.455
1951 : Moyenne .....	1.227	1.895	1953 : Janvier .....	1.468	2.802
1952 : Moyenne .....	1.414	2.417	Février .....	1.462	2.385
			Mars .....	1.383	2.230

(a) Pendant la fermeture de la Bourse de Paris, d'après les cours cotés à Lyon.

Dans l' « Annuaire » précédent, nous avons observé le mouvement du pouvoir d'achat des deux groupes de valeurs étrangères considérés (avec cumul des intérêts), soit depuis 1913, soit depuis 1938 et jusqu'en février 1952. De février 1952 à février 1953, le pouvoir d'achat des deux groupes de valeurs (compte tenu de l'intérêt et de la baisse de l'indice des prix de gros français qui sert de référence) n'a pas sensiblement diminué (à peine 1 % pour le groupe des valeurs de matières premières), et les résultats que nous avons indiqués sont encore valables, d'autant plus que, par comparaison, le pouvoir d'achat du Napoléon a sensiblement baissé dans l'intervalle considéré (celui des valeurs françaises à revenu variable a légèrement progressé dans le même intervalle).

Rappelons que, sur base 100 en 1938, le pouvoir d'achat des valeurs étrangères de matières premières, avec intérêts cumulés, est au voisinage de 120 en février 1953 (toutefois, ce niveau paraît fortement menacé si la tendance fléchissante des prix et

des matières premières s'accroît en 1953-1954, comme il paraît vraisemblable). Le pouvoir d'achat des valeurs étrangères autres que de matières premières est, à la même date, de 80 environ. Celui des valeurs françaises à revenu variable avec intérêts cumulés est, à la même date, légèrement au-dessus de 100. Mais celui du Napoléon a glissé à 65 environ. Ces divers compartiments de valeurs à revenu variable, tant françaises qu'étrangères, ont donc — compte tenu des intérêts cumulés — assuré une meilleure défense des avoirs en pouvoir d'achat réel que le Napoléon depuis 1938 : résultat remarquable dans cette période troublée, sur lequel nous attirons particulièrement l'attention. Rappelons aussi que, dans la période 1947-1951 en particulier, ces compartiments ont offert, comme d'ailleurs les valeurs de mines d'or, une défense remarquable du pouvoir d'achat (permettant notamment, en se reportant de l'or-métal sur ces valeurs, d'éviter complètement l'effondrement du pouvoir d'achat de l'or de 1946 à 1951).

En 1952, les valeurs étrangères, et particulièrement les valeurs de matières premières (comme l'or d'ailleurs), ont subi un choc en retour assez violent dans les mois suivant l'introduction de la nouvelle politique française de stabilisation. Mais vers la fin de l'année, une reprise notable est intervenue, sans toutefois que les niveaux élevés du début de mars 1952 aient été regagnés, ni même approchés par ces compartiments. A noter aussi, au point de vue placement, que la question du risque monétaire français n'a guère à intervenir ici, parce que les cours des valeurs étrangères escomptent déjà très généralement une large réadaptation ultérieure du franc.

Dans la période ultérieure, un flottement plus accentué et des difficultés économiques sont à prévoir, notamment aux Etats-Unis. D'ailleurs, la tendance des prix des grandes matières premières en général est, depuis assez longtemps déjà, hésitante ou fléchissante : tendance naturelle dans une période où l'activité économique générale plafonne ou hésite, où la production des matières premières a été fortement accrue, et où sont prises d'importantes mesures anti-inflationnistes de divers côtés. Il semble donc que, dans cette phase, il convienne de réduire à une proportion très prudente dans les portefeuilles les positions sur valeurs de matières premières (même sur les valeurs de pétrole, le marché mondial du pétrole étant devenu



à son tour pléthorique, malgré le retrait de l'Iran qui a été rapidement compensé par la hausse de la production pétrolière mondiale). Il paraît préférable de se reporter, dans une certaine mesure, sur les valeurs de mines d'or (sous certaines réserves, voir ci-après), sur valeurs françaises à revenu fixe indexées, ainsi que sur divers compartiments de valeurs françaises à revenu variable soutenues par leurs taux de capitalisation élevés et leurs perspectives économiques assez favorables pour un certain avenir, ou relativement privilégiées.

#### MINES D'OR SUD-AFRICAINES.

On a examiné à part ce groupe de valeurs. On trouvera sur le tableau V ci-après des indices des cours cotés à Paris, et du revenu net distribué en franc-papier d'une part, en indices-or d'autre part, sur la base 100 en 1938, pour 22 valeurs de ce compartiment. On a porté en regard un indice-or des prix mondiaux (33 nations) et un indice-or moyen des prix pour les nations anglo-saxonnes depuis 1929, sur base 100 en 1913.

La composition et le calcul de nos indices ont été modifiés à partir de juillet 1952 pour accroître le nombre des valeurs de mines du Rand extrême-occidental et de l'Etat d'Orange, ainsi que des valeurs intéressées à l'uranium, et diminuer au contraire le nombre des mines anciennes plus ou moins complètement épuisées (voici les 22 valeurs utilisées : 1° Mines intéressées à l'uranium : Blyvoor, West Rand, Daggafontein, Randfontein, Sub-Nigel; 2° Valeurs intéressées au soufre : Aréas; 3° Mines anciennes : East Geduld, East Rand, Durban Roodepoort; 4° Mines nouvelles du Rand extrême-occidental : West Driefontein, Stillfontein (toutes deux intéressées à l'uranium); 5° Mines de l'Etat d'Orange : Saint-Helena, Virginia, Welkom, Western Holdings (intéressées à l'uranium, sauf Saint-Helena; noter que Western Holdings n'a été introduite dans l'indice qu'à partir de décembre 1952); 6° Trusts miniers : Union Corporation, Anglo American, Goldfields, General Mining, Central Mining, Johannesburg, Rand Mines).

TABLEAU V.

Indices de 22 valeurs de mines d'or S. A. cotées à Paris (a).

(Indices 1938 = 100.)

ANNÉES ET MOIS	INDICES EN FRANCS-PAPIER (1938 = 100)		INDICES-OR (1938 = 100)		INDICES-OR DES PRIX MONDIAUX (1913 = 100)	
	Cours	Revenu distribué (b)	Cours (c)	Revenu distribué (b)	Moyenne Etats-Unis et Angleterre	33 nations (d)
22 valeurs de mines d'or S. A.						
1929 : Moyenne .....	19,8	22,0	46	54	137	137
1933 : Moyenne .....	43,7	41,2	106	95	65,6	70,1
1938 : Moyenne .....	100	100	100	100	69,1	71,3
1943 : Moyenne .....	207	86	111	59	94,4	104,8
1946 : Moyenne .....	230	179	67,5	52,5	102,1	112,3
1947 : Moyenne .....	241	168	70,7	49,2	119,9	128,0
1948 : Moyenne .....	444	250	74,3	41,9	134	140,2
1949 : Moyenne .....	590	351	72,0	40,5	126	133,4
1950 : Moyenne .....	546	330	54,5	52,9	121	128,8
1951 : Moyenne .....	579	625	57,8	62,4	139,3	153,0
1952 : Moyenne .....	565	519	56,4	54,8	139,0	153,7
1948 : 30 Novembre .....	478	310	63,3	30,5	133,5	142,0
1949 : 2 décembre .....	682	447	68,1	44,6	(e) 113	(a) 120,2
1950 : 29 décembre .....	511	650	51,0	64,0	133,5	140,7
1951 : 23 décembre .....	572	579	57,1	57,8	144,6	156,5
1952 : 7 mars .....	670	879	66,9	57,8	140,5	153,8
— 6 juin .....	500	324	49,9	32,3	139,0	153,0
— 31 juillet .....	592	521	59,1	52,5	139,0	153,6
— 19 septembre .....	547	524	54,6	52,3	138,5	153,0
— 7 novembre .....	518	524	51,7	52,3	138,4	152,9
— 31 décembre .....	530	512	57,9	51,1	137,8	151,4
1953 : 29 janvier .....	613	512	61,2	51,1	137,8	151,4
— 27 février .....	642	512	64,1	51,1	138,7	
— mars .....	595	512	59,4	51,1		

(a) Composition de l'indice remaniée à partir de juillet 1952, notamment par l'introduction de 6 mines récentes du Rand extrême-occidental et de l'Etat d'Orange (voir le texte). Noter toutefois que ces 6 mines récentes, ne distribuant pas encore de dividende, l'indice général du revenu distribué a été continué d'après les 16 autres valeurs.

(b) Indice du revenu distribué et calculé à chaque date d'après le total des deux derniers dividendes semestriels pour chaque valeur. L'indice-or est établi d'après les dividendes en shillings ramenés à une base-or.

(c) Indice-or des cours d'après l'indice des cours en francs-papier à Paris ramené à la base-or (d'après la parité-or officielle du franc correspondant à la parité du dollar-or en francs).

(d) Moyenne pondérée des indices officiels des prix de gros de 33 nations (23 nations avant guerre) sur une base or.

(e) Après la dévaluation des monnaies occidentales de septembre 1949.

D'une manière générale, l'allure de ce compartiment est conditionnée étroitement par celle des prix mondiaux, ainsi que, bien entendu, par le prix de l'or en devises fortes. C'est ainsi que la grande période de déflation des prix-or mondiaux, 1929-1935, et de revalorisation de l'or en devises fortes, a été marquée par une hausse considérable — plus qu'un doublement — des cours-or de ces valeurs, parallèlement à la hausse de l'indice-or du revenu distribué.

On doit tenir compte aussi, bien entendu, de la politique générale, fiscale notamment, suivie à l'égard des mines d'or, par le Gouvernement sud-africain, et aussi de l'évolution des marchés libres de l'or, et de l'utilisation effective de ces marchés par les producteurs d'or sud-africains. Le choix des valeurs doit tenir compte de l'épuisement plus ou moins complet des mines, de la teneur des minerais, et, plus récemment, de ce facteur nouveau que constitue la production d'uranium.

Durant la dernière guerre, les cours de ce compartiment, qui a longtemps servi de refuge aux épargnants — point de vue d'ailleurs très critiquable en période de hausse des prix mondiaux — ont assez bien résisté. Mais ces valeurs ont fortement fléchi dans les années suivant immédiatement la guerre, principalement en 1944-1946, où se développait largement la hausse des prix mondiaux.

A partir de 1947, leur mouvement a été plus favorable, ces valeurs servant à nouveau de refuge contre l'inflation et les risques monétaires, et en prévision d'une dévaluation ultérieure de la livre sterling, ou même ultérieurement du dollar (nous avons déjà remarqué précédemment que ces valeurs ont offert en 1946-1950 un refuge contre l'effondrement du pouvoir d'achat de l'or-métal sur les marchés libres). Le compartiment des mines d'or a été alors favorisé, au moins transitoirement, d'une part, par le revirement des prix mondiaux et des matières premières, en fléchissement marqué en 1949, et, d'autre part, par la dévaluation de la livre sterling et des monnaies occidentales survenue en 1949.

Mais l'allure de ce compartiment a été beaucoup moins favorable en 1950-1951 et jusqu'en novembre 1952, en raison, d'une part, de la reprise des prix mondiaux, et aussi, à partir de septembre 1950, des événements internationaux qui ont poussé à l'inflation à l'Occident (et aussi sans doute à renvoyer à plus tard une adaptation éventuelle du dollar).

La hausse des prix de revient s'étant poursuivie dans le Sud-Afrique en 1951 et jusqu'en fin 1952, le bénéfice de la dévaluation de 1949 a été assez rapidement et presque complètement résorbé, du moins en ce qui concerne le niveau des bénéfices et des dividendes évalué sur une base-or.

Dans la période la plus récente, un certain nombre de facteurs, dont quelques-uns nouveaux, sont intervenus en faveur

de ce compartiment, tout au moins à un point de vue à moyen terme. En effet, d'une part, la tendance des prix mondiaux est hésitante ou fléchissante, et ceci constitue un facteur important en faveur de ces entreprises (si la tendance des prix intérieurs du Sud-Afrique a été haussière en 1952, il semble qu'elle soit vers la stabilisation dans la période la plus récente : la hausse des prix de revient de la production d'or s'est d'ailleurs considérablement ralentie en 1952 et leur stabilisation en 1953 est vraisemblable). Les ventes sur les marchés libres de l'or se poursuivent, quoique moins activement qu'antérieurement, et en ajoutant que cette source de bénéfices supplémentaires est, maintenant du moins, d'importance limitée. Les productions annexes des mines d'or (uranium surtout, soufre) sont susceptibles de prendre une réelle importance dans l'avenir, et les premiers résultats connus des mines d'uranium (de West Rand) sont intéressants (toutefois, ici, la question fiscale restera à préciser) : le facteur uranium apporte en quelque sorte à cette vieille industrie une chance de rechange. Enfin les facteurs monétaires viendront presque fatalement à l'ordre du jour dans un certain délai (ce n'est toutefois pas immédiat).

De nombreuses mines paraissent pouvoir s'intéresser plus ou moins activement à l'uranium. L'une d'entre elles, West Rand, a déjà commencé cette production au quatrième trimestre 1952. Plusieurs autres commenceront leur production en 1953 (Blyvoor, Daggafontein, Stilfontein), et de nombreuses autres en 1954. Le ministre des Finances du Sud-Afrique a évalué à 30 millions de livres approximativement les bénéfices possibles dans l'avenir pour l'extraction d'uranium (contre 38,7 millions de livres de bénéfices pour l'extraction d'or en 1952, et 44,2 en 1951) : donc les bénéfices procurés par l'uranium pourraient être d'un ordre de grandeur assez comparable à ceux provenant de l'or. On remarque aussi que, compte tenu de la production d'uranium, et de l'entrée graduelle en exploitation des mines nouvelles du Rand extrême-occidental et de l'Etat d'Orange, le revenu brut global des mines du Sud-Afrique pourrait atteindre 266 millions de livres en 1955, contre 141 en 1952, ce qui peut laisser espérer une certaine réduction ultérieure du taux des impôts payés par les mines.

Cette double industrie produisant à la fois de l'or et de l'uranium, c'est-à-dire deux produits liés à des éléments économi-



ques (et politiques) très différents, par exemple au point de vue du mouvement général des prix, ne manque pas d'un réel intérêt pour la phase qui suivra, et les valeurs intéressées peuvent sans doute servir, dans une certaine mesure, de refuge, notamment pour le cas de difficultés économiques sérieuses.

Aussi la hausse boursière, à Paris, de ce compartiment en janvier-février 1933 peut-elle apparaître justifiée, quoique peut-être un peu rapide et prématurée. Diverses oscillations sont probables.

Il convient, bien entendu, d'éliminer des portefeuilles les mines anciennes plus ou moins complètement épuisées et qui ne seraient pas intéressées à l'uranium. Enfin, les trusts miniers permettent de s'intéresser notamment aux mines nouvelles du Rand extrême-occidental et de l'Etat d'Orange.

\*  
\* \*

Quant à *l'or métal*, il peut, croyons-nous, figurer, pour une quantité limitée, à titre de division des risques, dans les avoirs bien composés, mais ne doit être acheté qu'à des cours bas, ou du moins très raisonnables, ce qui n'est aucunement le cas de l'or monnayé à Paris jusque dans la période la plus récente. D'une part, en effet, la revalorisation de l'or en monnaie forte, bien que probable, à notre sens, reste peut-être encore assez lointaine. D'autre part, si le dollar est dévalué dans l'avenir, les prix actuels de l'or monnayé à Paris seraient peut-être à peine ratifiés en francs-papier.

Pour prendre un exemple, si l'once d'or était portée ultérieurement de 35 à 52,5 dollars (soit une hausse de 50 %, ce qui correspondrait à une dévaluation du dollar de 33,3 %), la parité normale sans prime du Napoléon à Paris serait de 3.428 francs avec le dollar à 350 francs (donc inférieure à la cotation en fin février 1933 à 3.760 francs), ou 3.918 avec le dollar à 400 francs.

Sous une autre forme, la prime de 26 % du lingot d'or en fin février 1933 (à 497.000 contre 394.000 pour le cours normal théorique), bien que forte, n'est peut-être pas absurde pour l'avenir, dans certaines hypothèses qui peuvent être envisagées. Mais la prime de 64 % du Napoléon (à 3.760 contre 2.285, cours normal théorique) est exagérée; il convient de ne pas

perdre de vue que, même si les facteurs escomptés implicitement par la spéculation se réalisent, beaucoup d'autres investissements seraient infiniment moins chers actuellement que le Napoléon, ou même que le lingot.

\*  
\* \*

Dans la période très aléatoire que nous traversons, au point de vue international comme au point de vue économique (difficultés économiques et réformes de structure à prévoir), sans parler des aléas d'ordre politique, il est assurément très délicat d'essayer d'*orienter l'épargne* vers les catégories ou les formes de placements estimées les meilleures ou les moins dangereuses. A notre époque, il n'y a pas de réponse simple à cette question, et il est essentiel de *diviser très soigneusement les risques*. Essayons pourtant d'éclairer quelque peu le sens de l'évolution actuelle, la nature des risques qui en résultent et les précautions à prendre par les épargnants.

Une première inconnue est celle de *l'avenir de l'épargne libre et des marchés boursiers*. Sans nous risquer à des prophéties lointaines, nous avons vu pourtant, au début de cette étude, à propos de l'évolution du pouvoir d'achat des valeurs à revenu variable, le redressement important intervenu en général dans les années récentes. On peut penser que, après le flottement, parfois grave, des années suivant immédiatement la guerre, le rôle possible et encore fécond à notre époque de l'épargne libre et des marchés boursiers tend à être mieux compris, en de nombreux pays occidentaux.

Mais il subsiste, cela va sans dire, beaucoup d'inconnues : la plus grave est sans doute celle qui concerne les armements, la guerre froide imposée par la dictature soviétique, et les dépenses improductives, qui minent sourdement les économies, l'équilibre général et les standards de vie, et appelle de nouveaux efforts et de nouveaux sacrifices. Les Etats-Unis, leader à l'Occident, n'ont pas su ou pas voulu, du moins jusqu'à présent, faire l'effort nécessaire pour rétablir un régime équilibré et actif d'échanges internationaux et un système monétaire occidental véritable. Ils n'ont même pas rétabli encore un dollar sain et équilibré. Des difficultés économiques et monétaires très sérieuses sont donc à prévoir.

Une seconde inconnue est celle des *risques de guerre mondiale*, au sujet desquels aucun pronostic sérieux ne paraît possible. L'U. R. S. S., par ses manœuvres et ses faux calculs, par ses menaces ou agressions (Grèce, Yougoslavie, Berlin, Corée, Indochine, ...), et en refusant, seule, de désarmer après la guerre, a fait renaître le risque de conflagration mondiale. Dans la phase récente, le développement de la puissance des Etats-Unis est un facteur important. Si l'alliance Atlantique surmonte les dangers qui la menacent, et si l'Europe s'organise plus activement, enfin s'il intervient la rénovation indispensable de direction économique et politique en divers pays occidentaux (France particulièrement), le risque de guerre mondiale pourrait s'atténuer peu à peu dans l'avenir. Il subsistera bien entendu de nombreuses inconnues : quelle est la portée réelle du revirement apparent de la politique soviétique ? Combien de temps faudra-t-il pour que la stabilité du pouvoir soviétique et son autorité sur les satellites soient assurées — sans parler des secousses possibles sinon probables — ? La question de Corée et d'Indochine ? L'évolution de la Chine ? etc.

Quoi qu'il en soit, les risques examinés resteront très sérieux pendant longtemps encore, quelles que puissent être les apparences successives...

Au point de vue placements privés, il ne peut s'agir, en dehors de l'expatriation plus ou moins lointaine (Afrique ou Amérique par exemple), c'est-à-dire de cas particuliers, que d'une répartition prudente des risques.

Nous avons déjà mentionné, dans les précédents « Annuaires », cette précaution très indiquée, et officiellement admise, qui consiste à transférer les valeurs étrangères, actuellement détenues dans une banque « agréée » en France, dans une succursale en Afrique de cette banque. Une précaution supplémentaire consiste à conserver surtout comme placements sur valeurs étrangères des valeurs représentant des sociétés dont l'exploitation est bien située géographiquement au point de vue des risques de conflit mondial, par exemple les valeurs de matières premières africaines — cuivre et fer par exemple — et certaines grandes valeurs de pétrole internationales, sous les réserves ci-après toutefois, ainsi que les mines d'or sud-africaines, les valeurs américaines, ou canadiennes, pour une certaine proportion, et à l'exclusion des valeurs étrangères de l'Europe conti-

mentale ou de la périphérie immédiate (Moyen-Orient, Egypte, Turquie, Suez).

Mais les perspectives se compliquent actuellement du fait des *difficultés économiques ultérieures à prévoir, aux Etats-Unis notamment, et du fléchissement des prix mondiaux (matières premières en particulier)* qui se poursuit lentement avec quelques interruptions ou oscillations de temps à autre.

Pour tenir compte de ce risque, on est amené à *réduire fortement les positions sur valeurs de matières premières*. Nous écrivions déjà dans l'« Annuaire » précédent : « Sans mettre du tout en avant la probabilité d'une crise véritable, analogue aux crises cycliques du passé, il paraît cependant opportun, dans les premiers mois de 1952, de diminuer sérieusement, dans les portefeuilles, les proportions attribuées aux valeurs étrangères (de matières premières surtout), ceci malgré le risque monétaire français. » Au début de 1953, nous renforçons cette indication. Toutefois, diminuer fortement les proportions ne signifie pas « exclure complètement », car il faut diviser soigneusement les risques, et il ne paraît pas possible de se borner à des placements massifs sur un très petit nombre de catégories de valeurs ou de matières précieuses. A notre époque, les points de vue, les probabilités, sont loin d'être formels.

Il convient également, semble-t-il, de réduire graduellement les positions sur *valeurs américaines* (rester prudent également, transitoirement du moins, quant aux positions en *valeurs canadiennes*, sans d'ailleurs sous-estimer les belles perspectives de l'économie canadienne pour l'avenir).

La question des *valeurs de mines d'or sud-africaines* est spéciale. Comme déjà indiqué, elles peuvent être favorisées dans la phase prochaine, ou ultérieure, par un certain nombre de facteurs, dont quelques-uns nouveaux, qui commencent à intervenir actuellement (voir précédemment le paragraphe consacré à ces valeurs), et notamment dans le cas d'une continuation du fléchissement des prix mondiaux en général. A titre de contrepartie au risque de difficultés économiques, il est normal d'accroître quelque peu, mais sans exagération, les positions sur ce compartiment (en ce qui concerne le choix des valeurs, voir précédemment).

Les participations directes dans l'industrie ou le commerce, à condition que ceux-ci soient bien situés géographiquement,



sont, d'une manière générale, recommandables, sous réserve, bien entendu, de l'examen de chaque cas particulier.

D'autre part, une certaine position, modérée, peut être conservée (autant que possible en dehors de l'Europe continentale) sur l'or-métal, ou constituée graduellement, mais sous les réserves expresses précédemment indiquées.

Remarques analogues pour les matières précieuses en général.

Ceci à titre de division des risques et en tenant compte que, en cas de difficultés économiques sérieuses (notamment aux Etats-Unis), et de continuation du fléchissement des prix mondiaux, il n'y a pas beaucoup de catégories de valeurs mobilières sur lesquelles on puisse conserver des positions importantes.

Toutefois, la question est nettement différente de celle posée jadis, lorsqu'on craignait de glisser dans une crise économique cyclique, style 1900, 1920 ou 1929; il convenait alors de liquider massivement et à temps les positions sur valeurs à revenu variable en général, sur valeurs de matières premières en priorité, pour se reporter, au moins transitoirement, sur valeurs à revenu fixe, ou subsidiairement sur valeurs de mines d'or, ou encore sur les valeurs du secteur public protégé. A notre époque, le glissement dans des difficultés économiques sérieuses donnera lieu, dans les nations occidentales, à un renforcement de la direction économique et politique, et à des mesures nouvelles, ainsi qu'à des réformes de structure (au point de vue monétaire notamment), qui peuvent modifier très largement la nature du risque de « crise ». D'autre part, les caractéristiques économiques et financières actuelles, les positions au point de vue inflation de crédit ou spéculation, aux Etats-Unis particulièrement, ne sont aucunement comparables avec les excès et les imprudences qui avaient marqué l'approche de 1929. En ce qui concerne les marchés boursiers, ils sont restés prudents et soutenus par des taux de capitalisation élevés.

C'est le cas en France notamment. Compte tenu de la position boursière française (et du niveau relativement déprimé encore des indices boursiers comparés aux indices économiques et sociaux, voir précédemment), du déséquilibre monétaire français actuel, et surtout de la nécessité de « relancer », dans une certaine mesure, l'activité économique dans notre pays, dans un délai pas trop éloigné, il semble qu'on puisse

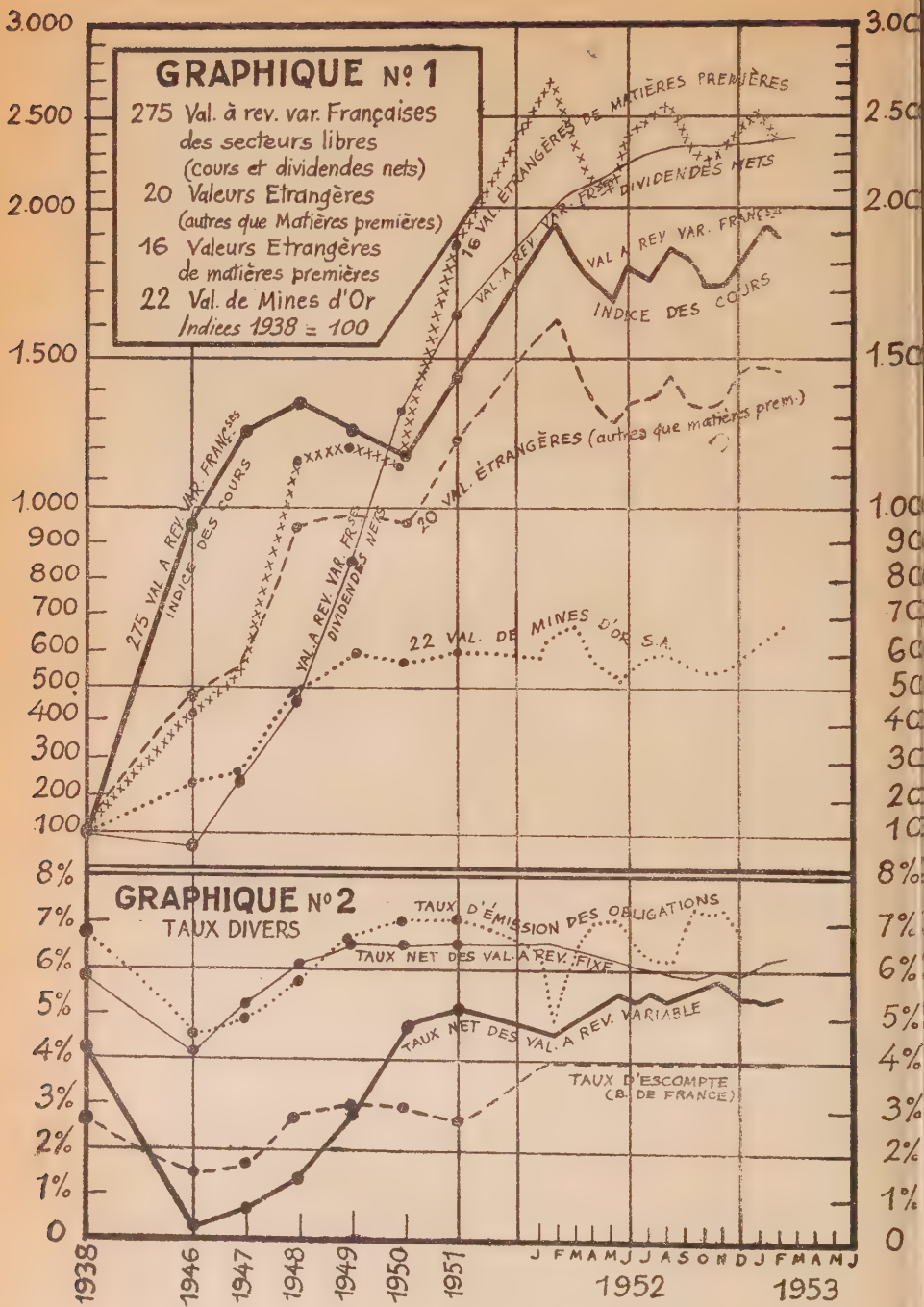
laisser dans les portefeuilles une place relativement importante encore aux *valeurs à revenu variable françaises* (sauf envolée boursière qui pourrait modifier ce point de vue).

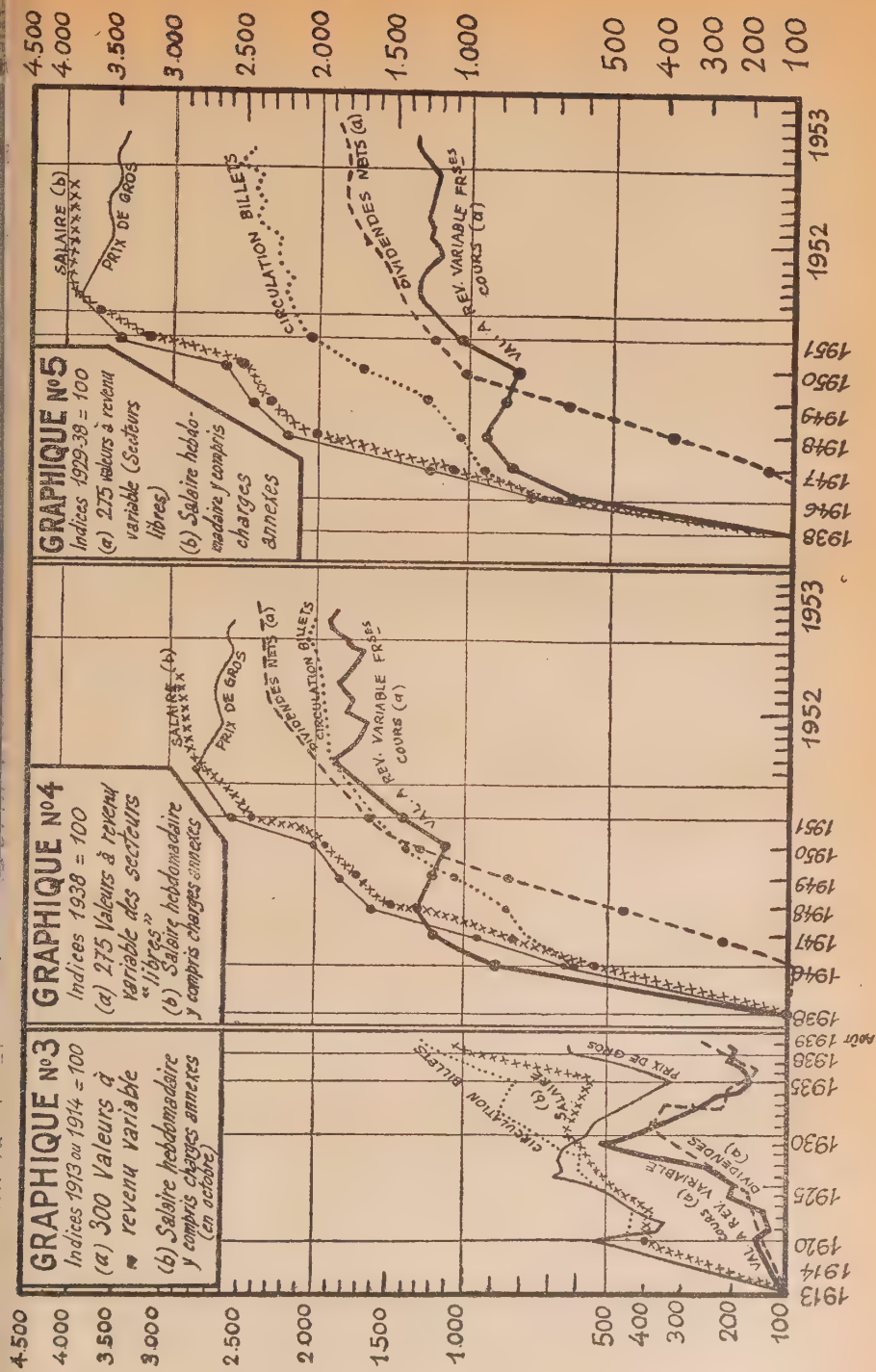
Enfin, une place importante (suivant évolution économique) peut être laissée aux *valeurs à revenu fixe* : certaines valeurs à revenu fixe étrangères, et *valeurs françaises à revenu semi-indexé* (voir précédemment).

Mais il est clair que les valeurs françaises, en dehors de celles exploitant en Afrique, ne protègent pas sérieusement contre le risque de conflagration mondiale. Il est vrai qu'une « couverture » de cette sorte est difficile à préciser. C'est à chacun de juger dans quelle mesure il accepte de courir ce risque sous la forme précédente.

Il faut dire aussi que la faiblesse et le manque de continuité du régime français apparaissent quelque peu décourageants dans les circonstances actuelles, et peuvent restreindre fortement la confiance que l'on serait disposé à accorder aux valeurs mobilières françaises. Peut-on espérer désormais, malgré le caractère décevant des travaux, ou des jeux, parlementaires ou politiques de la période récente, qu'un redressement de la politique et du régime français, avec amélioration fondamentale de la direction économique et politique, s'affirme avant qu'il ne soit trop tard ? Un tel redressement s'accompagnerait normalement, au point de vue économique, de réformes de structure, depuis longtemps nécessaires, et d'un renouveau de vitalité économique (il serait vain de celer les sacrifices nécessaires, notamment en ce qui concerne les entreprises marginales à rendement faible). Il aurait entraîné, avec une sérieuse amélioration de l'épargne, une détente des taux de capitalisation, une large diminution de la thésaurisation d'or, et des rentrées graduelles (mais non pas immédiates et massives comme certains l'ont cru, ou affecté de le croire, en 1952) d'or ou de capitaux, antérieurement placés à l'extérieur, à mesure que cette politique nouvelle s'affirmerait.

Jean DESSIRIER.







# LES ASSURANCES

SOMMAIRE. — *Vue d'ensemble. — Assurances sur la vie. — Assurances contre l'incendie. — Assurances contre les accidents.*

Les délais comptables qu'implique nécessairement la nature des opérations d'assurance et de réassurance, joints à la faiblesse des efforts qui sont réalisés par les entreprises pour hâter la collecte des sondages et mesures statistiques, explique qu'au moment où ces lignes sont écrites (mars 1953), nous ne disposons d'aucun chiffre sûr relatif à l'année 1952. A peine avons-nous quelques renseignements sur l'exercice 1951. Les statistiques d'ensemble de l'exercice 1950 viennent d'être publiées en décembre 1952.

Sur la même planète, d'autres nations publient chaque mois le chiffre d'affaires du mois précédent, le rapport des sinistres aux primes, et souvent le montant des frais généraux.

Ce n'est pas là un problème propre à l'assurance française<sup>1</sup>. C'est la France, dans son ensemble, qui continue d'ignorer les méthodes modernes d'action économique, qui continue de prendre l'ignorance pour la liberté, croit que l'on supplée à l'imprévision par l'habileté et que le « sens des affaires » rend les statistiques inutiles.

Ce sont les Français, dans leur ensemble, qui ne savent pas utiliser les indices chiffrés de la conjoncture économique. Ce sont les Français, dans leur ensemble, qui restent prisonniers des techniques anciennes, comme l'est en agriculture le fellah égyptien ou marocain. On ne peut faire progresser une nation sans le travail de tous ses citoyens; il est donc naturel que l'on ait pu considérer en France comme une grande réussite le fait qu'en 1952 notre revenu national soit remonté à son volume de 1929, alors que les grandes nations du globe ont

1. Au contraire, grâce aux efforts réalisés par la Direction des Assurances au ministère des Finances et par la Caisse centrale de Réassurance, les documents publiés sont beaucoup plus nombreux et plus rapidement disponibles aujourd'hui qu'avant guerre, ce qui n'est pas le cas général pour l'économie française.

atteint en 1952 des niveaux supérieurs de 50 à 500 % à ceux de 1929.

En 1946, M. Monnet avait posé à la France le dilemme « Modernisation ou Décadence ». La conjoncture actuelle nous répond : stagnation, décadence; décadence, stagnation... Puisent des documents comme cet « Annuaire », publié d'année en année depuis 1947, faire réfléchir les Français et leur montrer la nécessité d'une politique économique novatrice.

\*  
\*\*

### *Vue d'ensemble.*

En monnaie courante, d'après les documents publiés par le service des Etudes économiques et financières du ministère des Finances, le revenu national français est passé de 5.925 milliards de francs en 1949 à 9.550 en 1952. Parallèlement, l'indice des prix de détail (1938 = 100) est passé de 1820 à 2.460, et le chiffre d'affaires des sociétés d'assurance de 153 milliards à 209 en 1951, et à un chiffre vraisemblablement compris entre 235 et 260 en 1952.

	Revenu national	Primes d'assurances 2	Indices des prix de détail
	—	—	—
1938 .....	—	11	100
1949 .....	5.925	153	1.820
1950 .....	6.500 (p) 3	173	1.950
1951 .....	8.300	209	2.280
1952 .....	9.550	250 (p)	2.460

On peut déduire du tableau précédent les chiffres suivants, qui permettent de se faire une idée de l'évolution réelle en monnaie constante, et de la place de l'assurance dans l'ensemble de l'économie nationale.

	Revenu national en francs 1949	Primes en francs 1949	‰ des primes au revenu national
	—	—	—
1938 .....	7.100	200	28
1949 .....	5.900	153	25
1950 .....	6.100 (p)	162	27
1951 .....	—	167	26
1952 .....	7.100	185 (p)	26 (p)

2. Y compris les primes encaissées par les sociétés de capitalisation et les sociétés d'assurance étrangères opérant en France, y compris aussi les primes encaissées hors de France par les sociétés françaises.

3. Chiffre évalué par l'auteur. Les autres chiffres proviennent des statistiques dressées par le ministère des Finances (M. Gruson).

Il résulte de ce tableau que le rapport des primes d'assurance privée au revenu national (qui pendant la guerre, loin de décroître, était monté jusqu'à 36 %) a tendance à se déprimer depuis 1943, le revenu national croissant plus vite que le chiffre d'affaires des compagnies<sup>4</sup>. Cependant, le niveau général de l'encaissement se rapproche lentement de son niveau d'avant guerre; il se relève d'année en année depuis 1946, où il avait atteint le minimum de 140 milliards de francs 1949; il a atteint 153 en 1949, 162 en 1950, 167 en 1951, et se trouvera sans doute de l'ordre de 185 en 1952.

Deux causes importantes expliquent en grande partie la régression notable qui subsiste : la ruine de l'épargne française, qui a désorganisé l'assurance sur la vie, et le virement aux Assurances sociales de l'assurance contre les accidents de travail dans l'industrie et le commerce. Sans revenir sur ces deux faits notés dans nos études précédentes, nous étudierons séparément les situations assez différentes des trois principales branches : vie, incendie, accidents.

\*  
\* \*

#### *Assurances sur la vie.*

Les primes émises en 1950 ont atteint 30.506 millions, contre 24.583 millions en 1949. M. Robert Picard<sup>5</sup> évalue à 36.700 millions celles de 1951. Cette hausse de plus de 20 % de 1951 sur 1950 est comparable à celle du revenu national. On peut donc dire qu'en 1951 l'assurance-vie s'est redressée dans la mesure même de la production française (gain de 8 à 10 % en monnaie constante). Mais pour retrouver la situation de 1938, l'assurance-vie devrait doubler son activité, tandis que le revenu national a déjà retrouvé le niveau de 1938. Par rapport à 1913, les primes de 1951 sont au coefficient 89 et les prix de détail au coefficient 160. L'effort de redressement se mesure mieux par la production nouvelle de l'année, qui fut en 1951 trente-

4. Pour la période 1937-1949, voir nos précédentes études dans les « *Annuaire* » successifs de la R.-E. P., et notamment *La France économique de 1939 à 1946*, R. E. P., 1948, p. 1179. Pour établir la comparaison entre le tableau III de ladite page 1179 et le présent tableau, on se souviendra que les chiffres repris au tableau III ne comprennent ni les primes de capitalisation, ni les primes encaissées hors de France par les sociétés françaises.

5. Cf. *L'évolution des assurances en 1951*, dans la *Revue générale des assurances terrestres*, octobre 1952, p. 217-239. Nous citons ci-après plusieurs évaluations et plusieurs remarques de M. Robert Picard.

sept fois plus forte qu'en 1938, alors que les prix de détail n'étaient qu'au coefficient 23<sup>6</sup>.

La structure des affaires continue d'évoluer à l'avantage des contrats « populaires » et des assurances « de groupe »; 64 % des capitaux assurés en 1951 appartiennent à cette dernière catégorie. Mais beaucoup d'affaires « populaires » sont de mauvaise qualité : près du quart de la production est résiliée avant son sixième mois; il en résulte une perte totale des primes versées par le client, au profit du seul démarcheur. Les sociétés ont dû réagir contre ces excès de la force persuasive de leurs agents.

Les placements de l'ensemble des sociétés d'assurance sur la vie françaises et des sièges français des sociétés étrangères se montaient, le 31 décembre 1950, à 103 milliards, chiffre dérisoire qui mesure bien la ruine de l'épargne française, due à l'énorme inflation que nous venons de subir. Ces 103 milliards représentent aux prix de détail  $\frac{103}{160} = 0,6$  milliards de francs

1913, et  $\frac{23}{103} = 4$  milliards de francs 1938. Or, les placements

des compagnies d'assurances sur la vie étaient en 1913 de 3,2 milliards, plus de 5 fois plus<sup>7</sup>. Dans le même temps, les placements des sociétés américaines ont, en valeur constante, été multipliés par 6. Au total, le rapport de la puissance financière des sociétés des deux pays a déchu au détriment de la France dans la proportion de 30 à 1, en trente-huit années. La faculté d'investissements des sociétés américaines, qui était déjà 6 fois plus forte que celle des sociétés françaises en 1913, est maintenant 180 fois plus forte. Celle des sociétés suisses, qui était 13 fois plus faible en 1913, est maintenant 3 fois plus forte.

Dans ces conditions, la subsistance de nos entreprises ne peut qu'être difficile. Le rapport des frais généraux aux primes, qui avait atteint 25 % en 1948 (contre 5 à 8 % en Suisse, aux Etats-Unis et dans les autres grandes nations), est resté de 21 %

6. Les sondages effectués par la Caisse centrale de réassurance (M. Montador) permettent de présumer qu'en 1952 les primes d'assurances sur la vie ont à nouveau beaucoup progressé. Leur niveau serait de l'ordre de 135 % du chiffre de 1931. La progression est cette fois beaucoup plus rapide que celle du revenu national, qui ne dépasse pas 15 %.

7. Et, en 1938, de 18 milliards.



en 1949 et 19 % en 1950. Il s'y ajoute 20 % (1949) ou 19 % (1950) de commissions. Au total, 38 à 40 % des primes sont mangées en frais de gestion ! Cependant, les bénéfices tirés des placements ont transformé en 1950 la perte technique supérieure à 1 milliard en un solde bénéficiaire de 550 millions. Le taux de revenus des placements atteint en effet 4.77 %, alors que les intérêts crédités aux réserves mathématiques ne dépassent pas beaucoup 3 %.

Les sociétés subsistent ainsi. La stabilité monétaire pourra leur redonner carrière.

### *Assurances contre l'incendie et les accidents.*

La situation dramatique de 1947 a fait très rapidement place à une situation euphorique en matière d'assurance-incendie. Le rajustement des capitaux assurés au coût de la vie a en effet été mené avec vigueur, tant par la conscience qu'avaient prise les assurés de l'insuffisance de leur couverture que par la mise en pratique de techniques appropriées à la monnaie fondante (indices variables). Parallèlement, les tarifs mêmes étaient relevés. Cette double action a réduit le rapport des sinistres aux primes à 29 % en 1948, 30 % en 1949, 25 % en 1950. Ces taux sont excessifs dans l'autre sens; ils laissent aux sociétés des marges de gestion et des bénéfices tout à fait exagérés. La situation a été telle qu'on estime à 250 millions les dividendes versés à l'Etat par les sociétés nationales d'assurance-incendie au titre de l'exercice 1951<sup>8</sup>. Les tarifs ont été abaissés au cours de la récente année, d'environ 15 % pour les risques simples et 25 % pour les risques industriels. Le tarif des risques simples est encore beaucoup trop élevé, car les frais totaux de gestion ne devraient pas absorber plus de 40 % des primes.

Les sociétés d'assurance contre les accidents sont loin d'être dans une situation aussi favorable. La dure secousse due à l'amputation de la branche accidents du travail n'est pas effacée. De plus, la branche accidents d'automobile reste déficitaire.

Dans cette branche, le taux des sinistres aux primes a atteint, en 1950, 70 % à Paris, 70 % également en province pour les

8. On est bien loin des chiffres qui étaient attendus par les hommes qui complaignent que le monopole des assurances pourrait « alimenter le budget de l'Etat ». Inversement, le fait que des sociétés nationales versent de l'argent à l'Etat est assez rare pour qu'il soit signalé ici.

affaires ordinaires, 107 % pour les transports publics de voyageurs et 101 % pour les transports publics de marchandises. En 1951, d'après la comptabilité de la Caisse centrale de Réassurance, ces taux seraient montés à 71 % (moyenne de l'ensemble Paris et province), 150 %, 103 %. Or, les frais généraux et commissions atteignant au moins 35 % des primes, il y a perte dès que le rapport des sinistres aux primes dépasse 65 %.

Les sociétés ont réagi contre ces graves déficits en procédant à une forte hausse des tarifs (25 à 30 %); de plus, les primes qui étaient payables annuellement ont été, sur une large échelle, *semestrialisées*, afin de rendre plus rapides les ajustements que l'expérience pourrait encore révéler nécessaires. On ne possède malheureusement pas encore de statistiques suffisantes pour juger avec certitude des résultats obtenus en 1952 grâce à ces mesures sévères.

\*  
\* \*

Deux autres faits importants méritent d'être notés, l'un dans le domaine législatif, l'autre dans le domaine administratif.

La loi du 31 décembre 1951 sur les comptes spéciaux du Trésor a, par son article 15, institué un *Fonds de garantie pour les victimes d'accidents d'automobile*. Ce fonds intervient dans le cas où la personne responsable de l'accident n'est pas assurée et est insolvable, ou demeure inconnue. Les modalités de fonctionnement du fonds et son régime financier ont été fixés par le décret du 30 juin 1952. Cette législation, en grande partie inspirée de celle de l'ancien fonds de garantie des victimes d'accidents du travail, donnera certainement d'aussi excellents résultats; il semble bien, en effet, que le système du Fonds de garantie soit, en pratique, nettement plus efficace que celui de l'assurance obligatoire, lequel avait été un moment envisagé.

L'effort d'organisation scientifique du travail a été poursuivi et a même été développé sous l'influence de deux *missions professionnelles d'enquête aux Etats-Unis*.

La première de ces missions a été organisée dans le cadre général des missions d'assistance technique accueillies aux Etats-Unis à la demande du Comité national de la productivité. Comme chacune des quelque 150 millions de ce type, la mission « assurances » comprenait 3 chefs d'entreprises, 7 chefs de service, 5 employés. Elle était dirigée par M. Tastevin, président

de la Compagnie générale d'assurances, l'une des plus fortes personnalités du patronat français. Une seconde mission, composée uniquement de chefs d'entreprises, fut organisée ensuite.

Les membres de la mission s'intéressèrent surtout à trois types de problèmes : l'organisation des agences, la formation technique du personnel, les relations humaines (à l'intérieur de l'entreprise et entre l'entreprise et le public).

De nombreuses idées naquirent de ces enquêtes, un mouvement d'opinion fut créé, qui donne leur chance aux hommes imaginatifs et créateurs. Un *Centre pour l'accroissement de la productivité dans l'assurance* fut formé en janvier 1952, où un nombre important de sociétés, librement associées, viennent confronter les expériences de leurs meilleurs hommes.

Il n'est pas douteux que, dans l'assurance comme dans les autres secteurs de l'économie française, l'action pour l'accroissement de la productivité, à la longue mais avec certitude, ouvrira à la France la voie, encore bien étroite et bien montueuse, du progrès social.

Jean FOURASTIÉ.

# PRODUCTION

---

## LA PRODUCTION AGRICOLE

---

**SOMMAIRE.** — **INTRODUCTION :** *Les problèmes de l'année.* — I. *Les moyens de production :* la conjoncture météorologique; la main-d'œuvre; les attelages; les machines; les engrais. — II. *La production en nature :* céréales; légumes secs, tubercules, fourrages, textiles, oléagineux; sucre; vin; productions légumières et fruitières; bétail. — III. *La production en valeur :* évolution générale des prix; prix agricoles et prix industriels. — IV. *La rentabilité :* le revenu global de l'agriculture pour la campagne 1931-1932; le revenu des salariés; le revenu des propriétaires; le revenu des exploitants. — **CONCLUSION :** *Le déficit de la balance du commerce agricole.*

### INTRODUCTION.

L'année 1931 avait été une année moyenne; l'année 1932 fut une année inégale. La récolte de blé fut bonne, celle de sucre fut mauvaise; une épizootie de fièvre aphteuse est venue infliger des pertes sérieuses à l'élevage. Mais les producteurs ont surtout été émus par la politique de stabilisation des prix poursuivie par les pouvoirs publics. Habités à des prix en hausse, ils ont été surpris par le plafonnement de leurs recettes, d'autant que les prix industriels, malgré une certaine baisse, sont restés supérieurs aux prix agricoles.

A ces préoccupations de conjoncture s'en sont ajoutées d'autres, de nature plus durable. Les plans céréaliier et betteravier, découlant plus ou moins directement du plan Monnet, venaient à expiration en 1932; dans quelle mesure faut-il les renouveler ? dans quelle mesure faut-il les modifier ? Par ailleurs, les réunions internationales chargées d'élaborer une Communauté européenne de l'agriculture ont rappelé aux producteurs qu'il leur fallait sans cesse comparer leurs propres coûts avec ceux obtenus à l'étranger. Même lorsque la satisfaction des seuls

4. Lire le détail des circonstances météorologiques dans chaque numéro (mensuel) de la *Revue du ministère de l'Agriculture*.



besoins nationaux est retenue comme objectif principal, l'exemple de certaines agricultures étrangères plus évoluées que la française reste présent à l'esprit des dirigeants responsables des associations professionnelles.

## I. — LES MOYENS DE PRODUCTION.

### § 1<sup>er</sup>. — *La conjoncture météorologique.*

La campagne 1950-1951 s'était déroulée presque tout entière sous la pluie. La campagne 1951-1952, au contraire, a connu, dans son ensemble, la sécheresse<sup>1</sup>. L'hiver n'avait pas été rigoureux et s'était, lui, montré souvent pluvieux. Le printemps fut précoce, marqué par des températures supérieures à la normale et une pluviosité faible. Juin fut chaud et sec, juillet exceptionnellement chaud et sec; dans toute la France, on observa, au cours de la première décade, des températures comprises entre 35° et 45°. La sécheresse durait donc depuis trois mois environ lorsque les premières pluies se mirent à tomber après le 10 août. Elles continuèrent les mois suivants, gênant considérablement la préparation de la campagne 1952-1953.

De telles circonstances météorologiques devaient entraîner leurs conséquences habituelles : bonnes récoltes en céréales, déficit en fourrages, en betteraves, en pommes de terre, et qualité du vin.

La moisson en fut facilitée et put s'effectuer d'une façon précoce : elle débuta avec une avance de quinze jours sur une année normale, était terminée dès le 14 juillet dans la plupart des départements situés au sud de la Loire et à la fin du mois dans les autres départements. Les vendanges ont connu la même avance de dix jours à trois semaines : elles ont commencé dans le Midi méditerranéen vers le 20 août, et dans le bassin de la Garonne vers le 15 septembre pour les raisins rouges, et le début d'octobre pour les raisins blancs.

### § 2. — *La main-d'œuvre.*

Dans l'ensemble les exploitants continuent de trouver le nombre de salariés qui leur est nécessaire. Leurs besoins tendent même à diminuer : la mécanisation les réduit, le rapport entre leurs recettes et leurs dépenses qu'ils jugent défavora-

ble les amène à réaliser de ce côté des compressions, soit en organisant leurs chantiers d'une manière plus rationnelle que par le passé, soit même en renonçant à certaines productions<sup>2</sup>.

Le rythme saisonnier de la production modifie naturellement au cours de l'année le rapport des offres et des demandes d'emploi qui ont évolué comme suit (chiffres fournis par les Directions départementales du Travail et de la Main-d'Oeuvre, agriculture et forage) :

	1931			1932		
	1 <sup>er</sup> août	1 <sup>er</sup> sept.	1 <sup>er</sup> oct.	1 <sup>er</sup> août	1 <sup>er</sup> sept.	1 <sup>er</sup> oct.
Offres d'emploi non satisfaites .....	5.715	4.931	6.007	2.570	1.548	1.825
Demandes d'emploi non satisfaites .....	4.612	1.866	1.664	1.731	2.306	1.996
Nombre d'offres pour 1.000 demandes .....	3.545	2.642	3.646	1.468	671	914

Ainsi, au 1<sup>er</sup> août, les offres d'emploi dépassent les demandes largement; au 1<sup>er</sup> octobre, elles leur restent légèrement inférieures.

Il y a toujours pénurie de bonnes de ferme et de vachers-trayeurs, de charretiers et de bergers.

Dans le Midi viticole, le chômage a réapparu dès la fin des vendanges; la mévente du vin amène les vignerons à diminuer de tous côtés leurs frais d'exploitation. Le phénomène est particulièrement net dans l'Hérault, où, dès 1949, on avait prévu une réduction de main-d'œuvre permanente de 4.000 à 5.000 unités, laquelle s'effectue graduellement.

Dans le Puy-de-Dôme, les petits bergers, qui étaient venus du Pas-de-Calais garder les animaux en montagne pendant l'été, sont repartis à la fin de leur contrat; quelques-uns cependant ont demandé à rester en qualité d'ouvriers permanents.

Dans les forêts, les besoins en main-d'œuvre sont relativement importants, notamment dans certains départements (Corse, Landes, Lozère, Haute-Marne, Vosges), où les ouvriers agricoles libres se dirigent vers les chantiers forestiers; cependant, dans l'ensemble, l'activité s'avère dans ce domaine moins grande que l'année dernière.

2. Les précisions qui suivent sont empruntées à une note parue dans *Droit social*, déc. 1932, p. 674.

La main-d'œuvre saisonnière, de son côté, ne peut être fournie que par des déplacements de travailleurs provenant d'autres régions françaises ou de l'étranger. Ainsi, pour les vendanges, la main-d'œuvre locale et les chômeurs se révélant insuffisants, l'Hérault a dû faire appel à 3.500 vendangeurs venant des régions montagneuses limitrophes ou même plus éloignées, telles que l'Aveyron, la Lozère, le Tarn, le Cantal, la Loire et la Haute-Loire. De même, 400 vendangeurs de l'Isère, 150 de la Loire et 50 de l'Ardèche ont été embauchés dans le Rhône. Ces chiffres sont modestes, et le deviennent de plus en plus; ainsi, l'Hérault a demandé à l'extérieur 8.000 travailleurs en 1949, 6.000 en 1950, 5.000 en 1951, 3.500 en 1952. C'est le résultat d'un recours plus grand à la main-d'œuvre locale et d'une intensification de la mécanisation. Aussi, les mouvements de grève pendant les vendanges ont été, dans l'ensemble, assez peu nombreux par rapport aux autres années (ils ont affecté 3.000 ouvriers au maximum).

Pour les travaux des betteraves, on recourt aux Bretons; en général, ils donnent satisfaction, et les agriculteurs leur donnent de plus en plus la préférence. On n'a pu utiliser dans ce domaine les Nord-Africains, dont l'emploi se heurte dans le nord de la France à un préjugé défavorable et qui, de leur côté, s'adaptent difficilement au climat et au rythme du travail. Par contre, ils ont été employés dans le Gers et les Pyrénées-Orientales pour les vendanges, où leur travail a été apprécié.

Toutefois, cette main-d'œuvre ne suffit pas, il faut s'adresser à l'étranger : Belges et Italiens ont été appelés pour les travaux saisonniers avec l'ampleur ci-dessous :

	Belges	Italiens	Total
1 <sup>er</sup> trimestre.	7	0	7
Avril .....	330	4.823	5.153
Mai .....	5.278	9.187	14.465
Juin .....	343	17	360
Juillet .....	1.010	4	1.014
Août .....	283	2	285
Septembre ..	2.437	2.497	4.934
TOTAL.....	9.688	16.530	26.218

Le total de 26.218 dépasse largement celui de 1951, qui n'avait atteint, pour la même période, que 18.328 (dont 7.737 Belges et 10.591 Italiens). A ces chiffres, il faut ajouter 9.891 ouvriers permanents étrangers introduits au cours des

neuf premiers mois de 1952. Dans l'ensemble, les exploitants, dans leur recherche d'économies, donnent la préférence à la main-d'œuvre saisonnière.

Signalons enfin que, pour assurer un meilleur équilibre entre l'homme et la terre, l'Association nationale des migrations rurales poursuit son œuvre, dont le 1<sup>er</sup> Congrès national a établi comme suit le bilan <sup>3</sup> :

1949 :	259 migrations effectuées;
1950 :	410 migrations effectuées;
1951 :	508 migrations effectuées;
1952 :	600 migrations effectuées (chiffre provisoire).

En s'en tenant aux résultats des trois premières années, 1.177 familles paysannes représentant 6.281 personnes <sup>4</sup> ont été réinstallées sur 42.143 ha. Le total des crédits budgétaires qui ont aidé ces transferts n'ayant pas atteint 100 millions, c'est à un peu plus de 2.000 francs par hectare que revient cet effort : par cette somme dépensée une fois pour toutes, on évite le retour à la friche. Economiquement parlant, l'opération paraît rentable. Socialement, ses résultats sont précisés, pour la seule année 1951, par le tableau suivant qui indique la situation professionnelle des migrants avant et après :

	Salariés	Métayers	Fermiers	Propriétaires exploitants	Artisans
Avant migration .....	167	19	239	62	1
Après migration.....	42	101	207	157	1

Par « salariés avant migration », il faut entendre à la fois les ouvriers agricoles proprement dits, les stagiaires et gérants, « salariés après migrations » sont uniquement des gérants intéressés, participant aux risques et avantages de l'exploitation. Le petit nombre de métayers avant migration s'explique par le fait que les zones de départ comportent peu de faire valoir en métayage, alors que les zones d'accueil étaient essentiellement celles du métayage avant l'application du statut du fermage.

3. *Compte rendu du Congrès tenu à Paris le 29 janvier 1953*, p. 10 et suiv. (rapport de M. Raymond Bonnicel).

4. En tenant compte des résultats de 1952, ces chiffres sont portés à 1.800 familles représentant 9.000 personnes (renseignement fourni par M. P. Legendre administrateur civil au ministère de l'Agriculture).



Compte tenu de ces précisions, les migrations ont manifestement permis une élévation sociale des migrants.

L'étendue moyenne des exploitations reprises est de 36 hectares par famille, ce qui semble assurer leur avenir.

Les principaux départements de départ sont : la Vendée, les Deux-Sèvres, l'Ille-et-Vilaine, l'Aveyron, la Mayenne, la Sarthe. Les principaux départements d'accueil sont : la Charente, le Lot-et-Garonne, l'Yonne, l'Indre-et-Loire, le Tarn, la Dordogne.

### § 3. — Attelages.

Le recensement d'octobre 1952 a fait apparaître les effectifs suivants (en milliers de têtes) <sup>5</sup> :

	1938	Octobre 1951 (résultats définitifs)	Octobre 1952 (résultats provisoires)
Chevaux de moins de 3 ans....	472	524	493
Chevaux de 3 ans et plus.....	2.220	1.856	1.840
Bœufs de travail.....	900	867	817
Vaches de travail.....	»	1.773	1.725
Espèce mulassière .....	108	90	88
Espèce asine .....	188	102	101

Pour les chevaux, la régression par rapport à l'année précédente est de 2 %; elle porte surtout sur les jeunes bêtes (— 6 %), tandis que les adultes restent à peu près stationnaires (— 1 %). Cette stabilité relative des chevaux adultes s'explique par deux raisons principales : lenteur de la motorisation des petites et moyennes exploitations, remplacement des bœufs de travail par des chevaux, que l'épidémie de fièvre aphteuse a encore accéléré. Les effectifs demeurent particulièrement stables dans le Massif Central, la vallée du Rhône, le Poitou, la Bretagne. Dans le Nord et le Nord-Est, au contraire, la régression est beaucoup plus sensible.

Le recul des bœufs de travail atteint une certaine amplitude : — 6 %. Les exploitants préfèrent les chevaux, qui sont moins lents; et à la suite de l'épidémie de fièvre aphteuse, un grand nombre d'attelages sont devenus incapables de travailler; on les a dirigés sur la boucherie. Cette régression se poursuit rapidement en Bretagne (Morbihan excepté), en Anjou, et commence à prendre une certaine ampleur entre Loire et Gironde; elle est, au contraire, à peine sensible dans le Massif Central et le bassin de la Garonne.

<sup>5</sup>. Revue du ministère de l'Agriculture, janv. 1953.

Les effectifs de tous ces animaux de travail sont manifestement dominés dans leur évolution par celle du tracteur.

#### § 4. — *Machines.*

Encore que l'emploi de certaines machines reste totalement indépendant du tracteur (cf. *machine à traire*), la plupart d'entre elles doivent être, pour que leur utilisation soit économique, adaptées au tracteur (machines portées et semi-portées au lieu de machines tractées). La présence ou l'absence d'un tracteur dans une exploitation détermine donc, d'une manière quasi souveraine, la gamme des autres matériels qui y sont employés.

Une enquête récente<sup>6</sup> a permis de connaître les précisions suivantes sur le parc de tracteurs en service en France au 1<sup>er</sup> janvier 1953.

Il existerait 190.000 tracteurs se classant comme suit d'après la provenance :

Construction française .....	82.500
Construction allemande .....	17.000
Construction anglaise .....	26.000
Constructions américaine et canadienne.....	60.000
Constructions diverses .....	6.000

TOTAL..... 191.500

Ce total comprend 11.000 tracteurs à chenilles. Au point de vue technique, on y distingue 127.500 avec moteurs à explosion, 26.500 avec moteur semi-Diesel, 37.500 avec moteur Diesel. Il faut y ajouter 6.500 jeeps et dodges utilisés à la traction, et 7.500 voitures transformées.

Au point de vue de la puissance du moteur, ce parc de 204.000 tracteurs, jeeps et dodges utilisés à la traction et de voitures transformées présente les caractéristiques suivantes.

Appareils à roues :

- 26.000 de moins de 15 CV.;
- 98.000 de 15 à 25 CV.;
- 48.000 de 26 à 35 CV.;
- 24.350 de plus de 35 CV.

Appareils à chenilles :

- 1.400 appareils de moins de 15 CV.;
- 6.900 appareils de 15 à 40 CV.;
- 2.600 appareils de plus de 40 CV.

6. Cette enquête a été menée par le Service de la Documentation sur le machinisme agricole. Nous remercions M. Carillon, ingénieur en chef du Génie rural chef de ce Service, d'avoir bien voulu nous la communiquer.

Au point de vue juridique, ce même parc comprend 177.000 appareils individuels ou en copropriété, et 27.000 appareils collectifs.

Au point de vue économique, ces 177.000 appareils appartenant à des exploitants individuels ou groupés en copropriété sont répartis de la façon suivante, en fonction des surfaces exploitées :

Moins de 15 ha.....	23.000, soit 14,1 %
De 15 à 30 ha .....	43.000, soit 24,3 %
De 30 à 50 ha .....	40.500, soit 22,9 %
De 50 à 100 ha.....	39.500, soit 22,3 %
Plus de 100 ha.....	29.000, soit 16,4 %

Quant aux moissonneuses-batteuses, elles semblent bien avoir connu un rythme de développement particulièrement rapide, puisque leur total a évolué comme suit <sup>7</sup> :

1946 .....	310	1950 .....	4.972
1947 .....	1.163	1951 .....	7.321
1948 .....	2.697	1952 .....	10.221
1949 .....	3.807		

Ce dernier chiffre comporterait 4.000 machines automotrices et 6.000 machines tractées (la moitié de ces dernières serait munie d'un moteur auxiliaire). La répartition par département est naturellement très inégale : les départements d'Eure-et-Loir, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Aisne, viennent en tête, suivis de près par la Marne, la Somme, les Ardennes. La durée moyenne d'utilisation a atteint deux cent vingt heures en 1952, et dépasse quatre cents heures dans certains départements situés au sud de la Loire (Gers, Bouches-du-Rhône, Gard, Haute-Loire). Les moissonneuses-batteuses collectives représentent environ 23 % du total.

Ainsi, l'agriculture française se mécanise et se motorise avec une rapidité qui contraste avec la stagnation de son revenu. On peut penser que cette forme de modernisation absorbe toutes les disponibilités agricoles, et il ne reste plus rien pour l'amélioration de l'habitat, pour l'acquisition de bêtes et semences sélectionnées. On peut même se demander si de tels achats sont faits à la suite de calculs économiques corrects; des spécialistes de la motorisation ont exprimé les graves inquiétudes qu'ils éprouvent à ce sujet <sup>8</sup>.

7. Enquête menée par le Service de la Documentation sur le machinisme agricole, sur le parc de moissonneuses-batteuses à la fin de l'année 1952.

8. Communications de MM. Tony Ballu et Baratte à l'Académie d'Agriculture, séance du 25 mars 1953.

## § 5. — Engrais.

Les réserves que nous venons d'énoncer trouvent une confirmation dans le caractère stationnaire que présente l'emploi des engrais, malgré le retard de la France dans ce domaine.

La « campagne » des engrais allant du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril de l'année suivante, voici les chiffres concernant les livraisons faites du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 1951, c'est-à-dire les livraisons utilisées pour les semailles de la récolte 1952. Si l'on considère globalement les expéditions faites en culture pour l'emploi direct d'une part, et les fournitures faites à l'industrie des engrais composés d'autre part, les réalisations ont atteint les indices suivants par rapport à l'année précédente <sup>9</sup>.

Azote, 111;

Superphosphates, 105;

Scories Thomas, 140;

Engrais potassiques, 99.

Il faut préciser que cette campagne a été dominée par la tendance générale à la hausse des prix des engrais. L'octroi de subventions budgétaires atteignant un total de 8 milliards de francs a permis d'atténuer l'ampleur de la hausse; mais la suppression des subventions intervenue à la fin de décembre et l'augmentation des prix qui en est résultée ont provoqué un ralentissement brutal des achats à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1952. Aussi, au total, les livraisons globales d'engrais n'ont été, en moyenne, supérieures que de 2,5 % à celles de l'exercice précédent 1950-1951.

Les chiffres suivants indiquent la modestie des progrès réalisés par rapport à l'avant-guerre, l'absence de progrès véritable depuis le retour aux conditions normales, l'écart attristant avec les prévisions du plan Monnet (livraisons d'engrais par campagne, en tonnes métriques) <sup>10</sup> :

	Azote	Acide phosphorique	Potasse	Ensemble
1938-39 .....	218.000	425.000	280.000	923.000
1947-48 .....	222.150	432.650	366.250	1.021.050
1950-51 .....	262.100	443.600	390.200	1.095.900
1951-52 .....	267.400	456.300	396.800	1.120.500
Objectifs : Plan Monnet....	435.000	790.000	660.000	1.885.000

9. Bulletin d'Information du ministère de l'Agriculture, semaine du 11-18 février 1952.

10. Revue du ministère de l'Agriculture, déc. 1952, article de MM. Beck et Paul.



Il est probable que les producteurs auraient intérêt à consacrer moins à la motorisation, dont le rendement est souvent lointain et incertain, et à donner plus à l'achat des engrais dont la rentabilité est certaine et à échéance proche.

## II. — LA PRODUCTION EN NATURE.

La conjoncture météorologique favorisait, par la rareté de ses pluies, les récoltes de céréales et entravait le développement des productions fourragères et des plantes sarclées. C'est bien ce que traduisent les statistiques.

### § 1<sup>er</sup>. — Les céréales.

Les résultats obtenus ont été les suivants <sup>11</sup> :

	Moyennes 1930-1939	Année 1951	1952 (Evaluation au 1 <sup>er</sup> nov.)
<i>Blé :</i>			
Surface (ha.) .....	5.227,6	4.230,4	4.287
Production (qx) .....	80.493,6	71.139	83.980,3
Rendement (qx) .....	15,4	16,7	19,6
<i>Seigle :</i>			
Surface (ha.) .....	680,2	460,7	423,1
Production (qx) .....	7.879,3	4.893,9	4.643,5
Rendement (qx) .....	11,6	10,6	10,9
<i>Avoine :</i>			
Surface (ha.) .....	3.333,9	2.272	2.230,9
Production (qx) .....	47.493,3	36.885,6	33.027,9
Rendement (qx) .....	14,3	16,2	14,8
<i>Orge :</i>			
Surface (ha.) .....	750,3	1.019,2	1.081
Production (qx) .....	11.041,1	16.643,7	17.247,4
Rendement (qx) .....	14,7	16,3	15,9
<i>Maïs :</i>			
Surface (ha.) .....	339,7	349,3	382
Production (qx) .....	5.349,5	6.904,9	4.513,7
Rendement (qx) .....	15,7	19,8	12,8
<i>Riz :</i>			
Surface (ha.) .....	275	18.000	20.000
Production (qx) .....	5.500	700.000	800.000
Rendement (qx) .....	20	38,8	40

Ces chiffres font apparaître une évolution des surfaces qui continue celle des années précédentes : extension de l'orge, du maïs et du riz, recul de l'avoine et du seigle, situation à peu près stationnaire du blé. Les rendements ont été relativement

11. *Revue du ministère de l'Agriculture*, déc. 1952. — Pour le riz, les chiffres d'avant-guerre concernent l'année 1934-1935 et sont empruntés à l'article mentionné ci-dessous de M. Dauphin.

élevés pour le blé, moyens pour le seigle, l'orge et l'avoine, médiocres pour le maïs.

Les surfaces consacrées au blé restent stationnaires et s'établissent à un niveau inférieur de 1 million d'hectares à celui d'avant-guerre. Le rendement moyen, estimé à 19,6 quintaux, n'avait jamais encore été enregistré. Les rendements moyens départementaux ont atteint ou dépassé 30 quintaux dans le Nord, l'Oise et la Seine-Inférieure; ils ont dépassé 25 quintaux dans tous les autres départements gros producteurs du nord de la France. La récolte totale est la plus élevée que la France ait connue depuis celle de 1938, qui avait atteint 98 millions de quintaux avec un rendement moyen de 19,3 quintaux.

Si l'orge n'améliore pas ses rendements, les surfaces dépassent presque de 50 % celles d'avant-guerre; la récolte globale a progressé dans les mêmes proportions. Devant la cherté des aliments concentrés pour le bétail, les agriculteurs cherchent à couvrir eux-mêmes les besoins de leur exploitation; or, l'orge constitue l'une des meilleures nourritures que l'on connaisse pour toutes les catégories d'animaux, au point que dans les calculs des zootechniciens, le kilo d'orge est pris comme représentant « l'unité fourragère » (U. F.).

Le bilan de cette céréale s'établit comme suit <sup>12</sup> (en quintaux):

	1934-1938	1951-1952
<i>Ressources :</i>		
Récolte .....	10.740.000	16.048.000
Importations .....	2.230.000	2.300.000
<b>TOTAL.....</b>	<b>12.970.000</b>	<b>18.348.000</b>
<i>Besoins :</i>		
Brasserie .....	2.500.000	1.900.000
Importation de malt.....	55.000	100.000
Torréfaction .....	65.000	80.000
Produits de régime.....	60.000	60.000
Distillerie .....	60.000	45.000
Aliments composés.....	700.000	1.500.000
Commercialisé par le négoce et les coopé- ratives .....	2.000.000	2.354.000
Consommé à la ferme (y compris freinte et semences) .....	7.535.000	12.339.000

Ainsi, les industriels qui transforment l'orge en produits destinés à la consommation humaine n'absorbent que 15 % de la production. La bière n'a pas encore retrouvé son ancienne clientèle, elle se ressent de la concurrence des eaux minérales.

<sup>12.</sup> Les chiffres et les développements qui suivent sont empruntés à Jean Dauphin, *L'Agriculture pratique*, août 1952, p. 397.

et de la diminution générale de la consommation des boissons qui se manifeste aussi pour le vin. L'exportation de malt porte sur des tonnages supérieurs à ceux d'avant-guerre; elle avait donné de grands espoirs, car la France s'était substituée en partie à la Tchécoslovaquie dans l'approvisionnement des pays de l'Europe Occidentale; mais, en 1951, l'Europe Centrale a repris ses exportations. C'est donc l'alimentation du bétail qui absorbe 85 % de la production totale; l'exploitant récolte généralement de quoi satisfaire ses besoins et n'a ainsi à supporter ni frais de transport, ni marge commerciale, ni taxes. Jusqu'à présent, la France devait importer un certain tonnage, qu'elle demandait en grande partie à l'Afrique du Nord (l'excédent de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc atteignait 9 millions de quintaux en 1952). Si la production métropolitaine se maintient, l'Afrique du Nord devra se tourner vers d'autres débouchés; si cette production continue de se développer, c'est la France elle-même qui deviendra exportatrice. Si les chiffres présentés aux commissions chargées d'élaborer une Communauté européenne de l'agriculture sont exacts, l'Europe, dans son ensemble, souffre d'un déficit considérable en matière d'aliments pour le bétail.

La production du riz apparaît en progrès continu, comme le montrent les chiffres suivants <sup>13</sup> :

	Surfaces (en hectares)	Rendements (en quintaux)	Récoltes (en quintaux)
1934-1935 .....	275	20	5.500
1942 .....	350	14	4.900
1944 .....	500	10	5.000
1946 .....	1.100	19	20.900
1948 .....	4.850	23,7	115.000
1950 .....	11.000	41,8	460.000
1951 .....	18.000	38,8	700.000
1952 .....	20.000	45	900.000

Cette céréale déborde maintenant de la Camargue et s'est implantée dans presque tous les départements du littoral méditerranéen: les Bouches-du-Rhône ne possèdent plus que les deux tiers de la superficie totale. Le rendement s'est considérablement amélioré; il tend actuellement à s'établir entre 40 et 50 quintaux, c'est-à-dire à un niveau comparable à celui atteint en Espagne et en Italie.

13. Ils sont empruntés à une excellente étude de J. Dauphin: *Le marché français du riz, L'Agriculture pratique*, janv. 1953, p. 11. Les estimations pour 1952 sont provisoires.

La consommation en riz usiné (un quintal de riz paddy ou riz non décortiqué donne 59 kilos de riz usiné ou riz blanchi) variait, avant la guerre, entre 5 et 6 millions de quintaux, dont un seul allait à la consommation humaine; la France était alors le plus gros consommateur de riz d'Europe et achetait la plus grande partie de cette céréale à l'Indochine à un prix très bas : il s'agissait surtout d'une marchandise contenant une forte proportion de brisures et destinée au bétail. Aujourd'hui, ces importations n'ont pas repris, et c'est pour cette raison que l'augmentation de la production d'orge présente un intérêt national de premier ordre. Quant aux besoins de la consommation humaine, ils seront à peu près couverts par la production de 1952. La France n'est pas le seul pays européen à avoir étendu la culture du riz; de l'avant-guerre à 1951, l'ensemble des pays producteurs de riz (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, France, Yougoslavie) ont porté leurs plantations de 212.000 à 299.600 hectares, et leur production de 10,6 à 14,4 millions de quintaux.

## § 2. — Légumes secs, tubercules, fourrages, textiles, oléagineux.

Ces productions ont donné les résultats suivants<sup>14</sup> :

	1930-1939			1951			1952		
	S.	P.	R.	S.	P.	R.	S.	P.	R.
Haricots secs .....	161	1.235	7,8	146,1	980,6	6,7	125,9	677	5,4
Lentilles .....	7,8	74,8	9,7	10,7	69,3	6,5	11,2	67,6	6
Pois secs .....	20,3	299,1	14,7	21,9	369,4	16,9	19,3	304,7	15,6
Fèves .....	36,9	451,1	12,2	23,7	275,8	11,6	24,6	263,6	10,7
Féverolles .....	28,5	427,5	15	27,4	352,2	12,3	28,5	300,1	10,5
Pommes de terre ..	1.413,2	156.871,5	110,8	973,8	120.730,2	124	930,3	107.091,9	115,1
Topinambours .....	141,4	24.407	172,9	148,3	30.912,9	208,4	148	27.956,1	189
betteraves fourragères .....	892,8	326.697	366	849,3	333.153,4	445,8	796,8	284.577,5	357,1
Rutabagas et navets fourragers .....	204,6	39.375,1	192,5	127,6	37.913,7	297,1	132,4	36.213,7	273,5
Trèfle, luzerne, sainfoin .....	2.930,4	412.441,1	38,4	3.276,6	460.858,8	49,1	3.234,3	431.418,1	40,3
Prairies temporaires .....	549,2	17.364,8	31,6	1.053,1	38.845,6	36,9	1.041,5	30.627,7	29,4
Fourrages annuels ..	722,4	24.559,7	34	813,5	38.364,6	47,2	817,2	28.937,1	35,4
Prés naturels .....	5.564,2	179.461,1	32,2	5.240,6	205.429,1	39,2	5.234,2	162.496,6	31
betteraves industrielles .....	317,7	91.170	286,9	406,7	118.303,6	290,9	424,4	93.774,9	221
Houblon .....	2,1	21,5	10,1	1,5	21	14	1,4	18,5	13,6
Lin (filasse) .....	27,3	180,2	6,6	52,2	386,9	7,4	54,8	413,7	7,5
Chenvre (filasse) ..	3,4	38,3	11,3	3,9	45,7	11,6	4,7	44,6	9,1
Colza .....	10,8	130,2	12,1	115,4	1.529,5	13,3	118,7	1.954,9	16,1
Autres oléagineux ..	3,0	24,5	8,2	83,5	446,1	8,3	39,0	327,2	8,3

14. *Revue du ministère de l'Agriculture*, déc. 1952. — Pour 1951, il s'agit de chiffres définitifs, et pour 1952, de chiffres provisoires. Les surfaces sont exprimées en 1.000 hectares, les productions en 1.000 quintaux, les rendements en quintaux à l'hectare.



La plupart des produits qui figurent dans le tableau ci-dessus sont, au contraire des céréales, de récolte tardive; ils ont souffert de la sécheresse qui a sévi jusqu'en août, et ont ensuite reçu les pluies abondantes qui ont commencé à cette époque, et en ont souffert ou profité.

Les rendements en haricots ont été très irréguliers selon les régions, mais en général inférieurs à la normale; cette circonstance est aggravée par une régression sensible des surfaces par rapport à l'année précédente (régression due surtout aux mauvaises conditions atmosphériques à l'époque des semis); aussi, la production totale est-elle très inférieure à celle des années précédentes. Dans plusieurs régions, une partie de la production a été perdue par suite de la trop abondante humidité qui a régné pendant les dernières semaines de végétation. Le consommateur se détourne d'ailleurs de plus en plus des légumes secs et préfère les légumes verts.

La récolte de pommes de terre n'a pas été tout à fait aussi mauvaise que le faisait craindre la sécheresse de l'été, car les pluies de septembre et d'octobre ont largement profité aux variétés tardives. Malgré tout, la récolte est très médiocre et inférieure de 10 % à celle de l'an dernier, déjà peu élevée. Les surfaces plantées continuent de décroître (1.047.000 hectares en 1948, 974.000 en 1951, 930.000 en 1952).

Les plantes-racines ont nettement souffert de la sécheresse; leur rendement est notablement plus faible que l'année précédente; le recul est particulièrement accusé pour la betterave fourragère, dont les surfaces ont, d'ailleurs, diminué de 30.000 hectares.

Les surfaces des cultures fourragères sont restées stationnaires; les pluies de l'automne ont donné en octobre une repousse abondante, qui a permis, dans la plupart des régions, de maintenir le bétail à l'herbe. Mais les rendements se montrent très inférieurs à ceux de 1951, qui étaient très élevés. Les éleveurs ont commencé l'hiver avec de faibles réserves fourragères.

Le chanvre a souffert des conditions météorologiques, et les rendements, surtout dans le Maine-et-Loire, sont assez bas; aussi la récolte reste stationnaire. Par contre, le lin est en pleine extension : 30.000 hectares en 1949, 40.000 en 1950, 52.000 en 1951, 55.000 en 1952. La récolte dépasse toutes les précédentes.

Le colza a connu un progrès rapide de 1948 (78.000 ha.) à 1951 (115.000 ha.); ce progrès s'est ralenti en 1952 (119.000 ha.). On note une régression assez sensible dans l'Oise et la Somme, tandis que les surfaces ont augmenté dans la Seine-et-Marne, la Marne et la Seine-et-Oise. Les rendements ayant été très élevés, la récolte est la plus grosse qui ait été obtenue depuis la guerre. Par contre, les surfaces consacrées aux autres oléagineux sont en régression très nette (90.000 ha. en 1948, 50.000 ha. en 1951, 40.000 ha. en 1952).

### § 3. — *Sucre.*

La culture de la betterave, dite industrielle, et qui, techniquement, convient aussi bien à la distillerie qu'à la sucrerie, a évolué comme suit :

	Surface (millions d'ha.)	Rendement à l'hectare (en quintaux)	Production totale de betteraves (millions de tonnes)	Sucre (millions de tonnes)	Alcool de betteraves (millions d'hectos)
1934-1939 ....	320	286	9.200	890	2.560
1951 .....	406,7	290,9	11.830	1.160	3.000
1952 .....	424,4	221	9.377	1.080	1.800

Les rendements de cette culture tombèrent rarement aussi bas; les circonstances météorologiques, en effet, se révélèrent défavorables pendant presque tout le cycle de végétation. Juin et juillet furent exceptionnellement secs; la pluie commença le 10 août et se montra excessive. En septembre, il est tombé 110 millimètres d'eau à Paris-Montsouris, alors que la normale est de 48 millimètres. Le même mois fut particulièrement froid (température, 12°9 au lieu de 15°9 à Paris-Montsouris).

Les arrachages se firent avec une semaine de retard, avec l'aide de 14.000 Italiens et de 5.000 Belges. Ils furent rendus difficiles par les pluies qui avaient détrempé le sol et favorisé la repousse des mauvaises herbes. Les pluies tardives eurent également pour résultat d'abaisser la densité des racines (teneur en sucre).

Au point de vue national, la faiblesse des rendements fut compensée par l'étendue des plantations, que le ministère de l'Agriculture évalue à 424.000 hectares, et les groupements pro-

fessionnels à 450.000 hectares. Le plan Monnet avait fixé comme objectif 420.000 hectares.

#### § 4. — *Vin.*

La situation est la suivante<sup>15</sup> :

	1930-1938	1951	1952
Surfaces (milliers d'ha.) .....	1.530	1.533	1.400
Rendements (hectos) .....	38,5	36,5	37,1
Production totale (millions d'hectos)...	58.885	52.858	52.413

La récolte de vin de l'année 1952 est, dans son ensemble, très voisine en quantité de celle de l'année 1951, mais très supérieure en qualité; le degré alcoolique notamment s'élève le plus souvent de 1° à 1°5 au-dessus de celui de l'an dernier.

La végétation assez belle et très en avance depuis le printemps semblait donner de belles promesses, encore que les sorties de grappes aient été plutôt faibles; mais la sécheresse prolongée est venue anéantir ces espoirs. Sauf exception, les pluies sont tombées trop tard pour améliorer le volume de la récolte.

Elles n'ont pas gêné les vendanges dans le Bassin méditerranéen; elles les ont entravées dans les régions septentrionales, où elles ont également nui à la maturation du raisin (Val de Loire, Champagne, Alsace).

#### § 5. — *Productions légumière et fruitière.*

La production légumière a souffert dans son ensemble de la sécheresse de l'été; les quantités récoltées sont inférieures à celles des années précédentes.

Dans l'ensemble, les surfaces qui leur sont consacrées restent stationnaires depuis plusieurs années, ce qui semble indiquer qu'un certain équilibre entre l'offre et la demande a été atteint. Une part croissante de cette production est achetée par l'industrie de la conserve (cf. *asperge*). Celle-ci présente des exigences très précises en matière de qualité, et les variétés françaises habituellement cultivées ne les satisfont pas pleinement (cf. *haricots verts*, *petits pois*, *tomates*). La mise au point

<sup>15</sup>. Revue du ministère de l'Agriculture, déc. 1952.

et l'adoption de nouvelles variétés figurent parmi les problèmes les plus pressants qui se posent actuellement à la production légumière de plein champ.

La production fruitière, de son côté, a évolué comme suit <sup>16</sup> :

	1930-1939	1951	1 <sup>er</sup> nov. 1952
Raisins de table.....	1.339	1.782,3	1.623,7
Pommes et poires à cidre.....	32.092,8	21.019,4	53.653,4
Pommes de table.....	2.440	3.063	4.084,7
Poires de table.....	460	1.226,7	1.378
Pêches .....	570,8	1.118	1.198,3
Noix .....	424,6	280,3	408,3
Cerises .....	539,9	727,2	739,7
Abricots .....	154,3	312,3	387,1
Châtaignes .....	1.431,5	1.149,5	1.240,9
Prunes .....	497,1	1.108	1.112,7
Prunes à pruneaux.....	75,9	283,1	198,4

Pour tous les fruits, raisins de table et prunes à pruneaux exceptés, les récoltes ont été supérieures à celles de l'an dernier. Les noyers ont donné une récolte exceptionnellement abondante et de bonne qualité. La récolte de pommes et poires à cidre, comparable à celle de 1950, est une des plus élevées qui aient été obtenues et a soulevé des difficultés quant à son ramassage et son utilisation, surtout en Bretagne et en Normandie.

### § 6. — Bétail.

Le recensement annuel d'octobre a permis de faire les constatations suivantes (en milliers de têtes) <sup>17</sup> :

	1934-1938	Au 1 <sup>er</sup> octobre 1951 (résultats définitifs)	Au 1 <sup>er</sup> octobre 1952 (résultats provisoires)
Bovins .....	15.713	16.240	16.194
Ovins .....	9.761	7.585	7.662
Porcins .....	7.084	7.222	7.154
Caprins .....	1.400	1.294	1.285
Chevaux .....	2.771	2.380	2.333

Chez les bovins, la tendance à l'augmentation des effectifs (+ 440.000 de 1950 à 1951) a marqué un temps d'arrêt; c'est même une diminution que l'on observe de 1951 à 1952 (— 46.000). Le phénomène s'explique par l'épidémie de fièvre aphteuse, et plus encore par la sécheresse qui a réduit les ressources fourragères. La sécheresse explique particulièrement la

16. *Revue du ministère de l'Agriculture*, déc. 1952. — Les chiffres expriment des milliers de quintaux.

17. *Revue du ministère de l'Agriculture*, janv. 1953.



diminution des bœufs et des vaches d'embouche; la fièvre aphteuse explique l'abaissement de l'effectif des bêtes âgées de moins de 1 an (les avortements ont été fréquents et la mortalité a été grande chez les toutes jeunes bêtes).

Dans le domaine ovin, la dépecoration des dernières années semble s'être arrêtée, malgré la pénurie de bergers; on observe même cette année, comme l'année précédente, une légère augmentation du troupeau (+ 1 %). Le mouvement est surtout sensible dans les régions d'élevage traditionnel du mouton : Massif Central, Limousin, Pyrénées, Alpes, et aussi dans tous les départements du Nord et du Nord-Est. Il s'accompagne d'une amélioration qualitative très nette : les éleveurs font appel de plus en plus à des reproducteurs de valeur. Cette évolution est vraisemblablement liée à la stabilité des cours de la viande.

Dans le domaine porcin, les effectifs ont légèrement diminué; la réduction porte surtout sur les animaux âgés de plus de 6 mois; elle semble en relation avec la réduction des disponibilités en pommes de terre et avec l'instabilité du marché de la viande de porc; les élevages dits « industriels », qui achètent dans le commerce tous les produits d'alimentation utilisés, ne peuvent plus équilibrer leur budget et doivent fermer leurs portes; seuls résistent les élevages autarciques à base d'aliments grossiers obtenus sur place (pommes de terre, sous-produits de la laiterie).

Mais le phénomène marquant de l'année 1952 dans le domaine de la production animale reste l'épidémie de fièvre aphteuse. On croyait avoir découvert avant la guerre un vaccin efficace; il avait effectivement permis de juguler une épidémie commençante en 1944-1945. Il s'est révélé inefficace cette fois-ci; le problème posé est grave<sup>18</sup>.

La fièvre aphteuse existe en France à l'état endémique : on a pu estimer à 3.150 le nombre moyen de foyers relevés en France pendant une année, répartis dans 650 communes. Il en était ainsi au début de l'année 1952 lorsque, venant de Belgique et d'Allemagne, une vague épizootique a déferlé sur le pays. On a assisté d'abord à une accentuation lente mais constante

18. Voir *Revue du ministère de l'Agriculture*, janv. 1953, p. 275, et surtout : *L'épizootie actuelle de fièvre aphteuse*, Académie d'Agriculture, séance du 19 nov. 1952, communication de M. Bressou, directeur de l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort.

de la contagion, qui porta le nombre des foyers de 3.900 en janvier à 20.000 en mai. Puis, brusquement, le taux s'est élevé, pour arriver au maximum en août avec plus de 200.000 foyers déclarés. A cette date, on a estimé le nombre des animaux atteints à environ 3.500.000 bovins, 900.000 ovins, 900.000 porcins. Puis, l'épizootie régressa : en novembre, on ne signalait plus que 58.000 foyers. Le Midi et les Alpes ont été relativement épargnés, tandis que le Nivernais, le Massif Central, le Limousin, la Normandie, ont particulièrement souffert. On estimait qu'au 30 novembre, le nombre d'animaux morts de la maladie était le suivant : gros bovins, 54.387; veaux, 83.794; ovins et caprins, 19.913; porcins, 31.269.

M. Bressou en apprécie ainsi la gravité : « Comme toujours, la maladie s'est révélée beaucoup plus grave du point de vue économique que du point de vue médical; le taux de mortalité, en effet, n'a pas dépassé, dans l'ensemble du pays, 2 à 3 % des animaux atteints. Toutefois, dans certains foyers, il s'est révélé beaucoup plus élevé et s'est montré d'une sévérité exceptionnelle; il est des exploitations qui ont été complètement anéanties... La morbidité a atteint un taux qui n'avait jamais été atteint jusqu'ici, si bien que le total des pertes de toute nature (mortalité, avortements, diminution de la production du lait, de la viande, etc.) atteint certainement, d'après certains auteurs, 150 milliards de francs. »

Au point de vue médical, le fait nouveau est la variabilité du virus à l'action duquel est due la fièvre aphteuse. Jusqu'à présent, on admettait que ce virus comportait trois types, et qu'au cours d'une épizootie, on ne se trouvait en présence que d'un seul type. L'épidémie actuelle nous a mis en présence de types nouveaux, qui, eux-mêmes, peuvent prendre différentes formes au cours de l'épizootie; or, chaque forme requiert la création d'un vaccin adapté.

Comment ont réagi les différents pays européens ? On peut, écrit M. Bressou, les classer en trois catégories :

« 1° Ceux qui, comme l'Irlande, la Finlande, la Hongrie, ont totalement échappé à la pénétration de la fièvre aphteuse grâce à des mesures sanitaires opportunes et rigoureuses.

» 2° Ceux qui, comme la Grande-Bretagne, la Suisse, la Suède et la Norvège ont pu arrêter le développement de la maladie et empêcher son extension par l'abattage immédiat de

tous les animaux atteints; certains d'entre eux, telle la Suisse, ont complété cette opération radicale par l'emploi secondaire de mesures vaccinales de précaution;

» 3° Ceux enfin qui, pour des raisons diverses, ont utilisé principalement la vaccination au détriment des mesures sanitaires. Tous ceux-là, et la France est du nombre, ont payé un lourd tribut à l'épizootie. »

En Suisse, le défaut de déclaration était puni d'une amende de 2.000 francs suisses (200.000 francs français) et d'une peine de prison. En Grande-Bretagne, les propriétaires des animaux abattus étaient immédiatement indemnisés; l'épidémie a ainsi coûté au pays 3 milliards de francs (3 millions de livres). En France, « le coût des vaccins et des vaccinations effectuées au cours de l'année atteint au moins la même somme, à laquelle s'ajoutent les 150 milliards que représentent les pertes de toute nature ». Cependant, en avril 1933, le ministre de l'Agriculture a demandé et obtenu le vote d'une loi instituant la vaccination obligatoire contre la fièvre aphteuse...

La production laitière a naturellement subi le contrecoup de la sécheresse et de la fièvre aphteuse et a évolué comme suit (en milliers de quintaux)<sup>19</sup> :

	Lait <sup>†</sup>	Beurre	Fromage
1900 .....	84.500	—	—
1934-1938 .....	146.800	2.020	—
1930 .....	134.200	2.500	2.600
1931 .....	165.000	2.750	2.700
1932 .....	150.000	2.100	2.300

La production de viande aurait subi un recul parallèle (en milliers de tonnes)<sup>20</sup> :

1934-1938 .....	1.703
1930 .....	1.968
1931 .....	1.915
1932 .....	1.850

19. Chiffres reproduits d'après un recueil publié par *Chambres d'agriculture* (avril 1933), et intitulé *Renseignements statistiques sur l'agriculture française*.

20. Chiffres reproduits d'après Dumontier, *Rapport sur la conjoncture économique présenté au Conseil économique*, déc. 1932, p. 11.

## III. — LA PRODUCTION EN VALEUR.

§ 1<sup>er</sup>. — *Evolution générale des prix.*

Elle est retracée par le tableau ci-dessous <sup>21</sup> :

PRODUITS	Août 1939	Décembre 1931	1932			
			31 mars	30 juin	30 sept	31 déc.
Blé indigène (le quintal) .....	216,50	3.600	3.600	3.600	3.600	3.600
Seigle de Beauce (départ) (le quintal) .....	85	3.105	2.900	2.750	2.750	2.900
Orge de Beauce (départ) (le quintal) .....	74,50	3.000	2.800	2.500	2.600	3.000
Avoines diverses (le quintal) .....	60,75	2.645	2.600	2.350	2.350	2.400
Pommes de terre (les 100 kg.) ....	49,17	1.030(a)	1.800	2.000	2.600	2.800
Sucre blanc n° 3, cote officielle Paris .....	340,50	8.725	8.751	8.751	8.751	8.631
Bœuf 1 <sup>re</sup> qualité, La Villette (le kg. net) .....	11,80	294	300	270	292	266
Bœuf 2 <sup>e</sup> qualité (le kg. net) ....	11,40	246	258	240	244	184
Veau 1 <sup>re</sup> qualité (le kg. net) ....	13,80	424	440	376	440	360
Veau 2 <sup>e</sup> qualité (le kg. net) .....	14,20	372	366	320	366	260
Mouton 1 <sup>re</sup> qualité (le kg. net) ....	20	460	488	430	424	404
Mouton 2 <sup>e</sup> qualité (le kg. net) ....	16	353	376	276	290	270
Porc extra (le kg. vif) .....	14,28	240	206	237	224	203
Porc 1 <sup>re</sup> qualité (le kg. vif) .....	13,14	232	193	215	216	189
Lait, prix en gros aux détaillants de Paris, le litre .....	1,51	42,5	39,1	35,1	35,1	39,1
Beurre, prix moyen Halles Centra- les (laitier, malaxé) .....	14,91	634	663	609	642,5	702,5
Fromage, pâte sèche (le kg.) : Gruyère .....		430	480	380	470	440
Saint-Paulin .....	9,63	300	240	200	340	300
Oufs (le mille) .....	683,33	20.470	11.430	15.520	20.000	26.000
Laine peignée, type marché à terme Roubaix-Tourcoing (le kg.) .....	34,40	1.750(b)	1.415	1.660	1.660	1.715
Lin teillé de Bretagne (100 kg.) ..	1.400	33.500	27.500	20.800	21.250	16.000
Chanvre, Beaumont-sur-Sarthe, 1 <sup>re</sup> qualité (100 kg.) .....	615	69.700(c)	74.000	74.000	71.000	71.000
Cuir verts, peaux de veaux, légers 5 kg. 9 et sous, 1 <sup>er</sup> choix, Paris (les 100 kg.) .....	1.590,60	29.100	24.000	24.400	36.200	39.100
Suif indigène 43 1/2, Paris (les 100 kg.) .....	265	10.750	8.730	7.000	8.800	9.000
Bois de papeterie, sapin, épicéa, brut, wagon départ (le stère) ..	100	4.000	4.000	4.000	4.000	3.800
Bois de mine, feuillus, étais, 4 <sup>re</sup> classe, rendu franco Nord (le m3).	192	3.620	3.620	3.620	3.620	3.450
Vin rouge 9°, à la propriété (Bé- ziers) .....	142,50	2.837	3 017	2.810	2.792	2.675

(a) Prix de septembre 1931. — (b) Laine peignée nég. cour. 100/105. — (c) Chanvre ficelle C. N. Mét. 2,5/3.

Si l'on compare les prix de décembre 1932 avec ceux de décembre 1931, on observe, dans l'ensemble, une très grande stabilité. Seul, le prix du lin présente un mouvement d'une grande amplitude : il a baissé d'environ moitié. Dans le détail, on peut observer ceci : sont restés parfaitement stables les prix des céréales, du sucre, du fromage, du chanvre; ont légèrement baissé les prix de la viande, du lait, de la laine, du suif, du

21. Les chiffres sont empruntés au *Bulletin mensuel de statistique de l'I.N.S.E.E.*



bois; ont légèrement haussé les prix des pommes de terre, du beurre, des œufs, du cuir. Il est à remarquer que les prix du lait, du beurre et du fromage, qui se montrent généralement solidaires, ont évolué chacun d'une façon indépendante. C'est bien, dans son ensemble, une année de stabilisation des cours, qui contraste avec la hausse de certaines années précédentes.

Cette stabilisation est trop générale pour être le résultat de récoltes également stationnaires; en fait, nous avons observé que seule la récolte de blé marquait un accroissement sur celle de l'année précédente; la plupart des autres marquait une baisse du fait des circonstances météorologiques (pommes de terre, sucre), aggravées parfois par les circonstances sanitaires (viande, lait). Elle est, en fait, le résultat d'une politique. Elle se traduisait donc, pour les productions dont le volume avait baissé, par une réduction de la recette globale. Leur rentabilité dépendait alors de l'évolution de leur coût, ce qui posait avec une insistance particulière le problème des ciseaux de prix.

## § 2. — Prix agricoles et prix industriels.

Leur évolution respective nous est donnée par celle des indices des prix de gros, tels qu'ils sont publiés par l'I.N.S.E.E.<sup>22</sup> :

1949 = 100	Moyenne	Moyenne	1952			
	1951	1952	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Indice général (319 articles) .....	138,3	144,9	149,3	142,6	142,6	140,5
Produits alimentaires (34 articles) ..	119,7	131,22	131,2	123,2	132,6	130,3
Produits industriels (207 articles) ..	158,7	158,2	166,5	155,3	152,2	150

Sous réserve des précautions à prendre pour utiliser ces deux séries d'indices qui ne traduisent pas fidèlement les recettes et les dépenses de l'agriculture, mais renseignent seulement sur le sens de leur évolution, ce tableau se révèle très suggestif et rend compte de l'attitude des producteurs agricoles au cours de 1952.

L'indice des prix agricoles se maintient nettement au-dessous de celui des produits industriels; la différence atteint presque

<sup>22</sup> Les chiffres extrêmes sont 134,4 pour les aliments des animaux et 98 pour les boissons; le prix du vin reste inférieur à celui de 1949 par suite de la surproduction et des stocks que reconstituent les excédents de chaque récolte.

30 points si l'on compare les moyennes de 1951 et 1952; elle est encore de 20 points à la fin de 1952. L'évolution des deux indices n'est d'ailleurs pas la même : l'indice agricole reste stable, l'indice industriel descend sans arrêt et tend à se rapprocher de l'indice agricole. La situation dont se plaignaient les agriculteurs est donc allée en s'atténuant au cours de l'année. Les statistiques n'en donnent pas moins quelque fondement à l'opinion soutenue par les producteurs agricoles qu'une disparité désavantageuse pour eux existait entre les prix auxquels ils vendaient et ceux auxquels ils achetaient.

#### IV. — LA RENTABILITÉ.

Quel a été pour les différents participants à la production le résultat des récoltes et des mouvements de prix constatés ? La réponse reste toujours aussi difficile; les statistiques agricoles ne s'améliorent pas et continuent de présenter une marge d'erreur notable; la seule étude dont nous disposions, celle que M. Klatzman publie dans *Etudes et Conjonctures*, est établie par campagne (1<sup>er</sup> juillet-30 juin); la présente chronique se situant dans le cadre de l'année civile, il en résulte un hiatus difficile à combler. Pendant la première moitié de l'année 1952, les exploitants ont vécu en partie sur les recettes procurées par les récoltes de 1951 (et dans cette mesure, l'étude de M. Klatzman nous fournit des données précieuses); pendant la seconde moitié de cette même année, ils ont vécu à l'aide des recettes procurées par les récoltes de 1952, et sur ce point l'étude de M. Klatzman ne nous apporte rien. Comme elle constitue le seul document dont nous disposions, il est utile cependant d'en faire connaître les principaux résultats<sup>23</sup>.

##### § 1<sup>er</sup>. — Le revenu global de l'agriculture pour la campagne 1951-1952.

Les recettes en monnaie et en nature (produits commercialisés et produits auto-consommés par l'exploitant et sa famille)

23. *Etudes et Conjoncture* (économie française), sept.-oct. 1952, p. 474.

ainsi que les dépenses en monnaie (non compris les salaires) ont évolué comme suit (en milliards de francs) :

	1949-1950	1950-1951	1951-1952
Recettes .....	1.470	1.600	1.935
Dépenses .....	365	430	565
	—	—	—
RESTE.....	1.105	1.170	1.370

En déduisant des recettes la valeur des produits auto-consommés, nous obtenons le revenu effectif en monnaie :

	1949-1950	1950-1951	1951-1952
Recettes .....	1.135	1.280	1.580
Dépenses .....	365	430	565
	—	—	—
RESTE.....	790	850	995

Quelle conclusion tirer de ces résultats qui sont exacts à 200 milliards de francs près ? Après avoir constaté qu'il n'existe aucun indice de prix à l'évolution duquel on pourrait scientifiquement comparer l'évolution du revenu agricole, l'auteur ajoute : « Tous les indices : prix de détail, ensemble des prix de gros, prix de gros des produits industriels, etc., accusent, entre 1950-1951 et 1951-1952, des hausses de 15 à 25 %, c'est-à-dire égales ou supérieures à l'augmentation du revenu net de l'agriculture. Il n'y aurait donc pas eu de changement appréciable dans le revenu net réel de l'agriculture, qui aurait cependant peut-être légèrement diminué. » (P. 494.)

Les recettes brutes ont augmenté d'une campagne à l'autre de 20 % environ; comme l'indice général de la production agricole semble, pendant le même temps, être descendu de 110 à 105, l'accroissement des recettes est dû entièrement à la hausse des prix. Contrairement à ce qui s'était passé les campagnes précédentes, les recettes provenant de la production végétale et celles provenant de la production animale ont augmenté à peu près dans les mêmes proportions; mais si l'accroissement des recettes a affecté la totalité des produits animaux, il n'en a pas été de même pour les produits végétaux, dont la hausse, dans le détail, a été très inégale.

## § 2. — *Le revenu des salariés*<sup>24</sup>.

L'auteur adopte le même effectif que l'année précédente : 1.100.000 salariés, comprenant approximativement 850.000 hommes et 250.000 femmes; pour les salaires, il adopte les résultats d'un sondage opéré en avril 1952 et d'après lequel le salaire moyen du domestique nourri et logé serait de 9.400 francs par mois, et celui du domestique ni nourri ni logé, de 18.400 francs.

Puis, il reconstitue comme suit l'évolution à partir de juillet 1951 : augmentation légère des salaires agricoles de juillet à octobre 1951, hausse de 15 % en octobre 1951, augmentation légère depuis octobre 1951. Il trouve ainsi, pour la campagne 1951-1952, un salaire annuel de 200.000 francs environ pour l'ouvrier ni logé ni nourri, qui représente une augmentation de 30 % environ sur celui qu'il avait admis pour la campagne précédente.

Il aboutit ainsi à 145 milliards pour les salaires en espèces, auxquels s'ajoutent 65 milliards d'avantages en nature. La masse globale des salaires agricoles s'établit donc à 210 milliards.

## § 3. — *Le revenu des propriétaires*.

La valeur locative des terres avait été estimée, en 1950-1951, à 160 milliards de francs. Elle s'est trouvée augmentée par la hausse des prix, qui a été de près de 35 % pour les fermages en blé, de 10 % environ pour les fermages en lait, de 20 ou 25 % pour les fermages en viande. En comptant deux tiers de fermages en blé et un tiers en produits animaux, on trouve une hausse moyenne de près de 30 %. Les recettes des propriétaires auraient donc, pour la campagne 1951-1952, atteint 205 milliards.

En en déduisant 50 milliards pour l'entretien et le renouvellement des bâtiments, et 16 milliards pour le paiement de l'impôt foncier, on peut conclure : « Le revenu apparent des propriétaires serait donc égal, en 1951-1952, à 140 milliards de francs environ. La différence avec 1950-1951, où ce revenu

24. Pour la réglementation du travail agricole, voir dans la *Revue du ministère de l'Agriculture*, nov. 1952, une courte étude : *Régime du travail en agriculture*.



apparent avait été évalué à 105 milliards de francs, peut être considérée comme significative. La hausse considérable des prix des fermages ne fait, en effet, aucun doute, même si elle ne peut être évaluée qu'approximativement. »

Ces déductions sont à rapprocher des résultats d'une enquête sommaire menée en 1951 par les directeurs des Services agricoles sur l'évolution des valeurs foncières, et dont la conclusion peut se résumer comme suit, par rapport à 1950 : « situation à peu près stationnaire ou en baisse sur les terres de qualité moyenne ou médiocre, hausse de 10 à 20 % sur les bonnes terres affectées à des cultures d'assolement, hausse plus accentuée sur les herbages, les cultures maraîchères, les vignes, particulièrement bien placés. En face du relèvement sensible des prix des produits industriels, la hausse nominale relativement faible des terres de cultures traduit, en réalité, une nouvelle baisse de la valeur réelle de la propriété foncière. »<sup>25</sup>.

#### § 4. — *Le revenu des exploitants.*

Le revenu des exploitants, en 1951-1952, se présente comme suit :

	Total	En nature	En monnaie
Revenu net de l'agriculture..	1.370	385	985
A déduire :			
a) Revenu apparent des propriétaires (impôt fon- cier non déduit).....	185	—	185
b) Revenu des salariés....	210	30	180
Revenu des exploitants.....	1.005 ± 300	355 ± 50	630 ± 250

« Le revenu des exploitants, écrit M. Klatzman, calculé par différence, est affecté d'une erreur qui risque d'être très importante. Le revenu total des exploitants serait compris entre 700 et 1.300 milliards de francs, et le revenu en monnaie entre 400 et 900 milliards de francs. »

Il ajoute plus loin : « Les recettes de l'agriculture ont augmenté d'environ 20 % en 1951-1952. Les dépenses ont augmenté dans une proportion plus importante, de sorte que l'augmentation du revenu net est quelque peu inférieure à 20 %. La valeur locative des terres et la masse des salaires auraient

<sup>25</sup>. H. Dumant, *La propriété foncière en 1951*, Revue du ministère de l'Agriculture, août-sept. 1952, p. 177.

augmenté dans une proportion plus importante que le revenu net. Il en résulte que le revenu des exploitants n'aurait augmenté, en 1951-1952, que de 15 % environ. Mais on ne peut accorder trop d'importance à ce résultat, étant donné l'erreur qui affecte un nombre calculé uniquement par différence... Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il est certain que le revenu des exploitants a augmenté et qu'il est probable que cette augmentation a été inférieure à celle du niveau général des prix. »

## CONCLUSION.

Une méthode qui, moyennant certaines précautions, permet de prendre une vue d'ensemble précise de la vitalité de l'agriculture, est d'observer la balance des échanges internationaux en matière de produits agricoles. Elle se présente comme suit pour les trois dernières années <sup>26</sup> :

	Etranger		Outre-Mer	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
Année 1950 .....	127	114,3	237,5	65,6
Année 1951 .....	200,1	141,6	282,9	85,4
Année 1952 .....	190,1	92,9	278,9	89,3

Laissons de côté les relations avec les territoires d'outre-mer; la métropole leur a vendu davantage, et leur a également acheté davantage; ces symptômes sont encourageants. Que la métropole leur ait acheté beaucoup plus qu'elle ne leur a vendu est chose normale, étant donné l'état actuel de leur développement : ce sont encore des pays essentiellement agricoles.

C'est l'état de nos relations avec les pays étrangers qui est inquiétant. Nos exportations ont perdu tout le terrain gagné en 1951 et sont retombées même au-dessous du niveau atteint en 1950. Nos importations, par contre, n'ont été que faiblement réduites (— 5 %); elles restent encore supérieures de 50 % à celles de 1950. Aussi, la balance commerciale agricole, qui ne présentait en 1950 qu'un léger déficit (— 13 milliards), présente un déficit croissant qui a atteint une grande ampleur (— 59 milliards en 1951, — 83 milliards en 1952).

Dans le détail, on peut faire les observations suivantes. Seules ont augmenté les exportations de raisins frais, de céréales secondaires, de vins et apéritifs. Toutes les autres ont diminué

<sup>26</sup>. *Revue du ministère de l'Agriculture*, mars 1953. Les chiffres expriment des milliards de francs.

(produits animaux, légumes, blé). Par contre, les importations atteignent un volume imprévu dans des domaines imprévus. On peut relever :

24.000	chevaux de boucherie;
61.000	quintaux de bovins;
136.000	quintaux de viande de bœuf;
46.000	quintaux de viande de porc;
39.000	quintaux de lait concentré;
149.000	quintaux de beurre;
165.000	quintaux de fromage;
67.000	quintaux d'œufs;
520.000	quintaux de légumes frais;
1.274.000	quintaux de pommes de terre;
313.000	quintaux de fruits à pépins;
82.000	quintaux de fruits à noyaux;
6.627.000	quintaux de blé;
4.426.000	quintaux de céréales secondaires;
1.694.000	quintaux de sucre.

Dans tous ces domaines, le ministère de l'Agriculture ose à peine préconiser un développement de la production, car il sait que les producteurs sont réticents; ceux-ci, en effet, ont l'impression très nette que tous ces marchés sont très proches du point de saturation, et c'est pour leur redonner confiance qu'il leur fait entrevoir les débouchés possibles d'une éventuelle Communauté européenne. Or, parallèlement, le ministère de l'Economie nationale organise cette saturation par les importations que nous venons d'évoquer<sup>27</sup>. Le phénomène ne manque pas d'intérêt théorique : sous un régime de liberté, de telles importations ne pourraient avoir lieu, étant donné l'état de notre balance des paiements; le prix des produits en cause monterait, la production s'en trouverait encouragée. En l'absence de cette hausse de prix, on cherche quel pourra être le facteur d'incitation qui amènera les producteurs à développer leur production dans ces différents domaines.

De ce manque d'adaptation, les producteurs estiment qu'ils

27. Leur action se trouve aggravée par la circonstance suivante : les vendeurs étrangers exigent souvent que leur soient délivrées des licences d'importation valables six mois, alors qu'il s'agit de parer à une pénurie qui ne dure que quelques semaines. Il en résulte que les importations continuent alors que le déficit a déjà disparu.

ne portent aucune responsabilité : c'est un problème de prix et de réglementation du commerce international. Ils estiment également ne pas être responsables du caractère parfois archaïque de leurs méthodes : leur modernisation suppose une organisation de l'enseignement, de la vulgarisation et des recherches, ainsi que des équipements matériels : à cette œuvre sont nécessaires une politique active d'intervention de l'Etat, et des ressources pécuniaires provenant soit d'une marge bénéficiaire (qui n'existe précisément pas à cause de l'imperfection des méthodes), soit d'investissements publics. Les agriculteurs se plaignent amèrement des faibles sommes qui leur sont consacrées par le budget; ils estiment que le premier plan Monnet a commis ici une erreur dans l'établissement de ses ordres de priorité; l'insuffisance de l'équipement se paie aujourd'hui par l'énormité du déficit de la balance agricole.

La dispersion des crédits entre de multiples chapitres, la complexité des écritures budgétaires éternisent la discussion; il ne paraît pas niable cependant que l'agriculture a été considérée comme simple productrice de biens de consommation devant, comme telle, passer après les productions produisant des biens d'équipement. Que cette hiérarchie continue d'être adoptée par les pouvoirs publics, nous en trouvons le témoignage dans la déclaration suivante faite en octobre 1952 par le directeur de la Caisse nationale de Crédit agricole : « Nous avons, au début de la présente année, évalué nos besoins à 18 milliards pour les prêts qui ne sont pas directement couverts par le programme d'équipement et de modernisation de l'agriculture. Au lieu de 18 milliards, la loi du 5 janvier 1952 avait ouvert un crédit de 4,5 milliards de francs, dont le ministre de l'Agriculture avait à l'époque souligné l'insuffisance. Or, à la suite des mesures d'annulation et de blocage qui ont été décidées au printemps de 1952, ce n'est même pas de 4 milliards 1/2 dont le Crédit agricole a effectivement disposé, mais seulement de 3 milliards. »<sup>28</sup>.

Le problème de la modernisation des méthodes et de l'abaissement des prix de revient qui doit en être la conséquence prend actuellement un intérêt renouvelé : les projets de forma-

28. C. R. de l'Académie d'Agriculture, séance du 8 oct. 1952, p. 563.



tion d'une Communauté européenne de l'agriculture en rendent la solution vitale pour la France. Si sa production est réellement déficitaire et si une Communauté l'oblige à réduire la protection dont elle jouit, sa position risque de devenir intenable avec ses prix de revient actuels. Si elle possède une vocation à l'exportation comme certains l'affirment et qu'elle veuille profiter des possibilités que lui apportera dans ce domaine l'organisation d'un marché européen, l'abaissement de ses coûts apparaît également comme une nécessité primordiale.

Pierre FROMONT.

# LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET LE COMMERCE INTÉRIEUR

---

SOMMAIRE. — Section I. *Tendances générales.* — Section II. *Analyse mensuelle de la production industrielle.* — Section III. *Les produits.* — Section IV. *Les principales branches de la production :* charbon, électricité, carburants, bilan énergétique, sidérurgie, métaux non ferreux, industries de transformation des métaux, automobile, matériaux de construction et bâtiment, industrie chimique, industrie du caoutchouc, industrie textile, cuir, papier. — Section V. *Comparaison décembre 1931-décembre 1932.* — Section VI. *Le commerce intérieur :* grands magasins, magasins d'alimentation, textiles-habillement, chaussures, ameublement, droguerie, quincaillerie, spectacles, coiffeurs. — *Conclusions générales.*

## SECTION PREMIÈRE.

### *Tendances générales de la production.*

Globalement, la production industrielle française de 1932 se situe encore largement au-dessus du niveau de 1931.

Indice de la production industrielle  
(y compris bâtiment : 1938 = 100).

Moyennes 1929 .....	133
1938 .....	100
1946 .....	84
1947 .....	99
1948 .....	113
1949 .....	123
1950 .....	123
1951 .....	138
1952 .....	144

Mais l'évolution en cours d'année révèle un renversement de tendances : alors qu'en 1950 on pouvait noter une certaine stagnation en début d'année, et une expansion en fin d'année (choc coréen), l'année 1952 se caractérise par un début d'année meilleur et une fin d'année en net recul. A divers symptômes que nous retrouverons plus loin, il apparaît que le changement de tendance s'inscrit dès les mois de mai et juin.

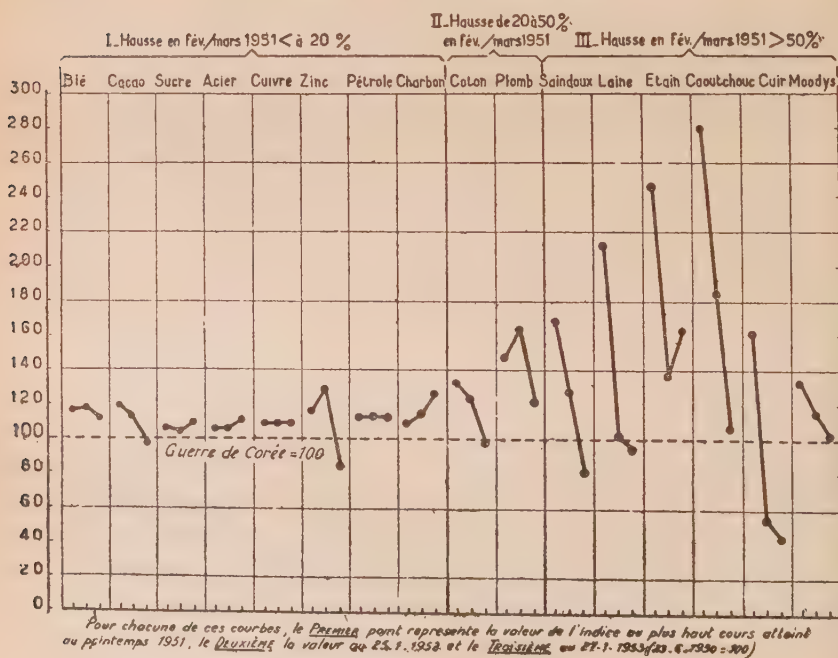
L'an dernier, nous écrivions : « 1951 semble s'inscrire dans une phase nouvelle commencée au milieu de l'année 1950 avec le début de la guerre de Corée. » Ce diagnostic peut se compléter ainsi : 1952 voit s'amorcer la seconde phase de la fluctuation : expansion juillet 1950 à mai 1952 — depuis cette date palier, ou même recul. Il est probable que cette seconde phase se poursuivra pendant la majeure partie de 1953.

Pour les prix, le renversement s'était produit en général beaucoup plus tôt : les matières premières passent par un maximum dès le printemps 1951. Le graphique ci-dessous (extrait d'*Etudes et Conjoncture*, janvier-février 1953) indique l'ampleur des reculs des cours depuis le maximum 1951 pour différentes matières premières, le calcul étant fait en indice avec base 100 au 23 juin 1950. Les indices de prix de gros ont suivi avec un certain retard aux Etats-Unis, au Canada, en France, en Belgique, en Italie (ils sont restés stables en 1952 en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Suède, en Norvège, et n'ont augmenté qu'au Brésil, en Australie et en Union Sud-Africaine).

#### GRAPHIQUE I.

#### Evolution schématique du prix des matières premières sur le marché de New-York.

En indices, base 100 = 23 juin 1950.

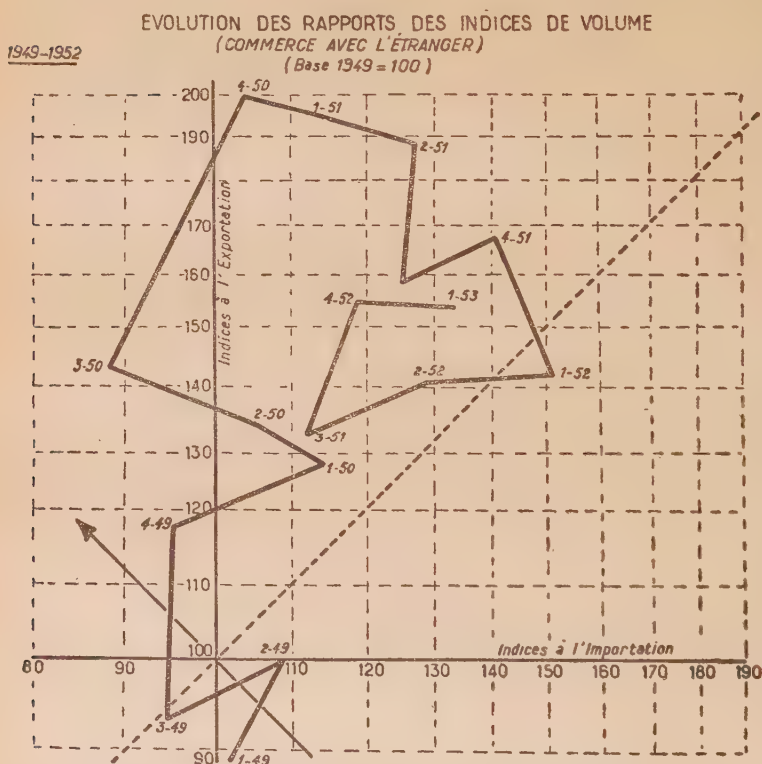






nos ventes à l'étranger était au niveau « précoréen ». Le quatrième trimestre 1952 marque une nette reprise de nos exportations, mouvement analogue à celui constaté en 1949-1950, lors du précédent palier de la production. C'est sans doute là une vérification supplémentaire de la régularité conjoncturelle selon laquelle les pays industriels développent leur effort à l'étranger et réduisent leurs achats quand les débouchés intérieurs commencent à faiblir.

GRAPHIQUE III.



Tels sont les éléments qui permettent de situer l'évolution de la production industrielle et ses points de renversement, comparés à ceux des prix et du commerce extérieur.

## SECTION II.

### *Analyse mensuelle de la production industrielle.*

Toute étude d'ensemble s'appuyant sur l'indice de la production industrielle calculé par l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques fournit l'occasion de rappeler les caractéristiques de cet indice et donc les conditions et limites de son emploi.

1° L'indice français ne couvre pas l'ensemble de l'industrie. Les définitions retenues, la collecte d'informations statistiques de base et les modalités de calcul font que

- les productions artisanales,
- les industries alimentaires,
- le travail des étoffes,
- les industries du bois et de l'ameublement,
- les constructions navales,

ne sont pas saisis. On peut estimer que l'indice couvre environ 60 % de la production industrielle globale et qu'il est plus satisfaisant dans les industries lourdes et industries de transformation que pour les productions finales qui lui échappent en partie.

2° La valeur des renseignements donnés est différente selon les secteurs : bonne partout où l'I. N. S. E. E. peut s'appuyer sur des statistiques de résultats de la production ; moins bonne là où il ne dispose que d'éléments indirects (emploi de la main-d'œuvre, consommation de matières, par exemple). On a déjà signalé que le groupe « bâtiment et travaux publics » correspondait à un indice d'activité (durée du travail et effectifs et non pas production réalisée). Un autre groupe assez contestable est celui de la « transformation des métaux » qui comprend, à côté de certaines productions (tréfilés, laminés à froid, automobiles), des estimations basées sur des consommations apparentes de métaux : la sensibilité conjoncturelle de cet indice de branche en est très affectée, puisque une hausse de l'indice peut se produire au moment d'une baisse de la production en cas de gonflement des stocks (et vice versa).

3° L'indice français est corrigé de l'inégalité des mois; si cette technique de calcul facilite les comparaisons entre des mois n'ayant pas le même nombre de jours ouvrables (ce qui est précieux), elle ne permet pas de considérer l'indice comme représentatif d'un « flux » de production. Il s'agirait plutôt d'un indice « taux de production par jour ouvrable ».

4° Enfin, pour des raisons non plus statistiques mais institutionnelles, les variations d'été de l'indice mensuel permettent difficilement l'observation d'une tendance : le creux des congés payés vient déformer chaque année la courbe et compliquer son interprétation.

L'indice d'ensemble a évolué de la façon suivante :

#### Indice de la production industrielle

	Avec le bâtiment			Sans le bâtiment		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952
Janvier ....	125	135	148	126	136	151
Février ....	125	138	149	126	140	152
Mars .....	112	136	151	111	137	152
Avril .....	122	140	150	122	142	151
Mai .....	128	144	148	128	145	140
Juin .....	126	143	147	124	144	147
Juillet ....	117	133	138	116	133	137
Août .....	102	113	116	100	112	116
Septembre..	125	137	142	125	137	142
Octobre ...	132	143	149	132	143	148
Novembre .	136	147	147	137	148	149
Décembre .	131	147	143	133	145	145
Moyenne annuelle.	123	138	144	123	139	145

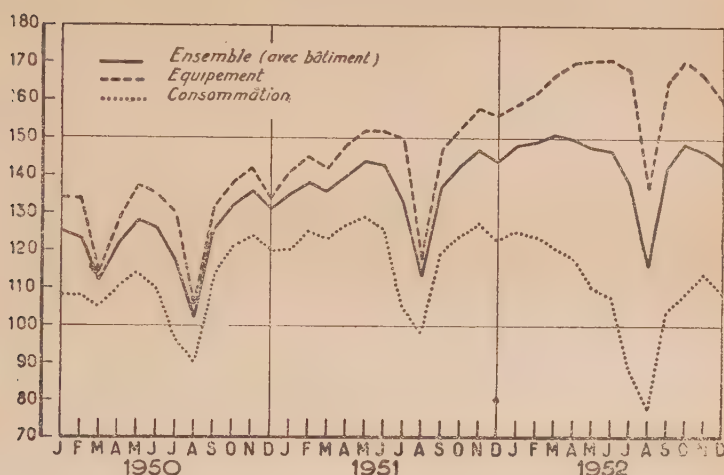
Le gain moyen d'une année à l'autre n'est plus que de 6 points en 1952, alors qu'il était de 15 points en 1951. L'évolution mensuelle montre que les quatre premiers mois de l'année étaient de 10 à 15 points au-dessus des mois correspondants de 1951. C'est à partir de mai-juin que l'avantage sur l'année antérieure se réduit à 4 points, et c'est en novembre que cet avantage devient nul (147 contre 147), décembre 1952 s'inscrivant en dessous de décembre 1951 (essentiellement en raison du ralentissement d'activité du bâtiment).

Le graphique n° 4 retrace l'évolution de l'indice d'ensemble et celle des groupes « Équipement et consommation ». La courbe

du groupe « Energie » portée sur le graphique de l'an dernier (Voir *France économique, Revue d'économie politique*, 1952, p. 470) a été supprimée pour alléger le dessin.

Mais le tableau ci-dessous met à jour les séries habituellement données dans les chroniques précédentes :

GRAPHIQUE IV.



Indice de la production industrielle.

(base 100 en 1938) (avec bâtiment).

	ENERGIE			EQUIPEMENT			CONSOMMATION		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952
Janvier .....	138	150	166	134	141	159	108	120	125
Février .....	136	149	162	134	145	162	108	125	124
Mars (a) .....	125	148	159	114	142	167	105	123	121
Avril .....	128	148	156	128	148	170	110	127	118
Mai .....	130	146	151	137	152	171	114	129	110
Juin .....	128	145	149	135	152	171	110	126	108
Juillet .....	122	137	146	130	150	168	103	105	88
Août .....	120	134	147	105	118	137	90	95	78
Septembre .....	131	144	153	132	147	165	113	119	104
Octobre .....	138	155	162	138	153	171	121	124	109
Novembre .....	146	155	166	142	158	167	124	127	114
Décembre .....	149	158	168	151	156	160	120	123	109
Moyenne annuelle ..	133	148	156	130	146	164	110	120	109

(a) Conflits sociaux importants en mars 1950. — Source : I. N. S. E. E.

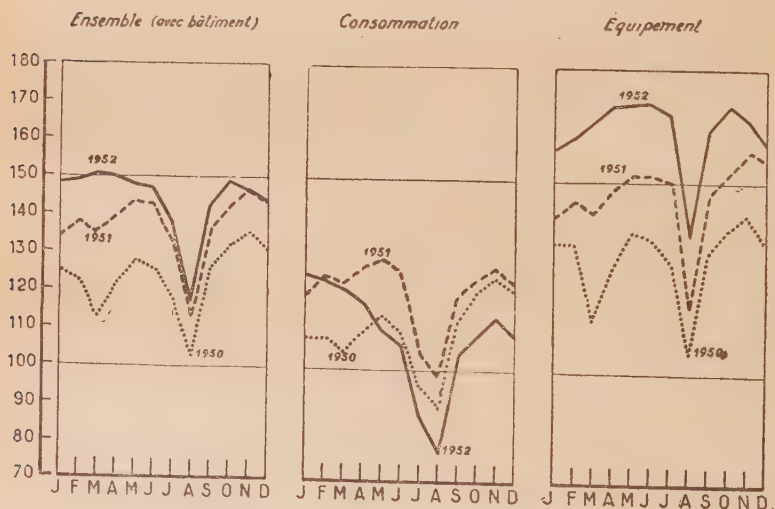


Le graphique V donne une présentation différente des mêmes courbes; la superposition des années fait apparaître deux phénomènes distincts :

a) le recul annonciateur de mai-juin 1952, visible pour l'indice d'ensemble;

b) la chute de la production de biens de consommation dès février 1952, les trois quarts de l'année se situant en dessous de 1951 et même de 1950. L'équipement, au contraire, maintient son avance jusqu'en fin d'année : seuls les mois de novembre et décembre — par une baisse plus rapide — indiquent le début d'une crise qui se fera nettement sentir au premier semestre 1953.

GRAPHIQUE V.



Le tableau précédent appelle une analyse plus poussée. L'indice « Equipement », calculé par l'I. N. S. E. E., comprend le bâtiment. Pour avoir une idée de l'évolution des industries travaillant essentiellement pour l'investissement, il faut opérer une nouvelle ventilation.

**Indice production des biens d'équipement**

(non compris le bâtiment) (1938 = 100).

	1950	1951	1952
Janvier .....	139	147	169
Février .....	139	152	174
Mars .....	112	146	175
Avril .....	130	153	178
Mai .....	140	158	178
Juin .....	136	157	179
Juillet .....	131	153	175
Août .....	103	118	142
Septembre .....	132	150	171
Octobre .....	139	155	176
Novembre .....	146	163	174
Décembre .....	159	161	175
Moyenne .....	132	151	172

L'impression dégagée des tableaux précédents se confirme en reprenant le calcul tenté l'an dernier d'un indice désaisonnalisé.

**Indice de la production industrielle  
après élimination des variations saisonnières**

(indice d'ensemble du bâtiment) (1938 = 100).

	1950	1951	1952
Janvier-février .....	123	136	150
Mars-avril .....	112	132	144
Mai-juin .....	121	137	139
Juillet-août .....	122	138	140
Septembre-octobre .....	128	141	146
Novembre-décembre .....	134	146	146

Après quatre premiers bons mois, l'année 1952 perd graduellement son avance. De mai à août, l'indice est à peine au-dessus de celui de 1951. Après une légère reprise d'automne, il touche à son niveau en novembre-décembre.

**SECTION III.**
*Les produits.*

Le tableau publié dans la chronique de l'an dernier (Cf. p. 473) peut être ainsi complété pour 1952. La dernière colonne indique la variation (en %) de 1951 à 1952 :

## Productions françaises en 1950, 1951 et 1952.

PRODUITS	UNITÉS	1950	1951	1952	VARIATION de 1951 à 1952
Electricité .....	10 <sup>9</sup> kWh	33,0	37,9	40,8	+ 8 %
Gaz .....	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>	2,4	2,4	2,5	+ 4 %
Pétrole (traité) .....	10 <sup>6</sup> ton.	14,5	18,4	21,5	+ 17 %
Essence .....	»	3,2	3,9	4,6	+ 18 %
Gas-oil .....	»	2,3	2,8	3,2	+ 14 %
Fuel-oil .....	»	6,7	9,1	10,6	+ 16 %
Houille et lignite .....	»	53	53	57,4	+ 4 %
Coke .....	»	6,9	8,3	9,5	+ 14 %
Minéral de fer .....	»	30,9	35,2	40,7	+ 16 %
Fonte brute .....	»	7,8	8,7	9,8	+ 13 %
Acier brut .....	»	8,7	9,8	10,9	+ 11 %
Laminés à chaud .....	»	6,0	7,0	7,8	+ 11 %
Aluminium (1 <sup>re</sup> fusion) .....	10 <sup>3</sup> ton.	84	90	106	+ 18 %
Voitures particulières .....	10 <sup>3</sup>	257	314	370	+ 18 %
Voitures utilitaires .....	»	97	128	123	- 4 %
Verre .....	10 <sup>3</sup> ton.	780	912	748	- 18 %
Terres cuites .....	10 <sup>6</sup> ton.	4,1	4,3	4,7	+ 9 %
Ciments broyés .....	»	7,2	8,0	8,6	+ 8 %
Liants hydrauliques .....	»	0,21	0,21	0,19	- 10 %
Chaux hydrauliques .....	»	1,2	1,2	1,1	- 8 %
Ammoniac .....	10 <sup>3</sup> ton.	245	275	296	+ 8 %
Acide sulfurique .....	»	1.220	1.450	1.192	- 18 %
Chlore gazeux .....	»	82	100	106	+ 6 %
Carbure de calcium .....	»	175	209	226	+ 8 %
Phénol de synthèse .....	»	8	40	44	=
Méthanol .....	»	44	20	48	- 10 %
Carbonate de soude .....	»	720	819	634	- 23 %
Caoutchouc (incorporé) .....	»	409	432	430	- 2 %
Filés de coton .....	»	251	271	257	- 6 %
Tissus de coton .....	»	168	195	183	- 6 %
Filés de laine .....	»	127	121	110	- 9 %
Tissus de laine .....	»	80	80	73	- 9 %
Filés de jute .....	»	88	100	84	- 16 %
Tissus de jute .....	»	76	72	66	- 8 %
Rayonne .....	»	45	37	41	- 28 %
Fibranne .....	»	39	50	33	- 30 %
Mises à l'eau :					
Cuir de bovins .....	»	37	94	84	- 8 %
Peaux de veaux .....	»	30	25	25	=
Pâtes à papier .....	10 <sup>3</sup> ton.	533	602	547	- 14 %
Papiers et cartons .....	10 <sup>6</sup> ton.	1,31	1,55	1,23	- 22 %

Ainsi, de 1951 à 1952, on note les variations suivantes :

## Augmentation de 10 à 20 %.

Aluminium .....	18
Voitures particulières .....	18
Essences .....	18
Pétrole traité .....	17
Fuel-oil .....	16
Minéral de fer .....	16
Gas oil .....	14
Coke .....	14
Fonte .....	13
Acier .....	11
Laminés à chaud .....	11

## Augmentation de 5 à 10 %.

Terres cuites .....	9
Electricité .....	8

Ciments broyés .....	8
Ammoniac .....	8
Carbure de calcium .....	8
Chlore gazeux .....	6

## Augmentation de 3 à 5 %.

Houille et lignite .....	4
Gaz .....	4

## Stabilité.

Phénol .....	
Mises à l'eau : peaux de veaux .....	

## Recul de 0 à 5 %.

Caoutchouc incorporé .....	- 2
Voitures utilitaires .....	- 4

*Recul de 5 à 10 %.*

Filés de coton.....	— 6
Tissus de coton.....	— 6
Tissus de jute.....	— 8
Mises à l'eau : cuirs de bovins	— 8
Chaux hydrauliques .....	— 8
Filés de laine.....	— 9
Tissus de laine.....	— 9
Liants hydrauliques .....	— 10
Méthanol .....	— 10

*Recul de 10 à 20 %.*

Pâtes à papier.....	— 14
Filés de jute.....	— 16
Acide sulfurique .....	— 18
Verre .....	— 18

*Recul de 20 à 30 %.*

Papiers et cartons.....	— 22
Carbonate de soude.....	— 23
Rayonne .....	— 28
Fibranne .....	— 30

La différence apparaît très nette par rapport à la situation 1950-1951; sur la même liste de produits, on notait l'an dernier un groupe important de progressions de 20 à 50 %. Elles ont disparu. On n'enregistrait, au contraire, que des reculs très limités (en ampleur et en nombre de produits : semoule, laine, coton, par exemple). Pour 1952, la colonne des reculs est aussi importante que celle des augmentations.

#### SECTION IV.

##### *Les principales branches de la production.*

Le tableau suivant (page 648) classe les branches d'industries pour lesquelles un indice est calculé par rang, selon les résultats atteints en 1952.

La dispersion des productions s'est accentuée, les industries attardées ayant baissé depuis un an, tandis que les industries qui avaient le plus progressé (les sept premières, à l'exclusion du caoutchouc) ont continué à se développer. De plus, la tendance reste encore favorable dans les industries énergétiques et extractives. Ces reculs dominant dans les industries plus proches du consommateur.

Si l'on considère les statistiques du ministère du Travail sur l'emploi (et bien que, pour des raisons de nomenclature, les groupes ne soient pas exactement comparables), ces disparités d'évolution sont confirmées et parfois aggravées : pour l'indice d'activité, le recul du textile est de l'ordre de 10 %. Pour certaines branches où la production augmente et l'emploi diminue, l'effet des investissements et l'accroissement de productivité commencent à jouer (combustibles solides). Pour les carburants, comme l'an dernier, les effectifs augmentent moins que la production.



	1951		1952		Tendance	Rangs gagnés ou perdus en un an
	Indice	Rang	Indice	Rang		
Pétroles et carburants .....	237	(1)	329	(1)	+	0
Caoutchouc .....	201	(2)	200	(2)	—	0
Electricité .....	132	(3)	194	(3)	+	0
Gaz .....	179	(4)	181	(4)	+	0
Production des métaux .....	161	(6)	177	(5)	+	+ 1
Extraction des matériaux de construction .....	137	(12)	174	(6)	+	+ 6
Transformation des métaux .....	149	(9)	173	(8)	+	+ 2
Tabac et allumettes .....	154	(7)	151	(9)	—	— 1
Verre .....	177	(5)	149	(7)	—	— 4
Extraction minéraux divers .....	140	(10)	146	(10)	+	0
Céramique et matériaux de construction .....	140	(11)	146	(11)	+	0
Industrie chimique .....	132	(8)	145	(12)	—	— 4
Bâtiment et travaux publics .....	132	(14)	137	(13)	+	+ 1
Extraction minerais métalliques .....	111	(18)	126	(14)	+	+ 4
Combustibles solides .....	113	(17)	118	(15)	+	+ 2
Presse et édition .....	118	(15)	113	(16)	—	— 1
Papiers et cartons .....	133	(13)	107	(17)	—	— 4
Textile .....	115	(16)	103	(18)	—	— 2
Industries alimentaires (a) .....	103	(19)	90	(19)	—	0
Corps gras .....	86	(20)	76	(20)	—	0
Cuirs .....	73	(21)	64	(21)	—	0

(a) Groupe non compris dans l'indice d'ensemble. — Industries alimentaires sauf distilleria.

### Evolution des effectifs industriels.

	1951	Variation en % par rapport à 1950	1952	Variation en % par rapport à 1951	
Pétroles et carburants .....	158,3	+ 9,6	163,5	+ 3,3	3
Industries agricoles et alimentaires .....	111,0	+ 6,8	111,3	+ 0,3	7
Habillement et travail des étoffes .....	96,3	+ 3,6	95,8	— 0,5	9
Bâtiment et travaux publics .....	140,6	+ 3,0	130,1	+ 6,8	1
Papier et carton .....	104,1	+ 4,7	104,3	+ 0,4	6
Industries chimiques et caoutchouc .....	122,4	+ 4,6	120,9	— 1,2	10
Céramique et matériaux de construction .....	117,2	+ 3,4	121,8	+ 3,9	2
Bois et ameublement .....	118,4	+ 2,7	118,7	+ 0,3	8
Industries diverses .....	118,6	+ 2,6	115,9	— 2,3	13
Industries mécaniques et électriques .....	125,6	+ 2,3	128,8	+ 2,5	4
Industrie de verre .....	103,8	+ 1,4	99,8	— 3,5	14
Industries textiles .....	101,2	+ 1,2	95,6	— 5,3	16
Production des métaux .....	113,8	+ 0,9	116,4	+ 2,3	5
Extraction de minerais divers .....	109,6	+ 0,8	108,1	— 1,4	11
Cuirs et peaux .....	99,4	—	98,7	— 0,7	15
Combustibles minéraux solides .....	107,8	— 3,1	106,3	— 1,4	12

Evolution des indices d'activité.

	1951	Variation en % par rapport à 1950	1952	Variation en % par rapport à 1951
Pétroles et carburants .....	488,3	+ 10,0	491,6	+ 1,7 3
Industries agricoles et alimen- taires .....	427,9	+ 7,0	426,5	- 1,1 8
Papier et carton .....	421,6	+ 6,4	416,3	- 4,4 13
Habillement et travail des étoffes .....	404,2	+ 6,4	99,8	- 1,4 10
Bâtiment et travaux publics..	465,3	+ 5,5	472,3	+ 4,2 1
Industries chimiques et caout- chouc .....	439,4	+ 5,3	436,4	- 2,4 12
Céramique et matériaux de construction .....	438,5	+ 4,3	443,7	+ 3,7 6
Bois et ameublement .....	439,7	+ 3,8	439	- 0,5 6
Industries mécaniques et élec- triques .....	449,2	+ 3,7	433,9	+ 3,4 3
Industries diverses .....	430,6	+ 2,4	427,0	- 2,8 13
Industrie du verre .....	423,4	+ 2,2	414,9	- 6,9 16
Industries textiles .....	417,3	+ 1,6	405,4	- 10,4 17
Industries polygraphiques .....	404,9	+ 4,0	403,7	- 1,2 9
Production des métaux .....	433,2	+ 0,9	441,5	+ 2,5 4
Extraction de minerais divers..	427,9	+ 0,3	426,7	- 1,0 7
Cuir et peaux .....	408,4	- 0,8	404,8	- 3,3 14
Combustibles minéraux solides..	429,4	- 5,1	427,4	- 4,5 11

CHARBON.

La production de charbon bat avec 57,4 millions de tonnes le record précédent (53 millions de tonnes en 1951). Le rendement par poste fond progresse encore : 1.361 kilos contre 1.320 en 1951 (1.229 kilos en 1938).

Mais ce seul renseignement nous renseigne mal sur l'évolution réelle du marché charbonnier : si les importations sont restées stables, l'apport sarrois a diminué — et les stocks sur le carreau des mines augmenté — si bien que la consommation apparente est en baisse : 71,4 millions de tonnes contre 72,9 en 1951.

Certes, la consommation apparente ainsi dégagée n'est-elle pas elle-même une donnée très satisfaisante ? Comme le remarque J. Moinard dans une importante étude de la *Revue de l'Industrie minérale*<sup>2</sup>, les fluctuations de la consommation apparente de charbon s'expliquent en grande partie par les variations de stocks chez les usagers (industriels et foyers domestiques), stocks qui restent inconnus. Mais les changements de comportement à l'égard de ces stocks ont des conséquences visibles : la consommation apparente est passée de 72 millions de tonnes en 1949 à 63 millions seulement en 1950, parce que

les consommateurs brûlaient leurs stocks avant la guerre de Corée (vérification du modèle théorique selon lequel le stock désiré diminue en période de stagnation économique). En 1951, au contraire, la demande (consommation apparente) remonte à 73 millions de tonnes, car industriels et particuliers reconstituent leurs stocks (période d'expansion). Au cours de l'année 1952, recul de la consommation apparente, ce qui, avec une production en progrès, a pour conséquence un groupement du stock sur le carreau des mines. Voici, selon M. Moinard, le bilan charbonnier :

**Consommation apparente**  
(en millions de tonnes).

	1950	1951	1952
Production nationale (houille et lignite).	52,5	56	57,4
Apports sarrois .....	4,9	5,2	4,6
Importations .....	8,9	13,6	14
Stockage (—) ou déstockage (+) des mines et des importateurs .....	— 1,1	+ 1,1	— 2,9
Exportations .....	— 2,3	— 2	— 1,7
Consommation apparente .....	62,9	72,9	71,4

L'analyse par secteurs de consommation est plus délicate. En effet, comme le remarque l'étude citée, certains utilisateurs ne font que transformer le charbon (gaz, électricité), tandis que d'autres consomment plus qu'ils ne demandent directement : par exemple, les foyers domestiques et la petite industrie passent de 14 à 17 millions de tonnes, si l'on ajoute au charbon acheté les cokes de gaz de France et les boulets fabriqués par des usines indépendantes. Leur part est encore plus importante si on veut tenir compte du gaz et de l'électricité thermique consommés par eux. Sous ces réserves, voici les tonnages distribués par les Houillères nationales et l'importation :

*En millions de tonnes.*

	1950	1951	1952
S. N. C. F. ....	6,2	6,8	6,3
Gaz de France .....	4,3	5,1	5
Electricité de France .....	5,3	5,0	4,7
Sidérurgie .....	10,7	12,8	14,2
Autres industries et navigation.....	13,1	16,2	13,7
Foyers domestiques .....	11,3	14	14,4
Usine d'agglomération indépendante .....	1,4	2,4	2,1

Source : *Revue Industrie minière*, mars 1953.)

Si l'on remarque que la sidérurgie a absorbé plus de charbon en 1952 qu'en 1951 (+ 1,4 million de tonnes), que la part de

la S. N. C. F., du Gaz, d'Electricité de France et des particuliers reste stable, on voit que le recul de la demande de charbon vient essentiellement des industries autres que la sidérurgie (et de la navigation) :

— 2,5 millions de tonnes, ce qui a une signification conjoncturelle évidente et ce que nous retrouverons plus tard pour l'interprétation de 1953.

Le tableau des importations charbonnières par origine montre le recul des achats aux Etats-Unis, la place prépondérante (mais la stabilité) des achats en Allemagne occidentale, le progrès des livraisons de Belgique et de Grande-Bretagne.

Origine des importations de combustibles solides  
(Moyennes mensuelles en 1.000 tonnes).

	1950	1951	1952
Etats-Unis .....	4	374	262
Grande-Bretagne .....	104	49	94
Belgique, Luxembourg .....	79	56	116
Ruhr et Aix-la-Chapelle.....	437	502	543
Pologne .....	56	81	63
Autres pays .....	59	70	88
<b>TOTAL MOYENNE ANNUELLE.....</b>	<b>739</b>	<b>1.132</b>	<b>1.166</b>

La production et les importations de coke ont augmenté avec les progrès de la sidérurgie.

Coke (moyenne mensuelle).

	1950	1951	1952
<i>Production :</i>			
Semi-coke .....	21,0	22,6	23,2
Coke de four .....	572,5	689,7	752,0
Coke de gaz .....	118,3	126,9	124,2
<i>Importations</i> .....	203,5	296,6	337,8
Livraisons sarroises .....	99,4	77,7	68,4

## ELECTRICITÉ.

En 1952, la production a continué à augmenter, moins rapidement cependant qu'auparavant.

Electricité  
(Production en milliards de kWh.).

	Hydraulique	Thermique	Total	% énergie hydraulique
1950 .....	16,2	16,8	33,0	48 %
1951 .....	21,1	16,8	37,9	56 %
1952 .....	22,4	18,4	40,8	55 %



La répartition de la consommation électrique est la suivante :

<i>Haute tension :</i>	
Transports .....	6,5 %
Electro-chimie et électro-métallurgie.....	17
Mines de houille .....	10
Sidérurgie .....	10,5
Autres industries .....	37,5 %
<i>Basse tension :</i> Particuliers, Eclairage public, etc.....	18,5 %
100,0	

Le progrès de la production de 1952 semble avoir été absorbé surtout par la sidérurgie et la consommation domestique, ce qui tendrait encore à confirmer le ralentissement de la demande des industriels de transformation.

Plus importante pour la conjoncture est encore l'étude de l'équipement électrique du pays. Les équipements hydrauliques *mis en service* progressent jusqu'en 1952. Mais le déclin des travaux de génie civil sur les chantiers d'E. d. F. ne permet pas d'espérer un maintien du rythme des mises en service pour les années. Les perforations en kilomètres, les terrassements ou les mètres cubes de béton utilisés traduisent tous un recul sensible depuis deux ou trois ans déjà.

#### Electricité.

##### Equipements mis en service.

	Production hydraulique en millions de kWh.	Puissance thermique en kWh.
1947 .....	748	12.000
1948 .....	476	39.000
1949 .....	583	197.500
1950 .....	1.087	240.000
1951 .....	1.506	228.000
1952 .....	2.141 (a)	147.000 (b)

(a) Dont Ottmarsheim, Brénies, Malzovert et Bort.

(b) Usines d'Herseange, 2<sup>e</sup> groupe; Brest, 2<sup>e</sup> groupe; Ivry et Yainville, 2<sup>e</sup> groupe.

##### Travaux du génie civil sur les chantiers E. de F.

	Perforations (en km.)	Terrassements en 1.000 m <sup>3</sup>	Béton, Maçonnerie (en 1.000 m <sup>3</sup> )
1947 .....	39	1.650	526
1948 .....	73,3	2.500	603
1949 .....	04,2	6.761	1.033
1950 .....	63	9.638	1.456
1951 .....	48,9	3.741	1.137
1952 .....	32,4	1.013	638

#### CARBURANTS.

Le tonnage de pétrole traité dans les raffineries est passé de moins de 7 millions de tonnes en 1938 à 21,5 millions de tonnes en 1952.

Le record de 1951 (18,4 millions de tonnes) est dépassé de 17 %. A l'exportation, l'essence, avec 1.440.000 tonnes, dépasse de 86 % le résultat de 1951.

Produits raffinés (en 1.000 tonnes).

	PRODUCTION		IMPORTATION		EXPORTATION	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Essence .....	3.920	4.680	243	490	777	1.441
Fuel-Oil .....	9.070	10.630	78	242	2.515	3.098
Gas-oil .....	2.810	3.217	79	132	1.363	1.700

BILAN ÉNERGÉTIQUE.

Les indices de production des différentes sources d'énergie ont évolué de la façon suivante (mise à jour des statistiques publiées dans le précédent *Annuaire*, p. 477).

Moyennes mensuelles 1938=100	Electricité			Gaz			Pétroles et carburants			Combustibles minéraux solides			Ensemble de l'énergie		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952
Janvier .....	163	187	209	128	198	213	169	242	310	112	116	123	138	150	166
Février .....	163	186	205	153	199	215	178	236	303	110	115	120	136	149	162
Mars .....	147	184	196	163	187	192	189	258	297	102	114	123	123	148	159
Avril .....	154	183	194	176	184	175	185	261	328	102	114	118	123	148	156
Mai .....	154	179	186	175	178	172	188	279	333	104	113	115	130	146	151
Juin .....	158	181	185	170	174	167	195	284	327	98	111	112	128	145	149
Juillet .....	145	169	178	154	153	149	217	280	346	96	106	112	122	137	146
Août .....	136	138	160	141	141	136	223	342	344	99	106	108	120	134	137
Septembre ..	137	176	190	163	164	161	218	292	334	102	111	116	131	144	153
Octobre .....	170	192	201	169	164	176	241	304	347	108	118	124	138	155	162
Novembre .....	180	194	208	180	186	198	233	321	329	115	115	125	146	155	166
Décembre ...	187	196	218	208	208	213	233	316	353	113	117	116	149	158	166
Moyenne an- nuelle .....	160	182	194	174	179	181	208	282	329	106	113	118	133	148	156

Nous reprenons ci-après un bilan calculé sur des bases un peu différentes des bilans publiés précédemment dans cet *Annuaire*. L'I. N. S. E. E., en effet, a fait un effort pour mieux

saisir les pouvoirs calorifiques et le rendement des appareils utilisant les différentes sources d'énergie<sup>3</sup>.

Sous réserve de ces modifications, on obtient le tableau suivant :

**Disponibilités énergétiques**  
(calculées en millions de tonnes de charbon).

	1939	1950	1951	1952
Charbon et électricité thermique....	92,8	63,7	72,6	74,7
Electricité hydraulique .....	4,4	11,4	14,8	16
Carburants liquides et gaz naturels.	7,5	22,5	26,8	28,2
	104,7	97,6	114,2	118,9

(Source : I.N.S.E.E.).

## SIDÉRURGIE.

Après le recul de 1950 (dû aux premiers mois de l'année), 1951 dépasse 1949, et 1952, à son tour, s'établit au-dessus de 1951. Les records s'établissent en octobre, la production fléchissant ensuite plus ou moins selon les produits.

**Sidérurgie.**  
(Moyennes mensuelles en 1.000 tonnes.)

	1949	1950	1951	1952
<i>France :</i>				
Fonte .....	695	648	729	814
Acier .....	763	720	819	906
Laminés .....	515	497	587	647
<i>Sarre :</i>				
Fonte .....	132	140	197	213
Acier .....	146	159	217	235
Laminés .....	101	112	150	162
<i>France + Sarre :</i>				
Fonte .....	827	788	926	1.027
Acier .....	909	879	1.036	1.141
Laminés .....	616	609	737	809

La production de minerai de fer continue à progresser :

1951 : 35,2 millions de tonnes;

1952 : 40,7 millions de tonnes.

### 3. Les coefficients d'équivalence retenus sont :

1 kg lignite = 0,6 kg de charbon.

1 kg coke = 1,3 kg de charbon.

1 kWh. électricité = 0,7 kg de charbon.

1 kg prod. pétrolier = 2,4 kg de charbon.

Ils sont basés sur les pouvoirs calorifiques du charbon, 7.500 cal. par kg; de l'électricité, 860 cal. par kWh; des produits pétroliers, 10.800 cal. par kg, avec des rendements moyens des appareils utilisateurs de 15 % pour le charbon, 90 % pour l'électricité, 28 % pour les produits pétroliers.

Au contraire, les livraisons à la Sarre se développent encore :

1951 : 5,5;

1952 : 6,2.

Peu de changement dans la répartition par mode de fabrication ou par région.

Répartition de la production d'acier par modes de fabrication (%).

	Acier Thomas	Acier Martin	Acier électrique	Autres
1949 .....	62	30,1	6,3	1,6
1950 .....	63	29,9	6,2	0,9
1951 .....	60,8	32,3	6,9	»
1952 .....	62,1	31,4	6,5	»

Répartition de la production d'acier par régions (en %).

	Est	Nord	Autres régions
1949 .....	69,5	20,2	10,3
1950 .....	70,8	19,6	9,6
1951 .....	66,7	21,0	12,3
1952 .....	68,5	21,5	13,0

## MÉTAUX NON FERREUX.

De 1951 à 1952, la production d'aluminium passe de 91 à 106.000 tonnes (1<sup>re</sup> fusion). L'aluminium (2<sup>e</sup> fusion) reste stable (24.000 tonnes en 1951 et 20.800 en 1952).

Progrès pour le plomb (1<sup>re</sup> fusion) : 51.500 t., au lieu de 48.000 t.

Stabilité (2<sup>e</sup> fusion) : 19.700 t., au lieu de 20.558.

Stabilité de la production de cuivre à 16.500 t. (cuivre électro).

Progrès du zinc (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> fusions) : de 88.000 t. à 93.000 t.

Recul de l'étain (2<sup>e</sup> fusion) : de 9.080 à 7.900 t.

Non ferreux (Indices 1938 = 100).

	1950	1951	1952
<i>Production :</i>			
Bauxite .....	126	174	173
Aluminium .....	164	220	248
Production minéral de plomb .....	314	290	337
Importations de plomb .....	64,5	86,6	112,8
Production de zinc (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> fusions) .....	113	112	118
Importations zinc .....	84,5	116,4	131
Production cuivre (électro et 2 <sup>e</sup> fusion) .....	124	135	137
Importations cuivre .....	91	94,7	123
Production étain (électro et 2 <sup>e</sup> fusion) .....	77	100	87,6
Importations étain .....	61	106,3	72,8



Les indices de groupe relatifs à ces industries ont évolué de la façon suivante (1938 = 100) :

	Extraction de minerais métalliques			Production des métaux		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952
J .....	97	112	129	142	158	170
F .....	99	104	128	144	158	173
M .....	79	103	129	98	158	177
A .....	95	104	127	138	163	180
M .....	96	115	125	141	162	183
J .....	94	116	124	143	164	180
J .....	92	114	124	127	156	170
A .....	85	105	112	120	144	154
S .....	92	107	125	144	157	184
O .....	103	106	129	157	168	187
N .....	112	126	139	159	171	183
D .....	102	124	126	152	166	190
MOYENNE .....	95	111	126	139	161	177

#### INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES MÉTAUX.

La transformation des métaux est également en hausse en 1952. L'indice se situe à 173 contre 149 en 1951. Mais la situation a été très différente aux divers stades :

Tendances indécises dans la première transformation des métaux. Les livraisons de tubes d'acier (436.000 t.) sont en recul de 7 %, celles de tréfilés (498.000 t.) en recul de 4 %, tandis que les livraisons d'étrés progressent de 5 % et atteignent 169.000 t. et celles de laminés à froid de 2 %, avec 132.000 t.

Progrès de la fonte sur modèle, de la fonte malléable et des aciers moulés; recul des livraisons d'alliages de non ferreux.

Recul du matériel roulant de chemin de fer.

Progrès des tracteurs agricoles et des automobiles.

Recul des camions.

#### AUTOMOBILE.

##### Productions annuelles (unités).

	1938	1951	1952
Tracteurs agricoles .....	1.750	16.010	28.345
Automobiles particulières .....	182.400	313.920	369.971
Camions .....	16.920	37.990	31.260
Camionnettes .....	22.440	90.370	92.217

Mais il n'est pas sans intérêt de noter l'évolution au cours de l'année. Pour l'automobile, les records de production ont été

atteints en octobre, alors même que les milieux professionnels manifestaient des craintes au sujet de la saturation des débouchés intérieurs et étrangers. Un recul s'est fait sentir en fin d'année, avec quelques fermetures d'usine, une diminution de la durée du travail, mais il a été moins marqué dans les statistiques que dans l'opinion publique.

### Bilan automobile.

(Nombre de voitures. Moyennes mensuelles.)

#### Production :

	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
1950 .....	24.080	32.004	27.770	33.339
1951 .....	36.084	38.466	32.403	41.306
1952 .....	43.088	42.483	37.153	43.071

#### Exportation :

1950 .....	8.532	40.638	8.339	11.596
1951 .....	10.642	11.836	8.718	9.835
1952 .....	8.802	10.230	7.963	8.898

## MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET BATIMENT.

Les indices de groupes intéressant ces secteurs permettent de retracer leur évolution mensuelle.

1930 = 100 Moyenne	Extraction et matériaux de construction			Industrie du verre			Céramique et fabrication de matériaux de construction			Bâtiment et travaux publics		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952
Janvier .....	97	118	135	159	160	161	116	120	136	116	122	127
Février .....	106	119	130	150	163	172	117	132	138	117	123	123
Mars .....	103	123	161	145	173	163	115	132	148	124	128	130
Avril .....	119	133	180	148	181	164	127	139	155	124	131	143
Mai .....	123	146	197	151	190	153	132	140	151	128	133	148
Juin .....	119	136	196	141	183	148	131	147	158	133	135	143
Juillet .....	124	139	185	140	176	126	126	140	148	126	133	143
Août .....	121	139	178	132	161	116	121	133	139	112	118	121
Septembre .....	123	157	184	142	171	158	133	149	135	131	138	146
Octobre .....	130	152	185	155	138	136	153	153	133	133	146	153
Novembre .....	121	144	190	176	188	149	135	151	193	128	140	131
Décembre .....	114	150	161	160	188	150	123	143	125	113	132	127
Moyenne .....	117	137	174	150	177	149	126	140	146	123	132	137

Les ciments progressent en moyenne annuelle, mais font une chute spectaculaire en fin d'année (avec reprise nette dès mars 1953).

Recul du verre, des briques et des chaux et liants hydrauliques.

**Matériaux de construction.**  
(Moyennes mensuelles en 1.000 tonnes.)

	1950	1951	1952
Ciments .....	601,5	677,1	720
Chaux hydrauliques .....	86	98,9	91,1
Liants hydrauliques .....	18	18,9	18,7
Plâtre .....	92	98,4	102,1
Ardoises de couverture.....	13	13,6	13,2
Pierres à bâtir.....	91	117,9	161,5
Sables et graviers.....	1.500	2.047	2.388
Matériaux de viabilité.....	1.060	1.429	1.883
Briques .....	262	277,5	273
Tuiles .....	67	73,8	78
Verres à vitres.....	6,4	7,66	5,48

Si les logements terminés au cours de l'année 1952 sont un peu plus nombreux qu'en 1951 (81.000 au lieu de 75.000), le nombre des logements en chantier en fin d'année est très sensiblement inférieur, 128.000 fin 1952 contre 220.000 fin 1951 (ces éléments n'influent pas sur l'indice basé uniquement sur l'emploi de la main-d'œuvre, mais ils soulignent la gravité de la situation dans ce secteur, et l'ampleur de l'effort à accomplir à partir de 1953).

**CHIMIE ET CAOUTCHOUC.**

Recul général de ces deux groupes dont les indices ont subi l'évolution suivante :

1938 = 100 Moyenne	INDUSTRIES CHIMIQUES			CAOUTCHOUC		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952
Janvier .....	136	147	157	170	198	217
Février .....	132	155	156	183	206	207
Mars .....	122	157	160	113	202	202
Avril .....	136	161	156	137	211	209
Mai .....	139	164	151	184	216	202
Juin .....	131	168	144	120	209	203
Juillet .....	123	138	123	180	198	189
Août .....	122	137	148	109	113	113
Septembre .....	155	149	136	193	200	209
Octobre .....	143	154	145	208	245	245
Décembre .....	152	154	154	209	221	245
Novembre .....	149	153	145	193	212	206
<b>MOYENNE.....</b>	<b>135</b>	<b>152</b>	<b>145</b>	<b>173</b>	<b>201</b>	<b>200</b>

Là encore, on constate qu'après un bon début d'année, la situation devient moins bonne à partir d'avril-mai 1952.

Par produits, l'évolution est assez différente; les reculs sont

les plus nombreux. Mais il faut souligner les progrès (en moyenne) sur les engrais, l'ammoniac et le caoutchouc industriel.

**Production chimique.**

(Moyennes mensuelles en 1.000 tonnes.)

	1950	1951	1952
Acide sulfurique .....	101,2	120,9	99,2
Soude caustique .....	20,2	23,	18,7
Carbonate de soude.....	59,8	68,3	52,9
Acide chlorhydrique .....	12,3	15,2	13,8
Ammoniaque (a) .....	20,3	22,9	24,7
Engrais phosphatés et composés....	317,6	334,2	326,1
Acide nitrique (a).....	8,9	10,7	11,4
Engrais azotés .....	19,6	20,4	23,7
Chaux grasses .....	110,7	129,2	132,3
Savonnerie (b) .....	13	13,5	11,6

a) En 1.000 tonnes d'azote.

(b) Acides purs contenus.

**Caoutchouc.**

(Moyennes mensuelles en tonnes.)

	1950	1951	1952
<i>Importations :</i>			
Caoutchouc naturel .....	7.009	10.317	9.800
<i>Production :</i>			
Pneumatiques .....	5.008	6.860	6.750
Caoutchouc industriel .....	3.500	3.378	3.800
Cuir synthétique .....	120	100	103
	8.625	10.335	10.653

**TEXTILES.**

La situation devenue plus mauvaise en fin 1951 s'est encore détériorée en 1952.

L'essor rapide du jute a été stoppé en début d'année et la reprise ultérieure est essentiellement due au développement des exportations.

Les fibres artificielles n'ont pas continué leur expansion traditionnelle depuis la guerre, et l'année 1952 représente pour elles une chute de production de 28 % par rapport à 1951. Pour le coton et la laine, les moyennes annuelles font ressortir une stabilisation aux premiers stades (importations de fibres brutes); un nouveau recul, mais limité pour les filés (— 5 % en un an pour les filés de coton, 8 % pour les filés de laine); un recul plus accentué pour les tissus (— 9 % pour coton et laine).



Les prix sur le marché intérieur ont baissé, mais l'activité des manufactures semble avoir été surtout gênée par la politique des intermédiaires liquidant ou diminuant de façon sensible leurs stocks. Le phénomène, mal saisi en France faute de statistiques, a été mis en lumière pour la Grande-Bretagne par la revue *Trend*, qui a montré que les stocks de vêtements des grossistes et détaillants avaient doublé ou triplé de 1950 à fin 1951, et que depuis cette date ils étaient retombés à un niveau inférieur à celui d'avant la guerre de Corée. Ce qui expliquait fin 1952 une reprise des achats en usine et une amélioration de la production. La reprise, en France, n'a guère été perçue dans les derniers mois de l'année.

L'évolution de l'ensemble du groupe textile est retracée par l'indice suivant :

#### Indice de l'industrie textile

(1938 = 100.)

	1950	1951	1952
Janvier .....	108	116	118
Février .....	111	121	117
Mars .....	108	116	113
Avril .....	113	123	113
Mai .....	118	127	108
Juin .....	112	120	101
Juillet .....	86	93	78
Août .....	86	92	67
Septembre .....	111	117	101
Octobre .....	117	119	106
Novembre .....	124	122	109
Décembre .....	115	114	108
MOYENNE.....	109	115	103

Pour l'année entière, les indices de cette branche ont évolué dans le même sens (base 100 en 1938) :

	1950	1951	1952
Laine .....	106	99	92
Coton .....	108	108	98
Jute .....	97	129	108
Lin, chanvre .....	110	143	143
Fibrane .....	700	890	627
Rayonne .....	164	208	148
Soie et rayonne.....	91	96	77

Les statistiques par produits confirment que, sauf pour le jute, le chanvre et le lin, la production 1952 tombe en dessous du niveau de 1950.

**Produits textiles.**

*Lin et chanvre :*

Filés de lin.....	1.916	2.343	2.446
Filés de chanvre.....	541	888	648

*Jute :*

Importations de matières premières .....	6.192	9.896	5.246
Production filés de jute....	6.310	8.431	7.031
Production tissus de jute..	4.860	6.510	5.336

*Coton :*

Importations de coton brut.	23.402	20.611	20.498
Production filés coton.....	20.880	22.506	21.370
Production tissus de coton.	14.073	13.629	12.521

*Laine :*

Production de peignés.....	6.234	4.492	4.744
Production de filés.....	10.520	11.000	10.070
Production de tissus.....	6.680	6.689	6.037

*Soie :*

Tissus .....	1.990	2.127	1.736
Rubans .....	110	126	85

*Fibres artificielles :*

Fibrane .....	3.223	4.135	2.913
Rayonne .....	3.769	4.789	3.442

501A.

Le niveau moyen de 1952 est encore inférieur à celui de 1951. Par rapport à 1948, le recul est considérable; sur la base 1938 = 100 on avait :

1948 = 78;  
1950 = 75;  
1951 = 73;  
1952 = 64.

**PAPIER.**

Après un progrès en 1951, l'indice de 1952 retombe en dessous du niveau 1950. Sur la base 1938 = 100 :

1950 s'inscrivait à 115;  
1951, à 133;  
1952, à 107.

**SECTION V.**

*Comparaison décembre 1951-décembre 1952.*

L'étude qui précède est insuffisante pour caractériser l'évolution de la conjoncture dans les divers secteurs industriels. S'il

apparaît déjà que l'année 1952, en moyenne supérieure à 1951, est caractérisée par un maintien des productions d'énergie et d'équipement et une chute des productions de biens de consommation et du bâtiment, il reste à savoir si, en fin d'année, un mouvement nouveau ne commençait à se dessiner. La comparaison des fins d'année 1951 et 1952 fait ressortir la reprise de certaines branches jusqu'alors très déprimées (cuir par exemple) et la propagation des difficultés vers les secteurs d'équipement (Voir *Etudes et Conjoncture*, n° 1 et n° 2, 1953, série économique française). L'I. N. S. E. E. a publié dans cette Revue la situation suivante :

*Production fin 1952 supérieure à celle de fin 1951* : peaux de veaux (+ 32 %); automobiles particulières (+ 16 %); minerai de fer, pétrole traité, fuel-oil (+ 12 %); coke, acier brut, électricité (+ 11 %); fonte brute (+ 10 %); aluminium 1<sup>re</sup> fusion (+ 8 %); laminés (+ 7 %); fils de laine; ammoniacque (+ 6 %); houille et lignite (+ 5 %).

*Du même ordre de grandeur que fin 1951* : essence, gas-oil, cuirs de bovins, coton (fils et tissus), gaz, chlore, briques.

*Inférieure à celle de 1951* : tissus de laine (— 7 %); caoutchouc (— 9 %); filés et tissus de jute (— 11 et 13 %); rayonne, ciment (— 17 %); acide sulfurique (— 19 +); papiers et cartons (— 21 %); fibrane et verre (— 23 %), etc.

## SECTION VI.

### *Le commerce intérieur.*

Les tentatives faites pour améliorer l'observation du commerce intérieur se sont poursuivies en 1952. L'I. N. S. E. E. a publié en mars 1953 un numéro spécial de la revue *Conjoncture et Mouvement des affaires*, consacré à la situation du commerce de détail. La plupart des éléments retenus ci-après sont extraits de cette étude.

L'impression dominante est la stabilité des affaires commerciales. Certes, l'observation d'ensemble est délicate en raison de l'importance dans le commerce des variations saisonnières. De plus, en 1952, l'influence des baisses de prix — très variables d'ailleurs selon les secteurs — s'est fait sentir, et certains

reculs des chiffres d'affaires sont dus plus à ces baisses qu'à une diminution du volume des ventes.

### GRANDS MAGASINS.

De 1931 à 1932, l'accroissement du chiffre d'affaires a été de 14 % à Paris et de 12 % en province. Les affaires ont d'ailleurs été plus actives au printemps, plus ralenties en été et automne, avec reprise satisfaisante en fin d'année (chiffre d'affaires de décembre 1932 supérieur de 6 % à celui de décembre 1931, à un niveau de prix plus bas, ce qui indique activité accrue d'un pourcentage supérieur).

En janvier 1933, les chiffres d'affaires restent sensiblement égaux à ceux de janvier 1932, bien que, dans certains rayons, les prix soient encore en recul (20 % au moins en un an lors de la saison de blanc sur plusieurs articles de lingerie, mercerie ou bonneterie). Le volume des affaires a donc été, sur toute la période, en progrès régulier.

	GRANDS MAGASINS DE PARIS Indices du chiffre d'affaires moyen quotidien (6 grands magasins) (base 100 = moyenne 1930)			GRANDS MAGASINS DE PROVINCE Indices du chiffre d'affaires moyen quotidien d'une cinquantaine de grands magasins (base 100 = moyenne 1930)		
	1930	1931	1932	1930	1931	1932
Janvier .....	103	158	198	73	111	132
Février .....	71	101	129	76	115	140
Mars .....	76	109	146	80	126	141
Avril .....	87	118	142	89	113	144
Mai .....	89	119	143	90	117	148
Juin .....	91	133	127	90	138	130
Juillet .....	36	100	121	100	117	131
Août .....	73	93	102	83	127	138
Septembre .....	119	133	161	113	145	156
Octobre .....	122	166	171	115	162	164
Novembre .....	103	168	172	116	172	178
Décembre .....	174	233	247	170	260	275
Moyenne annuelle..	100	136	155	100	142	159

Source : I.N.S.E.E. (Conjoncture et mouvement des Affaires, mars 1933.)

Pour ceux des lecteurs de l'Annuaire qui suivent l'indice du chiffre d'affaires des grands magasins sur la base 1938 = 100, voilà une mise à jour du tableau publié l'an dernier (p. 487) :



## Indices du chiffre d'affaires des grands magasins

(1938 = 100).

	1950	1951	1952
Janvier .....	1.476	2.310	2.865
Février .....	946	1.482	1.792
Mars .....	1.163	1.521	2.041
Avril .....	1.208	1.720	2.072
Mai .....	1.206	1.738	2.093
Juin .....	1.323	1.776	1.683
Juillet .....	1.144	1.528	1.819
Août .....	1.067	1.331	1.425
Septembre .....	1.741	1.934	2.350
Octobre .....	1.709	2.337	2.607
Novembre .....	1.816	2.240	2.295
Décembre .....	2.549	3.265	3.540

## MAGASINS D'ALIMENTATION.

Pour l'alimentation, l'année 1952 est une année de stabilité des prix et du chiffre d'affaires. Alors que pour beaucoup de secteurs commerciaux le volume des ventes d'été a été plus faible qu'en 1951, il a été plus important — et ceci dans toutes les catégories de magasins (succursales multiples, coopératives et détaillants isolés). De même, en fin d'année, la pointe de Noël est plus accusée en 1952.

Voici l'évolution du chiffre d'affaires des trois catégories de magasins. Les résultats ont été regroupés dans un indice « Alimentation générale » qui est pondéré d'après l'importance respective des trois groupes dans les ventes de produits alimentaires).

## Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.

(Base 100 = moyenne 1950.)

	Sociétés à succursales multiples			Coopératives de consommation			Autres détaillants en alimentation générale			Alimentation générale		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952
Janvier .....	85	107	130	85	109	140	86	104	126	86	105	123
Février .....	93	110	150	93	119	134	91	112	132	92	112	138
Mars .....	93	111	170	93	119	131	96	109	128	95	110	139
Avril .....	94	115	143	96	118	156	97	104	131	96	109	136
Mai .....	95	116	143	93	111	153	93	108	127	94	111	133
Juin .....	96	121	143	97	129	150	97	109	128	97	115	133
Juillet .....	111	124	168	105	131	166	111	109	133	111	116	143
Août .....	113	133	162	109	135	166	108	116	132	109	124	142
Septembre .....	107	134	149	108	136	160	106	118	129	107	122	156
Octobre .....	98	133	143	98	142	160	100	130	132	99	132	137
Novembre .....	98	133	141	99	140	153	98	125	130	98	129	134
Décembre .....	117	151	163	124	170	186	117	152	162	116	153	165
Moy. annuelle ..	100	124	151	100	130	158	100	116	132	100	120	139

## AUTRES COMMERCES.

*Textiles-habillement.* — Chiffre d'affaires pratiquement stable (en volume tout au moins). L'année 1952 a été meilleure que 1951 en avril-mai et en septembre. Un peu moins bonne les autres mois. Mais il serait excessif de parler de mévente généralisée.

*Chaussures.* — Stabilité là encore, sinon très légère amélioration. Le progrès du chiffre d'affaires semblait plus net au début de l'année, la saison d'automne est au même niveau que celle de 1951 et les mois d'hiver sont en dessous. La chaussure est un des secteurs les plus résistants à la baisse des prix : c'est peut-être là un facteur (très partiel) d'explication d'une mévente plus forte que dans le textile.

*Ameublement.* — Même constatation pour l'ameublement, où sur le tableau, le chiffre d'affaires paraît en hausse, à cause des hausses de prix survenues jusqu'en mars 1952. Mais dès le printemps 1952, brusque ralentissement des affaires qui n'a guère décidé les vendeurs à baisser les prix (de mars 1952 à mars 1953, baisse d'à peine 5 %), l'indice des prix du meuble et de la literie restant au-dessus de 150 (par rapport à 100 en 1949).

*Droguerie-quincaillerie.* — Stabilité d'affaires. Situation un peu meilleure début 1952.

Le tableau ci-dessous donne les résultats mensuels des calculs d'indices pour ces quatre branches. On y trouvera, pour la colonne relative à l'année 1951, d'assez notables divergences avec la publication faite l'an dernier. Il s'agit de corrections dues à de meilleures conditions d'observation. Mais il importe de souligner que ces tableaux ne donnent pas une statistique établie sur l'ensemble de la profession, mais des résultats connus par échantillon (une centaine de détaillants en moyenne pour chacun des quatre groupes ci-après) :

## Indices du chiffre d'affaires quotidien moyen.

(Base 100 = moyenne 1950)

	Textiles- habillement			Chaussures			Ameublement			Droguerie Quincaillerie		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952
Janvier .....	80	107	100	61	70	83	85	107	132	87	111	142
Février .....	77	113	106	62	79	84	87	123	180	89	115	154
Mars .....	95	139	137	96	116	113	101	135	210	89	122	165
Avril .....	101	111	132	110	127	162	91	130	180	85	118	148
Mai .....	103	109	132	121	124	154	89	128	150	95	124	150
Juin .....	94	116	112	99	112	117	89	143	143	103	152	160
Juillet .....	97	88	97	84	98	101	99	119	129	106	119	131
Août .....	76	85	88	64	77	83	94	127	127	99	131	130
Septembre .....	111	106	129	115	114	133	106	146	170	111	132	158
Octobre .....	119	141	148	130	163	153	119	173	159	113	144	150
Novembre .....	114	149	137	119	132	149	118	177	140	113	160	155
Décembre .....	133	163	148	139	155	146	122	199	179	108	158	156
Moy. annuelle ...	100	119	122	100	114	124	100	143	157	100	132	150

*Spectacles.* — L'augmentation du chiffre d'affaires des spectacles parisiens (17 %) est inférieure à celle des prix (24 %) entre 1951 et 1952. La fréquentation des spectacles semble avoir été surtout faible de mai à août.

*Coiffeurs.* — Stabilité (même progression du chiffre d'affaires et des tarifs).

*Journaux.* — Baisse du tirage sensible en 1951-1952. Reprise depuis l'automne dernier.

	Recettes des spectacles de Paris			Coiffeurs			Tirage des quotidiens parisiens		
	Indices :			Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien :			Indices :		
	base 100 = moyenne 1950			base 100 = moyenne 1950			base 100 = moyenne 1950		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952	1950	1951	1952
Janvier ....	93	110	155	76	89	111	58	96	89
Février ....	105	117	147	85	95	123	100	97	93
Mars .....	93	117	149	91	126	152	102	96	92
Avril .....	109	122	155	95	107	135	100	95	90
Mai .....	105	132	131	101	121	158	101	94	90
Juin .....	89	103	132	105	138	148	100	97	93
Juillet ....	73	99	103	108	115	149	107	104	96
Août .....	66	86	90	104	130	152	100	90	87
Septembre ..	80	100	124	104	116	146	100	94	92
Octobre ....	126	152	178	99	118	149	98	92	92
Novembre ...	132	152	166	93	127	140	97	91	93
Décembre ...	127	163	174	130	176	195	97	88	92
Moyenne annuelle.	100	121	142	100	122	147	100	95	92

Les statistiques de l'emploi confirment cette impression de stabilité. Depuis deux ans, il n'y a aucun changement notable, ni dans les effectifs ni dans la durée du travail dont le tableau ci-après vous donne la synthèse :

	Commerces agricoles et alimentaires	Commerces non alimentaires	Spectacles
Moyennes 1946 .....	87,2	84,1	119,7
1947 .....	92,7	86,2	123,9
1948 .....	96,8	87,7	122,8
1949 .....	96,8	87,9	124,2
1950 .....	97,9	90,3	116,8
1951. Janvier .....	98,9	92,3	117
Avril .....	97,9	94,6	121,7
Juillet .....	97,7	97,4	116,5
Octobre .....	100	97	116,6
1952. Janvier .....	99,3	97,2	116,3
Avril .....	97,3	96,6	117,1
Juillet .....	99,3	96,8	118,6
Octobre .....	100,2	97,5	117
1953. Janvier .....	100,2	96,9	116,1

#### NOMBRE DE POINTS DE VENTE.

Grâce aux travaux du Conseil national du commerce, il est possible maintenant de saisir les variations du nombre de points de vente en France.

L'évolution continue à se faire dans le sens d'une augmentation du nombre des fonds plus importante en 1952 qu'en 1951 (en milliers) :

#### Mouvement des fonds de commerce.

	1951	1952
Création de fonds.....	62,0	59,7
Cessations .....	49,2	42,7
Solde net du nombre de points de vente .....	+ 12,8	+ 17

Pour les *gérances libres*, dont les abus ont été souvent dénoncés, le rythme de croissance ne change pas d'une année à l'autre, 1951 et 1952 ayant apporté chacune plus de 7.000 gérances nouvelles.

#### Gérances libres (en milliers).

	1950	1952
Créations .....	13,1	13,2
Cessations .....	13,5	14,3
	5,6	7,1
Accroissement .....	+ 7,9	+ 7,4



La statistique des faillites et liquidations judiciaires ne marque aucune aggravation en 1932.

	Faillites	Liquidations judiciaires
1930 .....	4.588	1.700
1931 .....	4.748	1.606
1932 .....	4.279	1.234

Mais la comparaison de l'évolution au rythme trimestriel est peut-être plus significative. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il y a un décalage plus ou moins grand entre la difficulté économique (cessation des paiements par la firme) et l'enregistrement statistique des actes qui en sont la conséquence.

Voici donc un tableau présentant les moyennes mensuelles observées chaque trimestre. La situation début 1933 paraît un peu moins bonne que début 1932, mais les nombres restent très faibles et la signification économique des faillites est moins nette qu'autrefois.

	Faillites	Liquidations judiciaires
1949. 1 <sup>er</sup> trimestre .....	387	159
1950. 1 <sup>er</sup> trimestre .....	387	159
1951. 1 <sup>er</sup> trimestre .....	460	165
1952. 1 <sup>er</sup> trimestre .....	354	129
2 <sup>e</sup> trimestre .....	384	119
3 <sup>e</sup> trimestre .....	293	104
4 <sup>e</sup> trimestre .....	444	145
1953. 1 <sup>er</sup> trimestre .....	446	153

#### CONCLUSIONS GÉNÉRALES.

L'année 1932, étudiée dans les différents secteurs de l'activité industrielle et commerciale, paraît une année de transition : le changement de tendance est amorcé, semble-t-il, mais son observation est plus ou moins faussée par d'autres facteurs : relative stabilisation de la monnaie, résistance différente selon les secteurs à la baisse des prix.

L'examen des compensations de chèques révèle des transactions soutenues :

**Chambre de compensation des banquiers de Paris.**

Montant des effets présentés à la compensation (en milliards de francs).

	1950	1951	1952
Janvier .....	981	1.357	2.031
Février .....	990	1.135	1.770
Mars .....	965	1.181	1.805
Avril .....	783	1.204	1.786
Mai .....	983	1.222	1.701
Juin .....	991	1.168	2.075
Juillet .....	925	1.450	2.114
Août .....	981	1.253	1.584
Septembre .....	929	1.189	1.946
Octobre .....	1.127	1.766	1.971
Novembre .....	1.139	1.570	1.682
Décembre .....	1.097	1.427	2.126
<b>TOTAL ANNUEL.....</b>	<b>11.893</b>	<b>15.892</b>	<b>22.590</b>

Ces données, présentées en indices sur la base 1949 = 100 (ce qui permet une comparaison avec l'évolution des prix), témoignent, en effet, d'un progrès sensible en volume.

**Indice des compensations**

Effets présentés à Paris.

(1949 = 100. — 1950 = 126,4. — 1951 = 168,8. — 1952 = 240.)

	1950	1951	1952
Janvier .....	128,1	173,0	239,0
Février .....	126,8	144,7	225,8
Mars .....	123,1	150,6	230,1
Avril .....	99,8	153,5	227,7
Mai .....	125,4	135,8	216,9
Juin .....	126,4	148,9	264,6
Juillet .....	118,0	184,9	269,5
Août .....	125,2	159,3	202,0
Septembre .....	118,5	147,3	248,1
Octobre .....	143,7	223,9	251,3
Novembre .....	143,2	200,2	214,5
Décembre .....	139,9	182,0	271,1

En résumé, on peut conclure :

1° que le ralentissement de fin d'année est moins net que les manifestations de pessimisme et d'inquiétude n'avaient pu le faire croire;

2° que les records de production dans plusieurs industries se situent en octobre;

3° que l'activité commerciale, inchangée dans les grandes lignes, témoigne d'un maintien du pouvoir d'achat des revenus destinés à la consommation;

4° que les fluctuations au stade industriel proviennent plutôt des variations dans les politiques de stockage des industriels et surtout des commerçants;

5° que l'amplification des difficultés économiques par ralentissement généralisé des investissements peut se produire en 1953 à la suite de ces incertitudes de la fin de 1952, incertitudes qui, nous l'avons dit, étaient plus marquées dans l'opinion que dans l'enregistrement statistique des faits.

A. PIATIER.

---

# LA RECONSTRUCTION ET LE LOGEMENT EN FRANCE

---

SOMMAIRE. — *Construction de nouveaux logements. — Prix de revient de la construction. — Annexes : statistiques de la production.*

Dans une période où près de la moitié des constructions neuves — reconstruction ou H. L. M. — est financée par des crédits budgétaires, et où les autres constructions requièrent au moins l'aide de l'Etat, il est évident que les difficultés financières de l'année 1952 devaient avoir leur répercussion sur le rééquipement immobilier de la France. De plus, la crise financière de l'hiver 1951-1952 était aussi une crise de l'économie : la hausse des prix avait profondément troublé les prévisions budgétaires, elle avait affecté les constructeurs privés, contraints de faire face à la révision des devis, comme l'administration. Cependant, la stabilité retrouvée des prix, et même la baisse sensible constatée au cours de l'été 1952, recréaient des conditions plus normales pour les constructeurs privés ; la diminution des crédits budgétaires, par rapport à ceux des années antérieures, restait acquise. Ainsi se trouvent caractérisés les résultats de l'année 1952 dans le domaine de l'habitation : les constructions privées maintiennent leur rythme, le nombre des immeubles réalisés sur crédits budgétaires marque une diminution sensible.

Cependant, ces constatations élémentaires demandent quelques précisions. A ne considérer que le total des constructions, 1952 constitue, au moins sur un point, une année de progrès : le nombre des logements achevés, soit 81.390<sup>1</sup>, est supérieur à

1. Ce chiffre concerne les seules constructions ou reconstructions, à l'exclusion des logements remis en état ou aménagés dans des immeubles existants. Le nombre total des logements mis à la disposition de la population s'élève pour 1951 à 96.694.



tous ceux atteints au cours des années antérieures. Pour les mises en chantier, au contraire, les 427.760 logements de 1952, s'ils représentent encore un montant supérieur à celui de toutes les années écoulées de la Libération à 1950, demeurent cependant en deçà des 450.000 logements mis en chantier en 1951.

Cette apparente discordance s'explique aisément : la diminution du nombre des mises en chantier résulte uniquement des constructions réalisées sur crédits budgétaires : 10.000 logements d'H. L. M. contre 12.778 en 1951, 30.000 logements reconstruits contre 42.000 en 1951. En effet, les réductions de crédits budgétaires affectent par priorité les programmes nouveaux; de plus, la réévaluation des opérations engagées antérieurement, conséquence de la hausse des prix, a encore diminué la part des sommes consacrées aux mises en chantier. D'ailleurs, en ce qui concerne les constructions financées par l'Etat, et sauf l'hypothèse d'une variation importante des sommes consacrées à l'habitation, le rythme des mises en chantier est nécessairement inégal, une année faste alternant avec une année moins productive. En effet, selon les méthodes budgétaires actuelles, le volume total des moyens de paiement affectés à un objet déterminé est fixé essentiellement en fonction de considérations financières, et non d'une appréciation des besoins ou de la poursuite des programmes : il en résulte que des mises en chantier abondantes au cours d'une première année, absorbent au cours de l'exercice suivant des crédits importants pour le règlement des travaux commencés, la part desancements de programmes nouveaux sera nécessairement affaiblie en proportion; lesancements de 1951 ayant été considérables, ceux de 1952 ont été, relativement, de plus faible importance. Il est vraisemblable, au contraire, que la même alternance fera de 1953 une année plus favorable.

Le rythme des constructions privées, recevant presque toutes l'aide de l'Etat sous forme de primes ou de prêts, a fait preuve, au contraire, d'une remarquable stabilité. 1951 avait été la première année où l'initiative privée, efficacement encouragée par les mesures prises en 1950, s'était activement manifestée : 80.000 logements mis en chantier. 1952 en apporte à peu près autant, cependant que le nombre des logements achevés passe de 25.000 en 1951 à 35.000 en 1952.

Quoi qu'il en soit, il est apparent que le nombre des loge-

ments neufs nécessaires à la satisfaction des besoins français est encore loin d'être atteint en 1952. L'achèvement des 150.000 logements mis en chantier en 1951 laisse l'espoir d'une réalisation relativement encourageante pour les deux années à venir. Mais le ralentissement des lancements, s'il devait être durable, serait d'autant plus inquiétant que l'initiative privée risque de ralentir, à son tour, son effort. Le problème de la rentabilité des constructions n'est résolu que partiellement, la loi de 1948 sur les loyers n'étant pas appliquée selon les intentions primitives du législateur, alors que, paradoxalement, le taux des loyers réglementés, applicable à la très grande majorité des immeubles, exerce une pression sur le prix des locaux neufs. L'on construit donc pour se loger, bien plus que pour louer à des tiers; et sans doute construit-on, trop souvent, des immeubles assez coûteux, encore qu'il ne faille pas prendre pour seuls exemples de la construction privée certains immeubles parisiens qui ne sont que des exceptions très apparentes. 80.000 logements dans l'année constituent, certes, un résultat appréciable au crédit de l'initiative privée; mais il en faut 240.000, et les raisonnements d'un libéralisme facile ne peuvent à eux seuls combler la différence.

Il apparaît ainsi que, sauf un nouvel effort de l'Etat, la France aura vraisemblablement beaucoup de mal à atteindre un rythme de construction correspondant à ses besoins. Cela est d'autant plus vrai que pour atteindre un total croissant de constructions financées par l'Etat, il serait nécessaire, à défaut d'une modification portant sur les autres données du problème, et notamment sur le type des constructions et sur leurs prix, d'augmenter d'année en année le montant des crédits en raison de la loi d'alternance énoncée plus haut. Mais encore faut-il discerner quel serait, pour l'Etat, l'effort le plus rentable. Une politique des loyers qui retrouverait le réalisme de la loi de 1948 constituerait, certes, un apport efficace et conforme à un libéralisme confiant dans l'action spontanée des capitaux. Mais ceux-ci sont, d'un autre côté, fort chers pour le constructeur, qui paie plus de 6 % le prêt du Crédit Foncier, et paierait plus cher le crédit privé. Les loyers de rentabilité seraient, par conséquent, des loyers chers. Or, il existe un besoin de logements pour des catégories de la population que leur situation écarte de l'accession à la propriété — quelque effort que l'on fasse

pour la leur faciliter — et qui supporteraient malaisément des loyers élevés.

Il apparaît ainsi que, parmi les facteurs qui déterminent la situation du logement en France, il n'est qu'un petit nombre de variables. Le montant total des crédits budgétaires affectés à la construction varie en raison de la situation financière de l'Etat : diminué en 1932 par rapport à 1931, il demeure pour 1933 inférieur de quelque 10 milliards<sup>2</sup> aux autorisations de 1932, soit une variation de 3 % environ. Le taux de rentabilité des immeubles se modifie malaisément, et les loyers varient dans une faible proportion. Enfin, les revenus des classes les moins favorisées font obstacle à une réelle rentabilité de tous les loyers, à supposer constants les coûts actuels des immeubles neufs et le taux d'intérêt du capital. Le coût du crédit à la construction, il est vrai, pourrait être modifié, ce qui comporterait une incidence importante sur le taux de loyer rentable. Mais la diminution obtenue à la fin de 1932 ne s'élève qu'à 0,50 % pour les prêts du Crédit Foncier. Celui-ci, en effet, doit tenir compte du taux auquel il émet lui-même ses obligations.

Cependant, il demeure un élément souple, compte tenu de la situation particulière de la France à cet égard : c'est le coût de construction.

\*  
\* \*

Le prix de la construction neuve est certes, comme tout prix, le résultat d'un marché; il subit à cet égard l'évolution de la conjoncture, qu'il s'agisse d'une tendance générale de l'économie ou d'une modification propre au marché de la construction, contraction de la demande ou accroissement des offres. L'évolution des prix constatés en 1932, c'est-à-dire pour l'ensemble des constructions par les C. A. D., traduit clairement cette influence de conjoncture.

Mais ces coefficients sont calculés d'après les prix moyens pratiqués pour des constructions très diverses, parmi lesquelles les travaux entrepris et conduits dans les conditions habituelles à l'industrie française du bâtiment tiennent évidemment de loin la plus grande place. Ils expriment donc, en l'espèce, une baisse valable pour l'immeuble individuel, pour le chantier où

2. Compte tenu des annulations prescrites par les récents décrets d'économie.

un même entrepreneur construit un petit nombre de logements selon les méthodes traditionnelles.

Or, le prix de revient de la construction peut varier également en fonction de la technique employée. En particulier, la structure encore largement artisanale de l'industrie du bâtiment en France permet d'espérer une très sensible diminution des prix par un perfectionnement des méthodes. Cette évolution, qui serait d'autant plus importante qu'elle correspondrait à une transformation d'habitudes de technique et même de structure, a été sensible en 1952 pour la première fois pour un certain nombre de chantiers.

\*  
\* \*

La hausse des prix avait été considérable en 1951; elle s'exprimait, en janvier 1952, par le coefficient moyen de 19,84<sup>3</sup> contre 12,90 en janvier 1951. Le mouvement ascendant s'est poursuivi jusqu'en mars, date à laquelle est atteint le chiffre maximum de 19,96; mais une tendance inverse se manifeste dès avril avec une chute de 0,08. Les prix de la construction semblent avoir été particulièrement sensibles à l'évolution de la conjoncture : entre mai et juillet, la diminution de l'indice est voisine de 0,20, atteignant 0,32 pour juin, soit une baisse de 1,65 % environ pour ce seul mois. Le mouvement décroissant se poursuit, à un rythme ralenti, d'août à décembre, le coefficient moyen à la fin de l'année montant à 18,60. La baisse par rapport au chiffre maximum de mars est alors de 6,5 % environ. Pour apprécier l'importance de cette évolution, il convient de souligner que durant la même période les salaires sont demeurés stables. Compte tenu de la place de la main-d'œuvre dans l'industrie du bâtiment, la baisse de pure conjoncture est donc très nette.

Si l'évolution générale de la situation monétaire a incontestablement contribué à cette diminution, il apparaît que des facteurs particuliers au secteur du bâtiment ont dû intervenir. Il est vraisemblable que le ralentissement de l'activité, constaté surtout au cours des derniers trimestres de 1952 (mises en chantier du troisième trimestre : 31.835 contre 41.523 pour la



période correspondante de 1951; du quatrième trimestre : 28.375 contre 36.860 en 1951) et résultant de la diminution des crédits budgétaires, a influencé l'attitude des entrepreneurs.

\*  
\* \*

La transformation des techniques dans l'industrie du bâtiment suppose, certes, un effort des entreprises et des hommes de l'art. Mais sa condition essentielle — parce qu'elle est une condition économique et peut-être sociale — est du ressort des maîtres de l'ouvrage. Les études, les investissements parfois indispensables, le groupement des entreprises ne sont rentables que pour des chantiers importants. En matière de construction, l'idée de la série ne peut être imposée par les industriels, mais par les clients.

Tandis que l'action sur la conjoncture ne peut être le fait des seuls pouvoirs publics — et qu'au surplus leur intervention, visant une situation économique globale et non le seul secteur de la construction, est à cet égard d'une efficacité limitée — l'Etat, qui se trouvait, en raison de la prise en charge des dommages de guerre par les finances publiques et de sa participation aux constructions d'H. L. M., intéressé directement à un abaissement des prix par un perfectionnement des méthodes, détenait sur les trois importants maîtres d'ouvrage une influence dont il pouvait user pour obtenir un groupement des commandes, prélude nécessaire à la rationalisation des travaux. Un texte spécial, l'article 19 de la loi du 24 mai 1951, avait à cet effet autorisé le ministre de la Reconstruction à établir un plan de construction de 10.000 logements qui doivent être réalisés de 1951 à 1955. Cette disposition, témoignant de l'intérêt apporté par le Parlement au problème du prix de revient de la construction, répondait aux conditions essentielles qui seules peuvent permettre une modification profonde des prix : elle joint à la notion d'un programme important étudié à l'avance en fonction des avantages possibles de la série, le principe d'une continuité des chantiers, sans laquelle les entreprises trop habituées à un niveau d'activité incertain et changeant ne pourraient consentir à un réel effort d'organisation et d'équipement.

Les programmes établis conformément à cette politique portaient en 1952 sur 7.500 logements environ, les unités de chantier variant de 677 à 2.600 logements. Ces chiffres soulignent le caractère d'ampleur inhabituel des constructions entreprises : en 1948, les unités de 50 à 100 logements constituaient des chantiers importants, sinon les plus importants de ceux réalisés pour des groupements de sinistrés ou des organismes d'H. L. M. Il y a peut-être là le départ d'une évolution de l'industrie française du bâtiment.

Cependant, le problème capital demeure celui des prix obtenus. Encore que cette tentative de construction industrialisée ne représente qu'une faible part de l'activité totale du pays, deux faits doivent à cet égard être cités en raison de leur valeur d'exemple : le groupement des commandes pour les éléments d'équipement prévus pour la totalité des 7.500 logements a permis d'obtenir, selon les résultats communiqués par le M. R. U., un abaissement du prix variant de 24 à 50 % selon les objets considérés, portes ou équipements de cuisine. D'autre part, le prix des premiers groupes d'immeubles mis en adjudication, monte à 18.000 francs le m<sup>2</sup> hors œuvre; la réalisation d'un logement, toutes dépenses comprises, revient, selon le chantier, à 1.660.000 francs pour 55 m<sup>2</sup> de surface habitable ou à 2 millions 172.000 francs pour 64 m<sup>2</sup> de surface habitable. Ces chiffres montrent quel progrès peut être attendu, par rapport aux coûts habituels, d'une conception vraiment industrielle de la construction : les barèmes appliqués aux H. L. M., qui sont eux-mêmes assez faibles et qui sont, en fait, souvent dépassés par le prix réel des constructions de ce type, sont supérieurs de 15 à 20 % à ces prix, alors que selon les programmes d'adjudication la qualité des immeubles à réaliser est équivalente à celle des logements d'H. L. M.

L'exemple d'un groupe d'immeubles de 800 logements, déjà exécuté à Strasbourg en quinze mois à un prix nettement inférieur aux coûts habituels, semble confirmer que les espoirs conçus par le M. R. U. à l'égard de tels chantiers sont raisonnables. Mais des résultats vraiment probants ne pourront sans doute être obtenus qu'au prix d'une continuité et d'une constance de l'action administrative, faute desquelles les entreprises ne poursuivraient pas un effort dont la rentabilité ne serait plus assurée. Une rupture risquerait en outre de décou-

rager l'industrie du bâtiment, dans une tentative d'adaptation qui est pourtant indispensable : aucun miracle ne multiplie les logements, seules des entreprises plus productives peuvent faire les immeubles dont le pays a besoin. Ce serait une erreur économique et technique que de renoncer à créer les conditions d'une fabrication de série dans un domaine où les besoins sont plus urgents qu'ailleurs, et qui représente en France le dernier refuge de la pénurie.

\*  
\* \*

Deux conclusions découlent de cette rapide analyse des prix de revient du bâtiment. D'une part, la baisse de conjoncture, si souhaitable qu'elle eût été, constitue cependant, en raison de son importance, un signe de sous-emploi. En d'autres termes, les 80.000 logements achevés et les 130.000 logements entrepris en 1952 ne représentent plus la limite de la capacité productive de la France. Sans qu'aucune mesure technique soit prise, sans développer la formation professionnelle des ouvriers, un résultat sensiblement supérieur peut être atteint. Il est certain que la réalisation de 240.000 logements en une année exigerait un effort supplémentaire certainement important; mais les résultats actuels ne constituent pas, toutes choses égales d'ailleurs, un maximum.

L'abaissement du coût résultant de méthodes plus rationnelles, du groupement des constructions, de l'étude précise et préalable des programmes, montre qu'il subsiste là encore une possibilité d'accroître la production à partir des conditions actuellement réalisées. L'économie qui résulterait d'un tel progrès ne serait pas seulement financière, mais économique : elle tend à satisfaire plus de besoins à l'aide des moyens mieux employés, mais de même coût réel. De plus, les constructions groupées, que ce soit par la réalisation d'ensembles importants ou par la normalisation des types de logements, permettent, ainsi que le montre l'exemple du chantier de Strasbourg, de réduire la durée de la construction. Le dernier bulletin du M. R. U. paru, évalue celle-ci à un temps moyen de vingt et un à vingt-quatre mois pour la reconstruction et de quinze à dix-huit mois pour la construction neuve. Ces délais sont rela-

tivement longs, du moins pour la reconstruction. Ils expliquent en partie la discordance constatée chaque année entre le nombre des logements mis en chantier et celui des logements achevés. Une amélioration de la technique permettrait sans doute de réduire les temps moyens de construction sans charger pour autant les prix de revient. Car il ne faut pas oublier qu'en définitive, la rapidité des travaux ne saurait constituer qu'un but secondaire, que prime la nécessité de construire à bas prix. Il existe pour un chantier de construction un délai optimum; l'excès de hâte coûte cher comme l'excès de lenteur. Celle-ci, due souvent à l'absence de coordination entre les corps de métier secondaires, doit être supprimée dans toute la mesure utile par une organisation satisfaisante des chantiers. La formule du groupement d'entreprises, par laquelle les divers corps de métier s'engagent en même temps et solidairement pour la réalisation d'un groupe d'immeubles, et qui a été employée en 1952, constitue sans doute à cet égard une solution d'encouragement au progrès; mais elle suppose non seulement une modification des habitudes administratives, mais aussi — une fois de plus — une échelle des programmes et des chantiers qui n'a encore été atteinte que dans trop peu de cas.

\*  
\*\*

En définitive, et si l'on tient compte de la relative rigidité de l'effort financier consenti par l'Etat, l'avenir de la construction paraît bien dépendre essentiellement de l'investissement privé et du prix de revient de l'industrie.

Sur le premier point, le montant et la répartition du revenu national imposent des limites à l'espérance qui peut être fondée sur l'initiative privée. Celle-ci peut, certes, en principe, réaliser bien plus des 80.000 logements mis en chantier en 1952. Mais l'investissement dans la construction rencontre une active concurrence; il n'est pas actuellement rentable en dehors d'une aide importante de l'Etat, à l'opposé d'autres placements. D'autre part, le coût actuel des constructions réserve en fait l'accession à la propriété à une catégorie assez étroite de personnes — en dehors du domaine restreint des sociétés d'H. L. M., dont l'action est contenue par la limitation des



prêts à taux réduit consentis par la Caisse des dépôts. Si la richesse nationale ne se développe pas, il serait dès lors à craindre qu'une fois satisfaites les demandes solvables, un palier ne fût atteint.

Quant au coût de la construction, son importance est d'autant plus grande que sa diminution entraînerait une possibilité de louer à un taux à la fois rentable et accessible des immeubles construits à bas prix. Mais cette évolution suppose un effort durable et concerté des pouvoirs publics et des entreprises. En outre, un abaissement massif, permettant des loyers vraiment adaptés aux revenus des salariés les plus nombreux, exigerait une réforme des conceptions traditionnelles de l'habitat. Aussi bien cette transformation correspondrait-elle à l'évolution profonde des besoins : le confort actuellement demandé est plus grand qu'il y a cinquante ans, il n'est plus le même. Une construction plus légère, mais plus pratique, un habitat conçu en fonction des conditions de la vie moderne, peut être réalisé à meilleur compte pour plus d'usagers.

Si l'initiative privée doit reconnaître la portée de certaines expériences faites par l'Etat, il ne nous paraît pas impossible qu'elle parvienne à résoudre, par la baisse du prix de revient, le problème de la rentabilité des immeubles neufs. Les années à venir montreront sans doute si elle peut trouver et appliquer les formules d'association indispensables.

Robert BORDAZ et Raoul ERGMANN.

ANNEXE I  
Crédits consommés en 1952.

	CREDITS BUDGETAIRES	FONDS D'EMPRUNTS	TITRES	TOTAL
1° Immeuble de toute nature..	157.090	7.558	32.123	196.771
2° Meubles .....	9.250	»	»	9.250
3° Eléments d'exploitation .....	25.020	3.128	20.403	48.551
4° Allocations d'attente.....	»	»	»	»
5° Avances aux étrangers .....	1.728	»	376	2.102
6° Indemnités d'éviction .....	»	»	»	»
<b>TOTAL .....</b>	<b>193.088</b>	<b>10.686</b>	<b>52.902</b>	<b>256.674</b>
1° Voirie .....	19.369	»	»	»
2° Acquisitions de terrains ..	1.934	»	»	»
3° Travaux préliminaires .....	3.019	»	»	»
4° Travaux provisoires .....	4.100	»	»	»
5° Immeubles d'Etat .....	1.933	»	»	»
6° Constructions expérimentales	3.808	»	»	»
7° Avances aux A. S. ....	22.007	»	»	»
<b>TOTAL .....</b>	<b>58.390</b>	<b>»</b>	<b>»</b>	<b>58.390</b>
<b>T. O.-M. ....</b>	<b>4.730</b>	<b>»</b>	<b>»</b>	<b>4.730</b>
<b>TOTAL DE L'ÉTAT B .....</b>	<b>256.208</b>	<b>10.686</b>	<b>52.902</b>	<b>319.794</b>
<b>MOBILISATION DES TITRES .....</b>	<b>17,3 (a)</b>	<b>»</b>	<b>»</b>	<b>»</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL DES DOMMAGES DE GUERRE .....</b>	<b>»</b>	<b>»</b>	<b>»</b>	<b>»</b>
<b>H. L. M. ....</b>	<b>52,2</b>	<b>»</b>	<b>»</b>	<b>»</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL .....</b>	<b>»</b>	<b>»</b>	<b>»</b>	<b>»</b>
Habitation .....	94.750	3.592	20.258	118.600
S. P. ....	13.603	925	913	15.441
R. I. C. A. ....	18.799	2.000	7.583	28.382
Agricole .....	29.938	1.041	3.369	34.348
<b>TOTAL IMMEUBLES DE TOUTE NATURE .....</b>	<b>157.090</b>	<b>7.558</b>	<b>32.123</b>	<b>196.771</b>

(a) Dont 2,3 au titre des remboursements.

ANNEXE II

Tableau des C. A. D. moyens pondérés pour l'ensemble du territoire.  
(Evolution des C. A. D. 1952.)

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1940..	1,00	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1952..	19,84	19,93	19,96	19,88	19,64	19,32	19,13	18,99	18,83	18,76	18,67 (a)	18,60 (a)

(a) Valeurs provisoires.

	Moyenne trimestrielle		NOMBRE DE LOGEMENT				
	1951	1952	de la libération au 31-12-51	1 <sup>er</sup> trim. 1952	2 <sup>e</sup> trim. 1952	3 <sup>e</sup> trim. 1952	4 <sup>e</sup> trim. 1952
<b>1<sup>re</sup> Construction définitive :</b>							
<b>(A) Logements nouveaux construits par :</b>							
— l'Etat et les collectivités .....	204	475	3.046	184	483	460	201
— le secteur nationalisé .....	673	302	22.243	233	307	287	381
— les Offices et Sociétés d'H. L. M. (location simple) .....	2.634	3.144	19.227	2.120	2.703	3.674	4.072
— les particuliers :							
avec prime à la construction .....	4.863	5.393	7.633	4.567	5.365	5.498	6.444
sans prime à la construction (y compris le Crédit Immobilier et les opérations de location-attribution par les Coopératives d'H.L.M.).	5.692	4.083	102.421	5.324	4.758	4.011	2.231
<b>TOTAUX POUR A.....</b>	<b>11.086</b>	<b>13.097</b>	<b>154.590</b>	<b>12.430</b>	<b>13.290</b>	<b>13.330</b>	<b>13.344</b>
<b>B) Logements reconstruits par :</b>							
— l'Etat							
le M. R. U. ....	542	318	19.387	184	284	270	531
les autres ministères .....	43	3	196	—	13	—	—
— le secteur nationalisé .....	20	43	2.563	7	14	12	11
— sur indemnités de dommages de guerre ou par préfinancement sur compte spécial :							
a) par les groupements de sinistrés .....	3.287	4.126	22.079	3.411	4.192	3.798	5.107
b) par les sinistrés non groupés .....	3.782	2.790	51.003	2.438	3.157	2.180	3.384
<b>TOTAUX POUR B.....</b>	<b>7.644</b>	<b>7.250</b>	<b>95.230</b>	<b>6.040</b>	<b>7.660</b>	<b>6.260</b>	<b>9.046</b>
<b>TOTAUX POUR 1<sup>re</sup>.....</b>	<b>18.730</b>	<b>20.347</b>	<b>249.820</b>	<b>18.470</b>	<b>20.950</b>	<b>19.590</b>	<b>22.390</b>
<b>2<sup>e</sup> Construction provisoire :</b>							
— M. R. U. ....	304	41	105.612	70	39	40	11
— Autres ministères .....	2	16	1.047	—	—	16	43
— Secteur nationalisé (au titre de l'équipement).....	1	—	13.829	—	—	—	—
<b>TOTAUX POUR 2<sup>e</sup>.....</b>	<b>307</b>	<b>57</b>	<b>120.488</b>	<b>70</b>	<b>39</b>	<b>56</b>	<b>64</b>
<b>3<sup>e</sup> Utilisation de bâtiments existants :</b>							
— Aménagements dans des immeubles non sinistrés et transformation de casernes en logements....							
— M. R. U. et particuliers .....	293	536	13.143	334	551	562	691
— Autres ministères .....	163	80	7.242	48	160	63	70
<b>TOTAUX POUR 3<sup>e</sup>.....</b>	<b>456</b>	<b>622</b>	<b>20.385</b>	<b>379</b>	<b>711</b>	<b>625</b>	<b>771</b>
<b>4<sup>e</sup> Réparation de bâtiments partiellement sinistrés :</b>							
— Logements inhabitables à la Libération rendus habitables :							
a) par le M. R. U. ou sur indemnités de dommages de guerre .....	5.520	3.126	762.272	4.571	3.557	2.989	1.413
b) par les autres ministères .....	119	20	6.416	40	4	12	23
c) par le secteur nationalisé .....	—	—	11.585	—	—	—	—
<b>TOTAUX POUR 4<sup>e</sup>.....</b>	<b>5.639</b>	<b>3.146</b>	<b>780.273</b>	<b>4.611</b>	<b>3.561</b>	<b>2.971</b>	<b>1.443</b>
<b>LOGEMENTS MIS OU REMIS A LA DISPOSITION DE LA POPULATION.</b>	<b>25.432</b>	<b>24.472</b>	<b>1.170.966</b>	<b>23.530</b>	<b>23.261</b>	<b>23.242</b>	<b>24.664</b>

Indice annuel de la construction de logements :

1951

1952

1,87

2,03

Nota. — L'indice annuel de la construction de logements est le nombre de logements terminés en un an pour 1.000 habitants.

en France à la date du 31 décembre 1953.

RMINÉS		NOMBRE DE LOGEMENTS EN COURS					NOMBRE DE LOGEMENTS mis en chantier				
Total Année 1952	de la libération au 31-12-52	au 31-12-51	au 31-3-52	au 30-6-52	au 30-9-52	au 31-12-52	1 <sup>er</sup> trim. 1952	2 <sup>e</sup> trim. 1952	3 <sup>e</sup> trim. 1952	4 <sup>e</sup> trim. 1952	Total Année 1952
700	3.746	2.770	2.762	3.644	4.205	4.643	176	1.037	721	639	2.573
1.209	23.482	5.372	6.041	6.436	6.770	6.617	874	432	921	227	2.434
12.576	31.803	27.766	28.463	27.843	28.057	26.370	2.817	2.085	3.858	2.390	11.180
21.573	29.226	61.108	69.202	80.513	89.610	98.443	12.661	16.676	14.293	15.248	58.880
16.332	118.753	49.609	49.752	50.944	54.143	56.750	5.467	5.980	7.210	4.846	23.473
52.390	206.980	146.625	156.190	169.080	182.785	192.795	21.993	26.180	27.035	23.330	98.560
1.272	20.639	2.903	2.787	2.777	2.705	2.416	68	274	198	245	785
13	209	13	31	18	30	30	15	—	12	—	30
51	2.616	85	78	63	53	65	—	1	—	30	31
16.503	38.582	38.596	42.644	43.508	42.602	40.862	7.459	5.056	2.892	3.362	18.769
11.161	62.164	31.658	32.110	32.562	92.080	30.082	2.890	3.609	1.698	1.388	9.585
29.000	124.230	73.235	77.630	78.930	77.470	73.435	10.435	8.940	4.800	5.025	29.200
81.390	331.210	219.880	233.840	248.010	260.255	266.250	32.430	35.120	31.835	28.375	127.760
166	105.778										
64	1.111										
—	13.829										
230	120.718										
2.146	15.289	2.640	4.448	6.536	6.879	7.999	2.142	2.639	903	1.419	7.103
344	7.586	175	172	384	441	406	42	372	120	41	575
2.490	22.875	2.815	4.620	6.920	7.320	8.005	2.184	3.011	1.025	1.460	7.680
12.308	774.777										
79	6.495										
—	11.585										
12.584	792.837										
96.694	1.267.660										

Nombre de logements mis en chantier :

1951

Moyenne  
trimestrielle  
27.360

1<sup>er</sup> trim. 28.380  
2<sup>e</sup> trim. 42.675  
3<sup>e</sup> trim. 41.325  
4<sup>e</sup> trim. 36.860

1952

Moyenne  
trimestrielle  
31.940

1<sup>er</sup> trim. 32.430  
2<sup>e</sup> trim. 35.120  
3<sup>e</sup> trim. 31.835  
4<sup>e</sup> trim. 28.375



# COMMERCE ET TRANSPORTS

---

## ÉCHANGES EXTÉRIEURS ET POLITIQUE COMMERCIALE

---

SOMMAIRE. — I. Termes de l'échange et données internationales. — II. Problème des paiements extérieurs et confrontation des résultats globaux. — III. Volume des courants commerciaux avec l'étranger par grandes catégories et principaux groupes de produits. — IV. Evolution des échanges par zones monétaires. — V. Politique commerciale, politique monétaire et politique économique générale.

Au cours de l'année 1952, les éléments particuliers de la conjoncture française et les facteurs externes, liés à l'évolution économique internationale, se seront conjugués pour maintenir l'ensemble de nos échanges extérieurs dans un état de relative stagnation :

### I. — TERMES DE L'ÉCHANGE ET DONNÉES INTERNATIONALES.

Sans doute, un coup d'arrêt aura-t-il été donné aux tendances inflationnistes, mais en décalage de nombreux mois sur la plupart des autres pays européens. Nos prix se seront maintenus à un très haut niveau, tandis que s'accroissait la baisse mondiale des produits de base.

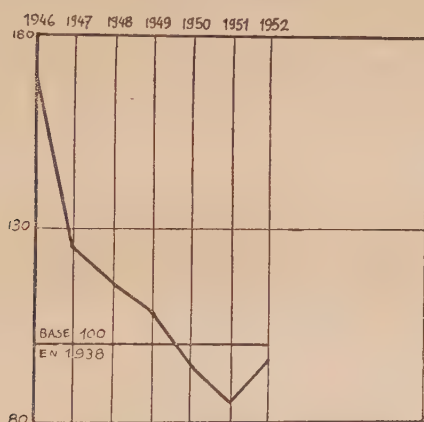
Nous avons pu souligner, dans notre précédente chronique, le paradoxe de la *détérioration des termes de l'échange* en dépit de l'élévation des prix français : le mouvement s'expliquait, compte tenu de décalages entre commandes et livraisons, par le fait que les matières premières importées avaient atteint leur cours maximum au printemps 1951. Ainsi, le rapport entre les indices des valeurs moyennes des exportations et des importations, sur la base 100 en 1949, avait-il fléchi à 79 pour l'ensemble de l'année 1951<sup>1</sup>. Cependant, nos concurrents européens avaient généralement mieux résisté aux pressions inflationnistes et limité leur demande intérieure ou su développer leur

1. V. *Revue d'économie politique*, p. 510 et suiv. et p. 518 à 524.

capacité de production dans les secteurs faisant l'objet d'une plus forte demande internationale. A partir du quatrième trimestre 1951, nos termes d'échange se seront redressés de plus en plus nettement, *étant données une chute plus considérable des valeurs moyennes des matières premières, demi-produits*

#### A. — Termes de l'échange.

(Rapport des valeurs moyennes des exportations et des importations avec l'étranger.)  
(Base 100 en 1938.)



Evolution des termes de l'échange avec les pays étrangers.

	INDICES DES VALEURS MOYENNES		TAUX
	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	
1951 :			
1 <sup>er</sup> trimestre .....	138	108	78
2 <sup>e</sup> trimestre .....	163	116	76
3 <sup>e</sup> trimestre .....	151	119	79
4 <sup>e</sup> trimestre .....	143	121	85
Année entière .....	146	116	79
1952 :			
1 <sup>er</sup> trimestre .....	151	126	83
2 <sup>e</sup> trimestre .....	147	127	86
3 <sup>e</sup> trimestre .....	136	127	93
4 <sup>e</sup> trimestre .....	132	124	94
Année entière .....	142	126	89

Source : I.N.S.E.E., Bulletin mensuel de statistiques, février 1953.

et même produits fabriqués achetés à l'étranger et une nouvelle hausse des prix français d'exportation. Le rapport s'établit à l'indice 89 en moyenne pour 1952, atteignant 93 et 94 dans les deux derniers trimestres. Le paradoxe a disparu, mais non le problème de la réadaptation de nos échanges, bien au contraire.

Des palliatifs ont été mis en œuvre (nouvelles modalités de

remboursement des charges fiscales et sociales, comptes E. F. A. C., développement du crédit à l'exportation<sup>2</sup>. Il s'agira cependant d'apprécier les conditions de l'échange international dans des perspectives plus larges. En 1932, les règlements multilatéraux sont, à nouveau, plus difficiles. Le commerce extérieur de la France subit l'influence des variations de la conjoncture mondiale sur chaque catégorie d'importations et d'exportations. Contrastes et similitudes, notamment avec la situation d'autres pays européens, se marquent différemment selon les circuits d'échanges et les zones monétaires. Contraste au sein de l'*Union Européenne des Paiements*, par rapport à tous ceux qui ont accumulé des soldes créditeurs vis-à-vis de la France aussi bien que de la zone sterling, cependant qu'une certaine communauté d'attitude se manifesterait avec ces mêmes pays dans l'attente d'un relâchement des restrictions quantitatives de la Grande-Bretagne; solidarité partielle avec celle-ci, et, par conséquent, avec l'ensemble de la zone sterling, dans la mesure où se poursuit l'amélioration de sa position monétaire — plus généralement encore, solidarité avec tous ceux qui n'ont pu résoudre pour eux-mêmes le problème de la pénurie de dollars et qui, subissant encore assez passivement les fluctuations de l'offre et de la demande américaines, ne parviennent pas à réaliser, tout au moins avec une ampleur satisfaisante, les substitutions attendues à l'importation comme à l'exportation<sup>3</sup>.

Quelles que soient les *similitudes* et les *interdépendances* qui se marquent dans la situation de nombreux pays, le jeu des *contrastes* n'en sera pas moins lié, dans une large mesure, à la valeur des réactions particulières de chacun, à ses facultés de réadaptation, en même temps qu'à l'ampleur ou à l'exiguïté relatives du déséquilibre partiel dont il assume la responsabilité.

2. Le rapport établi par M. Byé sur *L'aide à l'exportation* (J. O., Avis et Rapports du Conseil économique, 14 févr. 1933) souligne la complexité et l'inefficacité relative, pendant la plus grande partie de l'année, de mesures qui firent l'objet d'aménagements successifs. On le notera en ce qui concerne la compensation et le remboursement des charges fiscales et sociales décidés dès octobre 1930, en application d'une loi du 8 août 1930, et dont les remaniements en mars 1931, puis les 6 février, 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 1932 n'avaient pas semblé suffisants : un nouvel arrêté vient d'être pris le 31 janvier 1933.

3. Nous aurons l'occasion de revenir sur certains travaux récents à ce sujet. V. notamment *L'étude sur la situation économique de l'Europe depuis la guerre* publiée par l'O. N. U. (édition provisoire, févr. 1933).

I. — IMPORTATIONS  
TABLEAU PAR GROUPEMENTS D'UTILISATION.  
Commerce spécial : Années 1951-1952.

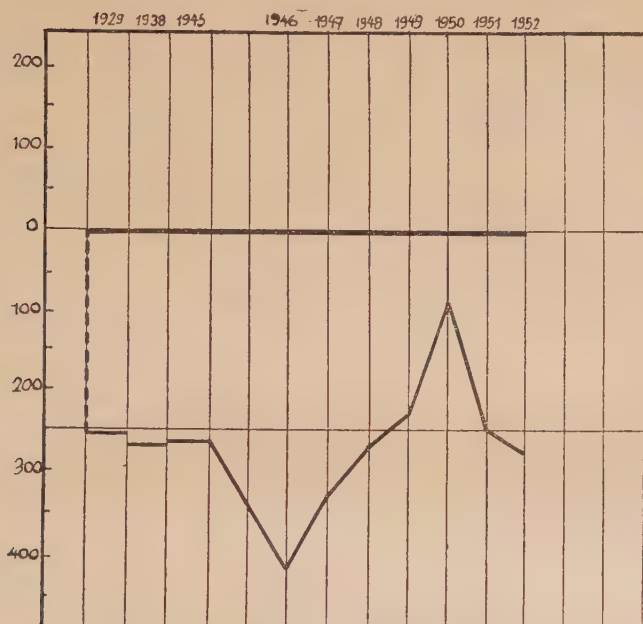
DÉSIGNATION des GROUPEMENTS D'UTILISATION	VALEURS									
	1951					1952				
	PAYS ÉTRANGERS		FRANCE D'OUTRE-MER		TOTAL	PAYS ÉTRANGERS		FRANCE D'OUTRE-MER		TOTAL
	millions	%	millions	%		millions	%	millions	%	
Energie .....	263.736	20,6	627	0,3	264.363	344.416	23,5	1.945	0,6	346.061
Matières premières et demi-produits :										
Pour l'industrie :										
d'origine industrielle .....	343.445	26,8	40.820	44,8	382.974	347.976	28,2	50.442	13,9	398.418
d'origine agricole .....	310.450	24,3	84.828	46,3	364.978	254.898	18,2	41.264	11,5	266.462
Pour l'agriculture :										
d'origine industrielle .....	6.942	0,5	47	»	6.989	5.995	0,5	73	»	6.068
d'origine agricole .....	10.844	0,8	3.424	1,0	14.265	8.456	0,7	3.940	1,1	12.396
Moyens d'équipement d'origine in-										
dustrielle :										
pour l'industrie .....	408.823	8,5	790	0,2	409.613	142.240	9,4	627	0,2	412.846
pour l'agriculture .....	10.297	0,8	57	»	10.354	10.452	0,9	110	»	10.592
Produits de consommation durables	28.979	2,3	833	0,3	29.842	24.028	2,0	989	0,3	25.017
Non durables :										
pour l'alimentation humaine .....	147.323	44,8	224.064	65,9	369.886	447.639	42,0	286.832	74,2	404.464
autres .....	49.091	3,9	4.258	1,3	53.349	55.786	2,9	4.443	1,2	40.229
TOTAL .....	1.279.302		338.754		1.615.283	1.234.888		350.065		1.391.650



II. — EXPORTATIONS  
TABLEAU PAR GROUPEMENTS D'UTILISATION  
Commerce spécial : Années 1951-1952.

DESIGNATION des GROUPEMENTS D'UTILISATION	VALEURS										
	1951					1952					
	PAYS ÉTRANGERS		FRANCE D'OUTRE-MER		TOTAL	PAYS ÉTRANGERS		FRANCE D'OUTRE-MER		TOTAL	
	millions	%	millions	%		millions	%	millions	%		
Energie .....	68.614	7,3	20.121	3,7	88.763	90.864	11,4	26.020	4,3	416.884	8,3
Matières premières et demi-produits.											
Pour l'industrie :											
d'origine industrielle .....	388.718	44,4	406.547	19,4	498.265	328.766	40,2	124.022	20,7	432.788	32,0
d'origine agricole .....	89.385	9,6	7.323	4,3	96.708	57.891	7,1	6.832	1,1	64.743	4,6
Pour l'agriculture :											
d'origine industrielle .....	12.525	4,3	5.490	4,0	18.015	44.793	4,8	6.185	4,0	20.978	1,8
d'origine agricole .....	8.496	0,9	4.292	0,2	9.788	12.089	1,5	4.073	0,2	13.164	0,9
Moyens d'équipement d'origine in- dustrielle :											
pour l'industrie .....	94.491	10,4	94.734	17,4	189.225	406.020	43,0	98.126	16,4	204.746	44,5
pour l'agriculture .....	7.364	0,8	4.628	0,9	11.992	6.782	0,8	5.191	0,9	11.973	0,8
Produits de consommation durables :											
Non durables :											
pour l'alimentation humaine ....	404.830	41,2	80.854	44,7	485.684	69.928	8,5	87.294	14,6	157.232	11,0
autres .....	99.833	10,7	139.688	29,2	239.561	75.143	9,2	165.799	27,8	240.942	17,0
TOTAL.....	936.909		547.359		1.484.268	818.122		598.372		1.416.494	

B. — Déficit commercial avec les pays étrangers  
(en milliards de francs en pouvoir d'achat 1949).



## II. — PROBLÈME DES PAIEMENTS EXTÉRIEURS

ET CONFRONTATION DES RÉSULTATS DE 1951 ET DE 1952.

En 1952, la balance commerciale de la France est en déficit de 175 milliards, mais il s'agit là d'un chiffre global : un excédent de 238 milliards dans les relations avec la France d'outre-mer compense partiellement un déficit de 413 milliards vis-à-vis des pays étrangers.

Envisageons ce dernier solde : il est nettement plus important que celui de l'année antérieure (343 milliards) et considérablement plus élevé que celui de 1950 (102 milliards). Le pourcentage des exportations aux importations n'est plus que de 66 % en 1952 contre 73 % en 1951 et 87 % en 1950. On se rappelle cependant les caractéristiques exceptionnelles de cette dernière année, au cours de laquelle s'était déclenchée la guerre de Corée : nous avons alors nettement mis le lecteur en garde contre l'euphorie de commentaires trop optimistes, jugeant résolu le problème de nos échanges extérieurs. Il n'en

reste pas moins que les résultats de 1952 témoignent d'un malaise très grave, compte tenu, d'une part, des exigences de notre balance générale des paiements, et, d'autre part, de la réduction d'importations en dépit de laquelle le déséquilibre s'est aggravé.

On sait qu'il ne faut pas rapprocher tels quels les résultats des *statistiques douanières* que nous commentons des chiffres publiés par les *services statistiques du contrôle des changes* (ceux-ci concernant les règlements, réalisés avec des décalages plus ou moins variables, effectués dans une monnaie qui n'est pas toujours celle du pays que les douanes désignent comme *pays d'origine* d'une importation ou de destination d'une exportation, compte tenu des opérations de la France d'outre-mer, etc.). D'autre part, la *Direction des finances extérieures* ne publie ses statistiques qu'assez tardivement : nous ne disposons encore que de celles du *premier semestre 1952*. Cependant, prenons comme base de référence la balance générale des paiements de la zone franc pour *l'ensemble de l'année 1951*. A un déficit de 270 milliards pour les mouvements de marchandises (*entre l'Union française et les pays étrangers*) s'ajoute un solde débiteur d'environ 100 milliards pour les autres paiements courants. Si donc nous n'avions à attendre aucune amélioration substantielle soit dans les échanges extérieurs de la France d'outre-mer, soit dans les autres postes courants de la balance, l'objectif à fixer pour retrouver un strict équilibre comptable eût dû être un gain de quelque 100 milliards par rapport aux résultats de l'année antérieure. Or, le déficit commercial enregistré par les statistiques douanières marquera une aggravation certaine, nettement confirmée par le solde débiteur des paiements courants du premier semestre de 1952 (supérieur à 177 milliards, d'après les données du contrôle des changes).

Les importations auront atteint approximativement, *en valeur*, le même niveau : les statistiques douanières n'indiquent qu'une régression modérée pour l'ensemble de l'année : 1.231 milliards en 1952 contre 1.280 en 1951 (et 792 en 1950, mais dans de tout autres conditions de prix). Les chiffres mensuels révèlent un tassement très net depuis le maximum de février (148 milliards), mois au cours duquel fut décidé le rétablissement de sévères restrictions dans les échanges intra-

européens, jusqu'aux réductions significatives du second semestre. Après le minimum d'août, mois de réduction saisonnière (80 milliards), c'est une très légère remontée jusqu'en novembre (86 milliards) suivie d'une progression très nette et d'ailleurs habituelle en décembre (93 milliards). Les mesures restrictives n'expliqueront d'ailleurs que partiellement cette compression des importations, liée également à un ralentissement d'activité dans certaines branches d'industrie ainsi qu'à la baisse continue des prix des matières premières et demi-produits (valeur moyenne à l'importation : 148 en 1932 contre 183 en 1931 sur la base 100 en 1949). En volume, nos achats à l'étranger, supérieurs à ceux de l'année antérieure pendant les six premiers mois (indices 151 contre 114 pour le premier trimestre et 129 contre 128 pour le second, sur la base 100 en 1949), apparaissent nettement inférieurs pour le reste de l'année 1932 (indices 112 contre 127 pour le troisième trimestre et 119 contre 141 pour le quatrième).

Le ralentissement des exportations françaises vers l'étranger ne cessera de faire l'objet de graves préoccupations. Pour l'ensemble de l'année, celles-ci n'atteindront que 818 milliards contre 937 en 1931. Le résultat est enregistré en dépit de prix plus élevés (la valeur moyenne de nos ventes à l'étranger atteignant l'indice 126 contre 116 en 1931, sur la base 100 en 1949). En 1930, le total des exportations vers les pays étrangers n'atteignait que 690 milliards, mais leur prix a monté depuis lors de plus du quart (la valeur moyenne à l'exportation étant restée à l'indice 100 en 1930).

Les chiffres mensuels d'exportation ont fléchi de façon presque continue de février 1932 (70 milliards) à septembre (moins de 63 milliards) pour ne remonter qu'assez faiblement à partir d'octobre (un peu moins de 72 milliards en novembre, près de 77 milliards en décembre). Il convient d'ailleurs de rappeler le caractère saisonnier des reprises de fin d'année pour mieux apprécier un mouvement auquel s'était accroché quelque optimisme officiel. En *volume*, les exportations vers l'étranger auront fléchi de l'indice 142 à l'indice 132 entre le premier et le troisième trimestre 1932 (alors qu'en 1931, au cours de la période correspondante, il y avait eu baisse de l'indice 193 à l'indice 159). Au quatrième trimestre, les ventes à l'étranger atteindront seulement l'indice 153 (contre 167 en 1931) en dépit



de détaxations et d'encouragements qui n'ont eu apparemment encore qu'un effet de palliatif.

En ce qui concerne le commerce avec la *France d'outre-mer*, notons que les *valeurs importées* ont été très légèrement supérieures à celles de l'année précédente (360 milliards contre 336 en 1951) et qu'il en a été de même pour les *valeurs exportées* (598 milliards contre 547). En *volume*, l'indice du total des achats dans la France d'outre-mer est passé de 109 à 117 en 1952, tandis que celui de nos ventes s'est élevé de 139 à 141 (sur la base 100 en 1949).

### III. — VOLUME DES COURANTS COMMERCIAUX AVEC L'ÉTRANGER PAR GRANDES CATÉGORIES ET PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS.

Etant données les préoccupations qui guident cette chronique, l'attention sera concentrée désormais sur le détail des variations survenues dans nos seules relations avec les pays étrangers.

#### A. — Importations en provenance de l'étranger.

##### III. — Indices du volume sur la base 100 en 1938. (Nouvelle série corrigée, I. N. S. E. E.)

Années	Importations	Exportations
1928. Moyenne annuelle .....	108	164
1938. Moyenne annuelle .....	100	100
1949. Moyenne annuelle .....	104	132
1950. Moyenne annuelle .....	105	164
1951. Moyenne annuelle .....	123	195
1952. Moyenne annuelle .....	128	172
1951. 1 <sup>er</sup> trimestre .....	113	204
2 <sup>e</sup> trimestre .....	126	202
3 <sup>e</sup> trimestre .....	119	179
4 <sup>e</sup> trimestre .....	134	194
1952. 1 <sup>er</sup> trimestre .....	142	175
2 <sup>e</sup> trimestre .....	127	171
3 <sup>e</sup> trimestre .....	111	155
4 <sup>e</sup> trimestre .....	120	186

Si l'indice moyen, pour 1952 comme pour l'année antérieure, se maintient à 128, de très grandes discordances apparaissent dans l'allure des courbes. En 1951, un accroissement du volume des achats s'était produit dès le second trimestre, un autre, plus important, dans les trois derniers mois. Le mouvement s'est accentué au cours du premier semestre 1952, puis un recul s'est produit, très prononcé au second semestre, mais le niveau est resté supérieur à celui du premier trimestre 1951.

## IV. — Indices du volume sur la base 100 en 1949.

	1951					1952				
	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Année entière	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Année entière
<i>Importations.</i>										
Alimentation humaine :										
Etranger .....	413	432	426	442	428	439	434	83	404	»
U. F. O.-M. ....	440	420	87	444	407	448	431	109	424	»
Ensemble .....	414	425	400	421	414	425	432	400	416	»
Matières premières et demi-pro- duits :										
Etranger .....	414	426	420	435	423	448	426	414	420	»
U. F. O.-M. ....	407	416	416	427	417	422	96	406	425	»
Ensemble .....	410	423	420	434	422	444	423	413	421	»
Produits fabriqués :										
Etranger .....	429	436	457	469	448	484	443	430	430	»
Total des importations :										
Etranger .....	414	428	427	441	428	451	429	412	419	»
U. F. O.-M. ....	409	419	96	444	409	417	121	107	422	»
Ensemble .....	413	426	419	434	423	442	427	411	420	»
<i>Exportations.</i>										
Alimentation humaine :										
Etranger .....	256	233	442	460	498	421	412	415	453	»
U. F. O.-M. ....	444	451	456	482	438	177	464	459	228	»
Ensemble .....	202	194	440	471	479	448	436	436	488	»
Matières premières et demi-pro- duits :										
Etranger .....	213	202	480	490	496	160	459	449	475	»
U. F. O.-M. ....	429	435	436	462	441	466	460	424	442	»
Ensemble .....	493	486	470	484	483	461	459	443	467	»
Produits fabriqués :										
Etranger .....	446	452	430	430	440	419	419	408	425	»
U. F. O.-M. ....	432	433	427	439	433	437	430	443	436	»
Ensemble .....	435	441	428	435	436	429	425	412	431	»
Total des exportation :										
Etranger .....	495	489	459	467	478	442	440	432	455	»
U. F. O.-M. ....	433	436	434	451	439	450	442	422	451	»
Ensemble .....	469	467	448	460	461	445	441	428	453	»

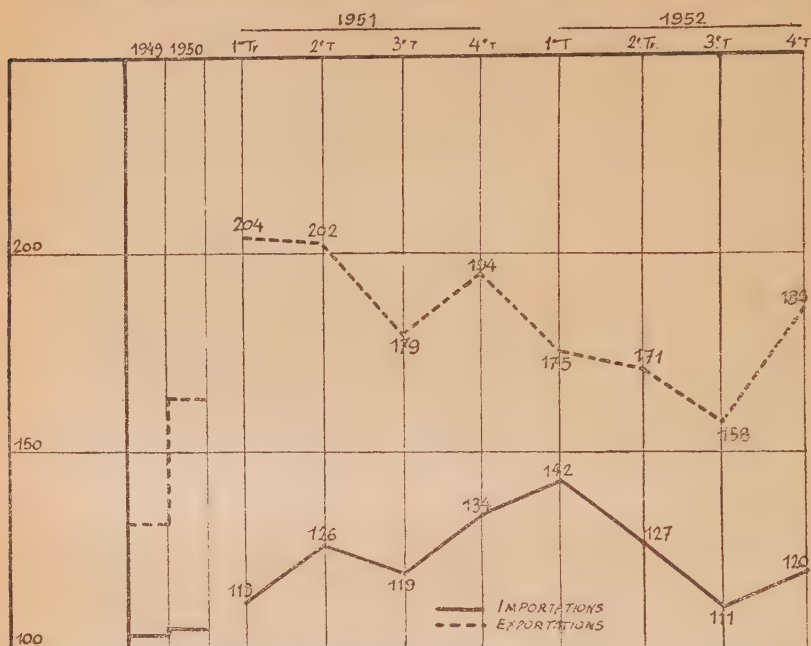
Rappelons encore que le volume d'importation de 1952 reste nettement plus élevé que ceux de l'année 1950 (indice 103) et de l'année 1949 (base 100). Nos approvisionnements seront donc assez abondants en règle générale.

1<sup>o</sup> Derrière l'identité des moyennes pour l'ensemble des années 1951 et 1952, il est intéressant de noter les variations suivantes par grandes catégories :

a) *Progression* du volume des importations étrangères de *matières premières et demi-produits*, de 123 à 127, essentiellement due à l'accroissement des achats pour le secteur énergie (de 111 à 126), et ceci jusqu'en fin d'année (indice 118 au quatrième trimestre);

b) Parmi les *produits fabriqués*, augmentation des achats de *biens d'équipement* (de 114 à 118);

V. — Indices de volumes sur la base 100 en 1938, de nos importations et exportations, pour chaque trimestre des années 1951 et 1952.



c) Recul des importations étrangères de produits d'alimentation (de 128 à 114), notamment au troisième trimestre (indice 83);

d) Parmi les matières premières et demi-produits, diminution des achats destinés à l'industrie (de 131 à 129) et surtout de ceux destinés à l'agriculture (de 119 à 88);

e) Recul également, dans la catégorie des produits fabriqués, des importations de biens de consommation (de 249 à 241), dont l'augmentation avait été considérable depuis les libérations d'échange, et qui avaient atteint l'indice 346 au cours du premier trimestre 1952.

2° L'accroissement en volume se marque pour les groupes suivants : produits laitiers (de 64 à 76), céréales et farines (de 83 à 118; notamment, avant la soudure : indice 200 pour le deuxième trimestre), boissons (de 25 à 44), industries alimentaires (de 63 à 96), combustibles minéraux solides (de 76 à 81), sidérurgie et première transformation des métaux (58 à 86), métaux non ferreux (92 à 119), pour les produits pétroliers (de 162 à 176), le bois (de 35 à 60).

La diminution en volume apparaît pour le total des produits de l'agriculture et des industries alimentaires (de 136 à 123), notamment pour les légumes et fruits (de 184 à 178), et surtout les oléagineux et corps gras (de 243 à 83), ainsi que pour le groupe café, thé, cacao et épices (de 246 à 235); pour l'ensemble des produits textiles (de 106 à 93), les machines et appareils (de 127 à 124) et divers pro-

duits minéraux ou produits en métaux n'appartenant pas aux groupes signalés au paragraphe précédent; pour les *produits chimiques* (de 216 à 125), pour le *caoutchouc* (de 155 à 142), les *cuirs et peaux* (de 150 à 133), les *pâtes à papier* (de 138 à 102).

### B. — *Exportations vers les pays étrangers.*

Le recul a été général pour l'ensemble de l'année 1952, l'indice moyen du volume s'établissant à 142 contre 178 en 1951 et 180 en 1950. Le boom qui avait suivi la guerre de Corée avait porté cet indice jusqu'à 199 au quatrième trimestre 1950 et 195 au premier trimestre 1951. Le minimum sera atteint au troisième trimestre 1952 à 132, la reprise du dernier trimestre ayant permis le relèvement déjà indiqué à 155.

1° Par *grandes catégories*, on notera cependant une *progression* des ventes à l'étranger de *matières premières et demi-produits destinés au secteur de l'énergie* (de 143 à 169) et à *l'agriculture* (de 100 à 114). Exceptionnellement, ces dernières se sont effectuées surtout au premier semestre.

Le recul est très net pour les *produits d'alimentation* (de 198 à 125; reprise à 153 au quatrième trimestre); pour l'ensemble des *matières premières et demi-produits* (de 196 à 161; 175 au quatrième trimestre), et notamment pour celles *destinées à l'industrie* (de 218 à 164); 184 pour les trois derniers mois); pour le total des *produits fabriqués* (de 140 à 118, avec une légère reprise à 125), les *biens d'équipement* ayant généralement conservé leurs débouchés (fléchissement de 174 à 173 seulement, avec un maximum de 181 au quatrième trimestre), tandis que les ventes de *biens de consommation* auront beaucoup reculé (de 125 à 93, restant en fin d'année en deçà du niveau de 1949, année de récession : indice 99).

2° Si nous nous reportons aux indices détaillés par *groupes de produits*, nous pouvons constater quelques avances significatives quant à l'orientation de la demande étrangère. Ainsi, malgré le recul général très accentué des ventes de produits alimentaires, note-t-on le développement des exportations de *légumes et fruits* (de 84 à 86, les expéditions ayant un caractère saisonnier très accentué, on confirmera cette indication générale par les statistiques des trois derniers mois : passage de 156 en 1951 à 161 en 1952). De même, s'il y a accroissement des ventes à l'étranger de *produits minéraux* (de 141 à 163 d'une année à l'autre), c'est essentiellement par suite de l'expansion continue de l'industrie du raffinage, les exportations de *produits pétroliers* s'élevant en moyenne de 230 à 363. La crise des industries textiles s'est accompagnée de fortes exportations de produits restés à un stade de *matières premières textiles* (de 93 à 130), qu'il s'agisse de coton, de laine ou surtout de *textiles artificiels*. Enfin, la baisse des ventes de l'industrie lourde française comporte une exception notable pour les exportations de produits d'équipement, comme l'indiquait la décomposition par grandes catégories et



le confirment les statistiques d'exportation du groupe *machines et appareils* (de 188 à 197).

Partout ailleurs, les indications détaillées par groupes de produits témoignent d'un fléchissement, souvent très prononcé. Ainsi en va-t-il pour l'ensemble des *produits de l'agriculture et des industries alimentaires* (chute de 321 à 111), notamment pour les *céréales et farines* (de 641 à 205) en dépit de l'orientation recherchée au moment de la révision du premier plan Monnet et qu'avaient consacrée nos engagements internationaux (on aura noté l'accroissement des importations nécessaires avant la nouvelle récolte); pour les *industries alimentaires, y compris le sucre* (de 321 à 111), les *produits laitiers* (de 82 à 63), les *boissons* (de 149 à 131). La baisse est profonde pour l'ensemble des *exportations textiles* (de 120 à 91), mais elle l'est bien davantage si l'on exclut du total les matières premières (chute de 140 à 81 pour le groupe *filés, fils et ficelles*, et de 122 à 77 pour les *autres produits*), avec cependant une reprise assez sensible au dernier trimestre. Il en est de même pour l'ensemble du groupe des *métaux communs et produits de leur transformation* (l'indice moyen passant de 186 à 143, avec remontée à 162 pour les trois derniers mois) : recul de 223 à 146 pour la *sidérurgie et première transformation des métaux* (avec reprise à 180 au quatrième trimestre); de 108 à 86 pour les *métaux non ferreux*; de 234 à 197 pour les *ouvrages en métaux* (218 dans les trois derniers mois); de 183 à 131 pour les *constructions électriques*; de 130 à 106 pour les *tracteurs, autos et cycles*. Notons également la baisse de nos ventes de *produits chimiques* (de 162 à 148, avec reprise à 161 en fin d'année); de *cuirs et peaux* (de 205 à 188, 194 au quatrième trimestre); de *bois* (matières premières et demi-produits) (de 238 à 114); de *papiers* (de 189 à 64); de *faïences, porcelaines et verreries* (de 130 à 105).

#### IV. — ÉVOLUTION DES ÉCHANGES PAR ZONES MONÉTAIRES.

A. — Le problème du dollar, qui a continué à préoccuper l'ensemble des pays européens, fait encore l'objet de commentaires approfondis dans les Etudes et Rapports internationaux. Ainsi a-t-on noté que la valeur des exportations des pays membres de l'O. E. C. E. vers les Etats-Unis et le Canada, qui avait presque doublé entre le premier semestre de 1950 et le deuxième trimestre de 1951, était, un an plus tard, inférieure de 13 % environ au maximum atteint<sup>4</sup>; cependant, une amélioration se dessinait au troisième trimestre. La même étude constate que « *les sorties actuelles de dollars consacrées à*

4. V. *Perspectives de l'Economie européenne*, 4<sup>e</sup> rapport annuel de l'O. E. C. E., Paris, déc. 1952, p. 81.

*l'achat d'importations et d'investissements privés à l'étranger sont encore nettement inférieures au niveau des recettes d'exportations des Etats-Unis* ». Le rapport entre ces deux chiffres ne représentent cependant guère plus de 1 à 1,5 % du produit national brut des Etats-Unis<sup>5</sup>; vis-à-vis de l'ensemble de la zone dollar, le déficit des pays de l'O. E. C. E., qui avait dépassé 7 milliards de dollars en 1947 et était tombé au chiffre exceptionnellement bas de 1,8 milliard de dollars en 1950, atteignait 3,2 milliards en 1951, et semblait devoir être compris entre 2,5 et 3 milliards au taux annuel du premier semestre 1952 (à la suite des *mesures exceptionnelles prises pour ralentir la cadence des achats de produits américains*).

La limitation des importations en provenance de la zone dollar n'a pas la même signification selon qu'elle est liée à un effort pour y substituer des produits d'autres zones ou qu'elle témoigne d'une nécessité de restriction, sinon même de l'apparition de tendances nettement régressives. Par rapport aux années de grande pénurie, des progrès très nets avaient été effectués, en 1948 et 1949, notamment pour la France<sup>6</sup>, dans le sens d'un transfert des sources d'approvisionnement. Mais une fois éliminées certaines circonstances exceptionnelles, rétablis des niveaux de production et des échanges traditionnels, non sans un fort soutien américain d'aide indirecte, les pays se sont heurtés à de très fortes résistances pour modifier plus profondément, en les détournant de la zone dollar, un grand nombre de courants d'importation essentiels<sup>7</sup>.

5. Cf. *ibid.*, p. 69. Quant aux difficultés d'obtenir cependant une nouvelle amélioration de la situation, on se reportera aussi tout particulièrement à l'*Etude sur la situation économique de l'Europe depuis la guerre*, préparée par la Division des Etudes et des Programmes de la Commission économique pour l'Europe, O. N. U., éd. provis., févr. 1953, not. chap. V, VI et VII.

6. Cf. notre chronique *Echanges extérieurs et politique commerciale*, de 1948 à 1950, p. 458-462, *Revue d'économie politique*, 1951.

7. Le Quatrième rapport de l'O. E. C. E. le constate pour des « *produits indispensables dont l'équivalent ne peut être fourni aujourd'hui ni par les pays membres ni par le monde hors de la zone dollar* » (céréales, coton brut et autres fibres textiles, certains métaux essentiels, sucre, produits forestiers, produits pétroliers, huiles et graisses animales et végétales). Cf. *op. cit.*, p. 63.

Après avoir remarqué que « *la production des marchandises exportées vers l'Europe occidentale se trouve en grande partie concentrée dans quelques secteurs qui seraient gravement atteints si ces exportations devaient être soudainement réduites* » et que cette observation vaut pour d'autres pays de la zone dollar, le rapport suggère une évolution progressive vers l'appel à « *diverses sources non dollar d'approvisionnement* ». Cf., dès qu'il sera rendu public, le chapitre VI de l'*Etude... de l'O. N. U. (op. cit.)*, qui étudie systématiquement la question.

En France, les achats dans la zone dollar ont atteint leur maximum au cours du premier trimestre 1952 (plus de 29 milliards de francs en février) et ont fléchi au second semestre jusqu'à des montants plus de moitié moindres en valeur (entre 10 et 13 milliards). Ces importations représentaient 18 % du total des achats à l'étranger en 1951 : après s'être élevées à 20 % d'un commerce fortement accru en février et mars, elles étaient ramenées à un pourcentage de 12 à 15 % dans les derniers mois, *les plus fortes réductions ayant porté sur des produits américains ou canadiens*. La moyenne pour 1952 sera de 17 % des importations de l'étranger.

La France aura dû faire appel aux *Etats-Unis* pour de fortes livraisons de *blé* (près de 3 millions 1/2 de quintaux contre 1,1 en 1951) et de *charbon* (en faible diminution : 3,4 contre 4,2 millions de tonnes). Les achats de *coton* auront été quelque peu réduits en poids (moins de 900 contre 987.000 quintaux), mais, avec la chute des cours, bien davantage en valeur (25 contre 35 milliards de francs). D'autre part, si, dans l'ensemble, les achats de *machines* et *biens d'équipement* ont été limités, on note encore un accroissement des valeurs importées pour les postes suivants : *métaux non ferreux*, *appareils de levage et de manutention*, *machines et appareils pour l'industrie chimique*, *machines-outils*, *machines à coudre*, *appareils électriques*, ainsi que pour les *automobiles*, les *tracteurs*, les *instruments d'optique*, *matériel photo*, etc.

Du *Canada*, la France aura importé moins de *bois*, de *matières servant à la fabrication du papier* (la réduction étant surtout assez considérable en valeur), mais si nous avons évité de passer, comme en 1951, de fortes commandes d'*orge*, nous aurons accru nos achats de *blé* et d'*oléagineux* dans de fortes proportions ainsi que ceux d'*amiante*, de *caoutchouc artificiel* et même d'*or* et *alliages* — et fait acquisition de *bateaux* pour (2,2 milliards).

#### VI. — Echanges par zones monétaires : Dollar U. S. A. et Dollar canadien.

(Moyennes mensuelles en millions de francs courants.)

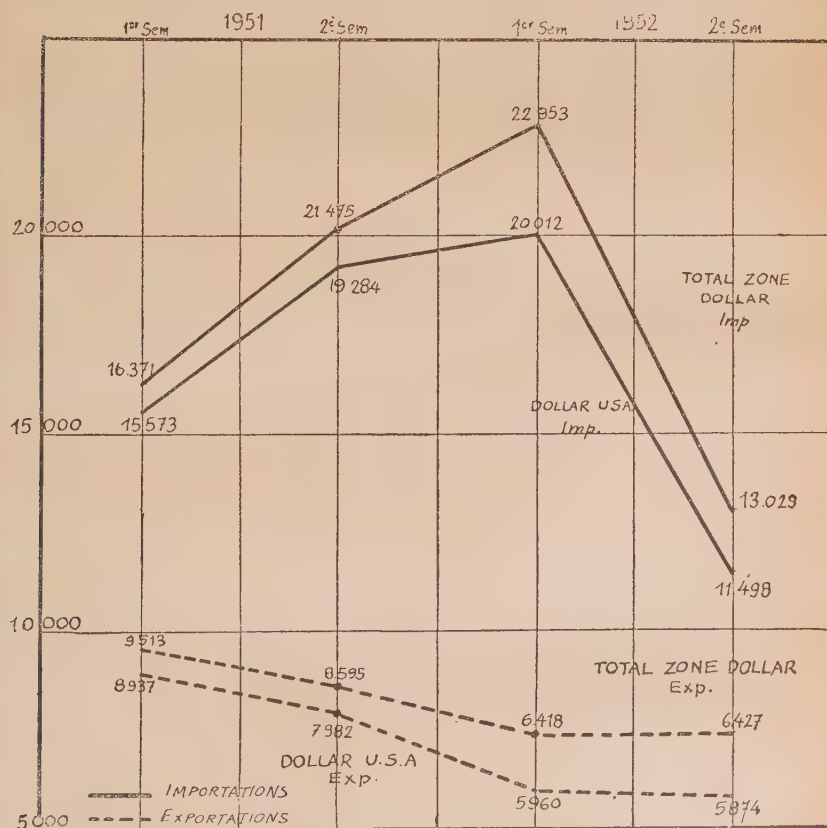
	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	1 <sup>er</sup> semes- tre 1951	2 <sup>e</sup> semes- tre 1951	1 <sup>er</sup> semes- tre 1952	2 <sup>e</sup> semes- tre 1952	1 <sup>er</sup> semes- tre 1951	2 <sup>e</sup> semes- tre 1951	1 <sup>er</sup> semes- tre 1952	2 <sup>e</sup> semes- tre 1952
TOTAL ZONE DOLLAR....	46.371	21.478	22.883	13.029	9.513	8.698	6.418	6.427
A. — Dollar U. S. A. ....	45.573	19.284	20.012	11.498	8.937	7.982	8.960	8.874
dont :								
Etats-Unis .....	43.783	16.536	17.423	9.342	7.649	6.898	4.771	4.386
Cuba .....	333	394	778	746	186	186	438	419
Venezuela .....	999	1.239	1.167	1.119	820	412	440	534
Colombie .....	468	788	409	14	340	233	244	577
B. — Dollar canadien ....	798	2.191	2.841	1.631	576	713	588	553

Les autres importations de la zone dollar ont quelque peu fléchi. Rappelons cependant encore que les paiements exigés en monnaie forte par certains pays ne sont pas repris parmi celles-ci, non plus que des achats de pétrole en provenance de la zone sterling mais réglés en cette même monnaie.

Depuis le dernier trimestre de 1950, la France avait amélioré sa position sur les marchés de la zone dollar : malgré un assez fort fléchissement dans les deux derniers mois, les exportations de 1951, atteignant au total 110 milliards, contre 58 l'année précédente, représentaient 12 %, au lieu de 8 % de nos ventes à l'étranger : en 1952,

### VII. — Relations commerciales avec la zone dollar.

(Moyennes mensuelles, en millions de francs-courants, pour chaque semestre des années 1951 et 1952.)



avec un recul de 77 milliards, nettement plus important que celui du total des exportations, le pourcentage est retombé à 9 %. La couverture des importations par les exportations, qui s'était élevée de 35 %



à 49 %, de 1950 à 1951, est, elle-même, ramenée à 36 % : le déficit atteindra 138 milliards.

Le fléchissement des exportations a été particulièrement marqué dans nos relations avec les Etats-Unis (de 88 à 53 milliards). Il convient de rappeler, cependant, le caractère exceptionnel qu'avaient eu en 1951 l'achat de nos réserves d'alcool (baisse des exportations de 18 à 4 milliards) et les commandes américaines de *produits sidérurgiques* (chute de 36 à 10 milliards). On notera, d'autre part, l'effet d'une restriction d'importation des *dentelles* (de 3,1 à 2,2 milliards), le recul des ventes de *fibranne et autres fibres artificielles* (de 1,5 milliard à 800 millions) et d'eaux-de-vie (de 2,1 à 1,1 milliard)... Mais beaucoup de ventes se sont développées : il suffira de noter que la seule disparition de la demande accidentelle, à caractère « marginal », qui avait suivi le déclenchement de la guerre de Corée (alcool éthylique et produits sidérurgiques) explique la baisse de nos exportations totales vers les Etats-Unis.

Si nous considérons les autres pays de la zone dollar, c'est surtout dans les relations avec ceux de l'Amérique centrale que l'on observe une chute grave des exportations françaises (de 12 à 4 milliards de francs) en corrélation avec le recul de leurs propres ventes (dont la valeur sur le marché français est passé de 20 à 10 milliards).

B. — Bien qu'aggravé du fait des échanges extérieurs de la France d'outre-mer<sup>8</sup>, le problème du dollar a été, à nouveau, résolu en 1952, quoique dans des conditions difficiles, par l'aide américaine et les commandes *off shore*. Une autre série de difficultés devaient se présenter tout au long de l'année 1952 dans nos relations avec la zone *sterling*, le déficit constant de notre balance commerciale à l'égard des pays *sterling* d'outre-mer aggravant la position débitrice de la France à l'*Union européenne des paiements* et la plaçant sous la menace d'un règlement en or ou en dollars de son solde cumulatif.

On remarquera que, de façon générale, le Royaume-Uni a réussi, en 1952, à améliorer sa balance des paiements sans accroissement de ses exportations par restriction systématique de ses achats autres que ceux effectués dans la zone *sterling* — et plus particulièrement vis-à-vis des pays participant à l'*Union européenne des paiements*. Le commerce extérieur de la France, bien que nous fussions également débiteurs de l'U. E. P., a subi directement la répercussion des nouveaux contingentements (comme nous l'avions déjà noté pour les derniers mois de 1951). Cependant, d'autres facteurs doivent être pris en considération pour expliquer la position plus difficile du commerce français sur les marchés britanniques.

8. Pour le premier semestre 1952, le commerce des pays d'outre-mer de l'Union française apparaît en déficit de plus de 33 millions de francs métropolitains avec la zone dollar. Cf. Rapport A. Philip, *Avis et rapports du Conseil économique*, Journal officiel 14 févr. 1953, Annexe V, p. 194. Sur la question du commerce extérieur de ces pays, voir *Etudes et Conjoncture*, Economie française, janv.-févr. 1953.

VIII. — Echanges par zones monétaires : U.E.P.  
(Moyennes mensuelles en millions de francs courants.)

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	1 <sup>er</sup> semes- tre 1951	2 <sup>e</sup> semes- tre 1951	1 <sup>er</sup> semes- tre 1952	2 <sup>e</sup> semes- tre 1952	1 <sup>er</sup> semes- tre 1951	2 <sup>e</sup> semes- tre 1951	1 <sup>er</sup> semes- tre 1952	2 <sup>e</sup> semes- tre 1952
<i>Union Européenne des paie- ments : TOTAL .....</i>	67.990	74.872	76.418	61.995	56.300	49.036	47.109	48.355
<i>Pays non sterling : TOTAL ..</i>	28.798	39.308	35.984	30.032	37.712	32.825	53.109	36.881
dont :								
Allemagne .....	6.690	9.865	9.876	9.281	6.387	5.236	5.431	7.700
Autriche .....	416	793	891	726	1.019	810	639	623
Danemark et Groenland ..	962	1.384	1.049	833	1.715	1.076	1.016	1.093
Italie .....	3.523	4.429	3.283	2.330	3.434	2.437	2.922	3.402
Norvège .....	768	1.169	880	704	1.124	920	935	1.898
Pays-Bas .....	2.041	3.703	2.747	2.723	3.830	2.651	2.305	2.431
Portugal .....	40	400	400	311	570	472	529	431
Suède .....	4.434	3.585	3.752	2.334	2.736	2.243	1.806	1.897
Suisse .....	2.448	2.886	2.816	3.481	7.398	8.029	8.361	8.919
Turquie .....	562	381	1.923	832	728	741	1.089	733
U. E. B. L. ....	5.441	7.170	5.688	4.586	7.770	6.492	6.323	6.929
Territoires néerlandais d'Amérique .....	306	238	27	36	34	28	39	79
Indonésie .....	983	964	730	321	284	294	162	196
Territoires portugais d'Afrique .....	703	865	413	186	88	138	314	187
Territoires belges d'Afri- que .....	907	1.203	992	1.138	141	242	291	231
<i>Pays sterling participant à l'O. E. C. E. : TOTAL ....</i>	13.439	15.740	16.202	13.863	14.700	11.811	9.684	8.760
dont :								
Royaume-Uni .....	4.383	5.132	4.943	5.120	12.520	9.761	7.592	6.616
Malaisie .....	3.797	3.028	2.682	1.374	562	422	268	217
Koweït .....	3.417	5.201	6.285	5.563	14	24	10	30
Autres pays d'Arabie ..	1.021	1.088	1.183	1.186	19	239	641	814
<i>Pays sterling n. p. à l'O. E. C. E. mais interve- nant U. E. P. : TOTAL ....</i>	25.720	19.825	24.232	18.100	3.888	4.398	4.317	2.714
dont :								
Afrique du Sud .....	5.017	3.920	5.496	3.694	788	667	807	640
Australie .....	7.797	4.282	5.581	5.385	1.174	1.336	786	415
Nouvelle Zélande .....	1.704	1.249	1.907	1.061	438	255	276	122
Union Indienne .....	1.387	1.068	631	442	741	687	1.011	591
Pakistan .....	2.259	1.913	2.140	434	344	382	400	231
Irak .....	3.058	2.699	3.239	5.436	53	51	86	125
Arabie séoudite .....	2.750	3.612	4.650	2.898	422	269	472	183
Iran .....	1.221	567	131	79	241	153	93	91
<i>TOTAL pour les pays de la zone sterling .....</i>	39.179	35.565	40.434	31.963	48.888	46.209	44.001	11.474

On ne perdra pas de vue le caractère multilatéral de nos échanges au sein de la zone sterling. Du côté des importations, qui représentent, comme l'année précédente, 35 % de nos achats à l'étranger, le fléchissement en valeur a été insignifiant (de 449 à 435 milliards). Il s'est même produit un léger accroissement des importations de Grande-Bretagne (de 56,7 à 60,3 milliards), qui s'explique d'ailleurs par de plus fortes livraisons de *charbon anglais* (de 6 à près de 11 millions de quintaux). Nos achats se sont maintenus dans les pos-

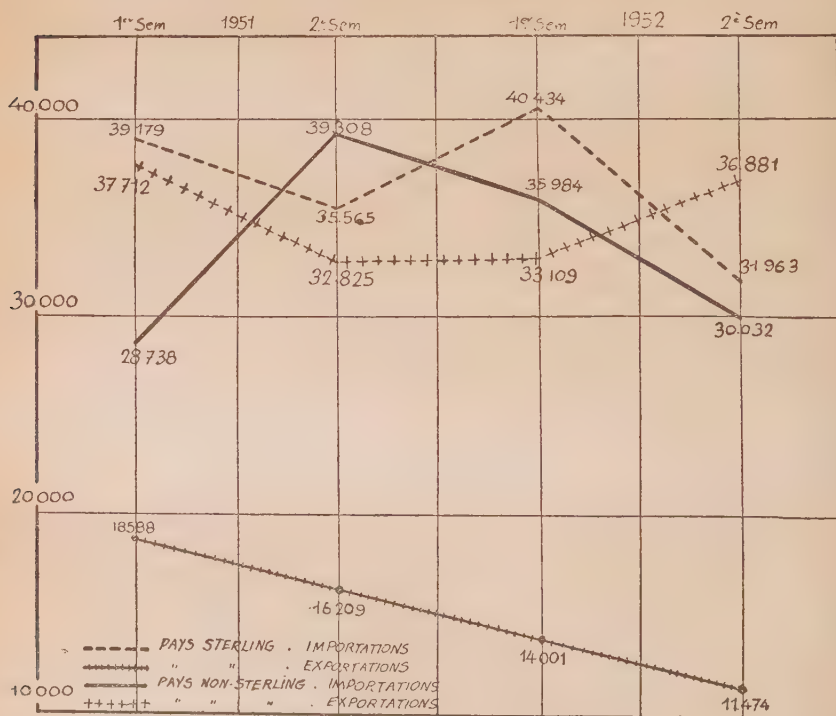
sessions de la couronne (104 milliards de francs) et ont très légèrement décliné dans le reste de la zone *sterling* (passant de 287 à 269 milliards). La baisse du prix de la laine, jointe à un volume de commandes un peu moindre, explique le fléchissement des importations d'*Australie*. Nous avons réduit nos achats d'*huiles végétales* dans l'*Union indienne* et de *jute* dans le *Pakistan*. Les importations de l'*Iran*, comptabilisées dans la même zone, sont tombées de près de 11 à 1,3 milliard.

Cependant, c'est en *Grande-Bretagne* que se fait traditionnellement la plus large part de nos exportations vers la zone *sterling*. Celles-ci ont fléchi dans leur ensemble de 200 à 153 milliards de francs. Les restrictions à l'importation au Royaume-Uni ont conduit à une compression de 134 à 85 milliards. Toutes les catégories de *fil*, *tissus*, *rubans*, etc., ont vu leurs ventes décliner dans des proportions souvent considérables (les exportations de fil aussi bien que de tissus de laine, qui atteignaient respectivement près de 5 milliards de francs en 1951, ont été réduites les unes et les autres à moins de 600 millions; les tissus de rayonne de plus de 1,7 milliard à moins de 400 millions; celles de tissu de *jute* et fibres assimilées, de près de 500 à

#### IX. — Relations commerciales avec les pays participant à l'U.E.P.

(pays *sterling* et pays non-*sterling*).

(Moyennes mensuelles, en millions de francs courants, pour chaque semestre des années 1951-1952.)



quelque 4 millions. Ainsi en va-t-il également d'autres catégories telles que les *bois*, par exemple, ou les *drilles et chiffons* et les *sacs d'emballage* — ou encore les *conserves de viande* — tandis qu'il faut noter un très net accroissement en valeur des ventes de *produits sidérurgiques*, et plus encore des *machines-outils*.

Les exportations vers les possessions de la couronne ont fléchi de près de 21 à 15 milliards de francs. Vers l'*Australie*, nos ventes, qui n'avaient pourtant pas dépassé 16 milliards en 1951, sont également tombées à 7 milliards en 1952. De très fortes compressions auront porté sur les acquisitions de diverses catégories de *tissus*, sur la *rubannerie*, les *velours*, *tulles*, *dentelles*, etc.; sur les *automobiles* ainsi que sur les *vins*, *eaux-de-vie* et *liqueurs*. Nos ventes de *produits sidérurgiques* auront quelque peu fléchi; les seuls postes importants en progression étant les *engrais chimiques*, les *produits pétroliers* et les *bois et ouvrages en bois* (dont un besoin exceptionnel s'était manifesté en *Australie*).

Dans ces conditions, les exportations vers la zone sterling ont fléchi de 22 à 19 % du total des ventes à l'étranger. Le déficit de balance commerciale est passé à l'égard de cette zone de 240 à 282 milliards, la couverture des importations par les exportations s'étant abaissée de 47 à 35 %.

C. — C'est le déficit à l'égard de la zone sterling qui explique dans l'ensemble l'aggravation de notre position débitrice à l'*Union européenne des paiements*. Notre balance commerciale à l'égard des autres pays de l'O. E. C. E. se sera, au contraire, améliorée, les importations en France de ces pays ayant été réduites de 402 à 390 milliards, tandis que les exportations auront elles-mêmes légèrement fléchi de 420 à 418 milliards de francs. Les pays continentaux d'Europe Occidentale et leurs possessions d'outre-mer auront ainsi participé pour près d'un tiers aux importations en France (31 % en 1951, 32 % en 1952), et désormais pour plus de la moitié aux exportations françaises vers l'étranger (le pourcentage passant de 45 à 51 % de ce total). Le solde créditeur, qui avait d'ailleurs dépassé 92 milliards en 1950 et s'était réduit à 18 en 1951, atteindra 28 milliards de francs.)

On notera l'évolution différente de nos échanges à l'égard de chacun des pays de l'O. E. C. E. n'appartenant pas à la zone sterling.

Les importations se sont accrues en provenance des pays suivants : *République fédérale allemande*, *Autriche*, *Grèce*, *Suisse*, *Turquie*, et, de façon très modérée, *Suède*.

Les exportations françaises ont augmenté vers les pays suivants : *République fédérale allemande*, *Grèce*, *Italie*, *Portugal*, *Suisse*, *Turquie*.

Au contraire, il y a eu diminution à la fois des importations et des exportations à l'égard des *Danemark* et *Groenland*, de la *Norvège*, des *Pays-Bas*, de l'*Union économique belgo-luxembourgeoise* et de ses



*T. O. M.* La réduction se marque seulement aux importations dans nos relations avec l'Italie, et aux exportations vis-à-vis de la Suède.

Cependant, la balance commerciale est restée déficitaire à l'égard de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suède; elle est redevenue négative dans nos relations avec l'Autriche et les Pays-Bas et leurs *T. O. M.*, tandis que partout ailleurs le solde apparaît excédentaire.

**X. — Echanges par zones monétaires : Autres pays.**

(Moyennes mensuelles en millions de francs courants.)

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	1 <sup>er</sup> seme- tre 1951	2 <sup>e</sup> seme- tre 1951	1 <sup>er</sup> seme- tre 1952	2 <sup>e</sup> seme- tre 1952	1 <sup>er</sup> seme- tre 1951	2 <sup>e</sup> seme- tre 1951	1 <sup>er</sup> seme- tre 1952	2 <sup>e</sup> seme- tre 1952
<i>Autres pays :</i>								
TOTAL.....	43.980	43.391	48.396	42.573	45.619	40.449	44.367	43.678
dont :								
Finlande .....	1.044	2.121	1.574	1.713	1.004	1.291	1.923	1.976
Pologne .....	439	890	781	634	518	450	426	528
Tchécoslovaquie .....	507	450	236	423	327	254	253	119
U. R. S. S. ....	226	455	730	326	54	228	494	482
Yougoslavie .....	233	194	586	216	290	461	717	838
Espagne .....	1.635	342	2.206	776	1.278	1.089	1.384	1.832
Egypte .....	2.423	1.435	1.532	1.481	2.080	1.947	1.838	1.063
Liban .....	76	118	95	61	777	622	773	763
Syrie .....	543	333	869	290	503	355	412	442
Chine .....	762	234	180	143	88	26	52	139
Japon .....	421	484	1.233	458	860	180	431	232
Argentine .....	3.413	2.466	1.503	1.762	2.291	3.686	1.535	559
Brésil .....	1.764	3.413	2.738	2.253	2.643	2.531	2.084	2.254
Chili .....	681	477	493	179	187	212	160	86
Mexique .....	696	1.749	1.680	310	640	837	376	403

D. — Enfin, dans nos relations avec l'ensemble des *autres pays*, les statistiques douanières font apparaître une réduction des importations de 201 à 192 milliards de francs (celles-ci représentant, en 1952 comme en 1951, 16 % de nos achats à l'étranger). Les exportations ont, elles-mêmes, fléchi de 197 à 170 milliards (21 % du total des ventes pour chacune des deux années). Le solde déficitaire est lui-même passé d'un peu plus de 4 à quelque 21 milliards (et la couverture des importations par les exportations, de 97 à 89 %).

Parmi ces « autres pays », différents groupes sont à distinguer : Les échanges avec les *pays de l'Est européen* sont restés à un niveau très bas. Nous constaterons que, même si l'on y inclut, comme dans le regroupement des statistiques de la *Direction générale des Douanes*, la *Finlande* et la *Yougoslavie*, le total des importations de l'Est européen ne représente que 4 % de nos achats à l'étranger, et celui des

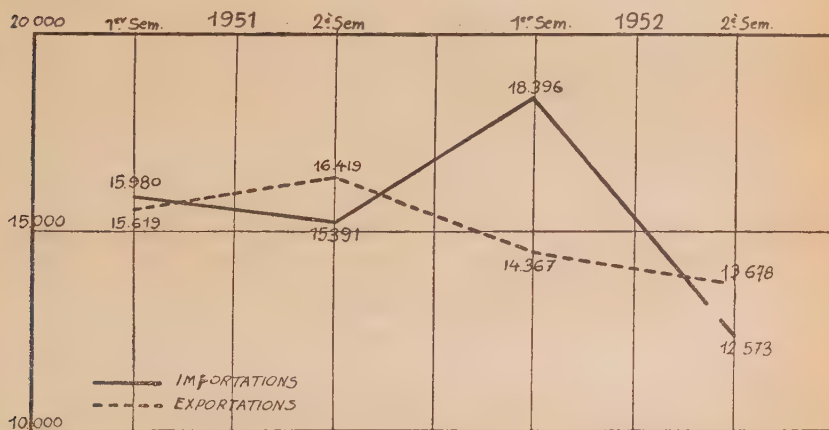
9. Indiquons que, pour le premier semestre 1952, la France d'outre-mer a eu un excédent de plus de 10 milliards de francs à l'égard de la zone sterling (V. Rapport A. Philip, *op. cit.*, Anneve V, p. 194). Si l'on tient compte également des importations de pétrole de la zone sterling réglées pour partie en dollars, et de la portion de frets compris dans les valeurs importées et enregistrées C. A. F.

exportations, 6 % de nos ventes. (Il s'est d'ailleurs produit un léger accroissement, le pourcentage n'ayant été que de 3 % pour les unes et les autres en 1951.) Les échanges se sont quelque peu développés avec l'U. R. S. S. tandis qu'ils restaient stationnaires avec la *Pologne* et marquaient une régression à l'égard de la *Tchécoslovaquie*. Vis-à-vis de la *Finlande* et de la *Yougoslavie*, les transactions ont marqué une certaine progression. En définitive, l'inclusion de ces deux derniers pays dans le regroupement des statistiques douanières ne doit pas faire illusion : les échanges avec l'*Est* restant très faibles.

Il s'est produit également un accroissement des achats et des ventes en *Espagne*. On constate, au contraire, des chutes assez profondes des importations et, plus encore, des exportations dans nos relations avec les *pays d'Amérique latine*, avec lesquels nous sommes liés par des accords bilatéraux. Ces derniers ont subi, en général, un fort recul de leurs ventes, tandis que leur demande d'importation, d'après les statistiques du premier semestre, se maintenait à un très haut niveau<sup>10</sup>; dans le cas particulier des relations avec la France, le resserrement des importations en Amérique latine a été, au contraire, très accentué.

**F. — Relations commerciales avec les pays autres que les pays « dollar », « sterling » ou « U. E. P. ».**

(Moyennes mensuelles, en millions de francs courants, pour chaque semestre des années 1951 et 1952.)



**V. — POLITIQUE COMMERCIALE, POLITIQUE MONÉTAIRE  
ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE.**

On trouvera ci-après la longue liste des *accords commerciaux et monétaires* conclus ou renouvelés au cours de l'année

10. Cf. O. N. U., *Bulletin mensuel de statistique*, févr. 1953.

1952. La politique commerciale, au sens le plus strict du terme, ne cesse de jouer un rôle : des arrangements de caractère plus général, celui de l'U. E. P. par exemple, ne dispensant pas d'accords particuliers tendant à l'ajustement des courants d'échanges entre les pays pris deux à deux. Le multilatéralisme ne joue encore que très imparfaitement, à travers de complexes circuits. Si parfois, comme dans le cas des rapports franco-allemands, des soldes importants ne sont pas rapidement résorbés, c'est beaucoup plus par suite de l'interférence de réglementations à caractère exceptionnel (mécanisme des comptes E. F. A. C. par exemple), qu'en raison de l'abandon de tout calcul de nature bilatérale. Quant aux « tiers-marchés » dont il est le plus souvent question, ceux de l'Amérique du Sud, ils restent eux-mêmes sous un régime strict d'accords bilatéraux — et ceci, dans leurs relations avec des pays qui nous sont concurrents aussi bien qu'avec la France : les fluctuations conjoncturelles suscitent bien des décalages, mais qui fournissent matière à de nouvelles négociations.

Il n'eût donc pas été difficile, en dépit des difficultés reconnues par tous, de tracer un bilan encore relativement optimiste des résultats de notre politique d'échanges. Nous pourrions insister sur le jeu de circonstances extérieures défavorables (crise, atteignant plus particulièrement notre clientèle des pays producteurs de produits bruts, embarras monétaires de la Grande-Bretagne ayant conduit au resserrement de son régime restrictif, fin des achats spéculatifs américains et maintien d'un protectionnisme direct et indirect très rigoureux aux Etats-Unis)... Etant données ces conditions, dont beaucoup sont de caractère transitoire, ne faudrait-il pas admettre que nos exportations, compte tenu surtout du redressement des derniers mois de 1952, n'ont pas subi un recul aussi grave qu'on pouvait le craindre au moment où nous écrivions notre précédente chronique ? Ainsi, aura-t-on noté que, défalcation faite d'achats exceptionnels, nos ventes se sont maintenues aux Etats-Unis. Or, l'essentiel reste le déficit à l'égard de la zone dollar et l'inconvertibilité des monnaies ne permettrait pas de le compenser par un excédent vis-à-vis des autres zones : le résultat décisif ne doit-il pas être attendu d'un effort persistant de négociations commerciales auprès des autorités américaines ? En conjonction avec les autres pays déficitaires, nous

devons, en effet, continuer à rechercher un abaissement véritablement substantiel du tarif douanier (et une simplification de la réglementation des importations) aux Etats-Unis .

D'autre part, il a été possible d'obtenir, en mars 1953, une certaine atténuation des restrictions quantitatives en Grande-Bretagne : puisque l'aggravation du déficit s'est produite en 1952 principalement dans nos relations avec la zone sterling, ne faut-il pas escompter un redressement de ce côté, une fois résorbées les difficultés monétaires qui lui étaient propres ? Et bien d'autres considérations pourraient être présentées relativement aux conditions particulières de nos échanges avec chaque zone ou chaque groupe de pays ; qu'il s'agisse des relations entre l'Est et l'Ouest, de l'amélioration de notre commerce bilatéral avec l'Argentine, le Brésil ou le Mexique, voire de la promotion de nos ventes dans le sud et le sud-est asiatique.

#### XI. — Accords commerciaux et financiers signés ou renouvelés en 1952.

##### *Janvier.*

Autriche (accord commercial pour un an).

Finlande (remaniement comportant majoration des exportations françaises).

Pays-Bas (renouvellement).

Italie (accord de paiements pour un an, renouvelable par tacite reconduction compte tenu de l'U.E. P.).

Suisse (accord économique et financier prévoyant la réduction des exportations françaises et l'accroissement des exportations suisses).

##### *Février.*

Portugal (accord commercial valable un an).

Pakistan (accord bilatéral sur 40 milliards de livres sterling d'importations et d'exportations réciproques).

##### *Avril.*

Iran (reconduction de l'accord commercial de 1949 et accord de paiements).

Japon (accord commercial).

##### *Mai.*

Egypte (accord renouvelé par tacite reconduction).

Hongrie (prorogation de l'accord commercial).

Indonésie (accord commercial).

Suède (échange de lettres) prévoyant un accroissement des exportations françaises à concurrence de 800 millions de francs).

##### *Juin.*

Japon (remise en vigueur des dispositions générales du traité de commerce de 1914).

Yougoslavie (accord commercial).

##### *Juillet.*

Danemark (accord commercial).

Haïti (accord commercial et financier).

Irlande (prorogation de l'accord jusqu'au 30 septembre).

Norvège (accord commercial pour un an).

Pays-Bas (prorogation de l'accord jusqu'au 30 septembre).

Suède (accord commercial).

Tchécoslovaquie (prorogation jusqu'au 30 septembre).



*Août.*

- Argentine (arrangement commercial triangulaire avec les Etats-Unis qui, devant exporter 200.000 tonnes de blé en Argentine, recevront 200.000 tonnes d'orge de la France; importation dans notre pays de 260.000 tonnes de maïs argentin).
- Egypte (renouvellement de l'accord commercial).
- Grèce (reconduction de l'accord commercial au 31 décembre).
- Turquie (protocole annexe à l'accord commercial de 1946).
- Yougoslavie (accord sur les avoirs français nationalisés : ratification).

*Septembre.*

- Pakistan (accord commercial pour l'année 1953).

*Octobre.*

- Colombie (accord pour un an prévoyant l'achat de 5 millions de dollars de café colombien et la vente de produits français faisant l'objet de restrictions quantitatives à concurrence de 1,5 millions de dollars).
- Danemark (accord commercial).
- Norvège (accord commercial).
- Pays-Bas (prorogation de l'accord commercial).
- Pologne (accord bilatéral prévoyant 7 milliards de francs d'échanges réciproques).

*Novembre.*

- Autriche (prorogation de l'accord commercial jusqu'au 31 mars 1953).
- Espagne (accord commercial pour un an).
- Islande (prorogation jusqu'au 31 mars 1953).
- Italie (prorogation de l'accord de 1951 jusqu'au 31 mars 1953).
- Suède (accord commercial jusqu'au 31 mars 1953).
- Suisse (prorogation de l'accord commercial jusqu'au 31 mars 1953).
- Tchécoslovaquie (prorogation de l'accord commercial pour trois mois).

*Décembre.*

- Grèce (accord commercial pour l'année 1953).
- Portugal (prorogation de l'accord commercial au 31 mars 1953).
- Suisse (accord financier pour un an).

Cependant, bien des questions seraient ainsi laissées dans l'ombre. En voici quelques-unes :

a) On a remarqué qu'à l'intérieur des contingents globaux attribués aux importateurs britanniques en 1952, la part utilisée pour des achats en France a, elle-même, diminué : les prix étaient-ils devenus trop élevés ou les produits français témoignaient-ils d'une moindre aptitude à satisfaire la demande lorsque celle-ci était resserrée ?

Sur les marchés d'Amérique Centrale appartenant à la zone dollar aussi bien que dans les autres pays d'Amérique latine, le recul de nos exportations semble également avoir été particulièrement accentué; les marchandises que nous y offrons ne devraient-elles pas consister davantage en biens d'équipement, moins sensibles à des contractions de ce genre ?

c) L'aide à l'exportation, sous les formes diverses que nous avons rappelées, apparaît bien comme un palliatif aux difficultés actuelles, en l'absence de toute action en profondeur

sur la contexture des prix et surtout sur l'ensemble de la structure économique française.

d) Notons enfin les résultats enregistrés par la suite dans les premiers mois de 1953; ils ont démenti les trop grands espoirs fondés sur la reprise du dernier trimestre de 1952.

En réalité, un double problème n'a cessé de se poser : *problème de prix*, imparfaitement et provisoirement résolu dans les conditions que l'on sait; *problème de politique économique générale et de réadaptation structurelle*.

En ce qui concerne les prix, on aura voulu écarter la solution brutale de la dévaluation monétaire. Ce n'est pas, rappelons-le, que le paradoxe de *termes d'échanges aggravés* au cours de l'année 1954 ait dû détourner d'un effort systématique de compression des prix français : il vient, en effet, un moment où la question essentielle n'est pas tant l'élasticité globale de la demande extérieure que son *élasticité de substitution* par rapport à des offres concurrentes. Pas davantage ne suffisait-il d'observer que la place prise dans la compétition internationale par des pays comme l'Allemagne ou le Japon tient de ce qu'ils ont retrouvé leur capacité de production et leur puissance d'expansion et que, de ce côté, la solution ne relève pas d'un problème de sous-enchère systématique : les réalignements de prix ne s'imposent pas seulement comme *stimulants d'une reprise éventuelle* : ils peuvent être aussi la *sanction* d'une disparité temporaire, sinon d'un recul inéluctable.

Il faut le reconnaître : si une solution extrême comme la dévaluation a été écartée au début de 1952, ce n'est pas seulement pour des considérations de principe, alors souvent invoquées officiellement, ni même pour des raisons d'ordre international, comme celles qui ont été soulignées ci-dessus (41). Les difficultés d'ordre interne précisées dans notre précédente chronique sont apparues déterminantes. Toute réadaptation monétaire ne peut être qu'un point de départ en vue d'une

41. Cf. notamment le rapport présenté au nom du Conseil économique par A. Philip, *op. cit.*, p. 190 : ... « sans doute (le problème des prix) est-il grave et le décalage entre nos prix et celui des autres pays européens ne saurait-il subsister sans de redoutables conséquences, mais le problème des rapports commerciaux de la France et de ses territoires d'outre-mer avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ne saurait être résolu par une seule réduction des prix, encore moins certainement par une dévaluation que le Conseil économique a déjà condamnée le 20 mars 1952... »

remise en ordre de la structure des prix relatifs des divers produits et services — autrement dit, des *termes intérieurs de l'échange* et, par-delà ceux-ci, de toute la texture des activités productrices<sup>12</sup>. Il n'a pas semblé possible d'agir brutalement dans ce sens, et c'est pourquoi l'on a craint de « relancer le pays dans une nouvelle phase de hausse généralisée des prix »<sup>13</sup>. Allant plus avant dans l'analyse, on a fait observer que, dans les conditions des années d'après-guerre, l'économie française, faute d'une mobilité suffisante des facteurs de production, n'avait pas suffisamment réagi aux variations des prix relatifs — et c'était là mettre en cause tout le jeu des mécanismes traditionnels en face d'une rigidité supposée extrême de notre économie<sup>14</sup>.

Il se peut que, prise à la lettre, une telle assertion n'apparaisse pas entièrement fondée : fréquemment, depuis 1947, nous avons eu l'occasion de noter un jeu de réadaptations nullement négligeables. Mais s'il s'agit d'aller beaucoup plus loin dans l'ajustement des structures d'exportation — agricoles aussi bien qu'industrielles — il semble, en effet, difficile d'escompter que les seules indications de prix puissent entraîner des réactions suffisamment rapides.

Par-delà les problèmes de politique monétaire et de politique commerciale (au sens strict du terme) se pose ainsi un problème de *politique économique générale*. Il convient de ne pas en perdre de vue les difficultés actuelles. Des raisons très diverses ont contribué à donner aux exportations françaises un caractère « marginal » dans le commerce mondial :

1° Les débouchés extérieurs ne représentent pour un grand nombre d'articles diversifiés qu'un simple élément d'appoint; le marché français, chaque fois que la demande intérieure n'est pas suffisamment contenue, tend ainsi à absorber par priorité

12. V. notre Chronique sur les échanges extérieurs en 1951, *op. cit.*, p. 520 : « ... dans la mesure où la pression résulte de la hausse de certains prix — les prix extérieurs des matières premières et des denrées importées — le critère majeur réside dans l'aptitude du système qu'ils tendent à former avec les autres prix, à supporter ce que l'on peut considérer originairement comme une « distorsion ». Or, les pays étaient différemment armés pour s'opposer à un réalignement susceptible d'annuler rapidement les effets soit d'une dévaluation, soit de toute autre manifestation d'une altération des termes de l'échange. » V. aussi notre article *L'alignement monétaire et les diversités structurelles des économies*, *Revue de la Porte océane*, oct. 1949.

13. Cf. Rapport Philip, *op. cit.*, p. 180.

14. Cf. O. N. U., rapport cité, chap. v.

des marchandises pour lesquelles l'offre d'exportation manquera de continuité.

A leur tour, les marchés d'outre-mer de l'Union française offrent souvent un déversoir plus facile, ne laissant qu'un « surplus » à l'effort de promotion vers l'étranger.

2° Le caractère « non essentiel », sinon de luxe, de produits traditionnels — dont la vente a d'ailleurs eu une très nette tendance à fléchir sur la longue durée — les condamne à subir de très amples fluctuations de la demande étrangère, notamment lorsque s'ajoute à un mouvement de contraction spontanée une série de restrictions imposées.

3° Aussi bien que les décalages entre prix français et prix extérieurs, le défaut de plasticité de l'offre — de produits agricoles ou industriels — par rapport aux indications des prix relatifs a incité les pouvoirs publics au soutien de secteurs plus ou moins détaillants (selon des modalités qui ont, d'ailleurs, leur équivalent à l'étranger).

Sans doute ne serait-il pas exact de dire qu'une réadaptation des courants d'échange ne se poursuit pas d'année en année. Les conditions présentes de l'offre et de la demande internationales sont suivies de plus en plus près. On tente de grouper les exportateurs dispersés, de développer l'assurance-crédit, etc. Mais le plus difficile problème — celui dont dépend l'orientation de la *politique économique générale* — tient à l'incertitude persistante quant aux objectifs d'un équilibre de longue période; qu'il s'agisse de promotion des ventes aux Etats-Unis, de l'organisation d'un marché européen, faisant suite à la création du pool charbon-acier, ou de l'aménagement des relations multilatérales avec les pays de la zone sterling, qu'on envisage les possibilités d'échanges avec l'Est européen ou les besoins d'importation des pays sous-développés de divers continents, une conjugaison des efforts reste nécessaire. Ceux qui sont entrepris à l'intérieur du pays supposent, au-delà d'encouragements parcellaires, des investissements systématiquement orientés — et ceci en liaison avec d'autres efforts, ceux que doit poursuivre parallèlement notre diplomatie économique. La vieille politique de négociation de traités de commerce ou d'accords tarifaires n'ignorait sans doute pas un tel besoin de coordination.

Jean WEILLER.



## ÉVOLUTION DES TRANSPORTS

---

SOMMAIRE. — *Les transports ferroviaires : Reconstitution et équipement. Trafic voyageurs et marchandises. Productivité. Situation financière.* — *Les transports routiers : Le réseau routier : Reconstruction et équipement. Evaluation du trafic.* — *Les transports fluviaux : Le réseau fluvial. La flotte fluviale. Le trafic.*

L'important trafic, réalisé par l'ensemble des transports intérieurs en 1951, s'est difficilement maintenu pour l'année 1952, qui se présente comme une année de stagnation.

Mais, fait plus caractéristique, la tendance à la hausse qui régnait depuis le second semestre de l'année 1950, à la suite des événements de Corée, se trouve renversée à la fin du premier semestre de 1952, et une période de régression commence, qui se poursuit encore à l'heure actuelle. Le maximum de la courbe du trafic peut être situé dans les six premiers mois de l'année 1952; la baisse qui lui fait suite correspond assez bien au ralentissement de la production industrielle, dont l'indice général, supérieur au début de 1952 à celui de 1951, se rapproche mois par mois de ce dernier.

Un autre fait, peut-être indirectement lié au précédent, est le redoublement d'efforts tendant à organiser les transports tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Les solutions proposées jusqu'à présent sur le plan national sont fragmentaires et font plus l'effet de palliatifs que de véritables remèdes. Mais les discussions qui accompagnent ces différentes tentatives font progresser la question et avancent l'heure où se réalisera une coordination véritablement efficace. Sur le plan européen, les transports, organismes de liaison, devraient être parmi les premiers éléments intégrés. Les mesures d'organisation actuellement à l'étude auront leur répercussion sur les transports intérieurs.

## LES TRANSPORTS FERROVIAIRES.

De même que les années précédentes, les investissements ferroviaires sont notoirement insuffisants pour permettre une modernisation rapide sans laquelle tout accroissement important de productivité semble maintenant illusoire.

Faute de crédits, la date finale de la reconstruction s'éloigne chaque année. En 1952, les crédits affectés à la reconstruction n'ont pas dépassé 21 milliards de francs. La loi de finances pour 1953 prévoit 15,7 milliards à titre d'acompte de reconstitution de la S. N. C. F. La reconstitution du matériel roulant étant achevée et ne nécessitant plus que des crédits de paiement pour les commandes en cours, ce sont les installations fixes qui supportent le retard occasionné par la faiblesse des crédits. Au rythme actuel des dépenses engagées, la reconstruction ne pourrait être achevée avant 1961. Pourtant il reste peu de choses à faire : 75 milliards de francs de travaux sur une dépense prévue de 441,3 milliards en francs de 1952. Sur ce solde, 6 milliards correspondent à des opérations actuellement en cours, 35 se rapportent à des travaux à réaliser de toute urgence et 15 à des opérations pouvant être différées de deux ou trois ans. Fin 1952, les voies principales sont rétablies, à l'exception de quelques tronçons à quatre voies mis à double voie, ou à double voie mis à voie unique pour dégager les matériaux de voie indispensables à l'entretien. Toutes les voies déposées ne seront pas rétablies; par mesure d'économie, et lorsque les conditions du trafic le permettront, la S. N. C. F. envisage de maintenir à voie unique un grand nombre de lignes anciennement à double voie. Bien que les voies de service essentielles à l'exécution des transports soient rétablies, la situation provisoire de beaucoup d'entre elles, entraînant des manœuvres onéreuses, nécessite un aménagement définitif. Les installations de signalisation sont également sur de nombreux points en situation provisoire. Seuls quelques grands ouvrages d'art restent à reconstruire en définitif, tels ceux de Kehl, de Caronte. Mais sur des lignes moins importantes de nombreux ouvrages, encore en provisoire, devront être remplacés à brève échéance par des constructions définitives pour des raisons de sécurité. Quelques ouvrages non essentiels mais permettant une exploitation plus facile et plus économique devront être reconstruits :

pont de la Voulte sur le Rhône, pont de Châtellerault sur la Vienne, etc. La reconstruction des bâtiments est la moins avancée, 500.000 m<sup>2</sup> de surface couverte restent à reconstruire. Les bâtiments à voyageurs sont encore, à quelques exceptions près, dans la situation où ils étaient en 1945. La plupart des bâtiments de service sont dans un état déplorable. Sur 6.000 logements détruits, il en reste 2.000 dont la reconstruction n'est pas entreprise. La valeur des travaux de reconstruction restant à effectuer se répartit comme suit : voies, 13,2 milliards; signalisation, 12,3 milliards; ouvrages d'art, 7,5 milliards; bâtiments, 23 milliards; logements, 9 milliards; divers, 8 milliards.

La loi du 7 février 1953 fixe les autorisations de dépenses de travaux neufs pour la S. N. C. F. à 37.450 millions, dont 18.686 millions pour la reconstruction du matériel roulant et des installations fixes et 18.764 millions pour les dépenses d'établissement. La S. N. C. F. ne bénéficiant plus des prêts du Fonds de modernisation et d'équipement était autorisée à se procurer 30 milliards par voie d'emprunt. C'est donc pour assurer le financement de ses dépenses d'établissement et de reconstitution que la S. N. C. F. a procédé au mois de mars dernier à l'émission d'un emprunt garanti par l'Etat. Deux types de bons amortissables en quinze ans ont été offerts aux souscripteurs : l'un à 6 %, suivant les formules habituelles; l'autre indexé, l'intérêt et la valeur de remboursement variant suivant le prix du tarif voyageur 3<sup>e</sup> classe.

Parmi les dépenses d'établissement, 11,4 milliards serviront à financer les travaux d'électrification en cours sur les lignes Lyon-Culoz et Valenciennes-Thionville et à commencer ceux de la ligne Mâcon-Ambérieux. Ces investissements sont en effet parmi les plus rentables. La traction à vapeur, aujourd'hui périmée, doit être remplacée par la traction électrique sur les parcours à forte densité de circulation, le tracteur Diesel et l'autorail étant réservés aux petites lignes. L'électrification de la ligne Paris-Lyon, complètement réalisée depuis le 24 juin 1932, permet une économie annuelle de 6,5 milliards de francs et laisse disponibles pour l'industrie 620.000 tonnes de charbon. La ligne Valenciennes-Thionville électrifiée sera également d'une haute rentabilité : si le trafic voyageurs y est peu important, le trafic marchandises est un des plus élevés en raison des transports de minerais, de houille et de coke; le tonnage

kilométrique brut dépasse 7 milliards pour une ligne de 363 kilomètres, alors que le trafic marchandises total de la S. N. C. F. représente 125 milliards de tonnes-kilomètres brutes; la consommation annuelle de charbon sur cette ligne est proche de 300.000 tonnes.

Considéré globalement, le trafic de la S. N. C. F. en 1952 représente 72,7 milliards d'unités de trafic, contre 73,5 en 1951. Cette baisse d'environ 1 % est uniquement imputable au trafic marchandises, le trafic voyageurs s'étant maintenu comme l'indiquent les indices ci-dessous :

	1938	1948	1949	1950	1951	1952
Voyageurs transportés..	100	120	111	101	101	100
Voyageurs-kilomètres ...	100	139	134	119	128	129

L'ensemble des voyageurs transportés, 540 millions contre 549 en 1951, est en diminution de 1,6 %. Si le nombre des voyageurs est à peu près égal à celui de 1938, il reste toutefois inférieur de près de 30 % à celui de 1929. Le trafic kilométrique de l'ensemble des voyageurs, en progression de 1,1 %, s'élève, en 1952, à 28,4 milliards de voyageurs-kilomètres contre 28,1 en 1951.

Ce trafic est, à moins de 1 % près, le même qu'en 1929, mais il est supérieur de 28,5 % à celui de 1938. La différence des pourcentages, caractérisant le nombre des voyageurs et celui des voyageurs-kilomètres, correspond à l'allongement de la distance parcourue par un voyageur entre l'avant-guerre et l'époque actuelle; en 1952, ce parcours moyen est de 52,6 kilomètres, contre 36,9 en 1929.

Nous avons vu les années précédentes l'intérêt que présente la décomposition du trafic voyageurs en trafic des grandes lignes et trafic de la banlieue de Paris. Le premier, pour 1952, n'enregistre qu'une baisse insignifiante de 0,4 % du nombre des voyageurs transportés; le second est de 3,4 % plus faible qu'en 1951. En voyageurs-kilomètres, la baisse est de 5 % sur le trafic banlieue, alors qu'une hausse de 2,1 % apparaît sur le trafic grandes lignes.

Comme les années précédentes, le trafic banlieue continue à décroître bien que plus lentement; il en est de même de la distance moyenne parcourue par un voyageur de banlieue. Au contraire, le parcours moyen d'un voyageur de grandes lignes s'accroît d'année en année. Nous avons déjà noté cette évolution liée



au développement des transports routiers, le chemin de fer conservant la supériorité pour les grands parcours du trafic grandes lignes et résistant en outre à la concurrence sur la proche banlieue du fait de la densité, de l'intensité et de la régularité des services ferroviaires, et du moindre intérêt qu'offre, dans ce cas, le transport routier individuel.

La tendance à la baisse du trafic voyageurs banlieue est ancienne et la S. N. C. F. ne peut espérer conserver sa position sur ce trafic, véritable service public, d'exploitation déficitaire. Mais un fait plus inquiétant est l'évolution récente du trafic voyageurs grandes lignes. Au cours des six premiers mois de l'année 1952, ce trafic avait été constamment supérieur à celui des mois correspondants de l'année précédente, et ceci malgré la majoration des tarifs voyageurs du 28 janvier 1952. Or, il n'en est plus de même au cours du second semestre où le trafic a été en moyenne inférieur de 4 % en nombre de voyageurs transportés et de 2 % en voyageurs-kilomètres. Si cette tendance se poursuit en 1953, la situation sera d'autant plus sérieuse que ce ralentissement du trafic est intervenu hors de toute hausse tarifaire. Les avantages offerts au public, tels que la vente de billets aller et retour touristiques à réduction de 20 à 30 %, dont le succès a été grand, n'ont pas pour autant arrêté le déclin du trafic voyageurs.

Le trafic marchandises, en 1952, est caractérisé par les indices suivants :

	1938	1948	1949	1950	1951	1952
Tonnage transporté.....	100	119	121	115	134	131
Tonnage kilométrique .....	100	156	153	147	171	167
Wagons chargés et entrés chargés .....	100	93	88	84	92	87

Le tonnage transporté en trafic commercial s'établit à 173 millions de tonnes, en baisse de 2,3 % par rapport à 1951. Le tonnage kilométrique commercial, de 44,3 milliards de tonnes-kilomètres, est 2,4 % plus faible que celui de l'année précédente. Bien qu'en baisse sur 1951, le trafic reste élevé; en tonnes-kilomètres, il dépasse de 6 % celui de 1929, mais par rapport à cette même date, le nombre des tonnes transportées est inférieur de 22,4 %. Ceci met en évidence l'allongement de la distance moyenne de parcours, passée de 188 kilomètres en 1929, à 200 en 1938, puis à 256 en 1952, allongement déjà constaté pour le trafic voyageurs. Par rapport à 1951, le par-

cours moyen d'une tonne n'a pour ainsi dire pas varié. Il n'en est pas de même du chargement moyen d'un wagon qui s'est élevé de 13,1 tonnes, en 1951, à 13,6 en 1952, soit une hausse de près de 4 %.

Actuellement, le tonnage moyen chargé par wagon diffère notablement de celui de la période d'avant-guerre; il représente 151 % par rapport à 1938 où le chargement était de 9 tonnes.

L'accroissement de 11 % de la capacité moyenne d'un wagon depuis cette époque, par suite du renouvellement du parc en véhicules neufs, est une des causes de l'augmentation du chargement moyen; une autre cause est l'utilisation plus rationnelle du matériel, conséquence de l'effort poursuivi depuis la fin de la guerre par la S. N. C. F. pour accroître sa productivité. Ces considérations doivent inciter à beaucoup de prudence dans les comparaisons portant sur le nombre de wagons chargés, surtout pour des périodes éloignées dans le temps. Lorsqu'il s'agit d'époques assez proches, la principale cause de variation du chargement moyen d'un wagon est due à la nature du trafic, à l'importance relative des différentes marchandises dans l'ensemble des produits transportés, le tonnage moyen variant, suivant les produits, de 1,5 tonne pour les transports de détail à 41 tonnes pour les transports de minerais de fer.

La baisse du tonnage transporté par la S. N. C. F. en 1952 est due aux combustibles minéraux solides, en diminution de 5 %, aux produits agricoles, de 7,8 % pour les céréales et denrées non périssables, et aux transports de détail, groupages et colis qui fléchissent de 5,3 %. L'accroissement des transports de minerais, 6,7 %, des produits métallurgiques, 3,5 %, et des matériaux de construction, 3,9 %, n'a pas été à même de compenser cette baisse de tonnage et encore moins la perte financière qui en résulte. Les transports de céréales, denrées, groupages et détail étant parmi les plus rémunérateurs, le produit moyen de la tonne-kilomètre a fléchi de 3,4 %. La route concurrençant activement le rail pour le transport de ces produits est en grande partie responsable de la baisse de trafic survenue depuis 1938 : 11,8 % pour les céréales et denrées; 23,6 % pour les groupages, détail et colis.

De même que pour le trafic voyageurs grandes lignes, la baisse du trafic marchandises se manifeste uniquement dans

la seconde moitié de l'année. Depuis le deuxième semestre de 1950, les transports commerciaux étaient en progression et dépassaient, chaque mois, le niveau correspondant de l'année précédente; le mois de juin 1952 a marqué un renversement de tendance. Depuis cette date, le tonnage transporté est de 5 à 10 % inférieur à celui de 1951, sauf pour le mois de septembre qui a bénéficié de plus importants transports agricoles, et surtout d'un fort trafic de minerais et de produits métallurgiques. Pour les deux derniers mois de l'année, la baisse du tonnage transporté est de 8 à 9 %; le début de l'année 1953 ne présente aucune amélioration. Les transports de détail et de groupages, plus liés à l'activité du commerce et des industries de biens de consommation, ont fléchi dès le mois d'avril 1952.

Malgré la répercussion défavorable de cette baisse de trafic sur les résultats d'exploitation de la S. N. C. F., la productivité de la main-d'œuvre marque encore une légère amélioration, passant de 79,5 à 80,8 unités de trafic par heure de travail d'agent. Ce résultat a été obtenu par une réduction d'effectifs de 14.000 personnes au cours de l'année 1952, soit une diminution de 3,3 % de l'ensemble du personnel qui, au 31 décembre, ne comprenait plus que 410.800 agents contre 480.200 fin 1947.

Le rendement du matériel s'accroît également. La diminution de l'effectif du matériel étant supérieure à celle du trafic, le nombre d'unités kilométriques du trafic commercial par engin moteur en service s'élève à 7,13 millions, soit un progrès de 2,7 % sur l'année 1951. Le nombre de tonnes-kilomètres utiles par wagon en service est de 112.300, supérieur de 2 % par rapport à l'année précédente; celui des voyageurs-kilomètres par véhicule en service s'accroît de 5,3 % en 1952 et atteint 1,59 million de voyageurs-kilomètres. La baisse d'effectifs a été rendue possible par la diminution des immobilisations pour réparation. Celles-ci, de 1951 à 1952, sont passées de 10,1 à 9,8 % pour les engins moteurs, de 14,4 à 12,6 % pour le matériel à marchandises, et de 15,2 à 13,7 % pour le matériel à voyageurs.

La mise en service de la traction électrique entre Dijon et Lyon a conduit à une réduction du parcours des trains à vapeur et à une augmentation du parcours des trains électriques. En 1952, sur 191,7 millions de kilomètres parcourus par les trains de

voyageurs, la traction à vapeur et par Diesel en représentent 43,5 %, les autorails 32,5 %, la traction électrique 24 %. Celle-ci effectue également le trafic marchandises entre Paris et Lyon. La consommation de charbon est passée de 6.110.000 tonnes en 1951 à 5.700.000 tonnes en 1952; par contre, celle d'électricité a été de 1,3 milliard de kWh contre 1,23 en 1951. La consommation totale de la S. N. C. F. en équivalent charbon s'élève à 10.700.000 tonnes pour 1952. Par 1.000 tonnes-kilomètres brutes remorquées, un train à vapeur consomme actuellement 58,1 kilogrammes de charbon, un train électrique 25,7 kWh; en 1938, les consommations étaient 65 kilogrammes de charbon et 30 kWh d'énergie électrique.

La diminution de 3,6 % des parcours et de 3,8 % du tonnage kilométrique brut remorqué pour les trains de marchandises traduit l'effort poursuivi pour économiser des parcours de trains de messageries et pour améliorer le chargement des wagons de détail au cours de 1952. Pour les transports de voyageurs, l'accroissement de 4,1 % du parcours des trains correspond à une amélioration des conditions de desserte. La régularité a également progressé : le pourcentage des trains rapides ou express arrivés au terminus avec un retard d'au moins quinze minutes s'abaisse de 5,7 en 1951 à 4,2 en 1952. Les défaillances d'engins moteurs diminuent de 3,2 % pour les locomotives à vapeur, de 9,4 % pour les locomotives électriques, et de 11,3 % pour les autorails de 1951 à 1952.

Ces résultats, tous les ans plus favorables, tiennent notamment au développement de la traction électrique, de la traction par Diesel et des autorails, de la mécanisation et de la concentration des triages. Mais la confrontation des résultats depuis 1921 fait ressortir l'étroite liaison qui existe entre le rendement et l'importance du trafic; à toute baisse importante de celui-ci correspond inévitablement une baisse de rendement. C'est pourquoi, en 1952, la S. N. C. F. n'a pu améliorer que modestement sa productivité en dépit des efforts d'aménagement poursuivis. Les principales innovations sont :

— l'expérience des « gares-centres » dans le transport des marchandises. Pour certaines petites lignes à faible trafic, l'exploitation par fer n'est pas rentable et conduit à des services peu fréquents ne satisfaisant pas la clientèle. On a donc cherché à substituer une desserte « route » à la desserte « fer »,



tout en conservant à la S. N. C. F. la maîtrise et la responsabilité du transport à l'égard de l'expéditeur et du destinataire des marchandises. Ceci en application de l'article 26 du décret du 14 novembre 1949 sur la coordination des transports ferroviaires et routiers. La S. N. C. F. a passé des contrats avec un certain nombre de transporteurs publics dont les véhicules assurent, à longueur d'année, les transports terminaux à partir des « gares-centres ». Pour l'expédition et la livraison des wagons complets, la desserte s'étend à une zone de quelques kilomètres de large autour de l'ancienne ligne; pour les transports de détail et les colis, à une zone limitée par des dépôts installés dans des localités dépendant de la ligne. Pour diriger et coordonner le travail, un certain nombre de « gares-centres » sont groupées, et à la tête de la zone ainsi réalisée est placé un chef d'agence unique qui assure la gestion, du double point de vue technique et commercial, des transports par fer et par route. La clientèle paraissant satisfaite de cette nouvelle organisation et les expériences en cours à Angers, Angoulême et Chalon-sur-Saône ayant fait apparaître une économie de l'ordre d'au moins 25 %, la formule a été étendue aux zones d'Alès, Auch, Auxerre, Bagnols, Guéret, Nantes, Nîmes et Orange;

— l'emploi des remorques rail-route a été également développé, la S. N. C. F. étendant aux établissements desservis par remorques porte-wagons les avantages consentis aux possesseurs d'embranchement particulier. Le Conseil supérieur des transports a déclaré l'emploi de la remorque rail-route plus économique que le camion pour les transports supérieurs à 250 kilomètres. La période d'essai semble terminée; de nombreuses remorques porte-wagons sont actuellement en construction;

— le pool des 100.000 wagons « Europ », réalisé depuis le 1<sup>er</sup> mai 1954 entre la France et l'Allemagne, a eu un succès incontestable. La diminution du nombre des wagons échangés à vide est de 48 % pour les wagons couverts, et de 26 % pour les wagons tombereaux; pour ces derniers, le parcours moyen à vide d'un wagon en trafic d'échange entre les deux pays est de 250 kilomètres; pour les wagons couverts, ce parcours est tombé à 45 kilomètres, alors qu'il était d'environ 400 avant la réalisation du pool. Devant l'ampleur des résultats obtenus, et à la suite du vœu exprimé par la Conférence des ministres des Transports tenue à Paris en janvier dernier, l'extension de

ce régime à d'autres pays d'Europe continentale a été décidée. Au cours d'une réunion de l'Union internationale des Chemins de fer, à Berne, en mars 1953, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Sarre et la Suisse ont signé une Convention portant sur l'exploitation en commun d'un parc de 160.000 wagons marqués « Europ ». En vue de faciliter cette exploitation, les wagons devront être d'un type courant standard. L'Union internationale des Chemins de fer, chargée de l'étude de ce matériel, a défini cinq types de wagons; 18.000 de ceux-ci sont actuellement en cours de fabrication.

Toutes ces intéressantes réalisations ne peuvent empêcher le bilan d'exploitation de la S. N. C. F. de rester fortement déficitaire. Du fait du ralentissement du trafic, les recettes n'ont augmenté que de 60,5 milliards de francs, soit environ 18,2 %, malgré les hausses tarifaires du début de l'année 1952. Pourtant, l'indice pondéré, base 100 en 1938, du prix moyen du voyageur-kilomètre passe de 1.391 à 1.677, soit une augmentation de 20,5 %; celui du prix moyen de la tonne-kilomètre de 1.503 à 1.854, en accroissement de 23,4 %. Rapporté aux indices des prix de détail pour le trafic voyageurs et des prix de gros pour le trafic marchandises, le niveau des tarifs s'est élevé de 0,61 à 0,68 pour les voyageurs et de 0,59 à 0,69 pour les marchandises de 1951 à 1952.

Du fait de la disparité des prix et des tarifs, l'insuffisance des recettes, pour 1952, devait atteindre environ 90 milliards de francs. Devant l'impossibilité de réduire ce déficit, les pouvoirs publics ont fait un pas plus avant vers la réorganisation des transports. En vertu de l'article 24 de la loi de finances du 14 avril 1952, un avenant modifiant les dispositions financières de la Convention du 31 août 1937, portant institution de la Société nationale des Chemins de fer, a été passé le 10 juillet 1952, entre le ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme et la S. N. C. F. et approuvé par un décret du 11 juillet. Deux objectifs étaient en vue : adapter la règle juridique, posée par la convention de l'équilibre obligatoire du compte d'exploitation par le jeu des tarifs à une situation économique rendant en fait cet équilibre impossible, le marché des transports ayant été désorganisé par la concurrence de la route; en second lieu, assurer la reconversion technique de la

S. N. C. F. dans le cadre d'un renouvellement suffisant du matériel et des installations. Concernant l'équilibre du compte d'exploitation, les dispositions prévues sont de quatre sortes :

1° Limitation, aux possibilités effectives, du montant global de la contribution à demander aux tarifs pour le rétablissement de l'équilibre financier. Le nouvel article 18 stipule en effet « qu'à défaut d'économies suffisantes, le Conseil d'administration proposera les augmentations ou aménagements de tarifs qui, en l'état du marché des transports, seront susceptibles d'apporter à la Société nationale le maximum de recettes, compte tenu de l'incidence des modifications de tarifs sur le volume du trafic ». A la notion de l'automatisme des augmentations de tarifs, on substitue celle de l'adaptation aux possibilités du marché des transports.

2° Obligation de nuancer cette contribution en fonction du prix de revient propre à chaque catégorie de transports. Ce principe marque une évolution importante de la tarification ferroviaire qui, à l'origine, était conçue comme un élément de politique économique, le régime des chemins de fer étant celui de monopole, vers une conception purement commerciale. De ce principe dérive l'obligation de répartir les prévisions budgétaires entre les différentes catégories de trafic : marchandises, voyageurs-grandes lignes, voyageurs-banlieue.

3° Modification de la structure du compte d'exploitation. L'Etat interviendra dans l'allègement des charges de service public qui obèrent le budget de la S. N. C. F. par deux sortes de contributions. La première, se rapportant aux dépenses d'entretien et de renouvellement de l'infrastructure, comprendra : une contribution s'élevant à 60 % des dépenses d'entretien et de renouvellement de la voie, d'entretien des ouvrages d'art et des installations de sécurité; une contribution égale à la moitié des dépenses de gardiennage des passages à niveau situés sur les routes nationales. Le montant cumulé de ces deux contributions ne peut dépasser 12 % des dépenses d'exploitation de toute nature. En contrepartie, la Société nationale versera à l'Etat une redevance d'usage fixée, pour 1952, à 2 % des recettes d'exploitation de toute nature; cette redevance sera augmentée de 0,5 % chaque année jusqu'à ce qu'elle atteigne 3 %. L'autre catégorie de contribution concerne les retraites afférentes aux agents mis à la retraite depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1949 et non

remplacés dans l'effectif global. La charge de ces retraites sera supportée par l'Etat à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1932. Le montant de ce concours atteint 12 milliards pour cette première année.

Le problème de la reconversion technique à opérer dans le cadre du renouvellement du matériel et des installations a conduit aux modifications suivantes de la Convention. Pour le renouvellement du matériel, une dotation annuelle du compte d'exploitation alimentera le fonds de renouvellement. L'annuité normale, qui ne sera atteinte qu'en 1936, sera égale à 9 % des recettes d'exploitation de toute nature. Pour 1932, elle n'est fixée qu'à 1,5 %, soit 6.884 millions de francs, et pour 1933 à 3 %. Rien n'est changé, quant au fond, aux règles antérieures en ce qui concerne les installations fixes, seul le mécanisme comptable est entièrement nouveau.

L'avenant fait également état de l'application du plan comptable général à la S. N. C. F., la comptabilité analytique étant désormais doublée d'une comptabilité par nature de dépenses ou de recettes tenue à l'échelon central. La comptabilité de la S. N. C. F. se rapproche ainsi de celle des autres entreprises industrielles. L'avenant prévoit encore une nouvelle formule pour le calcul des primes allouées au personnel de la Société nationale et à son Conseil d'administration, formule qui doit stimuler leur action en vue de résorber le plus possible le déficit d'exploitation.

Malgré les dispositions de cet avenant, un déficit résiduel d'environ 30 milliards de francs subsistera en 1932 qui devra être couvert par une subvention, dite d'équilibre, versée par l'Etat. Cette subvention se substitue aux avances prévues antérieurement.

Cet avenant a été très critiqué sur le plan parlementaire; on a été jusqu'à reprocher à certaines de ses dispositions de ne constituer qu'un jeu d'écritures. La prise en charge de certaines dépenses par l'Etat procède d'un compromis entre les dispositions du projet de loi de la précédente législature et les recommandations de la Commission des moyens de communication et du tourisme de l'Assemblée nationale qui met en doute l'efficacité de ces mesures sur le plan financier. En effet, si le déficit a pu être ramené à une trentaine de milliards pour l'exercice 1932, l'accroissement progressif des charges de renouvellement et de la redevance d'usage, porterait, toutes choses



égales d'ailleurs, à 80 milliards environ le déficit de l'exercice 1936.

Quoi qu'il en soit, cet avenant présente un effort d'adaptation d'un cadre juridique et économique périmé à une situation économique nouvelle, mais il ne résoud en aucun cas le problème fondamental qui est celui de la coordination du rail et de la route.

#### LES TRANSPORTS ROUTIERS.

Une circulation automobile, chaque année plus intense, réclame des routes modernes. Or, notre réseau routier, s'il présente l'avantage d'être le plus dense du monde — 1.300 mètres au km<sup>2</sup> — et l'un des meilleurs, grâce à l'effort réalisé par les services des Ponts et Chaussées malgré les faibles moyens dont ils disposent, ne répond plus aux besoins du trafic routier actuel et encore moins à celui qu'il est raisonnable de prévoir dans les prochaines années.

La réparation des dommages causés par la guerre n'est même pas achevée. Sur 7.530 ponts détruits, il en reste encore 2.500 à reconstruire. L'insuffisance des crédits est l'unique raison de ce retard. En 1932, le blocage d'engagements de dépenses, la réduction de 40 % des crédits de paiement n'ont fait qu'aggraver une situation déjà sérieuse. Certains ponts provisoires ont maintenant de six à sept ans, quand ce n'est pas douze ans; leur état est déplorable et certains devront être fermés au trafic dans quelques années; tel le pont Vauban, près de Strasbourg, qui date de 1940. Pour 1943, on prévoit 17,2 millions de francs pour l'entretien et les réparations courantes des routes et des ponts, et 7,6 pour la reconstruction; ces crédits sont inférieurs à ceux qui étaient prévus pour 1932 et l'on doit s'attendre également à ce qu'ils soient réduits en cours d'exercice. Rien que pour les travaux d'entretien, 25 à 30 milliards seraient nécessaires chaque année pour revenir au rythme d'avant-guerre.

Quant aux grands travaux d'équipement, la création du Fonds spécial d'investissement routier devra permettre la réalisation d'un vaste programme quinquennal de 150 milliards de francs. La mise au point définitive de ce premier plan routier de cinq ans n'ayant été réalisée qu'en fin d'année, le Gouvernement a décidé, en juillet, d'accorder au Fonds une autorisation de pro-

gramme provisionnelle afin de pouvoir engager, dès cette époque, les dépenses les plus urgentes. Le montant de cette autorisation, correspondant aux travaux à entreprendre en 1952, est, au maximum, de 20 milliards pour la tranche nationale, de 7 pour la tranche départementale et de 3,5 pour la tranche vicinale. Cette même loi du 19 juillet 1952 ouvrait deux comptes d'affectation spéciale, l'un pour le réseau national, l'autre pour le réseau départemental et vicinal, et inscrivait à leur crédit les sommes de 6.715 millions pour le premier et de 1.560 millions pour chacune des deux tranches du second.

Il est à noter que, dès la première année, un retard dans le financement des travaux apparaît. Les lois du 30 décembre 1951 et du 3 janvier 1952 prévoyaient qu'en compensation d'une augmentation de la taxe sur les carburants, 22 % de cette taxe devaient servir à alimenter un Fonds d'investissement routier, 18 % inscrits au compte de la tranche nationale, 2 % à chacune des tranches départementale et vicinale. Or, du fait du report au 1<sup>er</sup> mai de la date d'application de la loi, de l'abaissement à 10 % du pourcentage des taxes affectées à la tranche nationale et d'un abattement de 600 millions sur les autres tranches, le Fonds ne dispose pour 1952 que d'un peu plus de 12 milliards de francs. Ces mêmes taux de 10 % pour les routes nationales, 2 % pour les routes départementales, 2 % pour les chemins vicinaux, sont maintenus pour 1953; ainsi le Fonds routier ne sera crédité que de 21 milliards, au lieu des 33 milliards de francs que l'on pouvait espérer pour cette année.

Les crédits de paiement, prévus en 1952, pour la réalisation du programme de travaux à exécuter en première urgence sur le réseau national à l'aide du Fonds d'investissement routier sont : aménagement des grands itinéraires, 4.542 millions; équipement des grands centres urbains et industriels, 2.307 millions; autoroutes, 1.340 millions; ponts vétustes ou insuffisants à reconstruire ou améliorer, 351 millions; suppression de passages à niveau, 309 millions; itinéraires touristiques, 391 millions; travaux dans les localités sinistrées, 147 millions; opérations diverses, 588 millions. Pour le plan d'amélioration du réseau des routes départementales, les crédits prévus pour les années 1952 et 1953 s'élèvent à 4.310 millions.

Le premier programme quinquennal — 1952-1956 — des travaux à exécuter sur le réseau routier national à l'aide du

Fonds spécial d'investissement routier a fait l'objet du décret du 22 décembre 1952. Ce plan prévoit :

- 1° l'aménagement de grands itinéraires, tels que Paris-Strasbourg, Calais-Vitry-le-François, Paris-Bordeaux-Hendaye, Paris-Brest, Paris-Le Havre, Paris-Côte normande, Lyon-Vintimille, Marseille-Bordeaux, Paris-Lille, etc.;
- 2° la réalisation des autoroutes, de l'Ouest, du Sud et du Nord de Paris, du Sud de Lille, du Nord et de l'Est de Marseille, du tunnel de la Croix-Rousse;
- 3° l'équipement routier des grands centres urbains et industriels : régions parisienne, du Nord, de l'Est, de Lyon-Saint-Etienne, de Marseille et du Centre;
- 4° la participation de la France à la construction d'un tunnel sous le Mont-Blanc;
- 5° la suppression de passages à niveau;
- 6° la reconstruction de ponts vétustes;
- 7° l'aménagement routier dans les localités sinistrées;
- 8° l'aménagement d'itinéraires touristiques;
- 9° des travaux divers de première urgence.

Mais il est à craindre que la diminution des crédits ne permette pas la réalisation de ce programme dans le temps prévu.

Le trafic de la voie ferrée marque un ralentissement en 1952; comment a évolué celui de son principal concurrent : la route ? Seules des estimations plus ou moins grossières sont ici possibles. En octobre 1952, un sondage sur l'activité des transports routiers a été réalisé conformément aux recommandations de l'E. C. E.; mais les résultats ne sont pas encore connus. Nous évaluerons donc le trafic routier comme précédemment, en passant d'abord en revue les facteurs qui sont à la base de cette évaluation.

Au 30 septembre 1951, le nombre des camions et camionnettes inscrites au fichier automobile était de 445.360; les véhicules commerciaux de moins d'une tonne, non recensés, devaient s'élever à environ 300.000. Tenant compte d'une cadence de renouvellement de onze ans, qui paraît être celle des dernières années, ainsi que de l'immatriculation des véhicules neufs, 22.792 au cours du quatrième trimestre 1951, et 90.847 pour l'année 1952, le parc serait de 780.000 véhicules

environ. Dans le même temps, le nombre des remorques et semi-remorques serait passé de 58.200 à 67.000.

En 1952, la production de véhicules utilitaires de plus de deux tonnes de charge utile a été de 31.300, soit un peu plus de 10 % des véhicules existants de cette catégorie; les moins de deux tonnes, au nombre de 92.200, représenteraient environ 20 % des camionnettes et des véhicules commerciaux. On peut donc penser que l'accroissement du parc est principalement dû aux véhicules de faible tonnage, sa capacité de transport n'en serait donc que faiblement augmentée. Si l'on admet, pour 1951, une capacité globale de 1.700.000 tonnes, fin 1952 on aurait un surplus de 70.000 tonnes, soit 4 %, provenant surtout de l'accroissement du nombre des remorques.

Pour les voitures particulières, bien qu'il soit difficile de connaître avec certitude l'état du parc en l'absence d'un recensement, on peut toutefois évaluer son extension au cours de l'année 1952. La production automobile et la balance du commerce extérieur donnent, pour cette année, comme restant en France, 293.000 voitures particulières. D'autre part, l'immatriculation des voitures neuves est de 66.000 pour le dernier trimestre 1951 et de 286.000 pour l'année 1952. Admettant un renouvellement de 5 %, car de nombreuses voitures anciennes circulent encore, surtout en province, le parc actuel serait d'environ 1.850.000 voitures particulières.

Aux 24.629 autocars et autobus existant en septembre 1951, sont venus s'ajouter les 1.855 véhicules immatriculés depuis cette date; de cet accroissement de 7,5 %, il faudrait retrancher les véhicules détruits. L'augmentation du parc des autocars et autobus est sans doute très faible.

En 1952, la consommation des carburants s'est élevée à 3 millions 300.000 tonnes d'essence et à 1.100.000 tonnes de gas-oil; mais la totalité des carburants n'est pas utilisée par la traction sur route. Bien que l'on n'ait aucun renseignement précis sur la part des différents consommateurs, on a pu estimer que les transports routiers s'adjugeaient 83 % de l'essence consommée, soit 38 millions d'hectolitres, et 59 % du gas-oil, 7,7 millions d'hectolitres. Par rapport à l'année 1951, c'est un accroissement de consommation de 13 % pour l'essence et de 0,8 % pour le gas-oil. Mais il faudrait rectifier ces chiffres qui ne tiennent pas compte des variations de stocks chez les pompistes et chez la clientèle, celles-ci ont été importantes en décembre



1931 et janvier 1932 par suite de l'incidence du remaniement des taxes sur les prix. Il serait plus près de la réalité d'admettre une augmentation de la consommation de 10 % pour l'essence et de 5 % pour le gas-oil.

Reprenant nos évaluations des années précédentes, corrigées à l'aide des données ci-dessus, nous admettrons un trafic voyageurs d'un peu plus de 40 milliards de voyageurs-kilomètres, en augmentation de 8,5 % sur l'année 1931. Cet accroissement est plus faible que celui de l'année dernière en raison de la concurrence faite aux transports publics par les voitures particulières, les cycles à moteur, les scooters, tous véhicules à faible capacité de transports dont le nombre s'accroît rapidement. Pour le transport des marchandises, une augmentation de 4 % en 1932 portera le trafic à un peu plus de 16 milliards de tonnes-kilomètres. Ici encore, les transporteurs publics sont aux prises avec la concurrence privée. Les stationnements en attente de chargement, les retours à vide, les bas prix pratiqués, le recours aux maisons d'affrètement, tels sont les indices de la difficulté qu'éprouvent les transporteurs publics à s'assurer un fret dont les transports privés s'attribuent une part de plus en plus importante. Le second semestre 1932 paraît avoir été particulièrement difficile pour les transports publics.

#### LES TRANSPORTS FLUVIAUX.

Les deux graves accidents survenus au mois de mai 1932 — rupture d'une digue sur le canal latéral à la Loire près de Briare, effondrement d'un barrage sur l'Yonne — accidents ayant entraîné un arrêt, de plusieurs semaines, de la navigation entre la région parisienne et le sud de la France — ont malheureusement démontré combien, l'année dernière, notre appréhension était justifiée. D'autres faits, moins graves, ont encore provoqué des interruptions du trafic ou rendu celui-ci plus difficile. Certains canaux ont souffert d'une insuffisante alimentation en eau. Sur de nombreuses voies d'eau, on peut observer une carence d'entretien : mauvais état des berges, retards dans le faucardage des herbes et le curage.

Cet entretien défectueux n'a d'autre cause que la faiblesse des crédits mis à la disposition du Service des Ponts et Chaussées qui parvient pourtant, par un effort considérable, à maintenir en état de fonctionnement notre réseau navigable. Pour

1952, 3.190 millions de francs seulement ont été alloués pour l'entretien et les réparations courantes, une très faible amélioration porte ces crédits à 3.440 millions pour 1953, ce qui représente à peine 60 % des sommes qui seraient annuellement nécessaires. Les travaux de reconstruction bénéficient, en 1953, d'une autorisation de programme de 1.175 millions de francs, contre 750 l'année dernière; les crédits de paiement correspondants sont, pour cette année, de 800 millions. Les autorisations de programme d'équipement portent sur 1.650 millions contre 780 en 1952; les crédits de paiement de ce chapitre sont de 1.164 millions de francs.

Bien qu'une importante amélioration soit intervenue cette année dans l'attribution des crédits pour travaux neufs à réaliser sur le réseau navigable, les sommes dont on dispose sont hors de proportion avec les 150 milliards de francs qui seraient nécessaires. Depuis la libération, seulement 15,2 milliards ont été affectés aux travaux de reconstruction et d'équipement. Nos voies navigables conservent, pour la plupart, les caractéristiques fixées lors du plan Freycinet de 1879. Sur 8.500 kilomètres de voies, 1.100 kilomètres sont seuls accessibles aux chalandes de plus de 600 tonnes : la Seine, le parcours français du Rhin et le Rhône entre Lyon et la mer. Si la navigation intérieure doit survivre, et l'exemple des pays voisins nous en montre tout l'intérêt, il faut que, de toute urgence, certains travaux de modernisation soient entrepris, surtout à une époque où les tentatives d'intégration européenne nous acheminent vers une coordination des transports sur le plan européen.

Devant les difficultés de financement budgétaire, M. André Morice, ministre des Travaux publics et des Transports, a mis au point, après accord du Conseil des ministres en juillet 1952, un projet de loi tendant à faire participer la profession à la rénovation du réseau fluvial. Ce projet, après étude en liaison avec l'Office national de la Navigation et les organismes professionnels de la navigation intérieure, est devenu la loi du 9 avril 1953. Cette dernière institue une taxe de péage payée par les transporteurs et devant servir à financer les travaux d'amélioration et de modernisation des voies navigables. Ce système n'est pas nouveau : déjà un décret de 1934 avait institué une taxe identique; mais, à cette époque, le texte du décret, qui n'a jamais été appliqué, était rédigé d'autorité, sans accord préalable des intéressés. Le texte actuel résulte d'une coopé-

ration volontaire de la batellerie au financement des travaux d'équipement de l'infrastructure. L'Office national de la Navigation est chargé de percevoir les taxes, qui seront instituées par arrêté ministériel après enquête et consultation de l'Office national de la Navigation et d'une Commission mixte composée par moitié de représentants de l'Administration et par moitié de représentants de la batellerie. Ces taxes, payées par les transporteurs publics ou privés, sont basées sur le prix effectif de l'opération de transport, avec, au besoin, une correction tenant compte de la consistance du service accompli. Les recettes seront affectées : soit au service d'emprunts contractés par l'Office national de la Navigation; soit au service des allocations fournies par cet établissement, en vue de constituer des fonds de concours destinés à l'amélioration et à la modernisation du réseau de navigation intérieure. Les travaux d'entretien resteront à la charge du budget général, ainsi que les travaux à entreprendre dans le cadre européen. Le produit d'une taxe de 2 %, évalué à 500 ou 600 millions de francs, serait susceptible de gager un emprunt de l'ordre de 8 milliards. A cette somme viendront s'ajouter les crédits budgétaires et aussi les contributions volontaires que l'Office national de la Navigation est habilité à recevoir. La liste des travaux d'amélioration et de modernisation, financés dans les conditions déterminées par la loi, est arrêtée, chaque année, par le ministre des Travaux publics et des Transports sur proposition de l'Office national de la Navigation et après consultation de la Commission prévue ci-dessus.

Avec les sommes ainsi obtenues, on envisage, à la demande des transporteurs, d'augmenter le tirant d'eau d'une partie des canaux principaux pour que les péniches de 280 tonnes naviguent à 2 m. 20 d'enfoncement au lieu de 1 m. 80, ce qui augmenterait de 25 % le tonnage transporté et abaisserait les frets de 16 %. D'autres travaux de plus grande envergure seraient ensuite envisagés : la mise à grande section de la liaison Dunkerque-Lille permettant la circulation de chalands de 1.350 tonnes; cette liaison devrait être réalisée avant d'entreprendre le canal Lille-Tournai réclamé par l'industrie lilloise et qui relierait le nord de la France au réseau germano-hollando-belge. Ensuite, pourrait être entreprise la construction du canal Arleux-Noyon, ancien canal du Nord dont les travaux ont été abandonnés en 1932, qui permettrait de relier la Seine à l'Escaut



et au Rhin. Mais les ressources créées par cette nouvelle loi sont bien modestes au regard de l'importance des travaux à exécuter; il ne faudrait donc pas que les pouvoirs publics, tablant sur elles, se croient dispensés d'accomplir l'effort d'équipement nécessaire pour rénover notre réseau fluvial. Cependant, dans les prochaines années, les crédits resteront sans doute peu importants; il est donc nécessaire, devant le grand nombre de travaux à entreprendre, de choisir ceux dont la rentabilité est la plus élevée et qui ne font pas double emploi avec les aménagements prévus pour d'autres modes de transport. De nombreux travaux, qui paraissent secondaires, peuvent améliorer considérablement la navigation par la suppression de goulots d'étranglement, telles certaines écluses entre le Nord et Paris qui devraient être remplacées.

La reconstruction du parc fluvial est sur le point d'être achevée. Les difficultés qui avaient ralenti les travaux, en particulier les délais d'approvisionnement pour les tôles d'acier, sont maintenant surmontées. Mais en 1952, seulement 120 bateaux sont sortis des chantiers. On espère en construire environ 200 en 1953, ce qui donnera pour ces deux dernières années une production à peu près égale à celle de 1951. La reconstruction sera ainsi pratiquement terminée, mais avec un an de retard. Pour la flotte de canal, 18 automoteurs, 84 péniches transformables, 4 péniches ordinaires, 36 péniches simplifiées restaient à livrer au 1<sup>er</sup> janvier 1953. Les bateaux soudés sont maintenant appréciés par les mariniers. Les péniches transformables ont un grand succès; il faut noter le développement des motorisations : 50 péniches ont été transformées en 1951, 140 en 1952. La flotte de Seine doit encore recevoir quatre automoteurs-citernes, trois chalands-citernes, quatre automoteurs ordinaires et un remorqueur; la flotte du Rhône, deux automoteurs citernes. Avec les neuf derniers automoteurs de 900 tonnes s'achèvera, en moins de six ans, la reconstruction de la flotte rhénane portant sur 150 bateaux d'une valeur de 10 milliards de francs. L'ensemble des dépenses de reconstruction, exclue l'extension de la flotte rhénane, s'élevait à 22,6 milliards de francs au 1<sup>er</sup> janvier 1952; on évaluait à cette date à moins de 2 milliards la dépense restant à consentir.

Les travaux de réparation pour 1952 se sont élevés à 450 millions de francs; 50 bateaux sont sortis des chantiers au cours de cette année.



Le projet de renouvellement de 500 péniches en cinq ans, présenté par le ministre des Travaux publics et des Transports, se trouvait, il y a un an, à l'étude devant la commission des investissements du deuxième plan de modernisation. Devant le retard dans la mise en route du nouveau plan, une première tranche de cent bateaux fut seulement décidée. Mais, bien que la nécessité technique de l'opération ne fût pas critiquée, des raisons financières la firent échouer. Pourtant, cette opération de renouvellement de la flotte est urgente; sur 10.482 bateaux inscrits au fichier de l'Office national de la Navigation au 31 décembre 1952, 3.352 sont en bois, dont 2.406 péniches de canal sur 4.893. Pour l'ensemble de la flotte, 1.243 bateaux, soit 12 %, ont plus de cinquante ans. Le défaut d'entretien, pendant la guerre, fait que ces vieux bateaux en bois menacent ruine; de 1946 à 1952, 600 bateaux ont ainsi disparu; on peut estimer, dans les années à venir, une perte de cent à deux cents bateaux par an.

Contrairement au chemin de fer, la voie d'eau intérieure a réalisé, en 1952, un trafic légèrement supérieur à celui de 1951. Les indices ci-dessous caractérisent son évolution au cours des années récentes :

	1938	1948	1949	1950	1951	1952
Tonnage transporté <sup>1</sup> .....	100	80	84	91	103	107 1/2
Tonnage kilométrique .....	100	69	74	82	92	93

Le tonnage total transporté, y compris le trafic de transit, s'élève à 50.130.000 tonnes, progressant de 2,4 % par rapport à celui de 1951. Le tonnage kilométrique de l'ensemble du trafic atteint 7.681 millions de tonnes-kilomètres, dépassant seulement de 1,7 % celui de l'année précédente. Le chargement moyen d'un bateau et la distance moyenne de transport ont peu varié : le premier s'abaisse de 226 à 225 tonnes; la seconde, de 154 à 153 kilomètres.

L'amélioration du tonnage transporté est principalement due aux minéraux et matériaux de construction et aux combustibles minéraux. Comme pour le chemin de fer, les transports des minéraux et matériaux de construction et ceux des matières premières de l'industrie métallurgique se sont développés, les

1. Ces indices sont quelque peu différents de ceux qui avaient été donnés l'année dernière par suite d'une correction apportée à la valeur de base. Toutefois, la variation dans le temps reste la même.

premiers de 6,7 %, les seconds de 2,1 %. De même, les transports des produits industriels baissent de 8 %, ceux des produits agricoles et des produits alimentaires de 12,3 et de 8,2 %. Pour d'autres marchandises, les variations sont de sens opposés; c'est ainsi que les combustibles minéraux solides progressent de 6,7 %, les amendements et engrais de 6,4 %, alors que les transports par fer de ces produits sont en recul. Il y a, au détriment du rail, un transfert de trafic, trop faible cependant pour justifier les pertes subies par celui-ci. Les transports d'hydrocarbures, en très faible diminution sur le chemin de fer, augmentent de 6,6 % sur la voie d'eau. Inversement, les produits métallurgiques et les bois, dont les expéditions par fer sont en progrès, perdent 17 % et 28 %.

Le tonnage chargé en trafic intérieur est de 36.547.000 tonnes, en progression de 3,4 % sur 1951. Les principaux produits faisant l'objet de ce trafic sont : les minéraux et matériaux de construction qui, avec 17.167.000 tonnes, en représentent 47 %; les combustibles minéraux solides, 9.276.000 tonnes, soit 25,5 %; viennent ensuite les hydrocarbures, 12 %; les produits agricoles et alimentaires, 7,5 %; les produits industriels, 3 %, non compris l'industrie métallurgique; celle-ci dépasse à peine 2,5 % pour l'ensemble de ses matières premières et de ses produits fabriqués.

Les importations par bateaux de la navigation intérieure s'élèvent à 4.716.000 tonnes, en progression de 13,3 % par rapport à 1951. Au contraire, les exportations et le trafic de transit sont en baisse de plus de 6 %. Ces différentes variations sont de même sens, mais beaucoup plus faibles, qu'en 1951. Dans les importations, les combustibles minéraux tiennent la première place, 70 %; puis viennent les minéraux et matériaux de construction, 9 %; les produits agricoles et alimentaires, 6,5 %, etc. Dans les 4.210.000 tonnes du trafic de transit, les combustibles minéraux sont encore en tête avec 36 %, suivis des hydrocarbures, 18 %. Les 4.660.000 tonnes exportées sont plus également réparties entre les différents produits : engrais et amendements, 21 %; combustibles minéraux, 17,5 %; minéraux et matériaux de construction, 17,5 %; matières premières de l'industrie métallurgique, 15,5 %; produits fabriqués de l'industrie métallurgique, 15 %, etc.

De même que pour le chemin de fer, le trafic total a été plus actif au cours du premier semestre, mais le trafic intérieur et

les importations décroissent d'un mois à l'autre par rapport à 1931; dans la seconde moitié de l'année 1932, ils sont inférieurs à leur valeur de l'année précédente. Au contraire, les exportations s'accroissent en fin d'année. Au cours du second semestre, les transports intérieurs des combustibles minéraux et des matériaux de construction sont en forte baisse, ceux des produits métallurgiques et des produits industriels en légère hausse.

En 1932, la navigation intérieure a consolidé ses positions. La stagnation économique, ou même une légère régression, ne lui sont d'ailleurs pas défavorables : la clientèle, recherchant principalement le bon marché et montrant plus d'indifférence pour la rapidité des transports, est portée à donner sa préférence à la voie d'eau.

André LAGNIER.

---

# QUESTIONS SOCIALES

---

## L'ÉVOLUTION DES SALAIRES

---

**SOMMAIRE.** — *Lois et règlements en matière de salaires. — Evolution des salaires horaires dans l'industrie et le commerce. — Charges sociales. — Evolution des gains nets des salaires, cotisations obligatoires de sécurité sociale, impôts, allocations familiales, durée hebdomadaire du travail. — Salaires réels. — Evolution des salaires dans l'agriculture. — Evolution des salaires des gens de maison. — Evolution des traitements des fonctionnaires. — Conclusion.*

Une très grande stabilité des salaires nominaux et le vote par le Parlement d'une échelle mobile du salaire minimum national interprofessionnel garanti en fonction du coût de la vie, telles sont les deux caractéristiques qui paraissent dominer le problème des salaires au cours de l'année 1952.

La stabilité des salaires nominaux entraîne à la fin de l'année 1952 une légère diminution des gains nets des salariés en raison d'une baisse de l'activité économique et, en particulier, de la durée moyenne hebdomadaire du travail des ouvriers dans la plupart des industries de transformation.

Les salaires continuent à pouvoir être librement discutés entre patrons et salariés, sous réserve du respect du salaire minimum interprofessionnel garanti déterminé par le Gouvernement, mais peu d'accords de salaires ont été conclus en 1952, qui est caractérisée par un arrêt de la hausse des prix qui se poursuivait depuis le déclenchement de la guerre de Corée.

La loi du 18 juillet 1952 relative à l'échelle mobile du salaire minimum interprofessionnel garanti sera tout d'abord analysée, puis on étudiera, pour les salariés de l'industrie et du commerce, l'évolution des données correspondant aux trois concepts différents qui sont recouverts par la notion de salaire :

1° les salaires horaires, rémunération brute de l'heure de travail;



- 2° le coût de la main-d'œuvre pour l'employeur;
- 3° le gain net du salarié pour une période donnée.

Il sera donné également quelques indications sur l'évolution des salaires des autres catégories de salariés.

## I. — RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE SALAIRES.

Le salaire minimum interprofessionnel garanti, qui avait été fixé à 100 francs dans la région parisienne par le décret du 10 septembre 1951 et comportait en province des abattements correspondant aux différentes zones de salaires, n'a subi aucune modification au cours de l'année 1952.

La loi du 11 février 1950 avait prévu que la Commission supérieure des conventions collectives définirait les besoins minima du travailleur sous la forme d'un budget-type et que le Gouvernement, en tenant compte, d'une part, de l'avis motivé de la Commission supérieure des conventions collectives, avis basé sur l'étude du budget-type, et, d'autre part, des conditions économiques générales, fixerait, par décret, le salaire minimum interprofessionnel garanti.

En fait, la Commission supérieure n'est pas parvenue, après de longues discussions au cours du printemps et de l'été 1950, à se mettre d'accord sur la composition d'un budget type. Il apparaît d'ailleurs que cette notion du budget minimum d'un travailleur célibataire ne peut que comporter une très grande part d'arbitraire, l'étude scientifique que l'on peut faire ne pouvant se borner qu'à l'examen de la situation présente de telle ou telle catégorie sociale, mais pouvant difficilement conduire à la notion du minimum socialement désirable. La Commission supérieure des conventions collectives n'ayant pu établir un budget-type, le Gouvernement a fixé, puis modifié, sous la pression des travailleurs et de l'opinion, le salaire minimum en août 1950, en mars 1951 et en septembre 1951.

L'évolution rapide des prix au cours de l'année 1951 et les retards mis par le Gouvernement à la fixation du salaire minimum ont amené les syndicats ouvriers à réclamer, au cours de cette année et avec de plus en plus d'insistance, le vote d'une loi qui lierait d'une manière automatique l'évolution des prix et l'évolution du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Après de longues discussions à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République, la loi relative à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti en fonction du coût de la vie fut promulguée le 18 juillet 1952. Elle laisse subsister la procédure instituée par la loi du 11 février 1950, mais y ajoute une obligation pour le Gouvernement de modifier le salaire minimum national interprofessionnel garanti chaque fois que l'indice mensuel d'ensemble des prix à la commission familiale à Paris aura subi une augmentation égale ou supérieure à 5 %, tout en précisant que deux modifications successives du salaire minimum ne pourront intervenir, sauf circonstances exceptionnelles, pendant une période de quatre mois.

Elle précise, d'autre part, que la valeur de l'indice des prix à la commission familiale, retenue comme base de départ de l'échelle mobile, est le niveau 142 atteint, sur la base 100 en 1949, en décembre 1951. Ce dernier point a fait l'objet d'une très forte opposition des syndicats de travailleurs basée sur le fait que ce même indice n'avait atteint que le niveau 132 au lieu de 142 au moment de la dernière fixation à 100 francs du salaire minimum interprofessionnel garanti en septembre 1951.

Les syndicats ont donc réclamé avec insistance que la Commission supérieure des conventions collectives reprenne l'étude du budget-type et propose, en dehors de l'application de l'échelle mobile, des modifications du salaire minimum interprofessionnel garanti en tenant compte de l'évolution des prix et des progrès de la productivité en France.

Aucun autre texte d'importance n'est intervenu au cours de l'année 1952 en matière de législation des salaires. On se bornera seulement à signaler la modification, à la date du 1<sup>er</sup> avril 1952, du plafond des salaires soumis à la cotisation de la Sécurité sociale élevé à 38.000 francs par mois.

## II. — L'ÉVOLUTION DES SALAIRES HORAIRES DANS LES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES.

L'enquête trimestrielle du ministère du Travail, qui recueille des données sur les effectifs, la durée du travail et les salaires dans plus de 30.000 établissements occupant plus de dix salariés, est la seule étude d'ensemble portant sur toutes les acti-

vités (à l'exclusion de l'agriculture et des services publics). Les informations recueillies sur les salaires ne s'appliquent qu'aux taux horaires des salaires des ouvriers de plus de 18 ans payés au temps et travaillant dans les industries de transformation (à l'exclusion de l'extraction), dans les transports (à l'exclusion de la S. N. C. F. et de la R. A. T. P.) et dans les activités commerciales (à l'exclusion des banques, assurances et spectacles). Ces taux de salaires horaires comprennent les primes et indemnités horaires uniformes (à l'exclusion des majorations ou heures supplémentaires et des primes de rendement).

Malgré ces restrictions, les indices de salaires horaires, calculés, sur la base 100 en janvier 1946, fournissent la meilleure approximation actuellement disponible de l'évolution des salaires dans le secteur industriel et commercial. On pourra trouver, dans le tableau I, les valeurs de ces indices pour les différentes enquêtes de 1952 pour l'ensemble des ouvriers et, séparément pour les hommes et femmes, suivant leur qualification professionnelle.

TABLEAU I  
Indices moyens des taux de salaires horaires  
(Enquête du ministère du Travail).  
(Base 100 = janvier 1946.)

DATE	HOMMES				FEMMES				Ensemble
	Manœuvre ordinaire	Manœuvre spécialisé	Ouvrier spécialisé	Ouvrier qualifié	Manœuvre ordinaire	Manœuvre spécialisée	Ouvrière spécialisée	Ouvrière qualifiée	
Janv. 1946..	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Janv. 1947..	»	142	138	140	»	153	149	150	143
Févr. 1948..	246	238	229	226	280	269	254	254	239
Janv. 1949..	296	287	275	270	327	315	301	292	287
Janv. 1950..	308	298	287	277	338	325	310	299	297
Janv. 1951..	373	357	338	323	419	397	371	355	354
Janv. 1952..	490	474	450	436	548	526	490	469	470
Avril 1952..	496	478	456	442	552	529	495	474	475
Juill. 1952..	500	482	460	445	554	532	496	477	479
Oct. 1952..	502	485	463	449	556	534	499	479	481
Janv. 1953..	503	484	464	450	556	533	498	480	481

Il apparaît que les hausses des taux de salaires en 1952 ont été décroissantes de trimestre en trimestre. Si, en effet, on note une hausse de l'ordre de 1 % au cours de chacun des deux premiers trimestres, celle-ci n'est plus que de 0,4 % au cours du troisième trimestre, et l'indice général des salaires ne marque

plus aucune variation pendant le dernier trimestre de l'année.

Le tableau II, qui rappelle les taux annuels d'augmentation des salaires pendant les dernières années, fait apparaître que, durant l'année 1952, l'augmentation des salaires est la plus faible qui ait été enregistrée depuis 1946. Elle est même inférieure à celle qui s'était manifestée en 1949, année cependant caractérisée par l'absence de toute modification réglementaire des salaires, qui étaient encore, à cette époque, fixés par les pouvoirs publics.

TABLEAU II

Taux semestriels et annuels d'augmentation des indices de salaires horaires.  
(Enquête du ministère du Travail).

	1 <sup>er</sup> semestre 1952	2 <sup>e</sup> semestre 1952	Année 1952	Année 1951	Année 1950	Année 1949	Taux annuel d'augmen- tation de 1946 à 1948
<i>Hommes.</i>	%	%	%	%	%	%	%
Manœuvre ordinaire.	2	0,6	3	31	21	4	44
Manœuvre spécia- lisé .....	1,6	0,4	2	33	20	4	42
Ouvrier spécialisé..	2,2	0,8	3	33	18	4	40
Ouvrier qualifié ...	2	1,1	3	35	17	3	39
<i>Femmes.</i>							
Manœuvre ordinaire.	1,1	0,3	1	31	24	3	49
Manœuvre spécia- lisée .....	1,1	0,2	1	32	20	3	47
Ouvrière spécialisée	1,2	0,4	2	52	20	3	44
Ouvrière qualifiée ..	1,7	0,6	2	32	19	2	43
ENSEMBLE....	1,9	0,4	2	33	19	3	42

Il apparaît, également dans ce tableau, que le salaire minimum n'ayant pas été relevé au cours de l'année 1952, les manœuvres n'ont pas vu, contrairement à ce qui s'est produit pendant les années 1946 à 1950, leurs salaires s'accroître plus que ceux des ouvriers qualifiés. On note au contraire que, comme en 1951, les très légères augmentations de salaires enregistrées en 1952 tendent à favoriser plutôt les hommes que les femmes (celles-ci étant surtout employées dans l'industrie textile particulièrement touchée par une crise de mévente au cours de l'année 1952) et à élargir l'éventail hiérarchique des salaires.

Au cours de l'année 1951, les pouvoirs publics avaient cherché à diminuer l'écart entre les salaires parisiens et ceux de



province, en réduisant d'un quart les abattements applicables au salaire minimum interprofessionnel garanti en province par rapport au salaire minimum parisien (décret du 13 juin 1951). Le tableau III fait apparaître que les salaires réels avaient, dans une faible mesure il est vrai, suivi cette orientation. En revanche, il semble que les légères augmentations de salaires enregistrées au cours de l'année 1952 ont été plus importantes à Paris qu'en province et que, en conséquence, les écarts entre les salaires parisiens et les salaires provinciaux sont de nouveau, en janvier 1953, aussi importants qu'en janvier 1951.

TABLEAU III

Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris de 1951 à 1953

(Enquête du ministère du Travail).

ABATTEMENTS LÉGAUX à appliquer au salaire minimum garanti	ABATTEMENTS MOYENS DES SALAIRES DE PROVINCE PAR RAPPORT À CEUX DE PARIS		
	Janvier 1951	Janvier 1952	Janvier 1953
	%	%	%
3,75	40,7	9,7	44,7
7,50	17,4	43,6	47,8
11,25	22,4	20,3	24,7
15,00	25,9	23,5	25,0

Comme les années précédentes, et malgré la grande stabilité des salaires en 1952, il est intéressant de comparer les augmentations des taux de salaires horaires en 1952 suivant les grands groupes d'activité collective. Cette comparaison, reproduite dans le tableau IV, fait, en effet, apparaître que si les salariés de certaines activités n'ont bénéficié que d'une augmentation inférieure à 1 % (en particulier dans l'industrie textile, où l'indice des salaires, sur la base 100 en 1946, était, en janvier 1952, le plus élevé et qui a connu une grave crise au cours de l'année), les augmentations enregistrées dans la plupart des activités se situent entre 1,5 et 3,5 % pour l'ensemble de l'année, et une activité, celle de l'industrie polygraphique, se distingue nettement, puisque l'accroissement de l'indice des taux de salaires horaires atteint pour cette branche 7,7 %.

Il y a lieu cependant de noter qu'en ce qui concerne cette dernière activité, la hausse des salaires enregistrée au cours de l'année 1951 avait été particulièrement faible. Des accords par-

ticuliers prévoyaient des échelles mobiles spéciales entraînant des variations de salaires à des époques différentes de celles des modifications du salaire minimum garanti et n'ayant joué qu'au début de l'année 1952.

TABLEAU IV  
Evolution des indices moyens des taux de salaires horaires  
suivant l'activité en 1952.  
(Enquête du ministère du Travail.)  
(Base 100 = janvier 1946.)

ACTIVITÉ	Janvier 1952	Juillet 1952	Janvier 1953	Augmentation entre janvier 1952 et janvier 1953 %
Production des métaux ....	464	468	468	0,9
Industrie mécanique .....	478	486	490	2,5
Industrie du verre .....	488	490	491	1,2
Céramique .....	427	438	439	2,8
Bâtiment .....	430	438	442	2,8
Industrie chimique .....	487	494	497	2,1
Industrie alimentaire .....	482	494	496	2,9
Industries textiles .....	512	516	515	0,6
Travail des étoffes .....	474	480	483	1,9
Cuir et peaux .....	448	453	455	2,2
Industrie du bois .....	438	446	453	3,4
Papier-carton .....	487	496	496	1,8
Industrie polygraphique ....	467	499	503	7,7
Industries diverses .....	474	483	492	3,8
Transports .....	459	472	475	3,5
Commerces alimentaires ....	491	504	507	3,3
Commerces non alimentaires.	476	487	490	2,9
Hygiène .....	486	485	470	3,1
ENSEMBLE.....	470	479	481	2,3

L'évolution des salaires que met en lumière l'enquête trimestrielle du ministère du Travail est confirmée par l'étude des accords de salaires conclus au cours de l'année 1952 qui ont été très peu nombreux et n'ont fait apparaître que des pourcentages d'augmentation de salaires très faibles. Elle est confirmée également par les résultats de l'enquête semestrielle de l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques auprès d'environ 200 conseils de prud'hommes de province sur les salaires généralement pratiqués dans leurs circonscriptions pour 43 professions masculines. Cette enquête est complétée pour Paris par des informations fournies par les groupements professionnels sur les salaires payés pour une vingtaine de professions masculines. On trouvera dans le tableau V les indices pondérés des salaires horaires bruts des ouvriers masculins dans les industries de transformation, calculés, d'après les résultats de cette enquête, sur la base 100 en octobre 1938.

TABLEAU V

**Indice pondéré des salaires horaires des ouvriers masculins  
(Conseils de prud'hommes).**

	PROFESSIONNELS			MANŒUVRES		
	PROVINCE	PARIS	FRANCE ENTIERE	PROVINCE	PARIS	FRANCE ENTIERE
Octobre 1938 .....	400	400	400	400	400	400
— 1943 .....	404	304	380	393	286	369
— 1946 .....	586	432	527	828	401	499
— 1947 .....	652	843	625	730	549	690
— 1948 .....	1.060	827	1.004	1.098	828	1.039
— 1949 .....	1.089	874	1.037	1.122	870	1.067
— 1950 .....	1.170	997	1.127	1.344	1.084	1.289
— 1951 .....	1.682	1.427	1.618	1.821	1.423	1.737
Avril 1952 .....	1.742	1.474	1.675	1.867	1.464	1.782
Octobre 1952 .....	1.757	1.487	1.690	1.884	1.485	1.801
Moyenne pondérée des salaires en octobre 1952 (fr.) .....	121,5	159,0	127,8	99,5	122,45	103,5

D'octobre 1951 à avril 1952, on enregistre une hausse de 3,5 % pour les professionnels et de 2,5 % pour les manœuvres, qui comprend encore pour partie certaines hausses de salaires consécutives à l'élévation du salaire minimum garanti en septembre 1951, et non encore enregistrées par les prud'hommes en octobre 1951. D'avril 1952 à octobre 1952, les hausses de salaires notées par les conseils de prud'hommes s'élèvent à environ 1 % pour les professionnels comme pour les manœuvres et sont équivalentes à celles qu'enregistre l'enquête du ministère du Travail.

### III. — EVOLUTION DU COÛT DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

Le coût de la main-d'œuvre a peu varié au cours de l'année 1952, puisqu'il dépend du salaire dont le taux horaire a manifesté une grande stabilité pendant toute l'année, et de l'importance des charges sociales supportées par l'entrepreneur, qui ont très peu varié durant cette même année, puisque la réglementation en cette matière n'a subi aucune modification. On a seulement enregistré une élévation du plafond des salaires soumis à retenue pour la Sécurité sociale porté de 34.000 francs à 38.000 francs par mois à dater du 1<sup>er</sup> avril 1952. Les statistiques partielles dont on dispose pour certaines branches parti-

culières d'activité confirment cette stabilité des charges sociales. On trouvera, reportée dans le tableau VI, la décomposition des charges sociales supportées par les entreprises métallurgiques de la Région parisienne suivant sept postes (assurances sociales, allocations familiales, accidents du travail, congés payés et journées chômées, taxe d'apprentissage, taxe de 5 %, indemnité de transport).

TABLEAU VI

Charges sociales dans le groupe des industries métallurgiques mécaniques et connexes de la Région parisienne  
(en % des salaires versés).

	Assu- rances sociales	Alloca- tions fami- liales	Acci- dents du travail	Congés payés et journées chômées	Taxe d'ap- pren- tissage	Taxe de 5 %	Indem- nité de trans- port	TOTAL
1938 Moyenne de l'année .....	4,00	3,21	3,00	4,68	0,20	»	»	15,09
1948 1 <sup>er</sup> trimestre...	9,70	12,93	5,37	6,96	0,20	»	»	33,36
1949 1 <sup>er</sup> trimestre...	9,40	15,04	5,40	6,60	0,38	5,00	2,88	44,70
1950 1 <sup>er</sup> trimestre...	9,40	15,04	3,83	6,54	0,40	5,00	3,55	43,76
1951 1 <sup>er</sup> trimestre...	9,40	15,04	3,44	7,28	0,40	5,00	3,26	43,82
— 4 <sup>e</sup> trimestre...	9,10	15,24	2,81	7,06	0,40	5,00	2,45	42,06
1952 1 <sup>er</sup> trimestre...	9,00	15,07	2,77	7,06	0,40	5,00	2,40	41,70
— 2 <sup>e</sup> trimestre...	9,30	15,38	2,87	7,03	0,40	5,00	2,38	42,56
— 3 <sup>e</sup> trimestre...	9,28	15,49	2,85	7,03	0,40	5,00	2,37	42,39
— 4 <sup>e</sup> trimestre...	9,30	15,38	3,02	7,04	0,40	5,00	2,38	42,72

Il apparaît que le pourcentage des charges sociales par rapport aux salaires a peu varié en 1952, marquant cependant une légère augmentation à partir du 1<sup>er</sup> avril 1952 en raison de l'augmentation du plafond des salaires soumis à retenue pour la Sécurité sociale.

Au cours de l'enquête trimestrielle du 1<sup>er</sup> avril 1953, le ministère du Travail a procédé à une étude approfondie des charges sociales supportées par les employeurs en 1952, comme il l'avait déjà fait pour les années 1946, 1948 et 1950. Les résultats de cette enquête ne sont pas encore disponibles.

#### IV. — L'ÉVOLUTION DES GAINS NETS DES SALARIÉS.

Le salaire horaire est un élément prépondérant du gain net des salariés, mais d'autres éléments peuvent influencer de manière importante sur ce gain. C'est le cas tout d'abord des primes,



gratifications, etc., qui s'ajoutent au salaire de base et peuvent correspondre à une part non négligeable du salaire. Aucune enquête ne permet encore de mesurer avec précision cette partie du salaire pour l'ensemble des activités. Des études sont cependant en cours, d'où il résulte que les primes, gratifications et autres éléments annexes des salaires varient considérablement selon les branches d'activité, étant presque nuls dans certaines et pouvant dépasser 25 % du salaire horaire dans d'autres. Il ne semble pas que cette partie du gain des salariés ait subi des variations importantes en 1952.

D'autres éléments du gain net du salarié proviennent de dispositions réglementaires. La prime de transport versée mensuellement aux salariés de la Région parisienne n'a pas vu son taux modifié. Les taux de cotisation ouvrière à la Sécurité sociale n'ont pas subi de variation; seul le plafond du salaire soumis à cotisation a été élevé en avril 1952, mais cette modification ne touche que les salariés les mieux rétribués. Le barème de la surtaxe progressive est resté le même pour les revenus de 1952 que pour ceux de 1951; ce qui représente un accroissement du poids de l'impôt, puisque le salaire annuel moyen s'est élevé d'environ 16 % de 1951 à 1952.

Les allocations familiales n'ont subi aucune modification depuis 1951; leur taux, au cours de ces dernières années, s'est nettement moins élevé que les salaires, si bien que les travailleurs ayant des enfants à charge ont vu leurs revenus s'accroître moins que ceux des célibataires, contrairement à l'évolution très favorable aux salariés chargés de famille, qui avait prévalu après la Libération.

Un dernier élément particulièrement important du gain mensuel du salarié est la durée hebdomadaire du travail dont l'évolution est suivie grâce à l'enquête trimestrielle du ministère du Travail. On trouvera, reproduite dans le tableau VII, l'évolution de la durée hebdomadaire moyenne du travail dans l'ensemble des activités industrielles et commerciales, ainsi que l'indice du niveau des effectifs (base 100 en 1938) provenant de la même enquête et, sur la même base, l'indice d'activité (produit de l'indice du niveau des effectifs par l'indice de la durée du travail).

TABLEAU VII  
Durée moyenne du travail, indice de l'emploi  
et de l'activité de la main-d'œuvre  
(Enquête du ministère du Travail).

DATE	DURÉE HEBDOMADAIRE moyenne du travail heures	INDICE des effectifs (1938 = 100)	INDICE de l'activité (1938 = 100)
1 <sup>er</sup> janvier 1946 .....	43,1	92,0	100,8
15 février 1948 .....	44,8	103,4	118,0
1 <sup>er</sup> janvier 1950 .....	44,6	106,7	124,1
1 <sup>er</sup> octobre 1950 .....	45,3	107,8	124,1
1 <sup>er</sup> janvier 1951 .....	45,0	107,8	123,4
1 <sup>er</sup> octobre 1951 .....	45,3	111,1	128,1
1 <sup>er</sup> janvier 1952 .....	45,1	110,6	127,0
1 <sup>er</sup> avril 1952 .....	44,9	110,7	126,3
1 <sup>er</sup> juillet 1952 .....	44,8	111,0	126,4
1 <sup>er</sup> octobre 1952 .....	45,0	110,9	126,8
1 <sup>er</sup> janvier 1953 .....	44,5	108,8	123,2

La durée du travail en 1952 ne s'est pas maintenue au niveau élevé qu'elle avait atteint en 1951. Déjà diminuée par la crise du textile au second trimestre 1952, elle a subi une nouvelle réduction au cours du dernier trimestre de l'année par suite des difficultés que rencontrent diverses industries et, en particulier, la métallurgie. Le nombre des chômeurs partiels (particulièrement nombreux dans le textile) a été important pendant toute l'année et, en juillet 1952, où il fut maximum, on estime que 350.000 personnes travaillaient moins de 40 heures. Si, durant l'année 1952, le nombre des chômeurs secourus et des demandeurs d'emploi est resté faible, on note une hausse importante des effectifs de ces deux catégories dans les derniers mois de l'année, si bien qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1953, il y avait 54.377 chômeurs secourus et 182.084 demandeurs d'emploi, alors qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1952 on ne dénombrait que 33.038 chômeurs secourus et 116.416 demandeurs d'emploi.

Les déclarations annuelles des salaires versés, rédigées par tous les employeurs pour l'administration fiscale (états n° 1.024), sont régulièrement exploitées par l'Institut national de Statistique et permettent d'obtenir des statistiques extrêmement détaillées et intéressantes sur la masse des salaires versés dans les différentes branches d'activité et sur la répartition des salaires suivant les tranches de salaires perçus. Malheureusement, on ne possède encore aucune statistique résultant de ce dépouillement pour l'année 1952.

On a tenté, à partir du taux de salaire horaire moyen des ouvriers et de la durée du travail résultant de l'enquête trimestrielle du ministère du Travail, de calculer pour le célibataire, le père de deux enfants et le père de cinq enfants à Paris et en province (zone d'abattement 7,50 % sur les salaires parisiens), un salaire mensuel net, qui tienne compte de la rémunération des heures supplémentaires, des retenues pour la cotisation des salariés à la Sécurité sociale, de la surtaxe progressive, ainsi que la prime de transport à Paris et des allocations familiales. L'évolution des indices correspondants sur la base 100 en 1949 est reproduite dans le tableau VIII.

TABLEAU VIII  
Indices des salaires mensuels nets.  
(Base 100 moyenne 1949.)

	ZONE 0 %			ZONE 7,50 %		
	Célibataire	Père de 2 enfants	Père de 5 enfants	Célibataire	Père de 2 enfants	Père de 5 enfants
1949 .....	100	100	100	100	100	100
1952 Janvier .....	166	160	154	164	158	152
Avril .....	167	161	154	164	158	152
Juillet .....	169	162	155	164	158	152
Octobre .....	171	164	156	166	159	153
1953 Janvier .....	169	162	155	162	157	152
Montant du salaire mensuel net au 1 <sup>er</sup> janvier 1953 (en fr.) .....	28.898	41.266	62.827	22.616	33.400	53.238

Il fait apparaître que les salaires mensuels nets ont subi une hausse très légère de janvier à octobre 1952, hausse plus sensible pour les célibataires que pour les travailleurs chargés de famille en raison de la fixité du montant des allocations familiales, et que, en revanche, d'octobre 1952 à janvier 1953, le salaire mensuel net, en raison d'une baisse de la durée hebdomadaire du travail, a légèrement diminué.

En vue d'éclairer l'évolution des salaires nets réels au cours de l'année 1952, on a indiqué, dans le tableau IX, les variations pendant cette année d'un certain nombre d'indices de salaires et de prix à Paris, qui font apparaître la très grande stabilité en 1952 des salaires réels, qui au 1<sup>er</sup> janvier 1953 se retrouvent, quelle que soit la série de prix retenue, à un niveau très voisin de celui du 1<sup>er</sup> janvier 1952.

TABLEAU IX

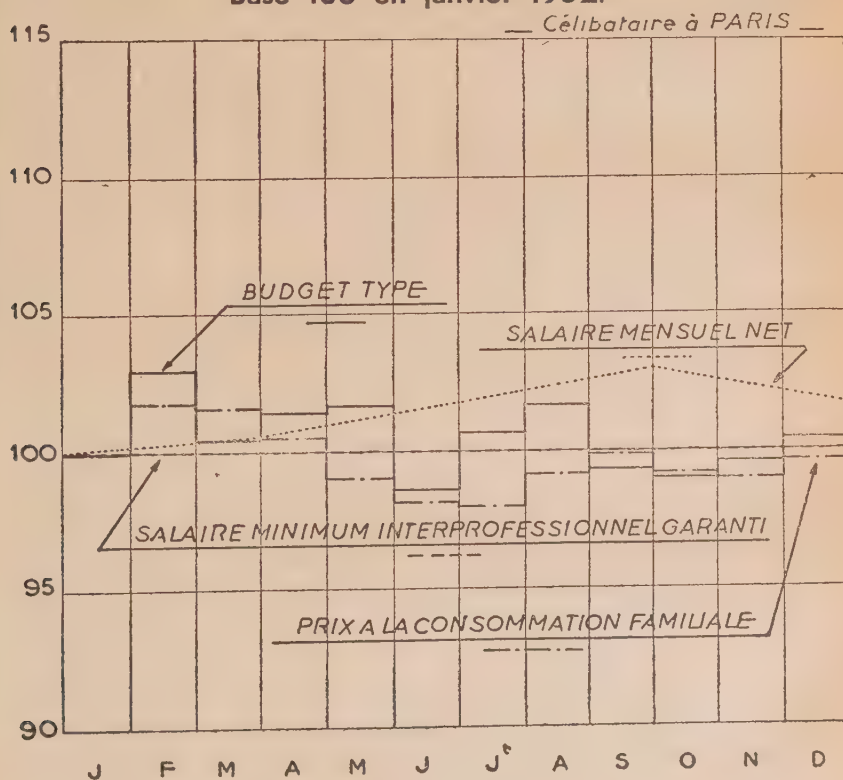
Evolution d'indices de prix et de salaires à Paris en 1952.

(Base 100 moyenne 1949.)

DATES	SALAIRE MENSUEL NET		SALAIRE MINIMUM interpro- fessionnel garanti	PRIX à la CONSOMMATION FAMILIALE	BUDGET- TYPE
	Célibataire	Père de 2 enfants			
Janvier 1952 ....	100	100	100	100	100
Février 1952 ....	»	»	»	101,8	102,9
Mars 1952 ....	»	»	»	101,5	100,2
Avril 1952 ....	100,6	100,6	»	100,5	101,5
Mai 1952 ....	»	»	»	99,0	101,6
Juin 1952 ....	»	»	»	98,1	98,5
Juillet 1952 ....	101,8	101,2	»	97,9	100,5
Août 1952 ....	»	»	»	99,2	101,6
Septembre 1952 ..	»	»	»	99,9	99,4
Octobre 1952 ....	103,0	102,5	»	99,9	99,0
Novembre 1952 ..	»	»	»	99,0	99,6
Décembre 1952 ..	»	»	»	99,7	100,4
Janvier 1953 ....	101,8	101,2	»	99,8	101,1

## EVOLUTION D'INDICES DE PRIX ET DE SALAIRES EN 1952

Base 100 en janvier 1952.

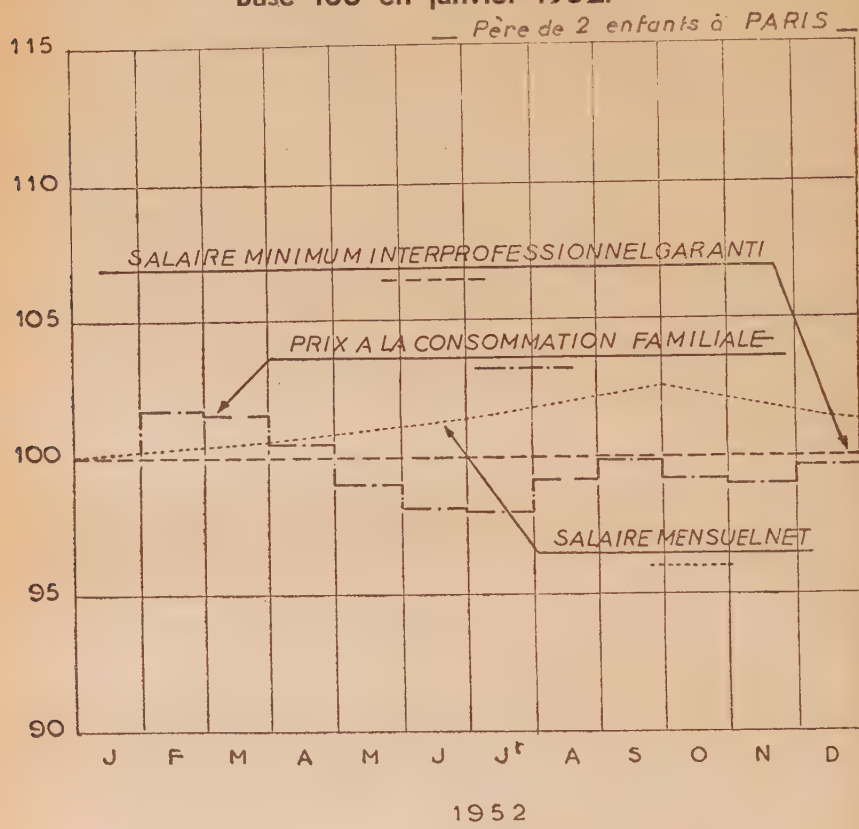


1952



## EVOLUTION D'INDICES DE PRIX ET DE SALAIRES EN 1952

Base 100 en janvier 1952.



Cette évolution est illustrée par les graphiques n° 1 et n° 2, qui reproduisent les variations en 1952 du salaire mensuel net du célibataire et du père de deux enfants à Paris, du salaire minimum interprofessionnel garanti, ainsi que de l'indice des prix à la consommation familiale et du budget-type dérivé des travaux de la Commission supérieure des conventions collectives et représentant les dépenses minima d'un célibataire à Paris.

En province, il est encore plus difficile de mesurer les variations du pouvoir d'achat du salarié, puisqu'on ne dispose, pour mesurer les prix, que de l'indice trimestriel des prix à la consommation familiale dans dix-sept grandes villes de province.

Il apparaît cependant qu'entre décembre 1951 et décembre 1952, cet indice a subi une hausse de près de 4 %, alors que le tableau VIII fait apparaître que le salaire mensuel net a subi, en raison de la baisse de la durée hebdomadaire du travail au cours du dernier trimestre, une très légère baisse en 1952.

#### V. — L'ÉVOLUTION DES SALAIRES DANS L'AGRICULTURE.

Comme dans l'industrie et le commerce, aucune modification du salaire minimum garanti n'est intervenue durant l'année 1952 dans l'agriculture. Une enquête par sondage effectuée au début de l'année 1951 avait permis de déterminer, avant le relèvement du salaire minimum garanti d'avril 1951, le salaire mensuel moyen dans les professions agricoles suivant le groupe professionnel. Cette enquête a été renouvelée dans les mêmes conditions (enquête auprès d'un échantillon représentatif d'environ 2.000 exploitations agricoles ayant des salariés) au début de l'année 1952. On trouvera, résumés dans le tableau X, les salaires moyens mensuels relevés en mars-avril 1951 et en mars-avril 1952, lors de ces enquêtes par sondage. Si, pour certains groupes (personnels de direction par exemple), les résultats sont sujets à fortes erreurs aléatoires, en raison du petit nombre de personnes rentrant dans ces groupes et figurant dans l'échantillon, on peut, en revanche, accorder beaucoup plus de

TABLEAU X  
Salaires moyens mensuels dans l'agriculture  
en mars-avril 1951 et mars-avril 1952.

GROUPES	PERSONNEL LOGÉ ET NOURRI		PERSONNEL LOGÉ SEULEMENT		PERSONNEL NOURRI SEULEMENT		PERSONNEL NI NOURRI NI LOGÉ	
	Mars- Avril 1951	Mars- Avril 1952	Mars- Avril 1951	Mars- Avril 1952	Mars- Avril 1951	Mars- Avril 1952	Mars- Avril 1951	Mars- Avril 1952
Personnel de direction ....	11.273	17.730	16.533	22.333	»	»	»	»
Ouvrier qualifiés .....	10.000	11.460	13.164	16.950	11.306	14.060	13.742	17.400
Domestiques, ouvriers agri- coles hommes .....	7.132	9.230	11.863	15.720	9.606	11.190	14.019	18.270
Servantes de fermes .....	5.786	7.660	10.434	»	7.708	9.500	13.036	14.260

confiance à des résultats portant sur une population plus nombreuse, comme, par exemple, les ouvriers et domestiques agri-

coles hommes. Quoique certains salaires relevés en 1951 fassent déjà état du relèvement du salaire minimum garanti effectué le 1<sup>er</sup> avril 1951, il apparaît que, pour cette catégorie de salariés agricoles, la hausse des salaires a atteint en un an 25 à 30 % et paraît équivalente aux augmentations de salaires notées dans le secteur industriels et commercial entre les mêmes dates. Les salaires les plus élevés sont relevés dans le Nord et la Région parisienne. En revanche, on rencontre les salaires les plus bas dans l'Ouest et le Sud-Ouest.

## VI. — EVOLUTION DES SALAIRES DES GENS DE MAISON.

L'Institut national de la Statistique a effectué en octobre 1952 son enquête annuelle auprès des maires des villes de plus de 10.000 habitants (à l'exception de Paris), afin de connaître les salaires généralement pratiqués en province pour les gens de maison. Les résultats de cette enquête sont reportés, en ce qui concerne les bonnes à tout faire et les femmes de ménage, dans le tableau XI.

TABEAU XI

Salaires des gens de maison.

	1938	1946	1948	1950	1951	1952
Bonne à tout faire, logée et nourrie (en fr. par an) .....	3.884	35.306	61.493	73.860	93.200	110.460
Femme de ménage ni logée, ni nourrie (en fr. par heure) .....	3,45	23,82	40,37	59,30	76,20	87,48

Ce tableau fait apparaître une hausse substantielle des salaires pour cette catégorie de travailleurs entre octobre 1951 et octobre 1952, hausse beaucoup plus forte que celle dont ont bénéficié les salariés de l'industrie et du commerce. Elle tient pour partie au fait que la hausse des salaires de septembre 1951 n'avait pas toujours été prise en considération par les maires, lors de l'enquête d'octobre 1951.

Pour Paris, le salaire de la bonne à tout faire, logée et nourrie, passe de 12.035 francs en octobre 1951 à 14.600 francs en octobre 1952, et le salaire de la femme de ménage, ni logée ni nourrie, passe de 100 à 110 francs par heure.

## VII. — EVOLUTION DES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES.

Les traitements de cette catégorie de travailleurs n'ont subi aucune modification durant toute l'année 1952 et connaissent une stabilité totale depuis l'augmentation d'octobre 1951, si bien que les hausses de prix intervenues depuis cette date ont amené une baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires par rapport à celui que leur assuraient leurs revenus à cette date.

## CONCLUSION.

L'année 1952 paraît caractérisée par une stabilité quasi totale des salaires et du pouvoir d'achat des salariés, puisque les fluctuations des prix ont été très faibles. Par rapport à l'année 1951, et grâce à l'augmentation sensible des salaires de septembre 1951, on note une légère amélioration, puisque les salaires ont, en moyenne, augmenté de 16 % entre 1951 et 1952, alors que les prix ne subissaient, en moyenne, qu'une hausse de 12 %. Toutefois, les menaces de chômage et de réduction de l'horaire de travail, qui pèsent sur certains secteurs économiques à la fin de l'année 1952, posent en termes particulièrement aigus la question du maintien du revenu mensuel net du salarié.

Les salariés ont obtenu au cours de l'année 1952 une liaison rigide entre le salaire minimum garanti et l'indice des prix à la consommation familiale à Paris. On peut espérer cependant que les augmentations de salaires seront à l'avenir les conséquences d'un progrès de la productivité entraînant une amélioration des niveaux de vie et non le résultat du déclenchement d'une échelle mobile des prix et des salaires à la suite d'inflations successives.

Raymond LÉVY-BRUHL.

---



# LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA LÉGISLATION SOCIALE EN 1952

---

SOMMAIRE. — 1<sup>re</sup> Partie : *Le mouvement ouvrier*. — Section I : La vie des Confédérations. — § 1. La C. G. T. — § 2. La C. G. T. F. O. — § 3. La C. F. T. C. — § 4. Les autres centrales syndicales et les autonomes. — Section II : La politique syndicale — § 1. L'indépendance vis-à-vis des partis politiques. — § 2. Le programme d'action économique et sociale. — § 3. Les liaisons d'ordre international.

II<sup>e</sup> Partie : *La législation sociale*. — Section I : Les textes fondamentaux. — § 1. La loi sur l'échelle mobile (18 juillet 1952). — § 2. Le Code du travail de la F. O. M. (loi du 22 nov. 1952). — Section II : Les autres manifestations du droit social. — § 1. En matière de salaires et de sécurité sociale. — § 2. De quelques autres textes.

## PREMIERE PARTIE

### LE MOUVEMENT OUVRIER

#### SECTION I. — *La vie des Confédérations.*

##### § 1. — La C. G. T.

#### 1<sup>o</sup> LES DEUX C. C. N. DE 1952.

a) *Le premier C. C. N. des 3 et 4 avril.* — Il a été plus particulièrement consacré aux problèmes d'organisation. Le rapport, présenté par M. Lucien Molino, était d'ailleurs intitulé *Les luttes ouvrières et les problèmes d'organisation*<sup>1</sup>. Certes, il critique la politique gouvernementale, qualifiée de « bluff à la baisse » et esquisse un tableau de « la crise en France et dans le monde », conformément aux schémas traditionnels : « l'économie de guerre développe le chômage », « la Conférence économique de Moscou ouvre de larges possibilités » en cherchant à développer des relations commerciales avec l'U. R. S. S. Mais l'essentiel réside dans des propositions constructives, en

1. Supplément au *Peuple*, n<sup>o</sup> 406, semaine du 10 au 16 avril 1952.

vue d'une amélioration des techniques de l'action syndicale. Sous le titre *D'immenses possibilités*, le rapporteur profite, en effet, d'une autocritique, pour préconiser les formules à employer en matière d'organisation et de recrutement.

Pour l'organisation — et la résolution générale du C. C. N. reprendra expressément presque tous ces points<sup>2</sup> — il convient de « renforcer l'activité des militants dans les entreprises », utiliser à plein les délégués et comités, une conférence nationale de ces derniers devant être tenue, à l'exemple de celle déjà réunie en 1948<sup>3</sup>. Les méthodes de travail individuelles doivent être abandonnées au profit du travail collectif, avec planification et démocratisation, les cantines d'entreprises devant notamment permettre la tenue des réunions des sections syndicales.

Pour le recrutement, un plus grand effort s'impose, dans le domaine de la diffusion de la presse syndicale et démocratique, de la propagande auprès des Nord-Africains, des immigrés, des cadres, des femmes et des jeunes.

Ce travail doit être poursuivi avec la préoccupation constante de l'unité, au moyen de comités d'action permettant des contacts favorables à un élargissement du recrutement.

Dans un « Manifeste » à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, le C. C. N. en préconise une application immédiate avec la constitution de « comités d'union et de préparation du 1<sup>er</sup> mai », auxquels il assigne un programme sur le double plan économique-social et politique<sup>4</sup>.

2. *Le Peuple*, loc. cit., p. 4.

3. V. notre chronique de la *Revue d'économie politique*, 1949, p. 1246-1247.

4. La présentation même du « Manifeste » distingue ces deux « plans » sans les nommer. Il réclame, en effet :

— *D'une part* : Augmentation générale des salaires, traitements, pensions et retraites. — Echelle mobile. — Suppression des zones. — Convocation immédiate de la Commission supérieure des conventions collectives pour le relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti. — Baisse des prix par la réduction des impôts de guerre et des superprofits capitalistes, par la réforme de la fiscalité. — Application intégrale de la semaine de quarante heures sans diminution de salaires. — La défense du droit au travail. — Inscription de tous les sans-travail, sans exception. Indemnité de chômage égale à 75 % du salaire minimum pour les chômeurs totaux et 75 % du salaire perdu pour les chômeurs partiels. — Défense de la Sécurité sociale, des droits et statuts acquis. — Défense du droit de grève et des libertés syndicales et démocratiques.

— *D'autre part* : La cessation des guerres en Corée, au Viet-Nam, le retour des corps expéditionnaires. — Le respect de la volonté d'indépendance du peuple tunisien, le retrait des forces de répression. — La réduction massive des dépenses d'armement et l'utilisation des crédits ainsi dégagés à l'amélioration du niveau de vie du peuple. — La mise en œuvre d'un programme de redressement économique, de paix et de progrès social. — La reprise des relations économiques avec les pays de l'Est, que doit faciliter la participation d'une large délégation

Ce programme n'apporte aucun élément nouveau. Nous le reproduisons en note, simplement pour rappeler les positions traditionnelles de la C. G. T. sur ces deux plans. Ce qu'il y a lieu de retenir de ce premier C. C. N. de 1952, c'est donc essentiellement l'auto-critique en vue d'une meilleure organisation et l'intention de convoquer une nouvelle Conférence nationale des comités d'entreprises, dont nous reparlerons par la suite dans nos développements consacrés à la politique syndicale, au regard des comités.

Ajoutons qu'une décision fut prise, à ce C. C. N., concernant la presse syndicale, en vue d'assurer une meilleure division du travail entre les organes confédéraux. *Le Peuple*, jusque-là hebdomadaire, devient bi-mensuel et l'organe des cadres syndicaux. *La Vie Ouvrière*, qui demeure hebdomadaire, devient officiellement l'organe de la C. G. T., chargé plus spécialement de l'action auprès des masses<sup>5</sup>.

b) *Le deuxième C. C. N. des 27 et 28 novembre.* — Le rapport, établi par M. Benoît Frachon, était intitulé : *Pour sauver le pays de la catastrophe et la classe ouvrière du chômage et de la misère*. Il reprend les thèmes du C. C. N. précédent et fournit même, sur certains points, d'intéressantes précisions. D'abord, en ce qui concerne l'importance et l'issue des grèves et mouvements divers, déclenchés en vue d'obtenir des augmentations de salaires<sup>6</sup>. Ensuite, à propos du nombre et du domaine des accords d'unité d'action, conclus dans le cadre de la même revendication<sup>7</sup>. Enfin, au sujet des efforts déployés

française à la Conférence économique de Moscou, « revendications » auxquelles il convient d'ajouter des prises de position contre les bombardements microbiens des populations de Corée et de Chine; pour un traité de paix avec l'Allemagne unifiée et démocratisée, qui aurait notamment pour conséquence heureuse d'arrêter le réarmement de l'Allemagne revancharde de l'Ouest, de libérer le territoire français des troupes d'occupation américaines; pour le désarmement simultané et contrôlé; pour un pacte de paix entre les Cinq grands, ouvert à toutes les nations; pour la libération des patriotes et partisans de la paix emprisonnés dans les pays soumis aux milliardaires américains; pour les revendications et le progrès social, pour la liberté et l'indépendance des peuples, pour la paix.

5. La V. O. change donc de sous-titre. Au slogan : « Ne combat que les ennemis de la C. G. T. », elle substitue *Journal officiel de la C. G. T.*, à partir du n° 397, du 9 au 15 avril 1952.

6. Supplément au *Peuple*, n° 421, 1<sup>er</sup> déc. 1952, p. 24-25, du texte inséré en « feuilleton ».

7. *Ibid.*, p. 29. Le rapporteur cite le cas de 6 Fédérations et 17 Unions départementales, dont il fournit le détail, indépendamment des accords locaux ou d'entreprises.

par le bureau confédéral dans le domaine des contacts en vue d'une meilleure organisation, conformément aux décisions arrêtées par le précédent C. C. N.<sup>8</sup>.

Mais le rapport Frachon ne se borne pas uniquement à reprendre les thèmes du précédent C. C. N., ou, plus exactement, il en déplace l'accent. Il ne cherche pas à être technique et concret dans l'autocritique, comme l'était le rapport Molino, presque exclusivement préoccupé de rappeler les principes fondamentaux de la méthodologie en vue de l'action. Le rapport Frachon est nettement politique. C'est un rapport de dirigeant, et non de technicien, un rapport d'orientation et non de directive sur l'application. C'est que les événements ont évolué depuis le 1<sup>er</sup> C. C. N. Ainsi que nous aurons l'occasion de le rappeler dans nos développements consacrés aux rapports entre le mouvement syndical et l'action politique, des mouvements ont été déclenchés par la C. G. T., qui ont entraîné des conséquences telles que l'arrestation de M. Alain Le Léap. M. Benoît Frachon se doit donc d'adopter un autre ton que celui de M. Molino, en avril. Il parle de « complot » de la bourgeoisie, de « trahison nationale », de « pillage de la nation par les grandes féodalités industrielles ». Il rattache à cela la lutte contre le chômage, sur les progrès duquel il met l'accent, ainsi que la lutte contre la subordination au capitalisme américain, tout étant lié, d'après lui<sup>9</sup>.

Les résolutions du C. C. N. témoignent de ces préoccupations et réclament la libération de M. Le Léap, en même temps qu'elles protestent, par avance, contre toute législation tendant à exclure les communistes de la fonction publique<sup>10</sup>.

## 2° LES TENDANCES QUI SUBSISTENT A LA C. G. T.

a) *Du côté de la Fédération du Livre.* — Il n'y aurait rien à signaler si le Congrès de cette Fédération, tenu à Nice, en mai 1932, ne s'était prononcé en faveur du retrait de la Fédération

8. Le rapport signale, p. 31, qu'à l'occasion de réunions de bureaux, de commissions exécutives et de cadres, dans tous les départements, 20.000 militants ont pu être touchés.

9. Nous devons être les champions de l'indépendance nationale, écrit-il (*loc. cit.*, p. 21)... La militarisation du pays est un des éléments principaux du marasme économique... Cette militarisation du pays n'a rien à voir avec la nécessité de la défense nationale. Elle la met au contraire en péril, puisque la guerre qu'on prépare est une guerre d'agression contre l'Union soviétique, la Chine et les démocraties populaires, dont la volonté de paix n'est plus à démontrer.

10. *Le Peuple*, n° 421, *cit.*, p. 19 et 20.



graphique internationale. Cette dernière constitue l'un des « Secrétariats professionnels internationaux » (S. P. I.) avec lesquels la F. S. M. avait toujours rencontré des difficultés. Ce S. P. I. avait même adhéré à la C. I. S. L. après la scission de la F. S. M.<sup>11</sup> Il était donc naturellement contraire aux vues des dirigeants de la C. G. T., adhérente à la F. S. M., qu'une de ses Fédérations nationales adhérât, sur le plan professionnel international, à un organisme qui s'était montré réticent, à son échelon, pour entrer à la F. S. M. et, à plus forte raison, inadmissible qu'elle y demeure, après l'adhésion de ce S. P. I. à la C. I. S. L.

Le départ de la Fédération du Livre C. G. T. de la Fédération graphique internationale paraît donc constituer un succès pour la C. G. T., puisqu'il semble correspondre à un alignement de sa Fédération du Livre sur l'attitude confédérale. Le geste des syndiqués du Livre cégétiste n'a cependant pas du tout cette signification. Il a été obtenu par 267 voix, représentant 138 syndicats, contre 46 voix, représentant 24 syndicats et 98 abstentions, représentant 49 syndicats, à la suite d'une

11. V. notre chronique de 1931 : *Revue d'économie politique*, mars-juin 1931, p. 567, et la note 49, et celle de 1932 : *Revue d'économie politique*, mai-août 1932, p. 591. Les S. P. I. sont des Fédérations professionnelles internationales, c'est-à-dire des organes de liaison entre les Fédérations d'une même profession, appartenant à différents pays. Ils apparaissent dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, et on en compte 28, à la veille de la guerre de 1914. Un certain nombre d'entre eux se sont fait représenter à la Conférence de Zurich, qui a créé la *Fédération syndicale internationale*, en 1913. Après la reconstitution de celle-ci, en 1919, des S. P. I. lui apportent leur adhésion, et il y en a 27 dans ce cas, en 1936. Ces S. P. I. sont, d'ailleurs, d'importance très inégale. Les uns, comme celui des transports, sont puissants et bien organisés. D'autres sont beaucoup plus modestes, au point, parfois, de presque s'identifier avec une de leurs Fédérations nationales. Leurs rapports avec la F. S. I. reposent sur un compromis qui leur assure la plus large autonomie. C'est ainsi que lorsque le Conseil général de la F. S. I. se réunit, les S. P. I. en profitent pour tenir leurs propres assemblées. Quelques-uns acceptent même de recevoir l'adhésion de syndicats qui ne sont affiliés à aucune Confédération, dans leur pays. Or, la F. S. I. est conçue comme une Fédération internationale de Confédérations interprofessionnelles nationales, et non pas de Fédérations professionnelles internationales, bien que cette dernière formule ait eu des partisans, notamment dans les rangs de certains S. P. I. Lorsque la F. S. M. remplaça la F. S. I., la question de l'adhésion des S. P. I. à la nouvelle Fédération se reposa, celle-ci ayant repris la formule d'une Fédération internationale de Confédérations interprofessionnelles nationales. En 1946, sur l'injonction des russes, les S. P. I. furent condamnés à disparaître, en s'intégrant dans le cadre de « Départements professionnels internationaux » (D. P. I.). Beaucoup s'y refusèrent et, dans ce cas, les Fédérations nationales correspondantes de la C. G. T. les quittèrent pour adhérer aux D. P. I. constitués par la F. S. M. Or, la Fédération du Livre était restée à son S. P. I., même lorsque celui-ci avait, par la suite, adhéré à la C. I. S. L., comme ce fut le cas pour une vingtaine d'entre eux.

incroyable maladresse commise par le secrétaire de la Fédération graphique internationale. Sur la foi de renseignements erronés, qui auraient été fournis par des membres de la Fédération du Livre F. O., celui-ci avait publié un article « farci d'erreurs et de critiques déplacées » sur la Fédération du Livre C. G. T.<sup>12</sup>. Et c'est « cet article en main » que le secrétaire fédéral de celle-ci obtint, de ses adhérents, le retrait de la Fédération graphique internationale<sup>13</sup>.

Il convient d'observer, toutefois, que la Fédération du Livre C. G. T. n'a pas rallié, pour autant, un autre organisme international. Son Congrès a même décidé qu'aucune nouvelle affiliation à un organisme de ce genre ne pourrait intervenir sans un référendum. Le secrétaire fédéral, M. Ehni, dont le zèle en faveur de la C. G. T. ne paraît pas s'être jamais démenti, a également reconnu que le comité confédéral « devait s'abstenir de toute mesure ayant un caractère politique, aussi bien sur le plan syndical que sur celui de la paix, sous peine de voir la Fédération se couper en deux parties égales (ce qui était reconnaître officiellement que la minorité avait cessé de l'être). Et qu'il entendait observer cette attitude pour ne pas apporter la division dans la Fédération »<sup>14</sup>.

Un observateur appartenant au milieu note même que « la différence avec le Congrès de Bordeaux a été sensible » à cet égard, les critiques ayant été vives à l'encontre de la C. G. T. et du parti communiste<sup>15</sup>.

12. L'expression est de M. Pierre Monatte, *Pour récolter il faut semer*, in « Le carnet du Sauvage », *Révol. prol.*, juin 1932, p. 2. L'indication d'après laquelle des éléments de F. O. seraient à l'origine de la maladresse est fournie dans les « Petites Notes » de la *Révol. prol.*, févr. 1933, p. 28, sous le titre *Pas très fort*, Viot, ce dernier étant le secrétaire de la Fédération du Livre F. O.

13. « Le camarade Woerler, président de la F. G. I. et auteur de l'article, a reconnu qu'il avait commis là la plus grosse sottise de sa vie (il a employé un terme plus énergique). Malgré les excuses qu'il a présentées et les interventions de plusieurs camarades en faveur du maintien de la Fédération française à la F. G. I., le Congrès... a décidé le retrait de cet organisme. » V. Roger Périgeat, *Le Congrès du Livre, Révol. prol.*, juill. 1932.

14. Roger Périgeat, *loc. cit.* L'auteur de cet article, qui est un militant de la Fédération du Livre C. G. T., confirme ce que nous avançons sur ce point dans notre chronique de 1931, p. 549, note 10 : « Il semble que les syndiqués du Livre soient très désireux de ne pas briser leur unité corporative ». Il écrit en effet : « L'impression dominante du Congrès, c'est le désir, la volonté de rester unis dans une même Fédération, exprimés par tous ceux qui intervinrent dans la discussion. Mais cette unité, il a été non moins fermement exprimé qu'elle était subordonnée à l'indépendance que la Fédération observerait, tant à l'égard des mots d'ordre de la C. G. T. qu'à ceux de tout parti politique. »

15. Roger Périgeat, *loc. cit.*, écrit : « Si les sections d'Alsace et de Lorraine sont toujours fidèle au réformisme; si Brandely, de Clermont-Ferrand, a conservé la

On pourrait s'étonner, dans ces conditions, que la situation demeurât néanmoins presque stationnaire à l'intérieur de cette Fédération. Mais, outre qu'elle place son unité corporative au-dessus de son appartenance à l'une plutôt qu'à l'autre Confédération, cela s'explique encore par le statisme, déjà signalé, des opposants, d'ailleurs hétérogènes, à l'influence communiste<sup>16</sup>.

b) *Quant aux éléments trotskystes.* — Leur position n'a pas changé. Tout en restant à la C. G. T., à l'exception de quelques personnalités qui en avaient démissionné ou s'en étaient fait exclure, ils sont entrés dans un groupe appelé « Pour l'unité », en compagnie d'anciens titistes, dont ils ont fini par se séparer, en 1932, les titistes, renforcés de M. André Lafond (F. O.), ayant préconisé, semble-t-il, l'unification autour de la C. G. T. F. O.<sup>17</sup>.

## § 2. — La C. G. T. F. O.

### 1° LE CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE NOVEMBRE 1932.

Le III<sup>e</sup> Congrès de la C. G. T. F. O. s'est tenu à Paris, au Palais de la Mutualité, du 12 au 13 novembre 1932, devant 1.200 délégués. Quelle en fut l'atmosphère ?

position qu'avait prise Andanson à Bordeaux; en revanche, Cambien et Dumortier, de Lille, l'ont rejoint dans ses critiques à l'égard de la C. G. T.; et Cadéo, de Saint-Etienne, a formulé les griefs les plus sévères à l'égard du parti communiste, déclarant, par exemple, que la tension entre son syndicat et les journaux communistes était pire qu'avec les journaux bourgeois. Il y a lieu de noter également l'intervention du délégué de Montpellier sur la grève dans un journal communiste de cette ville, votée par 116 ouvriers contre 11, à la suite du renvoi abusif d'un correcteur. Grève accompagnée de voies de fait, lettres de menaces et utilisation de jaunes recrutés à Marseille et à Perpignan. La tendance opposée n'a guère trouvé que deux dévoués défenseurs : le délégué de Bellegarde et celui d'Alger. »

16. V. notre chronique de 1931, p. 349, et la note 10. C'est ce qui explique le titre adopté par M. Monatte dans son écho, déjà cité *supra*, dans la présente chronique, note 12 : *Pour récolter, il faut semer.* « Les deux années qui séparent le Congrès de Bordeaux du Congrès de Nice ont été perdues, écrit-il. A Bordeaux, le discours d'Andanson, le délégué de Clermont-Ferrand, avait permis de penser que la province était en train de se ressaisir. Espoir déçu. Il aurait fallu qu'Andanson continuât son effort et que de partout on l'appuie, de Paris plus qu'ailleurs. Andanson s'est contenté de son discours et Paris a dormi. » V. également *Le Congrès du Livre « Force Ouvrière »*, *Bulletin de l'U. C. E. S.*, n° 76, 10 juill. 1932, p. 6. L'auteur de l'article y reconnaît que « la Fédération C. G. T. apparaît encore comme un groupe autonome au sein de la Confédération de Frachon ». Cependant, il note également des indices de « l'intégration de la Fédération du Livre au dispositif communiste ».

17. Le groupe « Pour l'Unité » avait un journal, portant le même nom, et dont la rédaction-administration était 98, rue Réaumur. L'un et l'autre ont disparu avec l'année 1932. Outre *l'Humanité*, l'opinion des trotskystes s'exprime dans un hebdomadaire : *La Vérité*; les titistes disposent, comme organe, de *La Démocratie prolétarienne*.



Si l'on se reporte à la *Révolution prolétarienne*, à laquelle on se souvient que nous nous étions précédemment référés pour déterminer le « climat » des congrès antérieurs, tant de la C. G. T. que de F. O., on obtient deux sons de cloche assez différents, au premier abord, et cependant nullement contradictoires.

Le premier, exprimé par M. Gilbert Walusinski, se résume dans la formule : « C'est un bon Congrès radical. » S'expliquant sur le sens qu'il donne à cette expression, l'intéressé écrit : « On y a bonne conscience, on a le bon sens pour soi, comme les bourgeois sous Louis-Philippe, ceux qui étaient fiers de la conquête de l'Algérie. Les minoritaires ne sont ni fiers ni satisfaits. Faute de bon sens, ils ont celui du relatif. » 18.

Au contraire, M. Roger Hagnauer, qui appartient, lui aussi, à la minorité, et qui est sensiblement de la même nuance que M. Walusinski, observe dans la même revue : « Ceux qui ont vécu les congrès de la vieille C. G. T., où les fidèles de l'état-major lapidaient les opposants finalement écrasés sous les coups de massue du général, ont senti la différence, et ma foi ont rendu un hommage implicite à la discrétion du bureau confédéral. Mis directement en cause, Jouhaux n'a pas agité ses foudres de Jupiter tonnante et ses vagues oratoires n'ont porté que d'apaisantes vérités premières. » 19.

Quand on y réfléchit, cependant, ces deux « impressions de congrès » ne sont nullement contradictoires.

D'une part, en effet, il est incontestable que le secrétaire général de la Confédération, M. Bothereau, a le don des formules apaisantes, pour ne pas dire lénifiantes, ce qui est sans doute son rôle, dans toute la mesure où il s'agit, pour lui, de réduire les tensions intérieures, même si c'est parfois maladroitement, une fois le résultat acquis, comme lorsqu'il écrit,

18. L'allusion à l'Algérie concerne évidemment ici le conflit entre la majorité et les minoritaires sur les événements de Tunisie, dont nous parlerons plus loin, au texte. V. Gilbert Walusinski, *Un bon congrès radical*, *Révol. prol.*, déc. 1932, p. 8.

19. Roger Hagnauer, *Un congrès animé par les minoritaires*, *Ibid.*, p. 14. De son côté, M. Raymond Froideval, qui fut, avant la guerre, secrétaire général de la Chambre consultative des Coopératives de production et, pendant l'occupation, collaborateur de M. René Belin au Ministère du Travail, écrit dans la *Revue syndicaliste* de nov. 1932, n° 54, p. 6, sous le titre : *Au Congrès national F. O.* : « En somme, rien de nouveau à retenir dans ce grand et pompeux discours du président confédéral. Tout au plus y retrouve-t-on le flonflon habituel et une cascade de « paroles verbales », comme disait le distingué Félix Gouin. »



par exemple, après le Congrès, que désormais « les aboyeurs n'ont plus qu'à se taire »<sup>20</sup>. Dès le lendemain du premier jour de Congrès, à l'occasion de la sortie du premier numéro de l'hebdomadaire appelé à rendre compte du début des assises confédérales, ne répondait-il pas en ces termes à la question que nous nous posons : « Quelle ambiance, quel climat ? Celui de la sérénité alliée à l'ardeur »<sup>21</sup>. Et ultérieurement, dans le second numéro de l'hebdomadaire confédéral, consacré au compte rendu du Congrès, c'est lui-même qui employait des expressions propres à nous faire comprendre les réactions de M. Walusinski : « L'orientation de notre Centrale F. O. est celle du bon sens même... Force ouvrière se défend contre la réaction, elle ne se laisse pas tenter par l'aventure... Rien à redire des décisions prises. Ni réaction, ni aventure. »<sup>22</sup>. Cela s'explique à la fois par l'orientation réformiste de M. Bothereau, sa personnalité, et les craintes dont il se sentait soulagé, venant de ce que : « les nuées du scandale n'ont point crevé sur les congressistes »<sup>23</sup>, ce qui permet de comprendre la virulence de son apostrophe : « Les aboyeurs n'ont plus qu'à se taire. »

D'autre part, il est non moins contestable que F. O. est une centrale où la liberté de discussion se trouve assurée, ainsi que l'observait déjà M. Maurice Chambelland, à l'occasion du second Congrès de la Confédération<sup>24</sup>. La majorité paraît avoir perdu sa psychose obsidionale et si M. Pierre Monatte formule encore des réserves sur ce point<sup>25</sup>, elles s'expliquent sans doute plus par le souci « d'éviter le scandale » que par la volonté arrêtée de faire bon marché de la minorité<sup>26</sup>. La meilleure preuve en est que cette minorité elle-même trouve des occasions de se

20. Robert Bothereau, *Une valeur exemplaire*, F. O., n° 357, 20 nov. 1932, p. 1, numéro spécial consacré au Congrès.

21. *Conviction et liberté*, éditorial de F. O., n° 356, 13 nov. 1932, p. 1.

22. *Une valeur exemplaire*, *Ibid.* Ce titre est en lui-même bien significatif, puisqu'il entend dégager « la leçon du Congrès ».

23. A propos de l'affaire du B. E. D. E. S., dont nous parlerons plus loin, au texte.

24. V. notre chronique de la *Revue d'économie politique*, 1931, p. 330.

25. Pierre Monatte, *Après le Congrès de F. O., Révol. prol.*, déc. 1932, p. 3. Celui-ci écrit, en effet : « Une atmosphère de maison menacée, où l'on ne doit pas dire tout haut ce qu'on pense, par peur des oreilles ennemies, voilà ce qui caractérise aussi ce Congrès. »

26. C'est bien ce que traduit finalement ce passage de l'article, déjà cité, de M. Roger Hagnauer, *Un Congrès animé par les minoritaires*, p. 17 : « Ce III<sup>e</sup> Congrès n'a pas modifié mon opinion sur 'es défauts' et les insuffisances de la C. G. T. F. O., pas plus que sur les espoirs que l'on peut y décèler. J'attends encore que l'on me présente, hors de constructions abstraites, une organisation

réjouir à la suite de ce Congrès. Dressant le « bilan » de celui-ci, M. Pierre Monatte reconnaît, en effet, que certains éléments méritent d'être inscrits à son actif, tandis qu'il estime que d'autres doivent figurer au passif<sup>27</sup>. Adoptons cette « comptabilité » comme optique. Elle nous permettra de faire le tour des questions débattues à ce Congrès, en même temps qu'elle nous préparera à comprendre les positions séparant la majorité des minoritaires et les minoritaires entre eux.

#### A. — *L'actif.*

a) *Le scandale du B. E. D. E. S.* — Nous y avons déjà fait allusion dans notre précédente chronique<sup>28</sup>. Il s'agit, d'après certains éléments de la minorité, d'une tentative de mainmise des milieux patronaux sur la presse syndicale ouvrière, par l'intermédiaire de la publicité confiée aux journaux de différentes Fédérations F. O., et c'est à son sujet que M. Bothereau parlait des « nuées du scandale qui n'ont point crevé sur les congressistes ». L'affaire, dont nous reparlerons à propos de l'action menée par les minoritaires au sein de F. O., s'est réglée sur des assurances formelles de M. Bothereau, ceux qui l'avaient soulevée ayant finalement, suivant les termes mêmes de M. Monatte, « estimé ne pas devoir porter le débat à la tribune du Congrès »<sup>29</sup>. Mais ce dernier estime néanmoins que, sur ce point, « le nettoyage peut être regardé comme obtenu ».

qui donne plus de satisfaction au syndicalisme ouvrier, même si l'on ne s'illusionne pas sur les possibilités de la nôtre. Et je suis irréductiblement hostile à cette espèce de nihilisme intellectuel qui méprise l'efficacité et qui triompherait en se hissant sur des ruines. » Même son de cloche du côté de M. Raymond Froidéval, qui écrit dans la *Revue syndicaliste*, *loc. cit.*, p. 6 : « Indiscutablement, le mouvement F. O. n'a pas progressé depuis deux ans, les délégués le reconnaissent. Tous affirment la nécessité d'aller plus avant, de recruter, d'aller chercher les inorganisés, de mordre chez le voisin. Mais le mouvement existe, c'est une charpente, une infrastructure — pas très solide d'ailleurs — dans laquelle il reste à faire des transformations et des arrangements, peut-être même des acquisitions. Il y a eu à ce Congrès plus de tenue, une atmosphère plus syndicale, moins politisée par les vieilles rancunes qui suivirent la Libération. »

<sup>27</sup> Pierre Monatte, *Après le Congrès de F. O.*, *loc. cit.*, p. 2-3.

<sup>28</sup> En écrivant que c'était « une question qui mûrit depuis plusieurs années, et que d'aucuns appellent le scandale Mathot ». V. notre chronique de la *Revue d'économie politique*, 1932, p. 377, et la note 19.

<sup>29</sup> Une Commission avait été constituée avant le Congrès. Une autre le fut pendant, qui opposa notamment M. Sidro, de la Fédération des Employés, à M. Mourguès, de la Fédération des P. T. T., mais le débat public fut évité, la condamnation de toute liaison avec le B. E. D. E. S., ayant obtenu la majorité, et le souci de « salubrité » ayant été réaffirmé par M. Bothereau au C. C. N., qui suivit le Congrès. Il s'y engagea notamment à liquider toute l'affaire dans les

b) *Le retrait de F. O. du C. I. E. R. P.* — Le Centre intersyndical d'études et de recherches pour la productivité (C.I.E.R.P.) était, comme son nom l'indiquait, un organisme interconfédéral chargé de l'étude de la productivité. Fondé le 25 juillet 1951, sous la forme d'une association de 1901, il réunissait les trois centrales : C. F. T. C., C. G. C. et F. O.<sup>30</sup>. Les minoritaires estimaient que la « politique de présence », qu'invoquait la majorité pour justifier la participation de F. O. à cette institution, « ne doit jamais être inconditionnelle et n'a d'efficacité que dans la mesure où, face aux représentants des castes privilégiées, le mouvement syndical peut opposer une force réelle, les mettant dans l'obligation d'abandonner certains de leurs privilèges »<sup>31</sup>.

M. Tony Peyre, secrétaire de l'U. D. de la Loire, reprit donc, en commission, le texte de la motion sur la productivité, déposée au C. C. N. de novembre 1951, par M. Le Bourre, déclarant « que les organisations syndicales ne peuvent prendre en considération les appels qui leur sont faits en vue d'accroître la productivité, sans qu'un certain nombre de garanties leur soient données », et esquissant les directions dans lesquelles ces garanties doivent être cherchées<sup>32</sup>.

Finalement, le Congrès adopta une résolution de M. Georges Delamarre, secrétaire général de la Fédération des Métaux. La première partie, votée à l'unanimité, fixe « les conditions préalables à la participation des salariés et les garanties à exiger

deux mois. V. Roger Lapeyre, *Point final ou évolution, Révol. prol.*, déc. 1952, p. 12-13. L'affaire ne paraît d'ailleurs pas aussi « évidente » qu'on pourrait le penser à la lecture de la *Révolution prolétarienne*. Le *Bulletin de l'U. C. E. S.* (Union des Cercles d'études syndicalistes) est infiniment plus nuancé et circospect. V. *infra*, au texte, 2<sup>e</sup> *Les tendances à F. O.*

30. V. sa luxueuse brochure *Productivité mais... plein emploi et niveau de vie*, et la plaquette dépourvue de titre, expliquant les buts de l'association (22, av. Franklin-Roosevelt, Paris, VIII<sup>e</sup>, et, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1953, 8, rue de Hanovre).

31. T. Peyre, *Pour une politique syndicaliste de la productivité, Révol. prol.*, déc. 1952, p. 13.

32. Ce texte indiquait notamment « qu'une haute productivité impliquant une répartition plus équitable du revenu national est impossible sans une réorganisation générale de l'économie par des mesures affectant les structures et le fonctionnement de l'entreprise, de la profession et de l'économie tout entière, dans des perspectives élargies de gestion économique pour la classe ouvrière ». V. *Avant le II<sup>e</sup> Congrès de la G. G. T. F. O.*, in *Bulletin de l'U. C. E. S.*, n° 81, 23 oct. 1952, en annexe, p. 9-10, et *Après le III<sup>e</sup> Congrès de la C. G. T. F. O.*, *ibid.*, n° 83, p. 4. Sur les antécédents de l'affaire, v. dans ce *Bulletin*, *De la productivité au II<sup>e</sup> C. C. N. de F. O. en 1951*, n° 64, du 23 nov. 1951, et surtout *La productivité au C. C. N. de Force Ouvrière*, n° 73, 25 mai 1952. La « politique de présence » au C. I. E. R. P. y est abondamment discutée (p. 2-7).



par le mouvement syndical pour que l'accroissement de la productivité ne se retourne pas contre les travailleurs, mais au contraire pour qu'ils puissent bénéficier de ses résultats »<sup>33</sup>. Une deuxième partie de cette même résolution, décidant le retrait des membres F. O. du C. I. E. R. P., fut adoptée par 5.093 voix contre 4.327 et 1.422 abstentions. Elle subordonnait, en outre, au respect des garanties précisées par la première partie de la résolution, la participation de F. O. au C. N. P. (Comité national de la productivité) et à l'A. F. A. P. (Association française pour l'accroissement de la productivité), qui sont des organismes tripartites, réunissant des représentants du gouvernement, des milieux patronaux et salariés.

M. Delamarre ramassait son argumentation dans la formule : « Pas de conventions collectives, pas d'accords sur la productivité », entendant suggérer par là que c'est aux syndicats, et non à des délégués irresponsables, qu'il appartient de négocier des accords de productivité, dans le cadre des conventions collectives<sup>34</sup>.

La minorité s'en est réjouie, non par hostilité à l'accroissement de la productivité en tant que tel, mais par opposition à une politique de présence « sans garanties »<sup>35</sup>.

c) *L'abstention vis-à-vis de la « Démocratie combattante »*. — Il s'agit d'un mouvement sinon d'inspiration « neutraliste », tout au moins aux positions finalement favorables à cette conclusion. M. Jouhaux s'en était fait l'ardent protagoniste, au point de soutenir même, en sa faveur, une polémique contre le militant américain Irving Brown, représentant de l'A. F. L. en

33. T. Peyre, *loc. cit.*, p. 14.

34. D'après une note de la *Revue syndicaliste*, de déc. 1932, p. 20 : « La productivité et la C. G. T. F. O., M. Delamarre, « manœuvré », aurait regretté son intervention et la décision qu'elle emporta, après s'être aperçu du rôle qu'on lui aurait fait jouer ? »

35. C'est ainsi que le numéro 83 du *Bulletin de l'U. C. E. S.* écrit, p. 4 : « Le C. I. E. R. P., condamné par le Congrès, a pris le problème du mauvais côté, à la remorque d'employeurs mal intentionnés ou sans perspective. Ce n'est pas une raison pour se désintéresser maintenant du problème. Les conditions préalables ont été fort bien posées par Delamarre, mais elles n'excluent pas une recherche positive de productivité rationnellement engagée. En ce sens, si la déconfiture ou la mort du C. I. E. R. P. est une bonne chose, il serait regrettable qu'une commission confédérale (ou mieux, interconfédérale) de productivité ne reprenne pas l'étude du problème. Après la décision du Congrès de F. O., une certaine méthode défectueuse d'amélioration de la productivité doit effectivement disparaître, mais il n'est pas interdit d'en chercher de nouvelles dans une autre voie, celle précisément que Le Bourre et Tony Peyre indiquaient. »



Europe<sup>36</sup>. « On s'attend, écrivait un *Bulletin de l'U. C. E. S.* antérieur aux assises confédérales, à ce que le Congrès soit officiellement mis en présence de la « Démocratie combattante », de son président Léon Jouhaux, qui a déjà tenté en vain, à la Commission exécutive, d'obtenir l'adhésion de la C. G. T. F. O. à cette organisation. Si une telle proposition est faite au Congrès, on assistera très certainement à une bataille aussi violente que confuse, et qui, ouvertement ou non, mettra la Confédération en état de scission idéologique, pour le moins. Que Léon Jouhaux juge bon d'engager sa personne (et en fait son titre de président confédéral) dans une opération dont les tenants et aboutissants sont pour le moins obscurs, c'est déjà plus que n'en peut supporter le fragile édifice idéologique de la Confédération. Une demande d'adhésion formelle pour l'organisation elle-même introduirait dans la C. G. T. F. O. une ligne de partage qui transformerait carrément en rideau de fer le rideau de fumée dont s'entoure la politique personnelle du président confédéral. »<sup>37</sup>.

L'alerte, qui avait été chaude, s'avéra inutile, M. Bothereau ayant élégamment réglé le problème en observant qu'il ne pouvait être question, pour F. O., de donner son adhésion à un

36. La presse du 3 novembre 1932 s'est fait l'écho de cette polémique. Dans son article déjà cité de la *Revue syndicaliste*, M. Froideval rappelle une phrase, pour le moins malsonnante, de M. Jouhaux (p. 5) : « Nous nous félicitons sincèrement de ce qu'il y ait dans notre République débonnaire assez de liberté pour que M. Irving Brown, accueilli comme citoyen américain, sans obligation de visa, sur la terre de France, puisse attaquer, avec de grands moyens, un mouvement d'idées : « La démocratie combattante. » Il reproduit l'allocution de M. Irving Brown répondant à cette allusion au cours du Congrès F. O., alors que l'hebdomadaire de la Confédération l'a soigneusement « résumée ». L'ensemble de « l'affaire » se trouve exposé dans le *Bulletin de l'U. C. E. S.*, n° 82, du 10 nov. 1932, qui lui est entièrement consacré sous le titre : *La « Démocratie combattante » et le III<sup>e</sup> Congrès de la C. G. T. F. O.* Sur la « Démocratie combattante », v. la reproduction d'un article de M. Robert Pascal, *Des agents rouges lancent un nouveau front commun*, du *New Leader*, dans la *Revue syndicaliste*, oct. 1932, p. 9, et son *Commentaire Qui trompe-t-on ?* p. 10. La même Revue avait déjà publié, dans son numéro de juin 1932, un article anonyme intitulé *Les neutralistes en quête d'un chef ont-ils jeté leur dévolu sur Jouhaux ?* p. 316. On consultera également un très significatif article de M. Alfred Rosmer, *Combattants de la démocratie : Jouhaux, Laugier, Dolivet et Cie, Révol. prol.*, nov. 1932, p. 4-5, qui invoque d'ailleurs l'article de Robert Pascal et précise bien l'attitude de l'A. F. L. ainsi que les « tenants et aboutissants » de certaines des « personnalités » ayant contribué à lancer le mouvement. Le *Bulletin de l'U. C. E. S.* cité reproduit d'ailleurs ces informations. V. dans le numéro 86, du 10 janvier 1933, du même *Bulletin*, les commentaires intitulés *Le premier numéro de la « Démocratie combattante »*, p. 1-10.

37. *Bulletin de l'U. C. E. S.*, n° 81, cit., p. 6-7.

mouvement extérieur, non syndical, ses statuts le lui interdisant<sup>38</sup>.

Il y eut quand même un débat sur le problème international. En repoussant une motion Dercourt, qui mettait sur le même plan le danger stalinien et l'américanisme — ce qui paraissait donc bien conforme aux vues prêtées à la *Démocratie combattante* — le Congrès adopta une motion Le Bourre, donnant satisfaction aux thèses soutenues par quelques-uns des minoritaires les plus représentatifs<sup>39</sup>.

d) *Le rejet d'une éventuelle modification des statuts, relative à la composition du bureau confédéral.* — Le secrétaire de la Fédération postale, M. Mourguès, avait proposé que le secrétaire général, désigné par le Congrès, choisisse ensuite librement les membres du bureau confédéral. Ce n'était qu'une question après tout mineure, mais elle se heurtait à une vive opposition des « minoritaires », tant en raison de son allure autocratique que du fait de la personnalité de M. Mourguès, considéré comme très engagé à propos de l'affaire du B. E. D. E. S. La majorité elle-même n'ayant pas suivi cette suggestion, la minorité s'en montra fort satisfaite.

## B. — *Le passif.*

Toujours du point de vue des minoritaires de la *Révolution*

38. Le numéro 82 du *Bulletin de l'U. C. E. S.*, cit., expose fort bien cet aspect du problème, p. 7. Le numéro 83, déjà cité également, du même *Bulletin*, écrit à ce propos, p. 6 : « Jouhaux, dans son discours, a prétendu qu'il fallait être bien naïf pour penser qu'il aurait pu songer à atteler la C. G. T. F. O. à un organisme non syndical. Avouons que nous avons été de ces naïfs, non sans de bonnes raisons. Dans *Force ouvrière* du 24 juillet 1952, nous lisons, à propos d'une conférence de presse de Léon Jouhaux : « Notre mouvement (la « Démocratie combattante ») peut être appelé à coordonner l'action des syndicats avec celle d'autres organisations; il ne s'introduira pas dans la vie des syndicats. » Il semble bien, après le Congrès de Force Ouvrière, que la « Démocratie combattante » doit abandonner même l'idée de « coordonner » quoi que ce soit de ce genre. »

39. Dont M. Roger Hagnauer, qui fait remarquer dans un *Congrès animé par les minoritaires, Révol. prol.*, déc. 1952, p. 16-17, qu'une très grande hétérogénéité existait parmi les tenants de la motion Dercourt. Les uns étaient désireux de tenir « un juste milieu entre l'Amérique et l'U. R. S. S. », conformément à l'essence même du « neutralisme », d'autres désiraient simplement faire montre d'un certain antiaméricanisme, par rancune contre l'attitude de l'Amérique à l'égard de la France, devant l'O. N. U., à l'occasion de nos récentes difficultés en Afrique du Nord. D'autres encore en profitaient pour insinuer que les syndicalistes américains n'étaient pas hostiles au réarmement, parce qu'il est une garantie de plein emploi. Les minoritaires eux-mêmes se sont profondément divisés sur ce point, ainsi que nous l'indiquerons plus loin au texte<sup>20</sup>, *Les tendances à F. O.*

prolétarienne, le Congrès F. O. comporte deux éléments à inscrire à son passif : le débat sur la Tunisie et la question de l'unité.

a) *Le débat sur la Tunisie.* — Le malaise qui s'était déjà manifesté sur ce point, lors du I<sup>er</sup> C. C. N. de 1951 <sup>40</sup> s'est sensiblement aggravé, à la suite des difficultés devant lesquelles la France s'est trouvée placée, tant en raison de l'agitation en Tunisie que de l'attitude de l'O. N. U. « Le débat sur la Tunisie a montré un état d'esprit colonialiste et nationaliste », écrit M. Monatte <sup>41</sup>, et, de son côté, M. Walusinski observe : « Moment pénible, il faut le dire, que celui de ce Congrès applaudissant les critiques au nationalisme tunisien au nom d'un nationalisme français qui n'ose pas dire son nom » <sup>42</sup>. Déjà, M. Hagnauer avait souligné la symétrie existant entre la position du Gouvernement français à l'O. N. U. et l'attitude de la C. G. T. F. O. vis-à-vis de la C. I. S. L. <sup>43</sup>. On décida finalement, sur la proposition de M. Bothereau, qu'une commission d'enquête se rendrait sur place, afin d'étudier la question <sup>44</sup>.

b) *La question de l'unité.* — Les minoritaires de la *Révolution prolétarienne* se plaignent qu'il n'y ait eu aucun débat sérieux sur la question, alors qu'ils auraient voulu qu'on tire des leçons de ce qu'a tenté, en ce domaine, le Comité de liaison de la Loire. Dans ce département, F. O., la C. G. C., les enseignants autonomes et la C. N. T. acceptent d'étudier en commun les problèmes qui se posent, un « cartel » ne se for-

40. V. notre chronique de 1951, *Revue d'économie politique*, p. 376.

41. Pierre Monatte, *Après le Congrès de F. O.*, loc. cit., p. 3.

42. Gilbert Walusinski, *Un bon Congrès radical*, loc. cit., p. 9. A propos de l'intervention de M. Malé, secrétaire de l'Union des syndicats F. O. de Tunisie, M. Walusinski rapporte qu'« à l'interjection indignée de Hagnauer : ce sont des ragots de police que vous nous servez là ! Malé répliqua qu'il ne pouvait avoir l'idée d'utiliser les renseignements de la police, puisque, bien souvent, c'est lui qui devait fournir des informations aux renseignements généraux », et il ajoute : « Je tiens à enregistrer ici cette déclaration publique. »

43. On consultera : Roger Hagnauer, *Un Congrès animé par les minoritaires*, loc. cit., p. 18, et notamment les trois observations qu'il dégage au milieu de la colonne 2 de la page 13. V. également ce que ce même militant avait déjà écrit à ce sujet sous le titre *Vers le III<sup>e</sup> Congrès C. G. T. F. O. : un Congrès de rassemblement et d'action*, *Révol. prol.*, juin 1952, p. 17, dern. al. de la col. 1.

44. Comme le note M. Guy Thorel, qui prit une part active à ces débats, en dehors de la composition même de cette commission, deux questions restent pendantes : « La mission partira-t-elle, et quand partira-t-elle ? » V. Guy Thorel, *A la commission internationale*, *Révol. prol.*, déc. 1952, p. 17. Du même militant, on consultera l'article publié dans le numéro du 13 juin 1952 du journal *Pour l'Unité* (disparu depuis janvier 1953) et reproduit dans la *Révol. prol.* de juillet 1952, p. 32. V. F. O., n° 337, p. 8, *Le Congrès et l'Afrique du Nord*.

mant qu'en cas d'accord, c'est-à-dire sans que l'indépendance des différentes organisations puisse en souffrir. C'est pourtant ce qu'a préconisé la résolution votée par le Congrès sur le « regroupement syndical »<sup>45</sup>. Mais si cette question a toujours une grande résonance sentimentale, elle ne correspond, en fait, qu'à une nostalgie de la base, dépourvue, en l'état de choses actuel tout au moins, de la moindre chance de sortir du simple domaine des vœux.

Tel est le « bilan » dressé par les minoritaires de la *Révolution prolétarienne*. A l'actif, on pourrait encore ajouter, toujours en se plaçant à un point de vue « minoritaire », l'entrée d'un certain nombre des leurs au bureau confédéral et à la Commission exécutive confédérale<sup>46</sup>. Mais nous allons voir ce qu'il y a lieu d'en penser. En effet, cette présentation « en forme de bilan » a l'avantage, non seulement de nous mettre en présence des grands thèmes du Congrès, mais encore de nous préparer à comprendre les conflits de tendances qui opposent les minoritaires à la « majorité », en même temps qu'entre leurs propres éléments.

## 2° LES TENDANCES A F. O.

« La minorité révolutionnaire de F. O. est à la fois peu nombreuse et hétérogène, car elle comporte toutes les nuances du révolutionnarisme », écrivions-nous lors d'une précédente chronique<sup>47</sup>. Une formule pittoresque de M. Bothereau confirme, au Congrès de F. O. de 1932, cette opinion : « Si nous avons parfois des minoritaires, nous n'avons pas de minorité », a-t-il déclaré, en réponse aux orateurs intervenus sur le rapport moral, qui fut voté par 10.380 mandats contre 891 et 298 abstentions<sup>48</sup>. C'est très exact, en raison de l'extrême division qui sépare les différents éléments minoritaires. Deux équipes paraissent cependant susceptibles d'être identifiées. D'une part, celle de la *Révolution prolétarienne*, que l'on pourrait qualifier de « vieille garde du syndicalisme révolutionnaire », et dont nous avons adopté l'optique, pour dresser le « bilan » du Congrès. De l'autre, celle de l'U. C. E. S. (Union des Cercles d'Etudes Syndi-

<sup>45</sup> F. O., n° 337, p. 8.

<sup>46</sup> F. O., n° 337, p. 8. Notamment MM. Le Bourre au bureau, et Hébert et Patoux à la C. E.

<sup>47</sup> Revue d'économie politique, 1931, p. 532.

<sup>48</sup> F. O., n° 337, cit., p. 3 : « La réponse de Bothereau », col. 5, al. 3.



calistes), qui se qualifierait sans doute volontiers de « jeune garde » du même syndicalisme révolutionnaire, parce que d'un « révolutionnarisme » qu'elle estime adapté aux exigences d'aujourd'hui.

La preuve peut en être administrée par leurs différences de préoccupations, plus encore par leurs différences de position, qui finissent par devenir des oppositions, enfin par les conflits de personnes qui les divisent.

a) *Les différences de préoccupations.* — Au cours de l'année 1932, *La Révolution prolétarienne* a axé sa propagande autour de deux thèmes : le « scandale » du B. E. D. E. S. et la situation en Tunisie<sup>49</sup>. Le groupe de l'U. C. E. S. n'a pas adopté du tout la même attitude. Non seulement parce qu'il n'a pas abordé ces problèmes, préférant en étudier d'autres, considérés par lui comme plus importants, parce que plus constructifs<sup>50</sup>, mais encore parce que, lorsqu'il a été amené à prendre position sur

49. Sur le scandale du B. E. D. E. S., v. Roger Lapeyre, *Un spécimen de la France moderne*, M. Georges Villiers, du gang des périphériques, *Révol. prol.*, févr. 1932, p. 17-23. En parlant un peu de M. Villiers et des autres, mars 1932, p. 20-21. Le scandale Villiers-Bedes : question de propriété, question de principe, note du « Cercle Pelloutier », qui écrit notamment : « Un abcès se vide, sinon c'est tout l'organisme qui est condamné à l'infection », et plus loin : « Un mouvement sain ne se bâtit pas avec des mains sales », et Charles Salençon, *Propreté d'abord*, avril 1932, ces deux textes, p. 23-26; Gilbert Walusinski, *Petit complément à « Force Ouvrière »* du 10 avril, mai 1932, p. 27-28; *Complément « externe » à « Force Ouvrière »*, juin 1932, p. 27, qui qualifie pittoresquement M. Roger Lapeyre d'« empêcheur de pourrir en rond »; Pierre Monatte, *Bout de réponse à Bothereau*, juin 1932, p. 1-2; *Petit bout de réponse à Bothereau*, juill. 1932, p. 9. Sur la situation en Tunisie, v. J. Finidori, *Provocateurs assassins*, *Révol. prol.*, févr. 1932, p. 12; *Le drame tunisien, toile de fond*, mars 1932, p. 10 à 13, et les documents des p. 14-17; Robert Louzon, *En plein stalino-fascisme, en pleine provocation, en pleine stupidité*, avril 1932, p. 10-11; la rubrique *Le martyrologe des peuples soumis à la domination française*, en sept. 1931, janv. 1932, p. 31; févr. 1932, p. 12; mars 1932, p. 27; mai 1932, p. 7, et le début de la *Souscription pour les Tunisiens*, annoncée dans le numéro d'avril 1932, p. 32; *Pour un internationalisme effectif*, juin 1932, p. 11; Robert Louzon, *Qui dépose les bombes ?* *Ibid.*, p. 21; J.-P. Finidori, *Tunisie : choses vues et entendues*, août-sept. 1932, p. 10-12; *Comparez et jugez*, oct. 1932, p. 12. Jaurès, Gandhi, Farhat Hached, janv. 1933, p. 1-2, ainsi que les articles de Robert Louzon, *Le terrorisme d'Etat*, et de J.-P. Finidori, *Alerte au fascisme*, du même numéro, qui veut être un « hommage » au leader de l'U. G. T. T. et contient, en outre, quelques pages d'« anthologie ». Une polémique s'est développée avec F. O., au sujet de la position, prêtée par M. Walusinski, à M. Bothereau lors d'un vote à la C. I. S. L. sur le problème tunisien. V. p. 9, sous les initiales G. W. et dans le numéro de février 1933, p. 27; J.-P. Finidori, *Farhat Hached accuse... et nous aussi*, févr. 1933, p. 24; Gilbert Walusinski, *Le Quai d'Orsay veut-il étouffer l'affaire Farhat Hached ?* mars 1933, p. 3.

50. Par exemple, ceux de la productivité et du regroupement syndical. Sur la première de ces deux questions, v. les numéros 64, 65, 71, 72, 73 et 79 du *Bulletin de l'U. C. E. S.* (129, boul. Saint-Germain, Paris-6<sup>e</sup>). Sur la seconde, v. les numéros 69, 70, 86 du *Bulletin*.

eux, il a été loin de partager les vues exprimées par les membres du groupe de la *Révolution prolétarienne*, ainsi que nous allons pouvoir le vérifier.

b) *Les oppositions de points de vue.* — Le « scandale » du B. E. D. E. S. paraît infiniment moins « évident » et moins « simple » à l'équipe de l'U. C. E. S. qu'à celle de la R. P. « Que Mathot ait pu monter, grâce à l'appui de Georges Villiers, diverses opérations, en particulier celle du pool publicitaire d'une partie de la presse de Force Ouvrière, lit-on dans le *Bulletin* de l'U. C. E. S., ne prouve pas qu'il fût l'agent du patronat dans le mouvement syndical. Car nous nous demandons bien ce qu'aurait pu faire Mathot s'il n'avait pas eu la caution du bureau confédéral de F. O. Nous sommes fondés à penser que Mathot détenait sa puissance beaucoup plus de ses amis du bureau confédéral que de ceux du C. N. P. F.... Les opérations Mathot n'ont toujours été que l'aspect secondaire du problème des responsabilités confédérales : une partie d'un tout qui, lui-même, dépendait de l'orientation générale. Les campagnes du B. E. D. E. S. servaient peut-être Georges Villiers. Elles servaient sûrement ceux qui voulaient dominer une organisation syndicale sans nerfs. »<sup>51</sup> Autrement dit, les attaques contre Mathot « étaient mal dirigées », le vrai problème n'étant pas de l'accuser, à tort ou à raison, d'être un agent du patronat, mais de déceler les raisons qui incitaient l'équipe majoritaire de F. O. à recourir à ses services. Quant à la question de Tunisie, elle paraît également moins « évidente » et moins « simple » à l'équipe de l'U. C. E. S. qu'à celle de la R. P. « A priori, écrite, avec beaucoup de netteté, l'émancipation nationale des territoires coloniaux ne nous semble pas une cause que l'on doive appuyer sans réserve. Les tyrans autochtones nous semblent peu qualifiés pour jouer les défenseurs de la liberté..., la vraie, la liberté personnelle..., et le nationalisme n'est pas plus à encourager en Afrique noire qu'en Europe blanche. Bien que les « idées avancées » comportent, nous dit-on, une prise de position automatique en faveur de la « libération nationale »

51. N° 87, 31 janv. 1933, *Puisqu'il faut répondre*, p. 12-13. Le *Bulletin* fait observer que, « bien avant que Villiers ne soit président du C. N. P. F., et alors qu'il n'était guère connu que des syndicalistes lyonnais, c'est-à-dire avant la guerre, Paul Mathot était déjà quelque chose comme conseiller juridique de la C. G. T., et qu'il était déjà en rapports étroits avec Léon Jouhaux ». Le *Bulletin* revient sur cette question dans son numéro 91, 23 mars 1933, sous le titre *Puisqu'il faut répondre (suite)*, p. 10 et suiv.

des peuples coloniaux, nous continuerons à faire preuve, en ce domaine, de la plus extrême prudence. »<sup>52</sup>.

c) *Les conflits de personnes.* — A propos de l'accession de M. Le Bourre, secrétaire de la Fédération des Spectacles F. O. et secrétaire général de l'U. C. E. S. au secrétariat confédéral, M. Pierre Monatte a été particulièrement féroce<sup>53</sup>.

L'U. C. E. S. a réagi<sup>54</sup>, et une polémique en est résultée<sup>55</sup>, creusant un fossé entre deux équipes qui s'étaient contentées, jusqu'alors, d'œuvrer séparément, chacune dans la voie qu'elle avait choisie.

Si les « minoritaires » sont trop divisés pour s'unir, cela n'empêche cependant pas la situation d'avoir évolué au point que l'équipe de l'U. C. E. S. n'est pas disposée à souscrire au « bilan » dressé par la R. P. La situation lui paraît, en effet, encore plus favorable car, deux au moins des thèses des minoritaires ayant obtenu la majorité au Congrès — à savoir la résolution sur le regroupement syndical et celle relative à la pro-

52. N° 81, *Avant le III<sup>e</sup> Congrès de la C. G. T. F. O., cit.*, p. 7. Continuant la citation, on trouve cette interprétation nuancée « Ceci dit, en essayant d'éviter la constitution de centrales tunisienne et marocaine directement rattachées à la C. I. S. L., donc indépendantes de F. O., cette dernière organisation nous semble faire preuve d'un « impérialisme », qui n'est d'ailleurs pas absolument peut-être celui dont on l'accuse. Les dirigeants de Force Ouvrière veulent tenir sous leur coupe les syndicats d'Afrique du Nord pour une raison analogue à celle qui fait refuser à F. O. la pratique d'un fédéralisme loyal entre centrales libres en France. « Votre place est chez nous, sous la coupe de notre équipe », tel est le mot d'ordre et la méthode de l'appareil confédéral. »

53. « Entre nous, écrit-il, dans la *Révol. prol.* de déc. 1952, p. 3, il y a trois moyens de devenir secrétaire confédéral F. O. : le premier, c'est de donner des gages de réformisme; si l'on a été révolutionnaire, de cracher sur ses amis et ses idées d'hier; de porter respectueusement, hier, la valise de Jouhaux, aujourd'hui celle de Bothereau. Le deuxième moyen, c'est que l'un des soutiens financiers de F. O. vous recommande ou vous impose, par exemple, la C. I. S. L., par exemple Irving Brown. Le troisième moyen, c'est qu'un courant de minorité représentant des idées, des méthodes, en somme l'espérance et la volonté de ce qu'il y a de réellement syndicaliste dans F. O. vous enfonce la porte du secrétariat. Je ne vois pas d'autres moyens. Mais le dernier n'a certainement pas encore été utilisé. »

54. *Bulletin*, n° 84, 10 déc. 1952, *La C. G. T. F. O. et ses « minorités »*, p. 10, où on peut lire, entre autres, cette attaque directe contre M. Monatte : « La meilleure et la plus logique référence, dirons-nous en passant, pour avoir le droit de porter de tels jugements sur un militant, n'est sans doute pas de payer ses cotisations syndicales à Staline, via Frachon et Ehni, cotisations qui servent, entre autres usages, à chasser Force Ouvrière de son imprimerie. On voit où une telle logique pourrait nous mener. » M. Monatte continue, en effet, d'appartenir à la Fédération du Livre de la C. G. T.

55. *Crime de lèse-émulence*, *Révol. prol.*, janv. 1953, p. 27-28; *Puisqu'il faut répondre*, *Bull. de l'U. C. E. S.*, n° 87, cit., p. 8; *Crime de lèse-émulence*, *Révol. prol.*, mars 1953, p. 27, où la R. P. envenime le débat en cherchant à opposer entre eux les membres de l'U. C. E. S.; *Puisqu'il faut répondre (suite)*, *Bull. de l'U. C. E. S.*, n° 94, cit., p. 40.



ductivité — « c'est abuser des mots que de se prétendre minoritaire lorsqu'on a obtenu la majorité sur deux sujets d'une telle importance »<sup>56</sup>. Elle en conclut que « la majorité a purement et simplement changé de camp, et que les minoritaires d'hier sont aujourd'hui majoritaires. Comme d'autre part, écrit-elle, les nouveaux majoritaires sont toujours minoritaires dans les organismes directeurs de la Confédération, les termes de majorité et de minorité semblent n'avoir plus aucun sens »<sup>57</sup>. C'est sans doute vrai, dans une large mesure, mais cela provient surtout de l'incroyable médiocrité des éléments réformistes<sup>58</sup>. Et celle-ci ne saurait faire oublier par ailleurs le masochisme minoritaire d'une partie des éléments révolutionnaires<sup>59</sup>, pas plus que les violents antagonismes qui opposent entre elles les différentes équipes représentatives de cette dernière tendance<sup>60</sup>. Autrement

56. La C.G. T. F. O. et ses minorités, *Bulletin de l'U. C. E. S.*, n° 84, cit. p. 8.

57. *Ibid.*, p. 7.

58. Le *Bulletin de l'U. C. E. S.*, n° 84, cit., paraît donner une image exacte, sur ce point, lorsqu'il écrit, p. 2-3 : « Le III<sup>e</sup> Congrès fut très différent des deux premiers. Il se caractérisa d'emblée par une défaillance certaine de l'équipe dirigeante, défaillance qui alla même jusqu'à une totale disparition du bureau confédéral au cours des débats et dans l'élaboration des résolutions finales. L'orientation de la Confédération a été décidée par le Congrès devant un bureau sans ressort et divisé dans ses opinions. En fait, et malgré la ratification du rapport moral, il fut désavoué au moins sur un point important, la productivité, tandis que le Congrès condamnait implicitement les conceptions internationales du président confédéral. La résolution sur le regroupement syndical ne s'inscrit pas davantage dans la ligne des activités passées, malgré l'évident souci qu'ont eu certains « unitaires » d'édulcorer le texte précis et sans échappatoire qui leur fut présenté en commission. Ainsi, d'un congrès à l'autre, la majorité changeait de côté. Un bureau confédéral absent ou divisé laissait au III<sup>e</sup> Congrès le soin de se débrouiller d'un héritage d'erreurs que personne ne se souciait plus de revendiquer. »

59. Le même numéro du *Bulletin* parle de « cette minorité que le fait d'avoir été majoritaire sur deux ou trois sujets capitaux semble farouchement dégoûter » (p. 11).

60. Toujours au même endroit, nous relevons ce passage : « De tactique commune entre la plupart des éléments non issus de l'ancienne équipe réformatrice ou non incorporés, il n'est évidemment pas question. De politique commune, moins encore. » (p. 11.) De même, la *Révol. prol.* écrit (*Minorités et minoritaires*, déc. 1932, p. 30 : « Peut-être sont-ils aussi opposés entre eux qu'aux dirigeants F. O. En somme, une base d'idées communes leur manque. De là leur éparpillement, aussi leur impuissance. Que peuvent-ils faire de profitable — aussi bien pour F. O. que pour leurs propres idées — tant qu'ils n'auront rien de précis et de solide à proposer aux syndiqués à la place des idées — ou du manque d'idées — de la direction de F. O. ? » Déjà, dans le numéro de novembre 1932, M. Pierre Monatte écrivait (p. 3) : « Une minorité F. O., plus capable peut-être que la minorité C. F. T. C. de revivifier sa centrale, afin de lui permettre de devenir la grande centrale libre de ce pays, a été incapable de se rassembler. Depuis la déclaration d'Angers, aucun pas de fait. Sur quel terrain, autour de quels principes, en vue de quelle action immédiate peut-elle se rencontrer et se former ? Il existe probablement plusieurs minorités et de multiples foyers de malaise au sein de F. O. Ces minorités n'ont montré jusqu'ici ni grande vigueur ni lucidité de jugement, ni vrai désir de s'agglomérer. »



dit, c'est, malgré tout, nettement plus inquiétant que réconfortant, sinon pour l'avenir même de la Confédération, tout au moins en ce qui concerne ses chances de progresser<sup>61</sup>.

### § 3. — La C. F. T. C.

#### 1° LES C. C. N. DE 1952.

Le premier C. C. N. de l'année s'est réuni les 19 et 20 janvier. Après avoir constaté l'aggravation de la situation des salariés, en raison notamment de la hausse du coût de la vie et des progrès du chômage, il a déploré la « régression sociale » dont se rendraient complices les pouvoirs publics et le patronat, demandé des mesures immédiates, telles que la réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives pour arrêter un nouveau salaire minimum, le vote de l'échelle mobile, l'institution légale d'une procédure de conciliation, d'enquête et de recommandation et, éventuellement, d'arbitrage, la généralisation des conseils de prud'hommes, l'ouverture de fonds de chômage, une réforme fiscale, etc. »<sup>62</sup>.

Le deuxième C. C. N. s'est tenu les 19 et 20 avril pour faire le point et dresser le bilan de « l'expérience Pinay »<sup>63</sup>. Nous retrouverons donc cette question, à propos de notre étude ultérieure de la politique syndicale pour la défense du pouvoir d'achat.

La troisième session — extraordinaire — avait été convoquée pour le 18 mai<sup>64</sup>. Elle met en cause les marges bénéficiaires excessives et le coût excessif de la distribution, « ce qui exige la mise en œuvre de mesures autoritaires ». Elle s'inquiète également du chômage, réclame le vote de la loi sur l'échelle mobile et décide l'organisation d'une « Journée nationale de protestation et de revendication » pour le 28 mai.

Le quatrième C. C. N. siégea les 18 et 19 octobre<sup>65</sup>. Il constate que les mesures susceptibles d'assurer la baisse n'ont pas été prises et insiste notamment sur la mise en œuvre d'un véri-

61. Il suffit, pour s'en assurer, de songer non seulement au conflit qui oppose l'équipe de la R. P. à celle de l'U. C. E. S., mais encore à l'attitude un peu désinvolte, après le Congrès, de M. Robert Bothereau lui-même, à l'égard de « ses minorités », qu'il croit pouvoir qualifier savoureusement : « quelques farfelus des franges syndicales » (Robert Bothereau, *Commentaires, F. O.*, n° 361, 19 déc. 1952).

62. *Syndicalisme C. F. T. C.*, n° 353, du 24 au 30 janv. 1952.

63. *Ibid.*, n° 366, du 24 au 30 avril 1952.

64. *Ibid.*, n° 370, du 22 au 28 mai 1952.

65. *Ibid.*, n° 391, du 23 au 29 oct. 1952.

table réforme fiscale, sur la répression rigoureuse de la fraude fiscale, sur l'interdiction des pratiques malthusiennes des ententes industrielles et commerciales. Il réclame le relèvement du salaire minimum, des prestations familiales, des retraites et pensions. Il prend position sur la réforme de la Sécurité sociale, les investissements et le chômage, et proteste contre l'exclusion des salariés de la Commission consultative gouvernementale pour l'examen des problèmes de mise en œuvre de la communauté européenne du charbon et de l'acier.

Les suites de ce C. C. N. nous amènent tout naturellement à l'examen des tendances qui existent au sein de la C. F. T. C., les minoritaires ayant démissionné des 9 sièges sur 36 qu'ils occupaient au bureau confédéral.

## 2° LES TENDANCES A LA C. F. T. C.

« Inutile de nier le malaise qui règne à la C. F. T. C., après l'indiscreète publicité que lui a faite *Le Monde* du 25 octobre », écrit M. Maurice Bouladoux, secrétaire général de la Confédération, au lendemain du C. C. N. d'octobre 1932<sup>66</sup>. Le journal ainsi mis en cause avait relaté les circonstances ayant provoqué la démission des éléments minoritaires du bureau confédéral, tenté d'expliquer les causes de l'événement, et d'en apprécier la signification ainsi que l'importance<sup>67</sup>.

a) *Les circonstances de l'événement.* — « Le samedi 18 octobre au matin, le bureau confédéral se réunit pour préparer les travaux du Conseil national, qui devait siéger l'après-midi et le lendemain. Dès l'ouverture de la séance, le porte-parole de la majorité présente un projet de résolution. Après avoir évoqué les passages des statuts faisant allusion à la doctrine sociale de l'Eglise, il invite certains syndiqués et certaines organisations, qui ont récemment pris des positions « en pointe », à venir faire leur autocritique devant le bureau confédéral. Il rappelle, d'autre part, la nécessité de rechercher les contacts avec les autorités spirituelles et religieuses, pour le recrutement et la formation des militants. Prise de court, la minorité demande un délai de vingt-quatre heures pour réfléchir. Bien que le pré-

66. Maurice Bouladoux, *La C. F. T. C., organisation majeure, détermine son action en toute indépendance*, Syndicalisme Magazine, n° 392, nov. 1932.

67. L'article incriminé est paru, sans signature, dans le journal *Le Monde* du 25 octobre 1932, p. 10, sous le titre *Rebondissement d'un vieux différend : La minorité de la C. F. T. C. donne sa démission du bureau confédéral et s'organise en « tendance » sans quitter toutefois la centrale.*

sident, M. Gaston Tessier, soutienne cette proposition, elle est rejetée immédiatement, et l'on passe au vote sur le fond. La résolution est adoptée par 21 voix contre 5 : celles des membres présents du groupe minoritaire.

» Dès l'après-midi de samedi, les cinq opposants remettent au président Tessier leur lettre de démission du bureau confédéral. Ils soutiennent que la résolution adoptée le matin remet en cause toute l'orientation de la C. F. T. C. depuis 1947... Le dimanche après-midi, les démissionnaires réunissent leurs amis du comité national, qui approuvent leur attitude. Certains même leur reprochent d'être trop longtemps restés prisonniers de la majorité au bureau confédéral. Une dernière tentative de rapprochement, soutenue par des éléments modérés, n'aboutit qu'à souligner l'impossibilité d'un compromis sur la question. Le soir même, les démissions deviennent définitives et la nouvelle « tendance » jette les premières bases de son organisation : elle désigne un bureau provisoire, envisage de tenir une assemblée générale en janvier, accepte le principe d'une « surcotisation » pour financer ses activités, et désigne enfin M. Albert Détraz, secrétaire général de la Fédération du bâtiment, pour assurer provisoirement sa direction. »

b) *Les causes de l'événement.* — L'article en cause nous propose l'interprétation suivante : « On a dit que dans certains articles, rapports ou motions, des membres de la minorité avaient pris, notamment sur l'expérience Pinay, des positions incompatibles avec une saine discipline syndicale, et qui pouvaient même laisser croire à une dissociation du mouvement. On a parlé d'un désaccord sur l'opportunité de provoquer la création de syndicats chrétiens en Allemagne sous l'égide de la Confédération internationale des syndicats chrétiens (C. I. S. C.). On a reproché à certaines fédérations d'entretenir des relations trop étroites avec la C. G. T. ou bien, au contraire, avec l'Internationale des syndicats libres. Il est certain que, sur toutes ces questions, minoritaires et majoritaires se sont trouvés aux prises à un moment ou à l'autre. »

A tous ces éléments, un autre commentateur, qui signe J. M., dans la *Revue syndicaliste*, ajoute encore la différence des générations<sup>68</sup>, qui est incontestablement un élément à prendre en

68. J. M., *Le malaise intérieur du syndicalisme chrétien*, *Revue syndicaliste*, n° 84, nov. 1982, p. 41.

considération, pour les raisons que nous avons indiquées lors d'une précédente chronique<sup>69</sup>. Il signale également qu'« on croit savoir que M. Gaston Tessier entendait réagir contre une certaine confusion à la base, où les éléments chrétiens progressistes parviennent à orienter des sections d'entreprise C.F.T.C. vers des expériences d'unité d'action avec la C. G. T. dans des conditions qui inquiètent la hiérarchie »<sup>70</sup>. Cette considération pourrait expliquer le « pèlerinage aux sources », préconisé par la majorité du bureau confédéral. Elle ne serait alors que la reconnaissance implicite du désir de mettre un terme à la politique de « coquetteries », pratiquée jusque-là vis-à-vis de la C. G. T. On se souvient, en effet, que si nous avons indiqué précédemment les avantages susceptibles d'être retirés d'un tel « pacte avec le diable », nous avons également suggéré que celui-ci n'était pas non plus sans péril<sup>71</sup>. Il faudrait donc conclure que ses inconvénients apparaîtraient désormais supérieurs à ses avantages, tout au moins aux yeux de la majorité.

Il ne faudrait cependant pas en déduire, pour autant, que la minorité est « communisante ». M. Albert Détraz, de la Fédération du Bâtiment, démissionnaire du bureau confédéral, et qui est un des représentants de cette minorité, aurait pris, en mars 1952, c'est-à-dire bien plus tôt et bien plus nettement que certains représentants de la « majorité », une position dépourvue d'équivoque à l'égard de ceux qui, suivant ses propres termes, accepteraient de « faire les guignols auprès du cirque de la C. G. T. »<sup>72</sup>. Ceci pourrait confirmer ce que nous suggérions précédemment, à savoir que l'attitude vis-à-vis de la C. G. T. a peut-être été adoptée par la majorité de la C. F. T. C. afin de

69. V. *Revue d'économie politique*, 1949, p. 1232.

70. *Revue syndicaliste*, loc. cit., p. 12. En ce sens, on observera la différence de ton entre les deux articles de M. Gaston Tessier qui ont suivi : le premier, la grève politique de la C. G. T. du 12 février 1952 (intitulé *La coexistence pacifique d'idéologies rivales est-elle possible ? Syndicalisme C. F. T. C.*, n° 336, 14-20 févr. 1952), et le second, celle du 28 mai 1952 (intitulé *Les masques tombent*, ibid., n° 372, 5-11 juin 1952). Peut-être verra-t-on cependant un souci de « ménager » encore la C. F. T. C. de la part de M. Benoît Frachon, dans un article intitulé *Le problème de l'unité, des abcès qui percent*, *Vie Ouvrière*, n° 433, p. 17-23, déc. 1952. Il entend, en effet, y « régler le compte » de F. O. et de la C. G. S. I., mais il n'a pas la moindre allusion à l'égard de la centrale chrétienne.

71. V. *Revue d'économie politique*, 1952, p. 578-579, et la note 22.

72. D'après *Travail et Liberté*, n° 220, 29 mars-5 avril 1952, c'est à-dire sans que nous connaissions la référence originale, ce qui explique les réserves de notre texte.



faire « très à gauche » à relativement bon compte, pour neutraliser la tendance « activiste » de la minorité<sup>73</sup>.

Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que là majorité paraît bien être de plus en plus résolue à ne pas renier la philosophie qui l'inspire<sup>74</sup>, tandis que la minorité continue à penser que c'est incompatible avec le « rôle que les circonstances ont dévolu à la C. F. T. C. : devenir la grande centrale non communiste de notre pays »<sup>75</sup>. Il est peu probable que ces deux attitudes tactiques soient facilement conciliables, et l'alternative qui s'offre à la minorité paraît assez claire : s'organiser en tendance désormais plus caractérisée qu'elle ne l'était auparavant, en vue d'une conquête éventuelle de la majorité, ou faire scission, la première de ces deux éventualités étant, momentanément du moins, la plus vraisemblable, sans préjuger naturellement de ses chances, dans la conquête de la majorité.

c) *Le sens et l'importance de l'événement.* — *Le Monde* a souligné que l'unité de la Confédération n'était pas mise en cause et que le désaccord était loin d'être total, puisque les motions revendicatives du C. C. N. avaient été approuvées à l'unanimité. Il observait toutefois que les différends « réglés jusqu'à présent, dans le secret du bureau confédéral », allaient maintenant « apparaître au grand jour ». En effet, dans leur lettre de démission à M. Gaston Tessier, les minoritaires ont écrit : « Nous vous informons, Monsieur le Président, que nous combattons pour nos idées à l'intérieur de la C. F. T. C. d'une façon franche et loyale; que nous nous organiserons pour les faire prévaloir devant le mouvement tout entier. » Le journal en tirait cette conclusion : « En se donnant pour la première fois une organisation particulière, la minorité se prépare sans doute à renforcer son opposition sur les points litigieux, dont beaucoup touchent à la doctrine. » C'est, en effet, tout ce qu'on peut dire, en l'état actuel des choses. Il ne s'agit, ni d'une scission, ni même d'une rupture, mais seulement d'une lutte — désormais ouverte — entre deux tendances pour la conquête de la majorité.

73. V. *Revue d'économie politique*, 1932, p. 579

74. V. *Revue d'économie politique*, 1934, p. 554.

75. D'après les formules mêmes de la minorité, V. *Le Monde*, loc. cit., in fine.

## § 4. — Les autres organisations.

## 1° LA C. G. S. I.

L'année 1952 a été catastrophique pour cette Confédération. Non pas que nous voulions jouer le moins du monde les Cassandre, en avançant qu'elle n'a plus aucune chance de jamais se relever des divisions qui l'ont déchirée. Il faudrait, pour cela, avoir le souci de jouer les prophètes. Mais il faudrait surtout savoir de quelle C. G. S. I. on parle. Il y en a, en effet, maintenant deux, qui se prétendent chacune la seule et la vraie, « l'autre » n'étant qu'une façade, entre les mains d'une poignée d'aventuriers ! La tâche du chroniqueur est ici des plus malaisées, non pas qu'il soit impossible de se faire une opinion, tout au moins sur certains points, mais parce qu'il ne paraît guère possible, en revanche, de dire laquelle des deux confédérations est la « bonne », dans le sens de juridiquement régulière, ni, à plus forte raison, en l'état actuel des choses tout au moins, celle qui a attiré à elle le plus grand nombre de Fédérations ou d'U. D. et qui a le plus de chances de l'emporter, ou tout bonnement de survivre.

Reprenons la présentation commode, déjà adoptée, pour retracer les vicissitudes survenues à la C. F. T. C., et voyons successivement les circonstances de la scission — car ici c'est bien de cela qu'il s'agit — puis ses causes et, enfin, sa signification.

a) *Les circonstances de l'événement.* — En faisant abstraction des « détails », deux dates jalonnent spectaculairement les étapes de la rupture : la première, en avril 1952, correspond au point culminant de la tension qui oppose les deux tendances pour la possession du siège même de la Confédération : 18, rue Saint-Marc, à Paris, à deux pas de la Bourse; la seconde, en octobre 1952, correspond au II<sup>e</sup> Congrès de la Confédération, qui s'est tenu à Lyon, et a consommé la scission.

Ces faits sont simples, en ce sens qu'ils sont faciles à identifier, à dater, et que nul ne les conteste de ce point de vue. Mais, dès l'instant qu'on essaie de se faire une opinion exacte à leur sujet, on est condamné à la plus grande incertitude, chaque tendance s'accusant réciproquement : dans le premier cas, de s'être rendue coupable des violences initiales; dans le second, d'avoir tenu celui des deux congrès — car il y en eut finalement deux — qui était sans valeur, et qui ne fait, de la

tendance qui s'en prévaut, qu'un pitoyable état-major d'aventuriers sans troupes.

En ce qui concerne le premier événement : la bataille pour la maîtrise du siège de la Confédération, il se situe le 1<sup>er</sup> avril et donne lieu à la même appréciation de la part des deux tendances, l'une et l'autre parlant de « coup de force ». Mais pour l'une, représentée par MM. Sulpice Dewez, Raymond Houssard et Jean Bijiaoui, le « coup de force » réside dans la décision prise, par le représentant de l'autre tendance, de fermer les locaux du siège, et dans le fait de prétendre en interdire l'accès. Pour l'autre tendance, représentée par MM. André Parsal, Fernand Moulardier, Martin Leymarie et Elie Boudet, le « coup de force » tient dans l'ouverture desdits locaux par la violence et leur occupation, non seulement par des militants de l'autre tendance, mais aussi par des hommes de main d'une formation politique : le service d'ordre de l'*Action Ouvrière* du R. P. F.

La tendance Parsal présente la fermeture du siège, dont elle a pris l'initiative, comme une mesure toute provisoire, visant à l'apaisement, en raison d'incidents, survenus la veille, entre militants qui se sont laissés aller aux coups. Elle ajoute que l'immeuble n'est d'ailleurs pas loué à la C. G. S. I., en tant que telle, le bail étant resté au nom de l'ancien « Comité d'études économiques et syndicales » qui lança le journal *Travail et Liberté*, et autour duquel le regroupement s'est effectué par la suite. Elle explique le fait par un souci de prudence, afin de protéger la jeune Confédération contre les agissements d'éventuels aventuriers, désireux de mettre la main sur l'organisation, et elle invoque l'événement comme la meilleure justification de cette précaution <sup>76</sup>.

De son côté, la tendance Dewez présente l'ouverture de force des locaux comme une réaction des militants de la base, destinée à permettre le fonctionnement d'une organisation qui est leur œuvre commune, et à assurer la liberté du travail dans l'immeuble. Elle voit, dans le fait que la Confédération n'y soit pas officiellement « chez elle », la meilleure preuve de la volonté de domination antidémocratique de l'état-major

76. On trouvera l'exposé des faits, d'après ce que nous appellerons désormais « la tendance Parsal » : dans les numéros 221 et 222 de *Travail et Liberté*, en page 4, chaque fois, dans le numéro 221, sous le titre : *Coup de force contre Travail et Liberté*; dans le numéro 222, sous celui : *En guise de chronologie des faits qui ont caractérisé un coup de force et leurs suites*.

« vichyste » des débuts de l'organisation, lequel a d'ailleurs opéré de la même manière au sujet du journal <sup>77</sup>.

Les deux tendances s'excommunient réciproquement, en s'accusant de ne constituer que la minorité, grâce à leurs positions respectives au bureau confédéral ou à la Commission administrative, mais la cohabitation inamicale se poursuit néanmoins, à des étages différents de l'immeuble de la rue Saint-Marc <sup>78</sup>.

La seconde étape de la scission est constituée par le II<sup>e</sup> Congrès confédéral, qui siégea à Lyon les 11, 12 et 13 octobre 1952 et se scinda en deux à partir de la seconde journée. Désormais, « la scission, qui était dans les esprits, se trouva transposée dans les faits » <sup>79</sup>. Ici encore, il est extrêmement difficile de se faire une opinion, aussi bien sur pièces que d'après les témoignages directs des représentants des deux tendances.

La nuance Parsal quitta la salle du Congrès le 12 après-midi, à l'occasion d'une suspension de séance, pour aller siéger dans un autre local. Elle justifie son départ en invoquant l'écœurement provoqué « par les vaines polémiques, les injures et l'atmosphère de réunion publique » régnant au Congrès <sup>80</sup>, du

77. L'exposé des faits, d'après ce que nous appellerons dorénavant « la tendance Dewez », se trouve dans le journal *Le métallo indépendant*, organe de la Fédération des métaux C. G. S. I., n° 8, avril 1952, p. 3, sous le titre : *Le coup de force, les faits*.

78. Autant qu'on puisse en juger, par les textes des statuts confédéraux reproduits par la tendance Dewez, le bureau confédéral étant subordonné à la C. A., cette tendance serait, à ce moment-là, régulièrement majoritaire, car elle l'emportait à la C. A., si elle était minoritaire au bureau. M. Jean Bijiaoui, *Vessies et lanternes*, *Le métallo indépendant*, n° 8, cit., p. 3 et 6. Il est néanmoins très difficile d'apprécier l'initiative de la fermeture des locaux. Elle peut être considérée hautement inamicale et caractéristique de la volonté de domination de la tendance Parsal, incontestablement minoritaire à ce moment-là, ou au contraire, propice à l'apaisement. Mais, en tout état de cause, il eût été sage de ne pas recourir à la violence, ne serait-ce qu'en raison de la situation juridique très particulière, créée par le bail des locaux, lui-même assez étonnant et capable de laisser rêveur. L'affaire aurait alors pu se régler sans équivoque, en quarante-huit heures, tout au moins sur le plan exclusivement syndical, et vraisemblablement en faveur de la tendance Dewez, même si elle devait y perdre l'immeuble et le journal. C'est évidemment ce qu'elle n'a pas voulu. Autrement dit, à ce moment-là, chaque tendance semble bien avoir voulu « ruser » avec l'autre : l'une en se prétendant majoritaire alors qu'elle ne l'était pas, pour conserver la Confédération qui était en train de lui échapper, en droit; l'autre en affirmant ses prétentions sur les locaux, qui, juridiquement, n'étaient absolument pas fondées.

79. Formule de M. André Parsal, citée dans le compte rendu des débats paru dans *Travail et Liberté*, n° 244, 11-18 oct. 1952, p. 4 : « Le véritable congrès continue », *in medio*.

80. *Ibid.*, même passage, au début.



fait « de cars complets amenés de Paris et de Marseille »<sup>81</sup>, avec des « contingents d'hommes de main »<sup>82</sup>. Elle précise qu'aucune vérification des mandats n'avait pu être valablement effectuée, en raison de ce climat, volontairement créé par l'autre tendance.

Pour celle-ci, au contraire, le départ des partisans de M. Parsal constitue la preuve de leur défaite et règle définitivement le débat en impliquant la nullité de toutes les décisions qui ont pu être prises par ailleurs et la validité incontestable des désignations effectuées par ceux qui étaient demeurés dans la salle du Congrès.

Ainsi, chaque tendance affirme que « son » Congrès est le « bon », dans le sens de « régulier » : l'une, parce qu'il s'est tenu dans la salle prévue, l'autre parce qu'il aurait réuni les délégués régulièrement mandatés. En outre, cette fois encore, chacune des tendances affirme représenter la majorité : la tendance Dewez s'attribuant au Congrès 178 syndicats, avec 293 voix, contre 38 syndicats, avec 49 voix à la tendance Parsal<sup>83</sup>, tandis que celle-ci s'attribue les syndicats ayant « versé 74 % des cotisations reçues par la trésorerie confédérale au cours des années 1950 et 1951, et 96 % de celles reçues en 1952 »<sup>84</sup>.

Quoi qu'il en soit, après ces deux « congrès », les deux tendances, qui s'identifient désormais l'une et l'autre à la C.G.S.I., ont rejoint l'immeuble de la rue Saint-Marc, où elles continuent à occuper des étages différents.

b) *Les causes de l'événement.* — Les deux thèses sont extrêmement simples. Réduites à l'essentiel, c'est-à-dire sans les

81. André Parsal, *Une démarcation nécessaire et salutaire, Travail et Liberté*, n° 245, 18-25 oct. 1952, p. 1 et 2. On consultera, dans le même numéro, la « Mise au point » figurant en p. 3.

82. « Déclaration » de la C. A. de la C. G. S. I. (nuance Parsal) en date du 16 nov. 1952, *Travail et Liberté*, n° 249, 15-22 nov. 1952, p. 1.

83. Feuille d'information publiée le 25 octobre par la tendance Dewez sous le titre : *Le II<sup>e</sup> Congrès national de la C. G. S. I.* Un tableau, sur 3 colonnes, dresse l'état comparé des forces de la tendance Dewez, sous le titre : *C. G. S. I.*, et de la tendance Parsal, sous le titre : *Scissionnistes*.

84. *A propos d'arithmétique et de statistiques*, tel est le titre d'un article de *Travail et Liberté*, n° 247, 1<sup>er</sup>-8 nov. 1952, p. 3, qui conteste les chiffres avancés dans le tableau présenté par la tendance Dewez. V. également, même page, l'article intitulé *Dans le bâtiment et les travaux publics : une nouvelle preuve du truquage politique du Congrès de Lyon*. V. enfin la « Déclaration » citée à la note 82. L'argument a été repris lors d'une délégation auprès de M. Garet, ministre du Travail, le 3 décembre 1952. V. *Travail et Liberté*, n° 252, 7-13 déc. 1952.

nuances, on peut les résumer ainsi : La « tendance Parsal » explique la scission par sa volonté de s'opposer à la colonisation de la C. G. S. I. par le R. P. F.<sup>85</sup> La « tendance Dewez », tout en niant son inféodation au R. P. F.<sup>86</sup>, explique la rupture par son souci d'éliminer de la C. G. S. I. — où ils faisaient souvent la loi sans détenir le moindre mandat — des personnages

85. Deux articles généraux, mais « prémonitoires », ouvrent en quelque sorte la série, dans *Travail et Liberté*. Ce sont : *Nul ne peut servir deux maîtres*, n° 218, 15-22 mars, et *Le syndicalisme indépendant n'est pas et ne sera jamais un syndicalisme politisé*, par Déprez (alias Parsal), n° 219, 22-29 mars. Après les événements du 1<sup>er</sup> avril, c'est beaucoup plus précis. Le numéro 221, 3-12 avril, met expressément en cause le R. P. F. (p. 4, col. 1 et 2) en citant des passages effectivement suggestifs des numéros de mai et septembre 1931 du *Bulletin de l'Action Ouvrière* (qui a succédé aux *Cahiers* antérieurs, dont nous avons effectué une citation du numéro 1 de 1949 dans notre chronique de 1948-1950, v. *Revue d'économie politique*, 1951, p. 533, note 21), dont nous n'avions pas eu connaissance. Le même article (col. 3 et 4) impute nommément la responsabilité des tentatives de colonisation R. P. F. à la C. G. S. I. à MM. Raymond Houssard (Féd. des Métaux) et Jean Bijiaoui (Sec. conf.). Il accuse formellement (col. 3) l'équipe qui força les portes et « occupa » les locaux d'être un « commando » R. P. F. Le numéro 222, 12-19 avril, publie, en page 1, une « Déclaration » indiquant qu'à la connaissance de ses signataires « et jusqu'à plus ample informé, il n'y a pas lieu d'incriminer les instances dirigeantes du R. P. F. et que les choses s'expliquent très clairement par l'unique considération des seules initiatives du noyau de politiciens qui opèrent au nom de l'Action ouvrière du Rassemblement précité ». Les accusations formulées dans le numéro 221 sont reprises dans les numéros 223 (p. 4) et 226 (p. 1-3), dans des articles de M. André Parsal, *De la théorie du noyautage syndical par les communistes et des prolongements qui s'ensuivent dans d'autres partis*, et *Du cumul des fonctions syndicales et des fonctions politiques*. Après le Congrès de Lyon, on trouve, dans l'article déjà cité : *Une démarcation nécessaire et salutaire* (n° 243), des passages caractéristiques (en p. 2 notamment). Une lettre d'un cheminot, M. Jean Servat, reproduite en page 4, dans le numéro 231, 30 nov.-6 déc., apporte, elle aussi, des précisions significatives. On pourra également se reporter à l'opinion émise par M. Pierre Denis, *Chez Renault : panorama syndical, Révol. prol.*, mars 1952, p. 28. Enfin, on consultera, sous les initiales P. B. (vraisemblablement Paul Brière, donc René Belin), *A propos du conflit de la C. G. S. I.*, *Revue syndicaliste*, mai 1952, p. 22.

86. Elle ne nie pas l'appartenance au R. P. F. d'un grand nombre de ses membres, mais elle nie qu'ils soient R. P. F. avant d'être syndicalistes. Elle affirme qu'ils ont toujours demandé à leur parti de ne pas s'immiscer dans les syndicats et accuse la tendance Parsal d'avoir été en coquetterie suivie avec le R. P. F. (V. *Quelques exemples de noyautage R. P. F.*, in *Le Métallo indépendant*, n° 8, avril 1952, p. 4. Nous ne possédons naturellement aucun élément nous permettant d'apprécier le bien-fondé de cette dernière accusation, bien que le texte de la « Déclaration » publiée dans le numéro 222 de *Travail et Liberté* paraisse curieusement « ménager » le R. P. F. en le distinguant des dirigeants de son « Action Ouvrière ». Mais deux faits sont incontestables : c'est, en premier lieu, l'impossibilité, pour les syndicalistes R. P. F., d'être syndicalistes avant d'être R. P. F., si les consignes attribuées aux numéros de mai et de septembre 1931 du *Bulletin de l'Action ouvrière* sont exactes, et toujours en vigueur ; c'est, en second lieu, la prise de position, nettement favorable pour la tendance Dewez, adoptée par le journal R. P. F., *Le Rassemblement*. Sur ce dernier point, on se reportera, dans ce journal, à l'article de M. Yvon Morandat, critiquant la personnalité de M. Parsal, dans le numéro du 22 mai, et aux commentaires consacrés au Congrès de Lyon, dans les numéros 271 et 272.

douteux, parce que liés aux « puissances d'argent » et inopportunément compromettants, parce que politiquement trop marqués<sup>87</sup>. Autrement dit, les deux tendances brandissent également l'étendard de l'indépendance du syndicalisme, que chacune prétend incarner dans toute son intransigeante pureté.

Bien que notre opinion, sur ce point précis, ne soit pas forcément plus favorable pour l'une que pour l'autre, il nous paraît impossible de dire celle des « deux » confédérations qui doit être tenue pour juridiquement régulière, aucun des deux « congrès » ayant siégé à Lyon ne nous paraissant — tout au moins sur la base des affirmations de l'autre tendance — avoir présenté des garanties suffisantes. Il est également impossible d'indiquer celle des deux tendances qui continue le plus vala-

87. Ces hommes sont : MM. André Parsal et René Belin. Le premier fut député communiste avant 1939, puis se sépara du parti lors du pacte germano-soviétique. Il est accusé d'avoir une double et même une triple personnalité, ayant toujours signé, jusqu'au moment des incidents, sous le nom de Déprez, dans *Travail et Liberté*, alors qu'il s'appellerait finalement Puech. On lui reproche d'avoir été élève, puis professeur aux écoles de cadres communistes, en Russie (v. Raymond Housard, *L'indépendance syndicale, notre raison d'être, Le Métallo indépendant*, n° 8, cit., p. 1, col. 3, en bas, et p. 8, col. 3, en haut), et d'avoir prétendu mener dictatorialement la C. G. S. I., en tenant les permanents par l'argent, alors qu'il n'était officiellement qu'« employé » à *Travail et Liberté* (v. dans le même journal les articles de : Sulpice Dewez, *Une dure leçon*, p. 8, col. 3, en haut; *Le coup de force, les faits*, p. 3, col. 1, en bas; Jacques Leys, *L'U. D. de la région parisienne continue*, p. 4, col. 1, in medio; A. Duffot, *La calomnie et le mensonge ne paient pas*, p. 6, col. 1, in fine). On observera, sur ces deux points — celui des « antécédents » de M. Parsal et celui des « subsides » dont il faisait profiter les permanents des Fédérations — l'extrême faiblesse des positions de la tendance Dewez. Sur le premier point, aucun de ses membres ne pouvait raisonnablement ignorer auparavant le passé de M. Parsal; sur le second, il paraît évident que le sens avoué du « flux monétaire » : de la Confédération vers les permanents fédéraux, aurait dû suggérer instantanément à ceux-ci son origine extra-syndicale, d'autant que ces fonds ne provenaient même pas du bureau confédéral, mais d'un « irresponsable », M. Parsal, simple « employé » à un journal qu'ils allaient bientôt déclarer « étranger au mouvement ». L'ennui vient surtout de ce qu'ils ne paraissent s'être avisés de l'origine suspecte de ces fonds — sur laquelle nous n'avons naturellement pas la moindre lumière — qu'à partir du moment où ils furent menacés de ne plus en bénéficier. En ce qui concerne maintenant M. René Belin, secrétaire de la C. G. T. avant 1939 et ministre du Travail aux débuts du gouvernement de Vichy, si on pouvait ignorer sa collaboration « technique » au journal *Travail et Liberté*, sous le pseudonyme de Paul Brière, nul ne pouvait ignorer celle d'ordre « humoristique », sous celui de Labaguette, parce qu'elle était trop évidente. Ces deux hommes sont accusés d'avoir eu l'ambition de prendre en main les rênes de la Confédération, et de ne plus vouloir se contenter d'y jouer les « éminences grises ». V. *Le Métallo indépendant*, n° 8, cit., p. 1, col. 2. (On observera qu'aujourd'hui, M. Pascal est secrétaire général de l'une des deux C. G. S. I., et on lira dans la *Revue syndicaliste* d'avril 1932, p. 19, sous le titre *La crise de la C. G. S. I.*, la réponse de M. René Belin, en ce qui le concerne, sur ce point). Ils sont également accusés d'être des agents de la « synarchie », ce qui nous amène à renvoyer à des « documents » du genre *Crapouillot* sur de Gaulle et Pétain, Chamaine, *La querelle des généraux*, et Soustelle, *De Londres à Alger*, en reconnaissant d'ailleurs qu'il



blement « l'ancienne » confédération, celle-ci ayant précisément été formée, dès le départ, par la réunion des éléments qui viennent de se séparer, et pour chacun desquels il eût été aussi simple, sinon plus correct, de signifier que telle était désormais sa volonté<sup>88</sup>.

c) *L'importance et la signification de l'événement.* — Juridiquement, l'immeuble sera sans doute attribué à la tendance Parsal, correspondant à l'ancienne équipe du journal *Travail et Liberté*, puisque le bail était encore au nom du « Comité d'études économiques et syndicales » qui avait lancé ce journal. Mais cela ne changera rien au fait que deux équipes antagonistes prétendent également représenter la C. G. S. I.<sup>89</sup> Le problème nous paraît donc être uniquement de savoir laquelle des deux Confédérations survivra. On ne saurait évidemment tenter le moindre pronostic dans ce domaine. Tout au plus doit-on observer qu'à côté des querelles de « tendances », il y a eu, comme toujours dans un cas semblable, des conflits de personnes et de

s'agit d'une « bibliographie » d'inspiration R. P. F., au même titre que l'accusation de financement de la tendance Parsal par M. Jean Rigault, portée par *Le Rassemblement*, n° 272, dans son commentaire du Congrès de Lyon. M. Sulpice Dewez a développé ces thèmes dans l'organe de sa tendance, *Le syndicalisme indépendant*, n° 3 (13 janv. 1953), *La C. G. S. I. dénonce l'ingérence de René Belin dans les affaires du Ministère du Travail*, et n° 4 (20 févr. 1953) *Contre le veau d'or, la C. G. S. I. revendiquera ses droits, quelles que soient les étiquettes politiques des hommes au pouvoir*, où il met nommément en cause M. Boutemy, ancien ministre de l'actuel gouvernement, et l'équipe qui publie la revue *France-Documents*.

88. D'une part, les « épurés » de la Libération, qualifiés de « Vichystes », et de l'autre, on s'en rend compte maintenant, des éléments à sympathies gaullistes, ce qui pourrait peut-être, en simplifiant, ramener le conflit à l'antithèse « vichysme-gaullisme », d'où les thèmes du « capital humain » et du « capital argent », opposés au Congrès de Lyon, et de la « synarchie ». Aujourd'hui, où l'antithèse « Vichysme-Gaullisme » n'a plus le sens de 1943, l'hypothèque allemande étant levée, avec tout ce qu'elle venait compliquer, il faudrait peut-être traduire « droite de droite » et « droite de gauche », ce qui signifierait sans doute, en vocabulaire de sociologie politique, « conservatisme bourgeois » et « socialisme fasciste ». Le destin, qui a gardé cette fois un certain sens de l'humour, a voulu que ce soient deux anciens députés communistes qui se trouvent à la tête de chacune de ces deux tendances. Mais tout cela est peut-être bien excessif. On peut se demander, plus simplement, s'il n'y a pas un certain parallélisme avec les « tendances » du R. P. F. lui-même, où les uns ont suivi le général, tandis que les autres le quittaient, derrière M. Barrachin. D'un côté comme de l'autre, l'entrée en scène du gouvernement Pinay serait à l'origine des scissions.

89. Depuis le premier C. C. N. des 21 et 22 février 1953 de la C. G. S. I., tendance Parsal, *Travail et Liberté* sous-titre d'ailleurs « hebdomadaire officiel de la C. G. S. I. », tandis que la C. G. S. I. de tendance Dewez publie, de son côté, depuis novembre 1952, un journal bimensuel, qui ne paraît encore que chaque mois, *Le Syndicalisme indépendant*, auquel nous avons renvoyé, note 87, et qui sous-titre « organe officiel de la C. G. S. I. ».



générations, ainsi que l'opposition entre « l'état-major » et « la base ». La tendance Dewez, qui a sur-jouer de cet argument en sa faveur, en tirera peut-être un certain profit, mais nous ne saurions dire dans quelle mesure, ni jusqu'à quand <sup>90</sup>.

De son côté, en rompant avec les éléments R. P. F., la tendance Parsal s'est affranchie d'une hypothèque qui pouvait entraver son recrutement. En tout cas, « en tant que Confédération, et pour un temps inappréciable, la C. G. S. I. est hors de course » <sup>91</sup>, pour reprendre une formule de M. René Belin lui-même, au lendemain des incidents d'avril 1952.

## 2° LES AUTRES ORGANISATIONS.

Nous avons déjà eu l'occasion de noter, à propos de la C. G. S. I., les changements survenus dans l'attitude du R. P. F. à l'égard du syndicalisme. Nous n'y reviendrons donc pas. De même, nous ne dirons rien de la C. N. T., dont aucun événement notable n'a marqué l'existence et qui ne connaît aucune progression. D'autre part, il s'est confirmé que la F. N. S. A. n'avait été, comme nous l'observions déjà lors de notre précédente chronique, qu'une « tentative sans lendemain ». Reste donc à mentionner ici les organisations qui demeurent dans l'autonomie pour sauvegarder leur unité syndicale professionnelle, comme c'est le cas, par exemple, pour les enseignants. Le système de la double appartenance permet d'ailleurs, aux adhérents, de se retrouver à la C. G. T. ou à F. O., au sein des Fédérations correspondantes, dans le cadre de chacune de ces deux Confédérations. L'unité syndicale professionnelle et l'adhésion idéologique sont ainsi, l'une et l'autre, satisfaites au prix d'une double cotisation.

Nous sommes donc finalement en présence de six confédérations : C. G. T., F. O., C. F. T. C., deux C. G. S. I., la C. N. T., ne regroupant sans doute péniblement, à elles six, que quelque 2 millions de salariés sur les 12 que comporte la population active de notre pays, ce qui correspond à un pourcentage natio-

90. Les dernier « bilans » figurent, pour la tendance Parsal dans *Travail et Liberté*, n° 262, 21-28 février 1953, qui rend compte du C. C. N. des 21 et 22 février 1953, pour la tendance Dewez, *Dans le Syndicaliste indépendant*, n° 4, p. 2 et 3, qui rend compte de la réunion de la C. A. de la C. G. S. I. de cette tendance.

91. *La crise de la C. G. S. I.*, loc. cit., supra, note 87.

nal de syndicalisation de l'ordre de 15 % environ<sup>92</sup>, tandis que la question de l'unité syndicale, toujours à l'ordre du jour, en raison de ses échos sentimentaux, n'a pas avancé d'un pas depuis 1931

92. Comme toujours, il est extrêmement difficile de faire autre chose qu'« avancer » des chiffres. M. Robert Bothereau l'aurait fait — si l'on en croit MM. Elie Boudet et Lucien Martin — à l'occasion d'une conférence de presse sur l'unité syndicale (V. Elie Boudet, *Où en est le mouvement ouvrier ? Travail et Liberté*, n° 231, et Lucien Martin, *On parle beaucoup d'unité syndicale, mais...*, *Révol. prol.*, juill. 1932, p. 25. Le compte rendu de F. O., n° 335, 12 juin 1932, n'y fait pas la moindre allusion). Il aurait, d'après ces deux auteurs de tendances très opposées, attribué 1 million d'adhérents à la C. G. T., autant à F. O. et 750.000 à la C. F. T. C. Commentant ces affirmations, M. Lucien Martin écrit : « Quand il attribue 1 million d'adhérents à F. O., non seulement il moque sans vergogne ses interlocuteurs, mais il ne contribue pas à créer la saine atmosphère de sincérité qui sera indispensable à tout regroupement du mouvement syndical libre. D'ailleurs, pour faire passer cette énormité, il a doté la C. F. T. C. de 750.000 membres que cette dernière serait bien en peine de produire; celle-ci ne lui en a d'ailleurs tenu aucun compte — cela s'est senti dans sa réponse — puisque le secrétaire général de F. O. lui contestait ainsi la première place après la C. G. T., place qui lui revient sans conteste. » De son côté, M. Elie Boudet croit pouvoir apporter les « corrections » suivantes : « Pour ce qui est de la C. G. T., le chiffre avancé est vraisemblable. Précisons qu'il est vraisemblable aujourd'hui, après la saignée de ce début de juin. Pour ce qui est de la C. F. T. C., le chiffre réel de ses adhérents tourne autour de 300.000, dans la meilleure hypothèse. La C. F. T. C. a, entre toutes les centrales, le mérite d'une pudeur : elle se tait sur ses effectifs. Quant à la C. G. T. F. O., elle est notablement au-dessous de la C. F. T. C., et elle s'amenuise de jour en jour. » De son côté, à propos de F. O., M. Antoine Lamarche écrit dans *La Revue syndicaliste*, n° 54, nov. 1932, p. 21 : « Le rapport financier... nous renseignera partiellement... En 1931, le poste timbres a rapporté un peu plus de 53 millions. Cette somme est caractéristique. S'il y avait réellement 1 million d'adhérents à F. O., c'est 200 ou 300 millions de francs qu'on devrait trouver au poste timbres... Un calcul analogue peut être fait en se servant du nombre de mandats enregistrés au Congrès, et là encore il y a des réserves à faire... Au Congrès, on a appris, dans les coulisses, que l'U. D. de la R. P. avait... 53.000 cotisants. Or, il y a, à toutes les périodes du mouvement syndical, un rapport constant entre les effectifs de la Confédération et ceux de l'U. D. de la R. P., qui a, en règle générale, le cinquième des effectifs de la centrale. D'où la C. G. T. F. O., doit avoir autour de 275.000 adhérents... et 70 % des effectifs appartiennent à la fonction publique, services publics et assimilés. » La C. G. T. aurait donc considérablement perdu, tandis que les autres centrales se maintiendraient approximativement aux niveaux antérieurement évalués, tous ces chiffres finissant par concorder *grosso modo* avec ceux fournis lors des chroniques précédentes (v. notamment *Revue d'économie politique*, 1931, p. 357, note 25, et 1932, p. 383, note 35). En ce qui concerne maintenant la C. G. S. I., l'imprudent tableau fourni par la tendance Dewez (v. *supra*, note 83) montre qu'on n'y avait pas hésité à « monter » des Fédérations de 3, 4, 3 et même 2 syndicats, pour toute la France. En outre, la controverse de la tendance Parsal a appris que des Fédérations pouvaient faire bonne figure, au regard du nombre de leurs syndicats, sans pour autant verser la moindre cotisation à la Confédération (v. *supra*, note 84). Même en tenant compte des circonstances très particulières qui ont entouré « les » congrès de Lyon, et en acceptant de tabler sur 1.500 syndicats recensés et à peine 200 représentés à ces assises (chiffres avancés p. 4, col. 4, en haut, n° 244 de *Travail et Liberté*, et repris p. 22, n° 53 de la *Revue syndicaliste*), on voit que les effectifs annoncés antérieurement par la C. G. S. I. relevaient de la propagande. Les élections aux comités d'entreprises doivent donc être rapprochées, à cet égard, des élections législati-

SECTION II. — *La politique syndicale.*

## § 1. — L'indépendance vis-à-vis des partis politiques.

## 1° LA C. G. T. ET LE P. C. F.

Au cours de 1952, la C. G. T. s'est aventurée malencontreusement, à deux reprises, dans des grèves où le syndicalisme est apparu si nettement subordonné à des préoccupations politiques que chacune d'elles fut un fiasco et à un tel point que ces échecs allèrent jusqu'à susciter de notables remous, au sein même du parti communiste.

Le premier avatar se situe à l'occasion de l'anniversaire du 12 février 1934, dans lequel les communistes ont toujours vu un excellent moyen d'agitation, étant donné que leur rôle, à l'époque, ne les habilitait à aucun titre à s'approprier l'événement. Les manifestations commémoratives prévues ayant été interdites par le gouvernement, l'Union des syndicats de la Région parisienne de la C. G. T., dirigée par MM. Hénaff et Monjaumis, riposta par un ordre de grève. Le Bureau confédéral approuva cette initiative, et invita les départements à l'imiter, compte tenu des conditions locales. Il ne donnait cependant pas l'ordre de grève générale, et les principales Fédérations étaient tout aussi réservées. La grève fut un échec, mais les dirigeants du parti communiste, MM. Etienne Fajon et André Marty en tête, avaient commis l'erreur d'en affirmer trop nettement le caractère politique<sup>93</sup>, tandis qu'on n'avait pas été

ves ou municipales. De même que l'électeur pour un parti est loin d'être un adhérent, ou même un sympathisant, lors des suffrages politiques, l'électeur favorable à un syndicat, dans les suffrages professionnels, n'est pas forcément cotisant à celui-ci ! Son vote signifie bien souvent — ce qui est d'ailleurs déjà très symptomatique — que ne voulant pas être abstentionniste, en votant « pour » une tendance, il entend surtout s'affirmer « contre » les autres. Signalons enfin qu'au moment où nous corrigeons les épreuves de cet article, le numéro de mars 1953 de la revue *Droit social* publie une étude de M. D. Rosenthal sur *La répartition géographique des principales organisations syndicales françaises*, assortie de cartes.

93. V. *l'Humanité* du 13 février. M. Etienne Fajon y écrit : « La portée exceptionnelle de la grève d'hier provient du fait qu'elle est, de loin, la grève politique la plus importante déclenchée en France depuis la guerre... Totale dans nombre d'entreprises dès le matin, irrésistible dans d'autres dans la journée, la grève du 12 février n'a été que partielle ailleurs, là où les choses étaient plus lentes... Il est plus compliqué de réaliser l'unanimité dans la grève politique que dans la grève pour une simple revendication. La première exige une conscience plus élevée. C'est pourquoi il serait faux de la considérer comme un échec. Maurice Thorez nous invite à dénoncer comme des sceptiques, des opportunistes dangereux, ceux qui formuleraient un tel point de vue. »



sans remarquer le silence de M. Frachon, d'abord expliqué par sa fatigue et l'obligation de prendre quelque repos, puis par un déplacement à Moscou. Dans les jours qui suivirent, M. Auguste Lecœur entreprit, dans *l'Humanité*, d'analyser les causes de l'échec, d'ailleurs inavoué, mais ses commentaires paraissent plutôt embarrassés<sup>94</sup>. Ils traduisent l'existence du conflit, au sein du parti, entre ceux qu'on a appelés les « politiques », avec M. Fajon à leur tête, — partisans de la franche primauté du parti, et de la grève aux buts politiques affirmés — et ceux qu'on a baptisés les « économistes » — dont M. Frachon serait l'un des tenants — partisans d'une technique plus voilée, et dans laquelle le parti se bornerait à exploiter les revendications sociales, pour ne les transformer qu'ensuite en mouvements politiques.

Le premier C. C. N., dont nous avons précédemment rappelé le thème général et les « revendications » concrètes, s'efforçait, semble-t-il, de concilier les deux conceptions, en associant celles d'ordre politique à celles d'ordre économique et social<sup>95</sup>.

Mais un second avatar allait survenir, en fin mai-début de juin. On se souvient que la C. F. T. C. avait décidé de faire du 28 mai une journée revendicative nationale, pour inciter les pouvoirs publics au vote de l'échelle mobile et appeler l'attention des employeurs sur la nécessité d'améliorer les salaires. Ne voulant pas demeurer en reste, F. O. s'associa au mouvement. L'Union de la Région parisienne de la C. G. T. retint le même jour pour protester contre l'arrivée en France du général Ridgway, succédant au général Eisenhower. Elle appela ses adhérents à manifester dans la rue. Oubliant qu'il s'agissait d'un homme qui débarqua parmi les premiers le 6 juin 1944 dans la région de Sainte-Mère-l'Eglise, préludant ainsi à la libé-

94. C'est ainsi que le 27 février il écrit : « Des résultats sont obtenus là où les cellules du parti et les militants ne considèrent pas comme suffisante la seule activité de la section syndicale et jouent effectivement leur rôle dans le sens indiqué par Maurice Thorez. » Dans le même temps, il reconnaît : « Pourtant, à partir du moment où le mot d'ordre d'action fut qualifié de grève politique, un certain repli s'est effectué dans une fraction de la classe ouvrière qui est laissée dans l'ignorance que la grève est l'arme du prolétariat tant dans ses luttes économiques que politiques. » Le 1<sup>er</sup> mars, il reconnaît, dans le même journal, que, le 12 février, « les questions revendicatives n'ont pas été suffisamment liées à l'action, ou bien l'étaient d'une façon toute formelle », et il donne, de la grève politique, cette nouvelle définition qui la transforme en grève professionnelle : « C'est la grève pour une politique où il y a plus de pain, de meilleures lois sociales et plus de loisirs. » Il n'en continue pas moins à critiquer les communistes qui placeraient le parti « à la remorque de l'action syndicale ».

95. V. *supra*, la note 4.



ration de la France, et d'un militaire d'exécution, nullement d'un politicien, le bureau confédéral alla jusqu'à déclarer que protester contre sa présence était « un acte d'honneur ». De vives bagarres éclatèrent, en différents points de la capitale, entre des manifestants, peu nombreux mais très agressifs, et le service d'ordre. Deux cents agents furent blessés, un Nord-Africain tué, et il y eut 700 arrestations, dont celle de M. Jacques Duclos, secrétaire général par intérim du parti communiste. Pour protester contre son incarcération et exiger sa libération, l'ordre de grève, sur les lieux de travail, fut lancé pour le 4 juin, par l'Union des Syndicats de la Région parisienne de la C. G. T. Appuyant le mouvement, le bureau confédéral invita les diverses fédérations à prendre des mesures analogues, qu'il se réserverait de coordonner. La Fédération des Cheminots, accusée de mollesse le 12 février, prit cette fois une position formelle en faveur de la grève illimitée. Ce fut un échec sans précédent<sup>96</sup>.

Par la suite, des perquisitions, opérées à la Bourse du Travail de Toulon, amenèrent la découverte de documents, que les enquêteurs considérèrent comme intéressant la défense nationale, et des arrestations en résultèrent. Le 10 octobre, un mandat d'amener était lancé contre M. Le Léap, secrétaire général de la C. G. T., non pas en tant que militant syndicaliste, mais comme agent de liaison entre le parti communiste — auquel il s'est pourtant toujours défendu d'appartenir — et l'Union des Jeunesses républicaines de France, pour « entreprise de démoralisation de l'armée ». Bien qu'il s'agisse cette fois non plus du secrétaire général du parti communiste, M. Jacques Duclos,

96. Dès le 6 juin, la C. G. T. dut remettre en avant les mots d'ordre revendicatifs, et l'article de M. Benoît Frachon, dans *l'Humanité* du 7, était intitulé *Gagner la bataille des salaires*. Le 18 juin, au Comité central du parti communiste, M. Etienne Fajon lui-même affirmait que « la formulation d'un mot d'ordre général unique, dans la situation donnée, était une faute ». Le numéro de juin des *Cahiers du Communisme* comportait d'ailleurs un éditorial où on pouvait lire : « Il faut apprendre, en chaque circonstance, à lier aux mots d'ordre les plus généraux, les plus élevés, entraînant l'avant-garde, les mots d'ordre particuliers, les revendications immédiates, répondant aux aspirations des plus larges masses et susceptibles de les entraîner dans le mouvement. Organiser l'action ne consiste pas seulement à lancer un mot d'ordre : il faut créer les conditions de sa réalisation par un travail politique intelligent des organisations du parti dans les entreprises et par l'activité bien orientée des communistes dans les organisations de masse où ils militent, en premier lieu dans les syndicats. » Le 21 juillet, l'Union de la R. P. déclara que le mot d'ordre de grève du 4 juin « était erroné », et M. Henri Raynaud fut désigné pour suppléer M. Eugène Hénaff « en raison de l'état de santé de ce dernier ». Le 13 août, la C. A. de la C. G. T. décidait d'organiser, dès le mois de septembre, et « dans un esprit de large union, une grande campagne pour l'augmentation des salaires ».

mais de l'un de ses deux secrétaires généraux à elle — celui qu'elle présentait comme apolitique — la C. G. T. crut préférable de ne déclencher aucune grève, et elle s'est bornée, depuis, à intégrer la libération de son secrétaire dans l'ensemble de sa propagande.

## 2° LA C. G. T. F. O. ET LA S. F. I. O.

Nous nous limiterons à deux remarques. La première concerne la symétrie entre l'attitude du parti à l'égard de l'« expérience Pinay » et celle de la Confédération F. O. Il n'est nullement question de discuter ici de cette « expérience », de chercher à savoir si elle a réussi, ne serait-ce que dans une infime mesure, ni même si elle pouvait réussir, étant donné les conditions dans lesquelles elle a été menée. Nous ne prétendons donc pas plus qu'elle a été sabotée par l'égoïsme et l'inintelligence de ceux-là mêmes qui auraient dû la soutenir de toutes leurs forces que nous n'affirmerons qu'elle a été gênée par l'hostilité préconçue et systématique de tous ceux qui l'accusaient à priori d'être une « expérience de droite ». Il s'agit uniquement de noter un certain parallélisme — qui peut se vérifier aisément par le simple dépouillement, même extrêmement rapide et superficiel, de la collection de *Force Ouvrière* — entre l'attitude du parti et celle de la Confédération. Or, si ce n'est pas faire de la politique que de constater la notoire insuffisance de la baisse, à l'échelon des consommateurs, au terme chronologique de cette « expérience », ce ne doit pas en être davantage que de soutenir l'excès qu'il pouvait y avoir, au seuil de celle-ci, à en exiger des résultats à la fois notables et immédiats. C'est en cela que se marque le parallélisme, sans qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point.

La seconde remarque concerne un article de M. Pierre Giraud, collaborateur régulier de *La Revue socialiste*, paru dans l'hebdomadaire F. O. Observant que « le syndicalisme seul ne peut suffire à tout », cet auteur préconise des liaisons avec les coopératives, les mutualités et, enfin, le parti socialiste, « seul parti

97. Pierre Giraud, *Pour une action ouvrière unie*, F. O., n° 352, 16 oct. 1952. Cet auteur écrit : « Notre syndicalisme doit donc chercher des contacts et des liaisons (suivant des méthodes à préciser en commun)... Enfin (et que s'indignent ceux qui soignent déjà des contacts politiques), avec le seul parti ouvrier libre, le parti socialiste. Car si le syndicalisme veut ignorer la politique, celle-ci n'oublie pas les syndicats, et nos camarades américains, après tant d'autres, l'ont compris, qui viennent, A. F. L. comme C. I. O., de prendre nettement position. »

ouvrier libre »<sup>97</sup>. Sans doute ne s'agit-il là que d'une opinion, figurant dans une sorte de « Tribune libre », intitulée « Avant notre Congrès confédéral : pourquoi ne pas le dire ? ». Elle n'en méritait pas moins d'être consignée ici.

### 3° LA C. F. T. C. ET LE M. R. P.

La première remarque, effectuée précédemment à propos de F. O. et du parti socialiste, vaut également pour la C. F. T. C. Certes, de même que pour F. O., la méfiance initiale de la C. F. T. C. à l'égard de la « politique Pinay » n'est pas dépourvue d'arguments puisés ailleurs que dans l'« esprit de parti ». Dès la première semaine du gouvernement Pinay, M. Maurice Bouladoux n'écrivait-il pas, pour expliquer les raisons du scepticisme du syndicalisme chrétien : « M. Pinay espère-t-il que ses supporters se feront hara-kiri ?... Car enfin, qui donc, présentement, étrille notre économie, sinon ces producteurs industriels et agricoles, sinon cette néo-classe moyenne de commerçants et d'intermédiaires élevés sur les ruines de la vieille bourgeoisie française ? Sinon, par conséquent, ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, détiennent les leviers de commande de notre politique économique ? Alors, il faudrait vraiment que nous soyons bien stupides pour attendre de ces gens autre chose que la consolidation de privilèges qui, dans leur esprit, sont devenus des droits. Même raisonnement, d'ailleurs, en ce qui concerne la réforme fiscale. C'est être tout simplement réaliste que de dire que l'on n'a rien à espérer d'une réforme fiscale qui serait réalisée par les représentants les plus qualifiés des bénéficiaires (si l'on peut dire) du régime actuel »<sup>98</sup>.

Mais c'est précisément le moment où certains éléments du M. R. P. définissent la « politique de Pinay » comme une « politique de la confiance », c'est-à-dire comme une politique « visant à s'interdire tout ce qui pourrait déplaire aux possédants »<sup>99</sup>. La rencontre, peut-être fortuite, n'en est pas moins certaine. Or, la thèse n'est pas aussi indiscutable qu'elle peut le paraître au premier abord<sup>100</sup>. Mais même en l'acceptant

98. Maurice Bouladoux, *Huit jours, Syndicalisme C. F. T. C.*, n° 360, 13-19 mars 1952.

99. V. notamment l'article de M. Hamon, sénateur M. R. P., dans *Paris-Presse*, du 20 avril 1952.

100. V. Paul Brière (alias René Belin), *L'expérience Pinay, Travail et Liberté*, n° 223, 19-26 avril 1952, p. 4 : « Pour tous les gens qui ont joué la hausse, écrit cet auteur, la politique de baisse est une catastrophe. Il y a des milliards de



comme une vérité d'évidence, et en admettant que C. F. T. C. et M. R. P. aient raison, on peut néanmoins manifester quelque surprise de voir la C. F. T. C. — comme du reste F. O. — paraître oublier que si « ces gens » détiennent, en 1952, « les leviers de commande », ce n'est pas sans rapport avec la politique des années antérieures, sur les succès de laquelle il est préférable de ne pas insister.

## § 2. — Le programme d'action économique et sociale.

### 1° LA DÉFENSE DES RÉFORMES DE STRUCTURE.

a) *Les nationalisations.* — La défense des nationalisations est devenue une « clause de style » des manifestes syndicaux de toutes tendances. On retrouve toujours et partout l'affirmation de la volonté d'empêcher qu'on en « remette en cause le principe »<sup>101</sup>. Parfois, la position est plus nettement explicitée, comme par exemple à la II<sup>e</sup> Conférence nationale des Comités d'entreprise des 21 et 22 juin 1952, ou dans le discours de

pertes en perspective pour les « possédants ». Ce n'est pas tout. Avec sa politique de baisse, ce M. Pinay met tout le commerce en difficulté : car une notable partie de la clientèle — et même, peu ou prou, toute la clientèle — se met à jouer la baisse, c'est-à-dire à se réserver, à ajourner ses achats, en attendant la baisse. Un crédit assez resserré, des échéances précises, un chiffre d'affaires qui diminue, cela représente en puissance quelques milliers de faillites dans les prochains trimestres. La politique de baisse des prix, politique des possédants ? Allons donc ! Que M. Hamon et ses pareils se questionnent alors sur les derniers soubresauts de la Bourse. Ils verront si les « possédants » font tellement confiance à M. Pinay. » Le même auteur écrivait, dans le numéro 241, 20-27 sept. 1952, sous le titre : *Où en est l'expérience Pinay ?* « Il faut bien dire que M. Pinay n'a été que très partiellement entendu. Les grandes organisations patronales ont acquiescé aux demandes formulées par M. Pinay. Mais leurs membres ont été plus que réticents ; et derrière des approbations de courtoisie, il y a eu nombre de critiques véhémentes et de refus de coopérer. Il y a une imagerie d'Épinal qui montre M. Pinay faisant au gouvernement la politique patronale. Tous ceux qui suivent d'un peu plus près cette affaire savent qu'il n'y a rien de plus faux que cette image-là. »

101. V. par exemple, pour la C. F. T. C., le premier C. C. N. des 19-20 janv. 1952, *Syndicalisme C. F. T. C.*, n° 353, le texte de la résolution générale, p. 1, col. 1, *in medio*, sous la rubrique : « La régression sociale est manifeste. » De même, au second C. C. N., sous la rubrique : « Défense de la législation sociale » ; au troisième, sous le titre : « Respect des lois. » (V. les références *supra*, aux notes 63 et 64.) Pour la C. G. T., le rapport de M. Molino au C. C. N. des 3 et 4 avril 1952 y fait allusion à peu près dans les mêmes termes, en citant d'ailleurs comme exemple de « nationalisation » qui serait menacée : la S. C. N. F., qui n'en est pas une ! (V. *supra*, la référence, note 1). Pour F. O., on consultera la p. 7 du n° 312 de son hebdomadaire (2 janv. 1952), qui « fait le point », au seuil de l'année. On y verra, dans une « présentation » d'ensemble, d'ailleurs anonyme, la curieuse phrase suivante : « Les nationalisations... doivent être maintenues, certaines extensions sont désirables. »



M. Frachon, au deuxième C. C. N. de la C. G. T., les 27 et 28 novembre 1952<sup>102</sup>.

b) *Les comités d'entreprise*. — Nous avons indiqué, au début de cette chronique, que le premier C. C. N. de la C. G. T., des 3 et 4 avril 1952, avait décidé d'organiser une seconde « Conférence nationale des Comités d'entreprise », à l'instar de la première, organisée au lendemain de la scission de F. O., du 2 au 4 avril 1948<sup>103</sup>.

Cette Conférence s'est tenue les 21 et 22 juin 1952. Elle a réuni, si l'on en croit les organisateurs, plus de 4.000 délégués élus de toutes industries et de la fonction publique, groupés par branches d'activité, quelle que soit leur appartenance syndicale ou qu'ils soient inorganisés. Chaque Fédération de la C. G. T. avait organisé l'ordre du jour de sa conférence particulière et préparé ses travaux. Mais « pour fixer une orientation et des directives valables pour toutes les conférences », des rapports confédéraux avaient été établis pour servir de base aux travaux des conférences de Fédérations<sup>104</sup>.

102. Dans la résolution générale de cette Conférence, dont nous parlons plus loin au texte, on trouve, en effet, mention d'un « plan de sabotage des nationalisations... par la réduction des attributions de matières premières et des crédits d'équipement par des décrets d'exception, portant atteinte au principe même des nationalisations (V. *Revue des Comités d'entreprise* de la C. G. T., numéro spécial 51-52 de juin-juill. 1952, p. 92). De même, on lit, p. 18 de la brochure reproduisant le texte du rapport de M. Frachon, déjà cité *supra*, note 6 : « Le programme du C. C. N. R. prévoyait le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun... Ceci s'applique parfaitement aux entreprises des pillards capitalistes. Mais il est vrai que les nationalisations qui ont été opérées depuis la Libération ont été complètement détournées du but que les masses populaires leur assignaient. Sous des gouvernements de réaction, les entreprises nationalisées sont devenues des sources de profit considérables pour les grands capitalistes. En leur vendant l'électricité, le charbon, les transports au-dessous du prix de revient, le gouvernement leur fait des cadeaux somptueux qui équivalent largement les profits qu'ils en pourraient tirer si les entreprises n'étaient pas nationalisées. Ces entreprises nationalisées sont, en même temps, devenues des entreprises témoins pour la répression du mouvement ouvrier, l'atteinte aux libertés ouvrières, au droit de grève, pour la réquisition systématique des travailleurs dès qu'une grève commence. Ce qui est en cause, c'est : qui dirige les industries nationalisées et pour qui on les dirige ? Le fait qu'elles sont dirigées par un gouvernement des grands capitalistes et, pour eux, ne signifie pas que nous abandonnons l'idée de faire rendre gorge aux détraousseurs qui s'enrichissent des dépouilles de la nation. Il faut combattre pour les changements politiques qui feront des industries nationalisées ce que le Conseil national de la Résistance voulait qu'elles fussent : le bien de la nation, et nous pourrons alors ajouter à ce qui est nationalisé ce qui doit l'être. »

103. V. *Revue d'économie politique*, notre chronique, 1949, p. 1246-1247.

104. J. Duchat, *De bons éléments de travail pour les délégués*. Ce texte, qui figure par ailleurs dans la presse cégétiste de l'époque, se trouve reproduit dans le numéro spécial de la *Revue des Comités d'entreprise* de la C. G. T., cité note 102.

Cette orientation, donnée par la Confédération, s'est située d'emblée sur le terrain de la lutte des classes la plus âpre. C'est ainsi que, tirant les enseignements de ces assises, M. Frachon n'a pas hésité à écrire que le gouvernement et le patronat voulaient « détourner les comités d'entreprise de la voie tracée par le législateur » en cherchant à en faire « des organismes de collaboration ». Il a donc proposé comme méthode, aux comités, de « repérer et dévoiler les bénéfices, démontrer à chaque salarié de combien il est volé sur son travail <sup>105</sup>. Il est également recommandé aux comités de démontrer « la malfaisance de l'économie de guerre » et de favoriser « l'unité d'action ». On compte donc sur eux pour soutenir et développer la politique générale de la C. G. T.

La résolution générale rappelle les revendications formulées par la I<sup>re</sup> Conférence nationale de 1948, dans le sens de l'élargissement des attributions des comités. Elle dénonce, pêle-mêle, l'hostilité des employeurs contre l'institution, l'augmentation de leurs profits, la politique gouvernementale, tant économique que militaire, et enfin le « sabotage » des nationalisations, auquel nous avons fait précédemment allusion. Elle préconise la défense de l'institution, la propagande syndicale, la lutte contre les politiques de guerre, d'armement et de productivité, qui ne font qu'une, et les fabrications de guerre, la défense des nationalisations et de la sécurité sociale. Dans l'entreprise, on préconise des « comités de défense », contre la politique de guerre, permettant d'atteindre les éléments non communistes ou cégétistes. Quant aux comités, ils doivent se grouper à la fois territorialement (par département) et professionnellement (par fédération) <sup>106</sup>.

De son côté, F. O. a organisé, en juin, une « Journée nationale des comités d'entreprise ». Les résolutions de la conférence ont déploré la mauvaise volonté patronale, les licenciements abusifs, la politisation des usines (ce qui vise le parti communiste et le R. P. F., mais aussi le parti socialiste, dans la mesure où existent ses G. S. E.) et la carence des agents du

<sup>105</sup>. Benoît Frachon, *De bonnes choses pour l'union et la défense des travailleurs*, même remarque que pour le texte précédent.

<sup>106</sup>. Les rapports confédéraux, reproduits dans le numéro de la *Revue* précitée, traitent de la défense de l'institution, de l'étude des bilans et du recours aux experts comptables, de la productivité, de la lutte contre le chômage, de l'hygiène et de la sécurité dans le travail, des œuvres sociales, de la sécurité sociale et des bibliothèques d'entreprises.

ministre du Travail pour faire respecter les lois. Elles affirmeront la nécessité, pour les syndicats, de développer la formation des membres des comités d'entreprise et, pour les travailleurs, d'assurer la collaboration entre les ouvriers et les cadres. Une phrase de M. G. Ventejol, dans le compte rendu publié par *F. O.*, mérite d'être mentionnée : « Contrôle, écrit-il, le mot revient partout; en réalité, c'est de participation et de gestion qu'il s'agit. » L'auteur indiquait, en effet, « que les ouvriers devaient également pouvoir contrôler la productivité, afin qu'elle se fasse au bénéfice des travailleurs »<sup>107</sup>.

Quant à la C. F. T. C., son premier C. C. N. de l'année s'est élevé contre « les entraves apportées au fonctionnement normal des comités d'entreprise », et on connaît, par ailleurs, son attitude sur les problèmes de formation que posent ceux-ci.

c) *La Sécurité sociale*. — Des trois conquêtes ouvrières que nous rangeons sous la rubrique « défense des réformes de structure », la Sécurité sociale a continué à occuper la vedette, en 1952.

La C. G. T. s'en est tout particulièrement préoccupée à l'occasion de son second C. C. N. des 27 et 28 novembre. « La défense de la Sécurité sociale doit être prise en main par tout notre mouvement syndical », a déclaré M. Henri Raynaud dans son rapport. Et *Le Peuple*, qui le reproduit, met en vedette les deux thèmes fondamentaux de celui-ci : 1° elle est compromise par la politique de guerre des gouvernants; 2° elle offre une remarquable plate-forme pour l'unité d'action sous forme de « comités de défense de la Sécurité sociale dans les entrepri-

107. *F. O.*, n° 337, 26 juin 1952, p. 9. Dans le numéro 312 précité, *supra*, note 101, on pouvait déjà lire : « Toute fixation du salaire indexé sur la productivité exige d'abord la connaissance exacte de celle-ci et la mesure de ses variations. Donc, la connaissance de la marche de l'entreprise... Pour le tout proche avenir, il faut envisager que l'attachement du salaire à la productivité soit apprécié sur la base de l'entreprise, avec la conséquence dite ci-dessus. Pour un avenir plus lointain, il faut prévoir que les travailleurs n'accepteront pas toujours des salaires très différenciés, selon l'état de prospérité des entreprises, alors qu'ils n'ont aucune responsabilité dans la gestion de celles-ci. Et voici qui ouvre des perspectives d'association ouvrière à la gestion. » Cette dernière phrase mérite d'être retenue. Le lien entre les comités d'entreprises et la productivité fut réaffirmé à l'occasion d'abord du C. C. N. des 17 et 18 mai 1952 de *F. O.* (V. *F. O.*, n° 332, 22 mai, p. 6-7, la rubrique intitulée *Pour la participation à la gestion des entreprises et de l'économie*), puis des journées d'études sur la productivité, organisées par *F. O.*, en juin 1952 (V. *F. O.*, n° 334, 3 juin 1952, p. 6-7, la rubrique intitulée *Amélioration des conditions de travail, Comités d'entreprises*). Enfin, on pourra se reporter, au numéro 357 de *F. O.* reproduisant en p. 12 la motion sur la productivité adoptée au Congrès confédéral.



ses » <sup>108</sup>. En d'autres termes, la « défense » de la Sécurité sociale est considérée, par la C. G. T., comme un remarquable instrument de propagande dans le cadre de sa politique générale.

A F. O., le Congrès confédéral s'est prononcé contre les projets gouvernementaux, jugés contraires aux principes fondamentaux adoptés par la Confédération. Pour le Congrès, le décalage des salaires et des prix, les fraudes aux cotisations, l'augmentation des frais médicaux et autres, les charges étrangères supportées par la Sécurité sociale, expliquent le déséquilibre financier qui l'affecte. Il a rappelé ses propositions antérieures et préconisé d'autres réformes, dont on trouvera le détail dans la résolution correspondante <sup>109</sup>.

Enfin, à chacun de ses C. C. N., la C. F. T. C. a continué à mettre l'accent sur les prestations familiales, dont les majorations n'ont pas suivi le rythme de relèvement des salaires <sup>110</sup>.

## 2° LA DÉFENSE DU POUVOIR D'ACHAT.

Plus que tout autre problème, celui-ci a occupé le devant de la scène sociale au cours de l'année 1952. Nous n'étudierons pas plus cette question en détail que nous ne l'avons fait pour la Sécurité sociale, puisque d'autres chroniques leur sont spécialement consacrées dans le présent numéro de la *Revue d'économie politique*. Nous nous bornerons donc à indiquer que F. O. et C. F. T. C. ne cessèrent d'être sceptiques vis-à-vis de la poli-

108. *Le Peuple*, n° 421, 1<sup>er</sup> déc. 1952, p. 14-15. La C. G. T. propose : 1° une augmentation de 2 % de la cotisation patronale aux assurances sociales, le maintien à 16,75 % des versements aux caisses d'Allocations familiales; 2° la mise en action de mesures de contrainte efficaces pour garantir une meilleure rentrée des cotisations et récupérer le plus possible des 60 milliards de perte annuelle pour les assurances sociales, autant pour les allocations familiales; 3° le transfert des charges injustement imputées à la Sécurité sociale et qui se montent à 30 milliards par an. On pourra également se reporter au rapport sur la Sécurité sociale établi à l'intention de la II<sup>e</sup> Conférence nationale des Comités d'entreprise de la C. G. T. V. la *Revue* citée note 102, p. 43 et suiv.

109. F. O., n° 337, p. 10. Sur la volonté de F. O. de veiller à la « défense de la Sécurité sociale », on pourra consulter entre autres : A. Texier, *Etranges procédés*, F. O., n° 319, 14 févr. 1952, p. 1, et Charles Veillon, *La Sécurité sociale toujours en danger*, F. O., n° 360, 11 déc. 1952, p. 1.

110. Sur la position de la C. F. T. C. vis-à-vis de la Sécurité sociale, au cours de 1952, on pourra consulter, outre les résolutions des C. C. N. (V. *supra*, les références aux notes 62 à 65), les articles suivants : Fernand Besse, *Les projets de réforme de la Sécurité sociale de la F. N. O. S. S. et ceux de la C. F. T. C.*, *Syndicalisme C. F. T. C.*, n° 350; *Les ennemis de la Sécurité sociale ne désarment pas*, *Ibid.*, n° 351; Théo Braun, *Budget social et salaire différé*, *Ibid.*, n° 380; *Réorganiser la Sécurité sociale*, *ibid.*, n° 382; Pierre Gravend, *Aurons-nous une véritable politique familiale ?* *Ibid.*, n° 394; F. Besse, *Le Parlement consacrera-t-il l'insécurité ?* *Ibid.*, n° 399.



tique de baisse des prix, préconisée par le gouvernement Pinay. D'abord, ainsi que nous l'avons signalé, au point de paraître de « parti pris » contre le groupe politique au pouvoir. Puis, avec une apparence croissante de raison à mesure que l'« expérience » se prolongeait, sans apporter les baisses escomptées dans le domaine des produits de grande consommation, et notamment dans l'alimentation. Au cours de cette période, F. O. et C. F. T. C. s'attachèrent à préconiser des solutions en vue de « réduire le coût de la distribution », considéré comme le grand coupable de la vie chère. Dans le même temps, le gouvernement ayant préconisé la baisse, afin d'enlever, sinon toute raison d'être, tout au moins tout danger à la revendication de l'échelle mobile, cette formule finit par être votée le 18 juillet. Après les vacances d'août, F. O. et C. F. T. C. tinrent pour démontré l'échec de ce qu'elles avaient appelé, à peu près toutes deux, en substance, une expérience de baisse « par la persuasion ». Elles réclamèrent alors la réunion de la commission des conventions collectives, afin que soit établi le budget-type <sup>111</sup>.

### § 3. — Les liaisons d'ordre international.

Rappelons qu'il n'est pas question, pour nous, d'étudier en elle-même la vie des confédérations internationales, et que nous la considérons exclusivement dans ses rapports avec les organisations syndicales françaises. Aucune modification n'est intervenue dans le domaine des affiliations, c'est-à-dire que la C. G. T. est toujours à la F. S. M., F. O. à la C. I. S. L. et la C. F. T. C. à la C. I. S. C.

La C. I. S. L. n'a pas tenu, en 1952, de congrès général, mais un « Congrès régional européen », dans le cadre de son organisation dite « régionale », c'est-à-dire « par continent ». Ce Congrès s'est tenu à Lugano en octobre 1952 et a traité du réarmement, du chômage et de la planification internationale. Antérieurement, l'organisation régionale européenne avait étudié : en juin, la représentation des salariés auprès des instances du plan Schumann; en août, le problème du logement ouvrier en Europe; en septembre, la question du pool vert.

En ce qui concerne les relations de la C. I. S. L. avec F. O.,

111. On ne saurait fournir ici, en raison de leur très grand nombre, le relevé des articles consacrés, dans les hebdomadaires des confédérations, aux moyens propres à assurer la baisse des prix ou à la nécessité de réviser le budget-type.

nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer, à propos du Congrès de cette dernière, que la C. I. S. L. avait adopté, vis-à-vis de la Tunisie <sup>112</sup>, une attitude qui n'avait pas été sans gêner son adhérente française, dans le même temps que nous signalions que la position des dirigeants de celle-ci était sans doute beaucoup plus commandée par de l'hostilité syndicale, à l'encontre d'organisations indigènes rivales, que par du « colonialisme » et de la « complicité », vis-à-vis de la politique gouvernementale <sup>113</sup>.

D'autre part, le Comité exécutif de la C. I. S. L., réuni à New-York le 9 décembre, a décidé de condamner sans ambiguïté le mouvement de la « Démocratie combattante », patronné par M. Jouhaux.

En ce qui concerne maintenant les relations de la C. I. S. L. avec la C. F. T. C., ou plus exactement avec M. Gaston Tessier, son président, en même temps que celui de la C. I. S. C., signalons le « froid » provoqué par un article de ce dernier, paru dans *Syndicalisme C. F. T. C.* <sup>114</sup>.

Déplorant le manque de compréhension des Européens par les syndicats américains, M. Tessier regrettait l'importance du budget de propagande de la C. I. S. L., destiné à « américaniser » l'Europe, plus qu'à servir la cause de la compréhension réciproque entre l'Europe et l'Amérique, et il opposait à cette richesse la pauvreté de l'Internationale chrétienne, dont il se déclarait fier. La C. I. S. L. répondit assez vertement que sa richesse venait du fait de ses 53 millions d'adhérents, appartenant à 47 pays, et que son budget de diffusion était destiné à soutenir les syndicats des pays insuffisamment développés. L'incident en resta là et n'empêcha pas M. Tessier d'être réélu président de la C. I. S. C., lors du II<sup>e</sup> Congrès que tint cette Confédération, du 2 au 5 juillet 1932 <sup>115</sup>. Il n'empêcha pas non plus les deux confédérations — C. I. S. L. et C. I. S. C. — de

<sup>112</sup>. Il s'agit d'abord d'une note du 23 mars, s'élevant contre les répressions policières et demandant la reprise des négociations, puis d'une plainte auprès du directeur du B. I. T., en date du 23 mai, pour violation de la liberté syndicale en Tunisie, enfin d'une « mission », d'abord confiée le 11 décembre à un Suisse, considéré comme neutre, puis composée d'un Hollandais et d'un Belge, et envoyée en Tunisie comme représentant de la C. I. S. L. après l'assassinat de Ferhat Hached.

<sup>113</sup>. V. *supra*, note 82.

<sup>114</sup>. Et déjà cité *supra*, note 70. Il s'agit de l'article intitulé *La coexistence pacifique d'idéologies rivales est-elle possible ?*

<sup>115</sup>. V. *Syndicalisme C. F. T. C.*, n° 377, 10-16 juill. 1932.

tenir une conférence commune, quelques jours après le Congrès de la C. I. S. C., en vue d'examiner la question de la représentation syndicale dans les organismes du pool charbon-acier <sup>416</sup>.

## DEUXIEME PARTIE

### LA LEGISLATION SOCIALE

Il ne saurait être question, pas plus que les années précédentes, de faire, dans cette deuxième partie, une véritable chronique juridique de la législation sociale, au cours de l'année écoulée. Notre but demeure modeste : il s'agit, pour nous, d'effectuer un tour d'horizon rapide des principaux textes, à l'usage des économistes désireux de « se tenir au courant ». Pour cela, nous continuerons à isoler, dans une première section, les textes les plus importants, afin de leur assurer la vedette qui doit leur revenir, et nous en donnerons un aperçu succinct, tandis que nous regrouperons, dans une deuxième section, les textes présentant un intérêt moindre, que nous nous bornerons à mentionner.

#### SECTION I. — *Les textes fondamentaux.*

Nous retiendrons, dans cette rubrique, pour consacrer à chacune un paragraphe, la loi sur l'échelle mobile et celle constituant le Code du travail pour les territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer.

##### § 1. — La loi sur l'échelle mobile (18 juill. 1952).

Publiée au *Journal officiel* du 19 juillet, cette loi se borne à ajouter un article aux dispositions du Code du travail, relatives aux conventions collectives, et constituées par la loi du 11 février 1950. Introduit entre les articles 31-*x* et 31-*y* du livre I<sup>er</sup>, ce nouvel article prend le numéro 31-*xa*.

416. Le 1<sup>er</sup> octobre, les deux confédérations adressaient une lettre commune à M. Jean Monnet, lui faisant part des noms des candidats présentés par les deux organisations, pour assurer la représentation des travailleurs au Comité consultatif de la Communauté, la liste comportant un nombre de noms double de celui des sièges à pourvoir, soit 34 candidats pour 17 représentants des salariés (dont 24 de la C. I. S. L. et 10 de la C. I. S. C.). La répartition des 17 sièges des salariés est la suivante : France et Sarre, 3; Allemagne, 3; Italie, 2; Luxembourg, 1; Belgique, 2 1/2; Pays-Bas, 1 1/2, le demi-siège étant attribué par roulement à la Belgique, puis aux Pays-Bas. Pour la France, la représentation des 3 membres salariés dont elle dispose se répartit comme suit : C. G. C., 1; Syndicat Sarrois, 1; F. O., 1 mineur; C. F. T. C., 1 mineur et 1 métallurgiste, ce dernier siège devant être attribué par mutation à F. O. dans deux ans.

Résultant de la loi du 11 février 1950, l'article 31-*x* pose le principe du salaire minimum national interprofessionnel garanti <sup>117</sup>. Rappelons qu'il prévoit l'étude, par la Commission supérieure des conventions collectives, d'un budget-type servant à la détermination de ce salaire, qui est ensuite fixé par décret, pris en Conseil des ministres, compte tenu de l'avis motivé de la Commission et des conditions économiques générales.

C'est en vertu de cet article que fut modifié le décret initial du 23 août 1950, qui fixait à 78 francs le salaire minimum des professions non agricoles de la Région parisienne, et que ce salaire fut porté successivement à 87, puis à 100 francs <sup>118</sup>.

L'article 31-*xa* nouveau précise désormais les règles appelées à assurer le relèvement automatique du salaire minimum, en fonction de la hausse du coût de la vie, déterminée d'après l'indice mensuel des 213 articles, établi par l'I. N. S. E. E. <sup>119</sup>. Le principe est que lorsqu'une augmentation d'au moins 5 % de cet indice aura été constatée, le salaire minimum sera augmenté proportionnellement, sous cette réserve que, sauf circonstances exceptionnelles, deux modifications successives ne pourront intervenir dans un intervalle de quatre mois. L'échelle mobile ne joue donc que dans le sens de l'augmentation. Désormais, le point de départ de l'indice des prix étant fixé par la loi à 142, la première modification interviendra lorsque l'indice atteindra :

Une sous-commission, désignée par la Commission supérieure des Conventions collectives, est prévue par la loi, avec la mission de « suivre l'évolution du coût de la vie en liaison avec l'I. N. S. E. E. », qui lui communique les éléments ayant servi à l'établissement de l'indice, dont les bases de calcul doivent demeurer constantes, dans l'intervalle de deux réunions de la Commission supérieure.

$$\frac{142 \times 105}{100} = 149,1.$$

117. V. chronique de la *Revue d'économie politique*, 1951, p. 570.

118. *Ibid.*, *Revue d'économie politique*, 1952, p. 595.

119. Pour l'Algérie, l'indice mensuel, dont les variations sont à prendre en considération, par le gouverneur général, pour la révision du salaire algérien, est celui qui est établi par le service de la statistique de l'Algérie pour Alger. Pour les départements d'outre-mer, un décret du 20 août 1952 (*Journ. off.*, 22 août) prévoit la création d'indices à établir par l'I. N. S. E. E. Une commission départementale doit y jouer le rôle de la sous-commission de la Commission supérieure des Conventions collectives, dont nous parlons plus loin au texte.



Cette sous-commission vit sa composition déterminée par un arrêté du 22 août 1932 (*Journal off.*, 26 août). Elle comprend 12 membres, dont 9 à désigner par la Commission supérieure, compte tenu de la répartition suivante : un représentant de l'U. N. A. F. (Union nationale des Associations familiales), 4 représentants des employeurs et 4 représentants des salariés <sup>120</sup>. Cette formule a soulevé des difficultés, l'un des 4 représentants des salariés devant siéger au titre des travailleurs agricoles, alors que les 4 confédérations (C. G. T., F. O., C. F. T. C., C. G. C.) sont représentées à la Commission supérieure. Il faut donc que l'une d'elles siège au titre des travailleurs agricoles.

## § 2. — Le Code du travail de la F. O. M.

(loi du 22 novembre 1932).

Ce Code, qui a fait couler beaucoup d'encre, et qui a été attendu plusieurs années avant de pouvoir être enfin promulgué, se présente sous la forme de 241 articles répartis en 10 titres, dont nous croyons utile de reproduire le sommaire, afin de donner une idée rapide de l'économie générale de son texte, en raison de son caractère récent :

I. — Dispositions générales (art. 1<sup>er</sup> et 2).

II. — Des syndicats professionnels (art. 3 à 28), divisé en six chapitres :

1<sup>o</sup> De l'objet des syndicats professionnels et de leur constitution (art. 3 à 11);

2<sup>o</sup> De la capacité civile des syndicats professionnels (art. 12 à 19);

3<sup>o</sup> Des marques syndicales (art. 20);

4<sup>o</sup> Des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites (art. 21 à 23) ;

5<sup>o</sup> Des unions de syndicats (art. 24 à 27);

6<sup>o</sup> Des associations professionnelles (art. 28);

III. — Du contrat de travail (art. 29 à 90), divisé en cinq chapitres :

1<sup>o</sup> Du contrat de travail individuel (art. 29 à 51);

2<sup>o</sup> De l'apprentissage (art. 52 à 63);

<sup>120</sup>. Les trois autres membres représentent respectivement les ministres du Travail, de l'Agriculture, des Affaires économiques.

- 3° Du tâcheronnat (art. 64 à 67);
- 4° De la convention et des accords collectifs de travail (art. 68 à 86);
- 5° Du cautionnement (art. 87 à 90);
- IV. — Du salaire (art. 91 à 111), divisé en quatre chapitres :
  - 1° De la détermination du salaire (art. 91 à 98);
  - 2° Du paiement du salaire (art. 99 à 106);
  - 3° Des retenues sur salaires (art. 107 à 109);
  - 4° Des économats (art. 110 à 111).
- V. — Conditions du travail (art. 112 à 132), divisé en cinq chapitres :
  - 1° De la durée du travail (art. 112);
  - 2° Du travail de nuit (art. 113 et 114);
  - 3° Du travail des femmes et des enfants (art. 115 à 119);
  - 4° Du repos hebdomadaire (art. 120);
  - 5° Des congés et des transports (art. 121 à 132).
- VI. — Hygiène et sécurité. Service médical (art. 133 à 144), divisé en deux chapitres :
  - 1° Hygiène et sécurité (art. 133 à 137);
  - 2° Service médical (art. 138 à 144).
- VII. — Des organismes et moyens d'exécution (art. 145 à 178), divisé en cinq chapitres :
  - 1° Des organismes administratifs (art. 145 à 160);
  - 2° Des organismes consultatifs (art. 161 à 163);
  - 3° Des délégués du personnel (art. 164 à 169);
  - 4° Des moyens de contrôle (art. 170 à 173);
  - 5° Du placement (art. 174 à 178).
- VIII. — Des différends du travail (art. 179 à 218), divisé en deux chapitres :
  - 1° Du différend individuel (art. 179 à 208);
  - 2° Du différend collectif (art. 209 à 218).
- IX. — Pénalités (art. 219 à 233).
- X. — Dispositions transitoires (art. 234 à 241).

Ce document ne comporte guère d'innovations notables, par rapport au Code métropolitain, dont il démarque la plupart du temps les dispositions, en les transposant à l'usage d'outre-mer. On observera toutefois qu'il organise, en cas de conflit collectif, une procédure de recommandation inspirée, semble-

t-il, de propositions de la C. F. T. C., concernant la métropole. Une commission consultative du travail paritaire est prévue, dans chaque territoire, tandis qu'un Conseil supérieur du travail est institué auprès du ministre. De même, des inspecteurs et des contrôleurs du travail sont créés, dans chaque territoire, et placés sous l'autorité de l'inspection générale existant auprès du ministre.

Il faut naturellement attendre l'épreuve du temps avant de pouvoir apprécier sainement cette innovation. Mais la valeur de ses intentions et son importance symbolique ne sauraient être méconnues.

## SECTION II. — *Les autres manifestations du droit social.*

En dehors de deux textes, concernant : l'un, les pouvoirs du bureau de conciliation des conseils de prud'hommes (L. 12 juill. 1952); l'autre, l'organisation des services médicaux du travail (D. 27 nov. 1952 remplaçant celui du 26 nov. 1946), quelques textes intéressent le domaine des salaires et de la Sécurité sociale, tandis que se poursuivent les ratifications de conventions internationales<sup>121</sup>.

### § 1. — En matière de salaires et de Sécurité sociale.

Nous signalerons :

- 1° pour les salaires, la loi du 4 juin 1952, modifiant l'article 61 du livre 1<sup>er</sup> du Code du travail sur la saisie-arrêt des salaires;
- 2° pour la Sécurité sociale, les lois du 14 avril 1952 (de finances), dont l'article 16 concerne l'affiliation aux A. S. du conjoint du chef d'entreprise; du 10 juillet 1952 réglementant l'allocation vieillesse en agriculture; du 25 juillet 1952 sur les accidents du travail.

### § 2. — De quelques autres textes.

On mentionnera ici la ratification de quatre conventions de l'O. I. T. (n<sup>os</sup> 88, 95, 96 et 100), et de neuf conventions sur la Sécurité sociale (dont deux multilatérales et 7 bilatérales).

Gérard DEHOVE.

121. V. Jacques Boutard, *Chronique législative, Droit social* : 1<sup>o</sup>, 24 oct. 1951-24 janv. 1952 (mars 1952); 2<sup>o</sup> 24 janv.-23 avril (juin, 2 fois); 3<sup>o</sup> 23 avril-20 juill. (nov.); 4<sup>o</sup> mars 1953.

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

---

1951 avait été, pour la Sécurité sociale, l'année de la bataille perdue du déficit. 1952 pourra être inscrite, dans la petite histoire, comme celle des « réformes institutionnelles avortées », tant sur le plan national que sur le plan international.

L'année 1952, en France, a été, en effet, remplie par une longue agitation des cercles gouvernementaux et parlementaires, épaulant une campagne savamment orchestrée dans l'opinion publique, pour une réforme des institutions de la Sécurité sociale et de leur fonctionnement. Elle a vu naître de nombreux projets, des discussions, des attaques et contre-attaques, pour finalement aboutir au maintien du *statu quo*.

Et pourtant tout le monde est d'accord, au moins parmi les techniciens, qui parlent de ce qu'ils connaissent, pour admettre qu'il serait nécessaire, et même urgent, d'apporter à la Sécurité sociale française des réformes de structure et de fonctionnement pour en améliorer le rendement social et financier, à la condition que ces réformes aient pour but non d'étrangler l'institution mais de la perfectionner.

### Le déficit.

Rappelons les phases principales de cette obscure bataille.

Toute l'année 1951 avait vécu sous le signe du « déficit catastrophique »<sup>1</sup>. Mais la situation se renverse brusquement à la fin de 1951. Le 27 décembre, en effet, le *Journal officiel*<sup>2</sup> publie une statistique d'où il ressort :

1° que les dépenses d'assurances sociales du régime général<sup>3</sup> avaient atteint 160.372 millions durant le premier semestre

1. Cf. notre chronique in *R. E. P.*, p. 596.

2. P. 12946.

3. Maladie, longue maladie, maternité, invalidité, décès, assurance vieillesse non agricole et agricole, allocations temporaires, action sanitaire et sociale, les accidents du travail décomptés à part.



contre 136.317 millions de recettes, soit un *déficit* de 24.056 millions, représentant près de 18 % des recettes;

2° que pour le *troisième trimestre*, les recettes atteignaient 75.232 millions, contre 85.116 millions de dépenses, avec un déficit de 9.884 millions seulement, soit guère plus de 13 % des recettes;

3° que ce dernier déficit, on pouvait à la rigueur déduire : a) les remboursements à l'assurance vieillesse agricole, 1.572 millions; b) l'allocation temporaire, 596 millions; c) la différence entre les prestations versées aux fonctionnaires et étudiants (2.952 millions au total) et les cotisations reçues (2.183 millions), soit 769 millions; ce qui ramenait le déséquilibre spécifique pour le trimestre à 9.884 — (1.572 + 596 + 769) = 6.947 millions ..., donc environ 9 % des recettes.

### Les projets Pierre Garet.

Alors la tactique change. On va lier la question à celle des décrets-cadres. Finalement, quelques mois avant la chute du ministère Antoine Pinay, M. Pierre Garet, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, faisait connaître, officieusement, par l'intermédiaire du secrétariat général du gouvernement, une étude intitulée « Communication de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale sur le budget social de la Nation (diffusé en vue d'un prochain Conseil) ».

C'était un assez volumineux document rassemblant trente-six projets de loi et quatre projets de décret, tous ces textes étant précédés généralement d'un exposé des motifs de quelques lignes et dans le plus effarant des désordres.

En tête du document général, on avait bien placé une « table des matières et de correspondance » et un « projet de communication au Conseil des ministres sur les mesures de réorganisation des régimes de Sécurité sociale », qui constituait un véritable exposé des motifs de la réforme générale projetée.

Mais la table des matières était, pratiquement, inutilisable, et son rédacteur ne s'était même pas donné la peine d'en combler les blancs laissés probablement dans une première rédaction (à la page 3 par exemple).

Le « projet de communication », par ailleurs, paraissait avoir été rédigé d'une façon indépendante par un technicien de la Cour des comptes ou du Conseil d'Etat, recueillant au hasard

toutes les critiques de fond et de détail — sans aucune distinction entre les unes et les autres, sans aucune référence utile aux textes dont la grande majorité ne portait aucun numéro.

Il semble qu'on s'était contenté de rassembler, pêle-mêle, des textes établis séparément par des équipes différentes et obéissant à des directives différentes.

Dans ce fatras de textes ainsi accumulés, il y avait du bon et du meilleur, et aussi du mauvais et du pire.

Dans la première catégorie, on pouvait ranger le projet reculant l'âge de la retraite de vieillesse, celui sur le contrôle et tutelle, celui sur les attributions du directeur, celui sur les personnes qualifiées, celui sur la fusion des caisses régionales et des caisses vieillesse (qui pourrait être rendue obligatoire et non simplement facultative), celui sur l'entente préalable pour l'octroi de certains médicaments, celui sur la suppression des primes d'allaitement et bons de lait, celui sur l'allocation de salaire unique, tous ces projets visant la lutte contre certains abus regrettables.

Dans la catégorie du mauvais et du pire on pouvait ranger le projet sur la procédure dilatoire, celui sur l'amélioration du fonctionnement des commissions contentieuses, celui tendant à modifier les formalités de l'article 44-*a* du Code du travail, celui sur la modification de l'article 33 *bis* de l'ordonnance du 4 octobre 1945.

### Les critiques des projets Pierre Garet.

Cet informe document — qui donnerait au profane une fâcheuse idée du travail législatif actuel — fut discuté, et, avant même sa diffusion semi-publique, violemment attaqué par « la Fédération nationale des organismes de Sécurité sociale » (la F. N. O. S. S.), dans une lettre adressée au ministre le 9 septembre 1952, à laquelle était jointe une note sur chacun des projets de loi annoncés.

La lettre insistait plus particulièrement sur l'idée développée dans le projet de communication d'un « budget social de la nation », pleine de confusions, rassemblant des institutions aussi différentes que les organismes de Sécurité sociale — organismes privés chargés d'un service public — et les organismes d'assistance ou de subventions — relevant directement de la collectivité nationale et de son budget. Elle protestait contre

la tendance, accueillie par le projet ministériel, de mutiler les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale. Elle protestait encore contre les projets visant le recul de la retraite, l'aggravation des conditions d'ouverture des droits, l'augmentation des formalités imposées aux caisses et aux assurés sans aucun profit ni pour les organismes de gestion ni pour les assurés.

La lettre se terminait par le rappel des réformes suggérées déjà par la F. N. O. S. S., qui devaient, disait-elle, suffire à faire disparaître le déficit financier de la Sécurité sociale. Et elle demandait avec insistance que les mesures envisagées par le ministère et le gouvernement fussent soumises, avant leur dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale, au Conseil supérieur de la Sécurité sociale, « à qui il serait opportun de restituer son véritable rôle trop longtemps méconnu ».

Cet appel n'était pas entendu, et lorsque le Conseil supérieur était, enfin, réuni en session régulière le 14 novembre 1932, celui-ci n'était saisi que d'un certain nombre de projets concernant la gestion courante des caisses, remises de gestions, frais de gestion, avances sur pension, projets d'arrêtés sur l'appareillage, etc.

Le Conseil supérieur, dès l'ouverture de la séance, demandait à être saisi, avant toute autre discussion, du projet de réforme du gouvernement, et, devant le refus ministériel de répondre à cette demande, décidait, à l'unanimité, de suspendre ses travaux.

Alors, tous les espoirs des adversaires de l'institution sont mis dans ce raidissement de l'attitude ministérielle refusant de laisser discuter son projet, et la campagne d'opinion se poursuit plus discrète mais non moins tenace.

Le sens de cette campagne était, me semble-t-il, fort bien marqué dans le passage suivant d'une étude, publiée à la fin de décembre 1932 dans un bulletin professionnel qui exprime, très généralement, avec beaucoup de tact et de précision, la position des milieux patronaux :

« ... Il y a un projet Garet, dont on a discuté à plusieurs reprises en Conseil des ministres. De la substance de ce projet, on ne sait officiellement que peu de chose. Officieusement, par contre, on n'ignore pas que M. Garet est acquis à l'idée que, telle qu'elle est, la Sécurité sociale est fort loin de la perfec-

tion, parce qu'elle ne tient compte, ni de l'état sanitaire, ni de l'évolution démographique de la population, ni des techniques médicales, ni du *support économique du système*.

» A ce dernier égard, on peut même dire que c'est le néant. Les promoteurs de la Sécurité sociale se sont comportés comme s'ils ignoraient que celle-ci dût avant tout être considérée sous cet angle, faute de quoi elle risquerait un jour de s'effondrer soudain comme un bâtiment dont on n'a pas pris soin d'assurer les assises.

» M. Garet sait tout cela. Il sait aussi que la situation politique exclurait le vote d'une *réforme*, au sens profond du terme. Aussi se borne-t-il à envisager des *aménagements*.

» Ce sera une *déception* pour ceux qui attendent une vraie réforme. Ce sera une *satisfaction* pour ceux qui se rendent compte que le problème ne peut être abordé que de biais.

» Qu'un premier coup soit porté à ce monstre qu'est la Sécurité sociale — Etat dans l'Etat — et en même temps aux coterries qui en ont fait leur chose, ce serait déjà beaucoup. D'autant que, ce premier résultat acquis, on pourrait enfin envisager, sous l'angle pratique, une réforme plus profonde... »

Mais le ministère Pinay était renversé. Sur la question — oh ! surprise des débats parlementaires ! — tout à fait secondaire, et même incompréhensible pour les techniciens, d'une ventilation des ressources venant des cotisations du système général de la Sécurité sociale et des Allocations familiales.

Le nouveau ministre de M. René Mayer devait reprendre tout le projet de réforme à son point de départ, en insérant le principe de cette réforme de la Sécurité sociale dans sa déclaration ministérielle.

Nous en sommes là : le problème de la réforme de la Sécurité sociale redevient le mystère de l'année 1953, et, pour le moment, nous ne pouvons que prendre acte de l'enterrement, peut-être momentané, du projet de M. Garet.

Cependant, cette conclusion, désenchantée et pessimiste, ne doit pas être acceptée sans réserve et nuance.

### Les réformes de la loi de finances de 1952.

Si le projet de réforme générale dont tout le monde reconnaît la nécessité n'a pas pu voir le jour en 1952, il serait faux



de prétendre que rien n'a été fait dans ce domaine de la législation.

La loi de finances du 14 avril 1952 contenait certaines mesures de réorganisation et d'allègements de la Sécurité sociale.

Douze articles de cette loi<sup>4</sup> y étaient consacrés :

— Le gouvernement devait déposer dans les trois mois un projet de réforme.

— Il devait procéder par décret à la révision des modalités de répartition des dépenses de l'assistance entre l'Etat et les collectivités locales, sans que le pourcentage global de participation de ces dernières puisse être augmenté.

— La participation financière des caisses de Sécurité sociale aux dépenses de construction ou d'équipements hospitaliers ou d'hygiène sociale devait prendre la forme de prêt à intérêts dont l'amortissement et les intérêts seuls devaient être incorporés dans le prix de journée.

— Certains médicaments pris en charge par les collectivités et la Sécurité sociale devaient comporter une vignette permettant le contrôle de l'utilisation du produit par l'usager.

— Par arrêté ministériel, les caisses de Sécurité sociale et d'Allocations familiales pouvaient organiser des services communs de recouvrement des cotisations.

— Par dérogation aux dispositions visant le secret professionnel, les agents des administrations fiscales doivent signaler à la Sécurité sociale des infractions constatées dans l'application du régime de Sécurité sociale et, inversement, les agents de la Sécurité sociale doivent signaler aux Régies financières les infractions fiscales.

— Pour bénéficier de la Sécurité sociale, le conjoint d'un chef d'entreprise doit participer effectivement à l'entreprise à titre personnel et constant et, de plus, bénéficier d'une rémunération au moins égale au salaire minimum interprofessionnel garanti (20.000 francs par mois pour 45 heures par semaine).

— Le plafond des cotisations de la Sécurité sociale est porté de 403.000 francs à 456.000 francs à partir du 1<sup>er</sup> avril 1952.

— Il est créé un « fonds national d'allocation de vieillesse agricole », qui sera pourvu de ressources par une loi spéciale avant le 15 juin 1952. Les allocations vieillesse qu'il servira ne

4. Art. 10 à 21, loi n° 52401 du 14 avril 1952, J. O. 15 avr. 1952, p. 3924 à 3925.

seront pas inférieures à la moitié du minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

— Le montant jusqu'auquel les rémunérations entrent en compte pour l'assiette des cotisations peut être modifié par décret, pris sur le rapport du ministre du Travail et de la Sécurité sociale, après avis des organisations signataires de la Convention collective nationale du 14 mars 1947 en cas de variation sensible de l'indice général des salaires établi par les services du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

— En cas de modification du plafond, celui-ci ne prend effet qu'à partir du premier jour du trimestre civil suivant celui auquel correspond l'indice susvisé.

Toutes ces réformes de détail, intéressant le fonctionnement de l'institution, étaient utiles et la plupart « payantes » au point de vue financier.

Si à ce bilan, assez maigre malgré tout, on ajoute les réformes apportées par décrets<sup>5</sup>, arrêtés<sup>6</sup> et circulaires<sup>7</sup> et celles qui pourraient résulter de certaines décisions judiciaires<sup>8</sup>, on possède à peu près tous les éléments qui permettent de porter un jugement sur l'œuvre législative et réglementaire en matière de Sécurité sociale en 1952.

### La XXXV<sup>e</sup> Conférence internationale du travail.

Mais le problème de l'aménagement de l'institution de la Sécurité sociale dépasse le cadre des Etats considérés isolément. L'Organisation internationale du travail (O. I. T.) s'en est rendu compte depuis longtemps.

La XXXV<sup>e</sup> Conférence internationale du travail, qui s'est tenue à Genève en juin 1952, avait inscrit à son ordre du jour la question des normes minima et supérieures de la Sécurité sociale sur les bases établies par la Conférence internationale du travail, dans sa réunion de Philadelphie, en 1944.

5. Décret 1<sup>er</sup> déc. 1952 sur l'assurance vieillesse des commerçants et industriels; Décret 22 déc. 1952 modifiant le décret 29 déc. 1952 sur les feuilles de maladie et la lettre d'avis.

6. Arrêté 7 avr. 1952 sur les bordereaux de salaires.

7. Circul. 28 nov. 1952 sur la simplification de certaines procédures.

8. Arrêt Cons. d'Et. 9 janv. 1953 annulant deux arrêtés du ministre du Travail. Arrêts Cour de cassation juill. 1951 et décision sur renvoi de la Commission régionale de Montpellier 9 mai 1952.

La nouvelle convention internationale, adoptée à Genève par 123 voix contre 32 et 32 abstentions, fixe les conditions minimales qui doivent régir l'octroi des soins médicaux, des indemnités de maladie, des prestations de chômage, de vieillesse, des prestations en cas d'accident du travail et maladies professionnelles, des prestations aux familles, de maternité, d'invalidité et de prestations aux survivants.

La convention prévoit que les paiements à effectuer ne devront pas être inférieurs, pour les bénéficiaires chargés de famille, à 50 % du salaire en cas d'incapacité de travail ou d'invalidité, à 45 % pour maladie, chômage et maternité, à 40 % pour la vieillesse et les survivants.

Mais la convention prévoit qu'il ne sera pas nécessaire que les Etats ratifiant cette convention puissent mettre en vigueur toutes ses dispositions; l'application des normes fixées pour trois des risques énumérés permettra la ratification.

Cette convention a fait l'objet devant la Conférence de très vives critiques non seulement de la part des employeurs, mais même de la part d'un grand nombre de délégués gouvernementaux, notamment du délégué du gouvernement des Etats-Unis.

Par ailleurs, dès sa publication, les techniciens ont fait remarquer que la nouvelle convention apparaîtrait moins comme un instrument de progrès pour les pays sous-développés que comme une arme dirigée contre les réalisations existantes dans d'autres pays.

Tout ne paraît pas faux dans ces critiques.

### Statistiques.

Au moment où cette note est établie, nous ne connaissons pas encore les résultats totaux de l'année 1952.

Le document statistique officiel le plus récent date de janvier 1953 et nous donne les résultats des trois premiers trimestres de 1952.

Par ailleurs, il n'est pas toujours très facile de se diriger dans ce dédale de tableaux et de chiffres, ornés de nombreuses notes rectificatives ou explicatives.

Sous ces réserves générales, on peut, croyons-nous, dresser le bilan statistique suivant :

Les recettes du régime général, dans les trois premiers trimestres de 1952, ont été de 269.196 millions de francs; les

dépenses, de 279.103 millions de francs; le déficit du régime est donc de 10.007 millions.

Les recettes du régime spécial des fonctionnaires ont été, dans le même temps, de 7.046 millions de francs et les dépenses de 10.978 millions, avec un déficit de 3.932 millions.

Les recettes du régime spécial des étudiants ont été, dans le même temps, de 50,8 millions et les dépenses de 451 millions. Déficit 400,2 millions.

Mais les allocations familiales ont perçu 283.538 millions de cotisations et dépensé 254.438 millions de prestations, réalisant ainsi un excédent de recettes de 31.120 millions.

Au total, l'institution générale de la Sécurité sociale a, en 1952, couvert par ses recettes propres toutes ses dépenses avec un surplus de 16.781 millions de francs.

### L'assurance-vieillesse aux non-salariés.

Tandis que se déroulaient ces âpres polémiques autour du déficit en 1951, et autour de la réforme générale de la Sécurité sociale en 1952, l'institution, ancrée dans le système social de tous les pays civilisés, poursuivait son développement.

En 1952, le fait le plus important en ce sens, en France tout au moins, fut la mise en place de l'assurance-vieillesse des non-salariés.

On sait que la loi du 17 janvier 1948 a institué une allocation vieillesse pour les personnes non salariées et créé une organisation autonome, c'est-à-dire totalement indépendante, du régime général de la Sécurité sociale pour chacun des groupes des professions ci-après :

- 1° Professions artisanales;
- 2° Professions industrielles et commerciales;
- 3° Professions libérales;
- 4° Professions agricoles.

En ce qui concerne les trois premières catégories, la mise en place des organisations a fait l'objet de plusieurs décrets en 1948 et 1949.

En 1952 l'organisation des *caisses artisanales* comprenait :

- 47 caisses interprofessionnelles locales;
- 2 caisses professionnelles;
- 1 caisse de compensation (caisse autonome nationale de



compensation de l'assurance-vieillesse artisanale  
[C. A. N. C. A. V. A.]).

Moyennant une cotisation annuelle calculée sur la base de 86 heures de travail, la valeur de cette heure étant calculée sur la base de la six centième partie du taux minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les artisans et les conjoints, par réversion, reçoivent à 65 ans, ou à 60 ans en cas d'incapacité au travail, une allocation dont le taux annuel, qui a varié, était, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1951, de 28.000 francs, ce taux devant augmenter automatiquement de 1/15 par année entière de cotisation.

En 1951, les caisses avaient encaissé 3.189 millions de cotisations et leurs dépenses s'étaient élevées à 3.367 millions.

En 1952, 461.968 artisans cotisaient aux caisses artisanales, qui servaient 132.410 allocations.

Les *professions industrielles* groupent obligatoirement toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte soit l'inscription au registre du commerce soit l'assujettissement à la patente.

L'organisation comprend :

- 75 caisses interprofessionnelles locales;
- 15 caisses professionnelles nationales;
- 9 caisses professionnelles régionales;
- 1 caisse de compensation (la caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce [O. R. G. A. N. I. C.]).

Le régime d'assurance est nettement différent de celui des artisans.

Chaque assujetti opte pour une classe de cotisation correspondant à un nombre déterminé de points de cotisation (il y a sept classes, de 4 points à 24 points de cotisation. La classe n° 1 ne subsistant que pour ordre depuis le décret du 13 juin 1951).

La cotisation annuelle est égale au produit du nombre de points multiplié par 1.400 francs.

Pour les bénéficiaires n'ayant pas cotisé, l'allocation est égale au produit de la somme des points correspondant aux cotisations versées par la valeur du point d'allocation.

Le décret du 13 juin 1951 a fixé la valeur du point à 280 fr.

En 1952, 822.203 industriels et commerçants cotisaient à leurs

caisses, qui servaient 242.932 allocations. Ces caisses avaient encaissé, en 1951, 8.713 millions, et les dépenses s'étaient élevées à 9.171 millions.

Un décret du 1<sup>er</sup> décembre 1952 a modifié certaines dispositions du décret du 21 avril 1949.

L'organisation autonome des *professions libérales* comprend :

16 caisses dites sections professionnelles, dont le ressort s'étend à toute la France métropolitaine;

1 caisse nationale de compensation.

Des régimes d'assurance-vieillesse complémentaires ont été institués pour les notaires, les médecins, les pharmaciens, par les décrets du 22 avril 1949, et les vétérinaires, par le décret du 21 octobre 1950.

Au 31 décembre 1951, 118.791 personnes des professions libérales cotisaient aux sections professionnelles, qui versaient 31.342 allocations.

En 1951, le régime a encaissé 2.131 millions, pour des dépenses s'élevant à 1.849 millions.

Tous ces organismes de la Sécurité sociale des non-salariés fonctionnent depuis trop peu de temps pour qu'on puisse porter sur eux un jugement même provisoire.

On remarque seulement que la nouvelle assurance des non-salariés a entraîné la création de nouveaux services aux multiples agents d'exécution et que les frais de gestion administrative ont été jusqu'ici très sensiblement plus élevés que ceux des organismes du régime général de la Sécurité sociale. De l'origine au 31 décembre 1951, les frais de gestion administrative se sont élevés à 3 milliards 22 millions, pour 27.495 millions de cotisations encaissées.

Il est certain que, dans un délai plus ou moins proche, toutes ces branches adventices de la Sécurité sociale seront appelées à disparaître, comme celles des régimes spéciaux des mines, Electricité et Gaz de France, S. N. C. F., métropolitain, marine, etc.

La réforme de la Sécurité sociale dont on a tant parlé, c'est là qu'elle doit se placer et pas ailleurs.

Etienne ANTONELLI.

---

Le gérant : DE PEYRALADE.

---

Dépôt légal effectué en 1953 (3<sup>e</sup> trimestre).

---

26448. — Imprimeries Delmas, Bordeaux (31.0192). — 1953.



REVUE

# D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

## QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES RAPPORTS DE LA LIBERTÉ ET DE LA PROPRIÉTÉ

---

### I

« Liberty and property », — ce « cri anglais », dont Voltaire disait qu'il « vaut mieux que Saint-Georges et mon droit, Saint-Denis et Montjoie », parce qu'il est « le cri de la nature » <sup>1</sup>, — ce cri associe les deux termes qu'il exalte, en mettant au premier rang, la liberté, au second, la propriété, et il peut sembler logique qu'il en soit ainsi; qu'avant d'être propriétaire des choses, l'homme soit propriétaire de lui-même, c'est-à-dire libre. Aussi bien, très généralement, admet-on, implicitement ou explicitement, que la liberté est la condition préalable de la propriété, l'aînée des deux « grandes sœurs », celle qu'il faut conquérir la première, et qui, conquise, permet et rend possible l'acquisition de la seconde.

Mais cette manière de voir est-elle, de tous points, conforme à la réalité historique ? Et, en fait, ne voyons-nous pas souvent que la propriété n'est pas seulement le rempart que la liberté se construit, et dont elle consolide son empire toujours menacé, d'un côté ou de l'autre, — mais que c'est elle qui précède et rend possible l'avènement et le maintien de la liberté elle-même ? Autrement dit, un certain développement de la

1. Dictionnaire philosophique, article Propriété.



propriété n'apparaît-il pas comme une condition préalable de la liberté; et n'est-il pas illusoire de s'imaginer que celle-ci puisse naître et vivre ailleurs que sur un sol labouré et fécondé par la propriété ?

Le même Voltaire a écrit « qu'il est difficile à un sac vide de se tenir debout ». Pour qu'il ne s'affaisse pas sur lui-même, il faut, d'abord, qu'il soit rempli. Un homme déclaré libre, s'il ne possède rien, n'a guère qu'une liberté purement verbale. Un homme qui possède, même si aucune *déclaration de droits* ne le proclame libre, jouit d'une liberté effective. — limitée, peut-être, mais réelle. Le Juif, persécuté et honni, du Moyen Age, l'Isaac d'York d'*Ivanhoé*, restait plus libre, en fait, grâce à son trésor, que l'ouvrier du milieu du xix<sup>e</sup> siècle, solennellement investi du titre de citoyen libre d'un Etat moderne, mais dépourvu de tout patrimoine. C'est par l'acquisition de la propriété que celle de la liberté commence. Qu'on n'objecte pas la liberté du chemineau romanesque, chanté par les Richepin : cette liberté est souvent interrompue par l'incarcération, pour cause de vagabondage, et prend, périodiquement, fin dans les prisons, — dans ces prisons, qui, chez nous, portent parfois, à leur façade, la devise dont le mot *Liberté* est le premier, — mais qui ne parle pas de *Propriété*.

Napoléon disait : « La vraie liberté dépend de la sûreté de la propriété. Il n'y en a point dans un pays où l'on peut changer chaque année la cote du contribuable. »<sup>2</sup> Qu'eût-il dit d'un pays où, non seulement, cette cote varie sans cesse, mais où les nationalisations, l'inflation, les confiscations, les réquisitions, ont fait de la propriété une ombre fugitive, qui s'échappe et s'évanouit à tout moment, dans les mains de son titulaire dépouillé ?

Assurément, la vraie liberté ne comporte pas seulement des conditions matérielles — dont la propriété, la disposition d'un « avoir », est la principale — mais aussi des conditions morales. Et même quand ces conditions morales atteignent à une certaine

2. Ludwig, *Napoléon* (trad. franç., p. 149). Et Fichte a dit, de même, que « la propriété est la condition et l'instrument de la liberté ».

Proudhon, dans sa *Théorie de la propriété*, a écrit : « Le principe d'égoïsme, usurpateur par nature et improbe, devient un instrument de justice et d'ordre. à ce point que propriété et liberté sont idées inséparables et presque synonymes. » (Cité par G. Courret, *Les idées contre-révolutionnaires de Proudhon et de G. Sorel*, 1926.)

hauteur, à une certaine plénitude, elles peuvent, à la rigueur, suffire : c'est le cas de Diogène; c'est, sur un plan supérieur, et infiniment plus étendu, le cas du moine entièrement détaché des biens de ce monde (comme, du reste, de la liberté entendue au sens matériel). Mais il est clair que ce sont des cas exceptionnels. Ce qui importe, c'est le cas général, universel. Et, pour la généralité des hommes, c'est le fait que, seule, la propriété, étendue au plus grand nombre d'individus possible, permet et assure l'obtention de la liberté pour eux.

## II

Cette propriété, assise de la liberté<sup>3</sup>, ne se présente pas de suite, et nécessairement, sous sa forme rigoureusement individuelle et intégrale. On sait, du reste, que, dans l'histoire de la plupart des sociétés humaines, on trouve des propriétés communautaires précédant les propriétés individuelles, plus ou moins intégralement. Non pas que toutes les propriétés communautaires connues et étudiées par les économistes aient eu un véritable caractère archaïque. On a attribué, souvent à tort, ce caractère à des organisations *relativement* modernes, comme la *zadruga* yougoslave, le *mir* russe, la *dessa* javanaise, etc.<sup>4</sup>. Il n'en reste pas moins que le type romain de la propriété strictement individuelle a été exceptionnel dans le monde antique, et encore réserves faites pour la période la plus ancienne de l'histoire. La propriété de famille, de clan, de tribu, a, dans bien des pays, précédé la propriété individuelle, au moins pour ce qui est des richesses alors les plus importantes, la terre, les troupeaux, etc. Mais précisément, là où nous voyons exister un tel régime, la liberté se règle, se modèle sur la propriété elle-même, telle que celle-ci est comprise et réalisée. A propriété communautaire, correspondent des libertés communautaires aussi; et c'est dans la mesure où la propriété, peu à peu, s'individualise, que la liberté en fait autant.

3. La propriété est un des supports les plus certains, voire tout bonnement un des aspects de la liberté », dit M. Louis Salleron (*Six études sur la propriété collective*).

4. Sur la *zadruga*, entre autres ouvrages, voir : R. Gonnard, *Entre Drave et Save, Etudes économiques politiques et sociales sur la Croatie-Slavonie*.

Ceux mêmes des membres d'un groupe social, qui n'avaient aucune part à la propriété de ce groupe, — les esclaves, — n'arrivent à la liberté que *par la propriété*, et le jour où on leur a reconnu, dans une certaine mesure, le droit à celle-ci. C'est par le *pécule* que l'esclave, à qui est accordé un embryon de propriété, arrive à racheter sa liberté, quand elle ne lui est pas donnée (chose rare pendant bien longtemps) par un maître bienveillant ou reconnaissant, — ou encore (on connaît, à cet égard, les recommandations de Caton l'Ancien), tout simplement, désireux de ne plus nourrir un esclave devenu, par l'âge ou les infirmités, incapable de tout travail.

De même, au Moyen Age, en maints pays, et, entre autres, en France, c'est par la propriété que le serf commence à se libérer. Mais cette propriété est d'abord communautaire. Les serfs se réunissent en communautés *tacites* ou *taisibles*, et par là, arrivent à soustraire à l'avidité de leur seigneur le petit bien, fruit de leur travail et de leur épargne, qui, sans cela, aurait fait, à leur décès, retour audit seigneur. Appuyés sur ce patrimoine commun, les membres du groupe arrivent, peu à peu, à conquérir quelques libertés, qui, à leur tour, leur faciliteront l'acquisition de propriétés plus importantes et plus individualisées, jusqu'au moment, — en France, au xvr<sup>e</sup> siècle, — où le serf sera généralement affranchi, et fera place au roturier, et au petit propriétaire paysan. Déjà, auparavant, — c'est un lieu commun des historiens des Croisades, — les seigneurs, ayant besoin d'argent pour leurs expéditions en Orient, vendirent la liberté à leurs serfs. Mais pour la leur vendre, il fallait bien que les serfs eussent de quoi l'acheter. Ce fut donc bien la propriété qui les conduisit à la liberté. Dès le xiii<sup>e</sup> siècle, il n'y avait plus de serfs dans une grande partie du royaume de France, notamment dans le Midi et en Normandie. Et l'on sait qu'en 1315, le roi Louis X, non seulement invita, mais obligea les serfs de ses domaines à acheter leur franchise. Les sacs dont parle Voltaire n'étaient plus vides : ils pouvaient désormais se tenir debout. De fait, les paysans de ce temps ont déjà un esprit d'indépendance, et parfois d'audace, notable. Cela se voit non seulement dans les cas graves de révoltes ou d'émeutes, mais plus couramment dans la vie quotidienne. La littérature le révèle. Les fabliaux nous montrent des paysans (vilains, villani), malins et hardis, qui savent se défendre, discutent avec les puissants, et les « roulent » parfois.

Le bourgeois des villes, lui aussi, est arrivé à la liberté par la propriété. C'est son enrichissement qui lui a permis la conquête des libertés collectives et individuelles, des libertés effectives, — dont beaucoup sont assurément beaucoup moins entières chez ses descendants du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, qu'elles ne l'étaient chez lui, au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> ou au <sup>xviii</sup><sup>e</sup>, ou encore au <sup>xix</sup><sup>e</sup>... Parallèlement, l'Etat contemporain a empiété sur la propriété et sur la liberté des individus. (Absorption d'une part croissante des revenus, et des capitaux eux-mêmes, par la fiscalité, expropriations légales, telles que celles qui résultent des nationalisations, mainmise sur les fortunes mobilières [caisse des titres]..., mainmise sur les immeubles [réquisitions en pleine paix, régime des loyers réglés par l'Etat], solidarités imposées de toute sorte, etc., sans parler de cette atteinte, de laquelle l'habitude et le patriotisme nous empêchent de songer qu'elle ne date en France que de la Révolution, — la conscription militaire...) Réfléchissons aux libertés que nous n'avons plus, ou que nous n'avons que rognées, limitées, réduites, soit par des lois formelles, soit par la répercussion de mesures étatistes : liberté d'aller et de venir, de travailler ou non, de choisir son travail, d'épargner ou non, et de la façon qu'on choisit, de disposer de l'épargne réalisée, d'acheter ce qu'on désire, et par suite, de manger et boire ce dont on a envie, liberté de réunion, d'intégrale expression de la pensée, liberté d'acheter et de vendre, de thésauriser sous la forme que l'on veut, liberté de se loger à son gré, liberté du domicile, liberté de se réunir, et, presque, de s'isoler, liberté, pourrait-on dire, de penser, avec l'intoxication des propagandes par la presse subventionnée, l'endoctrinage officiel, — et, déjà, l'action de la radio officielle.

Presque toujours les atteintes à la liberté sont la *conséquence* d'une atteinte à la propriété, ou liées à celle-ci, ou la préparant. Quand la propriété est démantelée de mille façons diverses, la liberté n'a plus de rempart : le despotisme étatique passe par toutes les brèches de la propriété, pour atteindre et anéantir la liberté.

5. Lors de la Renaissance, dit fort bien F. Grenard, « l'accroissement de la richesse mobilière délia la servitude territoriale, et grandit la bourgeoisie ». (*Grandeur et décadence de l'Asie*, p. 204.)



## III

Une autre preuve que la propriété favorise la liberté, c'est que celle-ci se déplace avec celle-là, et non seulement d'une manière heureuse et bienfaisante, mais aussi d'une manière qui peut devenir parfois excessive et fâcheuse, lorsque certaines limites sont dépassées. Il est évident qu'à certaines époques où la propriété individuelle s'est affirmée comme un principe trop absolu, la liberté du propriétaire ne s'est pas dilatée sans excès, — et, par suite, sans contradiction — puisque ces excès ont compromis d'autres libertés, — celles de l'esclave, du serf, ou de l'ouvrier du *xix<sup>e</sup>* siècle.

Et il n'est pas moins frappant que, de nos jours, où c'est l'Etat qui est devenu, par l'excès de sa fiscalité, ses nationalisations, réquisitions, confiscations, évictions de toute sorte, le plus grand propriétaire, dans beaucoup de pays, sa liberté à lui s'est étendue au point de ne plus guère connaître de limites, aux dépens de celle, — de plus en plus restreinte, — des individus. Avec son domaine, le *Léviathan* de Hobbes accroît sans cesse les abus de sa liberté arbitraire, de telle sorte que, comprimée par celle-ci, celle des individus s'annihile graduellement. Finalement, il ne subsiste guère d'acte individuel qui ne soit, par l'Etat, contrôlé, épié, mesuré, enregistré, taxé, réglementé; — et l'abstention elle-même. Plus de liberté d'oisiveté : Socrate serait passible de l'impôt sur les oisifs, Diogène devrait déclarer les dimensions et le cubage de son tonneau. Surveillance du travail, du gain, de la dépense, de l'épargne. L'individu se trouve contraint de se faire le commis non rémunéré du fisc, de fournir un labeur, gratuit, mais durement sanctionné, de comptable minutieux pour le compte de l'Etat qui le taxe : si bien que notre Europe de 1953 nous offre, à ce point de vue, l'image agrandie, perfectionnée, du système fiscal qui a étouffé l'Empire romain au *iv<sup>e</sup>* siècle de notre ère.

« Il tombe sous le sens, écrivait, il y a déjà une dizaine d'années, notre collègue Bernard Lavergne, que la moitié peut-être des nations d'Europe jouit de moins de liberté qu'elles n'en avaient aux *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles, au temps de la monarchie absolue. »<sup>6</sup> Aujourd'hui, en 1953, cette affirmation ne pourrait

6. Simple note sur le retour de l'Europe au statut économique de l'Ancien Régime, in *Mélanges Truchy* (1938).

guère qu'être aggravée, soit en ce qui concerne les nations que visait M. Lavergne, soit même, en ce qui en touche d'autres encore. Et qu'il s'agisse des unes ou des autres, partout le recul de la Liberté a accompagné celui de la Propriété, chaque défaite de l'une entraînant un recul de l'autre, et, en particulier, chaque coup porté à la seconde, ayant frappé et blessé la première.

Jamais, depuis les temps du serf taillable à merci, et ceux des grands despotes asiatiques, la propriété des particuliers n'a été aussi complètement sacrifiée à l'arbitraire de l'autorité. Encore est-il probable que la plupart des seigneurs respectaient, dans la perception de la taille, certaines règles ou habitudes coutumières, et gardaient quelque modération. Et le pouvoir, théoriquement illimité, des grands monarques d'Orient de s'emparer des biens de leurs sujets devait trouver aussi, dans la pratique, bien des obstacles, tandis que la fiscalité raffinée et la sournoise politique monétaire des Etats modernes n'en connaissent guère plus aucun, — jusqu'à la ruine totale du possédant, et de l'Etat lui-même, qui finit, comme le catoblépas légendaire, par se dévorer ses propres membres, sans paraître s'en apercevoir.

Car, si la propriété finit par se concentrer aux mains d'un seul être, il en est de même de la liberté : souverain propriétaire, il est souverainement libre, — c'est-à-dire libre d'anéantir toute autre liberté que la sienne. Tandis que la propriété diffusée aux mains du plus grand nombre possible d'individus assure l'équilibre — plus ou moins approché, — des libertés, — équilibre dont le maintien devrait être le principal souci et la principale raison d'être de l'Etat.

## V

La diffusion de la propriété *individuelle*, — et, plus largement, de la propriété *privée*, — apparaît donc, en principe, comme désirable, et l'idéal serait sans doute : tous propriétaires, avec sa conséquence : tous libres, — au moins dans une large mesure. Mais cette diffusion ne doit pas, si l'on ne veut paralyser son action bienfaisante, s'interpréter en une recherche jalouse de l'égalité. Assurément, la propriété individuelle devient dangereuse et se pervertit, si elle s'affirme trop inégale.

ment répartie. Elle doit, dans son expansion, être contrôlée. un certain rôle reste ici légitimement attribué à l'Etat, qui est, par sa fonction, appelé à modérer tous les excès; mais il ne faut pas oublier quels sont les dangers d'une préoccupation prépondérante d'égalitarisme. Car une propriété « égale » pour tous n'est plus une propriété libre. Affirmer la Liberté et l'Egalité sur le même plan, dès qu'on ne parle plus d'égalité de droits, mais d'égalité économique, devient même contradictoire. En effet, ce qui est « propre », c'est-à-dire *correspondant à une personnalité déterminée*, ne saurait être soumis à une règle d'égalité stricte, car les personnalités sont inégales; les volontés, les puissances de concevoir et d'agir sont inégales. « Dans la propriété, disait Hegel, est ma *volonté personnelle*. Ce n'est que par la propriété que je puis donner l'être à ma volonté. »<sup>7</sup> Il reste seulement que l'inégalité des propriétés ne doit pas, pour demeurer légitime et bienfaisante, s'exagérer au point de ne plus présenter qu'une projection déformée et excessive de l'irrégularité même des personnalités : elle ne doit, au contraire, que représenter cette dernière d'une manière atténuée, adoucie. Mais surtout, il convient que la propriété de l'Etat ne prenne pas un développement dangereux, car, passé un certain point, ce développement ne saurait plus être arrêté. Les propriétés individuelles se contiennent et se limitent les unes les autres, comme les libertés dont elles favorisent l'essor. Mais la propriété étatiste est aisément susceptible d'une extension indéfinie, entraînant avec elle une liberté, sans limite et sans contre-poids, de ce même Etat, qui, dès lors, va ruiner, du même coup, les propriétés et les libertés individuelles. Lorsque l'Etat devient trop grand propriétaire, on ne constate que trop combien la liberté qu'il se confère prend des formes extrêmes et nocives, et devient la liberté du gaspillage, de l'arbitraire, de la confiscation, de la mauvaise foi, du mépris des engagements... L'individu, même grand propriétaire et libre, peut rester honnête homme ». Il en est rarement de même de l'Etat. Cette propriété, cette liberté, qui lui confèrent la puissance, il est difficile qu'il n'en abuse pas, — car il n'a pas, comme l'individu, une

7. Cité par J. Didier, *Famille, profession, patrie*, p. 83.

Un autre philosophe, — de tendance bien différente, Donoso-Cortès, énonçait que « proclamer l'Egalité équivaut à la perte de la Liberté ». (V. *Metternich and Donoso-Cortès, The Dublin Review*, n° 444, 1948).



conscience *personnelle* qui — pas toujours, mais souvent — permet à celui-ci de subordonner ses appétits et ses désirs aux lois de la morale. L'individu résistera souvent à ce que lui conseilleraient « *la raison du moi* ». *L'Etat* ne manquera guère, — s'il n'a, à sa tête, un saint Louis, — de se laisser guider par « *la raison d'Etat* »... 8.

On a remarqué souvent que les foules sont toujours disposées à acclamer la Liberté, mais qu'en réalité, lorsqu'elles le font, elles pensent, bien souvent, non Liberté, mais Egalité, et restent prêtes à sacrifier, consciemment ou non, celle-là à celle-ci. Napoléon a remarqué que le véritable amour de la Liberté véritable est plutôt le fait d'une élite, tandis que c'est, avant tout, l'Egalité qui plaît à la multitude<sup>9</sup>. Emile Faguet est allé jusqu'à écrire<sup>10</sup> : « Le fondement même de la *Liberté*, c'est l'*Inégalité*. » Proposition qui semble excessive; il serait plus exact de dire « la conséquence », et non « le fondement. » Car l'*Inégalité* ne crée pas la Liberté; mais la Liberté ne peut s'exercer vraiment, sans qu'une certaine *Inégalité* (de fait, non de droits) en résulte.

La même idée est présentée d'une manière frappante par un écrivain sud-américain de nos jours, M. Luis Bertini Paes Leme : « Les hommes de la Révolution française, dit-il, choisirent pour devise un assemblage de trois mots que mon oreille a toujours perçus comme un accord dissonant : « Liberté, Egalité, Fraternité. » Pourquoi, entre deux images éclatantes, ce mot sinistre : « Egalité » ? N'en déplaise à Mme Roland, ce n'est pas au nom de la Liberté que l'on dressa des échafauds... »<sup>11</sup>. (Et un théologien ne pourrait-il ajouter que c'est au nom de l'*Egalité* que fut commis le premier crime, — celui de Lucifer, — et encouragé le second, celui d'Adam ?)

L'opposition n'est pas nécessairement absolue, en pratique, entre les deux principes. Il est clair qu'une certaine dose de liberté peut coexister avec une certaine dose d'égalité, — heu-

8. Et les historiens feront, d'ailleurs, un grief, à ce même souverain, d'avoir, dans son traité avec l'Angleterre, sacrifié à des scrupules moraux ce que la raison d'Etat leur paraît avoir conseillé.

9. V. Ludwig, *Napoléon*, p. 232. — Sur la manière dont les masses interprètent aisément le mot *Liberté*, Casimir Delavigne a écrit une assez jolie scène de sa comédie *La Popularité* (acte IV, scène 4).

10. *Le XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 180.

11. *Caractéristiques de l'économie au Brésil*, *Revue de l'Académie des Sciences morales et politiques*, mai-juin 1939.



reusement. Mais il est non moins évident qu'une liberté intégrale ne peut qu'entraîner après elle, une inégalité marquée, de même qu'une égalité absolue ne peut s'établir et se maintenir sans une suppression correspondante de la liberté.

En fait, tout état social comporte un certain équilibre établi entre les deux principes, équilibre plus ou moins favorable à l'un des deux : beaucoup de liberté avec une large marge d'inégalité, — ou une inégalité très restreinte, au prix d'une étroite limitation des libertés. L'esprit national des différents peuples les amène à opter plus volontiers pour l'une ou pour l'autre de ces solutions, non sans que, parfois, ces mêmes peuples s'illusionnent plus ou moins sur la nature exacte du dosage qu'ils adoptent en ce qui concerne les deux principes. (Et il est, par exemple, assez généralement admis que le Français, qui croit être un apôtre de la Liberté, est, en fait, très porté à la restreindre au profit de l'Égalité, dont il a un souci plus profond, — et excessif.)

Pour que la Propriété soit et reste la base de la Liberté, il importe donc qu'elle soit aussi répandue que possible, mais sans se soumettre toutefois à un idéal égalitaire. Il est désirable que tous soient propriétaires : c'est l'ambition, en particulier, de tout Français, que de posséder un foyer qui lui appartienne. Et cette diffusion même s'accommode, à la fois, d'une certaine inégalité, et d'une limitation de celle-ci.

Une certaine inégalité, parce que la propriété, pour donner tous ses fruits, doit être dans une certaine relation avec la capacité du propriétaire. « Dans les maisons bien gouvernées, dit justement M. Maurois <sup>12</sup>, l'inégalité n'est point écartée, et toute majesté trouve à se développer sans fin dans la dimension qui lui est propre. »

Mais une inégalité qui n'est point excessive, et reste proportionnée, au maximum, et en restant plutôt au-dessous de ce maximum, — aux inégalités mêmes qui existent entre les valeurs personnelles des hommes.

Platon, dans ses *Lois*, rectifiant son socialisme de la *République*, imagine un Etat où les citoyens sont propriétaires, mais propriétaires strictement égalitaires, chacun titulaire d'un κληρος identique, analogue au *tupu* des anciens Péruviens, sous la

12. Article intitulé *Alain*, *Revue de Paris*, mai 1949.

domination des Incas<sup>13</sup>. Ce n'est, en réalité, qu'une ombre de propriété, une caricature de propriété, modelée, non sur la réalité vivante de l'individu (ou de la personne), mais sur un individu imaginaire, abstrait, une entité interchangeable, et qui ne constitue pas (tout le reste de deux systèmes, platonicien et inca, ne le prouve que trop) la base d'un régime de liberté. Propriété et Liberté exigent variété et élasticité. La propriété de l'individu ne doit pas être, pour lui, une sorte de gangue étouffant sa personnalité, mais un point d'appui lui permettant de la développer et de lui donner plein essor. Marx lui-même ne s'est-il pas élevé contre l'égalitarisme ?<sup>14</sup> Et Staline, à son tour, a déclaré que « le marxisme est l'ennemi de l'égalitarisme »<sup>15</sup>, affirmation qui se traduit, du reste, dans le régime des salaires et traitements, tel qu'il existe dans la Russie d'aujourd'hui. Si le communisme lui-même admet ainsi l'inégalité dans la rémunération du travail, parce qu'il reconnaît que les hommes diffèrent par l'intelligence, le courage, la volonté, l'énergie, la capacité, — et, finalement, le rendement, — à fortiori toute doctrine non communiste doit admettre, pour les mêmes raisons, qu'une correspondance puisse exister entre le degré de liberté efficace et agissante auquel l'individu est capable de s'élever (sous réserve, pour l'Etat, de réprimer l'abus qu'il en peut faire) et le développement de sa propriété.

En revanche, restreindre ou supprimer la Propriété, et prétendre sauver et même consolider la Liberté, ne peut être que vaine prétention<sup>16</sup>. C'est ébranler les bases du temple; et dès lors,

« Le monument s'écroule et tout tombe avec lui ».

René GONNARD.

13. V. Louis Baudin, *L'Empire socialiste des Incas* (1928).

14. M. D. Villey rappelle à ce sujet sa *Critique du programme de Gotha* (*Redevenir des hommes libres*, p. 110).

15. *Rapport au XIII<sup>e</sup> Congrès du parti* (V. D. Villey, *op. cit.*). M. Vène cite ce passage de Marx : « Le droit du producteur est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit. » (Marx, *Critique du programme de Gotha*, p. 24), et il ajoute : « L'Etat nouveau reconnaît donc, comme un privilège naturel, l'inégalité des dons individuels et des capacités productives. » (*Vie et Doctrine de Karl Marx*.)

16. Sauf sur le plan mystique du moine et de l'ascète. — Est-il nécessaire de remarquer que si la propriété ne peut exister sans quelque inégalité, il ne faut évidemment pas en conclure que l'inégalité implique réciproquement la propriété. Elle peut se concilier avec le Communisme : Fourier l'avait déjà proclamé, longtemps avant que le Bolchevisme le démontre.

## LA NAISSANCE DE LA « REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE » VUE A TRAVERS LA CORRESPONDANCE DE CHARLES GIDE ET LÉON WALRAS

---

*Charles Gide, dans sa première lettre à Léon Walras, du 6 août 1880, pour le remercier de l'envoi de sa théorie du billet de banque, lui écrivait : « ... J'espère bien, si jamais je passe par Lausanne, avoir le plaisir de faire votre connaissance... » Il devait tenir sa promesse, dans l'été de 1885.*

*Ayant rendu la visite promise à Lausanne, il avait entretenu Léon Walras de son projet de créer une revue nouvelle d'économie politique, et dès que le projet prit corps il en informa son collègue et ami, par sa lettre du 28 février 1886<sup>1</sup>.*

*Alors commença un échange de correspondance entre les deux économistes qui prit vite le caractère d'une collaboration effective pour la réalisation de l'œuvre entreprise.*

*Par cette correspondance, nous sommes ainsi pleinement renseignés sur les difficultés — qu'on imaginerait difficilement, sans elle — auxquelles se heurtèrent alors les novateurs courageux qui avaient entrepris de dresser leur modeste bastion en face de la redoutable forteresse des économistes de l'Institut et du Journal des économistes que Charles Gide ne désignera plus, dès lors, que sous le nom de « économistes orthodoxes ».*

1. Rappelons que Charles Gide est, à ce moment, dans la période majeure de sa vie. Né en 1847, il va atteindre la quarantaine, il a publié, en 1884, ses *Principes d'économie politique*, en 1885, il fait sa première conférence sur Fourier et la coopération, le premier numéro de la *Revue d'économie politique* paraîtra en janvier 1887 et, la même année, Charles Gide apportera son patronage et son active collaboration à l'association des jeunes Nimois pacifistes qui fondent « La paix par le Droit ». Toute la vie de Charles Gide, économiste, pacifiste et coopérateur, fut, depuis lors, enfermée dans les cadres scientifiques et spirituels construits alors.

Dans cet échange d'idées, de projets et de jugements, entre deux hommes qui vivaient dans la même atmosphère intellectuelle et morale, la plume court librement, la pensée se livre, sans fard ni réserve, et prend souvent le ton de la confiance.

Certains passages n'en ont, manifestement, pas été écrits pour être livrés au public. Mais le temps a passé. Avant la mort de Mlle Aline Walras, Charles Gide avait autorisé celle-ci à publier cette correspondance. Il lui avait même renvoyé le texte original des lettres de Léon Walras reçues par lui et qu'il avait pu retrouver.

Aussi n'ai-je aucun scrupule à présenter, aujourd'hui, dans son texte original et intégral, aux lecteurs de la Revue d'économie politique cette correspondance scientifique à travers laquelle ils verront, je pense, revivre les premiers jours de notre chère Revue.

Etienne ANTONELLI.

## I

### DE GIDE A WALRAS

Montpellier, le 28 février 1886.

CHER MONSIEUR,

Vous devez être surpris de n'avoir plus entendu parler de moi depuis le jour où nous nous sommes séparés sur le quai de la gare de Lausanne, après avoir reçu chez vous un aussi aimable accueil.

Mais j'attendais pour le faire que le projet de *Revue* dont je vous avais entretenu fût à peu près mûr, et je crois maintenant qu'on peut la considérer comme définitivement constituée.

Elle n'aura pas tout à fait le caractère de dissidence<sup>2</sup> accen-

2. Les difficultés auxquelles se heurta Charles Gide apparaissent plus clairement dans les confidences de la lettre du 7 décembre 1886 (Cf. *infra*, p. 11) : Faure, Cauwès, Beauregard — c'est-à-dire tous les professeurs d'économie politique de la Faculté de Paris — ont « déserté ».

Le premier numéro de la *Revue* devait contenir un bref article, intitulé *Notre programme* — rédigé par Ch. Gide bien que signé : « le Comité de rédaction » (Cf. lettre de Gide à Walras du 4 janvier 1887) — où se marquait le caractère particulier de « neutralité » du nouvel organe. L'accent, en effet, y était mis sur les critiques adressées — il faut entendre « adressées par les économistes orthodoxes » — aux professeurs chargés de l'enseignement de l'économie politique dans les facultés de droit, et il y était affirmé que la nouvelle revue « ne



tué que j'aurais voulu lui donner, je n'ai pas trouvé les éléments, mais elle aura un caractère de neutralité absolue et admettra toutes les doctrines sur pied d'égalité. Une circulaire que nous ferons distribuer à l'avance expliquera notre but. Cette publication multicolore surprendra sans doute un peu le public, mais je ne vois pas pourquoi elle ne pourrait pas vivre, et d'ailleurs je pense qu'il finira par se dégager un courant d'opinion moyenne.

Nous n'aurons point de directeur, afin justement de mieux laisser à la *Revue* un caractère impersonnel, mais un Comité de direction qui ne sera pas composé de noms bien illustres ni même très connus, mais de ceux de nos collègues qui sont disposés à nous prêter un concours efficace, et qui appartiennent aux tendances les plus diverses : Cauwès, de Paris; Jourdan, d'Aix; Villey, de Caen; Faure, de Bordeaux (député); moi et deux jeunes agrégés : l'un de Paris, l'autre de Caen, Beauregard et Duguit, ce dernier devant s'acquitter du rôle de secrétaire de la rédaction.

Au Comité, nous adjoindrons une liste de principaux collaborateurs, dans laquelle nous nous efforcerons d'introduire le plus possible de noms étrangers et, si possible aussi, ayant plus de notoriété que ceux du Comité. J'espère que vous voudrez bien accepter d'y figurer, et si même vous pouviez nous indiquer en Suisse, en Italie, en Angleterre ou ailleurs, quelque savant qui pût nous apporter son concours, vous seriez bien aimable de nous l'indiquer; je ne doute pas que M. de Laveleye n'accepte. En France, nous avons M. Jules Simon et Espinas (auteur des *Sociétés animales*).

Nous avons un éditeur, Larose et Forcel, à Paris, qui se charge de tous les frais, à la condition de ne pas payer les articles.

sera l'organe ni d'une personnalité, ni d'une école », l'auteur ajoutant aussitôt : « ... En apportant dans leur entreprise cet esprit d'impartialité absolue, les fondateurs de cette *Revue* n'entendent nullement se poser en sceptiques. Ils ont la foi dans la science, et ils en ont aussi le respect, mais ils prétendent la bien servir en ouvrant un terrain neutre sur lequel les doctrines et les faits pourront être étudiés contradictoirement... »

Dans sa lettre du 27 février 1887, Walras n'était pas moins pénétré du sentiment de ces difficultés à vaincre puisqu'il écrivait à son ami : « Nous sommes parfaitement d'accord puisque je reconnais la nécessité où vous êtes de prendre les circonstances telles qu'elles sont et que vous proclamez vous-même très hautement vos intentions de rénovation scientifique... » Mais, à comparer le texte imprimé de la *Revue* et les termes des lettres de la correspondance on sent combien cette attitude, imposée par les circonstances, restait pénible pour les deux téméraires « dissidents ».

Si, plus tard, la *Revue* réussit, nous ferons d'autres conditions. Elle paraîtrait, tous les mois<sup>3</sup>, par livraison de 4 ou 5 feuilles, et porterait pour titre *Revue nouvelle d'économie politique et de science sociale*<sup>4</sup>.

Néanmoins, comme l'année est un peu avancée maintenant, et qu'il faut nous donner le temps d'ailleurs de réunir des articles, le premier numéro ne paraîtra qu'après les vacances d'automne, c'est-à-dire en novembre ou décembre.

Veillez me rappeler au souvenir de Mme Walras, et me croire toujours votre bien dévoué.

Ch. GIDE.

## II

### DE WALRAS A GIDE

Lausanne, le 8 mars 1886.

CHER MONSIEUR,

Votre lettre m'est arrivée dans un moment où je suis complètement absorbé par la préparation d'une conférence sur la monnaie. Voyant que je ne puis y répondre plus longuement, je me borne à vous adresser mes félicitations pour avoir abouti, et mes remerciements pour m'avoir informé du fait.

Puisque le début de l'entreprise n'aura lieu que dans plusieurs mois d'ici, j'aurai le temps de vous en écrire à mon aise. Il va sans dire que je souhaite son succès et que vous pouvez compter sur moi pour y aider de tout mon pouvoir.

Mon nom est à votre disposition et aussi celui de M. Ch. Secrétan, que j'ai vu et qui me charge de vous envoyer ses amitiés avec les miennes.

Votre bien dévoué.

LÉON WALRAS.

3. En réalité, elle paraît tous les deux mois (5 numéros par an).

4. Walras devait protester contre ce titre (Cf. sa lettre du 25 avril 1886), et Gide se rallier à son point de vue (lettre du 7 décembre 1886).

## III

## DE WALRAS A GIDE

Lausanne, le 25 avril 1886.

CHER MONSIEUR,

Aujourd'hui dimanche, jour de Pâques, je me vois libre, pour la première fois, de répondre un peu à mon aise à la lettre de vous que j'ai reçue il y a bientôt deux mois.

J'étais alors occupé à résumer mes études de ces dix ou douze dernières années sur la question de la monnaie dans une conférence que je devais aller faire à Paris. Mais les personnes qui s'étaient chargées d'organiser cette conférence n'y ayant pas réussi, et mon travail se trouvant encore trop abstrait, malgré tous mes efforts, pour être populaire, je l'ai offert à la *Revue scientifique* qui l'a accepté et publié tout de suite dans ses numéros des 10 et 17.

Je me suis alors trouvé pris par les corrections d'épreuves et par la rédaction d'une Préface que j'ajoute au tirage à part et dans laquelle je réponds aux objections que m'a fait M. Cheysson à la Société de statistique<sup>5</sup>. Vous recevrez un des premiers exemplaires de ce tirage.

Je m'attache à cette question de la monnaie non seulement parce qu'elle est d'une actualité palpitante, mais parce qu'elle m'offre l'occasion d'une nouvelle application de mes théories d'économie politique pure. Je regrette un peu que ma solution soit si audacieuse. Cette manipulation de la quantité de monnaie de circulation par l'Etat répugnera à bien des esprits que j'aurais aimé à me concilier surtout dans un temps où l'Etat se personnifie d'une façon si déplorable.

Mais c'est un des articles fondamentaux de mon credo que la science fixe les attributions de l'Etat idéal et de l'individu idéal. Et puis, en somme, je me résigne à prendre le taureau par

5. Le tirage à part, avec l'Introduction, annoncé dans cette lettre, parut effectivement quelques semaines plus tard.

A l'automne, la *Revue scientifique* ayant refusé le troisième article de Léon Walras sur le fonctionnement pratique du système, Walras publia son petit livre sur *La théorie de la monnaie*, qui comprend les deux articles de la *Revue scientifique*, l'introduction au tirage à part, le troisième article non publié et une « Préface » qu'il qualifia lui-même « d'assez importante », et qui l'est, en effet, parce que Walras y donne un résumé fort suggestif de son œuvre économique et de sa méthode.

les cornes et à combattre, sur le premier terrain où il s'offre à moi, cette espèce de bouddhisme économique en vertu duquel tout doit toujours aller de soi. Je n'ai pas épuisé le sujet; et, après les arguments et raisonnements, je fournirai les confirmations expérimentales qui seront saisissantes.

Vous ne vous étonnerez pas sans doute que, pour entamer une telle campagne, j'aie jugé à propos de quitter le *Journal des Economistes*, je suis d'ailleurs décidé à en sortir tout à fait et à prendre vis-à-vis de la coterie de l'Institut une attitude franchement indépendante et même hostile, si on m'y oblige.

J'en ai assez des procédés mauvais, mesquins et bas dont elle use vis-à-vis de tout ce qui ne plie point devant elle; d'autre part, grâce à ma position ici et à mes relations en France et à l'étranger, je n'ai plus rien à craindre de la conspiration du silence, qui est sa ressource favorite.

Dans ces dispositions, je me réjouis vivement, comme vous le pensez bien, de la création de votre *Revue*. Je suis toujours d'avis que ce qui constituerait un fait heureux et fécond pour l'avenir de l'économie politique, ce serait que quelques économistes se trouvassent enfin avoir la même opinion sur un ou deux points importants de la science, et la manifestassent dans une publication effectuée en commun.

Je trouve même singulier de donner son concert quand on ne joue pas d'ensemble, mais enfin la part que vous prenez à cette entreprise me garantit qu'elle est scientifique et désintéressée; et je m'honorerai d'en réclamer l'hospitalité. Je vais, en outre, parcourir la liste de mes correspondants en Italie, en Angleterre, en Allemagne, et voir si je puis vous recruter, parmi eux, quelques collaborateurs.

A votre place, je dirais tout simplement *Revue d'économie politique et de science sociale*. Le mot « nouvelle » rend le titre moins facile à prononcer et à citer, et a, ce me semble, le grand inconvénient de n'être exact que pour un certain temps, car enfin, un jour viendra, il faut l'espérer, où la *Revue* sera une revue « ancienne »<sup>6</sup>.

Ma femme vous remercie de votre aimable souvenir, et je suis toujours, quant à moi, tout à vous.

LÉON WALRAS.

6. Ch. Gide devait se rallier à cette opinion, comme il le dit lui-même dans sa lettre du 7 décembre 1896 (Cf. *infra*, p. 837).



## IV

## DE GIDE A WALRAS

Montpellier, 3 juin 1886.

CHER MONSIEUR,

Je suppose que c'est à vous que je dois l'envoi de votre article sur la *Monnaie* qui m'a été envoyé de Paris et que j'avais déjà remarqué dans la *Revue scientifique*. Je vous en remercie.

J'adhère tout à fait à vos conclusions sur la légitimité, la nécessité et surtout l'efficacité de l'intervention du législateur dans les faits économiques, quand elle est gouvernée par des principes scientifiques.

Je suis aussi tout à fait avec vous, quand vous pensez que le régime monétaire est un des domaines dans lesquels cette intervention est le mieux à sa place. J'ai dit, du reste, dans mon petit *Traité* que la monnaie avait ce double caractère de porter à la fois une valeur légale créée par le législateur et une valeur naturelle qui résulte des qualités physiques du métal — et qu'on ne peut éliminer soit l'une, soit l'autre, comme le font les deux écoles rivales. J'ai reproduit l'idée de Cournot et de Jevons que le législateur pouvait régler les mouvements du prix en agissant sur la monnaie. Seulement, je pensais, comme ces deux économistes, que le législateur devait chercher à atteindre ce résultat en faisant varier, dans des proportions déterminées, la valeur, c'est-à-dire la puissance libératrice de la monnaie. Tandis que vous pensez qu'il atteindra mieux le but en faisant varier, dans des proportions déterminées, la quantité de monnaie métallique. Je serais assez disposé, à première vue, à croire votre système préférable en théorie. Quant à les réaliser dans la pratique l'un ou l'autre, je crois bien que nous n'en sommes pas là. Si je pensais que les Etats civilisés sont assez instruits pour déterminer les variations du pouvoir d'achat de la monnaie et assez intègres pour faire varier sa quantité dans les proportions voulues, je ne vois pas pourquoi on ne remplacerait pas la monnaie métallique par une monnaie purement conventionnelle et que les Etats émettraient en telle quantité qu'il le faudrait pour maintenir la stabilité du prix : ça ne serait pas plus difficile et ce serait plus économique. Et il me semble, en

effet, qu'on pourra bien en arriver là un jour. C'est une idée à laquelle j'ai touché très timidement, p. 230.

Je vous remercie de votre sympathie pour notre *Revue* et vous prie de remercier M. Secrétan de l'honneur qu'il nous fait en voulant bien s'inscrire parmi ses collaborateurs. Je pense le remercier de vive voix et vous voir aussi, comme l'année dernière, en passant en Suisse. Je vous enverrai dans quelques semaines la circulaire que nous avons envoyée pour annoncer sa naissance.

Croyez-moi votre tout dévoué.

Ch. GIDE.

## V

### DE WALRAS A GIDE

Lausanne, 5 juin 1886.

CHER MONSIEUR,

Je vous avais annoncé la publication de mon article dans la *Revue scientifique* et l'envoi d'un exemplaire du tirage à part dans ma lettre du 25 avril. Ne l'auriez-vous pas reçu ? Vous paraîsez ne répondre qu'à mon petit mot du 8 mars.

J'ai lu attentivement, l'année dernière, tout ce qui, dans votre ouvrage, se rapporte de près ou de loin au sujet de la monnaie, et je sais que sur bien des points vous rompez ainsi que moi avec les préjugés et partis pris de l'école. Mais il me semble que votre combinaison de papier-monnaie international est tout de même un peu hardie; je ne vous suivrai pas, quant à moi, jusque-là. Et puisque vous vous demandez pourquoi, si les gouvernants étaient assez instruits et assez intègres pour pratiquer mon système de monnaie d'or avec billon régulateur, on ne remplacerait pas plutôt la monnaie métallique par une monnaie purement conventionnelle, laissez-moi vous faire observer qu'il y a entre ces deux combinaisons une différence énorme, qui est la suivante. Il n'y aurait aucune limite quelconque à l'abus du papier-monnaie, tandis qu'il y a une limite fixe et rigoureuse à l'abus du billon régulateur. Comme je le dis à deux reprises dans mon travail, quand les gouvernements auront monnayé assez d'argent pour relever, sur le marché, les prix en or de  $1/20$  à  $1/15,5$ , nous serons revenus au bimétallisme, et il faudrait s'arrêter là. Et voilà tout justement ce qui me

décide à suivre cette idée jusqu'au bout; je ne me fais pas d'illusion sur le résultat définitif qui sera, bien évidemment, non la régularisation de la valeur de la monnaie par introduction et retrait du billon d'argent, mais le rétablissement du bimétallisme. Seulement, je me dis que ce rétablissement, qui sera progressif et lent, pourra s'opérer par substitution du billon régulateur aux billets de banque, et qui réservera le bénéfice de la frappe des écus à l'Etat, vaut mieux que le rétablissement instantané qui amène une hausse des prix subite et considérable au détriment des consommateurs et au profit surtout des spéculateurs.

Il me serait bien agréable de pouvoir causer de ces questions avec vous, et je vous prie instamment, si vous venez en Suisse cette année, de vous arranger ou de me laisser m'arranger moi-même, de façon à vous voir un peu plus longtemps que l'an dernier. Cette question de la monnaie serait, il me semble, un excellent terrain pour une campagne à conduire par une *Revue* qui débute. Rien ne vous empêcherait d'ailleurs d'accueillir l'exposition de thèses opposées, pourvu que vous fussiez en état de dire, avec supériorité, le dernier mot. Et, de mon côté, je vais, je crois, me trouver en position de faire avancer la question. Mes amis et correspondants d'Italie, d'Angleterre, d'Autriche, m'ont demandé de vouloir bien faire partie d'un Institut international de statistique, qui comprend comme membres proprement dits, jusqu'à concurrence de 100 au plus, les principaux statisticiens du monde entier, et comme associés, limités également en nombre, les personnes dont les connaissances peuvent être utiles à l'Institut, c'est-à-dire surtout des économistes. La première réunion de l'association fondée à Londres, il y a un an, aura lieu à Rome en septembre prochain. D'après mes relations avec les principaux fondateurs et d'après l'effet de ma *Théorie de la monnaie* qui a été sérieux, je crois assez qu'il ne me serait pas impossible d'amener l'Institut à des études pratiques qui rendraient en quelque sorte la question mûre pour une conférence internationale universelle. Au moins n'hésiterais-je guère à l'essayer si j'étais un peu soutenu, vous voyez qu'il y aurait un certain intérêt à nous entendre sur cette affaire.

Au revoir, cher Monsieur, et croyez-moi toujours,

Tout à vous.

LÉON WALRAS.

## VI

## DE WALRAS A GIDE

Lausanne, 20 novembre 1886.

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE,

Je suis resté chez moi jusqu'au 15 septembre occupé à rédiger la troisième partie de ma *Théorie de la monnaie*.

A ce moment, comme j'étais assez fatigué, et qu'il était un peu tard pour séjourner à la montagne, je suis allé prendre les bains à Champel, près de Genève, espérant peut-être vous voir encore dans les environs, avant votre départ. Le *Journal de Genève* m'y a d'abord donné de vos nouvelles en rendant compte du Congrès de Lyon, puis j'y ai reçu votre carte postale du 24 qui ne me donnait pas votre adresse exacte, et à laquelle je n'ai pu répondre pour vous exprimer combien je regrettais le motif qui vous avait empêché de me faire votre visite.

L'autre jour m'est arrivé votre bon mémoire que j'ai lu et relu avec le plus vif plaisir tant à cause du souffle de sympathie démocratique et d'indépendance scientifique, qui l'anime, que de la richesse d'idées et de l'ingéniosité des arguments. Je n'ai trouvé qu'une chose à reprendre qui est que vous semblez faire trop bon marché des réformes dans les conditions légales économiques. J'ai eu à ce sujet une bonne et longue conversation avec Secrétan, qui a aussi une certaine tendance à résoudre la question sociale par l'initiative individuelle et la philanthropie et qui était enthousiasmé de votre brochure qu'il avait reçue et dévorée d'un trait, m'a-t-il dit, jusqu'à une heure assez avancée de la nuit. J'ai fini par lui lire l'alinéa qui commence par : « Oh ! cette fois » (p. 19), et d'où il résulte clairement que si l'on vous fournissait les moyens de surélever tous les salaires de 20 à 25 %, par exemple, par une suppression d'impôts, vous les repousseriez avec énergie; je dois vous dire qu'à ce moment, il aurait fallu que vous fussiez là pour vous défendre vous-même; car votre avocat vous a quelque peu lâché ! Mais il m'a tout de même chargé de vous faire ses remerciements et compliments bien affectueux.



Je vous enverrai sous peu, d'ici, un petit volume où vous trouverez, outre le contenu de ma brochure rose du printemps dernier, cette troisième partie d'indications pratiques pour le fonctionnement du billon régulateur que j'ai rédigé cet été et une petite préface de 7 à 8 pages assez importante.

Carl Menger, professeur d'économie politique à l'Université de Vienne, qui a publié en même temps que Jevons, c'est-à-dire en 1871-1872, un volume où la doctrine de l'utilité finale, comme fondement de la valeur, était exposée en langage ordinaire, et qui a soutenu, il y a deux ou trois ans, une brillante polémique contre Schmoller, de Berlin, et les socialistes de la chaire sur la question de la méthode a fait école en Autriche.

Il a des adhérents qui sont probablement des élèves devenus professeurs. L'un d'eux a fait paraître récemment dans les *Annales d'Iéna*, un travail des plus importants sur cette question de la théorie de la valeur. J'ai saisi l'occasion de citer les professeurs qui enseignent actuellement la doctrine de Jevons et de Menger et qui sont au nombre d'une douzaine.

J'ai pris la liberté de vous faire figurer dans cette liste. Mais je ne m'en tiendrai pas là. La réunion de l'Institut international de statistique qui n'a pas eu lieu à Rome cet automne, se tiendra à Vienne l'an prochain. Je ferai mon possible pour y aller et pour entrer en relations avec ce groupe d'économistes autrichiens. Il faut que d'ici quelques années il y ait en Europe une école d'économie politique pure fondée sur la base de principes nouveaux; alors l'économie politique aura commencé à être une science, mon rêve sera accompli. Je pourrai chanter le *Dimitte nunc servum tuum domine*.

Que devient la Revue nouvelle ?

Le besoin s'en fait furieusement sentir. J'ai envoyé la troisième partie de ma *Théorie de la monnaie* à la *Revue scientifique* qui avait accueilli avec tant d'empressement les deux premières. J'ai reçu textuellement cette réponse de la Direction : « Je n'ose vous promettre que votre article paraîtra dans la *Revue*, mais je ferai ce que je pourrai à cet égard. » L'index aura passé par là !<sup>7</sup>.

7. Cf. *supra* : la note de la lettre du 25 avril 1886 et l'introduction du tirage à part des deux premiers articles de la *Revue scientifique* (nos des 10 et 17 avril 1886). Walras avait répondu avec fermeté, quoique avec la plus parfaite correction, aux critiques présentées par MM. Cheysson, Clément Juglar et Léon Say devant la Société de statistique de Paris dans sa séance du 10 décembre 1885.

Adieu, cher Monsieur, je me réjouis de l'annonce que vous me faites d'occasions fréquentes pour vous, de voyages à Genève. Je me suis trouvé si bien de Champel que je songe moi-même à y faire aux vacances prochaines un séjour un peu prolongé. J'espère donc que notre entrevue ne sera, comme vous dites, que partie remise.

Très cordialement tout à vous.

LÉON WALRAS.

## VII

### DE GIDE A WALRAS

Montpellier, 7 décembre 1886.

CHER MONSIEUR,

Je vous remercie de votre lettre du 20 novembre. Ne croyez pas que je repousse l'intervention de l'Etat; il n'en est rien. J'ai insisté, il est vrai, dans mon discours de Lyon, sur le devoir des ouvriers de s'aider d'abord eux-mêmes, parce que cela était en situation — mais cependant à la page 15, tout en haut, vous trouverez ces mots : « J'appartiens à l'école qui considère l'intervention de l'Etat comme indispensable dans la question sociale. »

Notre *Nouvelle Revue*, ou plutôt, car sur votre conseil j'ai supprimé le mot *Nouvelle*, notre *Revue d'économie politique* paraîtra enfin à la fin janvier, mais j'ai bien cru qu'elle allait sombrer avant d'être lancée. Dans notre Comité de direction, Faure, Cauwès et Beauregard ont successivement déserté; le premier, à cause de ses éclatants débuts à la Chambre qui l'ont entraîné complètement du côté de la politique; le second, parce qu'il considère comme certain que nous serons vivement attaqués et qu'il considère notre succès comme fort douteux; le troisième, enfin, parce que, jeune agrégé à Paris et désireux de se faire nommer à une chaire, il considère mon voisinage et mon influence comme très compromettants pour lui. Il me l'a dit très

contre la thèse qu'il avait déjà présentée dans ses deux mémoires communiqués à la société vaudoise des sciences naturelles en mai et juin 1885 et qu'il avait reprise dans les deux articles de la *Revue scientifique*. L'index dont parle Walras dans sa lettre peut s'identifier avec ses contradicteurs !... surtout avec Léon Say !

franchement et, du reste, accepte de figurer parmi les principaux collaborateurs. Il ne restait donc avec moi que Jourdan, d'Aix, et Villey, de Caen, plus le jeune professeur de Bordeaux qui doit remplir les fonctions de secrétaire de la rédaction. Mais comme, somme toute, nous ne pouvions pas compter, en aucun cas, sur une collaboration très active de Faure et de Cauwès, que le nom de Beauregard est tout à fait inconnu, nous nous sommes consolés, et nous avons résolu de tenter l'aventure — seulement, pour être prudents, la *Revue* ne paraîtra, pour commencer, que tous les deux mois. Ce n'est pas la crainte de manquer d'abonnés qui nous irrite — ceci est l'affaire de notre éditeur — c'est la crainte de manquer de copie.

C'est ici que je compte sur votre concours, et cela de diverses façons : d'abord, pour nous donner des articles; ensuite, pour nous trouver, soit en Suisse même, soit à l'étranger, où vous avez de nombreuses relations, des collaborateurs ou des correspondants. Notre *Revue* malheureusement ne pourra pas payer ses rédacteurs, à moins qu'elle n'ait un succès inespéré, et je ne sais pas si elle aura beaucoup d'abonnés, mais elle sera lue certainement en France par les 200 ou 300 personnes qui s'occupent d'économie politique. Vous savez quelle a été mon intention en fondant cette *Revue*. C'a été d'émanciper l'enseignement économique de nos Universités du joug qu'a fait peser si longtemps sur lui le *Journal des Economistes*, l'Institut, etc. Il est vrai que mes deux codirecteurs sont, l'un et l'autre, très orthodoxes et lauréats de l'Institut; mais le seul fait qu'ils ont consenti à entrer dans mes projets indique déjà des velléités de révolte. Il était très important au point de vue de l'effet à produire que tous les professeurs d'économie politique des Facultés de Droit en France pussent se rallier à nous et, en effet, tous ont adhéré. Sans doute, pour obtenir cette adhésion, je n'ai pas dû présenter cette *Revue* comme un instrument de guerre, mais simplement comme une tribune ouverte à toutes les écoles, sur le pied de la plus complète égalité. Cela suffit. Je suis convaincu que nos doctrines prendront peu à peu une place prépondérante et exerceront une influence croissante sur les jeunes chargés de cours d'économie politique qui occupent ces chaires dans nos Universités et qui n'ont pas encore d'opinions bien arrêtées. Mais nous avons besoin pour cela d'être très soutenus par les professeurs de l'étranger. Or, je n'en connais pas beau-

coup. Nous avons vous, M. Secrétan (à qui je vais écrire aussi par convenance), M. de Laveleye qui m'a promis son nom, mais qui est trop répandu pour nous donner beaucoup d'articles, peut-être M. Olazaga, de Madrid. Je demanderai aussi à un jeune professeur de Pérouse, Ugo Babbeno, dont j'ai fait la connaissance à Lyon et qui s'est fait une certaine notoriété dans les questions coopératives. J'ai envie de demander aussi sa collaboration à Wuarin, de Genève; ce n'est pas un économiste bien considérable, mais il a eu un article reçu à la *Revue des Deux Mondes*, il fait un cours à Genève et il est au mieux avec le *Journal de Genève*. Ce sont des raisons. Je n'ai personne en Angleterre, sauf un fellow de Cambridge qui pourrait envoyer peut-être quelque article. Les noms de collaborateurs étrangers figurent avec ceux des collaborateurs français (tous les professeurs titulaires d'économie politique dans nos Facultés de Droit) sur la première page de la *Revue* avec ceux du Comité de direction.

Je voudrais surtout des correspondances des différents pays, non pas tant sur les faits que sur le mouvement des idées. Connaissez-vous quelqu'un qui pourrait nous donner une correspondance intéressante sur la Suisse, le progrès du radicalisme, socialisme d'Etat, etc. ? M. Bridel est-il au courant ? J'ai un correspondant socialiste pour les Etats-Unis; il m'a l'air un peu toqué, mais ça ne fait rien.

Le premier numéro doit contenir notre programme, puis un article de M. Jourdan sur l'enseignement de l'économie politique dans les Facultés de Droit (en réponse à un article publié sous le même titre dans la *Revue des Deux Mondes* par Baudrillart, il y a deux ans, je crois), un article de Fournier de Flaix sur les *Théories sur l'impôt en Australie*, un de Villey sur le *Droit naturel*, un de Beauregard sur la *Main-d'œuvre*, et la chronique de moi — je la ferai toute cette année. Dans le numéro suivant qui paraîtra fin mars, j'y publierai un article sur la *Notion de loi naturelle dans les diverses écoles économiques*. Pourrez-vous nous donner un article pour ce numéro ? Si même vous aviez quelque chose, pas trop long pour le premier, nous trouverions la place. Il faut que la copie soit remise à l'imprimeur fin décembre. En tout cas, donnez-nous quelques titres d'articles pour que nous puissions les annoncer sur la couverture.



Je guette la *Revue scientifique* pour voir si votre article y paraîtra. J'ai vu dans un des derniers numéros du *Journal des Economistes* (Comptes rendus de Maurice Block) une analyse du travail sur la valeur dont vous me parlez; c'est tout à fait la théorie de Jevons; ça m'a semblé même n'en être que la copie (ce que Maurice Block ne paraît pas d'ailleurs soupçonner).

Votre tout dévoué.

Ch. GIDE.

## VIII

### DE WALRAS A GIDE

Lausanne, 29 décembre 1886.

CHER MONSIEUR,

J'espère que vous avez bien reçu ma petite analyse et ma carte postale envoyées vendredi dernier 24 courant. Il me semble que cette analyse, imprimée en petit texte, tiendra dans quatre pages de la Revue. Si je puis corriger moi-même les épreuves, cela me fera plaisir.

Je me suis arrangé avec MM. Larose et Forcel. Du moment où je me suis décidé à quitter la boutique : *Institut de la Société d'Economie politique, Journal des Economistes, Guillaumin et Cie*, il ne faut pas que j'y garde un pied sous peine de m'entendre dire un beau matin : « Que faites-vous chez nous ? » Ce qui ne m'irait pas du tout. Du reste, à considérer les choses de haut et d'ensemble, on reconnaît bien vite qu'une revue et une librairie sont deux choses qui se tiennent et se soutiennent l'une l'autre. Il faut que Larose et Forcel trouvent dans le développement de cette affaire l'équivalent de ce que leur coûtera la Revue; et il faut que nous trouvions chez eux des éditeurs pour nos ouvrages et pour les traductions d'ouvrages étrangers qui se trouveront d'accord avec nos doctrines. Les fondateurs du *Journal des Economistes* et de la Librairie Guillaumin, qui étaient fort supérieurs à leurs successeurs, sous tous les rapports, l'avaient très bien compris, et c'est ainsi qu'ils nous ont donné la collection des *principaux économistes*, celle des *économistes et philosophes contemporains*, etc. Le moment est-il bon pour entreprendre une œuvre analogue ? C'est ce que nous verrons; mais il faut y être prêt, car le succès est là.

A vrai dire, je crois que le moment est excellent. Je viens de recevoir la deuxième partie du travail de M. de Böhm-Bawerk, *Théorie de la valeur d'échange objective*. Je vais me le faire lire par M. Ch. Secrétan; mais je vois bien déjà que c'est toute ma théorie de l'échange qu'il expose en langage ordinaire, d'après Carl Menger. Et, de fait, il paraît bien que Carl Menger est arrivé à la théorie de l'échange en même temps que Jevons et moi. Que la critique s'exerce sur toutes ces théories et dans quelques années d'ici l'économie politique pure sera une science reconnue comme telle. Or, pour que la critique s'exerçât aisément, il faudrait des traductions. Je crois donc que des traductions de Jevons, de Menger, de Marshall, de Böhm-Bawerk, de Pierson, seraient une des premières choses à demander à vos jeunes agrégés qui veulent travailler.

Sans doute vous allez dire : « Voilà M. Walras qui prêche pour son saint. » C'est bien possible. Et peut-être y a-t-il ici entre nos deux manières de voir une divergence sur laquelle il est bon que nous soyons fixés pour en tenir compte dans nos rapports futurs.

Je dois vous déclarer qu'après bientôt trente ans d'économie politique, je vomis sur l'éternel article de la *Revue des Deux Mondes*, genre Baudrillart, intitulé *De l'économie et l'Economie politique du Journal de Droit* ou quelque autre chose de cette espèce, marqué au coin d'une actualité si éphémère, écrit d'un point de vue si étroit, qu'il a vieilli avant la fin des quinze jours pendant lesquels il traîne sur les tables des cafés. Ce genre est, du reste, un peu national comme l'opéra-comique et le vaudeville. Les revues allemandes d'économie politique sont des recueils contenant surtout des travaux originaux. Et c'est ce qu'elles doivent être. Voyez-vous les physiciens, les chimistes, se demandant tous les matins comment et de quelle façon il faut faire ou essayer (expérimenter ?) leur science ? Ils la font. C'est aussi ma méthode.

Dans ces dispositions, je ne vous répondrai pas très longuement sur la question de la méthode en économie politique. Faxwel m'écrivait ces jours-ci : « There is no doubt Mill is dead in the country. The mathematical method for pure theory, the historical for practical question, this is what we are all coming to agree in. » La formule me paraît un peu succincte. Je vous dirai seulement, pour ce qui me concerne, que si j'aime beau-

coup la démonstration par le raisonnement, j'attache aussi la plus grande importance à la confirmation par l'histoire.

A propos de Foxwell, je vous envoie un exemplaire de sa brochure que vous pouvez garder pour vous. J'en ai fait venir quelques-unes. J'avais pensé la lire avec M. Secrétan et en faire, sous sa dictée, un résumé ou des extraits pour vous. Vous me direz si vous trouvez que cela en vaille la peine. Je ne pourrai, au surplus, vous promettre positivement ce travail pour un terme trop rapproché. Notre Institut international de statistique se réunit décidément à Rome du 12 au 16 avril, j'ai promis d'y aller et peut-être aurai-je à me préparer pour le cas où je serais interpellé sur la question de la régularisation de la valeur de la monnaie.

Je compte sur cette réunion pour vous trouver des collaborateurs et correspondants étrangers. Cela n'est pas très aisé parce qu'il faut qu'ils écrivent le français. Je suppose que vous me donnerez carte blanche pour m'adresser à qui je voudrai. J'ai déjà eu l'occasion d'écrire à ce sujet à l'excellent Luigi Cossa, et je l'aurai prochainement d'écrire à quelques autres.

Bien sincèrement tout à vous.

LÉON WALRAS.

## X

### DE GIDE A WALRAS

Montpellier, le 4 janvier 1887.

CHER MONSIEUR,

J'ai bien reçu à Cannes votre compte rendu. Je l'ai transmis sous ce pli recommandé au secrétaire de la Rédaction Duguit. J'ai ajouté simplement en tête : « *Ce nouvel ouvrage de M. Walras, dont l'auteur a bien voulu nous communiquer les épreuves, n'a pas encore paru à l'heure où nous écrivons ces lignes. Nous allons en donner une analyse aussi complète que possible, sans autres commentaires.* » Suit votre texte. Je tâcherai de vous faire envoyer l'épreuve; en tout cas, elle sera collationnée avec soin sur le manuscrit.

Le sujet de l'article de M. Jourdan ne vous plaît guère, et je crains que les autres ne vous plaisent pas beaucoup plus.

Mais je vous ai expliqué déjà mon but. Notre *Revue* ne sera pas une revue savante; elle ne peut pas l'être.

Faites attention que tous les économistes qui ont en France quelque valeur et quelque réputation (et ils ne sont pas déjà nombreux) appartiennent à l'école régnante et sont enrôlés par le *Journal des Economistes* ou l'*Economiste français*. Alors que nous reste-t-il ? Le personnel des Facultés de Droit. Mais sur les 14 professeurs chargés du cours d'économie politique, 5 sont de jeunes agrégés qui font leur cours depuis un, deux, quatre ans au plus; ne l'ont pas encore appris et ne savent même pas s'ils le garderont, 2 ne font l'économie politique que comme cours accessoire à un autre auquel ils se consacrent exclusivement, 1 quoique vieux, dans le métier, n'a aucune valeur et est d'ailleurs encroûté; restent seulement les professeurs Jourdan, d'Aix, Villey, de Caen, qui composent avec moi le Comité de direction; Bouvier, de Lyon; Garnier, de Nancy, et Mongin, de Dijon, qui peuvent être considérés comme des économistes de profession.

Les trois derniers n'ont rien publié, et des trois directeurs aucun de nous n'a une notoriété considérable.

Comment voulez-vous qu'avec ces éléments nous fassions une *Revue* comme vous la voudriez, c'est-à-dire une collection de travaux originaux et vraiment scientifiques ?

Mais nous pouvons prendre les étrangers, direz-vous ? C'est ce que je m'efforce de faire, mais les étrangers qui ont une certaine célébrité ont autre chose à faire que d'écrire pour une revue inconnue. Ils vous donnent de sympathiques paroles, et voilà. De Laveley m'enverra, j'espère, un article pour faire honneur à sa promesse, et puis nous en attendrons longtemps un autre.

M. Secrétan me dit de ne rien attendre de deux ans. MM. Olozaga, de Madrid, et Loris ne me promettent rien de plus qu'un chaleureux appui, et vous-même ?

Alors pourquoi avec de pareils éléments ai-je persisté dans l'idée de fonder une *Revue d'économie politique* et quels services peut-on en attendre ? Je vous l'ai déjà dit. C'est pour arracher à l'influence de l'école orthodoxe notre enseignement universitaire.

C'est un résultat qui vaut bien la peine, car, si inexpérimentés en économie politique que soient nos professeurs des Facultés



de Droit, c'est par leurs mains en somme que passe toute la jeunesse de notre pays. Il est donc d'une grande importance de savoir de quel côté leur enseignement sera orienté.

Or, pour le moment, la plupart, élevés dans les doctrines de l'école régnante, lui appartiennent. Dans notre Comité, Jourdan et Villey sont orthodoxes, le jeune Duguit représente l'élément sociologiste, qui a une certaine influence dans nos écoles. Mais je compte, pour le détacher peu à peu de l'école régnante, sur cet esprit de corps qui existe déjà parmi nous et que cette *Revue* aura précisément pour résultat de développer.

Elle sera attaquée; elle se défendra. Déjà, depuis longtemps, Courcelles-Seneuil et Roussel avaient fort malmené les économistes des Facultés de Droit. J'ai profité de cette imprudence; j'ai dit à tous mes collègues qu'il était temps de s'émanciper, quelle que fût leur opinion personnelle. Ils m'ont tous écouté. Je considère, au contraire, comme un acte de très habile politique d'avoir fait écrire par Jourdan (c'est-à-dire par le plus ancien, le plus orthodoxe, le plus classique et le plus couvert des lauriers de l'Institut qu'il y ait parmi nous) le premier article sur l'enseignement de l'économie politique dans les Facultés de Droit, dans lequel il donne des horions à Courcelles-Seneuil et à Roussel.

Maintenant en dehors de ce but pratique, qui, je le répète, m'a surtout préoccupé, j'espère que notre *Revue* pourra être, sinon très savante, du moins assez intéressante, et même plus intéressante pour le public que le *Journal des Economistes*.

D'abord, notre personnel est composé de jeunes gens qui, en somme, savent travailler et souvent aussi savent écrire. De plus, comme vous le dites, je ferai tous mes efforts pour obtenir des articles d'étrangers, et à défaut d'articles inédits, nous traduirons les articles déjà publiés. Seulement, le fait qu'aucun de nous n'est à Paris nous rend difficile de prendre connaissance de toutes les revues étrangères.

Mais je m'arrangerai pour cela avec mes collègues pour les obtenir, soit par voie d'échange, soit par abonnement à nos bibliothèques universitaires. Si Stanley Jevons avait vécu, j'aurais fait le voyage pour obtenir sa collaboration, mais je ne connais personne autre en Angleterre, et d'ailleurs il ne faut pas compter sur les Anglais. Aux Etats-Unis, j'ai eu la chance de gagner des hommes grâce à un socialiste considérable et original, Gronlund, qui nous envoie des correspondances.

J'enverrai le premier numéro au professeur Richard et lui demanderai son concours. A Buenos-Ayres, je crois que nous aurons un correspondant. En Italie, le jeune Vabbeno nous aidera; peut-être Loria, qui a déjà écrit et à qui je vais répondre. Malheureusement, je lis l'italien avec beaucoup de peine, et je ne sais si nous trouverons facilement un traducteur, on ne l'apprend pas en France.

En Autriche, j'enverrai le premier numéro à Böhm-Bawerk, Menger et Sax, et je tâcherai d'obtenir le concours de l'un d'eux. Je tiendrais beaucoup à avoir un collaborateur au moins Allemand, ne fût-ce que pour ne pas avoir l'air de les mettre à l'écart d'une Revue française.

Malheureusement comme je ne sais pas l'allemand, je ne suis pas très qualifié pour m'adresser à eux. Cependant, je tenterai, je crois, d'écrire à Adolphe Wagner, de Berlin, et à Brentano, de Strasbourg; peut-être seront-ils flattés et touchés qu'on les invite à collaborer à une *Revue universitaire française*.

Naturellement, je vous donne plein pouvoir pour nous trouver des collaborateurs en les cherchant surtout dans la nuance orthodoxe-socialiste, et vous n'avez nullement besoin de leur poser comme condition qu'ils écrivent le français, ce qui écarterait la plupart; ils peuvent écrire en allemand, à la condition que ce soit bien lisible, anglais ou italien.

Je ne puis seulement m'engager, d'ores et déjà, à faire figurer leurs noms sur la liste de notre couverture, parce que, pour cela, je suis obligé de consulter nos collègues.

Dans l'avertissement qui figure en tête de notre premier numéro et qui est de moi, quoiqu'il soit signé par le Comité de direction, je me suis efforcé d'expliquer notre but, non pas comme je viens de le faire avec vous, mais d'une façon plus discrète. Le premier numéro sera d'ailleurs assez pauvre, et je crains que les suivants ne soient pas beaucoup plus riches. Je vous en préviens !

Une autre cause de faiblesse, c'est que nous ne pourrions pas refuser les articles de nos collègues quoique insuffisants; ce serait les écarter et les rejeter dans le camp opposé alors que nous voulons, au contraire, les attirer. Si un jour la *Revue* est solidement assise et que la copie ne lui manque pas, alors nous serons plus sévères.

Voilà une bien longue lettre, mais je voulais m'expliquer bien

clairement avec vous sur ces divers points pour que vous puissiez l'expliquer vous-même à ceux à qui vous demanderez leur concours.

Tout à vous.

Ch. GIDE.

# X

## DE WALRAS A GIDE

Lausanne, 6 janvier 1887.

CHER MONSIEUR,

Je répondrai un de ces jours convenablement à votre excellente lettre du 4 non pour discuter, mais, au contraire, pour vous donner mon complet assentiment.

Ayant eu l'occasion de correspondre avec lesdits collaborateurs et correspondants, j'ai écrit, pour leur demander la permission : à Luigi, à Cossa, qui ne m'a pas encore répondu et vis-à-vis duquel je me trouve, à la rigueur, dégagé par ce fait; à J. d'Aulnis de Bourouill, professeur à l'Université d'Utrecht, dont je reçois en ce moment même une réponse affirmative; à Victor Brants, professeur à l'Université de Louvain, et à M. Robert Meyo, privat-docent à l'Université, professeur à l'Académie du Commerce de Vienne, dont j'aurai sans doute aujourd'hui ou demain les réponses que je vous transmettrai aussitôt. J'avoue qu'il me serait agréable que leurs noms figurassent sur le premier numéro. D'Aulnis, surtout, est important pour représenter la Hollande, car il est entièrement Jevonnien.

Mon volume est imprimé; je fais tirer la couverture et brocher. Je voudrais qu'il fût annoncé dans notre premier numéro comme ayant paru. Il suffirait pour cela que vous eussiez la bonté de dire : « Ce nouvel ouvrage... *aura paru quand on lira ces lignes* », au lieu de : « *n'a pas encore paru à l'heure où nous écrivons ces lignes.* » MM. Larose et Forcel m'avaient bien offert de faire imprimer un compte rendu sur la couverture de la *Revue*. Mais puisqu'il y en a un dans la *Revue* même, je ne puis employer ce moyen.

Tout à vous.

LÉON WALRAS.

# XI

## DE WALRAS A GIDE

Lausanne, 27 février 1887.

CHER MONSIEUR,

... J'ai lu l'article de M. Jourdan à la lumière des considérations de haute politique que vous m'avez si bien expliquées et l'ai trouvé, à ce point de vue, très bien fait et très habile, pardon ! mais je suis à Vienne et n'ai même pas de buvard ?... J'ai lu le vôtre<sup>8</sup> en me mettant sous l'angle de mes préoccupations ordinaires et j'y ai trouvé tous les linéaments essentiels d'un très beau programme de revue. Nous sommes donc parfaitement d'accord puisque je reconnais la nécessité où vous êtes de prendre les circonstances telles qu'elles sont et que vous proclamez vous-même très hautement vos intentions de rénovation scientifique.

À cet égard, j'attends avec impatience et curiosité votre article sur la *Notion de loi naturelle en économie politique* quoique votre titre semble indiquer que vous ne l'aurez pas conçu et exécuté comme je l'aurais fait. Pour moi<sup>9</sup>, je l'aurais intitulé *objet, caractère et méthode de l'économie politique pure*; et voici pourquoi, c'est l'économie politique pure, seule, qui a des lois naturelles, et, par conséquent, fixer la notion des lois naturelles en économie politique, c'est faire la philosophie de l'économie politique pure. Or, j'estime, à tort ou à raison, qu'on ne peut faire la philosophie d'une science qu'après que la science elle-même a été faite; comme on ne peut écrire un guide pour aider les autres à grimper sur une montagne qu'après avoir grimpé d'abord soi-même. Les ascensionnistes qui arrivent les premiers au sommet des montagnes sont des gens qui ont l'habitude de la montagne et des ascensions difficiles, et qui, quand ils ne roulent pas dans les précipices et ne se cassent pas le cou, arrivent à leur but avec le seul secours de cette expérience tout à fait personnelle. Derrière les savants qui constituent les pion-

8. L'article visé ici n'est pas celui qui figure en tête du premier numéro de la *Revue*, intitulé *Notre programme*, signé : « Le Comité de rédaction », qui avait été rédigé par Charles Gide, comme il le dit lui-même dans sa lettre du 4 janvier 1887, mais « la chronique », qui reste aujourd'hui encore une bien suggestive « revue rétrospective » des doctrines économiques et de l'économie politique entre 1870 et 1887.

9. Le bref exposé que fait, ici, Walras de ses idées me paraît d'une importance capitale pour la compréhension de toute son œuvre économique, par la distinction si profonde qu'il fait entre la nature des lois de l'économie politique pure et celle de l'économie appliquée ou sociale.



niers de la science, marchent nombre d'hommes qui ont un esprit et une instruction scientifiques, qui ont fait de la mécanique, de la philosophie, de la physiologie, et qui, quand ils ne se fourvoient pas complètement, réussissent en appliquant avec modération des procédés déjà usités en d'autres matières.

C'est alors que, si j'avais traité la question (celle de la philosophie de l'économie politique pure), j'aurais tenu à faire savoir tout de suite que je tenais l'économie politique pure pour une science faite. Et j'aurais consacré essentiellement mon article à en tracer l'esquisse pour en fixer le rapport avec les autres sciences économiques et la position parmi les autres sciences en général. Vous êtes de ceux qui savent pertinemment qu'il y a trois montagnes distinctes, séparées par des vallées profondes, là où, jusqu'ici, on n'en a vu qu'une, et votre manière de parler de la notion de loi naturelle « en économie politique » semblerait indiquer que vous êtes encore dans la confusion. Bref, vous vous exprimez comme ceux qui, tous les jours, nous indiquent le chemin pour grimper sur la montagne sans y être jamais allés. Voilà la crainte que j'éprouve, surtout depuis que vous m'avez dit que la question « vous embarrassait fort ». Faites votre profit de mes réflexions, si vous le jugez à propos; et laissez-les de côté si elles n'ont pas de raison d'être.

Comme je vous l'ai dit, je crois, dans ma dernière lettre, j'ai lieu d'être très satisfait du succès de ma *Théorie de la monnaie*, par les comptes rendus de MM. Villey, Duguit, Cauwès, Bouvier, Claudio Jannet, en France; MM. Jacquinot, Wuxarin, en Suisse, m'en ont fait des compliments qui n'avaient rien de banal. La préface m'a mis, en outre, en relations directes et agréables avec MM. Menger, Greven, de Böhm-Bawerk, Sax, de Wieser, Walker. Si je me trouvais assez bien portant pour aller ensuite à la réunion de l'Institut international de statistique, à Rome, dans six semaines, il me semble que je reviendrais avec une situation bien définie et bien assise.

La morale de tout cela, c'est que, quand on voit une chose et qu'on la poursuit avec énergie et ténacité pendant des années, on l'obtient toujours non pas comme ni quand on l'aurait cru ou voulu, mais d'une manière quelconque à un moment quelconque. Ayez donc le ferme dessein de présenter en France, au bon moment, la science économique — et je vous garantis que vous y arriverez.

Toujours cordialement à vous.

LÉON WALRAS.

## XII

## DE WALRAS A GIDE

Lausanne, le 28 octobre 1887.

CHER MONSIEUR,

L'état de ma santé ne m'a pas permis de faire le voyage de Rome. Il m'a même rendu quelque peu pénible l'obligation de faire mon cours du semestre d'été. Mais à la fin de juin je suis allé m'établir dans les bois du Jorat et m'y suis donné trois mois de repos, le séjour m'a si bien réussi, que je compte le renouveler tous les ans.

A cet effet, j'ai loué, de ce côté-là, un petit logement de campagne où je passerai désormais toutes mes vacances. Cela s'appelle la Bugnonne. Veuillez noter qu'il y aura une chambre d'ami que je serai heureux de mettre à votre disposition quand vous vous trouverez dans ce pays.

J'attendrai le moment où vous profiterez de mon invitation pour vous faire des observations de détail au sujet des articles de la *Revue*. Pour le moment, je me bornerai à vous dire que je les lis avec soin et avec plaisir et que je suis très particulièrement satisfait des pointes de polémique que vous poussez contre les doctrines officielles et les indications que vous donnez en ce sens, de nos doctrines à nous, dans vos articles, dans vos chroniques et dans vos nouvelles notices bibliographiques. Une revue n'a vraiment de raison d'être que quand il s'agit d'opérer une telle substitution de doctrine, et ce moment est venu pour nous. Un Parisien avec lequel j'ai passé une bonne partie de l'été, à Versches-les-Blanc, et Alfred Monod, conseiller à la Cour de cassation et membre de vos jurys d'agrégation de Droit, me disait en propres termes : « L'Economie politique, cela nous fait l'effet d'une *fumisterie*. Quand, pour une raison ou pour une autre, nous sommes obligés de laisser passer un agrégé qui n'est pas fort, nous disons : « On en fera un professeur d'Economie politique. » Quand on y réfléchit, cette manière de voir semble le résultat naturel et parfaitement nécessaire de la sottise d'un Frédéric Passy et de ses inepties sur l'identité complète du travail et de la richesse, sur l'efficacité absolue du laisser faire.

Tant que vous serez net et ferme comme vous l'avez été jusqu'ici contre les Bastiat à la deuxième ou troisième resucée, toutes mes sympathies vous seront acquises.

J'ai eu, cet été aussi, l'occasion de les affirmer, et je veux vous conter la chose, non pour me faire valoir auprès de vous, mais pour vous mettre en garde, à supposer que vous n'y soyez déjà, contre l'opposition qui vous sera faite et les difficultés qui vous attendent.

M. Th. Vergé, membre de l'Académie des Sciences morales, rédacteur de son *Bulletin*, qui a connu mon père, et qui m'a toujours montré de la bienveillance, m'a demandé un rendez-vous, et avec le calme et l'attitude d'un homme qui porte le rameau d'olivier, m'a fait de grandes invitations à renouer des rapports avec nos matadors de là-bas. J'étais assez embarrassé vu que je trouve peu politique de faire savoir aux gens qu'on est décidé à ne leur faire aucun quartier, et qu'au surplus le jour où ces Messieurs, au lieu de me mettre des bâtons dans les roues, jugeraient à propos de me patronner, en France, je considérerais comme un devoir de m'y prêter, ne désirant rien tant que de voir l'économie politique de l'avenir se produire comme une science française, j'ai dû seulement, pour être franc, indiquer à M. Vergé deux points délicats. L'un concerne M. Léon Say, qui en 1883, attaqué par *le Figaro*, m'a sollicité assez honorablement de venir à son secours; qui, après que je l'ai dit, m'en remercia avec effusion (j'ai ses lettres), et qui, pour me récompenser, m'a biffé, en 1885, de l'ordre du jour permanent de la Société d'Economie politique pour une question que j'y avais fait inscrire.

Ce procédé brutal m'a fait donner ma démission de la Société, et je suis très décidé à ne pas l'accepter. L'autre point était relatif à votre *Revue*, à laquelle j'ai déclaré m'intéresser. Et je dois vous dire qu'ici, notre conversation est devenue presque vive : M. Vergé, qui, par parenthèse, venait de me dire qu'il était actionnaire de la Librairie Guillaumin et du *Journal des Economistes*, s'est écrié : « Elle ne durera pas. — C'est ce que j'ignore, ai-je répondu. Mais tant qu'elle existera, elle aura mon concours. — Elle est mauvaise ! — Pas plus mauvaise assurément que le *Journal des Economistes*. — Oh ! si. — Oh ! non, etc. » Le résultat final de cet entretien et des deux lettres échangées ensuite a été que j'ai fait envoyer par mon éditeur ma

*Théorie de la monnaie* à MM. de Molinari et Leroy-Beaulieu, auxquels M. Vergé a dû la recommander, et que j'ai laissé entrevoir que, si j'obtenais deux articles de critique sérieux, j'essaierais peut-être de communiquer à l'Institut un mémoire sur mon système d'économie politique pure.

A l'heure qu'il est, j'ai l'impression que tout cela n'aboutira à rien; et, s'il faut tout dire, que celle de mes deux réserves qui a fait avorter la négociation pour la paix est non la première, mais la deuxième. Mais ce ne sont là pourtant que des conjectures. En tout cas, tenez-vous bien.

Dans cette situation, je vous ai su gré de l'empressement avec lequel vous avez accueilli ma note anglaise, et je me fais un certain plaisir de la voir paraître dans la *Revue* comme une marque de la part que je prends à la publication de cet organe.

J'ai lu l'article de M. Akin Karoly<sup>10</sup>, il est intéressant et touche assez heureusement, quoique moins définitivement que le croit l'auteur, à la question des rapports de la quantité de la monnaie et du taux de l'intérêt du capital circulant.

Recevez, mons cher Collègue, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

LÉON WALRAS.

### XIII

#### DE WALRAS A GIDE

Lausanne, 2 janvier 1888.

CHER MONSIEUR,

... Je me hâte de vous dire que votre premier volume me paraît, en somme, très satisfaisant. Il ne faut pas qu'un recueil de cette nature soit trop au-dessus du niveau de son public; car il est clair qu'il n'aurait alors sur ce public aucune influence. Il faut qu'il s'élève peu à peu en tirant ses lecteurs après lui. Et c'est ce que fera la *Revue* d'ici quelques années.

Je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai appris avec bien du plaisir que son existence était assurée pour un certain temps et que vous étiez plus que jamais décidé à lui consacrer votre temps et vos forces. J'ai été fort ému d'apprendre que vous aviez

<sup>10</sup> Article publié dans le numéro de juillet-août 1887 (p. 343 et s.), et intitulé *Solutions nouvelles de deux questions fondamentales d'économie sociale*.



failli aller à Paris. Je suis aussi décidément opposé que vous à l'absorption intellectuelle de toute la France par Paris; mais je me suis parfois demandé si ce n'était pas à Paris même qu'il fallait aller la combattre et y porter remède. Lorsque j'ai demandé, en 1879, à Ferry et à M. Dumont, une conférence d'économie politique à l'Ecole des Hautes études, c'était avec l'intention d'y former des professeurs pour la province. Vous auriez pu vous assigner le même but. Pour ce qui me concerne, je me suis applaudi, depuis, de ce que, vous aussi, vous avez pris le bon parti. En somme, la meilleure façon de prêcher, c'est de prêcher d'exemple, et l'œuvre à laquelle nous appartenons, vous et moi, est une œuvre de très longue haleine, à la poursuite de laquelle une grande tranquillité, qui ne se trouve jamais à Paris, est absolument nécessaire.

Ce que vous m'apprenez des ouvertures dont vous avez été l'objet au sujet du *Dictionnaire de l'économie politique*, et de la réponse que vous y avez faite, ne m'a guère moins touché. Il est évident qu'on a cherché à vous ramener au bercail. Je suis bien aise que vous ayez cru devoir réserver le meilleur de vos idées pour votre recueil. Quant à moi, on ne m'a rien demandé. Depuis que je me suis permis, dans ma *Théorie de la monnaie*, de tenir tête à M. Say, qui m'avait brutalement fermé la bouche à la Société d'Economie politique, et sommairement à la Société de Statistique, je n'existe plus pour lui; dans son volume sur les impôts, il a trouvé moyen de parler du Congrès de Lausanne sans prononcer mon nom; et sur la couverture, il a fait retrancher l'annonce de mon ouvrage sur ce sujet. On ne se fait pas une idée de la nullité et de la platitude que ces gens exigent de ceux qui veulent obtenir d'eux quelque chose. Ils ont élu membre correspondant de l'Institut un certain Lescarre, de Bordeaux, qui est à Frédéric Passy ce que Frédéric Passy est à Bastiat, et qui, dans ses écrits, recule les bornes de l'ineptie.

Recevez-vous toujours la revue américaine ? Y avez-vous lu la lettre de Foxwell bien intéressante sur le mouvement des idées et des doctrines économiques en Angleterre, et une note de M. Greven sur l'histoire monétaire de la Hollande, qui me paraît fournir une confirmation expérimentale remarquable de nos théories ? La question de la définition de l'entrepreneur continue aussi à se débattre dans ce recueil. J'avoue que j'aurais aimé à vous voir intervenir sur l'un ou l'autre de ces

points. Il me semblait qu'il y avait là, pour vous, quelques beaux sujets de grande actualité.

J'ai mis dernièrement en train l'impression de la deuxième édition de mes *Eléments d'économie politique pure*. J'espère la terminer dans le courant de cette année. Si vous le permettez, je vous enverrai les bonnes feuilles au fur et à mesure qu'elles seront tirées.

Je prends note de votre intention de me faire visite l'été prochain et vous le rappellerai en temps voulu.

Cordialement tout à vous.

LÉON WALRAS.

#### XIV

#### DE WALRAS A GIDE

Lausanne, 27 juin 1888.

CHER MONSIEUR,

Les trois premiers numéros de la deuxième année de la *Revue* me sont bien parvenus. J'ai été un peu surpris et désappointé de n'y trouver aucun article de vous, mais seulement une chronique et quelques notices bibliographiques<sup>11</sup>. En revanche, j'y ai lu avec une très vive satisfaction l'article intitulé *De la méthode en Economie politique*, par M. A. Achard.

J'ai employé mon hiver à mettre en train la deuxième édition de mes *Eléments d'Economie politique pure*, et je suis très

11. Sans doute, une chronique et deux notices bibliographiques cela peut paraître assez maigre. Mais, en réalité, avec Ch. Gide il ne faut pas mesurer, au poids, ce qu'il apporte. La chronique incriminée par son ami Léon Walras, avec son analyse de la crise économique, son commentaire sur la recrudescence du protectionnisme dans l'Europe, son rappel du socialisme du cardinal Manning et celui de lord Salisbury en passant par celui de Léon XIII et, enfin, sa troublante analyse du testament de Mme Bousicaut, n'était pas une petite chose. Et nous qui jugeons avec le recul du temps, nous trouvons que les courageuses pages de Charles Gide — car il fallait beaucoup de courage pour les écrire à cette époque — valaient mieux que le discret « seulement » de la lettre de Walras, d'autant plus que le courage n'était pas moindre dans les deux notes bibliographiques qui accompagnaient la chronique : la première sur la civilisation et la croyance de Charles Secrétan, si riche de pensée, si généreux de sentiment, et la seconde, sur le « Précis d'économie politique » de Paul Leroy-Beaulieu — qui était alors le maître tout-puissant de l'école orthodoxe —, dans toute la finesse d'une ironie somptueuse et onctueuse ne valaient pas moins que la chronique du numéro précédent. C'est en relisant ces pages, illuminées par celles de la correspondance, que nous comprenons mieux, aujourd'hui, ce que représentait, en 1886, la création de la *Revue d'Economie politique*.

satisfait de ma besogne. La *Théorie de l'échange* va se trouver imprimée. Je vous l'enverrai en bonnes feuilles. La *Théorie de la production et de la capitalisation* sont prêtes à l'impression et seront imprimées pendant les vacances. La *Théorie de la monnaie*, que je rejette à la fin du volume, le sera à la rentrée. L'ouvrage paraîtra cette année ou dans le courant de l'année prochaine. Sauf dans la théorie de la monnaie, je n'ai pas fait de changements essentiels, mais seulement des modifications de détail qui rendent les démonstrations plus claires et plus correctes. Dans ces théories mathématiques, il ne doit subsister rien de louche. Mais parfois il arrive qu'en voulant faire disparaître un léger défaut de forme, on s'aperçoit que tout le fond est à remanier. Il ne m'est heureusement rien arrivé de pareil ; et j'ai pu porter les théories de la détermination du taux des revenus nets, puis celle du prix des capitaux fonciers personnels et mobiliers au dernier degré de netteté, sans faire autre chose que des changements d'exposition.

A l'heure qu'il est, j'ai la pleine, entière et parfaite conviction d'avoir fait de l'économie politique pure, c'est-à-dire, comme l'explique très bien M. Achard, de la théorie de l'échange, de la production et du crédit, sous un régime hypothétique de libre concurrence absolue, une science exacte et l'une des plus belles de toutes les sciences exactes.

Je réussirai non pas à vous démontrer cette théorie (ce qui serait beaucoup trop long), mais à vous en faire admettre la vraisemblance et la plausibilité au point que vous la tiendrez pour démontrée.

Au surplus, et pour ce qui touche à la propagation de ma méthode et de mon système, je suis résigné à patienter autant qu'il le faudra. Il me suffit d'avoir, comme je l'ai, la certitude de n'être point étouffé. Quant au temps que mettront les économistes à me lire et à me comprendre, c'est leur affaire.

Il s'est écoulé deux ou trois quarts de siècle avant que la Sorbonne ait admis le principe de la gravitation universelle. Ce n'est pas la réputation de Newton qui en souffre. En rapprochant ici la théorie du système économique de celle du système astronomique, je n'entends pas me rapprocher moi-même de Newton ; mais s'il le faut, je vous avouerai franchement que j'aime autant avoir trouvé ma théorie que celle de Darwin. Elle est moins hypothétique et plus définitive, et elle est d'un inté-

rêt au moins aussi vif; car il nous importe au moins autant de savoir comment les prix et les quantités de marchandises à produire et à échanger tendent à se déterminer naturellement, que de savoir si nous descendons du singe ou si nous sommes une espèce distincte.

Mais je m'aperçois que je confie au papier et que je vais signer de mon nom des assertions qui, pour ne pas sembler trop outrecuidantes, devraient plutôt être émises de vive voix, dans l'ombre et le silence des bois du Jorat, et je m'arrête en vous y donnant rendez-vous de nouveau, et en vous priant d'agréer l'assurance de mon respectueux et sincère attachement.

LÉON WALRAS.

## XV

### DE GIDE A WALRAS

Saint-Jean-de-Luz, 16 juillet 1888.

CHER MONSIEUR,

... Je ne pourrai pas, cette année encore, profiter de cette aimable hospitalité, et nous ne pourrons nous entretenir de vos théories. Sans vouloir du tout diminuer le sentiment de très légitime orgueil que vous inspire la construction de votre édifice mathématique, il me semble cependant qu'il manque quelque chose à votre œuvre pour être comparée à celle de Darwin, c'est une thèse; j'entends par là une de ces idées simples comme celle de la gravitation ou du transformisme, qui sont accessibles non pas seulement aux savants, mais à tous (j'entends l'idée elle-même, je ne parle point de sa démonstration), et qui élargissent l'horizon intellectuel du genre humain. Je vois bien dans vos écrits une méthode nouvelle, si l'on veut, qui pourra peut-être donner des résultats; mais ces résultats, ces conclusions, ces lois nouvelles, je ne les trouve pas, ou, du moins, je ne sais pas les y trouver, et je crois que c'est là l'impression générale. Je regrette donc d'autant plus de ne pouvoir recevoir vos confidences sous les bois du Jorat; je les écouterai avec beaucoup d'intérêt et prendrais un très grand plaisir à les traduire en langage ordinaire.



Je lis avec beaucoup d'intérêt les articles que M. Secrétan veut bien m'envoyer (je suppose, du moins, que c'est lui) et qu'il publie dans le journal de Lausanne, *Evangelie et Liberté* je crois, j'éprouve un sentiment de vive satisfaction et presque de dépit à y voir toutes mes idées sur les questions sociales reproduites presque sous la forme même où elles s'étaient présentées à mon esprit.

Je vous prie de croire à mes sentiments toujours bien dévoués.

Ch. GIDE.

## XVI

### DE GIDE A WALRAS <sup>12</sup>

Genève, 14 juillet 1889.

... Je vous remercie de votre volume que je n'ai pas encore ouvert. J'ai vu cependant que vous citez dans la préface notre *Revue*; je vous en remercie. Je suis très agréablement surpris du développement qu'elle prend au point de vue de l'importance de ses collaborateurs; en dehors de Brentano (dont nous publions en ce moment la leçon d'ouverture à Leipzig), de Böhm-Bawerk, j'ai des articles annoncés ou même déjà envoyés : de J. Clark, des Etats-Unis; de Foxwell, de Phillipovitch, de Fribourg, en Allemagne; de Kobner, de Berlin; de Pantaleoni, de Bari; de Schmidt, de Zurich...; elle est vraiment déjà unique en son genre au point de vue international, bien qu'elle soit, je le reconnais, encore bien insuffisante au point de vue scientifique; mais les autres revues françaises le sont encore plus. Malheureusement, les abonnés ne montrent pas autant d'empressement à venir à nous que les collaborateurs.

Je vous envoie, ci-joint, une lettre que j'ai reçue de Pantaleoni (le directeur de l'Ecole supérieure de Commerce de Bari) qui, je pense, vous intéressera vivement. M. Pantaleoni vient de publier un *Traité d'économie politique* dans votre genre que vous avez probablement reçu.

Tout à vous.

Ch. GIDE.

12. Par cette lettre, véritable bulletin de victoire, se termine non point toute la correspondance de Walras et de Gide qui s'est poursuivie, très régulière, jusqu'à la mort de Walras, mais celle qui concerne le lancement de la *Revue d'économie politique*.

# ASPECTS ACTUELS DU CONTROLE DU CRÉDIT

---

SOMMAIRE : I. *Position du problème.* — II. *Vrais et faux droits, vraies et fausses créances, contrôle qualitatif et contrôle quantitatif.* — III. *Applications thérapeutiques des contrôles.* — IV. *Conclusion. Relativité et implications.*

## I. — POSITION DU PROBLÈME.

On sait d'expérience que la manipulation du crédit est délicate non seulement au stade de la distribution aux usagers, en d'autres termes sur le plan de la relation entre banquier et emprunteur, mais encore et surtout au stade national lorsqu'il s'agit pour les autorités monétaires d'orienter ou de diriger le crédit en fonction de programmes plus ou moins élaborés. La technique du banquier est bien connue et a fait l'objet de manuels et de traités nombreux. Le contrôle du crédit revêt deux aspects : l'un *qualitatif*, l'autre *quantitatif*, dont l'étude est le but même de cet article. C'est encore ces deux aspects que les auteurs inclinent à retrouver quand ils traitent du crédit orienté ou dirigé. Cette distinction est-elle fondée ? S'agit-il, en fait, de deux aspects irréductibles ou simplement complémentaires ? La régulation du crédit peut-elle s'exercer uniquement sur la considération de la valeur de l'emprunteur, sur l'appréciation qualitative de la créance née ? Au contraire, la pratique qui consiste à doser la quantité du crédit à distribuer peut-elle être tenue comme pouvant s'exercer sans nulle appartenance à une quelconque notion qualitative ? Plus exactement, l'un et l'autre contrôles peuvent-ils être pratiqués séparément ; l'un et l'autre doivent-ils être considérés comme non nécessairement intriqués de par leurs natures spécifiques ? Problèmes d'actualité, puisque, qu'il s'agisse de théoriciens ou de praticiens, on n'est d'accord ni sur la portée ni sur l'opportunité de ces contrôles, moins encore sur les systèmes proposés dont on discute depuis l'expérience Roosevelt de 1932 et quelle qu'ait été la portée des discussions instituées aux Congrès des économistes de langue française de 1933 et de 1935 et des contributions non sans valeur de nombreux auteurs.

## II. — VRAIS ET FAUX DROITS, VRAIES ET FAUSSES CRÉANCES, CONTRÔLE QUALITATIF ET CONTRÔLE QUANTITATIF.

Ces considérations sont les indispensables prolégomènes à toute étude portant sur le contrôle; en fait, sur la limitation du crédit, qui semble avoir été instituée par de nombreux pays, pour ne pas dire tous, au demeurant sous des formes variées. Qu'on le veuille ou non, les autorités monétaires s'attribuent la fonction de tutelle et mettent en œuvre les moyens qui leur paraissent les plus appropriés. En gros, ces moyens tendent au contrôle qualitatif ou au contrôle quantitatif, soit encore à un système mixte.

Le contrôle *qualitatif* porte essentiellement sur la valeur intrinsèque de la monnaie ou de la créance qui s'y substitue au moins provisoirement. Le critère idéal est la possibilité d'échange de cette monnaie ou de cette créance contre un certain poids d'or, critère que, bon gré, mal gré, il a fallu abandonner, la circulation du métal précieux étant réglementée comme aussi son équivalence en fonction des valeurs nominales de la monnaie ou des créances. Aussi M. J. Rueff, dans son monumental ouvrage sur *L'ordre social*, a-t-il proposé de recourir à la distinction des *vrais droits* et des *faux droits*. Les vrais droits trouvent leur fondement, leur légitimité et leur sécurité dans une référence non équivoque à un bien qui du consentement unanime — car c'est là tout le problème de la valeur — puisse leur être substitué à l'occasion d'un échange où les partenaires restent au terme de l'opération dans une situation économique rigoureusement identique. Les vrais droits, c'est, concrètement par exemple, la lettre de change qui mobilise une créance dont le remboursement est certain (du même auteur, cf. *La régulation monétaire et le problème institutionnel de la monnaie*, in *Revue d'économie politique*, janvier-février 1953, p. 43). A la vérité, cette appréciation du vrai droit est affaire de probabilité : il est infiniment probable que telle lettre de change sera réglée à l'avance; mais, on le comprend, il existe pour le banquier escompteur une gamme très subtile d'appréciations des degrés de probabilité au moyen d'un jugement qui combine et synthétise des données aussi nombreuses que variées, puisqu'il existe un « *no man's land* », une zone indécise où il est très difficile de cerner les caractères constitutifs

de la créance, d'opérer la classification en vrais droits ou faux droits. C'est certainement dans un sens de relativité au demeurant fort consciente que M. Rueff entend baser sa thèse.

Dans l'action quotidienne, le banquier ne se départit jamais de cette appréciation probabiliste; il ne donne crédit que s'il a l'espoir de récupérer sa créance; s'il n'en était pas ainsi, il se comporterait comme un philanthrope ou comme un candidat au suicide. Son cas se complique lorsqu'il mobilise sa créance en escomptant des lettres de change sur des tiers dont il sait parfaitement qu'ils ne sont pas redevables; il abuse autrui s'il excipe d'un bilan où sont comptabilisés sous l'intitulé *portefeuille commercial* de tels tirages; il est encore plus répréhensible s'il réescompte de telles traites en les présentant comme des tirages commerciaux, alors qu'elles ressortissent à ce qu'on nomme la *cavalerie*.

Dans ces derniers exemples, nul doute : il s'agit de faux droits. Le critère des vrais droits se trouverait-il dans la causation, c'est-à-dire, en fait, dans une qualification juridique ? Certes, pas exclusivement. On peut être assuré que la créance mobilisée représente un règlement de marchandises livrées ou de services rendus; mais on peut savoir aussi que le tiré est dans une situation financière obérée et qu'il y a forte probabilité pour qu'il ne puisse honorer le tirage.

Le contrôle qualitatif est, somme toute, particulièrement difficile, et c'est sans doute faire montre d'optimisme de penser que le seul contrôle qualitatif, à lui seul, serait susceptible d'ouvrir « toute grande la porte de l'expansion économique et du plein emploi ». Sans doute est-il légitime de se référer à la notion du vrai droit dans des cas extrêmes : les avances à l'Etat par l'Institut d'émission sans contrepartie à l'actif (les bons du Trésor « escomptés » ressortissent incontestablement aux faux droits), les traites de cavalerie auxquelles il vient d'être fait allusion, les émissions de billets de banque dont la valeur ne se trouve qu'en proportion modique... Le fait du prince en matière monétaire, les manipulations des agioteurs, l'endettement de la nation, ne sont pas du strict domaine contemporain; les luttes contre les faux droits ou ce qui a pu sembler tel dans une société déterminée ayant sa morale et ses institutions spécifiques jalonnent l'histoire sans bien sûr les légitimer. Mais le critère manque encore, sauf dans les cas extrêmes, permettant



de déterminer avec une évidence irrécusable ce qui appartient au domaine du vrai droit ou du faux droit.

Et c'est cette ambiguïté qu'on peut dire congénitale qui a incliné très souvent les autorités responsables à rechercher d'autres moyens, au vrai plus grossiers, mais d'imposition plus aisée. Le *contrôle quantitatif* appliqué au crédit laisse, en principe, la plus grande initiative au banquier pour le choix des valeurs qu'il entend acquérir, ce qui veut dire qu'il reste indifférent à la qualification en faux ou en vrais des biens envisagés. Il laisse donc intacte cette liberté de détermination que les partisans libéraux du contrôle qualitatif suppriment paradoxalement. Sans doute le contrôle quantitatif instaure-t-il une nouvelle tyrannie, dans bien des cas non moins redoutable et génératrice de ces faux droits incontestables qui sont l'une des plaies du monde contemporain. Qu'il soit permis de croire que le contrôle qualitatif au premier degré, au stade de l'opération initiale du crédit (escompte, avance par caisse, engagement par signature) ne tendrait à rien d'autre qu'à supprimer des initiatives fécondes, à paralyser l'intervention du banquier dans une économie toujours mouvante et indécise, où, faut-il le répéter, il n'existe aucun critère de qualification qui puisse s'appliquer sans erreur à tous les faits d'ordre économique.

Reste à indiquer, au moins sommairement, les méthodes utilisées ou proposées, pour conférer à ce contrôle quantitatif la souplesse désirable, mais aussi l'efficacité recherchée. Au cours de récents échanges de vues entre banquiers internationaux, l'opinion a été émise par un éminent confrère étranger que, sur la constatation d'une proportion assez stable entre le volume de la circulation fiduciaire et celle de la monnaie scripturale, il suffisait de réglementer la première pour agir automatiquement sur la seconde. Il ajoutait que cette réglementation devait pratiquement viser les habitudes des usagers en matière fiduciaire, habitudes qu'il s'agit éventuellement de réformer. Sans doute Irving Fisher a-t-il noté entre  $M$  et  $M'$  de la formule d'équation des échanges un certain parallélisme, encore que les deux courbes présentent des distorsions quand il s'agit, en réalité, d'évolutions très nettement divergentes pour un grand nombre de pays. Et dût-on constater un parallélisme aussi grand que possible, en conclura-t-on qu'il existe un rapport de cause à effet entre les manifestations de la monnaie fiduciaire et celles de

la monnaie scripturale, que la première est antécédent et la deuxième conséquent ? Qu'il y ait une certaine interaction entre les deux, c'est ce qu'il n'est pas téméraire d'affirmer; mais le lien paraît trop distendu pour qu'on puisse inférer autre chose qu'une intercommunication de deux phénomènes qui évoluent selon des causes souvent très différentes; qu'on songe à la thésauroisation des billets de banque d'une part, et à l'accroissement des avances bancaires qui, chacun le sait, réagissent sur le niveau des dépôts. De surcroît, les encaisses des particuliers se renforcent en billets lorsque sévissent les transactions occultes; elles diminuent lorsque surgissent des craintes d'échange ou de stérilisation des billets. On peut donc logiquement conclure que le contrôle de la circulation fiduciaire n'emporte pas celui de la circulation scripturale comme l'opinion en a été émise et encore — faudrait-il ajouter — si tant est qu'il existe des possibilités d'emprise, hors les interventions drastiques, sur les encaisses des particuliers.

Reste enfin le contrôle de la monnaie scripturale, auquel s'adonnent actuellement sous des formes variées la plupart des Etats : limitation des crédits, épongeage des disponibilités bancaires, proportions impératives entre divers postes du bilan des banques. Au vrai, une réglementation quelle qu'elle soit ne peut mettre complètement obstacle aux poussées inflationnistes causées souvent par des impulsions psychologiques. Il ne laisse pas cependant que cette médication, pour ne pas être souveraine, peut apporter un tempérament à l'inflation dans un pays où elle risque de se développer. Ce qui, en d'autres termes, tend à dire que ce contrôle serait tout à fait illusoire s'il n'était accompagné d'autres mesures orthodoxes, comme l'élévation des taux d'intérêt, la mise en équilibre du budget national, la répartition équitable de l'impôt, prélude à une juste attribution du revenu national.

Au surplus, il convient de remarquer que le *contrôle quantitatif* du crédit par les autorités monétaires implique presque toujours le renforcement du contrôle *qualitatif* par les donneurs de crédit. Si ceux-ci ne sont pas sous tutelle, c'est-à-dire s'ils ne reçoivent d'autres directives que celles qui visent le *contrôle quantitatif*, la sélection des crédits s'opère par application des critères techniques et les dérogations qu'ils se permettraient doivent rester l'exception dans la mesure où l'organisme distribu-

teur veut rester sain. En fait, le comportement des banques privées est fréquemment perturbé à l'invite des gouvernements qui poursuivent une politique partisane ou qui, désirant alléger leur budget, sollicitent des crédits pour subvenir aux besoins de capitaux d'organismes para-étatiques. En outre, les autorités monétaires fournissent des directives monétaires aux instituts de réescompte pour que soit écartée de la mobilisation telle ou telle catégorie de papier.

Que peut-on inférer des remarques précédentes ? Les deux notions de contrôle — *qualitatif*, *quantitatif* — sont conjointes. Exige-t-on, en principe, le *contrôle qualitatif*, du coup on limite quantitativement le crédit en écartant les faux droits ci-dessus mentionnés. Encore faudrait-il de surcroît en donner de sûres caractéristiques, qui ne se trouvent bien souvent qu'à la limite. En tout état de cause, des engagements qui ont toute probabilité de se trouver assurés d'une bonne fin, contractés par une banque déjà chargée d'une masse d'engagements aussi excellents, peuvent obérer une trésorerie et mettre en péril un tel organisme. En une époque de tension monétaire, il est possible qu'une banque ne puisse réescompter une partie de ses créances. Bien évidemment, si toutes les créances en cours dans un pays déterminé pouvaient être estimées comme ressortissant aux *vrais droits*, la question ne se poserait pas; les réescomptes pourraient se faire sans limitation. Mais qui ne voit qu'il s'agit là d'une pure utopie et que ces édens n'ont jamais existé et n'existeront jamais ?

A son tour, le contrôle *quantitatif* emporte un certain contrôle *qualitatif*, comme on l'a précédemment souligné. Ce n'est sans doute que par commodité que les auteurs traitent de l'un et de l'autre comme s'ils pouvaient être instaurés à l'état pur.

Dans la réalité, il en va tout autrement, et c'est en examinant quelques cas que l'on en prendra une plus nette conscience.

### III. — APPLICATIONS THÉRAPEUTIQUES DES CONTRÔLES.

En aménageant le contrôle des banques entre les deux guerres mondiales, les législateurs des pays de l'Europe Occidentale ont eu surtout en vue la sécurité des déposants. De nombreuses défaillances bancaires s'étaient, en effet, produites, et dans maintes occasions les Etats avaient dû se substituer aux organismes défaillants et réparer les pertes subies par les épar-

gnants. Mesures qui ont souvent accompagné celles qui visaient les porteurs de valeurs mobilières, singulièrement d'obligations. A l'époque fut imaginée la méthode dite des *quotas*, impliquant pour les banques le respect de certaines normes, proportions de rigueur entre les éléments actifs et passifs du bilan. Ces dispositions visaient avant tout la liquidité, et indirectement mais efficacement tout de même la distribution du crédit.

Il n'en faudrait pas conclure — on l'a déjà dit, mais on ne saurait assez le répéter — que les *faux droits* sont nés entre les deux guerres et que l'événement crucial de cette époque effervescente a été le crépuscule des *vrais droits*, conférant ainsi à ces quelque vingt années une tonalité wagnérienne. Il suffira de signaler que, dès 1911, une loi spéciale bancaire, plusieurs fois remaniée depuis, a été promulguée, astreignant les banques suédoises à maintenir une proportion de 25 % entre leurs disponibilités immédiates et leurs dépôts à vue. Est-il besoin de remarquer que cette disposition limite déjà le crédit, surtout si, comme c'est le cas actuellement en Suède, les crédits ne peuvent être accordés que pour six mois au maximum ou à trois mois de préavis, les crédits en comptes de chèques pouvant l'être pour un an.

Mais les prescriptions suédoises ne sont pas d'ordre exclusivement *quantitatif*. En effet, un *modus vivendi* est intervenu en 1947 entre la Riksbank et les banques commerciales aux termes duquel celles-ci doivent donner satisfaction à certaines demandes de crédit pour la construction d'immeubles. Ainsi a-t-on greffé sur le *contrôle quantitatif* un embryon de *contrôle qualitatif*.

Si la Suisse répugne en matière de crédit à une réglementation, elle n'en a pas moins promulgué, le 8 novembre 1934, une loi fédérale imposant aux banques, pour la sauvegarde des déposants, une gamme de ratios. Cependant, la Banque Nationale a accoutumé d'adresser des recommandations aux banques ayant trait à la distribution du crédit; tel est le *gentlemen's agreement* du 1<sup>er</sup> août 1951 tendant à limiter le financement de la construction immobilière et les prêts hypothécaires. Explicitement ou implicitement, le *contrôle quantitatif* provoque une sélection des crédits et contient dans ses flancs — tel le cheval de Troie — un arsenal de procédures qualitatives. Cela se vérifie également dans les directives du Ministère des Finances norvé-



gien en date du 31 mai 1951, qui assortit la loi du 4 avril 1924 de prescriptions qualitatives, mais qui, innomées, non spécialisées, n'en existent pas moins en fait.

La politique de la Banque de Finlande n'est pas très dissimulable, qui adresse aux banques des recommandations sur l'éligibilité de telle ou telle sorte de créance, alors que, par sa décision du 12 septembre 1944, elle a prié les banques de lui déclarer les crédits s'élevant à plus de 500.000 marks.

Les Pays-Bas sont le champ clos où s'affrontent les partisans des deux sortes du contrôle du crédit. Après bien des vicissitudes, la loi du 18 janvier 1952 a été publiée où sont amalgamés les moyens techniques quantitatifs et qualitatifs tant il a paru inéluctable de ne pas les promulguer les uns sans les autres.

En Belgique, les dispositions législatives (arrêté royal du 9 juillet 1935, règlement d'exécution de la Commission bancaire du 29 janvier 1946) acculent les banques au recours à l'Institut d'émission, lequel opère un contrôle qualitatif sur les opérations présentées.

Comme les banques françaises, de par l'étroitesse de leurs dépôts, s'adressent dans une large mesure à l'Institut d'émission, il est indéniable que les diverses prescriptions relatives à la détention d'un certain quantum de bons du Trésor et au respect d'un coefficient minimum de liquidité allient le *contrôle quantitatif* au *contrôle qualitatif*. Mais les seules dispositions de la loi du 17 mai 1946 ne visant apparemment que le *contrôle quantitatif* impliquent nécessairement des sélections, en fait l'intervention du *contrôle qualitatif*.

Nuancée, la politique du crédit pratiqué depuis 1947, modifiant celle issue de la *legge bancaria* du 12 mars 1936, par l'obligation pour les banques italiennes de maintenir 25 % de leurs dépôts à la Banca d'Italia ou au Trésor suscite le contrôle qualitatif du crédit.

La législation allemande de 1948, calquée sur le Federal Reserve System, implique la direction du crédit par la Bank deutscher Länder — *qualitative* par la pratique du réescompte, *quantitative* notamment par la fixation des ratios concernant, à court terme, les dépôts et les disponibilités.

D'une enquête internationale récente auprès de banquiers parmi les plus représentatifs de leur pays, on retire cette impres-

sion que si, dans de nombreux cas, les restrictions sont volontaires ou quasi volontaires, en d'autres termes si les distributeurs de crédit, conscients de l'intérêt national, partagent avec les autorités monétaires des idéaux communs, les contrôles qualitatifs et quantitatifs s'appliquent dès la genèse des opérations, pendant l'évolution technique de celles-ci, contrôles indissolublement liés du fait de leur affinité et de leur implication mutuelle. Sans doute les praticiens plaident-ils en faveur de l'un ou l'autre type de contrôle, et en cela ils manifestent leurs préférences personnelles. Sans doute souhaitent-ils que la réglementation ne vienne pas étouffer de saines initiatives et de fécondes décisions. Il n'en est pas qui optent exclusivement pour l'une ou l'autre forme de contrôle tant est profonde leur conviction que les deux formes sont complémentaires. Peut-être existe-t-il une ou deux conceptions, les dissidents s'attachant particulièrement à une conception abstraite de la monnaie, dont les contacts avec le réel sont bien sporadiques.

A tout le moins, tous, unanimement, insistent pour que les autorités monétaires ne subissent pas le joug d'une politique partisane, hostile à des aménagements assez souples pour que jouent au mieux de l'économie nationale les mécanismes délicats du crédit.

#### IV. — CONCLUSION. — RELATIVITÉ ET IMPLICATIONS.

Que nous appelions de nos vœux cet univers idéal où les droits ne seraient que de *vrais droits*, ceci est affaire individuelle et n'a rien à voir avec le déroulement historique de la réalité humaine, celle décrite dans les fables de La Fontaine ou dans les œuvres des historiens de tous les temps. Le froment est mêlé à l'ivraie, les *faux droits* aux *vrais droits*. Si ceux-ci devaient seuls subsister au terme de l'évolution historique, il est sûr — et c'est un truisme de le dire — qu'il n'y aurait plus lieu de recourir à une sélection, à un contrôle. Qu'une banque engrange un grand nombre de ces *vrais droits*, qu'importe; elle est à même de les rendre liquides sur-le-champ puisqu'ils sont rigoureusement interchangeables contre d'autres *vrais droits*, monnaie fiduciaire vraiment gagée elle aussi, métal précieux et toutes autres valeurs homogènes. Mais le réel est essentiellement fluide et la connotation des faits, subjective et provisoire. A toute époque existent de pseudo droits à la limite d'un prisme

où les valeurs s'échelonnent depuis l'ultra-violet des *faux droits* jusqu'à l'infra-rouge des *vrais droits*. Il y a des périodes historiques où l'activité économique se localise dans la zone de l'ultra-violet, et c'est bien le cas depuis la deuxième guerre mondiale, d'autres où elle se cantonne dans la zone de l'infra-rouge, comme ce fut le cas en Europe avant 1914. Il est de simple honnêteté, voire même d'opportunité à ce que nous tentions de bannir ces *faux droits* qui donnent tant de tablature à l'action économique. On peut être cependant à peu près assuré que l'instabilité, le déséquilibre, sont inhérents à tout mode de vie et que la maladie dans laquelle on voit de nos jours une entité spécifique ne se rattache pas moins aux phénomènes biologiques, tout comme le *faux droit* aux manifestations économiques quels qu'en soient le lieu et le temps.

Ces considérations terminales ne doivent cependant pas laisser place à l'équivoque. Sans ignorer les justes griefs qui ont pu être adressés aux distributeurs de crédit, on ne peut cependant nier que les banquiers ont plus souvent accompagné les manifestations inflationnistes qu'ils ne les ont provoquées. A une politique budgétaire malsaine correspond toujours une pratique défectueuse du crédit, à un déséquilibre du budget national un déhanchement de la politique bancaire. Tant que les autorités monétaires maintiennent une stricte orthodoxie, on peut être assuré que les déviations du crédit ne sont que temporaires et sporadiques. Par contre, si les moyens mis en œuvre par ces mêmes autorités sont à base de facilité, on peut être certain que la technique du crédit s'adultère. Les procédés techniques visant à réprimer les abus de crédit sont opérants si la politique du gouvernement en matière budgétaire est ferme, car l'Institut d'émission utilise alors normalement et continûment des pratiques qui ont fait leur preuve : fixation des taux d'intérêt, contingentement du réescompte, « open market policy ». Si ces moyens se révèlent inefficaces, c'est que la perturbation qu'il s'agit de combattre a une cause autre que l'abus de crédit. D'ailleurs, on peut susciter le consensus des banques par un *gentlemen's agreement* en accord avec la banque centrale. Une telle politique — volontaire pour tous ceux qui l'appliquent — vaut infiniment mieux que les mesures autoritaires qui freinent les initiatives fécondes sans pour autant mettre fin aux abus auxquels on se proposait de mettre un terme.

# UNITÉ OU PLURALITÉ

## DES CADRES DE COMPTABILITÉ NATIONALE

---

1. — Tout en remontant assez loin dans le passé, du moins par des tentatives d'évaluation isolées, les études de revenu national ont progressé à une allure rapide depuis une quinzaine d'années, et ceci beaucoup plus sous la pression des besoins que pour des raisons théoriques ou sous l'impulsion d'économistes universitaires; on peut dire que le développement des travaux concrets a plutôt précédé celui de la pensée théorique. Ceci peut être illustré par les exemples du Royaume-Uni et de la France. Jusqu'en 1940, en Grande-Bretagne, les recherches avaient été menées de façon privée, par Bowley, Stamp et Colin Clark; ce n'est que sous la pression des événements, pour estimer quantitativement les problèmes financiers qui se posaient pour la conduite de la guerre, que, fin 1940, Meade et Stone furent chargés officiellement de préparer un papier sur le revenu et la dépense nationale; ce fut là le début des études régulières de comptabilité nationale dans ce pays<sup>1</sup>.

L'évolution de la France fut analogue, avec un certain décalage; de même que les Anglais ont un précurseur en Gregory King en 1688, les Français peuvent citer la première ébauche de Lavoisier, puis quelques travaux sporadiques, en particulier les évaluations de Colson pour 1901 et 1913. Ce n'est toutefois qu'après la guerre que des travaux réguliers furent entrepris, au début par Froment, puis Dumontier et Gavanier.

On pourrait en dire autant pour la plupart des pays. Cette floraison de travaux, suscitée par un indiscutable besoin, explique la diversité des optiques et des méthodes adoptées<sup>2</sup>.

1. R. Stone, *The use and development of National income and expenditure estimates, in Lessons in the british war economy.*

2. Cf. I. N. S. E. E. *Etudes et Conjoncture, Les Comptabilités nationales dans le monde; Comparaison des méthodes*, numéro spécial hors série, 1952. Dans la suite, on désignera cet ouvrage par [I. N. S. E. E.].



2. — On distingue généralement trois optiques possibles pour aborder le revenu national; celui-ci peut être interprété comme un produit, un revenu ou une dépense, suivant qu'on s'attache à la production des biens et des services, aux revenus des habitants du pays, ou à l'emploi de ces revenus, c'est-à-dire aux dépenses (de consommation et d'équipement).

Les trois optiques sont utilisées dans le monde sans qu'aucune domine nettement; parmi les pays qui calculent régulièrement le revenu national, seule la Suède emploie celle de la dépense. Le Danemark et la Norvège restent fidèles à l'optique du produit, mais le Canada, qui l'employait autrefois, a adopté maintenant celle du revenu; l'Allemagne manifeste l'intention d'adjoindre à l'optique du revenu les deux autres; pour la Grande-Bretagne, le concept de base est le revenu.

La méthode d'évaluation adoptée est en rapport étroit avec l'optique fondamentale, mais ne s'y ramène pas purement et simplement. L'emploi de la méthode des valeurs ajoutées est assez générale : Danemark, Norvège, Suède avant guerre, Italie; le Royaume-Uni calcule, au contraire, la somme des revenus distribués. Il ne faut d'ailleurs pas prendre ces distinctions à la lettre, car, dans la pratique, plusieurs méthodes peuvent être employées concurremment : c'est ainsi que le produit net de l'agriculture au Royaume-Uni est calculé directement par la somme des valeurs ajoutées.

3. — On observe une tendance marquée à l'uniformisation des méthodes; ce n'est d'ailleurs pas là uniquement un effet du hasard ou d'une influence plus ou moins consciente des publications anglaises ou américaines, mais l'uniformisation est délibérément recherchée : en 1943, une conférence tripartite fut tenue entre des représentants des Etats-Unis, du Canada et du Royaume-Uni, pour éliminer certaines divergences et adopter une attitude commune sur de nombreux points; d'autre part, le Groupe d'étude du revenu national de l'O. E. C. E. s'est efforcé d'élaborer un cadre commun pour toutes les évaluations de revenu national et les travaux de comptabilité nationale.

Une première version de ce cadre a paru en 1950, sous le titre « Système simplifié de comptabilité nationale », et a servi de base à la préparation d'une série d'études par pays (Suisse, Danemark, France et Pays-Bas) aux fins de comparer les cadres employés avec ce cadre commun, et de réévaluer les principaux

comptes suivant la méthode commune proposée. Ces études ont fourni des enseignements intéressants, qui ont conduit à remanier le cadre, et à le compléter; il en est sorti, tout récemment, le « Système normalisé de comptabilité nationale »<sup>3</sup>.

4. — Le système normalisé débute par une phrase extrêmement intéressante, car elle résume bien la pensée générale de ses auteurs. « (La Comptabilité nationale) a déjà fait la preuve de son utilité lorsqu'il s'agit d'établir des statistiques économiques et financières, d'analyser une situation économique et de déterminer les grandes lignes d'une politique à suivre »<sup>4</sup>. Il s'agit là d'une modification profonde de l'état d'esprit qui prévalait au début des travaux relatifs au calcul du revenu national; ce calcul n'est plus l'objet essentiel des recherches portant sur la comptabilité nationale qui se voient assigner trois buts : la mise en ordre des statistiques, la description d'une situation, et la coopération à l'élaboration d'une politique économique. La description du Système normalisé est l'occasion pour ses auteurs de présenter un certain nombre d'observations fort intéressantes sur les flux de l'économie, mais le principe même de l'établissement pour la présentation des comptes nationaux, d'un cadre assez agrégatif et commun à divers pays, nous semble extrêmement discutable. Si, comme on se propose de le montrer dans ce qui suit, il est nécessaire d'utiliser une théorie économique sous-jacente pour atteindre les trois objectifs annoncés plus haut<sup>5</sup>, il y a une certaine contradiction à vouloir bâtir un cadre unique agrégatif pour les études de comptabilité nationale.

5. — La mise en ordre des statistiques paraît à première vue pouvoir s'effectuer sans substratum théorique, mais un peu de réflexion ou d'expérience conduit à plus de circonspection. Tout d'abord, la simple classification d'une masse de statistiques dont on disposerait suppose certaines règles de classement, c'est-à-dire des idées à priori sur l'utilisation éventuelle de ces sta-

3. O. E. C. E., *Système normalisé de Comptabilité économique*, 1932. Dans la suite, on désignera cet ouvrage par [O. E. C. E.].

4. [O. E. C. E.], p. 9.

5. Cf. Leontief, « Les « constructions empiriques » qui sont à la base des modernes statistiques du revenu national ne devraient-elles pas être jugées à la lumière d'hypothèses théoriques explicitement formulées, et décrivant les opérations de l'économie nationale ? » (*Journal of Political economy*, avril 1932, p. 169. Recension de l'ouvrage de Stone, *The role of measurement in economics*.)

tistiques. Mais, en réalité, le travail consiste, préalablement, à collecter ces statistiques, et le choix des séries auxquelles on s'intéresse et qu'on s'efforce d'obtenir (par exemple, par des questionnaires, des sondages, des recensements) suppose un choix préalable. Cette nécessité d'un choix, guidé par certains critères plus ou moins explicitement reconnus ou formulés, n'est pas toujours vue nettement, parce que ce choix est parfois imposé par des raisons de commodité pratique, ou suggéré par la tradition; mais elle n'en est pas moins inexorable. Il y a une ou deux décades, le rassemblement des chiffres qui constituent actuellement la comptabilité nationale était destiné à peu près uniquement au calcul du revenu national, et le choix devenait relativement facile dès qu'on avait choisi une optique particulière pour ce revenu national. Après avoir recherché essentiellement l'amélioration du calcul des principaux éléments du revenu ou du produit national, les comptables nationaux se sont peu à peu orientés vers l'utilisation de leurs travaux et de leurs résultats pour éclairer la politique économique; ce glissement a certainement été favorisé par l'essor des théories keynésiennes; l'analogie de mots, sinon de concepts, était frappante entre les concepts fondamentaux du keynésianisme et les différents éléments du produit national, tels que la consommation globale, l'investissement global, et on a pensé que la comptabilité nationale devait pouvoir constituer un outil pour l'analyse économique.

6. — Un premier objectif assigné à cette analyse peut être de décrire et d'analyser la situation de l'économie à l'époque à laquelle sont relatifs les comptes (avec généralement comme objectif un peu plus lointain de faire de la prévision : c'est alors le domaine des budgets économiques). Même la simple description nécessite un certain cadre qualitatif : il y a des quantités de manières de regarder une économie, des quantités d'aspects différents qu'on peut mettre au premier plan, et il est illusoire d'espérer disposer d'un cadre comptable suffisamment vaste et détaillé pour que, à l'aide de regroupements *ad hoc*, chacun puisse « voir » l'économie avec l'optique qu'il a choisi; les éléments sont trop nombreux, et il faut dès le départ faire un choix, qui consiste principalement en des agrégations faisant disparaître à tout jamais un certain nombre d'informations. Le Système normalisé le reconnaît quand il écrit : « En principe,



il est toujours possible de dresser un système comptable articulé, où, d'une part, à chaque crédit inscrit correspondrait un débit de même valeur comptabilisé ailleurs et qui, d'autre part, contiendrait tous les détails dont on pourrait avoir besoin pour exposer ou analyser une situation. En fait, un système de ce genre abonderait en renseignements *superflus*, qu'il serait difficile, sinon impossible de convertir en termes quantitatifs. »<sup>6</sup>. Il est difficile d'être d'accord avec cette dernière phrase, car que signifie ce terme de « superflu » ? Cela dépend du problème qu'on a en vue en utilisant les comptes.

7. — La recherche de l'uniformisation des méthodes et cadres de présentation semble offrir des avantages importants dans la pratique aussi bien pour les différentes utilisations dans chaque pays que pour la comparaison des situations économiques de divers pays; les chercheurs auront beaucoup moins de mal à comprendre les travaux de leurs collègues étrangers; les praticiens, les administrations, les services gouvernementaux les plus divers, qui ont de plus en plus à utiliser les comptes nationaux et à collaborer avec leurs homologues d'autres pays, verront se simplifier leur tâche, et se réduire les risques d'erreurs dans les interprétations, et d'absurdités dans les comparaisons.

Mais un autre risque surgit, peut-être plus dangereux parce que plus camouflé; la tentation sera grande de juger certains aspects de la situation économique d'un pays à l'aide de quantités globales qui ne sont pas élaborées pour cet usage, et de comparer sans précaution entre pays des quantités ayant la même dénomination et calculées selon des méthodes apparemment semblables, en faisant abstraction des différences de structure qui peuvent fausser cette comparabilité.

8. — La définition du revenu couramment employée est celle de la valeur maximum qui peut être consommée pendant une période en maintenant le capital intact. Par capital, on entend seulement le capital matériel; si on voulait utiliser une définition plus satisfaisante, il faudrait parler de maintenir la capacité de production intacte, c'est-à-dire exclure du produit national brut non seulement ce qui est nécessaire pour maintenir intact le capital matériel (amortissement, dépréciation technique et économique), mais également ce qui est nécessaire à

6. [O. E. C. E.], p. 11. C'est nous qui soulignons.



la conservation d'une structure professionnelle correcte : en effet, la capacité de production, entendue au sens large, comprend non seulement des machines et des bâtiments, mais tout autant des connaissances techniques et de la main-d'œuvre (ouvriers et cadres) habituée à leur mise en œuvre; d'autre part, cette capacité n'est intéressante que si elle est adaptée à la structure de la demande; autrement dit si, au cours de la période considérée, cette structure s'est modifiée, on ne peut considérer qu'on a maintenu la capacité de production intacte que si on lui a fait subir les modifications provoquées par les changements de la demande; il s'agit là, vis-à-vis de la demande, d'un phénomène analogue à la dépréciation économique du matériel vis-à-vis de nouvelles combinaisons de production.

9. — La nécessité d'une théorie économique sous-jacente s'impose également lorsqu'on aborde l'évaluation de la contribution du secteur public non industriel au revenu national. Comme le souligne très bien l'I. N. S. E. E., « les difficultés relatives à l'étude de l'incidence de l'activité du secteur autorité sur la formation du revenu national tiennent à des causes profondes dont les principales résultent du fait que l'on n'a pas défini avec assez de soins certains concepts comme celui de l'utilité objective ou comme celui de la consommation collective, et que l'on n'a pas analysé avec assez de précision le mécanisme de l'intervention de l'Etat dans le circuit économique »<sup>7</sup>. En particulier, on ne peut évaluer la contribution à un objectif que si on a d'abord défini clairement cet objectif; pour le secteur public, comme le fait remarquer Kuznets<sup>8</sup>, les résultats seront très différents, surtout en période d'armement intensif, et a fortiori en temps de guerre, suivant qu'on inclut ou non, dans les objectifs de l'activité économique, la préservation de la sécurité et de l'intégrité du territoire national. D'ailleurs, même si on se limite au bien-être des individus, la contribution de l'Etat est difficile à apprécier. L'I. N. S. E. E. suggère la méthode suivante, dans l'optique du produit national : la valeur totale des services de l'Etat serait évaluée à un « prix de marché global » qui serait censé résulter d'une demande collective effectuée par le Parlement, par analogie avec des contrats conclus, dans le

7. [I. N. S. E. E.], p. 178.

8. Kuznets, *Government product and national income*, in *Income and Wealth*, série 1 (Bowes and Bowes, Cambridge, 1931).

secteur « productif », non par les intéressés eux-mêmes, mais par leurs représentants. Il s'agit en somme, semble-t-il, d'une sorte de contrat social à la Rousseau. On disposera alors de la valeur de la production de chacun des deux secteurs « autorité » et « productif »; en faisant la somme, il est nécessaire d'éliminer les doubles emplois, c'est-à-dire la valeur des biens — ou services — fournis par l'Etat au service productif et qui jouent un rôle analogue aux biens intermédiaires (tels que les demi-produits) au sein du secteur productif. On bute là sur une difficulté de fond. La méthode consistant à supposer que ces biens intermédiaires ont une valeur équivalente à celle des impôts indirects, si elle a le mérite de la simplicité ne présente, par contre, aucune justification théorique. L'I. N. S. E. E. avance le raisonnement suivant : supposons qu'il y ait un écart  $q$  entre ces deux valeurs; toute augmentation des impôts indirects de  $q$  devrait se répercuter exactement sur la valeur de la production, par hausse des prix supposés s'établir concurrentiellement, et avoir comme contrepartie une diminution des impôts directs de  $q$ ; en faisant la somme qui doit donner le produit national, ces deux modifications se balanceraient. Un tel raisonnement est inexact, car il revient à supposer le régime fiscal économiquement neutre, c'est-à-dire sans aucun effet sur la structure de la production et de la consommation; en général, il n'en sera pas ainsi; supposons, par exemple, que le taux des impôts indirects (tels que la taxe à la production ou sur les transactions) soit réduit uniformément; les prix de vente ne seront pas tous réduits dans la même proportion, et le seraient-ils que les quantités vendues ne varieraient pas dans les mêmes proportions, car les élasticités par rapport au prix sont différentes suivant les produits. Le raisonnement de l'I. N. S. E. E. n'est donc pas valable, en toute rigueur, et la contribution de l'Etat ne semble pouvoir être évaluée que par examen détaillé des postes du budget de l'Etat, avec au préalable une prise de position presque philosophique sur le rôle assigné à l'Etat.

10. — Les comparaisons de revenu national entre pays sont, en général, effectuées soit pour comparer le niveau de vie dans les deux pays, soit au contraire pour comparer les volumes de production; le premier objectif met l'accent sur le bien-être, le second sur la puissance économique du pays.

Les limites à l'emploi du revenu national pour les compa-

raisons de bien-être ont été souvent énoncées. Elles tiennent tout d'abord à ce qu'on néglige complètement les considérations sur la distribution des revenus, et ceci est dû pour beaucoup à ce qu'on n'est pas d'accord sur l'influence de celle-ci, aussi bien d'un point de vue qualitatif que quantitatif : non seulement on est incapable de dire qu'une certaine variation de l'inégalité de la distribution des revenus, mesurée d'une façon qui resterait à préciser, influe sur le bien-être autant que telle variation de la quantité de biens disponibles, mais encore l'accord n'est pas parfait sur le sens même de cette influence; si, en effet, peu de gens nient qu'il y a avantage à passer d'une très grande inégalité à une inégalité moindre, par contre la réduction d'une inégalité modérée n'est pas considérée par tous comme un progrès.

Même à égale distribution des revenus, le revenu national n'est qu'un médiocre indice du bien-être. Celui-ci, en effet, est essentiellement subjectif, et dépend à la fois de l'ensemble des biens et des services dont dispose l'individu, et de ses désirs, c'est-à-dire de sa psychologie; on peut modifier le bien-être de cet individu, en modifiant soit son revenu réel, son pouvoir d'achat, soit ses désirs : si à revenu réel inchangé on lui crée de nouveaux désirs, on diminuera probablement son bien-être. Pour comparer le bien-être de deux collectivités, il serait donc nécessaire de tenir compte des deux facteurs qui l'influencent; en réalité, suivant en cela Pigou<sup>9</sup>, on ne tient compte que des désirs qui ont pu s'extérioriser par l'achat de biens ou services, et le système de double comparaison, en utilisant successivement comme base la structure des dépenses de chacun des deux groupes, est un artifice heureux pour tenir compte des différences de goûts, mais non des désirs qui n'ont pu s'exprimer matériellement. Il est vraisemblable que, pratiquement, on ne peut faire autrement, mais il ne faut pas se faire d'illusions sur ce qu'on compare : ce ne sont pas des bien-être, mais des productions. Et ceci est d'autant plus marqué que le travail porte sur des pays à structure sociologique et à modes de vie plus différents.

On est ramené ainsi à des comparaisons de production; mais la comparaison de productions aussi hétérogènes que la produc-

9. A. C. Pigou, *Economics of Welfare*.

tion globale d'un pays n'a de sens que par rapport à un critère donné; nous venons de voir que le critère du bien-être n'était adopté que très partiellement. On pourrait songer à un critère d'efficiencia relatif au seul aspect production, et comparer alors la main-d'œuvre effectivement employée dans le pays B à celle qui serait nécessaire dans le pays A, pour produire la production globale du pays B, en supposant qu'on puisse extrapoler les productivités observées. Il est douteux qu'une telle comparaison offre de l'intérêt, sauf peut-être (et en tenant compte des limitations dues à l'équipement en usage) pour comparer des capacités de production pour un objectif unique bien défini; il en est un qui vient spontanément à l'esprit, c'est la capacité d'armement et de production militaire, et il est piquant de constater qu'on retrouve un objectif analogue à celui de Gregory King en 1688, à savoir évaluer les ressources de l'Angleterre pour les comparer à celles de ses ennemis.

\*  
\* \*

11. — Le troisième objectif assigné à la comptabilité nationale est de fournir des éléments pour l'élaboration d'une politique économique. L'importance de plus en plus grande qu'on lui attache vient de ce que, depuis la guerre spécialement, les gouvernements cherchent à étendre leur domaine d'action sur l'économie, en vue de remédier à certains déséquilibres et d'atteindre certains objectifs sociaux qui se sont vus attribuer une importance particulière (tels que le maintien du plein emploi, une distribution plus équitable des revenus, une réduction du déficit de la balance des comptes, etc.). L'utilisation de la comptabilité nationale à des fins prévisionnelles ou normatives ne peut pas être directe; il y a, en effet, une impuissance de fond de toute analyse comptable à projeter des vues sur l'avenir, et on ne peut obtenir ce résultat qu'en coulant les éléments comptables dans un moule nouveau tel qu'un modèle dont la fabrication et l'utilisation ont été largement développées par les économistes non seulement à des fins prévisionnelles, mais peut-être surtout, du moins récemment, en vue d'éclairer la politique économique, ou plus exactement de faciliter le choix entre plusieurs politiques économiques <sup>10</sup>. Il y a une différence de nature

10. Cf., par exemple, Ragnar Frisch, *L'emploi des modèles pour l'élaboration d'une politique économique rationnelle*, paru dans cette Revue, sept.-oct. et nov.-déc. 1950.



entre une analyse comptable et un modèle, qu'il soit de prévision ou de décision, et c'est faute d'avoir vu clairement cette différence que l'auteur du chapitre d'[I. N. S. E. E.], intitulé « Les représentations graphiques en matière de revenu national et de comptabilité nationale », est amené à faire aux études de comptabilité nationale des reproches d'impuissance ou de lacunes qui sont mal fondées si on tient compte des limitations de la comptabilité inhérentes à sa nature, soit d'une ampleur insuffisante si on veut décrire ces limitations. En réalité, dans ce chapitre, il y a confusion constante entre étude comptable et étude des circuits.

La comptabilité exprime un fait fondamental : celui de la conservation des flux. Pour l'auteur du chapitre cité, il s'agirait là d'un axiome, qui « est loin de correspondre à la réalité, toutes les opérations économiques ne consistant pas en des achats-ventes du type classique, ni même en des mouvements très nets d'un sujet économique à un autre »<sup>11</sup>. L'objection est étrange et est probablement issue de la confusion à laquelle on vient de faire allusion. Remarquons tout d'abord que la comptabilité peut analyser bien d'autres flux que ceux du type achats-ventes, et que toute opération économique met en jeu deux sujets économiques (qui peuvent parfois être un seul et même sujet physique, comme lorsqu'un entrepreneur transfère des fonds de sa caisse d'entreprise à sa caisse domestique). Plus important est de bien voir que l'essence de la comptabilité est de supposer la conservation des flux; et pour que cette conservation soit toujours réalisée, on introduit les variations de stocks. Cela tient à ce que la comptabilité opère sur des flux qui ont effectivement circulé, et on voit mal comment une somme d'argent s'il s'agit de comptabilité monétaire, ou des produits s'il s'agit de comptabilité matière, auraient pu « s'évaporer » (abstraction faite évidemment des imperfections dans les relevés statistiques).

Il en va tout autrement s'il s'agit de comptes prévisionnels, parce que, sur un même marché, on effectue, indépendamment l'une de l'autre, les estimations de l'offre et de la demande, et il est normal qu'il y ait des écarts (tel que, par exemple, l'écart inflationniste entre offre et demande globales). Le modèle ne sera réellement prévisionnel que s'il explique quels seront les processus d'ajustement qui annuleront ces écarts.

11. [I. N. S. E. E.], p. 235, note 49.

On voit alors pourquoi une simple comptabilité monétaire est insuffisante pour rendre compte du passé; elle décrit les flux tels qu'ils ont effectivement circulé, mais n'explique pas les ajustements : on constate que sur certain marché l'offre et la demande se sont équilibrés, mais il faut disposer d'autres renseignements pour détecter si c'est par une variation de la quantité offerte — ou demandée — ou par une variation des prix. C'est là un argument en faveur de la tenue d'une double comptabilité : une comptabilité des biens — en quantités physiques ou en volumes à prix constants — et une comptabilité monétaire.

L'élaboration d'une politique économique (avec comme cas particulier la prévision, qui correspond à l'absence de mesures positives) ne peut guère se faire qu'à l'aide d'un modèle, qu'on a tout intérêt à expliciter pour savoir exactement de quoi on parle. Dans ce modèle figureront des variables exogènes et des variables endogènes : seront exogènes les variables dont la détermination n'est pas le fait des mécanismes économiques que décrit le modèle; la distinction entre ces deux types de variables n'a rien d'absolu, mais dépend du modèle utilisé, et du type de politique qu'on envisage, et dont on veut précisément estimer les effets à l'aide de ce modèle. Suivant qu'on veut élaborer un modèle prévisionnel ou de décision, certains éléments seront des données, ou des variables exogènes, ou, au contraire, des « instruments », pour la politique économique envisagée, auquel cas ils rentrent dans la catégorie des variables exogènes; ainsi par exemple, dans le premier cas, les différents taux d'impôts sont des données, tandis que dans le second ils seront déterminés en fonction des objectifs recherchés. Ceux-ci donnent lieu à la même opposition : certaines quantités, telles que par exemple le montant des recettes fiscales ou du déficit de la balance des paiements, découlent du modèle dans le cas de la prévision, tandis qu'ils constituent des objectifs pour l'élaboration d'une politique économique positive. L'élaboration de ces modèles ne peut se faire que sur la base de théories économiques entre lesquelles le choix peut évidemment être guidé par des considérations qualitatives sur la structure de l'économie considérée et la nature du problème posé, mais aussi, comme le prouve l'expérience, par la formation intellectuelle du constructeur de modèles. On peut, par exemple, comme le conseille Frisch, uti-

liser la théorie des choix, appliquée à chaque agent économique, et, par des agrégations effectuées à partir de la considération du comportement de ces « centres de décision » élémentaires, établir un certain nombre de relations entre des quantités globales. On peut, au contraire, utiliser une théorie exprimant directement, comme les théories keynésiennes, des relations entre quantités globales. Le raccord entre ces deux approches est loin d'être fait, et si on peut espérer un jour jeter un pont solide entre ces deux types de théories, à l'heure actuelle on ne peut guère parler que d'une légère passerelle.

13. — La nature du modèle dépend du problème qu'on se pose; il semble difficile de rendre compte, à l'aide d'un seul modèle, de toutes les complexités des mécanismes économiques; si on a en vue un problème particulier, on peut en général, au prix d'erreurs assez faibles, isoler certains de ces mécanismes. Si on a en vue le fonctionnement de l'ensemble de l'économie, on peut utiliser ce que Tinbergen appelle un « modèle-étoile », consistant en un modèle central étayé par des modèles partiels spécifiques<sup>12</sup>. Ce n'est pas ici le lieu de juger l'emploi de ces modèles, mais d'examiner le rôle des comptes nationaux dans leur élaboration.

Le noyau des modèles est un ensemble d'équations de comportement, traduisant le comportement des agents de décision en fonction de certains éléments qui peuvent être des flux ou des stocks, passés ou actuels. Dans ces équations figurent un certain nombre de paramètres qui, si les équations sont « autonomes » au sens de Frisch<sup>13</sup>, représentent des éléments structurels. L'utilisation des modèles suppose la connaissance quantitative de ces paramètres, et c'est là qu'interviennent les comptes du passé. A l'aide des valeurs observées, on peut, par l'emploi de méthodes statistiques appropriées, obtenir une évaluation des paramètres. Les quantités qui figurent dans les comptes nationaux ne pourront être utilisées que si elles correspondent aux variables qui figurent dans les équations, sinon il y aura une source d'erreurs qui peuvent être très sérieuses dans l'évaluation des paramètres. Et c'est là que commenceront pratique-

12. *Econometrica*, avril 1932, p. 327. Compte rendu du Congrès de Louvain de la Société d'économétrie.

13. Frisch, *loc. cit.*, p. 484.

ment toutes les difficultés si on dispose d'un cadre unique et assez agrégatif de comptabilité nationale.

14. — Les comptes nationaux se révèlent peu adaptés à l'élaboration de modèles parce qu'ils sont très éloignés de décrire les circuits économiques, tant par l'introduction de « comptes-écrans » que par le traitement du temps.

La constitution des comptes relatifs à des postes assez globaux masque de très nombreuses opérations économiques. Prenons comme exemple le compte capital du Système normalisé : le financement de la formation intérieure de capital brut distingue ce qui provient de l'Etat, des entreprises, des particuliers et du reste du monde, et la manière dont les ressources financières servent à accroître le capital fixe et les stocks font l'objet de trois ventilations différentes (par nature de biens d'équipement, par branches d'activité et par nature juridique des bénéficiaires). Mais il semble difficile d'étudier, soit pour la prévision, soit en vue de décisions à prendre, les investissements futurs si on ne connaît pas en même temps quelles sont les branches d'activité qui obtiennent des fonds sur le marché des capitaux, et quelle est la part respective des grosses sociétés anonymes et des petites entreprises individuelles; le montant de l'autofinancement est une donnée intéressante, mais qui ne devient utilisable que si on connaît sa ventilation entre les industries. Enfin, étant donné la difficulté de placer sur le marché des emprunts importants lorsqu'il n'existe pas une certaine tradition de souscription, toute élaboration de la politique d'investissement par l'Etat doit s'appuyer sur une connaissance détaillée des secteurs antérieurement financés. En d'autres termes, il est nécessaire de connaître les circuits des biens capitaux, pour effectuer toute étude où les investissements doivent intervenir comme variables endogènes.

Les comptes nationaux, présentés suivant une méthode analogue à celle du système normalisé, sont également tout à fait insuffisants pour les études portant sur la fiscalité, parce qu'ils ne distinguent pas les différents stades d'imposition.

L'inclusion de certaines quantités fictives peut être judicieuse pour certains objectifs, et fâcheuses pour d'autres. Tel est le cas des productions non commercialisées, c'est-à-dire de l'autoconsommation, particulièrement importante dans l'agriculture,



et de l'auto-équipement<sup>14</sup>. Il semble normal de les faire figurer dans le revenu national, encore que l'on puisse se demander à quel prix : prix de revient chez le producteur, ou prix du marché, s'il en existe un. Mais aucun circuit ne correspond à ces auto-consommations, et si, par exemple, on fait figurer dans les ventes — ou les achats — de lait la quantité consommée directement par les agriculteurs, on majore indûment le marché du lait; pour certains produits, on risque de modifier jusqu'à l'ordre de grandeur de ce marché. D'autre part, au point de vue circulation monétaire, il est très important de distinguer ce qui fait l'objet d'une vente effective ou d'une transaction fictive.

15. — Une différence fondamentale entre la comptabilité nationale et le circuit économique réside dans le traitement du temps. La comptabilité n'envisage que des flux qui ont circulé au cours d'une période donnée, cette période étant la même pour tous les flux. Le circuit, au contraire, suit la circulation d'une quantité (physique ou monétaire) à travers les différents pôles, et tient compte des délais de circulation. Sans aucun sens péjoratif, la comptabilité a ainsi un aspect statique, et le circuit un aspect dynamique, qu'on ne peut obtenir que par l'introduction des délais. Il en résulte que les deux analyses ne peuvent pas être utilisées pour les mêmes fins.

La connaissance de ces délais est fondamentale pour l'élaboration d'une politique économique; il faut savoir au bout de combien de temps les mesures qu'on prend porteront leurs effets, afin de savoir quand il faut les prendre, et si leur influence ne sera pas contrecarrée, en cours d'action, par d'autres mesures. On s'approche là d'ailleurs d'un domaine plus politique qu'économique : certaines mesures ne peuvent être prises, dans un climat politique donné, que si leurs effets doivent se faire sentir dans un délai suffisamment rapproché, mais s'il appartient à l'homme politique de juger le délai qui est acceptable, c'est le rôle de l'économiste d'évaluer le délai qui sera nécessaire.

16. — On peut donner un dernier exemple de l'inconvénient d'un cadre agrégatif unique. La théorie keynésienne a large-

14. Qui est à distinguer de l'auto-financement : il s'agit ici d'équipement ou de constructions effectuées pour elle-même par l'entreprise, quelles que soient les modalités de financement.

ment développé et vulgarisé l'emploi du multiplicateur, conçu à l'origine comme un concept global; il a fait l'objet de critiques sérieuses, portant en particulier sur le caractère douteux de sa constance, et sur la présentation statique qui en était souvent faite. Tout récemment, on a élaboré un concept qui évite assez largement les critiques précédentes, et semble beaucoup plus réaliste, et susceptible d'un emploi fécond : il s'agit du multiplicateur matriciel<sup>15</sup> qui, au lieu d'exprimer l'effet de multiplication entre deux quantités globales relatives à toute l'économie, suit son développement par le canal des transactions effectuées entre les différents secteurs de l'économie, ce qui permet de tenir compte des points où ont lieu les actions initiales, et des délais de réaction. Il s'agit là d'une présentation très souple, parce que le nombre de secteurs à considérer dans l'économie n'est pas fixé à l'avance, et peut dépendre, d'une part, de la précision qu'on veut obtenir, et, d'autre part, de la structure de l'économie considérée : certaines économies particulièrement simples seront à disséquer en un nombre relativement faible de secteurs, tandis que dans d'autres, plus complexes, il sera nécessaire de distinguer un assez grand nombre de secteurs, si on ne veut pas négliger des réactions importantes. L'existence d'un cadre unique pour représenter toutes les transactions économiques, commun à plusieurs pays à structures assez différentes, serait particulièrement mal adaptée à la mise en œuvre de tels multiplicateurs.

\*  
\* \*

17. — On peut alors se demander si la définition, apparemment si séduisante, que donne Stone, de la comptabilité nationale, ne recouvre pas deux types d'études qu'il serait utile de distinguer, au moins en théorie. D'après Stone, « la comptabilité sociale a pour objectif de classer, mesurer et représenter les transactions qui s'effectuent au cours d'une période dans un système économique, de telle façon qu'elles soient aussi en accord que possible avec les définitions et distinctions économiques, et que, par suite, elles soient utilisables pour l'analyse

15. R. Goodwin, *The multiplier as matrix*, *Economic Journal*, déc. 1949, p. 537; John Chipman, *The theory of inter-sectoral money flows and income formation*, *The Johns Hopkins Press*, 1951.

économique, tout particulièrement en ce qui a trait à la politique économique concrète »<sup>16</sup>. En réalité, il semble bien qu'on gagnerait en clarté à distinguer la comptabilité nationale et l'étude des circuits<sup>17</sup>, et à reconnaître que seule cette dernière est bien adaptée à la prévision et la formulation de politiques économiques.

C'est d'ailleurs à la reconnaissance de ce qui précède que correspond l'introduction de l'analyse des échanges inter-industriels et le regroupement nouveau des agents économiques, prônés par le service français de la comptabilité nationale : « La Comptabilité nationale et le Budget économique français ont été jusqu'ici élaborés et présentés dans un cadre analogue à ceux qui sont utilisés dans la plupart des nations occidentales. Ce cadre, fortement marqué par la théorie keynésienne, est conforme aux recommandations du Groupe d'Etudes du Revenu national de Cambridge, où s'est élaborée, sous la direction du professeur J. R. N. Stone, une doctrine désormais classique. Toutefois, de sérieuses difficultés sont apparues lors de l'établissement du budget économique; les unes, liées à l'insuffisance de l'analyse du secteur productif; les autres, au caractère essentiellement fonctionnel du cadre utilisé. »<sup>18</sup>.

On est ainsi conduit à une double conclusion : tout d'abord, la coexistence de deux utilisations bien différentes des comptes nationaux, à savoir le calcul de quantités plus ou moins globales destinées à être représentatives de la situation de l'économie, et l'incorporation des statistiques dans des modèles de prévision ou de décision, rend illusoire la prétention de pouvoir se contenter d'un cadre unique plutôt agrégatif pour la présentation des comptes; telles quantités qui seront particulièrement bien adaptées au premier objectif seront déplorables pour l'autre; à vouloir disposer d'un cadre unique, on sera amené, soit à sacrifier délibérément l'un des objectifs à l'autre, soit à adopter une cote mal taillée qui ne sera satisfaisante dans aucun cas.

D'autre part, même en se limitant à un des objectifs, les chif-

16. Richard Stone, *The role of measurement in economics*, Cambridge, 1951, p. 38.

17. Julius Margolis prône également une distinction un peu analogue entre une comptabilité du revenu national et une comptabilité nationale économique (*National Economic Accounting : Reorientation needed*, *The Review of Economics and Statistics*, nov. 1952, p. 291-304).

18. *Principes d'établissement d'une comptabilité nationale et d'un tableau économique*, *Statistiques et études financières*, sept. 1952, p. 791-819.



fres souhaités sont étroitement fonction de la théorie économique adoptée, explicitement ou non. Si, comme nous le pensons, on doit considérer l'élaboration de la comptabilité nationale comme une espèce de service public, au même titre que le rassemblement des statistiques de production ou de prix, il ne faut pas que la présentation des comptes soit tributaire d'une vue théorique de l'économie, si séduisante, ou même largement acceptée, qu'elle puisse être à une époque donnée; la présentation doit être suffisamment détaillée pour rester le plus « objective » possible, et être à la disposition des utilisateurs de toute école économique.

18. — Ce qui précède ne doit pas faire croire à une mise en doute de l'intérêt des travaux du Groupe d'Etude du Revenu national de l'O. E. C. E. ni même de la monographie décrivant le système normalisé; celle-ci a le grand mérite de préciser un certain nombre de concepts, et de définir clairement des flux, et elle se révélera à l'usage très utile pour aider à déceler les divergences entre les élaborations de divers pays. Ce qu'on voulait seulement souligner, c'est qu'elle n'est valable que relativement à une certaine théorie économique sous-jacente (et malheureusement non explicitée), et qu'il pourrait être fâcheux de vouloir appliquer ce cadre général à tous les pays, sans tenir compte de leurs différences de structure et de la nature particulière des problèmes pour la solution desquels on cherchera à utiliser la comptabilité nationale; en d'autres termes, il serait très dangereux de se laisser aller peu à peu à la solution facile d'utiliser dans tous les pays un seul système de présentation des comptes nationaux, que ce soit celui qui nous est proposé par l'O. E. C. E. ou tout autre, alors que chaque pays devrait, au contraire, rechercher celui qui lui est le plus adapté, et n'utiliser le cadre commun que pour d'éventuelles comparaisons internationales, avec toutes les précautions qui s'imposent, et dont on a signalé quelques-unes plus haut.

19. — La tentation est toujours grande de chercher à représenter des phénomènes complexes par un petit nombre de grandeurs; les nombres-indices ont été élaborés pour cela, et les concepts de revenu national, de produit national, etc., procèdent du même désir. Mais, de même que les statistiques de production et de prix ne sont pas utilisées uniquement pour le cal-



cul d'indices, de même les comptes nationaux se voient assigner de nos jours un rôle de plus en plus large; on a vu plus haut dans quelle mesure ils peuvent jouer leur rôle, et quel besoin on a de disposer de comptes détaillés si on ne veut pas être prisonnier d'une théorie économique; cette libération est d'autant plus importante que l'intérêt des comptes s'amplifie plus que proportionnellement au nombre d'années sur lesquelles ils portent, et que les théories économiques sont bien loin d'être stables; il faut donc, dans toute la mesure du possible, que les comptes élaborés aujourd'hui puissent fournir le fondement statistique des théories de demain.

Les économistes se plaignent fréquemment que les statistiques dont ils disposent ne sont pas adaptées à leurs besoins. Effectivement, elles sont adaptées chacune à un objet particulier : les statistiques douanières à l'application de tarifs douaniers, les statistiques fiscales à la structure de la fiscalité, etc. Il serait fâcheux que des statistiques que les économistes élaborent eux-mêmes puissent prêter à la même critique; il en serait cependant ainsi si on moulait les comptes nationaux dans un cadre unique, à moins évidemment d'accepter une orthodoxie économique; mais outre qu'elle risque d'évoluer, une telle orthodoxie est difficilement acceptable dans un régime de liberté.

Pierre MAILLET.

---

## NOTES ET MEMORANDA

### NOTES THEORIQUES SUR LA LOI DE SAY (\*)

Cette note a été suscitée par certaines questions théoriques soulevées par M. Lambert dans son article sur la loi de Say, dans cette *Revue* <sup>1</sup>. Le ton critique de ces remarques nécessairement brèves ne doit pas faire entendre que leur auteur éprouve autre chose que la plus profonde admiration pour l'analyse érudite et suggestive que M. Lambert a présentée dans son article. Ces commentaires n'impliquent pas non plus de désaccord avec M. Lambert dans son appréciation quant au fond de la version habituelle de la loi de Say, le désaccord porte plutôt sur les aspects formels de la logique de Say et l'interprétation de ses hypothèses.

Le premier point à soulever dérive directement des propositions suivantes de M. Lambert :

« La conclusion que Say a tirée n'est d'ailleurs ni évidente ni nécessaire. Même si l'on admet que la monnaie n'est qu'un pur intermédiaire, qu'elle reste « neutre » dans ce sens particulier, il ne s'ensuit pas que la production constitue pour elle-même un débouché suffisant... le boulanger a fait plus de pains que le cordonnier n'en désire; le cordonnier a fait plus de souliers que le boulanger n'en désire, et ainsi de suite : il y a crise générale de surproduction. La réalité des dépressions nous montre des produits et des services qui ne sont pas demandés aux prix courants; logiquement, le même phénomène peut apparaître sans monnaie, *aux taux courants d'échange*. Pour écouler le surplus, chacun chercherait à modifier le taux d'échange, de produit à produit, dans une mesure commandée par l'élasticité variable des demandes. Mais si précisément la surproduction est générale, comment tous les taux baisseraient-ils les uns par rapport aux autres ? Le boulanger offre maintenant trois pains, au lieu de deux, pour une paire de souliers, au moment où le cordonnier offre une paire de souliers pour un pain. L'ancien taux d'échange se rétablira et chacun gardera ses surplus. »

Afin de découvrir l'erreur de ce raisonnement, examinons les motifs induisant le boulanger et le cordonnier à produire les surplus supposés. Il est à peine besoin de dire que le motif ne peut être le désir de chacun d'abaisser ses prix, comme une fin en soi — aucun producteur ne désire travailler davantage pour la même rémuné-

(\*) Traduit de l'anglais par M. Apchié.

1. Paul Lambert, *La loi des débouchés avant J.-B. Say et la polémique Say-Malthus*, *Revue d'économie politique*, janv.-févr. 1932.

ration. Pourquoi donc produisent-ils ? N'est-ce pas qu'ils désirent acheter ? Supposons plutôt qu'ils désirent épargner; si le boulanger souhaite conserver ses épargnes sous forme de pain, son offre en sera réduite; s'il souhaite les garder sous forme de souliers, il videra ainsi le marché des souliers; et de même pour le cordonnier. Mais si nous avons une économie monétaire, et si chacun souhaite conserver ses épargnes sous forme d'argent, on sort de l'hypothèse de la monnaie neutre.

Pour clarifier davantage le principe de ce raisonnement, prenons un exemple numérique. Supposons, dans un équilibre préliminaire, que chaque producteur produise 1.000 unités de son produit par an, et, pour simplifier, supposons encore que chaque producteur ait l'habitude de percevoir, outre le remboursement de ses dépenses en espèces 10 % de la valeur finale du produit. Maintenant essayons de provoquer une crise de surproduction en supposant que chaque producteur augmente sa production de 20 %, c'est-à-dire en la portant à 1.200 unités. Les dépenses supplémentaires nécessaires pour réaliser ce désir équivaldront à la valeur finale de 180 unités par producteur; et, puisque la monnaie est neutre, 180 unités supplémentaires (au-delà des 1.000 précédentes) se vendront promptement, donnant à chaque producteur un gain supplémentaire d'un montant équivalent à 18 unités. Puisque l'argent du producteur est aussi neutre, il le dépensera, en sorte qu'au total 1.198 unités de chaque produit auront vidé le marché; et chaque producteur aura maintenant un supplément de bénéfices de 1,8 unité, presque suffisamment pour vider complètement le marché. Il doit être clair que, lorsque l'équilibre sera rétabli, le marché sera vidé, et nous n'aurons pas réussi à instituer une crise.

Il est donc prouvé que la « monnaie neutre » constitue une condition suffisante pour que la loi de Say s'applique, ce qu'il fallait démontrer. On doit reconnaître toutefois avec M. Lambert que les physiocrates n'ont aucun droit à cette « découverte » Il ne suffit pas que la loi de Say découle directement de leurs hypothèses (même en admettant qu'ils aient supposé la neutralité de la monnaie), il faut aussi qu'ils *en aient eu conscience*. Puisque M. Lambert lui-même n'a pas aperçu cette liaison, il est tout à fait raisonnable de penser que les physiocrates ne s'en étaient pas aperçus non plus.

Le second point à soulever est moins affaire de logique rigoureuse que d'éclairage, puisqu'on n'est pas assuré des prémisses à partir desquelles Say raisonnait. Nous visons ici, dans la correspondance de Say avec Malthus, la proposition selon laquelle, après sa nouvelle définition selon laquelle le terme production ne s'applique qu'aux produits qui peuvent se vendre<sup>2</sup>, sa théorie « demeure entière »; sur quoi M. Lambert remarque que la théorie est bien

2. *Mélanges et correspondance d'économie politique*, Paris, 1833, p. 309-310, cités par M. Lambert, *op. cit.*, p. 74, n. 44. — Voir aussi les passages cités par Lambert, *ibid.*, p. 22.

« entière, mais abolie » 3. Nous proposons l'hypothèse que le résultat de Say n'est pas autant un truisme qu'il ne le paraît; que d'après deux interprétations différentes, mais non contradictoires, le point de vue définitif de Say peut être jugé sensiblement plus raisonnable qu'on ne l'a représenté.

Examinons le point de départ du raisonnement de Malthus. « Un grand accroissement de produits avec un nombre de consommateurs comparativement stationnaire et avec des besoins réduits par les idées d'économie doit nécessairement occasionner une grande baisse dans la valeur des produits estimés en travail. » 4. La crainte de Malthus d'une baisse absolue de la consommation peut avoir surgi seulement, ce me semble, parce qu'il pensait que, de son temps, les louanges prodiguées par des économistes éminents sur les vertus de l'épargne influenceraient effectivement les entrepreneurs et d'autres riches pour provoquer une chute profonde de la consommation. Notons ici que si une telle habitude persistait déjà depuis quelques dizaines d'années, les vieillards et retraités qui mangent leurs épargnes compenseraient en grande partie les épargnants. D'ailleurs, un soudain changement de goût, tel que Malthus l'envisageait, ne déterminerait pas, semble-t-il, à ce moment une telle compensation. Mais regardons maintenant les choses du point de vue de J.-B. Say. Si la monnaie reste neutre, cet accroissement d'épargne s'accompagnera d'un accroissement corrélatif de l'emploi des capitaux dans la production et, en fait, il est en général de l'intérêt des épargnants que l'emploi de leurs capitaux aille de pair avec une augmentation des épargnes. Il s'ensuit donc que la monnaie, qu'elle soit neutre en fait ou non, doit normalement être neutre; et notre seconde interprétation de la position de Say est que tel est bien le fond de sa pensée. On peut croire qu'il soutenait que si, après une chute profonde de la consommation, il se produit un excédent général des biens de consommation, alors il s'ensuit qu'il y a eu une insuffisance de production ailleurs 5, à savoir dans les industries de biens capitaux. Si, en fait, il n'y a aucun accroissement de la demande, et donc de profits temporaires, dans les industries de biens capitaux à cet instant critique, nous pouvons conclure *ipso facto* que la monnaie n'est pas neutre, et selon Say l'explication d'une telle situation doit être trouvée dans le fait que le gouvernement et d'autres règlements sont intervenus ou que les entrepreneurs ignorent le besoin d'un accroissement des capitaux réels 6. A la fin de son chapitre

3. Lambert, *ibid.*, p. 24.

4. Malthus, *Principles*, Londres, 1820, p. 353 : le passage correspondant de la seconde édition citée par Lambert, *op. cit.*, p. 22.

5. Ou autrement, il y a eu surproduction due à une erreur de coût, si les gens sacrifient leurs loisirs pour un produit dont le coût à la limite dépasse la valeur du loisir abandonné; alors Say n'est pas entièrement injustifié en soutenant que cette activité a été « improductive ».

6. Say a surtout insisté sur l'ignorance des entrepreneurs et l'immobilité du capital dans ses lettres à Malthus, *Lettres à Malthus*, Paris, 1820, citées par Lambert, *op. cit.*, p. 21.



sur la demande, dans les éditions antérieures du *Traité*, Say dépeint une société déclinante dont il attribue la misère à l'insuffisance des capitaux réels <sup>7</sup>. Bien entendu, ce n'est pas seulement une analyse éminemment correcte, mais c'est même peut-être une anticipation plus proche des théories de J. M. Keynes que ne l'étaient les vues de Malthus <sup>8</sup>.

Si nous supposons que la doctrine de Say était essentiellement normative, au lieu de prétendre obstinément à représenter fidèlement la réalité, alors nous pourrions reconnaître que ses vues étaient sensiblement plus raisonnables qu'on ne le pense d'habitude.

Ces remarques ne prétendent pas cependant contredire l'hypothèse que Malthus sortit vainqueur de sa polémique avec Say. Nous croyons que M. Lambert a traité la question d'une manière entièrement décisive. On a plutôt soutenu que les vues de Say n'étaient pas tout à fait sans mérite.

Martin BAILEY.

### LA CRISE GENERALE SANS MONNAIE ET LA LOI DES DEBOUCHES

Dans mon article essentiellement consacré à deux points d'histoire des doctrines, *La loi des débouchés avant J.-B. Say et la polémique Say-Malthus*, j'avais glissé une allusion à un problème théorique toujours actuel; j'avais affirmé, au passage, la possibilité d'une crise générale dans une économie non monétaire. Je suis surtout reconnaissant à M. Bailey d'avoir, dans son intéressante étude, relevé

7. « ... dans tout Etat où, soit par les vices de l'administration, soit par la faute des peuples, la production marche péniblement, et ne remplace jamais la quantité des valeurs consommées, toutes les demandes vont en déclinant; la valeur des produits n'équivaut pas aux frais de leur production; aucun développement d'industrie n'est bien récompensé; les profits, les salaires, diminuent; les capitaux rapportent peu, et leur emploi devient hasardeux : on les consomme petit à petit, non par prodigalité, mais par nécessité, et parce que les sources de profit se tarissent... La dépopulation, la misère et la barbarie prennent la place de l'abondance et du bonheur.

» Telles sont les suites d'une production déclinante. Economie, activité intelligente et liberté, en sont les remèdes. » (*Traité*, Paris, 1819, p. 164-166.) Il est vrai que Say a supprimé ce passage, peut-être en conséquence de sa correspondance avec Malthus, et l'a remplacé par une esquisse de l'état stationnaire (*Traité*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, 1826, p. 193).

8. Nous fondons ce jugement sur les rôles respectifs attribués à l'emploi du capital par Malthus et Say. Le premier apparemment regarde la consommation comme le facteur actif, et le placement comme le facteur passif ou la fonction, présageant en un sens limité le principe de l'accélérateur des cycles économiques (Malthus, *Principles*, Londres, 1820, p. 333. Un passage analogue cité par Lambert, *loc. cit.*, p. 23). Quant à Say, il a bien vu qu'un accroissement d'épargne demande un accroissement de l'emploi de capital, mais peut-être était-il trop optimiste en supposant qu'il le provoquerait toujours (cf. *Traité*).

cette allusion, me donnant ainsi l'occasion de développer complètement ma thèse.

Mais, avant d'aborder ce sujet, que je crois essentiel, je vais examiner ceux des arguments de M. Bailey, qui tiennent à l'histoire des doctrines.

# I. — Questions d'histoire des doctrines : Malthus, Say, Keynes.

M. Bailey veut bien considérer que j'ai atteint l'objet principal de mon article de 1952; il juge « décisive » ma démonstration de la victoire de Malthus sur Say au cours de leur célèbre polémique. Cette approbation, venant d'outre-Atlantique et suivant celle de M. Reynaud <sup>1</sup>, me fait espérer un changement durable dans l'enseignement de l'histoire des doctrines.

D'un autre côté, M. Bailey continue à employer l'expression « la loi de Say », *Say's Law*. Et pourtant, la loi des débouchés n'appartient pas à Say; il s'agit d'une loi de Tucker et de Turgot <sup>2</sup>. Mais je ne m'attends pas à mettre fin à une si longue habitude, surtout dans les pays de langue anglaise. Il faut observer que l'expression « Law of Markets » n'a pas le sens étroit de notre « loi des débouchés »; il faut nécessairement préciser, et le besoin de commodité l'emporte alors sur les exigences de l'histoire. « Say's Law » est devenu une étiquette; elle est très brève et tout le monde sait ce qu'elle annonce : c'est pourquoi elle durera. N'arrive-t-il pas souvent que l'on parle de la « loi de Gresham », même quand on ajoute aussitôt qu'elle n'est pas de Gresham ?

Voici plus important. M. Bailey, sans nier la supériorité finale de Malthus, s'efforce cependant d'apprécier quelque peu l'apport de Say, et de déprécier quelque peu celui de Malthus.

Il utilise pour cela trois arguments : la logique interne du système de Say, l'interprétation de certains faits en conformité avec ce système, la reconnaissance, attribuée à Say, du rôle fondamental d'une chute de l'investissement pour expliquer le déclin d'une société; sur ce dernier point, M. Bailey va jusqu'à faire de Say un prédécesseur de Keynes <sup>3</sup>. Voyons ces arguments.

1. *Logique interne et valeur d'une théorie.* — Si l'on part de l'hypothèse que la monnaie est « neutre » en ce sens qu'elle aboutit toujours à une dépense après des délais négligeables (j'admets que tel était le point de départ de Say), il est logique de nier qu'il puisse y avoir un excès d'épargne monétaire : toute réduction de la demande

1. Jean-Baptiste Say, *Textes choisis et préface*, par Pierre-Louis Reynaud (Collection des grands économistes publiée sous la direction de M. le professeur L. Baudin), 1953, p. 210, note.

2. Les lecteurs curieux d'élucider ce point pourront consulter, outre mon article de 1952, mon compte rendu de l'ouvrage précité de P.-L. Reynaud, à la rubrique *Revue des livres* du présent numéro.

3. Rosenstein-Rodan faisait bien de Say le père de Wicksell. L'histoire des doctrines ne serait-elle qu'un jeu ?

des biens de consommation sera compensée par un accroissement de la demande des biens d'investissement. Telle est bien, en effet, la thèse de Say et de Ricardo, qui fut reprise des dizaines de fois jusqu'à Charles Rist. Mais pour qu'une théorie soit valable, il ne suffit pas qu'elle ne contredise jamais son hypothèse de départ; il faut surtout que l'hypothèse elle-même ne contredise pas les données du monde réel qu'il s'agit d'expliquer. Or, dois-je rappeler les vérités, aperçues par Malthus et devenues banales depuis Keynes ? Épargnants et investisseurs sont des unités économiques distinctes, obéissant à des mobiles différents; « c'est une règle générale, nous dit Bailey, que les épargnants ont intérêt à ce que l'investissement s'accroisse autant que l'épargne »; seulement, ce n'est pas eux qui investissent; en outre, ils n'ont pas intérêt à n'importe quel investissement additionnel, mais seulement à des investissements rentables; ils n'offriront même pas leurs épargnes et préféreront la liquidité si les investissements neufs ne promettent que des pertes; et les investisseurs ne demanderont rien non plus aux épargnants si le profit attendu se situe au-dessous du taux de l'intérêt. Et précisément, une chute de la consommation empêche les investissements neufs d'être rentables : les biens d'investissement servent à produire des biens de consommation et, sans perspective d'accroître les ventes aux consommateurs, personne n'accroîtra l'investissement, quelle que soit l'importance de l'épargne monétaire. Ensuite, l'affaïssissement de l'investissement réduira le revenu et, par conséquent, l'épargne elle-même.

Ce dernier point, qui constitue — j'y reviendrai tout à l'heure — une des découvertes de Malthus, explique comment l'épargne monétaire n'aboutit pas nécessairement à une dépense : dans la courte période, elle ne s'investit pas si les investissements ne sont pas rentables, et, dans la longue période, elle ne s'investit pas non plus *parce qu'elle a disparu entre temps*, la chute de l'investissement ayant réduit le revenu et l'épargne globale.

Jusqu'ici, la théorie de Say est à la fois parfaitement logique et parfaitement fausse.

2. *Interprétation des faits et fin de la logique.* — M. Bailey ne plaide pas seulement la logique du système de Say, mais sa vraisemblance. Si, nous dit-il, le désir d'épargner réduisait fortement la consommation pendant plusieurs dizaines d'années, l'accroissement de l'épargne serait largement compensé par l'accroissement de la désépargne des personnes âgées et à la retraite. Voilà qui ne s'impose nullement. On ne voit pas pourquoi les personnes âgées dépenseraient nécessairement beaucoup plus que leur revenu, sous prétexte que tous les autres réduisent leur consommation, et qu'il faut une compensation quelque part. Veut-on dire que les personnes âgées n'ont plus de revenu ? Distinguons alors selon qu'elles appartiennent à l'une ou l'autre classe sociale. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le salarié, s'il vit assez vieux pour devenir incapable de travailler, n'a effectivement



plus de revenu; il tombe à charge de sa famille; mais la famille, dans son ensemble, ne désépargne pas nécessairement; elle en serait, le plus souvent, incapable, n'ayant pas eu la possibilité d'épargner. Si le vieillard appartient à la classe capitaliste, il peut se retirer de toute fonction active, tout en conservant ses sources principales de revenu : titres, immeubles; rien ne l'empêche de continuer à épargner, par habitude, par avarice, ou pour laisser un bel héritage. Certes, si l'hypothèse de M. Bailey se réalisait, l'épargne globale s'effondrerait, mais pour une tout autre raison : la chute de l'investissement, répétons-le, entraînerait celle du revenu global et ferait disparaître toute possibilité d'épargner; cette dernière interprétation est celle de Malthus, non de Say.

C'est d'ailleurs en essayant d'interpréter les faits conformément à sa théorie, que Say abandonne la logique. Écoutons M. Bailey : « Si, en fait, il n'y a pas d'accroissement de la demande... dans les industries de bien-capitales... nous pouvons conclure *ipso facto* que la monnaie n'est pas neutre. » Eh bien ! On fait partir tout un raisonnement de l'hypothèse que la monnaie est neutre (dans le sens précisé plus haut); puis on constate que la monnaie n'est pas neutre. Que commande la logique ? L'abandon de tout le raisonnement. Mais Say s'en garde bien. Il cherche des échappatoires. Il accuse les imperfections de la concurrence. Si la monnaie n'a pas été neutre, c'est parce que les capitaux ne sont pas mobiles ou que les entrepreneurs sont ignorants; mais, pour que ces remarques aient ici quelque pertinence, il faudrait démontrer qu'il existe des possibilités d'investissement rentable (s'il n'en existe pas, c'est dans la mesure où les entrepreneurs *ne sont pas* ignorants qu'ils n'investissent pas). Et pour démontrer qu'il en existe, on repart de l'hypothèse que la monnaie est neutre... A ce cercle vicieux, Say en ajoute un autre, celui de la définition du produit comme bien ou service qui se vend toujours à un prix au moins égal au coût. Et son abandon de la logique se marque bien dans cette phrase, écrite à Malthus en fin de débat : « Il vaut mieux s'attacher à l'investigation des faits et de leur enchaînement qu'à des syllogismes. »

Pour éviter d'être mal compris, je précise que je ne prétends pas que tout soit à rejeter dans l'œuvre de Say: je dis simplement que, sur le terrain de la loi des débouchés, sa défaite devant Malthus fut complète; c'est en vain que l'on voudrait l'atténuer.

3. *L'investissement chez nos trois auteurs.* — M. Bailey a relevé, dans l'édition de 1819 du *Traité* de Say, « un tableau d'une société en déclin, dont il attribue la misère à l'insuffisance de l'investissement réel ». Hélas ! si l'on veut bien relire ce texte, cité par M. Bailey, on n'y trouvera nulle trace de la thèse que la faiblesse de l'investissement serait l'origine du mal. Say parle d'une *production* déclinante, qu'il attribue aux « vices de l'administration » ou aux « fautes des peuples »; il expose alors les *conséquences* de ce déclin de la production, et c'est tout. Il n'est pas difficile de



voir pourquoi Say a biffé ce passage du *Traité* après l'attaque de Malthus. Les dernières propositions : « Telles sont les suites d'une production déclinante. Economie, activité intelligente et liberté, en sont les remèdes », pouvaient difficilement survivre; Say finissait par entrevoir que conseiller l'économie pour surmonter une dépression, cela pourrait bien être absurde.

Enfin, M. Bailey estime qu'il est permis de trouver dans ce passage de Say « une anticipation plus exacte des doctrines de J. M. Keynes que ne l'étaient les vues de Malthus », parce que, pour Say, l'épargne tend à susciter l'investissement, tandis que, pour Malthus, l'investissement serait une variable dépendante, fonction de la consommation.

Ce seul énoncé paraîtra si extraordinaire à tout lecteur de Keynes, qu'il faut en chercher l'explication, plutôt que d'accuser légèrement M. Bailey d'ignorer la *Théorie générale*. Mon contradicteur, qui paraît doué d'un remarquable esprit de géométrie, aura sans doute raisonné comme suit : Keynes ne réduit pas l'incitation à investir à une fonction de la consommation; or, Malthus le fait; donc Keynes n'est pas un disciple de Malthus sur ce point. Peut-être, en outre, aura-t-il été frappé par les quelques passages de la *Théorie générale* (et par l'opuscule *How to Pay for the War*), où Keynes affirme que, dans l'hypothèse du plein emploi, l'épargne est le seul moyen d'accroître l'investissement tout en évitant à la fois l'inflation et une réglementation autoritaire.

Voici ma réponse.

a) Pour Keynes, la situation de loin la plus fréquente en régime de laissez-faire est celle du sous-emploi (voir, par exemple, *Théorie générale*, chap. XIII, § III). Aussi, la thèse que, normalement, l'épargne stimule l'investissement est-elle la plus opposée qui soit à sa doctrine. Choisissons, parmi dix autres, un passage de la *Théorie générale* sur ce thème :

« L'idée absurde, encore qu'à peu près universelle, qu'un acte d'épargne individuelle est tout aussi favorable à la demande effective qu'un acte de consommation individuelle procède (d'un) sophisme... C'est de ce sophisme qu'on a le plus de peine à désabuser l'opinion. Il vient de l'idée que le possesseur de richesse désire un capital *en tant que tel*, alors que l'objet réel de son désir, c'est le *rendement escompté* de ce capital. Or, le rendement escompté repose entièrement sur la prévision d'une demande effective future d'une certaine marchandise, compte tenu des conditions futures de l'offre de la même marchandise. Par conséquent, si un acte d'épargne n'est aucunement favorable au rendement escompté d'un capital, il ne contribue en rien à stimuler l'investissement. » (Chap. XVI, § I.)

b) Comme il résulte de la citation précédente, Keynes proclame la dépendance de l'investissement à l'égard de la consommation. Rappelons cette proposition très nette, paraphrase de Malthus : « Tout affaiblissement de la propension à consommer, considéré comme une habitude permanente, doit affaiblir la demande de capital

aussi bien que la demande de consommation. » (*Théorie générale*, chap. VIII, *in fine*.)

c) Si cependant Keynes n'a pas fait simplement de l'incitation à investir une fonction de la consommation, c'est parce que cette incitation dépend, outre de la consommation (en tant qu'elle est prévue, et tel est l'essentiel de la « prévision à long terme »), du taux de l'intérêt et des « conditions physiques de l'offre dans les industries qui produisent les biens de capital ». En outre, il faut observer que ce n'est pas la même consommation qui importe pour l'entrepreneur, au moment où il détermine le volume de sa production consommable, puis au moment où il investit; dans le premier cas, il envisage à court terme la consommation prochaine, tandis que dans le second cas, il envisage, du moins en principe, l'évolution future de la consommation pendant la vie entière de l'investissement. Enfin, Keynes voulait confier à l'Etat un rôle direct dans l'investissement global, et c'est une raison de plus pour qu'il n'ait pas fait de l'investissement une pure résultante de la consommation.

Rien dans ces raffinements qui soit contraire aux vues de Malthus. Rien surtout qui permette de rapprocher Keynes de Say.

d) Loin que Keynes soit moins le disciple de Malthus qu'il ne l'a cru lui-même, il l'est bien davantage.

Au moment où il publie son *Essai* sur Malthus (1933), Keynes n'a pas achevé sa propre évolution, et il n'aperçoit pas chez son maître deux thèmes qui vont jouer un rôle fondamental dans la *Théorie générale*. Premier thème : rigoureuse réfutation théorique (par opposition à un simple appel aux faits) de la loi des débouchés. Second thème : l'excès d'épargne s'annule par la réduction du revenu; ce développement, qui s'appelle couramment aujourd'hui le *paradoxe de l'épargne* (voir, par exemple, le manuel de Samuelson, *Economics*, 2<sup>e</sup> éd., Londres, 1951, p. 283), doit s'appeler le *paradoxe de Malthus*. Trois ans plus tard, Keynes ne trouve pas le temps de refaire une étude systématique de l'œuvre du « premier économiste de Cambridge » et la *Théorie générale* reproduit de Malthus la même vision partielle que l'*Essai*. Si bien que, pour éclatant qu'il paraisse, l'hommage de Keynes à Malthus reste très insuffisant <sup>4</sup>.

## II. — Questions de théorie : la crise générale sans monnaie.

Je commencerai par reprendre l'hypothèse que j'avais soulevée à propos de Say, et qui est discutée par M. Bailey. Ensuite, je formulerai d'autres hypothèses, de manière à traiter plus complètement le problème de la crise générale sans monnaie. On sait que maints auteurs, même lorsqu'ils jugent insuffisantes les explications

<sup>4</sup> Les propositions qui précèdent résument la démonstration que j'ai tentée dans mon article *L'influence dominante de J. M. Keynes sur la pensée économique contemporaine, ou le triomphe de Malthus*, *Bulletin de l'Union des Exploitations électriques en Belgique*, mars 1953.

monétaires du cycle, font de la monnaie *une condition nécessaire* de la crise.

### 1. L'économie de troc n'exclut aucune des grandes causes de crise générale.

Quel est le point de départ des physiocrates ? Que la monnaie n'est qu'un « gage intermédiaire entre les ventes et les achats », ou bien que « les productions ne se paient qu'avec des productions ». Et, les commentant, qu'avais-je écrit ? « Si la monnaie n'est qu'un pur intermédiaire entre les échanges, si elle est neutre *dans ce sens particulier...* » Il ne s'agit donc pas de tous les sens possibles de la neutralité de la monnaie (ils sont au moins aussi nombreux que ceux de la neutralité du taux de l'intérêt), mais uniquement de celui-là : tout se passe comme s'il n'y avait pas de signe généralement accepté intervenant entre les biens ou les services à échanger. Rien de plus.

Pour comprendre à quel point la portée de cette proposition est restreinte, il suffit de souligner *ce qu'on n'exclut pas* lorsqu'on se contente d'exclure la monnaie en tant qu'intermédiaire général des échanges.

Sont parfaitement compatibles avec cette exclusion :

1° *L'étalon des valeurs.* Maintien d'une monnaie de compte : marchandise quelconque, désirée pour elle-même, par beaucoup ou par quelques-uns, mais dont la valeur sert à tous de commune mesure pour les biens et les services échangés.

2° *L'apparition d'intermédiaires occasionnels.* La suppression de la monnaie signifie la suppression d'un intermédiaire *généralement accepté*; elle n'implique pas la fin de tout intermédiaire. Je livre mes produits à B et j'accepte ses produits, bien que je ne les désire pas, parce que je les échangerai, chez C, contre un troisième bien que je désire. De telles « opérations triangulaires » se multiplieraient dans une économie de troc.

3° *Les réserves de valeur.* Le seul fait qu'il n'y a pas d'intermédiaire général entre les échanges n'empêche personne d'accumuler tel ou tel bien durable en vue d'un échange futur, même lointain (pour la génération suivante), même hypothétique, c'est-à-dire en vue d'un échange *qui n'aura pas lieu* pendant toute la période où se produiront la crise et la dépression. Donc, possibilité de l'épargne et de la thésaurisation en biens réels. Nous touchons ici un des points de départ du sophisme de Say : la proposition physiocratique peut se lire : « Les productions ne s'échangent que contre des productions... quand elles s'échangent »; mais Say l'interprète comme si elle disait : « Les productions s'échangent toujours », et il ajoute même : « ... à un prix qui couvre le coût. »

4° *Les primes de liquidité.* Je désire du blé au-delà des besoins de ma consommation, parce que je sais que beaucoup de personnes



en désirent et qu'il me sera aisé de l'échanger le jour où je voudrai acquérir autre chose; cet avantage, pour moi, dépasse les frais de conservation du blé. La crainte d'un effondrement de la valeur du blé ne m'arrête pas, parce que j'estime, à tort ou à raison, la demande de ce bien assez stable, et son offre peu susceptible d'une énorme extension.

5° *Le crédit*. L'absence d'intermédiaire entre les échanges n'exclut pas le troc à livraison différée : je vous livre aujourd'hui une paire de souliers contre deux pains livrables dans trois mois.

6° *Toutes hypothèses quelconques* touchant l'évolution de la population et de la technique, les prévisions, la consommation, l'élasticité des diverses offres et des diverses demandes, etc.

L'hypothèse de départ étant ainsi précisée — et mon article de 1952 ne laissait place à aucune autre interprétation — l'embarras ne naît pas de la difficulté de susciter une crise générale, mais bien de celle de choisir dans la surabondance des causes possibles.

Je vais en indiquer quelques-unes. J'admets volontiers que, pour le faire, j'aurai à dépasser mon esquisse de 1952, qui n'avait guère d'autre portée que celle d'une simple affirmation.

a) *Divergence entre « prix d'offre » et « prix de demande ».*

Il est bien exact, comme le souligne M. Bailey, que si le boulanger augmente de deux le nombre de pains produits par unité de temps, c'est parce qu'il désire acquérir autre chose. Mais rien ne nous autorise à dire qu'il désire d'emblée un objet précis (il peut, au moment où il commence sa production, vouloir accroître son pouvoir d'achat, sans avoir encore fait son choix parmi les biens disponibles); rien ne nous autorise non plus à dire qu'il désire nécessairement un bien au taux courant d'échange (il peut espérer un taux plus favorable).

D'autre part, ses pains additionnels ont pour lui une valeur plus grande que les précédents, parce qu'ils lui ont coûté un effort plus intense ou plus long. Si nous sommes, au départ, dans une situation proche du plein emploi, il en sera de même pour tous les producteurs, ne fût-ce qu'en vertu de la loi des rendements moins que proportionnels : le prix d'offre s'élève. Pour éviter les complications où nous entraînerait l'existence d'une monnaie de compte, cessons de parler de prix, et disons que la valeur d'offre s'élève; chaque producteur estime maintenant plus haut son propre produit et désire l'échanger à un taux plus avantageux.

En même temps, la valeur de demande s'abaisse, à cause de l'accroissement des quantités offertes; les produits additionnels rencontrent, chez les demandeurs, des désirs de moins en moins intenses<sup>6</sup>.

Par conséquent, les estimations des échangistes deviennent inconciliables. A l'origine, deux pains s'échangeaient contre une paire

5. Rappelons que c'est Albert Aftalion qui a montré, il y a plus de quarante ans déjà, la portée de ce principe pour la théorie de la surproduction générale.



de souliers. A présent, pour le boulanger, deux pains valent *deux* paires de souliers, à la fois parce que le pain représente un effort accru, et les souliers, un désir amoindri. Mais, pour les mêmes raisons, le cordonnier juge qu'une paire de souliers vaut *quatre* pains. L'échange n'aura pas lieu.

Aux taux antérieurs d'échange, personne ne désire acquérir les marchandises additionnelles. Seuls se résoudront à échanger leurs produits à ce taux deux producteurs de marchandises périssables; mais en même temps, ils seront bien décidés à ne pas recommencer un échange qui comporte un désavantage pour chacun, et ils réduiront leur production. Les autres préféreront stocker les surplus et rétablir l'équilibre en revenant aussi au volume antérieur de l'offre, ce qui implique, dans la période suivante, qu'ils s'abstiendront de reproduire les marchandises en stock. Il y a donc bien surproduction générale.

b) *Désir général d'accroître la thésaurisation,  
ou excès d'épargne.*

Reprenons la remarque liminaire de M. Bailey : si le boulanger a augmenté le nombre de pains produits par unité de temps, c'est parce qu'il désire acquérir autre chose. Mais il se peut que tous les autres désirent acquérir la même chose que lui, et qu'il ne puisse écouler ses pains additionnels. Son désir ne peut alors se transformer en demande effective.

Je suppose que personne ne veuille consommer davantage, mais que tout le monde veuille augmenter sa réserve en un certain bien durable — disons le cuivre — en vue de l'échanger plus tard, disons à l'époque de la retraite, contre des biens consommables. Dans cette intention, tout le monde produit davantage (ce qui implique une connaissance imparfaite : chacun ignore que l'attitude qu'il a choisie est partagée par tous les autres). Que va-t-il se passer ?

Première phase : Le boulanger a produit deux pains additionnels; le cordonnier, une paire additionnelle de souliers; le producteur de cuivre, 1 kilo additionnel de métal *pour le thésauriser lui-même*. C'est en vain que le boulanger, le cordonnier (et les autres), offrent leurs surplus au producteur de cuivre : il ne les désire pas. Il y a surproduction dans tous les secteurs, sauf un : celui du cuivre. Soulignons que cette situation est déjà celle d'une « crise générale » au sens où cette expression est usitée dans les ouvrages consacrés aux cycles; en effet, pour éviter l'existence d'une telle crise, il ne suffit pas qu'un secteur maintienne son activité ou prospère, il faut encore que la prospérité de ce secteur soit telle qu'elle *compense* la chute d'activité de tout le reste. Pour revenir un instant à l'économie monétaire, chacun sait qu'en régime d'étalon-or, la conjoncture des mines d'or est inverse de la conjoncture de l'ensemble; mais personne n'a jamais prétendu qu'il n'y a pas eu de crise *générale* au XIX<sup>e</sup> siècle, sous prétexte que les mines d'or se portaient mieux lorsque le monde entier était malade.

Deuxième phase : Les producteurs baissent le taux d'échange de leurs produits par rapport au cuivre. Tout dépend alors de l'attitude du producteur de cuivre. Nous sommes libres de supposer que sa demande est inélastique : il n'achète que sa quantité habituelle de pains, de souliers, etc. Comme il lui faut pour cela moins de cuivre qu'auparavant et qu'il ne désire pas accroître non plus la quantité thésaurisée par unité de temps, il y a maintenant aussi surproduction de cuivre (à cause de la limitation de ses désirs, et malgré la formidable demande potentielle de ce produit). Il rétablira l'équilibre de sa firme en réduisant sa production par unité de temps.

On concédera que rien dans notre hypothèse de départ ne nous force à choisir une demande élastique; mais on dira que notre choix se porte sur le cas le moins vraisemblable. Non. Nous pourrions prendre une demande assez élastique sans rien changer à l'essentiel de notre raisonnement. Le cas le plus invraisemblable, c'est celui d'une demande tellement élastique chez le producteur de cuivre, qu'il désirerait acquérir à lui seul tous les surplus de l'ensemble de l'économie. En outre, s'il avait un tel désir, il devrait accroître sa production dans une mesure suffisante. Or, son offre peut être inélastique, pour des raisons naturelles ou techniques.

Je me suis volontairement placé dans un cas où l'on serait tenté de dire avec Say : « Si certaines marchandises ne se vendent pas, c'est parce que d'autres ne se produisent pas. » Seulement, même en supposant, comme nous l'avons fait, que la marchandise non produite soit très désirée, l'explication est simpliste parce qu'elle implique deux hypothèses spéciales :

1° Pour produire, il faut que les producteurs potentiels aient un mobile : qu'aux taux courants d'échange, ils *désirent* toutes les marchandises en excès : hypothèse spéciale sur l'élasticité de la demande;

2° La première condition étant remplie, il faut, en outre, qu'ils *puissent* produire suffisamment : hypothèse spéciale sur l'élasticité de l'offre.

Nous reviendrons bientôt sur le rôle des offres inélastiques; mais achevons d'abord notre schéma.

Troisième phase: Le retour à l'équilibre peut s'opérer de deux façons. Ou bien, s'apercevant qu'un surplus leur reste après échange, les producteurs réduisent leur production de manière à revenir à la situation antérieure. Ou bien, certains d'entre eux, frappés par la situation privilégiée du producteur de cuivre, abandonnent leur activité et se mettent à produire du cuivre. Dans un cas comme dans l'autre, on assiste à un processus d'adaptation *après* crise générale de surproduction

### c) Offre inélastique d'un produit très demandé.

Nous pourrions refaire le schéma précédent et amener la crise en partant d'une seule hypothèse : une demande quasi générale

pour un produit dont l'offre est inélastique. Par rapport à ce produit, tous les taux d'échange s'abaissent. La loi de substitution intervient, mais elle a elle-même ses limites; par exemple, le désir de thésauriser ne peut être satisfait par des biens périssables ou dont les frais de conservation sont très élevés. L'offre des substituts peut elle-même être inélastique; par exemple, on substituera un métal à un autre, mais on reste dans l'industrie extractive. Les substitutions ne font donc que retarder l'échéance. Le moment arrive où la demande du produit privilégié s'arrête parce que le taux d'échange en est trop élevé. La production avait été accrue et des stocks avaient été constitués en vue d'un échange à un certain taux. Ce taux étant dépassé, on conserve les stocks et on ralentit la production. C'est la crise.

Say avait senti la difficulté, puisque, dans sa correspondance avec Malthus, il souligne l'inélasticité de l'offre des produits agricoles et fait dépendre la loi des débouchés de l'absence d'obstacles à la faculté indéfinie de produire.

Ce procédé de Say appelle trois observations :

1° Il est absurde d'établir une loi en partant d'hypothèses délibérément contraires à la réalité, puis de vouloir donner à cette même loi une portée pratique : « *Débouchés* : la doctrine qui les concerne... changera la politique du monde. »

2° L'hypothèse qu'aucune offre n'est inélastique dépasse singulièrement l'hypothèse de départ : l'absence de monnaie.

3° Le procédé de Say nous donne un bon exemple de méthologie erronée. Certes, il n'y a pas de science économique sans abstraction. Mais l'abstraction ne peut jamais éluder une donnée *permanente et fondamentale* de la réalité. Sinon, on quitte la théorie pour le jeu d'esprit. On peut faire une théorie de la concurrence pure ou parfaite, à condition que les hypothèses de départ simplifient la réalité de 1840, sans contredire aucun aspect essentiel de cette réalité. Or, cette condition n'est pas remplie si l'on situe dans les hypothèses l'absence d'obstacles naturels à la faculté indéfinie de produire (même dans les mines, même dans l'agriculture), ou encore l'absence de toute différence de coût de production d'une entreprise à une autre dans une même branche (même dans l'industrie extractive), ou enfin la prévision parfaite.

Il faut ajouter que, quand on traite de la possibilité ou de l'impossibilité des crises générales, il faut apprécier l'élasticité des offres dans la courte période. Il suffit, en effet, comme nous allons le rappeler, que certaines offres ne soient pas tout à fait élastiques à court terme pour qu'une crise générale puisse survenir.

#### d) *Ecrasement du profit par la hausse des coûts.*

Comment ne s'est-on pas aperçu que les développements de Lescure et d'Ansiaux sur l'écrasement du profit à la veille de la crise sont complètement indépendants de la présence de la monnaie ?



Prenons une économie en expansion et supposons que la confiance en la monnaie ait disparu au point que cette économie soit revenue au troc. Pour pouvoir répondre à la demande accrue, chaque secteur finit par accroître sa demande de travail qualifié et de machines, donc de charbon et de fer. Alors que le produit de chaque secteur ne fait l'objet que d'une demande particulière, tous les secteurs se disputent le travail qualifié, le charbon et le fer. Il est inévitable que le taux d'échange de ces complémentaires multiples s'élève par rapport aux autres produits. Et comme ils constituent un élément du coût de production, cette hausse signifie l'écrasement du profit et entraîne la crise générale.

e) *Principe d'accélération.*

Le principe de l'accélération de la demande des biens de production, qui joue à présent un rôle dans la plupart des explications du cycle, peut s'insérer, comme force d'aggravation, dans le processus que nous venons de décrire. La présence ou l'absence d'un moyen universel d'échange ne modifie rien non plus à ce principe : prévoyant une demande accrue, les producteurs de biens de consommation calculent leur propre demande de biens de production en fonction de tout leur capital existant, ce qui exige un accroissement plus que proportionnel de la production des biens capitaux. D'où hausse accélérée du taux d'échange de ces biens, élévation relative du coût des biens de consommation, écrasement du profit dans ce secteur, crise générale.

2. L'absence d'un étalon des valeurs n'élimine pas non plus les grandes causes de crise générale.

A dessein, nous avons conduit les développements qui précèdent sans supposer un seul instant la présence d'un étalon des valeurs. Si notre raisonnement vaut, il vaut lorsqu'on exclut non seulement l'intermédiaire généralement accepté entre les échanges, mais aussi l'étalon des valeurs, c'est-à-dire lorsqu'on exclut toute monnaie.

3. Mainte définition de l'« économie non monétaire » exclut bien davantage que la monnaie sans exclure pour autant la crise générale. L'exemple de Keynes.

Si notre conclusion n'est pas clairement perçue, c'est parce que, souvent, *sous prétexte d'exclure la monnaie, on fait une hypothèse spéciale touchant des biens qui ne sont ni étalon des valeurs, ni intermédiaire général des échanges.* On dépasse ses prémisses, on force le sens du mot « monnaie ». Ce qu'on exclut en réalité, ce n'est pas la monnaie, mais bien une cause particulière de crise. Par exemple, on exclut le crédit, ou la thésaurisation de tout bien durable, ou encore les offres inélastiques...

Même lorsque ce procédé est explicite, il est source de confusions et de disputes verbales; aussi faut-il le condamner. D'autant plus



que les auteurs qui ont ainsi, par hypothèse, exclu *une* cause de crise, sont tentés de raisonner ensuite comme s'ils avaient éliminé *toute* crise.

Prenons un seul cas précis : celui de Keynes.

« Considérons, écrit-il, une économie où il n'y ait aucune richesse qui possède une prime de liquidité toujours supérieure à ses frais de conservation; une telle définition est la meilleure que nous puissions donner d'une économie dite « non monétaire. » (*Théorie générale*, chap. XVII, § V).

L'abus des mots est flagrant. L'économie non monétaire est définie comme une économie qui exclut beaucoup plus que la monnaie. Keynes en est d'ailleurs très conscient. Sa définition exclut l'or, même « dans un pays qui lui aura substitué un étalon de papier inconvertible » (*ibid.*, § II) et, plus généralement, toute richesse « dont les élasticités de production et de substitution sont nulles ou relativement petites, et dont le taux d'intérêt décline, à mesure que sa production augmente, plus lentement que les efficacités marginales des biens de capital exprimées au moyen de cette richesse ».

Je demande au lecteur de négliger les difficultés de cette citation; mon objet n'est pas d'analyser ici ce chapitre de la *Théorie générale*, qui est à la fois un des plus riches en aperçus originaux et profonds et, par endroits, un des plus contestables. Je veux souligner que Keynes élimine la possibilité de la préférence pour la liquidité ou du désir de thésauriser et qu'il choisit d'appeler « non monétaire » une économie où cette cause de sous-emploi serait absente.

Et aussitôt, il se laisse prendre à l'illusion qu'une telle économie tendrait spontanément au plein emploi :

« En l'absence de monnaie et en l'absence de cette hypothèse, bien entendu, est nécessaire elle aussi — d'une richesse réunissant les propriétés que nous avons supposé caractéristiques de la monnaie, les taux d'intérêt ne s'équilibreraient que lorsque le plein emploi serait réalisé. » (*Ibid.*, § III.)

Or, Keynes a exclu *une* cause de sous-emploi, mais pas les autres. Ainsi, son hypothèse n'implique pas que toutes les richesses aient une élasticité infinie de production à coût constant. Par conséquent, les causes de crise que nous avons rappelées à titre d'exemple — écrasement du profit par la hausse du coût des complémentaires multiples et effet d'accélération — subsisteraient entièrement dans l'économie qu'il imagine.

\*  
\*\*

Ma définition de la monnaie irritera peut-être certains lecteurs par son ancienneté, par son classicisme, ou par son extrême simplicité.

J'avoue qu'aucune autre définition ne me paraît acceptable. La monnaie peut être étalon des valeurs seulement (monnaie de compte),

ou intermédiaire généralement accepté entre les échanges. Dans le second cas, la monnaie est en même temps étalon des valeurs (même s'il existe une monnaie de compte différente; à tout moment, dans cette hypothèse, l'échange des biens contre l'intermédiaire général exige que cet intermédiaire soit estimé en monnaie de compte, et l'intermédiaire joue donc le rôle d'un étalon de second ordre). Toutes les autres fonctions de la monnaie dérivent de celles-là. En outre, les deux fonctions fondamentales se retrouvent, à travers l'histoire, dans les régimes économiques et monétaires les plus divers; elles sont les seules à posséder ce caractère de généralité et de permanence. La monnaie est toujours étalon des valeurs ou intermédiaire général des échanges; si ces fonctions disparaissent, il n'y a plus de monnaie. En revanche, la monnaie n'est pas toujours « réservoir des valeurs », ni « pont entre le présent et l'avenir »; son offre est parfois élastique et parfois inélastique...

Seulement, mon essai de démonstration n'est pas lié à la définition habituelle de la monnaie. Par l'exemple de Keynes, j'ai voulu montrer qu'une définition artificielle de la monnaie peut éluder une ou plusieurs causes de crise générale, mais non toutes. Un chercheur patient pourrait relever les définitions, explicites ou implicites, de la monnaie chez tous les auteurs qui en font une condition nécessaire de la crise. Je serais très étonné si cette recherche n'aboutissait pas à confirmer que l'exclusion de la monnaie — quelque largement qu'on l'interprète — n'exclut pas la possibilité des crises générales.

Paul LAMBERT.

## COLLOQUE D'ECONOMISTES : LE PROGRES ECONOMIQUE

L'Association internationale de sciences économiques, qui a été fondée avec l'appui de l'U. N. E. S. C. O. et qui groupe une vingtaine d'associations nationales d'économistes professionnels, s'est donnée pour tâche principale d'organiser des « colloques », suivant l'expression à la mode, au cours desquels un petit nombre de spécialistes, venus des quatre coins du globe, ont l'occasion de se rencontrer et de discuter en commun des problèmes que chacun a étudiés longuement et isolément.

A Monaco, en 1950, l'Association de sciences économiques avait pris pour thème : « L'équilibre à long terme de la balance des paiements. » En 1951, on discuta à Talloires de l'enseignement de l'économie politique et des monopoles. Le petit Colloque d'Oxford, l'année dernière, fut consacré aux cycles économiques. Cette année, on avait choisi un sujet un peu moins technique et plus large pour le Colloque de Santa-Margherita-Ligure (28 août-2 septembre), qui fut conjugué avec la réunion triennale du Conseil de l'Association.

La réunion avait été minutieusement préparée depuis plusieurs années. Dix-huit rapporteurs avaient été désignés et leurs rapports traduits et distribués en français et en anglais bien avant le Colloque. Un excellent service d'interprétation simultanée devait permettre de surmonter les obstacles linguistiques. Cependant, il faut bien reconnaître que ce Colloque a été décevant, en dépit de la bonne volonté des organisateurs et des moyens mis à leur disposition. Au cours d'une douzaine de séances prolongées, on peut dire que, à aucun moment, il n'y eut de véritable discussion ni même de rencontres de points de vue. On aurait souhaité voir se manifester un vigoureux désaccord, car cela eût prouvé au moins que l'on traitait la même question, que l'on posait le problème de la même façon, que l'on comprenait de quoi l'autre parlait. Malheureusement, il manquait tout ce bagage commun qui est la condition préalable d'un désaccord. Chacun et chaque groupe national suivait son idée et se situait sur un plan propre, privé de lien avec les plans des autres. Les discussions de rapports se ramenaient à des questions de détail posées par les acolytes du rapporteur ou à des morceaux de bravoure permettant aux ténors d'entonner leur chant habituel. Cette impression a été partagée par presque tous les participants, à tel point que le président a cru devoir analyser dans son discours de clôture les raisons expliquant le manque de contacts : sujet trop large, participants trop nombreux (60), rapports trop nombreux, etc. Mais la raison la plus profonde est sans doute qu'il existe dans les sciences sociales un cloisonnement des cultures beaucoup plus marqué que dans les sciences physiques ou mathématiques. Il est plus difficile de réaliser un véritable colloque entre économistes qu'entre physiciens, de sorte que l'on peut en tirer cette conséquence que les efforts tendant à une meilleure compréhension internationale sont encore plus nécessaires ici. Et il en faudra beaucoup avant que s'établisse un climat de bonne volonté réciproque et de recherche sincère du dialogue et que disparaisse cet esprit chauvin qui se préoccupe plus de compter le nombre de mots prononcés ou écrits dans chaque langue que de procéder à une confrontation des points de vue, en n'importe quelle langue, pourvu que l'on se comprenne.

\*  
\* \*

On pourrait aussi tirer une conclusion rassurante de l'absence de discussion. Ne serait-ce pas parce qu'il commence à s'établir en économie politique un fonds commun de connaissances indiscutables ? A considérer les rapports (qui feront ultérieurement l'objet d'une publication), n'y a-t-il pas sur le thème du progrès économique un certain nombre d'idées sur lesquelles sont d'accord les économistes du Brésil et ceux de l'Inde, anglais et américains, français et allemands ? Il me semble que, à travers les divergences dans l'expression, les professionnels de l'économie politique ont à peu près tous



les mêmes vues sur ce qu'est le progrès économique et sur ses causes et conditions. L'accord est, au contraire, moins net en ce qui concerne les effets du progrès et la politique à pratiquer à son égard.

\*  
\*\*

### En quoi consiste le progrès économique ?

La première chose à faire, dans un tel colloque, était évidemment d'essayer de définir le progrès économique. Tel était l'objet des rapports de MM. Guitton et Corrado Gini.

Tous deux se sont efforcés de philosopher sur la notion de progrès, de le définir abstraitement, de relier la conception purement matérielle du progrès économique à une conception humaine et culturelle.

Pour M. Guitton, le progrès n'est pas un simple accroissement quantitatif, mais aussi une amélioration qualitative, et, qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre, le degré d'avancement doit être apprécié non seulement par rapport à l'état *initial*, mais aussi par rapport à l'état *final*, c'est-à-dire par rapport à un but vers lequel on tend. Cela implique évidemment l'intrusion d'un élément *téléologique* dans l'appréciation du progrès. Et si l'on entend évaluer le progrès économique par rapport à un progrès humain, il faut admettre que le progrès humain concerne l'homme total et s'applique à « l'être » plus qu'à « l'avoir ». M. Guitton ne va pourtant pas jusqu'à condamner la préoccupation de bien-être matériel, de l'avoir, qui est celle des économistes; tout en marquant la distinction nécessaire entre le progrès matériel et le progrès humain, il reconnaît bien que les facteurs matériels sont une des conditions du progrès.

M. Corrado Gini, en confrontant la conception occidentale et la conception orientale du progrès économique, souligne lui aussi le caractère relatif de la notion de progrès du bien-être matériel couramment et implicitement admise chez les Anglo-Saxons. Mais il pense que l'on peut arriver à une notion du progrès économique acceptable pour tous, en prenant pour critère le revenu net, c'est-à-dire déduction faite des charges nécessaires pour l'entretien et l'amortissement du facteur humain.

Du côté américain, — et plus généralement parmi les économistes de langue anglaise — on se désintéresse des controverses sur les « concepts », et l'on ne se préoccupe guère que de mesurer statistiquement des phénomènes considérés comme représentatifs du progrès économique. Le meilleur baromètre serait sans doute le revenu annuel moyen par tête, pourvu qu'on puisse l'exprimer en unités monétaires à pouvoir d'achat constant, mais il ne serait pas inutile, comme l'a suggéré M. Fourastié, de tenir compte aussi — si on le pouvait — d'éléments extra-économiques, tels que l'éducation, la culture, l'évolution du droit, le nombre des suicides, etc.

Assurément, il n'est pas sorti du Colloque une bonne définition



du progrès économique, aussi précise que celle du triangle. Mais un tel objectif eût paru ridicule à bien des participants, et, en tout cas, le Colloque peut inspirer des réflexions sur ce que le progrès économique n'est pas. Faute de renseignements suffisants, on se contente parfois de succédanés pour évaluer la marche du progrès : indice de la production industrielle, nombre de journées ouvrées, production d'acier, etc. Puis, par une pente insensible, on en vient à prendre ces phénomènes intermédiaires et partiels pour des objectifs. Puisse le Colloque de Santa-Margherita rappeler à l'opinion publique et aux dirigeants qu'il n'y a de progrès économique que dans la mesure où augmente la masse des biens et services utiles effectivement mis à la disposition des hommes et que le progrès du bien-être matériel ne se confond pas avec le progrès humain et social, dont il est pourtant une condition presque indispensable.

\*  
\*\*

### Les facteurs du progrès économique.

Selon le professeur Habakkuk (d'Oxford), l'explication fournie par Adam Smith du mécanisme par lequel le progrès économique se réalise « est encore aujourd'hui la plus raisonnable ». C'est l'explication traditionnelle en termes de marchés, de prix, de concurrence, de capital et de taux d'intérêt. D'autres rapports de la même « école » ont centré l'explication sur le rôle du capital (Domar et Cairncross). Sous la plume de H. Giersch (de Münster), nous avons vu réapparaître les conceptions de l'école historique que Sombart avait illustrées : le développement économique se réaliserait par passages successifs d'un stade ou système à un autre.

Des idées relativement plus nouvelles et en tout cas plus suggestives pour les recherches futures ont été exprimées par Alexander Gerschenkron et C. N. Vakil.

Gerschenkron, professeur à Harvard, mais d'origine européenne, s'est attaché au rôle des croyances et attitudes individuelles et collectives dans le développement de l'économie. Si la France est lente à progresser, si sa « productivité » est inférieure à celle des Etats-Unis, cela est dû fondamentalement à une différence dans le « système dominant des valeurs », et Gerschenkron de citer Ernest Renan :

« Nous sommes une race de gentilshommes; notre idéal a été créé par des gentilshommes, non comme celui de l'Amérique par d'honnêtes bourgeois, de sérieux hommes d'affaires. Les personnes qui poursuivent si avidement l'idéal américain oublient que cette race n'a pas notre passé brillant, qu'elle n'a pas fait une découverte de science pure, ni créé un chef-d'œuvre, qu'elle n'a jamais eu de noblesse, que le négoce et la fortune l'occupent tout entière. Les meilleures choses (par exemple, les fonctions du prêtre, du magistrat, du savant, de l'artiste, de l'homme de lettres sérieux) sont l'inverse de l'esprit industriel et commercial, le premier devoir de ceux qui s'y adonnent étant

de ne pas chercher à s'enrichir, et de ne jamais considérer la valeur vénale de ce qu'ils font. » (*Philosophie de l'histoire contemporaine, Revue des Deux Mondes*, nov. 1869.)

Pour comprendre les facteurs du progrès, il sera indispensable de poursuivre des recherches sur ce qu'est réellement la mentalité des dirigeants d'entreprises et sur l'atmosphère d'approbation ou de réprobation qu'ils trouvent autour d'eux. Ce genre de recherches se relie à celles sur les systèmes, car chaque système (entendez chaque type de civilisation et d'organisation économique et politique) a sa propre échelle des valeurs et son « esprit ».

Le professeur Vakil, venu tout exprès de l'Université de Bombay, a consacré son rapport principalement à la capacité de direction. Les obstacles les plus sérieux au progrès économique seraient : la préférence accordée aux études littéraires, le conservatisme social, économique et technique, le refus de croire à la possibilité du progrès, l'inquiétude causée par les effets du progrès (urbanisation, prolétarisation, chômage, etc.). Peut-être atteint-il là des motifs (j'écarte intentionnellement le mot « cause » qui appartient à un vocabulaire mécaniste) plus profonds et plus décisifs que lorsqu'on s'attarde à discuter le rôle du taux de l'intérêt et de la propension à investir. Et il y a là, à n'en pas douter, un indice de la tendance la plus récente de la science économique qui consiste à dénoncer les inconvénients d'une spécialisation trop poussée (comme elle l'est dans les pays de langue anglaise) et à souhaiter l'établissement de liens entre toutes les sciences sociales.

\*  
\* \*

### Comment promouvoir le progrès ?

Logiquement, cette question devrait être précédée par deux questions préjudicielles. Convient-il vraiment de promouvoir le progrès économique ? Peut-on réellement mettre en œuvre une action efficace ?

Le débat sur ces problèmes, qui aurait pu être passionnant, n'a malheureusement pas eu lieu. Aucun des rapports ne les posait franchement et nettement, et l'on serait en droit de reprocher aux organisateurs d'avoir esquivé les discussions essentielles.

Certes, la majorité des participants a admis implicitement qu'il était désirable d'élever le niveau de vie dans les pays sous-développés. Mais quelques voix discordantes ont mis en doute l'opportunité d'imiter les standards occidentaux. Est-ce un progrès que d'arracher à leur vie ancestrale des tribus nomades ou rurales et d'en faire des prolétaires industriels, voués au taudis, au chômage, à l'insécurité, à l'envie, déracinés, enlevés à leur milieu, à leurs croyances et rites, privés peut-être de ce qui était leur raison de vivre. Probablement on a pensé que de telles questions ne sont

pas scientifiques. Et moins on s'y attardait, mieux cela valait. Ou peut-être s'agissait-il d'un « tabou » occidental sur lequel les sorciers veillaient jalousement.

Quant à la possibilité d'une action efficace, elle semble avoir été niée, implicitement, dès le départ. L'Ecole libérale du XIX<sup>e</sup> siècle reste très influente dans l'Association internationale, de sorte que la « philosophie » fondamentale est la suivante : le progrès économique est désirable, mais en somme il se réalise graduellement de lui-même; la science n'a qu'à observer, mesurer, si possible annoncer les événements un peu à l'avance et, à l'occasion, signaler quelques mesures mineures qui réduiront les délais.

Avec de telles prémisses, on ne pouvait pas aborder la politique du progrès économique. Les excellents rapports de MM. Dupriez et André Marchal ont un tout autre objectif, qui est de préparer la voie à une « théorie » des évolutions à long terme.

Seul, le professeur Howard Ellis, de l'Université de Californie et nouveau président de l'Association, a abordé les problèmes d'action concertée sous l'angle particulier de la politique monétaire. Son remarquable rapport (l'un des rares qui aient été « introductifs à une discussion », les autres étant plutôt des « articles ») est peut-être le seul apport positif du Colloque de Santa-Margherita.

M. Ellis ne fait pas de la politique monétaire une panacée ni même un *primum movens*. Il sait bien que les facteurs psychologiques, sociologiques, culturels, institutionnels, sont prépondérants. Néanmoins, il croit que la politique monétaire peut exercer une influence significative ne serait-ce que comme condition *permissive*. Il faut que les gouvernements sachent éviter le double écueil de la déflation et de l'inflation, qu'ils sachent aussi manier avec sagesse l'instrument monétaire. Avec humour, il a rappelé ce mot d'un ancien président de l'*American Economic Association* : « Le développement économique des Etats-Unis aurait été dû au « *bad banking* ». Si la témérité excessive des banquiers américains — et aussi des banquiers allemands — a eu ce résultat heureux, ne pourrait-on pas se demander quelle a été la responsabilité du « *good banking* » dans la stagnation de l'économie française ?

\*  
\* \*

Depuis quelque temps, il a été beaucoup question de l'état de la science économique française, jugée par certains économistes français comme relativement arriérée ou médiocre. Ce n'est certainement pas l'impression qu'ont eue, au Colloque sur le progrès, les observateurs impartiaux. La participation française fut dans l'ensemble excellente, aussi bien dans les rapports (Guitton, Fourastié, André Marchal, Sauvy) que dans les interventions orales (Jean Marchal, Goetz, Peyrega, notamment). Elle a rencontré des

échos favorables et sympathiques chez les Continentaux, les Latins, chez les représentants du Moyen-Orient.

Elle n'a malheureusement guère touché les participants de langue anglaise. Et ici se pose un grave problème qui revient dans toutes les réunions internationales. La langue française n'est plus aujourd'hui l'instrument tout puissant de transmission de l'influence française qu'elle fut dans le passé. Plutôt que de parler à un mur, sous prétexte d'une défense formelle de la langue française, ne faut-il pas recourir aux moyens d'expression qui nous permettront d'être écoutés, compris, de faire connaître nos travaux scientifiques et, le cas échéant, de défendre nos intérêts nationaux ?

Pour les économistes, l'un des enseignements de Santa-Margherita est que nous n'avons aucun motif d'éprouver un complexe d'infériorité et nul besoin de nous résigner à la défense de la langue sous le fallacieux prétexte que nous ne pourrions pas tenir nos positions sur le terrain de la connaissance.

Robert Mossé.

---

## AVIS DE CONGRES

Un Congrès international de la Population doit se réunir à Rome, au siège de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, pendant la première quinzaine de septembre 1954, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et en étroite collaboration avec l'Union internationale pour l'Etude scientifique de la Population; le Bureau international du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement. Les gouvernements pourront désigner un expert par pays ayant moins de 500.000 habitants, deux par pays de 500.000 à 40 millions d'habitants, trois par pays ayant plus de 40 millions d'habitants. Des organisations scientifiques non gouvernementales pourront présenter des experts. Elles sont priées d'adresser leurs demandes avec renseignements à l'appui sur leur activité au Directeur de la Division de la Population de l'Organisation des Nations Unies, à New-York, à qui devront être également adressées toutes demandes d'informations concernant la désignation d'experts à titre personnel.

Les organisateurs du Congrès demanderont à certains experts de rédiger des communications. En outre, chaque participant pourra présenter une communication n'excédant pas 2.500 mots et accompagnée d'un résumé de 200 mots. Ces communications devront être rédigées dans l'une des langues suivantes : anglais, chinois, espagnol.



français, italien ou russe. Elles devront parvenir au directeur de la Division de la Population de l'Organisation des Nations Unies, à New-York, le 31 mars 1954 au plus tard. Toutes questions sur les dispositions à prendre pour permettre aux participants d'assister au Congrès devront être adressées au professeur F. Lorimer, Secretary of the Sub-Committee on Arrangements, American University Washington, D. C., Etats-Unis.

---

## REVUE DES LIVRES

---

### Cours, traités et manuels.

**Baudin (Louis)**, *Traité d'économie politique*, t. II, publié sous la direction de L. BAUDIN, par MM. GOETZ-GIREY, KRIER, LAVERGNE, HORNOSTEL, BYÉ, MARCY, MORINI-COMBY, NOVELLE, JEANNENEY, GUITTON. Un vol. in-8° de 1036 p., Paris, Librairie Dalloz, 1933.

Il y a deux ans, en 1931, notre éminent collègue M. Louis Baudin, écrivait, à la première page du premier tome du *Traité d'économie politique*, publié sous sa direction : « Voici que pour la première fois en France, paraît un traité collectif d'économie politique, en deux volumes, correspondant au programme de la licence en droit. » Assurément, d'autres traités en deux ou même quatre volumes (Leroy-Beaulieu, Cauwès) avaient il y a plus d'un demi-siècle initié les étudiants d'alors, — je suis un de leurs derniers survivants, — à l'économie politique; mais ces traités, qui nous exposaient les principes d'une science encore jeune, que beaucoup considéraient presque comme une littérature (même sans la qualifier de l'épithète que l'on sait), ne touchaient qu'à peine, ou pas du tout, à nombre de questions, que se sont posées les chercheurs et les observateurs du monde économique, au cours de ce demi-siècle. Aussi comprend-on aisément qu'en présence des progrès réalisés, de la multitude des problèmes nouveaux étudiés, de l'étendue des recherches que cette étude impose, de l'emploi, de plus en plus généralisé, des méthodes les plus rigoureuses et les plus austères, soit pour arriver à une connaissance plus complète et plus exacte des faits, soit pour dégager leurs relations en recourant au concours des sciences mathématiques et statistiques, — il devienne utile et peut-être nécessaire, — en tout cas, opportun, — de recourir à la collaboration d'un certain nombre de savants; de savants ayant, en même temps qu'un ensemble de connaissances générales communes, une connaissance personnelle spéciale, plus pénétrante ou plus complète, de telle ou telle partie des réalités économiques.

M. B. ayant su réunir, pour arriver à la mise au point de son *Traité* un groupe de collaborateurs choisis parmi l'élite de nos collègues, leur travail, bien réparti, a permis la construction d'un ouvrage, parfaitement conçu et réalisé pour initier à l'ensemble des questions économiques, les étudiants de nos facultés, et, plus généralement, tous ceux qu'attire le désir de participer à cette initiation.

Le second volume du *Traité* qui vient de paraître réunit, groupés dans un ordre classique, sous les trois principales rubriques : Circulation, Répartition, Consommation, les exposés présentés par nos collègues Goetz-

Girey, Krier, Bernard Lavergne, Vigreux, Hornbostel, Byé, Marcy, Morini-Comby, Noyelle, Jeanneney et Guitton.

Une très importante partie du volume et un nombre également important de collaborateurs traitent des questions de circulation (déjà cependant en partie étudiées dans le premier volume, en ce qui concerne la monnaie, le crédit et les prix), — ce qui correspond évidemment à l'importance capitale que ces questions ont prise dans les préoccupations contemporaines des savants, des hommes politiques, et des masses. En près de 700 pages, sont étudiés le commerce intérieur, les marchés, les transports et les entreprises de transport, y compris, bien entendu, les transports aériens, — les relations internationales et la structure de l'économie internationale, et la vie économique internationale; — ce dernier sujet, magistralement traité par M. Byé, — et les mouvements internationaux des hommes, les migrations économiques. Tous ces exposés, mis à jour d'une manière qui s'inspire d'une considération exprimée, entre autres, par M. Guitton : « Le système économique n'a pas des dimensions données une fois pour toutes. Il ressemble à un grand corps en voie d'accroissement. Toutes les courbes matérielles en font foi. Un chapitre important de la théorie moderne s'applique à caractériser les formes et les causes de cette croissance. » 1.

Une qualité particulièrement désirable dans un ouvrage destiné (non uniquement, mais avant tout) à l'enseignement, et que la collaboration d'un nombre assez important de rédacteurs peut rendre difficile à obtenir, est une parfaite homogénéité. Il semble que, malgré quelques différences dans la présentation et la rédaction, à peu près inévitables, cette homogénéité est ici réalisée de manière satisfaisante. L'exposé est parfois plus uni, parfois plus morcelé en développements d'inégale importance, différenciés du reste, par les caractères d'imprimerie; mais ces quelques particularités, comme aussi celles des styles, n'affectent pas sensiblement la solidité et la cohésion de l'édifice, magistralement construit, sous la direction de M. B., par ses excellents collaborateurs. Non seulement en France, mais aussi à l'étranger, leur *Traité* est appelé à rendre de grands services et à faire honneur à la science française, comme l'ont fait, en leur temps, et successivement, les grands traités des Colson, des Leroy-Beaulieu, des Cauwès, des Rambaud, des Pirou, pour ne rappeler que ceux-là.

Au total, il serait, je crois, difficile de présenter une meilleure mise au point de l'état actuel des questions qui se posent, et des réponses que la science économique, au stade où elle est parvenue aujourd'hui, s'efforce de leur donner. L'étudiant, et, plus généralement le lecteur, qui aura su utiliser, pour son initiation, le beau traité collectif publié sous la direction de M. B., pourra se considérer comme ayant établi son acquis économique sur des bases solides. Il sera mis en état de poursuivre, à son tour, sur telle ou telle des questions qui restent ouvertes, des recherches nouvelles, dont les résultats viendront s'incorporer à ceux déjà obtenus, et enrichir, dans quelques années, une édition marquant, à son tour, un progrès de plus dans l'approfondissement des problèmes que nous pose l'évolution rapide du monde économique contemporain 2.

René GONNARD.

1. P. 4009.

2. Le compte rendu du premier volume du *Traité* publié sous la direction de M. L. Baudin figure dans le numéro de novembre-décembre 1964 de la *Revue d'économie politique*.

**Menegazzi (Guido)**, *Corso di scienza sociale*. Trois vol. in-8° de 444 p., 464 p. et 430 p., Verona, Lecce, édit., 1953.

L'auteur de ce majestueux traité, professeur à l'active et très vivante Université de Bari, avait déjà publié des études remarquées concernant les fondements scientifiques de la sociologie, et l'évolution de la politique économique et financière. C'est, aujourd'hui, un cours complet de science sociale, telle qu'il conçoit la nature et l'évolution de celle-ci, qu'il nous présente en trois forts volumes.

Le premier de ceux-ci, dans une large introduction de 200 pages, nous offre d'abord un résumé historique des diverses conceptions que les penseurs se sont faites, de l'ordre universel et social : conceptions antiques, conception chrétienne, conceptions modernes, — et aussi celles qui nient l'existence de cet ordre, considéré comme quelque chose de fondamentalement immuable. ce qui, pour M. M., est le cas du positivisme de Comte et de V. Pareto. Il classe ensuite les penseurs qui, niant le fondement biologique de la sociologie, lui en substituent un psychologique, tel, notamment, G. Tarde. Il passe en revue les caractéristiques objectives et subjectives de l'ordre social, et des systèmes économico-sociaux (économie sociale romaine, corporatisme médiéval, physiocratie, individualisme libéral, communisme, syndicalisme, corporativisme moderne, socialisation) et conclut à l'existence d'une crise des systèmes, économico-sociaux à équilibre mécanique ». « Ce désordre moral, politique, juridique, économique et financier détermine une chaîne de forces négatives, qui place l'humanité dans un état permanent de crise, plus ou moins grave, selon qu'on s'éloigne plus ou moins de l'ordre vital de la société. » 1.

La seconde partie du premier volume est consacrée à l'exposé « d'un nouveau fondement scientifique de la sociologie », et d'une méthode dont M. M. se réclame, méthode au fondement théorico-pratique, et dont il nous détaille les caractères et le mécanisme.

Il passe ensuite, dans le second tome de l'ouvrage, à l'exposé des lois fondamentales de l'économie sociale, analysant les besoins et les biens sociaux, les valeurs et leur hiérarchie, les fins de l'activité sociale et les types variés de valeurs; puis présente la théorie de l'équilibre économique, analysant les conditions de cet équilibre, les « combinaisons productives », et leurs éléments, salaire, intérêt, rente, profit, impôts; et il conclut que dans une économie individualiste libérale, basée sur les valeurs d'échange, le pouvoir d'acquisition monétaire trouve ses termes dans une technique déterminant les rapports entre : 1° la base métallique (mono ou bimétallique); 2° le volume et la rapidité de la circulation; 3° l'épargne monétaire et l'épargne économique; 4° le montant des moyens de paiement et le volume des biens et services évalués monétairement; 5° la direction et les limites des courants du pouvoir d'acquisition et les limites de la dynamique de la production et celles des besoins 2. M. M. conclut cet exposé en disant : « La révolution de la science m'a conduit à relever les lois fondamentales de l'ordre vital des sociétés, ignorées ou niées par la sociologie classique, encore ancrée au principe de causalité mécanique. De là, le profond contraste entre l'uniformité descriptive des classiques... et les très diverses lois d'un système organique vital, toujours plus conforme à une progression scientifique vers la vision d'un finalisme universel.

1. P. 201.

2. P. 455.



considéré comme possible par quelques mathématiciens, et comme certain par une grande partie des biologistes. » 3.

Le troisième tome du *Cours* nous expose enfin les conquêtes et la victoire de l'équilibre volontariste sur l'équilibre automatique, et les principes de celui-là, principes de la dynamique économique, de la dynamique de la population, de la dynamique financière, envisagés dans leur hiérarchie et leurs rapports.

« Ainsi se constitue la communauté solidariste, caractérisée par la copropriété des moyens de travail, comme dans l'entreprise de type coopératif (socialisation nationale), et par le développement organique de toutes les formes de prévoyance et d'assistance sociale (professionnelle, sanitaire, alimentaire, comme se réalise la sécurité des conditions vitales de tout homme, et du bien commun, rendu certain par l'intégration des lois de la liberté individuelle avec la loi de solidarité. »

Au total, un méritoire effort, réalisé par M. M. en vue de rajeunir et systématiser la doctrine solidariste, largement comprise comme base de réalisation d'un équilibre économique-social; l'auteur annonce qu'à la description de cet équilibre, il consacrera de nouvelles études. On en attendra certainement l'apparition avec un grand intérêt, suscité par le magistral *Corso di scienze sociali*, dont je n'ai pu ici que noter quelques caractères et quelques aspects.

René GONNARD.

### Ouvrages généraux de théorie économique.

**Baudin (Louis)**, *L'aube d'un nouveau libéralisme*. Un vol. in-8° de 220 p.. Paris, 1933, Librairie de Médecis.

L'auteur destine ce livre au grand public, en réalité, les esprits les plus avertis y trouvent, à coup sûr, des informations qui compléteront les leurs, et des sujets de réflexion.

Une première partie est consacrée à replacer le libéralisme dans son cadre historique, économique et psychologique, et à en dégager les traits essentiels. Chemin faisant, il rappelle certaines vérités : « Le progrès consiste en termes de libéralisme, dans la baisse des prix et non dans une hausse de salaires ou de l'intérêt » (p. 41). « Le libéral réclame la présence d'un Etat fort dans son action et modéré dans ses ambitions. » Si l'Etat disparaissait, alors nous aurions affaire à une autre doctrine, qui a eu son histoire et qui n'est pas sans grandeur : l'anarchisme » (p. 44). Un examen critique suit immédiatement, car « les apologistes béats du libéralisme lui ont causé plus de mal que ses adversaires » (p. 72); ainsi sont analysés les principaux reproches adressés au libéralisme : son auto-destruction, sa responsabilité des crises, son amoralité.

Une deuxième partie, intitulée *Contre-attaque*, décrit les faiblesses du communisme : « la désagrégation du socialisme »; les « incertitudes du planisme ».

Une troisième partie, entièrement positive celle-là, expose les grandes lignes du néo-libéralisme. Elle rappelle ses progrès et ses succès récents dans un certain nombre de pays, ses principes fondamentaux par le colloque Walter Lippman d'août 1938 dont la guerre a entravé le rayonnement : mécanisme des prix sur des marchés libres pour assurer l'utilisation optimale des moyens de production et la satisfaction maxima des désirs humains — régime juridique déterminé par l'Etat — possibilité de substituer aux

objectifs économiques énoncés ci-dessus d'autres fins sociales, à condition que cette substitution se fasse « en pleine lumière » et soit « consciemment consentie ». L'auteur analyse longuement les interventions possibles de l'Etat en distinguant, outre les interventions extra-économiques, les interventions antérieures, postérieures ou supérieures au mécanisme des prix.

L'ouvrage se clôt par l'exposé d'un problème des élites, que l'auteur est à peu près le seul à approfondir en France.

Ce résumé fait entrevoir l'importance des problèmes traités, mais ne permet pas de juger la vie profonde de l'exposé et le courage de l'auteur, qui ne craint pas de s'attaquer aux principes les plus officiellement reconnus de la politique d'aujourd'hui. « La politique qui consiste à prendre systématiquement aux uns pour donner aux autres engendre un état permanent d'insécurité » (p. 436). « La défense des droits de la minorité et non celle de la primauté de la majorité est le critérium de la démocratie. » Ce même courage permet de fonder une politique sociale rationnelle : « La société qui bénéficie du procédé de sélection (la liberté) prend à sa charge les inconvénients qui résultent de son emploi; dès l'instant qu'une misère imméritée apparaît, l'intervention est légitime » (p. 467).

Partisans, adversaires, esprits qui se cherchent encore, tous auront intérêt à méditer ces pages.

Pierre FROMONT.

**Chait (Bernard)**, *Sur l'économétrie*. Un vol. de 46 p., Bruxelles, Office de publicité, 1930.

**Tinbergen (Jan)**, *Econometrics*. Un vol. de 268 p., London, George Allen and Unwin, 1931.

**Winkler (Wilhelm)**, *Grundfragen der Ökonometrie*. Un vol. de 220 p., Wien, Springer Verlag, 1931.

En l'espace de quelques mois sont parus quatre ouvrages relatifs à l'économétrie en général. Il faut voir là la réponse à un double besoin : celui des économistes qui ne sont pas particulièrement orientés vers les travaux économétriques et voudraient prendre connaissance d'une façon synthétique des méthodes et des principaux résultats de ces travaux, et celui de certains économètres qui désirent une vue d'ensemble de cette discipline à l'heure de sa majorité.

Les quatre ouvrages de Chait, Tinbergen, Tintner et Winkler, sont très différents et ne font guère double emploi les uns avec les autres. Celui de C. n'est que la reproduction d'un assez long article paru en 1949; il vise à donner une idée de l'économétrie, sinon au grand public, du moins au public averti des questions économiques, mais non spécialisé.

L'ouvrage de T., pour partie traduction en anglais d'un livre paru en hollandais en 1941, constitue une véritable introduction à l'économétrie, dont il expose les principes et les buts, et donne une vue perspective d'un certain nombre de résultats déjà obtenus; il réserve aux méthodes une part brève, contrairement à l'ouvrage de Tintner (analysé par M. Verhulst dans le numéro de janvier), qui, après un rapide survol des principaux travaux effectués, fait une recension méthodique et fouillée du magasin des outils économétriques, d'abord ceux applicables aux problèmes où le temps n'intervient pas, puis ceux relatifs aux séries statistiques chronologiques. Quant à M. W., il présente à la fois des considérations sur la

formulation mathématique de certaines théories économiques, et sur certains travaux concrets effectués, en ne s'attachant qu'incidemment aux méthodes statistiques employées.

Il est symptomatique que les quatre auteurs cités aient éprouvé chacun le besoin de commencer par une définition de l'économétrie, cette branche de la science économique étant encore trop jeune pour qu'il ne subsiste pas une large incertitude quant à son domaine. Il est non moins intéressant de constater qu'ils sont tous restés fidèles à l'esprit des fondateurs de la Société d'économétrie, et estiment qu'il n'y a réellement économétrie que là où collaborent effectivement l'économie politique, la statistique et les mathématiques, ce qui exclut en particulier les recherches d'économie quantitative menées d'une façon purement empirique, c'est-à-dire sans recours à une théorie, et les travaux d'économie mathématique non reliés au concret par des tentatives de vérification statistique.

T. expose tout d'abord de façon très claire les principes généraux de l'élaboration du cadre mathématique qui traduit la théorie économique retenue, et aux paramètres duquel le recours à des méthodes statistiques permettra de donner des valeurs numériques. Puis il donne un résumé des principaux résultats obtenus, en particulier en ce qui concerne l'offre, la demande, le coût de production de certains produits. Il fait ensuite bénéficier le lecteur de son incomparable connaissance de praticien en esquisant l'utilisation de l'économétrie à l'élaboration d'une politique économique. Enfin, l'ouvrage se termine par la reproduction de trois articles, sur l'utilisation de l'analyse de corrélation dans la recherche économique, sur le principe d'accélération, et sur les élasticités à long terme du commerce extérieur. L'ensemble de l'ouvrage est clair, agréable à lire, mais d'un niveau relativement élémentaire, et ne constitue, par suite, qu'une simple introduction à l'économétrie, avec l'accent mis surtout sur l'aspect économique des travaux.

W. a adopté une présentation originale, puisqu'il a classé les phénomènes économiques qu'il étudie d'après la forme générale de la loi mathématique qui peut les représenter : forme « hyperbolique » (au sens large du terme), où la variable intervient à une certaine puissance, positive ou négative; c'est le cas de l'utilité marginale, de la distribution des revenus, des courbes d'offre et de demande, du coût et de la puissance de rayonnement des villes et des idées. Forme exponentielle (et formes dérivées, telles que les courbes logistique et normale); comme exemples, nous voyons le développement de la population et le rendement de la terre. Enfin, le « domaine des fluctuations rythmiques » clôt l'ouvrage par des considérations assez rapides sur les fluctuations annuelles et les cycles.

L'ouvrage vise beaucoup plus à illustrer les problèmes fondamentaux auxquels a été appliquée l'économétrie que ceux qu'elle pose elle-même; il n'y a, par suite, guère de considérations sur les méthodes statistiques employées, mais, par contre, chaque sujet traité fait l'objet de considérations économiques qui conduisent à une formulation mathématique et à une vérification statistique empruntée généralement à la littérature, avec de nombreuses citations d'auteurs allemands ou autrichiens, ce qui constitue une contribution très intéressante. Le point le plus discutable de l'ouvrage réside peut-être dans la distinction entre les trois types de forme mathématique, dont on peut se demander si elle a une valeur absolue ou si elle n'est pas simplement un artifice commode de présentation.

Aucun des quatre ouvrages ne constitue un véritable « traité d'écono-



métrie », mais ceci est dans la nature même des choses. L'économétrie est en pleine expansion, elle a toute l'exubérance de la jeunesse, et ceci est vrai aussi bien du domaine qu'elle aborde que des méthodes qu'elle emploie. A cet égard, on pourrait peut-être presque faire aux ouvrages mentionnés un reproche, qui serait de risquer de donner au lecteur, non averti des travaux en cours, l'impression que l'économétrie s'attache surtout à mesurer des quantités individuelles, telles qu'une élasticité de demande, une mesure de l'inégalité de distribution des revenus, etc., alors qu'une large partie du travail économétrique actuel porte sur l'élaboration de considérations méthodologiques et du désir d'éclairer la politique économique.

Mais peut-être est-ce, de la part des auteurs, un réflexe de prudence pour ne pas tomber trop avant dans un second danger qu'ils ont effleuré : celui de nous laisser croire qu'on dispose maintenant de méthodes sûres pour résoudre la plupart des problèmes économiques. Pareille illusion est certes bien étrangère à l'esprit des économètres dont nous analysons les ouvrages; on aimerait être sûr qu'il en est de même pour les autres, et pour certains économistes qui manifestent un engouement aussi exagéré que le dédain ou le mépris de certains de leurs collègues. L'économétrie a déjà à son actif des résultats non négligeables, qui nous sont rapportés dans les quatre ouvrages cités; elle a encore beaucoup de problèmes à résoudre, et s'efforce de le faire, comme le prouve surabondamment la lecture des journaux et revues.

Pierre MAILLET.

**Scitovsky (Tibord), *Welfare and Competition*, 1<sup>re</sup> édition. Un vol. in-8° de 437 p., Londres, George Allen and Unwin. Prix : 25 shillings, 1952.**

Dès la première ligne de la préface de « *Welfare and Competition* », M. Tibor Scitovsky, professeur d'économie politique à l'Université de Stanford, indique le but qu'il poursuivait en écrivant ce livre : tenter de jeter un pont entre la théorie des prix et la théorie du bien-être économique. Revoir l'ensemble de l'analyse du mécanisme des prix à la lumière des plus récents développements de l'« *Economics of Welfare* » et essayer d'évaluer l'efficacité, en terme d'avantage collectif, du système économique, sous les différents régimes de concurrence, tels étaient les desseins de l'auteur.

T. S. se proposait ainsi de combler une lacune de la théorie économique qui lui avait été signalée par Mrs Robinson, alors qu'il n'envisageait d'effectuer qu'une étude du comportement de la firme en concurrence monopolistique. Il nous semble que l'objectif proposé n'ait pas été complètement atteint. L'orientation primitive de ce livre est peut-être l'explication de la très nette disproportion qui existe entre les larges développements consacrés à la description, au fonctionnement et aux résultats des différents types de concurrence et les remarques dispersées relatives aux conséquences sur le bien-être de la communauté. C'est ainsi que les problèmes que pose le passage de la maximisation des satisfactions individuelles à la maximisation du bien-être collectif — à savoir essentiellement la recherche des conditions d'une répartition optima — sont presque toujours négligés. On peut d'autant plus le regretter que les travaux antérieurs de S. le qualifiaient particulièrement pour tenter une liaison féconde entre ces deux importants chapitres de la théorie économique.

En fait, le livre se compose presque exclusivement d'une étude de l'effi-



cacité, mesurée en terme d'utilité courante, i.e. par rapport aux préférences individuelles des consommateurs, de trois types essentiels de compétition. L'ouvrage comprend quatre parties de proportions fort inégales.

Dans la première partie, S. définit le cadre d'analyse (uniquement une économie de plein emploi), les concepts et critères qu'il utilisera par la suite. C'est pour lui l'occasion de présenter une classification des agents économiques qui lui paraît essentielle. D'une part, les *price takers*, c'est-à-dire ceux qui supportent les prix et ont seulement la liberté de déterminer les quantités qu'ils vendront ou qu'ils achèteront (Hicks a pu écrire que ces « *price takers* » étaient identiques aux *quantity adjusters* de Frisch); d'autre part, les « *price makers* », c'est-à-dire ceux qui, au contraire, en raison d'un pouvoir quelconque de contrainte peuvent agir sur les prix.

La deuxième partie se compose de très longs développements (près de la moitié du volume) consacrés à l'étude de la concurrence parfaite définie comme le régime dans lequel, sur tous les marchés vendeurs et acheteurs sont des « *price takers* ». Dans cette minutieuse analyse des conditions et des résultats de la concurrence parfaite, S. ne fait que reprendre et synthétiser des représentations devenues classiques. Mais si le contenu présente peu d'originalité, la mise en ordre porte fortement l'empreinte de son auteur. On ne peut qu'insister sur la clarté, la rigueur logique et l'élégante présentation de l'auteur de « *Welfare and Competition* ».

Il faut signaler particulièrement l'habileté avec laquelle le professeur S. utilise, à la suite de Hicks, les courbes d'indifférence pour étudier le comportement de tous les agents économiques (non seulement des consommateurs, mais aussi des travailleurs, des employeurs et des entrepreneurs); sur ce sujet, traité souvent de manière difficile ou obscure, il a réussi de remarquables exposés didactiques.

Démonstration étant faite que la concurrence parfaite produit le maximum d'utilité conformément aux préférences de chacun, S. entreprend alors de mesurer, par préférence à ce schéma théorique de perfection, l'efficacité de régimes de concurrence plus réalistes.

Les deux dernières parties sont ainsi consacrées à l'étude de deux types de concurrence imparfaite (i. e. dans laquelle il y a coexistence de *price takers* et de *price makers*) : la concurrence libre ou concurrence imparfaite avec libre entrée, la concurrence restreinte ou concurrence imparfaite sans libre entrée. Dans cet exposé des formes, de la nature et des conséquences des divers marchés imparfaits, S. dépasse les développements traditionnels et apporte une contribution personnelle intéressante sur le comportement de la firme qui détient à quelque degré un pouvoir de contrainte. Les chapitres XIII et XIV, consacrés à l'étude des calculs économiques de l'entrepreneur, dans lesquels S. tente d'élaborer une formulation théorique neuve et proche du réel, sont particulièrement intéressants.

Si « *Welfare and Competition* » ne répond pas absolument au propos liminaire de son auteur, il n'en demeure pas moins que le sujet réellement traité l'est d'une manière fort brillante et parfois tout à fait nouvelle. Les qualités de l'analyse et de l'exposition, la richesse d'informations (chaque chapitre est suivi de références bibliographiques fort complètes) font de cet ouvrage un excellent instrument de travail.

**Verhulst (Michel)**, *Les industries d'utilité publique. Bases théoriques et statistiques d'une étude rationnelle*. Un vol. in-8° de 254 p. et planches. (I.N.S.E.E., *Etudes et Documents*, série Th. 6), Paris, P.U.F., 1962.

Le livre de M. V. mérite l'attention pour plusieurs raisons : tout d'abord, parce que c'est un des rares livres français consacrés à une étude économétrique de l'industrie; ensuite, à cause de l'objectif principal de l'ouvrage : « de la lecture de ces chapitres devrait se dégager une méthode d'étude générale des questions économiques » (p. 12), et enfin, du public auquel est destinée cette étude qui porte comme sous-titre : « L'économétrie au service de l'ingénieur économiste. » S'il est intéressant de prendre connaissance des résultats auxquels aboutit M. V. (et dont certains ont d'ailleurs été déjà publiés), il l'est donc encore plus d'examiner et de juger la méthode qu'il nous propose.

Le livre aspire à être une illustration des applications et des enseignements de la théorie économique au domaine des industries d'utilité publique; la caractéristique principale de celles-ci est d'avoir une production « qui peut être considérée comme une variable exogène »; les entreprises ne cherchent pas, comme celles de la théorie économique classique, à maximiser leur bénéfice, compte tenu des conditions de la demande et du coût de production, mais seulement à minimiser ce dernier.

L'étude porte successivement sur la production (fonctions de production et de coût), la demande, et un essai de jugement de la gestion des entreprises d'utilité publique au regard d'un critère d'efficacité parétien.

Tout l'ouvrage est consacré, sauf quelques paragraphes, à une étude de courte période, qui porte sur des « entreprises à structure donnée ». La partie théorique attache une importance particulière au concept de degré d'emploi de la capacité de l'entreprise, « rapport de la production effective à la production normale ou production de plein emploi ». C'est ce concept qui fait le lien entre les considérations de longue période, c'est-à-dire les problèmes d'investissement et les problèmes de gestion de courte période.

L'étude de la production, qui occupe la moitié du livre, est effectuée par une méthode d'approximations successives. Dans l'approche la plus raffinée, comme « il est pratiquement impossible de connaître dans le détail les quantités employées de tous les facteurs de production », l'auteur renonce délibérément à l'emploi de la classique fonction de production entre des variables exprimées en quantités physiques, et introduit au contraire une fonction de production exprimant le volume de production en fonction des coûts des facteurs. Pour deux facteurs, il reprend l'étude géométrique déjà publiée dans cette Revue (septembre-octobre 1950), et donne une méthode analytique assez générale pour la détermination des paramètres de cette fonction à partir d'observations statistiques, moyennant certaines hypothèses (la production est une variable exogène, l'entreprise cherche à minimiser son coût total, la forme analytique de la fonction de production est du type exponentiel de Cobb-Douglas).

Cette méthode est appliquée à l'étude de l'industrie du gaz en France au quatrième trimestre de 1943, d'abord dans l'hypothèse où cette industrie ne produit qu'un seul bien, le gaz, puis en tenant compte de la production de coke.

En ce qui concerne la demande, M. V. essaie de pousser l'analogie formelle qu'on observe entre les équations dans l'étude mathématique de la production et de l'utilité. Il introduit une nouvelle définition de l'utilité, qu'il estime opérationnelle, en considérant que le rapport de la quantité consommée d'un bien à la quantité réellement désirée caractérise une

tension psychologique, un désir, qui est à l'origine du phénomène de l'utilité psychologique. Puis, par une série de supputations et d'hypothèses hardies, il détermine statistiquement la fonction d'utilité des consommateurs de gaz.

Dans le chapitre consacré à l'étude du profit, l'auteur donne des indications sur le rôle très important du degré d'utilisation de la capacité de l'entreprise, et montre que le déficit des entreprises d'utilité publique est souvent dû à l'existence d'un cahier des charges trop sévère, qui conduit les entreprises à n'utiliser que rarement toute leur capacité.

Enfin, après avoir exposé de façon condensée et claire l'essentiel de la théorie du « rendement social » (Allais), c'est-à-dire du fonctionnement optimum de l'économie, et ajouté des observations originales, M. V. examine à la lumière de cette théorie les règles de gestion optimum des entreprises d'utilité publique; il aborde assez allusivement la question du renouvellement du capital, et conclut que de telles entreprises ne peuvent en général éviter un déficit que dans une économie en expansion.

Il semble légitime de juger ce livre aux différents points de vue, de l'économiste, du statisticien et de l'ingénieur. Le statisticien pourra à bon droit être un peu surpris par la désinvolture avec laquelle sont estimées les relations entre variables. On sait très bien qu'il n'existe pas de méthode d'ajustement parfaite; mais est-ce une raison pour « tracer directement les droites à l'œil avec la certitude d'obtenir à peu près les mêmes droites qu'avec la méthode des moindres carrés »? Celle-ci permet du moins de se faire une idée de la valeur de l'ajustement, qui, si on juge « à l'œil » les nombreux graphiques donnés en annexes, est parfois très médiocre (graphiques VI et X en particulier).

Dans le même ordre d'idées, les ingénieurs seront étonnés de ne voir figurer nulle part (sauf omission de notre part) d'indications sur l'ordre de grandeur de la précision des différents résultats numériques qui sont avancés. Les méthodes ne valent que par les résultats qu'elles permettent d'atteindre, et les exemples concrets qui sont donnés auraient dû permettre de dégager ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas demander à celles qui sont décrites. Si « l'art de l'ingénieur » est fort loin de la précision des sciences exactes, du moins fournit-il généralement des indications sur la précision — ou l'imprécision — des résultats obtenus par les calculs.

L'économiste verra, pensons-nous, son attention attirée par deux points principaux. La considération des valeurs au lieu des quantités des facteurs de production est une innovation intéressante; elle est certes discutable dans certains cas, car elle empêche la distinction des variations dues aux quantités de celles dues aux prix, mais dans l'exemple concret choisi, celui du gaz, cette objection ne joue pas, car on procède à la comparaison de différentes usines pendant une même période. Et surtout, elle pourra probablement se révéler particulièrement féconde pour effectuer la liaison entre l'analyse de la production et celle de la consommation; sans être nécessaire — l'analogie des équations entre quantités physiques le prouve — elle peut être précieuse à cause du rôle particulier que joue la valeur (par opposition aux quantités) dans la détermination des dépenses des consommateurs.

Pour l'étude de la gestion optimum, l'auteur a bien vu la nécessité d'introduire des considérations dynamiques, qui le conduisent à distinguer le cas des économies en expansion de celui des économies stationnaires. Mais peut-on vraiment étudier cet optimum sans faire entrer en jeu le caractère fluctuant, et aléatoire, de la demande, et aborder l'examen des



tarifs qui aurait alors obligé l'auteur à expliquer plus nettement comment les cahiers des charges actuels seraient responsables des déficits observés. C'est peut-être la question la plus importante du livre, qui ne lui consacre malheureusement que quelques pages, denses, mais ardues.

A cette déficience se surajoute la difficulté de pénétrer avec certitude la pensée de l'auteur à cause d'une certaine imprécision générale, et c'est très regrettable; car si l'ouvrage garde tout son intérêt théorique, il se présente comme difficilement utilisable par les hommes d'action qui ne sont pas en même temps des spécialistes des questions économiques.

Pierre MAILLET.

Zimmerman (L. J.), *The propensity to Monopolize*. Un vol. de 100 p., Amsterdam, North-Holland Publishing Company. Collection Contributions to Economic Analysis edited by J. Tinbergen, P. J. Verdoorn, H. J. Witteveen, 1952.

Les théories contemporaines de l'organisation des marchés et du mécanisme de la formation des prix considèrent généralement la structure des marchés comme une donnée résultant de diverses circonstances de fait au premier rang desquelles on place le nombre et le degré d'indépendance des vendeurs et des acheteurs. On peut ainsi distinguer de nombreux cas, comme le fait, par exemple, *Le mécanisme des prix* de M. Jean Marchal. Mais il est bien évident que la structure des marchés n'est pas immuable, et il ne semble pas que, jusqu'ici, l'on ait mis en lumière les facteurs susceptibles de favoriser l'apparition de tel ou tel type d'organisation. Naturellement, une telle question est fort complexe et présente de multiples aspects autant politiques et sociaux que proprement économiques. C'est à ce dernier point de vue et dans le cadre d'une approche économétrique que se place M. Z. dans son récent ouvrage *La propension au monopole*.

Nous sommes tout d'abord avertis d'avoir à nous garder de la puissance émotionnelle contenue dans le mot monopole et invités à ne voir dans ce livre qu'une analyse des circonstances susceptibles d'orienter l'évolution des marchés sans les déterminer au sens strict du terme. C'est ce que M. Z. appelle la propension au monopole. Suit un bref exposé historique des heurs et malheurs du monopole et de la concurrence de l'époque des Phéniciens à nos jours. A l'époque récente, en particulier, la politique agricole des U.S.A. illustre le cas où des mesures légales sont prises qui ont pour but de réaliser les mêmes effets qu'une situation de monopole que les vendeurs ne peuvent réaliser en raison de leur nombre trop élevé. L'auteur en déduit l'insuffisance de toute analyse de la formation des monopoles fondée uniquement sur le nombre des parties en présence et propose de chercher la solution en considérant les élasticités de l'offre et de la demande.

Lorsque, dans une branche d'industrie déterminée, l'élasticité de la demande par rapport aux prix est faible, c'est le cas, par exemple, des articles de première nécessité pour lesquels n'existe pas de substituts, une hausse des prix n'apportera qu'une faible réduction de la demande, d'où la possibilité au moyen d'une entente de prix d'augmenter les profits de la branche. Si la concurrence persiste, les firmes qui tentent d'élargir leur marché par une baisse de prix voient leur revenu global fléchir du fait



qu'elles ne peuvent regagner sur la quantité le manque à gagner sur chaque article. Toutes choses égales, par ailleurs, une faible élasticité de la demande se traduira donc par une poussée de la propension au monopole.

L'influence de l'élasticité de l'offre sera mise en lumière par un raisonnement analogue. (Il s'agit ici, l'auteur le précise, de l'élasticité de courte période). Si cette élasticité est faible, le producteur sait qu'il peut élever son prix sans faire apparaître sur le marché un grand nombre de nouveaux producteurs susceptibles de substituer leurs offres à la sienne, point n'est besoin d'un monopole pour le contrôler. D'autre part, une baisse des prix n'est guère à craindre, car aucune firme ne peut espérer élargir son marché en éliminant des concurrents par ce procédé. Inversement, nous concluons que, toutes choses égales par ailleurs, la propension au monopole sera renforcée par une forte élasticité de l'offre.

L'auteur propose alors une formule pour « définir », en fonction des élasticités de l'offre et de la demande, la propension au monopole. Mais comme cette dernière n'a pas été au préalable déterminée d'une manière indépendante, cette « définition » prend l'allure d'une pétition de principe.

Des considérations qui précèdent se dégagent diverses conclusions : tout d'abord, la possibilité de calculer, sous certaines hypothèses, le rapport des profits de monopole aux profits de libre concurrence pour des valeurs données des élasticités d'offre et de demande. Intéressante également est la conjonction de la présente théorie avec les théories « classiques » de l'organisation des marchés. Pour Ricardo, la demande est élastique, mais l'offre ne l'est pas (loi des débouchés de Say d'une part, économie en majeure partie agricole d'autre part); on aboutit ainsi à la théorie classique de la concurrence. Par contre, la doctrine keynésienne, constatant un accroissement constant de la propension au monopole, suppose un abaissement de l'élasticité de la demande et une élasticité de l'offre plus forte. Le cas intermédiaire est représenté par la « zone de Chamberlin », réalisé lorsque les deux élasticités sont voisines de l'unité; on se trouve alors en présence de la concurrence monopolistique.

Un chapitre est intitulé « Propension au monopole et théorie des prix ». En fait, l'auteur y examine ce qui se passe lorsqu'il y a adaptation immédiate de la demande au prix tandis que l'offre ne réagit qu'avec un certain retard. Sous cette hypothèse simple et même à vrai dire quelque peu simpliste, on peut observer des oscillations amorties, entretenues ou explosives en liaison avec les valeurs prises par les élasticités d'offre et de demande. Nous craignons qu'il ne s'agisse là plus d'un exercice technique d'économie mathématique que d'un moyen de progresser dans la compréhension effective des phénomènes économiques.

Après quelques pages consacrées à des applications micro-économiques, l'ouvrage s'attaque à la théorie des cycles envisagée au point de vue de l'élasticité, par rapport au taux de l'intérêt de l'offre d'épargne et de la demande d'investissement. L'analyse de la propension au monopole fait place à l'étude de la possibilité d'un ajustement par les variations du taux d'intérêt. On aperçoit les implications keynésiennes de cette question. L'exposé est assez délicat et n'aboutit d'ailleurs à aucune conclusion nette si ce n'est que les susdites considérations d'élasticité peuvent être utilisées avec profit dans les problèmes macro-économiques.

En conclusion, mais sans lien logique avec ce qui précède, intervient une discrète apologie du monopole considéré comme un élément d'une politique de stabilisation.

Nous devons à M. Z. un ouvrage intéressant par ce qu'il apporte de nouveau et de constructif, et dont on pourrait regretter simplement que les points véritablement importants ne soient pas mis plus nettement en relief.

G. FAIVELEY.

*International Economic Papers*, n° 2. Un vol. in-8° de 232 p., Macmillan Company, New-York, 1932.

Ce deuxième volume, publié par l'Association économique internationale, est destiné, comme le premier, à faire connaître au lecteur de langue anglaise des articles écrits dans une autre langue. L'ordre dans lequel ces travaux sont présentés continue de demeurer mystérieux, n'étant ni historique, ni logique. Nous regrettons, en outre, que l'unité de l'ensemble ne soit pas assurée en quelque manière, par exemple en choisissant des études relatives à une matière déterminée. Nous pensons enfin qu'il serait opportun de donner une place plus importante à des auteurs peu connus et méritant de l'être. La plupart de ceux qui figurent dans ces deux premiers volumes jouissent déjà d'une réputation justifiée.

Toutefois, ce deuxième livre contient une heureuse innovation : la traduction de deux articles anciens et célèbres, souvent mentionnés et rarement lus, l'un de Jules Dupuit, l'autre de Ladislaus von Bortkiewicz. Les économistes français connaissent Jules Dupuit, qui chercha en 1844 à mesurer l'utilité des travaux publics dans les *Annales des Ponts et Chaussées*, et dont F. Divisia a dit le mérite dans l'introduction générale de ses *Exposés économiques* en le nommant père de l'utilité marginale et père de l'économie publique. Si le premier de ces deux enfants rencontre aujourd'hui quelques difficultés, le deuxième a bénéficié d'un remarquable développement. Rappelons que Dupuit cherche à apprécier les travaux publics par le rapprochement de leur coût et de leur utilité, mais si le coût peut être calculé, l'utilité ne peut l'être que fort difficilement en se référant aux valeurs d'usage des services rendus. Dupuit a ouvert la voie aux études des ingénieurs modernes qui se sont appliqués à effectuer cette dernière évaluation.

Ladislaus von Bortkiewicz, dans les *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* de 1907, s'attaque aux thèses de Marx sur la valeur et les prix en les mettant sous forme chiffrée. Il établit ainsi clairement la preuve d'un certain nombre d'erreurs contenues dans *Das Kapital* : l'affirmation de l'égalité des prix globaux et de la valeur globale est inexacte, la distinction entre capital variable et capital constant est quantitative, non qualitative, l'accroissement du rendement du travail en nature n'engendre pas forcément une baisse du taux moyen du profit. L'auteur, en somme, donne raison à Kautsky qui traitait Marx de pauvre calculateur contre Engels, qui voyait en lui un mathématicien consommé.

Nous ne quittons pas le domaine du marxisme avec un article de Tadeusz Dietrich, qui expose le rôle de la loi de la valeur dans un système socialiste. Ce rôle est différent de celui que cette loi joue dans un système libéral, mais il est inexact de le nier comme l'ont fait plusieurs économistes, même soviétiques. Le socialisme se situe dans une phase historique du développement pendant laquelle règne encore une certaine rareté des biens; si cette dernière disparaissait, ce serait le communisme qui deviendrait réalisable. C'est pourquoi il existe une planification et une application de la loi de la valeur, non plus spontanée comme en régime libéral

et trouvant son expression dans la comptabilité commerciale, mais consciente et traduite par ce que l'on nomme « la comptabilité économique ». La première de ces comptabilités fait apparaître entre le profit et le salaire un antagonisme qui n'existe pas dans la seconde. Les prix sont fixés d'après les coûts. La monnaie demeure nécessaire. (Cet article est paru en polonais en 1930.)

Eli F. Heckscher raconte la vie de David Davidson, son compatriote d'origine allemande, professeur à Upsal, dont la contribution la plus importante à la science économique est d'ordre monétaire. Né en 1834, cet économiste mourut en 1942. (Cette étude est la traduction d'un mémoire présenté à l'Académie royale des Sciences de Suède en 1931.)

Nous ne dirons rien de l'excellent article de Pierre Massé sur le risque et le taux de l'intérêt que les lecteurs français trouveront dans *Economie appliquée*, n° 1 de 1931.

H. A. A. de Melverda, dans un article traduit du hollandais, dénonce « l'illusion des coûts fixes ». S'appuyant sur de récentes données statistiques américaines de transport, il critique la thèse de E. W. Williams et confirme celles de M. O. Lorenz et de K. T. Healy. Pour lui, la fixité des coûts est apparente, elle disparaît toujours à la longue. C'est la variabilité qui règne dans ce domaine, mais la multiplicité des variables engendre une illusion de fixité.

G. Ugo Papi examine, dans une étude parue en allemand et en italien en 1949, les principes des plans individuels de production en vue d'éclairer la théorie de l'investissement. Ces plans se divisent en deux parties, l'une concernant les coûts, l'autre les prix. En les dressant, l'entrepreneur cherche à régler sa conduite de manière à se couvrir contre les risques. On peut concevoir un équilibre pour une firme dominant le marché dans des conditions de libre concurrence et émettre des doutes sur l'existence d'une loi de concentration industrielle (p. 190). Le développement de la théorie des plans individuels introduira à la longue une plus grande stabilité dans la vie économique.

Kjeld Philip envisage la formation des salaires sur le marché du travail en distinguant quatre facteurs : les variations du salaire réel, celles de l'emploi, les possibilités de transfert des variations des salaires aux prix (grâce au contrôle des importations), les possibilités de remplacement du travail par d'autres éléments. Cet article, traduit du danois, date de 1931 et ne compte que quelques pages.

Erich Preiser, dans une étude parue en allemand (*Festgabe für Alfred Weber*, 1949), explique que la distribution de la propriété affecte non seulement la répartition personnelle, mais encore la répartition fonctionnelle du revenu à travers les élasticités de l'offre et de la demande. Ses observations au sujet du « pouvoir économique » permettent de donner de l'ensemble du problème le résumé suivant (p. 219) : la possession de la propriété, la situation du marché, le pouvoir personnel, sont les trois données sociologiques qui s'exercent sur la distribution fonctionnelle du revenu, les deux premières exigeant respectivement pour se manifester un quasi-monopole et un monopole.

Enfin, D. B. J. Schouten nous donne une analyse mathématique des effets des variations de salaires sur l'emploi (traduite du hollandais, 1931).



## Réimpressions d'ouvrages classiques.

Say (Jean-Baptiste), *Textes choisis*. Préface par Pierre-Louis REYNAUD (*Collection des grands économistes*, publiée sous la direction de M. le professeur L. Baudin). Un vol in-16 de 362 p., Paris, Dalloz, 1953.

Sur l'œuvre si discutée de Say, M. P.-L. R. donne, dans une élégante préface de 62 pages, un jugement pondéré, très différent du commentaire enthousiaste, et même un peu délirant, que Teilhac écrivait en 1927. Il montre que, dans le *Traité* comme dans le *Cours*, les thèses philosophiques et les grandes constructions théoriques sont empruntées à d'autres. S. a eu quelques trouvailles, mais ne les a guère utilisées : « Après avoir renouvelé un certain nombre de notions, comme la valeur, ou avoir mieux compris les acteurs, comme l'entrepreneur, il a trop souvent repris la description des anciens mécanismes économiques. » Le meilleur de S. se trouve dans les passages directement tirés de ses observations et de ses expériences.

L'agrément de l'histoire des doctrines, c'est qu'elle se renouvelle sans cesse; à mesure que la science économique évolue, nous posons d'autres questions aux écrivains du passé, nous redécouvrons d'autres aspects de leur œuvre. Au XIX<sup>e</sup> siècle, S. fut avant tout le glorieux inventeur de la loi des débouchés; après 1870, il devint un précurseur du marginalisme; les lecteurs de Walras, puis de Schumpeter, virent en S. le théoricien de l'entrepreneur; au moment de la révolution keynésienne, S. fut plus que jamais cité (mais, comme le souligne M. R., c'était « pour montrer ce qu'il ne faut plus croire »; il apparaissait, cette fois, le malheureux inventeur de la loi des débouchés); aujourd'hui, nous voyons en lui un des précurseurs de la comptabilité nationale...

En montrant la diversité de son personnage, M. R. justifie sa phrase liminaire : « Il est déjà fort honorable de constituer un point de repère dans l'histoire de la pensée; cela montre au moins que l'on a su poser des problèmes et présenter des questions dans un ordre nouveau. »

Les extraits ont été choisis et classés avec grand soin. On y trouve l'essentiel de ce qu'il faut connaître de l'œuvre de J.-B. S., sauf, peut-être, les passages relatifs à la théorie et à l'évaluation du revenu national. Nous avouerons pourtant que nous ne sommes pas enthousiastes de la division adoptée par M. R. (I<sup>re</sup> partie : L'aspect réaliste de l'œuvre de S.). Est-ce que chez tout auteur, l'expérience et les idées acquises ne forment pas une synthèse indissoluble? M. R. est amené à situer la théorie de la valeur dans l'œuvre réaliste de S.; mais à cet égard S. et Ricardo portaient d'une expérience identique et leur interprétation seule différait. De même, il classe le libre-échange et les crises parmi l'œuvre idéologique; et pourtant la pondération de S. en matière de politique commerciale et mainte constatation judicieuse à propos des crises, sont dues à son expérience.

Quant à la loi des débouchés, puisque M. R. a bien voulu utiliser l'article que nous avons publié dans cette même *Revue* en janvier 1952, et en acceptant la plupart des conclusions, nous allons revenir sur les quelques arguments qui ne l'ont pas pleinement convaincu :

1<sup>o</sup> Il ne faut pas faire des physiocrates (nous en excluons Turgot) des précurseurs de la loi des débouchés. Sans doute, ont-ils affirmé le caractère de simple intermédiaire de la monnaie, mais la loi des débouchés (dont nous rappelons l'énoncé correct : la production s'ouvre à elle-même un débouché suffisant) ne découle pas nécessairement de cette affirmation.



La preuve, c'est que plusieurs physiocrates ont exprimé la crainte d'un excès de capital, et donc d'une surproduction générale. Aujourd'hui, maint théoricien, à la suite de Rosenstein-Rodan, fait de la monnaie la condition du déséquilibre. C'est aussi une erreur. Ce qui caractérise la crise, c'est la vente, ou la menace de la vente, à un prix inférieur au coût de production; on peut tout aussi bien concevoir le troc à un taux inférieur au coût de production.

2° M. R. hésite à reconnaître Tucker comme le père de la loi des débouchés : « Tucker s'est exprimé sur ce point de façon bien indirecte et s'est occupé surtout de montrer qu'à la longue la main-d'œuvre créait ses propres conditions d'emploi. » Tucker, il est vrai, s'exprime d'une manière assez floue, mais, convaincu par lui, son traducteur Turgot énonce nettement la thèse que le plein emploi serait permanent si l'on écartait les obstacles artificiels à la concurrence. Il faudrait donc associer les noms de Tucker et Turgot quand on parle des origines de la loi des débouchés. Que Tucker et Turgot aient traité de l'emploi plutôt que de la vente des produits, c'est ici sans importance; la loi du plein emploi permanent et la loi des débouchés ne sont que deux manières d'envisager un même principe : l'impossibilité des crises générales. Ajoutons que S. connaissait très bien l'œuvre de Turgot; cela résulte d'un passage du *Cours*, que M. R. a eu l'heureuse idée de reproduire. Il est probable que S. ait connu aussi la traduction, par Turgot, de l'œuvre de Tucker.

Un détail pour finir. M. R. emploie l'expression « malthusianisme économique ». Il faudrait, à notre avis, la bannir des ouvrages d'économie politique. En effet, l'effort essentiel de Malthus a été de découvrir les conditions qui permettraient à la production d'atteindre le plus haut point possible. L'expression « malthusianisme économique », dans le sens qu'on lui donne d'habitude, est donc injuste et inexacte.

Paul LAMBERT.

### Histoire des faits économiques.

Soreau (Edmond), *L'Agriculture du XVII<sup>e</sup> siècle à la fin du XVIII<sup>e</sup>*. Un vol. in-8° de 484 p., Paris, E. de Boccari, 1932.

Cet ouvrage constitue le tome IV de *L'Agriculture à travers les âges*, collection fondée par Emile Savoy, conseiller d'Etat et député au Conseil des Etats de Suisse, membre de la Commission internationale d'agriculture et du Comité directeur de l'Union suisse des paysans.

Le premier tome de la collection — il faut le rappeler pour mieux situer l'ouvrage que nous analysons présentement — avait donné le titre général *L'Agriculture à travers les âges*, et le sous-titre *Histoire des faits, des institutions, de la pensée et des doctrines économiques et sociales*. M. de Vogüé, dans sa préface, avait écrit les lignes suivantes : « L'histoire, telle qu'on l'a comprise dans le passé, fut presque exclusivement celle des rivalités entre les peuples et des ambitions des grands. C'est seulement à une époque récente qu'on voit entrer les questions économiques dans le champ visuel des historiens; quant aux questions agricoles, elles ont échappé plus longtemps à leurs regards. » Et le préfacier de montrer comment l'œuvre entreprise par Emile Savoy constituait une véritable histoire de l'agriculture universelle, comment elle était indispensable pour comprendre

l'histoire générale, comment enfin faits et doctrines s'y trouvaient interérents.

Le tome IV, rédigé par M. E. S., mérite pleinement cette appréciation. Couvrant deux siècles d'histoire, il étudie successivement l'Europe (Est de l'Elbe, Allemagne entre l'Elbe et le Rhin, Autriche et ses dépendances slaves et hongroises, Suisse, Europe de la Baltique et Europe du Nord, Europe méditerranéenne, Pays-Bas, Grande-Bretagne et Irlande, France de Henri IV à la Révolution), les Amériques, l'Afrique, la Chine, le Japon. Sur chacun de ces pays ou groupes de pays, les investigations abondent : nature des sols, jachères et assolements, élevage et pathologie animale, traitement des cultures, genre de vie des paysans, régime de propriété et d'exploitation, progrès scientifiques utiles à l'agriculture, événements politiques en liaison avec l'évolution rurale.

Prenons, à titre d'exemple plus précis, le sous-chapitre de l'étude sur la France intitulé *La population rurale*. Nous y trouvons, en une quarantaine de pages, un exposé intéressant des grands problèmes de politique et d'économie rurales se posant à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : réaction féodale qui se manifeste depuis plusieurs dizaines d'années; influence de la physiocratie; controverses sur le maintien de la vaine pâture, des communaux et des servitudes communautaires; hausse générale des prix et abaissement des salaires réels; hiérarchie des classes sociales rurales; rédaction des cahiers; grande peur; abolition des privilèges; attitude des divers milieux ruraux en face des lois révolutionnaires; interférence avec les événements politiques et religieux; lois du maximum; partage des biens des conspirateurs; inflation et déflation successives... Certes, il y a lieu de mettre parfois au passif de l'ouvrage une inégalité regrettable entre développements (pourquoi, par exemple, parler si peu du métayage?), mais c'est tout de même une mine abondante de renseignements qui nous est fournie.

En lisant ce livre important où les détails fourmillent en un foisonnement intense et quelquefois inattendu, on est porté à évoquer une œuvre d'économie rurale qui a illustré le milieu du dernier siècle : celle de Wilhelm Roscher. Même richesse de documentation, même souci de la précision, même difficulté parfois aussi pour le lecteur à suivre la ligne générale du développement, ce qui n'exclut d'ailleurs nullement dans le livre de M. S. les qualités de style et notamment l'élégante concision de la phrase.

André GARRIGOU-LAGRANGE.

### Statistiques.

L'Australie, *Memento économique : Institut national de statistiques et des études économiques. Direction de la conjoncture et des études économiques*. Un vol. in-8° de 192 p., Paris, Presses Universitaires de France, 1934.

L'Institut national de statistiques a publié, dans la série de ses mémentos économiques, un fascicule consacré à l'Australie. Il s'agit d'une brochure de 192 pages, où sont analysés, en douze chapitres, les divers éléments de la vie économique et sociale de l'Australie. Les statistiques sont empruntées à des sources variées et d'ailleurs inégales : *Official Year books; Australian production statistics bulletin; Quarterly summary bulletin; World economic Report*, etc.

Il faut féliciter l'Institut d'avoir recueilli, dans un livret commode à consulter, ces données éparses dans des publications difficilement accessibles, en raison de leur variété même. Il nous est ainsi permis, en outre, de rajeunir nos connaissances sur l'Australie; pas autant que nous le souhaiterions toutefois, car dans cette brochure qui porte la date de 1931, tous les renseignements chiffrés s'arrêtent à 1949 et sont par conséquent, dès maintenant, déclassés par ceux des recueils périodiques de statistique. Tel qu'il est, ce livre rendra bien des services aux industriels, aux commerçants et hommes d'affaires. Il est douteux que les économistes plus spécialisés en retirent tout le parti qu'on pourrait souhaiter et nous avouons que les géographes n'y feront qu'une piètre moisson. Tout est loin d'être excellent dans ce livre, précieux à plus d'un titre, et nous croyons rendre service à ses auteurs en en signalant les singulières faiblesses ou les inadmissibles insuffisances.

Après une introduction claire et nerveuse, les premiers chapitres apportent une grave déception; ils nous présentent un tableau de la structure géographique qui n'est guère autre chose qu'une insipide nomenclature, sans aucun élément descriptif ou explicatif : c'est la notice géographique telle qu'on la concevait il y a un siècle, une série de tiroirs étiquetés « Relief », « Côtes », « Cours d'eau », « Lacs », « Puits artésiens », « Climats », « Végétation »... La simple lecture d'un chapitre de la *Géographie universelle* eût montré comment un milieu géographique peut être analysé valablement. Ni l'hydrographie, ni la végétation, ni, à plus forte raison, le relief, ne sont mis en relation avec le climat. Ces notations sans vie, qui affichent une tranquille ignorance de tout ce qui s'est écrit sur l'Australie depuis plusieurs décades, sont de nature à faire concevoir des doutes sur la valeur d'ensemble de l'ouvrage. Cette incompétence se confirme malheureusement quand on se reporte aux cartes hors texte ajoutées à la fin du fascicule. La carte physique, où le relief est figuré par des lignes de faite (arbitrairement tracées), sans aucune indication hypsométrique, semble extraite d'un almanach du siècle dernier. Les deux cartes économiques, où les faits sont symbolisés par des cartogrammes sans échelle, ne donnent aucun renseignement sur l'importance et la localisation précise des productions; elles dénotent une totale ignorance des règles élémentaires de la cartographie économique. Quant à la dernière carte, celle des communications, condamnons-la sur la simple constatation qu'elle ignore l'existence des lignes aériennes intérieures de l'Australie.

Les autres chapitres sont moins décevants. Le chapitre III, « Démographie et main-d'œuvre », offre une série de tableaux permettant d'étudier l'accroissement de la population, sa répartition dans le continent, l'évolution de l'émigration. Ce sont là des données précieuses, mais on regrette que lesdits tableaux n'aient pas été revus avec plus de soin et que les auteurs ne se soient point souciés de mettre les chiffres en concordance. C'est ainsi que le tableau de la page 14 attribue, pour 1947, 7.579.338 habitants à l'Australie, alors que le texte, douze lignes plus haut, en retient 7.640.820... Protestons au passage contre ce faux étalage de précision des statistiques, qui prétendent recenser à une unité près la population d'un continent, l'effectif d'un cheptel, le tonnage d'une production agricole. Une étude du genre de celle qui nous occupe doit être largement synthétique; ce n'est pas sans sourire qu'on lit, à la page 29, que l'Australie compte 423.489.429 moutons — pas un de moins! — et qu'ils fournissent — évalués sans doute en double pesée! — 1.434.166.507 kilos



de laine; c'est pousser un peu loin l'amour des chiffres et ces 7 kilos, ajoutés aux milliards, vaudraient une élégie! Ce n'est pas à des statisticiens professionnels que nous prétendons apprendre les règles d'évaluation des masses et l'usage des unités, mais chacun sait que les productions de laine, coton, blé, s'évaluent en tonnes ou en quintaux. Le plaisir de manipuler dix chiffres a conduit nos auteurs à une lamentable bévue : quiconque a des notions élémentaires de géographie économique, sait, en effet, que la production lainière australienne se tient annuellement entre 400.000 et 500.000 tonnes..., ce qui revient à dire que le chiffre de 1.131.166.507 ne représente pas des kilos, comme nous l'affirme l'auteur du chapitre, mais bel et bien des livres anglaises (453 grammes environ); moins de minutie inutile et plus de précision réelle, voilà ce qu'on voudrait trouver dans ce livre, dont les auteurs, fait paradoxal, ne semblent pas familiers avec les unités de mesure et de poids. Nous notons en effet, à la page 55, que le tableau de la production houillère fait état, pour 1938, de 15.861 millions de tons. Ignorons le lapsus — très fâcheux en lui-même, puisqu'il s'agit de toute évidence, non pas de millions, mais de milliers de tons — pour souligner que l'évaluation est faite en tons (de 1.016 kg.) Or ce chiffre est identifié, dans le texte, à 15.335.000 tonnes (métriques)! Si bien que nous ignorons, à 750.000 tonnes près, la production australienne des combustibles solides pour 1938! Approximation bien grossière, après tant de minutie!

Il serait malheureusement trop aisé de multiplier les exemples; notre but n'est pas d'exercer une vaine critique contre un ouvrage dont l'ambition était avant tout de rendre service. Nous voulons seulement mettre les statisticiens en garde contre certains de leurs travers, contre un amour immodéré du chiffre pour le chiffre et les inviter à revoir de très près les publications qu'ils composent à notre usage. Les quelques exemples ci-dessus suffisent à prouver que, dans son état actuel et sous les apparences trompeuses d'une minutieuse précision, le dernier fascicule de l'Institut national de statistiques doit être consulté avec la plus grande circonspection.

A. PERPIGOU.

*La Grèce : mémento économique.* Un vol. in-8° de 308 p., 1952, Paris. P. U. F., Publication de l'I. N. S. E. E., Collection de Conjoncture et d'Etudes économiques.

Ce mémento apporte, sous une forme condensée, des renseignements entièrement précis et abondants sur la Grèce : son territoire, sa population, ses activités économiques, ses problèmes monétaires et financiers, ses échanges avec l'étranger, ses revenus.

Cette sorte « d'annuaire statistique commenté » a l'avantage de retracer, pour chaque phénomène, son évolution, et de faire connaître les perspectives d'avenir.

Glanons quelques détails. La natalité reste forte (24 ‰ en 1939), d'où une émigration traditionnelle dont l'importance numérique est malheureusement mal connue : le nombre des Grecs résidant à l'étranger était évalué par le Ministère des Affaires étrangères à 1.548.000 en 1928, tandis que le Bureau International du Travail l'évaluait à 293.000 en 1930 (p. 49). L'indice de production agricole est passé de l'indice 100 en 1918 à l'indice 160 en 1938, et 187 en 1931. L'agriculture souffre de la chute des expor-



tations de tabac (perte des marchés en Europe centrale et, en premier lieu, des marchés allemands au profit des tabacs américains); elle attend beaucoup de la culture du coton qui, de 500 hectares en 1921 est passée à 37.000 hectares en 1949 (après avoir culminé en 1937 à 82.000 hectares) : le rendement à l'hectare la classait, avant la guerre, au troisième rang dans le monde (après l'Égypte et le Pérou). Le revenu national par tête d'habitant était évalué en 1938 à 90 dollars. Le revenu national global est fourni à concurrence de 42 % par l'agriculture, de 14 % par l'industrie. La balance des paiements de 1949 s'établissait comme suit, en millions de dollars : importations, 367; exportations, 83; remise des émigrés, 8,6; revenus de la marine marchande, 8,2; aide, emprunts, 267.

Signalons, pour terminer, le tableau d'ensemble que le rédacteur du *mémento*, M. Parisiades, trace de l'évolution de l'économie grecque (p. 188-189).

Au cours de l'entre-deux-guerres, l'économie grecque a fait de notables progrès dans tous les domaines. La brusque augmentation de la population agricole par l'afflux des réfugiés de l'Asie Mineure, jointe à la réforme agraire de 1923, détermine le progrès rapide de l'agriculture, précipitant le développement de l'économie de marché dans les campagnes au même titre que dans les grands centres qui disposaient désormais d'une main-d'œuvre surabondante et bon marché, condition suffisante pour le développement de l'industrie légère.

Toutefois, la production indigène n'a pu se développer au point de suffire aux besoins de la consommation intérieure et produire à la fois la contrepartie des biens importés sous forme de denrées alimentaires, de matières premières, de machines, de combustibles. Le marché intérieur s'est développé. Mais la nature de la production agricole où prédominent les produits dits nobles (tabac, raisin sec, huile d'olive, fruits), le fait qu'une partie importante des revenus des particuliers consistait en envois des émigrés ou en revenus de la marine marchande, rendaient le marché intérieur éminemment sensible aux vicissitudes du marché mondial.

Loin d'être stimulé, le marché intérieur fut à la longue alourdi par le développement industriel qui ne pouvait être obtenu qu'à la faveur d'un rideau douanier aux tarifs prohibitifs, dont si les industriels grecs furent les bénéficiaires, la masse des consommateurs devait sans partage supporter les nombreux inconvénients. Déjà, bien avant la guerre, le terme « *dasmovios* » (vivant de tarifs douaniers) définissait l'essence de l'activité industrielle locale.

Tels furent les aspects de l'économie grecque au cours de l'entre-deux-guerres et depuis. Impuissante à mettre en valeur toutes les forces productives de la nation, sa structure conserva son aspect parasitaire, caractérisée par la grande proportion de la population non occupée ou s'adonnant à des activités improductives.

Pierre FROMONT.

I.N.S.E.E., *Les comptabilités nationales dans le monde. Comparaison des méthodes. Etudes et Conjoncture*, numéro spécial hors série, 1932, 256 p.

Ce numéro spécial d'*Etudes et Conjoncture* est consacré à la description des travaux de comptabilité nationale qui sont effectués dans un assez grand nombre de pays, et à l'examen de certains problèmes particuliers soulevés par ces travaux.

Les deux premières parties, qui couvrent plus de la moitié de l'ouvrage,

sont consacrées à la description de l'élaboration des comptes nationaux, telle qu'elle est pratiquée à l'étranger. Dans certains pays, en nombre d'ailleurs très limité, ces travaux sont effectués de façon régulière : c'est le cas des Etats-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Allemagne et des pays nordiques (Danemark, Suède et Norvège); ces pays disposent en général d'une documentation statistique développée, et les recherches sur le revenu national y sont relativement anciennes.

La monographie donne pour chaque pays des indications sur le concept de revenu ou de produit national qui y est en usage, passe en revue la façon dont sont élaborés et présentés les différents comptes, et enfin décrit les éléments qui entrent dans le revenu national; les tableaux de chiffres sont extrêmement nourris et nombreux, puisqu'ils remplissent très exactement la moitié des pages; ils sont relatifs à plusieurs années d'après-guerre, et, lorsque c'est possible, à une année d'avant-guerre. Enfin, pour certains pays, sont signalés des points particuliers intéressants, tels que la répartition du revenu des particuliers entre les provinces au Canada ou le traitement du « secteur autorité » en Italie.

A côté de ces pays qui sont en tête du progrès en ce qui concerne la comptabilité nationale, figure un second groupe de pays qu'on pourrait baptiser de « comptablement sous-développés »; les méthodes y sont en rodage, et les élaborations statistiques pas encore très poussées. Telle est la situation dans divers pays d'Amérique latine (la monographie en examine une douzaine), en Espagne, en Turquie, au Japon. Aussi, sauf pour ces deux derniers pays, l'ouvrage ne nous donne-t-il que des indications sur les différents résultats disponibles et leur valeur, sans aborder de questions de méthodes. Mais c'est l'occasion de faire sur l'économie de ces pays des remarques intéressantes suggérées par l'examen des séries statistiques disponibles.

La France n'est classée dans aucun de ces deux groupes de pays, et fait l'objet d'une troisième partie. Sont successivement décrits la comptabilité nationale de 1938, telle qu'elle avait été élaborée par Dumontier, Froment et Gavanier au Commissariat au Plan, le calcul du revenu national pour les années d'après-guerre, par utilisation des indices de production sur la référence 1938, les comptes de l'année 1949 (parus dans *Statistiques et Etudes financières* d'avril-mai 1952), et enfin très brièvement (trop brièvement) les travaux en cours.

Ces trois premières parties de l'ouvrage ne prétendent pas à l'originalité, mais visent simplement à être descriptives. Elles atteignent leur objectif avec succès, car la présentation est claire et les très nombreux tableaux statistiques illustrent, mieux que de longs discours, les méthodes de présentation employées à l'étranger. Regrettons seulement que ne soit pas indiqué si ces tableaux sont originaux ou résultent d'une compilation, et également qu'on n'ait pas adopté une présentation commune qui aurait grandement facilité au lecteur les comparaisons entre pays.

Le reste de l'ouvrage est consacré à l'étude de problèmes particuliers. Le traitement du secteur public dans le calcul du revenu national a fait, de la part des spécialistes des divers pays, l'objet d'examen attentifs, d'où ont découlé des conclusions assez divergentes; après avoir rappelé brièvement ces oppositions, la monographie propose une « méthode générale d'intégration du secteur public non industriel dans la détermination du revenu », qui repose essentiellement sur la comptabilisation des services rendus par l'Etat à une valeur résultant d'une espèce de contrat souscrit par le Parlement en tant qu'exprimant la demande collective

de ces services. La méthode est étendue au cas où les dépenses de l'Etat présentent un caractère plus ou moins productif. La méthode est ingénieuse, quoique peut-être artificielle, mais l'application concrète qui est suggérée est très discutable, car elle fait intervenir des transferts fictifs entre impôts directs et indirects, qui ne seraient corrects que si le régime fiscal était économiquement neutre.

Le chapitre intitulé « Les représentations graphiques en matière de revenu national et de comptabilité nationale » traite, en réalité, beaucoup plus qu'il ne promet, puisque, sous couvert de décrire un grand nombre de modes de représentations des flux de monnaie et des flux de biens et de services, tels qu'ils ont été proposés par divers auteurs (Stone, Frisch, Gruson, etc.), il aborde, en réalité, le problème des circuits économiques et de leur liaison avec la comptabilité nationale. Le chapitre contient d'excellentes remarques, qui auraient seulement gagné en clarté si l'auteur avait marqué plus systématiquement la distinction fondamentale entre les deux types d'études de flux : la description ex-post des flux ayant circulé, pendant une période donnée, entre des postes préalablement définis, et l'étude des circuits économiques entre les agents économiques « centres de décision » ; l'auteur note cette distinction, mais juge les schémas comptables en pensant à la formation des circuits réels : il est alors fatal qu'il leur trouve des points faibles. Mais ceci est secondaire, et il est extrêmement précieux et utile de trouver rassemblés ici les plus importants schémas de représentation des flux qui aient été imaginés et publiés avec des commentaires dans l'ensemble très pertinents.

Enfin, l'ouvrage se termine par quelques pages sur « l'analyse des relations interindustrielles », c'est-à-dire la méthode d'analyse élaborée et utilisée par Leontief. L'exposé est clair, bien documenté, et fournit une bonne description de la méthode, avec peu d'observations critiques sur les points délicats. Il est illustré par des exemples malheureusement empruntés tous aux Etats-Unis, ce qui pourrait laisser au lecteur l'impression fautive que seul ce pays accomplit de tels travaux, alors qu'en réalité on en a entrepris au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Norvège, en Italie, pour ne pas parler de la France.

Œuvre d'équipe, cette monographie en a les qualités et les défauts ; elle a le mérite de couvrir un très large domaine, mais elle manque d'unité ; non seulement la présentation de travaux homologues en divers pays n'est pas uniforme, mais les problèmes particuliers étudiés à la fin ne sont pas rattachés nettement à la partie descriptive du début. Un défaut d'homogénéité se relève entre les auteurs ; c'est ainsi, par exemple, qu'on sent très bien que l'auteur de l'excellent chapitre sur la France est un orfèvre en la matière. Saisissons enfin cette occasion de regretter une fois de plus que l'I.N.S.E.E. ait cru devoir adopter le principe de l'anonymat : lorsque, comme c'est le cas ici, le travail de chacun n'a pas été complètement refondu par l'équipe tout entière, il nous semblerait normal que chaque collaborateur prit la responsabilité de son œuvre. Signalons, pour terminer ces remarques critiques, l'absence de bibliographie, ou même d'indication des ouvrages utilisés dans la partie descriptive ; il y a là une lacune grave pour un livre qui se veut un instrument de travail.

Ces observations ne doivent pas masquer la grande utilité de cet ouvrage. A une époque où la comptabilité nationale est en grand essor, où, en grande partie sous l'influence du développement des contacts internationaux, on met l'accent sur les comparaisons internationales, il est très intéressant de disposer d'un volume rassemblant des indications sur les méthodes suivies dans chaque pays.



L'objet de cette monographie était moins d'apporter une œuvre originale que de faire le point; elle a très bien réalisé son ambition, et il faut espérer que l'I.N.S.E.E. ne tardera pas trop à nous gratifier d'une étude complémentaire sur les travaux de comptabilité nationale tels qu'ils sont menés dans les pays à économie planifiée et communiste.

Pierre MAILLET.

### Economie rurale.

**Augé-Laribé (Michel)**, *Répertoire bibliographique d'économie rurale*. Un vol. de 104 p., grand in-8°, 1953, publié par la Société française d'Economie rurale (30, rue de Châteaudun) (avec le concours du C.N.R.S.).

On sait que l'une des grandes difficultés de l'économie rurale est constituée par le caractère dispersé de sa documentation : les ouvrages d'ensemble y sont rares, les articles et les brochures innombrables. Les spécialistes eux-mêmes perdent beaucoup de temps pour surmonter cet obstacle.

Le *Répertoire* qui vient de paraître apporte la solution. Le nom et l'expérience de l'auteur constituent une garantie de qualité.

Le classement suivant a été adopté : Géographie, Histoire, Sociologie, Production, Distribution, Economie rurale, Législation, Associations. Enseignement professionnel, Politique agricole, Agriculture dans l'Union française, Agriculture en Europe, hors d'Europe, Documentation. — Le tout est complété par un index des noms d'auteurs (par ordre alphabétique).

L'auteur espère qu'une nouvelle édition, corrigée et augmentée, pourra voir le jour dans quelques années. Tel qu'il se présente aujourd'hui, avec ses 2.774 numéros, le travail actuel rendra de grands services.

Pierre FROMONT.

### Monnaie.

**Varri auctores**, *Readings in Monetary Theory*. Un vol. in-8° de ix-344 p., Londres, George Allen and Unwin Ltd, 1932.

C'est une excellente idée que de réunir en un volume d'importants articles relatifs à un même sujet, perdus dans différentes revues de dates également diverses. Nous en comptons 20, répartis en quatre groupes et suivis par une bibliographie d'articles monétaires.

Le livre débute par l'étude connue d'Edwin Cannan, parue dans l'*Economic Journal* en 1921, sur l'application à la monnaie du mécanisme de l'offre et de la demande, et se poursuit par celle de J. R. Hicks, qui suggère de simplifier la théorie monétaire (*Economica*, 1933) et celle de E. C. Simmons, très brève, sur la liquidité de la monnaie (*American Economic Review*, 1947). Ces trois articles forment la première partie.

Dans la deuxième partie, l'ordre logique, adopté au cours de l'ouvrage de préférence à l'ordre chronologique, aboutit à rejeter à la fin l'exposé le plus ancien, celui de A. C. Pigou, sur la valeur de la monnaie (*Quarterly Journal of Economics*, 1917). Nous noterons ensuite spécialement les conceptions de W. F. Crick sur l'origine des dépôts bancaires (*Economica*, 1927) : d'après lui, en matière de volume de crédit, les banques sont les agents passifs de la politique de la Banque d'Angleterre tant qu'elles



maintiennent un rapport constant entre l'encaisse et les dépôts; par conséquent, la Banque d'Angleterre demeure l'organisme de contrôle des offres de monnaie et les établissements de crédit, sauf pendant de courtes périodes, ne peuvent guère enfler ou contracter les dépôts.

Après une note mathématique de J. E. Meade sur le montant de la monnaie et le système bancaire (*Economic Journal*, 1934), R. N. McKean analyse les facteurs qui déterminent une situation liquide et établit la nécessité de compléter le budget économique de la nation par un bilan national (*Journal of Political Economy*, 1949). H. S. Ellis aborde le problème du rapport entre la vitesse de circulation de la monnaie et celle de la circulation des biens (*Quarterly Journal of Economics*, 1937-1938), il spécifie qu'à court terme, la préférence pour la liquidité peut déterminer le taux de l'intérêt, mais qu'à long terme elle joue un rôle dans la détermination du niveau des prix et non dans celle du taux de l'intérêt. R. G. Hawtrey explique que les causes monétaires des mouvements des prix sont celles qui modifient le montant des revenus et des dépenses des consommateurs sans maintenir de proportionnalité avec les variations des facteurs de production. Il en tire cette conséquence que l'inflation est une expansion des revenus des consommateurs plus que proportionnelle à celle des facteurs de production (*Journal of the Royal Statistical Society*, 1930). Ces idées ont été reprises par l'auteur en 1932 dans son ouvrage *The Art of Central Banking*, et l'on comprend la conclusion qu'il en a tirée : un bon système bancaire cherchera à maintenir les dépenses des consommateurs relativement constantes, c'est-à-dire compte tenu des variations de la population et de la qualité du travail.

Enfin, D. H. Robertson (*Economica*, 1933) prend place dans cette partie du livre avec une courte note théorique que l'on trouvera reproduite dans *Essays in Monetary Theory* (Essai, VI, 1940).

Dans la troisième partie, 34 pages consacrées par F. Modigliani à la préférence pour la liquidité et à la théorie de l'intérêt (*Econometrica*, 1944), aboutissent à la double conclusion suivante : tant que les salaires demeurent élastiques, l'équilibre à long terme du taux de l'intérêt est déterminé exclusivement par des facteurs réels, c'est-à-dire surtout par la propension à épargner et par la productivité marginale de l'investissement. La condition d'égalité entre l'épargne et l'investissement commande alors le niveau des prix et non le taux de l'intérêt. Si les salaires sont rigides, il est encore vrai de dire que l'équilibre à long terme du taux de l'intérêt est déterminé par les propensions à épargner et à investir, mais celles-ci dépendent du revenu monétaire, donc du montant de la monnaie. Dans ce cas, d'ailleurs, la plupart des variables économiques sont fonction de ce dernier élément.

Un deuxième article de A. C. Pigou (*Economica*, 1947) traite du progrès économique dans un milieu stable. Don Patinkin (*American Economic Review*, 1948) expose que, dans un monde statique où le stock monétaire demeure constant, la flexibilité des prix assure le plein emploi, mais dans le monde dynamique réel elle peut seulement l'assurer à long terme ou même engendrer un chômage continu. Une politique de plein emploi ne doit donc pas être seulement fondée sur le maintien d'un volume constant de monnaie.

L'article de Clark Warburton est l'un des plus importants de cet ouvrage, et l'un des moins connus; il est extrait du *Journal of Business of the University of Chicago* (1946). Il constitue une vigoureuse critique de la théorie keynésienne, selon laquelle le déséquilibre entre l'épargne et

l'investissement serait une des causes essentielles des fluctuations cycliques et séculaires. L'auteur estime que ces fluctuations sont dues surtout à des variations du volume de la monnaie. Ce n'est pas que ces dernières soient ignorées par Keynes puisque la quantité de monnaie est un des éléments qui déterminent le niveau du revenu et de l'emploi dans son système, mais quatre « aspects vitaux » du volume monétaire sont restés ignorés : 1° les données statistiques concernant l'amplitude et la fréquence des variations quantitatives de la monnaie relativement à l'amplitude et à la fréquence des variations des trois facteurs psychologiques keynésiens; 2° l'influence directe des variations quantitatives de la monnaie sur les fluctuations des prix et des affaires; 3° les variations du rapport entre les quantités de monnaie et le mouvement des affaires d'une part et les facteurs psychologiques et le taux de l'intérêt d'autre part; 4° la nature des forces qui contrôlent le volume de la monnaie aux Etats-Unis et ont engendré l'instabilité monétaire. L'auteur conclut que la politique monétaire doit viser le maintien d'une quantité monétaire convenable, non le taux de l'intérêt en soi.

Cette partie se termine par des observations de G. Cassel sur le taux de l'intérêt, le taux de l'escompte et la stabilisation des prix (*Quarterly Journal of Economics*, 1927-1928).

La quatrième partie concerne la politique monétaire. H. C. Simons nous donne sur ce sujet l'opinion des libéraux (*Journal of Political Economy*, 1936) : le système monétaire doit être soumis à des règles strictes et le contrôle politique doit être limité à la réglementation de la quantité de monnaie, l'orientation des investissements étant assurée par la concurrence. Cependant, la fixation du volume monétaire présente un danger, car la vitesse de circulation de la monnaie sera d'autant plus exposée à subir de violentes fluctuations que sa masse sera plus rigide; en outre, des substituts monétaires se développeront (*near-moneys*). L'auteur reconnaît la nécessité d'une certaine direction monétaire afin de neutraliser par des mesures financières et bancaires les conséquences des monopoles et des tarifs douaniers sur les prix et les taux des salaires, et il se livre à une critique qui nous semble injustifiée de la règle fondamentale bancaire : les fonds empruntés à court terme doivent être remployés à court terme (p. 346).

Milton Friedman (*American Economic Review*, 1948) nous propose le cadre d'une stabilité monétaire et financière qui présente, selon lui, un triple avantage : il écarte les interventions politiques, il adapte le secteur public aux changements qui surviennent dans les autres secteurs de l'économie, il convient aux opérations à long terme.

Après des études de Lester V. Chandler sur la politique du système fédéral de réserve et sur la dette fédérale (*American Economic Review*, 1949) et de C. O. Hardy sur les mesures financières en tant qu'instruments de stabilisation économique (*American Economic Review*, 1948), toutes deux centrées sur l'économie des Etats-Unis, A. G. Hart expose le « plan de Chicago » (*Review of Economic Studies*, 1933), dont l'essentiel consiste dans l'obligation imposée aux banques de maintenir contre leurs dépôts à vue une réserve de 100 % sous forme d'encaisse ou de dépôts à la Banque fédérale de réserve. Si cette réforme était adoptée, les réserves des banques américaines passeraient de 2 à 20 milliards de dollars. L'auteur envisage successivement le jeu de ce système et ses possibilités d'établissement.

Le lecteur ne manquera pas d'observer que les exposés inclus dans cette dernière partie de l'ouvrage révèlent une tendance générale vers la recherche d'un système monétaire et bancaire indépendant de la politique.

Envisageant l'ensemble de ce volume, il constatera, en outre, avec regret que les articles reproduits sont extraits uniquement de revues de langue anglaise.

Par contre, il ne serait pas équitable de critiquer les auteurs de cette sélection parce que de grands théoriciens de la monnaie, comme Irving Fisher, Keynes ou Williams ne figurent pas parmi les élus, ou parce que des phénomènes monétaires essentiels, comme l'inflation, ne font l'objet d'aucun texte : les exposés monétaires utiles à connaître sont si nombreux qu'un seul livre ne suffirait pas à les contenir tous.

LOUIS BAUDIN.

### Crises, cycles et conjoncture.

**Hamberg (D.),** *Business Cycles*. Un vol. de 624 p., The Macmillan Company, New-York, 1931.

Nous ne connaissons pas en France le nom de M. H. avant la publication de cet ouvrage. Et je crois pouvoir ajouter, à en juger au moins par ce livre, que M. H. ne connaît encore guère ou presque pas la France. La simple lecture de son index, du reste construit avec beaucoup de soin, nous convainc rapidement qu'aucun auteur français n'est cité, même pas Aftalion, que l'Association internationale reconnaissait cependant à la *Round Table* d'Oxford (septembre 1932) avoir été, avant la lettre, l'initiateur du principe d'accélération. Formé aux Universités de Chicago et de Princeton, M. H. est actuellement à l'University de Delaware où il ne semble pas encore être professeur. Son maître paraît être en cette Université le professeur W. Halder Fisher, qui ne semble pas encore très connu en France. M. H. semble avoir été largement influencé par les professeurs P. A. Samuelson et L. A. Metzler.

Ce livre n'apporte pas une théorie personnelle des cycles. Il est destiné à l'enseignement. C'est, après plusieurs autres, une présentation nouvelle de la littérature contemporaine sur les cycles. Il comprend trois parties. La première est une introduction qui dégage les aspects statistiques du cycle et les concepts dont l'auteur se servira; ce sont essentiellement la consommation, l'épargne et l'investissement, le multiplicateur et l'accélérateur. Le simple énoncé de ces notions révèle les préférences de l'auteur. Il doit sa formation à Keynes et aux successeurs de Keynes.

La deuxième partie, consacrée à l'exposé des théories, débute par l'étude des théories de Keynes et de la thèse stagnationiste. Cette première place donnée à Keynes dans un livre consacré aux cycles est en effet très révélatrice. L'auteur a du reste conscience de la critique qui pourrait lui être faite. Cette critique, il se l'adresse à lui-même (p. 136) : « A vrai dire, la théorie de Keynes est probablement plus apte à fonder la théorie d'une dépression prolongée (chronique), d'une stagnation séculaire, que celle des business cycles. » Ou alors il aurait peut-être mieux valu donner à l'ouvrage un autre titre que celui de « Business cycles ». Il est vrai que les chapitres suivants sont beaucoup plus attachés à l'explication propre du cycle. La classification des théories n'est ni didactique, ni progressive. Nous voyons se succéder la théorie monétaire, la théorie du sur-investissement, la théorie de Schumpeter, les théories de la sous-consommation. Un chapitre IX est intitulé : « Quelques facteurs stratégiques qui influencent la forme générale du comportement cyclique ». L'auteur a groupé là



le rôle de l'agriculture, les coûts et les prix, le rôle des « expectations », le rôle des « inventories ». Le chapitre X est consacré au problème de la propagation internationale des cycles.

C'est au seuil de la troisième partie intitulée : « L'application de la théorie du cycle », que nous sommes mis en présence de ce qui pourrait être la théorie propre de l'auteur. C'est la théorie dite éclectique. Au fond, ce terme d'éclectique n'est peut-être pas bien choisi, vu son caractère péjoratif. A regarder de près, M. H. choisit les facteurs qui lui paraissent les plus caractéristiques, mais sans les ordonner, sans les unifier. Il me semble que la distinction des forces exogènes et des forces endogènes aurait gagné à être utilisée bien avant la page 361.

Deux chapitres sont consacrés à analyser les cycles majeurs et les cycles mineurs durant les « twenties », c'est-à-dire avant la grande dépression, puis le phénomène de la stagnation durant les « thirties », enfin les mouvements des années 40, les « fourties ». L'ouvrage se termine un peu brutalement par l'étude de la politique monétaire (Chap. XIV) et de la politique fiscale (Chap. XV) au regard du cycle et de la dépression. Je dis brutalement, car on aimerait que le lecteur soit aidé à tirer la leçon de cet enseignement. Il est vrai qu'une telle leçon est sans doute encore prématurée.

Peut-être n'avons-nous pas su trouver en ce livre le fil directeur qui plait au lecteur français. C'est probablement parce que le lecteur américain n'a pas les mêmes besoins. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que tous trouveront là une présentation très claire et très précise des principaux aspects de la théorie contemporaine. C'est l'interprétation, en termes agrégatifs, du revenu national, qui donne le ton à l'ouvrage. Chaque chapitre est suivi d'une précieuse bibliographie.

Henri GUITTON.

### Finances publiques.

*Les effets de l'impôt sur le commerce et les investissements internationaux.*

— Publications des Nations Unies. Un vol. de iv-100 p., New-York, 1930.

La Société des Nations avait consacré naguère quelques études aux questions de fiscalité internationale, notamment en ce qui concerne la multiple imposition. L'analyse demandée par le *Conseil économique et social* de l'O. N. U. à la Division des Finances publiques de son *Département des Affaires économiques* s'efforce de fournir des enseignements valables non seulement pour les pays les plus évolués, mais encore pour les pays insuffisamment développés, étant donné l'intérêt actuel du problème de leur financement.

Les impôts sur le commerce et les investissements internationaux sont successivement envisagés comme *éléments de recettes publiques* et comme *facteurs d'orientation économique*. Obstacles et stimulants sont passés en revue avant que ne soit reprise l'étude des méthodes permettant d'éviter la *multiple imposition internationale*. Une conclusion très nuancée est présentée quant à la nécessité de tenir compte de tous les facteurs complexes analysés, d'ordre fiscal et non fiscal, aussi bien lorsqu'il s'agit d'éviter la multiple imposition que de prévoir la mise en œuvre de nouveaux stimulants au commerce et aux investissements internationaux.

Signalons trois *annexes* concernant les conventions générales entre un



certain nombre de pays européens, les conventions anglo-américaines conclues par des pays du Commonwealth britannique, ainsi que le tableau de répartition du revenu entre l'Inde et le Pakistan à la suite d'une convention du 10 décembre 1947.

Jean WEILLER.

### Sociologie.

**Carneiro Leão (A.),** *Panorama sociologique du Brésil.* Un vol. de 130 p. Préface de Georges Davy, Paris, Presses universitaires de France, 1953.

Cet ouvrage contient l'essentiel des attachantes conférences données en 1954, à la Sorbonne, par l'éminent doyen de la Faculté de philosophie de l'Université du Brésil.

L'auteur entend nous donner une vision de l'homme et des groupes sociaux du Brésil, une interprétation sociologique de leurs efforts vers le progrès. Et d'abord, c'est l'opposition entre le milieu rural et le milieu urbain qui retient son attention. On ne saurait les distinguer par la densité de la population ou la grandeur des agglomérations, mais par des facteurs de différenciations plus fondamentaux. A la campagne, l'homme est en contact intime avec la nature et en subit directement l'influence; à la ville, c'est la manufacture et les techniques qui créent l'ambiance; d'où de multiples différences entre les deux milieux; dans l'état sanitaire, le mouvement démographique, la structure de la famille, l'éducation, la mobilité sociale. L'homme du « sertão » a le culte de la tradition, celui des villes est davantage ouvert aux influences de l'extérieur : « La caractéristique du rural, c'est d'être régional, local et particulier; celle de l'urbain, c'est la tendance vers le général, l'international, l'universel. »

En fait, les traits fondamentaux de la société brésilienne s'expliquent par de longs siècles d'évolution rurale. L'auteur nous montre l'homme brésilien aux prises avec la forêt, parfois la sécheresse et toujours l'immensité des distances. La « zone de culture » qu'il habite possède des traits spécifiques qui n'ont pas permis à tous les groupes ethniques de s'y adapter. Certaines souches européennes n'ont pu vaincre les obstacles naturels et se sont étiolées, tandis que les Portugais et les « mamalucos » (descendants de Portugais et d'Indiennes) réussissaient à conquérir le désert et la forêt vierge. La civilisation du Nord-Est est leur œuvre, et l'auteur lui attribue un rôle prépondérant dans la formation historique du Brésil : « Le Nord-Est a commencé par être un des plus grands champions des libertés nationales, le défenseur intrépide des libertés de la patrie... De bonne heure, il est devenu la pépinière des pionniers nécessaires au défrichement de l'Amazonie. Plus encore, à travers tout le territoire — de l'Acro jusqu'au fin fond du Mato-Grosso et à l'extrémité des confins du Sud — on rencontre partout, comme éléments de notre vitalité dynamique : l'homme du Piahy, du Ceará, de Pernambuco, de la Parahiba, du Rio do Norte, de Bahia et de Sergine. » (P. 121.)

M. C. L. analyse les particularités de l'évolution politique et culturelle de l'Amérique latine. Il s'est agi, là, d'une colonisation dépendant de gouvernements absolutistes à l'apogée de leur prestige, tandis qu'en Amérique anglaise, le peuplement était fait par des groupes à l'esprit particulariste. Les Anglo-Américains avaient la volonté de construire un monde compatible avec la liberté à laquelle ils aspiraient; au contraire, les

Latino-Américains gardaient la nostalgie de la patrie distante. Ils recherchaient la richesse, certes, mais aussi le brillant de l'intelligence et la culture désintéressée; d'où leur goût de la spéculation et leur ouverture aux idées venues d'Europe et spécialement de France. Ils ont le sens de l'univers, comme le prouve, par exemple, l'œuvre politique de Ruy Barbosa. L'auteur ne fait pas exception, et les fortes pages qu'il consacre aux rapports de la pensée et de l'action s'inspirent de la même sagesse.

Il convient de signaler encore l'intéressant chapitre de bibliographie critique présentant les doctrines sociologiques développées au Brésil. On sait l'attrait des savants de ce pays pour l'étude des sociétés et le culte qu'y conserve Auguste Comte. D'ailleurs, le monde rural brésilien est un terrain d'observation beaucoup trop riche pour ne pas tenter les observateurs. En fait, de nombreux ouvrages ont été consacrés à ces études. Certains, comme ceux de Gilberto Freyre, sont universellement connus et appréciés. Mais bien d'autres sont indispensables pour pénétrer dans l'intimité des groupes sociaux brésiliens et comprendre la formation de cette belle et grande Nation, dont le cœur est si près du nôtre.

L. BUQUET.



# TABLE DES MATIÈRES

ANNEE 1953

## 1° Articles de fond.

	Pages.
AILAIS (Maurice). — Pour la création de Facultés des Sciences économiques et sociales .....	212
ANTONELLI (Etienne). — La naissance de la <i>Revue d'économie politique</i> vue à travers la correspondance de Charles Gide et de Léon Walras .....	826
ANTONELLI (Etienne). — La Sécurité sociale .....	803
AUBOIN (Roger). — La Réforme monétaire, condition de l'unité européenne. ....	146
BORDAZ (Robert) et ERGMANN (Raoul). — La reconstruction et le logement en France .....	671
BOULANGER (J.-J.). — Le problème des interdépendances. Chance d'une économie appliquée .....	185
BOUNATIAT (Mentor). — Réflexions sur une politique inflationniste du crédit. ....	169
BRIEN (Victor). — L'inflation dirigée comme moyen normal et permanent de financer les dépenses de l'Etat .....	44
BUSSCHAN (W. J.). — Le rôle de l'Amérique dans la stabilisation monétaire. ....	154
COLLIARD (C. A.). — Législation et politique fiscales .....	433
COULBOIS (Paul). — Le budget, la trésorerie, la dette publique .....	476
COURTIN (René). — La France économique en 1952 .....	1
DEHOVE (Gérard). — Le mouvement ouvrier et la législation sociale .....	752
DESSIRIER (Jean). — La bourse des valeurs .....	562
DIVISIA (François). — Contre une coupure des études économiques et des études juridiques .....	204
DUMAS (R.). — L'évolution des prix .....	416
ERGMANN (Raoul). — Voir BORDAZ (Robert).	
FOURASTIÉ (Jean). — Les assurances .....	600
FROMENT (René). — Le revenu national .....	424
FROMENT (Pierre). — La production agricole .....	607
GOETZ-GIREY (Robert). — Salaires et inflation .....	277
GONNARD (René). — Quelques considérations sur la propriété et la liberté. ....	814
HAOUR (Pierre). — Les émissions .....	549
HENRY (Louis). — La situation démographique de la France .....	406
LAGNIER (André). — L'évolution des transports .....	712
LEDUC (Gaston). — Note critique sur l'« inflation dirigée » .....	71
LÉVY-BRUHL (Raymond). — L'évolution des salaires .....	735
MAILLET (Pierre). — Unité ou pluralité des cadres de comptabilité nationale. ....	867
MILLET (J.). — Les caisses d'épargne .....	542
MOLIEUX (Fernand). — Le marché de l'argent à court terme et le marché des changes .....	502
PELLIER (Jacques). — L'Union française d'outre-mer .....	431
PENGLAOU (Charles). — Aspects actuels du contrôle de crédit .....	857
PIATIER (André). — La production industrielle et le commerce intérieur ....	637
PRADEL (P.-M.). — L'optimum d'investissement .....	332
RIST (Charles). — Le problème de l'organisation de l'enseignement économique en France .....	202



ROUSSEAU (Paul). — Les critères d'appréciation du bien-être économique ..	331
RUEFF (Jacques). — La régulation monétaire et le problème institutionnel de la monnaie ..	5
SICARD (Emile). — De la communauté domestique dite de « Zadruga » à la coopérative kolkhozienne ..	84
WEILLER (Jean). — Echanges extérieurs et politique commerciale ..	684

## 2° Notes et Mémoranda.

BAILEY (Martin). — Notes théoriques sur la loi de Say ..	885
BOUSQUET (G.-H.). — La monnaie selon un mystique musulman ..	238
BRIEN (Victor). — Réponse à Gaston Leduc ..	221
BUNLE (Henri). — Nécrologie : Armand Julin ..	334
BYÉ (Maurice). — Observations sur la balance des paiements de Meade ..	104
COURTIN (René). — Remarques pour terminer ..	228
LAMBERT (Paul). — La crise générale sans monnaie et la loi des débouchés ..	888
MAILLET (Pierre). — Une nouvelle technique économique : les programmes linéaires ..	114
MOSSÉ (Robert). — Colloque d'économistes : le progrès économique ..	901
PIETTRE (André). — De la méthode de l'enseignement économique en licence ..	234
RIST (Charles). — L'économie de Paul Samuelson ..	386
— La stabilité économique dans un monde changeant ..	231
Concours d'agrégation des sciences économiques ..	124
Avis de concours ..	389
Avis de congrès ..	907

## 3° Revue des Livres.

## A. — OUVRAGES ANALYSES.

Arnou (André). <i>Éléments d'économie politique</i> (Joanny Ray), 390.	Condoide (Miklail). <i>The Soviet Financial System</i> (R. Mossé), 393.
Augé-Laribé (Michel). <i>Répertoire bibliographique d'économie rurale</i> (P. Fromont), 931.	Confederazione italiana del commercio. <i>Atti del Convegno di Studi sui costi di distribuzione</i> (Robert Mossé), 261.
Baudin (Louis) et autres. <i>Traité d'Economie politique</i> (René Gonnard), 909.	Dehem (Roger). <i>L'efficacité du système économique</i> (Henri Guitton), 391.
Baudin (Louis). <i>L'aube d'un nouveau libéralisme</i> (Pierre Fromont), 912.	Egle (Walter). <i>Economic stabilization</i> (Henri Guitton), 269.
Bénard (Jean). <i>La conception marxiste de capital</i> (Robert Mossé), 246.	Escarra (Jean). <i>La Chine (Passé et Présent)</i> (Jean Morini-Comby), 254.
Bettelheim (Charles). <i>Le problème de l'emploi et du chômage dans les théories économiques. Faits et chiffres relatifs à l'emploi et au chômage</i> (René Courtin), 136.	Fossum (P. R.). <i>Principles of Economic Development</i> (Henri Guitton), 134.
Bouton (Charles). <i>Les voies antiques, les grands chemins médiévaux et les routes royales du Haut-Maine</i> (J. Maillet), 393.	Fourastié (Jean). <i>La productivité</i> (Pierre Fromont), 243.
Cambiaire (André de). <i>L'Auto-consommation agricole en France</i> (Michel Augé-Laribé), 399.	Fyot (J. L.). <i>Dimensions de l'homme et science économique</i> (Henri Guitton), 274.
Carneiro Leâ (A.). <i>Panorama sociologique du Brésil</i> (Léon Buquet), 936.	Hamberg. <i>Business Cycles</i> (Henri Guitton), 934.
Chait (Bernard). <i>Sur l'économétrie</i> (Pierre Maillet), 913.	Harrod (R. F.). <i>Towards a dynamic economics</i> (Henri Guitton), 244.
Chardonnet (Jean). <i>Les grands types de complexes industriels</i> (F. Treux), 400.	Hicks (John Richard). <i>The social Framework, an Introduction to Economics</i> (Robert Mossé), 132.
	Jansse (Lucien). <i>La propriété</i> (René Gonnard), 394.
	Joubert (W. H.). <i>Southern freight rates in transition</i> (René Bertrand), 267.

- Jouis (Henri).** *Richesses insoupçonnées* (René Courtin), 243.
- Joussain (André).** *Les rapports de l'économie et de la morale* (Daniel Villey), 276.
- Kikobhai.** *State and economic life* (Jean Morini-Comby), 271.
- Kokkalis (Alexander).** *Why is the Theory of Labor the only fundamental and exact economic Theory* (Louis Baudin), 245.
- Lajugie (J.).** *Proudhon* (René Gonnard), 392.
- Logères (Marc de).** *Les mouvements des prix aux Etats-Unis dans la période de reconversion* (F. Trevoux), 268.
- Maillet (J.).** *Histoire des faits économiques des origines au XX<sup>e</sup> siècle* (Pierre Fromont), 233.
- Malissen (Marcel).** *L'auto-financement des sociétés en France et aux Etats-Unis* (Charles Penglaou), 404.
- Markham (Jesse W.).** *Competition in the rayon industry* (F. Trevoux), 260.
- Marx (Daniel).** *International Shipping Cartels* (F. Trevoux), 403.
- Menegazzi (Guido).** *Corso di scienza sociale* (René Gonnard), 911.
- Michelet (Georges).** *La stabilité monétaire* (F. Verdeaux), 142.
- Mossé (Robert).** *Les salaires* (René Courtin), 246.
- Polak (J.).** Voir **TINBERGEN**.
- Popescu (Oreste).** *El sistema economico en las misiones jesuiticas* (Louis Baudin), 237.
- Prokopovicz (Serge).** *Histoire économique de l'U.R.S.S.* (Robert Mossé), 395.
- Ramus (André).** *Vie paysanne et technique agricole* (M. Augé-Laribé), 140.
- Roover (Raymond de).** *Gresham on foreign exchange* (G. Leduc), 137.
- Savatie (René).** *Les métamorphoses économiques et sociales du droit civil d'aujourd'hui* (Jane Aubert-Krier), 143.
- Say (Jean-Baptiste).** *Textes choisis* (Paul Lambert), 923.
- Schop Santos (Ernest).** *Elementos de Economia politica* (Louis Baudin), 241.
- Schwary (Harry).** *Russia's Soviet Economy* (Robert Mossé), 395.
- Scitowsky (Tibord).** *Welfare and Competition* (J. Morice), 915.
- Sédillot (René).** *Le franc* (Charles Rist), 269.
- Soreau (Edmond).** *L'agriculture du XVII<sup>e</sup> siècle à la fin du XVIII<sup>e</sup>* (André Garrigou-Lagrange), 924.
- Spiegel (H. W.).** *An Introduction to Economics* (J. Lajugie), 132.
- Spiegel (H. W.).** *The Development in Economic Thought, Great Economists in Perspective* (Louis Baudin), 233.
- Thalamas (A.).** *Les origines de la société française. La société seigneuriale française, 1030-1270* (Michel Augé-Laribé), 398.
- Tinbergen (Jan).** *Econometrics* (Pierre Maillet), 913.
- Tinbergen (Jan) et Polak (J.).** *The Dynamics of Business Cycles* (Léon Buquet), 270.
- Tintner (Gerhard).** *Econometrics* (Michel Verhulst), 133.
- Verhulst (Michel).** *Les industries d'utilité publique. Bases théoriques et statistiques d'une étude rationnelle* (Pierre Maillet), 917.
- Veyret (Paul).** *Géographie de l'élevage* (Pierre Fromont), 141.
- Viner (Jacob).** *The Custom Union Issue* (Jean Weiller), 262.
- Wander (Hilde).** *Importance de l'émigration pour la solution du problème de la population en Europe occidentale* (Henri Bunle), 138.
- Winkler (Wilhelm).** *Grundfragen der Ökonometrie* (Pierre Maillet), 913.
- Zignolli (Vittorio).** *Condensé de Tecnica della Produzione* (S. Naggar), 401.
- Zimmerman (J.).** *The propensity to Monopolize* (G. Faiveley), 919.
- Varii auctores.** *International Economic Papers* (Louis Baudin), 921.
- Varii auctores.** *Money, Trade and economic Growth, in honor of John Henry Williams* (Louis Baudin), 248.
- Varii auctores.** *Readings in monetary Theory* (Louis Baudin), 931.
- Varii auctores.** *Richesse et misère* (Louis Baudin), 250.
- Anonymous.** *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1934* (J. Lajugie), 238.
- Anonymous.** *Etudes sur la comptabilité nationale en France* (Pierre Maillet), 138.
- Anonymous.** *International capital movements during the interwar period* (J. Lajugie), 265.
- Anonymous.** *L'Australie* (A. Perpillon), 925.
- Anonymous.** *La clause de l'échelle mobile* (Robert Mossé), 273.



**Anonyme.** *La Grèce* (Pierre Fromont), 927.

**Anonyme.** *La réforme agraire* (Pierre Fromont), 299.

**Anonyme.** *Les comptabilités nationales dans le monde* (Pierre Maillet), 928.

**Anonyme.** *Les effets de l'impôt sur le commerce et les investissements internationaux* (Jean Weiller), 933.

**Anonyme.** *Les problèmes du chômage*

*et de l'inflation* (Robert Mossé), 272.

**Anonyme.** *L'industrie européenne des tracteurs dans le cadre du marché mondial* (Pierre Fromont), 402.

**Anonyme.** *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (Gaston Leduc), 266.

#### B. — AUTEURS DES COMPTES RENDUS.

AUBERT-KRIER (Jane), 143.

AUGÉ-LARIBÉ (Michel), 140, 398, 399.

BAUDIN (Louis), 241, 245, 248, 250, 253, 254, 257, 921, 931.

BERTRAND (René), 267.

BUNLE (Henri), 138.

COURTIN (René), 136, 243, 246.

BUQUET (Léon), 270, 936.

BUGNET (Léon), 270, 934.

FAIVELEY (G.), 919.

FROMONT (Pierre), 141, 243, 255, 299, 402, 912, 927, 931.

GARRIGOU-LAGRANGE (André), 924.

GONNARD (René), 392, 394, 909, 911.

GUITTON (Henri), 134, 244, 269, 274, 391, 934.

LAJUGIE (J.), 132, 265.

LAMBERT (Paul), 923.

LEDUC (Gaston), 137, 266.

MAILLET (J.), 393.

MAILLET (Pierre), 158, 913, 917, 928.

MORICE (J.), 915.

MORINI-COMBY (Jean), 254, 271.

MOSSÉ (Robert), 132, 246, 261, 272, 273, 395.

NAGGAR (S.), 40.

PENGLAOU (Charles), 404.

PERPILLOU (A.), 925.

RAY (Joanny), 390.

RIST (Charles), 269.

TREVoux (François), 260, 268, 400, 403.

VERDEAUX (F.), 142.

VERHULST (Michel), 135.

VILLEY (Daniel), 276.

WEILLER (Jean), 262, 933.

Le Gérant : DE PETRALADE.

Dépôt légal effectué en 1953 (4<sup>e</sup> trimestre).

26635. — IMPRIMERIES DELMAS, Bordeaux (31.0192). — 1953.





